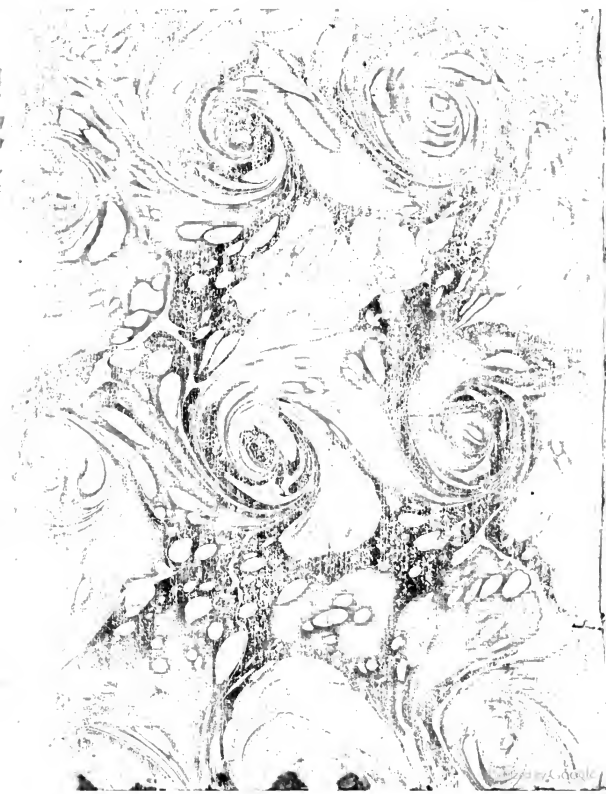










BIBL. NAZ.
Vitt. Emanuele III

166
D

166

LES POUVOIRS

LÉGITIMES

DU PREMIER ET DU SECOND

ORDRE,

DANS L'ADMINISTRATION DES SACREMENTS,
ET LE GOUVERNEMENT DE L'ÉGLISE;

ou

par *Traver*

Il est traité de la Jurisdiction & Approbation des Evêques & des Curés aux Prêtres inférieurs, pour l'exercice de leur sacré Ministère, de la juste étendue des Excommunications de Droit & de Sentence portée, encouruës ou à encourir par le seul fait, & des regles qu'on doit observer avec les Excommuniés pendant la vie, à la mort & après la mort.

Le tout discuté exactement suivant le Droit, les Canons, les Conciles, les Rituals, les Mandemens, les Saintes Synodaux & Lettres pastorales de plusieurs Evêques, les Jurisconsultes, les Theologiens, les Decrets, Constitutions & Brefs de plusieurs Papes, le Rescrit de plusieurs Assemblées du Clergé de France, les Ordonnances & les Edits Roiaux.



EN FRANCE.

M. DCC. XLIV.



TABLE DES PARTIES ET PARAGRAPHES.

AVERTISSEMENT, page IX.

PREMIERE PARTIE.

- T**OUS les Presbres ont par l'Ordination, une puissance d'Ordre, qui les rend capables de censurer & d'absoudre. pag. 1.
- I. Les Presbres recoivent dans leur Ordination, une vraie puissance d'absoudre. Ibid.
- II. La qualite de Juge, & la puissance de juger, ne manque à aucun Presbre. 1.
- III. Tous les Presbres selon le concile de Constance, ont le pouvoir de censurer & d'absoudre veritablement. Ce Concile ne parle point de la Mission & de l'Approbation de l'Eveque. 11.
- IV. Le pouvoir des Clefs est radicalement, & du côté de Dieu, aussi grand dans le simple Presbre, que dans l'Eveque. 16.
- V. Il n'y a aucune erreur à dire, que le Pouvoir d'absoudre est dans tous les Presbres, mais il y a de l'erreur à soutenir que le Pouvoir actuel d'absoudre est dans les seuls Eveques. 23.
- VI. Tous les Presbres censejoient dans les premiers siecles de l'Eglise, par le seul Pouvoir d'Ordre. 30.
- VII. Les Presbres censejoient à Nantes, sous la Metropole de Tours l'an 1563. par le seul Pouvoir d'Ordre, & comme Vicaires dans les Prieuries par la commission des Paresseux, ou du Juge seculier, dans la vacance de l'Eglise Paroissiale, ou la non residence du Curé. 39.
- Extrait des Registres du Presbital de Nantes. Ibid.
- VIII. Objection contre le Ministère de l'Absolution, exercée par tous les Presbres dans les premiers siecles de l'Eglise, sans dependance de l'Eveque & sans sa Mission. 43.
- IX. Explication de la Doctrine du concile de Trente, touchant le Pouvoir d'absoudre, donnée à tous les Presbres. 51.
- X. Le concile de Trente, selon le commun des Canonistes & des Theologiens, a decide qu'il n'y a aucune obligation dans le danger de mort, de se confesser à un Presbre approuvé plutôt qu'à un Presbre non approuvé. 61.
- XI. Dans le danger de mort, on peut se confesser à un Presbre non approuvé, par preference à un Presbre approuvé qui se presente, eu que l'on peut appeler. 67.
- XII. Reposte aux objections, qu'un Presbre non approuvé, ne peut en presence d'un Presbre approuvé, absoudre un moribond. 71.
- XIII. Un Eveque, qui empêche les Presbres approuvés ou non approuvés de confesser les malades en danger de mort les appellent pour se confesser, pechent gravement, & sont excommuniés. & de ne pas ecouter l'Eglise. 81.
- Extrait de la Lettre de M. de Bonjean, Recteur de saint Nicolas de Nantes, à l'Official, en presence des Presbres, sans approbation, confessoient les malades à Nantes l'an 1674. 86.
- XIV. La Courne des Clefs n'est pas de droit Divin, mais de droit Ecclesiastique & recent dans l'Eglise. 87.
- XV. Il n'y a aucune obligation de se presenter au Supérieur, lorsque dans le danger de mort on a recu par un Presbre qui autrement n'aurait pas le pouvoir de la donner, l'absolution d'une sentence reservee de droit. 93.

SECONDE PARTIE.

- De la Jurisdiction ordinaire, ou de la delegation pour absoudre. pag. 96.
- I. Les Presbres avant d'être ordonnés, sont trouvez capables dans l'examen de leur Eveque d'administrer les Sacramens, & recoivent dans l'Ordination le Pouvoir d'absoudre, & une Jurisdiction suffisante pour absoudre validement. 96.
- II. L'Eglise n'a point aux Presbres le Pouvoir d'absoudre, ni la Jurisdiction interieure & spirituelle qu'ils recoivent dans l'Ordination, elle ne leur donne pas la Jurisdiction ecclesiastique & exterieure ou le territoire, & les sujets pour exercer leurs pouvoirs lorsqu'ils sont ordonnés. 103.

TABLE DES PARTIES ET PARAGRAPHES. iij

- III.** La Puissance d'absoudre doit être accompagnée de la puissance de Jurisdiction, mais il est de foi que la puissance de Jurisdiction intérieure n'est pas différente de celle d'absoudre; & il n'est pas de foi que la commission qui fait Ordinaire, ou qui délègue la Jurisdiction extérieure, fait nécessaire pour absoudre valablement. 112.
- IV.** La Jurisdiction qu'on appelle ordinaire ou déléguée, quo l'en dit nécessaire pour pouvoir absoudre dans le sacrement de Pénitence, est de Droit ecclésiastique & récente, & l'Absolution peut être valide sans elle. 112.
- V.** Le Droit & les Conciles, n'établissent point que les Absolusiciens données sans la Jurisdiction extérieure ecclésiastique, de titre ou de délégation, sont de soi invalides. 113.
- VI.** L'Eglise ne peut rendre invalide le sacrement de Pénitence administré sans la Jurisdiction, qu'on appelle ordinaire ou de délégation. 117.
- VII.** Le Droit ne prononce aucune peine contre les Prêtres qui confessent sans la Jurisdiction, que par un usage récent l'on appelle ordinaire ou déléguée. 121.
- VIII.** Celui qui de bonne foi se confesse à un Prêtre sans Jurisdiction, & qui en reçoit l'Absolution avec des saintes dispositions, est absous véritablement. 125.
- IX.** Objection. La Jurisdiction est essentielle à un acte judiciaire, tel qu'est l'Absolution dans le sacrement de Pénitence; donc il n'y a point d'Absolution sans l'Eveque, la Jurisdiction descendant de lui seul, sur les Curés & tous les autres Prêtres. On répond à l'Objection. 152.
- X.** Recapitulation des Paragraphes précédents. 155.

TROISIEME PARTIE.

- De l'Approbation ordonnée par le concile de Trente II. 23. de reform. cap. 15. pour confesser les séculiers, & enjoins par le Roi. 119.
- §. I.** L'un peut supposer que le Decret du concile de Trente II. 23. cap. 15. de l'Approbation des Confesseurs par l'Eveque, n'a été fait que contre les Prêtres qui venaient l'an 1565. 119.
- II.** Le concile de Trente pris à la lettre, n'oblige que les Religieux à l'Approbation de l'Eveque. 161.
- III.** Pie V. l'an 1571. le concile de Bourges l'an 1584. & Clement X. l'an 1670. ont lu sans la particule Etiam, le chapitre 15. du concile de Trente II. 23. de reformat. & n'obligent que les Réguliers à l'Approbation de l'Eveque, pour pouvoir confesser les séculiers. 169.
- IV.** Le concile de Trente ne défend point absolument aux Curés, d'approuver les Réguliers, ou d'autres Prêtres pour confesser leurs Paroissiens. 172.
- Extraits des Procès-verbaux de visite de M. Claude d'Angennes Eveque du Mans, le Curé approuvoit les Confesseurs de sa Paroisse l'an 1598. 177.
- Extraits des Procès-verbaux de visite de M. Colpeau Eveque de Nantes l'an 1622. 178.
- V.** Section 1. Une erreur de fait a donné lieu d'attribuer aux Eveques, le pouvoir d'approuver à l'exclusion du Pape & des Curés. 179.
- Section 2. Supposer que le Concile défend aux Curés d'approuver, c'est supposer un abus & se prévaloir d'une nullité. 181.
- Section 3. Les Decrets du concile de Trente sur la Discipline, n'étant point reçus en France, un Decret qu'il aurait fait de l'Approbation par le seul Eveque à l'exclusion des Curés, pour confesser les séculiers, pourrait être rejeté & regardé comme d'aucune conséquence. 184.
- VI.** Le recours au seul Eveque pour l'Approbation des Confesseurs, est nouveau & du dernier siècle seulement. 187.
- VII.** Le pouvoir arbitraire des Eveques touchant l'Approbation des Confesseurs, peut avoir de mauvaises suites dans l'Eglise & dans l'Etat, & en a autrefois eu de très-funestes. 194.
- VIII.** Les Prêtres que l'Eveque refuse d'approuver, peuvent en France recourir au Supérieur, ainsi qu'en le pratique ailleurs. 104.
- IX.** L'Eglise n'a point fait de loi qui attribue aux Eveques, le droit d'approuver à l'exclusion des Curés. 111.
- X.** Examen du Decret attribué à l'Assemblée du Clergé de l'an 1655. en faveur des Eveques contre les Curés, imprimé pour la première fois à la suite des pièces de l'Assemblée de 1682. & inséré dans les nouveaux Mémoires tom. 1. fol. 672. On démontre qu'il est supposé. 110.
- XI.** Réponse aux témoignages que l'on produit en faveur de la lettre du Clergé du 25. Avril 1657: sentie Henri de Gondrin; & des sentimens de l'Assemblée du Clergé de 1655. sur la lettre, anathème des Curés de Paris, & celui du Pere Jean Bago Jésoite portés Réguliers. 111.

<i>ladite lettre imprimée pour la premiere fois l'an 1682. & inserée l'an 1716. dans les nouveaux memoires du Clergé, tom. 1. pag. 13. 67. &c. L'on fait voir la supposition de cette Lettre.</i>	226.
<i>XII. Les Evêques tiennent du Roi, le pouvoir d'approuver les Confesseurs à l'exclusion des Curés.</i>	229.
<i>XIII. Le Roi n'a donné aux Evêques que selon l'usage de son pouvoir, quand il leur a donné d'approuver à l'exclusion des Curés.</i>	239.
<i>XIV. L'Approbation est un temoignage de capacité, il est dû de justice à celui qui le merite. Il ne peut être refusé sans cause.</i>	242.
<i>XV. L'Approbation & la Jurisdiction, sont deux choses différentes.</i>	248.
<i>XVI. Selon l'usage d'aujourd'hui & postérieur au concile de Trente, les Evêques donnent l'Approbation, & les Curés ordinairement & de Droit commun, la Jurisdiction aux Confesseurs de leurs Paroisses.</i>	251.
<i>XVII. L'Approbation des Confesseurs par l'Evêque, degeneere dans une question de nom, qui ne donne pas moins aux Curés qu'à l'Evêque.</i>	254.
<i>XVIII. 1°. L'Edit de 1695. ni le concile de Trente, n'autorisent point les Grands-Vicaires à donner aux Prestres seculiers la permission de confesser. 2°. Vrai sens de l'Edit de 1695. dont le developpement fait voir qu'il n'est pas si defavorable à Mrs. les Curés, qu'on le croit communément. 3°. On a donné autrefois si les Grands-Vicaires peuvent donner la Jurisdiction, pour confesser les Paroissiens des Curés, & l'on en doute encore aujourd'hui avec fondement.</i>	256.
<i>XIX. Les Grands-Vicaires dans l'origine, sont au-dessous des Curés, & sont d'une institution recente.</i>	267.
<i>XX. Les Grands-Vicaires ne peuvent porter de Censures, ni faire de fonctions curiales dans les Paroisses à l'insu des Curés, & il y a abus s'ils contreprennent.</i>	271.
<i>XXI. Origine & progrès des Chanoines & des Chapitres.</i>	282.

QUATRIEME PARTIE.

<i>De la dignité des Curés, de leur ministère & de leurs pouvoirs à commettre leurs fonctions, & à faire administrer les Sacramens dans leurs Paroisses, & ailleurs à leurs Paroissiens.</i>	299.
<i>I. Les Curés sont de droit Divins Pasteurs propres & immediats de leurs Paroisses.</i>	Ibid.
<i>II. Les Curés sont Ordinaires dans leurs Paroisses.</i>	308.
<i>III. Le Chapitre 7. & le Canon 11. de la session 14. du concile de Trente, ne prouvent point que les Evêques ont seule la Jurisdiction ou le Ministère des Clesi, que les Curés n'ont de jurisdiction que par l'Evêque, ni que l'absolution donnée par un Curé à un autre qu'un son Paroissien, sans la permission de l'Evêque, mais avec la permission du Curé, est nulle de droit.</i>	314.
<i>IV. Saint Cyprien n'enseigne point que les Curés sont les Vicaires de l'Evêque, & les Evêques les Vicaires du Pape dans leurs fonctions, & qu'autrement, il n'y a point d'unité dans l'Eglise.</i>	318.
<i>V. Objection que l'on fait en faveur des Evêques contre les Curés, tendante à montrer que les Curés n'ont de jurisdiction que par l'Evêque.</i>	322.
<i>Reponse à la premiere Objection, que l'Evêque étant le chef de l'Eglise de son Diocèse, & ayant autorisé & puissance pour la conduire, donne seul la jurisdiction.</i>	325.
<i>Reponse à la seconde Objection, tirée des exemptions que l'Evêque accorde aux Particuliers, aux Monastères, Hospiaux, Colleges & Communautés.</i>	325.
<i>Reponse à la troisieme Objection, tirée des dispenses accordées par les Evêques.</i>	327.
<i>Reponse à la quatrieme Objection: Que l'Evêque a droit de se réserver de certains Cas pour en donner l'absolution, & de commettre des Religieux ou d'autres pour absoudre sans le consentement des Curés.</i>	328.
<i>VI. Les Curés deleguent de droit commun de simples Prestres pour administrer le Bâptême, l'Eucharistie, l'Extreme-Onction, & le Mariage sans la permission de l'Evêque.</i>	334.
<i>VII. Les Curés ont comme des Confesseurs, pour confesser leurs Paroissiens depuis le concile nicéen, jusqu'au concile de Trente l'an 1563. sans recourir à l'Evêque.</i>	344.
<i>VIII. Les Curés donnent encore aujourd'hui la jurisdiction, aux approuvés de l'Evêque qui confessent sur leurs Paroisses.</i>	358.
<i>IX. Les Curés dans les besoins pressans, sans contrevenir à l'Edit de 1695. & aux regles de</i>	

ET PARAGRAPHES.

- l'Eglise, peuvent commettre pour confesser & absoudre leurs Paroissiens.* 372.
- X.** *Le Droit n'autorise point les Evêques à mettre dans les Paroisses des Confesseurs, malgré les Curés.* 2°. *Les Curés ont les mêmes raisons & souvent de plus fortes, pour ne pas toujours accepter les Confesseurs nommés de l'Evêque; que les Evêques pour les approuver & envoyer contre le consentement des Curés.* 380.
- XI.** *La clause Ex consensu Parochi. que l'on met dans les Approbations n'est point de style, mais de droit.* 388.
- XII.** *Le consentement du Curé, est nécessaire pour confesser dans une Paroisse. Sentimens des Theologiens.* 397.
- XIII.** *Lettre de l'Université d'Angers, au Duc de Bretagne Jean V. du 24. Mai 1418. sur la Copie de D. Lobineau.* 402.
- L'Université prie le Duc de Bretagne, de se déclarer pour l'Evêque de Nantes, contre les frères Robert & Goubert, & d'appuyer de son autorité le Canon Omnis utriusque sexus, qui déclare que le Curé est le propre Prestre, dont on doit avoir le consentement pour confesser son Paroissien.** Ibid.
- XIV.** *Summary du procès pour la Confession à son Prestre ou Curé, suivi par Henri le Barbou Evêque de Nantes, contre les Religieux Mendiants de la ville de Nantes l'an 1418. à M. l'Intendant dans le Palais de Pierre de Foix dit le Cardinal d'Espagne, Commissaire nommé par le Pape Martin V. Extrait des Mémoires ms. de Dom Gallois fol. 189.* 410.
- Sententia in propositiones fratris Joannis Goubert Dominicani Nannetensis.* 413.
- XV.** *Suppression du Decret de l'an 1252. à 1253. attribué à la Faculté de Theologie de Paris, contre la nécessité du consentement du Curé pour confesser licitement son Paroissien.* 413.
- XVI.** *La nécessité du consentement des Curés, pour confesser dans les Paroisses, prouvée par le Droit & les Canonistes.* 418.
- XVII.** *On prouve par les décisions de quelques Papes & les Rituels, que le consentement du Curé est nécessaire pour confesser dans sa Paroisse.* 429.
- Extrait du rituel d'Orléans de l'an 1642. pag. 129. sous l'autorité de M. N. Demetz Evêque d'Orléans.* 435.
- XVIII.** *La nécessité du consentement des Curés pour confesser dans leurs Paroisses, prouvée par les Statuts Synodaux.* 439.
- XIX.** *On prouve par les Conciles que le consentement du Curé est nécessaire pour confesser dans sa Paroisse, & que le Curé est le propre Prestre désigné par le concile de Latran, qui doit en confesser son Paroissien ou lui permettre de se confesser à un autre.* 450.
- Extrait de la Censure de la Faculté de Theologie de Paris du 24. & 26. Mai 1664. des propositions du livre de Vernans, imprimé à Metz l'an 1658.* 459.
- XX.** *La nécessité du consentement du Curé pour confesser licitement sur sa Paroisse, & la dépendance où les Religieux doivent être à cet égard, prouvée par les constitutions de plusieurs Ordres Religieux.* 460.
- Bulle de Gregoire XIV. de l'an 1591. qui défend aux Capucins de confesser les jésuites, &c.* 469.
- Revocation de la Bulle de Gregoire XIV. qui défend aux Capucins de confesser les jésuites.* 470.
- Clement VIII. l'an 1602. les en rend capables. Si les Supérieurs réguliers les approuvent à cet effet.* 470.
- Règle de la sacrée congregation des Cardinaux du 20. Novembre 1615. pour l'approbation & interdit des Religieux par les Archevêques, Evêques & autres Ordinaires des lieux.** 471.
- XXI.** *Les Evêques, lorsque le Curé est en faute, peuvent commettre & élire des Confesseurs sans son consentement & contre sa volonté.* 471.
- XXII.** *Les Curés délégués du Droit commun d'autres Curés, sans recours à l'Evêque, pour administrer le sacrement de Penitence & les autres Sacramens.* 473.
- XXIII.** *M. Hober, ne favorise point le sentiment qui demande l'approbation de l'Evêque dans un Curé, pour confesser ceux des autres Paroisses qui se présentent à lui.* 484.
- XXIV.** *Reponse à l'objection, tirée du prétendu concile provincial du Sens de l'an 1314. que les Curés ne peuvent confesser que leurs Paroissiens.* 489.
- XXV.** *Cas sur la Jurisdiction & l'Approbation, répondu par le Sieur Etienne le Gras, Prestre & Confesseur dans l'Eglise de saint Nicolas de Nantes.* 494.
- On demande si un Curé qui a défensé de confesser d'autres que ses Paroissiens, peut valablement absoudre les personnes, qui ne sont pas de sa Paroisse, les connaissant.* Ibid.
- Notes sur la décision du Cas proposé, qui sont voir qu'il est mal décidé.* Ibid.

- XXVI. Les Curés sont de Droit divin, & ont des fonctions d'Etat, propres, adhérentes, radicales & indépendantes de l'autorité Episcopale, avec pouvoir de les faire, 501.
 Il y a de l'erreur à soutenir que l'Evêque peut révoquer, destituer les Curés, les interdire à sa volonté, ou les restreindre dans leurs légitimes pouvoirs, par ses réserves. Ibid.
 XXVII. Lettre de l'Auteur, à M. Turpin Criffé de Sanfai évêque de Nantes. Un Evêque ne peut empêcher les Curés de confesser les Paroissiens des autres Curés, quand c'est l'usage du Diocèse, quand c'est dans leurs Eglises qu'ils les confessent, & ailleurs avec le consentement des Curés de ceux qu'ils confessent. 504.

CINQUIEME PARTIE.

- De la dignité des Evêques, de leur supériorité aux Presbytres, de leurs fonctions non communes aux Presbytres, & de leur autorité dans le gouvernement de l'Eglise. 514.
 §. I. Le nom d'Evêque commun aux Presbytres dans le premier siècle de l'Eglise; ou Explication selon la Tradition, depuis les Apôtres jusqu'à notre temps, des paroles de saint Paul Act. 20. 28. que le Saint-Esprit a établis les Presbytres pour gouverner l'Eglise de Dieu. Ibid.
 II. Les Presbytres sont appelés à gouverner l'Eglise, & ont été appelés Evêques. Sentiment des Peres des cinq premiers siècles. 521.
 III. L'on a pensé dans le sixième & les quatre suivants, ainsi que dans les cinq siècles précédents que le Texte de l'Apôtre, Act. 20. Prenez garde à vous-mêmes & à tout le Troupeau, &c. s'adressoit aux Curés d'Eglise. 526.
 IV. Les Interpretes des 11. 12. 13. & 14. siècles, établissent également que l'Apôtre, Act. 20. parlait aux Curés d'Eglise, qu'il leur a donné le nom d'Evêque, & qu'il a reconnu que les Presbytres sont établis pour prendre part au gouvernement de l'Eglise. 527.
 V. On prouve par les Interpretes des 15. 16. 17. & 18. siècles que l'Apôtre, Act. 20. parlait à des Presbytres, les a appelés Evêques établis par le Saint-Esprit sur le Troupeau, pour le gouverner. 529.
 VI. Le nom d'Evêque n'a voit rien d'honorable dans l'Antiquité, & ne doit pas aujourd'hui, parcequ'il est plus respectable, nous empêcher de reconnaître que saint Paul l'a donné aux Presbytres, mais l'Evêque & le Presbytre sont différens, & le Presbytre le cède à l'Evêque. 532.
 VII. Les Evêques, les Presbytres, & les Diacres, sont la Hiérarchie de l'Eglise. 544.
 VIII. Les Evêques ne sont point Monarques dans le gouvernement de leurs Diocèses. On le despotisme des Evêques, condamné par Jesus-Christ & ses Apôtres. 551.
 IX. Le Despotisme, ou l'Indépendance de l'Evêque dans le gouvernement de l'Eglise, détruit par les anciens Conciles. 556.
 X. Le Despotisme des Evêques, refuté par le concile de Trente. 560.
 XI. Les Evêques n'ont aucune fonction qu'on puisse assurer leur être propre de Droit divin, que les Presbytres n'aient faite autrefois de même Droit ou par puissance d'Ordre. 566.
 XII. Il n'est pas de foi que les Evêques soient de Droit Divin, supérieurs aux Presbytres. 579.
 XIII. Les fonctions aujourd'hui réservées aux Evêques, peuvent être déléguées à des simples Presbytres. Sentiment des Canonistes & des Théologiens. 588.
 XIV. L'Evêque ne se peut dire le seul vrai Pasteur des âmes de son Diocèse, ni le Pasteur universel du Diocèse, avec droit de faire administrer les Sacramens dans toutes les Paroisses par les Presbytres qu'il lui plaît. 597.
 XV. Objections tirées des saints Peres & des Conciles, pour l'attribution du Pastoral universel d'un Diocèse au seul Evêque. 606.
 10. On attribue fausement à saint Ignace, à Tertulien & à saint Cyprien, d'avoir enseigné que tout dépend de l'Evêque dans le gouvernement de l'Eglise, & que le ministère de l'Absolution appartient au seul Evêque, comme au seul & vrai Pasteur universel du Diocèse. Ibid.
 10. Vrais sentimens de saint Ignace, sur la part que les Presbytres ont dans le gouvernement de l'Eglise. Ibid.
 XVI. Tertulien objecté par M. Languet archevêque de Sens pag. 23. de son Mandement du 3. Mai 1735. expliqué. 610.
 XVII. Saint Cyprien n'enseigne point que le gouvernement du Diocèse appartient au seul Evêque, & que les Presbytres dépendent entièrement de l'Evêque dans le ministère de l'Absolution. 616.

ET PARAGRAPHES.

vij

- XVIII.** *Reponſes aux Objections tirées des Canons 39. & 41. attribués aux Apôtres, & des conciles d'Elvire, premier d'Arles, d'Ancêtre, d'Anioche, de Laodicée, ſecond & troiſième de Carthage, &c. pour le Poſteral univerſel des Evêques dans les Diocèſes, & établir que les Preſtres ne peuvent faire aucune fonction dans l'Egliſe ſans la permiſſion de l'Evêque, ni donner aucune abſolution.* 610.
- On ne peut inferer des Canons 39. & 41. des Apôtres, que les Preſtres n'ont aucune fonction du Miniſtère eccléſiaſtique, ſans le conſentement pris des Evêques.* Ibid.
- XIX.** *Les conciles d'Elvire l'an 306. premier d'Arles & d'Ancêtre l'an 314. n'établiſſent point que les Preſtres ne peuvent faire aucune fonction ſans le pouvoir pris de l'Evêque.* 616.
- XX.** *Les conciles d'Anioche de l'an 341. de Laodicée de l'an 370. & de Carthage de l'an 419. ne donnent point à l'Evêque toutes les fonctions par excluſion des Preſtres.* 621.
- XXI.** *Propoſitions. " De Droit Divin la Miſſion épiscopale eſt ſi neceſſaire aux Miniſtres du ſecond Ordre. pour exercer les fonctions de leur miniſtère, qu'à l'exception du Cas de poſſibilité évidente de la mort, les Aides qu'ils en pourroient faire, ſans avoir cette miſſion ſont reſpectivement nuls & illicites.* 626.
- On prouve & on démontre par le concile de Trente que cette propoſition de M. de Maſcon admiſſe, canonique & reçue par la dernière aſſemblée du Clergé eſt fauſſe, erronée, heretique, & que M. le Cardinal d'Autvergne, Abbé de Clugny, peut demeurer dans l'uſage d'approuver les Conſeſſeurs, &c. ſans prendre la Miſſion de M. de Maſcon.* Ibid.
- XXII.** *De D'out nouveau & par privilege accordé pour le premiere fois à un Evêque par le Pape Innocent III. au cas que la coutume ne ſoit pas contraire & parcequ'il n'en abuſeroit pas, les Preſtres ne peuvent conſeſſer, ni adminiſtrer les Sacramens, ſans le conſentement de l'Evêque.* 643.
- XXIII.** *Les Evêques comme délégués du ſaint S.ége, par la conſeſſion de Gregoire XV. & de Clement X. à l'excluſion des ſuperieurs & par derogation au concile de Trente, approuvent les Conſeſſeurs des Religieuſes, mais leurs Superieurs donnent la Jurisdiction aux Approuvés des Evêques.* 651.
- XXIV.** *Les Curés ne ſont point obligés d'accepter & de publier les Mandemens de leur Evêque qui regardent la F. s. la Morale & la Discipline, lorſqu'il les donne ſans prendre & ſuivre l'avis du Clergé, & les Evêques qui ſont humbles & éclairés ne le trouvent pas mauvais.* 657.

SIXIEME PARTIE.

- De l'Excommunication & de la ſuite des Excommuniés dans les choſes Divines, & dans l'adminiſtration des Sacramens, ſoit pour les leur reſuſer, ou ne les pas recevoir par leur miniſtère, & des Regles qu'on doit garder avec eux à la vie, à la mort, & après la mort.* 676.
- I.** *De l'Excommunication & de ſes differentes eſpeces.* Ibid.
- II.** *Les Cenſures de Sentence prononcée, Sententia lata, ou encouru par le fait, ipſo facto, & qui ſont de Droit ex Jure, ſont anciennes dans le monde & l'Egliſe.* 678.
- III.** *Excommunication de fait, encouru par Adam dans le Paradis terreſtre, & très-commune dans la loi de Moſe.* 679.
- IV.** *Excommunication encouru de fait par les Loix des nations Payennes & des Romains.* 680.
- V.** *L'Excommunication encouru par le ſeul fait, pratiquée dans l'Egliſe dès les premiers ſiècles.* 682.
- VI.** *L'Excommunication à Jure par le Droit, ou de Sentence prononcée d'encontre en France ipſo facto, en ſiôt que l'aſſion eſt commiſe, mais elle n'a lieu qu'au ſor interieur avant la publication, & au ſor extérieur, ſeulement depuis la publication.* 687.
- VII.** *Anciens exemples de l'Excommunication de Droit, encouru en France, ſans autre jugement.* 692.
- VIII.** *L'Ipſo facto, eſt plus ancien en France qu'en Italie, & a été d'uſage dans nos Conciles avant que de paroître dans les Decretales.* 693.
- IX.** *Les Canonistes François reconnoiſſent l'Excommunication de Droit & de Sentence portée, encouru par le fait.* 695.
- X.** *L'on attribue ſeulement à Gerson d'avoir cru qu'il n'y avoit point d'Excommunication à Droit, ou ipſo facto.* 699.
- XI.** *L'on croit en France que l'on peut ſans nouvelle Sentence encourir la Cenſure de Canon*

viiij TABLE DES PARTIES ET PARAGRAPHES:

- Et de Droit, Et qu'on l'encontre interieurement; quand on tombe dans un des cas reconnus*
France, réservé à Rome. 701.
 XII. M. Dupin reconnoît des Excommunications de Sentence portée, encourues de fait, à l'in-
 terieur avec toutes les peines, sans autre jugement. 704.
 XIII. L'Excommunication de Sentence portée ou encourue ipso facto par le fait, très-commune
 dans le Droit, les Constitutions des Papes, les Conciles Et les Statuts des Diocèses, s'en-
 court rarement en France. 708.
 XIV. Les Excommunications de statut, ou ab homine, portées Et publiées à Rome en premiere
 instance, ne lient personne dans le Royaume, avant l'acceptation du Clergé Et du peuple,
 la publication Et l'enregistrement. 714.
 XV. Fausseté de cette Proposition du Pere Bernard d'Arras Capucin, extraite de son Livre
 intitulé l'ordre de l'Eglise. p. 152.
 " On supposeroit par impossible la Reclamation de tout le Clergé Et du Peuple contre une
 " Excommunication portée juridiquement par le Corps des premiers Pasteurs, qu'il n'y au-
 " roit pas à douter qu'elle n'eût toute sa force devant Dieu. "
 Et de cette autre Proposition, Ibid. p. 161. " Les Censures des Evêques ont leur effet malgré
 " le Clergé Et le Peuple. 720.
 XVI. Les dangers Et les inconveniens pour l'Estat Et l'Eglise, à se separer de la communion
 des uns des autres, avant un jugement juridique qui declare Et denonce au public le cou-
 pable. 727.
 XVII. L'on éviteoit autrefois de communiquer dans le spirituel avec les Excommuniés non-de-
 noncés. 729.
 XVIII. L'Eglise a déclaré qu'elle ne descend point de communiquer avec les Excommuniés, lors-
 qu'ils ne le sont pas nommément, ni publics. 730.
 XIX. On reçoit lesclement d'un mauvais Ministre les Sacrements, Et l'on assiste à sa Messe sans
 aucun péché dans tout le sens qu'il est toléré. 733.
 XX. Les Prophetes, Jesus-Christ, la Ste. Vierge Et les Sis. Apôtres ont communiqué dans les
 choses divines avec de mauvais Prestres, Et par là nous ons appris qu'on communique usuel-
 lement Et par devoir avec eux s'ils sont Pasteurs Et Prestres établis Et tolérés de l'Eglise. 740.
 XXI. Il est de foi que les mechans Prestres en commettant le péché ne perdent point la puissance
 qu'ils ont reçue dans leur Ordination de le remettre aux autres, Et que l'Excommunication ne
 les prive point de cette puissance. Ils ne perdent point aussi leur juridiction Et le pouvoir de
 faire exercice de leurs Ordres qu'après la Sentence publiée. 741.
 XXII. L'on a cru dans l'Eglise avant le Concile de Constance, qu'il y avoit du danger Et du
 scandale à se separer de la communion des mauvais Ministres Et des Excommuniés, lorsque
 l'Eglise ne les avoit pas denoncés nommément. 747.
 XXIII. Dire qu'il faut fuir les Excommuniés non denoncés, Et que l'on peche en participant
 avec eux dans les choses divines Et dans la reception ou l'administration des Sacrements, c'est
 être ignorant, temeraire, levé à l'erreur, hérétique, schismatique, Et excommunié à
 droit, s'il y a opiniâtreté. 749.
 XXIV. L'on peche contre les loix de l'Eglise Et de l'Estat, Et la plus saine Theologie, lorsqu'on
 refuse aux Excommuniés non-denoncés, ou à ceux qui sont de bonne foi dans l'erreur Et dans
 le schisme, les Sacrements qu'ils demandent dans la santé Et dans la maladie, Et après la
 mere les suffrages de l'Eglise. 751.
 XXV. Repous au dissent qu'on peut accorder les Sacrements Et la Sepulture ecclésiastique aux
 Excommuniés non-denoncés, mais qu'on les leur refuse somme à des pecheurs notoirement im-
 penitens, Et formellement opposés aux Constitutions du Pape. 759.
 XXVI. L'excommunication portée par la Constitution Unigenitus de Clement XI. n'a pas lé-
 sendu qu'on lui donne communement. 767.

FIN DE LA TABLE.

AVERTISSEMENT.

A V E R T I S S E M E N T.

L'AUTEUR des Nouvelles Ecclésiastiques l'an 1734. a dit de la *Consultation sur la Jurisdiction & Approbation nécessaires pour confesser*, qui venoit de paroître dans le public, que l'Auteur y hazarde, dit-on, des sentimens qui passent pour hardis, mais qu'il ne l'avoit pas luë. Un autre, (a) que l'Auteur de cet Ouvrage a des sentimens extraordinaires, & qu'il est à craindre que ceux qui entreprendront de le censurer, n'avancent des paradoxes.

Ce que l'Auteur du Juste-milieu qu'il faut tenir dans les disputes de Religion avoit prédit, est arrivé. Plusieurs ont entrepris de censurer la *Consultation sur la Jurisdiction, &c.* mais l'on peut dire que tous ont échoué, sans avoir pu se relever, que tous ont donné dans des écarts étranges, "qu'ils se sont heurtés dans leurs propres voies, & qu'ils ont quitté les anciennes routes, pour "marcher par les sentiers d'un chemin qui n'étoit pas battu. *Ier. 18. 15.*

Mr. Languet Archevêque de Sens a paru le premier sur les rangs par un Mandement du 1. Mai 1735. Le Reverend Pere Bernard d'Arras, Capucin est venu en second, presqu'aussitôt par son livre de l'*Ordre de l'Eglise selon St. Thomas*. Quatre-vingt-six Docteurs de la Faculté de Theologie de Paris par une Censure du 15. Septembre 1735. concertée en douze Assemblées générales (b) se sont jetés dans la mêlée. Et quinze jours après les quatre-vingt-six Docteurs, Mr. de Tencin alors Archevêque d'Embrun par un Mandement du 1. Octobre de la même année.

L'Auteur a répondu à ses quatre Adversaires l'an 1736. Il a démontré que cette parole du Mandement de Sens du 1. Mai 1735. n. 1. *Le propre des errans c'est d'aller d'erreur en erreur*, convenoit parfaitement à Mr. Languet. Et il a prouvé avec tant d'évidence contre le Pere Bernard, qu'il n'entend point St. Thomas dont il emploie avec ostentation l'autorité, & que presque toutes les fois qu'il en cite quelques paroles, c'est en leur donnant un sens qu'elles n'ont point, que le R. Pere ancien Professeur en Theologie, comme autrefois les Philistins batus par Samson, *Jud. 15. 8.* en est demeuré tout interdit, (c) & n'a pas dit un mot dans son Apologie, qui le défende de ce reproche.

(a) Juste-milieu qu'il faut garder dans les disputes de Religion. 15. Mai 1735. in-4°. pag. 28.

(b) Postquam autem audita D. D. Deputatorum relatione, & habitis, ut poscebat gravitas materix, duodecim generalibus Congregationibus, octoginta sex Magistri suam dixissent Sententiam, S. Facultas suam censuram tulit. *Censur. S. Facult. Paris. 15. Septembris 1735. pag. 5.*

(c) On a fait ce reproche au Pere Bernard, & c'est. Surquoi il ne se défend point, dans

sa Défense donnée sous le nom *Du Ministere de l'Absolution*, à Paris chez Deluiffeux 1740. le R. P. a seulement un peu plus d'attention à prendre mieux le sens de saint Thomas. Mais l'Anonyme peut encore dire au Pere Bernard & démontrer avec la même évidence, que le R. P. qui pretend enseigner dans son *Ministère de l'Absolution*, la pure Doctrine de l'Amge de l'Ecole, n'y donne pas toujours le sentiment de son Theologien, qu'il en altere quelquefois les textes, & que fort souvent il n'en prend point le sens véritable.

AVERTISSEMENT.

L'anonyme Auteur a fait voir que les quatre-vingt-tix Docteurs ne sont point ces hommes venerables qui ont la sagesse, ni les vieillards qui comprennent la justice, Job. 32. 9. mais qu'ils se sont égarés dans leurs vains raisonnemens, & qu'ils sont devenus imprudens en s'attribuant le nom de Sages, Rom. 21. que l'on peut avoir été long-tems sur les bancs, & n'être pas de grands personages. (a) & qu'il y a quelquefois beaucoup de danger à suivre le sentiment de nos sages Maitres, (b) parcequ'ils n'ont pas toujours l'intelligence des Décrets. Enfin que Mr. de Tencin n'est gueres que l'Abbreviateur du Mandement de Mr. Languet, & qu'il donne dans les mêmes égaremens. (c) On a vu depuis un Pere Pinchinat (d) Cordelier de l'étroite observance,

(a) "On peut dire d'un Scholastique qui a été long-tems sur les bancs, qu'il est en chemin d'apprendre quelque chose, néanmoins ils pensent quand ils ont le bonnet de Docteur, & de grands personages. Per. Fontana litt. §. verb. Scholasticus.

(b) Majus autem periculum est, descendere ad Summas Magistrorum, quia aliquando magis est in eis error, & credunt se habere & intelligere Originalia & non intelligunt, imo eis contradiunt... sic est de Summis Magistrorum, in his autem debet homo cavere. S. Bonav. serm. 9. in Hexameron.

(c) M. de Tencin présentement Cardinal & Archevêque de Lion, ne cite que sous ces termes generaux, l'Ecriture, les Conciles, les SS. Peres, les Theologiens, &c. il n'est pas facile de convaincre un homme qui parle ainsi, d'alleger mal. Il cite fort bien le concile de Trente que M. Languet rapporte fort infidèlement, à cela près, il n'est que l'Abbreviateur du Mandement de Sens du 1. Mai 1735.

(d) Le Dictionnaire Chronologique, Historique & Critique, sur l'Origine de l'Idolatrie, des Sectes des Samaritains, des Juifs des Heretiques, des Schismes, &c. par le P. Barthelemi Pinchinat, &c. à Paris chez Pralard, Didot & Quillau, 1736. Article des Aeriens pag. 10. dit :

"La troisième qualité qui distingue l'Evêque, est la superiorité de Jurisdiction, qu'il a au dessus des Prestres. Cette Jurisdiction a été marquée dans tous les tems. 1°. Par les Missions que les Prestres tiennent de leurs Evêques qui les choisissent pour les differens Ministres & leur fournissent des Outils sur lesquelles ils puisent éendre la puissance d'absoudre. Car de la même maniere que Jesus-Christ a établi les Apostres & les a envoyé prêcher au Peuple, de même les Apostres dont les Evêques sont les successeurs

"envoient les Prestres pour exercer les fonctions du Sacerdoce. Et saint Paul en parlant de la Jurisdiction n'a pas dit que Dieu l'avait donnée aux Prestres, mais il a expliqué que c'étoit aux Evêques. Il a établi, dit-il, des Evêques pour regir. [*] Act. 10. 28. Ce mot de regir [*] signifie l'exécution de la Jurisdiction. Il n'y a donc que les Evêques qui regissent [*] & aient la Jurisdiction & la puissance de regir & celle d'absoudre ou par soi-même, ou par ses envoyés, ceux qui sont dignes d'Absolution. Ainsi les Prestres ont le pouvoir d'absoudre en vertu de leur Ordre, mais comme les Prestres n'ont point par leur Ordre le pouvoir de regir, [*] qui est celui de la Jurisdiction, ils n'ont pas le pouvoir de juger les Outils, si elles ne leur sont commises, par l'Evêque, auquel est le gouvernement & la Jurisdiction ont été commis de la part de Dieu, avec pouvoir d'en commettre d'autres, &c.

Et à l'Article des Presbyteriens pag. 388.

"On a vu en 1734. paroître au jour un Imprimé qui avoit pour Titre: C'est l'usage sur la Jurisdiction & l'Approbation ne cessantes pour confesser, renier & en sept Questions, &c. Cet ouvrage qui est anonyme, mais dans lequel on reconnoit une plume ennemie des dernières décisions de l'Eglise, tend à établir un nouveau genre de Presbyteranisme, & à donner à tout Prêtre le pouvoir de la Jurisdiction pour confesser & absoudre valablement & licitement sans Approbation de l'Evêque. Cet ouvrage a été condamné par M. l'archevêque de Sens le 1. Mai 1735.

"La Faculté de Theologie de Paris après avoir meurement examiné ledit Imprimé a extrait les Propositions suivantes & les a censurées chacune selon les qualifications qui lui conviennent. Le Decret est du 15. Sep-

Docteur de la Faculté de Theologie de Paris, l'an 1736. Le Sr. Brianne Curé de l'Eglise Cathedrale de Rodez, (a) & Mr. l'Evêque de Rodez lui-même l'an 1738. Le Pere. Auteur de la Bibliothèque Janseniste l'an 1739. Et de nouveau le Pere Bernard l'an 1740. (b) Enfin l'Auteur des Memoires pour l'Histoire des Sciences & des beaux Arts, *Moi* 1740. p. 391. venir à la charge contre l'anonyme Auteur de la *Consultation sur la Jurisdiction & Approbation*, traiter son Ouvrage de Presbyterien, & faire une belle Apologie du Pere Bernard.

Le R. P. Pinchinat est excusable, si toutefois on peut excuser un Docteur en Theologie, Lecteur Jubilé, Ecivain de l'Ordre de l'étroite observance de S. François, & Predicateur du Roi, (c) *Propter quod inexcusabilis est & ho-*

" tembre 1735. &c. Lisez le Mandement de M.
" l'archevêque de Sens, & de M. l'archevêque
" d'Embrun, & la Censure de la Faculté sur
" cet Ouvrage.

[*] Si l'on s'attachoit au raisonnement du Pere Pinchinat Docteur en la Faculté de Theologie de Paris, approuvé par quatre autres Docteurs de la même Faculté, l'on concluroit pour l'exclusion des Evêques, car les paroles de saint Paul *1. Cor. 12.* dont le Pere Pinchinat conclut pour les seuls Evêques sont adressées aux Prestres d'Ephèse, selon le second Concile general de Nicée & la Tradition de tous les siecles. L'on diroit donc le *Saint-Esprit a établi les Prestres Inspecteurs* (Evêques) pour *regir l'Eglise de Dieu*. Ce mot de *regir* signifie l'execution de la Jurisdiction, il n'y a donc que les Prestres qui *regissent* & aient la Jurisdiction ou la puissance de *regir* & celle d'absoudre. Voilà ce que l'on concluroit du texte de saint Paul litteralement pris, mais l'Apôtre n'exclut point les Evêques puisqu'ils sont Prestres, & les premiers d'entre les Prestres. Ils sont les uns & les autres établis par le Saint-Esprit pour regir avec jurisdiction, & c'est Jesus-Christ qui les envoie qui la leur a commise, mais les sujets à regir manquent à plusieurs.

(a) Le Memoire instructif pour M. Jean Joseph Brianne Docteur en Theologie, Curé de l'Eglise Cathedrale de Rodez, appellant comme d'abus contre Messire Jean d'Yse de Saleon Evêque & Comte de Rodez qui par Ordonnance du 21. Octobre 1737. l'avoit retraindre à confesser ses seuls paroissiens, employe cinq grandes pages in-4°. contre l'anonyme Auteur de la *Consultation sur la Jurisdiction*, &c. " justement condamné, dit-il, par la Faculté de Theologie de Paris, pour n'avoir pas admis l'Approbation de silence ou tacite de l'Evêque, & avoir cru qu'un Curé interdit juri-

" diquement par son Evêque donnoit une Ab-
" solution valide au Paroissien bien disposé
" qui se confessoit de bonne foi à lui.

Le Sieur Brianne dans son Projet de Requête au Roi a retanché tout ce qu'il avoit écrit contre l'Anonyme en faveur de la Censure du 15. Septembre 1735. par 86. Theologiens de Paris, & a réduit ses cinq grandes pages, à cinq lignes : " Le temoignage d'un si grand nombre d'Auteurs suffiroit, dir-il, p. 36. pour empêcher M. l'Evêque (de Rodez) de se prevaloir de la Censure publiée en 1735. par la Faculté de Theologie de Paris. Cette faulx déclaration (pag. 3.) que son intention est seulement de condamner des Interpretations inouïes, & un sentiment qui n'a été soutenu par aucun Theologien catholique, "*fallas, haletenusque*. &c. " Voilà à quoi M. Brianne a réduit les cinq grandes pages de son premier Memoire, & en tendant par inouïes le mot *fallas* de la Censure, parce qu'il n'a pas cru que les Interpretations de l'Anonyme fussent fausses. Il est mort avant que son Appel comme d'abus reçu au Parlement de Toulouse le 18. Decembre 1737. évoqué au Conseil par Arrêt du 25. Fevrier 1738. & renvoyé par un autre Arrêt du 27. Mai suivant, par devant les Commissaires y denommés pour donner leur avis, ait été rapporté & jugé.

(b) Sous ce Titre : Le Ministere de l'Absolution ou le Pouvoir de confesser selon saint Thomas, contre l'Apologie du livre intitulé : La *Consultation sur la Jurisdiction & approbation* necessaires pour confesser, &c. par le Pere Bernard d'Arras Capucin. A Paris chez Delusseux . . . 1740.

(c) Ce sont les Titres éclatans dont le memoire du Pere Pinchinat est honoré par ses Approbateurs, le R. P. de Soto Lecteur Jubilé, Theologien de Sa Majesté Catholique, & Co-

mo omnis qui iudicas. Rom. 2. 1. Il étoit mort avant que la défense de la Consultation, &c. qui lui auroit peut-être ouvert les yeux, & fait voir combien son induction du texte de S. Paul *Act. 20. 18.* en faveur du seul Episcopat, est absurde & temeraire, fust devenue publique.

Mr. Brienne ne l'avoit pas lûe cette Défense lorsqu'il écrivoit son Memoire instructif contre Messire Jean d'Yse de Saleon. On doute même qu'il eut lu la Consultation, &c. Il n'est pas surprenant qu'entraîné par l'exemple de quatre-vingt-six Maîtres de la Theologie de Paris, il se soit fait un merite de les suivre & de condamner avec eux. Mais cet habile Curé est revenu de ses préjugés après avoir lu comme on l'aperçoit dans son excellent projet de Requête au Roi contre Mr. de Saleon. Il n'en est pas ainsi de Mr. l'Evêque de Rodez, la Défense de l'Anonyme n'a pu lui estre inconnue, mais il dissimule pour ne pas rappeler au Public les Censures de Sens & d'Embrun, qui n'ont pas fait honneur à ceux qui les ont données, & pour mieux cacher un Ecrit qu'il veut qu'on ignore dans son Diocèse, il affecte de ne parler de la Consultation sur la Jurisdiction, &c. que sous le nom general & odieux de Libelle. "En 1735, dit sa Grandeur, (a) les ennemis de l'Episcopat aiant fait im-
primer furtivement & distribuer un Libelle également injurieux à l'Eglise
& à l'autorité des Evêques, la Faculté de Theologie de Paris en fit la Cen-
sure, & condamna une multitude de Propositions fausses & scandaleuses qui
étoient contenues dans cet Ecrit : voici entre autres dans le nombre des Pro-
positions condamnées, celles qui renferment expressément, la Doctrine que
le Sr. Brienne n'a point fait difficulté d'avancer dans sa Requête au Parle-
ment de Toulouse, Propos. 42. „ Un Evêque ne peut empêcher les Curés de
confesser les Paroissiens des autres, quand c'est l'usage du Diocèse, quand c'est dans
leurs Eglises qu'ils les confessent ; & ailleurs, avec le consentement des Curés de
ceux qu'ils confessent, &c.

L'Auteur de la Bibliotheque Janseniste, (b) ou du Catalogue des ouvrages que le Bibliothequaire denigre du nom odieux de Jansenistes, dont par ce

neral de l'Ordre des Freres Mineurs, le Pere Joseph Maé deux fois Exprovincial de la Province & Gardien du grand Coovent de Paris, le Pere André Augustin Boudet, Definiteur General de tout l'Ordre de Saint François, & F. Hugue Antoine Hersan, Lecteur en Theologie du College des Cordeliers, & Docteurs en la Faculté de Theologie de Paris. Ains les premiers de l'Ordre de Saint François ont l'an 1736. approuvé dans le Pere Pinchloar autre colonne de l'Ordre, cette proposition fautive & erronée, contraire aux décisions de l'Eglise, & condamnée par les Decrets de l'ancienne Faculté de Theologie de Paris : A l'Evêque seul le Gouvernement & la Jurisdiction ont été com-
misses de la part de Dieu, avec pouvoir d'en
commettre d'autres, &c. Le Docteur Thierry est
aussi du nombre des Approbateurs.

(a) Remontrance de M. de Saleon évêque de Rodez au Roi & aux Commissaires députés par Arrêt de son Conseil du 27. Mai 1738. sur l'Appel comme d'abus de son Ordonnance du 23. Octobre qui restreignoit le Sieur Brienne à confesser les seuls Paroissiens.

(b) L'Auteur de la Bibliotheque Janseniste tom. 1. pag. 98. Edits. 3. 1739. au mot. Consultation, annonce ainsi : Consultation sur la Jurisdiction & sur l'Approbation nécessaires pour confesser, renfermée en sept Questions l'an 1734.

Nota 1°. Que l'objet de cet Ouvrage Presbyterien est d'attribuer à tout simple Prestre, [*] le pouvoir d'administrer le Sacrement de Penitence independamment de l'Approbation Episcopale.

2°. Cette Consultation fut condamnée le 1.

Termé il fait auprès de bien des gens un éloge entier, & l'éloge de l'Anonyme qu'il associe par là, aux Pavillons, aux Arnaulds, aux Nicoles, & à tant de Savans du dernier siècle. Cet Auteur, dis-je, beaucoup moins réservé, parle avec honneur du Mandement d'Embrun du 1. Octobre 1735, mais il en rapporte deux traits qu'il n'y a pas lu, & il hazarde tout ce qu'il en écrit, sans faire cette attention qui vient si naturellement à l'esprit, qu'un Mandement sans nom d'Imprimeur, ni du lieu où il est imprimé, & que son propre Auteur n'a présenté qu'à quelques amis pour le mettre au secret dans les coins de leurs Bibliothèques, *obtusit in anathema oblivionis. Judith 16* & dont l'on ne connoit l'existence dans les Provinces que par le Pere Pinchinat qui ne l'avoit pas lu, par le Bibliothécaire Jansenien qui l'a alteré & peut-être pas lu, & par l'Anonyme qui l'a refuté, ne peut être bon, & qu'affecter de parler d'un Mandement presque inconnu, qu'on ne distribue point, & dont le Public auquel on l'a caché, ne peut juger, pendant que le Bibliothécaire garde le silence sur les Censures de Sens du 1. Mai, & de la Faculté de Théologie de Paris du 15. Septembre 1735. c'est juger ces deux Censures dignes d'un éternel oubli, & obliger leurs graves Auteurs à cette plainte si amère: "J'ai été oublié comme un mort à qui on ne pense plus, & je suis devenu "un vase inutile. *Oblivioni datus sum tamquam mortuus à corde, factus sum tamquam vas perditum. Psal. 50. 13.*

Le Pere Bernard auroit dû se souvenir du sort si mérité de son Livre de l'Ordre de l'Eglise selon S. Thomas, supprimé par Arrêt du Conseil du 28. Juillet 1736. & doit craindre qu'on ne déferre son second Ouvrage à ce suprême Tribunal; le Livre du Ministère de l'Absolution écrit sous le specieux prétexte de combattre un Anonyme, est dans l'intention du Pere Capucin, l'Apologie de l'Ordre de l'Eglise, & une Censure oblique de l'Arrêt du Conseil qui le supprime. Le dernier Ouvrage du Pere Bernard a des maximes & des propositions beaucoup plus mauvaises, & également dignes de toute l'indignation du Ministère public.

Un seul mot peut confondre l'Auteur des *Mémoires pour l'Histoire, &c.* (A)

Octobre 1735: & défendu sous peine d'Excommunication par M. l'Archevêque d'Embrun (le Mandement dit, *sous les peines de Drost.*) comme contenant des Propositions & des Maximes respectivement fausses, scandaleuses, teméraires, captieuses, séditionnelles (le Mandement ajoute, *& déjà condamnées*) outrageantes au concile de Trente, contraires à son autorité, injurieuses au premier Pasteur & au Roi, destructives de la Puissance de lier & de délier. [**] (le Mandement dit, *destructives de la Hiérarchie ecclésiastique*)... sentant & favorisant l'hérésie, & même hérétiques.

[*] L'Anonyme étoit avec le concile de Trente, que tout Prestre a le pouvoir d'absoudre; il ajoute que l'Absolution que le Prestre donne sans être approuvé de l'Evêque, est valide dans

celui qui la reçoit de bonne foi, & illicite de la part du Ministère, mais que s'il la donne dans le besoin, elle est licite & valide. Le concile de Trente ne condamne point cette doctrine.

[**] Le Bibliothécaire *Note première* impute à l'Anonyme d'attribuer à tout simple Prestre, le pouvoir d'administret le Sacrement de Penitence: Et *Note seconde* que l'Anonyme détruit la Puissance de lier & de délier. L'Anonyme ne détruit ni n'étend la puissance des Prestres, mais il reconnoît celle que Jesus-Christ leur a donnée.

(A) Extrait des Mémoires pour l'Histoire des Sciences & des Beaux-Arts, *Mss 1740. pag. 931.*

Le Ministère de l'Absolution, ou le Pouvoir de conseiller selon saint Thomas, contre l'Apologie du livre intitulé: *La Consolation sur*

c'est qu'il impute sur la parole du Pere Bernard à l'Ecrivain anonime d'avoir avancé ce qu'il n'a jamais eu la pensée de dire. Mais lui-même en vrai Ultramontain attribué avec le Pere Bernard, l'infailibilité aux Decrets Dogmatiques du Pape, qu'il lui plaît d'appeler le St. Siege, & veut que les Prêtres sans attendre le jugement des Evêques de leur Nation, soient soumis à de pareils Decrets, dans la supposition qu'ils sont toujours infailibles, quoiqu'il soit certain qu'on les reforme quelquefois. Le Pape St. Pie écrivant au Roi Charles IX. le croit ainsi, (a) & qu'un Pape qui erre dans la Foi, peut dans l'ordre établi de Dieu être jugé par les hommes, & par conséquent ses Constitutions suspectes d'erreur, être par appel, ou autrement, deférées au Concile.

L'Auteur des Memoires n'adoptera-t'il point aussi l'étrange doctrine de son Capucin pag. 72. & 73. du *Ministère de l'Absolution*, où le Pere Bernard n'a point horreur de dire : " Le sentiment de l'Anonime sur la nécessité d'aimer Dieu & de lui rapporter toutes nos actions par amour, *s'avise une erreur*, " & on infere de là que l'Anonime qui se plaint de l'affoiblissement du grand " Precepte de Dieu, *énervé la vertu du Sacrement de Penitence*, & ôte aux " Confesseurs le pouvoir d'absoudre véritablement.

Wiclef a dit : " Si un homme est dûement contrit, la Confession extérieure " lui est superflue & inutile. „ *Si homo fuerit debite contritus, omnis confessio exterior est sibi superflua & inutilis*. Le Concile de Constance qui a condamné ce 7me. article de l'assertion de l'Herefrique, ne condamneroit il pas celle du Pere Bernard, beaucoup plus mechante : *L'amour de Dieu favorise une erreur, & énerve la vertu du Sacrement de Penitence*. Une Proposition semblable porte sa condamnation, parceque la Confession, selon le Concile de Conf-

la Jurisdiction & l'Approbation nécessaires pour confesser, par le Pere Bernard Capucin. A Paris chez Delussé 1749. vol. in-12.

En 1735. le Pere Bernard d'Arras fit paraître un Ouvrage qu'il intitula, l'Ordre de l'Eglise ou la Primauté & la Subordination ecclésiastique selon saint Thomas dont nous parlâmes dans le tems. Le Privilege accordé pour l'impression ayant été révoqué par un Arrêt du Conseil au mois de Juillet 1736. un Anonime en a pris occasion d'insulter à l'Auteur & d'attaquer ses sentimens. Dans une Question preliminaire, le Pere Bernard d'Arras, après quelques reflexions sur la conduite & soumission aux Regles de la Police litteraire, opposée à la conduite de l'Anonime, expose l'état de la dispute avec lui. Cet écrivain pour les intérêts du parti schismatique [*] auquel il est livré, soutient que dans les Diocèses où les Evêques n'approuvent pour la Confession que des Prêtres soumis aux Decrets Dogmatiques du saint Siege, on peut se confesser à ceux qui n'ont point l'approbation des Evêques, & que ces Prêtres ont le pouvoir actuel d'absou-

dre des pechés : pouvoir attaché au Caractere & reçu dans l'Ordination. Il ne pense ni ne raisonne pas mieux sur la Constitution même de l'Eglise, & sur la difference essentielle qui est entre les Evêques & les simples Prêtres. Il n'a pas été difficile au Pere Bernard de refuter ces fausses & pernicieuses Maximes. C'est aussi le dessein & l'objet de ce dernier ouvrage.

[*] L'Ecrivain dont parle l'Auteur des Memoires, ne fait schisme avec personne. Il lie avec ceux qui reçoivent la Constitution *Unigenitus*, & ceux qui en ont appelé, mais on n'agit pas ainsi avec lui. Decrets Dogmatiques du saint Siege. Constitution même de l'Eglise. Difference essentielle entre les Evêques & les Prêtres. Que ces expressions sont équivoques dans l'Auteur des Memoires !

(a) Sed etiam, quamvis Christi vicarius nemini nisi soli Deo Actionum suarum rationem reddere teneatur, si in rebus fidei errata non statuit Divina Majestas, ut humano iudicio vicarius ejus subiecti queat. *Enchiridion V. Epist. lib. 5. ep. 13.*

tance, & de Trente, est utile à un homme dûement contrit, & ne peut lui être superflue & inutile. S. Thomas, le Cardinal d'Osie, & le Canoniste Jean de Dieu, l'assurent positivement. [a] La contrition la plus parfaite n'énerve donc point la vertu du Sacrement de Penitence, non plus que l'éminente charité d'un Catechumene la vertu du Batême. C'est la charité qui le met en état d'en recevoir abondamment & pleinement tous les effets. Repri-
mez, dit St. Paul à son cher Timothée, les discours vains & prophanes, car ceux qui les avancent croîtront de plus en plus dans l'impiété. . . . De ce nombre sont Hyménée & Philete. 1. Tim. 1. 16. De ce nombre est le Pere Bernard, ses discours sont vains & prophanes.

"On n'a garde a-t'il dit de l'Anonyme de le [b] renvoyer au livre intitulé "le grand commandement de la Loi. [c] pour s'instruire à fond sur la matiere "de l'amour de Dieu, il juge que l'Auteur (du livre intitulé l'Ordre de "l'Eglise) est un serviteur plus qu'inutile. „J'ouvri le livre [d] que le R. P. m'a fourni, l'ayant eu de sa propre main, dans la difficulté de le trouver ailleurs. O Ciel! quelle est ma surprise? lorsque j'y lis pag. 99. ces paroles d'or dignes de toute l'attention des fideles, mais que le P. Bernard condamne dans l'Ano-
nyme, après les avoir données lui-même, comme des maximes certaines. "On "ne peut, dit-il, ni aimer Dieu sans faire tout pour sa gloire, ni chercher "en tout la gloire de Dieu sans l'aimer. Et ideo præceptum charitatis homo im-
plere non potest, nisi etiam omnia referantur in Deum. (S. Th. 1. 2. q. 100. a. "10 ad 2.) rapporter ses actions à Dieu sans l'aimer, ou l'aimer sans lui "rapporter ses actions; c'est demembrer un tout qui ne peut subsister que "par la liaison de ses parties. Le precepte de la charité réunit tellement en "soi cet amour & ce rapport, qu'aimer Dieu de tout son cœur, c'est la même "chose selon saint Thomas [2. 2. q. 44. a. 5. Conc.] que lui rapporter tou-
tes ses actions, ou pour s'exprimer en d'autres termes, c'est avoir inten-
tion de faire tout pour sa gloire. Convenienter nobis præcipitur ut Deum dili-
gamus ex toto corde, id est ut tota nostra in Deum referatur intentio. En un
mot pour user des propres termes d'un Ecrit approuvé en 1720. par un
grand nombre d'Evêques. [.] L'obligation de rapporter toutes ses actions dans

(a) Vicarii sunt Sacerdotes Jesu-Christi, & habent Claves regni Cælorum, & absolvant ante diem Judicii. Si autem aliquis non verè contritus est, Sacerdotes eum non possunt absolvere, quia eum culpa remissa non est, peccata demum non possunt. *Summa de Dec. Pæ. l. c. 101. lib. 1. c. 1.* Jean de Dieu chanoine de Boulogne vivoit l'an 1247.

Le Cardinal d'Osie, Henri de Segusio, archevêque d'Embrun l'an 1262. *liv. 5. de Pænit. c. remiss. §. 6. edit. Lyon. 1588. p. 334.* doit être lu sur cet article. Il est peccis

Dicendum quod ante votum Confessionis Paradisus clausus erat peccatis mortaliter, quamvis postea per Contritionem votum confessionis importanter apertus sit, etiam ante

Confessionem, actualiter factam. S. Thom. 4.

sent. dist. 17. q. 1. a. 5. quæstiunc. 3. ad 2.

(b) Ministère de l'Absolution p. 74. à Paris chez Delusseux 1740.

(c) Le grand Commandement de la Loi. à Paris, chez Jean Bapt. Coignard.

(d) Cet ouvrage ne se trouve plus chez l'Imprimeur depuis longtemps. On dit que les Peres Capucins l'ont fait retirer. Je erois plus ôt que l'on doit en attribuer la suppression à l'Auteur du nouveau Catechisme de Sens qui y a vu sa mauvaise d'Osie sur le rapport de toutes nos actions à Dieu, condamnée par un Capucin.

(e) Explication sur la Bulle art. 5. approuvée l'an 1720 par presque tous les Evêques du Royaume M. Langueux alors évêque de Soissons,

le premier precepte, fait partie du culte que nous devons au souverain Etre, & de la gloire que nous sommes obligés de lui rendre.

Le Pere Bernard dit encore *Ibid. pag. 261.* "selon saint Thomas [*sup. q. 10. a. 1. Concl.*] la Contrition n'a la vertu de nous faire sortir de l'état du péché qu'autant qu'elle est jointe au vœu ou au desir de la Confession. *Niss. quatenus votum Confessionis annexum habet.* de là vient que la Contrition est toujours relative au pouvoir qu'a l'Eglise de nous absoudre, lorsqu'elle même que la justification precede l'absolution comme le concile de Trente. [*ff. 14. ch. 4.*] le declare nettement. *Et plus bas:*

"Contester le rapport essentiel de la Contrition au ministère sacré que l'on nomme le pouvoir des Clefs ou la Jurisdiction interieure de l'Eglise dans le Tribunal de la Penitence, ce seroit insinuer qu'il est inutile ou du moins que l'on n'est point obligé de se confesser quand on a une bonne Contrition. On renouvelleroit par ce moyen d'anciennes erreurs condamnées dans le Concile par le concile de Constance [*ff. 2.*] & dans Pierre d'Osma par Sixte IV. en 1478.

Ainsi parle le R. P. Bernard dans son livre intitulé *le grand commandement de la Loi.* mais très-different aujourd'hui de ce qu'il étoit alors, le R. Pere censure dans l'Anonyme, l'an 1740. ce que sa reverence proposoit l'an 1734. comme des verités constantes. Il nous met certainement en droit d'ajouter à la qualification de serviteur inutile dont il se plaint, celle de méchant serviteur qui s'est condamné de sa propre bouche *Lue 19. 22.* & quo le reproche d'errer qu'il fait aux autres retombe entier sur lui, enfin qu'on lui dise avec un Prophete, *Dan. 13. Etes vous si insensé enfant d'Israel, que d'avoir ainsi, sans discerner & sans connoître la verité, condamné un enfant d'Israel, retournez pour le juger?* C'est assez parlé du Pere Bernard.

"J'ai beaucoup de choses à vous dire, disoit le Sauveur à ses Apôtres à la veille de ses souffrances *Joh. 16. 13.* mais vous ne pourriez pas les porter presentement, quand l'Esprit de verité sera venu, il vous fera entendre toutes les verités, car il ne parlera pas de lui même, mais il dira tout ce qu'il aura entendu. Dieu dispense ainsi sa verité quand il lui plaît, & elle ne perd rien de son merite pour nous être retardée, ou annoncée par ceux de qui on ne devoit pas l'attendre, l'Esprit souffle ou il veut & vous entendez bien sa voix *Joh. 3. 8.* l'Esprit du Seigneur se saisit de Saul & il prophetise. *1. Reg. 10.* Dieu a choisi autrefois ce qu'il y avoit d'insensé dans le monde pour confondre les sages, & ce qui étoit foible selon le monde pour confondre ce qu'il y avoit de fort. Il a choisi ce qu'il y avoit de vil & de méprisable selon le monde & ce qui n'étoit rien pour détruire ce qui étoit grand, afin que nul homme ne se glorifie devant lui. *1. Cor. 1. 2.* Dieu également puissant & toujours sage peut également se servir de moi quoique je sois le dernier de la maison de mon Pere *Jud. 6. 15.* pour faire entendre la verité à ceux à qui l'on peut dire: Quoi, vous êtes maîtres en Israel & vous ignorez ces choses, *Joan. 3. 10.* avec tant de danger pour vous, & pour ceux dont Dieu vous a chargé, puisque si quelqu'un ignore ce que son état l'oblige presentement archevêque de Sens, est un des Approbateurs.

ge de sçavoir & d'apprendre à ceux qui l'ignorent, il fera lui-même ignoré, & avec lui, ceux qu'il doit instruire. *Si quis ignorat ignorabitur.* 1. *Cor.* 14. 38. le Sage nous en assure, parcequ'ils ont haï la science, dit-il... ils mangeront du fruit de leurs voyes, & seront rassasiés de la fatuité de leurs conseils. L'avertion des petits les tuera, & la prospérité des infenx les fera périr., *Trev.* 1. 29.

Ce que je me propose de traiter interesse les sçavans, & ne doit pas être ignoré de ceux qui ne le sont pas. Saint Valerien évêque de Cimele, dont le siége a passé à Nice, a dit: "il est écrit, que l'ignorance est une mort, & que celui qui n'opere pas selon la science qu'il a, n'a qu'une science morte. Une double raison nous oblige de sçavoir & de nous conduire selon les lumieres que nous avons, le mal étant égal, ou de ne pas faire ce que l'on sçait devoir & pouvoir faire, ou d'ignorer ce que l'on doit sçavoir. [a] Teodulphe évêque d'Orleans, à ses Freres & Prestres comme lui du Diocèse d'Orleans, Prestres dans le Seigneur, *Fratribus & Compresbyteris nostris Aurelianensis Parochia Sacerdotibus in Domino* "fait l'étude aussi nécessaire que la priere, & il leur propose d'y "avoir la même assiduité. [b]

Severe, Sulpice *vit. S. Mart. c. 26.* assure que saint Martin ne laissoit pas échapper un seul nioment de tems qu'il ne l'employât ou à la priere ou à la lecture, quoique sa lecture même n'interrompit pas sa priere.

Timothee ce disciple si cher à S. Paul qui l'avoit formé & instruit avec soin, cet homme à qui la grace qui étoit en lui avoit été donnée suivant une revelation prophetique par l'imposition des mains des Prestres, *impositione manuum Presbyterii.* 1. *Tim.* 4. 4. & qui avoit été nourri dès son enfance dans les lettres Saintes qui pouvoient l'instruire pour le salut par la foi qui est en Jesus-Christ 2. *Tim.* 3. 15. avoit encore besoin de lire & de s'instruire. En attendant que je vienne, lui dit l'Apôtre, appliquez-vous à la lecture.. veillez sur vous-même & vous instruisés, demeurez ferme dans ces exercices, car agissant de la sorte vous vous sauverez vous-même & ceux qui vous écoutent. 1. *Tim.* 4. S. Paul recommandoit à tous, ce qu'il recommandoit à son cher disciple, de s'instruire par une étude continuelle.

Il ne se dispensoit pas lui-même de ce devoir, & quoiqu'il eût été élevé aux pieds du Docteur Gamaliel, & instruit dans la maniere la plus exacte d'observer la Loi, *Act.* 22. 3. & ravi au troisieme Ciel où il avoit entendu des paroles ineffables, 2. *Cor.* 12. 4. il lisoit cependant & avoit des Livres. 2. *Tim.* 4. 13.

Les saints Conciles, & nommement le concile de Trente, montrent par tout l'obligation que les Ecclesiastiques & les Fideles ont de s'instruire. Il y a de l'illusion,

(a) Hæc & exsequenda doctis & agnoscenda sunt imperitis, quia sicut scriptum est, & ignorantia mors est, & fides sine operibus mortua est. Gemina vobis ratio adhibenda: observationis incumbit, sciendi cura cum labore complendi, quoniam ea quæ in divinis eloquiis præcipiuntur non solum non facere sed etiam ignorare, peccatum est. *S. Valerianus Episc. Cemelensis, epist. ad monachos.*

(b) Oportet vos assiduitatem habere legendi & instantiam orandi, quia vita viri iusti lectione instruitur, ornatur & assiduitate lectio-

nis munitur homo à peccato... Hæc sunt enim arma, lectio videlicet, & oratio, quibus diabolus expugnatur. Hæc sunt instrumenta quibus æterna beatitudo acquiritur. His armis vitia comprimuntur. His alimentis virtutes nutriuntur. Sed & si quando à lectione cessatur, debet manuum operatio subsequi... per usum namque lectionis discitis, qualiter & vos vivatis & alios doceatis. Per usum orationis & vobis & his quibus in caritate conjuncti estis, prodesse valebitis, &c. *Teodulph. Aurel. ad Presb. Aurelian. n. 2. & 3.*

on me permettra de le dire, & c'est un jugement terrible de Dieu sur ceux qui le croient, si l'on pense qu'à la sortie d'un College on est capable des plus grands emplois, & qu'après quelques mois passés dans un Séminaire, où souvent, comme aujourd'hui en plusieurs, l'on n'inspire que le schisme aux élèves, ou l'on ne leur parle que d'un phantome d'erreur qui évanouit dès qu'ils l'approchent, ou on leur présente comme réel, un Janfenisme dont on n'a encore convaincu personne, & où on les prévient contre tout ce qui s'appelle science ecclésiastique, n'y a-t'il pas de l'illusion à croire que l'on sçait tout. L'on doit s'instruire, lire l'Écriture, les Conciles & les Peres, étudier la Tradition & l'ancienne Theologie, & où on les obligation au Clergé laquelle dure autant que la vie, autrement on ne fait gueres que des chutes dans le sacré Ministère, & des chutes dont souvent on ne releve point. Jusquesà quand, dit le Sage, serez vous des enfans dans l'amour & la retenue de vos préjugés, & du nombre des insensés qui cherchent ce qui leur est nuisible, & des imprudens qui n'aiment pas à s'instruire. Ecoutez-moi, je vous dirai ce que je sçai. *Proferam vobis spiritum mentis, & ostendam vobis verba mea. Prov. 1. v. 22. 23.*

Rien aujourd'hui ne paroît plus necessaire que de sçavoir à fond les différens devoirs & tous les pouvoirs des Ministres des Autels pour l'œuvre auquel Jesus-Christ les envoie comme il est lui-même envoié de son Pere, *Joan. 10. 21.* & de connoître jusqu'ou peut aller la puissance du Ministère que le Sauveur a établi dans l'Eglise, l'inconvenient est grand à l'ignorer. L'ignorance, l'interêt, la politique, l'esprit de domination, ont repandu sur cette importante matiere au salut desames, des obscurités & même des erreurs qui dégradent le Sacerdoce, & reduisent contre l'institution de l'Eglise & les dispositions du Sauveur, la plupart de ceux qui en sont honorés, à n'en faire presque pas d'exercice, & par là exposent les fideles à tomber dans des pieges continuels. *Et cornues hodie, & cornuet etiam Propheta tecum. Osée 4. 5.* Ainsi l'on fait perir celui pour lequel Jesus-Christ est mort, *1. Cor. 8. 11.* & pour le salut duquel il a institué les Sacremens, & à proportion que le peuple est nombreux, les crimes multiplient, la gloire des Prêtres se change en ignominie, & on les voit aggraver le fardeau du peché sur ceux qu'ils en pensent decharger. *Osée 4. 8.* On est donc obligé de sçavoir & de s'instruire. *Attende lectioni & doctrina. Insta in illis. 1. Tim. 4.* le Prêtre plus que le peuple, & les peuples quand ils ne le peuvent par eux-mêmes, doivent recourir aux Prêtres, Dieu l'ordonne. *Hac dicit Dominus exercituum: interroga Sacerdotes legem. Agg. 2.* la science est sur leurs levres, ou du moins y doit être, pour la communiquer aux simples; car c'est pour cela que Dieu les envoie. *Labia enim Sacerdotis custodient scientiam, & legem requirunt ex ore ejus, quia Angelus Domini exercituum est. Agg. 2.* L'obligation est indispensable, & tous, le riche comme le pauvre, celui qui est sans lettres autant que celui qui en a beaucoup, doivent s'appliquer à connoître les pouvoirs que Jesus-Christ a accordés aux Ministres de son Eglise tant aux premiers qu'aux seconds, afin de ne pas s'écarter de l'institution divine, de ne pas prendre pour la voye de la lumiere, une voye d'erreur & de tenebres, de ne pas se priver des moyens préparés de Dieu pour le salut des hommes, & ne pas exciter sa colere. Le Sage *Prov. 17. 16.* & le Prophete *Osée 4. 14.* l'ont dit: Celui qui évite d'apprendre tombera dans les maux, & le peuple sans intelligence sera chatié. "Mais lorsque la sagesse entrera dans votre cœur, & que la science sera les delices de votre ame, le conseil vous gardera & la prudence vous conservera pour vous delivrer de la mauvaise voye de l'homme

AVERTISSEMENT.

xix

“ dont les paroles sont propres à pervertir , de ceux qui abandonnent le chemin
 “ de la droiture, pour marcher dans les voyes tenebreuses, qui se portent avec
 “ joye à faire le mal, & qui triomphent des renversemens que fait le mechant,
 “ dont les voyes sont tortueuses & qui s'égarent dans leurs demarches. *Prov.*
 1. 10. &c.

Le tems est venu de dévoiler tout, de mettre dans un grand jour l'Approba-
 tion & la Jurisdiction necessaires pour le ministere ecclesiastique, & de bien faire
 connoître que la Mission pour l'administration des Sacremens & entrer dans le
 gouvernement de l'Eglise est divine, que c'est Jesus-Christ & non pas l'homme
 qui la donne, afin que le cœur de ceux dont les esprits sont demeurés endur-
 cis & aveuglés par d'anciennes preventions, se tournant vers les Seigneur, le
 voile en soit ôté. Or le Seigneur est esprit : & où est l'esprit, là est aussi la liberté.

1. *Cor.* 3. 16.

“ La Moisson est grande, disoit le Sauveur à ses soixante-douze Disciples *Luc.*
 “ 10. 2. mais il y a bien peu d'ouvriers. Priez donc le Maître de la Moisson qu'il
 “ envoie des ouvriers en sa Moisson. Allez je vous envoie., C'est la même chose
 aujourd'hui; la Moisson est grande, Jesus-Christ en est toujours le maître, &
 c'est lui qui continuë d'envoyer, ou par lui-même comme il est dit de Saul
Act. 9. “ Et aussitôt il prêcha Jesus... dans les Synagogues... Il parloit aussi
 “ aux Gentils... l'Eglise étoit en paix... & elle se multiplioit marchant dans
 “ la crainte du Seigneur & dans la consolation du Saint-Esprit,, sans que Saul
 fut venu à Jerusalem prendre l'approbation des Apôtres, & l'eût prise de qui que
 ce soit. *Gal. 1. 17.* Ou qui choisit par le ministere des hommes, comme il est
 dit du même Saul & de Barnabé *Act. 13.* “ separez moi Saul & Barnabé pour
 l'œuvre à laquelle je les ai appelés &.. étant ainsi envoyés par le Saint-Esprit,
 “ ils allerent &c. mais c'est Dieu qui appelle, c'est le Saint-Esprit qui envoie,
 “ & non l'homme.

Plusieurs disent souvent comme le Prophete Isaïe *ch. 6.* lorsque le Seigneur
 demande qui enverrai-je? me voici, envoyez moi *Is. 6. 8.* & un homme qui
 se croit le Seigneur de la Moisson, quoiqu'il ne soit souvent qu'un serviteur
 établi par un autre serviteur pour y tenir quelque ordre, ne leur dit point ce
 qui lui est ordonné de dire, *Hab. 3. 5.* Allez *vade.* Il leur commande au con-
 traire comme les satrapes Philistins à David, de retourner dans leur maison &
 de s'y tenir en repos. *Revertatur iste & sedeat in loco suo. 1. Reg. 29. 4.* On rend
 quelquefois à des Prestres ainsi rejetés le temoignage que leur cœur est droit, que
 leur conduite est reguliere, mais le Conseil episcopal & dominant, auquel ils ne plai-
 sent pas, presse & veut qu'on les éloigne du Ministere. *Vivit Dominus, qui
 relius est in conspectu meo, & exiit in introitus meus mecum est in cas-
 tris, & non inveni in te quidquam mali, ex die qua venisti ad me, usque in diem
 hanc sed satrapis non places, revertere ergo & vade in pace. Ibid. v. 6.* un si grand
 mal & si repandu dans l'Eglise demeurera t'il sans remede, & jusqu'à quand en
 ignorera t'on la nature & la cause.

Il n'y a point assez d'union entre les premiers & les seconds Pasteurs, quoi-
 qu'établis du Saint-Esprit les uns & les autres pour regir le même Troupeau
Act. 20. 28. Il y a trop de domination, car c'est de ce côté là que vient le mal
 plutôt que du peu de subordination. Ceux qui paroissent les plus considerables,
 ceux, dis-je, qui paroissent aujourd'hui comme les colonnes de l'Eglise, Jac-
 ques, Cephas & Jean ne reconnoissent point la grace que les autres ont reçue,

ne donnent point la main à Barnabé & à Paul pour marque de la société & de l'union qui doit être entre les ministres du même Evangile Gal. 2. & les serviteurs du même Maître. On se partage trop sur les qualités des Ministres de l'Eglise, on n'en juge pas assez sagement, & on ne les souffre dans le Ministère que par prévention & préjugé, & on ne les trouve bons & excellens sujets que lorsqu'ils pensent & agissent comme ceux qui les emploient, quelque fois fort mal. De là il arrive que les jugemens que l'on forme du même sujet sont si différens, que la pierre qui a été rejetée par ceux qui baptisoient dans un lieu, est devenue dans un autre lieu, la principale pierre de l'angle, Matth. 21. 42. que le Grand-Vicaire, le dominant du Diocèse refuse souvent d'envoyer ceux qu'un bon Curé présente, & que le même Grand-Vicaire sans que les loix de l'Eglise ou de l'Etat lui en donnent véritablement le pouvoir, retire de l'emploi celui qu'un Curé auquel ses rares qualités l'ont rendu cher y voudroit conserver avec plus de droit que le Dominant de le rejeter, que les Curés croient quelquefois ne devoir point se servir indifféremment de ceux qu'un Grand-Vicaire leur envoie & qu'il veut leur donner d'autorité, & que les uns & les autres préfèrent de laisser des Communautés & des Paroisses presque sans secours, plutôt que de leur donner ceux qu'elles recevroient avec joie, mais que le Despotisme du vicariat ne trouve pas à propos de leur envoyer.

J'ai pensé qu'il y avoit souvent dans cette conduite un défaut de lumière ou un desir de dominer, qui pouvoit au-delà, ou qui retenoit en deça les bornes que l'équité, la justice, la charité, la raison, les loix de l'Eglise, ou plutôt Jesus-Christ qui est le maître de la moisson, & qui envoie les ouvriers, veut qu'on se prescrive, & que si l'on pouvoit faire connoître à chacun ce qui lui convient, l'un craindroit de trop donner à sa puissance, l'autre seroit moins timide à pourvoir à des besoins réels & pressans, & les Fideles moins exposés à manquer si souvent de secours.

Ce dessein n'a rien qui doive revolter ni qui porte à croire que je quitte les routes communément suivies pour en tracer de nouvelles. J'ai la confiance que l'on jugera plutôt que je quitte des voyes écartées pour entrer dans celles où les saints Canons veulent que nous marchions, que c'est la nouveauté laquelle je rejette pour m'attacher aux Regles anciennes, respectables & toujours approuvées de l'Eglise. Enfin que je travaille à réunir le cœur des Peres avec leurs enfans, & à faire revenir les desobeissans à la prudence des Justes, afin qu'ils preparent au Seigneur un peuple parfait. Luc 1. 17.

Je n'ignore pas les différences qui se trouvent entre les trois differens Ordres qui composent la Hierarchie de l'Eglise, la subordination qui doit être des moindres aux plus grands, & tous leurs rapports, & je reconnois sans peine cette vérité proposée par le Pape Martin V. dans le concile de Constance, que l'Ordre Episcopal a l'autorité (a) de Jurisdiction dans un degré plus éminent que le second Ordre : que la Jurisdiction Episcopale s'étend à tous les Sacremens & à toutes les actions hierarchiques, qui toutes doivent decouler de cette puissance comme du Chef dans les Eglises particulieres, pour apuier ceux qui les font & qui y president, & qu'enfin comme toute la Hierarchie se termine à Jesus-Christ, ainsi

(a) Item, utrum credat auctoritatem Jurisdictionis Papæ, Archiepiscopi & Episcopi in solvendo & ligando esse majorem auctoritate simplicis Sacerdotis, etiam si curam ani-

marum habeat, &c. Martinus V. in Concilio Constantiensi de condemnatione Johannis VViclef, Johannis Hu. & Hieronymi Pragensis. & errorum abjuratio.

toutes les fonctions de la Hierarchie des seconds & des troisièmes Hierarches dans un Diocèse tombent sous l'examen de l'Evêque & se concentrent en lui.

Mais je sçai aussi que la Hierarchie du Ciel est l'image de celle de la Terre (a) & que comme le second chœur des Anges reçoit du premier, & le troisième reçoit du second, & ainsi des autres, sans qu'aucun des Anges supérieurs entreprenne de communiquer ce que l'Ange inférieur a reçu le pouvoir de donner aux autres, ni de dominer sur aucun, il en doit être de même de la Hierarchie de l'Eglise, l'Ordre y doit être gardé, & les communications de lumières, de Jurisdiction & de pouvoirs s'y faire avec charité, de degré en degré & en gardant les dépendances mutuelles que Jesus-Christ & l'Eglise lui ont prescrites & marquées, sans qu'un seul se rende maître de toutes les fonctions & puisse penser à dominer, (b) & à troubler l'Ordre de l'Eglise.

" Nous reconnoissons en France le Pape, disoit l'an 1564. l'Avocat Paquier, " pour Chef & Primat de l'Eglise Catholique & universelle, comme celui qui " est le successeur de saint Pierre que notre Seigneur voulut particulièrement " favoriser entre les Apôtres, mais avec cette modification honnête, qu'il ne " peut rien entreprendre au prejudice de nos Evêques. (c)

C'est la même chose de l'Ordre Episcopal, on reconnoît en France & par tout ailleurs, les Evêques pour Chefs & Primats des Eglises Catholiques de leurs Diocèses, comme ceux qui sont les successeurs des saints Apôtres que notre Seigneur voulut particulièrement favoriser entre ses autres Disciples & plus que les soixantes douze, mais avec cette modification honnête, qu'ils ne peuvent rien entreprendre au prejudice de nos Curés & des Prestres, & que s'ils entreprennent on doit selon Gerfon leur resister.

La dignité & l'autorité du premier Ordre, quand chacun se tient dans le rang & s'attache à la fonction que Jesus-Christ & l'Eglise lui ont assignées, n'en sont point diminuées, l'autorité & la dignité Episcopale n'en éclatent au contraire que davantage, (d) puisque le second Ordre regarde le premier comme le

(a) Regnum sanctæ Ecclesiæ est Dei justitia, ad similitudinem regni cælorum ob quod in sua manet stabilitate... si quisquam ergo perat quomodo stabit Christianitas regnum in his inferioribus. Responsio hæc erit, servando ordinem & exemplar regni superioris. Regnum cælorum certo ordine & essentialibus ordinationibus atque permanentibus quas nos Hierarchias appellamus, institutum est... & hic ordo est in sancta Ecclesia ut sit unus Papa Jesus-Christi vicarius, sint Cardinales, Archiepiscopi, Episcopi Apostolorum successores, sint Curati successores septuaginta duorum Discipulorum quos dicimus in sequentibus. Patet si quis homo aut status sine causa vel necessitate perturbare velit hunc ordinem illi resistendum esse. Sic enim factum fuit in Cælo, cum Lucifer & alii mali vellent transgredi per superbiam eorum Ordinem aut Hierarchiam... Qui ergo scire voluerit quomodo regnum Christianitatis stabit! Responsio, servando suum ordinem nec ipsum destruendo aut obniviscendo. Gerfon *serm. cont. Billam Mendicantium an. 1409. ex parte Universitatis Parisien.*

(b) Subjecti quoque & inferiores, præstantiores sequantur, qui & ipsi minores in anteriora promoveant, illique itidem perpetuo successu ad altiora ententes, etiam provchendis aliis, duces pro viribus fiant, per quam hanc divinam profecto ac dispositissimam congruentiam singuli pro modo suo ejus qui vult pulcher & sapiens ac bonus est, evadant participes. *Auctor. celest. Hierarch. sub nomine S. Dionysii cap. 1.*

(c) Ad confusionem tollendam cavere debent omnes ut in suis officiis invicem se conturbent, ut antiqui nostri fratres statuerunt, atque adeo superiores Prælati, inferiores Præfectos non impediunt quominus sua officia libere exequantur, nec in suis officiis se intromittant & ingerant. Sed potius, interim quod non fuerint à suis officiis dejecti eos adjuvent & foveant. *sancti. Regulari Obiervantiæ S. Francisci. cap. 7. §. 19. edit. Paris 1622.*

(d) Multum denique Sacerdotalis officii meritum splendescit, ubi sic summorum servatur auctoritas, ut in nullo inferiorum puerat im-

principe d'où ils sortent, le point qui les concentre, le mobile qui les fait mouvoir, & avec lequel poussés par le même Esprit, ils s'élèvent de la Terre jusqu'aux Cieux. *Ezech. 1.* Enfin comme la Nuée lumineuse & rafraichissante que Dieu lui ordonne de regarder durant la nuit & l'obscurité pour ne se pas écarter du Camp d'Israël dans le Desert, & qu'il nedoit pas dans le chemin brûlant ou il marche, quitter durant le jour, s'il ne veut défaillir accablé du poids du jour & de sa chaleur.

Mais l'esprit qui faisoit marcher les merveilleux Animaux de la vision du Prophète Ezechiel, *Ezech. ch. 1.* étoit le même qui animoit aussi les roués " & ils alloient ensemble par tout où l'esprit les poussoit. C'étoit l'esprit qui les faisoit aller, & les roués s'élevoient aussi avec eux, parceque l'esprit qui faisoit vivre les Animaux étoit aussi dans les roués. Lorsque les Animaux alloient, les roués alloient aussi, lorsqu'ils demeuroient, elles demeuroient avec eux, lorsqu'ils s'élevoient de terre, elles s'élevoient aussi avec eux & les suivoient, " parceque l'esprit qui étoit dans chacun des Animaux, étoit aussi dans les roués " dont tout le corps étoit plein d'yeux. "

C'étoit l'esprit, comme on peut le remarquer, & non les Animaux qui faisoient l'impulsion; qui donnoit le mouvement à tout, & que les uns & les autres suivoient avec accord. Figure admirable de ce qui doit être entre les Ministres du premier & du second rang, ils ne doivent pas aller l'un sans l'autre, l'esprit de Dieu se trouve dans leur union, & les premiers voyent par les seconds qui sont les yeux.

La Colonne de nuée & de feu de laquelle Dieu se servit autrefois pour conduire son peuple sortant de l'Egyppte, & qui ne s'arrêtoit sur le Tabernacle que pour donner lieu aux Prêtres & au peuple de se rassembler autour du Sanctuaire & de s'y reposer de leurs travaux, & qui ne s'élevoit de dessus l'Arche que pour les faire rentrer dans un nouveau travail, & les conduire à la Terre promise, apprenoit également à Moïse & à Aaron à dépendre des ordres de Dieu & à marcher sous sa conduite comme les Prêtres d'un moindre rang, les Levites & le peuple.

L'Ecrit que l'on presente aujourd'hui au public, est le même que celui qui parut l'an 1734. qui fut assez bien reçu dans le monde savant, & n'est pas le même par les changemens que l'Auteur a trouvé bon d'y faire, par les nouvelles Questions & quelques Articles interressans & nouveaux qu'il y fait entrer, & par son attention à écarter toutes les objections qu'on lui peut faire & qu'on lui a faites, de sorte que tout ce qui est traité dans la *Consultation sur la Jurisdiction & l'Approbation*, & dans sa *Défense* contre tous ses injustes Censeurs, excepté le personnel que la nécessité d'une juste Apologie, avoit fait employer, mais qui n'est plus nécessaire aujourd'hui, se trouve ici & beaucoup plus.

Un ouvrage de cette nature a demandé des recherches & a du être soutenu de quantité de citations de Conciles, de Statuts, d'Ordonnances, de Rituels, de Theologiens, de Bulles des Papes, d'Edits, &c. pour lui ôter l'air de nouveauté & du singulier qu'il auroit pu avoir sans cela, & arrêter par une digue de cette force un torrent d'opinions humaines sur la Jurisdiction de Mission &

minuta libertas. S. Leo Epist. 93. al. 63. ad Theodorum. Episc. Cyri.

Non arctatur autoritas, sed convalescit legum observantia, & canonum qui potestatem fixant Episcoporum, Episcopi ipsi auctores

conditores que fuerunt. Non alius ergo clauditur Episcopatus limitibus quam quibus se ipse conclusit. *Thomass. tom. 2. part. 2. lib. 1. cap. 15. num. 15.*

de Ministère qui inondent de toutes parts, avec d'autant plus de danger pour la Foi, qu'on les dit Décisions de l'Eglise, Articles de Foi & Droits Divins, pour à l'abri & sous le voile de ces noms respectables, les faire mieux recevoir.

Je n'ai rien négligé afin de detromper ceux qui sont encore dans l'erreur sur les Questions que je traite. Je me suis tenu en garde contre la prevention, je me suis efforcé de voir par moi-même le grand nombre de Conciles, de Statuts Synodaux, de Chapitres du Droit que je cite, y en ayant très-peu dont j'emploie l'autorité sur la foi d'autrui. Le peu de succès qu'ont eu mes Censeurs à m'accuser de peu d'exactitude, & l'evidence où j'ai mis le peu qu'ils ont osé reprendre, peut assurer le public que les textes nouveaux qui accèdent aux anciens sont rapportés aussi exactement, & qu'il n'y a pas plus à espérer à de nouveaux Censeurs qui tenteroient à m'y accuser d'infidélité.

J'ai préféré dans le précis françois que je fais des textes de plusieurs Auteurs, de m'attirer le reproche de dire moins, que celui d'avoir exagéré & outré leur sentiment; car j'aime beaucoup mieux que l'on dise que je ne développe ni n'expose pas toute leur pensée, plutôt que j'en dis trop. C'est un menagement que je dois à la faiblesse & au peu de lumieres de quelques Lecteurs qui ne sont pas capables de plus. *Lac vobis potum dedi, non escam, nondum enim poteratis. 1. Cor. 3. 2.* Mais afin que ceux dont le genie plus élevé demande davantage, & qui veulent voir tout, ne se plaignent point que je dérobe à leur curiosité & à leur désir de sçavoir, ils trouveront de quoi se satisfaire dans les Textes latins & les notes que je joins à tout l'Ouvrage, autant pour leur propre satisfaction qu'en preuve que je n'exagere rien, & que ce ne sont pas mes propres sentimens que je donne. (A)

Des raisons particulieres m'ont engagé à écrire de l'Excommunication. Cette matiere a un rapport sensible à la juridiction & au pouvoir d'absoudre. J'ai cru qu'on pouvoit l'y joindre, assurer la realité de l'Excommunication de droit & d'*ipso facto*, que quelques-uns contestent dans nos jours, dont la crainte, ce sra si puissant pour arrêter dans leur penchant ceux qui courent au crime, étant ôtée, multiplie les coupables.

J'ai cru qu'il importoit beaucoup aux fideles de les instruire que l'Excommunication encouruë de Droit & par le fait, *Ipso jure; Ipso facto*, que l'on appelle autrement de Sentence portée, n'est pas si commune que plusieurs pensent, & qu'il ne faut pas la mettre où il n'y en a point. Enfin que le Public ne desaprouveroit pas qu'on mit dans son jour l'injustice & l'aveuglement de quelques Pasteurs à refuser les Sacrements & les suffrages de l'Eglise à des personnes qu'on ne peut dire excommuniés, ni pecheurs & impenitens notoirs, & qu'on rassurât les pèuples sur les fonctions de quelques Ministres des saints Autels que l'envie & l'erreur s'efforcent quelque fois de decrir, de rendre odieux & inutiles, de faire passer pour profanes, pour excommuniés & comme ayant perdu tous les pouvoirs que Jesus-Christ a attaché à leur Sacerdoce & à la qualité de Pasteurs & de Docteurs qu'ils ont dans l'Eglise.

Le Pere de Sainte Marthe (b) disoit, il y a quarante cinq ans du Ministre Daillé, qui traite si indignement dans ses écrits le Cardinal Bellarmin & tous les Catholiques, que les injures & les emportemens sont les raisons de ceux qui en manquent, & sont les armes des foibles. Si ce que dit ce judicieux Auteur

(A) Le passage cité n'est pas toujours sur le lieu où l'on fait la citation, parcequ'il se trouve dans quelque autre endroit de l'Ouvrage, ou

que l'Auteur dont il est pris étant commun, le Lecteur peut aisément y recourir.

(b) Traité de la Conciliation T. part. 2. ch. 7.

est véritable, presque tous ceux qui ont censuré l'ouvrage qu'on redonne au Public ont pris les armes des foibles, qui sont les injures, dans lesquelles ils se repaissent continuellement contre l'Auteur anonyme de la *Consultation sur la Jurisdiction & l'Approbation nécessaires pour confesser*, & ont fait voir par cet excès de paroles auquel ils s'abandonnent, qu'ils n'avoient rien de solide & de convaincant à lui opposer, & que l'on peut assurer d'eux ce qu'un sçavant Auteur disoit de quelques Ecrivains de son tems, qu'ils n'ont que de la plume, & que les injures dont leurs écrits sont pleins, empêchent de les lire. *Sunt laris similes, larum si deplumes, nihil est fere reliqui: corpus admodum habent parvum cum appareant inter ceteras aves magna, sic detrahe (cenforibus nostris) convicia, injurias, nihil succi, nihil doctrina, vel parum admodum reperias, deterrent suis conviciis omnes à lectione suorum librorum.* Scaligerana litt. J.

“On lit les livres pour apprendre des vérités importantes & non pas des injures: qui auroit ce dernier dessein profiteroit plus s'il alloit trois jours de marché à la Halle, que s'il demeurait dix ans au Cabinet. *Sorberiana v. faumaise.*

L'anonyme Auteur de la Consultation, au jugement de l'un de ses Adversaires est un écrivain audacieux, (a) qui encherit sur des entreprises teméraires que l'Eglise de France avoit reprimées, (b) qui n'a que de misérables défaits & de misérables subtilités, (c) que l'on voit s'exprimer dans les termes mêmes des hérétiques, & renouveler expressément des erreurs condamnées par le saint concile de Trente. (d) Le teméraire va bien plus loin encore. (e)

C'est un homme masqué qui ne rougit d'aucune ignorance, (f) que l'Antiquité dément, (g) qui n'obmet aucune des absurdités qu'on peut imaginer. (h) Un nouveau venu (i) un Aventurier, (k) un Novateur. (l) Le Censeur le repete jusqu'à onze fois. Pensoit-il qu'à force de l'affurer, il seroit cru?

L'Anonyme est un Auteur à qui le mensonge le plus grossier ne coûte rien, (m) & qui pousse de teméraires assertions, (n) qui ignore profondément la Tradition & les regles des premiers siècles. (o) Un raisonneur, (p) à principes aussi ridicules que séditieux, (q) que la prévention aveugle, qui trouve obscur ce qui seroit clair à un enfant, (r) & qui pour accrediter ce qu'il avance si temérairement & si fausement donne la pratique presente de l'Eglise pour une nouveauté, (s) & dont il faut se defier, comme d'un homme capable d'employer des ruses indignes, au défaut de preuves solides, (t) qui ne rougit d'aucune fausseté, (u) & qui a le dessein criminel de relever la dignité des Curés, & d'avilir celles des Evêques. (x)

C'est un mediocre Theologien, (y) qui debite, non des erreurs, mais des folies & des extravagances, dont il rougiroit lui-même, s'il avoit assez de Theologie pour en ressentir le ridicule; (z) qui impose aux Scholastiques; (aa) qui falsifie les Scholastiques d'une maniere qui fait horreur, (bb) qui les cite avec une infidelité criante & grossiere, (cc) avec mauvaise foi, & une bévue grossiere. (dd)

L'Anonyme est encore du nombre de ces hommes qui résistent à la vérité,

(a) Mandement de Sens 1. Mai 1735. pag. 2. -- (b) Ibid. pag. 31. -- (c) P. 13.
(d) P. 6. -- (e) P. 18. -- (f) P. 10.
(g) P. 4. -- (h) P. 16. -- (i) P. 25.
(k) P. 15. 19.
(l) Pag. 3. 7. 9. 12. 14. 15. 16. 42. 54. 55.

60. -- (m) P. 6. -- (n) P. 6. -- (o) P. 7. 21.
(p) P. 7. 44. -- (q) P. 9. -- (r) P. 16.
(s) P. 5. -- (t) P. 52. -- (u) P. 53.
(x) P. 57. -- (y) P. 54. -- (z) P. 43.
(aa) P. 51. -- (bb) P. 45. -- (cc) P. 46.
(dd) P. 48.

qui s'égarent & qui entraînent les autres dans l'égarement. Un de ces errans qui vont d'erreur en erreur. (a) Il est d'une Scète qui ne respecte aucune autorité, (b) d'un parti qui enfante des erreurs, où l'on a remarqué un penchant pour les Dogmes des Protestans, où l'on s'appuie de leurs suffrages, où l'on emprunte leurs raisonnemens, où l'on imite leurs erreurs, où l'on copie leur langage, & où, avec eux & presque comme eux on rejette, & où on critique un Concile dont les décisions sur la Foi ne sont rejetées & méprisées que par les Protestans. (c)

Il est de ces Pharisiens qui séduisent les hommes par l'austerité dont ils se glorifient, qui se donnent pour les reformateurs du Pape, des Evêques & de l'Eglise entière, & qui à tout moment posent les principes du relachement le plus monstrueux. (d)

C'est un Docteur ignorant & prevenu, (e) un faux Docteur qui séduit, (f) qui a l'insolence de dire, &c. dont le mensonge & la hardiesse à débiter un misérable Système ne pouvoient être portés plus loin, (g) qui a donné le plan d'un ouvrage (h) où les erreurs fourmillent; un Prestre indocile, (i) un Prestre temeraire, un malheureux Prestre, qui séduit les peuples, (k) qui manifeste clairement ses noirs desseins contre l'Eglise de Dieu, (l) un faux Prophete, (m) un seducteur, (n) un heretique, (o) un Presbyterien modéré, (p) un Presbyterien véritable (q) un Arien.

A ces noires couleurs, l'on connoît les peintres, mais l'on n'y reconnoît jamais, celui qu'ils ont voulu peindre. Pouvoient ils dire plus avec leurs cent langues, (r) leurs cent bouches, & leur voix de fer? Non... *si lingua centum fuit, oraque centum, ferrea vox.* Pouvoient ils écrire rien de plus atroce & de plus calomnieux avec une plume trempée dans l'amertume du fiel, dans le fiel des dragons, dans l'écume mortelle du cerbere, dans les eaux puantes & enflammées du Phlegeton, ou dans les eaux les plus noires du Coccy & du Stix? *je leur laisse volontiers les invectives qu'on n'a coutume d'employer qu'au défaut de la raison, de même que la nature ne donne le venin qu'aux animaux qui manquent de cœur & de force...* "Mais comme leur accusation n'a point d'autre source que l'envie, d'autre fondement que le mensonge, d'autre preuve que le dénigrement & l'imposture, d'autre appui que la violence... c'est un outrage qui retombe sur ceux qui le font.

Le Prophete Zacharie chap. 3. nous montre Satan à la droite du Prestre Jesus, avec une volonté formée de le contredire, & le Seigneur qui dit simplement à Satan : que le Seigneur t'arrête, Satan, dans ton dessein : que le Seigneur qui a choisi Jerusalem t'arrête dans ton dessein. "L'Apôtre saint Jude nous apprend que l'Archange saint Michel, dans la contestation qu'il eut avec le Diable touchant le corps de Moïse, n'osa le condamner avec execration, mais il se contenta de dire; que le Seigneur te reprime. *Jud. 9.*

Le Seigneur & l'Archange saint Michel, comme on le voit, n'ont point dit

- (a) P. 1. — (b) P. 9. — (c) P. 10.
(d) P. 10. — (e) P. 11. — (f) P. 12.
(g) P. 17.
(h) Mandement de Sens r. Mai 1735. pag. 31. — (i) P. 45. — (k) P. 11. — (l) F. 19.
(m) P. 19. — (n) P. 2. 12. 19 bis. 20.
(o) P. 45.
(p) Le Pere Bernard. Ordre de l'Eglise. Pre-

- face. §. V.
(q) Le Pere Pinchinat, Hist. des Heresies, verb. Aeriens & Presbyteriens.
(r) Allusion au grand nombre des Censeurs de la Consultation sur la Jurisdiction, &c. qui sont presque au nombre de cent.
(s) Extrait du serment des Jesuites sur le Liv. de l'Apologie pour les Casuistes.

d'injures à satan , si digne de malediction : ne devoient ils pas être la regle des Censeurs de l'Auteur anonime de la *Consultation*, &c. dans l'attaque qu'ils en ont faite ? un Archange ne s'est porté à aucun excès contre le Diable, mais des Prestres s'y sont portés contre un Oint du Seigneur; oùi des Prestres de la bouche desquels, pas plus que de celle d'un Ange, rien de semblable n'adu sortir, ont osé le faire. *Si igitur Michael non fuit ansus Diabolo, & certe maledictione dignissimo, judicium inferre blasphemia, quanto magis nos ab omni maledicto puri esse debemus ? Meretur Diabolus maledictum, sed per os Archangelis blasphemia exire non debuit.* cap. si igitur 24. q. 3. c. 10. S. Hier. in ep. ad Tit. c. 3.

L'on pourroit en suivant l'avis du Sige, *Prov. 16. 5.* leur repondre sur le même ton qu'ils ont parlé, les percer des mêmes traits, & les convaincre d'une fausse sagesse dans les endroits où ils croient être sages, afin de leur dessiller les yeux sur leur prétendue habileté & leur fausse sagesse : mais le Sage nous defend de repondre de la sorte afin de ne leur pas ressembler. *Prov. 16. 4.* Le Seigneur & l'Archange saint Michel, n'ont point dit d'injures au Diable, pourquoy m'écarterois-je de cette regle & en dirois-je à ceux, de qui peut-être aurai-je lieu de dire un jour : "Celui qui autrefois nous persecutoit annonce maintenant la foi qu'il s'efforçoit alors de détruire, & rend gloire à Dieu, de ce qu'il a fait en moi. *Gal. 1. 13.*

Il doit suffire, & peut-être est ce encore trop de faire remarquer que selon la Glose ordinaire (a) & saint Jerome (b) dans sa lettre à Oceanus sur le mot : *Non litigiosum. 1. Tim. 3.* il n'y a rien au monde de plus insupportable que cette espece d'hommes qui mesurent leur babil à leur prétendu sçavoir, & qui toujours prêts à entrer en dispute, parlent d'un air meprisant à ceux qu'ils pensent instruire, & qu'il y a un grand orgueil & beaucoup d'arrogance dans cette conduite : que selon saint Gregoire le Grand, (c) l'instruction que des hommes vains & superbes donnent à leurs freres, a cela de propre, qu'ils ne sçavent pas proposer avec humilité & douceur ce qu'ils enseignent, & qu'ils ne peuvent bien enseigner dans le tems même qu'ils pensent bien. Leurs propres paroles les trahissent, & font connoître que quand ils instruisent les autres, ils se croient assis au plus haut degré, & au contraire, ceux qu'ils veulent instruire, si au dessous d'eux, & dans un rang si bas, que s'ils daignent leur parler, c'est moins pour leur donner un bon avis, que pour le plaisir de dominer & de se faire appeler maîtres par les hommes. Dieu reproche par son Prophete à de tels Docteurs qu'ils ont commandé. Mais ceux là commandent avec empire & aigreur qui font paroître trop d'empressement à faire plier les autres sous le poids de leur doctorat, & à ramener à la verité, avec une hauteur de maître & par des invectives, leurs inférieurs, au lieu d'employer des raisons & de les proposer avec douceur dans un esprit de paix. C'est le parti, ajoute saint Gregoire, de celui qui veut établir une saine Doctrin. Il évite de donner dans l'écueil dangereux des injures avec d'autant plus d'attention, qu'il sçait que l'on combat par ce moyen avec plus de force ceux qui ont pris un mauvais parti, & qu'il craint

(a) *Non litigiosum. Nihil est enim impudentius arrogantia rusticorum, qui garrulitatem auctoritatem putant, & parati ad lites in subiectos tumidi latonant, quod ex arrogantia & superbia provenire manifestum est. Grat. Diss. 46. Gloss. Ordinaria 1. ad Tim. 3.*

(b) Non litigiosum. . . Nihil enim impu-

dentius arrogantia rusticorum qui garrulitatem auctoritatem putant, & parati semper ad lites in subiectum sibi gregem rudis sermonibus tonant. S. Hieron. Ep. 83. ad Oceanum. 1

(c) S. Greg. in Moralib. Lib. 23. c. 7. ad caput 33. Job. Et refertur. Diss. 46. cap. 1. Hoc habet.

qn'une orgueilleuse dispute accompagnée d'amertume ne le rende méprisable à ses Lecteurs, & ne donne du relief à ceux dont il s'efforce de faire mépriser les sentimens, comme contraires aux Textes sacrés dont il use contre eux. Il suffit, c'est la doctrine de saint Irenée (a) & de saint Jerome, (b) de montrer l'erreur pour la faire hair, & la détruire. Sorbier trouvoit qu'un esprit égal & Chrétien devoit en agir de la sorte. (c) Il disoit encore qu'absolument il ne faut jamais mesurer de personne, sur tout dans les livres, où il suffit de montrer la vérité de laquelle on traite & de découvrir le mensonge. (d)

Un ancien Auteur que quelques-uns regardent comme l'un des premiers prédicateurs de la vérité dans les Gaules, & que l'on a cru le premier évêque de Paris, donne un autre enseignement, qui n'est pas moins important. "Ne croyez pas, dit-il, que de s'élever contre une opinion qui nous paroît mauvaise, c'est l'avoir renversée & en être devenu victorieux. Non, il ne s'ensuit pas que Sosipatre pense bien, quand à son jugement, il croit avoir réfuté, avec quelque force & quelque apparence de vérité, le sentiment d'un autre, parce qu'il peut arriver qu'au milieu de beaucoup d'opinions, dont les uns sont fausses, & les autres ont leur évidence, la vérité ne soit pas encore connue ni de Sosipatre ni des autres. Il est certain qu'on se trompe, si l'on croit qu'une chose, qui n'est pas d'un rouge éclatant, doit être blanche, & que ce qui nous paroît de loin n'avoir pas la figure d'un cheval, est un homme nécessairement. Voici le parti que Sosipatre doit prendre, s'il m'en croit: qu'il cesse de parler & d'écrire contre les autres, ou qu'il parle ou qu'il écrive d'une manière si pertinente pour la vérité, qu'on ne puisse le reprendre, ni refuter ses écrits.

Ainsi saint Denys, ou quelqu'autre sous ce nom respectable, écrivoit au vénérable Sosipatre, & pourroit, s'il étoit sur la terre, l'écrire à beaucoup de Docteurs, de Prestres & d'Evêques.

L'on aura de la peine à croire qu'une éloquence aussi vive que celle de plusieurs des Adversaires de la *Consultation sur la Jurisdiction & Approbation*, qui leur fournit toujours quelque réponse bonne ou specieuse, à la faveur de laquelle ils se tirent adroitement d'embarras, a échoué contre le livre de la Consultation, & que les grands Orateurs du parti aient eu besoin d'appeler à leur secours la *reticence*, cette figure de Rhetorique, d'un si grand usage à ceux qui se sentant pressés & accablés d'un fort argument, n'ont rien de solide à y répondre, laquelle marque leur foiblesse & en même tems fait augurer qu'ils ne tiendront pas long-tems pour la cause dont ils prennent la défense.

(a) Adversus eos victoria, est sententia eorum manifestatio. S. Irenæus lib. 1. cap. 35.

(b) Si contraria nostro dogmati dixeritis, in eo vincemus, quod omnes cognoscent Ecclesie quid sentiant, sententias vestras prodidisse, superasse est. Patet prima fronte blasphemia. Non necesse habet convinci, quod sua statim professione blasphemum est. S. Hier. advers. Pelagium. Al. Cresphontem.

(c) Sed Christianæ æquanimittate esse existimarem, ut nemo verbis, nedum scriptis, aut tacite aut nominatim, quamvis à vero dissentient, carperetur, satis enim esset sententiam quam depromere & veritatem offendere ut mendacium refutaretur. Sorberiana verbo, Cruteus.

(d) Sorberiana verbo, Baumaise.

(e) Noli hoc putare victoriam, venerande Sosipater, si in eam religionem seu opinionem quæ mala esse videatur, inveharis. Neque enim eam si vel graviter & vere coarguas, continuo Sosipatri quoque recta erit opinio. Fieri etenim potest ut & te & alios inter multa quæ falsa & evidenciam sunt, unum illud quod est opertum, verumque lateat. Neque enim si quid rutilum non sit, jam etiam candidum erit. Nec si quis non Equus necessario jam homo est. Sic autem si mihi obtemperaveris facies, desistes adversus alios dicere. Cæterum ita pro veritate loqueris, ut ea quæ dicuntur, argui resellique non possint. S. Dionysius Epist. 6. Sosipatro Sacerdoti.

L'Anonime auteur de la Consultation n'a rien dit qu'il n'ait appuyé par des autorités constantes de Theologiens, de Canonistes, de Statuts Synodaux, d'Ordonnances Episcopales, de decrets des Souverains Pontifes, de Rituels, de Conciles, d'Edits royaux, d'Arrêts, &c. & les Textes qu'il en a extraits & donnés, sont en très-grand nombre, on lui passe toutes ses citations, un fort petit nombre excepté, que ses Adversaires ont attaquées comme defectueuses & detournées. Mais ont ils prouvé qu'elles étoient telles, on le veut pour un moment, sauf à prouver la justesse de leur application, quand il en sera question: la Consultation n'y perdra gueres, puisqu'on la trouve d'ailleurs appuyée de mille autres Textes qu'on ne peut détruire, & que les Auteurs mêmes qu'on lui reproche comme mal employés, parlent ailleurs si clairement pour l'Anonime, & lui fournissent des preuves si fortes, que les plus éloquens & les plus en bouche de ses Adversaires ne peuvent contredire, mais comme à la vuë de l'Aegide de Pallas, qui changeoit en pierres ceux qui la regardoient, ils ont resté sans parole, & sont devenu ces Statuës à bouche dorée & à langue d'argent, que le Prophete Jeremie avertit de ne point crier, parcequ'elles ne peuvent parler. *Barnab. 6. ex Ep. Jer.*

C'est déjà un grand préjugé pour l'Anonime, de ce que sur cet article tous ses Censeurs sont réduits au silence, & de ce qu'ils passent cent & cent Auteurs d'une autorité respectable, sans oser ouvrir la bouche pour reprendre l'Auteur de les avoir mal cités.

Où ces Auteurs qui sont le pontifical Romain, l'ancienne Faculté de Theologie de Paris, l'Université d'Angers dans le xiv. siecle, les statuts Synodaux de differens Diocèses, les assemblées du Clergé, les Souverains Pontifes, des Evêques d'un merite distingué, des Edits, des Arrêts, &c. car voilà ceux quel'Anonime a cités ont dit ce qui leur attribué; ou ne l'ont pas dit: s'ils l'ont dit, la cause est finie: les autorités qu'il employe viennent d'un trop bon endroit, pour que des Juges équitables les rejettent, & sont trop fortes pour ne pas emporter tous les suffrages. S'ils ne l'ont pas dit: ses Adversaires ont trahi leur parti, quand ils n'ont pas profité de l'avantage de s'inscrire en faux contre le grand nombre de Titres que l'Anonime a mis & laissé sur le bureau, au jugement du Public.

Pourquoi les Censeurs qui vetillent, qui chicanent, qui s'échauffent sur un très-petit nombre de Textes, qu'ils n'entendent pas & à qui leur Rethorique a appris à faire d'un atôme une grosse montagne, & d'une fourmi un monstrueux Elephant, ont ils gardé le silence sur une infinité d'autres Textes? C'est qu'ils sont d'une precision à ne pouvoir être detournés, & d'une évidence à ne pouvoir être éludés. Le plus court pour l'Orateur a été de n'en point parler. Cette reticence vient bien à point aux Censeurs. Elle leur conserve la reputation d'habileté dans tous les lieux où ils ont du credit, & où un Grand-Vicaire (a) prodigue, distribué & fait imprimer leurs écrits contre l'Anonime, aux depens du Clergé.

L'on appelle cela donner la question à la sincerité, & attacher la verité à un gibet. *Unde ista tormenta crucianda simplicitatis, & suspendenda veritatis.* Mais d'où viennent ces instrumens de torture & de mort? Tertullien de *Anim. c. 18.* ne le pouvoit dire dans son tems: nous pouvons aujord'hui assurer qu'on les tire comme de leur Arsenal, d'un lieu autrefois fameux par la pureté de la Doctrino, mais aujord'hui fort decrié, par les nouveaux enseignemens qu'on y donne. (b)

(a) Cela est arrivé à Nantes, &c.

(b) Mandement de Mr. Languet du 1. Mai

L'Anonime a allégué *Conf. sur la Jurisd. &c. p. 63.* l'avis des Cardinaux de l'an 1538. sur les abus qu'il étoit à propos de reformer. Un de ces abus étoit que les Reguliers confessoient, sans être approuvés ni de l'Evêque ni du Curé. Il a cité *p. 67. la Bulle Romani.* de Pie V. an 1571. *pag. 68. la Bulle In tanta.* de Gregoire XIII. an 1573. Il a cité *p. 70. 71. le concile de Trente ff. 21. de reform. cap. 4. & 6.--ff. 23. de reform. cap. 1. 14. & 16.--ff. 24. cap. 13.* en preuve que les Evêques comme delegués du S. Siege, & non autrement, 1°. Peuvent contraindre les Curés de tenir auprès d'eux un nombre suffisant de Prestres pour l'administration des Sacremens. 2°. Peuvent dans la même qualité de Delegués du S. Siege, donner des Vicaires aux Curés ignorans. 3°. Doivent approuver les Vicaires des Curés qui ne résident pas. 4°. Doivent mettre des Curés dans les lieux où l'on n'en connoît point, desquels seuls les fideles puissent recevoir licitement les Sacremens. 5°. Doivent ordonner Prestres, seulement ceux que dans l'examen, ils auroient trouvés réellement capables d'instruire & d'administrer les Sacremens.

L'Anonime a conclu de cestextes & de quelques Canonistes & Theologiens qui avoient assisté au concile de Trente, ou vecu avec ceux qui y avoient assisté, que le Concile n'étoit pas si opposé aux Curés, ni si favorable aux Evêques qu'on le pretend aujourd'hui: qu'il ne donnoit point aux Evêques, tous les droits auxquels ils aspirent sur les Curés: que les fideles, selon le concile de Trente, ne reçoivent licitement les Sacremens que par la voie du propre Curé, &c. Les Textes sont formels. Les Censeurs qui l'on fort bien aperçu, n'ont osé y toucher, mais toute leur attention a été de les mettre en oubli, & de n'en point parler, quoiqu'ils servent merveilleusement à trouver le veritable sens du *Chapitre 17. sess. 12. du Chap. 7. sess. 14. & du Chap. 15. ff. 23. du concile de Trente,* sur lesquels l'Anonime & les Adversaires ne s'accordent pas, & sur lesquels les Theologiens les plus proches du Concile, sont partagés.

L'Anonime a dit *p. 52. &c. p. 73. &c. p. 77.* & l'a prouvé, que les Curés étoient demeurés en beaucoup de Dioceses & pendant plusieurs années depuis la celebration du concile de Trente, dans la possession d'approuver les Confesseurs de leurs Paroisses, mais qu'une erreur de fait & une declaration supposée aux Cardinaux preposés pour l'interpretation des Textes obscurs du concile de Trente, avoient porté le plus grand nombre des Theologiens à entendre des seuls Evêques à l'exclusion des Curés, le Decret du Concile *sess. 23. de ref. c. 15. &c.* & que depuis cette facheuse supposition, les Curés étoient déchus peu à peu de leurs droits. On ne s'est point recréé sur tous ces faits: la cause que l'Anonime a sollicité en exigeoit cependant la discussion, & qu'on en fit voir le faux, c'est ce que les Censeurs n'ont point tenté de faire parcequ'ils sont certains.

L'Anonime a ajouté que les Evêques de France l'an 1579. 1615. 1625. 1629. 1635. 1645. &c. dans les différentes tentatives qu'ils firent pour s'attribuer l'approbation des Confesseurs à l'exclusion des Curés, n'ont jamais dit que le concile de Trente l'avoit réglé; que les Evêques l'an 1615. demanderent au Roi comme un *Reglement de Police*, que les Prestres ne confessaient point sans l'approbation de l'Evêque & le consentement du Curé, qu'ils tenterent la même chose l'an 1629. dans les remontrances adressées au Roi pour la reformation de l'article 7. de ses Ordonnances, où le Roi reconnoît que d'autres que les Evêques donnoient mission & approuvoient: que le Roi n'ayant point accordé ce que les Evêques lui demandoient, ils avoient eu recours aux Papes Ur-
1735. Donné à Sens dans notre Seminaire, le, i &c.

bain VIII. & Innocent X. pour obtenir d'eux le privilege de l'approbation des Confesseurs; & que les deux Souverains Pontifes n'ayant point répondu, ni confirmé ce que les Evêques avoient arrêté, ils s'étoient de propre autorité attribué ce droit dans différentes Assemblées: que pour s'y affermir, ils avoient avancé l'an 1655. des propositions fausses & erronées, tendantes à nier dans les Prestres le pouvoir d'absoudre, reconnu si formellement par le concile de Trente, & que n'ayant encore pu réussir, ils avoient eu recours au Roi Louis XIV. lui avoient fait entendre que l'Eglise (c'est-à-dire les Evêques, car ces Messieurs se disent l'Eglise, & ce qu'un Evêque a arrêté, une Ordonnance de l'Eglise) l'avoit ainsi réglé, & que c'étoit l'usage, sans en produire d'autres titres après bien des recherches que cinq à six approbations fort recentes, données par differens Evêques & apparemment dans les cas de Droit marqués par le Concile, que Louis XIV. avoit accordé aux instances des Evêques d'abord par un Arrêt du Conseil & ensuite par un Edit, ce que Louis XIII. avoit refusé l'an 1615. & l'an 1629. enfin que c'étoit par Edit publié de par le Roi, & sous la Formule, *Tel est notre plaisir*: que les Evêques approuvoient à l'exclusion des Curés, plutôt que par un reglement positif de l'Eglise, & que le Roi pouvoit remettre les choses dans le même état qu'elles étoient avant l'Arrêt du Conseil & l'Edit, & avec d'autant plus de justice, que sa Religion avoit été surprise. Tous ces faits sont constans, on les lit dans les Registres, on les trouve rapportés dans les anciens & dans les nouveaux Memoires du Clergé, personne n'ose les contester ouvertement, mais on tache de les obscurcir sous les noirs voiles d'une honteuse reticence, lorsqu'on devoit répondre, parcequ'autrement il demeure pour constant que les Evêques ne croioient pas alors que l'Approbation exclusive étoit de Foi, de Droit Divin, attaché par Jésus-Christ à la dignité Episcopale, & que l'Eglise l'avoit décidé. Or cela étant une fois accordé, tous les argumens des Prelats & de leurs adjoints, le Pere Bernard, les 86. Docteurs, le Pere Pinchinat, l'Auteur de la Bibliotheque Janseniste, &c. se reduisent à rien & vont en fumée.

L'Anonime a dit *pag. 104. & 105. de la Consultation*, &c. que l'Evêque dans le cours ordinaire, & sans connoissance de cause, ne pouvoit mettre de Vicaires & de Confesseurs dans les Paroisses contre le consentement des Curés, & que les Curés avoient souvent les mêmes raisons pour refuser ceux que l'Evêque presenté, que l'Evêque pour s'autoriser à les donner. Il a ajouté que les Conciles de Latran, de Florence & de Trente, n'ont point dit ce que les Memoires du Clergé de l'Assemblée de 1655. insinuent & tachent de persuader d'une maniere fort adroite & cachée, que les Approuvés & les Deputés de l'Evêque pouvoient confesser dans une Paroisse sans le consentement du Curé, & que l'Evêque & ses Deputés avoient plus de puissance & d'autorité pour l'administration des Sacrements ordinaires dans la Paroisse & aux Paroissiens, que le Curé même, & qu'on allegue à faux les Conciles de Latran, de Florence & de Trente. Les Censeurs ont usé de leur reticence ordinaire sur cet Article, au moins en ce qui regarde les Conciles de Latran & de Florence.

L'Anonime a fait voir *Quest. 7. pag. 33.* que la pretention des Evêques, qu'ils ne doivent compte qu'à Dieu de l'abus que quelques-uns d'eux font souvent de la Jurisdiction gratuite, est une pure chimere, & il a démontré avec une évidence qui force tout homme qui a le cœur droit à le reconnoître, qu'il y a beaucoup d'inconveniens pour l'Eglise & l'Etat dans des tems de troubles

& de nuages, à laisser l'approbation des Confesseurs à certains Evêques, & que Mr. de Thou dans son Histoire, rejette en partie sur les Confesseurs, la cause de la funeste Ligue qui desola la France dans le seizième siecle, & qui fut sur le point d'éteindre l'Auguste Maison de Bourbon, aujourd'hui regnante si glorieusement dans les plus belles parties du Monde Chretien. Mais sur quels Confesseurs rejette-t-on les attentats horribles du seizième siecle? Sur ceux principalement qui tenoient leur approbation du Pape, ou de son Legat, ou des Evêques ligués. (a) Car l'on remarque que les Prêtres qui la tenoient de leur Curé, comme il se pratiquoit encore alors en plusieurs endroits de la prendre de lui seul, pour confesser dans les Paroisses, étoient les plus modestes, & les plus attachés à Henri III. & à Henry IV. & cherchoient avec plus de sincérité, à faire le bien de l'Eglise & de l'Etat. Les Adversaires de l'Anonime ont senti tout le poids & toute la force de son raisonnement, & ils ont jugé plus court pour eux de se taire à cet égard, ou de se jeter sur des lieux communs qui ne prouvent rien, que de parler contre l'évidence, que de reveiler l'attention du Public sur des inconveniens dangereux, en répondant mal, & d'exciter par là le Ministère à prévenir le danger; en rendant aux Curés leurs anciens droits, sauf aux Evêques à prendre connoissance des défauts & des abus, afin d'y pourvoir.

Enfin l'Anonime a soutenu & a établi dans une Lettre de 26. à 27. pag. in-4°. que les Fideles communiquent par devoir avec leurs Curés & leurs Evêques, quelque excommuniés qu'on les dise, & que l'on reçoit d'eux avec fruit les Sacremens dans tout le tems qu'ils sont tolerés; Mrs. les Evêques ont été sans réplique, & les Docteurs auxquels on a fait jouer un fort mauvais rôle, s'assembloient douze fois dans le cours de huit mois, & après avoir écouté le rapport de plusieurs Commissaires, & avoir pris les avis de quatre-vingt-six Maitres, ne trouvent rien de reprehensible dans cette Lettre. Cependant c'est une nombreuse Faculté, c'est un Primat, c'est un Archevêque, ce sont des Evêques qui leur sont liés, & beaucoup d'autres Auteurs d'une schismatique Tragedie, que l'Anonime attaque de front, dont il fait voir que la conduite est opposée à la pratique de l'Eglise & aux Loix de l'Etat, qu'elle est formellement rejetée par des Conciles pléniers, & qu'elle tend par elle même, si les esprits étoient aussi échauffés qu'au tems de la Ligne, à mettre en combustion le Roiaume, & à attacher au Char Romain nos libertés captives. Mais grâces à Dieu, ceux que la Tragedie jouée par ces violens Auteurs fait Jansenistes sans l'être, fait Pelagiens sans l'être, fait Calvinistes sans l'être, fait Heretiques sans l'être, fait Rebelles sans l'être; n'ont pas l'esprit de Calvin & de ses Sectateurs, ni de ces factieux Romains du tems de la Ligue. Ils savent souffrir, ils ont l'esprit des premiers Chrétiens qui prioient pour leurs persecuteurs, & souvent avec tant d'efficace, que Saul qui étoit venu pour les emmener prisonniers aux Princes des Prêtres, devient un zélé defendeur des verités qu'il persecutoit.

(a) L'Ordonnance du Chapitre de Reims, le 20. Mars 1589. le Siege vacant, deslind d'admettre aux Sacremens de Penitence & de Communion du Corps & du Sang de Jesus-Christ, ceux qui n'auront pas juré l'Union contre le Roi Henri III. & qui lui sont attachés, & veut qu'on les tienne pour excommuniés & anathematisés. Les vrais fideles sans en être alarmés monroient sans Sacremens, & le Curé preveu

quand il s'agissoit de leur donner la Sepulture repondoit froidement *sepultura amsi sepelietur, pures alius & propellus extra par. as Jern/alem*, Jerem. 22. 19. Que celui là l'entende qui a des oreilles pour entendre. *Math. 19. 9.* C'est souvent l'homme le plus fidele à Dieu & au Roi, & le plus attaché à la doctrine de l'Eglise qu'on traite si indigneement.

Après toutes les reticences des puissans Censeurs de l'Anonime, sur les Articles importans dont il a parlé, & sur beaucoup d'autres qui ne sont pas moins intéressans, que le dessein de le refuter les engageoit à détruire, ont-ils pu de bonne foi, ont-ils dû se flatter d'avoir répondu solidement à l'anonyme Auteur de la *Consolation sur la Jurisdiction*, &c. & l'avoir convaincu de quitter les routes anciennes pour en suivre de nouvelles. Il falloit pour cela autre chose que des reisenances, autre chose que des argumens retournés qui ont paru vingt fois sous différens masques dans la scène qu'on a donné au Public par des Censures & des Mandemens.

Toutes les mêmes choses déjà employées par l'Anonime vont donc se reproduire, mais dans un plus grand jour, & seront soutenues de beaucoup d'autres traits, auxquels je trouve bon de joindre les sentimens sur plusieurs des mêmes Questions, de l'Auteur modéré de la *Conduite des Confesseurs*, (a) dédiée à Mr. de Trudaine Evêque de Sens, & composée dans son Séminaire: je regarde cet Ouvrage comme une Retraction publique de tout ce que Mr. l'Archevêque de Sens qui l'a approuvé, (b) a écrit d'outré contre l'Anonime; (c) & comme un désaveu public que Mrs. les Evêques de Sens, d'Amiens, (d) de Baieux & de Rennes, approbateurs du même Ouvrage, sont des paradoxes qui s'avancent tous les jours par d'autres Evêques. Je me hâte après de pareils exemples, que ceux qui ont été ébranlés par l'Anonime, que ceux qui ont résisté se rendront, & que tous reconnoîtront enfin la dignité des Curés & des Prêtres, avec toute l'éminence des pouvoirs dont Jésus-Christ les a honorés, pour prendre part au gouvernement ecclésiastique, & dont l'Eglise n'approuvera jamais que l'ambition & la domination tentent de les dépouiller.

(a) *Conduite des Confesseurs dans le Tribunal de la Pénitence* par le Sr. R. D. Prêtre. A Paris chez Jacques Delusieux 1739. L'Auteur accorde bien des Articles que Mr. de Sens dans son Mandement du 1. Mai 1735. a condamnés dans l'Anonime.

(b) Extrait d'une Lettre de Monseigneur l'Archevêque de Sens à l'Auteur de la *Conduite des Confesseurs*, &c. en date du 27. Avril 1739.

"Quand vous me fîtes l'honneur de me donner votre Livre, il me plut beaucoup & pour le dessein & pour l'exécution, il me parut fort bon & fort utile. Mr. l'Evêque de Bayeux a raison de l'adopter, & de le publier pour l'utilité de son Diocèse, & je souscris volontiers au jugement qu'il en porte.

(c) Quelques uns ont dit que Mr. l'Archevêque

de Sens n'écrivit plus depuis la mort du Théologien directeur de la Plume le P... & que depuis cet accident il a changé les sons de sa harpe en de tristes plaintes, & les instrumens de sa musique en des voix lugubres, à l'exemple de Job après la perte de ses biens, *versus est in tellum cisbaran mea, & organum meum in vocem flentium*. Job. 30. 31. J'aime mieux croire que la grandeur s'est fait un devoir d'imiter le disciple de St. Martin de Tours, & l'ami intime de S. Paulin de Nole, Severus Sulpice qui se condamna au silence, après avoir écrit des erreurs.

(d) Voyez parmi les Approbations l'extrait de la Lettre de Mr. de la Motte Evêque d'Amiens à l'Auteur, du 18. Mai, de M. de Luigne Evêque de Bayeux, le 7. Septembre, & de M. Guettrépin de Vauxcel Evêque de Rennes, le 1. Juillen 1739.

FIN DE L'AVERTISSEMENT.

LES POUVOIRS



LES POUVOIRS DU PREMIER ET DU SECOND O R D R E.

PREMIERE PARTIE.

Tous les Prêtres ont par l'Ordination une Puissance d'Ordre qui les rend capables de confesser & d'absoudre.

§. I. Les Prêtres reçoivent dans leur Ordination une vraie puissance d'absoudre.

LE pouvoir de lier & de delier les pecheurs, est une puissance d'Ordre aussi essentielle aux Prêtres, que celle de consacrer la sainte Eucharistie. Personne n'en doute, l'une & l'autre vient du même principe & a Jesus-Christ pour auteur. Car si l'Evêque dans la consecration des Prêtres, leur dit en les ordonnant : "Recevez la puissance d'offrir & de celebrer la Messe pour les vivans & les morts : *Accipe potestatem offerre sacrificium Deo, Missasque celebrare tam pro vivis quam pro defunctis.* Il leur dit également : "Recevez le saint-Esprit, les pechés sont remis à ceux à qui vous les remettrez, & sont retenus à ceux à qui vous les retiendrez : *Accipite Spiritum-sanctum, quorum remiseritis peccata, remittantur eis, & quorum retinueritis retenta sunt.*

A la verité l'ancien *Ordo Romanus*, ou le Pontifical de l'Eglise de Rome avant le XI. siecle, n'ont point ces formules. Il semble que Rome les emprunte de l'Eglise de France, le Pontifical sous le nom d'Innocent VIII. revu par Clement VIII. & depuis par Urbain VIII. qui les donne, étant le même comme l'assure son Editeur, que celui de France du tems de Durand Evêque de Mende ; mais ces paroles ne donnent rien aux Prêtres, elles leur annoncent seulement les pouvoirs qu'ils ont reçu, ce qui porte Vasquez à dire, que si le Prêtre nouvellement ordonné, se retiroit avant que l'Evêque

lui eût dit : *Recevez le saint Esprit, les péchés sont remis à ceux à qui vous les remettrez, & sont retenus à ceux à qui vous les retenez*, il n'auroit pas moins reçu la puissance d'absoudre.

Le Concile de Constance, *sess.* 8. & 15. dans la condamnation des erreurs de Wiclef, le Concile de Florence, ou Eugene IV. dans les Lettres d'union données aux Arméniens, & plus récemment le Concile de Trente, *sess.* 14. *ch.* 1. 5. 6. & *Can.* 10. décident que les Prêtres ont reçu cette puissance ; Doctrine que le même Concile de Trente confirme, *sess.* 23. *de la Ref. ch.* 15. lorsqu'il enseigne que tous les Prêtres reçoivent la puissance d'absoudre dans leur Ordination. *Quamvis Presbyteri in sua ordinatione à peccatis absolvendi potestatem accipiant, discernit tamen sancta Synodus, &c.* Et le Sauveur parlant à ses Disciples, *Joan.* 20. 21. & 6. leur dit à tous, & à tous les Prêtres, en la personne de ses Disciples : "La paix soit avec vous, comme mon Pere m'a envoyé, je vous envoie aussi de même.", Ayant dit ces mots, il souffla sur eux & leur dit : "Recevez le saint-Esprit, les péchés sont remis à ceux à qui vous les remettrez, & ils sont retenus à ceux à qui vous les retenez." "drez."

Ces autorités si fortes, & bien d'autres tirées de l'Ecriture, des Conciles & des SS. Peres, & du consentement unanime des Theologiens & des Canonistes, (a) que je pourrais ajouter, également précises, ne laissent point à douter de la puissance des Prêtres. La difficulté cependant subsiste, & on continue de demander, pourquoi les Prêtres avec le pouvoir d'absoudre, ne peuvent exercer ce pouvoir, & qu'en l'exerçant ils ne donnent que des absolutions d'aucune conséquence, *nullius momenti*, comme parle le saint Concile de Trente, l'Ordinaire soit Evêque, Curé, ou autre Supérieur ne leur ayant pas érigé un Tribunal, ni communiqué ses pouvoirs, & ne les ayant point fait entrer en part du gouvernement & de la conduite des peuples qui lui sont commis, ni assigné un territoire & des sujets.

On veut peut-être qu'avant cela la matière manque à la puissance, autant qu'elle manque à tout Juge qui jugeroit incompétemment ceux qui ne lui sont pas soumis, & que ce défaut de matière & de sujets rende les Prêtres des Juges incompetens, quoique toute l'Eglise reconnoisse d'ailleurs en eux un vrai pouvoir d'absoudre, & une puissance de Juge.

Examinons si les absolutions données par un Prêtre sans juridiction ou sans le pouvoir spécial ou marqué par l'Eglise, ou qu'il donne à des personnes qu'un Ordinaire ne lui a pas soumis, sont nulles, & de quel droit divin ou humain on les peut dire nulles.

(a) Hæc potestas sine dubio cunctis datæ Apostolis, quibus ab eo post resurrectionem dicitur generaliter : *Accipite Spiritum sanctum.* Nec non Episcopis & Presbyteris & omni Ecclesie idem officium committitur. *Beda, tom.* 5. *pag.* 52.

Cui Dominus ligandi & solvendi potestatem dedit, alligat & solvit, videlicet Episcopus & Presbyter. *Hincmar. Rem. epist. Clero*

Laudun. Conc. Labb. tom. VIII. *pag.* 1807.

Voyez S. Jérôme in *Matth.* 16. 9. S. Ambroise de *Pœnit.* S. Chrysostome de *Sacerdotio.* L'Extravagante de Jean XXII. *tit.* 14. c. 5. Le Maître des Sentences, *lib.* 4. *dist.* 17. & 19. S. Raimond, *lib.* 3. *tit.* 14. de *Pœnit.* Navarre in *cap. Cui autem.* & *cap. Placuit.* de *Pœnit.* *dist.* 6. &c.

§. II. La qualité de Juge & la puissance pour juger, ne manquent à aucun Prêtre.

Les plus forts argumens, & que l'on rebat sans cesse pour prouver que tous les Prêtres ne peuvent absoudre valablement, sont que le Sacrement de Penitence devant être donné par forme de jugement, il faut nécessairement avoir été constitué Juge au Tribunal de la Penitence pour l'administrer. J'accorde cela ; mais tous les Prêtres, dit-on, ne sont pas Juges, tous n'ont pas la puissance de juger, la juridiction manque à plusieurs, sans laquelle ils ne peuvent faire exercice du pouvoir d'absoudre qu'ils ont reçu.

Les SS. Peres raisonnent bien autrement. Saint Jérôme, in *Matth.* 6. 19. que le fameux Hincmar paroît avoir copié à ce sujet, reconnoît que l'Eglise a dans les Evêques & dans les Prêtres la même puissance de juger & d'absoudre les pecheurs, que Jésus-Christ a communiqué à saint Pierre & aux autres Apôtres : *Habent enim eandem judicariam potestatem alii Apostoli, habet & omnis Ecclesia in Episcopis & Presbyteris.* S. Hieron. in *Matth.* 6. 19.

Solvendi ac ligandi potestas. quamvis soli Petro data videatur, à Domino tamen & ceteris absque dubitatione Apostolis datur quibus post resurrectionis triumphum insufflavi & dixit omnibus : Accipite Spiritum-sanctum, &c. Nec non etiam nunc in Episcopis ac Presbyteris omnis Ecclesia, officium idem committitur. Hincmar. 10. 2. p. 460.

Saint Augustin, *lib. 20. de Civit. Dei, cap. 9.* prend pour la même chose la puissance de juger les pecheurs & la puissance de les absoudre. *Judicium autem datum, nullum melius accipiendum videtur, quam id quod dictum est : Qua ligaveritis in terra ligata erunt in caelo, & qua solveritis, &c.* S. Thomas, in 4. sent. dist. 18. q. 1. a. 1. ad 2. Jean XXII. dans les Extravagantes, de verbor. signif. titre 14. c. 5. & une infinité d'autres disent la même chose que S. Augustin. *Clavis*, dit le Pape Jean XXII. *est specialis potestas ligandi aique solvendi, quia Index Ecclesiasticus dignos recipere & indignos debet excludere à regno...* Claves de quibus agimus in collatione Sacerdotalis ordinis conferuntur.

Ives de Chartres, *Serm. in Cathed. S. Petri.* fait quasi aller de pair avec saint Pierre les Prêtres dans la puissance de juger : "Soutenez votre rang, leur dit ce sçavant-Evêque, suivez saint Pierre ; son installation dans la Chaire Pontificale est un relief à votre humble qualité de Maîtres, votre puissance de deliberer & de juger en est fortifiée, & la dignité de tous vos emplois en tire un grand ornement : „ *Stare ergo in gradu vestro succinitis lumbi viriliter, & sequimini Petrum Sacerdotem magnum effecit. Quod enim hodie insula decoratus Sacerdotalis collocatur in Cathedra, Magisterii vestri humilitatem sustulit iudicaria vestra potestatis, deliberativam corroborat discretionem & totius vestri officii exornat dignitatem.*"

Le Concile de Trente qui a décidé que tous les Prêtres ont la puissance de remettre les péchés, reconnoît aussi formellement que tous les Prêtres sont Juges avec puissance de juger définitivement les pecheurs. *Ante hoc*

Tribunal tanquam vni sibi voluit, ut per Sacerdotum sententiam... pariterque possent liberari. l. lll. 14. de Pœnit. cap. 2. *Domini noster Iesus Christus è terris ascensurus ad celos prædices & iudices, ad quos omnia mortalia crimina deferantur, in qua Christi fideles ceciderunt: qui pro potestate clauum remissionis aut retentionis peccatorum, sententiam pronuntient.* ibid. cap. 5.

Le Catechisme du Concile, de Pœnit. cap. 54. établit de même que Jésus-Christ ayant donné aux Prêtres la puissance de retenir & de remettre les péchés, il les a fait Juges en même-tems. *Cum igitur Dominus potestatem retinendi & remittendi peccata Sacerdotibus tribueret, perspicuum est ipsos etiam ea de re Judices constitutos fuisse.*

Il est donc constant que tous les Prêtres sont Juges. *Constituuntur ergo potestive Sacerdotes, Iudices.* Vasquez, in 3. part. D. Th. q. 93. a. 1. dub. 2. & qu'ils sont établis tels par leur Ordination. *Fit ut Sacerdotes dicantur constituti Iudices per propriam suam ordinationem.* Isambert, de Sacr. Pœnit. d. sp. 12. art. 7. n. 4. Cette qualité de Juges qu'ils ont véritablement, & que l'on ne peut sans temerité leur contester, sera-t'elle un vain titre dont il aura plu à Jésus-Christ de les honorer? Est-il croyable que leur ayant donné le principal, il leur ait refusé l'accessoire? Cela ne convient certainement pas à sa sagesse. Il a établi les Prêtres Juges & Arbitres entre Dieu & les hommes, l. lxxd. 5. 1. & en même-tems il leur a donné par lui-même tout ce qui est nécessaire pour exercer les emplois dont il les a honoré. *Et ita consequenter probabile est, dit Gerson, quod sicut Christus immediate contulit hanc potestatem primis suis Apostolis & Discipulis, applicando scilicet eam istis & non aliis, sic & immediate concessit usum, altum, vel exercitum, quia dans formam, dat consequentia ad formam.* Gerson. de por. Eccles. confid. 9.

“ Lorsqu’au tems de la regeneration, dit le Sauveur à ses Disciples, le fils de l’homme sera assis sur le trône de sa gloire, vous serez aussi assis sur douze trônes, vous jugerez les douze Tribus d’Israël. „ Et ailleurs: “ Comme mon Pere m’a envoyé, je vous envoie aussi de même... les pechés seront remis à ceux à qui vous les remettrez. „

Voilà une puissance de juger bien marquée & accordée à tous les Prêtres sans distinction, par celui qui a pu la leur conférer, puisque c’est Jésus-Christ qui l’a donnée & qu’ils peuvent exercer par toute la terre. Le Sauveur ne l’a point limitée, mais l’a transmise aux Prêtres, ainsi qu’il l’avait lui-même reçûe de son Pere, aussi generale & sur tous les peuples de la terre. Comme mon Pere m’a envoyé, je vous envoie; Jésus-Christ notre Souverain Pontife & l’Evêque de nos ames, a-t’il la juridiction, la peut-il commettre? Si l’on ne peut point le nier, avouons qu’il l’a commise à tous les Prêtres, puisqu’il nous assure l’avoir fait: *Sacerdotes sui ipsius vicarios reliquit tanquam Præsides Iudices, ad quos omnia mortalia crimina deferantur.* Conc. Trid. sess. 14. de Pœnit. cap. 5. “ Jésus-Christ a laissé les Prêtres pour ses Vicaires sur la terre, & comme des Juges auxquels les pecheurs devoient s’accuser de tous leurs crimes. „ Qu’a-t’on à répondre à une décision si claire & si précise?

De sçavans Theologiens & d’habiles Canonistes enseignent donc très-

consequemment à ce que je viens d'établir, que tous les Prêtres ont par leur Ordination la puissance d'Ordre & de juridiction. *Omnis Sacerdos*, dit S. Antonin, *potestatem habet Ordinis & jurisdictionis*. (a) Adrien VI. (b) le Cardinal de la Palus, Angelus, Major & Catarin citez par Vasquez (c) Jean Chappuis, (d) Navarre, (e) Becan, (f) Vasquez, (g) & la Faculté de Theologie de Paris dans son Decret de l'an 1429. contre les propositions de frere Jean Sarrazin, établissent la même chose: de sorte qu'il n'y a point de Prêtre qui n'ait un vrai pouvoir & une juridiction certaine, & les mêmes disent (Ifembert, de *Sacram. Ordin. disp. 4. a. 9. n. 6.* & Vasquez, in 3. p. d. Th. 10. 3. disp. 240. c. 4.) que l'Evêque pour absoudre au for penitenciel, dès qu'il aura une dûe matiere avec la liberté d'exercer son pouvoir, parce que les Prêtres, comme le remarque S. Antonin, entendent les confessions par un droit que leur Ordination leur a acquis, & que la delegation est seulement la cause sans laquelle ils ne le peuvent pas, attendu la division des Paroisses & la defense de l'Eglise. *Iure suo Sacerdos audit confessiones, & committens tantum est causa sine qua non, propter Parochiarum divisio-*

(a) *Simmul. Conf. 1. part. capitulo 4. cas. 3. Et, summ. 3. p. tit. 17. c. 4.*

(b) Probabilior est opinio... quod sufficiens dicitur Sacerdoti jurisdictione in Ordinatione ad sacros Ordines, quæ per submiffionem prorogatur. *Adrianus de Sacram. Conf. 9. 5.*

(c) Hujus opinionis & modi loquendi quod scilicet Sacerdotes accipiant in Ordinatione jurisdictionem, sed materia illis sit assignanda auctor est Anthonius 3. part. 17. c. 4. cas. 3. Angelus V. *Confessio. 3. v. 4. Major disp. 19. q. 1. circa finem.* Et forsan id voluit Paludanus ubi supra (in 4. disp. 17. q. 4.) quos sequitur Catarinus in *opusc. de hac re*, cui titulus est, *utrum ratione Ordinis sit jurisdictionis* &c. Vasquez in 3. p. d. Th. 10. 4. q. 93. a. 1. *duo. 2.*

(d) Quilibet Sacerdos, ex quo est Sacerdos ordinatus habet jurisdictionem &c. *Conjunctis in summ. S. Rasmundæ, tract. 4. de Penit. c. 7.*

(e) In consecratione cuilibet Sacerdoti traditur clavis potestatis... Quilibet ipse Sacerdos habet claves, ergo quilibet est Juxta Ecclesiasticus... At omnis Juxta jurisdictionem habet, & ita habet saltem jurisdictionem spiritalem quæ pro clavis exercitio sufficit, modo habet materiam debitam, &c. *Navar. in cap. Placuit, de Penit. disp. 6. n. 50.*

Hoc addiderim quoniam, quod demum neminem advertisse: quilibet Sacerdos ordinatus habet in absolvendo à peccatis potestatem, neque ullus absolvit tanquam delegatus; proprie sumendo delegatum per ea quæ

ex Paludano & aliis adduxi supra, & per licentiam Parochi nullam alienus suscipit jurisdictionem, sed solum illam exercendi materiam... ex quo inferri potest intellectus verborum in Conc. Flor. in decreto Eugenii politorum, scilicet Minister Sacramenti est Sacerdos auctoritatem absolvendi habens ordinariam, vel ex commissione Sacerdotis. Illud enim verbum ex commissione, accipi debet pro licentia & facultate id faciendi, & non pro jurisdictionis vel potestatis absolvendi translatione. *Ibid. num. 117.*

(f) In Ordinatione Sacerdotes non tantum accipiunt potestatem Ordinis ad consecrandum sed etiam constituuntur Judices, cum illis dicitur: *Accipe Spiritum sanctum*, &c. Ergo accipiunt jurisdictionem, quia jurisdictione est potestas judicandi. *Becan. de Sacram. quest. 7.*

(g) Hæc enim (potestas jurisdictionis) nihil aliud est quam potestas judicandi, hoc est sententiam ferendi ut quarto tomo ostendimus. Est autem duplex, quædam in foro inferiori animæ ad absolvendum à peccatis, quædam autem in exteriori ad excommunicandum, imo etiam ad alia judicia quæ pertinent ad gubernationem subditorum. Differt autem Episcopus à Sacerdote non ratione ejus jurisdictionis quæ est in foro interiori. Verum ut notabimus quarto tomo hujus tertiæ partem in qualibet jurisdictione in aliquem, duo sunt; alterum, est applicatio materiæ & subditi, in quem hæc potestas activa possit dicere sententiam. *Vasquez, in 3. p. d. Th. 10. 3. disp. 240. c. 4. n. 41.*

nem & Ecclesia prohibitionem. S. Anton. confell. 1. part. cas. 9.

Pierre de la Palus, (a) Richard Evêque d'Armarch, (b) S. Antonin, (c) Scot, (d) Silvestre, (e) Cabassut, (f) Navarre, (g) qui dit que tout le monde atteste cette chose, &c. assurent qu'il est certain que tous les Prêtres autrefois ont eu le libre exercice de leur puissance d'absoudre les pecheurs dans tous les lieux où ils se trouvoient & à l'égard de tous les Fideles par la seule mission qu'ils avoient reçu de Jesus-Christ, de maniere que tous les Prêtres étoient des Confesseurs & des Juges capables d'absoudre dans tous les endroits du monde toutes sortes de personnes par forme de jugement & avec juridiction, & continuent de le faire, selon S. Bonaventure, (h) S. Antonin, & le Cardinal de la Palus, à l'égard de ceux qui ne sont sujets de personne.

Aujourd'hui encore, les Confesseurs des Papes, c'est le sentiment de S. Bonaventure, (i) Hostiensis, (k) Gabriel Biel, (l) S. Antonin, (m) Gerfon, (n) Pierre de la Palus, (o) Capreolus, (p) Vivaldus, (q) Silvestre, (r) Panorme, (s) Cajetan, (t) Navarre, (u) Bannes, (x) Villalobos, (y) Antoine de Cordouë, (z) Durand, (aa) Melchior Canus, (bb) Catarin, (cc) Vasquez, (dd) &c. On doit dire la même chose des Confesseurs des Evêques dans leurs Diocèses. S. Bonaventure (ee) & S. Thomas (ff) l'in-

(a) A principio quilibet poterat quemlibet volentem se subicere sibi, absolvere, ita & nunc quoad illum qui nulli subiectus est. *Paludan. in 4. dist. 17. q. 3.*

(b) Restrictio potestatis Sacerdotalis non fuit in Ecclesia primitiva, hoc juxta Scripturam sacram mihi videtur. *Armatus in quaest. Armen. lib. 11. cap. 7.*

(c) Sicut a principio quilibet (Presbyter) poterat quemlibet volentem se sibi subicere, absolvere, ita & nunc quoad illum qui nulli est subiectus sicut Papa S. Anton. *sum. de Conf. part. 1. cas. 2. & sum. 3. par. tit. 17. c. 2.*

(d) Ex prima institutione Ecclesie non videtur fuisse dicti proprii Sacerdotes... Non igitur illud, *proprio Sacerdoti*, significat, cui, ut includitur in precepto primo, nisi dicatur quod in primitiva Ecclesia quilibet Sacerdos habuit jurisdictionem supra quemlibet penitentem, & nunc singuli sunt determinati singuli penitentes, ut subdit, *Scot. in 4. dist. 17. a. 3.*

(e) Dico quod Papa... habet Confessorem quemcumque elegerit, qui autoritate Christi potest eum solvere vel ligare, quia sicut a principio quilibet Sacerdos poterat quemlibet se sibi volentem subicere, absolvere, ita nunc est, quantum ad eum qui nulli subijcitur. *Silvestre V. Confessor 1. q. 2.*

(f) Cabassut. *Juris Canon. Theor. lib. 3. c. 8. n. 6.*

(g) Omnes testantur omnibus Sacerdotibus licuisse olim in Ecclesia primitiva omnes audire Christianos qui eis confiteri vellent, id que JURE DIVINO. *Navar. in cap. Placent. de Penit. dist. 6. n. 2.*

(h) S. Bonav. *in 4. dist. 19. a. 3. q. 2. ad 1.*

— (i) Idem, *ibid.* — (k) Hostiensis, *de Penit. & remis.* — (l) Biel *in 4. dist. 17. q. 2. —*

(m) S. Anton. *summul. de Confell. part. 1. c. 2. —* (n) Gerfon. *in regul. moral. 6. de Penit. n. 141. Et, trait. de Poteft. Eccl. confid. 5.*

— (o) Palud. *in 4. dist. 17. q. 3. n. 2. —* (p) Capreolus, *dist. 19. in argum. contra 2. concl.*

— (q) Vivaldus, *Candelab. aur. de Sacram. —* (r) Silvestre *verb. Confellor. 1. q. 2. —* (s) Panorme, *in cap. sane de Offic. delegat. —* (t) Cajetan, *opuscul. to. 2. tract. 7. —* (u) Navarre, *Manual. cap. 17. —* (x) Bannes. *in D. Th. 2. 2. q. 67. a. 1. —* (y) Villalobos, *Theolog. mor. & can. part. 2. tract. 14. diff. 2. —* (z) Antoine de Cordouë, *Quæst. Theol. lib. 5. q. 13. dub. 3. —* (aa) Durand. *in 4. dist. 19. q. 1. —* (bb) Melchior Canus, *in relect. de Penit. p. 5. —* (cc) Catarin, *opuscul. cui titulus est, utrum ratione Ordin. ant. jurisd. —* (dd) Vasquez *in 3. p. d. Th. to. 4. q. 93. a. 1. dub. 2. n. 4.*

— (ee) S. Bonaventure *in 4. dist. 19. a. 3. q. 2. ad 1. —* (ff) S. Thomas, *suppl. q. 6. a. 3. ad 2.*

finuent ; Adrien VI. le dit nettement (a) & Navarre qui l'enseigne aussi (b) assure que c'est le sentiment commun. Il en est de même des éminentissimes Cardinaux par toute la terre, & des Regulars hors de leur Cloître (c) Albert le Grand, (d) plusieurs Canonistes & Theologiens avant la décision du Pape Alexandre VII. qui oblige les Curés, & hors de leurs Diocèses les Evêques de s'adresser à un approuvé, paroissent croire la même chose des Curés & des Archidiacons, ne les confessent, ne les lient, & ne les délient que par une puissance d'Ordre, en vertu de l'autorité que Jésus-Christ leur a communiqué lorsqu'ils furent ordonnez Prêtres. Qui osera soutenir qu'il faut plus de puissance & de juridiction pour absoudre valablement de simples Laïques, que pour absoudre le Pape & des Evêques ; & que la soumission du Pape & d'un Evêque, d'un Cardinal, d'un Religieux, & même d'un Curé, selon le droit ancien, au moindre des Prêtres laquelle le rend leur légitime Confesseur, ne peut de foi le rendre Confesseur du plus simple Fidele.

Il est certain (c'est ainsi que parloient Messieurs les Curés de Paris l'an 1656. & qu'ils le laissent par écrit sur le Bureau de l'Assemblée générale du Clergé) que le Pape en peut prendre tel (Confesseur) qu'il lui plaira en toute l'Eglise, & lui donner pouvoir de l'absoudre, (e) & ainsi de l'Evêque en tout son Diocèse : même les Evêques pouvoient de droit ancien, *cap. finals, de Panis. & rem. Ne pro dilations.* se choisir en des Dio-

[a] Adrianus de Sac. Conf. q. 4. dub. 1. Quilibet Sacerdos jurisdictionem habet in alios Sacerdotes, in Episcopos & Praelatos exemptos.

[b] Cum secundum omnes Confessarius non absolvat Episcopum, virtute jurisdictionis acceptæ ab eo, sed virtute jurisdictionis divinitus acceptæ * per claves quas accipit in Ordinatione non ab homine, sed supernaturaliter à Deo. Navar. enchir. c. 27.

[c] Confessarium eligendi potestatem à jure habent omnes Praelati, id est Episcopi, Abbates, Priores, Generales, Provinciales, & Locales. cap. Ne pro dilatione, de Panis. & Rem. 1°. Eam à consuetudine habent Cardinales. Proinde tam isti quam illi possunt eligere sibi Sacerdotem non approbatum, ut de Episcopis, Abbatibus & Prioribus, & significant illa verba citati capituli : Præter sui Superioris licentiam providum & discederem sibi eligere possunt Sacerdotem. 3°. Regulares extra suos conventus existentes nec habentes copiam Sacerdotis sui Ordinis sibi etiam eligere possunt simplicem Sacerdotem ab Episcopo non approbatum, quia approbatio per Tridentinum solum requiritur ad audiendas confessiones secularium. Idque nobis Carmelitis conceditur per constitutiones nostras à Sede Apof-

tolica in suo speciali approbata, p. r. c. 23. n. 8. Fratres itinerantes vel extra monasterium occupati, cuicumque Sacerdoti Professore nostri Ordinis, etiam novitio, vel defectu Sacerdotis Ordinis extraneo religioso, aut Sacerdoti seculari confecti possunt. 40. Parochi... non possunt tamen ipsi eligere sibi in Confessarium simplicem Sacerdotem ab Episcopo non approbatum, tamen plures Doctores tenuerunt sequentem propositionem : Qui Ecclesiam curatam habens possunt sibi eligere in Confessarium simplicem Sacerdotem non approbatum ab Ordinario. Est quippe XXI. ex damnatis, ab Alexandro VII. Henricus à S. Ignatio lib. 5. de Sac. Pernit. c. 226. num. 1692. &c.

[d] Ulterius quæritur de superioribus Praelatis, ut Sacerdotibus, Archidiaconis, Episcopis, & hujusmodi... videtur dicendum cum quibusdam Iurisperitis quod potest Sacerdos, & Episcopus & præcipue Episcopus eligere sibi Confessorem quem vult &c. Alberti Magni in 4. diff. 17. a. 42.

[e] Extrait du sommaire des Déclarations des Cures de Paris, l'an 1656, p. 16. & 17. présentées à l'Assemblée du Clergé, l'an 1657. continuant l'an 1656.

“ cêses étrangers un Confesseur non approuvé par son Ordinaire. Mais, où
 “ le Decret du Concile de Trente §. 25. *cap. 15. de Refor.* est reçu, ils
 “ ne peuvent ès Dioeceses étrangers s'en choisir aucun, s'il n'ait approuvé
 “ de son Evêque : Où ce Decret n'est pas reçu, les choses retournent au
 “ droit ancien. Quant aux Curés ; où, le Decret susdit du Concile est
 “ reçu, ils peuvent se choisir un Confesseur des approuvez par l'Evêque,
 “ & non autrement. Où il n'est pas reçu, par l'usage & coutume imme-
 “ moriale en France, les Curés & tous autres Prêtres peuvent se choisir
 “ un Confesseur. Et à ce Confesseur approuvé par l'Evêque, le Curé
 “ donne pouvoir d'absoudre, en ce qu'il consent qu'il l'exerce sur ses
 “ Paroissiens quand il l'habituë. Si ce Confesseur n'est pas approuvé, il
 “ a pouvoir d'absoudre par le tacite consentement de l'Evêque, ou par le
 “ Curé qui le choisit, ou du droit, de l'usage & coutume immémoriale.”

Cela se faisoit l'an 1656. Cela ne se dit plus, le Decret d'Alexandre VII. ayant prevalu au droit & à la coutume. Mais qui peut ignorer que la derogation au droit commun & à une coutume ancienne passèe en France pour un abus, & que le Pape ni aucune autorité humaine ne peuvent rien changer dans l'essence des Sacremens que par attentat à l'autorité supreme de Jesus-Christ qui les a institués ?

Tous les Prêtres donc, les Pasteurs & ceux qui ne le sont pas, sont unis dans le pouvoir de lier & de delier, & par l'institution de Jesus-Christ, tous ont des sujets. Ces sujets sont le monde Chrétien, ou comme le dit le Reverend Pere de Sainte Marthe dans son Traité de la Confession, *pag. 434.* “ Jesus-Christ n'a pû donner aux Prêtres le pouvoir
 “ de lier & de delier sans leur attribuer en même tems pour objet de
 “ leur puissance des sujets sur lesquels ils l'exercent. Et ces sujets sont
 “ tous ceux qui ont perdu par le peché, l'innocence du Batême, & qui
 “ étant liés sont obligés pour rompre leurs liens, de s'adresser à ceux qui
 “ ont reçu de Dieu la puissance de le faire. “ L'autorité des clefs, disoit
 Philippe du Bec, dans un Sermon qu'il prononça étant Evêque de Nan-
 “ tes, (a) a été donnée dès le tems de la Loi au Prêtre, & par Jesus-Christ
 “ continuée aux Prêtres & aux Pasteurs de l'Eglise, leur laissant la puissance
 “ de lier & de delier, d'ouvrir & fermer, d'absoudre & condamner. „
 La puissance d'absoudre est donc la même radicalement & au-
 “ for interieur dans l'Evêque & le simple Prêtre, parce que, comme saint Thomas le dit
 “ fort bien, (b) le caractère Sacerdotal, la puissance de consacrer & le pouvoir
 “ des clefs, ne sont essentiellement qu'une même chose. C'est pourquoi, dit
 “ encore ce saint Docteur, le Prêtre lorsqu'il est ordonné, reçoit l'école sur

[a] Sermon pour le mercredi des Cendres, liv. 2. pag. 181. verso. imprimé à Paris, l'an 1596. avec plusieurs autres Sermons du même, chez Jean Fevrier.

[b] *Character & potestas conficiendi & potestas clavium est unum & idem per essentiam, sed differt ratione. S. Thomas in 4. dist. 18.*

q. 1. a. 1. ad 1.

Sacerdoti in iurroque humero ponitur Stola, ut ostendatur quod ei plena potestas dispensandi Sacramenta datur, non ut Ministro alterius, & ideo Stola descendit usque ad inferiora. *Idem suppl. q. 4. a. 7. in Corp.*

DU PREMIER ET DU SECOND ORDRE.

les deux épaules, & la porte pendante jusqu'à terre, comme un signe de la pleine puissance qui lui a été donnée de dispenser les Sacrements, & qu'il n'est point le Ministre d'un autre Prêtre, mais de Jésus-Christ lorsqu'il les dispense.

Donc si l'un ne peut rien lorsque l'autre peut beaucoup, si l'un peut moins lorsque l'autre peut davantage à cet égard, on ne peut pas dire que ce soit l'effet de l'ordination & du caractère Sacerdotal que l'un possède plus que l'autre : mais comme St. Bonaventure, (a) St. Thomas, (b) St. Antonin, (c) Marfilie ab Ingen, (d) le Cardinal de la Palus, (e) Vasquez, (f) Isembert, (g) Navarre, (h) Gamache, (i) Angelus, (k) Henriquez, (l)

(a) Virtus clavium quantum est de se ad omnes se extendit, nisi ex Ordinatione Superiorum manus archaretur propter servandum Ordinem Ecclesiasticum, Sacerdos enim ex sua Ordinatione interitus est mediator inter Deum Judicem & hominem peccatorem, & quantum est ex parte Dei, non est differentia. Quilibet enim suum Sacerdotem reputat mediatorem, & cuilibet impetrat Episcopus mediatoris characterem, sed differentia est ex parte hominum, quia si quilibet esset mediator ejusdem, esset in Ecclesia confusio, & ideo alii alii subiecti, & qui subijciuntur uni, non possunt dare alteri auctoritatem in se, sed si libera esset persona, quæ posset se subijcere, tunc absque dubio posset eam absolvere. Quoniam ergo supremus Prelatus, qui meræ libertatis est, & nulli subiectus, potest se cui vult subijcere, & alii exempti suis etiam subditis, concedo quod ipsi possunt eos absolvere. *S. Bonavent. in 4. dist. 19. q. 3. ad. 1.*

(b) Quilibet Sacerdos quantum est ex virtute clavium habet potestatem indifferenter in omnes, & quantum ad omnia peccata, sed quod non possit omnes ab omnibus peccatis absolvere, hoc est quia per Ordinationem Ecclesiæ habet jurisdictionem limitatam vel omnino nullam. *S. Thom. in 4. dist. 20. q. a. 1. & suppl. q. 8. a. 6. in Corp.*

(c) Jure suo Sacerdos audit confessionem, & committens tantum est causa sine qua non, propter Parochiarum divisionem & Ecclesiæ prohibitionem. *S. Anton. Confess. part. 1. c. 9. sub finem.*

(d) Marfilie in 4. Sent. q. 2. a. 2. part. 1. c. 4.

(e) Quod Episcopus possit solvere & ligare plus quam Curatus, vel plus quam omnes alii, non est etiam augmentum characteris Sacerdotalis, sed hoc est etiam adjuncta potestate jurisdictionis quæ plures subdit in hoc. *Palud.*

de causâ immed. Eccl. potest. a. 6.

(f) Differt autem Episcopus à Sacerdote non ratione ejus jurisdictionis quæ est in foro interiori, eadem enim utrique convenit quatenus Sacerdos est, sed ratione ejus quæ est in foro exteriori, &c. *Vasquez, to. 3. in 3. p. Th. disp. 240. c. 4. n. 41.*

(g) Episcopi sunt jure divino Superiores simplicibus Sacerdotibus quoad potestatem jurisdictionis exterioris, quia quoad interiorem activam præcise sumptam quæ est potestas absolvendi à peccatis in foro interiori, illa est eadem in Episcopo & simplicis Sacerdote, solumque differt penes materiam sibi subiectam. *Isembert de sacr. Ord. disp. 4. a. 9. n. 6.*

(h) Sanctus Antoninus pro re in dubia præsupponit Sacerdotibus datam esse à Christo plenariam potestatem absolvendi, & Sacerdotem posse jure divino omnia quæ pertinent ad forum Pœnitentiæ, præter ea quæ jure humano fuerint ei adempta, &c. *Navarre, ench. cap. 27. n. 269.*

Omnis Presbyter solo jure divino attento, potest absolvere quemlibet à quolibet peccato, artem pluribus non licet jure humano, Papa id vesante. Nec sequitur ex hoc tolli eis potestatem illis divinitus datam. *Idem, ibid.*

(i) Nec Apostoli per hunc characterem plus potuerunt jure divino quam hodierni Sacerdotes. *Garnach. in. 3. p. D. Th. de Pœnit. sacr. cap. 17.*

(k) Quilibet Sacerdos ex quo est Sacerdos ordinarius, habet jurisdictionem, solum deficit materia in qua exercetur, & ideo cum sibi exhibetur per talem licentiam in genere datam, absolvit auctoritate propria quam habet & potest exercere oblata sibi materia debita. *Angelus V. confesso 3. n. 4.*

(l) Potestas absolvendi in Sacerdotibus omnibus est æqualis cum simili etiam potestate

Graffius, (a) Lessius, (b) Præpositus, (c) & plusieurs autres l'établissent fort bien : La différence ne consiste que dans la matière qui n'est pas également soumise à tous les Prêtres, dans le plus ou le moins d'une juridiction passive, comme Vasquez l'appelle, parement extérieure & ecclésiastique, comme dit Benvelet dans son Manuel, (d) dans le plus ou le moins d'étendue que l'Eglise par une disposition de bon ordre, laisse à son exercice ; dans ce que par la détermination des sujets & l'ordre qu'elle a établi, l'un a plus grand nombre de sujets & une plus grande autorité que l'autre pour les conduire, l'un a des sujets qui par une disposition de droit

quam habuit Petrus Apostolus & nunc habet summus Pontifex... quamvis vero hæc non sufficiat ut Sacerdos cum fructu abfolvat, nisi addita potestatis jurisdictionis. Henricus Junius. Theol. mor. 10. l. 6. c. 1.

(a) Clavis ministerialis datur cum Ordine, & equaliter est in omnibus Sacerdotibus, & quantum est ex se, ad omnes & ad omnia peccata absolvenda, se extendit. Gratianus de c. 1. auctor. l. 1. c. 21. n. 4.

(b) Dicendum est... dari in Ordinatione quidem omnem jurisdictionem quæ est necessaria ex parte efficientis seu judicis ad ferendam sententiam non tamen dari eam quæ necessaria est ex parte materia. Hanc sententiam in re tenet Navarrus in Can. Placuit. de Penit. diff. 6. c. 1. n. 19. ubi ait: Quemlibet Sacerdotem cum ordine insignitur, jurisdictionem accipere in habitu, absolvendi atque ligandi omnes, qui se ei legitime subjecerint, esseque omnes Sacerdotes veluti Judices Cautularios, id est quibus concessa est à Principe potestas indicandi causas illorum qui se illis subjecerint, de quibus meminit Bartolus, leg. 1. de Judic. n. 7.

Idem etiam tenet Paludanus, diff. 17. q. 1. quem citat Navarrus, n. 46. & Antonius 1. p. tit. 17. c. 4. cas. 3. & Angelus verb. confessio 3. n. 4. Eodem tendit sententia Cajetani, tom. 1. c. 7. o. unica. Quamvis in modo loquendi non nihil peccet... Et confirmatur à simili in Judicibus Cautulariis de quibus Navarrus qui omnes potestatem judicandi habebant ab Imperatore, sed nullos habebant subditos præter eos qui suas causas ad ipsos sponte adferrent, unde non habebant formalem & completam jurisdictionem quæ includit subditos, sed virtutalem & incompletam, quæ tamen complebatur hoc ipso solo quod aliqui se illis subjecerint : qui tamen per hoc non dabant illis proprie ullam auctoritatem cum hæc omnem habebant ab Imperatore, si-

cut Judices ordinarii vel delegati, sed solum se ipsos eorum potestati præcesserint subornabant. Lessius de Sac. Pœnit. q. 8. de Ministro Confess. dub. 3.

Paludanus & Antonius supra, estimant jure divino licuisse privatis fidelibus se subicere cui vellent, quoque jurisdictionem complete, sed hanc potestatem eis esse solutam per Ecclesiam in Canone Placuit de penit. diff. 6. Ec. Ibid. dub. 4.

(c) Aliqui cessant potestatem jurisdictionis pro foro penitentiarum competere *per divinum*, et licetque ipsum characterem Sacerdotalem nec quinquam tribui per Ecclesiam Sacerdoti, quod se teneat ex parte cause efficientis, sed per eam solam applicari materiam seu subiecti personam, in qua Sacerdos jus possit in hoc Sacramento dicere, &c. Ex dictis patet non esse differentiam (*per divinum*) constituentem inter Episcopos & Pastores ex una parte, & eos qui potestatem habent delegatam ex altera, &c. P. a. f. de Sac. Pœnit. q. 7. d. 3.

(d) D. O'uelles, *sur les de peccatis peccatorum* essentiellement requis en un Causateur, sans de quelle le Sacrement est nul ?

R. Il y en a cinq. La première est l'Ordre Sacerdotal, ou le caractère nécessairement requis de droit divin, qu'on appelle *potestas Ordinis*. La seconde, la jurisdiction ordinariæ ou delegatæ requisite de droit ecclésiastique, qu'on appelle *potestas juris dictationis*. La troisième, &c.

D. O' l'entendez-vous par cette disposition, la jurisdiction ?

R. Le pouvoir de jurisdiction n'est autre chose que l'autorité par laquelle une personne est établie supérieure à un autre au for de la conscience, laquelle comme elle se donne par la concession extérieure de l'Eglise, peut tout de même être ôtée par elle. Benvelet, Manuel, ch. 5. du Sac. de Pen. §. 1. sect. 2.

humain se soumettent à lui, & l'autre n'en a point ; en un mot, la différence est moins du côté du Prêtre que du côté des Fideles, (a) elle l'est de la disposition de l'Eglise, sans l'être de Jesus-Christ ou de ses Apôtres.

§. III. Tous les Prêtres selon le Concile de Constance, ont le pouvoir de confesser & d'absoudre véritablement. Ce Concile ne parle point de la mission & de l'approbation de l'Evêque.

Ce n'est point dans ses Canons que le Concile de Constance établit, que tous les Prêtres ont en conséquence de leur Sacerdoce, un vrai pouvoir & une juridiction suffisante pour absoudre valablement ; il n'y établit point non plus, que les Prêtres n'opèrent rien & ne donnent que des Absolutions invalides sans la mission & l'approbation de l'Evêque. Le sentiment du Concile sur ces importantes Questions, qui ne faisoient alors aucune difficulté, mais sur lesquelles le Corps Episcopal repand tant de nuages aujourd'hui, doit se prendre dans les censures que ce Concile a faites de, erreurs de Jean Wiclef & de Jean Hus, & surtout dans la Profession de foi que Martin V. veut qu'on exige de leurs Sectateurs avant de les absoudre & les faire rentrer dans l'Eglise ; là nous trouvons que les Prêtres n'ont point un pouvoir sans exercice, mais que le Sacerdoce qui leur donne à tous un vrai pouvoir d'absoudre, leur donne également à tous le droit d'exercer leur pouvoir & une juridiction suffisante pour l'exercer, sans les obliger de prendre la mission & l'approbation de l'Evêque, dans la supposition que fait le Concile, que par l'Ordination les Prêtres sont constitués Ministres pour le ministère de l'Absolution, & qu'ils l'exercent dûment dans cette qualité, & absolvent véritablement quand ils gardent la forme, ont la matière & se conforment à l'intention de l'Eglise pour l'administration du Sacrement de Penitence, qui est d'absoudre sérieusement ceux qui sont disposés à recevoir la grace & les effets du Sacrement.

Wiclef n'a point nié les Sacrements, mais il a tenu, *article 4.* que l'Evêque & le Prêtre étant en péché mortel n'ordonnent point, n'opèrent rien, ne consacrent & ne baptisent point. (b)

Art. 7. Que la Confession extérieure est inutile à celui qui est dûment contrit. (c)

(a) Selon la doctrine de l'Eglise Catholique, il y a deux sortes de puissances requises dans les Confesseurs. La première est la puissance d'Ordre qui se donne à tous les Prêtres dans leur Ordination, & est inséparable du Caractère Sacerdotal. La seconde est la puissance de juridiction... La puissance de l'Ordre donne le pouvoir intérieur & surnaturel, qui est nécessaire du côté du Ministre afin qu'il puisse remettre les péchez. La puissance de juridiction donne ce qui est requis

du côté des fideles, savoir l'autorité de les juger quand ils s'accusent de leurs péchez. *Conduite des Confesseurs. 2. part. chap. 1.* approuvée l'an 1739. par Messieurs les Evêques de Sens, Sensis, Baieux, Amiens & Rennes.

(b) *Art. 4.* Des erreurs de Wiclef : Si Episcopus vel Sacerdos existat in peccato mortali, non ordinat, non consecrat, non conficit, non baptizat.

(c) *Art. 7.* Si homo fuerit debite contritus, et minus coactio exterior est sibi superflua & inutilis.

Art. 11. Que la vûë d'un gain temporel, & un mouvement de gloire resservent au Pape & aux Evêques la Confirmation des jeunes gens, l'Ordination des Clercs, & la Consecration des Eglises. (a)

Le Concile de Constance en condamnant ces Articles, établit : Que le Ministre des Sacremens conserve, quelque pecheur qu'il soit, la puissance de les faire, & qu'il les fait toujours : que la Confession n'est point inutile à celui qu'une vraie contrition a déjà justifié; & qu'un autre motif que le gain & la gloire de faire seuls ces fonctions, a fait réserver aux Evêques la Confirmation, l'Ordination, & les Consecrations des Eglises. Mais cette décision ne touche point au Sacrement de Penitence, & n'établit point, que la permission de l'Evêque est nécessaire aux Prêtres pour l'administrer valablement & faire dûement les autres fonctions de leur ministère. Elle établit au contraire qu'il n'y a pas de nécessité de la prendre, dès qu'elle n'en parle point; qu'il n'y avoit alors de réserve à l'Evêque, que la Confirmation, l'Ordination & les grandes Consecrations, & même qu'il n'y avoit aucune erreur à dire après plusieurs Conciles que des raisons de bienséance, de bon ordre & de discipline avoient réservé à l'Episcopat ces importantes fonctions, communes auparavant à tout l'Ordre Sacerdotal, qui n'est qu'un & le même, selon les Theologiens, dans les Prêtres du premier & du second Ordre.

Jean Hus ajoutant aux Articles de Wicles, dit, *Article 8.* que les Prêtres qui vivent dans le crime, souillent la puissance du Sacerdoce, & que comme gens qui n'ont plus de foi, ils pensent mal des sept Sacremens de l'Eglise, de la puissance des clefs, des censures, des reliques, des indulgences, des offices, des ceremonies & de toutes les pratiques de l'Eglise. (b)

Art. 12. Que personne ne fait la fonction de Jesus-Christ ou de Pierre s'il n'imité leur vie, n'y ayant rien qui nous approche davantage de Jesus-Christ & de Pierre, que cette imitation, que l'on ne reçoit point autrement le pouvoir d'agir au nom de Dieu, parce que pour être Vicaire de Jesus-Christ, il faut & une vie semblable à la sienne, & que celui qui institue ait autorité pour instituer. (c)

Et *Art. 13.* que le Pape n'est point le successeur visible & véritable de Pierre, le premier des Apôtres, s'il vit autrement que Pierre; & s'il est avare, qu'il n'est point alors le vicaire de Pierre, mais le vicaire de Judas. Et de même les Cardinaux, qu'ils ne sont point les Successeurs visibles &

(*) *Art. 11.* Confirmatio juvenum, Clericorum Ordinatio, locorum Consecratio reservantur Papæ & Episcopis propter cupiditatem lucri temporalis & honoris.

(b) Articles de Jean Hus. *Art. 8.* Sacerdotes quomodolibet criminose viventes, Sacerdotis possunt potestatem, & sicut filii infidelis sentiant infideliter de septem Sacramentis Ecclesie, de clavibus, officiis, censuris,

moribus, ceremoniis & sacris rebus Ecclesie, veneratione reliquiarum, indulgentiis & ordinibus.

(c) *Art. 12.* Nemo gerit vicem Christi, vel Petri, nisi sequatur eum in moribus, cum nulla alia sequela sit pertinentior, nec aliter à Deo recipiat procuratoriam potestatem, quia ad illud officium vicarii requiritur & morum conformitas, & instituentis autoritas.

véritables des autres Apôtres, s'ils ne vivent pas comme les Apôtres, gardant les conseils & les Commandemens de notre Seigneur Jesus-Christ. (a)

Ces Propositions ont été condamnées comme établissant que le Ministre des Sacremens doit être Saint pour les administrer valablement, & qu'il n'est dans leur administration le vicaire de Jesus-Christ qu'autant qu'il est l'imitateur de sa sainteté ; mais on n'y voit pas qu'on ne les administre point sans mission de l'Evêque ; le Concile de Constance ne l'a pas prononcé, mais cela seul ; Qu'un Prêtre, Ministre des Sacremens par son Ordination, ne cesse pas d'en être un vrai Ministre, quoiqu'il vive mal, & d'y être le Vicaire de Jesus-Christ & l'instrument de sa puissance pour les operer véritablement, sans que celui qui agit invisiblement par ce mauvais Prêtre, ni la sainteté des Sacremens en soient souillés, moins valides & moins sanctifiants, administrés par Judas que par saint Pierre ou un des Apôtres, tous les Prêtres, quels qu'ils soient, ayant la puissance & l'institution de Jesus-Christ qu'ils ne perdent point par une vie déreglée : Or, si cela est vrai d'un mauvais Prêtre, on est plus fondé à l'assurer également des autres, qu'ils ont la puissance & l'institution légitime, & que s'ils en font quelque exercice sans la mission de l'Evêque, l'acte qu'ils operent n'est pas invalide selon le Concile de Constance.

Tout ceci est conséquent à la doctrine du Concile, sans néanmoins être tout-à-fait formel, mais le Pape Martin V. leve toutes les difficultés qu'un homme, qui ne se rend qu'à la dernière évidence, pourroit former, en exigeant par sa Bulle pour l'abjuration des erreurs des deux Sectaires, qui fut approuvée par le Concile, que ceux qui reviennent à l'Eglise & qui abjurent les erreurs de Wiclef & d'Hus, fissent profession de croire :
 " Item, Que lorsqu'on a la commodité d'un Prêtre idoine, on ne doit pas se contenter d'un acte de contrition, mais qu'on doit par nécessité de moyen se confesser au seul Prêtre, & non pas au Laïque quelque saint qu'il soit. (b)

" Item, de croire, que tout Prêtre peut dans les cas permis, absoudre un pecheur contrit qui se confesse, & lui imposer la penitence.

" Item, de croire, qu'un mauvais Prêtre qui joint à une due matiere & à la forme l'intention de faire ce que fait l'Eglise, consacre véritablement, & absout véritablement, baptise véritablement, & consacre véritablement les autres Sacremens, &c. „

(a) Arr. 11. Papa non est manifestus & verus successor Apostolorum Principis Petri, si vivit moribus contrariis Petro ; & si querit avaritiam, tunc est vicarius Jude Iscariotes. Et patet evidenter, Cardinales non sunt manifesti & veri successores collegii aliorum Apostolorum Christi, nisi vixerint more Apostolorum servantes consilia & mandata Domini nostri Jesu Christi.

(b) Item, utrum credat, quod Christianus ultra contritionem cordis habita copia Sacer-

dotis idonei, soli Sacerdoti ex necessitate salutis confiteri teneatur & non Laïco, seu Laïcis quancumque bonis & devotis. Item, utrum credat quod Sacerdos in casibus sibi permisis possit peccatorem confessum & contritum à peccatis absolvere, & sic penitentiam injungere. Item, utrum credat, quod malus Sacerdos cum debita materia & forma, & cum intentione faciendi quod facit Ecclesia vere conficiat, vere absolvat, vere baptizet & vere conferat alia Sacramenta, &c. Item, utrum

Item, fassent profession de croire que le Pape, l'Archevêque & l'Evêque ont une juridiction d'autorité pour lier & delier plus grande que ne l'a un simple Prêtre, fût-il Curé avec charge d'ames.

Item, de croire que le Pape peut pour une cause pieuse & juste, accorder des indulgences en remission du pechié, à ceux qui sont vraiment contrits & confessés, sur-tout lorsqu'ils visitent des lieux pieux & leur font l'aumône.

Item, de croire que les Evêques dans leurs Diocèses peuvent, en gardant la moderation ordonnée par les Canons, accorder de pareilles indulgences à leurs Diocésains, &c.

Item, de croire que le Pape, ou les autres Prelats & leurs Vicaires au spirituel (*) ont la puissance d'excommunier les Prêtres & les Laïques desobéissans & contumaces, & de les suspendre de leur office & benefice, de l'entrée de l'Eglise & de l'administration des Sacramens.

Item, de croire qu'il n'est point permis à tous les Prêtres de prêcher librement par tout, en tous tems & à tous ceux qu'il leur plaît, quoiqu'ils ne soient point envoyés.

Martin V. dans tous ces Articles ne parle point de la mission donnée par l'Evêque ou par un autre pour confesser & absoudre, & lorsqu'il parle de mission pour prêcher, il ne dit point qu'il appartient à l'Evêque plutôt qu'au Curé ou à un autre Prelat de la donner.

Au contraire, l'on voit ce Souverain Pontife, avec l'approbation du Concile de Constance, établir que le Prêtre seul & tous les Prêtres, ont le ministère de l'absolution : que les fideles doivent se confesser à un Prêtre idoine, c'est-à-dire, à un Prêtre qui ne soit point suspens, interdit, irregulier, excommunié, ou tout-à-fait ignorant, parce que dans ce cas, il n'y a pas de droit Confesseur *idoin*, hors le cas de nécessité : que tous les Prêtres dans les cas permis, c'est-à-dire, que le droit, la coutume, ou les bienfaisances Ecclesiastiques ne réservent point au Pape, à l'Evêque, ou aux Curés dans leurs diocèses, peuvent absoudre un pecheur contrit : que tout Prêtre, quelque méchant qu'il soit, ayant une dûë maniere, gardant la forme & ayant l'intention, c'est-à-dire, ayant à ses pieds un pecheur contrit & confessé,

credat auctoritatem jurisdictionis Papæ, Archiepiscopi & Episcopi in solvendo & ligando esse majorem auctoritate simplicis Sacerdotis, etiam si curam animarum habeat. *Item*, utrum credat, quod Papi omnibus Christianis vere contritis & confessis ex causa pia & justa possit concedere Indulgentias in remissionem peccatorum, maxime pia loca visitantibus, & ipsi manus suas portigentibus adjuvantes, &c. *Item*, utrum credat quod singuli Episcopi suis subditis secundum limitationem sacrorum Canonum hujusmodi Indulgentias concedere possint, &c. *Item*, utrum credat, quod Papa vel alii Prelati & eorum Vicarii in spiritualibus

habeant potestatem Sacerdotes & Laicos inobedientes & contumaces excommunicandi, ab officio, beneficio, ingressu Ecclesiæ, & administratione Ecclesiasticorum Sacramentorum suspendendi, &c. *Item*, utrum credat, quod singulis Sacerdotibus libere liceat predicare verbum Dei, ubicunque, quandoocunque, & quibuscunque placebit, etiam si non sint Missi. Ex Bulla Martini V. de condemnatione Joannis Wiclef & Joannis Hus in Concilio Constantiensis.

(*) C'est-à-dire leurs Officiaux, comme nous l'établirons dans la suite.

sur lequel il prononce, *Je t'absous, &c. Ego te absolvo, &c.* avec intention de l'absoudre, l'absout véritablement, & aussi véritablement qu'il consacre & qu'il baptise, quand il a la matière, qu'il garde la forme & qu'il apporte l'intention. Enfin qu'un simple Prêtre sans charge d'ame, a autorité de juridiction, quoique dans un moindre degré que le Pape, l'Archevêque & l'Evêque ; car un simple Prêtre, même un Curé, n'a point de tribunal au for contentieux, ne donne point d'indulgence, n'excommunie point, ne dispense point sur les irrégularités, on n'appelle point à lui de la sentence d'un inférieur, &c. En cela son autorité de juridiction pour lier & délier, est moins grande que celle du Pape, de l'Archevêque & de l'Evêque, mais il a autorité de juridiction & puissance de l'aveu de Martin V. & du Concile de Constance, pour lier & délier le pecheur au for interieur de la Penitence : à le simple Prêtre s'arrête.

Mais l'Evêque, cela est important & suite le principal de la Question, peut suspendre un Prêtre desobéissant & contumace, de l'administration des Sacrements, c'est-à-dire, lui défendre de les administrer ; ce qui suppose selon Martin V. dans le Prêtre un pouvoir radical, inherent & actuel de les administrer sans mission de l'Evêque, dont l'Evêque peut par une Sentence juridique, pour desobéissance & contumace prouvées, & non pour des raisons à lui connues & qui sont *in petto*, souvent de caprice & très-frivoles, suspendre le Prêtre de les administrer, sans l'avoir selon le droit ancien descendu au Concile de la Province, ou à son propre Synode ; mais le Prêtre desobéissant & contumace suspendu & arrêté dans son administration, y doit rentrer lorsqu'il cesse d'être desobéissant & contumace, selon le Concile de Constance.

Les Conciles de Bisse, de Florence & de Latran qui ont suivi, n'ont rien statué au contraire ; & si le Concile de Trente l'an 1563. *sess. 23. ch. 15. de Reform.* ordonne un examen de la capacité du Prêtre par l'Evêque, avant d'entrer dans l'exercice du ministère de l'Absolution, c'est un accessoire qui ne nuit point au principal, & sur l'omission duquel le Concile de Trente n'a point prononcé en nullité, mais par tout il reconnoît le pouvoir du Prêtre & qu'il est le Vicaire de Jesus-Christ pour absoudre, ce c'est en son nom & par son autorité qu'il absout, & il ne lui échape jamais de dire que la mission de l'Evêque est de droit divin, de nécessité de Sacrement, que l'Evêque approuve à volonté, & qu'il retire de l'emploi quand il lui plaît, le Prêtre qui n'est point prouvé desobéissant ni contumace, seul cas où le Concile de Constance veut que ceux qui reviennent de l'erreur à la vérité, reconnoissent que l'Evêque peut suspendre de l'administration des Sacrements un Prêtre à qui son Sacerdoce donne mission & un vrai pouvoir de les administrer véritablement, *verè*. Ainsi loin que la conduite des Evêques qui n'approuvent que pour trois mois, six mois, un an, &c. soit selon l'esprit de l'Eglise, elle lui est au contraire très-oppoée, son intention étant que les Prêtres sans reproche demeurent toujours dans le ministère & qu'on ne les en retire que quand ils sont criminels & qu'il perseverent dans leurs crimes avec contumacité.

§. IV. Le Pouvoir des Clefs est radicalement & du côté de Dieu aussi grand dans le simple Prêtre que dans l'Evêque.

Le Sacerdoce, qui constamment est le même dans l'Evêque & dans le Prêtre, fait le fond de leurs pouvoirs & des fonctions que Dieu leur donne de faire. L'Evêque a ses fonctions, le Prêtre a les siennes. Si c'est Dieu, si c'est l'Eglise qui a marqué & assigné celles qui sont propres à l'Episcopat; Question où l'on nous dispensera d'entrer pour le présent, afin de s'attacher uniquement à celles des fonctions qui sont communes au premier & au second Ordre, & avec un pouvoir égal de les faire. Tel est le pouvoir des clefs que l'on soutient avec fondement être radicalement & du côté de Dieu aussi grand dans le simple Prêtre que dans l'Evêque. C'est ce qu'il faut examiner.

Saint Thomas, in 4. dist. 18. q. 1. a. 1. ad 2. [a] enseigne que la puissance de consacrer, & la puissance des clefs, sont essentiellement une & même puissance, & ne diffèrent que par une distinction d'imagination. *Character & potestas conficiendi, & potestas clavium est unum & idem per essentiam, sed differt ratione.* D'où l'on peut conclure, que comme le pouvoir de consacrer est le même dans le Prêtre & l'Evêque, il en est ainsi du pouvoir des clefs, & que comme la défense de consacrer faite à un Prêtre, n'empêche pas qu'il ne consacre s'il tente de le faire, de même la défense à un Prêtre d'user du pouvoir des clefs, n'empêche pas qu'il n'en use & avec fruit envers un sujet suffisamment disposé.

Le même S. Thomas, suppl. q. 4. a. 7. in corp. remarque que le Prêtre "dans son Ordination, reçoit l'étole sur les deux épaules & pendante jusqu'à terre, pour lui être un signe & un memorial toujours présent qu'il n'est point le Ministre d'autrui & commis par un autre dans l'administration des Sacrements, mais qu'il reçoit une pleine puissance de les administrer. *Sacerdotes in utroque humero ponitur stola ut ostendatur quod si plena potestas dispersandi Sacramenta datur, non ut Ministro alterius, & ideo stola descendit ad inferiora.* C'est-à-dire que le Prêtre n'est point le Ministre de l'Evêque ni du Curé, mais de Dieu, & que l'homme ne doit pas prétendre de pouvoir annuler ce que Dieu donne sans réserve à son Ministre de faire.

Et 2. 2. q. 188. a. 4. ad 5. que la Mission des *XXXII*. Disciples, auxquels on ne niera pas que les Prêtres ont succédé, s'étendoit à toutes les villes & à tous les lieux où Jesus-Christ devoit lui-même aller, sans qu'il les ait fixés à aucun endroit, ni attachés à la conduite d'aucune personne en particulier; mais leur mission fut generale: ce qui fait dire à l'Apôtre que leur voix a retenti par toute la terre, & que leur parole s'est fait entendre jusqu'aux extrémités du monde. [b] *Non enim legitur quod XXXII. Discipulis Dominus aliquas determinatas parochias assignaret, sed quod misisset eos binos ante faciem suam in omnem terram, & locum quo erat ipse venturus.*

(a) Voyez les textes du §. précédent. — (b) Rom. 10. 18. —

Le même S. Thomas, in 4. dist. 20. q. 1. a. 1. & suppl. q. 8. a. b. in corp. nous apprend encore, que par la vertu des clefs, tous les Prestres sans en excepter un, ont la puissance d'absoudre indifferemment tous les fideles de tous leurs pechés, sans aucune reserve; mais que cependant tous les Prestres ne peuvent absoudre indifferemment, ni de tous les pechés, par un reglement de l'Eglise qui restreint en quelques-uns, ou qui suspend tout-à-fait en d'autres le pouvoir qu'ils ont d'absoudre: c'est-à-dire, que tous les Prestres ne doivent pas tenter d'en faire exercice, à cause de la deffense de l'Eglise, qui met un Prestre dans l'impuissance d'agir & le reduit quand il doit obcir, à ne pouvoir licitement de sa puissance; mais de-là il resulte une égalité radicale de pouvoirs en tous les Prestres, & qui aura un égal exercice, & le même que l'Evêque, dès qu'il plaira à l'Eglise de lever la deffense qu'elle a faite à quelques Prestres, de faire exercice de leurs pouvoirs.

Quilibet Sacerdos quantum est ex virtute clavium habet potestatem indifferenter in omnes, & quantum ad omnia peccata; sed quod non possit omnes ab omnibus peccatis absolvere, hoc est quia per ordinationem Ecclesia habet jurisdictionem limitatam vel omnino nullam.

Saint Bonaventure, in 4. dist. 19. a. 3. q. 2. dit également que la vertu des clefs s'étend d'elle-même à tous les Prestres, & que si elle n'a pas d'exécution en tous, cela vient des Ministres Superieurs, qui afin de conserver un ordre ou dependance Ecclesiastique, arrêtent cette vertu & son action dans quelques-uns: mais que tous les Prestres à les regarder du côté de l'Ordination, sont établis mediateurs entre Dieu juge & l'homme pecheur; qu'il n'y a en cela aucune difference du côté de Dieu entre les Prestres; que les peuples portent ce jugement de leurs Prestres, & que l'Evêque dans l'Ordination imprime à tous les Prestres le caractère de mediateurs; & que si tous les Prestres ne sont pas égaux à cet égard, la difference vient uniquement des hommes & pour empêcher la confusion, si tous les Prestres avoient également des mediateurs auxquels les peuples pussent s'adresser indifferemment: que c'est cette raison qui attache certains fideles à certains Prestres, & qui empêche les peuples qui sont ainsi attachés, de donner à d'autres Prestres de l'autorité sur eux: mais que si les fideles étoient libres de s'adresser à d'autres, il est sans difficulté que tout Prestre les pourroit absoudre, ainsi qu'il absout les Evêques & les autres exemts qui sont libres de s'adresser à qui il leur plaît. [a]

On ne peut dire plus clairement, & c'est un des Docteurs de l'Eglise qui l'assure, que si les fideles ne se confessent pas librement à toutes sortes de Prestres, ce n'est que parce que les premiers de l'Eglise le leur deffendent: mais que si l'Eglise levoit cette deffense, les Prestres sans recevoir rien de nouveau, pourroient entendre indifferemment & absoudre tous les fideles, par le seul pouvoir de l'Ordre qu'ils ont reçu.

Le Cardinal de la Palus, de causa imméd. Eccles. potest. art. 6. a enseigné, que si l'Evêque a une plus grande puissance de delier & de lier que le Curé, & que si le Pape l'a encore plus grande que l'Evêque, ce n'est point que le

(a) Voyez le texte de Saint Bonaventure dans le §. precedent.

Pape participe davantage au caractère Sacerdotal que l'Evêque, & l'Evêque plus que le Curé, mais par l'accession d'une puissance de juridiction qui s'étend plus de monde au Pape qu'à l'Evêque, & à l'Evêque qu'au Curé à cet égard. *Quod Episcopus possit solvere & ligare plusquam Curatus, vel Papa plusquam omnes alii, non est etiam augmento characteris Sacerdotalis, sed hoc est etiam ad eandem potestatem jurisdictionis qua plures subdit in hoc.*

Le Prestre qui confesse use de son droit, dit S. Antonin, *summi Confess. part. 1. c. 9.* lorsqu'il confesse, & la permission qu'il prend d'un autre pour confesser, est comme une condition sans laquelle il n'useroit pas de son droit, à cause de l'établissement des Paroisses & de la deffense de l'Eglise. *Jure suo Sacerdos audit confessionem & committens tantum est causa sine qua non, propter Parochiarum divisionem, & Ecclesie prohibitionem.*

Le même Saint nous dit encore, que tout Prestre par son Ordination a puissance & juridiction pour confesser ceux qui se présentent à lui, quand d'ailleurs ils ne sont point attachés à un Curé, tels que ceux qui n'ont point de domicile, ce qui lui fait dire qu'avant que l'Eglise eût marqué aux fideles de propres Prestres pour se confesser, il étoit de droit divin de se confesser à qui l'on vouloit. Si cela est, comme on n'en doit pas douter, le droit divin n'est-il pas supérieur à tous les autres droits, flable, constant, invariable ? Peut-on croire qu'une disposition humaine le fasse varier, & ait pu annuler ce qu'il donne à tous les Prestres pouvoir de faire ?

Non habens nec petens domicilium, iste potest confiteri cuilibet Curato vel Episcopo in cuius Parochia est, imo etiam non Curato ut videtur, quia nulli subditus subiectus se cui vult. Nam omnis Sacerdos potestatem & jurisdictionem habet ex sua Ordinatione, sed subditos habet solum eos qui se ei submitunt, nisi quod secundum Jura, qui se semel alicui submittit, factus est ejus Parochianus nec potest se aliis submittere, quo usque primo se subtrahat simpliciter, nisi de voluntate illius. Arg. de Pœnit. dist. 6. Placuit. Unde dicitur in cap. finali. de Pœnit. & rem. Permittimus eligere, quia de jure divino licebat eis eligere, sed electione eis subtrahit, permittimus, relaxantes intentionem, quod possunt eligere. S. Anton. 3. part. tit. 17. c. 4.

Navarre & Lessius ont conclu des paroles de S. Antonin, que ce grave Theologien tient pour certain que Jesus-Christ a donné aux Prestres une pleine puissance d'absoudre, & que tous les Prestres peuvent de droit divin, tout ce qui est du for de la Penitence, excepté les choses que le droit établi par les hommes leur a ôtées.

Sanctus Antoninus pro re indubia præsупponit Sacerdotibus datam esse à Christo plenariam potestatem absolvendi & Sacerdotem posse divino jure omnia que pertinet ad forum Pœnitentiae, præter ea quæ jure humano fuerint et adempta, &c. Navar. enchir. cap. 27. n. 269.

Paludanus & Antoninus, supra. Existimant jure divino licuisse privatis fidelibus se subicere cui vellent, ejusque jurisdictionem complere, sed hanc potestatem eis esse sublatam per Ecclesiam in Canone Placuit de Pœnit. dist. 6. Lessius, de Sac. Pœnit. q. 8. de Ministr. Confess. dub. 3.

Angelus de Clavasio, v. Confessio 3. n. 4. enseigne que tous les Prestres

du moment qu'ils sont Prêtres ont juridiction, qu'il ne leur manque que la matiere pour l'exercer, & que si on la leur presente, en consequence d'une permission generale de se confesser au premier Prêtre, ils absolvont par l'autorité propre qu'ils ont d'absoudre, & dont ils peuvent faire exercice, lorsqu'une due matiere se presente à eux. *Quilibet Sacerdos ex quo est Sacerdos ordinatus habet jurisdictionem. solum desit matetia in qua exerceatur, & ideo cum sibi exhibetur per talem licentiam in genere datam, absoluit autoritate propria quam habet & potest exercere oblata sibi matetia debita.*

Navarre aussi précis, tient que tous les Prestres à ne considerer que le seul droit divin, peuvent absoudre toutes sortes de personnes, de quelque peché que ce soit, mais que plusieurs Prêtres ne le peuvent pas de droit humain, par la defense du Pape, mais qu'on ne doit pas conclure que cette defense leur ôte la puissance qu'ils tiennent de Dieu. *Omnis Presbyter solo jure divino attento, potest absolvere quemlibet à quolibet peccato, attamen pluribus non licet jure humano, Papa id vetante. Nec sequitur ex hoc tolli eis potestatem illis divinitus datam, &c.* Navar. ench. c. 27. n. 269.

Vasquez, tom. 3. in 3. part. D. Th. disp. 240. n. 41. assure que l'Evêque ne differe point du Prêtre, par la juridiction qui est du for interieur, l'un l'ayant comme l'autre, à raison du Sacerdoce; mais qu'ils diffèrent dans la juridiction du for exterieur: c'est là dire que l'absolution donnée par un Prêtre, quel qu'il soit, est aussi efficace au for interieur que l'absolution donnée par l'Evêque; mais qu'au for exterieur, elle est reputée nulle, le Prêtre qui n'est point commis de l'Evêque ou du Curé, n'ayant pas de juridiction exterieure. Et qu'importe en certaines rencontres, que les hommes ignorent que nous sommes absous, que nous ne passions point pour tels à leur tribunal, & que l'on nous regarde comme des hommes absous d'une censure *ab homine* dans un danger pressant, par un autre que leur propre Juge, lorsque devant Dieu & au tribunal interieur, nous sommes réellement absous. *Differt autem Episcopus à Sacerdote non ratione ejus jurisdictionis qua est in foro interiori, eadem enim utrique convenit quatenus Sacerdos est, sed ratione ejus qua est in foro exteriori, &c.* Vasquez loc. cit.

Gimache enseigne que les Apôtres n'ont point eu de droit divin par le caractère sacerdotal, plus de puissance pour absoudre que les Prêtres d'aujourd'hui. *Nec Apostoli per hunc charactèrem plus potuerunt jure divino quam hodie. ni Sacerdotes, &c.* Gamach. in 3. p. D. Th. de Panit. Sac. c. 17. Ce Theologien croit donc que la puissance des clefs, avec leur usage, est radicalement la même dans les Evêques & dans les Prêtres, & est égale en tous de droit divin & par l'institution de Jesus-Christ.

Les Evêques, dit Isembert, sont de droit divin (a) superieurs aux Prêtres quant à la puissance de la juridiction exterieure; mais quant à l'inté-

(a) L'Eglise n'a point encore défini que cette superiorité étoit de droit divin, beaucoup de Theologiens la croient telle; mais on ne peut l'assurer, sans faire descendre les Cardinaux du suprême degré où ils sont élevés

dans l'Eglise: au lieu que si la superiorité des Evêques n'est que de droit ecclesiastique, il ne repugnera pas que les Cardinaux leur soient superieurs de même droit.

rieure active, considérée précisément comme active, & qui n'est autre que la puissance d'absoudre au for interieur, elle est la même dans l'Evêque & dans le simple Prêtre, & ne diffère que du côté de la matiere qui leur est soumise. *Episcopi sunt jure divino superiores simplicibus Sacerdotibus quoad potestatem jurisdictionis exterioris, quia quoad interiorem activam prae se sumptam quae est potestas absolvendi à peccatis in foro interiori, illa est eadem in Episcopo & simplici Sacerdote, solumque differt penes materiam sibi subditam.* (Isemb. de Sacr. Ordin. disp. 4. a. 2 n. 6. Mais je ne sçai si Isembert a pu dire que les Evêques quant à la puissance de la juridiction exterieure, sont de droit divin supérieurs aux Prêtres, le Concile de Constance ayant décidé seulement que l'autorité de juridiction est plus grande dans l'Evêque que dans le simple Prêtre & dans les Curés mêmes; & le Concile de Trente, que les Evêques sont supérieurs aux Prêtres, mais de quel droit divin ou humain? c'est sur quoi ces deux Conciles se sont abstenus avec raison de prononcer. On a donc tort de conclure & de soutenir avec quelques Modernes (a) sur l'autorité d'Isembert qui ne l'a point enseigné, que la permission ou le consentement du premier Pasteur, est nécessaire de droit divin pour absoudre.

Præpositus nous dit que quelques-uns estiment que la puissance de juridiction, pour le for de la Penitence, est de droit divin, & qu'elle est le caractère Sacerdotal, & que l'Eglise ne donne rien au Prêtre de la cause efficiente de l'absolution, mais qu'elle applique seulement la matiere ou les personnes sur lesquelles le Prêtre peut faire sa fonction de Juge dans le Sacrement de Penitence... d'où il résulte, ajoute ce Theologien, que de droit divin, il n'y a point de difference à mettre entre les Evêques & les Curés d'une part, & ceux qui d'une autre part ont la puissance déléguée. *Aliqui censent potestatem jurisdictionis pro foro Penitentiae competere jure divino, esseque ipsum characterem Sacerdotalem, nec quidquam tribui per Ecclesiam Sacerdoti quod se teneat ex parte causae efficientis, sed per eam solum applicari materiam seu subijci personas, in quas Sacerdos jure possit in hoc Sacramento discernere... ex dictis patet non esse differentiam constituendam inter Episcopos & Pastores ex una parte & eos qui potestatem habent delegatam ex altera, &c. Præpositus de Sacram. Penit. q. 7. dub. 3.*

Henriquez assure, que la puissance d'absoudre est égale dans tous les Prêtres, avec un pouvoir semblable à celui de S. Pierre & du Pape, mais que ce pouvoir ne suffit pas au Prêtre pour absoudre avec fruit, si la puissance de juridiction n'accède. *Potestas absolvendi in Sacerdotibus omnibus est aequalis cum simili etiam potestate quam habuit Petrus Apostolus & nunc habet summus Pontifex... Quamvis vero hac non sufficiat ut Sacerdos cum fructu absolvas, nisi adducatur potestate jurisdictionis.* Henriquez, de summa. Theol. mor. to. 1. lib. 6. c. 1.

Graffais tient que la clef ministerielle se donne avec l'Ordre, qu'elle est également dans tous les Prêtres, & tend d'elle-même à absoudre toutes sortes de personnes, sans reserve d'aucun péché. *Clavis ministerialis datur cum Ordine, & aequaliter est in omnibus Sacerdotibus, & quantum est ex se, ad om-*

(a) Mandement de Sens du 3. Mai 1735. pag. 52.

ius & ad omnia peccata absolvenda se extendit. Graffeis, Decis. auctor. l. 1. c. 13. n. 4.

Beuvelet enfin, dans son Manuel, *ch. 5. du Sacrem. de Penit. §. 1. sect. 2.* parlant des dispositions prochaines essentiellement requises en un Confesseur, à faute desquelles le Sacrement est nul : " Met pour premiere disposition " l'Ordre Sacerdotal, ou le caractère necessairement requis de droit divin, " qu'on appelle *Potestas Ordinis* : Pour seconde disposition, la juridiction " ordinaire ou deleguée, requise de droit ecclesiastique, qu'on appelle *Potestas jurisdictionis*, &c. Ce Theologien ajoute, que le pouvoir de juridiction n'est autre chose que l'autorité par laquelle une personne est établie " superieure à une autre au for de la conscience, laquelle comme elle se " donne par la concession extérieure de l'Eglise, peut tout de même être ôtée " par elle. „

L'on conclut donc des textes de S. Thomas, de S. Bonaventure, de S. Antonin, du Cardinal de la Palus, de Navarre, &c. & de beaucoup d'autres aussi precis. Et qui hesitera à le conclure après de tels Maîtres, que la *puissance d'absoudre*, on ne dit pas la juridiction ordinaire ou deleguée, autrement l'assignation de certains districts avec leurs habitans, requise de *droit Ecclesiastique*, est la même radicalement & au for interieur dans l'Evêque & dans le simple Prêtre ? Que si l'un ne peut rien lorsque l'autre peut beaucoup, si l'un peut moins lorsque l'autre peut davantage à cet égard, on ne peut pas dire que ce soit l'effet de l'Ordination & du caractère Sacerdotal que l'un possède plus que l'autre, mais que la difference ne vient que de ce que l'Eglise, par une disposition de bon ordre, a fait des regles pour arrêter en beaucoup de Prêtres l'exercice de la puissance d'absoudre qu'ils ont reçue avec le caractère Sacerdotal.

L'on n'impose point à S. Thomas, à S. Bonaventure, à S. Antonin, ni aux autres scholastiques quand l'on rapporte ce qu'ils ont dit. Mais on nous repond (a) que ce sont des *opinions singulieres de Scholastiques*. " (comme si " une doctrine enseignée par trois Theologiens du merite de S. Thomas, de " S. Bonaventure qualifiés Docteurs dans l'Eglise, & de S. Antonin Archevêque de Florence, pouvoit s'appeller *opinions singulieres*) " dans lesquelles " il ne convient pas d'entrer : mais que tous, depuis le Concile de Trente " (c'est là avouer clairement qu'il n'en étoit pas ainsi avant ce Concile.) " se " réunissent dans ce point... que le ministère des Prêtres est subordonné... " par l'institution même de Jesus-Christ. „

Voilà ce qu'on appelle imposer aux Scholastiques ; car qui dit *tous*, n'excepte aucun : cependant Navarre qu'on peut mettre à cet égard parmi les Scholastiques, Vasquez, Gamache, Henriquez, Præpositus, Lessius, Graffeis, Beuvelet, &c. qui ont écrit depuis le Concile de Trente, bien éloignez de reconnoître que l'institution de Jesus-Christ a mis en cela de la subordination ou de l'infériorité, disent nettement avec les Docteurs de Paris qui l'ont approuvé en Gamache & Beuvelet, que le droit divin, sur le pouvoir interieur d'absoudre ne met aucune difference entre le Prêtre &

(a) Mandement de Sens du 1. Mai 1735. pag. 52.

l'Evêque, mais que la différence vient seulement de l'Eglise, qui défend de s'adresser à tel & tel Prêtre, en telle & telle circonstance, en tel & tel lieu, sans toucher au vrai pouvoir.

L'on peut donc dire avec assurance, que le même qui a dit à saint Pierre : *Tout ce que tu lieras, sera lié : tout ce que tu délieras, sera délié* : a dit en la personne de cet Apôtre, la même chose à tous les Prêtres, & leur a dit encore : *Ton ceux dont vous remettrez les péchés, ils leur seront remis ; & tous ceux dont vous retiendrez les péchés, ils leur seront retenus. Qu'est-ce lier, sinon retenir ? Et qu'est-ce délier, sinon remettre ? Et le même qui a donné à Pierre cette puissance de lier & de délier, l'a donnée aussi de sa propre bouche à tous les Prêtres : Comme mon Pere m'a envoyé, ainsi, dit-il, je vous envoie. On ne peut voir ni une puissance mieux établie, ni une mission plus immédiate. Aussi le Sauveur souffle-t'il également sur tous, il repand sur tous le même Esprit, avec ce souffle, en leur disant : *Recevez, le S. Esprit ; ceux dont vous remettrez les péchés, ils sont remis.* Les promesses de Jesus-Christ, aussi bien que ses dons, sont sans repentance, & ce qui est une fois donné indélébilement & universellement par une Autorité divine, toute puissante, & qui ne change point, *ego non mutor*, est irrevocable.*

Il est donc certain que de droit divin, tous les Prêtres ont le pouvoir des clefs, & un pouvoir aussi étendu que celui de l'Evêque, puisque c'est le même pouvoir, & le même que S. Pierre a reçu de Jesus-Christ à cet égard ; mais cette puissance ne peut être réduite en acte par tous les Prêtres, les ti-deles ayant défendu de l'Eglise de s'adresser indifféremment à tous, & ne pouvant pas être absous, quand, devant accomplir le précepte, ils y sont avec connoissance desobeissans & dans les cas où il oblige. Ce n'est point alors par défaut de pouvoir, que le Prêtre qui n'a pas de juridiction ec-clesiastique, autrement la juridiction legale ou de bon ordre, n'absout pas, tout le défaut est du côté du pénitent, qui ne peut être bien disposé ni en état d'être absous, lorsqu'actuellement & avec connoissance, il desobeit à l'Eglise & qu'il tente sans aucune raison, de faire une chose qu'elle lui défend, & de s'adresser à un Prêtre pour se confesser auquel l'Eglise a des raisons de lui défendre de s'adresser. Mais la défense de l'Eglise n'est point absoluë pour tous les cas & pour tous les tems, & son intention a toujours été, qu'elle n'oblige aucun fidele dans le besoin, & lorsqu'il est évidemment utile de ne pas observer la défense. *Qui custodit preceptum, non expectatur quidquam mali, tempus & responsum cor sapientis intelligit. Eccl. 8.5.*

La clef de juridiction, de cette juridiction appelée legale & de droit ec-clesiastique, qui ne consiste précisément que dans une attribution de su-jets, car c'est de quoi il faut toujours se souvenir, n'est point proprement la clef du Ciel, mais seulement une disposition pour se servir utilement de cette clef, ou de la puissance d'Ordre, qui seule, selon S. Thomas, est cette clef celeste & divine. *Clavis Ordinis, qua immediate removet impedimentum introitus in Regnum Cælorum competit solum sacerdotibus : Clavis vero jurisdictionis, qua non clavis Cæli, sed quadam dispositio ad ipsam dicitur, etiam aliis Ministris Ecclesiæ competit. S. Thom. suppl. q. 19. a. 5. in Concl.*

On nous accorde (a) que "il est vrai qu'en établissant la nécessité de se confesser à un Prêtre, le Saint Docteur (b) [Saint Thomas] dit que le pouvoir de remettre les péchés, a été donné aux Prêtres en la personne des Apôtres, *Apostolis dedit*; mais on sent assez, continué le Pere Bernard d'Arras, dont je copie les paroles, qu'il parle des Prêtres indéterminément, sans spécifier si les premiers Depositaires de ce pouvoir sacré, étoient des Prêtres du second ou du premier Ordre... On ne peut pour-tant disconvenir que les Prêtres ne soient les successeurs des Apôtres, pour le Sacerdoce, le saint Concile de Trente (sess. 23. ch. 1.) y est formel : l'article est un dogme de Foi, mais pour le reste il est faux de dire qu'ils leur aient succédé."

Un autre plus conséquent que le Thcologien Capucin auroit dit : *Mais pour le reste, il est faux de dire que les Prêtres ne leur aient pas succédé.* Le Concile de Trente enseigne formellement " que les saintes Ecritures montrent, & que la Tradition a toujours enseigné, que la puissance de consacrer, d'offrir, d'administrer le Corps & le Sang de Jesus-Christ, & de remettre & de retenir les péchés, a été donnée aux Apôtres & à leurs successeurs dans le Sacerdoce. „ *Apostolis eorumque successoribus in Sacerdotio, potestatem traditam consecrandi, offerendi & ministrandi Corpus & Sanguinem (Domini Salvatoris) nec non & peccata dimittendi & retinendi sacra littera ostendunt & Catholica Ecclesia traditio semper docuit.*

Le même Concile, *ibid. Can. 1.* dit encore, que c'est de détruire le Sacerdoce, quand on ne reconnoît pas dans les Prêtres, la puissance de consacrer, & d'offrir & de remettre les péchés, comme une seule & même puissance qui constitue le Sacerdoce. *Si quis dixerit non esse in novo Testamento Sacerdotium visibile & externum, vel non esse potestatem aliquam consecrandi & offerendi verum Corpus & Sanguinem Domini, & peccata remittendi & retinendi... anathema sit.*

Il est donc de foi que tous les Prêtres, sans distinction du premier & du second Ordre, ont la puissance de consacrer & d'offrir & de remettre les péchés, que le Sacerdoce leur donne cette puissance, qu'ils sont les successeurs des Apôtres dans le Sacerdoce, & par conséquent dans la puissance inséparable du Sacerdoce, de remettre les péchés également que dans celle de consacrer, d'offrir & d'administrer la sainte Eucharistie.

§. V. Il n'y a aucune erreur à dire que le pouvoir d'absoudre est dans tous les Prêtres; mais il y a de l'erreur à soutenir que le pouvoir actuel d'absoudre, est dans les seuls Evêques.

Une imagination vive & féconde, mais peu éclairée & prévenue, trouve facilement l'herésie où il n'y en a pas l'ombre. Les gens de cette espèce ne

(a) Sacerdotibus... potestatem remittendi peccata in Apostolis dedit, ut patet Joannis 20. S. Thom. suppl. q. 2. a. 1. ad 2.

(b) Ordre de l'Eglise selon S. Thomas par le P. Bernard d'Arras Capucin, ch. 2. art. 2. soci. 2. pag. 33.

ne sont pas rares dans notre siècle, & n'y servent qu'à fomenteur les divisions. Un homme de cette prévention vient de decouvrir une sorte de Presbyteranisme à dire avec les Conciles de Constance & de Trente, que *tous les Prêtres ont le pouvoir d'absoudre*.

La seconde espece de Presbyteranisme, sçavoir " le Presbyteranisme moderé, ou le demi-Presbyteranisme, dit un Theologien ancien Professeur, " (a) est assez commune au genie de deux autres Auteurs, dont le but est " de rendre communes aux Prêtres, quelques prerogatives qui n'appartiennent de *droit divin* qu'aux Evêques. Le premier (l'Auteur de la Consultation sur la Jurisdiction) met le caractère Sacerdotal de niveau avec le caractère Episcopal pour ce qui regarde le pouvoir de confesser, en supposant que tout Prêtre peut en vertu de son Ordination absoudre valablement : Ce sentiment est bien opposé à celui de Luther. „ Le R. P. auroit pu ajouter, sans aucune crainte de se tromper, & encore plus à celui de Calvin.

Le Pere ancien Professeur auroit dû nous apprendre quelles sont les prerogatives qui n'appartiennent de *droit divin* qu'aux Evêques, sans nous les laisser à deviner, il nous fait cependant assez connoître dans toute la suite de son ouvrage, que les prerogatives dont il veut parler, ne sont point les pouvoirs d'ordonner & de confirmer, que personne ne conteste appartenir aux Evêques au moins de droit ecclesiastique, & que le Concile de Trente nous apprend sans nous avoir nommé les autres fonctions qui leur appartiennent n'être pas communes aux Evêques avec les Prêtres. Mais le Reverend Pere, plus decisiif que le Concile a trouvé que la grande prerogative des Evêques consiste dans le *Pouvoir actuel d'absoudre* qu'ils possèdent seuls de *droit divin*, dit-il, pour le communiquer à volonté, avec limitation de tems, de lieux & de personnes aux Prêtres qu'il leur plait. Le malheur pour le sentiment de ce Theologien est, que le Concile de Trente n'a rien dit de semblable, & qu'il ne s'accorde pas avec le Concile de Constance & toute l'Antiquité.

Les Novatiens nioient autrefois que les Evêques & les Prêtres eussent radicalement, & encore moins le pouvoir actuel d'absoudre. Le Novatianisme moderé, ou le demi-Novatianisme, accorde aujourd'hui ce pouvoir actuel aux seuls Evêques, le tient habituel ou en puissance dans tous les Prêtres, & nie qu'ils l'aient actuel. C'est-à-dire que la nouveauté donne aux seuls Evêques, le vrai pouvoir actuel, & tout son exercice, lorsqu'il est de notoriété qu'ils ne l'exercent point ou que rarement, &c. que plusieurs ne sont gueres capables de l'exercer, au lieu qu'il ne met dans les Prêtres qu'une espece d'idoneité pour l'exercer par commission, quand il plaira à leur Evêque qu'ils l'exercent.

Il y a déjà plus d'un siècle que les partisans de l'Episcopanisme ou de la domination ecclesiastique font tous leurs efforts pour faire passer cette erreur. Mais la cause est finie, il ne faut point de nouveau Concile pour la juger. Le Concile de Trente a prononcé & décidé que le pouvoir d'absoudre appartient de *droit divin* à tous les Prêtres, Evêques ou non Evêques, & que tous

(a) L'Ordre de l'Eglise, selon S. Thomas, 1735. Preface. §. 5.

les Prêtres indistinctement ont reçu de Jesus-Christ en la personne des Apôtres, le pouvoir divin de remettre les péchés, & que ce pouvoir est réellement & de fait en tous les Prêtres. Il faut avouer que le Theologien quoique ancien Professeur, ne se connoît gueres en erreur d'en mettre une dans cette décision de l'Eglise, & d'accuser de Presbyterianisme adouci ou demi-Presbyterianisme, un dogme aussi certain que les Evêques ne sont pas les seuls à qui de droit divin il appartient d'absoudre.

L'on doit au moins reconnoître que tous les Curés ont le pouvoir actuel des clefs ou d'exercice, & qu'il leur est si actuel à tous & si inherant à leur état, que tant qu'ils sont capables de l'exercer, tous les efforts d'un Evêque ne les en peuvent priver, ni en suspendre l'exercice, ne seroit-ce que pour un moment. La raison, c'est qu'ils ne le tiennent point de l'Evêque, mais de Jesus-Christ. Les Superieurs Reguliers dans tous les Diocèses, ont également le pouvoir actuel du ministère de l'absolution. Ce n'est point de la plénitude des Evêques qu'il découle sur eux, ils n'ont point recours aux Evêques pour l'obtenir. Ce n'est point l'Evêque qui institue les Generaux d'Ordre, les Provinciaux, les Definiteurs, le Pere Gardien, le Pere Correcteur, le Ministre ou le Custode, ni les Confesseurs destinés à confesser les Reguliers.

Saint François d'Assise dans sa Regle, *ch. 7.* sans aucune mention de l'Evêque, envoie le Frere qui est tombé dans une faute mortelle, scandaleuse & publique, au Ministre provincial, s'il est Prêtre, pour en recevoir la Penitence, & au cas qu'il ne soit pas Prêtre, pour la recevoir de celui que le Provincial deleguera à cet effet. *Si qui Fratrum, iustigante Inimico, peccaverint, pro illis peccatis de quibus ordinatum fuerit inter Fratres ut recurrant ad solos Ministros provinciales, teneantur predicti Fratres ad eos recurrere quam citius poterunt sine mora. Ipsi vero Ministri si Presbyteri sunt, cum misericordia injungant illis penitentiam. Si vero Presbyteri non sunt, inijungant faciant per alios Sacerdotes Ordinis.* Regul. S. Francisci, cap. 7.

Il n'est pas besoin de glose pour reconnoître ici, que la seule Ordination donne le pouvoir des clefs aux Prêtres reguliers, & que le choix que le corps de la Congregation qui établit l'un d'eux pour les gouverner, lui donne la juridiction sans aucun recours à l'Evêque, & lui reserve des cas. Ainsi les Evêques autrefois par l'élection du Clergé & du Peuple, & les Curés par le choix ou la soumission du seul peuple, sans recevoir des Patrons nominateurs ou des confirmateurs de leur élection, aucun pouvoir nouveau exerçoient le ministère. Gracien nous marque en plusieurs endroits de son Decret: que ce choix faisoit la juridiction.

Quantité de Conciles des moyens siècles, dans l'obligation qu'ils font aux Elus de n'entrer dans l'exercice que par l'Evêque, nous montrent une discipline qu'on assure sûrement n'avoir pas toujours été observée dans l'Eglise, puisque avant ces Conciles & pendant plusieurs siècles, les Prêtres sont entrés dans les Cures & y ont servi sans prendre mission de l'Evêque. Qu'on ne mette de Prêtres dans les Paroisses, disent le second Concile de Châlons de l'an 650. c. 26. de Wormes de l'an 829, *can. 2.* de Tribur de l'an 895.

can. 32. &c. sans avoir pris l'avis de l'Evêque, & qu'on ne les change point sans son consentement. *Hanc autem auctoritatem habent Episcopi ut in nullis Ecclesiis nec constituantur Presbyteri, nec expellantur, illis inconsultis & non consentientibus.* Ils entroient donc de plein droit avant ces reglemens Ecclesiastiques dans tout l'exercice de leur ministère, sur le principe qu'un Prêtre étoit censé avoir tous les pouvoirs dès qu'il étoit Prêtre, & que l'on acceptoit sa direction. C'est aussi à la volonté des inférieurs que l'on doit originellement attribuer le renvoi de certains cas graves & scandaleux, aux Evêques.

On objecte que reconnoître dans tous les Prêtres le pouvoir des clefs, c'est mettre par là le caractère Sacerdotal de niveau avec le caractère Episcopal. J'avoue que j'aurois tort, & que j'errois viliblement si je tentois de le faire, car il faudroit pour cela les supposer d'une égale dignité, & également Sacramens. Saint Thomas, (a) Albert le Grand, (b) S. Bonaventure, (c) le Cardinal Pierre de la Palus, (d) le celebre Durand, (e) Aurcolus, (f)

(a) Ordo potest accipi dupliciter: uno modo secundum quod est Sacramentum, & sic ordinatur omnis Ordo ad Eucharistiae Sacramentum, unde cum Episcopus non habeat potestatem superiorem Sacerdote quantum ad hoc, non erit Episcopatus ordo. Alio modo considerari potest Ordo secundum quod est officium quoddam respectu actionum quarundam sacrarum, & sic cum Episcopus habeat potestatem in actionibus hierarchicis respectu Corporis mystici, supra Sacerdotem, Episcopatus erit Ordo, non tamen secundum quod Ordo est Sacramentum imprimens characterem, potestas enim quae datur Episcopo non habet rationem characteris, & propter hoc Episcopatus non est ordo, secundum quod Ordo est quoddam Sacramentum. *S. Th. in 4. sent. dist. 24. q. 4. a. 3. ad 2. — Et suppl. q. 42. a. 5. Corp. & ad 2.*

(b) Cum nullus (ordo) possit esse excellentior quam consecrere Corpus Christi, nullus potest esse Ordo post Sacerdotium, sed jurisdictionum officia sunt, quae enumerat (Magister) distincta super Corpus mysticum, cui intenduntur taliter officari, & quoniam consequenter, accipiunt gratiam non ad Ordinem sed ad executionem jurisdictionis in Ecclesia si sint digni, & per hoc patet solutio obsectorum, quia cum dicitur quod ordo est promotio potestatis, non intelligitur de potestate jurisdictionis, sed potius operandi circa Sacramentum Eucharistiae. *Albertus Magnus in 4. sent. dist. 24.*

(c) Ultra sacerdotium non est gradus Ordinis. Et ita Episcopatus proat distinguitur

contra Sacerdotium non dicit dignitatem quandam vel officium Episcopi annexum & non est proprie nomen Ordinis, nec novus character imprimitur, nec nova potestas datur, sed potestas data amplius. Unde sicut non recipit alias claves, sic nec alium Ordinem. Hanc igitur opinionem cum Magistro Hugone (*lib. 1. de sac. p. 3.*) & Magistro sententiarum dicamus fulcundo quod Episcopatus praecise loquendo non est Ordo, sed Ordinis eminentia vel dignitas. *S. Bonaventura in 4. sent. dist. 24. q. 8. a. 2.*

(d) Episcopatus est Ordo, sed non distinctus à Sacerdotio, & est Sacramentum, sed non distinctum à Sacramento Ordinis, & imprimit characterem, sed non alium, sed per Episcopatum amplius character Sacerdotalis, ut sit unus & idem, & ideo non imprimit characterem, sed impressum intendit ad aliud, & hoc esse necessitatis quare supponit Sacerdotalem, quia non est aliquid aliud, sed ejus intentio & perfectio. *Petrus de Palude in 4. dist. 24. q. 7. a. 3.*

(e) Episcopatus seu ordinatio Episcopalis est Ordo & Sacramentum non quidem praecise distinctum à Sacerdotio simplici, sed est unum Sacramentum cum ipso, sicut perfectum & imperfectum. *Durandus in 4. sentent. dist. 24. q. 6. n. 8. Legens eundem. Ibid. quaest. 5. n. 6. & 9.*

(f) Episcopatus non est Ordo distinctus à Sacerdotio, nec potestas, nec gradus, sed est ampliatio ejusdem potestatis & ordinis, non quidem per intentionem, sicut Diaconatus, respectu Subdiaconatus, sed per exten-

Capreolus, (a) Toftat, (b) & beaucoup d'autres (c) enfeignent que l'Epifcopat n'eft point un Ordre qui foit Sacrement & qui imprime caractère, mais une extension du Sacerdoce, qui met en état d'en faire fans refcrve toutes les fonctions. On ne peut donc les comparer enfemble par le caractère & les mettre de niveau à cet égard. Les regarder par cet endroit, ce feroit les regarder de biais, & fe voir obligé de mettre le Sacerdoce, Sacrement, imprimant caractère, au-deffus de l'Epifcopat qui n'eft point Sacrement. En effet, un Evêque fans peuple, après fon abdication, ou avec peuple, mais hors de fon Diocèfe ; un Evêque de quelques-unes des Provinces du Royaume à Paris, ne peut davantage quant au miniftère des clefs, quoique certain Theologien de nos jours paroiffe infinuer le contraire, que le plus fimple Prêtre : & fi hors de fon Diocèfe il abfout un fimple Prêtre, ce n'eft point en conféquence du caractère Epifcopal qui n'eft point, mais en conféquence du caractère Sacerdotal qui eft le même felon les Theologiens, & notamment felon S. Thomas dans le plus fimple Prêtre, que dans l'Evêque. De là Mr. Habert Theologal de l'Eglife de Paris & depuis Evêque de Vabres, conclut qu'Aerius chef des Presbyteriens, n'étoit point heretique pour avoir foutenu que l'Ordre Sacerdotal eft le même dans l'Evêque & dans les Prêtres, (d) mais que fon heretie confifte en ce qu'il les faifoit égaux dans les fonctions & dans les pouvoirs, fans mettre de fuperiorité entr'eux.

Quelques Theologiens affurent que le caractère & le Sacerdoce, quoique abfolument les mêmes dans les Prêtres & dans l'Evêque, ont plus d'étendue dans l'Evêque que dans le Prêtre. Je ne contesterai point, mais que répondre fi on nous replique, qu'une once d'or battu & reduit en feuille a plus d'étendue que refte en mafle, fans avoir plus de poids & de valeur intrinfeque, & que *le parfum precieux repandu fur la tête d'Aaron, qui decoula fur fa barbe, fur fa barbe & fur le bord de fes vêtements*, ne changea pas de nature & d'efpece pour avoir plus d'étendue, que lorsqu'il étoit renfermé dans fa boîte. Albert le grand & le Concile de Conftance mettent l'extenfion de l'Epifcopat, dans l'autorité de jurifdiction qui eft plus grande dans l'Evêque que dans le Prêtre. Aureolus la fait confifter dans la liberté pleine &

tionem ad plures actus, qui tamen non attingunt novam potestatem, hoc modo intelligendo quia potestas illa in Sacerdotibus communiter est arcata, in aliquibus vero non est sic arcata. Ideo Epifcopo in consecratione non datur nova potestas, sed extenditur prima, ut possit ea uti ad aliquid, ad quod erat ante arcata, quod tamen poterat in virtute, ut cum impeditur actus rationis & postea removeretur impedimentum, non datur nova anima vel forma, &c. Aureolus in 4^{to} dist. 24. q. 7. a. 2.

(a) Epifcopatus non est proprie Ordo vel Sacramentum, sed officium vel potestas superveniens Sacramento Ordinis & ejus characteri, & complementum ejus quoad actum

Sacerdotii & perfectio accidentalis, &c. Capreolus in 4. sent. dist. 24. q. 2.

(b) Licet conferatur Epifcopo potestas quidam indebiliter manens, sicut manent omnes potestates Ordinum, non dicitur Epifcopalis potestas character, neque vocamus proprie Epifcopatum ordinem neque Sacramentum. Alphonsus Testatus Epifc. Abulensis in cap. 16. Matth. quæst. 74.

(c) Vide Dominicum Sotum in 4. sententiarum, distinct. 24. quæst. 1. art. 2. Vasquez de Ordinat. disp. 140.

(d) Non est igitur in eo posita Actus heretis, quod eundem esse Ordinem dixerit Epifcoporum & Presbyterorum. Isaac Habert, Pontif. Eccl. Græcæ, pag. 105.

entière de l'Evêque à réduire en acte tous les pouvoirs du Sacerdoce que le Prêtre n'a qu'en puissance & sans exercice, depuis que les Canons l'ont ainsi réglé.

Il faut donc chercher dans l'office & dans les fonctions de l'Episcopat les prééminences de l'Evêque sur le Prêtre, & ce qui distingue sa dignité. Je me tiens à ce que j'ai dit ailleurs, que les Evêques sont les successeurs des Apôtres, lorsque les Prêtres le sont des *LXX.* Disciples, que les Evêques ordonnent, que les Evêques confirment, &c. ce que dans l'opinion commune les Prêtres ne peuvent faire. (a) mais que dans l'opinion d'autres, ils peuvent faire comme Ministres extraordinaires.

Mais je saisis avec plaisir l'aveu du R. P. Bernard d'Arras, (b) que cette proposition : *Tout Prêtre peut en vertu de son Ordination, absoudre valablement, est un sentiment bien opposé à celui de Luther.* Celui qui l'avance n'est donc point compris dans la condamnation que le Concile de Trente a prononcée contre l'Herésie; & si conçue telle que le R. P. l'attribue à l'Auteur de la Consultation sur la Jurisdiction, &c. elle n'a point été condamnée, bien moins la vraie proposition beaucoup plus correcte, est-elle susceptible de censure & de la qualification de Presbyteranisme adouci, que le Pere donne à la première.

J'ai dit, & je le soutiens, que tout Prêtre peut en vertu de son Ordination & du pouvoir des clefs, que S. Bonaventure assure être les mêmes clefs dans l'Evêque & dans le Prêtre, absoudre un penitent de bonne foi, mais qu'il n'y avoit point de bonne foi dans le penitent, quand sachant la défense de l'Eglise, de s'adresser à un Prêtre qui n'a pas la jurisdiction prescrite par les Canons, il s'y adresse sans avoir de raison suffisante de recourir à lui. Le demi Presbyteranisme touché à cette pierre, est jugé faux, va en fumée, est une ombre, un rien.

Cependant il y a un milieu à admettre nécessairement. D'accord; mais ce milieu n'est pas où le R. P. le veut mettre. Le Canon *Placuit ut deinceps*, de Pœnit. *dist. 6.* nous le marque, & les anciens Canonistes l'ont approuvé. C'est que quand il y a des raisons de droit de ne pas s'adresser à tel Prêtre approuvé, & quand on n'en a point d'autre à la main qui soit capable de nous conduire, on peut sans scrupule recourir à un Prêtre non approuvé, parce que le pouvoir d'absoudre est de droit divin & reconnu par le Concile de Trente qu'il est commun à tous les Prêtres tant du premier que du second Ordre, qu'il est inseparable du Sacerdoce qu'ils ont reçu, & qu'il dure autant que leur Sacerdoce, au lieu que la jurisdiction extérieure, requise aujourd'hui pour absoudre, que j'appelle jurisdiction legale, de discipline & de bon ordre, comme on la conçoit & qu'on la donne présentement, est accedente au Sacerdoce, est de droit nouveau & d'institution ec-

(a) Simplex Sacerdos juxta communem sententiam Doctorum non potest Ordines conferre, neque Sacramentum Confirmationis, neque consecrare virgines &c. Etiam de facto sic : Quod si tale aliquis teneat agere, nihil tamen

efficatur, quia neque confirmat, neque ordinat. *Gerſon de potestat. Ecclesiast. confid. 3.*

(b) L'Ordre de l'Eglise selon S. Thomas &c. 1735. Preface. p. 5.

ecclésiastique, est une cause moins principale, une cause accidentelle, qui n'influe point par elle-même dans l'Absolution & dans le jugement du Prêtre qui absout, parce que le pouvoir d'Ordre suffit pour opérer, sans autre obligation au Prêtre de suivre le Territoire que parce que l'Eglise l'ordonne, & en conséquence Jesus-Christ qui veut qu'on obéisse à l'Eglise, mais sans obligation aux Prêtres de s'attacher à cette institution, quand ils se trouvent dans des cas où il seroit dangereux & contre la charité que l'on doit à ses frères de la suivre. Car il faut sçavoir, dit S. Antonin, qu'absoudre au for de la Penitence, est un acte du Sacerdoce, & que ce pouvoir avec son exercice sont plus fondés dans l'Ordre que dans la juridiction ; mais que celle-ci par accidens, concourt quelquefois avec l'Ordre dans l'Absolution, & c'est lorsque celui à qui l'on est attaché permet de s'adresser à un autre Prêtre ; mais en renonçant à son droit en faveur du pénitent, il ne donne point la puissance d'absoudre, puisque le Prêtre auquel il consente qu'on s'adresse, a, indépendamment de lui, cette puissance. *Est etiam sciendum quod Absolutio in foro Penitentiae est actus Sacerdotis ratione Ordinis principaliter, non ratione jurisdictionis, sed illa per accidens aliquando concurrit, quia oportet esse subditum, sed subditus est qui se vult subicere, nisi alii sit astrictus, & tunc de sola licentia ejus potest se ei subicere, nec tunc dat illi potestatem absolvendi, sed renuntians juri suo dat illi licentiam se ei subijciendi.* S. Antonin. 3. part. tit. 14. cap. 16. §. 9.

S. Thomas nous dit aussi que l'absolution au for de la Confession, émane principalement de la puissance des clefs & par conséquent à cet égard à la juridiction.... & que tous les Prêtres sont égaux quant à la puissance d'Ordre, mais qu'ils ne le sont pas quant à la juridiction. *Dicendum quod Absolutio in foro Confessionis est principaliter, potestatis Clavium & ex consequenti respicit jurisdictionem... quantum autem ad potestatem Ordinis, omnes sunt aequales, non autem quantum ad jurisdictionem.* S. Th. suppl. quest. 2. a. 3. ad 3.

Ainsi cette proposition est vraie : Tous les Prêtres ont le pouvoir d'absoudre. Et celle-ci n'est point fautive : Tout Prêtre peut réellement & de fait absoudre dans les cas de droit, & quand le Juge ordinaire du for pénitenciel est suspect, & qu'il ne permet point de s'adresser à un autre.

Il reste donc à conclure avec S. Thomas, que tous les Prêtres du second Ordre ont de droit divin le pouvoir d'absoudre, quoique tous n'en aient pas l'exercice par le droit établi des hommes ; mais ce dernier droit est subordonné au premier, & il est conséquent que le droit ecclésiastique ne peut anéantir le droit divin & rendre invalide ce qui est fondé sur ce droit. Or cela suffit pour dire qu'il ne faut en certaines rencontres, qu'avoir le caractère Sacerdotal pour absoudre valablement un pénitent non feint & de bonne foi, quoiqu'il puisse arriver que le Prêtre qui absout ne le fasse pas licitement ou comme il faut, *ritè*, dit Gerson ; (*) mais il est de foi que la mauvaise disposition du Ministre ne peut nuire à celui que Dieu absout par

(*) Nullus Sacerdos rite ministrat aliquod Sacramentum secluso necessitatis casu, nisi jurisdictionem habeat super illum cui ministrat. Gerso de potest. eccles. confid. 3.

un indigne Ministre. Ce point est important & nous oblige à le reprendre dans le §. suivant.

§. VI. *Tous les Prêtres confessoient dans les premiers Siècles de l'Eglise par le seul pouvoir d'Ordre.*

Tous les Prêtres de l'Ordre d'Aaron par le seul pouvoir de leur Ordre, obtenoient à celui pour lequel ils offroient & prioient la remission de ses crimes. *Rogabit pro eo Sacerdos, & pro peccato ejus & dimittetur ei.* Levit. 5. 10.

Tous les Prêtres de la Loi ancienne prononçoient encore sur la nature de la lepre, sans commission prise du Grand Prêtre, & Jesus-Christ renvoyoit indistinctement les Lepreux qu'il avoit guéris, ou au souverain Pontife, ou aux Prêtres en general, sans leur en marquer aucun en particulier, pour les retablir dans la société civile dont leur lepre les avoit banni. *Vade, ostende te Sacerdoti.* Matth. 8. 4. & Luc. 5. 14. Allez, montrez-vous à un Prêtre. *Sto, ostendite vos Sacerdotibus.* Luc. 17. 14. Allez, montrez-vous aux Prêtres. *Vade, ostende te Principi Sacerdotum.* Marc. 1. 14.

On doit observer que le texte grec de S. Marc dit simplement : SEAUTON DEIZON TO IHUOI, *ostende te Sacerdoti.* La version Syriaque, *ostende te ipsum Sacerdotibus.* La version Arabe, *ostende te ipsum Sacerdoti.* Montrez-vous à un Prestre; & ce qui leve toute l'équivoque, c'est que la loi *Levit* 13. 2. ordonne aux Lepreux de se montrer ou au Souverain Pontife, ou à un des Prestres, qu'elle fait tous de même puissance à cet égard. *Homo in cuius cute & carne ortus fuerit diversus color sive pustula aut quasi lucens quidpiam id est plaga lepra, adducetur ad Aaron Sacerdotem, vel ad unum quemlibet filiorum ejus, &c.*

Personne n'ignore que la lepre étoit la figure du péché, & les Lepreux la figure des pecheurs, & que les Prêtres de la loi de Moïse, prononçant sur la nature de la lepre, ont été la figure des Prestres de la loi nouvelle; mais avec cette différence que les Prestres de la loi ne pouvoient purifier les consciences par les sacrifices qu'ils offroient, " parce que la loi ne conduit personne à une parfaite justice, mais qu'une meilleure esperance par laquelle nous nous approchons de Dieu (par le ministère des Prestres qui nous purifient) a été substituée en sa place. „ *Heb.* 7. 13.

" Autrefois, (1) sans approbation ni delegation, tout Prestre pouvoit confesser les personnes qui n'avoient que des pechés veniels, on d'autres pechés dont ils avoient déjà reçu l'absolution; mais cet usage, dit l'Auteur de la conduite des Confesseurs, a cessé presque par tout depuis la défense d'Innocent XI. de l'an 1679. „ La question est, s'il a eu droit de l'interdire.

Il en étoit ainsi des pecheurs secrets, coupables d'un péché qui va à la

(1) Conduite Confesseurs par Mr. R. D. Prêtre. 1739. 2. part. ch. 1. chez Deluſſeux à Paris, rue & porte Saint Jacques. — L'Au-

trefois dont l'Auteur parle s'entend des tems qui ont suivi les Conciles de Latran. 1215; & de Trente.

mort, comme parle S. Jean, *Est peccatum ad mortem*. Ils s'adressoient dans les premiers siècles de l'Eglise, à celui des Prestres qu'il leur plaisoit de choisir. Les monumens certains de l'antiquité ne nous montrent point d'autre pratique. Saint Paul ne nous dit rien de contraire dans ses Lettres : il semble plutôt, que comme il n'étoit pas envoyé pour baptiser, quoiqu'il baptisât quelquefois, il n'étoit pas également envoyé pour confesser : & je lis dans sa premiere aux Corinthiens, que sans attendre ses ordres, les Prêtres de Corinthe par une égalité de pouvoir d'Ordre avoient moderé la penitence qu'il avoit lui-même imposée à un pecheur scandaleux & public.

En vain l'on cherche dans les Ecrits qui nous restent des Apôtres & de leurs Disciples, en Hermas, S. Clement Pape, S. Ignace, S. Policarpe, S. Justin, S. Irenée, &c. dans les collections des Canons par le Diacre Ferrand, Denys le Petit, Cresconius & Martin de Brague, quelque mot qui dépose contre le droit des Prestres de confesser dans le secret, & contre leur puissance de remettre véritablement les pechés secrets sans relation à l'Evêque ; car si S. Ignace écrivant aux fideles de Smyrne pour les détourner des Assemblées furtives & schismatiques, leur dit qu'il n'y a point d'Assemblée, ou si l'on veut d'Eucharistie legitime, point de Batême & d'Agape sans l'Evêque, & que faire quelque chose à son insçu, c'est servir le demon ; l'on doit bien remarquer que cet illustre Martyr ne parle pas moins avantageusement des Prestres, & n'a point dit qu'il n'y avoit point de penitence sans l'Evêque, parce que la Confession devant être secrette, se faisoit sans ombrage de schisme en secret & au premier Prestre.

S. Clement Pape dans sa premiere aux Corinthiens, n. 57. sans parler de l'Evêque, avertit les Auteurs d'un schisme de se soumettre aux Prestres, & de recevoir la correction dans un esprit de penitence.

S. Polycarpe dans son Epitre aux Philippéens n. 6. exhorte en general tous les Prestres de Philippes de travailler à la conversion des pecheurs, de visiter les malades, les veuves & les orphelins, & de n'être pas trop severes envers ceux dont ils sont le Juges ; parce que, dit-il, nous sommes tous pecheurs. Il est difficile de ne pas reconnoître dans ces paroles, que tous les Prestres étoient Confesseurs & faisoient toutes les autres fonctions que l'on a attachées depuis aux seuls Curés. *Omnes ab errore convertentes, omnes infirmos visitantes, viduas & pupillos & pauperes non negligentes, ne pravavimini in judicio, scientes quia debitores sumus peccati.*

Le Canon 52. attribué aux Apôtres ordonne indistinctement aux Evêques & aux Prestres, sous peine d'être interdits de toutes les fonctions Sacerdotales, de recevoir ceux qui leur demandent la penitence : Certainement le commandement ne seroit point si general & le même & sous la même peine aux Prestres & aux Evêques, si les Prêtres avoient alors tant soit peu dependu des Evêques pour l'administration de ce Sacrement. *Si quis Episcopus aut Presbyter à peccato revertentem non recipit, sed rejicit, à Sacerdotali ministerio removeatur.* Can. Apostol. 52.

Les Constitutions Apostoliques, lib. 8. cap. 28. al. 34. nous disent des Prêtres : " Ils benissent, ils imposent les mains, & ils excommunient leurs in-

“serieurs qui ont mérité cette peine.” Or tout le monde sçait que dans le langage ancien, *benir, imposer les mains & excommunier*, signifie le pouvoir de delier & de lier les pecheurs dans le Tribunal de la penitence. *Presbyter benedicit... manus imponit... excommunicat inferiores, si hujus pota rei extiterint.* Voilà une puissance d’Ordre bien marquée dont tous les Prestres avoient l’exercice actuel, & de l’aveu de l’Auteur des Constitutions Apostoliques, qui ne peut être suspect dans le temoignage qu’il nous rend de l’usage au moins de son siecle. Ce seul endroit suffit pour confondre un Ecrivain de nos jours, (a) dans sa temeraire hardiesse à tout assurer que l’Auteur des Constitutions donne à l’Evêque toutes les fonctions, sans faire mention des Prestres. Il n’est pas moins reprehensible quand il a osé assurer que c’est la remarque du Pere Morin, de *Panis. lib. 9. c. 33. p. 703.* qui dans le lieu cité, ni ailleurs, n’a rien dit de semblable.

L’Auteur de la Lettre au Moine Demophile, attribuée à S. Denis l’Arceopagite, quoiqu’elle soit d’un siecle postérieur, reprend avec beaucoup de force ce Moine, de ce qu’il a osé tirer des pieds d’un Prestre un pecheur qui demandoit la penitence, & il lui représente que le Confessionnal étant le Tribunal de Dieu, les Prestres y font des Anges & les maîtres après l’Evêque des jugemens de Dieu. S. Denis ne dit pas, par l’autorité de l’Evêque ou avec sa permission, mais après l’Evêque; c’est-à-dire, dans un rang inférieur à l’Evêque. *Si Dei judicium est, ut sacra eloquia testantur. Sacerdotes autem Angeli sunt, divinorum judiciorum continuū post Pontificem Magistri.*

Origene, *homil. 2. in Psal. 37.* est un temoin qu’on ne peut récuser, de la liberté qu’avoient les fideles de s’adresser aux Prêtres qu’il leur plaisoit de choisir, sans aucune dependance de l’Evêque, pour se confesser secretement de leurs crimes, & en même tems que tous les Prêtres confessoient : Voyez, dit ce Pere, à qui vous confessez votre faute; cherchez un medecin pour votre ame qui la puisse guerir, & si après une mure deliberation, il juge que votre confession doit être publique, soumettez-vous à son jugement. *Circumspice diligens cui debeat confiteri peccatum tuum. Proba prius Medicum cui debeat causam languoris exponere... ut ita demum si quid ille dixerit... si quid consilii dederit facias & sequaris : si intellexerit & prouiderit talem esse languorem tuum, qui in Conventu totius Ecclesie exponi debeat & curari, ex quo fortassis & ceteri edificari poterunt, & tu ipse facilo sanari, multa hoc deliberatione, & satis perito medici illius consilio procurandum est.*

Tertulien fait mention des penitens qui se jettoient aux pieds des Prêtres. Mais cet Auteur qui nous apprend que les Evêques baptisoient, & que les Prestres baptisoient aussi avec la permission de l’Evêque par honneur à l’Eglise & pour entretenir la paix, ne dit en aucun endroit que les pecheurs se jettoient aux pieds de l’Evêque, ni que les Prestres leur imposoient la penitence par le commandement ou la permission de l’Evêque. *Mugere dies noctisque ad Dominum Deum tuum, Presbyteris aduolui, &c.* Tertull. de Penit. cap. 9.

L’on apprend de S. Cyprien que les Prêtres de Cartage reconcilioient sans

(a) Mandement de Seus du 1. Mai 1735. pag. 26.

T'avis de leur Evêque. Il les blâme à la vérité de ce qu'ils accordoient trop précipitamment la reconciliation à des pecheurs publics, mais il ne dit point que l'absolution qu'ils donnent est nulle, faute d'avoir pris ses pouvoirs, mais qu'elle est précipitée, & qu'il est étonnant qu'ils l'aient donnée sans lui, lorsqu'il se propoisoit de ne la point accorder sans eux. Il s'agissoit d'une absolution publique, mais il ne parle pas de même quand il s'agit d'un penitent bien disposé; au contraire, il trouve bon que les Prestres n'aient pas attendu leur Evêque pour l'absoudre avec lui. *Penitenti, operanti, reganti potest clementer ignoscere, potest in acceptum referre quidquid pro talibus & petierint Atavires & fecerint Sacerdotes. S. Cyprian. de lapsis.*

Il ne trouve point encore mauvais que les Prêtres sans avoir pris les pouvoirs de l'Evêque, absolvant un penitent dont le péché n'est pas de nature à devoir être expié par la penitence publique. *Hoc ipsum apud Sacerdotes Dei, dolentes & simpliciter confitentes, exomologesin conscientia faciunt, animi sui pondus exponunt, salutarem medelam parvis licet & modicis vulneribus exquirunt. idem, ibidem.*

S. Basile dans ses grandes Regles, *interrog. 299.* à la demande: si quand il faut se confesser tous les Prestres sont bons, s'il n'y en a point à qui l'on doive s'adresser plutôt qu'à d'autres, & qui sont ceux qu'on doit prescrire? ne répond point: Adressez-vous aux Prestres approuvés de leur Evêque, parce qu'il n'y en avoit point encore qui fussent plus approuvés que les autres; mais qu'il falloit pour les maladies de l'ame, agir comme pour les maladies du corps, s'adresser à ceux qui les pouvoient guerir, s'adresser à un Prestre habile pour se confesser, comme l'on s'adresse à un habile Medecin pour lui decouvrir une maladie corporelle. *Interrog. 299. Nunquid flagitiose falla, abjellâ omni verecundiâ enuntari apud omnes debeant, an apud aliquos tantummodo & si hos, apud quos. & ejusmodi? Responso. Omnino in peccatorum confessione eadem ratio est, qua in aperitione vitiorum corporis. Et igitur vitia corporis nequaquam quibus vis temetè homines aperiunt, sed iis tantummodo qui rationem qua ea curanda sunt, teneant. Eodem modo etiam peccatorum confessio fieri debet, apud eos videlicet qui ea possint curare.*

“ Les Prestres, dit S. Chrysostome *lib. 3. de Sacerd.* sont les dispensateurs des “ mysteres celestes: ils ont une puissance que Dieu n'a accordée, ni aux Anges ni aux Archanges. On ne leur a point dit: *Tout ce que vous lierez sur la “ terre, sera lié dans le Ciel; & tout ce que vous deliez sur la terre sera delié “ dans le Ciel.* Les Princes de la terre n'étendent leur pouvoir que sur les “ corps; mais les Prestres peuvent enchaîner leurs ames, ou les mettre en liberté. Dieu approuve dans le Ciel tout ce qu'ils font sur la terre: c'est-à-dire, qu'il leur a donné un pouvoir absolu. *Les pechés seront remis à ceux à “ qui vous les remettrez.* Peut-on imaginer une puissance plus étendue? Le “ Pere ne juge personne, mais il a donné tout pouvoir de juger au Fils, & “ le Fils a commis aux Prestres tout le pouvoir qu'il avoit.”

Le Saint Docteur qui parle ainsi, étoit bien éloigné de croire que la puissance absolue que les Prêtres ont reçue de Jesus-Christ étoit une puissance liée & qui n'avoit point d'usage, si les Evêques ne la delioient. Au contraire

il assure que Jéſus-Chriſt a donné tous ſes pouvoirs aux Prêtres. Mrs. les Evêques ajoutent-ils à ce pouvoir éminent quand ils approuvent & lorsqu'ils déclarent, après avoir examiné des Prêtres, ou autrement, qu'ils ont la clef de la ſcience pour uſer utilement de la puiffance d'Ordre, juger & abſoudre. Il eſt certain qu'une déclaration ſemblable ne donne rien, c'eſt pourtant en quoi toute l'approbation conſiſte originairement.

Le quatrième Concile de Carthage, *can. 74.* ordonne en general à tous les Prêtres de preſcrire les loix de la penitence, ſans exception de perſonne à celui qui la demande. *Sacerdos Penitentiam imploranti abſque perſona acceptatione Penitentia leges injungat.* Car ce n'eſt point de l'Evêque, ce n'eſt point du Curé dont l'on doit entendre ce terme *Sacerdos*, le Concile de Carthage ne le prenant point dans ce ſens dans aucun de ſes 104. Canons, mais en general pour tous les Prêtres du premier & du ſecond Ordre, quand il parle des fonctions communes aux deux Ordres.

Le grand S. Leon pour détourner les fideles de la Confeſſion publique qu'ils faiſoient aſſez ordinairement de leurs fautes les plus ſecrettes, & quelquefois avec beaucoup d'inconveniens, leur dit qu'il ſuffiſoit de ſe confeſſer en ſecret à un Prêtre, à celui des Prêtres qu'il leur plairoit de choiſir. *Penitentia qua à fidelibus poſtulat, ne de ſingularum peccatorum genere in libello ſcripta profeſſio publice recitetur, cum reatus conſcientiarum ſufficiat ſolis Sacerdotibus indicari confeſſione ſecreta... ſufficit enim illa Confeſſio, qua primum Deo offertur, & etiam Sacerdoti.* S. Leo ad univerſos Episcopos per Campaniam, Samnium & Picenum conſtituit.

L'ancienne Formule de la viſite des Evêques, rapportée par Reginon Auteur de la fin du neuvieme ſiecle, ordonne à l'Evêque lorsqu'il viſite les Paroiſſes, d'interroger ſi ceux que l'Evêque ou les Prêtres n'ont point ſeparé de la Communion à cauſe de leurs crimes, communient à Pâques, à la Pentecôte & à Noël. *Si aliquis Chriſtianus eſt qui non communice vel tribus Temporibus in anno, id eſt Paſcha, Pentecoſten & Natale Domini, niſi pro mortiferis criminibus Episcopos vel Sacerdotum judicio à communione fuerit remotus.* Regin. lib. 2. c. 5. p. 56.

Il n'y a point à chicaner ſur le ſens de la conjonction *vel*, car de quelle maniere qu'on la prenne, ſoit pour une conjonction copulative ou une diſjonctive, il en reſultera ou que tous les Prêtres unis à leur Evêque dans le miniſtere de l'Abſolution ſoient avec autorité les pecheurs, ou que les Prêtres exerçoient le pouvoir de lier, ſeparement de l'Evêque & ſans en avoir pris la permiſſion. On dira peut-eſtre qu'on doit l'entendre des Curés; mais comment le Curé d'une grande Paroiſſe auroit-il pû ſuffire à en confeſſer trois fois l'an tous les habitans.

La meſme Formule, *num. 65.* ſi les fideles ſe confeſſent le premier jour de Careme? Il falloit certainement que le ſecond Ordre fût nombreux & que tous les Prêtres confeſſaſſent, autrement les fideles n'auroient jamais pû ſatisfaire au precepte, dans un tems où il n'y avoit que les Prêtres à confeſſer; car les Freres Mineurs, Preſcheurs, les Carmes, les Minimes, les Jeſuites, & tant d'autres Ordres Religieux qui confeſſent aujourd'hui le

plus grand nombre des fideles, étoient comme S. Paul le dit de Lévi & de ses fils dans Abraham leur ayeul. Nous voyons de plus dans le Penitenciel de Theodore, *cap. 6.* de la fin du septieme siecle, qu'il n'étoit point encore libre aux Moines de confesser les seculiers. *Nec liberas Monasterii est Penitentiam secularibus judicare quia proprio Clericorum est.*

Les Prestres demandoient-ils la permission de l'Evêque, prenoient-ils celle du Curé ? Je n'en vois aucun vestige dans l'ancienne Ammonition Synodale à la fin du Reginon de Baluze, ni dans une autre plus recente à la fin du Pontifical d'Innocent VIII. par Augustin Patricius. J'y lis seulement que personne n'étoit admis à entendre la Messe & à communier hors sa Paroisse sans permission de son Curé ; mais on n'y fait aucun precepte de se confesser à un, plutôt qu'à un autre Prestre, ni aux Prestres de recourir à l'Evêque pour pouvoir confesser : car ou les loix de l'approbation par l'Evêque, & de la juridiction ecclesiastique ordinaire ou deleguée pour confesser, n'étoient qu'au berceau, ou n'étoient point encore nées dans le monde. (a)

Le Prestre dans l'ancienne Messe de l'Eglise de France donnée pour la premiere fois par Illyricus, & qui étoit en usage du tems de S. Gregoire le Grand, si nous en croyons le Pere le Cointe, *Annal. Francor. an. 601.* prie au moins cinq ou six endroits pour tous ceux qui lui ont confessé leurs pechés. *Quorum confessiones, vel elemosynas (*) suscepimus. -- Qui se mihi vel confitendo, vel rogando commendaverunt. -- Quorum elemosynas*, & confessiones suscepimus. -- Qui... etiam in tuo conspectu sua mihi delicta confessi sunt. -- Eum duntaxat que sua mihi peccata confitentium.* N'a-t-on pas lieu de conclure de cet ancien monument avec le R. P. de Sainte Marthe de la Congregation de S. Maur, que la Confession étoit commune & que tous les Prestres confessoient ? Car je demande pourquoi on auroit inséré dans une Messe tant d'Oraisons, que tous les Prestres sans nulle distinction recitoient, où ils prient pour ceux qui se confessoient à eux, si en effet ils n'avoient pas tous, Curés & non Curés, été employés dans cette fonction, & n'avoient pas eu à l'égard de tous les fideles le libre exercice du pouvoir des clefs reçu dans l'Ordination, & si à la difference d'aujourd'hui, ils n'étoient pas entré dans les fonctions du ministère Sacerdotal par la reconciliation des pecheurs, avant d'offrir la sainte Victime qui nous reconcilie à Dieu ? Qui en peut douter, quand la même Messe nous donne une priere où le Curé prie d'abord en general pour le Troupeau qui lui est confié, & en particulier pour ceux qui de sa Paroisse, & peut-être d'ailleurs, s'étoient confessés à lui ? *Et pro grege mihi commisso, & famulis & famulabus suis qui mihi confessi sunt peccata sua.* Et une autre Priere que le Curé seul devoit reciter pour lui & ceux de sa Paroisse à qui il avoit imposé la penitence : *Oratio Pastoris pro se & subditis suis.* *Oratio hæc interpellans commisso eos revocet ab errore, ut non perseverant tartareo cruciatus, quibus ut per Mortalibus Penitentia induimus leges.*

(a) Nullius aliterius Parochianum nisi in itinere, vel si ibi placitum fuerit ad Missam recipiant. *Ammonitio antiqua Synodalis.* -- Nullius aliterius Parochianum, nisi itineran-

tem, & tunc de Rectoris sui licentia ad Communionem recipiat. *Ammonitio recent.*

(*) Ces endroits sont voir l'antiquité de l'honneur ou de la retribution des Messes.

Il n'est point permis ni à un Diacre, ni à un Laïque, dit Theodore Archevêque de Cantorberi, de donner la Penitence, mais les Evêques ou les Prestres la doivent donner. *Non licet Diacono & Laico penitentiam dare, sed Episcopi aut Presbyteri dare debent.* Penitent. Theodori Cantuariensis, c. 2.

L'ancien Penitenciel Romain en Reginon, liv. 1. ch. 295. & se lit aussi dans l'ancien Ordo Romanus. *in capite jeiunii.* "Que personne n'ait la prescription d'imposer la Penitence ou d'entendre les Confessions, s'il n'est Evêque ou Prestre... Comme il n'y a que les Evêques & les Prestres auxquels les clefs du Royaume des Cieux ont été données, qui doivent offrir le Sacrifice, d'autres qu'eux ne doivent pas donner la Penitence. „ *Ut nullus alius presumat Penitentiam dare vel Confessionem audire nisi Episcopus aut Presbyter... sicut enim Sacrificium offerre non debent nisi Episcopi aut Presbyteri, quibus claves regni Cælestis tradita sunt, sic nec Penitentium iudicia alii usurpare debent.*

Burchard sur la fin du dixieme siecle dit la même chose, liv. 19. Tous ces textes supposent dans tous les Prestres sans distinction, un pouvoir aussi indépendant & aussi étendu pour le ministère de l'Absolution que dans l'Evêque, & prouvent invinciblement que les Prestres ne prenoient ni mission ni approbation de l'Evêque pour exercer valablement & licitement les fonctions attachées de droit divin à leur Sacerdoce.

Cette pratique étoit constamment d'usage dans le siecle de Charlemagne & celui de ses enfans; car à quoi bon les Capitulaires (a) recommanderoient-ils si souvent à tous les Prestres de bien sçavoir leur Penitenciel, si tous les Prestres n'avoient pas alors été employés de droit au ministère de la Confession? Et pourquoi le Concile de Paris de l'an 829. ordonne-t-il aux Evêques d'instruire soigneusement les Prestres ignorans de la maniere de confesser, si tous, sans autre pouvoir que celui de l'Ordre, n'avoient pas confessé, & s'il avoit été libre aux Evêques de leur interdire cette fonction? *Presbyteri etiam imperiti solerti studio ab Episcopis suis instruendi sunt qualiter, & consensum precata discrete inquirere, eisque congruum modum, secundum Canoniam auctoritatem, Penitentia noverint imponere.* Conc. Paris. 829. lib. 1. c. 32.

De tous les temoignages que je viens de produire & de beaucoup d'autres qu'on y peut joindre, le Pere Morin de l'Oratoire, dont l'on connoit la profonde érudition, qu'on n'accusera pas d'avoir ignoré profondément la Tradition, (*) & dont on ne dira point l'antiquité le dément dans les monumens les plus authentiques, ne croyoit pas que ce fût une temeraire assertion d'avancer sans correctif, que tous les Prestres confessoient dans les premiers siècles de l'Eglise, sans permission de l'Evêque, & qu'on dût traiter de raisonneur & de novateur un homme qui auroit pensé comme lui.

Le Cardinal Bellarmin, (a) pour desfendre contre Calvin la Foi de l'Eglise,

(a) Capitular. ad Salz. — Capitular. in Admon. ad Presbyt. a. 4. Conc. Labb. tom. 9. de Canonibus doctus fit, & suam Penitentialem bene sciat.

(*) Lisez le Mandement de Sens du 1. Mai 1735.

(a) Ex eo quod in singulis Ecclesiis unus certus Presbyter super Penitentes olim constituebatur, perperam colligit Calvinus, claves non esse datas universo Ordini Sacerdotali. Nam unus ille Presbyter, ut paulo post docuimus, non super omnes penitentes, sed super

ou que les clefs ont été données à tout l'Ordre Sacerdotal, paroît dire la même chose que le Pere Morin, & avoir reconnu que l'on observoit de confesser les pechés secrets, indifféremment à toutes sortes de Prestres dans les premiers siècles de l'Eglise.

Le Docteur Navarre (a) & Cabassut (b) qu'on ne peut dire avoir ignoré les Canons & les sacrés droits de l'Episcopat: le Cardinal Pierre de la Palus, (c) S. Antonin Archevêque de Florence, (d) Richard Archevêque d'Ar-march, (e) dont les miracles après la mort furent si éclatans que le Pape Boniface IX. ordonna par ses Bulles d'en faire l'examen. (**) Silvestre Maître du sacré Palais & General de l'Ordre des Freres Prêcheurs, (f) Scot connu sous le nom de Docteur subtil, (g) Dominique Soto, (h) le Cardinal Palavicin dans son Histoire du Concile de Trente, (i) le Cardinal du Perron dans ses *Perroniana lestr. P. v. Penitence*; (k) le Docteur Jean Filescat autrefois Doyen de la Faculté de Paris, (l) le Pere de Sainte Marthe General de la Congregation de S. Maur dans son *Taité de la Confession*, pag 210. 211. 250. &c. Mr. Dupin. *Traité Historiq. des Excomm.* part. 2. pag 33 &c. le Pere Thomassin dans sa *Discipline eccles.* (m) édit. Françoisse, Raimond

publicos tantum qui simpliciter penitentes dicebantur, constitutus erat, quare ii quorum peccata occultata erant, poterant aliis Sacerdotibus privatum confiteri. *Bellarm. de Penitent.* lib. 3. cap. 14.

(a) In cap. Placuit. de Penit. dist. 6. num. 1. & 2. secundum jura antiqua quilibet Christianus cuilibet Sacerdoti poterat confiteri. *arg. §. Ecce. 10. q. 1. & cap. 15. Concilii Trident. de reform. sess. 23.* Et tradimus late nos in dictum, cap. Placuit. u. 2. Navarrus *Con-sil.* lib. 5. de Penit. & remiss. *Con-sil.* 13.

(b) Et vero vetustioribus Ecclesiæ sæculis illæ personarum distinctiones quæ remoram animarum præsertim plebeiarum salutis perniciosissimam obijciunt, penitus erant ignotæ, quando pluribus passim existentibus Presbyteris, quos adire pro Sacramento Penitentia liberum erat, Sancti Patres hortabantur fideles, ut inter multos quærerent, atque ex pluribus eligerent Sacerdotem scientem ligare & solvere, ut habetur in eam. *Quem penitet.* de Penit. dist. 1. & eam. 1. dist. 6. Cabassut. *Juris Canon. Theor.* lib. 3. cap. 8. n. 6.

(**) Jacobus Wareus lib. 1. de scriptoribus Hiberniæ plura de Richardo. Hoc observavit... consecraturum Exoniz 8. Jul. 1347. mortuam 17. Kal. Dec. Avenione an. 1360. ejusque ossa an. 1370. in patriam translata, ubi tantis miraculis claruerit ut ea Bonifacius IX. Rom. Pontifex diplomate examinanda jussit. *Labb. de scriptorib. eccl.* 10. 2. p. 291.

(c) *Palu. in 4. dist.* 17. q. 3. — (d) *Anon.*

summul. de Confess. part. 1. cap. 2. cas. 3. — (e) *Armae. in quest. Armenor. lib. 11. c. 7. —* (f) *Silv. verb. Confessor. 1. q. 2. —* (g) *Scot. in 4. dist.* 17. a. 3. — (h) *Do. Soto in 4. dist.* 17. a. 3.

(i) In quibus (primis Ecclesiæ incunabulis) compertum est licuisse cuivis Sacerdoti quælibet à peccatis quibuscumque absolvere. *Palavie. Histor. Concilii Trident. lib. 23. c. 11. n. 1.*

(k) Après la penitence faite, l'absolution leur étoit donnée par l'Evêque, lequel leur remettoit la peine & la coupe par cette absolution. Avant que de pouvoir faire cette penitence publique, il falloit qu'ils se confessassent, afin que le Prêtre ou l'Evêque jugéât pour quels crimes ils pouvoient être admis à la penitence publique. Personne n'étoit obligé à cette penitence, la faisoit qui vouloit, & se pouvoit confesser seulement au Prêtre & puis après se donner telle penitence, ou se macerer & prendre telle peine que chaque penitent vouloit. *Perroniana lestr. P. §. Penitence.*

(l) Nectarius liberam dedit potestatem, uti pro sua quisque conscientia ad mysteria participanda id est Eucharistiam accederet, hoc est liberum unicuique fecit redeundi ad solum & veterem illam facultatem & licentiam eligendi è multis Presbyteris quælibet, pro eujusque arbitrio, affectu & conscientia. Is autem perantiquus fuit Ecclesiæ mos. *Jean. Filescat. de Confess. antientiar. p. 636.*

(m) *Discipline de l'Eglise part. 1. liv. 2. chap. 23. n. 4. & 5. de l'édit. Françoisse.*

Lumbier, (a) Henri de Saint Ignace, (b) & beaucoup d'autres enseignent également, & c'est après de tels Maîtres que nous l'assurons, que tous les Prestres par le seul caractère Sacerdotal, & sans aucune permission de l'Ordinaire, confessoient les pecheurs dans les commencemens de l'Eglise, sans que cet exercice du pouvoir attaché par Jesus-Christ à leur Ordre, aneantit la subordination que le Sauveur a établie entre ses Disciples. Au lieu que "dès qu'on se depart de l'ordre & de la discipline, que Dieu a établie de toute "ancienneté, on se jette dans une confusion étrange, y ayant une infinité de "lignes qui s'égarant du centre, & une seule qui y aboutit. „ *Sorberian. lén. R. v. Religion.*

Le Censeur (*) qui nie ce que nous assurons ici, en sçait plus que tous ces habiles Theologiens & ces profonds Canonistes. Il est entré avec plus de succès dans la connoissance de tous les Conciles & de tous les Sinodes. Ils n'ont pas, dit-il, étudié l'antiquité; mais quelles preuves, quels témoignages nous donne-t'il qu'il la sçait mieux? Nous les attendons encore, aucun de Prêtres dont il a ferci ses Ecrits, ne parlant du fait qu'il veut prouver, que les Prestres dans les tems Apostoliques ne confessoient point sans la permission de l'Evêque. Mais l'on étoit si convaincu dans ces heureux siècles de l'Eglise qu'il ne falloit qu'être Prestre pour confesser, que l'on ne trouve rien de bien ancien qui appuie les distinctions recentes de pouvoir actuel & habituel, de puissance liée & à libre exercice, de Prestres approuvés & non approuvés, de Prêtres à juridiction ordinaire & à juridiction déléguée, à juridiction intérieure & surnaturelle, & à juridiction extérieure & ecclésiastique, avec sujets & sans sujets. Mais tout ce que les anciens Conciles nous marquent, c'est que quand un Evêque, avec le College des Prestres, avoit lié un Penitent, ou l'avoit excommunié, il ne rentroit dans la Communion que par l'absolution publique de l'Evêque & des Prestres, ou d'un seul Prestre avec le consentement de l'Evêque, dans la nécessité. Le premier Ordre ne trouvera point autre chose dans l'antiquité, ni que les anciens Conciles aient fait des loix pour obliger les Prestres à prendre la commission de leur Evêque pour entendre les pecheurs dans le secret, & les absoudre dans le même secret.

Je dirai même que la situation où se trouvoit alors l'Eglise, par les here-

(a) Raimondus Lumbierus, Carmelita, Doctor Theologus, Professor, Prædicator regius, Qualificator Inquisitionis, & examinatus Synodalis Cæsar. Augustie, ad Propositiones ab Innocentio XI. damnatas, num. 53.

(b) Cessante quippe omni impedimento & restrictione seu limitatione ex parte Ecclesiæ res redeunt ad eum statum in quo fuerunt in principio Ecclesiæ, ante omnem discessionem & parochiarum divisionem & ante omnem Ecclesiæ hac de re dispositionem, in quo uti doctissimos noster Lumbierus adversit in observationibus suis Theologicis ad Propositiones ab Innocentio XI. damnatas num. 53. Omnes fideles erant omnes cujusunque Sacerdotis vi potes-

tatis Ordinis. Nulla quippe adhuc facta fuerat discessionem nec parochiarum divisio, vel reservatio, nec ad absolvendum Ecclesiæ adhuc requisierat aliam potestatem præter eam quam vi Ordinationis Sacerdotalis quilibet Sacerdos à Christo accipit remittendi peccata. Ex ideo tunc attendebatur potestas Ordinis quæ eo ipso se extendebat ad omnes ubique fideles, & ad omnia omnino peccata, quæ non erant per Ecclesiæ impedita nec restricta, nec quoad loca, nec quoad personas, nec quoad peccata. Henrius à Sancto Ignatio, *Ethic. Amor. lib. 5. de Sac. Pœnit. c. 226. num. 2691.*

(*) Lisez le Mandement de Sens du 1. Mai 1735.

flés de Montan & de Novatien, qui nioient qu'elle eût le pouvoir des clefs, ne permettoit pas de le resserrer dans les seuls Evêques ou les seuls Curés, mais au contraire en demandoit un libre & actuel exercice en tous les Prestres.

§. VII. Les Prêtres confessoient à Nantes sous la Metropole de Tours l'an 1563. par le seul pouvoir d'Ordre, & comme Vicaires dans les Paroisses par la commission des Paroissiens ou du Juge séculier, dans la vacance de l'Eglise Paroissiale ou la non-residence du Curé.

L'on trouve sur les Registres du Presidial de Nantes un Acte important; (une exacte recherche on seroit peut-être trouver beaucoup de semblables sur les Registres publics & dans les archives.) La Paroisse de S. Nicolas de Nantes qu'il interessoit, s'en fit expedier une copie dans le tems & la conserve. Cette piece prouve à ne pas repliquer, qu'on ne croyoit pas alors que la permission de l'Evêque fût essentielle au Sacrement de Penitence; mais que l'on étoit persuadé que sa mission en cela & pour les autres fonctions du Sacerdoce, n'étoit pas nécessaire de droit divin ni même de droit ecclesiastique, que d'autres que l'Evêque donnoient la Jurisdiction extérieure pour les faire, & que la soumission volontaire du penitent dans la vacance de l'Eglise Paroissiale, ou lorsque le Curé ne residoit pas, la donnoit par le fait au Prêtre auquel on se presentoit. Le Concile de Trente étoit alors assemblé, & sa reserve à ne pas condamner les sentimens controversés entre les Theologiens, fait croire qu'il n'a point touché à l'usage dont je parle, par le decret de l'approbation qu'il donna quelques mois après, & que ce decret, qui ne peut être contraire au Concile de Constance qui ne demande dans le Prêtre que le caractère Sacerdotal pour pouvoir absoudre, a un sens tout autre que celui que le commun des Theologiens lui donne presentement.

EXTRAIT DES REGISTRES DU PRESIDIAL DE NANTES.

L'an mil cinq cens soixante & trois, le samedi vingt-neuvième jour du mois de May, en l'auditoyre & lieu tribunal du Bouffay de Nantes, par devant Nous Guillaume le Maire Docteur es Droicts, Seneschal de Nantes, ont comparu les Paroissiens de Saint Nycollas dudit Nantes, représentés en la personne de sire Lop Dasché Marchant demeurant à la Fosse de Nantes, ainsi qu'il a presentement apparu par lettres de procuration faicte & passée par la Court de Nantes par maistres Jehan & Jacques de la Lende Notaires, en date du vingt-ungnième jour de Fevrier dernier, lequel a substitué maistre Berthelot Bodin l'un des Procureurs au Siege Presidial dudit Nantes, le Procureur du Roy audit Siege aussi present & joint avecques lesdits Paroissiens en tant qu'ils poursuivent l'exécution des Edicts du Roy, Ordonnances & Appoinctemens dudit Siege Presidial de ladicte Ville; lesquels Paroissiens nous ont dit & remoustré, que dès le treizième jour de Mars & an derniers,

les fruits & revenus de la Cure dudit Saint Nycollas auroient été saisis & mis en la main du Roy par faulte de residence de Recteur & autres causes, & auroient été établis commissaires pour regir lesdits fruits pendant ladicte saizye à la charge que sur les denyers provenans d'icculx fruits, seroit mys *personne digne & capable pour faire & celebrer le dyvyn Service, annoncer la parole de Dieu & administrer les saints Sacramens auxdits Parroissiens*, suyvnt laquelle Ordonnance, lesdits Parroissiens s'étant assemblés en forme de corps pollicétique & en leurdicte assemblée, pourceque de long tems ils n'ont veu ni cogneu aucun qui fust pourveu dudit benefice de Recteur, & que les fruits de ladicte Cure turnoient entre les mains de gens incogneus auxdits Parroissiens, sans faire aucune residence ni faire prescher & annoncer la parole de Dieu ausdits Parroissiens ni faire aucunes aulmonnes aux pauvres, & voyant l'absence de leur Eveque (a) dont les habitans ont fait plainte & en sont en procès audit Siege. Et aussi estant advertis de la malladye de son Suffragant (b) auroient choisi & esleu messire Jacques Nepvouet Prestre, lequel ils cognoissent homme de bien de longt temps, sçavant & bon serviteur de Dieu pour leur servir de Recteur, attendant que ledit Nepvouet eust été pourveu par nostre saint Pere le Pape, ou aultre ayant pouvoir de ce faire, mesmes suyvnt les Edicts & Ordonnances du Roy, dequoy aucuns personnaiges estant fischés que lesdits fruits ne leur retournoient sans servir, comme ils ont fait pour le passé, auroient suscité les Officiers, Official, & aultres dudit sieur Eveque, lesquels *in odium* de ladicte election se seroient saisis de la personne dudit Nepvouet, l'auroient constitué prisonnier en prison basse & obscure & traité inhumainement contre toute raison, dignité & justice dont lesdits Paroissiens auroient fait plainte audit Siege presdial qui auroit ordonné que lesdits Grand Vicair & Official seroient adjournés à comparoir ceans pour dire les causes dudit emprisonnement & même pour ce que maistre Gilles Hamon Chanoyne de l'Eglise de Saint Pierre de Nantes sans aucun tiltre se seroit voullu ingerer de empescher ledit Nepvouet de faire ledit Service & auroit été cause de faire scandal en ladicte Eglise de Saint Nycollas, auquel auroit pareillement été donné adjournement comparoir à ce jour, lieu & heure, requcrants lesdits Parroissiens & joint appel & evocation estre fait des personnes de maistre François de Bodieu se disant Grant Vicair, maistre Maurice Boutin Official dudit sieur Eveque & dudit Hamon, ce que a été fait. En l'endroit a comparu maistre Pierre Allain Procureur desdits Bodieu, Boutin & Hamon, ainsi qu'il a apparu par lettres de procure faicte & passée par la Court de Nantes en datte de ce jour, signée desdits Bodieu, Boutin & Hamon, & passée par maistres Estienne Blestau & Guillaume le Marié Notaires, duquel Allain en vertu de sondit pouvoir a dict se comparoir pour decliner & excepter de proceder par devant Nous & aultres Juges & Conseillers dudit Siege, attendu la nature de la matiere & la qualité de ses parties, disant que la cognoissance de la ma-

(a) Antoine 1. de Crequi.

(b) Gilles de Gaudz Evêque de Rouanne

} sous l'Archevêque d'Athenes, Grand Vicair.
} d'Antoine de Crequi.

tiere de l'emprisonnement dudit Nepvouet n'appartient sous correction à Nous ne à autres fors audit Official ou bien audit sieur Evefque de Nantes, aussi qu'il ne confte point que ledict de Bodieu ait jugé aucune chose en la matiere; par ces moyens & autres qui sont à considerer, persiste ledict Allain audit nom afin de non proceder, & à despans de la folle intimidation. Et de la part dudit Lop Dascché ou dict nom & le Procureur du Roy ensemble joints, a esté reppeté de leurs dires cy dessus vers & en presence dudit Allain, & a ledict Procureur du Roy dict que ledict Hamon par cy devant pour le fait qui s'offre, se seroit dolly & plainct à Messieurs tenant le Siege presdial & y auroit presenté requeste, disant que il auroit esté par lesdicts Parroissiens trouble & empesché sur la possession qu'il vouloit prendre de ladicte Cure de Saint Nycollas, & auroit par requeste presentée audit Siege requis estre informé du trouble, scandal & sedition qu'il pretend avoir esté fait en ladicte Paroisse tant par ledict Nepvouet, que autres; ce qui auroit esté ordonné, & par ce moyen qu'il nous auroit & autres Juges dudit Siege approuvés à Juges competans, & ne peut partant ledict Allain decliner n'y excepter en cest endroit ni pareillement lesdicts de Bodieu & Boutin, lesquels lesdicts Parroissiens disent avoir entrepris sur l'auctorité de la Justice du Roy j'a saisyé parceque dessus du fait dont est question, & sur la commission de ceux qui en furent establis Commissaires pendant ladicte saisyé à la perception desdicts fruiets & à faire celebrer ledict dyvyn Service durant ladicte saisyé, où auroit été *ledit Nepvouet commis & depuis* comme dessus est dict, & de l'avoir de la maniere par forme de vengeance mys & constitué prinsonnyer, ils ne peuvent decliner ny excepter, qu'ils ne repondent & de ladicte faulte par devant les Juges Royaux, & concluent & requierent qu'ils soient contraincts de respondre & de représenter ceans ledict Nepvouet à grosses peynes, & requierent que ledict Procureur ait à faire suite du fait cy-dessus pour la conservation des droicts du Roy & execution de ses Eedicts, & sur tout ce briefve justice leur estre administrée attendu la nature & qualité du fait dont est question. Dudit Allain a esté dict & persisté en sad. declinatoire & exception. Sur quoy avons dict & ordonné que pour le regard dudit Me. Gilles Hamon attendu que par cy devant il a entré en plaincte par requeste par lui presentée & de lui signée touchant le fait qui s'offre, il n'est recevable à decliner ny excepter, joint qu'il est question de matiere beneficiale dont la cognoissance appartient à Nous & aux Gens tenans le Siege Presdial, & quant audit de Bodieu & Boutin il est dict que auparavant ordonner sur les requisitoires desdicts Parroissiens que le Greffier d'Office fousigné se transportera par devers iceulx de Bodieu & Boutin pour sçavoir & entendre d'eulx l'occasion pour laquelle ils se sont saisyés de la personne dudit Nepvouet, & si c'est pour cause de *ladite estimation faite par lesdicts Parroissiens pour servir & celebrer ledict dyvyn Service*, ou pour autres causes dependantes du fait dont la connoissance & audit Siege Presdial nous appartient, & dont ledict Siege seroit j'a saisyé comme dict est ou autrement pour reponse ouye estre par Nous ordonné comme il appartient par raison. Et en cest endroit a été par ledict Allain comme Pro-

eur de dudiect Hamon dict se porter pour appellant, de ce que nous aurions declairé lediect Hamon non recevable de decliner ni excepter. Et non obstant ledit appel & sans prejudice d'icelluy, Avons dict qu'il repondra par ceans, dont a lediect Allain de rechef appellé en adherant & protesté d'attemptat. Et avons coppie adjudée audiects Parroissiens de la procure d'icelluy Allain à l'avoir par les mains dudiect Greffier *cum decreto fidei*. Ce fait a comparu Anthoine de Myrande Marchant demeurant à la Fosse de Nantes, lequel a dict & remontré que ce jour estant allé en la compaignye de Jehan Robin Sergent Royal pour faire intymer certaine expedition de requeste & Ordonnance dudiect Siege Presidial touchant le fait cy dessus ausdicts grant Vicair & Official, auroient été outragés & menacés. Et davantage a esté adverty qu'en hayne de ce, les Officiers de la Court seculiere dudiect sieur Evesque de Nantes, combien qu'il ne soit leur justiciable ains demeurant sous la jurisdiction de la Prevosté de Nantes, auroient decreté prinse de corps à l'encontre de luy, & mesme lediect Robin Sergent susdict executant ladicte Ordonnance, & se feroient efforcés en grant elameur, bruit & scandal en plaine rue près le carrefour de saint Denys hors la jurisdiction dudiect Evesque prendre aux corps lesdicts de Myrande & Robin Sergent pour les mettre & constituer prisonniers aux Prisons dudiect Evesque sans fortification, ains seulement en haigne de l'execution de notre dicte Ordonnance, requerrans inhibitions & defenses estre faictes ausdicts Officiers dudiect sieur Evesque de toucher aucunement à sa personne, offrant se justifier par devant son Juge d'autant qu'ils lui voudroient imposer aucun cas digne de reprehension. Surquoi lediect Procureur du Roy ouy, Avons ordonné que lediect Greffier susdict se transportera pareillement par devers les Officiers de la Court seculiere dudiect sieur Evesque pour sçavoir d'eulx s'ils ont aucunes charges à l'encontre desdicts de Myrande & Robin Sergent susdicts pour le fait dependant de l'execution de notre dicte Ordonnance pour leur response ouye ordonner comme il appartiendra. Et sur la requeste verbalement faicte par lesdicts Parroissiens, *de commettre quelque Prestre homme de bien pour pendant leur Procès celebrer le dyvyn Service & administrer les Sacramens aux Parroissiens* Avons pendant ladicte sabbie commis messire Pierre Loyault Prestre pour faire celebrer le dyvyn Service, & *jusques ad ce qu'autrement en ait esté ordonné*. Et s'est réservé lediect Procureur du Roy à dire & faire ses autres requestes & telles conclusions qu'il vovra l'avoir affaire sur le fait de la requeste dont est question, presentée par lesdicts Parroissiens que les Parties voiront estre & comparoir à Justice pour les delinquans & coupables à sedition estre pugniz comme sera veu en raison ce devoir estre. Ce que lui a esté réservé en tous endroicts. Fait à Nantes par Nous Seneschal susdict lesdicts jour & an. Ainsi signé, G. LE MAIRE.

On ne sçait point la reponse que le Grand Vicair de Bodieu & l'Official Boutin donnerent au Presidial sur l'emprisonnement du Prestre Nepvouet; mais il est certain par les Registres de la Paroisse qu'il faisoit les fonctions de Vicair dès le mois suivant & les continua pendant l'année 1564. com-

me commis & choisi par le general de la Paroisse, sans avoir pris l'approbation ni la mission du Grand Vicairé dans l'absence de l'Evêque & du Curé. On ne peut rien proposer au contraire, car quand l'opposition est aussi marquée qu'elle le fut de la part du Grand Vicairé, le consentement tacite ne s'allègue point. Mais je conclus sûrement qu'il suffisoit alors d'être Prêtre pour confesser, & que les fideles n'avoient aucun doute de la validité de leurs confessions au premier Prêtre dans la non résidence du Curé; enfin que la juridiction, comme l'on en a des preuves en Gratien, venoit quelquefois du simple choix du peuple. Cet usage paroît encore de nos jours dans les Tribunaux seculiers, lorsqu'il se trouve deux competeurs d'une Cure, car celui à qui le Juge donne la recreance a toutes les fonctions de la Cure, & l'autre Competiteur n'en a aucune; & s'il les avoit eues premierement par l'autorité de l'Evêque, l'autorité seculiere l'en suspend, sauf à lui en rendre la liberté, si par un jugement subsequent elle lui ajuge la Cure.

§. VIII. Objections contre le Ministère de l'Absolution exercé par tous les Prêtres dans les premiers siècles de l'Eglise sans dependance de l'Evêque & sans sa mission.

L'Auteur du Parochophile, *part. 3. de Conf. Pasch. art. 31.* soutient que l'on assure sans fondement que tous les Prestres confessoient dans les premiers siècles de l'Eglise par le seul pouvoir d'Ordre. Il attribue ce sentiment à Navarre, car il ne paroît pas avoir sçu que d'autres l'avoient enseigné, & il s'efforce de le détruire par des preuves qui n'ont rien de précis, ou qui sont tirées des fausses decretales. Elles ne prouvent donc rien, & par là ne meritent pas qu'on s'arrête à les refuter. D'autres appuient le même sentiment de l'autorité respectable de plusieurs anciens Conciles; mais ont ils le sens qu'il plaît à ces Theologiens de leur donner, & les Canons qu'ils alleguent prouvent ils bien que les Prêtres ont pris dès le commencement la permission de l'Evêque pour confesser & absoudre? C'est ce qu'il faut examiner.

Le Concile d'Elvire de l'an 306. *can. 32.* d'Ancyre de l'an 314. *c. 5. & c. 7.* de Nicée de l'an 325. *can. 12. & 13.* de Carthage sous les Empereurs Arcadius & Honorius au commencement du cinquieme siecle *can. 6. 7. & 46.* d'Angers de l'an 453. *can. 12.* d'Agde de l'an 506. *can. 44.* & de Seville de l'an 619. *can. 6.* les Chapitres *Presbyter* *Caus. 16. q. 6. & Pœnitenibus.* Ibid. *q. 7.* que Gratien emprunte d'un Concile de Carthage &c. paroissent bien laisser à l'Evêque seul la disposition entiere des Penitens, & défendre aux Prêtres de les absoudre à l'insçu & sans la participation de l'Evêque, si ce n'est dans une nécessité pressante & dans son absence.

On conclut de ces autorités, & de quelques autres semblables plus recentes, qu'il a toujours été observé dans l'Eglise que l'Evêque seul communiquoit la juridiction, & que l'on a toujours crû que les Prêtres n'absolvoient & ne confessoient valablement que du consentement de l'Evêque, & comme ses vicaires. Penser autrement, dit le Père Thomassin dans les livres de la Disci-

plaine de l'Eglise, écrits en latin [a] (car il parle un peu autrement dans l'Edition Française [b]) & croire que cet Usage n'est que des siècles postérieurs, c'est ignorer les Canons & la pratique de l'Eglise ancienne. On peut d'abord répondre à ces Theologiens que penser ce qu'ils pensent, c'est avoir lû les Canons sans avoir voulu les entendre. Lisons les Canons dont il s'agit.

Le Concile d'Elvire, selon la leçon que Garcias Loaisa sçavant Espagnol, a retablie sur l'autorité des Manuscrits, qui est celle que Mr. de Laubespine Evêque d'Orleans dans ses Scholies sur le Concile d'Elvire, le P. Labbe, & le pere Hardouin ont suivie, dit can. 32.

De excommunicatis : ut eis Presbyteri in necessitate communionem dent. Apud Presbyterum, si quis gravi lapsu in ruinam mortis incidisset, placuit agere penitentiam non debere, sed potius apud Episcopum. Cogente tamen infirmitate, necesse est Presbyterum communionem prestare debere, & Diaconum, si ei iusserit Sacerdos.

“ Des Excommuniés : que les Prêtres leur donnent la Communion dans le danger de mort. Si quelqu'un tombe dans un crime qui donne la mort, il a plu au Concile, qu'il n'en doit pas faire penitence à un Prêtre, mais plutôt à l'Evêque. Il faut néanmoins lorsque la maladie est pressante, que le Prêtre ou le Diacre, si le Prestre le commande, lui donne la Communion.”

Le Concile d'Ancyre dit can. 5. *Statuimus autem ut Episcopi modo conversationis examinato, potestatem habeant vel utendi clementia, vel plus temporis adiacendi...* “ Nous ordonnons que les Evêques, après avoir examiné la conduite des pénitens, pourront ou diminuer ou augmenter le tems de leur penitence.”

Et canon 7. *An unum quemque autem cum oblatione recipere oporteat, est Episcoporum examine.* “ Il appartient à l'Evêque d'examiner s'il faut recevoir le pénitent à l'offrande.”

Le Concile de Nicée canon 12. *Hi impleto auditionis tempore quod presinitum est, meritis orationum Communionem habebunt, cum eo quod etiam liceat Episcopo humanius aliquid de eis statuere.* “ Après qu'ils auront accompli par-mi les écoutans le tems qui est marqué, ils auront la Communion des Prie-

[a] Sexto id liquet rursus, quanquam remittendorum peccatorum potestas incerta & adnata quodam modo sit Ordinationi Presbyterorum, Disciplina tamen vi ac rigore ita eam ab ipsis usque exordiis Ecclesiarum intra certos Cancellis cohibitam fuisse, ut expiari ultra non potuerit, & irrita fuerit absolutio seu criminum Episcopo reservatorum, seu perfonarum ab Episcopo Presbyteris non subditarum. Quod qui suspicauerit posterioribus saculis innovatum fuisse, ne illi allucinatur vehementer, & hospites se ac peregrinos omnino produunt in antiquorum Conciliorum Canonumque Disciplina. Thomassin. de Eccl. Discipline. par. 1. lib. 2. cap. 12. n. 2.

“ (b) Tous ceux qui venoient se confesser, n'avoient pas commis ces crimes capitaux,

“ qu'il falloit effacer par les rigueurs de la Penitence publique. Aux autres, on n'imposoit que des satisfactions particulières. Ainsi on peut dire que les Chrétiens & les Prêtres revenoient [*] aussi les Confessions secretes, remettoient les crimes & insoloient des satisfactions secretes, s'il n'y avoit point de crime canonique. & s'il y en avoit ils renvoyoient les Penitens à l'Evêque. A peine peut on douter de ces verités. Thomassin Discipline de l'Eglise par. 1. liv. 1. ch. 23. n. 4.

[*] Ce que le vrai Thomassin dit ici, est bien différent de ce que dit son Traducteur. Ainsi ce n'est pas sans raison que les Sçavans font plus de cas de l'édition Française que de la Latine.

“ res. Il sera cependant permis à l'Evêque d'ordonner qu'ils seront traités plus humainement.

Et canon 13. *In summa autem, de qualibet excedente & Eucharistiam potente Episcopus cum examinatione eum oblationis imperietur.* “ Que l'Evêque donne “ avec discernement la Communion au pénitent mourant qui la demande. ”

Le Concile de Carthage, can. 6. *Fortunatus Episcopus dixit: In prioribus Synodis hæc fuisse constituta meminimus ut chrisma, vel eorum qui poenitentiam agunt reconciliaria, vel puellarum & templorum consecratio à Presbytero non fiat. Si quis autem hoc agens apparuerit, quid de eo statuere oportet?... Ab omnibus Episcopis dictum est: Chrismatis confectio & puellarum consecratio, à Presbyteris ne fiat, nec aliquem reconciliare in publico rei Sacra Ministerio Presbytero liceat, hoc omnibus placet.* “ L'Evêque Fortunat a dit: Nous nous souvenons qu'il a “ été réglé dans les précédens Conciles, que les Prêtres ne feroient plus la “ consecration du Chrême, des Vierges, ni des Eglises, & ne reconcilie- “ roient plus ceux qui font penitence. Si l'on trouve quelque Prêtre qui “ fasse à l'avenir ces choses, que vous plait-il ordonner de lui?.. Tous les Evê- “ ques dirent, que les Prêtres ne fassent point le Chrême, & ne consacrent “ point les Vierges, ni les Eglises, & qu'il ne soit permis à aucun Prêtre de “ reconcilier quelqu'un pendant la célébration publique des Saints Mysteres. “ C'est la volonté de tous les Evêques. ”

Et canon 7. *Aurelius Episcopus dixit: Si quis in periculo constitutus petiverit se ipsum reconciliari sacris Altaribus, absente Episcopo, jure debet Presbyter consulere Episcopum, & sic enim qui est in periculo, ejus præcepto reconciliare. Hanc rem autem debemus salutaris consilio confirmare. Universa Synodus dixit: Sufficit quod vestra sanctitas nos necessario juvare æquum censuit.* “ L'Evêque Aurelius a dit: “ Si quelqu'un étant en danger demande dans l'absence de l'Evêque d'être “ reconcilié aux saints Autels, le Prêtre est obligé de droit de consulter l'E- “ vêque, & de reconcilier ainsi par son ordre celui qui est en danger. Nous “ devons confirmer cela par un statut salutaire. Tout le Concile a dit: Il suf- “ fit que votre sainteté ait cru raisonnable & nécessaire de nous aider. ”

Et canon 46. *Ut sit qui agens poenitentiam, pro peccatorum differentia Episcoporum judicio poenitentia tempus constitutur. Presbyter autem, præter mentem Episcopi, eum qui poenitentiam agit non reconcilet nisi impellente necessitate in absentia Episcopi. Quovis autem poenitentiam agente, si sit ejus publicum & vulgo jactatum crimen quod omnem mover Ecclesiam ante Absidem (*) ei manus imponatur.* “ Que le tems de la penitence soit réglé au jugement des Evêques & “ selon la différence des crimes de ceux qui font penitence, & qu'un Prêtre “ ne reconcilie point à l'insçu de l'Evêque celui qui fait penitence, si ce n'est “ dans la nécessité & dans l'absence de l'Evêque. On imposera les mains au “ devant de l'Abside, (*) à celui qui fait penitence d'un crime public & qui “ scandalise toute l'Eglise. ”

(*) *Ante Absidem*, au devant de l'Abside. Le Pere Morin, de *Pœnit. lib. 5. cap. c. 26. n. 11.* entend du Sanctuaire l'Abside, hors duquel, mais au proche, dans la nef de l'Eglise, le

dos tourné à l'Autel, l'Evêque étoit assis avec les Prêtres, dans l'imposition des mains sur les pecheurs publics. *Ante Absidem. Hæc est in gremio navis Ecclesia, Episcopo extra Sanctua-*

Le Concile d'Angers, can. 12. *Pœnitentia sane locus omnibus pateat qui conversi errorem suum voluerint confiteri. Quibus perpœtâ qualitate, secundum Episcopi æstimationem erit venia largienda.* "Qu'on reçoit à faire pénitence tous ceux qui s'étant convertis ont confessé leurs crimes, & après avoir connu leurs dispositions & la qualité de leurs fautes, on leur accordera le pardon, lorsque l'Evêque le jugera à propos."

Le Concile d'Agde, can. 44. *Benedictionem quoque super plebem in Ecclesia fundere, aut pœnitentem in Ecclesia benedicere. Presbytero non licebit.* "Il ne sera point permis à un Prêtre de bénir le peuple à l'Eglise, & de bénir à l'Eglise un pénitent."

Le second Concile de Seville, can. 7. *Sibi prohibita noverint... nec publice quidem in missa quemquam pœnitentium reconciliare... nec pœnitentem sine præcepto Episcopi sui reconciliare.* "Que les Prêtres sachent qu'il leur est défendu de reconcilier publiquement les pénitents à la Messe, & de les absoudre sans le commandement de l'Evêque."

On conclut de ces Conciles & de quelques autres plus recens, de la Lettre d'Innocent I. à Decentius l'an 416. chap. 7. (a) d'un ou deux endroits des Capitulaires de nos Rois, & des Reglemens d'Isaac de Langres, liv. 1. c. 11. de Rathierius de Veronne, cap. 36. d'Hincmar de Reims, d'Atton de Verceil, d'Atton de Basse, & d'Herard de Tours, &c. qui vivoient dans le neuvième & dixième siècle, qu'il n'a jamais été permis aux Prêtres d'user de leur puissance de lier & de délier, & d'absoudre les pecheurs qu'avec permission de leur Evêque & comme ses Vicaires.

Gratien sur le chapitre *Ministrare. caus. 26. q. 6. c. 3* qui est du Concile d'Agde, répond que ce texte & les autres semblables, établissent seulement que les Prêtres ne peuvent point absoudre celui que son Evêque a excommunié & mis en pénitence, & paroissent faire défense aux Prêtres de donner l'absolution solennelle à un pecheur public qui fait publiquement pénitence; cette absolution, dit Gratien, paroît défendu aux Prêtres par les Ca-

riti cancellis sed ipsi vicino, terroque in ibi os abierit sedendo, cleroque ipsi assidente. Absolutio vel Absolutio Ecclesia S. in unum est.

M. Baluze dans ses notes sur Reginon, liv. 1. ch. 189. p. 170. croit que l'Abbaté d'Anchin du Chœur, dans lequel le trône de l'Evêque étoit placé.

D'autres entendent ce mot d'une autre manière. Voyez le Glossaire de François Pithou; l'Anastasia de Rosweyde sur les vies des Pères, Cister, collat. 24. c. 8. Gazez ibidem. — Gratien sur le Chapitre *Ministrare. caus. 25. q. 6. c. 1* & — le Maître des Sentences, lib. 4. dist. 20. — L'Anchin, expliquent le mot *Abbat* de l'Anchin de l'Anchin; en effet c'étoit là qu'on administrait la pénitence.

L'Abbat est proprement l'arc de triomphe entre la nef & le chœur, élevé à la Croix,

sous le cercle d'une voûte à l'entrée du chœur. Là paroissent les pecheurs au devant de la Croix. Cette nouvelle explication concilie toutes les autres.

(a) De Pœnitentibus vero qui sive ex gravioribus commissis, sive ex levioribus pœnitentiam gerunt. Si nulla interveniat ægritudo, quinta feria ante Pascha eis remittendum. Romanæ Ecclesiæ consuetudo demonstrat. Ceterum de æstimando pondere delictorum Sacerdotis est judicare, ut attendat ad confessionem Pœnitentis & ad Hætus atque lacrymas corrigentis, ac tum sapere dimitti eum viderit congruam satisfactionem. Sane si quis ægritudinem incidit atque usque ad desperationem venerit, ei ante tempus Paschæ relaxandum ne de sæculo absque communione discedat. Innocentius I. ad Decentium cap. 7.

nous : *Hac Sacerdotibus videtur esse prohibita*. Mais ils ne descendent point aux Prêtres d'aboudre secrètement ceux qui se confessent à l'oreille d'un Prêtre, de quelque péché secret.

Eccē quod ab Episcopo excommunicatus, per Sacerdotem reconciliari non potest. Sed notandum est quod reconciliatio alia est publica, alia privata. Publica reconciliatio est quando Pœnitentes ante Ecclesiæ ingressum publicè repræsentantur & per impositionem manuum Episcopalis Ecclesiæ publico reconciliantur. Hæc Sacerdotibus videtur esse prohibita. Unde circa finem illius Capituli (Ministrare) non simpliciter prohibetur pœnitentes reconciliare, sed in publica Missa. Privata vero reconciliatio est quando de occultis peccatis pœnitentes, vel in extremis agentes ad gratiam reconciliationis accedunt. Hæc reconciliatio potest fieri per Sacerdotem. Gratian. loc. cit.

La Glose sur le chapitre *Presbyteri*. 26 q. 2. & sur le chapitre *Aurelius*, ibid. qui sont l'un du Pape Evariste, & l'autre du Concile de Carthage, dit à peu près la même chose que Gratien, sçavoir que ces Canons doivent être entendus de celui qui a été excommunié, ou mis en pénitence par son Evêque & non autrement. *Illud intelligas, cum quis est excommunicatus ab Episcopo, vel cum Episcopus indixerit ei pœnitentiam, aliâ secus videtur, &c.* Glosa in cap. *Aurelius*. & cap. *Presbyteri*. 26 q. 6.

Raban Archevêque de Mayence, deux siècles avant Gratien, & le Maître des Sentences dans le même siècle que Gratien, expliquent comme lui les Canons du Concile de Carthage, de la pénitence publique pour les pecheurs publics, avec liberté aux pecheurs de confesser leurs pechés secrets à l'Evêque ou à un Prêtre, comme ayant à cet égard, sans dépendance l'un de l'autre, la même autorité & la même puissance. *Quorum autem peccata in publico sunt, in publico debet esse pœnitentia per tempora quæ Episcopi arbitrio pœnitentibus secundum differentiam peccatorum discernuntur, eorumque reconciliatio in publico esse debet ab Episcopo. siue à Presbyteris, iussu tamen Episcoporum sicuti Canonis Aphricani Concilii testatur. ubi ita scriptum est: "Cujuscunque autem peccatoris publicum & vulgatissimum crimen est, quod universam Ecclesiam commoverit, ante Absidam manus ei imponantur."* Quorum ergo peccata occultata sunt & spontanea confessione solè tantummodo Presbytero, siue Episcopo ab eis fuerint revelata, horum occulta debet esse pœnitentia. secundum iudicium Presbyteri, siue Episcopi cui confessi sunt. Rabanus, de Instit. Clericor. lib. 2. cap. 30.

Inconsulto vero Episcopo, non potest excommunicator vel publice pœnitentes Presbyter reconciliare. Magister sententiarum, dist. 20. l. b. 4.

C'étoit la même chose des pechés publics, dans les Provinces où la pénitence publique n'avoit pas lieu, l'Evêque ou le premier Prêtre auquel le pecheur avoit recours, sans dépendance l'un de l'autre, en absolveient.

"La reconciliation des Penitens, dit Theodore dans son Penitenciel ch. 14. ne se fait qu'au jour seul de la Cène du Seigneur, par le seul Evêque & après la pénitence accomplie; mais si quelque raison importante empêche l'Evêque de la faire, il peut dans la nécessité commettre cette fonction à un Prêtre. Cela n'a point lieu dans notre Province, dit l'Evêque Theodore, On n'y fait point la reconciliation des penitens le Jeudi Saint, parce que la pénitence publique n'y est point d'usage." Theodore vivoit à la fin du sixième siècle.

Reconciliatio penitentium in Cena Domini tantum est ab Episcopo, & consummata penitentia. Si vero Episcopo difficile sit, Presbytero potest, necessitatis causâ præbere potestatem ut impleat. Reconciliatio in hac Provincia (Anglia) non est, quia & publica penitentia non est.

Le texte est clair pour la réserve du seul cas de l'absolution des pénitents publics le jour du Jeudi Saint par l'Evêque, qui, lorsqu'il ne le pouvoit absoudre par lui-même, commettoit un Prêtre; mais hors ce seul cas, on ne remarque point dans l'antiquité que les Evêques ayent commis aux Prêtres le ministère de l'absolution.

La raison qu'on peut rendre de cette unique réserve, c'est que l'imposition de la pénitence publique portoit avec soi une excommunication notoire & ab homine, autrement de Juge. Les regles ecclesiastiques vouloient qu'une excommunication de cette nature fût réservée à l'Evêque qui l'avoit portée. Il n'y avoit aussi que l'Evêque à pouvoir régulièrement prendre connoissance de la disposition de celui qu'il avoit excommunié, ni qui eût la juridiction competente pour l'absoudre, suivant la maxime generale : *Ejus est solvere, cujus est ligare*. C'étoit donc à l'Evêque qui avoit prononcé l'excommunication, à en donner l'absolution; mais quand l'Evêque & le Clergé l'avoient prononcé ensemble, comme c'étoit la coutume à l'égard des pénitents publics. S. Cyprien en plusieurs de ses lettres nous apprend que l'Evêque & le Clergé en donnoient l'absolution, de sorte que si les Prêtres ne pouvoient, ou du moins ne devoient rien faire dans ces cas sans l'Evêque, l'Evêque aussi ne croyoit pas devoir absoudre sans les Prêtres, (a) & n'absolvoit qu'avec eux.

M. de l'Aubespine Evêque d'Orléans dans ses Scholies sur le Concile d'Elvire, *can. 32.* & sur le troisieme Concile de Carthage, *can. 33. (b)* & le Pere Morin, dont on sçait la profonde érudition, croient de même que les Conciles de Carthage, d'Elvire, & tous les autres qu'on peut objecter, ne prouvent point que les Prêtres prenoient commission de l'Evêque pour absoudre des cas ordinaires, (c) mais que ces anciens Conciles parlent seulement de

(a) Quisquis enim primis illis temporibus abolveretur, ei non solum ab Episcopo, sed à tota etiam Cleri turba & collegio manus imponebatur, qui ritus manusque impositiones àdeo religiose observabantur, ut Cypriani nulla major fuerit in Martyres & Lapso, qui ab eis veniam petebant, objuratio quam quod Lepi communioni restituerentur, antequam eis manus ab Episcopo & Clero esset impolita. Penitentibus igitur, instante obitu, manus Presbyteri imprimere jubentur, ut absolvant... quæ non cogente (in infirmitate) à Presbyteris nunquam à solvi poterant, quod in Ecclesia potant abolverentur penitentes, aut penitentiam acceptorunt excommunicati, officioque usque à nia, omni publicè fierent fugerent Episcopi. *De a. p. in Epistolam ad Romanos, cap. 1.*

can. 32.

(b) Sed neque existimandum est eam fuisse Canonis illius (33. Conc. Carth. 1.) vim, atque sensum, ut Presbyteris non liceret, cum Deo in gratiam eos revocare ac reducere, qui levissimis quibuscumque peccatis, quæ veniè digna vocamus, se contaminassent : non autem sin gravissimas, quæ per Canones severius castigantur, noxas incurrissent. Nam ejusmodi peccata, quibus venia tribui facile solet Presbyteri sine Episcopi consensu, imperioque absolutione data delere poterant. *Idem in Conc. Carth. 3. Can. 33.*

(c) Quandiu enim vigerent penitentiarum publicæ, tandiu erimum publicorum & occultorum quoad forum contentiosum iudex fuit eam Episcopo Senatui Ecclesiasticis, quanta.

la penitence publique imposée ou à imposer par l'Evêque & le College des Prêtres pour des pechés publics, dont la Confession leur étoit faite en commun, & dont la reconciliation se faisoit aussi par l'Evêque & les Prêtres, en commun selon le droit ancien. Il n'en étoit pas ainsi de la penitence publique pour des pechés secrets, le Prêtre en absolvait sans le sçu de l'Evêque selon le Pere Morin.

On doit l'avouer, les Canons des Conciles d'Elvire, Ancyre, Nicée, Carthage, Agde, Seville, &c. ont fait un nouveau droit, & prouvent au moins que pendant trois siècles entiers, les Prêtres avoient absous indifféremment de toutes sortes de pechés secrets ou publics; mais que l'an 306. le Clergé d'Espagne donna l'exemple de réserver à l'Evêque joint à ses Prêtres d'imposer la penitence publique aux plus grands crimes, sans cependant défendre absolument aux Prêtres de les entendre & d'en absoudre, & sans dire que l'absolution qu'ils en donnoient sans l'autorité de l'Evêque étoit nulle. Ces termes du Concile d'Elvire, *potius apud Episcopum*, marquent une convenance; mais ils ne font pas une exclusion totale, mais ils n'établissent pas que les Prêtres absolvoient par la commission & par la permission de l'Evêque, dans tous les autres cas, & que l'absolution d'un cas public donnée par un Prêtre sans la commission de l'Evêque, étoit nulle.

Je vois dans ces Canons, surtout dans le Canon 32. du Concile d'Elvire, le commencement & l'origine des cas réservés à l'Evêque; mais de cas à censure *ab homine*, mais de cas réservés du consentement des Curés, qui trouvoient bon de les renvoyer à l'Evêque, & qui encore ne renonçoient point absolument à en absoudre, puisque les Prêtres les écoutoient & en absolvoient avec l'Evêque, & quelquefois à son insçu.

Si ces Canons nous apprennent donc, qu'il étoit défendu aux Prêtres

quam enim præ Presbyteris magna semper fuerit Episcoporum in judiciis quibuscumque ecclesiasticis auctoritas, semper tamen in publicis penitentibus & in reconciliandis potantibus, Presbyterorum, Archidiaconorum, Ducanorum, Archipresbyterorum sciscitati sunt sententiam, iis coram criminum confessionem audierunt, & denegarum exceptiones examinarunt. *Morinus de Penit. lib. 2. c. 11. n. 10.*

Cum aliquis occultum crimen sponte confiteretur, id etiam factum fuisse in Presbyterorum consensu, multa testantur. *Ibid. n. 11.*

Publice penitens ob crimen occultum, finita penitentia, aut imminente periculo, à Presbytero quolibet potuit secreto reconciliari inconsulto Episcopo, sed publice penitens ob crimen publicum nullo casu à Presbytero reconciliari poterat inconsulto Episcopo, nisi extrema necessitas licentiae petenda: tempus intercluderet. Generaliter autem Presbyteris interdictionem erat penitentes publicos quacumque de causa publicam penitentiam agerent, nisi

licentia ab Episcopo specialiter concessa publice reconciliari, non locus ac Virgines benedicere, Ecclesias & altaria, calices & alia ejusmodi consecrare. *Ibid. lib. 5. c. 16. n. 2.*

Impositio vero penitentiae publicae ob crimina occulta, sicut & reconciliatio privarum à Presbytero, & Episcopo inconsulta plerumque fiebat. *Ibid. n. 3.*

Cum igitur sola publica & sollemnis reconciliatio ab omni ævo Presbyteris prohibita fuerit, manifestum est, privatum illis permissam fuisse. Multa quæ in eundem finem referri possunt, relata habes, *supra lib. 7. c. 1.* verum tempus relique ipsa longe aliter apud orientales distinguenda sunt quam apud occidentales. Nam ab annis mille ducentis quibus publicarum penitentiarum usus apud occidentales. Nam ab annis mille ducentis quibus publicarum penitentiarum usus apud occidentales. Nam ab annis mille ducentis quibus publicarum penitentiarum usus apud occidentales. Nam ab annis mille ducentis quibus publicarum penitentiarum usus apud occidentales.

Cum in minoribus peccatis agant pe-

de reconcilier publiquement les pénitens publics pendant la solennité de la Messe, & de les absoudre en présence de l'Evêque, à moins qu'il ne le commandât; le Concile de Seville de l'an 609. can. 7. (a) & Ives de Chartres, (b) nous apprennent aussi que c'étoit en conséquence d'un *Reglement purement ecclésiastique & nouveau*. En effet, le Pape Gelase dans ses Décrets, où il a inséré un chapitre de ce que les Prêtres ne peuvent de droit, mais nouveau, faire sans le consentement de l'Evêque, n'y comprend point le pouvoir de prêcher, de baptiser & de confesser, parce qu'ils faisoient ces fonctions sans dépendance de l'Evêque, & saint Jérôme, dont le texte est inséré dans le corps du droit comme un mémorial des pouvoirs des Prêtres, nous les montre actuellement dans l'exercice des mêmes fonctions que l'Evêque, excepté celle d'ordonner. *Quid enim facit exceptâ ordinatione Episcopus, quod Presbyter non faciat.* cap. *legimus* dist. 91. c. 24.

Les Conciles de Carthage & d'ailleurs, ne parlent donc que des péchés publics & des pécheurs publics, & secrets si l'on veut, qui avoient été admis par leur Evêque & son Clergé à faire la pénitence canonique & solennelle. Ils ne veulent pas que les Prêtres leur donnent en particulier l'absolution, à moins que la nécessité ne soit pressante & l'Evêque absent, & qu'il ne l'ait permis, parce qu'autrement il n'appartient pas à un inférieur & à un particulier de delier celui que l'Evêque & le College des Prêtres ont lié, quoique cependant nous voyions les Prêtres de Corinthe bien inférieurs à S. Paul, delier à son insçu celui qu'il avoit lié, & le saint Apôtre ne s'en plaindre pas comme d'une entreprise sur son autorité, mais l'approuver, 2. Cor. 2. 10. Mais si un Prêtre avoit eu la temerité de les absoudre, les anciens Conciles, plus réservés qu'un tas de Scholastiques modernes, n'ont point prononcé sur la validité ou la nullité d'une absolution semblable, au

catores penitentiam iusto tempore, & secundum disciplinæ ordinem ad exomologin veniant & per manus impositionem Episcopi & Cleri jus communicationis accipiant. Nunc crudo tempore... nondum exomologeli facti, nondum manibus ab Episcopo & Clero imposita, Eucharistia illis datur, &c. S. Cyprian. *epist.* 16. al. 10.

Episcopi & Presbyteri diligenti cautela peritrandum est, qualiter hominibus sua sibi delicta consentiens tempus abstinendi adscribant, &c. Conc. *Turon.* 813. can. 22.

Plorans inquit peccatum suum ab Episcopo (Benedicto Meloniensi) & à Presbyteris seculum ad tantibus confessionem canonicam suscepit, &c. *Notitia de penitentia Gregorii Vicarii an.* 1098. Marten. *Ancdot.* 20. 1. p. 313.

Officium Archipresbyteri de urbe constat, quando ibi præful defuerit. Vice ejus... debet. Confessiones peccatorum eorum qui à foris veniunt recipere cum omnibus Sacerdotibus, &c. cap. *Officium.* de *Offic. Archipresb.* lib. 1. tit. 24. c. 3.

(a) Id quod tantum facere Principibus Sacerdotum jussu est, quorum typum Moyses & Aaron tenuerunt, Presbyteri qui filiorum Aaron gestant figuram, arripere non præsumant. Nam quamvis cum Episcopis plurima illis ministeriorum communis sit dispensatio, quædam Novellæ & Ecclesiasticæ Regulis sibi prohibita noverint, sicut Presbyterorum & Diaconorum ac Virginum consecratio... sed nec publice quidem in Missa quemquam penitentium reconciliare, nec præsentem antistitem infantem tingere aut signare, nec penitentes sine præcepto Episcopi sui reconciliare, nec eo præsentem Sacramentum Corporis & Sanguinis Christi conficere. Concil. *Hispal.* 1. can. 7.

(b) Sine cujus (Episcopi) arbitrio, si meministis secundum Canonicas sanctiones, nec criminales penitencias quilibet Presbyter potest injungere, nec peracta penitentiâ, penitentes sacris Altaribus reconciliare. *Ivo Carnotensis ad Gualterium Epist.* 69.

contraire ils insinuent tous qu'elle étoit valide, puisqu'ils ne font aucune obligation au pénitent ainsi absous de se présenter à l'Evêque pour être absous de nouveau, & ils ne portent aucune peine contre le Prêtre qui absolvait ces sortes de pénitens, sans la permission de l'Evêque. Ainsi l'on respectoit alors le pouvoir des clefs dans tous les Prêtres, & l'on en reconnoissoit l'efficacité.

Après tout, quelques-uns ont prétendu, comme on le peut voir dans le *Traité de la Penitence* par le Pere Bagot, *lib. 9. sect. 2. §. 3.* que la dernière absolution qui se donnoit aux pénitens publics, n'étoit pas sacramentelle, mais ceremonielle, & que c'est la raison pourquoi les Prêtres ne la pouvoient donner, pas même à la mort, sans le consentement de l'Evêque, & que quelquefois au défaut du Prêtre on commettoit des Diacres pour la donner.

La discipline étoit différente pour les pechés secrets que le coupable ne vouloit point soumettre à la penitence publique après s'en être confessé secrètement, tout Prêtre pouvoit les entendre, en imposer la penitence, même la publique quand le pecheur vouloit l'accepter, & en absoudre dans le secret sans la permission & à l'insçu de l'Evêque. Tel étoit l'usage de l'Eglise d'Occident & même de celle d'Orient, selon le pere Morin, jusqu'au sixième siècle (*) que les Prêtres se virent obligés de prendre la permission de l'Evêque pour absoudre des pechés secrets. (a) Quant à l'Occident, le pere Longueval de la Compagnie de Jésus dans son Histoire de l'Eglise de France, remarque que Crodegand Archevêque de Metz, vers la fin du huitième siècle, est le premier que l'on trouve avoir fixé le tems de la Confession & le Prêtre à qui on la devoit faire. Mais son statut ne touche que les Clercs reguliers, la liberté de se confesser à celui des Prêtres que l'on vouloit choisir, ayant continué en Occident beaucoup au-delà du neuvième siècle.

§. IX. Explication de la Doctrine du Concile de Trente touchant le pouvoir d'absoudre donné à tous les Prêtres.

Le Theologien de Sens ne trouvant rien dans l'Eglise qu'il puisse nous opposer avec plus d'avantage que le Concile de Trente, en a choisi quelques passages qu'il a toujours à la main pour attaquer & défendre. Le premier texte qu'il nous objecte dans le Mandement de Sens du 1. Mai 1735. pag. 3. est tiré de la session 14. & porte sur les cas réservés, de *casuum reservatione*. L'Auteur du Mandement le rapporte ainsi : *Quoriam natura* [le texte ajou-

(a) Verum tempus, resque ipsa longè aliter apud Orientales distinguenda sunt quam apud Occidentales. Nam ab annis mille ducentis (*) quibus publicarum penitentiarium usus apud eos cessavit. penitentia imposita privata & reconciliatio similiter privata à Presbyteris sine specialis Episcoporum concessione

usurpari non potuit. Morinus de Penit. lib. 9. cap. 33. n. 9.

(*) Ce que le pere Morin remarque ici n'est pas certain. L'on a de preuves que les Prêtres ont confessé beaucoup plus tard dans l'Eglise Grecque, sans en prendre aucune permission de l'Evêque.

te, *igitur* } & ratio indicii illud exposcit, ut *sententia in subditis duntaxat feratur, per suum semper in Ecclesia Dei fuit & certissimum* [le texte lit, *verissimum*]
esse Synodus hac confirmat, nullius momenti absolutionem [le texte ajoute, *eam*]
esse debere quam Sacerdos in eum profert in quem ordinariam aut sibi delegatam non habet potestatem. [le texte lit, *jurisdictionem.*] On ne conclut certainement rien, & l'on ne conclut qu'à faux d'un texte où les omissions & les alterations sont si grossières & si palpables.

L'omission du mot *igitur* ne frappe pas beaucoup, cependant elle est importante. Le changement de *verissimum* en *certissimum*, touche davantage; ce qui est vrai, ne paroît pas toujours certain; au lieu que ce qui est certain, présente une vérité dont personne ne doute. L'omission du mot *eam*, jointe à l'*igitur* omis, est importante; car par ces omissions l'Auteur du Mandement de Sens, de la proposition particulière, qui dans l'intention du Concile tombe sur l'absolution des seuls cas réservés, qui demande une juridiction particulière, a fait une proposition générale qui s'étend à l'absolution de tous les péchés quels qu'ils soient, mortels ou veniels, réservés ou non réservés. Le changement de *jurisdictionem* en *potestatem*, est d'une conséquence infinie & induit à l'erreur, puisqu'il tend à confondre la juridiction instituée de l'Eglise pour absoudre avec ordre, & la puissance d'absoudre que le Concile distingue fort bien, & à nier ce que le Concile de Trente enseigne formellement, que tous les Prêtres ont la puissance d'absoudre.

Un Prêtre, un Evêque, un S. Pierre Celestin Pape, mais depuis sa démission, & l'élection de Boniface VIII. sans territoire, sans peuple & sans approbation, ont la puissance d'Ordre; mais ils n'ont pas la juridiction, ou de matière assignée sur laquelle ils puissent exercer leur puissance. Un Diacre qui a les provisions & le visa d'une cure ou la nomination du Roi, & les bulles du Pape pour un Evêché, ou l'élection au souverain Pontificat, ou un Diacre qui, sans être Curé, a l'approbation pour confesser en certain lieu, lorsqu'il sera Prêtre, ont la juridiction; les uns la juridiction ordinaire, & l'autre la juridiction déléguée; mais ils n'ont pas la puissance. Il est de foi que tous les Prêtres ont la puissance des clefs. Il est certain qu'elle est la même dans les Prêtres que dans l'Evêque; que l'un ne l'a pas dans un degré plus éminent que l'autre, puisqu'ils l'ont tous également, selon le Concile de Trente. Sur quoi donc se fonde-t-on pour nous dire que l'on n'absout point sans avoir la puissance ordinaire, ou la puissance déléguée, & qu'un Prêtre sortant de l'ordination n'a aucune puissance d'absoudre, quand il a toujours été véritable, & qu'il est très-certain depuis les Conciles de Constance & de Trente qui l'ont défini, que Jesus-Christ a donné cette puissance à tous les Prêtres, & que tous la tiennent uniquement de Jesus-Christ. Il n'en est pas ainsi de la juridiction Ecclesiastique, de droit, ou legale, elle a ses commencemens, elle a eu ses progrès, & elle a ses degrés, sans qu'on puisse dire qu'elle soit divine, ni marquer absolument ce que son deffaut dans un Prêtre, opere devant Dieu présentement. J'ai remarqué dans le 6. précédent qu'il n'annulloit rien autrefois. L'Eglise ne peut davantage aujourd'hui

d'hui sur les Sacrements, elle n'en est pas la maîtresse, mais la depositaire.

La version que l'Auteur du Mandement nous donne du texte du Concile, a aussi son infidélité, & par là ne prouve rien. Voici comme il traduit, sans exprimer le mot *debere* qui est essentiel dans le texte.

“ *L'Absolution est de nulle valeur, quand elle est prononcée par un Prêtre sur une personne sur laquelle il n'a point une autorité ordinaire ou déléguée.*
 “ Il falloit traduire : *L'on a toujours été persuadé dans l'Eglise, & le Concile assure, qu'il est véritable qu'on la cru, que l'absolution d'un cas réservé* (c'est de ces cas dont parle le chapitre 7. scil. 14.) *doit être de nulle valeur. quand un Prêtre la prononce sur une personne sur laquelle il n'a point la juridiction ordinaire ou déléguée.* ”

Ce n'est point là prononcer qu'une telle Absolution est absolument nulle, & tombe sur quelque péché que ce soit comme le Mandement l'entend ; mais qu'il est véritable qu'on a toujours été persuadé dans l'Eglise qu'elle doit (ou si l'on veut, qu'elle devoit, le terme *debere*, se rend en ces deux manières) être de nulle conséquence, c'est-à-dire passer pour nulle, si l'on conserve ce sens littéral, qui se présente d'abord, & que l'on ne peut rendre autrement sans corrompre le texte. Tous les raisonnemens de M. l'Archevêque de Sens, sont des sophismes qui cessent de faire illusion & d'éblouir par leurs fausses lueurs.

“ Après ces principes posés, dit l'Auteur du Mandement, pag. 3. le Concile continué, en disant, que les SS. Pères ont cru d'une grande importance pour la discipline, que certains crimes plus atroces ne fussent pas absous par tout Prêtre indifféremment : que le Pape dans toute l'Eglise, & les Evêques dans leurs Diocèses, ont le pouvoir de réserver à leur jugement particulier certains péchés plus énormes. Il ajoute que cette réserve a son effet, non seulement pour la police extérieure, mais qu'elle l'a aussi devant Dieu, &c. Sanctissimis Patribus visum est ut atrociora quædam & graviora crimina non à quibusvis, sed à summis dumtaxat Sacerdotibus absolverentur... Hanc autem delictorum reservationem consonum est divina auctoritati, non tantum in externa politia, sed etiam coram Deo vim habere. Le Concile fonde ce droit, qu'il reconnoît dans les Evêques, sur l'autorité que Dieu leur a donnée envers ceux qui leur sont soumis, pardessus tous les autres Prêtres inférieurs : *Pro illis in subditos tradita supra reliquis inferioribus Sacerdotibus, auctoritate.* ”

Nous venons de copier le Mandement de Sens, mais les retranchemens qu'il fait dans le texte du Concile, aîn de prouver que les Prêtres n'ont de pouvoir dans le ministère de l'absolution que par l'Evêque, sont trop frappans, pour les passer. Voici le texte dans sa pureté. (a)

Magnopere vero ad Christiani populi disciplinam pertinere Sanctissimis Patribus nostris visum est, ut atrociora quædam & graviora crimina non à quibusvis, sed à summis dumtaxat Sacerdotibus absolverentur : Unde merito Pontifice maximo pro suprema potestate sibi in Ecclesia universa tradita, causas à quibus criminum

(a) Il est à remarquer que le texte du Concile de Trente est étrangement altéré dans les versions que les Evêques nous en donnent dans leurs Statuts Synodaux depuis un siècle.

graviores suo poterunt peculiari iudicio reservare. Neque dubitandum est, quando omnia quæ à Deo sunt, ordinata sunt, quin hoc idem Episcopis omnibus in sua cuiusque Diocesi, in ædificationem tamen, non in destructionem liceat. Pro illis in subditos tradita supra reliquos inferiores Sacerdotes, auctoritate, præsertim quoad illa quibus excommunicationis censura annexa est. Hanc autem delictorum reservationem consonum est divinæ auctoritati, non tantum in externa politia, sed etiam coram Deo vim habere.

“ Nos Tres-saints Peres ont crû d’une grande importance pour la discipline
 “ dans le gouvernement du peuple Chrétien, que certains crimes plus atro-
 “ ces ne fussent pas absous par tous les Prêtres indifféremment, mais par les
 “ Evêques seulement. De là les Papes, par la souveraine puissance qui leur
 “ a été donnée dans l’Eglise, ont pû réserver à leur jugement particulier
 “ quelques causes criminelles des plus graves. L’on ne doit pas douter, vû
 “ que toutes les choses qui viennent de Dieu sont bien ordonnées, que la même
 “ chose ne soit permise à tous les Evêques dans leurs Diocèses pour l’édifi-
 “ cation cependant, & non pour la destruction, plus d’autorité leur ayant
 “ été donnée sur leurs sujets, qu’aux autres Prêtres inférieurs, surtout à l’é-
 “ gard des crimes auxquels l’excommunication est attachée. Et il convient à l’au-
 “ torité divine que cette réserve de crimes ait force, non-seulement dans la
 “ police extérieure, mais aussi devant Dieu. „

Mr. Languet un peu trop hardi dans tout ce qu’il traite, a retranché du texte Latin les paroles, *Magnopere vero ad Christiani populi disciplinam pertinere*, parce qu’elles établissent plus précisément que sa version, & d’une manière à ne pas y répondre, que la réserve des cas est de pure discipline dans l’Eglise, & de droit Ecclésiastique; de droit, par conséquent variable, selon l’exigence des tems & des lieux, & qui ne préjudicie point au droit supérieur, au pouvoir divin qu’ont tous les Prêtres d’absoudre, & que c’est des cas réservés par discipline, qu’on doit entendre le chapitre 7. §. 14. du Concile de Trente, & le Canon X. *ibid.*

Ce Prélat a encore ôté du texte le mot *Nostros*. C’est par nécessité de système, ne lui en faisons point un crime, afin de pouvoir faire monter la réserve jusqu’aux premiers siècles & l’attribuer aux SS. Peres à les prendre dès le tems des Apôtres; au lieu qu’en conservant *Nostros*, & les autres paroles dont sa Grandeur a tronqué le texte, nous apprenons que ce sont nos très-saints Peres les Papes qui les premiers, (Palavicin, *Hist. Conc. Trid. lib. 12. c. 11.* l’a remarqué) ont réservé à leur tribunal les cas les plus graves, & qui pour empêcher les Evêques de se plaindre de cette entreprise sur la juridiction des Ordinaires, leur ont permis d’entreprendre aussi & de s’en réserver.

Les Evêques *peuvent* donc; le Concile ne dit pas *ont pû*, comme il l’assure des Papes, ce qui suppose que les Evêques ne s’étoient encore rien réservé jusqu’alors; mais, *peuvent*, si cela éditie autrement, non, se réserver des cas, comme ayant reçu plus d’autorité sur ceux qui leur sont sujets, que les autres Prêtres inférieurs, surtout en ce qui regarde les cas sujets à censure. Voilà le vrai sens de ce texte embarrassé, dont Mr. Lan-

guet a bien senti la force, mais qu'il s'est efforcé d'éluder & d'obscurcir par le retranchement des termes qui lui donnent quelque jour. Les Evêques ont reçu plus d'autorité sur leurs sujets, que les autres Prêtres inférieurs. De qui ont-ils reçu ce plus d'autorité? Est-ce de Dieu, de l'Eglise, ou du Pape? Le Concile n'a pas voulu nous en instruire, d'anciens Conciles nous apprennent que c'est de l'Eglise & par de nouvelles loix qu'ils l'ont reçu, *Ecclesiasticis & novellis legibus.*

“ Si certains péchés (c'est M. l'Archevêque de Sens, pag. 33. de son Mandement du 1. May 1735. qui parle) sont réservés au Pape selon le Droit que le Concile de Trente lui attribué. (ff. 14. c. 7.) l'Evêque n'en peut absoudre validement: Si l'Eglise soustrait certains privilégiés à la juridiction de l'Evêque, l'Evêque ne peut l'exercer: Si l'Evêque quitte son siège, il ne peut non plus que tout autre Prêtre, confesser & absoudre, non qu'il ait cessé d'être juge & d'avoir reçu une juridiction divine, mais parce qu'il cesse d'avoir des ames sur lesquelles il puisse exercer ses jugemens & sa juridiction; celles qu'il avoit, ont été commises à un autre, & il ne peut plus exercer sur elles un acte de juridiction, sans envahir la juridiction de celui qui lui a succédé. „

Je vois ici un Evêque qui paroît douter, & que l'évidence force à douter si véritablement; le S. Pere a le pouvoir de se réserver des cas nonobstant le droit que le Concile de Trente lui attribué, & il a raison d'en douter. Il est de notoriété que le Pape se réserve tous les jours des cas, dont l'on ne tient point de compte en France. La règle doit être la même pour les Evêques. Ce qu'ils réservent n'est pas toujours réservé, parce qu'il ne l'est pas toujours pour l'édification, de là les appels comme d'abus, & le jugement d'un Tribunal supérieur, qu'il y a abus à réserver un tel cas; cependant M. de Sens, qui ne doit pas ignorer ces choses, prononce définitivement, que la réserve a son effet, non seulement pour la police extérieure, mais qu'elle l'a aussi devant Dieu. Le Concile l'a-t'il dit? Qui oseroit l'affirmer? Il est au contraire très-réservé à marquer ce que l'on doit tenir à ce sujet, les termes sont obscurs. *Consonum est divinae auctoritati... vim habere*: Il est convenable à l'autorité Divine, ou pour mieux dire, à une autorité qui vient de Dieu & qui par cet endroit est divine, que la réserve des cas, ait force; mais de quels cas le Concile parle-t'il? de ceux auxquels l'excommunication est attachée, dont l'effet, lorsqu'elle est dûement portée, est de lier non-seulement extérieurement, mais aussi devant Dieu, quoique le Concile ne l'ait pas décidé, n'y ayant rien de révélé à cet égard, & la pratique au sçu du Concile étant contraire en France, où depuis plusieurs siècles, l'on ne croit pas réservés tous les cas que les Papes se réservent, temoins les cas de la Bulle *In cena Domini*, de la Bulle *Unam sanctam*, & de plusieurs autres Bulles.

Mr. Languet conclut son texte du Concile de Trente, ff. 14. ch. 7. par des paroles très-équivoques, parce qu'il les a mal traduites, & qu'il y glisse une fausseté. “ Le Concile, dit sa Grandeur, fonde ce droit qu'il reconnoît dans les Evêques, sur l'autorité que Dieu leur a donné envers ceux qui

« leur sont soumis par-dessus tous les autres Prêtres inférieurs. *Pro illis in subditos traditâ supra reliquis inferiores Sacerdotes, auctoritate.* », Certainement ces paroles du Concile ne signifient point ce que la mauvaise version du Mandement de Sens & de quelques Statuts synodaux leur fait dire ; mais que les Evêques ont sur le peuple qui leur est soumis, plus d'autorité extérieure, ecclésiastique & juridictionnelle que les autres Prêtres inférieurs ; c'est ce que M. l'Archevêque ne veut pas avouer, car par là il reconnoît que les Prêtres selon le Concile ont autorité, qu'ils viennent en part de l'autorité avec l'Evêque, & que quoiqu'ils y prennent moins, ils y ont cependant quelque part. Or, M. de Sens veut tout avoir & l'avoir de droit divin. Pour cela, il glisse adroitement dans sa version le mot, *Dieu*, pour dire, *autorité donnée de Dieu* : mot qui n'est point dans le Concile, mot que le Concile a évité de joindre à *traditâ*, qui auroit formé cette phrase, *traditâ à Deo auctoritate*, & auroit signifié que la juridiction plus grande dans les Evêques que dans les Prêtres pour absoudre, & le pouvoir de se réserver l'absolution de certains cas, leur vient de Dieu. Le Concile n'a point voulu le décider, & ce n'est point là le sentiment des Romains. Ils veulent au contraire, que l'Evêque n'ait de juridiction que par le Pape, & qu'il ne l'ait plus grande que les Curés & les autres Prêtres, que parce que le Pape la lui donne plus grande. Ce n'est point aussi le sentiment du plus grand nombre des Canonistes & des Theologiens, qui enseignent que l'extension de la juridiction, au for pénitenciel, est seulement de droit ecclésiastique, le simple Prêtre, par le caractère Sacerdotal ayant selon S. Thomas & beaucoup d'autres, autant de pouvoir que l'Evêque, pour absoudre de toutes sortes de cas, & n'en étant empêché que par l'Eglise, qui pour des raisons qu'elle a cruës importantes, mais qui peuvent cesser de l'être, (*) a jugé à propos de faire défense au commun des Prêtres d'absoudre de toutes sortes de cas, sans néanmoins leur en avoir ôté le pouvoir.

Après le premier texte du Concile de Trente, ff. 14. ch. 7. qui forme la première objection, le Mandement de Sens pag. 4. nous objecte la *session 23 cap. 15. de reform.* d'où le Theologien auteur de cet Ouvrage conclut que toutes les confessions qu'un Prêtre entend, sans le consentement de l'Evêque, sont nulles. Mais à quel dessein voudroit-il bien nous le dire ? a-t'il retranché du texte du Concile qu'il rapporte, ces paroles décisives & importantes : *Privilegiis & consuetudinibus quacunque etiam immemorabili non obstantibus* ? « Nonobstant les privilèges & quelque coutume que ce soit « même immémoriale. », Il n'est pas difficile de le deviner. Il ne vouloit pas qu'on s'aperçût que le Concile de Trente établissoit un droit nouveau & faisoit une réforme. Il ne vouloit pas que l'on sçût que les Prêtres avant le decret du Concile, l'an 1563. confessoient souvent sans la permission de l'Evêque, les uns comme les Reguliers par privilege, les autres par une

(*) Sed sciendum est quod Ecclesiasticæ prohibitionis proprias habent causas, quibus celsantibus, cessant & ipsæ. Gracian. *diff. 61. 2. pari. 9. contra.*

costume ancienne, dont on ignoroit le commencement, & qu'on pouvoit faire remonter aux premiers siècles de l'Eglise, puisque selon S. Augustin, quand on ne trouve point le commencement d'un usage, l'on peut croire qu'il vient des Apôtres.

En verité, est-ce là écouter Jesus-Christ, qui nous recommande d'être prudents comme le serpent, & en même tems, simples comme des Colombes ? Pourquoi l'homme separe-t'il ce que Dieu a joint, la prudence & la simplicité ? La finesse du serpent paroît seule ici, & encore plus dans la traduction que le Theologien de Sens nous donne de ces paroles du Concile : *Nisi aut parochiale beneficium, aut ab Episcopis per examen si illis videbitur necessarium, aut alias idoneus judicetur, & approbationem qua gratis detur, obtineat.* En cette maniere vraiment indigne de la simplicité de la Colombe : *S'il n'a un titre de Cure, ou s'il n'a obtenu le consentement ou l'approbation de l'Evêque.*

Le Concile ne parle point de consentement ; mais il parle à tout homme qui veut l'entendre, & qui ne ressemble point à l'aspic sourd, qui se bouche les oreilles. Il parle d'une connoissance de capacité, qui vient à l'Evêque par un examen sérieux ou autrement. Il parle d'une attestation d'idonéité, & il veut que l'Evêque la donne gratuitement au Prêtre qu'il a trouvé par l'examen avoir la clef de la science pour pouvoir être admis à confesser des seculiers. Mais le Concile n'a point dit, & il n'a jamais pensé à le dire, que quand on avoit le consentement du Curé, celui de l'Evêque étoit nécessaire pour confesser dans une Paroisse, & de même pour confesser des reguliers quand l'on avoit le consentement de leur supérieur. Mais le Concile a ajouté selon Fagnan & beaucoup d'autres, à l'ancien droit, qui exige le consentement du Curé pour confesser ses paroissiens, le droit nouveau de l'examen, ou de la connoissance prise par l'Evêque, de la capacité d'un Prêtre, avant que le Curé puisse l'employer.

Ces décisions du Concile, ajoute M. de Sens, *pag. 4.* sont appuyées " par deux Canons remarquables : Dans l'un, *Can. 9.* Le Concile prononce anathème à celui qui oseroit dire que l'absolution sacramentelle " n'est pas un acte judiciaire, &c.

" Dans l'autre Canon, *Can. 11.* le Concile prononce également anathème à celui qui diroit *que les Evêques n'ont pas le droit de se réserver l'absolution de certains pechés*, ou que cette réserve ne regarde que la Police " *extérieure*, & qu'elle n'empêche pas que le Prêtre n'absolve véritablement de ces pechés réservés, &c.

" Telle est la doctrine que le Concile de Trente opposoit à la doctrine des Heretiques de ce tems-là. Le Cardinal Palavicin dit dans son Histoire, " qu'à l'occasion de ces décisions, on examina dans le Concile quelles " étoient les erreurs des Heretiques sur cette matiere, qu'on reduisit le " sommaire de ces erreurs en treize articles, tirés de leurs écrits. Entre ces " articles, le dixième étoit conçu en ces termes : *Quoique le Ministre de l'absolution, la donne malgré la défense du supérieur, cependant son absolution est " valide devant Dieu. La réserve des cas n'empêche pas l'absolution d'être valide.*

“ *Les Evêques n'ont pas le droit d'en réserver, si ce n'est quant à la police extérieure.* Nous allons voir l'Auteur anonyme de la *Consultation* s'exprimer dans les mêmes termes, & renouveler expressément ces erreurs condamnées par le saint Concile, „

Mr. Languet me permettra bien de lui dire que l'Auteur anonyme ne renouvelle point les erreurs condamnées par le saint Concile. Mais sans nous arrêter ici à de longues discussions, c'est assez pour refondre une pareille objection, de faire remarquer que pour flatter les Evêques & les soulever contre l'autorité sainte des Conciles, à laquelle Jesus-Christ les a subordonnés par son institution, & pour leur faire usurper des droits absolus que l'Eglise ne connoît point, M. Languet ruine lui-même son propre principe; ou plutôt son principe est tel, qu'il renverse également & le pouvoir des Curés & la décision du Concile de Trente. En effet, M. l'Archevêque de Sens, par les depravations qu'il a fait au texte, & qu'il prétend être appuyées par les Canons 9. & 11. de la session 14. met à la main de tout Prêtre non-reconnu avoir la clef de la science, un moyen de mépriser également, & la juridiction certaine des Curés, & celle des Evêques, lorsqu'il s'efforce d'aneantir les droits legitimes & constans des Curés & qu'il attribue de chimériques droits aux Evêques comme s'ils étoient reconnus par le Concile, quoique le Concile ne les reconnoisse point.

“ *Le Cardinal Palavicin* (je retourne aux paroles de M. l'Archevêque de Sens) *dit dans son Histoire* (liv. 12. c. 10) *qu'à l'occasion de ces décisions, on examina dans le Concile quelles étoient les erreurs, &c. „* Voilà ce qu'on appelle pendre son homme par provision, sans à examiner ensuite s'il a mérité cette punition. Quelle absurdité ! N'est-ce pas là faire une inligne injure au Concile, qui auroit décidé avant d'avoir examiné ? N'est-ce pas là favoriser les plaintes des Protestans, que la décision étoit arrêtée à Rome avant que le Concile eût examiné ? Palavicin ne rapporte pas les choses ainsi. Cet Historien au contraire nous apprend que l'on dressa un Memoire des articles tenus par les Heretiques sur les Sacremens de Penitence & d'Extrême-onction, qu'on distribua copie de ces articles à tous les Peres du Concile, afin de les examiner, & que ces preludes furent le fondement de leur décision sur cette matiere. Mais Palavicin, plus moderé & plus judicieux que le Theologien auteur du Mandement de Sens du 1. Mai 1735. s'est abstenu d'appeller ces articles des erreurs, & il n'a point dit précisément qu'ils étoient extraits des Livres des Heretiques; & quand cela seroit, les Heretiques n'erreroient pas en tout ce qu'ils écrivent, & tout ce qu'ils suivent n'est pas heresie.

In libello qui singulis tradebatur, Hereticorum articuli de Sacramentis Pœnitentie & Extrême-unctionis exscripti erant, ut examini subijcerentur, inde jacta sunt fundamenta ad sententias statuendas,

Entre ces articles, le dixieme étoit conçu en ces termes. Je le rapporte en latin, afin que l'on voye ce que l'on n'apperçoit pas dans la version de M. de Sens, que le Concile ne touche que sur un seul point des trois qui étoient renfermés dans l'article, sans avoir condamné les deux autres.

Absolutionis Ministrum, etsi contra prohibitionem superioris absolvat, verè nihilominus absolvere à culpa & coram Deo.

Ideo casuum reservationem non impedire absolutionem.

Nec Episcopus habere ius eos sibi reservandi, nisi a modo externam potestatem.

Cet article a trois membres. " Le premier membre énonce que le Ministre de l'absolution, quoiqu'il absolve contre la défense du supérieur, absout néanmoins véritablement de la coupe & devant Dieu. „ Le Concile de Trente n'a point condamné cet article. M. Languet tout subtil & quelque adroit qu'il soit, ne trouvera point dans les décisions du Concile, qu'un Curé ministre ordinaire de l'absolution dans sa Paroisse, qu'un Evêque ministre de l'absolution dans son Diocèse, qui la donne, l'un malgré l'Evêque, & l'autre malgré le Pape, à un pénitent bien disposé, donne une absolution nulle devant Dieu. Il ne trouvera pas même que le Concile ait décidé d'une manière à lever toutes les difficultés que le plus simple Prestre, quand le supérieur Evêque ou Curé, lui défend d'absoudre, donne des absolutions toujours invalides.

Le second membre, que la réserve des cas n'empêche pas l'absolution d'être valide, *Ideo casuum reservationem non impedire absolutionem*, n'est pas condamné. Mais le Concile après avoir changé dans la proposition, le mot *impedire*, empêcher, en celui de *prohibere*, (a) défendre, ce qui forme un sens fort différent, condamne celui qui dit que la réserve n'est pas une défense au Prêtre de procéder par effet & effectivement à l'absolution du cas réservé. *Si quis dixerit, casuum reservationem non prohibere quominus Sacerdos à reservationis verè absolvat, anathema sit.* Mais le Concile ne décide point que l'absolution est invalide quand, nonobstant la défense, le Prestre absout réellement, verè, du cas réservé. C'est une question où le Concile s'abstient d'entrer, & l'on a tort d'en conclure que le Prêtre ne peut absoudre validement que par le consentement de l'Evêque, & que par la communication que le seul Evêque est capable de faire de sa juridiction au Prestre. Si cela étoit véritable, il faudroit dire, que les Evêques pourroient également être restraints dans leur juridiction, & que les Evêques n'absolveroient que par la communication que le Pape leur seroit de ses pouvoirs, ce qu'il est absurde de dire. Le pouvoir des Papes à se réserver des cas dans l'Eglise, ne prouvant rien contre les Evêques, qu'une connivence qui appuie la réserve sans laquelle elle n'a point lieu.

L'Eglise de France ne croit point que les Evêques tiennent du Pape leurs pouvoirs, & qu'ils dependent de Rome dans l'exercice de leurs fonctions & dans le ministère des clefs. Par la même raison, le pouvoir qu'ont les Evêques de se réserver des cas, ne diminue en rien le pouvoir que les Prestres ont de droit divin d'absoudre de tous les cas. Les Evêques peuvent défendre aux Prestres d'absoudre en certaines circonstances, par supposition souvent très-fausse, de plus de lumières en eux que dans les Prestres & pour donner plus d'horreur du crime : c'est la raison qu'on donne aujourd'hui des réserves; autrefois elles eurent un autre motif, c'est que la pénitence des

(a) Voyez ci-dessous 2. part. 9. 2. sur la | fait par celui qui en a la puissance, n'est point
an, ce qui est rapporté de l'anorme. Un acte | nul, quoiqu'on lui eût défendu de le faire.

grands crimes dans les moyens siècles où ont commencé les reserves, étoit peccuniaire, & un riche fond au Supérieur qui donnoit l'absolution, ou qui permettoit d'absoudre : de-là le droit qui revenoit à l'Evêque, pour les adulteres, les sacrileges, &c. dont l'on ne parle plus aujourd'hui.

Pour entendre donc comme il faut l'onzième Canon du Concile de Trente, sess. 14. *Si quis dixerit Episcopos non habere ius reservandi sibi casus, nisi quoad externam politiam, atque ideo casuum reservationem non prohibere quominus Sacerdos à reservatis verè absolvat anathema sit.* Il n'y a qu'à dire du Pape ce que le Canon dit des Evêques, & dire des Evêques par rapport au Pape, ce que le Canon dit des Prestres, & demander si en vertu de ce Canon, les Evêques dans leurs Diocèses, donnant contre la defense du souverain Pontife, l'absolution d'un cas qu'il se reserve par la Bulle *In cœna Domini*, ou autrement, l'absolution est nulle & invalide. Si elle est nulle & invalide, ce ne peut être que parce que les Evêques reçoivent du Pape leur juridiction & leurs pouvoirs, & que sa defense à l'égard des cas qu'il se reserve, suspend leur puissance & les empêche d'absoudre véritablement & réellement.

Or, comme personne n'oseroit en France, si ce n'est Vernant & ses semblables, avancer une telle maxime, pourquoi pretendre l'établir par rapport aux Prestres, quand le Concile, *chapitre 7. de la même session*, donne plus de droit au Pape de réserver dans l'Eglise, qu'aux Evêques dans leurs Diocèses ? Le terme *verè* qui est dans le Canon est donc équivoque & ne peut être appliqué à la validité de l'absolution, & par conséquent ne prouve rien contre l'Anonime & ses principes, ni que la defense d'absoudre de certains cas, s'étend à tous les autres & prive le Prestre du pouvoir reçu de Jesus-Christ de remettre les pechés & de delier le pecheur dans tous les cas.

Le troisieme membre, *que les Evêques n'ont droit de se réserver des cas que pour l'exterieur & la police*, est condamnable & justement condamné ; car il est certain que quand les Evêques communiquent leur juridiction aux Reguliers, &c. ils la peuvent limiter à certains lieux, à certaines personnes, à certains cas. C'est la discipline d'aujourd'hui, & il y a de la temerité à traiter de grimace ce qui se fait pour le bon ordre & le bien des fideles, pour l'édification, comme parle le Concile, *ibid. chap. 7.* & non pour la destruction, par l'autorité plus grande qui leur a été donnée sur leurs sujets qu'aux autres Prestres inférieurs, principalement quant aux cas qui ont censure annexée ; car il est conforme à autorité divine d'assurer que la reserve de ces cas, (à censure) lie non-seulement à l'exterieur, mais aussi devant Dieu. *Neque dubitandum est... quin hoc idem Episcopi omnibus in sua cuicunque Diocesi, in adfirationem tamen non in destructionem liceat, pro illis in subdito tradita, supra reliquos inferiores Sacerdotes auctoritate, præsertim quoad illa quibus excommunicationis censura annexa est. Hanc autem delictorum reservationem (quibus, &c.) consonum est divina auctoritati, non tantum in externa politia, sed etiam coram Deo vim habere.*



§. X. Le Concile de Trente, selon le commun des Canonistes & des Theologiens, a décidé qu'il n'y a aucune obligation dans le danger de mort de se confesser à un Prêtre approuvé plutôt qu'à un Prêtre non approuvé.

L'Eglise n'a point fait de loi qui oblige de se confesser à son Curé dans la maladie. On l'infere de la Bulle du Pape Pie V. *Supra gregem* de l'an 1566. dans laquelle ce souverain Pontife ordonne aux Medecins, lorsqu'ils visitent un malade arrêté au lit, de l'avertir, avant de lui ordonner aucun remede, de se confesser selon le Rit de l'Eglise Romaine, de tous ses pechés à un Confesseur idoine, *idoneo Confessori*. Et pour qu'on ne dise pas que c'est du Curé dont la Bulle entend parler, le souverain Pontife avertit & prie les parens, les amis & les domestiques du malade d'avertir le Curé, afin que le Curé se joigne à eux, & que tous ensemble ils conseillent au malade de recourir à la penitence & l'excitent à se confesser à un Prêtre idoine. Ce texte ne propose point le Curé, ni un Prêtre de sa part plutôt qu'un autre Prêtre. Il ne parle ni de Prêtre approuvé, ni de Confesseur à juridiction ordinaire ou deleguée; mais d'un *Confesseur idoine*, sans marquer en quoi consiste l'idoneité, & s'il doit avoir quelque chose plus que d'être Prêtre, & assez habile pour pouvoir confesser un malade, & lui donner tous les avis dont il a besoin. (a)

L'Assemblée du Clergé de l'an 1655, dans le jugement qu'elle porta du Livre intitulé: *De l'obligation des fideles, de se confesser à leur Curé*, & du Livre du pere Bagot, intitulé: *Deffense du droit Episcopal & de la liberté des fideles, touchant les Messes & les Confessions d'obligation*, assure positivement, que l'on est point obligé dans la maladie de se confesser à son Curé; & le Clergé l'a fait imprimer jusqu'à deux fois, comme un resultat du Clergé assemblé l'an 1655. la premiere fois à la suite des pieces de l'assemblée generale du Clergé, tenue à Paris en 1682. & la seconde fois, dans ses nouveaux Memoires, tom. 1. pag. 686. & on l'a inseré dans les Statuts synodaux du Diocèse de Nantes de l'an 1682. sous Mr. de Beauvau, ch. 10. art. 2. pag. 56. sans cependant y avertir que le Clergé l'avoit ainsi décidé. L'on ajoute, & j'en conviens volontiers après quelques Theologiens, (b) quand toutes choses sont égales, qu'en cette occasion, la preference de son Pasteur (on auroit pu dire, ou de celui qu'il met en sa place) est très-utilement pratiquée.

(a) Statuimus & decernimus quod omnes Medici eum ad infirmos in lecto jacentes vocati fuerint, ipsos ante omnia moneant ut *idoneo Confessori* omnia peccata sua juxta ritum S. R. E. confiteantur, neque tertio die ulterius eos viscent, nisi longius tempus infirmo Confessor ob aliquam rationabilem causam, super quo ejus conscientiam oneramus, concesserit, & eis per fidem Confessoris in scriptis factam constiterit quod infirmi ut præmittitur pecca-

ta sua confessi fuerint. Conjunctos veto ac omnes familiares & domesticos infirmi in Domino rogamus & monemus, ut de infirmitate *Parochum* certiores faciant, ac tam *Parochus* quam conjuncti & familiares præfati infirmum ad confessionem peccatorum suadeant & inducant. Pius V. Bull. *Supra gregem*. an. 1566. Bullar. edis. Lugd. 1655. to. 2. p. 177.

(b) Et dic etiam quod tutius est confiteri proprio Parochiali Sacerdoti vel Praelato quam

“ Etant aussi à désirer, dit le résultat attribué au Clergé, que les fideles re-
 “ çussent de leurs Recteurs ou Curés le Sacrement de Penitence, lorsqu'ils
 “ sont sur le point de finir la vie, comme ils ont reçu d'eux le Sacrement
 “ de Regeneration lorsqu'ils l'ont commencée, quoique l'Eglise n'ait
 “ pas établi la même obligation de se confesser à son Curé, en la maladie, qu'en la
 “ fête de Pâques; il ne faut pas néanmoins douter, qu'en cette occasion, la
 “ préférence de son Pasteur ne soit très-utilement pratiquée. „

L'Auteur du Parochophile, (a) d'ailleurs très-favorable à Mrs. les Curés, reconnoît également que le précepte de l'Eglise de la Confession annuelle à son propre P:être, ou à un autre, à qui il permet de confesser, n'oblige pas dans la maladie. *Non ita, Ecclesia præceptum militat in casu mortis, atque in tempore Paschali.* Parochophil. part. 3. de Conf. Pasch. a. 25. & a. 26.

De-là je conclus deux choses, l'une, que le propre Prêtre, soit qu'on l'entende de l'Evêque, soit qu'on l'interprete du Curé, n'a point le privilege exclusif de confesser son Paroissien dans la dernière maladie, ou de lui accorder un Confesseur, nommément ou en general, comme il en a le droit à la fête de Pâques; l'autre, qu'un homme en peril de mort, n'étant point altrait par la loi de l'Eglise, de se confesser à son Curé, a la liberté entiere de se choisir lui-même un Confesseur, non-seulement entre les approuvés, mais encore entre ceux qui ne le sont pas; car le cahier sous le nom de l'assemblée du Clergé de France l'an 1655. & Pie V. n'ayant point designé quel devoit être ce Confesseur, ils semblent en avoir laissé le choix au malade & s'être proposé le Decret du Concile de Trente, sess. 14. chap. 7. que tous les Prestres indistinctement peuvent absoudre ceux qui sont en danger de mort.

L'on presume avec raison, qu'un homme en cet état ne veut pas se tromper, & qu'il doit appeler dans les derniers momens de la vie, où il s'agit de son salut éternel, celui qu'il croit dans sa situation presente, le plus capable de sonder les playes de son ame, de les guerir & de le conduire à Dieu.

Il y auroit de l'imprudenece, pour ne pas dire plus, à refuser à un malade cette liberté de se choisir un Confesseur, parce qu'il y en a, selon la re-

alteri propter multas deceptiones & illegimitates quæ sunt in aliis deputatis. Unde semper consulo quod nemo dimittat proprium Parochialem pro alio deputato, nisi clare constet eum quem elegit esse bonæ conscientie & debitæ peritiæ & melioris, quam quovis Parochialis, quia si inest aliquis defectus Parochialis magis excusatur subditus ei constituendo quam alteri, cum Superiores eum instituendo pro sufficiente, eum approbare videantur. Angelus verb. Confessio 4. §. 33.

Curatus securus, utilius & justius eligitur quantum est de per se & cæteris paribus pro confessione Sacramentali facienda a Parochiano quam frater privilegiatus. Quod securus, probatur, quia persona Curati est à Deo,

& ab Ecclesia ad hoc præcepta. Lochmairus Canonicus Patavia. in suo Parochialis c. 4. Cens. 22.

Eadem tenet autor Parochophilæ part. 3. de Confess. Pasch. art. 26. & 26.

(a) Mr. Dupin dans sa Bibliothèque des Auteurs ecclésiastiques attribue le Parochophile au pere Louis le Pibre Chanoine regulier d'Hain Lictard. Moreri édition 1725. & l'auteur de la Bibliothèque des écrivains des trois ordres de S. François, imprimée à Madrid en 1712. donnent cet ouvrage au pere Bonaventure Bascan ou de la Basilée religieux Capucin, & on l'a imprimé sous ce nom, & comme l'ouvrage d'un Capucin.

marque de saint Thomas, (a) qui préféreroient de mourir sans Confession (Comitolus (b) en rapporte un exemple de sa connoissance) plutôt que de se confesser à un Prestre qu'ils n'agrément pas, & parce que celui qu'un malade demande est le meilleur pour lui, quand il ne veut pas se confesser à un autre; le mal qui peut arriver de cette condescendance, si toutefois il en peut arriver, étant bien moindre selon S. Thomas, (c) & Silvestre, (d) que le mal qui pourroit suivre si l'on agissoit autrement, & le bien qui en peut revenir étant considerable.

Voilà ce qui a porté l'Eglise dans tous les tems, quoiqu'en disent Mr. l'Archevêque de Sens (e) & le R. P. Bernard d'Aras Capucin, (f) & ce qui la porte encore presentement à lever la reserve des censures & de certains cas, qui hors la circonstance du peril de mort, sont réservés au Pape ou à l'Evêque, à lever la defense qu'elle a faite aux fideles, de s'adresser à d'autres Prêtres, qu'à ceux qu'elle leur designe dans des besoins moins pressans, & à lever l'opposition qu'elle met en d'autres rencontres, à ce que certains Prêtres fassent usage de leur puissance, de remettre indistinctement & en toutes les occasions, toutes sortes de pechés, ou plutôt ce qui a obligé l'Eglise, comme Henri de St. Ignace, (g) Religieux Carme des Pais-bas, le remarque très-bien, (b) à ne porter la reserve, la defense & l'empêchement, que jusqu'au point d'un peril probable de mort, auquel quand un Chrétien arrive par maladie ou autrement, & dans lequel quand un Prêtre non approuvé rencontre quelque fidele, rien ne retient le fidele dans le choix d'un Confesseur, & aucune autorité ne doit arrêter dans l'exercice de ses pouvoirs d'Ordre, le Prestre non approuvé, (i) S. Thomas est precis.

(a) Peccaret Sacerdos, si non esset facilis ad præbendam licentiam confiteri alteri, quia multi sunt adeo infirmi, quod potius sine confessione morerentur, quam tali Sacerdoti confiterentur. S. Thom. in 4. sent. dist. 17. q. 3. a. 3. quæstione. 4. ad b.

(b) Comitolus, Resp. moral. lib. 1. q. 22. n. 2.

(c) S. Thomas, opus. contra impugnantes religionem. c. 4.

(d) Nihil prohibet illum, qui est simpliciter minus idoneus Confessor, esse magis idoneum quoad istum qui paratus est illi, & non alteri confiteri, unde facilis debet esse Pastor in istis, & semper minora mala præferre majoribus. Unde dicit S. Thomas in opusculo contra impugnantes religionem c. 4. quod dato etiam quod ex tali confessione, qua aliquis aliter quam proprio Sacerdoti confiteretur, deus aliqua occasio mali, tamen multum præponderat, quod per hoc vitantur multa alia mala majora, & multis periculis obviatur. Hæc ibi. Silvestre verb. confesser. 1. num. 13.

(e) Un Prêtre ne pouvoit absoudre qui que ce soit, dans un danger pressant, sans avoir consulté l'Evêque, quand il étoit possible. Mandement de Sens 1. Mai 1735. pag. 25. & 26.

(f) L'Absolution donnée, même à la mort, au dessus d'un Prêtre approuvé n'est valide qu'à cause que l'Eglise autorise, en ce cas, tout Prêtre indistinctement. Ordre de l'Eglise par le P. Bernard d'Aras. Capucin, pag. 210.

(g) Potestas ordinis pro eo articulo est ac semper fuit absque ullo impedimento, restrictione, limitatione, reservatione, semper proinde pro tunc expedita, illimitata & in tota amplitudine, quæ ipsi compertit ex verbis Christi, quorum tenuiscriptis peccata, &c. Henricus à S. Ignatio, Eth. amor. l. 5. de Sac. Pænit. c. 227. n. 2700.

(b) Quilibet Sacerdos quantum est de virtute clavium habet potestatem indifferenter in omnes, & quantum ad omnia peccata, sed quod non possit omnes ab omnibus peccatis absolvere, hoc est quia per ordinationem Ecclesie habet jurisdictionem limitatam vel om-

Les Statuts synodaux de Sens de l'an 1658. *tit. de la Confession & Communion*. art. 3. laissent une liberté entière à tous Prêtres séculiers ou réguliers, de confesser les malades en peril de mort, & aux malades de les appeler, sans en avoir parlé au Curé & pris de lui la licence. Il a toujours été observé dans l'Eglise par un pieux usage, dit Mr. de Barillon dans son Ordonnance touchant les cas réservés, qu'il n'y eût aucun cas réservé à l'article de la mort, & que tous Prêtres pussent absoudre tous penitens des censures & de quelque péché que ce soit.

“ Un homme, disent les Rituels de Reims de l'an 1677. pag. 77. par Mr. le Tellier, & de la Rochelle 1689. (a) par Mr. de Laval, étant en peril “ évident de mort, peut confesser ses péchés au premier Prestre qui se ren- “ contre, approuvé ou non approuvé, & le Prestre peut en ce cas, l'absou- “ dre de tous ses péchés, réservés ou non réservés, & même le delier des “ censures ecclésiastiques. ”

Ce n'est point par l'effet d'une mission nouvelle, ou d'un envoi extraordinaire tel que celui de Pierre à Corneille, (b) d'Ananie à Sâül, (c) ou de l'Apôtre à ceux de Macedoine, (d) que tous les Prestres indistinctement sont alors envoyés, & peuvent confesser & absoudre, ni par aucune approbation que l'Eglise ou le Pape leur accordent dans cette circonstance; mais parce que dans le peril de mort les fideles cessent d'être liés à qui que ce soit, & que leur choix comme Guillaume Pepin, (e) Docteur & Professeur à Paris, dans les commencemens du seizieme siecle, Silvestre, (f) S. Antonin, (g) & d'autres Theologiens le remarquent, fait propres Prestres & ordinaires, les Prestres auxquels ils s'adressent, & les separe (h) pour l'œuvre à laquelle le Saint-Esprit les envoie dans ce moment, avec un pouvoir illimité d'absoudre de quelque péché que ce soit & être dans la main de Dieu un instrument d'élection pour annoncer son nom à un enfant d'Israël. (i)

Dieu qui ne veut pas que quelques-uns perissent, (k) comme il pourroit

nino nullam habet : sed quia necessitas legem non habet, ideo quando articulus necessitatis imminet, per Ecclesiam ordinationem non impeditur quin absolvere possit, ex quo habet elaves, etiam sacramentaliter, & tantum confectur ex absolutione alterius, sicut si à proprio Sacerdote absolveretur. Ne solum à peccatis potest tunc à quolibet Sacerdote absolvi, sed etiam ab excommunicatione à quocunque sit lata, quia hæc absolutio etiam ad jurisdictionem pertinet, quæ per legem ordinationis Ecclesie coarctatur. S. Thom. in 4. sent. dist. 20. q. 1. a. 2. questione. 2. in corp.

(a) Rituel de la Rochelle 1689. du Sacram. de la Penit. §. de la confession.

(b) Actor 10. — (c) Actor 9. 10.

(d) Actor 16.

(e) Sic etiam est proprius Sacerdos, ille qui audit alium existentem in extrema necessitate

seu in periculo mortis, tunc enim quilibet potest quemlibet à quolibet absolvere. Gual. Pepin tract. 1. de conf. c. 5. q. 2. Parsis 1550.

In mortis articulo omnis Sacerdos ab Ecclesia non præcisus, auctoritate juris sit Sacerdos proprius cujuscunque talis. Idem. ibid. q. 3.

(f) In articulo mortis quilibet Sacerdos non præcisus, est proprius Sacerdos, absolvere potens ab omni peccato & excommunicatione, &c. Silvester verb. Confessor. 1. num. 16.

(g) Sed in articulo mortis, ratione necessitatis, quilibet Sacerdos non præcisus ab Ecclesia reputatur proprius Sacerdos ut possit quemlibet audire auctoritate juris, de offic. ordinarii, c. Pastorali. Immo videtur hoc etiam de præciso. S. Anton. 3. part. tit. 14. §. 18.

(h) Actor 13.

(i) Actor 9. 15.

(k) 2. Pet. 3. 9.

arriver

arriver à l'occasion d'une dépendance dans l'administration d'un Sacrement nécessaire, ou à l'occasion d'un pouvoir limité, qui éloigneroit de la pénitence un homme en danger, a donné ce moyen de salut aux hommes.

Le Concile de Trente ne trouve pas d'autre raison, de l'usage toujours observé dans l'Eglise, ou depuis le tems des Apôtres jusqu'à nous, de ne rien réserver à l'article de la mort, & de ce que tous les Prestres ont alors un pouvoir égal & universel d'abfoudre, sans distinction de Prestres approuvés & de Prestres non approuvés, & sans obligation aux fideles en peril, de recourir à l'un plutôt qu'à l'autre. *Ne hac occasione aliquis pereat, in Ecclesia Dei custoditum semper fuit, ut nulla sit reservatio in articulo mortis, atque ideo omnes Sacerdotes quolibet penitentes à quibus vis peccatis & censuris absolvere possunt.* Conc. Trid. sess. 14. c. 7.

Quelques Theologiens ont cru pouvoir dire que dans ce cas tous les Prêtres sont approuvés de l'Eglise, & que sans avoir de juridiction, ils en ont cependant tout l'usage. J'aime beaucoup mieux croire qu'ils agissent au nom & comme delegués de Jesus-Christ qui les envoie, comme il a été envoyé de son Pere, avec une pleine autorité; que c'est Jesus-Christ qui a soufflé sur eux, (a) & qui leur a dit: *Aleaz, les peccés sont remis à ceux à qui vous les remettrez.* Et m'attacher au sentiment d'Almain, (b) de S. Antonin, (c) de Barthelemi Fumus dans son Armilla, (d) de Melchior Canus, (e) de Capreolus, (f) du Jesuite Comitulus, (g) de Contenson fameux Dominicain, (b) de

(a) Joannis 20.

(b) Ex prima opinione habemus quod ex institutione Christi quod quilibet Sacerdos clave potest uti in quolibet sibi subiectum subiectione volumaria libera & secreta... argumenta de Papa & de illo qui est in extrema necessitate faciunt mihi fidem primæ opinionis. *Almainus dist. 18. q. 1. a. 4.*

(c) Ratione necessitatis, quando esset in mortis articulo, tunc omnis Sacerdos ab Ecclesia non præcisus, autoritate juris sit prior Sacerdos. *Extra de offic. ordinarii, c. p. Perforator. S. Anton. summul. de conf. cap. 4.*

(d) In articulo necessitatis quilibet Sacerdos dicitur proprius, quando probabiliter imminet mortis periculum, & aliquis de propriis Sacerdotibus haberi non potest, qui Sacerdos potest quemlibet de quolibet peccato audire & absolvere & de omni excommunicatione, &c. *Armilla verb. ablatio, n. 13.*

(e) Probabilissimum est quemlibet Sacerdotem in mortis articulo habere auctoritatem absolvendi jure divino, idque asseruit Paludanus *dist. 20. q. 1. a. 2.* Durandus, *dist. 19. q. 2.* Capreolus, *eodem dist. a. 3. ad 4.* Id quoque D. Thomas fecisse videtur, *dist. 19. q. 1. a. 3. q. 1.* Et, *dist. 20. a. 1. q. 1.* At quod quilibet Sacerdos in mortis articulo quemlibet possit

absolvere, semper in Ecclesia observatum esse, nec nova aliqua hominum constitutione sancitum, à Christo igitur & Apostolis est institutum. *Canus de Pœnit. part. 5.*

(f) Ad tertium dicitur quod in extrema necessitate jure divino & juris auctoritate (Penitent) potest eligere Sacerdotem, nam auctoritas collata Petro intelligitur quando potest habere arbitrium Petri vel sui Vicarii. *Capreolus in 4. dist. 19. ad 3.*

(g) Respondeo esse quam probabile quemlibet Sacerdotem jure divino atque etiam perpetua lege ecclesiastica in articulo mortis posse quemvis à quovis peccato absolvere, neque hac jurisdictione privatum esse hæreticum, quod ipsum planum fit ex verbis Concilii Trident. *sess. 14. cap. 7. de cast. reserv.* Ipsa verba hæc sunt. „ Verumtamen sic admodum, „ ne hæc ipsi occasione aliquis peccet, in eadem Ecclesia Dei custoditum semper fuit ut „ nulla sit reservatio in articulo mortis, atque „ ideo omnes Sacerdotes quolibet penitentes à „ quibusvis peccatis & censuris absolvere possunt. „ Si omnes, ergo etiam suspensi etiam interdicti, ergo excommunicati, ergo degradati, ergo hæretici. Nam si hi non possunt, non possunt omnes, &c. *Cœment. resp. moral. lib. 5. q. 14.*

(b) Ad id quod de articulo mortis.

Durand, (a) d'Henri de St. Ignace, (b) d'Henriquez (c) de Pierre de Lefina, (d) de Llamas, (e) de Raimond Lombier, (f) du Cardinal de la Palus, (g) de Soto, (h) de Ruardus, (i) de Toftat, (k) &c. Je crois pouvoir affurer avec ces graves Theologiens, que tous les Prestres à la vûe d'un fidele en peril de mort ont une juriſdiction directe, ſont ordinaires, & propres Prestres & le ſont de droit divin ſelon pluſieurs, avec l'exercice libre des pouvoirs divins de remettre & de retenir les pechés qu'ils ont reçu de Dieu dans leur Ordination.

poneo, certum eſſe in articulo mortis poſſe quemvis Sacerdotem, quemcunque peccatorem à quovis peccato quamlibet gravi & ſervato abſolvere, ut ſacrum Trident. Concilium ſeſſ. 14. c. 7. his verbis declarat: *Vernuntamen peccatum, &c.* Qui autem hanc Sacerdos juriſdictionem obtineat, exiſtiant Durandus, Paludanus, Capreolus quorum doctrinam probabiliffimam cenſet Canus, quenlibet Sacerdotem in mortis articulo habere auctoritatem abſolvendi jure divino, &c. *Contenſion lib. 1. diſſert. unica cap. 1. de Miſt. Paris.*

(a) Si ex ordinatione divina Miſter ſacramenti eſſet Sacerdos habens juriſdictionem, in caſu extremæ neceſſitatis, non poſſet quilibet Sacerdos abſolvere quemlibet peccatorem, quia nulla neceſſitas mutat Miſtrum à Deo inſtitutum; unde ſicut in extrema neceſſitate nullus poſſet ſacramentaliter abſolvere niſi à Sacerdote, eo quod Sacerdos eſt Miſter inſtitutus Sacramenti poenitentiae, ſic nullus poſſet abſolvere niſi à Sacerdote habente juriſdictionem, ſi talis juriſdictio requireretur ad Miſtrum ex inſtitutione Chriſti, tenet autem Eccleſia quod in caſu neceſſitatis quilibet Sacerdos poſſet quemlibet peccatorem abſolvere de quolibet peccato. Nec Eccleſia forte poſſet ordinare contrarium. Quare, &c. *Durandus in quartum ſententiar. diſtinct. 111. quaſt. 2. num. 10.*

(b) Ad eam (delegatam juriſdictionem) ſimiliter à nonnullis reducitur poteſtas quam quilibet Sacerdos habet ad abſolvendum in articulo mortis, ſed forte melius reducit ad ordinariam acceptam in ſignificatione paulo ampliati. Ordinaria quippe poteſtas merito dicitur non ſolum illa quæ competit ex officio curæ animarum, ſed & illa quæ competit ex vi poteſtatis ordinis per Eccleſiam non impeditur, nec reſtriſta. Ceſſante quippe omni impedimento & reſtriſtione ſeu limitatione ex parte Eccleſiae, res redeunt ad eum ſtatum in quo fuerunt in principio Eccleſiae ante omnia Dioceſon & Parochiarum di-

viſionem, & ante omnem Eccleſiae hac de re diſpoſitionem. In quo uti doctiſſimus noſter Lumbierus advertit in *Obſervationibus ſuis theologicis ad propoſitiones ab Innocentio XL. damnatas n. 53.* Omnes fideles erant oves unius cujuſque Sacerdotis, vi poteſtatis ordinis. Nulla quippe adhuc facta fuerat Dioceſon nec Parochiarum diviſio vel ſervatio, nec ad abſolvendum Eccleſia adhuc requiſierat aliam poteſtatem præter eam quam vi ordinationis Sacerdotalis quilibet Sacerdos à Chriſto accipit remittendi peccata. Ex ideo tunc attendebatur poteſtas ordinis, quæ eo ipſo ſe extendebat ad omnes ubique fideles, & ad omnia omnino peccata, quæ non erant per Eccleſiam impedita, nec reſtriſta, nec quoad loca, nec quoad perſonas, nec quoad peccata. *Henricus à S. Ignatio lib. 5. de Sacram. Paris. c. 116. n. 1691.*

(c) In vero mortis articulo pie in Eccleſia Chriſti cuſtoditum ſemper fuit ut nulla ſervatio quantum ad culpam tunc eſſet, atque ita omnis Sacerdos quolibet poenitentes à quibuſlibet peccatis & cenſuris abſolvere poſſet, ſed quia hinc juriſdictione ordinaria ut delegata non valet impenſa abſolutio à peccato mortali, ſic ut tunc quilibet Sacerdos habeat directe juriſdictionem in omne genus culpæ. *Henriquez de Panit. Sacram. lib. 3. c. 9. n. 2.*

Quidam doctores opinantur in articulo mortis quemlibet Sacerdotem jure divino habere juriſdictionem in omnia peccata, datam tantum ordinariam cum poteſtate ordinis, quia non reperitur origo ab aliquo Pontifice, &c. Revera juriſdictio omni Sacerdoti in mortis articulo, datur tantum jure eccleſiaſtico, ex Apoſtolorum humana inſtitutione, quia ſoli Petro & Succeſſoribus ejus Pontificibus datur juriſdictio immediate à Chriſto jure divino & à Papa dimanat in reliquos, nec tamen oportet ut in eo articulo Sacerdos ſit approbatus ab Epifcopo tanquam idoneus, ſatis enim probatus eſt per idem Concilium Trident. ſſ. 14. c. 7. & per Eccleſiae conſuetu-

dinem, facisque esset sapientum probabilis opinio, assensum esse de jure divino saltem in habitu, nisi expresse pro tunc prohiberet, qui solus potest tunc reservare casum, ut reservare excommunicationem, sed Episcopus qui subjicitur juri communi & universali consuetudini quæ habet vim legis reservare pro eo articulo non possit. *Idem ibid. cap. 12. n. 1. & 2.*

(d) Petrus de Ledefma. 2. p. q. 7. a. 8.

(e) Quartum casum, quo licet non confiteri Proprio, addunt communiter fere omnes, scilicet in articulo mortis, vel periculo evidenti & certo moraliter, quod articulo mortis æquiparatur quoad res fori animæ, quidquid Soto renitatur in 4. dist. 18. q. 4. a. 4. sed & hoc videtur nobis non esse loqui in rigore theologico & juridico, nam in tali articulo vel evidenti mortis periculo, ex ipsâ Christi Redemptoris nostri institutione, quilibet Sacerdos cujuslibet est constitutus Proprius, & sic Proprio confitetur. Agonizans, ut nos in supra habitis loquitur, Paludan in 4. dist. 20. q. 1. a. 2. Capreolus dist. 19. q. unica, & Durandus ubi, supra. Et certe non possumus non mirari quod Soto, ubi supra, hoc dicat esse juris positivi. Igitur affirmamus inrepe de quod in mortis articulo, vel in ingressu belli periculossimi, vel navigationis longæ & periculossæ & accidente primo partu mulieris, si non esset in promptu proprius Sacerdos, vel alius de licentia ejus, approbatus ab Episcopo, confiteri juste poterit & teneat cuicumque Presbytero non approbato, & etiam suspenso & excommunicato, &c. *Llaman 1. p. Method. cur. animar. ca-*

pintl. 6. §. 4.

(f) Raimundus Lumbicus, *observat. theolog. ad proposit. ab Innocent. XI. damnatas*, num. 53.

(g) Quantum ad secundum quod quilibet ab omni vinculo & peccato in morte pectit ab solvi, sunt tres conclusiones. Prima quod est de jure divino, quia quod quilibet Christianus peccans mortaliter sit obligatus de hoc satisfacere ad arbitrium Petri. Intelligitur quando potest arbitrium ejus vel sui Vicarii habere, aliter non, quia tunc esset obligatio ad impossibile, quia cum vi clavium debet absolvi, illius autoritate quem invenit qui claves habet, solvi potest. Item autoritate juris, quia hoc Papa committit etiam in casibus quos reservat, quod in mortis articulo quilibet Sacerdos absolvat quemlibet, &c. *Paludan. in 4. dist. 20. q. 1. ad 1.*

(h) Dubitatio est an omnes Sacerdotes habeant jurisdictionem jure divino absolvendi in articulo mortis, an vero hoc sit de jure pontificio, quod cunctis in hoc casu jurisdictionem tribuat. Paludanus namque, dist. 20. q. 1. concl. 1. dicit hoc esse de jure divino. Id enim elicitur ex altera ejus opinione quam tenet dist. 17. q. 3. a. 3. scilicet quod quando juri divino ante Canonem Ecclesiæ quilibet Sacerdos poterat quemcumque absolvere, sed quantum ad articulum mortis, idem tenet Capreolus dist. 19. Sotus in 4. dist. 18. q. 4. a. 4.

(i) Ruardus, art. 3. contra Lutheranos, citatus à Suarezio.

(k) Tostatus 2. part. de confess. c. 62.

§. XI. Dans le danger de mort on peut se confesser à un Prêtre noir approuvé, par préférence à un Prêtre approuvé qui se présente ou que l'on peut appeller.

L'on croit peut-être que la qualité d'Ordinaire ne convient qu'aux Prêtres, qui par office sont chargés du soin des âmes, mais l'on se trompe beaucoup en cela. Elle convient encore à ceux qui ont la puissance d'Ordre, quand l'Eglise ne leur en restreint pas l'exercice, parce que dès lors qu'il n'y a ni empêchement, ni restriction, ni limitation pour certains lieux, certaines personnes & certains péchés, de la part de l'Eglise, le ministère des Prêtres est tel qu'ils l'ont reçu de Jésus-Christ, aussi entier & aussi parfait, quant à l'exercice & à l'exécution, qu'il a été dans tous les Prêtres, à la naissance de l'Eglise. Les fideles en danger de mort, ont la liberté des premiers Chrétiens avant l'institution des Paroisses & des Diocèses, & des fideles de nos

jours dans les lieux où il n'y a ni Diocèses, ni Paroisses, de se faire eux-mêmes de propres Prêtres.

Les Prêtres requis d'absoudre un fidele en peril, qui fait ses efforts pour meriter cette grace, sont par son choix qui accede à la puissance de leur Ordre, comme ils l'étoient dans les siècles apostoliques, des mediateurs établis par le souverain Prestre Jesus-Christ, pour reconcilier aussi paisablement ceux qui dans cette circonstance, s'adressent par eux à Dieu que l'Évé. que & les Prêtres que leur Evêque a approuvé peuvent l'être: si bien qu'un Prêtre non approuvé, qui étant nommément demandé par un homme actuellement en danger, lui refuseroit son ministère, ne seroit pas exempt de faute. (a) Trop de scrupule ou de retenue pour ne pas agir, ne sont certainement pas de raison ici, (b) & je suis très-persuadé que cette excuse, *Je ne suis pas Prêtre approuvé*, ne seroit pas de mise au tribunal de Jesus-Christ, dont un Prêtre a reçu les pouvoirs sans limitation, quand il a été ordonné Prestre & dont l'Eglise en cette rencontre, loin de lui restreindre l'exercice, le lui laisse, ou le lui accorde tout entier, quand même il ne l'auroit pas reçu de Jesus-Christ.

Le Pape Celestin I. traite d'impicté un pareil refus. "J'en connois, dit ce saint Pape, (c) qui refudent la Penitence aux mourans, qui est le remede de établi pour guerir leurs ames. Mais est-il possible qu'on voye des Prestres assez impies pour desesperer de la misericorde de Dieu, comme s'il ne pouvoit secourir le pecheur qui pense à retourner à lui, ni le décharger du poids accablant de ses crimes? Ainsi l'on ajoute la mort à la mort, & l'on tue l'ame d'un mourant par le refus qu'on fait de l'entendre & de l'absoudre."

(a) Si Presbyter penitentiam morientibus abnegaverit reus erit animarum. *Caus. 26. q. 6. c. 12.*

(b) Qui (Zambranus, *dub. 4. de conf. articulo mortis*) etiam bene dicit, *num. 13.* cum Henriquez, *lib. 6. d. Penit. c. 11. n. 13.* non debere Sacerdotem simplicem nimis scrupulosum esse in hac re, sed in dubio, an opportune adveniet Sacerdos expositus debere absolvere, ne periculo infirmum exponat. Sanchez, *10. 1. lib. 2. c. 13. n. 6.*

De mortis periculo, quando incertum est an homo evadat, quis tunc possit à peccatis & censuris absolvere, non constât apud omnes. Negant in eo periculo citra articulum mortis posse simplicem Sacerdotem, quamvis alius non esset, atque ita monent confessorium qui inexpertus morborum nescit periculum ab articulo distinguere, ne in dubio exponat se periculo absolvendi frustra, dum spem habet quod interim forte veniet Parochus aut Episcopus vel doctus Confessarius approbatus qui penitentis conscientiam inti-

caram bene discutiat. At si fallaci spe exponerent sepe infirmum periculo decedendi absque absolutione, ac subinde periculo damnationis. Quare certa sententia est in praxi, in periculo probabili mortis quæ nobis omnino incerta est, licere Sacerdoti cuiuslibet absolvere à peccatis. Henriquez, *de Penit. Sac. lib. 3. c. 11. n. 3.*

(c) Agnovimus penitentiam morientibus denegari, nec illorum desiderijs annui qui obitus sui tempore hoc animæ suæ cupiunt remedium subveniri. Hortemur, fateor, tantum impieatis aliquem inveniri ut de Dei bonitate desperet, quasi non possit ad se quovis tempore concurrenti succurrere, & periclitantem sub onere peccatorum hominem redimere, quo se expediti deliderat & liberari. Quid hoc, rogo, aliud est, quam morienti mortem addere, etisque animam suam crudelitate, ne absoluta esse possit, occidere? *Celestinus Papa epist. 2. ad Epi copis Galia. Et refertur caus. 26. q. 6. c. 13.*

L'on a douté avant le Concile de Trente, mais c'étoit seulement à l'égard des Laïques ou de ceux qui n'étoient pas Prêtres, (a) & c'étoit depuis peu, que l'on en doutoit, puisque aucun Theologien de reputation ne l'avoit écrit avant Silvestre, si nous en voulons croire Navarre, (b) c'est-à-dire, que très-peu de Theologiens (c) avoient mis en question, si dans le peril de mort, un Prêtre non approuvé avoit tout l'exercice de la puissance des clefs, en presence d'un Prêtre approuvé & qui étoit disposé à entendre le penitent. On croyoit donc communément avant le tems de Silvestre, ou l'an 1500. que tout Prestre indifferemment pouvoit confesser un homme en peril, & l'on ne faisoit point cette exception, *au desaut d'un Prêtre approuvé.*

Navarre (d) dans les commencemens étoit du nombre de ceux qui doutoient, mais il a soutenu depuis; & après avoir, dit-il, examiné le texte du Concile de Trente à fond & avec soin, *re altius inspectâ*, qu'il est sans difficulté que la declaration du Concile de Trente, ain de pourvoir plus efficacement au salut des ames, s'étend à tous les Prestres, & que tous dans ce cas peuvent confesser & absoudre; mais que le malade seroit bien, si le Curé étoit present, de se confesser à lui plutôt qu'à d'autres. Navarre enseignoit cela à Rome sous l'autorité des Papes Sixte V. & de Gregoire XIV. & on l'imprimoit au Vatican l'an 1602. pour la troisieme fois, avec permission des superieurs, comme une verité qu'on ne pouvoit contredire. Lefsius (e) ajoute, que les paroles du Concile ne peuvent, sans faire violence

(a) Quilibet Sacerdos jurisdictionem habet in alios Sacerdotes, Episcopos & Prælatos exemptos & non exemptos, positos in articulo mortis. *Adrianus de Sacram. confess.*

(b) Moveor etiam quod nullus Classicus posuit hanc limitationem usque ad Silvestrum qui obscure loquitur. *Navar. Confil. lib. 5. de Penit. & rem. Confil. 23.*

(c) Richard de Middleton in 4. sent. dist. 27. — Durand in 4. sent. dist. 19. q. 2. — Ange de Clavaño, verb. *confessio* 3. &c. ont mis l'exception dont parle Navarre. Ils vivoient avant Silvestre de Prieras.

(d) An possit quis in mortis articulo absolvi, à quocunque Sacerdote, Proprio etiam *pre sente* Communis conclusio est, quod existens in mortis articulo potest absolvi à peccatis & à censuris etiam reservatis à quocunque Sacerdote simplici... sed elarius quam aibi, novissime tradit *Conc. Trid. sess. 14. de Sac. Penit. cap. 7.* declaratum à nobis in *Manual. c. 27. n. 272.* & melius in *cap. 26. n. 26.* Ubi ramus insinuamus intelligendum esse quando non est præsens superior vel proprius Sacerdos... cessat enim eo casu necessitas recurrendi ad alienum vel simplicem Sacerdotem, dum præsens est, proprius Sacer-

dos vel superior. *Arg. cap. cum cessante*, de appellat. Nunc vero re altius inspecta, videntur contra istam limitationem facere verba Præfati Concilii Trident. scilicet, *in articulo mortis nullam esse reservationem.* Et paulo inferius, *quod omnis, &c.* Moveor etiam quod nullus Classicus autor posuit hanc limitationem usque ad Silvestrum qui obscure loquitur... Et verba Concilii Trident. non solum sunt generalia, sed etiam universalia ibi. *Omnes Sacerdotes.* Et ibi. *Quocunque penitentes.* Et ibi. *Quibusve peccatis.* Et ita generaliter & universaliter sunt intelligenda... Propter quæ putô conclusionem prædictam tenendam esse sine præfata limitatione post Concilium Trident. quod determinat quod in articulo mortis nulla est reservatio: quæ conclusio favorabilis est animarum salutis, quamvis ecredem consulte facturum, qui præsentem suo parrocho vel superiore, faciat se potius ab eo absolvi quam ab aliis. *Navar. Confil. lib. 5. de penit. & rem. Confil. 23. editio Rem. typis vatican. an. 1602. cum usussumi permittit -- edit. celin. 1616. to. 2. p. 144.*

(e) Concilium Trident. *sess. 14. c. 7.* expressit ait: In Ecclesia Dei semper custoditum

au texte, souffrir l'exception, s'il ne se trouve point de Prestres approuvz. Melchior Canus, [a] & André Vegha, [b] à qui se fens d'un Concile auquel ils ont assisté, ne pouvoit être inconnu, raportent à Jesus-Christ, & à ses Apôtres de pouvoir en danger de mort le confesser librement à quelque Prestre que ce soit, approuvé ou non approuvé, sans obligation, de preferer l'un plutôt que l'autre. Anglez, [c] Barbossa, [d] Bauni, [e] Comitulus, [f] Corradus, [g] Coriolan, [h] Diana, [i] Finellius,

fiat, ut nulla sit reservatio in articulo mortis... Neque dici potest Concilium intelligi nullam in articulo mortis esse reservationem, nisi videlicet potest haberi aliquis qui jure ordinario vel delegato possit absolvere, qui violenta est hæc restrictio, & contra vium verborum, nam dicit absolute: *In articulo mortis nullam esse reservationem*, & ideo omnes Sacerdotes quoslibet pœnitentes tunc posse absolvere ab omnibus casibus & censuris. Ubi Concilium non limitat, quando non est superior, vel alius habens potestatem, sed generaliter indulget ut omnes possint, ne qui infirmus ob reservationem pereat. Unde et docet ut in absolute reservationum superior præferatur inferiori & Proprius Alieno non habenti alias potestatem, tamen non est necessarium, sed potest pœnitens tunc eligere quemvis idoneum, prout ibi magis expeditis visum fuerit, sicut qui habet Bullam vel privilegium eligendi Confessorem qui ipsum ab omnibus absolvat ut docet Henriquez, lib. 3, c. 1. Lectius audivimus ad 12. verb. *absolutio*, c. 6.

(*) At quod quilibet Sacerdos in mortis articulo quemlibet possit absolvere, semper in Ecclesia observatum est, nec nova aliqua hominum constitutione sancitur, à Christo igitur & Apostolis est institutum. *Canon de Pœnit. cap. 5.*

(b) Vegña 1. tom. summ. cap. 6. cas. 16.
 citatus à Sanchez 10. 1. lib. 2. c. 13. n. 6.

(c) Angica so. 4. q. 2. de conf. art. de min. diff. in articulo mortis citatus à Diana part. 2. tract. 1. resolut. 5.

(d) Barbosa, *de potest. Episc.* p. 2. alleg. 25.
n. 51. citatus à Diana *ibid.*

(s) Quid si ad manum est Parochus? Quid si copia est alicuius alterius non impediti ulli nexu? Respondeo etiam tum praefixo fas esse aurem agro dare, eumque absolvere. Diana, *trac.* 4. 3. *part. reclus.* 57. quia facultas Concilii esse universalis quam recteingere & concedere hunc Presbyterum, aut illum nonde-

cet, cum verbis sit concepta universalibus, particulâque hac, *omnes*, expressa. *Bauns de Porre*, a. 14.

(f) Mihi tamen in verba Concilii Trid., inueni, *seff.* 14. c. 7. per quam videtur probable inuenire in mortis articulo constitutus esse qui collibitus fuerit confitendi, quamvis proprius aliter Sacerdos: facit enim ille articulus, ut omnis esset reservatio eausum. Quare si tunc esset reservatio, cum non item, esset reservatio, sunt enim aliquid reservatio & reservatio. Etenim his verbis decrevit Concilium: *Verum tamen pia. &c.* Quia enim Concilium libertati conscientiarum glarique conficiendum in mortis articulo consuevit voluit, cui libertati non mediocriter videtur offuscari eausum reservatio, idcirco videtur voluisse eo tempore necessitatem hanc remove- re, suo & proprio Sacerdoti confitendi. *Comitatus Reip. mor. lib. 1. t. 1. 22. n. 22.*

(g.) Responderet; in articulo mortis quemlibet Sacerdotem Ecclēsia instituit ut tunc ab solvere possit ab omnibus peccatis & censuris, idque in Concilio Trid: iterum confirmatum est. q. 14. c. 7. Sotus ait. in 4. diff: 18. q. 4. a. 4. id ab Ecclēsia concedi, quando proprius Sacerdos haberi non possit. Sed Concilium nulla exceptione factā illud concedit. *Corradus* *reuss. cas. Conf. p. 1. a. 12.*

(b) *Coriolanus de cas. reserv.* p. 1. sect. 2.
a. 16. n. 7. ♂ 8. apud Dianam part. 1. tract.
5. re solut. 5.

(2) Puto probabiliter in tali casu cessare omnem reservationem casuum & censurarum & ideo posse simplicem Sacerdotem, etiā præsentē Confessario approbato & confessariarum approbatum, etiā præsentē alio superiore, cui casus illi & censuræ reservantur, vel per privilegium conceduntur, posse, inquam, in tali casu absolvere ægrum ab omnibus casibus & censuris & per consequens ab hæresi & ita docent Navarrus, Rodríguez, Henriquez & Vepha citati à Sanchez, ubi supra. Aude vult alios, in *sum. to. 1. p. 37. c. 12. c. 1. §. 1. p. 1.*

(a) Henriquez, (b) Louis de Saint Ivan, (c) Pierre de Ledesma, (d) Lom-
bier, (e) Manuel, (f) Milhard, (g) Reginaldus, (h) Rodrigue, (i)

7. Barbosa, *de potest. Episcop.* p. 2. alleg. 25. n. 51. Coriolanum, *tract. de cas. reserv.* p. 1. scilicet. 2. a. 16. n. 7. & 8. Conradum in *resp. cas. confes.* p. 1. q. 12. Ludovicum de S. Ivan, in *summ.* p. 1. tract. de *Pœnit.* q. 6. a. 6. dub. 4. Joannem Valeura, in *diffes. utriusque fori. verb. excommunic.* diff. 25. n. 1. Anglez, in 4. to. 2. q. de *Conf. art. de ministro. diffes. in articulo mortis.* Episcopum Zerolam, in *praxi de Pœnit.* c. 17. n. 4. Finellium, *de cas. reserv.* c. 7. in fin. & ex Societate Jesu Paulum Comitolum, in *resp. mor.* l. 1. q. 22. n. 2. ubi sic asserit: "Mili tamen in verba Concilii Trid. intuenti, ff. 14. c. 7. per quam videtur "probabile, uniuersum in mortis articulo "constitutum jus esse, cui, collatum fuerit "consentiri, quauvis Proprius addit. Diana, *part. 1. tract. 5. resolut.* 5. Puro probabiliter simplicem Sacerdotem posse in tali casu (etiam præseute Parocho) à reservatis infirmum absol-
uere. Idem *part. 3. tract. 4. de Sacram. resolut.* 57.

(a) Finellius, *de casib. reserv.* c. 7. in fin. citatus à Diana, *part. 1. tr. 5. resolut.* 5.

(b) Tunc nulla est reservatio, ut dicit Con-
cilium, nec in eo articulo oportet ut necessitas sit simpliciter extrema. Posset enim adustus sine vera contritione justificari, sed satis est necessitas quæ tutiori via ne quis peccet ut aut Concilium dat jus remedi, nec Concilium Trid. expresse limitationem eligendi quemlibet, quando non esset præseus parochus aut recessus ad superiorem, sed generaliter indulget omnes Sacerdotes posse, clarius quam esset antiquo jure definitum. Henriquez, *lib. 3. de Pœnit. Sacr.* c. 12. n. 1.

(c) Ludovicus de S. Ivan in *summ.* p. 1. de *pœnit.* q. 6. a. 6. dub. 4. citatus à Diana.

(d) Dubium est, utrum simplex Sacerdos non approbatus possit in articulo mortis quemlibet penitentem absolvere præseute Parocho vel aliquo alio Sacerdote admissio. Quidam doctores asserunt hujusmodi penitentem in tali casu nec jure divino, nec Ecclesiastico posse alteri quam Parocho, vel alteri admissio consistere. Ita M. vicentia Rodriguez super *Bul-lam Cruciatæ* §. 9. dub. 1. circa hæc verba, in articulo mortis & alii.

Dico 1°. asserere hujusmodi penitentem in tali casu ex vi juris divini non posse ab alio quam à Parocho, vel ab alio admissio absolvi

proptus est improbabile, &c.

Dico 2°. loquendo de jure ecclesiastico, multo probabilius est quemlibet Sacerdotem in articulo mortis posse (etiam præseute Parocho aut alio admissio) quemlibet penitentem ab omnibus peccatis & censuris absolvere, quia hujusmodi potestas absolvendi in articulo mortis est de jure ecclesiastico, in quo nulla ponitur exceptio, sed absolute facultas indulgetur cuilibet Sacerdoti à quibus vis peccatis & censuris absolvendi. Ergo, &c. Et hoc sanè pietati Christianæ maxime congruebat, ut scilicet Ecclesia fidelibus in tali discrimine & tam periculoso articulo constitutis, facultatem & copiam faceret quemlibet Confessorem eligendi, quæ suæ salutis & necessitati spirituali posset prospicere, &c. Petrus de Ledesma, *de Pœnit. Sacr.* c. 12. de ministro *confess.* in articulo mortis.

(e) Raimundus Lunbierus, in *observat. ethicor. ad Preposit. ab Innocentio XI. damnatas*, num. 53. laudatus ab Henrico à S. Ignatio.

(f) Manuel, 1. tom. *summ.* 2. edit. c. 59. concl. 3. n. 5. & q. *regular.* 10. 1. q. 56. a. 4. citatus à Sanchez, *summ.* 10. 1. lib. 2. c. 13.

(g) Le droit a donné la juridiction à tous Prêtres, approuvés, ou non approuvés, doctes ou ignorans, bons ou mauvais de pouvoir absoudre de tous péchés & censures ecclésiastiques à l'article ou danger de la mort... Ici plusieurs Docteurs cités par le Pere Henriquez, observent, comme en cet article ou peril de mort, un Prêtre non approuvé ne doit point impartir l'absolution, lorsque l'Evêque, Curé, ou autre Prêtre exposé, soit sur le lieu & dans la ville où telle nécessité se présente, en matière de cas réservés & censures ecclésiastiques. Le susdit Docteur néanmoins résout que cela n'apporte point d'obligation, appuyé sur l'autorité du saint Concile de Trente, lequel sans restriction ni limitation quelconque, dit, *Possit quemlibet Sacerdotem in mortis articulo absolvere*. & certe opinio favorise tous ceux qui tiennent que tout Prêtre a de droit divin, juridiction d'absoudre de tous péchés à l'article de la mort. Milhard, *Guide des Curés, du Sacr. de la Pœnit.* ch. 1. n. 9.

(h) Reginaldus, *Prax. feri janit.* lib. 1. n. 60.

(i) Rodriguez, citatus à Sanchez, *summ.* 1. lib. 2. cap. 13. — à Vincent. Candido, *infra*.

Emanuel Sa, (a) Sayrus, (b) Toftat, (c) Jean Valere, (d) Villalobos, (e) Zerola, (f) Philbert Machin, (g) &c. font du même sentiment, & l'interprétation qu'ils donnent des paroles du Concile, est très-fondée; car ne fçait-on pas qu'il arrive tous les jours, que tel approuvé, présent & à la main, est à l'égard d'un homme en peril de mort, par le peu de confiance, (b) que le Penitencier a en lui, ou par le refus que le Prêtre approuvé fait de le confesser, (i) ou parce qu'il y a du danger pour le salut de se confesser à lui, (k) comme s'il n'étoit point présent, ni approuvé. Vincent Candide de l'Ordre des Freres Prêcheurs, Docteur en Theologie, Inquisiteur, Qualificateur & Penitencier à Rome, souscrit à cette raison, quoique le sentiment qui excluë le Prêtre non approuvé en presence d'un Prêtre approuvé, lui paroisse plus veritable & plus sûr. (l)

(a) Absolvere potest in mortis articulo seu periculo probabili, quale est praelium, aut periculum navigationum subitorum, quibus Sacerdos, etiam si non abfit proprius penitenciaris Sacerdos, à quibus vis casibus & censuris. *Eman. Sa, verb. absolute n. 1.*

(b) Sayrus, *deef. 11. de Penit.*

(c) Alphonsus Toftatus, Ep. Abulen. 2. *part. d. Confess. c. 62.*

(d) Jean Valere, in *diff. utriusque fori, verb. excommunicatio, diff. 23. n. 12.*

(e) Villalobos, in *summ. 10. 2. trac. 27. alouf. 1. 6. 2. n. 7.*

(f) Zerola, *praxi de Penit. c. 15. n. 4. citati à Diana, part. 1. trac. 5. resolut. 5.*

(g) Potest simplex Sacerdos in articulo mortis absolvere à quibus vis casibus & censuris reservatis, non solum in absentia, sed etiam in presentia cujuslibet confessorii approbati, vel Parochi, vel superioris. Ratio est, quia simplices Sacerdotes pro articulo mortis pares sunt quoad jurisdictionem omnibus aliis confessoriiis approbatis, nam si isti suam habent eandem à Christo vel à Concilio Trid. vel à Papa, neque solum illam habent in defectum aliorum Confessoriorum, sed illam habent absolute, & simpliciter. Concilium enim non apposuit illas glossas, & limitationes, sed loquitur absolute. Ergo neque nos illas apponere debemus. *Philbert. Machinus, Tract. de bello divino, seu peste, part. 3. cap. 3. num. 16. & seq.*

(h) Cum in eo articulo nulla sit reservatio peccati, & omnes Sacerdotes ex æquo habent jurisdictionem eam à multis dicitur juris divini, datumque est ab Ecclesia, ne quis illo tempore peccat amplissimum juris privilegium, ut infimus eligat primum occurrentem cui confi-

dent sine pudore aperiat totam conscientiam, ut qui habet Bullam, vel tempore Jubilæi, potest etiam presentem Episcopo vel Parocho, potius eligere alium, quem maluerit ex confessoriiis expositis. *Henriquez de Penit. Sacram. c. 11. n. 8.*

(i) Idem autem est non adesse legitimum Confessarium & adeste, sed uelle, vel non posse audire Confessionem existentis in eo articulo, quia in utroque casu militat necessitas, ac verum est non dari Confessorii copiam, ut bene Zambrano ex omnium mente, & declaratione Cardinalium tradit eo dubio. *Sanchez, in summ. 10. 1. lib. 2. c. 13. n. 6.*

(k) In casu scandali seu periculi, jure divino, prohibetur illum accedere, quamvis facultatem habeat absolventi. *Adrianus, de Sacramente Confessionis.* Loquitur Adrianus de Sacerdotibus, præcis, excommunicatis nominatim, hæreticis, &c.

(l) An cuilibet simplex Sacerdos absolvere possit constitutum in articulo mortis à quibusvis reservatis, etiam cum assentientia proprii Sacerdotis, vel alterius approbati.

Primo. Pars affirmativa probatur, quia Concilium Trident. ff. 14. de Sac. Penit. c. 7. ad finem, absolute & indistincte asserit omnes Sacerdotes ea potestate gaudere in articulo mortis absolventi, scilicet ab omnibus peccatis & ab omnibus reservatis. Ergo omnibus Sacerdotibus parum jurisdictionem pro eo articulo concedit. Ita docent *Emanuel Sa, verb. absolute, n. 3. Navarrus, te. 2. confil. lib. 5. de Penit. & remiss. conf. 23. n. 2. & 3. Rodriguez, tom. 1. summa c. 59. n. 5. in fine. Et tom. 1. quasi regular. q. 56. a. 4. in fine. Contradus, te. 1. q. 12.*

Secundo. Pars negativa tutior. Pars vero L'Eglise

L'Eglise, quand il s'agit du salut éternel, se range toujours du côté qui le facilite, met dans une pleine liberté les consciences, (a) & rappelle volontiers l'usage des premiers siècles de l'Eglise, dans lesquels selon le Canon Apostolique § 2. S. Antonin, Cabassut, Navarre, le Cardinal de la Palus, le Cardinal Palavicin, (b) Richard Archevêque d'Armach, qui dit que cela est fondé dans l'Ecriture, Silvestre, Scot, Dominique Soto, &c. il suffisoit d'être Prêtre, pour confesser celui qui demandoit que vous le confessassiez. C'est mon sentiment, dit Henri de St. Ignace, qu'un Prêtre non approuvé peut absoudre valablement & licitement un moribond, en présence d'un Prêtre approuvé, (c) & je pense ainsi avec le R. P. Raimond Lombier, Docteur & Professeur en l'Université de Saragosse, & plusieurs Docteurs, cités par Barbosa sur le chapitre 7. de la session 14. du Concile de Trente.

§. XII. Réponse aux objections, qu'un Prêtre non approuvé ne peut en présence d'un Prêtre approuvé confesser & absoudre un moribond

Je ne dissimulerai pas qu'un grand nombre de Theologiens, & du premier rang, ont cru qu'un simple Prêtre ne peut pas confesser un malade en danger, quand le Curé du malade est présent, ou peut venir à tems pour le confesser. (d) Ainsi l'ont cru Sanctiorius, Bonacina, Benzon, Sanctarel, Putcanus,

negativa est verior & tutior, quod scilicet prædicta confessio cuilibet Sacerdoti pro articulo mortis facta, intelligenda est, quando deest copia proprii Sacerdotis seu alterius Sacerdotis expressi ad audiendas confessiones, &c. Hanc sententiam tenet Sorus, in 4. disp. 18. q. 4. a. 4. *Statim in principio. Silvester, verb. Confessor. 3. q. 6.* quos sequitur Suarez, *10. 4. in 3. part. disp. 26. sect. 4. n. 4.* Sanchez, *lib. 2. Oper. Mor. c. 13. n. 17.*

Tertio &c Quarto. Ex parte tamen rationali causa in articulo mortis, etsi sit præseus proprius Sacerdos, quilibet simplex Sacerdos poterit audire confessionem talis infirmi constituti in periculo mortis, puta si proprius Sacerdos qui adest, esset sollicitator ad malum, vel vehementer dubitaretur esse revelatorem confessionum. Ita bene notat victoria, in *summa. q. 143.* Vincent. Candidus. *disq. mor. 10. 2. disp. 3. de absol. art. 6.*

(a) Quia enim Concilium libertati conscientiarum salutique consensum in mortis articulo consulere voluit, cui libertati non mediocriter videtur officere casuum reservatio, ideoque videtur voluisse eo tempore necessitatem hanc removere suo proprio Sacerdoti consenti *Comitatus, resp. mor. lib. q. 22. n. 22.*

ICRE. PARTIE.

(b) Nonne in comperto nobis, non modo in Ecclesia primæva licuisse cuivis Sacerdoti quemlibet à peccatis absolvere, sed si Navarro credimus, hujusmodi libertatem perdurasse usque ad tempora Urbani secundum, à quo fuit interdicta. *Palavicin. Hist. Conc. Trid. lib. 12. c. 10. n. 2.*

(c) Approbatio Episcopi ad absolvendum non requiritur in articulo mortis, in quo proinde simplex Sacerdos valide potest moribundum absolvere, etiam præsentem approbato. An etiam licite? Ex textu Tridentini Concilii videtur clare inferri quod sic. Sic sentio cum sapientissimo Patre nostro Raimundo Lumbiero, Aragonix semel & iterum Provinciali in Universitate Caesar-Augustana sacre Theologix Doctore & Antecessore primario, Concionatore Regio, supremo inquisitionis Qualificatore, & pro Archiepiscopatu Caesar-Augustano, Examinatore Synodali in citatis Observationibus, num. 2. Cum plerisque aliis gravissimis Doctores apud Barbosam ad caput septimum sessionis quartæ & decimæ Concilii Tridentini. *Henricus à Santo Ignatio, Ethic. Amoris lib. 5. de sacr. Pœnitent. c. 227.*

(d) Si adit proprius Sacerdos, aut alius Confessarius approbatus multi putant mori-

K

Coninck, Reginaldus, Vasquez, Nugno, Turrian, P. Ochagavia cités par Diana dans ses *Resolutiones morales* part. 1. tr. 5. *resol.* 5. & part. 4. tr. 4. *resol.* 165. Suarez, Sanchez, Sotus, Silvester, cités par Vinc. Candide, *disq. mor.* to. 1. *disq.* 3. de *Ab'sol.* art. 6. Je voudrois bien qu'on me dit sur quoi l'on fonde un tel sentiment, & en quel Concile on le trouve établi? L'on s'est attaché à des Theologiens qui ayant vecu avant le Concile de Trente, n'ont pû en suivre la decision, & desquels un Theologien attentif ne doit pas prendre le sentiment depuis le Concile de Trente; ou plutôt on s'est laissé éblouir par une declaration attribuée aux Cardinaux interpretes du Concile de Trente que l'on trouve en Galemart (a) qui porte qu'un Prêtre non approuvé, n'absout point validement un homme en danger de mort, si le Curé est present & disposé à entendre le penitent & à l'absoudre, à moins que le malade n'ait de fortes raisons pour ne pas se confesser à son Curé. Mais cette decision paroissant faire un precepte de se confesser à son Curé dans la dernière maladie, lorsque le Clergé de France dans ses Memoires nous assure qu'il n'y a point de loi qui y oblige, & la declaration rapportée par Galemart étant supposée & fautive au jugement même des Cardinaux (b) interpretes du Concile de Trente & d'Urbain VIII. & quand elle seroit veritable étant émanée d'un Tribunal dont nos Maximes ne reconnoissent point l'autorité & ne reçoivent point les decisions, le sentiment qu'on en appuie ne peut donc être veritable, & ne doit empêcher personne de s'en tenir à la decision claire & precise du Concile de Trente, que tous les Prêtres, sans exception, peuvent absoudre de tous pechés & censures ceux qui sont en danger de mort, sans obligation au malade de preferer un approuvé & sans obligation au non approuvé, qui a commencé ou qui se dispose à entendre un moribond, de se retirer à l'arrivée de l'Eveque ou du Curé, qui se presente pour confesser & absoudre le moribond, (c) & le malade ainsi absout n'est point obligé, selon S. Tho-

bandum non posse valide absolvi à Sacerdote non approbato, quia quod tali Sacerdoti datur tunc jurisdicção, solum fit ratione necessitatis ipsius moribundi, quæ præsentem Sacerdote proprio vel delegato nulla est. Et hæc sententia in tanto diferimine omnino consulenda & sequenda videtur. Alii tamen existimant facultatem absolvendi in mortis articulo vel periculo competere simplici Sacerdoti, etiam in præsentia proprii Confessarii. Si quidem Concilium Trid. ff. 14. c. 7. absolute docet nullam esse reservationem in articulo mortis, atque adeo omnes Sacerdotes posse tunc absolvere quolibet penitentes à quibusvis peccatis & censuris. Ex qua sententia à fortiori intelligitur primo posse simplicem Sacerdotem constitutum in articulo mortis absolvere, si antequam proprius Sacerdos superveniat, illius confessionem audire cepit, &c. *Petrus à S. Joseph de off. conf.* c. 1.

(a) Congregatio censuit, Sacerdotem aliquem idoneum, si tamen ad audiendas confessiones approbatus non sit juxta, *cap. 1. sess. 23.* non posse valide à peccatis mortalibus absolvere penitentem in articulo mortis constitutum, ubi Parochus præsens jam perhibetur, ff. 14. de *Sacr. Pœnit.* & de *reserv.* paratque sit infirmi audire confessionem, illucque absolvere, neque ulla subist causa Parochum ipsum recusandi. *Galemart in Conc. Trid.* ff. 14. *cap. 17.*

(b) Vide Decretum Congregationis Cardinalium apud Sylviu, *var. Resol. verb. Confessarii approbatio* 2. Et in 2. 2. q. 100. a. 2.

(c) Si simplex Sacerdos ante adventum Parochi vel Episcopi cepit audire confessionem, potest ceptam perficere & absolvere, quamvis superveniens Parochus renuat. Datur enim locus prævisioni inter judices, ne penitens teneatur peccata semel dicere Parochi & ite-

mas, de se confesser de nouveau à son Curé (a) & s'il demande la Sainte Eucharistie ou le St. Viatique, son Curé qui le lui refuse, agit injustement & pèche grièvement selon S. Thomas, Pierre de la Palus, Hostiensis, Silvester, l'Auteur de l'Armilla, &c (b) Je suppose toujours que le malade a souhaité de se confesser au non approuvé, & qu'il y avoit un danger probable quand le Prêtre non approuvé, l'a confessé & absout.

L'on objecte que le Catechisme du Concile de Trente, le Pape Paul V. Urbain VI. & plusieurs Rituels du Royaume, en cela conforment au Rituel de Rome, établissent qu'un simple Prêtre ne peut absoudre celui qui est à la proximité d'un danger de mort, que dans l'absence du propre Prêtre ou d'un approuvé. *Si mortis periculum imminet & propriis Sacerdotis facultas non datur, ne hac occasione aliquis pereat, in Ecclesia Dei custoditum fuisse Concilium Trident. docet, ut unicuique Sacerdoti liceat, non solum omni peccatorum genere cuiuscunque potestatis sit, illa condonare, sed etiam ab excommunicationis vinculo solvere.* Catech. Conc. Trid. de Sac. Pœnit.

Si periculum mortis imminet, approbatusque deficit, quilibet Sacerdos poterit à quibuscunque censuris & peccatis absolvere. Ritual. Rom. Pauli V. & Urbani VIII.

Quelques Theologiens concluent de ces deux textes, que lorsqu'un homme en danger peut faire appeler son Curé, & au défaut de son Curé, avoir un Prêtre approuvé, & à plus forte raison, lorsque l'un ou l'autre sont présents, le pénitent ne peut pas recourir à un Prêtre non approuvé, & que ce simple Prêtre ne doit pas entreprendre de le confesser & de l'absoudre.

L'on me permettra de dire qu'entendre ainsi le Catechisme du Concile & le Rituel Romain, c'est les interpreter dans un sens que leurs paroles ne souffrent point. Il y a certainement une grande différence entre se trouver actuellement dans le danger, & y devoir ou pouvoir être sous peu de tems. Tout le monde doit convenir, qu'*imminere periculum* dit bien moins qu'*esse in periculo*, & qu'*esse in articulo*. Et il n'y a personne qui ne sente qu'être menacé d'une maladie qui peut conduire à la mort, n'est pas la même chose qu'être malade actuellement & frappé à mort.

rum Episcopo, aut Papæ supervenienti, cum in eo articulo nulla sit reservatio peccati & omnes Sacerdotes ex æquo habeant jurisdictionem quæ à multis dicitur juris divini. Henric. de Pœn. sac. l. 3. c. 11. n. 8.

(a) Non oportet cum recurrere ad proprium Sacerdotem, ut iterum à peccatis absolvatur, à quibus in articulo mortis absolutus est, sed ut innoteat ei, quod est absolutus. S. Thom. in 4. sent. dist. 29. q. 1. a. 1. q. 2. ad 2.

(b) Utrum Sacerdos Parochialis credere debeat subditò dicenti se confessum alteri, ut ei detur Eucharistia? Et dicit S. Thomas, in Quodlib. quod non, si impedimentum Eu-

charistia pertinet ad forum judiciale, ut excommunicatio, nisi ei confitetur de absolutione, &c. si autem impedimentum pertinet ad forum penitentiale, ut peccatum, tenetur credere, & injuste agit; Eucharistiam negans, quia in tali foro creditur homini pro se & contra se, & concordat Petrus & Hostiensis, Silvester verb. Confesser. 1. n. 13. -- Parochialis Sacerdos dicenti se fuisse alteri confessum & absolutum quoad forum penitentiale, tenetur credere, nec potest ei Eucharistiam negare secundum Thomam 4. sent. dist. 17. q. 3. a. 3. quodlib. 5. ad 2. & in quodlib. 1. a. 12. Armilla, verb. absoluto, n. 13.

Le Concile de Trente parle d'un danger present & il refout a'nsi que Navarre, Comitolas, Esmuël Si, Lessius, Diana, Melchior Canus, Pierre de Ledsima, Contenson, Milhard, le Pere Lom'ier, & beaucoup d'autres l'entendent, que tous les Prêtres dans ce cas peuvent absoudre de tous pechés, & de toutes censures, les fideles.

Le Catechisme du Concile, Pius V. & Urbain VIII. ont parlé d'un danger, qui à la verité est à craindre, & si l'on veut qui est proche, ou d'une situation qui conduit à un danger, mais en laissant un entre-deux ou un milieu, dans lequel la glose sur le chapitre *Pastoralis*. de offic. Ordinarii. §. *Præterquam*. verb. in mortis articulo. (a) d'anciens Canonistes, (b) & plusieurs Theologiens, (c) ne conviennent pas que tout Prêtre puisse & doive absou-

(a) *Præterquam* in mortis articulo. Quocausa de quolibet genere excommunicationis & à quolibet Ecclesiastico potest absolvi. *Argum.* 17. q. 4. si quis fundente. Et infra, de sent. excom. Quod de his. *argum.* ad hoc. de consue. dist. 4. *argum.* est Bysusina. Sed non quid in oblatione positum vel transfretare volentem licet absolvere. Vincentius dixit quod sic, quia jam imminet periculum mortis. Sed hoc videndum est an imminet naufragium vel periculum mortis, non enim intrando mare semper imminet naufragium, quod si esset, nullus transfretaret sed cum sunt in naufragio in periculo mortis tunc satis potest dici, quod licet. vel si intret bellum campestre contra Saracenos, vel alias justum & manifeste appareat periculum mortis, licet absolvere. *Glossa*. in cap. *Pastoralis*. De offic. Ordinarii. §. *Præterquam* in mortis articulo.

(b) Dixit Hostiensis quod in transfretare volente sequitur ista opinio, sed in obfesso debent considerari circumstantiæ utrum castrum expugnatur cum machinis, & tunc quia in omnibus imminet periculum poterit quilibet petere absolutionem... Si autem castrum non sic expugnatur, sed exercitus stat à longe, & si non subest periculum, non potest fieri hæc absolutio. Conclude breviter quod semper debet considerari utrum verosimiliter imminet periculum mortis, nam longum esset per particulares casus discurrere. Dubitat etiam hic Hostiensis in muliere prægnante, nunquid dicatur esse in periculo mortis tempore partus, ut sic possit absolvi... dicit quod experientia docet quod etiam fortissime mulieres solent deficere in partu, ideo iusta videtur causa absolvendi. *Panormitanus* in dictum caput *Pastoralis*. de offic. Ordinarii.

(c) Advertendum est, non idem esse hoc sane loco, periculum mortis & articulum mor-

tis. Est namque periculum mortis in his duntaxat unde mors frequenter solet accidere, etenim in hastarum ludo, in agitatione taurorum in navigatione placidi maris, quamvis interim mors sequatur, non est tamen periculum mortis, sed in bello, in mari vehementer turbato, in partu femine, de cuius morte probabiliter propter causas naturales timetur, periculum mortis agnoscimus, quod certe viri prudentis arbitrio, quam disputatione theologica definiendum est, ut quis morbus periculosus sit & lethalis prudentis finiat arbitrium. At articulus mortis, si nominis vim & proprium usum spectes, non idem est. Cum enim conceduntur per Diplomata casus reservati in periculo mortis, non intelliguntur concedi in quocunque periculo, sed cum regulariter certa mors, aut à morbo vel vulnere, aut ab exteriori vi, ut cum quis mortis pena damnatur. Idem intelligo, ut Doctores afferunt in mortis articulo, quemlibet Sacerdotem posse absolvere ab omnibus peccatis etiam quemcunque peccatorem. Non enim quemcunque aut navigaturum aut congressurum cum inimicis quilibet Sacerdos potest absolvere, etiam ubi periculum est. Quod si hæc sententia serupulosa esse videatur, parati sumus eam retractare, cum adversarius si quis erit, idoneas causas contrariæ opinionis reddiderit. *Canus*, de Pœnit. part. 6.

Aliqui vocant articulum mortis, cum mors est in fieri per causam naturalem aut violentam, nempe per infirmitatem, aut dum quis ministerio iustitiæ est extremo supplicio afficiendus. Et consequenter dicunt, in his tantum casibus licere cuicunque Sacerdoti quemlibet absolvere à quibuscunque peccatis & censuris. Ita Sorus, in 4. sent. dist. 18. c. 4. a. 4. & Canus, de Pœnit. part. 6. Alii paulo latius extendunt, & vocant articulum mortis, non solum

dire, à cause du recours que dans ce milieu l'on peut avoir à son curé ou à un Prêtre approuvé, mais les Auteurs du Catechisme, Paul V. & Urbain VIII. ont été si éloignés de suivre ce sentiment, & de resserrer la regle generale du Concile, qu'au contraire ils ont voulu l'étendre & lever tout scrupule, quand ils ont déclaré en faveur de ceux qui en peu se trouveront dans un état, où probablement l'on est, & où il est assez ordinaire d'être en danger de sa vie par exemple une femme sur le point d'un difficile accouchement, un homme que ses affaires obligent de passer par des pays infectés, un soldat à la veille d'un combat, un Officier qui se renferme dans une ville menacée d'un siege opiniâtre, un homme qui entreprend une navigation de long cours & perilleuse, qui va en guinée par exemple à la Traite des Negres, [*] en un mot qui probablement sera en peu dans une situation & des circonstances dangereuses pour sa vie. Le Catechisme du Concile, Paul V. & Urbain VIII. enseignent que si un Prêtre approuvé manque à ces personnes proches du danger, *si. proprii Sacerdotis facultas non datur, si. approbatus desit*, ou manque à son devoir à leur égard en refusant de les entendre & de les absoudre lorsqu'elles sont en état de l'être, *si desit*, ou qu'elles aient des raisons de ne pas s'adresser à lui, *si desit*, tout Prêtre pourra les absoudre; par exemple "(a) ceux qui vont au combat, ou s'embarquent pour un voyage perilleux, "les femmes prêtes d'accoucher pour la première fois, ou qui ont été en pé-
"ril dans leurs autres couches, &c. Quand donc ces personnes ne peuvent
"avoir de Confesseur approuvé, tout Prêtre peut les absoudre de tous péchés
"& de toutes censures., Paul V. & Urbain VIII. ne disent pas il doit, mais
il pourra, poteris, parceque ces personnes n'étant pas dans l'actuel peril, tels
que sont ceux qui ont la peste, une grosse fièvre continuë, &c. un Prêtre,

dum quis est mortis proximus modis supra dictis, sed etiam dum quis voluntarie mortis periculo se obijcit puta quando quis vel prælium vel mare periculosum ingreditur. Et consequenter existimant licere cuicumque Sacerdoti absolvere tales à quibuscunque peccatis & censuris etiam in illis casibus. Ita Navarrus, c. 2. n. 9. & latius, c. 27. n. 272. post Adrianum de confess. c. 3. & Silvestrum verb. confes. l. 1. § 7. quæ exensio videretur admittenda, illo casu saltem quo ad superiorem non est facilis aditus, & illi sic limitatæ subscribit Vivaldus, de absolut. n. 60. Chapeville, part. 1. c. 7.

In eo articulo multa licent ut statim dicatur circa absolutionem peccatorum, quæ tamen quidam negant licere quando in stat probabile periculum mortis naturale aut civile per sententiam Judicis. Dicitur vero periculum, quando in eo statu est homo etiam sanus, in quo sæpe solet contingere mors ut dum miles intrat eruentem prælium, vel longam periculosam navigationem, vel dum puerpera primum partum efficitura, si vero ante peri-

culum instans ut ante inchoatum prælium aut navigationem, homo non consecratur Sacerdoti quem tunc habet paratum. Quamvis nec approbatus esset, nec jurisdictionem habeat, accidet ut hic postea in mortis periculo seu articulo constitutus non habeat ullum Sacerdotem. In vero mortis articulo pie in Ecclesia Christi custoditum semper fuit ut nulla reservatio quantum ad culpam tunc esset, atque ita omnis Sacerdos quolibet penitentes à quibuscunque peccatis & censuris absolvere poterit. Henric. de Pœnit. Sac. l. 3. c. 9.

[*] Ce voyage est très-lucratif au Bourgeois qui envoie le vaisseau, mais très-pernicieux à l'Erat, à qui il enleve le tiers, la moitié de tous les équipages, & quelquefois plus, qui périssent dans le voyage, &c. d'autres circonstances qui l'accompagnent le rendent très-pernicieux au salut.

(a) Conduite des Confesseurs, 2. part. ch. 2. avec l'approbation de Messieurs les Evêques de Sens, Senlis, Bayeux, Amiens & Rennes 1739.

non approuvé n'est pas dans une obligation si étroite qu'un approuvé de les entendre & de les absoudre, quoiqu'il puisse les entendre & les absoudre s'il les trouve suffisamment disposés, selon le Rituel donné par ces deux souverains Pontifes, avec la liberté cependant toute entière de les renvoyer à ceux qui sont Confesseurs, *ex officio*, ou Prêtres approuvés, la nécessité n'étant pas urgente, & le danger de mort n'étant pas actuel, ni présent.

Je pourrois dire que Paul V. & Urbain VII. parlent d'une bienfaisance qui, quand toutes choses sont égales, doit être gardée, selon Lessius, (a) & qu'il est très-utile de pratiquer; mais cependant sans avoir fait d'obligation aux Prêtres non approuvés & aux fideles dans l'imminent peril de mort de garder cette bienfaisance & d'observer cette preference; car l'intention de ces deux souverains Pontifes n'a point été de restreindre la regle generale du Concile de Trente, qui enseigne expressément que dans le danger évident de mort, comme on l'entend communément, tous les Prêtres confessent sans aucune limitation de leur pouvoir d'Ordre, & de la Jurisdiction primitive. Leur intention n'a point été aussi de condamner S. Thomas qui long-tems avant le Concile de Trente a dit tout ce que nous disons. *Sed quia necessitas legem non habet, ideo quando articulus necessitatis imminet, per Ecclesie Ordinationem non impeditur quin absolvere possit, ex quo habet claves, etiam sacramentaliter, & tantum consequitur ex absolutione alterius, sicuti à proprio Sacerdote absolveretur.* S. Thomas in 4. sent. d. st. 20. q. 1. a. 1. *quæstionum*. 2. in corp.

Mais si les deux souverains Pontifes, ce qui n'est pas croyable, ont pensé à limiter & à modifier le Decret du Concile de Trente, Hurtado de Mendoza (b) nous dit que le Pape qui tenteroit une chose semblable, pecheroit grièvement. Et Durand (c) Evêque de Meaux, que "le Siege de Pierre a toujours voulu qu'à l'article de la mort, ou dans la nécessité pressante les Prêtres que l'Eglise n'a point retranché de sa société, puissent absoudre quel qu'homme que ce soit de tous pechés, dans l'absence, ou le défaut de celui à qui le pouvoir en appartient regulierement : Que si un Pape veut empêcher cet usage, l'on n'est pas tenu de lui obeir; les privileges attachés à son Siege, étant de paître les brebis, de les édifier & nullement de les perdre. Le privilege de pierre ne court donc point dans ce cas, ajoute Durand, & n'a point d'exercice, parceque l'on revient à la premiere institution de la puissance des clefs d'Ordre, dont Jesus-Christ en l'instituant, a donné à tous les Prêtres le pouvoir de faire exercice, sans distinction de pechés & de pecheurs, & parce que ce n'est point le cas de nécessité qui donne un autre Ministre du Sacrement, mais Jesus-Christ, qui dans ce cas n'a point donné plus de puissance au Pape (aux Evêques, aux Curés,) qu'aux simples Prêtres. (b) Melchior Canus que l'autorité des Theologiens antérieurs

(a) Lessius, *Auditor. ad 1. 2. verb. absolutionis. cap. 2.*

(b) Nec enim potestas diva est Ecclesie in perniciem animarum, sed in salutem, ut tunc jurisdictionis ad eam esset in animarum perniciem, & gravissime peccaret Papa qui eam

conaretur adimere. Hurtado de Mendoza vol. 1. de Eccl. disp. 84. sect. 8. 4. 139. & 140.

(c) Semper autem sedes Petri voluit, quod in articulo mortis quilibet Sacerdos non preceps ab Ecclesia posset quemlibet absolvere in peccatis in absentia illius ad quem cura regu-

110 Concile embarrassoit, laisse à de plus habiles à prononcer définitivement, lequel des deux il est meilleur de suivre. (a) Mais une regle de droit établit que l'on doit restraindre ce qui est odieux, & étendre ce qui est de faveur. (b) Or de pouvoir, être absous dans le danger de mort, par quelque Prêtre que ce soit, que le malade préfère d'appeler, étant plus favorable au peuple chrétien, (c) comme le disoit un Evêque qui avoit assisté au Concile de Trente, que d'être astringé à certains Prêtres, un fidele en peril de mort, peut absolument prendre le sentiment qui donne plus de liberté à sa conscience, & appeler le premier Prêtre, le Concile de Trente l'y autorise.

“ Beaucoup de choses me sont permises, disoit l'Apôtre 1. Cor. 10. 22. “ mais tout n'est pas avantageux : Tout m'est permis, mais tout n'édifie pas. „ Il étoit très-permis autrefois de se confesser dans le danger à des Prêtres non approuvés, mais il n'étoit ordinairement ni avantageux ni édifiant de le faire, dans un tems où l'on voyoit un grand nombre de Prêtres approuvés & les plus capables d'entre les prêtres qui étoient approuvés. Mais aujourd'hui que l'on voit la confusion en beaucoup d'endroits, & que plusieurs Evêques ont mis leurs diocèses dans une situation, où il ne seroit pas possible de pratiquer l'avis d'Avila, de choisir un Confesseur entre mille, à qui donner sa confiance, encore moins celui de St. François de Sales, (f) de le prendre entre dix mille. Aujourd'hui que l'avant-ceremonie, en quelques lieux, pour devenir Prêtre & être appelé à la conduite des ames est d'avoir initié la main & la langue par des professions de doctrines étrangères & des souscriptions contraires à nos maximes & à la sainte doctrine, *quicunque volebat, implebat manum suam & siebat Sacerdos*. Aujourd'hui enfin que l'on voit souvent élever au Sacerdoce & devenir Prêtres des Hauts-lieux ceux qui ont le moins de capacité & de mérite, & qui quelquefois sont chargés de crimes, *de novissimis populi, Sacerdotes Excelsum* : Ce qui étoit permis ne se-

lariter pertinet. Et si nollent in illo casu, nihilominus posset, non obstante privilegio Petri, quod non fuit ei datum ad destructionem sed ad ædificationem, cum fuerit ei datum ad pascendas oves. Unde in primo casu cessaret illud privilegium Petri, & staretur primæ ordinationi Christi de potestate clavium Ordinis quæ se extendit ad omnem peccatorem & ad omne peccatum, nec casus necessitatis mutaret Ministerium, sed Ordinatio Christi qui in tali casu non dedit privilegium Petro. *Durand. lib. 4. dist. 19. q. 2.*

(a) Difficile est de doctissimorum virorum judicare sententiis, & in medio seniorum juvenes sedere arbitros. Itaque ex his duabus utra sit opinio deligenda, prudentiorum ego & doctiorum arbitrio derelinquo. *Canus de Pœnit. part. 5.*

(b) Odia restringi, & favores conveniri ampliari. *De regul. juris in sexto. reg. 15.*

(c) Odia restringi, favores conveniri ampliari, ut etiam juris regula tradit. Quod autem quilibet Sacerdos in articulo mortis quemlibet possit absolvere gratia est & favor populi christiani. Quocirca ampliari potius quam stringere debemus. *Canus de Pœnit. part. 5.*

(d) S. François de Sales, *Introduction à la vie devote, liv. 1. ch. 4.* de la nécessité d'un Conducteur, pour entrer & faire progrès en la devotion... “ Choisissez-en un entre mille, “ dit Avila : & moi, je dis entre dix mille, “ car il s'en trouve moins que l'on ne sçuroit “ dire, qui soient capables de cet office. Il le “ faut plein de charité, de science & de prudence, si l'une de ces trois parties lui manque, il y a du danger. „

Si les trois parties manquent, comme dans nos jours, à la plupart des Confesseurs, le danger n'est-il pas évident & certain ?

roit-il point devenu avantageux & nécessaire à plusieurs ? Et un malade, ou tout autre à l'approche du peril de mort, ne manque pas de prudence, en s'attachant à la doctrine du Concile de Trente, que tous les Prêtres, sans distinction d'approuvés & de non-approuvés, peuvent confesser les fideles dans le danger, & les absoudre pleinement, il ne manque pas dis-je de prudence, si lorsque parmi les approuvés il n'en voit aucun à qui donner sa confiance, il cherche un bon Confesseur parmi les Prêtres non approuvés : S'il croit que les Rituels de Paul V. & d'Urbain V I I I. ont eu raison de regler par une extension favorable & contre le sentiment contraire, sans pourtant le condamner absolument : Que tous les Prêtres pourront dans le deffaut d'un approuvé, *si desu*, c'est-à-dire en son absence ou à son refus, ou quand l'on a des raisons de droit de ne pass'adresser à lui, confesser les fideles qui, sans être actuellement dans le peril, y seront bientôt, & les absoudre à l'approche de ce peril : S'il tient que le Clergé de France a prononcé, avec justice, que l'Eglise n'a point fait de loi pour obliger les fideles dans la maladie de se confesser à leurs Curés, plutôt qu'à d'autres Prêtres : Et ne peut-il pas de ce que le Concile general de Vienne par Clement V. (a) excommunie les Regulars qui sans le consentement du Curé administrent aux malades seculiers le Sacrement de l'Extrême-onction, on le saint Viatique, lorsqu'il ne leur inflige aucune peine pour les avoir confessé sans ce consentement, *prendre droit*, de se confesser librement à la mort & dans un danger imminent à d'autres qu'à son Curé : Il n'y a aucun inconvenient à penser qu'à la maniere de ceux qui ont du Pape une Bulle, ou le privilege de se confesser au Prêtre, qu'il leur plaît de choisir : Un malade devenu privilegié par le decret du Concile de Trente, peut selon Lessius (b) & Henriquez, (c) faire choix de son Confesseur entre tous les Prêtres, sans distinction d'approuvés & de non approuvés, & s'en faire absoudre en consequence du privilege. Enfin l'on peut observer & tenir après plusieurs Theologiens, que cette liberté est de droit divin ; avec d'autres qu'elle est de tradition apostolique, ou au moins de droit commun

(a) Religiosi qui Clericis aut Laicis Sacramentum Undionis-extremæ, vel Eucharistiæ ministrare, matrimonia ve solemnizare, non habitæ super his Parochialis Presbyteri licentia speciali... præsumperint, excommunicationis incurrant sententiam ipso facto, per sedem Apostolicam duntaxat absolvendi, &c. *Clementina* 1. de privileg. lib. 5. tit. 7.

(b) Neque dici potest Concilium intelligi, nullam in articulo mortis esse reservationem, nisi videlicet possit haberi aliquis qui jure ordinario vel delegato possit ab illis absolvere quia violenta est hæc restrictio... Unde etsi deceat ut in absolutione reservatorum superior præferatur inferiori, & proprius alieno non habenti alias potestatem, tamen non est necessarium, sed potest penitens tunc eligere quemvis idoneum, prout sibi magis expediat

visum fuerit, sicut qui habet Bullam vel privilegium eligendi Confessorem, qui ipsum ab omnibus absolvat ut docet Henriquez, lib. 3. c. 11. Lessius, *Ancillar.* ad 1. 2. verb. Absolutio. *cas.* 2.

(c) Cum in eo articulo (mortis) nulla sit reservatio peccati, & omnes Sacerdotes æquo habeant jurisdictionem, quæ à multis dicitur juris divini, datumque est ab Ecclesia ne quis illo tempore peccat, amplissimum juris privilegium ut infirmus eligat primum occurrentem cui confideretur sine pudore aperiat totam conscientiam ut qui habet Bullam vel tempore Jubilæi potest, etiam præcæte Episcopo vel Parocho, potius eligere alium, quem maluerit ex Confessariis expositio. *Henriquez de Penit. Sacr.* lib. 3. c. 12. n. 8.

& ancien, auquel un Evêque ne peut déroger, (a) & qu'il n'est pas au pouvoir de l'Eglise de le révoquer. (b)

Sixte I V. dans sa Bulle, *dum ad universos*. (c) Le Concile de Latran sous Leon X. qu'on tient à Rome être un Concile general, & auquel assistèrent un grand nombre d'Evêques François, & Leon X. par une Bulle à cet effet ont encore pourvû à l'administration des autres Sacremens à ceux qui sont en peril par la permission qu'ils donnent aux religieux, sans encourir les censures portées par le Concile de Vienne, & à plus forte raison, à tous les Prêtres seculiers, d'administrer le saint Viatique & l'extrême-Onction, quand un Curé à qui on les a demandés par une sommation juridique ou devant témoins, les refuse sans cause legitime, ou les differe malicieusement. (d) Un Evêque dans son Diocèse ou le Roi dans tout le Royaume pourroient bien établir la même règle, en faveur des malades, lorsque les Curés sont en défaut de donner les derniers Sacremens à ceux qui les demandent, mais en attendant qu'ils l'aient ordonné, le Concile de Latran de l'an 1515-Sixte I V. & Leon X. y autorisent tous les reguliers.

Le serviteur de Moïse, trop intéressé à la gloire & aux intérêts de son Maître, le sollicitera d'empêcher de prophétiser ailleurs que devant le tabernacle, mais Moïse le serviteur de Dieu, en jugera bien autrement. (e) Un Giezi aura regret que le Syrien Naaman lui échape, & courra après le Syrien pour en avoir de l'or, (f) mais un homme rempli du même esprit que le Prophete Elisée, condamnera Giezi, & un vrai Pasteur dira toujours avec l'Apôtre, à ceux qui voudront s'en plaindre : Mais que m'importe, (g) pourvû que Jesus-Christ soit annoncé, en quelque maniere que ce soit, soit par occasion, soit par un vrai zele : je m'en réjouis, & je m'en

(a) Idem, *ibid.* num. 2.

(b) Nec ecclesia fortè potest ordinare contrarium. Durandus, in 4. dist. 19. q. 2. n. 10.

Ecclesia non potest hoc rescindere & abrogare, ferendo scilicet contrariam legem, ergo est de jure divino. Antecedens suadetur, quia seculis quancunque Ecclesie lege, talis abrogatio esset contra rectam rationem, si, ut verum est, penitentia est Sacramentum ad salutem necessarium. Sic igitur rationi maxime consentaneum est, quemcumque Sacerdotem in articulo mortis Penitentia Sacramentum divino jure esse constitutum. Quo etiam fit per Ecclesie censuram talem auctoritatem abrogati non posse. *Canus de Penit. part. 5.*

(c) Concedimus ipsis fratribus ut eisdem personis eis confessis, quibus Rectores prefati sine ratione & causa denegaverint seu malitiose distulerint Eucharistia seu extremæ-Unionis Sacramenta ministrare, super quo eorandem Confessorum assertioni stari debeat, illa penitentibus possint impune exhibere. Sixtus I V. Extrav. *dum ad universos*.

(d) Ipsique Fratres etiam forensium confessiones audire valeant, Laicos tamen & Clericos seculares à sententiis ab homine laicis nullatenus absolvere possint. Eucharistia vero & extremæ-Unionis, aliaque ecclesiastica Sacramenta, illis quorum etiam infirmorum ac decedentium confessiones audierint, dicentibus proprium Sacerdotem illa sibi dare denegasse, dare nequeant, nisi denegatio sine legitima causa facta vicinorum testimonio probata, aut requisitio eorum Notario publico facta doceretur. *Conc. Latran. V. sess. 11.* — Leo X. Bulla, *dum intra*. Bullar. edit. Lugd. 1655: to. 1. pag. 587.

Communione & extremæ-Unionem dare possumus, nobis confessis, recusantibus, aut dare differentibus parochis, per Bullam Sixti IV. datam Prædicatoribus Romæ, anno Domini 1474. Pontif. anno 4. *summ. privil.* FF. Minimorum. pag. 45.

(e) Numer. 12. — (f) 4. Reg. 5.

(g) Philip. 1. 18.

rejoûrai toujours; car je sçai que l'événement m'en fera salutaire, par les prières des fideles, & par l'infusion continuelle de l'esprit de Jesus-Christ. Enfin, si les Apôtres se plaignent de cela, & veulent l'empêcher, Jesus leur repondra: Ne l'empêchez pas. *Magister vidimus quemdam in nomine tuo ejicientem demonia, qui non sequitur nos, & prohibuimus eum, Jesus autem ait: Nolite prohibere eum.* Marc. 9. 37.

§. XIII. Un Evêque ou un Curé qui empêchent les Prêtres approuvés ou non approuvés de confesser les fideles qui en danger de mort les appellent pour se confesser, pechent grièvement, & sont suspects de domination & de ne pas écouter l'Eglise.

“ Jean prenant la parole, dit à Jesus, comme je viens de le remarquer: “Maitre nous avons vû un certain homme qui chasse les demons en votre nom, quoiqu'il ne nous suive pas, & nous l'en avons empêché. Jesus lui repondit: Ne l'en empêchez pas. *Marc. 9. 38.* Les Apôtres obéirent & n'empêcherent plus cet homme qu'ils avoient empêché, de chasser les demons au nom de Jesus-Christ, & auquel ils ne l'avoient defendu que parce qu'il ne les suivoit pas, *quia non sequitur nos* porte le texte Grec, que parce qu'il n'avoit pas leur approbation dans le ministère qu'il exerçoit & qu'il n'étoit pas du nombre des 72. représentés aujourd'hui par tous les Prêtres & particulièrement par les Curés. L'Exemple est à suivre par les Evêques & les Curés, & ils le suivront infailliblement quand ils chercheront moins leurs intérêts que ceux de Jesus-Christ, & quand ils auront plus à cœur le salut des fideles qui après s'être égarés pensent serieusement à retourner au Pasteur & à l'Evêque de leurs ames, Jesus-Christ qui par ses meurtrissures & par ses plaies nous a guéris. 1. *Pet. 2.*

Le venerable Bede (a) sur l'endroit raporté de S. Marc remarque que Jesus-Christ apprit à St. Jean que l'on ne doit point s'opposer au peu de bien qu'il est donné à un autre de faire, mais qu'il faut l'engager à obtenir de faire encore davantage, & que St. Paul à l'occasion de cette parole du Sauveur, *ne l'empêchez point*, a dit que pourvû que J. C. soit annoncé, soit par occasion, soit par un vrai zele, qu'il s'en rejouit & qu'il s'en rejouira. (b) S. Paul avec beaucoup de raison a parlé ainsi, parce que c'est une joie parmi les Anges de Dieu lorsqu'un seul pecheur fait penitence. *Luc. 17. 10.* Mais les mauvais Pasteurs s'attristent, la colere les saisit, le depit les anime, quand l'instrument dont Dieu se sert pour operer la sanctification d'un pecheur, est manié par une autre main que la leur, ou n'est pas manié en pliant sous leur autorité & selon l'ordre qu'il leur plaît de donner.

(a) Docetur (Joannes) neminem à bono quod ex parte habet, arcendum, sed ad hoc potius, quod nondum habet esse provocandum. Nam sequitur: *Jesus autem ait, nolite prohibere eum...* Hac doctus sententia dicit

Apostolus 1 *sed sine occasione, sine veritate Christus annuntietur, in hoc gaudeo, sed & gaudebo.* Beda in *Marc. 9.*

(b) Philip. 1. 18.

Le droit du Sacerdoce égal & le même de droit divin dans l'Evêque & dans les Prêtres, le pouvoir d'absoudre reconnu & établi de foi par les Conciles de Constance & de Trente contre les Herétiques, dans tous les Prêtres, l'honneur qu'ils ont tous d'avoir succédé aux Apôtres dans le ministère de l'absolution & d'y être, comme le Concile de Trente le dit formellement, les Vicaires de J. C. la promulgation que S. Jacques a paru faire de leurs divins pouvoirs au moins pour les tems d'infirmité & de danger. Quelqu'un parmi "vous est-il malade, dit cet Apôtre, qu'il appelle les Prêtres de l'Eglise" & qu'ils prient sur lui... & la prière de la foi sauvera le fidele... Confessez vos fautes l'un à l'autre. *Jac. 5. 14. &c. (a)* Enfin la liberté des fideles, & le choix qu'ils font de Philippe au lieu de Pierre, de Jacques ou de Jean pour approcher du Seigneur Jesus, (b) prouve trop sensiblement le pouvoir de tous les Prêtres pour en douter.

Le Concile de Trente reconnoît qu'il est de tradition & d'usage observé de tous tems dans l'Eglise, & jamais opposé aux Prêtres, que dans le danger de mort ils puissent absoudre, l'un dans ce cas n'étant pas plus ministre de l'absolution que l'autre & n'ayant pas plus de pouvoirs. Ces vérités toujours cruës & enseignées dans l'Eglise sont contredites aujourd'hui. L'on voit des Evêques en tenir peu de compte, & pretendre non-seulement, (à quoi le desir de dominer ne porte t'il pas!) que les Prêtres s'ils ne les ont approuvés ne peuvent confesser un malade à la mort, & on les voit en certains cas défendre aux Prêtres approuvés, à des Curés même, & ce qui ne s'est point vû que dans nos jours, défendre quelquefois au propre Prêtre de confesser ceux qui de droit lui sont soumis. "N'empêchez point dit le Sage *Prov. 3. 27.* de faire du bien à celui à qui il convient d'en faire, & faites vous "même le bien que vous pouvez faire. „ Mais ces Messieurs ne font pas le bien & empêchent les autres de le faire. Ils delient avant le tems le dragon, l'ancien serpent qui est le diable & Satan, que l'Ange descendu du Ciel avec la clef de l'abîme & une grande chaîne en sa main avoit enchainé pour mille ans. *Apoc. 20.* Ils ouvrent la barriere, ils applanissent les voies au lion rugissant, au demon notre ennemi qui cherche qui il pourra dévorer, surtout dans les derniers momens de la vie. Les peuples pas assez attentifs à l'avis de l'Apôtre St. Pierre de résister en demeurant fermes dans la foi, au lion qui brule d'ardeur de dévorer sa proie, y sont trompés. Les Prêtres eux-mêmes dans la crainte d'un vain interdit ou d'une lettre que l'on surprendra à la religion du Roi, se prêtent à une domination si étrange sur les enfans de l'Eglise, & s'en rendent les executeurs, sans se souvenir que quand il s'agit du salut d'une ame, ils n'ont rien à ménager. Personne ne se plaint, ni ne reclame quoique tous, le simple fidele autant que le Prêtre soient obligés de se plaindre & de réclamer, & il arrive que nous encourons tous l'anathème & la malediction dont le Prophete Osée menace le peuple & le Prêtre. "Nous tomions dit Osée, le Prophete tombe. L'Eglise garde le silence dans cet obscurcissement, le peuple

(a) Infirmatur quis in vobis? Inducat ergo alterutrum peccata vestra. *Jacob. 5. 14.* Presbyteros Ecclesie, & orent super eum... &c. — (b) *Jean. 12. 21.*
oratio fidei salvabit infirmum... Confitemini

“est dans le silence parce qu’il n’est pas instruit, le Prêtre pour avoir négligé
 “de s’instruire ne fait point les fonctions de son Sacerdoce, & Dieu nous ou-
 “blie parce que nous oublions sa loi & ses preceptes.” *Et corrues hodie, & cor-
 rueret etiam Propheta tecum: Nolite tacere feci matrem tuam. Conturbavit populus meus,
 eo quod non habueris scientiam. Quia tu scientiam repulisti, repellam te ne Sacer-
 dotio fungaris mihi. Et oblita es legis Dei tui, obliviscar filium tuorum & ego
 Osie 4 5.*

Il seroit aisé de montrer que les Evêques & les autres dont je viens de par-
 ler, agissent contre leur devoir, contre les dispositions du Sauveur & contre
 les décrets des Conciles & des souverains Pontifes, & que dans le tems qu’ils
 ne parlent que des regles de l’Eglise & de soumission à ses ordonnances, ils
 les violent ouvertement, & avec d’autant plus de hardiesse, qu’ils les trans-
 gressent impunément. *O! insensati Galatae quis vos fascinavit, nem obedire veritati?..
 Sic sinitis estis! Galat. 3.*

Le Concile de Trente a fait un reglement de discipline pour prevenir des
 inconveniens où les Prêtres reguliers donnoient souvent, & il a defendu
 à tout Prêtre regulier de confesser les seculiers avant d’avoir été examiné par
 l’Evêque & avoir été trouvé idoine pour cette fonction. Les Evêques à cette
 occasion ne parlent que du Concile de Trente, disent de droit divin ce qui
 n’est que de droit positif & nouveau, prononcent nullité où il n’y en a point,
 & étendent la loi de l’approbation à un cas que le Concile en a exclus formelle-
 ment.

“Le Concile a déclaré, ff. 14. de Pœnit. cap. 7. que l’on a toujours observé
 “dans l’Eglise qu’il n’y a aucune reserve à l’article de la mort, c’est pour-
 “quoi tout Prêtre peut absoudre tout penitent de tout péché & de toute cen-
 sure. *Verumtamen pie admodum ne hac ipsa occasione aliquis pereat, in eadem Ec-
 clesia Dei custoditum semper fuit, ut nulla sit reservatio in articulo mortis, atque
 ideo omnes Sacerdotes quolibet penitentes, à quibusve peccatis & censuris absolue-
 re possunt.* Il declare donc que le pouvoir des Prêtres a un entier exercice
 envers ceux qui sont à l’article de la mort, expliqué par les Rituels de tout
 peril de mort, & que jamais l’Eglise ne les a empêchés de l’exercer dans
 ce cas, qu’ils peuvent encore l’exercer, que la tradition de cet usage est in-
 contestable, & qu’aucun Concile n’y a dérogé. Cependant plusieurs Evê-
 ques comme s’ils ne l’avoient jamais lû, ou si l’ayant lû, ils l’avoient oublié,
 n’en parlent point; & par une entreprise étonnante, contre le décret de l’E-
 glise, prétendent que dans ce cas, comme dans tous les autres, leur appro-
 bation est nécessaire & de droit divin, lorsqu’au contraire il est de droit
 divin, selon les meilleurs Theologiens, ou au moins de droit très-ancien
 jamais interrompu & établi par les Apôtres, que les Prêtres sans être
 approuvés puissent confesser librement & absoudre tous ceux qui dans
 le danger de mort demandent leur ministère. L’excès n’est pas demeuré
 là, mais comme d’un abîme on tombe dans un autre, & que Dieu pour
 punir un dérèglement permet souvent qu’on tombe dans un plus grand,
 on a vû des Evêques dominans porter l’oubli de la loi jusqu’à defendre
 à un Ordinaire d’entendre ses propres sujets, & méconnoître dans

des Curés un pouvoir que l'Eglise y reconnoît, & dont l'on ne peut douter sans soupçon d'hérésie & sans accuser l'Eglise infallible, d'erreur. Ce qui se passe aujourd'hui en beaucoup de Diocèses, contre des Religieuses, des Religieux, des Prêtres, des Laïques, à qui l'on ne laisse en danger de mort aucune liberté de s'adresser aux Prêtres qu'il leur plaît, approuvés ou non approuvés, n'est-il pas un violement public & sensible de l'enseignement de l'Eglise, & un mépris formel de son autorité?

Ce que je dis de quelques Evêques, je le dis également de plusieurs Supérieurs de Monastères & de quelques Curés supérieurs des Paroisses. Ils agissent contre les règles de l'Eglise & la déclaration du Concile de Trente, quand ils pensent astringer un mourant à un Confesseur qui ne lui plaît pas. "Messieurs faites pénitence de cette méchanceté, & priez Dieu "afin que s'il est possible, il vous pardonne cette malheureuse pensée de "votre cœur, car je vois que vous êtes dans un fiel amer & dans les liens "de l'iniquité.", *Ad. 8.* Vous êtes dans une mortelle erreur, injurieuse à Jésus-Christ qui a confié le ministère des clefs à tous les Prêtres, & injurieuse à l'Eglise, qui a déclaré que la Confession en danger de mort à quelque Prêtre que ce soit, est licite & valide. Les Prêtres & les fideles n'erreroient pas moins qui croient l'approbation de l'Evêque nécessaire dans ce cas.

"Nulle censure, nul cas réservé à l'article de la mort, dit Vivaldus dans "un ouvrage dédié au Pape Clement VIII. L'on assure la même chose du "règle de mort, comme à la veille d'une navigation périlleuse & d'un combat, "ou lorsqu'une femme approche du terme de son accouchement; car si le "peril est urgent, tout Prêtre quel qu'il soit, approuvé, ou non, quand même il seroit à lieu de prendre l'approbation de l'Evêque, n'en a pas besoin & peut confesser. Vivaldus ajoute que cela paroît décidé par le Concile de "Trente, mais qu'avant le Concile l'opinion commune étoit, que quand "on pouvoit avoir la permission du supérieur avant de confesser un homme "dans un peril urgent, il la falloit prendre. (*)

Bonichon Curé de St. Michel du Tertre à Angers dans sa défense des ordonnances de Mr. Henri Arnauld Evêque d'Angers l'an 1658. p. 492. reconnoît avec la même précision, que c'est le sentiment de l'Eglise déclaré par le Concile de Trente, qu'un Prêtre non approuvé est égal à celui qui l'est,

(*) In articulo mortis nullus est casus reservatus vel censura, &c. sed an hoc procedat etiam in periculo mortis, ut cum quis ingreditur mare periculosum, vel bellum vel quando mulier est proxima partui. Respondeo quod... est tenendum... (procedere) sed an talis Sacerdos valeat in articulo mortis absolvere, teneatur petere licentiam, si sit facilis aditus ad superiorem? Respond. quod quidam dicunt quod in articulo mortis quilibet Sacerdos potest absolvere à quocumque casu etiam Bullæ cœnæ, nec teneri ad petendam licentiam superiori, licet ad illum facilis esset receptus...

... Er hæc opinio videtur hodie determinari à Concilio Trid. ff. 14. cap. 7. dum ait verba generalissima, quæ omnes comprehendunt Sacerdotes: quæ sic se habent: *Aique ideo omnes Sacerdotes quilibet pariter à quibus vis peccatis & censuris abolvere possunt.* Quid clarius? & ita est tenendum, quamvis ante dictum Concilium communis opinio contraria servabatur, &c. Vivaldus, *Candelab. aurei part. 1. de ab'alar. n. 59. 60. &c. edit. venet. 1600.* quæ est duodecima, & ea dedicata Clementi Papæ VIII.

& peut confesser & absoudre celui qui étant en danger de mort l'appelle à le confesser, qu'un Evêque ou un Curé qui le trouvent mauvais, s'opposent au Concile & aux déterminations de l'Eglise, & qu'il y a de la cruauté de refuser aux personnes mourantes ce que les loix de l'Eglise leur permettent de se confesser à toutes sortes de Prêtres, approuvés ou non. Or refuser ce que l'Eglise permet, & dire nul ce qu'elle prononce être légitime, n'est pas une légère faute, & donne lieu de croire que l'on pense mal des pouvoirs, de la sagesse & de l'infailibilité de l'Eglise. En cela, je puis l'affurer, il y a de la temerité & de l'hérésie.

Les Prêtres approuvés ou non, confessoient à Nantes sous l'Episcopat de Mr. de la Baume le Blanc, les malades qui les appelloient, Mssire Jean Boufféau Curé de St. Nicolas en porta ses plaintes à l'Officialité le 4. Septembre 1674. & l'Official (a) sur les conclusions prises par le venerable Promoteur, quoiqu'il fût Curé, & ainsi avec interêts, ne parut pas condamner cet usage. On en jugera par ce qui suit.

EXTRAIT DE LA PLAINTÉ DU Sr. BOUSSEAU RECTEUR DE ST. NICOLAS DE NANTES..

" A Monsieur, Monsieur l'Official de Nantes. Supplie humblement noblé
 " ven. & discret Mssire Jean Boufféau Prêtre Recteur de la Paroisse de St.
 " Nicolas de Nantes, &c. expose à votre religion, Monsieur, ledit sieur
 " Recteur suppliant sur ce qui lui est venu à connoissance, que *plusieurs*
 " *Prêtres* tant du dehors de ladite Paroisse S. Nicolas, que du dedans d'icelle,
 " *non approuvés de l'Ordinaire*, & autres, s'ingèrent à son insçu de faire plusieurs
 " fonctions rectoriales, & singulierement d'administrer les *Sacrement de Pe-*
 " *nitence* & autres Sacremens *aux malades* de ladite Paroisse... tout ainsi que
 " s'ils avoient la qualité requise & l'ordre exprès dudit sieur Recteur sup-
 " pliant, qui est un attentat formel à ses droits; pour raison de tout quoi
 " il est obligé de vous presenter sa requête afin de maintien & reglement sur
 " ce qui est ci-devant exposé, & requerir ce considéré... Qu'il vous plaise
 " faire dessein à *tous Prêtres*, tant du dehors que du dedans de ladite Pa-
 " roisse de S. Nicolas de Nantes, *non approuvés de l'Ordinaire* & autres, de
 " s'ingérer à l'avenir d'administrer les *Sacrement de Penitence* & autres Sacre-
 " mens *aux malades* de ladite Paroisse, &c. le tout sans la permission expresse
 " dudit sieur Recteur suppliant, &c. *Plus bas est écrit:*
 " Avant faire droit, soit communiqué au venerable Promoteur. A Nantes
 " le 4. jour de Septembre 1674. Ainsi signé, M. Terrier Official.
 " Vû par nous Promoteur de Nantes la Requête cy-dessus & de l'autre
 " part avec l'ordonnance de Mr. l'Official, portant qu'avant faire droit il
 " nous soit communiqué... Tout considéré, nous requerons, qu'il soit fait
 " dessein à tous Prêtres de s'ingérer dans les fonctions rectoriales... sans au

(a) Mr. Mathurin Tertier, Docteur de Sorbonne, Official de Nantes, sous Messieurs de la Baume le Blanc & de Beauvau & Curé de St. Denis, il mourut sur la fin du dernier

siècle, Doyen de Sorbonne, il n'en fit cependant pas les fonctions, n'ayant pas voulu quitter Nantes. Voyez son éloge dans le Mercure de tenns.

“ prealable avoir obtenu l'agrément dudit Recteur, &c. Conclu à Nantes
 “ ce 6. de Septembre 1674. ainsi signé, C. Moraud P. P.

“ Veu par Nous Mathurin Terrier Official de Nantes, la Requête pre-
 “ sentée par le sieur Recteur de S. Nicolas, signée Bouffeuau, tendante à ce
 “ qu'il nous plût faire quelque reglement dans sa Paroisse pour les deman-
 “ des y contenues, notre Ordonnance au pied d'icelle, portant que le tout
 “ seroit communiqué au venerable Promoteur, en date du 4. jour de Sep-
 “ tembre 1674. les conclusions dudit Sr. Promoteur en date du 6. dudit
 “ mois & an. Et tout considéré... deffenses sont faites à tous Prêtres de s'in-
 “ gerer de faire aucunes fonctions rectoriales en ladite Paroisse sans son or-
 “ dre & permission, ni par consequent administrer aucuns Sacrements, &c.
 “ Et sera le present reglement publié au prône de la grande Messe. Arrêté à
 “ Nantes ce 14. jour de Septembre 1674. ainsi signé, M. Terrier Official.
 “ Ferré Greffier., Fut publié le Dimanche 16. Septembre 1674. par Louis
 Boudehen Prêtre.

Ils'agissoit dans la requête du Curé de St. Nicolas, de Prêtres domiciliés &
 étrangers qui à son insçu & sans être approuvés de l'Ordinaire, confessoient
 les malades de sa Paroisse, & leur administroient les autres Sacrements,
 sans doute sur son refus, dans lequel cas Sixte IV. Leon X. & le Concile de
 Latran de l'an 1515. accordent aux reguliers même de les donner aux se-
 culiers; c'est sur quoi le venerable Promoteur devoit requierir & l'Official
 devoit statuer, c'est ce qu'ils ne font point : & la question si un homme en
 danger peut se confesser à tous Prêtres approuvés ou non, reste indecise.
 Mais les statuts synodaux de Nantes de l'an 1682. chap. 11. n. 2. prononcent
 absolument qu'il n'y a pas d'obligation de se confesser à son Curé dans la
 dernière maladie. Par consequent cette confession n'est point un acte cu-
 rial, & il n'est point défendu par la Sentence de l'Official de Nantes l'an
 1674. ni le statut du Diocèse de l'an 1682. aux Prêtres quels qu'ils soient,
 de l'entendre; mais il résulte constamment de la Requête du Curé de St.
 Nicolas, que l'an 1674. des Prêtres non-approuvés, quoique très à portée
 d'appeler des approuvés, confessoient les malades sans que le Promoteur en
 fît aucune suite. On respectoit alors le decret du Concile de Trente qui y
 autorise tous les Prestres, & on croyoit de telles Confessions valides.

§. XIV. *La reserve des cas n'est pas de droit divin, mais de droit ecclesiastique & recent dans l'Eglise.*

Quelques Theologiens (*) nous donnent comme fort certain que les Evê-
 ques ont toujours été dans l'usage de se reserver des cas, & que c'est de droit
 divin qu'ils les reservent, d'où ils concluent que qui que ce soit des Prêtres
 ne peut absoudre & n'a jamais absous que par la commission de l'Evêque.
 C'est un point qu'il est important d'examiner; car si l'on fait voir une fois

(*) Voyez le Mandement de Sens du 1. Mai 1735.

que la reserve qui s'étend & aux cas & aux personnes est d'une discipline fort recente, & de droit ecclesiastique seulement, l'on perd aussitôt tous les avantages qu'on pretend tirer des réserves, pour établir que les Prêtres n'ont jamais eû l'exercice libre du ministère de l'absolution ou de leur pouvoir d'Ordre, que par l'Evêque.

Il est constant que les Papes ne se sont point réservé de cas avant le XII. siecle, & que quand ils ont commencé à en avoir de réservés à leur siège, ce n'est point leur propre puissance, mais le consentement des Evêques & des seconds Prelats dans les Conciles generaux ou particuliers, & le consentement des peuples à subir un joug nouveau, qui en a fait l'origine & le fondement. L'on peut raisonnablement douter: & pourquoi n'en douterions-nous pas, quand Mr. l'Archevêque de Sens dans son Mandement du 1. Mai 1735. *pag. 36.* doute si le Pape se peut réserver des cas contre le droit des Evêques, ce droit, si le Pape l'a véritablement, ne lui ayant été accordé que par le Concile de Trente? *Si certains pechés, dit ce Prélat, sont réservés au Pape selon le droit que le Concile de Trente lui attribue, l'Evêque n'en peut absoudre valablement.*

L'on peut dire à la même maniere, sans que personne y doive trouver à redire; car, pourquoi ne dirions-nous pas des Evêques ce que Mr. de Sens dit du Pape, que *si certains pechés sont réservés aux Evêques, selon le droit que le Concile de Trente leur attribue*, les Cûrés ni les Prêtres *n'en peuvent absoudre valablement*? Ce droit n'est donc pas aussi ancien que quelques modernes (a) s'efforcent en toutes rencontres de l'établir, afin d'attirer aux Evêques toute la juridiction du ministère des clefs, puisque plus de quinze siècles se seroient passés avant que l'on en eût fait une loi generale dans l'Eglise, & que si ce droit leur appartient (car je trouve bon de demeurer dans le *si* de Mr. de Sens) ce n'est que par une loi ecclesiastique & de discipline portée par le Concile de Trente, *sess. 14. ch. 7.* & qui n'a force en France en faveur du Pape & des Evêques, qu'autant qu'elle est louée, approuvée, autorisée, reçue, & que l'exécution en est ordonnée. Le droit de la reservation de certains pechés au Pape ou aux Evêques, n'est donc pas absolu ni de droit divin.

On aura beau élever la voix pour établir le contraire, & au deffaut de l'Ecriture & d'anciens Canons, appeler au secours, Docteurs & Religieux (b) accoutumés à crier bien haut les uns en chaire, & les autres dans leurs écoles, la voix de l'Eglise est trop puissante pour qu'ils puissent l'emporter par leurs clameurs & faire passer pour dogme de foi, ce que les saints Decrets, les maximes du Royaume, les franchises & libertés de l'Eglise Gallicane tiennent n'être que droit positif & ecclesiastique, & ce que le Concile de Trente, *session 14. chapitre 7. de la Penitence*, (c) le Concile de Cologne de l'an 1452. Hesselius qui avoit assisté au Concile de Trente, le docteur Navarre depuis ce Concile, (d) le Concile de Rouen,

(a) Voyez le Mandement de Sens du 1. Mai 1735.

(b) Voyez les Censures de la Consultation sur la juridiction & approbation, &c.

(c) Conc. Trident. 12. 14. de Penit. cap. 7. Voyez le texte ci-dessus, part 1. §. 9.

(d) Concilium Tridentinum non habet præstatam potestatem reservandi dari Episcopis. (A).

(a) de l'an 1581. confirmé par Gregoire XIII. le Rituel de Sens de l'an 1694. (b) disent être de discipline & de loi positive ecclésiastique, de discipline ancienne, dit la Theologie de Poitiers (c) qui appelle ancien, un usage dont l'on peut mettre les commencemens au douzième siècle.

Aux Conciles de Reims en 1131. (d) & de Latran en 1139. (e) les Evêques dont la vie ne portoit pas à respecter beaucoup leurs personnes, reserverent au Pape seul, le crime de ceux qui battoient les Clercs & les Moines. Le Concile de Londres en 1143. (f) porta le même decret pour remedier à des vexations qui croissoient tous les jours. D'autres Conciles comme celui de Tours en 1163. (g) auquel se trouverent dix-sept Cardinaux, cent vingt-quatre Evêques, cent quatorze Abbés, & un très-grand nombre d'autres du second ordre du Clergé & de laïques, reserverent au Pape les percussors des Clercs en Ordre sacré, & les incendiaires d'Eglises, après avoir été dénoncés & publiés excommuniés. L'on ne trouve donc jusqu'à l'an 1163. que deux cas réservés à Rome. Le Synode diocésain que Mr. l'Archevêque de Sens (h) qualifie de Concile tenu à Paris, sous Odon de Solignac en 1198. compte trois sortes de pecheurs, dont le renvoi se devoit faire au Pape, les percussors de Clercs, les incendiaires & les simoniaques. (i) Le Concile d'Avignon en 1209. (k) y joint les parjures. Voilà deux cas ajoutés aux deux autres, & réduits à quatre seulement dans les commencemens du treizième siècle. Mais aucun Pape jusqu'alors n'avoit osé de sa propre autorité, & comme ayant une pleine juridiction par tout le monde, se réserver des cas dans toute l'Eglise. Cette gloire étoit réservée à Innocent III. qui le premier, selon le Cardinal Palavicin (l) dans son Histoire du Concile de Trente, en reserva de pleine puissance au Siege de Rome.

jure divino, id est immediate à Deo, sed magis opere ad Christiani populi disciplinam pertinere, ut hanc potestatem habeant, summi quidem Pontifices in toto orbe, Episcopi vero in suis diocesis. Quod longe aliud est, cum multa jure humano constituta multum ad Christiani populi disciplinam pertineant. Tum quia hæc reservandi potestas non pertinet ad Ordinis substantiam, neque ad jurisdictionem ad absolvendum necessariam, sed ad aliam extrinsecam Ecclesie Christiane gubernandæ valde opportunam. *Navarrus Enchirid. d. cap. 27. num. 263.*

(a) Magis opere vero ad Christiani populi disciplinam sanctissimis Patribus visum est, ut atrociora quædam & graviora crimina non à quibusvis, sed à summis Sacerdotibus, absolverentur. Inde manarunt casus reservati tam Sedi apostolicæ quam Episcopis. *Conc. Roibum. tit. de Curatorum &c. officio num. 36.*

(b) Le cas réservé est un péché dont il est défendu par le droit ecclésiastique à un simple Prêtre.

Itre. P. A. R. T. I. E.

tre de donner l'absolution, laquelle est réservée à celui qui a fait cette défense, ou à son supérieur. *Rituel de Sens de l'an 1694. par Mr. Forin de la Hoguette. pag. 62.*

(c) Summus Pontifex & Episcopi juri habent quosdam casus sibi reservandi, ex antiqua Ecclesie disciplina. *Inst. Theol. ad usum Seminarii Psilov. de Pœnit. q. 2. a. 4.*

(d) Conc. Rem. 1131. c. 13. & 17.

(e) Conc. Later. 2. can. 19. & 20.

(f) Conc. Laudun. 1143. Videbis Rogationem de Hodwen.

(g) Conc. Turon. 1163. can. 31.

(h) Mandement de Sens. 1. Mai 1735. pag. 29.

(i) Summa tria in quibus nullus habet potestatem absolvendi nisi Dominus Papa, vel ejus Vicarius, nisi in necessitate. *Stat. Odonis de Solignac Par. sin. Episc. cap. 4. de confess.*

(k) Conc. Avinion. 1209. c.

(l) Palavicin. Hist. Conc. Trid. lib. 12. c. 11.

BU

Les Evêques à l'exemple d'Innocent III. commencerent aussi à s'en réserver dans leurs Diocèses; ou plutôt, sans s'en réserver encore précisément aucun, ni croire en avoir le droit (je parle des pechés secrets ou ausquels il n'y avoit point de censure attachée) ils recommanderent aux Prestres inférieurs, & les exhorterent comme Odon de Solignac Evêque de Paris l'an 1198. sans cependant se designer plutôt que les Curés & les autres supérieurs, de renvoyer aux Prestres majeurs, la connoissance & l'absolution des grands crimes, comme les homicides, les sacrilèges, les pechés contre nature, l'inceste, la defloration des Vierges, les violences contre les parens, l'infraction des vœux & cas semblables. (a) Mais ce fut moins un commandement qu'un conseil, & sans prononcer que les absolutions données par les inférieurs dans ces cas étoient nulles. On le pensoit encore ainsi à Paris long-tems après, puisqu'on le trouve comme conseil dans les Statuts synodaux de Paris recueillis l'an 1515. par Jehan Rendin, que l'on attribue à Etienne Poncher parce qu'il approuva qu'on les rendit publics. " Item, " disent ces statuts, que les Prestres des Paroisses, (s'ils ne parlent point des Prestres des Monasteres, ce qui me fait croire qu'ils ne parlent point aussi des " Curés) nous réservent & à nos grands Penitentiars deputed de nous, les " grands crimes, afin que par la honte & la peine à nous venir trouver, ceux qui " les ont commis reviennent à la sainte unité de l'Eglise, & ne tombent plus " en de pareilles fautes. „ Item, *Sacerdotes Parochiarum reservent majora peccata nobis aut majoribus Penitentiariis nostris per nos deputatis ut rubore verecundia & venerationis suffusi redeant ad sanctam Ecclesiam unitatem & caveant talia deinceps perpetrare.* Statut. synod. Paris. publicata an. 1515. de Sacram. Penitent.

Certains cas, comme il paroît par ce statut, ne sont donc point réservés aux Evêques, comme ayant de droit divin, plus de pouvoir d'en absoudre que les autres, mais parce qu'on crut plus avantageux à ceux qui les avoient commis, d'en être absous par l'Evêque ou ses grands Penitentiars que par d'autres. Ce n'est donc que fort tard & à mesure que les Evêques ont tenté de donner plus d'étendue à leur juridiction & de diminuer celle des autres, qu'ils ont prétendu le privilege de se réserver des cas, sans attendre le consentement du Synode de leur Diocèse, sans lequel cependant à se tenir à l'origine ils ne peuvent s'en retenir aucun, étant certain que la reserve n'est que le droit ecclésiastique, & qu'un Evêque ne peut faire de droit ou de loi qui ait force & durée, sans Synode.

Le Pontifical Romain qui n'est que l'ancien Pontifical de France, si nous en croyons l'éditeur du Pontifical Romain sous Innocent VIII. redigé par Durand Evêque de Meaux, revu & adopté par Innocent VIII. & depuis par Clement VIII. & Urbain VIII. établit assez nettement dans l'ordre de la visite des Paroisses, que les cas devolus à l'Evêque se réservent dans le Synode,

(a) *Sacerdotes majora reservent majoribus in confessionibus, sicut homicidia, sacrilegia, peccata contra naturam, incestus, & stupra virginum, injectiones manuum in*

parentes, vota fracta, & hujusmodi. Statut. Odonis de Soliaco Paris. Episcopi, de confess. cap. 4.

ou par l'autorité de quelque Concile; dans le Synode, par une diminution que les Curés & les autres qui composent le Synode, veulent bien consentir de leur juridiction en faveur de leur Evêque, comme les Evêques la consentoient autrefois, dans les Conciles en faveur de leurs Metropolitains, ou du Pape. *Pontifex... versus ad populum sedens proponit causas adventus sui, quia sacri Canonum & ecclesiasticus Ordo hoc fieri precipiunt propter multa... quapropter causas qui de jure vel consuetudine, ad Episcopum dumtaxat pertinere noscuntur, qui in constitutionibus Synodalibus continentur, in quibus nullus alius se intromittere potest.*

Ce ne sont donc point les Evêques, selon le Pontifical, qui se réservent des cas, mais le droit, mais la coutume qui leur en réserve, & les constitutions synodales sont l'unique Code qui en instruit & où on les trouve; de sorte que ceux qui n'y sont point inserés, ne sont point censés réservés à tous égards & ne passent point l'Episcopat de l'Evêque qui a voulu se les réserver.

Du tems de S. Thomas, au milieu du treizieme siecle, il n'y avoit encore que cinq cas réservés de droit au supérieur; sçavoir, 1. lorsque le cas exigeoit l'imposition de la penitence publique solennelle, parce qu'il n'y a que le propre Evêque, assisté de son Clergé, à l'imposer. 2. L'excommunication, lorsqu'elle n'est pas du nombre de celles dont un simple Confesseur peut absoudre. 3. L'irregularité. 4. Les incendiaires. 5. Enfin, certains crimes énormes que la coutume d'un Evêché réserve à l'Evêque, parce que la coutume donne ou restreint la puissance ecclésiastique à cet égard, selon S. Thomas, (*) mais il faut que cette coutume soit raisonnable & que les Evêques, selon le Pape Benoît XI. l'aient prescrite canoniquement. (b)

Le système contraire peut-il tenir contre des principes posés par S. Thomas & Benoît XI. qui ne reconnoissent rien de divin dans la reservation des cas? Il écroule nécessairement, quand il n'est étayé d'aucune bonne autorité; car le moyen lorsqu'un péché n'est réservé qu'à cause de l'excommunication, ce qu'on appelle réserve de droit, ou que c'est la coutume, c'est-à-dire l'acquiescement volontaire du peuple & le renvoi que les Pasteurs inférieurs en font librement depuis quelque-tems à l'Evêque, qui le lui réserve, de soutenir que la reservation est un droit divin, qu'elle appartient à l'Evêque à cause de sa dignité, & comme ayant seul de même droit, toute la juridiction dans son Diocèse, pour la communiquer à volonté aux

(*) Sunt autem quinque casus, in quibus oportet quod simplex Sacerdos ad superiorem, penitentem remittat. Primus est quando est solennis impositio penitentia, quia ejus minister proprius Episcopus est. Secundus est de excommunicatis, quando inferior Sacerdos non potest absolvere. Tertius quando invenit irregularitatem contractam pro cuius dispensatione debet ad superiorem remittere. Quartus de incendiariis. Quintus quando est consuetudo in aliquo Episcopatu, quod enormia

crimina ad terrorem Episcopo reservantur, quia consuetudo dicitur vel auctoritas talibus potestatem. S. Thom. in 4. sent. dist. 19. q. 1. a. 3. q. 2. in corp.

(b) Eoque qui tam enormibus interdictis sunt peccatis quod ea rationabilis consuetudo præcipit canonice in Episcopatibus aliquibus reservavit Episcopis; similiter non admittant. Benedictus XI. Extrav. inter censuales. Extrav. Comm. lib. 5. tit. 7. de privilegiis.

Curés & aux autres Prestres, & être au milieu d'eux, comme Jésus-Christ étoit au milieu de ses Apôtres, leur donnant leur mission, leur communiquant ses Pouvoirs divins, & leur disant : Sans moi vous ne pouvez rien. Que reste-t-il à faire à des Evêques qui parlent ainsi ? (a) Ne nous menaceront-ils point, comme le superbe Nabuchodonosor, tous les peuples de sa domination, que si au premier cri de leur herault, l'on ne flechit pas le genou pour adorer la Statue qu'ils ont élevée pour être adorée des peuples, l'on sera jetté dans la fournaise ardente ? *Stabant autem in conspectu statua quam posuerat... & praeclamabat vehementer, vobis dicens... in hora qua audieritis sonitum tubae... si quis autem non prostratus adoraverit, in eadem hora mittetur in fornacem ignis ardentis.* Dan. 3. Mais il se trouve encore dans les Diocèses, des Sidrachs, des Misachs & des Abdenago, qui n'adoreront pas la Statue, & à qui dans la suite on rendra l'éclatant témoignage qu'ils sont les serviteurs du Dieu vivant.

La coutume, selon Benoît XI. & S. Thomas, influé donc autant & peut-être plus que l'autorité du droit à la réserve, y ayant beaucoup plus de cas de coutume, que de droit : Il n'y a pas de raison plus solide, ce semble, & c'est la seule véritable que l'on puisse donner, pourquoi de tant de cas que Rome se réserve tous les jours dans toute l'Eglise, il y en a si peu de reçus en France par le Clergé & le peuple, & qui autorise les Parlemens à déclarer assez souvent qu'il y a abus dans les cas nouveaux qu'un Evêque se réserve : C'est qu'ils sont contre la coutume, & que ceux qui doivent se laisser conduire, ne doivent pas se laisser dominer ; car si le droit de la réserve étoit véritablement divin, qui oseroit des Catholiques y résister ? Et s'il étoit venu des Apôtres jusqu'à nous, qui y refuseroit son consentement ? S. Thomas a donc bien eu raison de dire : La coutume restreint & étend le pouvoir des Evêques dans le droit de se réserver des cas. *Consuetudo dat vel aufert in talibus potestatem.* Et Navarre, la coutume peut étendre la juridiction, & même la donner à celui qui ne l'a pas. *Et consuetudo ampliari potest jurisdictionem, immo & dare non habenti.* Navar. Enchirid. cap. 27. num. 261.

La réserve avec censure, dont cette accession nous en fait le lien plus fort, ne lie point encore tellement le pecheur, quelque legitime qu'elle soit, qu'il ne puisse en plusieurs rencontres marquées dans le droit, être absous par d'autres que par le Supérieur ; & l'on se tiendra toujours sûrement à l'important principe établi par Hesselius, qui ayant assisté comme Theologien au Concile de Trente, en sçavoit bien l'esprit, que ce n'est point par diminution de la puissance des autres, que le Pontife, soit le Pape, soit l'Evêque, se réserve certains pechés, mais parce que le Pape y attache, & les Evêques autrefois dans les Conciles & les Synodes y attachoient l'excommunication, dont le Pape n'accorde, & les Evêques n'accordoient point à d'autres d'absoudre. Mais s'il arrive que la loi positive qui réserve des cas, degene en mal & combatte la charité, il n'y a plus d'obligation d'observer

(a) Mandement de Sens 1. Mai 1735. pag. 34.

cette loi. *Toute réserve humaine*, dit Mr. Gibert, *Instit. Eccles.* p. 270. *cesse en cas d'impuissance de recourir à celui en faveur de qui elle a été faite*. L'on se tient alors au seul droit divin par lequel rien n'est réservé. *Ceterum Pontifex, lege positiva, ex iuxta causa quadam peccata sua tantummodo potestati reservavit. Non quod aliorum Sacerdotum potestatem diminuat, sed quia peccatis quibusdam ex iuxta causa excommunicationem annexit, à quo non voluit, quemlibet posse absolvere... Quod si attamen contingeret hanc legem ad malum declinare, & contra caritatem militare, ipsa relinquitur, stabitur in solo jure divino.* Hesselius, *Cath. tom. 2. c. 43.*

Voilà encore des temoins que le droit de se réserver des cas n'est point divin, & que lorsqu'on conclut en conséquence d'un droit divin qui n'est que positif ecclésiastique, c'est conclure en pure perte. Que de lignes, que de pages à effacer en certains Ecrits, qui du droit positif & ecclésiastique de réserver, qu'ils font par tout divin, tirent tant de fausses conclusions, & tendantes toutes à priver les Curés & les Prestres de leurs pouvoirs reçus de Jesus-Christ, pour les attribuer, & leur distribution aux seuls Evêques, comme s'ils étoient seuls chargés dans l'Eglise, de l'exercice d'un pouvoir, qu'il est rare de les voir exercer, & dont un grand nombre d'eux, s'ils entreprennent d'en faire exercice, s'acquitteroient fort mal, n'ayant ni l'étude, ni l'expérience nécessaires pour une fonction si importante.

§. XV. *Il n'y a aucune obligation de se présenter au Supérieur, lorsque dans le danger de mort on a reçu par un Prêtre qui autrement n'avoit pas le pouvoir de la donner, l'absolution d'une censure réservée de droit.*

L'on veut communément aujourd'hui, & on le foute par tout, dans les statuts synodaux & dans les Rituels modernes, que celui qui en danger de mort, a été absous d'un cas à censure de droit, demeure obligé, au cas qu'il recouvre sa santé, de se présenter au plutôt au Supérieur pour recevoir ses ordres, sous peine de retomber dans la même censure dont il étoit lié, & de gemir accablé sous son poids jusqu'à ce qu'il se présente au Supérieur à qui la censure étoit réservée.

Le Canon, *si quis suadente*, 17. q. 2. qui est du Pape Innocent II. dans le second Concile de Latran, n'a point porté cette loi, ni même dit, que le pecheur absous dans le danger, restoit obligé de se présenter au Supérieur, pour l'affurer qu'il étoit absous.

Le Concile de Tours de l'an 1163. par Alexandre III. veut que le pénitent donne assurance qu'il satisfera & qu'il se présentera au Supérieur; mais il n'a point dit, sous peine de retomber dans la même excommunication s'il y manque.

Benoît XI. dans son extravagante, *Inter cunctas*. de Privileg. *extrav. comm. lib. 5. tit. 7.* prescrit la même chose, sans statuer l'excommunication à encourir de nouveau en cas de désobéissance.

Le chapitre *Ea noscitur de sentent. excommun.* qui est de Clement III. ne

porte point aussi cette peine. Et le même Pape, *cap. De his. ibid.* se contente de marquer, que c'est la coutume de faire promettre à celui qui est absous, qu'il se présentera au Siege apostolique, mais il ne parle point de re-incidence dans la censure, lorsque le penitent neglige de se presenter, & il fait assez entendre qu'il n'y a aucune loi qui oblige l'absous à se presenter, quand le Prêtre ne lui en a pas fait l'obligation. De là les anciens Canonistes Geoffroi, Bernard & Henri de Segusio appelé le Cardinal d'Ostie, ont soutenu que le défaut de se presenter ne fait point retomber dans l'excommunication; mais l'Auteur de la glose sur le chap. *Eos qui.* de sentent. excomm. *in sexto.* dit que cela étoit vrai dans leur tems. *Suo tempore vera fuit opinio Geoffredi, Bernardi & Hostiensis, qui dicebant eum non reincidare. Dicebat tamen Hostiensis: Hoc praeceptum multi illudunt censura.*

Boniface VII. *cap. Eos qui. de sentent. excomm. in sexto.* a mis la re-incidence. Mais il est étonnant de voir en France, où le Sexte n'est point reçu, que cette règle passe dans les nouveaux Rituels des Diocèses & dans des statuts, par la facilité qu'ont les Evêques d'admettre sans aucun examen tout ce qui paroît sous le nom d'un souverain Pontife, comme s'il n'y avoit aucune exception à faire. Mais il y en a une ici, c'est que le Sexte qui porte cette excommunication, comme je l'ai déjà dit, n'est point reçu dans le Royaume, & que le chapitre *Eos qui.* paroît avoir été abrogé par le Concile de Trente. *sess. 14. de Pœnit. cap. 7.* Le Concile a déclaré que les censures, auparavant réservées, ne le sont point quand il y a danger de mort, & que tout Prêtre en peut absoudre. Mais il n'a point dit que celui qui étoit ainsi absous, restoit dans l'obligation de se presenter au plutôt, ou qu'autrement il retomboit dans l'excommunication. La censure est donc ôtée, s'il y en avoit une auparavant, & l'Evêque fait injure à l'Eglise de vouloir obliger sous peine de re-incidence à se presenter, lorsque l'Eglise supérieure aux Evêques & au Pape, a ôtée cette peine. Le Rituel de Paul V. revu par Urbain VIII. & adopté par un grand nombre d'Eglises de France, lequel on peut regarder comme une glose du Concile de Trente, refuse nettement, que s'il n'y a aucune raison de se presenter au Supérieur, après avoir été absous dans le danger de mort, on n'y est point obligé: or il n'y a aucune raison, quand l'absous a satisfait à la partie, & qu'il n'a point besoin d'être relevé d'aucuns vœux, suspenses, irregularités, ou autres empêchemens, le Concile & le Rituel dans le mot de *tonies censures*, ne renfermant point les dispenses, parce que le défaut de dispense n'est pas un empêchement à la réception des Sacramens ni au salut. *Si vero quis consecratur in periculo mortis constitutus, absolvendus est ab omnibus peccatis & censuris, quantumvis reservatis, cessat autem tunc omnis reservatio, sed prius si potest, cui debet satisfactio: ac si periculum evaserit, & aliqua ratione, superiori à quo aliàs est absolvendus se sistere teneatur, eum primum poscit, coram eo se sistat, quicquid debet prestaturus..*

De-là Mr. de Sainte Beuve (A) conclut, que celui qui dans le danger de mort a été absous par un Prêtre qui n'avoit pas autrement le pouvoir de-

(A) Résolution, to. 1. cas 113.

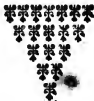
l'absoudre d'une excommunication réservée, n'est pas obligé de se présenter au Supérieur, quand le simple Prestre qui l'a absous ne l'en a pas chargé. Gerfon long-tems avant paroît dire la même chose. (a) Il y est donc obligé si on l'en charge, mais ce ne peut estre sous la peine de réincidence; car pour absoudre sous cette peine, il faut avoir la juridiction au for contentieux, comme l'enseignent les Conférences d'Angers, *traité de l'excommunication*, & l'auteur de la Conduite des Confesseurs; (b) & l'exception *des lieux où les Evêques l'ordonnent sous cette peine*, est tout-à-fait frivole, parce qu'un statut semblable n'oblige point, à cause du notoire abus qu'il renferme, & que statuer en prejudice des maximes du Royaume & des libertés de l'Eglise Gallicane, c'est statuer sans effet par faute de pouvoir, & il y a de la temerité à un Evêque de vouloir mettre en vigueur un usage que le Concile de Trente a abrogé & cru nécessaire d'abroger.

(b) Conduite des Confesseurs, 2. part. ch. 2. par le Sr. R. D. 1739.

(c) Ceux aussi qui ont été absous de censures réservées, en peril de mort, ne sont pas obligés en France d'aller après le peril se présenter à ceux auxquels elles étoient réservées, sous peine de retomber dans les mêmes censures, *excepté les lieux où les Evêques l'ordonnent sous cette peine*; parceque les decrets des Papes Boniface VIII. & Clement V. sur ce sujet n'ont point été reçus universellement dans le Royaume, & ont été abrogés par le Concile de Trente, lorsque sans restriction il a permis à tout Prêtre d'absoudre de toutes censures réservées à l'article de la mort. Cela n'empêche

pas qu'il ne soit souvent à propos que ceux qui donnent l'absolution des cas ou censures réservées dans cette occasion, obligent les pénitens d'aller après le peril se présenter aux supérieurs pour recevoir d'eux les avis & la penitence qui conviennent, ils ne peuvent toutefois d'eux-mêmes les y obliger sous peine de réincidence; car pour absoudre sous peine de réincidence, il faut avoir la juridiction extérieure avec l'intérieure, comme l'enseignent les conférences d'Angers, *traité de l'excommunication*. *Conduite des Confesseurs* par Mr. R. D. approuvée l'an 1739. par M^{rs}. l'Archevêque de Sens & les Evêques de Sens, Amiens, Bayeux & Rennes.

Fin de la premiere Partie.





SECONDE PARTIE.

De la Jurisdiction ordinaire ou de Delegation pour absoudre.

§. I. *Les Prêtres avant d'être ordonnés sont trouvés capables dans l'examen de leur Evêque, d'administrer les Sacramens & reçoivent dans l'Ordination le pouvoir d'absoudre & une jurisdiction interieure suffisante pour absoudre validement.*

ON demande trois choses dans le ministre du Sacrement de Penitence, la puissance d'Ordre, la puissance de jurisdiction & l'approbation de l'Evêque. Le Diacre que son Evêque ordonne Prêtre a été trouvé capable d'administrer les Sacramens, dans l'examen que l'Evêque a fait de sa capacité, ou autrement. Voila une suffisante approbation; car le Concile de Trente ff. 23. *de Reform. cap. 14.* ayant ordonné de n'admettre à la Prêtrise, (a) que des Diacres de bonnes mœurs, & qui dans un examen exact de leur capacité ont été trouvés capables d'instruire les peuples & d'administrer les Sacramens, on peut supposer comme approuvés & capables de l'administration des Sacramens, tous ceux que l'Evêque ordonne Prestres, ou l'on doit accuser l'Evêque ordonnateur de n'avoir pas observé le decret du Concile dans une chose de la dernière conséquence à l'Eglise, & d'avoir prévariqué en chose importante.

La puissance d'Ordre est donnée aux Prestres dans leur Ordination. Tous les Prestres encore lorsqu'ils sont ordonnés, reçoivent une pleine jurisdiction ou la puissance interieure pour absoudre les pecheurs. Vincent de Trano, (b) Adrien V I. (c) Richard Archevêque d'Armach, in *quest. Armen. lib. 11.*

(a) Qui pie & fideliter in ministeriis ante actis se gesserint, & ad Presbyteratus ordinem assumuntur, bonum habeant testimonium & hi sint qui... ad populum docendum ea quæ seire omnibus necessarium est ad salutem & ad ministranda Sacramenta diligenti examine præcedente idonei comprobentur. *Conc. Trid. ff. 23. de reform. cap. 14.*

(b) Vult & scribit Magister Vincenzus de Trano in summa sua de *titulis*, quod à jure in ordinatione data est eis potestas absolvendi & hanc recipit quilibet in sua ordinatione. Unde cum assumuntur à Plebanis in adjutorium possunt secundum ip[s]os confessiones audire, nam cum à jure licentiam habent, non egent licentia ordinariorum. *Alberti Magni, Comp.*

Theol. c. de Sac. Penit. §. cuius faciendæ confessio. Inret opera Gerfonii.

(c) Probabilior est opinio... quod sufficiens Sacerdoti jurisdictionis in ordinatione ad sacros Ordines, quæ per submissionem penitentis prorogatur. *Adrian. de Sac. Confess. q. 5.*

Et certe in consecratione cuilibet Sacerdoti traditur clavis potestatis quæ est facultas ligandi & solvendi in foro penitentiali. Habet ergo jurisdictionem spirituales quæ per illius exercitio sufficiant, modo habeat materiam debitam, & quod non requiritur alia jurisdictionis potestas, quia ut recte dicit Paludanus, Sacerdos parochialis excommunicatus dare potest vicarium in confessione audienda, & citius non Sacerdos, & tamen excommunicatus.

a. 4. Cajetan *Opusc. 10. 2. tract. 7. Navarre in cap. Placuit. de Pœnit. diff. 6. & Enabir. c. 27. n. 269.* Pierre de Ledefma, de *Sacr. Pœnit. cap. 11. Vasquez in 3. part. D. Th. 10. 4. q. 93. a. 1. dub. 2. &c. Angelus, verb. confessio 3. n. 4. cités par Contenson, (a) & Gonet. (b) Conrad Clingius, (c) Henri de St. Ignace (d) & quantité d'autres ne font aucune difficulté de l'assurer. On doit ajoûter que les Prêtres reçoivent en même tems la mission de leur Evêque, ou au moins sa permission, & que par là ils deviennent capables, lorsqu'ils en seront requis par les Pasteurs ordinaires des Paroisses, ou que quelque penitent aura des raisons de droit pour se soumettre à eux, d'exercer le pouvoir complet d'absoudre & de juger, qu'ils ont reçu lorsqu'ils ont été ordonnés.*

“ Efforcez-vous, mes enfans bien-aimés, qui allez être consacrés pour les “ fonctions du Presbyterat, leur a dit l'Evêque avant l'Ordination, de recevoir saintement l'Ordre de la Prestrie, & d'en remplir dignement tous les devoirs, après l'avoir reçu. (Voilà une mission bien marquée.) Or il “ faut qu'un Prestre offre le saint Sacrifice, qu'il benisse le peuple, qu'il “ preside dans l'assemblée des fideles, qu'il prêche & qu'il baptise, &c. Recevez le saint Esprit, les pechés sont remis à ceux à qui vous les remettrez. „ *Consecrandi, filii dilectissimi, in Presbyteratus officium illud dignè suscipere ac susceptum laudabiliter exequi studeatis. Sacerdotem enim oportet offerre benedicere, præfari, predicare & baptizare, &c. Accipe Spiritum sanctum, quorum remisisti peccata remittuntur eis, & quorum retinueris retenta sunt.* Pontif. Roman. de Ordinat. Presb.

Ces paroles signifient, ces paroles operent & donnent, ou plutôt Jesus-Christ, lorsque l'Evêque prononce ces paroles, donne à ses nouveaux Ministres, le pouvoir qu'elles signifient, & aussi véritablement que le pouvoir

nullam potest in alium jurisdictionem transfundere, & ideo talis licentia potius est cessio juris sibi competentis quam jurisdictionis commissio. *Idem, ibid. dub. 2.*

(a) Respondeo, propter hoc argumentum graves Theologos Armacanum, Cajetanum, Navarrum, Petrum Ledefmam, & Vasquez existimare Sacerdotem ex vi suæ ordinationis totam jurisdictionem & completam à peccatis absolvendi facultatem ab Episcopo manus imponente recipisse, illam tamen ab Ecclesia ligari & arctari, ut propriorum Sacerdotum jura salva consistent. *Contenson, lib. 2. p. 3. differt. unica c. 1.*

(b) Quarto Vasquez, q. 93. a. 1. dub. 2. Angelus, Petrus de Ledefma, & alii docent quemlibet Sacerdotem in ipsa Ordinatione jure divino accipere completam potestatem absolvendi à peccatis, quantum est ex parte principii, sed deesse illis materiam, quæ per auctoritatem Ecclesie eis designatur, &c. *Gomes de Pœnit. lib. 2. p. 9. a. 2.*

(c) Illi, ordinatione Sacerdotali à cario-

lico Episcopo accipiunt singulare donum ac potestatem dispensandi claves atque Sacramenta. *Conrad. Clingius, entech. lib. 3. c. 4. n. 1.*

(d) Ex ideo licet quilibet Sacerdos ex vi suæ ordinationis non solum accipiat potestatem ordinis, sed & jurisdictionis ad remittendum peccata (accipit enim judiciariam potestatem atque adeo potestatem jus dicendi quæ est potestas jurisdictionis) eam accipit ab Ecclesia impeditam, non expeditam, atque ab eadem limitatam & restrictam... ad validam itaque absolutionem supra potestatem Ordinis, quæ de se illimitata est, & ad totum mundum se extendens nisi ipsam Ecclesia limitaret, non importat augmentum seu additamentum potestatis, sed sublationem dumtaxat impedimenti vel restrictionis, ita ut Ecclesia non impediat ne talis vel talis Sacerdos citea tales vel tales personas, taliaque vel talia peccata exerceat acceptam in sua ordinatione peccata remittendi potestatem. *Henricus à Sanctis Ignatio lib. 5. de Sacr. Pœnit. c. 25. n. 1682.*

de consacrer, qui est marqué par celles-ci : Recevez la puissance d'offrir ; *Accipe possessum offerre*, est donné au Prestre à qui l'Evêque les dit. L'Evêque ne prononce & ne fait rien dans le reste de la ceremonie pour restreindre la signification des paroles par lesquelles il notifie à l'Eglise que le Prestre qu'il ordonne a reçu la puissance des clefs. Ceux à qui l'Evêque les a dites, paroissent donc recevoir tout le pouvoir, toute la juridiction, toute l'approbation qu'il est capable de leur donner dans son Diocèse, avec subordination cependant aux Curés des Paroisses, afin que le droit de chacun soit conservé, comme ils reçoivent toute la puissance nécessaire pour offrir, quoiqu'ils ne doivent pas regulierement celebrer les saints Mysteres dans une Eglise à l'insçu & contre la volonté de ceux qui y president, lorsqu'ils n'y sont pas attachés par leur naissance, ou à raison de quelque emploi ou benefice.

Je ne comprends pas comment il peut arriver que les Prestres ne reçoivent aucun pouvoir d'exercice, ou qu'une puissance incomplete, habituelle & tout-à-fait liée, selon quelques Theologiens, dans le moment que l'Evêque, comme ministre de Jesus-Christ, leur annonce qu'ils la reçoivent complete, & qu'il ne la lie point, & comment on ose avancer, qu'ils ne peuvent absoudre du peché, lorsque l'Evêque de la maniere la plus autentique qui fût jamais, puisque c'est à la face des Autels, après avoir offert les saints Mysteres, & d'une bouche encore teinte du sang de l'adorable Victime qu'il vient d'offrir, les assure au nom & de la part de Jesus-Christ que les pechés sont remis à ceux à qui ils les remettent : comment il est vrai que les Prestres ne peuvent faire aucun usage des clefs dont on leur confie tout l'usage, & perdent le pouvoir qu'ils reçoivent au moment qu'il leur est donné, sans avoir fait aucune faute qui merite qu'on les en prive. Raban Archevêque de Mayence, dans le neuvième siecle, dit que l'Evêque qui le pense se moque de Dieu. (a) Dieu ne se repent point ainsi de ses dons, (b) le oui & le non ne sortent point ainsi de sa bouche. (c) Et un Evêque a-t'il plus d'autorité pour approuver dans la suite, & rendre capable d'exercer un pouvoir de juridiction dans son Diocèse, quand c'est hors le tems de l'Ordination qu'il approuve, & qu'il n'agit pas si immediatement au nom de Jesus-Christ, que dans l'Ordination.

Je lis dans l'Evangile que Jesus-Christ a dit aux Prestres : *Comme mon Pere m'a envoyé, je vous envoie... les pechés seront remis à ceux à qui vous les remettrez*. Mais je ne trouve en aucune part qu'il ait dit aux Evêques : Les pechez seront remis par les Prestres, & par les seuls Prestres qu'il vous plaira d'approuver & de commettre pour les remettre ; ni qu'il ait dit aux Prestres : Les

" (a) Ad quid ergo invocatur Spiritus sanctus ab Episcopo ut sanctificationem personæ ordinandæ tribuat, si ipse invocator & ordinator post consecrationem, quam rite peregit, mox reprehenderit ? Numquid Deum iridet, cujus donum possit, cum possit ipsum donum prop-

vetit ! Rabanus Moguntin. lib. de chorepiscopis.

(b) Fidelis autem Deus... non est in illo est & non... Dei enim Filius Jesus-Christus... non fuit est & non, sed est in illo fuit. 1. Cor. 1. 19.

(c) Locutus sum, cogitavi, & non penituit me. Jerem. 4. 28.

pechés seront remis, seulement à ceux que l'institution de l'Eglise vous aura délégués & soumis.

Aussi quelques Theologiens comme Isembert (a) remarquent que le Confesseur n'use point de cette formule en parlant au pecheur qu'il absout : "Je vous remets vos pechés au nom du Pape, je vous les remets, au nom de mon Evêque, au nom d'un tel Curé qui m'ont approuvé & qui m'ont commis pour vous absoudre, mais je vous absous au nom de Dieu le Pere & du Fils & du St. Esprit, parce que ce n'est point la personne du Pape ou des Evêques, ou d'un Curé qu'un Confesseur représente, mais la personne même de Jesus-Christ ; „ que ce n'est point le Pape, ni les Evêques, ni les Curés, mais Jesus-Christ auquel tout Prêtre est un instrument égal pour opérer la grace, qui absout par le Prêtre, quel que soit ce Prêtre, & que ce n'est point, à parler proprement un Evêque qui envoie, mais Jesus-Christ qui envoie avec puissance pour juger.

" Il n'y a que Dieu, dit S. Thomas, qui remet par lui-même les pechés, car le Prêtre ne les remet que comme ministre par la vertu de la puissance des clefs auxquelles Jesus-Christ a donné de produire la remission des pechés ; mais si la consecration du ministre, ajoute ce saint Docteur, est de la nécessité du Sacrement, comme elle l'est pour le Sacrement de Penitence, toute la force du Sacrement est alors dans le ministre, de sorte que la puissance des clefs est dans le Prêtre pour l'effet du Sacrement de Penitence, ainsi que la vertu opérante de Jesus-Christ, est dans l'eau du Bâême pour produire l'effet du Bâême. *Solus Deus remittit per se culpam : Sacerdos vero ministrat virtute potestatis clavium qua quodammodo ordinatur ad culpa remissionem... quandoque vero de necessitate Sacramenti requiritur consecratio vel sanctificatio minister sine aliqua sanctificatione materia. Et tunc tota vis sacramentalis consistit in ministro, sicut est in Penitentia. Unde eodem modo se habet potestas clavium qua est in Sacerdote ad effectum Sacramenti Penitentia, sicut se habet virtus qua est in aqua Baptismi, ad effectum Baptismi.* &c. S. Thomas supp. q. 18. a. 1. in Corp.

Ces paroles sont très-precises & prouvent certainement que la Consecration du ministre, est la seule chose que l'on croyoit alors nécessaire d'ins le ministre pour administrer avec fruit le Sacrement de Penitence. Saint Thomas enseigne ailleurs, (b) que quoique les Prestres ne perdent point

(a) Hinc quia potestas illa sic sanctificandi fideles, accedente jurisdictione, operans in Sacramento Penitentia, non vel a summo Pontifice vel ab Episcopo vel ab Ecclesia, sed à Christo Domino illam concedente Sacerdoti per Ordinationem, ideo Sacerdos absolvens penitentem sibi vel per summum Pontificem, vel per Episcopum vel per Parochum factum subditum, non potest dicere absolvo te in nomine summi Pontificis vel Episcopi aut Curati, cum tant illorum personam non gerat, sed Christi Domini tantum. Isemb. p. 3. in D. *Th. de Sac. Penit. disp. 19. a. 7. n. 4.*

(b) Duplex est spiritalis potestas. Una quidem Sacramentalis, alia jurisdictionis. Sacramentalis quidem potestas est qua per aliquam consecrationem confertur... Et ideo talis potestas secundum suam essentiam remanet in homine qui per consecrationem eam est adeptus, quandiu vivit, sive la schisma, sive in haerem labatur quod patet ex hoc quod reddens ad Ecclesiam, non iterum consecratur, sed quia potestas inferior non debet exire in actum, nisi secundum quod movetur à potestato superiori, ut etiam in rebus naturalibus patet, inde est quod tales usum potestatis

la puissance de l'Ordre, lorsqu'ils tombent dans le schisme ou dans l'hérésie, l'Eglise leur en ôte l'usage; mais il remarque que s'ils sont alors quelque exercice de leur Ordre, il a son effet dans les choses sacramentelles ou de Sacrement, parce que l'homme n'agit dans les Sacramens que comme l'instrument de Dieu, d'où il s'ensuit que les Sacramens ont toujours l'effet qui leur est propre, quel que soit le Prestre qui les administre. S. Thomas ajoute, qu'il n'en est pas de même de la puissance de juridiction [ou de communion] parce que comme c'est l'homme qui la donne, on la perd par l'hérésie & le schisme, de sorte qu'un hérétique ne peut plus absoudre, excommunier, donner des indulgences, ni faire aucun exercice de juridiction.

Où le raisonnement de S. Thomas est faux, ou il conclut, comme je crois que c'est sa pensée, que les Sacramens dont l'administration ne demande point de juridiction précise, sont valides devant Dieu & au tribunal des hommes, mais que ceux à l'administration desquels l'Eglise a attaché la juridiction de communion, ne sont valides que devant Dieu, sans passer pour tels devant les hommes, ou plutôt le S. Docteur n'a parlé que de la juridiction extérieure & de ses actes; car soutenir que la juridiction, ou certaine matière déterminée & proposée par l'Eglise est de nécessité de Sacrement, & reconnoître en même-tems avec S. Thomas, que la juridiction n'est que d'institution humaine, *ex simplici injunctioe hominis*, ce seroit mettre l'homme en compromis avec Dieu, & donner l'avantage à l'homme, puisqu'il arriveroit alors, après que Jesus-Christ a dit aux Prestres, *les pechés que vous remettrez, seront remis*, que l'homme diroit: Et moi je vous assure, que si je ne vous donne la permission & la liberté d'exercer la puissance de remettre les pechés, vous ne les remettrez à personne. L'on dit véritablement d'un Evêque qui pense ainsi: "Qui est celui-ci qui blasphème de la sorte? Qui peut donner de remettre les pechés que Dieu seul?" *Quis est hic qui loquitur blasphemias? Quis potest dimittere peccata nisi solus Deus?* Luc. 5. 21. Et cet Evêque ne dira point avec efficacité, comme le Sauveur à un Paralytique: Or, afin que vous sachiez que ce pouvoir est attaché à ma dignité, qu'il se leve, qu'il marche & emporte son lit. *Ibid. Luc. 5.*

Tous les Prestres tant du second Ordre que du premier, dit le Bienheureux Ives de Chartres, sont les Vicaires du Souverain Pontife Jesus-Christ, dans la reconciliation des Pecheurs, & les mediateurs entre Dieu & les hommes, quand ils remettent les pechés aux penitens. (a) Mais je suis surpris,

amittunt, ita felicitet quod non liceat eis sus-
potestare uti. Si tamen uli fuerint, eorum po-
testas effectum habet in Sacramentalibus, quia
in his homo non operatur, nisi sicut instru-
mentum Dei. Unde effectus Sacramentales
non excluduntur propter culpam quamcumque
conferentis Sacramentum. Potestas autem ju-
ridictionalis est, quia ex simplici injunctioe
hominis conferretur, & talis potestas non immo-
biliter adheret. Unde in schismaticis & hæreti-
cis non manet. Unde non possunt nec absol-

vere, nec excommunicare, nec indulgentias
facere aut aliquid hujusmodi quod si fecerint,
nihil est actum. S. Thomas 2. 2. q. 3. a. 3. in
Corp.

(a) Sive autem sint minoris Ordinis, sive
summi Ordinis Sacerdotes, vicem Christi
summi Pontificis gerunt, dum populos delin-
quentes ad Pœnitentiam vocant & orationum
suarum medicamento sanant, unde Apostolus
dicit: *Deus erat in Christo munus reconcilia-*
tionis sui, & posuit in nobis verbum reconcilia-

dit ailleurs. (a) ce saint Evêque, de voir dans l'Eglise des personnes se faire un droit privatif de ce qui leur est commun avec plusieurs. Pensent-ils en faisant schisme & en déchirant ainsi l'Eglise, que les Sacremens donnés par tels & tels Prestres, ont plus de force que lorsqu'ils sont administrés par d'autres ? Je ne blâme pas les institutions de l'Eglise, ajoute Ives de Chartres, au contraire je les approuve, parce que la paix qui doit être dans l'Eglise entre ses Ministres, n'est jamais plus ferme que lorsque les inférieurs reçoivent des supérieurs la liberté de dispenser les Sacremens, sans aller au-delà de ce qu'ils leur prescrivent. Mais lorsque la puissance des Ministres des Sacremens est égale pour les operer, que l'un en fait de pouvoirs ne doit à l'autre que les égards prescrits par la charité, & que le plus puissant pense à priver l'autre de son droit, pour se l'attribuer à lui seul, il est visible que l'ambition le seduit & l'aveugle. *Verum ubi personarum aequalis est potestas, quarum altera alteri nihil præter caritatem debet, si altera alteri jus suum vult detrabere & sibi soli arrogare sua quærens, deceptus est sæculi ambitio.* Ivo Carnot. epist. 189. edit. Paris. 1647.

Ives de Chartres veut donc que les inférieurs deferent aux ordonnances de l'Eglise, mais il n'approuve pas qu'un supérieur dise qu'un Prêtre n'a pas le pouvoir que son Ordre lui donne, & qu'il n'opere rien, lorsqu'il lui descend de faire exercice des pouvoirs qu'il a reçus. De là Juret dans une note marginale sur cet endroit d'Ives de Chartres, conclut fort judicieusement, que la vertu des Sacremens est égale & la même par-tout. *Sacramentorum vis per æqualit ubique.*

Le même Ives de Chartres, enseigne encore dans la lettre 69. al. 93. que si tous les Prestres ne sont pas dans l'usage d'imposer la Penitence, appelée criminelle, c'est la publique, ni d'absoudre les penitens publics, sans la permission de l'Evêque, (il parle à des Chanoines réguliers de l'Evêché de Limoges à qui leur Evêque s'avoit dessendu,) cela ne vient que des Sanctions canoniques qui l'ont ainsi ordonné. *Sine cuius (Episcopi) arbitrio si moministis secundum canonicas Sanctiones, nec criminales Penitentias quilibet Presbyter potest iungere, nec parata Penitentia penitentes sacris Altaribus reconciliare.*

Le pouvoir du ministre des clefs, plus grand dans l'Evêque que dans les Prestres n'est donc que d'institution ecclésiastique, selon Ives de Chartres, d'où il résulte que le Sacrement administré contre la défense de l'Evêque n'est pas invalide, cela paroît si certain au saint Evêque qu'il ne fait aucune difficulté d'assurer dans sa lettre 73. al. 57. (b) que celui qui n'a de la Prêtreise

tionis : Obsecro ergo pro Christo, reconcilimini Deo. Fungantur itaque, ut dictum est, officio mediatoris dum pro populo Deum interpellant dum penitentes absolvendo reconciliant. Ivo Carnot. *serm. de excell. Sac. Ordin. in Synodo habito.*

(a) Mirum videtur quare unus in proprium jus ambiat vindicare quod multorum constat esse commune, nisi forte quis dicere audeat majorem vim Sacramentorum esse apud

alios quam apud alios quod schismaticum esset, & unitatem Ecclesie divideret. Hæc dicentes non reprehendimus institutionem ecclesiasticam per quam pax Ecclesie firmius colligata est, cum inferiores à superioribus Sacramentorum dispensationem suscipiunt, nec ultra quam sibi concessum est usurpare præsumunt. Idem, *de Francor. Regis univ. epist. 69. al. 93.*

(b) Qui autem solo Sacramento Sacerdos est, sicut fuit Pontifex Caiphas, periculosior

que l'Ordination à la manière de Caïphe, persecuteur déclaré du Prestre éternel Jesus-Christ, administre cependant, tout méchant qu'il est, un véritable Sacrement, parceque ce n'est pas son Sacrement, mais le Sacrement de Dieu qu'il donne; car ceux, continuë notre docteur Canoniste, qui une fois ont reçu le caractère de Prestre, ne le perdent point selon S. Augustin, quand même on leur en défendrait l'exercice, à cause de leurs crimes (bien moins le perdent-ils, quand ils ne sont point en faute) mais les Sacramens sont toujours à celui qui les reçoit, tels que le cœur qu'il y apporte, c'est-à-dire bons, si son cœur est bon. Si l'on dit que cela s'entend seulement des Sacramens de Baptême, de la Confirmation & de l'Ordre, le saint Docteur répond, qu'il parle generally de tous les Sacramens qui accompagnent la vie des Chrétiens, & sans lesquels on n'arrive point au salut éternel, par conséquent du Sacrement de Penitence qui remet dans les voyes du salut, l'adulte qui a eu le malheur de les quitter.

Ainsi parloit Yves de Chartres à Bernard Abbé de MarmonTier; mais s'il est très-vrai, selon ce fameux Canoniste & S. Augustin, qu'un Prestre interdit & suspens de ses fonctions pour ses fautes, donne valablement en toutes rencontres les Sacramens dont la fragilité humaine ne peut se passer & qu'un bon cœur les reçoit avec fruit d'un Prestre suspens & interdit, combien est-il plus véritable de l'assurer des Prestres dont la réputation est entière, & la vie édifiante, que les Sacramens qu'ils donnent sont valides, & qu'on les reçoit avec fruit de leur main, selon le cœur qu'on y apporte ? *SACRAMENTA IANNA SUI UNICUIQUE, QUALI CORDE ACCESSERIT.*

Vous Prestres du second Ordre, écoutez cet admirable Docteur, c'est un saint Evêque & un sçavant Canoniste qui vous parle. Ecoutez-le à Blois, à Chartres, à Orléans, à Meaux, à Paris, à Sens qu'il a autrefois éclairés par sa doctrine, c'est votre maître qui vous parle. "Vous Prestres (a) dont les levres sont les depositaires de la science, car vous êtes les Anges du Seigneur des armées. C'est de votre bouche que l'on doit attendre la connoissance de la loi, & vous vous nourrissez de la victime offerte pour les péchés.

anulus & verissimi Sacerdotis, quamvis ipse non sit verax, quod dat, tamen verum est, si non det suum, sed Dei. Sacerdotii autem ordinem sicut dicit Augustinus in lib. de bon. Conjug. qui simul acceperunt non privantur, licet aliqui pro aliquibus culpis ab officio removeantur. Ad ultimum divina Sacramenta talia sunt unicuique, quali corde accesserit. sicut dicit Augustinus in Dialog. cont. Pelagianum. Et hæc quidem dicta sunt de Sacramentis ecclesiasticis, sine quibus christiana conversatio non ducitur, nec à Domino premium æternæ salutis consequitur. Ivo Carnot. epist. 73.

(a) Vos quoque reliqui Sacerdotes, inferiores domus Domini mansuete, quorum labia custodiunt scientiam, Angeli enim Do-

mini exercituum estis. Lex siquidem requiritur ex ore vestro, qui peccata populi Domini comeditis, tandem expurgiscimini, & quamvis non sitis juxta distinctionis momenta Pontifices, tamen recolite vos Petri Consecratos. Stare ergo in gradu vestro, succindite lumbos viriliter, & sequimini Petrum Sacerdotem magnum efficaciter. Quod enim hodie insula decoratur Sacerdotali collocatur in Cathedra magisterii vestri humilitatem sustollit, iudicium vestre potestatis deliberativum corroborat discretionem, & totius vestri officii exornat dignitatem. Vos quoque pro capacitate vestra Dei cooperarii & coadjutores estis, instar Petri Sacerdotium suscepistis. *Ivo Carnot. serm. 22. de Cathedra S. Petri.*

"du peuple de Dieu. Revenez de votre assoupissement, & quoique vous ne
 "soyez pas Pontifes par un peu de distinction qui fait pancher la balance
 "pour d'autres, souvenez-vous cependant que vous estes les *Consacrez* des de
 "l'Apôtre St. Pierre. Demeurez fermes dans votre rang, & suivez efficace-
 "ment l'Apôtre Pierre constitué grand Prestre. Souvenez-vous que l'éminence
 "de sa chaire est un relief aux moindres fonctions où vos qualités de Docteurs
 "& de Maîtres du peuple vous font descendre, fortifiez votre puissance de de-
 "libérer & de juger, fait l'ornement de votre ministère & donne de la di-
 "gnité à vos emplois, puisque vous estes autant que des hommes peuvent
 "être les coopérateurs & les coadjuteurs de Dieu, & comme Pierre vous
 "avez reçu le Sacerdoce de Jesus-Christ.

Ainsi parloit le grand Evêque de Chartres, cet homme si respectable
 & si respecté des souverains Pontifes & des Rois, dans un Sermon qu'il pro-
 nonça au jour anniversaire de l'intronisation de S. Pierre à Antioche, où le
 peuple se fit un Prétre general de celui que Jesus-Christ avoit fait le Pasteur
 general de ses brebis. (a)

L'Auteur du livre des sept Ordres de l'Eglise, parmi les ouvrages de S.
 Jérôme à qui l'on a quelquefois attribué cet ouvrage, & dont Gratien a tiré
 son Canon important *Ecc. ego. dist. 95.* avoit dit, quelques siècles avant, les
 mêmes choses. Qu'un Evêque, dit cet ancien, (b) ne succombe pas à la
 tentation du demon qui le porte à ne pas souffrir que les Prestres instruisent,
 prêchent dans les assemblées, benissent le peuple & lui administrent les Sacre-
 ments, ou qu'il nous apprenne si consacrer le Corps de Jesus-Christ à l'au-
 tel, est au-dessous de toutes les autres fonctions. Il est cependant bon de se
 soumettre au jugement de son Evêque & de faire ce qu'il ordonne pour la
 conduite du peuple; mais à son injuste commandement, le Prestre établi de
 Dieu ne perd point l'exercice de ses fonctions, le ministère de la parole &
 tous ses autres pouvoirs, & ne peut être un Prestre de nom seulement, au-
 quel il ne reste rien de la plénitude & de la perfection de son Sacerdoce.

L'on objecte (& c'est un desordre qui fait repandre des torrens de larmes
 à ceux qui aiment véritablement Israël, & que l'Eglise s'est dans tous les
 tems efforcée d'arrêter) que tous les Prestres n'ont pas la clef de la science &

(a) Quem omnibus suis Deus Pastorem præ-
 fecerat generalem, plebs Antiochena hodie
 sibi collocat Pontificem generalem. *Idem,*
ibid.

(b) Prædicare eos decet, utile est benedi-
 cere, congruum confirmare, convenit reddere
 communionem, necesse est visitare infirmos,
 orare pro invalidis, atque omnia Dei Sacra-
 menta complere... Nemo hinc Episcoporum
 invidia diabolice tentationis instigatus irascatur
 in templo, si Presbyteri insertum exhortetur
 plebem, si in Ecclesiis prædicent, si ple-
 bibus, ut scriptum est benedicant. Etenim ab-
 aucti mihi ista, sic dicam: Qui non vult

Presbyteros facere quæ jubentur à Deo, dicat
 quis major est Christo? Aut quid Corpori ejus
 aut sanguini poterit anteponi?... Tamen cre-
 dendum est summi Sacerdotis judicio, & hoc
 faciendum quod iusserit circa laicos & mulie-
 res. Jubentibus vobis injustissime Sacerdoti-
 bus, non recte Presbyter Dei benedictionis
 perdit officium, amittit lingue opus, non ha-
 bet confidentiam prædicandi, truncatus est
 omni parte virtutum, solum Presbyteri no-
 men habet, plenitudinem ac perfectionem
 quæ consecrationi ejus competit, non retinet
 ut? *De septem Ordinib. Eccl. cap. de sexto gra-
 du. apud Hieronymum.*

de la discretion pour discerner la lepre d'avec la lepre, (a) & que leur peu d'experience oblige un Evêque à ne leur pas commettre la conduite des âmes, & à les en suspendre dès le jour de leur Ordination. Il ne devoit donc pas les ordonner, ni charger l'Eglise de Prestres inutiles; mais comment ne tremble-t'il point de leur commettre le sang de Jesus-Christ, qu'on les voit depuis qu'ils sont Prestres offrir sans empêchement?

Un Evêque agit par des Ordinations semblables contre l'intention de Jesus-Christ & de l'Eglise. (b) Il en derange les desseins, & c'est un grand sujet de trembler pour lui. Il fait bien de reparer sa faute, & d'arrêter ceux qui sont incapables d'un exercice d'Ordre: qu'il leur a confié trop légèrement, mais il ne devoit pas faire cette faute, ni appeler ceux que Jesus-Christ n'appelle pas. Mais est-il permis pour punir sa propre faute, d'en faire une nouvelle? Peut-on contre cette règle, *Nemini sua frans patrocinatur*, tirer de l'avantage de ses fautes, prendre droit des ignorans qu'on ordonne de dominer & d'arrêter dans l'exercice de leur ordre beaucoup d'autres qui sont capables? Est-il juste de les confondre avec des indignes, & n'y a-t'il point de temerité à s'efforcer de les priver d'un pouvoir qu'ils ont reçu de Jesus-Christ, mais dont le Sauveur ne les prive pas, quand ils sont dignes de l'exercer? Un Evêque fait une grande faute (c) de jeter des ignorans dans l'emploi, il n'en fait peut-être pas une moins considerable d'en retirer ou de n'y pas mettre ceux qui en sont capables, mais la plus grande, à mon avis, & la plus terrible pour lui, c'est qu'il n'en fait aucune penitence.

Innocent III. representoit à un Evêque qui avoit commis une faute semblable, qu'il avoit dû prendre de justes mesures pour n'ordonner que des gens capables, mais qu'après les avoir ordonnés, ils ne pouvoit pas alleguer qu'ils étoient incapables & indignes de l'exercice de leur Ordre, à moins que cette indignité ne fût survenuë depuis leur Ordination: *Ac ideo post promotionem eorum, exceptionem non poteris praecondere contra illos, nisi forte postquam promoti fuerint, reddiderint se indignos*. Decretal. lib. 1. tit. 14. c. 13.

Le souverain Pontife Innocent III. ne porte aucune peine contre cette faute, mais le chapitre *Si qui Episcopi*. caus. 1. q. 1. c. 43. & caus. 25. q. 2. c. 24. qui est du grand St. Leon aux Evêques d'Afrique, ep. 87. c. 2. veut que l'Ordinateur d'un Prestre ignorant & incapable, si le Concile de sa Province ne le depose pas, ne fasse plus d'Ordination de Prestres, & n'assiste à l'Ordination d'aucun. *Si qui Episcopi (d) talem consecraverint Sacerdotes, qualem non liceat*

(a) *Scientiam discernendi non habent omnes Sacerdotes, unde dolendum est, arque lugendum. Magist. Sentent. lib. 4. dist. 19.*

(b) Cap. *Illiteratos*. dist. 36. c. 1. Ex est Papæ Damasi.

(c) Sicut enim boni operis sibi comparat fructum, qui rectum tenet, in eligendo Sacerdote judicium: Ita gravi semetipsum afficit damno, qui ad suæ dignitatis collegium sublimæ indignum. Non enim in cujusquam personam prætermittendum est, quod indicatis gra-

ribus continetur. S. Leo, epist. 1. al. 85. c. 87.

(d) Tout ceci, selon le dernier éditeur, est une fourure dans la premiere Lettre de St. Leon; al. 87. voyez les notes du pere Quésnel, in epist. 1. S. Leonis. Si c'est une interpolation, elle est ancienne, Anselmo de Lucques, Ives de Chartres dans l'onzieme siecle, & Denis le Petit au commencement du sixieme, attribuent ce chapitre au Pape St. Leon.

etiam si aliquo modo damnum propriis honoris evaserint, ordinationis tamen jus ulterrius non habebunt, nec illi unquam Sacramento intererunt, quod neglecto & divino iudicio, immerito praestiterunt.

Le Chapitre *Qui ecclesiasticis*, dist. 36, c. 2. & le Chapitre *Ex Pœnitentibus*, dist. 50, c. 55. sont aussi formels pour punir l'Ordinateur d'un Evêque & d'un Prêtre qui n'ont pas les qualités requises par les Canons. Le Pape Zozime, & le quatrième Concile de Carthage dont ces deux Canons sont tirés, le suspendent de l'Ordre qu'il a donné contre les règles, (a) & lui défendent d'ordonner qui que ce soit à l'avenir. (b)

S. II. L'Eglise n'ôte point aux Prêtres le pouvoir d'absoudre ni la juridiction intérieure & spirituelle qu'ils reçoivent dans l'ordination, mais elle ne leur donne pas la juridiction ecclésiastique & extérieure ou le territoire & les sujets pour exercer leurs pouvoirs, lorsqu'ils sont ordonnés.

Le Docteur Navarre *in cap. Placuit. de Pœnit. dist. 6. n. 55.* remarque que le Cardinal de la Palus enseigne clairement *in 4. dist. 17. q. 4. 1. col. fin.* que tous les Prêtres ont de droit divin une juridiction suffisante pour confesser, mais qu'un droit humain les empêche de l'exercer. *Clare habet* (Paludanus) *quemlibet Sacerdotem jure divino habere jurisdictionem, jure autem humano ea exercenda impediri.* C'est la suite des Ordinations vagues d'aujourd'hui.

Navarre ajoute, *ibid. n. 137.* qu'il est surpris que personne n'a aperçu que tous les Prêtres ont la puissance ordinaire pour absoudre, qu'aucun Prêtre à proprement parler, n'absout comme délégué d'un autre, & que lorsqu'un Ordinaire permet à un Prêtre de confesser, il ne lui donne point de juridiction, mais il lui présente seulement la matière ou des sujets avec un territoire pour l'exercer, d'où ce Canoniste infère que quand le Concile de Florence enseigne que pour absoudre, il faut être ou Ordinaire, ou avoir commission de l'Ordinaire; il n'a point voulu dire qu'un Evêque ou un Curé donnoient la juridiction & la puissance, mais seulement qu'ils donnoient le moyen d'en faire exercice par une assignation de territoire où juger, & des sujets à juger. *Hoc addiderim quoniam, quod demiror neminem advertisse quilibet Sacerdos Ordinarius habet in absolvendo à peccatis potestatem. Neque nullus absolvit tanquam delegatus propriè sumendo delegatum per ea quæ ex Paludano & aliis adduxi supra, & per licentiam Parochi propriis nullam alicui suscipit jurisdictionem, sed solum illam exercendi materiam.... Ex quo inferri potest intellectus verborum in Concilio Florentino in decreto Eugentii posteriorum, scilicet minister Sacramenti Pœnitentia est Sacerdos auctoritatem absolvendi habens Ordinarius vel ex commissione Sacerdotis. Illud enim verbum, ex commissione, accipi debet pro licencia & facultate id faciendi & non pro jurisdictionis vel Potestatis absolvendi translatione.*

(a) Zozimus Papa, *epist. ad Hieburnium Episc.* |

(b) Concilium Carth. 4. *can. 68. & 69.*

Navarre dans un Ouvrage postérieur à son Commentaire sur le Canon, *Placuit*. dit encore qu'à considérer le seul droit divin, tous les Prestres peuvent absoudre de tous les cas, & que s'ils ne le font pas, c'est qu'un droit établi par les hommes le leur défend ; mais que cette défense ne les prive pas du pouvoir sans réserve qu'ils ont reçu de Dieu, d'absoudre indistinctement de tous leurs pechés, les pecheurs. *Omnis Presbyter s'o jure divino attento, potest absolvere quemlibet à qualibet peccato ut alijs diximus & efficaciter probavimus*, in cap. Placuit. de Pœnit. dist. 6. num. 2. *Attamen plurimum id non licet jure humano, Papa id vetante, nec sequitur ex hoc tolli eis potestatem illam divinitus eis datam*. Navar. *consil. lib. 5. de Pœnit. & rem. consil. 30. n. 3.* edit. Rom. 1602. p. 701.

Vasquez, in 3. p. D. Th. 10. 4. q. 93. 4. 1. suit le même raisonnement, & ne reconnoît dans le délégué qu'une attribution de matière qu'il n'avoit pas auparavant, mais l'Ordinaire ne communique aucun nouveau pouvoir selon ce Theologien.

Le pere Thomassin établit la même chose & enseigne, que quand les Evêques resserrent la puissance des Prestres, car il reconnoît qu'ils l'ont indépendamment de l'Evêque, c'est moins la puissance attachée & inherante de droit divin au caractère Sacerdotal qu'ils resserrent, que l'exercice & l'usage de cette puissance. *Quaquam Episcopi potestatem Presbyterorum in remissionis peccatis coarctent, sive ad certa crimina, sive ad certas personas, eam constitutionem esse exercitii & usus magis quam potestatis que ipsi quodam modo adnata est Presbyterorum Ordinationi*. Thomassin de Eccles. discipl. part. 1. lib. 2. c. 12. num. 2.

C'est une vérité constante (ainsi parloit l'an 1643. le fameux Isaac Habert Theologal de Paris, & depuis Evêque de Vabres, dans un Ouvrage approuvé du Docteur Claude Hemeré, & de trois Professeurs en Theologie de la Faculté de Paris, J. Daultrei, J. Pereiret & Alphonse le Moine.)

« C'est une vérité constante, dit le
« Theologal de Paris, que la juridic-
« tion est intrinsèque & attachée de
« droit divin aux Ordres qui forment
« la Hierarchie. Le Prestre, par exem-
« ple, a la juridiction de celui au nom
« & par l'autorité duquel il agit, &
« prononce des jugemens ; c'est donc
« de Dieu, puisque c'est en son nom
« qu'il prononce. Dieu a donné au Pré-
« tre, pour parler avec St. Ambroise,
« le pouvoir qu'il a lui-même de juger,
« c'est dans l'Ordination qu'il le lui a
« donné, & lorsque le Prestre a reçu le
« St. Esprit avec la puissance de lier &
« de delier. De-là St. Jean Chrysosto-
« me ne fait point difficulté d'assurer,

*Verissimum est potestatem jurisdic-
« tionis Hierarchicis Ordinibus intrinse-
« cam & jure divino institutam atque
« attributam. Ratio invictissima. Sacer-
« dos exempli causa ab eo jurisdictionem
« accipit, cujus nomine & auctoritate jus
« dicit. Quod indicis fuit erat, Dominus
« Sacerdoti dedit, ut verbis S. Ambrosii
« (in Psal. 38.) utar : jurisdictionem
« igitur à Deo accipit, idque in Ordina-
« tione, quum accipit Spiritum sanctum
« & potestatem ligandi atque solvendi
« quam S. Chrysostomus (orat. 3. de
« Sacerd. & hom. 5. de verb. Esaiæ)
« in his verbis contemplatur... universam
« celestem potestatem, sententiam, judi-
« cium, principatum ea quæ in cælis sunt*

que le Seigneur Jesus donne alors au Prestre la même autorité qu'il a dans le Ciel, & porte St. Cyrille d'Alexandrie à dire, que quoiqu'il n'appartienne qu'à Dieu d'absoudre les pecheurs, il a fait cependant les Prêtres, maîtres de la remission des péchés, & S. Cyprien, que les Apôtres & leurs successeurs dans le Sacerdoce, ont de Dieu le pouvoir de les remettre. Je laisse à rapporter, continuë Mr. Habert, tous les autres témoignages des saints Peres que je pourrois alleguer, pour m'attacher uniquement au Concile de Trente; or ce Concile a décidé, ff. 23. que les Prêtres reçoivent dans leur Ordination la puissance d'absoudre. Or, la puissance d'absoudre, est une puissance de juger; donc cette puissance & la juridiction qui est le pouvoir actuel de juger, sont là même chose.

Que donne donc l'Eglise au Prêtre? Mr. Habert répond: Qu'à parler proprement, l'Eglise ne donne point la puissance de juridiction qui vient de Dieu & qui est de droit divin, mais qu'elle procure seulement au Prestre le moyen d'exercer librement & sans opposition ses pouvoirs divins par le consentement qu'elle y donne, & l'attribution de matiere ou de sujets, que tous les Theologiens conviennent de cela, quoiqu'ils s'expliquent diversement, parce qu'autrement l'Eglise seroit un mensonge horrible, si le Prestre ne recevoit rien, quand avec Dieu elle lui dit: Ce que vous deliez, sera delié, &c.

S. Thomas distingue deux puissances dans le pouvoir d'absoudre, une qu'il appelle puissance des clefs & de juridiction liée & empêchée; & l'autre, puissance à usage libre des clefs.

administratorem à Deo Filio traditam vocat. Idem etiam verbis S. Cyrillus (lib. 12. in Joan.) docet fieri... Dominos remissionis peccatorum, idque... quamvis solus secundum autam Deus possit & auctoritatem habeat peccatores à peccato solvendi. Cui enim preter scripturam legem peccata condonare, nisi legis ipsius auctoritas conveniat? Idem est quod hunc locum trahens Cyprianus (epist. 73. & 75. edit. Pamelii) docet Apostolos & eos qui vicaria ordinatione eis succedunt, ad remissionem peccatorum Dominica ordinatione fundari. Mitto ceteros Patrum innumerabiles locos. Concilium Trident. ff. 23. ait: Presbyteri in sua Ordinatione à peccatis absolvendi potestatem accipiunt. Potestas absolvendi est potestas iuridica. Potestas iuridica, velis nolis, est potestas jurisdictionis.

At, inquit, qualis ergo nisi jurisdictionis ab Ecclesia conceditur? Respondeo ab Ecclesia non tribui simpliciter potestatem jurisdictionis, quæ est à Deo, & juris absolute divini, sed conditionem exercenda potestatis & jurisdictionis quæ non est libera, ut aintur jurisconsulti, absque Ecclesie consensu, materiam jurisdictionis exerceat seu subditos attribuentis. Et hæc sententia Theologorum omnium, etsi verbis distendant. Omnes enim fatentur potestatem absolvendi (idem est iudicium de potestate aliorum rituum hierarchicorum) tribui in Ordinatione, quis enim Ecclesiam falsi argueret dicentem cum Deo: Quicunque solveris. Sanctus Thomas priorem vocat potestatem clavium & jurisdictionis ligatam & impediam: posteriorem vero, usum clavium liberum. Tostatus Episcopus Abulenensis (Defensoris 2. pars. c. 63. & 64.) veritas est quod tam potestas Ordinis quam po-

« Toſtat Evêque d'Abula dit, qu'il eſt
 « incontestible que la puissance d'Ordre
 « & la puissance de juridiction se don-
 « nent immédiatement par J. C. qu'on
 « le prouve par l'Ecriture, les Actes
 « des Apôtres & les SS. Peres; mais que
 « l'Eglise pour mettre quelque ordre
 « dans les fonctions des Prestres, & em-
 « pêcher la confusion, a resserré leur
 « puissance de juridiction, par l'insti-
 « tution des diſtricts & l'assignation des
 « ſujets. Quand donc quelqu'un, con-
 « tinue l'Auteur, est ordonné Prestre,
 « il a en vertu de son Ordination & par
 « l'institution de Jesus-Christ toute la
 « puissance d'Ordre, cela est sans diffi-
 « culté. Il a aussi la puissance de juris-
 « diction au ſor de la conscience sur
 « tous les fideles du monde, & égale-
 « ment la puissance de la juridiction
 « contentieuse, puisqu'il peut excom-
 « muner & delier par tout; mais les
 « loix de l'Eglise lui lient les mains à
 « tous ces égards. Si donc, quand l'E-
 « vêque ordonnateur, ou quelque Prelat
 « de l'Eglise, commet un Prestre pour
 « une fonction, l'on dit qu'il lui en
 « donne la puissance: l'expression n'est
 « pas exacte; car, à bien parler, il ne
 « lui donne rien, puisque les Prestres
 « en consequence de leur Ordre, ont
 « cette fonction. Le Prelat leve seule-
 « ment l'empêchement que les loix ec-
 « clesiastiques mettent à ce que les Prê-
 « tres n'exercent indifféremment leurs
 « pouvoirs.

« Durand de S. Porcien dit aussi
 « qu'abſtraction faite des loix de l'E-
 « glise, tout Prestre peut absoudre
 « toute perſonne, de quelque peché
 « que ce ſoit, mais qu'on agit autre-
 « ment, l'Eglise ayant réglé au con-
 « traire. Almain Docteur de Paris, &
 « pluſieurs autres penſent de même, &
 « le Docteur Navarre enſeigne, que

*restas jurisdictionis datur immediate à
 Christo sicut manifestissime apparet ex
 multis locis Scripturæ & ex Gestis Apo-
 stolorum & dictis SS. Doctorem, Eccle-
 sia tamen ad tollendam perturbationem
 & confusionem arcebat jurisdictionem
 istam distinguendo subditos & diſtrictus.
 Quando aliquis ordinatur in Sacerdo-
 tem, ex conditione Ordinis & institu-
 tione Christi competit sibi potestas Or-
 dinis, de qua non est dubium, & com-
 petit sibi potestas jurisdictionis in ſoro
 Ecclesie super omnes fideles orbis totius.
 Competit etiam potestas jurisdictionis
 contentiosa super totum orbem, quia
 potest excommunicare & absolvere.
 Ecclesia tamen ligavit ei manus per
 leges suas quas ipse condidit, quan-
 tum ad omnia ista. Unde cum Ordina-
 tor vel aliquis Prelatus Ecclesie com-
 mittit ei quod possit aliquid, tunc ille
 dicitur concedere sibi potestatem & ta-
 men ad veritatem non est dare potesta-
 tem, quia illi ex Ordine competeat,
 sed solvere arationem & ligationem
 justam manuum, induentem per legem
 ecclesiasticam. Durandus Episcopus A-
 nicienſis, in 4. sent. (dist. 19. q. 2)
 circumſcribendo omnem ordinationem
 Ecclesie quilibet Sacerdos potest quemi-
 libet peccatorem de quolibet peccato ab-
 solvere, sed per Ordinationem Ecclesie
 aliter ſaltum est, &c. Ita & Almainus
 Docteur Parisien. in 4. dist. 18. a. 4.
 & alii plerique. Martinus Docteur
 Navarrus in Man. (c. 4. & c. 1. de
 Pœnit. dub. 6.) licet Sacerdos per Sa-
 cerdotalem characterem accipiat potesta-
 tem & jurisdictionem habitualement ad
 absolvendum, quicquid aliqui Neote-
 rici contra prædicta jura perperam dixe-
 rint, actualem qua ad id necessaria
 est. non recipit, sed opus est ordinaria
 vel delegata ab Ordinario, &c. Hanc
 jurisdictionis divisionem habitualement*

“ les Prestres par le caractère Sacerdo-
 “ tal, ont la puissance & la jurisdic-
 “ tion habituelle pour absoudre, mais
 “ qu'ils n'ont la juridiction actuelle &
 “ necessaire pour le ministère de l'ab-
 “ solution, que par la juridiction ec-
 “ clesiastique ordinaire ou déléguée,
 “ &c. que c'est une distinction que cer-
 “ tains Theologiens n'approuvent pas,
 “ mais que les Canonistes s'en accom-
 “ modent, *cap. Pastoralis. de rescriptis.*

“ Enfin, quelques Modernes recon-
 “ noissent que l'Ordination donne la
 “ juridiction considérée comme prin-
 “ cipe actif, & ne la donne pas si on la
 “ considère du côté de la matière; mais
 “ qu'on a matière, si les penitens n'ont
 “ que des fautes venielles à confesser,
 “ ou sont dans le cas de nécessité. Donc
 “ la juridiction proprement dite est de
 “ droit divin, vient immédiatement de
 “ Jesus-Christ, & est inséparable de la
 “ puissance d'Ordre. Mais le moyen de
 “ son exercice, la liberté d'en user &
 “ d'en faire l'application, sont de seul
 “ droit ecclésiastique. L'on appelle
 “ communément cette liberté, jurisdic-
 “ tion actuelle, & c'est impropre-

“ ment, quoique Navarre & le Concile de Trente avant lui l'aient appelée
 “ ainsi néanmoins il n'en faut pas conclure qu'il y a deux sortes de Prêtres;
 “ les uns à juridiction & les autres sans juridiction, puisqu'elle est en tous;
 “ mais arrêtée dans les uns, & libre dans les autres.”

Mr. Pavillon Evêque d'Alet, dans une Lettre à Mrs. de Vertamont & Bou-
 cherat Conseillers d'Etat, (a) demeure également d'accord que la juridiction
 que les Prestres exercent au Tribunal de la Penitence, est fondée sur le
 pouvoir de lier & de delier que Jesus-Christ leur a donné, & qu'il n'y a
 aucune puissance au monde qui y puisse toucher. “ On ne diffère, dit-il à
 “ Mrs. de Vertamont & Boucherat, & on ne refuse l'absolution que dans les
 “ cinq cas rapportés, &c. Ce seroit faire tort à votre zèle & à votre pitié,

*& actualement carpus Theologi quidam
 sed apud Canonicos Doctores optima est,
 ut constat ex capite, Pastoralis, de res-
 scriptis. Recentiores Theologi quidam
 faciunt Jurisdictionem in ordinatione
 conferri ex parte principii activi, non
 vero ex parte principii materialis do-
 nec subditos acquirant, quos habent ta-
 men iam quæstio, si de peccatis venia-
 libus agatur, vel de quibuscunque in
 casu, ut inquirunt, necessitatis absol-
 vunt. (vide Gamachium de Penit. c.
 17.) Jurisdictio igitur proprie dicta est
 ab Hierarchis Ordinum inseparabilis,
 & juris divini, & à Christo immédia-
 te. Jurisdictionis vero exercenda condi-
 tio & libertas, usus ipsius atque appli-
 catio est juris solum ecclesiastici, quam
 tamen non infirmatur vulgo improprie
 jurisdictionem vocari nempe Actualement
 ut vocavit Navarrus, & antea Con-
 ciliū Trident. (sess. 14. cap. 7.) sed
 non ideo duplex Hierarchia erigenda
 est.*

*Isaac Habert Theologus Parisien.
 Pontific. Eccles. Græc. fol. 350. &
 351.*

(a) Lettre de Mr. Nicolas Pavillon Evêque
 d'Alet l'an 1666 au sujet des Augustins & des
 Capucins d'Alet, qui ne prenoient point son
 approbation pour confesser, à Mrs. de Verta-
 mont & Boucherat Conseillers d'Etat Rap-
 porteurs du procès de cet Evêque & les susdits

Reguliers, & à Mrs. l'Archevêque d'Arles,
 les Evêques de Chartres, de Meud & de Mâ-
 con, l'Abbé le Camus, depuis Evêque de Gre-
 noble & Cardinal, & l'Abbé de St. Michel.
*Vie de Mr. Pavillon to. 1. liv. 2. ch. 15. pag.
 419. &c.*

“ Messieurs, que de croire que vous voulussiez donner la moindre atteinte à ces regles, comme l'Eglise n'en a point d'autres & qu'elles font partie de la Jurisdiction que les Prêtres exercent au Tribunal de la Penitence, & qui est fondée sur le pouvoir de lier & de delier que Jesus-Christ leur a donné, il n'y a pas moyen d'y toucher. „ (a)

Donc si tous les Prêtres ne confessent pas, ce n'est point parce qu'ils n'en ont pas le pouvoir, & que la jurisdiction active, ainsi que Vasquez l'appelle, leur manque; il ne faut en chercher la cause que dans des raisons de bon ordre, de discipline & de bienfaisance. Saint Bonaventure, in 4. dist. 19. c. 3. q. 1. ad 1. l'enseigne formellement, & on le trouve bien établi dans le decret de la Faculté de Theologie de Paris l'an 1429. contre les propositions de Frere Jean Sarrazin, la Faculté ayant obligé ce Dominicain à reconnoître que la puissance de jurisdiction est d'institution divine, que le pouvoir d'en faire usage est de droit ecclesiastique, & que l'Evangile enseigne expressément que l'autorité de jurisdiction a été donnée aux Apôtres & aux Disciples envoyés par Jesus-Christ.

L'Eglise qui est inspirée du St. Esprit, & de laquelle la conduite par conséquent est toujours sage & sans domination a pu marquer le lieu de l'exercice du pouvoir d'absoudre que les Prêtres ont reçu, ou leur retirer la matiere & les sujets, lorsque les Diocèses & les Paroisses ont été distingués, afin que ceux qui par son autorité prenoient soin de quelque portion du troupeau de Jesus-Christ, ne fussent point troublés ni empêchés dans leur administration, & qu'il ne se fît pas de schisme entre les peuples d'un même lieu, si chacun eût pris parti en disant : Pour moi je suis à Paul ; & moi je suis à Apollon ; & moi je suis à Cephass ; & moi je suis à Jesus-Christ. 1. Cor. 1. 12.

Gratien, *caus.* 16. q. 1. rapporte plusieurs textes de cette défense faite aux Moines Prestres ; car ils sont les premiers que l'Eglise a arrêté dans cet exercice du pouvoir de leur Sacerdoce, à l'égard des Seculiers. Ils sont aussi les premiers, comme il paroît par l'Extravagante de Boniface VIII *Super Cathedram de sepulchris*, la Clementine de Clement, *Eod. titul.* & quelques autres constitutions semblables, qu'elle a obligés de se presenter aux Eveques & de prendre le consentement des Curés.

Ce reglement est bon, & on l'a établi très-sagement, quoiqu'on en abuse quelquefois ; mais de quoi n'abuse-t-on point ? Il est fondé sur l'exemple de l'Apôtre, qui n'entreprendoit point sur les travaux des autres, *Rom. 15. 20.* Et le Catechisme du Concile, de *Sacr. Pœnit.* n. 71. observe que c'est une Ordonnance ancienne, gardée avec beaucoup de religion dans l'Eglise, que les Evêques & les Prestres ne fissent aucune fonction dans la Paroisse & sur le territoire des autres, sans la permission de ceux qui y sont établis, ou sans une urgente necessité.

(a) Cette verité ainsi avouée, n'empêche point Mr. Pavillon de se donner dans la suite de grands mouvemens pour l'approbation des Confesseurs par l'Evêque ; mais elle empêche

peut-être les Commissaires de se prêter à ses empressemens, aussi efficacement qu'il souhaitoit.

Ainsi un Evêque auroit tort d'entreprendre sur le Diocèse & la juridiction d'un autre Evêque, & un Curé ne doit pas faire des fonctions de Curé dans la Paroisse d'un autre, ni les Prestres exercer la puissance de lier & de delier, ni faire aucune autre fonction, si ceux qui sont établis plus immédiatement pour gouverner le troupeau, ne les ont appellés. Les chapitres *Placuit. 9. q. 2. Ecclesiast. 13. q. 1. Si Episcopus.* de Pœnit. in sexto. & beaucoup d'autres y sont formels.

Ce principe est donc constant. La puissance de juridiction, ainsi que nous la concevons aujourd'hui, extérieure & ecclésiastique, ou pour parler plus congruëment, la liberté, la permission, la facilité d'en faire avec ordre & bienséance des actes, doit concourir avec la puissance d'Ordre, aucun coupable ne pouvant & ne devant être condamné ou absous au Tribunal extérieur des hommes que par celui que l'autorité publique a établi pour le juger. *Nullus alterius Judicis, nisi sui sententia tenebitur aut damnabitur.* cap. Nullus. 9. q. 2. cap. Ad nostram. de consuetud. lib. 1. decretal. tit. 14. c. 3. ni passer pour absous au Tribunal de la Penitence, quand ce n'est pas son propre Prestre, ou un autre de son consentement, qui l'a absous. *Nulli Sacerdotum liceat quolibet commissum alteri Sacerdoti recipere ad Pœnitentiam.* cap. Placuit. 9. q. 2.

Il faut conclure aussi, que quand les raisons de bon ordre, de discipline & de bienséance ne se trouvent plus, rien n'arrête alors un Prestre dans ses pouvoirs, & qu'il en peut user librement & licitement pour le bien de l'Eglise & le salut des fideles, parce que, selon les Canonistes Gui Bafius, Panorme, Oldradus & Felin cités par Sbrozcius, (a) l'absolution que le Prestre donne est de for Sacerdotal & nullement de juridiction. Et encore parce que selon Panorme, (b) celui qui a reçu un ordre en fait de droit les fonctions, & n'y peut être empêché par un supérieur quand il l'a reçu selon les regles de l'Eglise. On parle autrement des actes de juridiction, ils consistent dans l'exercice & l'acquiescement d'un supérieur qui les peut deleguer. Il n'est pas ainsi de ce qui se fait par pouvoir d'Ordre, on n'y delegue point.

On dit encore, (c) dans le sentiment de quelques Canonistes, que si le Pape par quelque loi prohibitive ôtoit aux Evêques de faire certains actes de

(a) Absolutio Pœnitentis à peccatis est fori Sacerdotalis, non autem jurisdictionis Arch. in cap. final. col. 1. in princ. de Pœn. & rem. Abbas in cap. Accedentibus in fine. Extr. de excess. Pralat. Oldradus, cons. 73. n. 7. Felin. in c. Paschalis. n. 13. Circa finem. vers. Unde si sic moritur. ext. de Offic. Ordin.

Sbroz. de vicar. episc. l. 2. q. 19.

(b) De juris natura est quod quis exerceat ordinem quem recepit, nam potestas ministrandi seu exercendi ea quæ sunt Ordinis non dependet ex nuda voluntate superioris, sed consistit in certa forma tradita per Ecclesiam, & ista est ratio decidendi in textu, nam ea quæ sunt jurisdictionis consistunt in nudo exercicio

seu voluntate, ideo possunt delegari cuicumque, secus in his quæ sunt Ordinis. Panorm. in cap. Aqua. de consecr. Eccles. lib. 3. tit. 4.

(c) Papa I. faciendo legem & auferendo per legem potestatem Episcopis, nihil potestatis quoad actum prohibitorium remanet ipsis Episcopis. Sed quando simpliciter prohibet non tollit potestatem sed interdicat. Merito hoc casu imprimetur character non obstat prohibitioni Papæ, quia simplex prohibitio non impedit interdictionem characteris in habentem potestatem etiam in prohibitionem apponatur clausula decreti irritans. Panorm. in cap. Quanto. de consuet. ext. lib. 1. tit. 4. c. 4.

jurisdiction, ils n'auroient aucune liberté de les faire; mais que la puissance qui de sa nature ne peut être qu'interdite a son effet, la deffense n'étant alors que prohibitive & non irritante. Panorme conclut de ce principe, que le Sacrement d'Ordre quoiqu'administré par celui qui en a reçu de l'infé, imprime caractère: on conclut également que le Sacrement de Penitence opere la remission du péché dans un vrai penitent, parce que comme l'Evêque confère les Ordres par puissance d'Ordre, le Prestre également donne l'absolution par puissance d'Ordre & dans l'autorité de Jesus-Christ, & non comme delegué du Pape, d'un Evêque, ou d'un Curé. Le Prestre, dit un ancien Theologien, * remet le péché par office & par le pouvoir qu'il a de lier & de delier, il le remet en vertu des clefs de l'Eglise qu'il a reçues dans l'Ordination, & tous les Prestres lorsqu'ils sont ordonnés les reçoivent. *Sacerdos autem dimittit in confessione peccatum. ministerio officii quo potest ligare & solvere. Hoc autem licet Sacerdoti facere ex auctoritate clavium Ecclesiae quae sibi in ordinatione sunt tradita... huius autem omnis qui in Sacerdotem ordinatur accipit.* Bandinus * de Sacramentis, edit. Lovan. 1557. p. 379. &c.

§. III. La puissance d'absoudre, doit être accompagnée de la puissance de jurisdiction, mais il est de foi que la puissance de la jurisdiction interieure, n'est pas differente de celle d'absoudre; & il n'est pas de foi que la Commission qui fait ordinaire, ou qui delegue la jurisdiction exterieure, soit necessaire pour absoudre validement.

Le pouvoir d'absoudre & la jurisdiction interieure qui absout dans le Sacrement de Penitence, étant une même chose & venant du même principe & par le même moyen qui est l'Ordination, comme nous l'avons dit après plusieurs Theologiens dans le §. precedent, il est fort inutile de prouver d'avantage que la foi ne les distingue pas. Si quelques Modernes y trouvent de la difference, cela ne vient que d'une pure équivoque, & de ce qu'ils prennent la jurisdiction ecclesiastique & exterieure pour la jurisdiction ou le pouvoir interieur & surnaturel qui vient de l'Ordre: nous avouons que la jurisdiction, considerée comme ecclesiastique & émanée d'un superieur, differe du pouvoir de l'Ordre; mais nous soutenons qu'il n'est pas de foi que cette jurisdiction soit necessaire pour absoudre validement.

Barthele sur la loi *Si se subiacunt.* au Digeste, liv. 5. tit. de *Judicis*. nous apprend qu'il y avoit autrefois des Juges que l'on appelloit cartulaires ou de brevet, à qui le Prince donnoit la puissance de connoître des affaires qu'on leur portoit, & d'en decider par des Arrêts qui devoient être exécutés. Vasquez remarque (*) que ceux qui sont versés dans la connoissance de la

* Ce Theologien trouvé par Jean Ekins à son jugement servi de modele à Pierre Lombard maître des sentences.

(*) Erant tamen antiquitus quidam iudices qui cartularii dicebantur... il ergo potestatem

habebant à Rege jus dicendi in causis, unde & jurisdictionem quae nihil est aliud quam officium aut facultas jus dicendi & sententiam ferendi, ut periti linguae latinae & utriusque juris docent. Hoc fecit modo sic habent Sacerdotes

linguae

langue latine & du droit, donnent le nom de juridiction à cette puissance. Il en est de même de tous les Prestres, à quelque chose près, ajoute ce Theologien, ils sont juges cartulaires établis de Jesus-Christ, qui par ces paroles: *Recevez, le saint Esprit, les pechés seront remis à ceux à qui vous les remettrez*, leur a donné une véritable juridiction sur les pecheurs, avec l'autorité suffisante pour les juger, sans qu'ils ayent néanmoins le pouvoir, dit Vasquez, qu'avoient les Juges cartulaires de juger tous ceux qui s'adressoient librement à eux; le droit établi par les hommes empêchant les Prestres d'exercer leur vraie puissance de juger, Navarre (a) & Gamache (b) enseignent la même chose.

tes, quia in eorum ordinatione non tantum recipiunt ordinem ex parte qua est potestas consecrandi, sed etiam ex parte qua est potestas jus dicendi super peccata, cum dicitur singulis: *Accipite Spiritum sanctum, quorum remisistis peccata, &c.* quibus verbis Juxta cartularius constituitur & autoritatem jus dicendi in peccata recipit, nec hanc potestatem quæ requiritur ex parte judicis & vere dicitur jurisdictionem potest. Sacerdos ab Ecclesia recipere, sic enim judicandi haberet potestatem ab Ecclesia, quod est falsum, sed advertendum non ita à Christo in ordinatione judices constitui & jurisdictionem confertur Sacerdotibus, ut jure divino acciperent eam jurisdictionem expeditam in omnes qui vellet eis subijci, sicut cartularii, &c. *Vasquez in 3. p. D. Th. q. 95. a. 1. d. b. 2. to. 4. p. 227.*

Omnes catholici conveniunt saltem considerata canonica lege & statutis, non omnes habere hanc potestatem, ut absolutionem possint impendere cum jure humano prohiberi sint omnes indifferenter administrare hoc Sacramentum, sed quomodo hoc sit intelligendum non conveniunt catholici omnes. *Idem, ibid.*

(a) Bartolus quem secuti sunt omnes alii, ait: *judices quos vocant cartularios habentes jurisdictionem in habitu, non in actu super eos qui se voluerint subijcere... Quales videntur fuisse in primitiva Ecclesia communitate omnes Sacerdotes, donec Parochiæ dividerentur, & Urbanus statueret ne quis audiret confessiones alienorum parochianorum. Ex patet illis autem elicitor non satis caute dixisse Solum (in 4. sent. d. ff. 18. q. 4. a. 1.) non esse omnium consensum quod in ordinatione Sacerdotis nulla jurisdictione absolvendi à mortalibus conferatur. Tum quia omnium consensu jure divino competit Sacerdotibus potestas & jurisdictione absolvendi quæ per nullum actum eis conceditur jure divino nisi per consecrationem.*

Ergo in sua consecratione accipiunt illam jurisdictionem saltem in habitu. Tum quia expressè habetur in jure quod potestas absolvendi datur in consecratione jure divino, licet jure humano adempta sit ejus executio, donec assequatur cum ratione tituli, vel alia licentia. *Navar. Enchirid. c. 27. n. 260.*

(b) Solutio facilis & expedita ad omnes objectiones, potestque illustrari argumento ex judicibus cartulariis quorum mentio, *Cœl. de Coxen. larg. lib. 10. tit. 13. l. 3.* monuit & Glossa ff. de Judic. l. 1. Silvester V. *judex c. 1. n. 1.* Navarrus in *Man. c. 27. n. citato 260.* ubi & laudat Bartholum. Etenim isti Cartularii accipiebant ab Imperatore veram autoritatem judicandi in provincia ac ferendi sententiam de omnibus causis & controversiis occurrentibus, dummodo partes litigende sua sponte ad eos venire, sequi eorum judicio libere subijcere vellet, aliter vero non poterant, unde apparet habuisse ab Imperatore potestatem judicandi aliquo modo perfectam & aliquo modo imperfectam, etenim perfecta erat ratione principii activi, quantum ad iudices præcisè attinebat, e contrario erat inchoata solum & incompleta ratione materiæ & subiectorum, qui scilicet nulli prorsus actu erant, nisi prius libera voluntate sese offerrent. Ergo à pari Sacerdotes quoque in ordinatione sua constituuntur iudices quasi cartularii, quod autoritatem ferendæ sententiæ in foro interno, & recipiunt potestatem activam veluti in genere eam efficientis ut rata & effica sit eorum absolutio postquam materiam idoneam habuerint, non tamen iis tunc traditur potestas completa respectu materiæ, neque assignantur subditi in quos talem autoritatem exerant, sed aliunde in pender, ut jam diximus, nempe aut ex titulo beneficii Curati aut ex delegacione speciali ordinariorum. *Gamachan in 3. p. D. Th. a. 1. Partit. Sacram. cap. 17.*

Il y a une autre juridiction, que pour distinguer de la juridiction interieure & naturelle ou du pouvoir d'Ordre & de Sacrement, on peut nommer juridiction legale, politique & exterieure, ou juridiction de droit humain ecclesiastique & de titre. Et celle-ci, qui est celle dont les Conciles ont parlé selon Vasquez, (a) ne consiste que dans l'assignation que l'Eglise fait d'un territoire, & de certains sujets sur lesquels les Prestres peuvent faire exercice du vrai pouvoir de juger les pecheurs qu'ils ont reçu de Jesus-Christ. On la subdivise en ordinaire & deleguée. Elle est ordinaire, quand elle est propre & permanente, & que c'est la loi de l'Eglise qui la donne à raison d'un titre ou d'un office ecclesiastique : telle est la juridiction du Pape dans l'Eglise, d'un Evêque dans son Diocèse, d'un Curé dans sa Paroisse, &c. Elle est subdeleguée, lorsque le Prestre qui l'exerce n'a qu'un territoire & des sujets empruntés, sur lesquels il n'est établi que par commission & à bon plaisir ; telle est la juridiction exterieure des Prestres, dont l'emploi dans le ministère est amovible & à la volonté de l'Ordinaire, soit Pape, Evêque, ou Curé, &c. qui les emploient.

Pour résoudre presentement la difficulté, si l'absolution donnée sans la juridiction legale, politique, & de droit ecclesiastique, ou par un Prestre qui ne li donne pas à raison de quelque titre & office, *ex officio & ratiōe tunc*, comme l'on parle, ordinaire ou deleguée, est absolument nulle, il faut observer deux choses : la premiere, qu'il est de foi que les Prestres sont les ministres du Sacrement de Penitence, & qu'ils ont tous par leur Ordination, & de la part de Jesus-Christ sans aucune limitation, la puissance de remettre les pechés & de juger les pecheurs ; la seconde, qu'il n'est pas de foi que les Prestres doivent être approuvés & joindre à leur juridiction interieure, la juridiction de droit & legale, de titre ou d'office qui vient des hommes, pour absoudre validement, quoiqu'il soit très-vrai qu'ils ne le peuvent pas licitement, dans l'usage ordinaire, sans cette juridiction & sans le consentement de l'Ordinaire. Le premier point est décidé, le second ne l'est pas.

Le Concile de Constance met dans tous les Prestres le pouvoir des clefs avec une juridiction suffisante pour en user ; mais l'autorité de cette juridiction, selon le Concile, est plus grande dans le Pape, les Archevêques & les Evêques que dans les simples Prestres, même Curés. *Item utrum credas auctoritatem jurisdictionis Papa, Archiepiscopi, & Episcopi in solvendo & ligando esse majorem auctoritate simplicis, Sacerdotis etiam si Curam animarum habeat.* (b) Cela est très-vrai de la juridiction exterieure ecclesiastique ; car c'est de celle-là seule dont les Peres de Constance ont entendu parler.

Le Concile de Trente reconnoît communément & sans aucune distinction

(a) Nomine auctoritatis absolventi aut jurisdictionis intelligunt Concilia ex parte materiz assignandæ vel via Ordinaria, vel ex commissione... Ideo in Conciliis dicitur necessariam esse jurisdictionem aut ordinariam aut delegatam, sed ex parte tantum materiz. Vasquez, tom. 4. q. 93. a. 1. dub. 2. n. 33.

Absolutio est actus Ordinis ex parte potestatis activæ, licet connotet jurisdictionem ex parte materiz. Diana 4. part. III. 2. de irregularitate, resolut. 68.

(b) Bulla Martini V. contra Wiclefitas & Hussitas in Conc. Constantinensi.

tous les Prêtres pour les ministres du Sacrement de Penitence. Il dit, *ff. 14. de Penit. cap. 2.* que les pecheurs trouvent dans l'Eglise un tribunal auquel ils sont absous par la sentence des Prestres, toutes les fois qu'ils y ont recours. *Si se postea crimine aliquo contaminaverint... ante hoc tribunal tanquam reos sibi voluit ut per Sacerdotum sententiam non semel sed quoties ab admisis peccatis ad ipsum Penitentes confugerint possent liberari.* Il dit, *ibidem cap. 3.* que Jesus-Christ montant au Ciel, a laissé les Prestres pour ses Vicaires & comme des Juges, avec le pouvoir d'user des clefs, & de prononcer une sentence d'absolution ou de retenuë des pechés qu'on leur accuse. *Dominus noster Jesus-Christus à terris ascensus ad Cælos, Sacerdotes sui ipsius Vicarios reliquit tanquam presides & iudices, ad quos omnia mortalia crimina deferantur, in qua Christi fideles ceciderint, quo pro potestate clavium, remissionis aut retentionis peccatorum, sententiam pronunciant.* Et lorsque dans le même chapitre le Concile de Trente parle de l'ordonnance du Concile de Latran, qui veut que l'on s'acquitte du precepte divin de la Confession, au moins une fois l'an, il affecte de ne point marquer la qualité du Prestre à qui cette Confession doit être faite, fins doute afin que l'on ne tire point cette conséquence, que tous les autres Prestres, excepté les propres Prestres, excepté les approuvés, ne sont point & ne peuvent être les ministres du Sacrement de Penitence; & par là il fait très-bien remarquer que le precepte de la Confession est divin, mais que la détermination du tems auquel les fideles doivent l'accomplir & des Prestres auxquels ils doivent s'adresser, n'est que de precepte ecclésiastique. *Neque enim per Lateranense Concilium Ecclesia statuit, ut Christi fideles confiterentur, quod jure divino necessarium & institutum esse intellexerat, sed ut preceptum Confessionis semel in anno, ab omnibus & singulis cum ad annos discretionis pervenis-* set, impleveretur.

Le Concile declare, *chap. 26.* où il prend à tache d'établir la foi de l'Eglise sur la qualité des ministres du Sacrement de Penitence, que les Evêques & les Prestres sont les seuls à qui le ministère des clefs a été confié, & à qui il a été dit: Les pechés seront remis dans le Ciel à ceux à qui vous les remettrez sur la terre. *Circa ministerium hujus Sacramenti, declarat sancta Synodus falsas esse & à veritate Evangelii penitus alienas doctrinas omnes, quæ ad alios quosvis homines præter Episcopos & Sacerdotes clavium ministerium perniciosè extendunt, promittentes verba illa Domini: Quæcumque alligaveritis, &c. & quorum remiseritis, &c.* Il enseigne encore dans le même chapitre, que les Prestres quoique pecheurs, exercent comme Ministres de Jesus-Christ, la fonction de remettre les pechés par la vertu du saint-Esprit qu'ils ont reçu dans l'Ordination, & que penser que les mauvais Prestres n'ont pas cette puissance, est une erreur. Il dit enfin, que l'absolution que le Prestre donne, est une acte judiciaire & une sentence qu'il prononce en qualité de juge. *Docet quoque etiam Sacerdotes, qui peccata mortali tenentur, per virtutem Spiritus sancti in Ordinatione collatam, tanquam Christi ministros, functionem remittendi peccata exercere, eosque prave sentire, qui in malis Sacerdotibus hanc potestatem non esse contendunt... absolutio Sacerdotis... non est solum nudum ministerium... sed insit actus judicialis, quo ab ipso, velut à iudice sententia pronuntiatur.*

Dans tous ces textes, il n'est point parlé de juridiction, ni de propre Prétre : le chapitre 7. ff. 14. de *Pœnit.* est le seul où le Concile paroît établir que la juridiction ecclésiastique ordinaire, ou de commission spéciale, est nécessaire pour absoudre les pecheurs. Mais on doit remarquer deux choses ; la première, que ce chapitre étant des cas réservés, de *casuum reservatione*, le Concile est censé n'avoir parlé que de ces sortes de crimes & avoir jugé seulement à cet égard qu'il falloit ou être l'Ordinaire qui a fait la réserve, ou son délégué pour en pouvoir absoudre légitimement, parce que la pénitence canonique ou certaine peine temporelle & l'excommunication étant originellement attachées à tous les cas réservés, il n'y a que ceux qui ont établi cette peine, & celui qui a porté l'excommunication, son supérieur, ou leurs délégués, qui aient pouvoir de la lever, & conséquemment d'absoudre des cas auxquels les censures sont attachées. (a) La seconde chose qu'il faut observer, c'est qu'on ne peut pas conclure que la juridiction legale ou de discipline est nécessaire pour absoudre de toutes sortes de crimes, parce qu'elle est nécessaire dans l'usage ecclésiastique pour absoudre des cas qu'un supérieur s'est réservés, moins à cause du cas en lui-même, qu'à raison de la pénitence publique qui y est originellement attachée, autrement tous les pechés seroient réservés & suiets à la pénitence publique, ce qui est faux absolument, & très-opposé à la pratique de l'Eglise, à la décision des Conciles, & au sentiment des plus sçavans Docteurs, qui veulent qu'il n'y ait qu'un petit nombre de cas réservés à l'Evêque.

Remarquez encore que le Concile ne déclare pas que l'absolution d'un cas réservé donnée sans la juridiction ecclésiastique, sera nulle & d'aucun effet, & qu'il ne dit point qu'il la casse & qu'il l'annule : Il déclare seulement, à prendre le texte dans une signification plus étendue & générale, " qu'on a toujours crû dans l'Eglise, & qu'il est très-vrai que l'absolution donnée par un Prêtre qui n'a point la juridiction ordinaire ou déléguée, devroit être de nulle importance. „ *Persuasum semper in Ecclesia Dei fuit & verissimum esse Synodus hæc confirmat, nullius momenti absolutionem eam esse debere, quam Sacerdos in eam profert, in quem ordinariam aut subdelegatam non habet jurisdictionem.* (b) C'est-à-dire que l'on a toujours crû que cette absolution ne doit point passer pour légitime au tribunal extérieur de l'Eglise, ni celui qui l'a

(a) Ceterum Pontifex lege positiva, ex iusta causa, quædam peccata sive tantummodo potestati reservavit. Non quod aliorum Sacerdotum potestatem diminuat, sed quia peccatis quibusdam ex iusta causa excommunicationem annexuit, à qua non voluit, quemlibet possit absolvere... Quod si atamen contingit hanc legem ad malum declinare, & contra caritatem militare, ipsa relicta stabitur in solo jure divino. *He felius, Catech. 10. 2. c. 43.*

Tenet Ecclesia quod quamvis omnes Sacerdotes pares sint in absolvendo à culpa & poena æterna, non tamen in absolvendo à poena tem-

poraria. *Couradus Clingius, Catechif. lib. 3. cap. 4. num. 3.*

(b) L'on a vu dans ces derniers tems un Evêque pour tirer plus d'avantage du texte du Concile de Trente, y changer le mot *verissimum* en *certissimum*, en ôter le mot *eam*, dont la soustraction fait d'une proposition particulière qui est seulement des cas réservés, une proposition générale qui tombe sur tous les pechés ; y changer enfin le mot *jurisdictionem* en *potestatem*. Voyez le Mandement de Sens du 1. Mai 1735. pag. 3.

requê, s'il s'agit de la Confession annuelle, être censé avoir satisfait au précepte ecclésiastique de la Confession. (4)

Mais il ne s'ensuit pas de ce que le for extérieur la devoit ou la doit [le terme *debere* reçoit les deux sens] déclarer inutile, jusqu'à n'y avoir aucun égard, elle soit absolument nulle. Je trouve une très-grande différence dans ces termes, n'être d'aucune conséquence, *esse nullius momenti*, & ne devoit être d'aucune conséquence. *Debere esse nullius momenti*. Et entre ces autres termes, être nul de droit divin, & devoit être inutile & d'aucune force de droit humain. Ce qui est nul de soi, est nul dès le moment de son existence, & est toujours nul; au lieu que ce qui devoit, ou ce qui doit être nul, n'est pas nul quand il commence à exister: Il est en puissance de le devenir, mais il ne sera nul que quand celui qui a l'autorité & la pleine puissance, aura rendu un jugement qu'un acte de telle & telle façon sera nul de droit, par le seul fait, sans autre déclaration.

Les Mariages clandestins étoient en horreur dans l'Eglise avant le Concile de Trente. Ils subsistoient cependant. On pouvoit dire avant que le decret irritant qui les casse fût porté, que l'on a toujours cru dans l'Eglise, & qu'il est très-vrai que les Mariages contractés sans témoins & sans le propre Prêtre, ou un Prêtre commis de sa part, devoient être de nulle conséquence. *Debere esse nullius momenti*. Je demande si une telle décion les auroit annulés. Nous sommes bien éloignés de le croire. Il en est de même du Sacrement de Penitence, & avec plus de raison, parce que tout y est intérieur, & que les dispositions intérieures du Penitent, ne lui sont pas connues. L'Eglise ne lui donne pas son approbation dans le cas que j'ai exposé. Elle l'a en horreur, si l'on veut, & elle est du sentiment qu'on ne doit point le regarder comme reçu, mais elle ne l'annule pas. Il faut qu'elle prononce, au cas que son pouvoir puisse s'étendre jusques-là, comme le Concile l'a dit du Mariage clandestin, qu'elle le casse, l'annule & rend les Prêtres qui n'ont point de communion, inhabiles à le conférer valablement, & le penitent inhabile à le recevoir valablement & licitement d'un Prestre qui n'a pas la juridiction politique ecclésiastique, en quelque circonstance que ce soit, c'est ce que le Concile de Trente n'a point fait. Car s'il prononce anathème, *sess. 14. de Penit. cap. 11.* à quiconque soutient que les Evêques n'ont droit de se réserver des cas que pour la police extérieure, & que la reserve ne descend point au Prestre d'absoudre véritablement du cas réservé: *Si quis dixerit Episcopos*

(4) Le chapitre *Ad nostram, de consuetudine*, d'où les paroles, *nullius debere esse momenti* ont été tirées, favorise tout-à-fait cette explication. Car Innocent III. n'y parle que des jugemens rendus au tribunal extérieur de l'Eglise, auxquels il décide qu'on ne doit avoir aucun égard, quelque coutume qu'il y ait au contraire, quand ils sont rendus par un autre que le Juge légitime & contre les règles que les Canons ont prescrites. *Nos igitur attendentes*

quod consuetudo que Canonici obviat institutis, nullius debet esse momenti, cum sententia à non suis iudice lata, et illam obviat sententiam, ut in causis ecclesiasticis subditorum tuorum, postquam tibi de meritis eorum cognovimus, sententiam proferre valeas, si vero credo postulat rationis auctoritate tibi presentium, praemissa consuetudine non obstant, contraimus facultatem.

non habere jus reservandi sibi casus, nisi quoad externam politiam atque ideo casuum reservationem non prohibere, quominus Sacerdos à reservatis vere absolvat, anathema sit. On doit observer que dans cet endroit, comme par tout ailleurs, le Concile ne prononce point sur la validité du Sacrement par un Prestre sans la jurisdiction extérieure & de titre, parce qu'il n'a pas cru pouvoir ni devoir condamner les Theologiens qui enseignent que l'absolution est toujours valide à l'égard d'un penitent bien disposé & de bonne foi, quel que soit le Prestre qui la lui donne. Le Concile condamne seulement ceux qui traitent de police extérieure, la réserve des cas, & qui disent que cette réserve n'est point une défense faite par l'Eglise aux Prestres d'en absoudre effectivement. La défense est certaine, elle regarde l'intérieur, les Prestres doivent l'observer à tous égards, cela est statué, & fait loi dans tous les lieux où le statut est reçu, mais l'absolution donnée dans un tel cas à un homme bien disposé, par un Prestre qui n'a pas la jurisdiction de titre ou de commission, est-elle nulle de droit? Le Concile n'a pas prononcé sur cette question.

Le défenseur de la Thèse soutenue au Seminaire Archevêiscopal de la Ville de Sens, les 9. & 10. Septembre 1665. sur la juste dépendance des Regniers dans l'administration du Sacrement de Penitence, hésite à l'assurer. *Le Concile de Trente*, dit-il proposoit. 4. preuve 1. *semble aussi avoir décidé ce point.* Il ne dit pas en affirmant: *a décidé*; mais, *semble avoir décidé*, parce que la chose n'est pas certaine.

Lellius traite de sentiment dur, l'opinion de ceux qui veulent que l'absolution d'un péché réservé au Supérieur, donnée par un Prestre qui n'a pas la commission d'en absoudre, est de droit, toujours nulle. Ce grave Theologien avec plusieurs Theologiens qu'il cite, enseigne que la bonne foi du penitent la rend valide, & que quand le Concile de Trente declare que les Prêtres ne peuvent rien dans l'absolution des cas réservés, l'on ne doit pas entendre ces termes *nihil posse, ne possunt rien*, d'une puissance absolue; mais dire qu'ils ne le peuvent licitement. Præpositus, Diana, Busenbaum, &c. disent la même chose.

Hanc autem sententiam vocat admodum duram Lessius ad supplementum D. Th. q. 9. a. 2. dub. 4. & docet cum multis aliis, validam esse absolutionem propter bonam fidem penitentis, explicatque verba Concilii nihil posse Sacerdotem, nisi Ecclesia tacito consensu der illis jurisdictionem per modum transmissis. Secundum, inquit, & melius: Nihil posse licite. Bail de exam. Panit. part. 3. q. 19.

Qui bona fide constituitur, nesciens suum casum esse reservatum, vel Sacerdotem cavere potestate circa illum, valide quidem absolvitur, cum onere tamen comparandi. Præpositus. Similiter, si confessorius probabiliter credit non esse reservatum, nisi revera sit, valet absolutio. Lessius. Diana part. 9. tract. 9. resol. 29. Busenbaum, de Panit. cap. 2. dub. 4. n. 10.

Lellius, Diana, Præpositus, Busenbaum, auxquels on en peut joindre plusieurs autres, n'étoient pas pleinement persuadés que le Concile avoit prononcé, & ils n'ont pas cru en hésitant à le croire, favoriser une hérésie, condamné, disent quelques Theologiens, par (a) le Concile de Trente..

(a) Voyez la censure des Theologiens de [Paris, 1. Octobre 1735. au sujet de la Consul-

Mais quelle est cette hérésie que le Concile a condamnée, afin de la faire éviter à tous les enfans de l'Eglise, si véritablement c'en est une? L'on assure qu'elle consiste à dire avec l'Auteur de la Consultation sur la juridiction, &c. que *l'Eglise ne peut rendre invalide l'absolution donnée dans le Sacrement de Penitence à un pecheur contrit & humilié*, ou ce qui revient à la même chose, qu'assurer que l'Eglise ne peut casser l'absolution donnée par Jesus-Christ à un vrai pénitent, c'est une hérésie condamnée par le Concile de Trente, laquelle l'Auteur de la Consultation favorise dans ses propositions: Et encore que le sentiment de l'anonyme (a) sur la nécessité d'aimer Dieu & de lui rapporter toutes nos actions par amour, énerve la vertu du Sacrement de Penitence, ôte aux Confesseurs le pouvoir d'absoudre véritablement, & dégrade le Ministre de l'absolution de la qualité de Juge, pour ne lui laisser que celle de herault, qui publie la paix entre Dieu & le pecheur. (b) Il faut avouer que les Theologiens de nos jours, qui trouvent de l'erreur dans des sentimens semblables, ne se connoissent gueres en hérésie.

Le Concile de Trente, *ss. 14. de Penit. cap. 6. (c)* enseigne, ou si l'on veut statué, que les Papes peuvent se réserver des cas dans l'Eglise, & de même les Evêques dans leurs Diocèses. Le commun des Confesseurs s'abstient d'en absoudre, par obéissance au statut qui le défend: Mais personne n'a dit, si ce n'est dans ces derniers tems, que l'absolution en étoit toujours invalide, quand celui qui la donne n'étoit pas commis du Pape ou de l'Evêque. On ne le croit point en France, &c. des cas réservés au saint Siege par les Bulles *In Cena Domini. Unam sanctam.* & beaucoup d'autres. Il y a plusieurs Bulles, dit l'Auteur de la Conduite des Confesseurs, part. 2. ch. 3. (d) qui contiennent des cas réservés au saint Siege, mais ces réserves n'ont point été reçues généralement en France. S'il se trouve des lieux où l'on en ait reçu quelques-unes, les Confesseurs doivent y avoir égard. Ce qui est dire, que dans les lieux où elles ne sont pas reçues, on n'y doit point avoir égard. On dit assurément, & avec autant de vérité, la même chose des réserves par les Evêques, elles ne valent qu'autant qu'elles sont reçues. La réserve n'est donc pas un article de foi, comme quelques modernes voudroient nous le persuader? Mais un point de discipline, le Concile de Cologne de l'an 1536. celui de Bourges de l'an 1584. le Rituel de Sens de l'an 1694. &c. & Navarre le disent en termes formels. Ce point n'a donc de force, qu'autant qu'il est reçu, & son inobservation ne peut nuire devant Dieu au pénitent qui de son côté, ne met aucun obstacle à son absolution. *S. Thomas, 3. p. q. 64. a. 9. ad 8.* est de

zation sur la juridiction & approbation nécessaires pour confesser, &c.

(a) Voyez la Consultation sur la juridiction, &c. pag. 15. & 27.

(b) Lisez le Ministère de l'absolution par le P. Bernard d'Arras Capucin, à Paris chez Deluissieux, 1740. pag. 72. & 73. Voyez le Livre du grand Commandement, par le même Capucin, dont on donne un extrait dans l'A-

vertissement.

(c) Lisez ce que dit Vargas de la session 14. du Concile de Trente. *Infra.*

(d) Cet Ouvrage composé dans le Séminaire de Sens, a pour approbateurs M^{rs}. l'Archevêque de Sens, & les Evêques de Sens, d'Amiens, de Bayeux & de Rennes. A Paris chez Deluissieux 1739.

ce sentiment, & Hesselius, *Catech. to. 2. cap. 4.* ne s'en écarte pas. Ce Theologien avoit assisté au Concile de Trente.

Gamache paroît donner cette interpretation aux paroles du Concile de Trente, *ss. 14. ch. 7.* que l'absolution donnée par un simple Prêtre, sans la permission prise du Curé ou de l'Evêque, doit passer pour nulle au tribunal des hommes, *irrita haberi debet*; mais qu'elle ne l'est pas toujours devant Dieu.

« Quoique le seul Prêtre, dit Gamache, puisse delier & lier sacramentale-
« ment, comme on l'a fait voir dans le chapitre (26.) precedent, tout
« Prêtre cependant ne le peut communément à l'égard des péchés mortels.
« Le Caractère ou la clef de l'Ordre, ne lui suffit pas; il faut de plus qu'il ait
« la juridiction ordinaire ou déléguée, autrement la sentence d'absolution
« doit passer pour nulle. Cette assertion est contre Richard Archevêque d'Ar-
« march. »

Etiam si solus Sacerdos possit Sacramentaliter solvere & ligare, ut capite superiori (26.) ostensum fuit, non tamen omnis Sacerdos communiter id potest respectu mortuum peccatorum, neque illi sufficit character seu clavus Ordinis, sed adhuc necessaria est jurisdictio sive Ordinaria sive delegata, alioquin absolutio & condemnatio Sacramentalis omnis irrita haberi debet. Assertio est contra Armacanum. Gamach. in 3. p. D. Th. to. 3. c. 27.

Il y a donc des circonstances, selon le docteur Gamache, où tout Prêtre peut absoudre des fautes mortelles, quoiqu'il ne le puisse pas communément; mais s'il l'entreprend, l'absolution qu'il donne n'est pas absolument nulle; quoiqu'elle doive passer pour telle devant les hommes, *irrita haberi debet*. L'on voit que Gamache s'accorde en quelque maniere dans l'interpretation que l'on donne des paroles du Concile de Trente, *debere esse nullius momenti*, que l'absolution sans la juridiction extérieure prise du Curé ou de l'Evêque, doit passer pour nulle au tribunal des hommes, mais qu'elle ne l'est pas toujours devant Dieu.

Je ne prétens pas établir, lorsque je propose le sentiment des autres, que le Sacrement de Penitence donné par un Prêtre qui n'est ni approuvé, ni commis de l'Ordinaire, produise toujours un effet sanctifiant. Je fais profession de croire après Navarre, Tolet, Layman, Conink, Turrien, Suarez, Cajetan, Covarruvias, Diana, &c. (a) que l'absolution de la part du

(a) An absolutio obtena bona fide à peccatis teneam & non à censuris sit valida, si penitens sit innotatus aliqua excommunicatione etiam reservata? (esse validam) teneo cum Navarro in *Manuali*, cap. 9. n. 4. Toletus, lib. 3. c. 10. Layman in *Theol. mor.* lib. 5. tr. 6. c. 12. n. 12. & Conink de *Sacram.* di. p. 8. dub. 3. concl. 4. n. 104. ubi sic assertit: Qui est excommunicatus excom. n. catione reservata, si bona fide confiteatur aliqua peccata non reservata simul cum reservatis valide absolvitur, nam nullo modo est de essentia hujus Sa-

cramenti, ut penitens prius absolvatur ab excommunicatione quam a peccatis. Sic ille. Dicendum est igitur, quod excommunicatio non irritat absolutionem, cum se tenet ex parte recipientis, unde nisi ipse scias vellet Sacramentum communicare, Sacramentum & fructum Sacramenti reciperet, nullo enim jure sit irrita talis Confessio, nedum cetera Sacramenta. Et ideo hanc sententiam præter DD. citatos, tenet etiam Suarez, de *censuris*, di. p. 10. scilicet. 1. n. 9. qui citat Cajetanum, Covarruviam & alios. Igitur in tali casu penitens absolutus a peccatis, Priore

Prêtre qui la donne avec connoissance & par mepris, sans avoir la juridiction ecclésiastique extérieure, & qui est reçu avec mauvaise foi de la part du Penitent, est accompagné d'une transgression si sacrilège, & d'un mepris si formel du règlement de l'Eglise pour l'administration des Sacramens, que l'on peut assurer hardiment qu'elle n'a pas produit l'effet sacramentel qui est de sanctifier, *Nullus momenti absolutionem eam esse*. Mais il y a cette différence entre les Sacramens qui impriment caractère, outre la grace qu'ils donnent, & ceux qui produisent seulement une grace de Sacrement, que les premiers sont toujours valides & ont une partie de leur effet, nonobstant la mauvaise disposition de celui qui les donne & de celui qui les reçoit, lorsque d'ailleurs la matière, la forme & l'intention sérieuse du ministre s'y trouvent. Ainsi un Evêque étranger confirme & ordonne valablement les sujets du propre Evêque quand même celui-ci reclameroit contre l'entreprise téméraire & défendue de l'Ordinateur. Il n'en est pas de même des Sacramens de Pénitence, d'extrême-Onction, & des autres qui produisent la grace sans impression de caractère, il est constant qu'ils n'ont aucun effet sanctifiant, *nullus momenti esse*, lorsque celui qui les reçoit s'y présente avec fiction & mauvaise foi. Mais l'on juge autrement, quand la malice & le dérangement de l'ordre ecclésiastique ne viennent que du seul ministre, le Sacrement a par la vertu que Jésus-Christ lui a attachée, tout son effet sur le sujet bien disposé qui s'y présente. Le Concile de Trente ne dit & n'a pu dire autre chose.

& non à censura, non tenetur reiterare talem confessionem, sed tantum petere absolutionem ab excommunicatione quod est valde notandum.

Et omnia supradicta procedunt, non solum quando penitens absolvitur, quia ipse ignorat excommunicationem vel recipit Sacramentum ex necessitate, sed etiam si Confessarius sciens peccata habere annexam excommunicationem, illum tamen, hoc non obstante, ex malicia absolvat, licet non habeat potestatem absolvendi à tali casu. *Diana tertio parti. tract. 4. de Sacram. resolut. 78.*

Dicendum est cum Turriano de censur. lib. 8. disp. 58. dub. 2. exclusam ignorantiam penitentis in casu de quo loquimur non posse validam esse absolutionem, quia peccaret graviter potens absolutionem ab eo quem scit non posse

illam conferre sine peccato gravi. Sed si accedat penitens bona fide, exitimans illum Sacramentum posse absolvere, quia est toleratus ab Ecclesia, & publice exercet officium suum, valida erit absolutio. Ita ille. Sed Præpositus, ut visum est, hoc etiam admittit in casu quo irregularis esset publice denunciatus, quod tu semper intellige, quando penitens accedit bona fide: nam aliter poreret obicem, & ex hoc capite absolutio esset invalida, & ita hanc sententiam affirmativam etiam si irregularis sit publice denunciatus præter Doctores citatos (Petrus Cornejo, Villalobos, Suarezium, Præpositum) tenet etiam Coninch, *de censuris disp. 18. dub. 1. n. 7.* probans absolutionem ab illo datam esse validam. *Diana 4. parti. tract. 2. de irregularitate resolut. 68.*



S. IV. La juridiction que l'on appelle ordinaire ou déléguée, que l'on dit nécessaire pour pouvoir absoudre dans le Sacrement de Penitence, sont de droit ecclésiastique & recentes, & l'absolution peut être valide sans elles.

Monsieur Dupin remarque, (a) "qu'on ne reconnoissoit point anciennement la distinction de l'exercice de la clef de juridiction de celle de l'Ordre, ni du for contentieux, ni du for de la Penitence. L'imposition de la Penitence, l'excommunication, l'absolution des pechés & de l'excommunication appartennoient à la même puissance & à la même personne... On ne connoissoit point encore les cas réservés."

La discipline est différente aujourd'hui, mais on peut assurer qu'elle est recente, puisque ce n'est que depuis les Ordinations vagues, & peut-être que depuis le maître des Sentences, qu'on l'a introduite & qu'on distingue deux puissances d'absoudre dans les Prêtres, l'une qu'on appelle puissance d'Ordre, par laquelle les Prêtres ont le pouvoir interieur & surnaturel d'absoudre, sans cependant avoir la liberté de reduire en acte leur vrai pouvoir. On appelle l'autre pouvoir, puissance de juridiction. Les Theologiens de nos jours soutiennent que la dernière est très-distincte de la première, & doit lui accorder dans l'administration du Sacrement de Penitence, pour en rendre l'usage licite & valide. Elle se donne hors l'Ordination, par la collation d'un titre à charge d'âmes, ou par la commission du supérieur quel qu'il soit, & tend à accorder sur les fideles de certain lieu, l'exercice libre du vrai pouvoir d'absoudre, reçu dans l'Ordination.

Et certes quel fondement trouvons nous dans l'antiquité, qui favorise le moins du monde cette distinction de Prêtre approuvé & avec juridiction, & de Prêtre sans approbation ni juridiction, ou comme parle le commun des Theologiens, à puissance liée, à pouvoir incomplet, & seulement habituel, à juridiction habituelle, éloignée, confuse, indéterminée, incomplète, positive & active, comme parle Vasquez, (b) sans matiere, ni sujets, sur lesquels un Prêtre puisse exercer sa vraie puissance d'absoudre. Jesus-Christ n'a point fait ces distinctions, ni pensé à les faire, quand il a donné aux Prêtres le pouvoir de remettre tous les pechés (c) & les SS. Peres, ainsi que Cabassut le remarque, (d) ne les ont point connus. Dieu qui a promis de faire misericorde à tous, ne met aucune distinction ni exception entre Prêtres & Pré-

(a) Traité historique des excommunicat. part. 2. pag. 353. à Paris chez Estienne 1715.

(b) Continuant ergo positive Sacerdotes judices, sed sine subditorum assignatione, & ita accipiunt potestatem positivam, solum materiam expectant... nec satis recte loquuntur qui negant Episcopos aut Sacerdotes nullam potestatem jurisdictionis ipsi Ordinatione à Clirico habere sed tantum potestatem ordinis,

nam licet non habeant completam, scilicet cum materia sibi subiecta, habent tamen aliquam nempe activam, &c. Vasquez, tom. 4. in 3. p. D. Th. q. 93. a. 1. dub. 2.

(c) Neque inter Sacerdotes distinguit cum cuilibet in sua ordinatione dicitur: Cui remittetur, &c. Biel, in 4. diff. 17. q. 2.

(d) Juris canonici, Theor. lib. 3. c. 8. n. 6. Voyez le texte ci-après, *ibid.* Quem poenitet.

tres, entre pechés & pechés, dit saint Ambroise, (a) & tous les Prêtres à prendre la chose dans son institution & du côté des clefs, Capreolus le remarque fort bien, (b) ont le pouvoir de remettre les pechés à tous, sans aucune exception de personnes & de pechés.

Hugues de saint Victor, *trakt. 6. de Sac. Euch. & de extr. Unct. c. 14.* reconnoit indistinctement tous les Prestres au moment de leur consecration pour Confesseurs d'office, ou comme ayant l'usage de la clef de puissance pour absoudre ceux qui le doivent être. Guillaume d'Auxerre, *lib. 4. capit. 8. q. 3.* Bandinus au commencement du 12. siecle dans son traité des Sacremens, le Maître des Sentences, *lib. 4. dist. 17.* &c. Richard de saint Victor, *de Potest. lig. atque solvendi, &c.* Herman (c) Archevêque de Cologne dans l'Enchiridion qu'il publia & fit publier au Concile de Cologne de l'an 1536. &c. paroissent enseigner également que tous les Prestres par le seul pouvoir d'Ordre consistent valablement, & n'ont point connu la distinction recente de Prestre à juridiction ordinaire & à juridiction deleguée, & n'ont entendu par ce terme, juridiction, que l'autorité du tribunal ecclesiastique contentieux.

S. Thomas avoué qu'il y a des Theologiens (il ne les nomme pas) qui enseignent que tous les Prestres ont indifferemment la puissance d'absoudre toutes sortes de personnes, & que ceux qu'un simple Prestre absout, sont veritablement absous, parce que les Prestres reçoivent dans leur Ordination la puissance de consacrer & la puissance d'absoudre, & que comme il consacre quelque hostie que ce soit, il absout de même tous ceux qui se presentent, saint Thomas traite cela d'erroné, mais il ne fonde le sentiment contraire qu'il prend sur l'autorité d'aucun Concile, ni sur l'Ecriture.

Quidam dicunt quod quilibet Sacerdos potest absolvere quemlibet à quolibet peccato, & licet male faciat absolvendo, tamen absolutus est, & ratio eorum fuit quia simul datur Presbytero in sua ordinatione potestas consecrandi Corpus Christi & potestas clavium, & ideo sicut potest consecrare quamlibet hostiam,

(a) Deus distinctionem non facit qui misericordiam promittit omnibus & relaxandi licentiam Sacerdotibus sine ulla exceptione concessit. S. Amb. de Parni. lib. 1. cap. 2.

(b) Claves Ordinis quantum est de se extendunt se ad absolutionem ab omni peccato respectu cujuslibet persone ut patet ex verbis dictis omnibus Apostolis: Quorum remiseritis peccata, &c. in quibus nulla sit exceptio de personis vel peccatis. Capreolus in 4. dist. 19. n. 3.

(c) Clavis Ordinis est potestas vocationis seu functionis seu ministerii Sacerdotalis quæ qui suscipitur, Christi personam in Ecclesia representat, omnique non suo sed Christi nomine & auctoritate agit quæ complectitur po-

testatem prædicandi verbi seu annuntiandi Evangelii, consecrandi Corporis Christi, remittendi & retinendi peccata & impatiendi seu administrandi Sacramenta. Clavis jurisdictionis est potestas coercedi criminosos sine vi corporali... Hæc est illa potestas excommunicandi publice delinquentes, & rursus eisdem absolvendi ac reconciliandi si conversi absolutionem petant. Clavis Ordinis solis Sacerdotibus qui hac parte in Apostolorum vices successerunt, peculiaris est... clavis vero jurisdictionis qua quisquam vel excluditur, vel admittitur ad externum Ecclesiæ consortium, etiam ad alios de Ecclesia pertinere potest. H. v. m. Colonien. Enchirid. III. de Sacram. Confess.

ita potest absolvere quemlibet, sed hoc est erroneum. S. Thom. quodlib. 12. art. 19.

Scot *in 4 sent. dist. 19. a. 4.* Durand de S. Porcien *in 4. dist. 19.* Richard Archevêque d'Armach, lib. 1. de quæst. Armen. c. 2. 4. 5. 6. 7. Marfile ab Ingen *in 4. quæst. 12. a. 2. part. 4.* Toftat dit Abulenſis, *defenſori, part. 2. c. 62. & ſeqq.* Adrien VI. *de Sacram. conf. quæſt. 5.* Almain docteur de Paris *in 4. dist. 17. q. 1. & trait. de ſup. par. eccl. c. 4. &c.* ont cru que la diſpoſition qui attahoit certains peuples à certains Prêtres, ce que l'on appelle juſdiction, n'étoit que de droit eccleſiaſtique, & ils ont enſeigné expreſſement, ou du moins ont tenu pour probable, & n'ont point rejeté comme un ſentiment abſolument faux & erroné, que l'abſolution donnée par un Prêtre, ſans cette juſdiction de droit, pouvoit être valide. Navarre *in cap. Placuit ut deinceps. De penit. dist. 6.* Crouſers *in regul. S. Francis, c. 7. leſt. 3. fol. 498.* Cellius *ad ſuppl. D. Th. q. 9. a. 2. dub. 4.* favoriſe auſſi ce ſentiment. Tous ces Théologiens ont écrit depuis S. Thomas, ſans égard à ſon ſentiment, & n'ont point cru que ce qu'il dit erroné, dût être traité d'erreur.

Saint Ignace de Loïola, & ſes premiers Compagnons, ſaint François Xavier, Jacques Lainez, Alphonſe Salmeron, &c. l'ont mis en pratique, ſi nous en croyons Etienne Paſquier, (a) & l'Avocat du Meſnil, (b) & il paroît faire un des articles de leur inſtitut; car ſ'ils diſent dans la règle qu'ils préſenterent au Pape Paul III. l'an 1540. qu'une de leurs fonctions eſt de confeſſer les Fideles, ils parlent abſolument & comme n'ayant beſoin que de la ſeule approbation de leur General, qui certainement en jugeant de la capacité & du mérite de ſes Religieux n'a pû leur faire de territoire ni leur aſſigner de ſujets ſeculiers. (c)

Cajetan paroît avoir cru auſſi qu'il ſuffit d'être Prêtre pour abſoudre ceux qui ſe préſentent. Ce Théologien aſſûre que ce n'eſt point la puifſance de juſdiction, mais la puifſance d'ordre qui fait le principe de l'abſolution Sacramentelle, & que le Penitent en ſoumettant ſes pechés au jugement d'un Prêtre, lui procure par ſa ſoumiſſion une juſdiction ſuffiſante, ainſi que ceux qui ſont un homme particulier juge de leurs différens.

" La puifſance de juſdiction, dit Cajetan, n'eſt point requiſe dans le

(a) Lisez le Plaidoyé de Paſquier l'an 1564.

(b) Ils prétendent [les RR. PP. Jeſuites] leur être permis... recevoir Confeſſions, adminiſtrer Sacrements, &c. ſans être alſtraints ni ſujets au tems & lieu ni à perſonne... ni ſemblablement à aucune probation, ou autorité d'aucuns Superieurs, même être exempts de l'autorité des puifſances eccleſiaſtiques, ſans être alſtraints à leurs Mandemens & Conſtitutions. *Concluſ. de l'Avocat du Meſnil. 1564. pour le Procureur du Roi.*

(c) Quicumque in Societate noſtra quam Jeſu nomine inſigniri cupimus vult ſub crucis vexillo Deo militare... Proponat ſibi in animo ſe partem eſſe Societatis ad hoc poſſimum inſtitutæ ut ad... Chriſti fidelium in Confeſſionibus audiendis ſpiritualtem conſolationem præcipuè intendat, &c. Cujus proprii cujuſque gradus, judicium & officiorum diſcretio, diſtributio, tota ſit in manu Præpoſiti ſeu Prælati per nos eligendi, &c. *Bulla r. Pauli III. qua approbat inſtitutum Jeſuiticum, an. 1540. 5^o. kal. Oſob.*

“ Sacrement de Penitence , parce que l'Eglise l'a ordonnée , mais parce
 “ qu'elle est de l'essence d'un Sacrement , qui se donne par forme de ju-
 “ gement. Or l'on peut avoir en deux manieres la puissance de jurisdic-
 “ tion. Premièrement de la part du principe , ou de l'autorité de juger ,
 “ de sorte que la puissance même de juridiction est le principe du juge-
 “ ment... *L'autre juridiction vient de celui qui doit être jugé , ainsi qu'il ar-
 “ rive dans un jugement rendu par des Arbitres , qui n'ont d'autorité de juger
 “ que par ceux qui les ont fait leurs Juges.* Mais quoique la puissance de
 “ juridiction se trouve de la premiere maniere dans le Ministre du Sa-
 “ crement de Penitence , quand il en est le Ministre ordinaire , ou Minis-
 “ tre delegué du Supérieur : Cependant la puissance de juridiction considérée
 “ en la seconde façon , est suffisante pour l'administration du Sacrement de Pe-
 “ nitence , parce que ce n'est point la puissance de juridiction , mais la puis-
 “ sance d'ordre qui fait le principe de l'absolution sacramentelle. La puissance
 “ de juridiction concourt néanmoins , mais pour cela seul qu'elle soumet
 “ le pecheur au Prestre , ou simplement , ou pour être absous de tels &
 “ tels pechés , d'où il arrive que celui qui dans le for penitentiel , se
 “ peut soumettre au Prêtre qu'il lui plaît , n'a pas besoin que le Prestre
 “ qui lui administre le Sacrement , ait d'autre juridiction. „

*Non ex Ecclesie institutione , sed ex ipsius Sacramenti judicialis natura exi-
 giuntur potestates jurisdictionis in hoc Sacramento. Dupliciter autem contingit ha-
 bere potestatem jurisdictionis , 1^o. ex parte principis judicandi , ita quod potestas
 ipsa jurisdictionis sit principium judicii... alio modo invenitur jurisdictione ex parte
 ejus qui judicandus est , sicut contingit in judicio arbitrorum à partibus tantum
 potestatem habentibus ex hoc ipso quod illis se submitunt in illa causa. In Mi-
 nistro vero Sacramenti Penitentia quum ordinaria vel delegata à superiori po-
 testate est Minister , licet inveniat potestas jurisdictionis primo modo , ad mi-
 nistrandum tamen Sacramentum Penitentia se sicut potestas jurisdictionis secun-
 do modo , & vario est quia sacramentalis absolutionis principium non est potes-
 ta jurisdictionis , sed potestas ordinis. Potestas autem jurisdictionis concurret quoad
 hoc solum quod facit de peccatore subditum vel simpliciter vel quoad talia pec-
 cata. Et hinc fit ut quicumque potest se subicere in foro penitentiali cui vult ,
 non egeat aliunde jurisdictione in ministrante ei hoc Sacramentum. Cajetan.
 Opusculor. to. 1. tract. 7. quæst. unica.*

Cajetan repondant ensuite aux objections , avoué que le Confesseur du Pape n'a , à proprement parler , aucune juridiction pour le confesser ; qu'il ne la reçoit point alors de Jesus-Christ , par extraordinaire , ni de l'Eglise , ni du Pape , mais qu'il le confesse uniquement parce qu'il le trouve prosterné à ses pieds. Cajetan dit encore , que celui qui n'a que des fautes venielles , se confesse à qui il lui plaît. *Quilibet potest se subdere cui vult Sacerdoti pro Sacramento Penitentia venialium.* Et qu'avant la distinction des Paroisses , les Prestres recevoient dans leur Ordination les deux puissances , celle d'ordre & celle de juridiction ; de sorte qu'ils étoient tous par leur Ordination & Prestres communs & Juges communs des fideles sans aucune distinction de fidele & de fidele. *Ante distinctiones Pa-*

rochiarum, &c. Sacerdotes utramque potestatem accipiebant, ita quod tunc erant & Sacerdotes communes & Judices communes.

Le même Theologien à la question, *an Sacramenti Pœnitentie Minister possit esse Sacerdos absque jurisdictione* &c. Si le Prestre sans jurisdiction, peut être le Ministre du Sacrement de Penitence? repond, (mais sans rien dire du Confesseur de l'Evêque, & si dans la suite il parle de celui du Pape, ce n'est qu'incidemment dans sa premiere reponse) qu'à proprement parler, le Pape comme superieur ne donne point la jurisdiction que son Confesseur exerce alors, que cette sorte de jurisdiction peut se rapporter à la deleguée, quoiqu'à proprement parler elle ne soit point deleguée. *Ex hoc enim quod summus Pontifex nulli in terris subditus est, potest se ipsum subdelegando potestatem jurisdictionis super Papa pœnitente, à Christo vel Ecclesia, vel ab ipso Papa tanquam à superiore, sed ex ipso quod Papa se subdit illi. Et hic modus jurisdictionis reducere spectat ad jurisdictionem delegatam, quamvis proprie non sit delegata.* Cajetan. *ibid.*

Quoique plusieurs Docteurs, continuë Cajetan, paroissent dire que la seule puissance d'ordre suffit quelque fois pour ce Sacrement, elle ne suffit cependant point dans la verité, mais il faut toujours que la puissance de jurisdiction accede en quelque maniere, *aliquo modo*, à la puissance d'ordre. Ce n'est pas seulement l'Eglise qui l'a reglé ainsi, mais la nature même du Sacrement le demande. Nous lisons dans le Concile de Florence sous Eugene IV. que le Prestre ayant l'autorité ordinaire ou deleguée, est le Ministre de ce Sacrement; d'où il résulte que le Prestre qui n'a que la puissance d'ordre n'eût pas le Ministre de ce Sacrement. *Licet multa Doctorum verba sonare videantur, solam ordinis potestatem quandoque sufficere ad hoc Sacramentum, secundum tamen rei veritatem nunquam sufficit, sed semper exigitur aliqua potestatem ordinis auctoritas jurisdictionis aliquo modo. Et hoc quidem non solum per Ecclesiam determinatum est sed ex ipsa Sacramenti natura habetur. Legimus in Concilio Florentino sub Eugenio IV. quod Minister huius Sacramenti est Sacerdos habens auctoritatem ordinariam vel delegatam. Ex quo patet quod Sacerdos sola ordinis potestate fulens non est Minister huius Sacramenti.*

Il paroît par ce texte fidelement rapporté, & que l'on doit lier avec ce que j'o raporte plus haut de Cajetan, afin d'en prendre le vrai sens, le tout étant extrait de la même conclusion, & servant à s'expliquer mutuellement, que Cajetan enseigne formellement dans la conclusion citée & dans sa petite somme *verbo absolutio ex parte absolutis*, que par la seule puissance d'Ordre & la jurisdiction que le penitent vous donne lieu d'exercer sur lui en se jetant à vos pieds, l'on absout les penitens qui n'ont que des fautes venielles, l'on absout ceux qui n'ont point de domicile, l'on absout ceux qui sont exempts de la jurisdiction episcopale, en un mot tous ceux qui sont libres de s'adresser au Prestre à qui il leur plait de s'adresser, comme ceux qui se choisissent un arbitre, le constituent leur juge, au moment qu'ils se soumettent à lui pour en être jugés, & lui donnent par cette soumission une jurisdiction suffisante. Voilà ce que Ca-

jétan appelle juridiction *alio modo*, & juridiction *aliquo modo*, qu'il dit qu'on peut rapporter à la déléguée, quoiqu'à proprement parler, elle ne soit point déléguée, dont cependant il établit la nécessité sur la nature même du Sacrement & le décret du Concile de Florence qu'il tenoit pour general, mais que nous ne regardons en France tout au plus que comme un Concile particulier de peu d'autorité, qui n'a pu faire de loi à toute l'Eglise, mais que Cajetan au reste a cru pouvoir accommoder à son sentiment, & ne demander absolument d'autre juridiction que celle qui vient de l'Ordre & de la soumission du pénitent.

Que nos adversaires (a) examinent tant qu'il leur plaira le texte de Cajetan, ils seront bien adroits, s'ils y trouvent autre chose que ce que je remarque & d'autres paroles que celles que je rapporte. Le sentiment que je présente de ce Theologien, que l'on est aujourd'hui fort tenté de dire hardi, ne passoit pas pour tel du tems de Cajetan, puisqu'il n'est point mis au nombre des propositions erronnées, que les Docteurs de Paris lui ont reprochées. On ne le condamnoit point aussi dans les tems qui ont suivi de près le Concile de Trente : Car Pie V. l'ayant laissé dans l'édition des Oeuvres de Cajetan, après les avoir fait revoir & corriger, il est constant que l'on ne jugeoit pas qu'il fût mauvais, digne de censure, & contraire à la tradition & à la doctrine du S. Concile de Trente.

Goffredus, Hostiensis, Panorme & Boich (b) in cap. *Omnis de Pœnit. & rem.* l'Archidiacre & les Canonistes Hugue, Laurent & Jean sur le chap. *Placuit. de Pœnit. dist. 6.* cités par Boich, & de même une infinité d'autres, tiennent absolument, que lorsque le propre Prêtre est sans discernement & d'une ignorance crasse, le pénitent peut alors & de sa propre autorité, se confesser

(a) Voyez le Mandement de Sens, 1. Mai 1735. pag. 48.

(b) Quando peccator confitens non habet licentiam à proprio Sacerdote, qui nec alii commisit super hoc potestatem, dic quod non potest alteri extraneo confiteri, sed ei saltem in anno confiteri tenetur ut hic. Sed fallit in casibus in quibus potest aliquis audire confessionem alterius Parochiani. 1°. Quando proprius Sacerdos indiscretus est. *De Pœnit. dist. 6. Placuit. &c.* 2°. Si ponat spem suam in Sacerdote proprio ut ratum libet. *Arg. 9. q. 2. Legimus.* Hos casus notat Goffredus in summa eo titulo & Hostiensis in summa, eo titulo 9. cui est sciendum. In principio sub 6. Fallit hoc in casibus, &c. sed in primo casu, scilicet quando Sacerdos proprius imperitus, dicit Laurentius & Joannes, in dict. cap. *Placuit. de Pœnit. dist. 6.* quod potest peccator sine licentia ipsius, propria auctoritate alieno Presbytero confiteri. Idem, Vincentius, hic. Idem innuunt Goffredus, Hostiensis & Abbas hic... Sed Archidiaconus in dict. cap. *Placuit.*

gloss. antepenult. dicite cum Hug. ibi. Quod si Sacerdos est ignorans in solvendo & ligando & discernendo qualiter & quantitatem & veritatem peccatorum pro tali ignorantia vitatur Sacerdos in accipiendo poenitentiam ab eo, nec peccat qui eum vitat, nec Sacerdos qui dat poenitentiam illi qui propter hoc vitat Sacerdotem... & cum certa est ejus ignorantia, credrem quod honestius esset petere licentiam ab illo Sacerdote ut hic... Si tamen Sacerdos ignorans requisitus nollit dare licentiam, tunc auctoritate illius Canonis *Placuit.* libere vadat & accipiat poenitentiam à perito. Hoc, Hug. & Archidiaconus, ibi. vel ut dicunt Philippus & Goffredus hic, vadat ad ejus Superiorem si potest, ut illum compellat, vel ipse dabit licentiam. Argumentum in, *sup. de Jure Potest. cap. Nullus.* Idem, Bernardus alternative hic in *gloss.* Quid si ille. Quam epiniorem dicebat Hostiensis veram, quando periculum non est in mora, alius est vera opinio, quod libere vadat ad alium. *Buch. in cap. omnis de Pœnit. & remiss. num. 24. 25.*

à un autre qui n'a point de juridiction sur lui, & que le penitent dans ce cas, & le Prestre qui le confesse, ne pechent aucunement. Quantité d'anciens Theologiens & de Canonistes, ajoûtent par un argument à *simili*. que c'est la même chose si le propre Prestre est un seducteur dans la foi ou dans les mœurs. Boich croit cependant, sans en faire de nécessité, qu'il est de bienfaisance de demander la permission du Curé ou qu'il delegue avant que de s'adresser à un autre. St. Raimond, (a) le Cardinal de la Palus, (b) Capreolus, (c) Goffredus dans la somme de *Penit. & rem.* Hostientis aussi dans sa somme, même titre. Boich sur le cinquième liv. des Decretales, au même titre, & plusieurs anciens Canonistes, enseignent encore qu'un Prêtre sans juridiction, qui confesse avec esperance que le Supérieur ratifiera son action, confesse valablement quant au Sacrement, quoique celui qui s'est ainsi confessé demeure obligé de se confesser de nouveau, lorsqu'il apprend que le propre Prestre ne ratifie pas une telle confession. Donc elle est valide en elle-même, selon les Auteurs que j'ai cités, & indépendamment de la juridiction établie par l'Eglise: Donc l'obligation de la recommencer n'est que de bon ordre & de discipline, uniquement parce que l'Eglise le demande, mais de laquelle cependant un Ordinaire peut dispenser comme d'un precepte ecclésiastique.

D'autres, au rapport de Michel Medina, *Cod. de conf. quasi. d. conf. non necessaria sed voluntate facta*. croient que la Confession annuelle & de proc. pre, ne doit être faite qu'à des Prestres ayant juridiction, mais qu'il est libre de faire les confessions de devotion à toute sorte de Prestres. *Nam in confessione voluntaria que non est ex precepto dixerunt, quemlibet Sacerdotem, etiam si jurisdictionem non habeat posse esse ministrum.*

Le Cardinal Tolet, (d) & Præpositus, (e) Professeur dans les Universités de Douai & de Louvain, &c. estiment que la juridiction n'est de nécessité que pour le for extérieur, *saltem in foro exteriori*, & pour rendre l'absolution

(a) Item nota quod licet non possint Sacerdotes, quibus data est potestas audiendi confessiones, audire Patochianos alienos nisi in casibus prædictis possunt tamen dare eis consilium, quod etiam licet cuilibet disere: o. Possunt etiam dare penitentiam nomine Prælati ejus qui vult consilium, ponentes spem in ratihabitione ipsius & tunc debet Sacerdos iste dicere penitenti, ut quam cito pote it, representet se Prælati suo & consentiat ei, & postea dicat ei penitentiam quam iste posuit sub spe præmissa. Si habuit ratum: bene est, sin autem accipiat ab illo, quod sibi consultus est. S. Raimundus, lib. 3. tit. 24. de *Penit.*

(b) Si homo vellet alieno Sacerdoti confiteri cum intentione nihilominus confiteri proprio Sacerdoti & satisfaciendi ejus arbitrio, videtur quod posset alius eum absolvere ponendo spem in ratihabitione proprii Sacerdo-

tis. Petrus de Palude in 4. dist. 19. quest. 2.

(c) Si homo vellet alieno Sacerdoti confiteri, cum intentione nihilominus confiteri proprio & satisfaciendi ejus precepto, videtur quod posset eum alius absolvere, sicut dixit Raymundus, quod alienus poterat absolvere ponendo spem in ratihabitione proprii Sacerdotis. Capreolus in 4. dist. 19. a. 3.

(d) Circa confessarium sunt consideranda duo... in primis necessarius est ordo non quicumque sed Sacerdotalis... necessaria est 2^a. jurisdiction aliqua, saltem in foro exteriori. Tolet in 4. dist. 19. a. 13.

(e) Notandum ad hoc ut absolutio in Sacramento Penitentiae & sententia sit, duo esse necessaria, scilicet potestatem Ordinis & jurisdictionem & hanc quidem requiri ut sententia sit legitima, alia vero ut sententia sit gratè operativa. Præpositus de Sac. Penit. q. 7. dub. 3.

legitime,

legitime, *ut sententia sit legitima*. Paroles qui sont clairement voir que ces deux Theologiens qui ont écrit depuis le Concile de Trente, ne tenoient pas pour certain que la juridiction fût absolument nécessaire, & que quand ils assurent ailleurs & de même beaucoup d'autres Theologiens, que l'absolution donnée sans la juridiction de droit ordinaire ou delegué est nulle, ils entendent nulle au for extérieur; & que quand ils enseignent qu'un Prestre ne peut absoudre par faute de juridiction, ils ont seulement voulu dire qu'il ne le peut légitimement.

Pierre Matthieu l'an 1588. sur la Bulle *Romani* de Pie V. l'an 1571. qui veut que les Religieux qui depuis le Concile de Trente ne confessoient les Seculiers qu'avec l'approbation de leurs superieurs Reguliers, prennent à l'avenir celle de l'Evêque, comme le Concile de Trente l'a ordonné, remarque que l'approbation & la juridiction prescrites par l'Eglise, qui accèdent au pouvoir d'Ordre, sont le Confesseur & la Confession legitimes, c'est-à-dire, tels que les loix presentes de l'Eglise les demandent; d'où il suit que l'une & l'autre ne sont point d'institution divine. (a)

Vincent Candide (b) Qualificateur Romain, Suarez, (c) Filiucius, *tract. 7. de Conf.* Thomas Sanchez, *in summ. lib. 1. c. 9. n. 35.* Jean Sanchez, &c. disent que dans le doute, si un Confesseur a la juridiction, il peut suivre un sentiment probable à cet égard, parce que tous les Prêtres ayant, selon eux & quantité d'autres Theologiens, une juridiction certaine pour absoudre des pechés veniels, il arrive que les pechés mortels sont remis indirectement & par accident à un homme bien disposé & de bonne foi.

Cabassut, dans ces principes, qu'on ne peut dire méprisables quand un Canoniste de son mérite paroît les suivre, enseigne que l'on auroit tort de renvoyer un étranger se confesser dans le Diocèse de son domicile, sur le prétexte que l'on n'est pas son Juge, l'usage des premiers siècles ayant été de faire soi-même le choix du Confesseur qu'on croit le plus capable, sans avoir été lié à aucun; que les distinctions de personnes qui sont venues depuis, sont un retardement dans le salut, & que l'on ne peut plus faire le choix que les SS. Peres conseillent, si l'on n'a pas plusieurs Prêtres entre lesquels l'on puisse choisir; mais qu'il seroit encore plus fâcheux de se voir réduit à ne pouvoir choisir un Prestre entre plusieurs, & à n'en avoir

(a) Oportet ut concurrat utraque potestas scilicet Ordinis & jurisdictionis ad conferendum absolutionis Sacramentum. Confessorius legitimus potestatem Ordinis sive Sacramentalis immediate accipit à Christo in collatione Ordinum, potestatem vero jurisdictionis recipit ab Ecclesia, ideoque istam potestatem auferre Ecclesia, illam vero Deus. Quamobrem Ecclesie auctoritate debent probati qui foro conscientie præsidere cupiunt. Orantur conditionibus optimis Confessoris. *Peirus Matthæus in Bullas Pontificias loc. supra laudato.*

(b) Dico 1°. Confessio facta bona fide sum-

pliei Sacerdoti de venialibus & mortalibus peccatis est valida, etiam si Sacerdos ille jurisdictionem non habeat in peccata mortalia. *Candidus disquis. 24. art. 66.*

(c) Ideo alius modus dicendus est, in omni Confessione, quæ sit hujusmodi ministris semper intervenire materiam aliquam, circa quam habeant certam & indubitatam jurisdictionem scilicet aliqua peccata venialia & hoc satis esse, ut Confessio bona fide facta semper sit rata, ita ut data absolutione verum conficiatur Sacramentum, &c. *Suarez, t. 4. in 3. part. D. Th. dist. 26. art. 6. n. 8.*

pas même un seul à qui l'on pût recourir pour se confesser, à moins d'être dans un peril évident, & qu'un voyageur seroit dans ce cas, s'il ne pouvoit se confesser hors de son Diocèse & de sa Paroisse, sans la permission de son Evêque ou de son Curé. (a)

Vous m'objecterez, dit Cabassut, (b) le chapitre, *Si Episcopus*, où Boniface VIII. établit, que l'on ne peut, sous prétexte de coutume, sans la permission de son Supérieur, faire choix d'un Confesseur pour en être abssous. Cabassut répond, que l'on ne peut nier que la loi dont il est parlé dans le chapitre *Si Episcopus*, est d'institution humaine & ecclésiastique, d'où il résulte, qu'elle peut être abrogée en tout ou en partie, par une loi contraire, ou par une coutume légitime; & que ce chapitre doit être entendu en ce sens, qu'il n'oblige qu'autant qu'on le suppose en vigueur, parceque si l'Eglise faisoit une autre loi, ou si, sans en porter aucune qui fût derogante, on avoit prescrit contre le chapitre *Episcopus*, par un usage contraire, ancien & commun, il cesseroit d'obliger selon le chapitre *Diœci. de Arbitris*, où Innocent III. répond à un Chanoine & au Chancelier de l'Eglise de Paris, que l'on peut prescrire sur un ancien usage, & s'acquérir juridiction.

Cette réponse s'applique admirablement bien aux loix de la juridiction ordinaire ou déléguée, & convient très-fort au decret de la réserve des cas, & au statut de l'approbation de l'Evêque pour confesser, portés par le Concile de Trente, puisque l'on peut dire de ces decrets, qu'ils sont de droit humain & ecclésiastique; que la même autorité qui les a fait peut les abroger, & qu'on peut les prescrire par un long usage qui seroit contraire, & enfin, qu'ils n'ont de force qu'autant qu'ils sont reçus, n'étant point de l'institution de Jesus-Christ, mais de l'institution des hommes.

(a) Et vero vestitoribus Ecclesie secularis illa personarum distinctiones que remoram animarum præsertim plebeiarum saluti perniciosissimam objeiciunt, penitus erant ignotæ: quando pluribus passim existentibus Presbyteris quos adire pro Sacramento Pœnitentiæ liberum erat SS. Patres hortabantur fideles ut inter multos quærentes atque ex pluribus eligerent Sacerdotem scientem ligare & solvere, ut habetur in Can. *Quem Pœnitet, de Pœnit. dist. 1. & Can. 1. dist. 6.* qui Canon erutus est ex lib. 2. de ver. & falsi. Pœnit. simile quoque monitum legitimus in tract. de visit. infirm. qui ambo tractatus censentur inter opera S. Augustini. Certum vero est, non esse locum electioni, ubi aliquis est uni ex necessitate astringendi, neque posse quempiam eligere, nisi inter plura eligibilia constitutum. Determinum vero est non modo non posse ex pluribus eligere, sed ne unum quidem posse occurrere, ad quem recurrere nisi quis actu constitutus sit in externo discrimine, ullatenus posse, quod occurreret inter peregrinandum. Cabassut, juris canon.

theor. & prax. l. 3. c. 8. n. 6.

(b) Objection. caput si *Episcopus*, de Pœnit. & rem. in sexto. Nulla quoque potest consuetudine introduci quod aliquis præter sui superioris licentiam Confessorem sibi eligere valeat qui eum possit absolvere vel ligare... Respondetur jura ista de quibus loquitur dictum caput, si *Episcopus*, negari non posse quin sint humana & ecclésiastica: unde sequitur & liquido constat posse contrario jure & præscripta consuetudine revocari, sive in toto sive in parte. Sensus autem dicti capitis, si *Episcopus*, talis est quandiu permanet jus illud universale, quod tunc vigeat, non posse per aliquis particularis hominis aut loci consuetudinem aut introductionem illi communi & universali juri derogari. Secus vero si introducatur universalis & diuturna in oppositum consuetudo quo priorem abroget. Et aliunde constat ex cap. dilecti, de Arbitris, posse acquiri ex consuetudine novam juridictionem. Cabassut, jur. canon. theor. & prax. l. 3. c. 8. num. 8.

Ne quittons point Cabassut. Ce Canoniste ajoute (a) que les fideles sont libres de s'adresser aux Prestres qu'ils veulent pour se confesser de leurs fautes venielles, (b) & même des fautes mortelles, quand auparavant l'on a été absous de ces dernieres par un Confesseur legitime : que le privilege de se confesser au premier Prestre doit s'accorder à ceux, aux reguliers même, *etiam regularibus* (sous ce terme, les Religieuses sont comprises dans le droit) qui sont dans une situation à leur ôter toute, ou presque toute esperance de pouvoir trouver un Confesseur à juridiction ordinaire ou deleguée, qui les veuille entendre; situation où se trouvent ceux qu'un ennemi puissant tient renfermés, & ceux qui sont détenus dans les prisons des infideles & des heretiques, dans des païs où l'on n'a point de Confesseur approuvé, & que l'on ne peut douter que ce ne soit l'intention de l'Eglise, la raison pour accorder à un fidele, soit laïque ou regulier, sans distinction, si c'est homme ou femme, religieux ou religieuse, dans de si tristes circonstances de se confesser au premier Prestre, étant plus forte que pour l'accorder à un homme qui n'a que des fautes venielles, & leur necessité étant égale à celle d'un peril de mort, & même à quelque égard, l'emportant sur ce peril.

La resolution de Cabassut est excellente pour le tems où nous sommes. L'on deferera plus facilement à sa decision qui assure, sans avoir prévu la situation où plusieurs se trouvent aujourd'hui, que de telles confessions sont bonnes, qu'à un petit nombre de Prélat, qui par une erreur visible, les dit nulles de droit divin, après avoir mis dans la necessité de les faire au premier Prestre, & par là de retourner au droit ancien.

Roboam, fils du Roi Salomon, pour avoir été trop dur & avoir trop legerement suivi le conseil de quelques jeunes étourdis, perdit dix Tribus : il se pourroit bien faire que les Evêques, pour être trop tenaces sur l'article des Confesseurs, perdissent enfin la plus grande partie, ou dix parts des droits nouveaux de la juridiction de delegation pour confesser les particuliers. La Tribu de Levi, qui est le corps des reguliers, a déjà secoué le joug & donné l'exemple aux autres de faire la même chose.

L'on objecte que Capreolus *in 4. dist. 14. q. 1. pag. 225.* (on peut lui joindre S. Thomas, Durand & beaucoup d'autres) enseigne expressement, que la loi qui établit que les Prestres ne peuvent absoudre, hors le cas de

(a) Potest sibi Confessarium eligere quisquis habet sola venialia peccata quæ confitentur, aut etiam mortalia. sed jam antea bona fide confessa. Ad hæc enim Ecclesia peccatalem quibuscumque Confessariis & secularibus & regularibus auctoritatem confert erga quos etiam que penitentes indiscriminatum. &c. *Ibid. num. 11.*

(b) Privilegium istud eligendi Confessarii concedendum quoque illis est, *etiam regularibus*, qui in eo statu existunt ut spes vel nulla vel exigua sit nascendi Confessarium ibi habentem sive ordinariam sive delegatam excipiendi

confessiones potestatem, ut in illis occurrat qui privata & rigida custodia ab infenso aut infideli inimico occulte detinentur, aut in ergastulis apud infideles vel hereticos in iis locis in quibus non est Confessarii apprehendi copia, nec dubitari licet hanc esse in tanta calamitate pro mari Ecclesie mentem. Ibi namque multo fortius urget ratio quam in supradictis solam culpæ venialium casus, & par occurrere necessitas cum illis quos mortis periculum premit. *Ibid. num. 12.*

nécessité, sans le consentement de Pierre ou de son successeur, est non seulement une loi de l'Eglise, elle l'est aussi de Jesus-Christ. *Ille Ordinatio, qua institutum, quod non quilibet Sacerdos possit quemlibet absolvere ab omnibus peccatis, extra casum necessitatis, sed solum secundum arbitrium Petri vel ejus successoris, non solum est Ordinatio Ecclesia, sed Christi.*

Un Italien, en Italie pourroit objecter une chose semblable; mais en France, un Evêque François, s'il n'a le cœur tout Italien, ne fait point imprimer à Paris sur l'autorité de Capreolus, (A) ni d'aucun autre; que le Pape, par l'institution de Jesus-Christ & de l'Eglise, a seul dans l'Eglise le pouvoir & l'usage des clefs; que les Evêques n'ont point de juridiction comme Ordinaires, mais qu'en qualité de Vicaires du Pape, ils donnent l'absolution dans leurs Diocèses à leurs propres Diocésains, & comme Vicaires du Pape, établissent des Prestres pour la donner.

Toutes ces absurdités inouïes dans l'antiquité, & qui sont de véritables erreurs, sont adoptées aujourd'hui quand on nous cite en preuve un texte de Capreolus qui établit, que non seulement l'Eglise, mais Jesus-Christ encore, ont réglé que les Prestres ne peuvent, hors le cas de nécessité, absoudre aucun pecheur, que sous le bon plaisir de Pierre ou du Pape son successeur. *Ille Ordinatio qua institutum, &c.* Et quand on ose nous présenter un aussi pernicieux principe, en ces termes: „Capreolus ne juge „pas si favorablement de cet usage prétendu (que tous les Prestres confes- „soient autrefois par la seule puissance d'Ordre) il dit nettement après „Pierre de la Palus, qu'il cite; que si cet usage a été, ce qu'il révoque „en doute, il ne doit pas faire loi, parceque la coutume ne peut préju- „dicier à la loi divine: *Consuetudo non prajudicat legi divina.* D'où il con- „clut que cet usage, s'il a été, étoit un vrai abus, & que chacun devoit „être absous par Pierre ou par ses Vicaires; c'est-à-dire, selon le même „Capreolus, par le Pape, les Evêques (ses Vicaires) ou ceux qui ont leur „pouvoir, & que la coutume contraire ne valoit rien. „

Ainsi les Evêques, selon un autre Evêque, sont les Vicaires du Pape dans l'administration des clefs, contre la décision formelle du Concile de Trente, qui, plus favorable au Sacerdoce & plus fidele interprete des paroles de Jesus-Christ & de la tradition de l'Eglise contre les heretiques, fait non seulement les Evêques, mais aussi tous les Prestres, Vicaires de Jesus-Christ dans le ministère des Clefs.

Plusieurs des Theologiens que j'ai cités en preuve, que la juridiction qu'on appelle ordinaire ou déléguée, n'est que d'institution ecclésiastique, & que son défaut n'annule point de lui-même le Sacrement, avoient écrit avant le Concile de Trente, il n'a point flétri leur sentiment. Depuis le Concile, d'humbles Theologiens, de sçavans Canonistes, se sont expliqués de la même façon, sans que personne leur en ait fait un crime. Serait-il convenable de se déclarer contre une opinion que le Concile n'a point condamné, de traiter de téméraire & d'erronée, une doctrine qu'il a laissée

(A) Voyez le Mandement de Sens, 1. Mai 1735. pag. 47. & 49.

la liberté de soutenir, & de dire de foi, de droit divin & de tradition apostolique l'institution de la juridiction de titre & de delegation, institution si peu fondée dans l'antiquité, & sur la nécessité & la nature de laquelle les Theologiens varient si fort?

S V. Le Droit & les Conciles n'établissent point que les absolutions données sans la juridiction extérieure ecclésiastique, de titre ou de delegation, sont de soi invalides.

Tous les textes tirés du Droit & des Conciles, savoir les chapitres *Ecclesias. Nullus alterius. Nullus Episcopus. Placuit ut desincept. Si Episcopus. Omnis nriusque.* & le Concile de Florence que l'on allegue en preuve de la juridiction ecclésiastique, soit qu'elle soit de titre ou de delegation; & pour établir que sans cette juridiction, le Sacrement de Penitence est toujours nul, ne prouvent certainement rien, & ne détruisent point le le sens que je donne aux paroles du Concile de Trente.

Le Chapitre *Ecclesias* 13. q. 1. que l'on suppose sans fondement être du Pape S. Denys environ l'an 270. ne parle selon Gratien, que de la division des Paroisses, & des droits extérieurs d'oblations, de dîmes, &c. qui appartiennent à ceux qui gouvernent les Paroisses; & tout ce que l'on en peut tirer de plus favorable pour le gouvernement spirituel, est qu'un Curé ne doit pas entreprendre de diriger les Paroissiens d'un autre Curé; mais ce chapitre ne prononce point sur la validité ou l'invalidité des Sacramens conférés aux fideles par d'autres que leurs propres Prestres.

Ecclesias singulas singulis Presbyteris dedimus, Parochias & cœmeteria eis divisimus & unicuique sui proprium habere statuimus, ita videlicet ut nullus alterius Parochia terminos aut sui invadat: sed sit unusquisque suis terminis contentus, & valiter Ecclesiam & plebem sibi commissam custodiat, ut ante Tribunal aeterni iudicis ex omnibus sibi commissis rationem reddat, & non iudicium sed gloriam pro suis actibus accipiat. Caus. 13. q. 1. c. 1.

In Diocesi autem designata, quacunq; prædia coluntur, proventus decimationum Baptismali Ecclesia assignatus, debet solvi. Gratianus in cap. Ecclesias.

Le chapitre *Nullus alterius* 9. q. 2. qui est du Pape Calixte, défend aux Evêques de juger, d'ordonner, d'excommunier les sujets d'un autre Evêque, sous peine de nullité s'ils le font: personne, dit ce chapitre, ne pouvant être abous ou condamné que par son Juge. *Nullus alterius terminos usurpet, nec alterius Parochianum judicare, vel ordinare aut excommunicare, quia talis indicatio, vel ordinatio aut excommunicatio vel damnatio, nec rata erit, nec vires ullas habebit, quoniam nullius alterius iudicis, nisi sui sententia tenebunt, aut damnabuntur, unde & Dominus loquitur dicens: Ne transgrediat: terminos antiquos quos posuerunt Patres tui. Caus. 9. q. 2. c. 1.*

Le chapitre, *Nullus Episcopus. De Parochiis.* que l'on attribue au Pape Hadrien, dit également, que comme l'on ne peut pas ordonner le sujet d'un autre, l'on ne peut pas aussi le juger. *Nullus Episcopus Alterius Parochianum*

judicare præsumat. Et infra. Nam qui cum Ordinare non potuit, nec judicare potest. cap. Nullus de Parochiis.

Cela est très-véritable de l'excommunication portée par forme de jugement, & des autres jugemens de cette sorte rendus par le for extérieur, dont les deux chapitres *Nullus* ont parlé seulement : mais ce n'est pas le cas dont il s'agit ; & si la décision des Papes Calixte & Hadrien, peut trouver lieu ici, elle conclut pour l'absolution donnée sans avoir la juridiction extérieure ecclésiastique ordinaire ou déléguée, comme nous le croyons de l'Ordination par un autre que le propre Evêque, qu'elle est valide, mais illicite pour le plus souvent.

Le chapitre *Placuit ut deinceps*, après nous avoir appris qu'il avoit été observé jusqu'alors de se confesser aux Prestres que l'on vouloit choisir, sans obligation de s'attacher à l'un plutôt qu'à l'autre, établit par une disposition nouvelle, que cela ne se fera plus, sans le consentement du propre Prestre ; comme on l'interprète communément, & que si quelque Prestre confesse autrement, on le suspendra de ses fonctions. *Placuit ut deinceps nulli Sacerdotum liceat quolibet commissum alteri Sacerdoti recipere ad penitentiam sine ejus consensu cui prius se commissit nisi per ignorantiam illius cui penitens prius confessus est. Qui vero contra hac statuta facere presumpserit, gradus sui periculo subiacet. Cui. 9. q. 2. c. 2. Et de Penit. dist. 6.*

Je répons qu'Urbain II. qu'on fait communément auteur du chapitre *Placuit*, ne touche point à la validité du Sacrement, mais qu'il menace de suspension le Prestre qui entend la confession d'un pénitent, avant d'avoir la permission du propre Prestre, sans rien dire de la confession du pénitent. Au reste, ce chapitre n'a point le sens qu'on lui donne, mais pris à la lettre, il défend de se confesser tantôt à un Prestre, tantôt à un autre. Il ordonne de ne point changer le Confesseur que l'on a pris une fois, si ne n'est avec la permission, ou après avoir reconnu qu'il est incapable de nous conduire ; & ainsi, bien loin de reconnoître que la juridiction vienne de l'Eglise, Urbain II. enseigneroit plus littéralement comme Suarez (a) semble l'insinuer, que c'est le pénitent qui la donne au Prestre à qui il se soumet, ou comme Vasquez (b) le dit avec Melchior Canus, 5. p. *relect. de Penit.* & Sotus in 4. sent. dist. 18. q. 4. a. 2. que le chapitre, *Placuit*, défend à ceux qui ont soumis

(a) Id probatur ex illis illius textus : *nisi per ignorantiam illius cui penitens prius confessus est.* Supponit ergo penitentem de quo ibi est sermo prius esse confessum alicui Sacerdoti, & de illo tantum statuit, ut nulli Sacerdotum liceat hujusmodi jam commissam alteri Sacerdoti ad penitentiam admittere, sine ejus consensu cui prius se commissit. Ubi etiam expendo illud relativum reciprocum se, nam ex eo constat non esse sermonem de sola commissione facta Pastoribus Ecclesiarum per divisionem jurisdictionum, sed de commissione &

subjectione illa qua penitens se actu subdit Sacerdoti cum voluntate illi confitendi. Suarez, in 3. p. D. Th. 10. 4. dist. 27. sect. 2. num. 21. &c.

(b) Respondet Canus & solus ad caput *Placuit*, quod solum loquatur de penitentis publicis, & prohibeat ne aliquis, qui se uni subjecit, & accepit ab eo penitentiam semel, sine consensu illius, alteri confiteatur, ut muret penitentiam iniquitatem. Vasquez, in 3. p. D. Th. 10. 4. q. 93. art. 2. dub. 2.

nellement reçu d'un Prestre la penitence, de se la faire changer à son insçu par un autre.

Le Concile de Florence par Eugene IV. decide, que pour être Ministre du Sacrement de Penitence, il faut être Prestre avec l'autorité d'absoudre ordinaire ou deleguée par le Supérieur. *Minister hujus Sacramenti* (Penitentiae) *est Sacerdos habens auctoritatem absolvendi vel ordinariam, vel ex commissione superioris.* Concil. Florent. seu Decretum Eugenii Papæ IV. ad Armenos.

Je pourrois dire ce que le Cardinal Charles de Loraine écrivoit de Trente au mois de Janvier de l'an 1563. au sieur Breton son Secrétaire & Agent en Cour de Rome: "Qu'en France, on tient le Concile de Constance pour general en toutes ses parties, que l'on suit celui de Bâle; & tient-on celui de Florence pour non legitime, ni general, & pour ce l'on fera plutôt mourir les François que d'aller au contraire."

Je repons, abstraction faite de l'autorité du Concile de Florence qui n'en a aucune en France, tant qu'on l'y regardera comme non legitime, ni general, que la decision d'Eugene IV. car c'est sa decision & non celle du Concile, (*) a besoin d'interpretation, & n'est assurément pas aussi precise pour la puissance de jurisdiction, comme quelques-uns se le persuadent fausement, que pour la puissance d'Ordre. Le souverain Pontife parlant du Baptême, declare également que le ministre de ce Sacrement est le Prestre à qui il appartient d'office de baptiser, c'est-à-dire, l'Evêque ou le Curé; mais que dans la necessité, non seulement un autre Prestre, ou un Diacre, mais un laïque, une femme, un païen, un heretique peut baptiser. *Minister hujus Sacramenti* (Baptismi) *est Sacerdos cui ex officio competit baptizare. In casu autem necessitatis non solum Sacerdos, vel Diaconus, sed etiam laicus, vel mulier, imo etiam paganus & hereticus baptizare potest.* Eugenius IV. in Decreto ad Armenos.

Croirons nous que le Baptême administré solennellement ou autrement, hors le cas de necessité, par un Prestre qui n'est pas Evêque ou Curé, ou qui n'a pas la jurisdiction de droit, ordinaire ou deleguée, soit invalide? Non; nous ne le croyons pas, quoiqu'Eugene IV. paroisse l'avoir décidé avec la même precision que la necessité de la jurisdiction ordinaire ou deleguée. Il est du Sacrement de Penitence comme du Baptême, leur validité ne depend pas de la jurisdiction établie par l'Eglise, & Eugene IV. n'a pas voulu l'enseigner. Il a seulement prétendu dire que l'absolution, ainsi que le Baptême, donné hors le cas de necessité, par un Prestre sans jurisdiction, ou qui n'est pas d'office, ordinaire ou delegué, n'est pas administré licitement.

Le canon, *Omnis utriusque sexus*, d'Innocent III. au Concile de Latran, & le chapitre, *Si Episcopus*, de Boniface VIII. in sexto. lib. 5. tit. 10. ne disent pas plus, quand ils établissent que les pecheurs ne peuvent être absous que par le propre Prestre, ou de sa permission par un autre Prestre. *Omnis utrius-*

(*) Le decret aux Armeniens n'est point point par cet endroit l'autorité infallible d'un l'ouvrage du Concile de Florence, mais du Concile general, quand même on reconnoit Pape Eugene IV. & de ses Consultants, & n'a troit pour tel celui de Florence.

que sexus fidelis, postquam ad annos discretionis pervenerit, omnia sua solus peccata saltem semel in anno fideliter confiteatur proprio Sacerdoti... Si quis autem alieno Sacerdoti voluerit infra de causa sua confiteri peccata licentiam primo postulet & obtineat à proprio Sacerdote, cum aliter ipse illum non possit absolvere vel ligare. De Pœnit. & Rem. lib. 5. tit. 38. c. 18.

Si Episcopus, &c. Nulla quoque potest consuetudine introduci quod aliquis prater sui superioris licentiam confessorum eligere valeat, qui enim possit solvere vel ligare. cap. Si Episcopus, in sexto lib. 5. tit. 10. c. 12.

On peut répondre ici ce qu'Hugues de saint Victor repondoit à une semblable difficulté; que ne pouvoir légitimement & dignement, & ne pouvoir absolument sont fort differens; que les autorités qu'on allegue au contraire, ne prouvent pas que les Prestres sans juridiction de titre ordinaire, ou de delegation ne peuvent absolument absoudre personne, mais seulement qu'ils ne le peuvent pas licitement. *Aliud est non recte & digne illud posse, aliud est non posse absolute, quod non possunt non habetur illis auctoritatibus, sed quod recte non possunt.* Hugo à S. Victore tract. 6. de Sacr. Conf. Euch. & de extr. Unct. c. 14.

Où je dirai avec Guillaume d'Auxerre, que ce terme, *ne peut*, n'exclut pas toute sorte de pouvoir, qu'il signifie quelquefois, que le pouvoir n'est qu'empêché, & qu'on ne doit pas conclure, qu'un Prestre ne peut point absolument, parcequ'il ne le peut pas librement, par la défense qu'on lui fait d'user de son pouvoir. *Omnes Sacerdotes habent claves, & non valet hac argumentatio. Ipsi non possunt ligare & solvere, ergo non habent potestatem solvendi, quia hoc verbum, potest, non copulat quamlibet potentiam, sed tantum potentiam liberam, unde illa argumentatio, eadem est huius. Ipsi non habent potestatem liberam ligandi & solvendi, ergo non habent potestatem ligandi asque solvendi.* Guilel. Altissiod. lib. 4. c. 8. q. 3.

Ces paroles, *ne peut*, sont donc un terme très-équivoque. L'ignorance de ce qu'il signifie, a donné le change à quelques Théologiens, & a fait dire à ceux qui n'en ont pas compris le sens, que la juridiction ecclésiastique pour absoudre valablement, étoit d'institution divine & de soi, & leur a fait imaginer que l'Eglise l'avoit ainsi réglé, par la puissance que Jesus-Christ lui a donné, de déterminer la matiere des Sacremens, qu'il avoit laissé indterminée. D'autres au contraire ont soutenu, même depuis le Concile de Florence, la reponse de Boniface VIII. & le Concile de Trente, que la juridiction appelée ordinaire ou deleguée, n'étoit que d'institution humaine, & qu'elle n'étoit pas nécessaire pour absoudre valablement. Il faut revenir au fond de la question, pour juger qui a raison; mais il est constant que l'Eglise n'a point encore décidé que le défaut de juridiction de titre ou de commission de l'ordinaire, annulloit de soi le Sacrement de Penitence. Il paroît plutôt qu'elle a décidé le contraire dans le Concile de Constance, quand elle y enseigne que tous les Prestres ont juridiction.

“ Dans toute la morale, dit le nouvel Auteur de la conduite des Confesseurs, (a) il n'y a aucune partie si peu éclaircie que celle qui traite de la (a); Seconde partie chap. 1.

“ puissance

“puissance des Confesseurs... Aussi ne pretend-on autre chose que de proposer ce qui paroît le plus probable, en attendant que l'Eglise ait fixé ce que l'on doit enseigner... Selon la doctrine catholique, continué cet Auteur judiciaire, il y a deux sortes de puissances requises dans les Confesseurs: “la premiere est la puissance d'Ordre qui se donne à tous les Prêtres dans leur “Ordination, & est inseparable du caractère Sacerdotal: la seconde est la “puissance de juridiction... La puissance de l'Ordre donne le pouvoir interieur “& surnaturel, qui est nécessaire du côté du Ministre, afin qu'il puisse remettre les pechés. La puissance de juridiction donne ce qui est requis du côté “des fideles, savoir l'autorité de les juger quand ils s'accusent de leurs pechés.”

Selon cette doctrine qui a eu pour approbateurs l'an 1739, M. Lanquet Archevêque de Sens, & Mrs. les Evêques de Sens, de Baieux, d'Amiens & de Rennes, la juridiction n'est qu'exterieure & humaine, & regarde moins le Prestre auquel il ne manque rien du côté du Sacerdoce, que le fidele à qui l'on ne permet pas de s'adresser indifféremment à qui il lui plaît.

Et quand l'Auteur ajoute un peu après, qu'aucun Prestre ne peut donner valablement l'absolution, s'il n'a la juridiction, c'est sous cette modification qu'il a fait preceder, qu'il ne pretend autre chose que de proposer, ce qui paroît le plus probable, en attendant que l'Eglise ait fixé ce que l'on doit enseigner ce qui lui fait dire que ce sont des questions sur lesquelles les Theologiens sont partagés en des opinions contraires... que l'on n'entre qu'en tremblant dans l'explication de cette matiere, parce que quelque parti que l'on prenne, on se trouvera opposé à des Auteurs respectables.

§. VI. *L'Eglise ne peut rendre invalide le Sacrement de Penitence administré sans la juridiction qu'on appelle ordinaire ou de delegation.*

L'Eglise qui ne peut instituer de nouveaux Sacremens, ne peut annuler ceux que Jesus-Christ a institués. Elle n'en peut changer le Ministre, la matiere & la forme, sans attenter à l'autorité du Sauveur: Il y auroit de l'impiété à la croire capable de se porter à des pareils excès. Si d'autres y portent, elle les desavoue, & elle regardera toujours avec indignation les Evêques & les Theologiens, qui de dessein formé, travaillent à élever l'autorité Episcopale, sur la ruine de l'autorité de son Epoux, pour la forme, la matiere & le ministere des Sacremens, & qui s'efforcent de les resserrer dans des bornes que leur Instituteur le Fils de Dieu ne leur a point prescrites.

Le Sacrement de Penitence a été institué pour être exercé par forme de jugement. C'est ce qui a porté le Concile de Trente, ss. 14. de Penit. can. 9. à condamner ceux qui disent que l'absolution donnée par le Prestre au Penitent, n'est pas un acte judiciaire. *Si quis dixerit absolutionem Sacramentalem non esse actum judiciale... anathema sit.* Il est de la nature & de l'essence d'un jugement, dit encore le même Concile, ibid. cap. 7. que le Juge ne le prononce qu'à l'égard de ses sujets. *Natura & ratio judicii illud exposcit ut sensu-*

sentia in subditos dumtaxat feratur. Personne ne pouvant être lié ni délié que par son Juge, selon le chapitre *Nullus* 9. q. 2. *Nullus alterius judicis, nisi sui sententia tenebitur aut damnabitur.* Tous ces principes sont certains : ainsi, les Prestres n'étant point établis pour juger les Anges, ni les Demons au Tribunal de la Penitence, ne pourroient, si ceux-ci étoient capables de repentir, & ceux-là capables de péché, les absoudre : Ils ne sont point leurs sujets, & Jésus-Christ ne les a point soumis aux Prestres à cet effet. Il n'en est pas de même des hommes, Jésus-Christ les a soumis aux Prestres pour en être absous lorsqu'ils seront pecheurs & penitens ; & le Tribunal des Prestres d'institution divine, a de lui-même son exercice par toute la terre & sur tous les hommes. *Ce que vous deliez sur la terre, dit le Sauveur, sera délié dans le Ciel.* Il n'y a point ici de restriction de temps, ni de lieu, ni de personnes.

Il est vrai que l'Eglise a marqué à certains Prestres, les sujets sur lesquels, en qualité de Juges, ils pourroient exercer leur puissance, de remettre les péchés ; mais il ne s'enfuit pas, que l'acte judiciaire qu'ils prononcent sur d'autres que sur ceux que l'Eglise leur a assigné pour sujets, soit un acte nul de soi. Si cela pouvoit être, il faudroit reconnoître que l'Eglise peut annuler à sa volonté les Sacremens, & en arrêter les effets, ce qui n'est pas annuable, & croire que les saints Ordres reçus d'un Evêque étranger, sans delegation du propre Evêque, le Baptême, le saint Viatique & l'extrême-Onction données par un Regulier à un Paroissien, sans le consentement du Curé & hors le cas d'une nécessité pressante, seroient des Sacremens invalides, faute de juridiction de la part de celui qui les confere, & par faute de matiere ou d'être conférés aux sujets que l'Eglise a marqués. Que nous en jugeons bien autrement, parce que s'il est au pouvoir de l'Eglise de fixer la matiere & le sujet d'un Sacrement, Vasquez (a) nie absolument qu'elle ait ce pouvoir, ce n'est qu'à l'égard de ceux, en supposant la verité de ce sentiment, lesquels Jésus-Christ n'a pas donné clairement la matiere, ni exprimé la qualité des sujets, dont on peut dire qu'il a laissé la determination à la sagesse de son Eglise. Mais quand il a déterminé lui-même la matiere, comme l'Evangile nous l'apprend, de l'eau dans le Sacrement de Baptême, du pain & du vin dans le Sacrement de l'Eucharistie, de l'homme pecheur & penitent dans le Sacrement de penitence, &c. il n'est pas en la puissance de l'Eglise, ni du Pape, ni d'un Evêque, comme Henri de Gand, (b) Durand,

(a) Quod attinet ad materiam & formam determinationem, nulla potestas relicta fuit Ecclesie, sed omnis materiam & formam assignatio credetur à Christo facta. Nam cum Sacramenti institutio jure divino constet & ad eam necessario materia & forma pertineat. Earum assignatio eodem jure constare debet. Quocirca Concilium Tridentinum. ss. 21. c. 2. Non dicit aliquam materiam & formam determinationem in Sacramentis Ecclesie potestati relictam fuisse, sed hanc esse penes ipsam, potestatem, ut salva illarum substantia, ea statueret vel

mutaret, quæ suscipiunt utilitati, seu ipsorum Sacramentorum venerationi pro reum, temporum & locorum varietate magis expedire judicaret cum ait, salva eorum substantia, videlicet à Christo instituta, intelligit materiam & formam in qua ipsa consistit. Vasquez in 3. p. D. Th. 10. 3. disp. 239. c. 4. n. 36.

(b) Ecclesia eicte essentialia Sacramentis nihil potest immutare nec circa ea dispensare in aliquo ut aliquid circa ea immutetur. Quantum vero ad accidentalialia quæ pertinent ad ri-

(a) Almain, (b) Navarre, (c) Vasquez, (d) le Pape Adrien VI. (e) Palavicin, (f) Henri de St. Ignace, (g) & plusieurs autres l'ont très-bien remarqué, de faire des changemens & d'y mettre des conditions qui invalident l'action du ministre qui agit sur cette matiere: par exemple, ils ne peuvent pas établir que le Baptême donné avec l'eau sous la forme que Jesus-Christ a prescrite, ne sera d'aucune consequence; *Debere esse nullius momenti*, s'il n'est

tum & modum administrandi Sacramentalia statuere potest & variare atque mutare, in quibus tamen Christus Ecclesiam suam gravari noluisset, varias inducendo consuetudines ac statuta, &c.

Dicendum quod persona rationalis habens usum liberi arbitrii per Sacramentum Baptismi renata, subdita regimini Sacerdotis cujus est absolvere, & poenitens est essentialis materia Sacramenti Poenitentiae ita quod circa suppositum irrationale aut circa personam intellectualem demonis, aut circa personam hominis fatui aut circa personam hominis non baptizati, aut quae non est subiecta Sacerdoti qui debet ipsam absolvere, aut non poenitens, nec confessus, Sacramentum poenitentiae efficaciam habere non poterit. Nec quoad hujusmodi conditiones Ecclesia potest immutare aliquid, ut quod aliquis. V. G. in ultimis duobus scilicet non poenitens aut non confessus absolvatur. Caetera autem accidentalitatis sunt, & dispositio circa ea, commissio est Ministris Ecclesiae, quemadmodum artis accidentale est circa opus materiae. Et de numero accidentalium est esse subditus huic Sacerdoti aut illi, quia subditus uni per Ecclesiam, potest subtrahi ipsi & subijci alteri, ita quod non potest absolvi, nisi sit subditus. *Henricus à Gandav. Quodlibet. 5.*

(a) Prohibere ne quilibet recipiat Sacramentum à quolibet ministro, non est mutare aliquid quod sit essentialis Sacramento, sed Ecclesia in statuto praedicto nihil plus facit nisi prohibere ne quilibet accedat ad quemlibet Sacerdotem pro absolutione. Ergo non mutat aliquid quod sit essentialis Sacramento, nec materiam nec formam nec ministrum. Ut quia his concurrentibus est verum Sacramentum, patet quod talis confessio est verum Sacramentum, sicut Baptismus, vel Ordo sacer receptus contra prohibitionem Ecclesiae, est verum Sacramentum. Durandus de S. Porciano. lib. 4. dist. 19. q. 2.

(b) Non potest facere Papa quod possit necessarii ad Sacramentum, quia sit Sacramentum, &c. *Almainus de sup. p. 105. Ecclesiast. cap. 4.*

(c) Et neque Papa in alia materia & forma consecrare illa (*Sacramenta*) potest quam in ea quae est à Salvatore instituta. *Navarrus in cap. Placuit. de Poenit. dist. 6. n. 104.*

(d) Neque Ecclesia aliquid innovat aut mutat de materia à Christo instituta in hoc Sacramento (*Poenitentiae*) aut alio, nec potest. Materia enim à Christo instituta est peccator non quicunque sed subditus Sacerdoti, hoc est constitutus sub jurisdictione illius, & hanc non alterat Ecclesia, alteraret quidem si omnis peccator confessus esset constitutus materia, sed revera non est. Unde Ecclesia addit aliquid ut sit materia, scilicet facit ipsum subditum eo modo ut explicavimus, sicut in extrema-Undione Ecclesia aliquid facit, ut oleum sit Sacramenti materia, scilicet ipsum benedicit, quia commune oleum non est materia, & in Chrisma similiter, sicut autem constituta materia non potest Sacramentum irritare. *Vasquez in 3. p. D. Th. 16. q. 93. a. 1. dub. 1. num. 36.*

(e) Noverit Ecclesia se non esse dominam Sacramentorum, nec posse magis formam aliquam Sacramentalem destruere, aut novam instituire, quam legem aliquam divinam abolere, vel ad tempus ab obligatione hominum suspendere, vel novum aliquem articulum fidei instituire. *Adrian. VI. in 4. de Baptismo.*

(f) Cujuscunque Sacramenti materia iis finibus circumscriptis, qui à Christo praescripti sunt, quique aut ex verbis Evangelii aut Ecclesiae traditione declarantur: eos verò fines nec relaxare neque coarctare fas est. Medium, in quo sultit virtus per legis custodiam, non alio invenitur circino, nisi legislatoris voluntate. *Palavicin. Hist. Conc. Trid. lib. 12. c. 11. n. 9.*

(g) Materiam & formam Sacramentorum novae Legis Christus sic insinuat, ut à se institutum Ecclesia immutare non possit, nec immutandi potestatem Christus ipsi reliquerit. *Henricus à Sancto Ignatio, lib. 1. de Sacram. c. 6.*

donné par le propre Prêtre, ou par sa commission. Il n'est pas plus dans leur puissance d'ajouter à la matière; de sorte que cette addition soit une condition sans laquelle il n'y aura pas de Sacrement, par exemple, que le Baptême sera nul, s'il est donné avec une autre eau que celle que le Curé aura benî à Pâques ou à la Pentecôte. Tout le pouvoir de l'Eglise & du Pape, ne s'étend alors qu'à des ceremonies de decence & à des reglemens de bon ordre & de discipline, (a) sans donner à pretendre que leur omission altere le fond du Sacrement, ni rende coupable & indigne de la grace de Jesus-Christ celui qui ne sçait pas ce que l'Eglise commande, ou celui que quelque necessité & quelques circonstances obligent de ne pas garder son precepte.

Ainsi beaucoup de choses accèdent au Sacrement de Penitence, & plusieurs rits l'accompagnent, qui comme Herman Archevêque de Cologne & le Concile du même lieu l'an 1536. le remarquent, ne sont pas de la substance du Sacrement ni de l'institution de Jesus-Christ, mais ont été prescrits par l'Eglise pour administrer le Sacrement avec plus de dignité & de bienfaisance. (b)

Ainsi un Evêque peu instruit donne lieu de se moquer de lui, quand il descend dans ses Ordonnances, sous peine de nullité de Sacrement, à quelquel Prêtre de les administrer, puisqu'ils ont leur force independamment de lui & malgré toutes ses defenses, quand celui qui se presente au Sacrement de Penitence n'y met point d'ostacle par les mauvaises dispositions qu'il y apporte.

On nous objecte le Sacrement de Mariage, qui autrefois valide contracté en certaine maniere, ne l'est plus sans les nouvelles conditions que le Concile de Trente y a mises. La réponse est facile : *Un homme & une femme qui ne sont plus deux, mais une seule chair que Dieu a jointe, & que l'homme ne separe point.* Voilà tout ce que l'Evangile nous dit du Mariage des Chrétiens. Il a fallu dans cette indetermination que l'Eglise fixât, ou plutôt rappellât ce qui s'observoit dans la primitive Eglise de ne faire les Mariages que dans l'assemblée des fideles avec le consentement des parens, & par celui qui preside à l'assemblée. (c) L'on peut dire que Jesus-Christ l'avoit ainsi déterminé & que l'Egli-

(a) Materia sufficiens in Sacramento confessionis est homo peccator contritus de peccatis, sponte subiciens se suo Sacerdoti, quæ subjectio non est proprie jurisdictionis, alioquin Papa nulli confiteretur, sed est voluntaria, quæ nihilominus potest impediri vel arctari per superiorem, ut non quilibet peccator cuilibet Sacerdoti possit se subicere pro peccato. *Gerfon in regul. moralib. §. de Pœnit. n. 142. to. 3. nov. edit.*

(b) Plane faciem Confessionem qualis nunc agitur in Ecclesia, hoc est omnem illum confitendi modum & ritum qualis in Ecclesia Romana observatur, non esse omni ex parte à Christo institutum. Nam quis nescit plures ritus circa Confessionem juris esse positivi?

Quemadmodum inter alia sunt confitendi tempus, casuum reservatio & pleraque alia quæ non sunt de substantia Confessionis, sed magis ad decorem & accuratorem peractiōnem Confessionis, quemadmodum in omni Sacramento multos ritus ab Ecclesia institutos videre est, qui non sunt ex ipsius Christi institutione. *Herman. Arch. Colon. Euchir. de Sacram. Confess. in Conc. Colonien. an. 1536.*

(c) Unde sufficiens ad enarrandam felicitatem ejus matrimonii quod Ecclesia conciliat & confirmat oblatio, & obsequat benedictio. Angeli renuntiant. Pater rato habet? nam nec in terris filii sine consensu Patrum rectè & jure nubunt. *Tertullian. ad uxorem lib. 2.*

se le tenoit des Apôtres, mais toute chair qui avoit corrompu ses voies ne l'observoit pas, l'Eglise oblige de l'observer, & n'a rien changé dans la substance de ce Sacrement.

§. VII. *Le droit ne prononce aucune peine contre les Prêtres qui confessent sans la juridiction que par un usage récent l'on appelle ordinaire ou délégué.*

Dans les premiers siècles de l'Eglise, qui certainement sont les plus purs & les meilleurs, dans lesquels il y a plus eu d'accord entre les sacrés ministres, plus de justice & de moderation, & où l'on cherchoit moins ses intérêts que ceux de Jesus-Christ, on ne pensa jamais à punir les Prêtres qui confessoient, mais à punir ceux qui ne confessoient pas. Nous l'apprenons du canon 52. des Apôtres, par lequel les Evêques & les Prêtres qui refusent de confesser ceux qui se présentent à la Penitence, sont menacés d'une entière suspension de leurs fonctions. *Si quis Episcopus, vel Presbyter, eum qui à peccatis convertitur, non recipit, sed ejicit, deponatur.* Le Canon s'étend à tous les Prestres.

Le canon 6. du quatrieme Concile de Carthage de l'an 398. sous les Empereurs Arcadius & Honorius, paroît nous dire que dans un Concile precedent l'on avoit defendu aux Prestres d'entendre les penitens, & que l'Evêque Fortunat s'étant plaint au Concile de ce que les Prestres continuoient cette fonction & ayant demandé qu'on deliberât de la peine dont on les devoit punir, le Concile avoit répondu, mais sans statuer aucune peine contre les Prestres qui feroient autrement, qu'il ne leur étoit point permis de reconcilier les penitens publics pendant la Messe publique, & les laissa au surplus dans l'usage independant de confesser & d'absoudre tous les pecheurs secrets. *Fortunatus Episcopus dixit, In prioribus Synodis hæc fuisse constituta meminimus, ut Chrisma, vel eorum qui penitentiam agunt reconciliatio, vel puellarum & templorum consecratio, à Presbytero non fiat. Si quis autem hoc agens apparuerit, quid de eo statuere oportet? Aurelius Episcopus dixit, Dignitas vestra audit, quid à fratre & nostro in sacris comministro Fortunato prolatum est, quid ad ea dicitis? Ab omnibus Episcopis dictum est, Chrismatis confessio & puellarum consecratio à Presbyteris ne fiat: nec aliquem reconciliare in publico rei sacræ ministerio, Presbytero liceat, hoc omnibus placeat.* Conc. Carth. iv. can. 6. refertur 26. q. 6. c. 1. si jubet.

L'on ne voit pas que depuis ce tems on ait pensé à porter aucune censure contre les Prestres qui confessoient independamment de l'Evêque ou du Curé jusqu'à la fin du onzieme siècle, qu'Urbain II. can. *Placuit ut deinceps*, defendit sous peine de suspension aux Prestres de confesser celui qui avoit precedemment donné sa confiance à un autre Prestre; mais il est important d'observer que la menace ne tombe point sur le Prestre, quel qu'il fût, qui confessoit en premier le penitent, ou qui le confessoit après un autre, lorsque le penitent avoit des raisons de droit qui l'obligeoient à changer son Confesseur.

Mais après tout, cette suspension n'est que comminatoire, ne porte point sur le vrai pouvoir des Prestres, sur les absolutions qu'ils donnoient, & ne tend qu'à ne les point commettre les uns avec les autres, s'ils se fussent attirés par des moyens odieux les penitens des autres Prestres.

Placuit ut deinceps nulli Sacerdotum liceat quemlibet commissum alteri Sacerdoti ad penitentiam suscipere sine ejus consensu cui prius se commisit, nisi pro ignorantia illius cui penitens prius confessus est. Qui vero contra hac statuta facere tentaverit, gradus sui periculo subiacebit. de Penit. dist. 6. c. 3.

Clement V. dans le Concile general de Vienne de l'an 1311. trouva bon de punir d'une excommunication encouruë par le seul fait, les Reguliers qui feroient des Mariages, qui administreroient la sainte Eucharistie & l'extrême-Onction sans le consentement du Curé, ou qui sans être delegués donneroient l'absolution d'une censure reservée de droit, ou des sentences portées dans les Conciles provinciaux ou par les statuts synodaux. Mais ce Concile ne soumet à aucune peine le Regulier qui confesse sans être ordinaire ni deleguë par l'Ordinaire soit Evêque ou Curé, & qui n'absout d'aucun cas reservé par le droit, les Conciles, ou les statuts. *Religiosi, qui Clericis aut laicis Sacramentum Unionis. extrema, vel Eucharistia ministrare, Matrimonium ve solemnizare, non habita super his parochialis Presbyteri licentia speciali, aut qui excommunicatos à canone, præterquam in casibus à jure expressis, vel per privilegia sedis disposit. concessis eisdem, vel à sententiis per statuta provincialia aut synodalia promulgatis, sine (ut verbis eorum utamur) à pœna & culpa absolvere quemquam presumpserint: excommunicationis incurrant sententiam ipso facto, &c. cap. Religiosi. in Clement. de privil. & excess. lib. 5. tit. 7. c. 1.*

S. Antonin Archevêque de Florence cité par Mr. Genet Evêque de Vaifon dans sa morale au Traité de la Penitence, par le P. Alexandre, de Penit. c. 9. a. 9. reg. 41. &c. nous dit dans sa troisieme partie, tit. 17. c. 12. "Que lorsqu'un Prestre absout quelqu'un dans un cas duquel il ne peut pas l'absoudre ou parce qu'il est reservé à l'Evêque, ou parce qu'il n'a nulle puissance ou autorité, c'est-à-dire, nulle juridiction, n'étant ni ordinaire, ni deleguë, quoiqu'il peche grièvement, surtout s'il le fait le sçachant, ou s'il absout par une ignorance crasse du droit qui le lui defend, que ce Prestre soit regulier ou seculier, n'encourt pas pour cela aucune censure ou excommunication selon le Cardinal Zarabella & le canoniste Zenzelin; mais il doit avertir de son erreur celui qu'il a absous, s'il le connoît & s'il le peut trouver. Le penitent néanmoins qui a été absous sans sçavoir l'insuffisance de son Confesseur est excusé devant Dieu. Il y a cependant, dit S. Antonin, une difference à mettre entre le Religieux & le Prestre seculier; car si c'est un Religieux qui absout d'une censure de droit, il encourt l'excommunication énoncée dans la Clementine *Religiosi. de privil. & reservée au saint Siege*; mais si l'absolution qu'il donne est d'une censure qu'on appelle *ab hominibus*, ou de censure particuliere, il n'encourt aucune excommunication selon le Canoniste Paul, mais il peche grièvement. Le cas est plus favorable pour les Prestres seculiers, car soit qu'ils absolvent d'une censure de droit,

“ ou d'une censure *ab homine*, ils n'encourent aucune excommunication, mais ils font mal. (a)

Saint Antonin que je copie, écrivoit un peu après les Conciles de Constance, de Basse & de Florence vers l'an 1445. Les Conciles de Latran & de Trente célébrés depuis, n'ont rien statué de contraire à ce qu'il écrit ici : il est donc constant que l'Eglise n'a point encore porté de peine contre les Prêtres réguliers ou séculiers qui confessent sans l'approbation de l'Evêque & sans la juridiction ordinaire ecclésiastique ou déléguée ; car si les Evêques procedent quelquefois par censure contre les Prêtres qui confessent destitués de toute juridiction, ce n'est point en conséquence du Concile de Trente ni d'aucun texte du droit, mais uniquement comme délégués du S. Siege, & comme tenant de Gregoire XV. ce pouvoir pour l'exercer au nom du S. Siege à l'égard des réguliers même exempts. Qui en peut douter ? Innocent X. & la sacrée Congregation des Cardinaux interpretes du Concile de Trente, l'ont déclaré dans leurs réponses aux doutes proposés par Mr. l'Evêque d'Angelopolis, sur la nature des censures de droit que les R. R. P. P. Jésuites pouvoient avoir encourues en confessant les fideles sans avoir pris son approbation ni sa permission, & après leur avoir dûment notifié une défense expresse de confesser les séculiers de son diocèse, & qui que ce soit d'ailleurs dans son diocèse. Observez que Greg. XV. n'a parlé que des réguliers.

Respondit (sacra Congregatio) eisdem regularibus qui confessiones personarum secularium audiunt sine approbatione Episcopi loci... posse Episcopum in vim constitutionis sel. rec. Gregorii XV. qua incipit : Inscrutabili Dei providentia. Tax-

(a) Et nota quod quicumque absolvit aliquem ab aliquo peccato in casu in quo non potest, sive quia reservatus est Episcopo, sive quia nullam habet potestatem vel auctoritatem, quamvis graviter peccet, præcipue quando absolvit scienter vel etiam ex ignorantia juris errata, non tamen (*) censuram aliquam seu excommunicationem ex hoc incurrit, sive sit Clericus secularis sive religiosus dictus absolvens secundum Franciscum Zamberellam & Zenzelenum, sed tenetur illum quem sic absolvit avilare de errore suo, si cognoscit vel potest invenire. Ille tamen quoad Deum excusatur dum hoc ignorat. Ex quod dictum est quod confessor debet illum avilare quem absolvit cum non possit, intelligitur quando fieri potest sine scandalo notabili, &c. Religiosus autem si absolvet aliquem sententia excommunicationis, suspensionis, vel interdicti in jure posita, incurreret excommunicationem à qua non posset absolvi citra Sedem apostolicam, *Extr. de Privileg. Religios. in Clement.* Secus si absolvet à sententia hominis, quia tunc non incurreret secundum Paulum, quamvis graviter peccaret. Sed Clerici seculares

absolvendo à sententiis juris, quamvis & ipsi malefaciant, non tamen censuram incurrunt. *S. Antonin. 3. part. 3. tit. 17. cap. 12.*

(*) Nullam quidem (censuram incurrunt, inquit Natalis Alexander, *de Pœnit. cap. 5. art. 9. reg. 41.*) sancti Antonini tempore sic absolventes, sed nunc excommunicationem ipso facto incurrunt, qui absolvere audent vel præsumunt à casibus Sedi apostolicæ aut Ordinariis locorum reservatis, ut constat ex decretis sacræ Congregationis Cardinalium negotiis Episcoporum & Regularium, præpositorum à Clemente VIII. Paulo V. & Urbano VIII. confirmatis. Audent autem & præsumunt, qui scientes absolvunt vel ex ignorantia juris crassa aut affectata. *Hactenus Auctor lazaricus.*

Quid vero ad nos Gallicos, decreta Congregationis Cardinalium, &c. Non novimus tribunal istud, judicium ejus Ecclesia Gallicana vix & non incognitâ causâ admittit, ideoque qui à secularibus Sacerdotibus absolvit à reservatis, nullam incurrit censuram, nisi eam statuerint statuta synodalia, vel provincialia, de usuque fuerit.

quam apostolica Sedis delegatum administrationem Sacramenti Pœnitentia ac minus prædicationis interdixit, eosque juri remediis coercere & punire, &c.

An Episcopi possit cum censuris procedere contra regulares exemptos, si inobedientes fuerint in confessionibus audiendis vel prædicatione verbi Dei, & hoc in vigore Concilii Tridentini, vel per quem Canonem. Respondit posse procedere, non quidem in vim Concilii Tridentini, sed in vim constitutionis Gregorii X^p. quæ incipit : Insuperabili Dei providentia.

Innocentius X. in causa Episcopi Angelipolitani an. 1648.

Je remarque la même réserve du S. Siège l'an 1679. à ne decerner aucune peine canonique encouruë par le fait contre les Prestres qui confessent sans l'approbation de l'Evêque & de l'Ordinaire ; car la sacrée Congregation du Concile, sur les plaintes que les Evêques & les *Ordinaires* lui portèrent de differens endroits, que l'on voyoit des Prestres sans aucune jurisdiction absoudre des pechés veniels dans le Sacrement de Penitence, fit un decret autorisé par N. S. P. le Pape Innocent XI. dans lequel est dit qu'on ne doit point souffrir que les fideles se confessent des pechés veniels aux Prestres qui ne sont pas approuvés par l'Evêque ou par l'Ordinaire, & que les Confesseurs même reguliers, ou quelques autres Prestres que ce soient qui seront autrement, en rendront compte à Dieu, & doivent quoiqu'ils soient reguliers & même de la compagnie de Jesus, en être justement & severement punis par les Evêques & les *Ordinaires*, selon le pouvoir que le S. Siège en donne aux Evêques & aux *Ordinaires* par ce decret. (a)

C'est-à-dire qu'ils ne seront point punis, n'étant gueres apparent que les Evêques & les Curés qui sont plus que qui que ce soit les *Ordinaires* que le decret distingue des Evêques, veuillent en cela agir comme delegués du S. Siège, & s'unissent pour decerner ensemble la juste punition que meritent les Prestres qui sont sur une Paroisse & à l'égard des Paroissiens, une chose que les Canonistes & les Theologiens avant l'an 1679. conviennent unanimement que les Prestres non approuvés peuvent faire, & que le droit & les Conciles generaux n'ont pas trouvé à propos de punir dans le Prestre qui l'a fait.

Ce silence & cette tolerance du droit ne viennent-ils point de ce que l'on auroit toujours cru dans l'Eglise que le Prestre quel qu'il soit, regulier ou secular, a la puissance des clefs, & que quand il confesse & absout, il use de son droit, & qu'il auroit paru injuste de punir celui qui ayant été établi juge par Jesus-Christ au for de la penitence, y faisoit exercice d'une puissance qu'il ne tient que de Dieu & qu'il exerce en son nom ? Au moins il en doit resulter que la jurisdiction pour absoudre, telle que nous la concevons & l'ap-

(a) *Decretum circa Communionem quotidianam* XII. Februarii 1679. Non permittant ut venialium Confessio fiat simplici Sacerdoti non approbato ab Episcopo aut Ordinario. Si Confessarii regulares aut quicumque alii secus egerint, fiant Deo optimo maximo rationem reddituros esse, neque defuturum Episcopatum & Ordinariorum justam & rigorosam ani-

madversionem in contrafacientes, etiam regulares, etiam Societatis Jesu, facultate ipsius Episcopis & Ordinariis per hoc decretum, per Sedem apostolicam specialiter attributa, & facta de præmissis omnibus ac de verbo ad verbum relatione, sanctitas sua probavit, ac præfens decretum typis dari, ac publicari voluit.

probation sont de très-fraîche date, & que l'on ne croyoit pas autrefois que la nécessité de les avoir fût aussi importante, & leur émission aussi criminelle qu'on le pense aujourd'hui. Quelques Conciles recens & postérieurs au Concile de Trente, sçavoient le premier Concile de Milan par S. Charles l'an 1565. le Concile d'Aix l'an 1585. *tit. Qua ad Penitentia Sacramentum pertinet*, & le Concile de Narbonne de l'an 1609. *De Sacramento Penit. cap. 16.* prononcent excommunication encouruë de fait par les Prestres qui confessent les fideles sans avoir été examiné de leur capacité, mœurs & experience par l'Evêque & avoir reçu son approbation par écrit. Mais des decrets semblables ne sortent pas de la Province où les Evêques les font, & même n'y font pas toujours executés par l'opposition qu'ils trouvent, & leur peu d'accord avec nos libertés.

§. VIII. Celui qui de bonne foy se confesse à un Prestre sans juridiction, & qui en reçoit l'absolution avec de saintes dispositions, est absous véritablement.

Un Prestre capable ou qui a la science de juger & de discerner entre le sang. & le sang, entre une cause & une cause, entre la lepre & la lepre, *Dent. 1. 7. 8.* a selon le maître des sentences, *lib. 4. dist. 19.* la clef du discernement puisqu'il est habile, & la clef de puissance ou d'ordre puisqu'il est Prestre, en un mot tout ce qu'il faut pour absoudre *validement*, & quand il joint la vertu à la science, il absout *dignement* selon ce Theologien fameux. Il n'en est pas ainsi du Prêtre dont les mœurs & le cœur sont corrompus, il absout indignement; mais l'absolution qu'il donne est valide & utile à ceux qui la reçoivent avec de saintes dispositions, l'indignité du Ministre ne pouvant nuire au Penitent, qui, par ce Ministre, recourt à Dieu comme il faut. Le maître des sentences ajoute, que c'est la doctrine de S. Jérôme & de S. Augustin qui reconnoissent dans le bon & dans le mauvais Ministre, une vertu qui opere la sanctification des fideles (A)

(A) Aliis autem videtur, quod & mihi placere fateor, cunctis Sacerdotibus hanc clavam (potestatis) dari scilicet ligandi & solvendi, sed non eam recte ac digne habent nisi qui vitam & doctrinam apostolicam servant, nec præmissæ autoritatem malos Sacerdotes hanc potestatem negant habere, sed illos solos *digne ac recte* hac potestate uti significant, qui prædij sunt vita & doctrina apostolica, quia soli ipsorum Apostolorum imitatores *digne recteque* possunt ligare & solvere. Et per Dominum tantum vel per sanctos in quibus habitat Spiritus Sanctus, *digne & recte* sit remissio vel retentio peccatorum. Fit tamen & per illos qui sancti non sunt, sed non *digne vel recte*. Dat enim Deus benedictionem *digne*

poscenti, etiam per indignum ministrum. Quod vero hanc potestatem habeant omnes Sacerdotes, Hieronimus testatur super illum locum Evangelii, ubi Dominus dixit Petro: *Tibi dabo claves regni Cælorum.* Habent enim, inquit, judicariam potestatem alii Apostoli, habet & omnis Ecclesia in Episcopis & Presbyteris. Sed ideo Petrus eam specialiter accepit, ut omnes intelligant quod quicumque ab unitate fidei & societate Ecclesiarum se separaverit, nec à peccatis solvi, nec eamulum potest ingredi. Item, quod Sacerdos etiam si malus sit, gratiam tantum transfundit pro suæ dignitatis officio, Augustinus offendit dicens: Dictum est à Domino in Numeris ad Moysen & Aaron Sacerdotes: *Vos ponite nomen meum super filios Israel & e-*

gratiam, querat Sacerdotem qui sciat ligare & solvere... Qui ergo constituitur Sacerdos, omnino melior quam potest, consecratur. Magist. l'icent. lib. 4. d. st. 17.

“ L'Ange de l'école, (a) dit le R. P. Bernard d'Arras Capucin, (b) fondé “ sur ces paroles dites par Jesus-Christ à S. Pierre ; *je vous donnerai les clefs du* “ *Royaume de Cieux*, decide que la clef du ministère est double, parceque la “ qualité de Juge dont elle revêt celui à qui elle est transmise, requiert la “ clef de la science, pour discerner l'état du Penitent qui se presente pour “ être absous, & la clef de l'Ordre pour avoir droit d'absoudre *legitimately* “ dans le Sacrement de penitence.

Un Prestre habile a les deux clefs, celle de la science pour discerner, celle de l'Ordre qui donne le droit d'absoudre *legitimately* : le R. Pere devoit dire *validement*, l'absolution *legitime* étant toujours *valide* ; mais comme il y a quelque erreur dans une assertion semblable, je separe le legitime d'avec le valide, & je dis avec le maître des sentences & S. Thomas, qu'une absolution peut être donnée *illegitimately non digne vel recte* par le Prestre qui a la clef de la science & de l'ordre, & être *valide* dans le Penitent.

S. Thomas distingue deux puissances dans les Prestres, (c) l'une qu'il appelle puissance de Sacrement, & l'autre, puissance de juridiction. Il enseigne que la puissance de Sacrement, reste en celui qui l'a reçue dans son Ordination, quand même il tomberoit dans l'heresie ou dans le schisme ; mais qu'en tombant dans ces crimes, il perd l'usage de sa puissance, de maniere qu'il n'en peut plus user ; mais que s'il en use, elle a son effet en ce qui regarde les Sacramens, parce que l'homme ne les opere que comme instrument de Dieu.

L'autre puissance qui est celle de juridiction & de commission, dont on peut avoir l'exercice selon S. Thomas (d) sans être Prestre, n'est point inhe-

(a) Distinguntur duæ claves, quarum una pertinet ad judicium de idoneitate ejus qui absolvendus est & alia, ad ipsam absolutionem : hæc duæ claves non distinguuntur in essentia auctoritatis, qua utramque ex officio sibi competit, sed ex comparatione ad actus, quorum unus alium præsupponit. S. Thom. suppl. q. 17. a. 3. in corp.

(b) L'ordre de l'Eglise par le P. Bernard d'Arras Capucin, 2. part. des clefs de l'Eglise, pag. 80.

(c) Duplex est spiritualis potestas. Una quidem Sacramentalis, alia jurisdictionalis. Sacramentalis... secundum suam essentiam remanet in homine qui per consecrationem enim adeptus, quandiu vivit, live in schisma, live in hæresim labatur, quod patet ex hoc, quod rediens ad Ecclesiam, non iterum consecratur, sed quia potestas inferior non debet exire in actum nisi secundum quod movetur à potestate superiori... inde est quod tales usum potestatis amittunt, ita scilicet quod non licet eis sua potestate uti, si tamen uti fuerint,

eorum potestas effectum habet in sacramentalibus, quia in his homo non operatur nisi sicut instrumentum Dei. Unde effectus sacramentales non excluduntur propter culpam quamcunque conferentis Sacramentum. Potestas autem jurisdictionalis est quæ ex simplicij injunctione hominis confertur, & talis potestas non immobiliter adheret. Unde in schismaticis & hæreticis non manet. Unde non possunt nec absolvere, nec excommunicare, nec indulgentias facere, aut aliquid hujusmodi. Quod si fecerint nihil est actum. Cum ergo dicuntur tales non habere potestatem spiritualement, intelligendum est vel de potestate secunda, vel si referatur ad primam potestatem, non est referendum ad ipsam essentiam potestatis, sed ad legitimum usum ejus. S. Thom. 2. 2. q. 35. a. 3. in corp.

(d) Clavis est duplex. Una quæ se extendit ad ipsum ecclesiam immediate, removendo impedimenta introitus in eam per remissionem peccati, & hæc vocatur clavis Ordinis, & hæc soli Sacerdotes habent, quia ipsi soli or-

rente, c'est pourquoi les heretiques & les schismatiques la perdent si bien par leur crime, qu'ils ne peuvent plus absoudre d'aucune censure; ni excommunier, ni accorder aucune indulgence, parce qu'ils n'ont plus la puissance spirituelle, c'est-à-dire la seconde puissance, qui est celle de juridiction, ni s'ils sont Prestres, l'usage legitime de la premiere, qui est la puissance d'Ordre depuis la deffense de l'Eglise.

S. Thomas établit encore fortement notre principe, 3. p. q. 64. a. 9. ad 3. quand il enseigne que la puissance du Ministre du Sacrement est attachée au caractère spirituel, qui est ineffaçable, d'où il resulte, dit-il, que le Prestre suspens de ses fonctions, excommunié & même dégradé, ne perd point la puissance de conférer les Sacramens, mais la faculté d'user licitement de sa puissance; que si cependant il en use, il confere le Sacrement, quoiqu'il peche en le conférant; & de même celui à qui il le confere, peche & n'en reçoit point l'effet, à moins que l'ignorance où il peut se trouver de l'indignité du Ministre ne l'excuse. Voilà la bonne foi, au moyen de laquelle tout va bien dans le Penitent, selon Robert Pullus, le maître des sentences, &c. quoiqu'il y ait du deffaut dans le Ministre du Sacrement. *Dicendum quod potestas Ministrandi Sacramenta pertinet ad spirituales characteres qui indelebiles est... & ideo per hoc quod aliquis ab Ecclesia suspenditur, vel excommunicatur, vel etiam degradatur, non amittit potestatem conferendi Sacramentum, sed licentiam utendi hac potestate. Et ideo Sacramentum quidem confert, sed tamen peccat conferendo, & similiter ille qui ab eo accipit Sacramentum. Et sic non percipit rem Sacramenti, nisi forte per ignorantiam excusetur. S. Th. 3. p. q. 64. a. 9. ad 8.*

Enfin, le Docteur Angelique, suppl. q. 19. a. 6. dans l'argument *sed contra*, nous dit qu'il semble (il n'ose l'affurer) que les Prestres schismatiques, heretiques, excommuniés, suspens & dégradés, n'ont point l'usage du ministère des clefs pour pouvoir absoudre, outre que personne n'est absous lorsqu'il peche; or, celui qui avec connoissance, demande à de tels Ministres l'absolution, peche par sa desobéissance à l'Eglise qui lui deffend de la leur demander. Il ne peut donc, conclut S. Thomas, recevoir l'absolution par leur ministère. Il resulte aussi, que si le Penitent ne peche pas, ce qui arrive à un Penitent de bonne foi, en s'adressant à un tel Prestre, il n'a point l'obstacle qui l'empêche de pouvoir en être véritablement absous. *Videatur quod usum clavium non habeant in remittendis peccatis. Præterea, nullus absolvitur à peccato secundum hoc quod peccat, sed aliquis à prædictis absolutionem peccatorum percipit, peccat contra præceptum Ecclesiæ faciens, ergo per eos à peccato absolvi non potest. S. Th. suppl. q. 19. a. 6. arg. sed contra.*

dinantur populo in his quæ directe sunt ad Deum. Alia clavis est quæ non directe se extendit ad ipsum cælum, sed mediante militante Ecclesiâ, per quam aliquis ad cælum vadit, dum per eam aliquis excluditur, vel remittitur ad confortium Ecclesiæ militantis per excommunicationem & absolutionem, &

hec vocatur clavis jurisdictionis in foro causarum, & ideo hanc etiam non Sacerdotes habere possunt, sicut Archidiaconi & electi, & alii qui excommunicare possunt, sed non proprie dicitur clavis cæli, sed quædam dispositio ad ipsam. *Idem suppl. q. 19. a. 3. in corp.*

Il est certain par les textes de S. Thomas, que la puissance des clefs est dans un Prestre suspens à tous égards, à plus forté raison dans celui qui ne l'est pas du pouvoir de consacrer; que l'usage que l'un & l'autre peuvent faire de la puissance des clefs n'est pas licite, mais que s'ils absolvent un Penitent qui va de bonne foi, ou que son ignorance excuse, l'absolution est souvent illicite de la part du Prestre qui la donne, mais valide dans le Penitent; au lieu que si le Penitent est de mauvaise foi, on peut assurer qu'il ne reçoit pas l'absolution, seulement à cause de sa mauvaise disposition, & nullement par défaut de puissance dans le Ministre.

D'autres pensent autrement, & pensent mal, pour n'avoir pas pris le sens de S. Thomas, qui demeure d'accord de la validité de l'absolution, quand le Penitent est de bonne foi. "On ne peut, dit le R. P. Bernard *pag.* 90. "contester que les Prestres n'aient reçu dans leur Ordination, le pouvoir "de confesser, le Concile de Trente le déclare formellement, &c. Et "*pag.* 89. Cependant il est bon de remarquer que le Docteur Angelique "distingue deux choses dans le pouvoir des clefs, dont l'une vient de Dieu, "& l'autre des hommes. La premiere est l'essence, ou le fond de pouvoir "spirituel. Ce fond est le pouvoir de l'ordre qu'on reçoit avec le caractère "sacerdotal: il ne peut être ôté pour cause d'heresie, ou d'autres crimes. "La seconde chose est l'exercice, ou l'usage du même pouvoir spirituel... "Le pouvoir de l'Ordre, est donc le fond du pouvoir de juridiction, & le "pouvoir de juridiction est l'exercice du pouvoir de l'Ordre. Le fond par "conséquent du pouvoir de juridiction, ne nous vient ni du Pape, ni des "Evêques, d'où l'on infere que les Prestres ne dependent d'eux que pour "user valablement de ce pouvoir dans le tribunal de la Penitence.

Je ne sçai si ce mot *valablement*, ne s'est point glissé à l'impression pour *licitement*, qui naturellement y doit être. Si on lit dans le texte le mot *licitement*, le Pere & moi nous sommes d'accord: l'absolution donnée par un Prestre non approuvé sera valide & pourra n'être pas licite. Si on laisse le mot *valablement* dans le texte, le Pere ne sera pas d'accord avec Dieu, & sera coupable de mettre non seulement de niveau l'homme avec Dieu, mais de mettre l'homme au-dessus de Dieu; car si le fond du pouvoir spirituel dans une matiere purement spirituelle, vient de Dieu qui est esprit, & si ce pouvoir qui en même temps est le pouvoir de juridiction, du propre aveu du Pere Bernard, n'opere cependant rien pour la remission du péché, lorsqu'il ne plaît pas à un Ordinaire d'y consentir par lettre d'attache, l'homme sera donc plus fort que Dieu? Mais ô Dieu! qui est semblable à vous? *Pf.* 70. 19. Ce ne sera donc point Dieu tout-puissant qui remettra le péché, mais l'homme; ou tout au plus Dieu du consentement de l'homme. Et la decision de l'Apôtre 1. *Cor.* 3. 7. celui qui plante n'est rien, & celui qui arrose n'est rien, mais c'est Dieu qui donne l'accroissement, sera absolument fautive; au lieu qu'il faut dire, l'Ordinaire, soit Evêque ou Curé, qui plante n'est rien, le Prestre qui arrose n'est rien; c'est Dieu qui est tout, & qui opere tout en nous.

" Il est encore incontestable, ajoute le Pere Bernard *pag.* 92. qu'on ne peut

“exercer *legitiment* contre le gré, & à plus forte raison contre la défense
 “expresse des Evêques, parce qu’obligé qu’on est de droit divin & en vertu
 “de l’engagement contracté entre leurs mains (le jour de l’Ordination) de
 “leur être soumis, on s’écarteroit des voyes de la subordination . . d’où
 “M. Pontas (*Dist. Curé. cas 16.*) infere la nécessité indispensable où sont les
 “Curés & autres Ecclesiastiques inferieurs d’obéir à leurs Evêques, dans
 “tout ce qu’ils prescrivent, *avec justice & raison.*

Ne suit-il point de ces principes du Reverend Pere, que les Prestres sans
 juridiction n’ont pas l’exercice *legitime* du pouvoir de l’Ordre & du minis-
 tere de l’absolution quand l’Evêque, *avec justice & raison*, leur defend d’en
 faire usage, mais que l’usage en est *valide* à l’égard d’un penitent de bonne
 foi ou dans quelque nécessité, & qu’il est même *legitime*, si l’Evêque *sans jus-
 tice & sans raison*, ne veut point approuver, par exemple, ne donner aucun
 Confesseur à des Communautés, à des Paroisses entieres, à tout un Diocèse,
 ou n’en donner que de visiblement mauvais, malheureusement seduits & in-
 duisans à l’erreur, tels que des Evêques semblables à plusieurs du seizième
 siecle que l’on vit quitter l’Eglise pour aller à Genève sont capables de les ap-
 prouver. Dans ce cas, Pierre & Jean leur repondroient : Jugez s’il est juste de-
 vant Dieu de vous obéir plutôt qu’à Dieu ! L’on ne doit pas douter que Dieu n’a-
 prouvât alors l’action d’un Ministre fidele, exerçant les pouvoirs de son Maitre.
 & sous ses yeux, dans les besoins réels de son Eglise, quand l’Evêque refuse de s’y
 prêter ou s’y prête de fort mauvaise grace, plus pour detruire que pour édifier.

“Un Prêtre qui n’est pas approuvé, dit encore le P. Bernard *pag. 104. &*
 “105. a en consequence de son Ordination, un pouvoir approchant de celui
 “dont certains juges étoient munis anciennement, en vertu d’un brevet du
 “Prince & qu’on nommoit pour cette raison cartulaires. Ils avoient droit de
 “juger definitivement de tout, mais ils n’avoient point de ressort fixe, les
 “parties étoient libres de se pourvoir devers eux, ou pardevant les juges or-
 “dinaires. L’autorité imperiale dont ils étoient depositaires, ne suffisoit donc
 “pas pour prononcer des Arrêts, il falloit nécessairement qu’on assignât des
 “sujets sur qui elle s’exerçoit ; en sorte que si personne ne lui eût porté les
 “affaires, il auroit été vrai de dire qu’elle eût été une autorité oisive, une
 “charge sans exercice, une juridiction sans dependance, en un mot, un tri-
 “bunal sans cause. „

Un homme consequent & qui raisonne juste, conclut des premices du P.
 Bernard, que les Prestres non approuvés, ayant par leur Ordination un pou-
 voir approchant de celui de ces Juges que l’on appelloit cartulaires, ils ont
 droit de juger de tout au for de la conscience, Jesus-Christ leur ayant donné
 le pouvoir de juger ceux qui se presentent à eux, ce qui suffit pour pronon-
 cer des Arrêts : mais il est vrai de dire que si personne ne leur porte les affaires
 de sa conscience, il seroit d’eux comme du Pape, de l’Evêque & d’un Curé
 que leur autorité est oisive, qu’ils ont une charge sans exercice & un tribunal
 sans cause.

“Il est aisé, ajoute le P. Bernard, *pag. 106.* d’inferer de ces principes, que
 “la comparaison que l’Auteur de la Consultation, *pag. 3.* fait des Prestres

“ non approuvés aux Juges cartulaires, prouve contre lui ; parce que si ceux-là sont semblables à ceux-ci, il s'ensuit que le pouvoir qu'ils ont reçu de Dieu dans leur Ordination, est lié jusqu'à ce que l'Eglise lui donne matière de l'exercice. De même donc qu'un Arrêt rendu par un Juge cartulaire, pour ou contre ceux qui ne s'adressoient point à eux, étoit nul de droit, de même l'absolution donnée par un Prestre à ceux que le Pape ou l'Evêque n'a pas soumis à leur juridiction, est nulle de droit. „

Si les règles d'une bonne logique avoient conduit le reverend Pere, il auroit dû dire, conséquemment à la comparaison empruntée du pouvoir des cartulaires.

Il est aisé d'inferer de ces principes que la comparaison que l'Auteur de la Consultation, pag. 3. fait des Prêtres non approuvés aux Juges cartulaires fait tout pour lui ; parce que si ceux-là sont semblables à ceux-ci il s'ensuit que le pouvoir qu'ils ont reçu de Dieu dans leur Ordination, est en suspens jusqu'à ce que la soumission libre & volontaire du Penitent lui donne matière de l'exercice. De même donc qu'un Arrêt rendu par un Juge cartulaire, pour ou contre ceux qui s'adressoient à eux, étoit valide & licite de droit, & avoit l'autorité du Prince qui le validoit, de même l'absolution donnée par un Prestre cartulaire de Dieu à ceux qu'une soumission volontaire a soumis à leur juridiction, est valide & licite de droit divin & tire sa force de Jésus-Christ.

Le Pere allègue beaucoup d'autres choses en differens endroits de ses livres de l'Ordre de l'Eglise & du Ministère des clefs, mais tout ce qu'il dit ne fait pas plus contre l'Auteur de la Consultation, parce que sa proposition, telle qu'il l'a conçûe, n'a aucune de toutes les absurdités que le P. Bernard y croit trouver, l'Auteur de la Consultation ayant toujours demandé de la bonne foi dans le penitent, & toujours dit qu'on ne le trouvoit plus dans la bonne foi, lorsque sçachant le precepte de l'Eglise, & que n'ayant pas de raisons fondées pour ne le pas observer, il y desobeissoit. Enfin, il a toujours reconnu qu'un homme dans l'actuelle desobéissance à l'Eglise, en matière grave, n'étant pas vraiment penitent, ne pouvoit être absous ni licitement, ni validement, mais qu'il n'étoit point formellement desobeissant, quand il alloit de bonne foi, & qu'il n'étoit nullement desobeissant, quand il se trouvoit dans une situation où le precepte ne lie point.

L'on ne fonde donc point la validité de l'absolution sur le seul pouvoir du ministre, dont le caractère sacerdotal fait le fond, mais sur ce caractère & la disposition sainte du penitent ; car si la disposition manque, Pierre ni le College entier des douze Apôtres, ni tous les Evêques du monde unis au Pape, ne peuvent donner une absolution valide, ni faire le salut de celui à qui ils la donnent, au lieu que si l'on rencontre un cœur contrit, rien n'est capable d'arrêter l'opération toute puissante de Dieu dans les Sacremens, & d'empêcher que celui que Dieu a benî ne soit benî, & que celui qu'il absout par le ministère du Prestre, quel que soit ce Prestre, ne soit absous.

C'est par ce principe que Mr. Nicole dans son Traité de l'unité de l'Eglise, liv. 2. ch. 8. contre le Ministre Jurieu établit solidement “ qu'on a raison d'approuver les Sacremens administrés par les Grecs quant à la validité, c'est-

à-dire, de reconnoître que le Baptême que les Grecs conferent est un vrai Baptême, que leur Sacerdoce est véritable, qu'ils consacrent réellement l'Eucharistie; mais on ne reconnoît pas pour cela, ni que les Adultes schismatiques reçoivent la grace par ces Sacremens, ni que les Evêques & Prêtres Grecs qui demeurent dans le schisme, les administrent légitimement. Mr. Jurieu, continuë M. Nicole, ne veut pas reconnoître la différence qui est entre administration valide & administration légitime.... les Catholiques ne considerent point l'Ordination comme une commission humaine & qui ne subsiste plus, quand elle est revoquée, mais comme la communication d'une puissance réelle & irrevocable. Qui est Prestre, l'est toujours, & conserve toujours son pouvoir. On lui en peut interdire l'exercice, & alors il n'en peut user légitimement, mais il en conserve toujours le caractère & la puissance, & s'il est retabli, il n'a pas besoin de nouvelle Ordination. Ainsi les Evêques & les Prestres Grecs ne sont privés par leur schisme que de l'exercice légitime de leurs fonctions, mais ils ne sont point privés de la puissance de leur Ordre. Ils pechent en administrant les Sacremens, & ceux qui les reçoivent d'eux hors le cas de nécessité, pechent aussi : Mais les Sacremens ne laissent pas d'être véritables. Voilà la doctrine de l'Eglise Romaine, comme c'est aussi celle de l'ancienne Eglise & en particulier celle de S. Augustin., Condamner donc l'assertion de l'anonyme Auteur de la Consultation sur la Jurisdiction, &c. c'est condamner l'Eglise Romaine, l'ancienne Eglise & S. Augustin. C'est se condamner soi-même. *Hoc est autem judicium.* Joan. 3. 19.

§. IX. Objection. *La jurisdiction est essentielle à un acte judiciaire, tel qu'est l'absolution dans le Sacrement de Penitence : Donc il n'y a point d'absolution sans l'Evêque, la jurisdiction decoulant de lui seul sur les Curés & tous les autres Prêtres. On répond à l'Objection.*

Monsieur l'Archevêque de Sens nous objecte & le rabat souvent dans son Mandement du 1. Mai 1735. que l'absolution étant un acte judiciaire, exige essentiellement la jurisdiction dans celui qui l'exerce : Que la jurisdiction est essentielle à un acte judiciaire, tel qu'est l'absolution : Que sans jurisdiction l'acte judiciaire est nul : Enfin que c'est l'Evêque qui donne la jurisdiction, & que sans lui il n'y a point d'absolution. L'anonyme Auteur de la Consultation ne nie pas, ses adversaires en conviennent, que l'absolution ne soit un acte judiciaire & une sentence que le Prestre prononce en qualité de juge. Il a conclu : Tout Prestre est donc juge par son Sacerdoce. Mr. de Sens, pag. 38. tombe d'accord de cette assertion de l'anonyme, & sa Grandeur, pag. 40. ne doute point que les Prêtres ne reçoivent dans l'Ordination une vraie puissance pour absoudre : mais ce pouvoir est lié, dit-il, tant que ce Prêtre n'a pas de sujets sur qui il puisse l'exercer. Mais tout inge qu'il soit, il ne peut prononcer de jugement qu'il n'ait des justiciables, & qu'il ne les ait reçus de la main de Dieu par le canal de ceux. à qui Dieu les a confiés, c'est-à-dire de l'Evêque, selon Mr. de Sens.

« Le.

“ Le Droit civil, dit encore Mr. l'Archevêque, *pag.* 34. & le Droit canonique que ou plutôt le bon sens a dicté à tous les hommes, qu'aucun juge ne prononce valablement, que quand il a des hommes qui lui soient soumis à quel-
 “ que égard : Les Rois eux-mêmes, quelque divine & absoluë que soit leur
 “ autorité, ne peuvent prononcer & juger ceux qui de droit ni de fait ne leur
 “ sont point soumis. ”

Tout ce que je viens de dire est pris du Mandement du premier Mai 1735. *pag.* 3. 5. 6. 14. 16. 34. 38. 40. &c. & j'en conclus qu'il ne manque au Prêtre, pour pouvoir absoudre, que des sujets sur qui il puisse exercer sa puissance; mais que quand il aura des justiciables, il pourra juger, & que quand il aura des hommes qui lui seront soumis à quelque égard, de droit, ou de fait, il pourra prononcer & juger valablement, quant à lui.

Il s'agit présentement de sçavoir si les Prêtres peuvent aujourd'hui, ou s'ils ont jamais pu donner des absolutions valides sans la permission & à l'insçu de l'Evêque, s'il y a eu un tems où ils aient eu une juridiction indépendante de l'Evêque, s'il y a des ames qui ne soient pas soumises à la juridiction de l'Evêque, enfin si cette indépendance est de l'institution de Jesus-Christ, & si elle a été connue par les Peres & les Conciles des premiers siècles. Or qui est-ce qui en peut douter après tout ce que nous avons dit, & quand dans les premiers siècles de l'Eglise on voit les simples Prêtres confesser avec indépendance, sans autre pouvoir que celui de leur Sacerdoce, & quand dans les moyens siècles, après l'établissement des Paroisses, on voit les commencemens de la fixation des sujets sur qui exercer leur pouvoir, & recevoir ces sujets de la main de Dieu, ordinairement par le canal des Curés à qui Dieu les a prochainement confiés dans les Paroisses sous l'inspection cependant des Evêques, & enfin, quand il est de notoriété qu'il n'y a point de Diocèse dans le monde chrétien, où il n'y ait des ames, qui à l'égard de la Confession ne sont point soumises à la juridiction des Curés & de l'Evêque, & où il n'y ait des Prêtres qui sans la permission de l'Evêque & des Curés, donnent des absolutions valides & licites. Dira-t'on que cette indépendance des réguliers du tribunal des Evêques & des seconds Prelats quant à la Confession (car c'est des réguliers dont je parle) est contre l'institution de Jesus-Christ & qu'elle est inconnue aux Peres & aux Conciles ?

L'on ne dira pas que l'usage des réguliers est contre l'institution de Jesus-Christ, car il faudroit absolument le condamner. L'on ne peut dire non plus, qu'il est d'entreprise & d'une institution recente, & qu'il ne passe point Gregoire IX. que l'on remarque, l'an 1235. avoir tiré les Religieux mandians de l'obligation de se confesser à la Paroisse; *cap. Nimis. de excessib. Pralat. lib. 5. tit. 31. c. 16.* car l'on trouve que dès le tems du Concile de Paris sous les Empereurs Lothaire & Louis l'an 829. & aussitôt qu'ils eurent des Prêtres parmi eux, les Moines se confessoient les uns les autres, & confessoient même les laïques; mais le Concile de Paris prononça, & long-tems avant le Penitentiel de Theodore dans le sixième siècle, avoit statué qu'il leur devoit suffire étant Moines obligés à la retraite, de confesser des Moines.

Le fond de la juridiction pour absoudre est divin. La juridiction elle-même

me est divine, & tous les Prêtres ont le pouvoir des clefs; mais il y a une juridiction de titre, de droit humain & de bon ordre qui en regle l'exercice, qui donne un peuple aux uns & qui laisse les autres sans sujets, enfin qui forme les Diocèses & les Paroisses, que la sagesse de l'Eglise assigne à qui il lui plaît à gouverner, & que par un pacte exprès avec une assignation de salaire aux Curés & aux Vicaires, elle oblige de travailler. Mais cette juridiction de droit seulement ecclésiastique, & qui ne convient qu'à ceux qui sont établis Pasteurs & aux Prêtres subsidiaires qu'ils associent à leurs travaux, est accordée à la juridiction divine, & il ne s'ensuit nullement qu'un Prestre, qui n'a pas cette seconde & inférieure juridiction, ne puisse ajouter à sa juridiction divine une autre juridiction, qu'on peut appeller juridiction de fait, laquelle est suffisante selon le Mandement de Sens du 1. Mai 1735. pag. 34. pour pouvoir au for des hommes, prononcer & juger valablement d'une cause ecclésiastique ou civile.

« *Pourront, dit la Coutume de Bretagne art. 10. toutes personnes se soumettre à la juridiction du Juge au dedans du district duquel ne sont demeurans ni justiciables, par provocation & submission expresse, & au cas qu'elle soit faicte par contrat, n'y aura lieu de retrait de barre, & vaudra la provocation tant pour le provoquant que pour ses hoirs.*

« *Et art. 13. Si aucun delinquant est prins hors du lieu ou district du delict, & de son domicile par autre justice & après l'avoir intimé aux Juges des lieux du delict & du domicile, iceulx Juges ne le veulent retirer pour en faire justice, le Juge qui l'a apprehendé pourra & devra faire justice & le punir selon le meffait & la qualité du delict.*

Pourquoi l'absolution, étant un jugement que l'on a toujours comparé à la forme qui se garde dans les Tribunaux ecclésiastiques & séculiers pour porter de légitimes jugemens, seroit-elle invalide, lorsque le Prêtre qui la donne est juge de choix & d'élection ou de devolution, par la négligence du propre juge? Ce qui suffit pour décider de la fortune & de l'état d'un homme, sa soumission volontaire à celui qui d'ailleurs n'est pas son juge, ou la négligence du propre juge, ne doit-il pas également suffire pour juger de sa conscience?

Nous sommes encore dans l'usage conformément aux Ordonnances de Louis XIV. qu'en l'absence du propre juge, ou dans son déport de juger, un autre s'il est Avocat, & au défaut d'Avocat un ancien Praticien, quoiqu'il ne soit point Juge d'office ni approuvé du Juge supérieur ou commis par le propre Juge, prenne la place & prononce. Pourquoi n'en sera-t'il pas de même dans l'absence du propre Prestre, ou lorsqu'il se déporte, d'entendre le pénitent, ou lorsqu'il y a des raisons légitimes de le recuser, le premier Prestre ne pourra-t'il pas monter sur le siege & juger?

L'on nous répond que Jesus-Christ ne l'a pas ainsi réglé; mais où a-t'il dit le contraire & qu'il falloit être Evêque ou prendre son approbation pour absoudre valablement? Mr. de Sens est encore à nous le montrer, & ses Theologiens n'ont pas encore trouvé cet endroit; car le Concile de Trente, ss. 1. 4. ch. 7. n'ayant proposé la reserve des cas, & la vraye défense qu'il a faite à

tous les Prestres d'en absoudre, que comme un point de discipline, & ayant mis entre les Chapitres de reformation le decret de l'approbation, n'a point touché à la premiere institution, par laquelle tout Prestre peut absoudre tout penitent qui se presente à lui, mais il a établi un droit purement nouveau, ou affermi celui qui étoit déjà en usage. Tous les Prestres y doivent deserer; mais il ne s'enfuit pas qu'un Prestre, qui en des rencontres importantes ne desere pas à un reglement de discipline & de reforme, n'opere rien & ne donne que des absolutions invalides. Nous dirons à cet égard ce que S. Epiphane disoit à Jean Evêque de Jerusalem, ou plutôt un Prestre qui dans les circonstances dont j'ai parlé aura absous un vrai penitent, dira à Mr. son Evêque: "Vous devriez, Monseigneur, nous sçavoir bon gré de ce que nous avons agi par la seule crainte de Dieu, notre Sacerdoce n'étant pas different du vôtre, & l'utilité de l'Eglise ayant été l'unique but de notre action; car quoique votre grandeur soit chargée de prendre soin de l'Eglise, & que nous ne devions pas entreprendre sur vos fonctions, la charite néanmoins qui agit sans simulation, l'emporte sur toutes les considerations, & vous oblige, Monseigneur, de regarder moins ce que nous avons fait, que le tems, la maniere, les personnes & les raisons qui nous ont obligé de faire ce que nous avons fait.,, Ainsi S. Epiphane s'excusoit d'avoir entrepris sur la jurisdiction d'autrui, & aprenoit aux Prestres qu'il y a des circonstances où la gloire de Dieu, l'utilité de l'Eglise, & les besoins des fideles dispensent d'observer les regles que l'on doit garder en tout autre tems.

Debeueris gratulari. intelligit quod ob Dei timorem hoc sumus facere compulsi, maxime cum nulla sit diversitas in Sacerdotio Dei, & ubi militati & ecclesia provideatur. Nam & si singuli Ecclesiarum Episcopi habent sub se Ecclesias, quibus curam videntur impendere & nemo super alienam mensuram extenditur, tamen praponitur omnibus charitas Christi, in qua nulla simulatio est: nec considerandum quid factum sit, sed quo tempore, quomodo, & in quibus & quare factum sit. S. Epiph. ad Johannem Ierosolimitan.

§. X. Recapitulation des Paragraphes precedens.

Toutes les autorités que j'ai ramassées & les raisons dont j'ai cru pouvoir les appuyer, me portent à conclure, que tous les Prestres ont par leur Ordination tout ce qui est necessaire pour l'exercice de la puissance de remettre les pechés qu'ils ont reçû; que s'ils ne peuvent confesser, ce n'est que par l'obstacle qu'une autorité ecclesiastique puissante & superieure y forme, & par la soustraction qu'une disposition humaine leur fait des sujets & de la matiere, & que lorsqu'un Ordinaire leur permet de confesser, il ne communique à proprement parler, aucun nouveau pouvoir aux Prestres qu'il approuve. (a) mais il fait cesser l'obstacle qui empêchoit les Prestres d'exercer leur

(a) Auctoritatem illam solvendi à solo Deo, cum Ordine sacrorum maximo, nempe Presbyterio, insigniti fuerunt, acceperunt, & non quando audiendi confessionem copia, sive

scientia eis facta fuit. Navar. in cap. 1. cui auctem de Pœnit. dist. 6. n. 19.

Sacerdos quamlibet simplex, auctoritate divina in absolvendo nititur. Ibid. n. 10.

pouvoir, (a) & il leur presente la matiere sur laquelle ils peuvent exercer leur puissance de remettre les pechés. (b) Enfin que l'absolution donnée par un Prêtre sans permission du Curé ni approbation de l'Evêque, lorsque le sujet qui la reçoit est de bonne foi & bien disposé, n'est pas absolument nulle devant Dieu, quoiqu'elle doive ordinairement l'être au tribunal des hommes, qui ne reconnoît dans l'usage d'aujourd'hui pour Confesseurs avec pouvoir d'absoudre, que ceux que l'Ordinaire commet & approuve & pour légitimement confessés, que ceux qui se confessent au propre Prestre, ou aux Prestres qu'il nomme. C'est la pensée de Durand Evêque de Meaux. (c)

L'Eglise regarde ces sortes de Confessions comme n'étant d'aucune consequence *nullius momenti*, & avec raison, parce que ne jugeant que de l'extérieur, elle suppose dans un tel penitent, de la fiction, de la mauvaise foi, une malice affectée, une ignorance crasse, un mepris du propre Prestre, ou dans le Confesseur desobeissant à ses ordres, beaucoup de deffauts dans son administration, qui auront empêché l'effet du Sacrement.

Il est de la sagesse de l'Eglise d'obliger ses enfans à refaire des Confessions qu'elle peut regarder comme defectueuses, & de la justice que ceux qui se font volontairement écartés de l'obeissance qu'ils doivent au precepte de l'Eglise, y rentrent en se soumettant au precepte de se confesser au propre Prêtre ou à ses delegués, si quelque forte raison ne les en dispense; mais il ne s'en suit pas de-là, que le Sacrement, comme Zarabella & Boich le remarquent, a été defectueux dans la premiere Confession par faute de pouvoir dans le Prêtre, & que les pechés n'y ont pas été remis. *Hæc iterata confessio fit non ex defectu Sacramenti, non quia peccata non sunt dimissa, sed quia contempsit salutare statum hujus Concilii* (Lateranensis) *ut hic, nisi cum justa causa subesset non confitendi pro-*

(a) Quilibet Sacerdos ex quo est Sacerdos ordinatus habet jurisdictionem, sed solum deficit materia in qua exerceatur, & ideo cum sibi exhibetur per talem licentiam in genere datam, absolvit autoritate propria quam habet, & potest exercere oblata sibi materia. *Chappuis in summ. S. Raimund. tract. 4. de Penit. c. 5.*

(b) Per licentiam quæ datur à proprio Sacerdote sive Confessori sive confitenti, nullam potestatem dat Sacerdoti alieno. Jam enim ex ordine habet omnem potestatem requisitam ad absolvendum peccatorem, sed tamen subjeit sibi materiam quæ sine hac licentia, sibi non esset subiecta. Sicut ille qui concedit fabro ferum ut operetur, non dat fabro potestatem operandi, sed potestati jam habitæ dat materiam in quam operetur, sine qua faber non potest suam potestatem ducere in actum: Sicut dum Parochiano Sacerdoti collata est Ecclesia aut dum Parochianus Sacerdos acceptat adjutorium, nulla nova potestas confertur, sed tantum illa materia in quam potestatem ordinis sui susceperat exerceat, assignatur qua prius

caruit. *Biel. in 4. dist. 17. q. 2.*

(c) Si igitur peccatum inobedientie impedit ne se submittere tali Ministro sit vere absolutus, videtur quod iste simplex & ignorans, non committens novum peccatum per aliquam inobedientiam veteri sit absolutus. Et dicendum ad hoc quod talis est absolutus & tamen tenetur alteri confiteri quando innotescit ei quod primus non debuit eum absolvere quia sicut dictum est prius, Ecclesia potest præcipere, ne quis ab aliquo recipiat Sacramentum, propter quod si ab aliquo recipiat ex propria voluntate, non est absolutus à præcepto Ecclesie. ... Nec propter hoc potest dici quod Ecclesia præcipiat bis confiteri de eodem peccato, quia non præcipit confiteri nisi semel & determinati Ministro, à quo præcepto nullus absolvitur per hoc quod alii confiteretur voluntarie. Et sic patet. . . quod per Ecclesiam fieri potuit & factum est quod non quilibet possit absolvi à quolibet, sed à determinato Ministro. Et si ab alio absolvatur, ut in casu statim dicto, tenetur iterum confiteri. *Durand, lib. 4. dist. 19. q. 2. n. 12.*

prio Sacerdoti secundum Cardinalem ibi, & de hoc prolixè tractantem. Boich in cap. *Omnia*, de Pœnib. & rem. n. 31.

L'Eglise autrefois en a souvent usé ainsi à l'égard de ceux qui étant liés de quelque censure réservée se confessoient dans le peril de mort à un Prêtre qui n'étoit pas délégué pour les entendre. Ils devoient quand l'Eglise leur ordonnoit, se présenter à celui qui avoit autorité de les absoudre & confesser de nouveau leur faute au tribunal érigé par l'Eglise, quoiqu'ils fussent absous au tribunal de Dieu.

Si la Confession, dit Marfile d'Ingen, (a) est suivie de la mort, le defunt est & sera véritablement absous, parce que le Prestre qui l'a absous, a eu alors une puissance aussi étendue que celle du Pape & est devenu Ordinaire (b) par un retour à l'état premier, où tout Prestre absout validement de tout. Mais si cet homme revient en santé, il n'est point absous du cas réservé, & doit recourir au for de l'Eglise.

Il n'y a aucun inconvenient à soutenir avec Henri de Gand, (c) plusieurs anciens Theologiens & quelques souverains Pontifes, que l'Eglise peut obliger à confesser deux & plusieurs fois les mêmes pechés. Ainsi celui qui se confesse de bonne foi à un Prestre que l'Ordinaire n'a point commis & qui en reçoit l'absolution, est validement absous; Louïs Beia (d) l'insinué dans ses résolutions répondus en présence du Cardinal Paleote Archevêque de Boulogne & publiés l'an 1606. avec son approbation. Mais il reste peut-être obligé de se présenter à un legitime Confesseur, non pas comme ayant besoin d'être absous de nouveau, non, *ex defectu Sacramenti, non, quia peccata non sunt dimissa*, mais pour assurer de ses dispositions, (e) ceux qui president dans

(a) Si enim moriatur, absolutus erat & trit, quia tunc Sacerdos habuit potestatem Papæ super eum. Si autem supervixerit, tunc in foro Ecclesiæ non est absolutus de casu reservato. *Marfile in 4. q. 12. a. 2. part. 4.*

(b) Ad eam (delegatam scilicet) similiter à nonnullis reducitur potestas quam quilibet Sacerdos habet ad absolvendum in articulo mortis. Sed forte melius reducitur ad ordinariam acceptam in significatione paulo ampliori. Ordinaria quippe potestas merito dicitur non solum illa quæ competit ex vi potestatis ordinis per Ecclesiam non impeditur, nec restringitur. Cessante quippe omni impedimento & restrictione seu limitatione ex parte Ecclesiæ, res rediunt ad eum statum, in quo fuerunt in principio Ecclesiæ ante omnem Dioceseon & Parochiarum divisionem & ante omnem Ecclesiæ hac de re dispositionem. *Henricus à S. Ignatio lib. 5. de Sac. Pœnitent. c. 226. n. 269.*

(c) Qui autem in casu & sub conditione bene aliquando aliquis obligetur ex statuto Ecclesiastico ad bis confitendum idem, puta si quis commiserit peccatum pertineans ad supe-

rioris absolutionem, in articulo mortis tenetur illud confiteri suo Sacerdoti parochiali, & etiam suo superiori si convalescat, neminem puro dubitare. *Henric. à Gandavo. Quodlib. 12.*

(d) Sacramentum sortitur suum effectum ex institutione Christi tunc quando confertur, & ideo quando à Confessore proferuntur verba quibus absolvit, tunc illa operantur remissionem culpæ & infusionem gratiæ. *Et infra.* Absolutio à peccatis confertur cum sit Sacramentalis, habeatque determinatam à Christo formam quæ nec alterari, nec mutari potest, & ideo verba illa habent efficaciam remittendi peccata ex virtute Christi instituentis Sacramentum, non potest hujusmodi effectus absolutionis & remissionis culpæ non produci, quando illa debet proferuntur. *Lord. Beia, resp. cas. conf. part. 2. pag. 275. & 277. edit. Veneren. an. 1606.*

(e) Absolutus debet innotescere suæ Ecclesiæ gubernatori qui est Sacerdos proprius & ideo debet se ostendere Sacerdoti ad minus in genere peccatorum in quibus fuit & etiam propter conscientiam Sacerdotis, ut sit securus de

l'Eglise, & faire connoître au moins en general l'état de son ame à celui qui en doit répondre.

Les Prestres soutiennent deux caractères, l'un de Ministre de Dieu, l'autre de Ministre de l'Eglise. Le Prestre qui n'a que la puissance d'Ordre, est le Ministre de Dieu pour absoudre dans tous les cas & toutes sortes de personnes, & lui reconcilier parfaitement le pecheur; mais il n'est pas le Ministre de l'Eglise, puisqu'il n'a pas son institution, & par-là il n'est pas propre pour lui reconcilier ceux qui l'ont offensée par leurs desobeissances, scandalisée & contristée par leurs crimes. Si donc le pecheur qu'un Prestre sans commission a entendu, veut passer pour absous dans l'Eglise, il faut si cela lui est ordonné, qu'il ait recours aux Ministres qu'elle institue & qu'elle nomme, autrement le mepris formel & opiniâtre qu'il paroîtroit faire de l'Ordre établi, auquel on ne doit pas résister sans raison & avec scandale, pourroit faire revivre en lui tous ses crimes & le faire condamner comme cet homme de l'Evangile, à payer jusqu'à la dernière obole de ses dettes, quoique son maître les lui eût auparavant remises en entier. (A)

Il en est de ce penitent comme d'un homme qui dans le danger a été absous d'une excommunication *ab homine*, ou de jugé, par un autre que celui qui l'a portée, il est véritablement absous au tribunal de Dieu, mais il ne l'est pas au tribunal de l'Eglise; ou comme d'un homme qui meurt penitent & absous par un simple Prestre, après une excommunication de sentence portée & publiée contre lui, il doit être obsous de l'Eglise, quoiqu'il le soit déjà de Dieu, & peut-être dans le Ciel, jouissant de sa gloire.

Je m'arrête trop sur une question qui ne doit pas beaucoup intéresser les fideles ni les inquieter sur leur salut; car quand il seroit vrai qu'un penitent qui s'est confessé de bonne foi à un Prestre qui n'a aucune juridiction sur lui, & qui en a reçu l'absolution, ne seroit pas véritablement absous, il ne doit pas s'en troubler, puisque la Communion subséquente à sa Confession lui confère la grace qui justifie: *Lorsqu'un Confesseur* (dit l'Auteur de la Conduite des Confesseurs, seconde part. ch. 2. sur la fin.) *a donné par sa faute l'absolution de quelque cas réservé dont il ne pouvoit absoudre... il doit se contenter de faire penitence de sa faute & demeurer tranquille, parce que le penitent étant de bonne foi, recevra le pardon de son péché dans la Communion, ou dans la première Confession qu'il fera avec les dispositions nécessaires.* Cet ouvrage a l'approbation de Messieurs l'Archevêque de Sens, & les Evêques de Baieux, d'Amiens, de Sens & de Rennes l'an 1739.

ipso, &c. *Alberti Magni in 4. dist. 17. n. 44.*

(A) Ille absolutus est coram Deo, sed tamen multa exiguntur ab ipso, quia nullus est adeo absolutus quin propter contemptum Ministrum Ecclesie possit incidere in peccatum mortale, & ideo ut assicuret suum gubernatorem, tenetur ei se in genere ostendere, si ille

voluerit. *Alberti. M. n. in 4. dist. 17. art. 44.*

(B) Quamvis absolutus apud Deum fuisse credatur, nondum tamen habendus est apud Ecclesiam absolutus. Potest tamen & debet ei Ecclesie beneficio subveniri. *Cap. A nobis. 2. de sent. excomm.*

Fin de la seconde Partie.



TROISIEME PARTIE.

De l'approbation ordonnée par le Concile de Trente,
sess. 23. de reform. cap. 15. pour confesser les Séculars,
 & enjoite par le Roi.

§. I. *L'on peut supposer que le décret du Concile de Trente, ss. 23. cap. 15. de l'approbation des Confesseurs par l'Evêque, n'a été fait que contre les Prêtres qui vivoient l'an 1563.*

LEs Theologiens & les Canonistes modernes, depuis la declaration des Cardinaux interpretes du Concile, rapportée par Jean Gallebart, croient communément que le Concile de Trente donna indirectement atteinte à l'usage où les Curés étoient de commettre leur juridiction aux Prestres seculiers sans recours à l'Evêque, & introduisit un droit nouveau lorsqu'il statua l'an 1563, *ss. 23. ch. 15.* en cette sorte: "Quoique les Prestres reçoivent dans leur Ordination la puissance d'absoudre des pechés, cependant le saint Concile statué qu'aucun Prestre même regulier ne puisse entendre les Confessions des seculiers, même des Prestres, & ne puisse être réputé capable pour cela s'il n'a un benefice paroissial, ou si les Evêques ne l'ont trouvé idoine par l'examen si cela leur paroît nécessaire, ou autrement, & s'il n'en obtient une approbation qui soit donnée gratuitement, nonobstant les privilèges, & toute coutume au contraire, même immémoriale." Tout est au present, qu'on y prenne garde, & ne touche point à l'avenir, à la difference des autres reglemens du Concile qui statue pour les tems qui doivent suivre. *Quamvis Presbyteri in sua Ordinatione à peccatis absolvendi potestatem accipiant decernit tamen sancta Synodus nullum etiam regularem posse Confessiones secularium etiam Sacerdotum audire nec ad id idoneum reputari, nisi aut parochiale beneficium aut ab Episcopis per examen, si illis videbitur esse necessarium, aut aliis idoneus judicetur, & approbationem qua gratis detur, obtineat, privilegii & consuetudine quacunque etiam immemorabili non obstantibus. (a)*

L'on infere de ces paroles de tems present, qu'aucun Prestres ne peut continuer de confesser s'il n'est approuvé & jugé capable par les Evêques, ou s'il n'a un benefice paroissial.

Il est certain que le Concile de Trente a eu intention de remedier à quelque abus considerable que le malheur des tems avoit introduit dans l'Eglise. Il y en avoit trois qui la defiguroient alors particulièrement, l'exaction affreux-

(a) Editionis 1564. sess. 7. decima quinta die julii 1563. can. 4. summo Pontifice Pio IV.

se des secretariats des Evêques pour l'écriture & le sceau, l'ignorance & l'indépendance des Prestres.

Beaucoup d'Evêques depuis long-tems ordonnoient ou faisoient ordonner Prestres des ignorans, (a) qui n'avoient souvent aucune teinture des belles lettres & moins encore des sciences ecclesiastiques. L'on voyoit des Abbés à la tête des Communautés Religieuses, & plus de Religieux que d'Abbés, qui lorsqu'on leur presentoit le livre de la regle, repondoient, je n'entens pas le latin, *nescio litteras*, (b) & communément des Prestres qui ignoroient ce qu'ils lisoient. (c) Guillaume le Maire Evêque d'Angers declare dans ses statuts de l'an 1293. qu'il n'ordonnera plus de Prêtres à moins qu'ils ne sachent & n'entendent ce qu'ils lisent.

Nicolas de Clemangis auteur du quinzième siecle, se plaint que dans son tems il y avoit des Prestres qui ne sçavoient gueres plus de latin que d'arabe, quelques-uns qui ne sçavoient pas lire ni distinguer l'A du B, que les Evêques n'avoient point éprouvés avant l'Ordination, qui n'avoient ni la naissance, ni l'éducation, ni la maturité d'âge, ni les bonnes mœurs requises par les Canons; (d) mais qu'on les admettoit parce qu'ils avoient de l'argent à donner à leur Ordinateur.

Un homme qui ne veut rien faire, dit encore de Clemangis, se fait Prestre, un homme qui veut faire bonne chere & se permettre tous les plaisirs se fait Prestre; est-il Prestre, toute sa vie est un sacrilege continuel par les debauches & les exoës auxquels il se livre continuellement. (e)

(a) Quoniam multi sunt Sacerdotes, multi videlicet simplices, rudes, idiotæ, illiterati & pauci alii... idcirco notum fieri volumus universis, quod nos non intendimus aliquem, maxime ad Sacerdotii ordinem, de cetero promoveri, nisi fuerit saltem in grammaticis sufficienter instructus, ut sciat & intelligat quid dicat per nomen. *Stat. Guillelmi Majoris ep. Andegav. an. 1293.*

Le Statut de Guillaume le Maire fut mal observé. Charles de Bourgneuf Evêque de Nantes, refusa le 1. janvier 1609. un Prestre d'Angers pour un Canonique de Collegiale, & le causa de l'ignorance du Prestre qui n'avoit pu rendre en François ces paroles latines *nobis orantibus*, ni donner le preterit ordinaire du verbe *parco*.

(b) Concilium Troasienum an. 909. cap. 3.

(c) Floride dans ses visions vers l'an 940.

(d) Non tamen à studiis aut schola, sed ab aratro, etiam & servilibus artibus ad parochias regendas, cæteraque beneficia passim proficiscabantur, qui paulo plus latinæ linguæ quam arabicæ intelligerent, imo qui & nihil legere & (quod referre pudor) Alpha vix noscerent à Betha discernere. At morum in illis

compositio, hanc forte ignorantiam excusabat. Imo si parum docti, negligentius morati, ut poete qui absque litteris in otio educati, nihil nisi impudicitias, ludos, comestationes, jurgia, vaniloquia sectentur. Inde omnibus in locis tot Sacerdotes improbi & miseri atque ignari, qui ruinæ & scandalo sua turpi conversatione subditis sunt. *Nicolas de Clemangis, de corrupto Ecclesie statu, cap. 7.*

(e) Ex isto autem fonte (simoniaco) profuit illa copia vilium atque indignissimorum Presbyterorum multitudo. Ut enim ex suis ordinibus majora lucra percipiant, omnes quotquot advenierint, nullo aut parvo addidum discrimine, ad eos quos petierint titulos admittunt, nisi forte, si qui adeo egestate premuntur, ut solvendo non sint, nulla de vira antea cuncta percunctatio est, nulla de eorum moribus quaestio. De ligeris vero & doctina quid loqui attinet, cum omnes fere Presbyteros sine aliquo capto aut rgrum aut vocabulorum, morose syllabatimque vix legere videamus?... Si quis hodie desidiosus est, si quis à labore abhorrens, si quis in otio luxuriari volet ad Sacerdotium convolat. Quo adeptio, statim fœceteris Sacerdotibus voluptatum sectatoribus

Get.

Cet abus est le premier, & à la tête des abus que les Cardinaux nommés de Paul III. l'an 1538. pour rediger les articles de reformation, proposerent à ce souverain Pontife à reformer. (a)

Il est vrai que tous n'étoient pas tels que je viens de rapporter quand on les ordonnoit, mais il arrivoit souvent que le dereglement qu'ils remarquoient dans les autres, & la honte de ne leur pas ressembler les portoit bientôt à se deregler, & que par la crainte d'être punis dans leurs Diocèses pour des crimes scandaleux & publics, ils passoient dans d'autres Diocèses, où en changeant de Provinces, ils ne changeoient pas leurs mœurs.

Beaucoup de Curés residens & non residens, (b) & plusieurs Archidiacres dans les Diocèses où la conduite des Paroisses & les fruits qui y sont attachés leur sont commis & recommandés pendant la vacance, les Abbés, les Monasteres, les Chapitres & les Curés primitifs, prenoient de ces inconnus qui se donnoient pour une bouchée de pain, & on leur commettoit au scandale des fideles, & à la perte visible des âmes, le gouvernement des Paroisses. *Et violabant me ad populum meum propter pugillum hordei, & fragmen panis, ut interficerent animas que non moriuntur.* Ezech. 23. 19. Le Concile crut de son devoir sur les plaintes qu'on lui fit, d'employer un remede efficace contre un desordre si criant. Il prononça donc, selon ce sens vraisemblable qu'on peut donner au reglement du Concile, que les Prestres ne doivent pas exercer le pouvoir d'absoudre les séculiers, à moins qu'ils n'aient un benefice paroissial, *parochiale beneficum*, ou qu'ils n'aient été jugés capables dans l'examen des Evêques, ou autrement.

Ce terme un *benefice paroissial*, a une grande étendue & peut s'entendre de tout benefice qui immatricule & qui attache un Prestre au service d'une Paroisse: ces autres, dans l'examen des Evêques, sont inexplicables, si on ne les entend de l'Evêque & des Curés à qui le Concile dans cet endroit auroit donné le nom d'Evêque. L'obscurité croit si on lie les termes du chapitre 15. avec le

adjungit, qui magis secundum Epicurum quam secundum Christum viventes, & cauponulas frequentantes posando, comessando, plankando, tesseras & pila ludendo, tempora tota consumunt, &c. *ibid. cap. 24.*

(a) Primus abusus in hac parte est ordinatio Clericorum & præsertim Presbyterorum, in qua nulla adhibetur cura, nulla adhibetur diligentia, quod passim quicumque sunt imperitissimi sunt, vilissimo genere orti sunt. malis moribus ornati sunt, adulescentes admittuntur ad ordines sacros & maxime ad Presbyteratum. *Conf. Card. an. 1538. Paul. III. de emenda Eccl.*

L'on remarque sur les Registres du Secretariat de Nantes, que Richard Evêque de Berri par la permission des Grands Vicaires, l'Evêque absent, le samedi devant le Dimanche de la Passion le 26. Mars 1499. donna la tonsure à 282. sujets & le samedi de Pâques à 104.

autres, & quelques jours apres à 10. autres, ainsi cet Evêque dans l'espace de trois semaines tonsura 396. du Diocèse de Nantes, nombre prodigieux pour un Diocèse ou en 10. ans on n'en tonsure pas tant aujourd'hui, quoique le peuple y soit plus nombreux qu'il n'étoit alors.

(b) On trouve sur les mêmes Registres, qu'au synode de la Pentecoste de l'an 1507. il fut expédié 148. Lettres de non résidence, parmi lesquelles il y en avoit trois pour l'Evêque de Dol qui tenoit 3. Cures dans le Diocèse une pour l'Evêque de S. Malo, une pour le Cardinal Evêque de Nantes qui tenoit la Cure de S. Julien de Vouantes, plusieurs pour les dignités, Chanoines, Choristes, &c. On remarque aussi que le premier Dignitaire de la Collegiale residant à Rome, tenoit en Bretagne quatorze benefices demandant résidence, parmi lesquels il y avoit 7. Cures.

chapitre qui precede & celui qui suit, ou plutôt ces deux chapitres donnent un jour par lequel il paroît que le Decret du chapitre 15. de l'approbation a été fait pour un tems malheureux & contre les Prestres qui vivoient l'an 1563. lequel comme beaucoup d'autres ordonnances du même Concile, après le remede apporté au mal, devoit rester sans suite, & laissoit les choses dans le premier état, & les Curés dans leur ancien droit d'approuver; car comme disent fort bien Innocent I. (a) & le Concile de Rome de l'an 904. (b) ce que la necessité des tems a fait accorder, cesse avec la necessité & ne doit pas être tiré à conséquence.

L'usage que je ferai voir ci-après avoir continué long-tems depuis le Concile de Trente, de recourir indifferemment à l'Evêque ou au Curé, & plutôt au Curé qu'à l'Evêque, rend vrai-semblable cette interpretation que l'on peut donner au Concile. Mais ce sens devient comme certain, par les Chapitres 14. & 16. de la même session 23. Le Concile y statue que les Evêques n'éleveront à la Prestrie que des Diacres qui auront été éprouvés, à qui l'on rendra bon temoignage, & qui dans un examen exact, qui doit preceder leur Ordination, seront trouvés capables d'instruire le peuple de tout ce qu'il doit sçavoir, & d'administrer les Sacremens aux fideles, & que l'Evêque n'ordonnera qui que ce soit, si dans l'examen il ne l'a jugé & reconnu devoir être un ministre utile ou necessaire à son Diocèse, & conformément au Concile œcumenique de Calchedoine, il ne l'attache au service de quelque Eglise ou lieu pieux, pour y faire ses fonctions, c'est-à-dire, instruire, confesser & administrer les Sacremens.

Qui pio & fideliter in ministeriis ante altis se gesserint, & ad Presbyteratus ordinem assumuntur, bonum habeant testimonium & hi sint qui... ad populum docendum ea qua scire omnibus necessarium est ad salutem ac administranda Sacramenta diligenti examine precedente idonei comprobentur. Conc. Trid. ss. 23. de reform. cap. 14.

Cum nullus debeat ordinari qui judicio sui Episcopi non sit utilis, aut necessarius suis Ecclesiis sancta Synodus vestigiis sexti canonis Concilii Chalcedonensis inbarendo statuit, ut nullus in posterum ordinetur, qui illi Ecclesia, aut pio loco, pro cuius necessitate aut utilitate assumitur, non adscribat, ubi suis fungatur muneribus. Ibidem cap. 16.

Ces precautions que le Concile prend, afin que l'Eglise n'ait dans la suite que de dignes Ministres, & incardines en certains lieux pour y faire leurs fonctions, font assez connoître que son decret du chapitre 15. de l'approbation, doit s'expliquer par les chapitres 14. & 16. de la même session, & ne peut regarder que les Prêtres qui n'avoient pas été ordonnés avec l'attention qu'il desire que l'on observe dans la suite, ni attachés à aucune Eglise; car est-il croyable que le Concile soumette à l'examen pour être approuvés Confesseurs, ceux

(a) Ergo quod pro remedio necessitas peperit, cessante necessitate debet utique cessare pariter quod urgebat. Innocent. I. ad Macedonios Episcopos, c. 3.

(b) Quod necessitate aliquoties indultum est, necessitate cessante, in auctoritatem summam non est permittum. Conc. Roman. 904. c. 3. Conc. Labb. to. 7. pag. 503.

qu'il veut n'être ordonnés Prestres qu'après avoir été trouvés dans un diligent examen, capables d'annoncer la parole de Dieu & d'administrer les Sacrements, & qu'il veut en même-tems qu'on attache au service d'une Eglise ? Il y a de l'absurdité à le penser & à le croire.

S. II. Le Concile de Trente pris à la lettre, n'oblige que les Reguliers à l'approbation de l'Evêque.

Si l'interpretation que je viens de donner du Concile ne satisfait pas, en voici une autre plus litterale peut-être & naturelle.

Les Evêques & les Curés se plaignoient depuis long-tems que les Reguliers consequencement à quelques Bulles des souverains Pontifes & à des privileges qu'ils appuyoient de la coûtume, donnoient au canon *Omnis utriusque sexus*, une interpretation qu'il ne reçoit pas, & confessoient les seculiers.

Les Cardinaux nommés de Paul III. pour dresser le memoire des abus que la vigilance devoit reformer, lui avoient representé qu'il étoit sort crient de voir les Reguliers prêcher & confesser avant d'avoir été jugés capables dans un serieux examen, que l'Evêque auquel le soin de l'Eglise d'un Diocèse est en premier confié, en devoit faire par lui-même ou par ceux qu'il commettrait à cet effet. (*) Paul III. ne put executer les conseils qu'on lui donnoit, étant mort avant d'avoir pu mettre la dernière main au Concile de Trente qu'il fit assembler ; mais le Concile, à qui la reponse des Cardinaux des abus à reformer fut communiquée, crut devoir arrêter les justes plaintes qui continuoient toujours, & mettre des bornes aux privileges & à la coûtume que les Reguliers alleguoient. Il statua donc que quoique les Prestres ayent par leur Ordination le pouvoir d'absoudre, cependant les Reguliers qui ne sont ni avec benefice paroissial, ni approuvés de l'Evêque par un examen ou autrement jugés capables de confesser, ne pourroient confesser les seculiers, nonobstant leurs privileges & la coûtume dont ils s'appuyoient. *Privilegiis & consuetudine quatenusque etiam immemorabili non obstantibus*. Ces dernières paroles sont voir de qui il s'agit dans le decret. Car si les Curés commettoient, c'étoit de droit commun qu'ils le faisoient : si les Prestres seculiers confessoient, ce n'étoit point par privilege, ou en vûe de la coûtume, mais parce que les Curés y consentoient. Les Reguliers étoient les seuls qui vouloient confesser par privilege & coutume, les seuls que les Cardinaux consultants de Paul III. ont dit devoir être approuvés de l'Evêque & avoir son consentement, & par consequent les seuls dont le Concile a voulu parler, & qu'il soumet aux loix de l'approbation conformément à l'avis des Cardinaux.

Toute la difficulté consiste dans la conjonction *etiam*. Ce terme est obscur,

(*) Hoc etiam animadvertendum & corrigendum censemus in predicatoribus & confessoribus constituendis à fratribus, quod ab eorum praefectis primum adhiberetur magna diligentia ut idonei essent : deinde ut praesentarentur Episcopis, quibus prae omnibus cura

Ecclesiae est demandata, à quibus examinarentur per se vel per viros idoneos, nec nisi eorum consensu, admitterentur ad hanc peragenda. Ex cons. de litter. Cardinal. de vinc. ab. sub. jussu Pauli III. conscripto.

il a différentes significations, & de si embarrassées dans les meilleurs Auteurs qui l'emploient, qu'on ne sçait souvent quel sens lui donner. On l'a jusqu'à trois fois dans le décret du Concile, *ff. 23. ch. 15.* sans qu'on puisse assurer qu'il ait le même sens dans les trois endroits.

Quelques Conciles postérieurs, comme l'assemblée de Melun l'an 1579. (a) les Conciles de Bordeaux de l'an 1583. (b) de Tours (c) de la même année, de Narbonne de l'an 1609. &c. (d) qui ont apperçû l'équivoque que la particule *etiam* faisoit dans le texte, ou lui ont substitué un autre terme, ou ont affecté de ne s'en point servir, quoiqu'ils copient d'ailleurs presque toutes les paroles du Concile, ou s'ils en empruntent d'autres, ils reglent sans dire qu'ils l'empruntent du Concile de Trente, parce qu'ils sçavoient bien qu'il n'avoit pas statué ce qu'on veut aujourd'hui qu'il ait réglé. Peut-être ne se trompe-t-on point lorsqu'on pense que la particule *etiam*, n'est employée dans le texte du Concile, ainsi qu'on la rencontre souvent dans les Auteurs de la pure latinité, que pour rendre la diction plus élégante, & n'y signifie rien, ou que si elle y a quelque sens, il est tout-à-fait caché & différent de celui qu'on lui donne communément. *Etiam*, dans le texte dont il s'agit, ne dit point : que quoique les Prestres ayent par leur Ordination la puissance de remettre les pechés, aucun Prestre, même regulier, *etiam regularis*, ne peut, &c. mais cette particule étant mise pour *sane*, *equidem*, ou semblable particule, signifie que quoique les Prestres ayent la puissance de remettre les pechés, aucun Prestre regulier ne peut *cependant*, &c.

L'édition du Concile de Trente, à Lyon en 1633. & derechef l'an 1640. &c. rend certaine l'interprétation que je donne. Le sommaire du chapitre porte, qu'outre la puissance d'absoudre reçûe dans l'Ordination, les Reguliers doivent de plus *etiam*, avoir été trouvés capables par l'Ordinaire, & être approuvés avant que de pouvoir entendre les Confessions des seculiers. *Præter potestatem absolvendi acceptam in ordinatione, debent etiam regulares ante idonei ab Ordinario reputari & approbati esse, ut secularium audiant Confessiones.*

La conjonction *etiam*, mise sans équivoque pour *adhuc*, *præterea*, *insuper*, &c. dans ce sommaire, developpe parfaitement le sens caché qu'elle a dans le

(a) Ne quis Sacerdos sive secularis sive regularis confessiones audiat; nisi Episcopi scripto testimonio ad hoc comprobatus fuerit; prævio examine, si Episcopo placuerit. *Conventus Melodun. 1579. de Pœnitentiâ.*

(b) Præcipimus juxta Concilii Trident. decretum ut nullus Presbyter (*) ne religiosus quidem confessiones secularium etiam Sacerdotum audiat nisi aut parochiale beneficium aut ab Episcopis per examen, vel alias idoneus iudicatus approbationem quæ gratis datur, obtineat. *Conc. Burdig. an. 1581. tit. 12. (*)* Ne quidem, est mis ici pour l'*Etiam* du Conc. de Trente.

(c) Confessionibus populi audiendis, præ-

sertim in urbibus, nemo præficiatur Confessor, nisi qui debite per Episcopum, seu ejus penitentiarium, cum vite morumque integritate, cum litteratura & experientia fuerit idoneus judicatus. *Conc. Turon. 1583. pag. 14. edit. 1585.*

(d) Ad fidelium confessiones audiendas nullus sive secularis sive regularis sit, aut quæcumque dignitate vel autoritate fulgens admittatur, nisi per Episcopum prævio super litteratura examine, diligenter de vita & moribus inquisitione præcedentibus, factoque de prudentia experimento fuerit approbatus, &c. *Conc. Narbon. 1609. cap. 16. de Sacram. Pœn.*

texte du Concile, & fait assurément voir que le Concile n'a voulu parler que des Reguliers, & que le but du decret, selon Maldonat Jesuite, (a) a été de confirmer & d'expliquer la Bulle de Boniface VIII. renouvelée par Clement V. dans le Concile de Vienne au sujet des Reguliers, même de ceux des Ordres qui ont des privileges, *ne ullus Religiosus, etiam eorum Ordinum qui habent privilegia, auderet Confessiones*, & de les soumettre entierement à la jurisdiction libre & gratuite des Evêques pour confesser dans les Diocèses, au lieu qu'au paravant, à raison de certains privileges, d'ailleurs très-contestés, ils n'en dependoient pas absolument. Si cela n'étoit pas, pourquoi les Ordinateurs du decret, ou ceux qui ont voulu l'éclaircir, auroient-ils cité en marge la Clementine? *Dudum. lib. 3. tit. 7. cap. 2.* Ils l'ont citée, afin de faire voir qu'il est du Concile comme de la Clementine, & que comme celle-ci ne parle que des Reguliers, il en est de même du Concile, & que ceux à qui la Clementine ordonne de se presenter à l'Evêque, sont les mêmes & les seuls que le Concile soumet à l'approbation de l'Ordinaire, & à prendre de plus la permission des Curés pour confesser dans les Paroisses.

La Congregation des Cardinaux consultée en 1679. si les Prêtres sans jurisdiction pouvoient absoudre des pechés veniels, répondit en ces termes qui approchent beaucoup de ceux du Concile de Trente: "Que la Confession des fautes venielles ne se fasse point à un simple Prestre qui n'est point approuvé de l'Evêque ou de l'Ordinaire. Si les Confesseurs, même Reguliers, ou quelques autres Prêtres font autrement, qu'ils sçachent qu'ils en rendront compte à Dieu." *Ne venialium confessio fiat simpliciter Sacerdoti non approbato ab Episcopo aut Ordinario. Si Confessarii etiam Regulares, aut quicunque alii Sacerdotes fecerint, sciatis Deo optimo se rationem reddituros.* La conjonction *etiam* ne signifie pas plus dans cet endroit que dans le Concile. Qu'on la retranche, qu'on la laisse, la phrase ne dit ni plus ni moins, & exprime également la pensée & la decision de la congregation des Cardinaux; mais plus circonspecte que quelques Theologiens de nos jours, elle ne dit point qu'une telle absolution est nulle, & que le Prestre qui la donne est punissable, elle se contente de le renvoyer au jugement de Dieu, pour lui rendre compte du Sacrement qu'il administre.

Voici le jugement que l'on peut faire d'*etiam*: Cette particule, selon la remarque du sçavant Auteur de la nouvelle Methode latine, *est un mot composé pour & jam & a souvent presque le même sens que les deux parties séparées.* Il est vraisemblable après ce que j'ai remarqué, qu'au lieu d'*etiam regulares*, on peut lire dans le texte *Et jam regulares*. Mais quand *etiam* seroit la véritable leçon, rien n'empêche de prendre cette conjonction dans l'autre sens que je lui donne.

(a) Bonifacius tamen VIII. in extrav. super cathedram de sepulchris. videns locum multa incommoda, restrinxit privilegia, & precepit ne ullus Religiosus etiam eorum ordinum qui habent privilegia, audiret confessiones, nisi prius à suo præposito esset representatus

Episcopo, & ab illo approbatus... Clemens V. in Clementina quadam de sepulchris, restrinxit ut fuerant restricta à Bonifacio VIII. & Concilium Tridentinum confirmavit hanc restrictionem. Maldonat. summul. quest. 21. de Ministr. Confess. art. 8.

Je ne suis pas singulier dans l'interprétation du terme *etiam*. Navarre (a) qui enseignoit à Rome peu de tems après le Concile de Trente & sous les yeux des Cardinaux qui y avoient presidé, a soutenu que son decret n'étoit point aux Reguliers, mais uniquement aux Clercs seculiers la liberté de se choisir un Confesseur, ni précisément à ceux-ci d'en faire choix, s'ils le prennent parmi les Religieux approuvés, ou les Prestres à charge d'ames, quoique d'ailleurs il leur fût étranger. Si c'est là le sens du Concile, le premier *etiam* n'éclaircit rien dans son texte, ou doit avoir été pris par le Concile dans son sens naturel pour & jam en cette sorte : *Decernit tamen sancta Synodus nullum & jam Regularem posse Confessiones secularium etiam Sacerdotum audire*. Le saint Concile ordonne qu'aucun Regulier ne puisse maintenant, &c.

Le pastoral de Liege de l'an 1592. tit. de *Sacr. Pœnit.* (b) Maldonat dont j'ai déjà rapporté le sentiment, Gregoire de Valence, (c) Becan, (d) M. Hallier dans son Commentaire sur les reglemens de l'assemblée du Clergé de l'an 1645. art. 6. n. 5. & 10. &c. semblent n'entendre le decret du Concile que des seuls Reguliers.

M. le Tellier Archevêque de Reims dans son Ordonnance de l'an 1697. pour l'approbation des Reguliers, à qui quelques Memoires de Charles de Lorraine, un de ses predecesseurs qui avoit assisté avec tant d'éclat aux dernieres sessions du Concile, ou de Philippe du Bec qui avoit assisté à la session 23. ont pû en apprendre le sens, le fixe pag. 15. de son Ordonnance aux seuls Reguliers : " Nous sçavons aussi, dit M. le Tellier, que le saint Concile de Trente a ordonné que tout Regulier n'ayant point une Cure, ne pourroit " confesser dans un Diocèse, s'il n'en obtenoit la permission de l'Evêque qui " auroit la liberté de l'examiner & de juger par tel autre moyen dont il vou-

(a) Post editionem autem primam horum Commentariorum in Concilio Tridentino statutum est in hæc verba : *Decernit tamen sancta synodus nullum etiam regularem posse confessiones secularium etiam Sacerdotum*, &c. per quod decretum videri potest alicui sublata necessitas disputandi de his quæ olim hic disputavimus, ac non est ita. Tum quia per prædictum decretum solum est sublata potestas deligendi secularibus Clericis, non regularibus, tum quia nec secularibus admittitur deligendi Confessarium probatum, vel curæ animarum præfectum, quamvis aliquin esset alienus. *Navarrus in cap. Placuit de Pœnit. dist. 6.*

(b) Propter Concilium Trident. *etiam* addendum est, Nullum *etiam* regularem sive ejusque religionis Sacerdotem posse confessiones secularium *etiam* Sacerdotum audire, nec ad id idoneum reputari, nisi parochiale beneficium aut ab Episcopis per examen, si illis videbitur necessarium aut alias idoneus iudicetur & approbationem obtineat. *Pastoral. ad usum Pænit. dioc. Leodien. an. 1592. de*

Sacr. Pœnit.

(c) Si Parochus potestatem alteri Sacerdoti faciat ut sui Parochiani confessionem excipiat, sufficit ea parochi facultas, nec præterea est necesse ad id requirere facultatem Episcopi aut Pontificis... Etsi autem quoad Parochos attinet, hoc ita sit, tamen debent Religiosi petere facultatem ab Ordinariis diocesani ut possint in illis audire confessiones, sicut statutum est in Concilio Viennensi & habetur in *Clement. Dudum, de sepult.* Itemque in Conc. Later. sub Leone X. sess. 2. & Tridentino ff. 23. de *reformatione*. c. 5. Gregorius de Valent. to. 4. de *Pœnit.* q. 10. de *Mens. conf. dist. 17. punct. 2.*

(d) Hæc omnia potest facere Episcopus in sua diocesi. Præter hæc, sunt illi quædam commissa in Trident. circa Religiosos... ac primo potest compellere Religiosos, &c. 2°. potest Episcopus examinare & approbare Confessores & Concionatores à Superioribus Religiosorum electos & sibi oblatos. ff. 23. c. 15. Becan. de *Sacram. cap. 26. q. 6.*

« droit se servir, si ce Regulier seroit propre à exercer un si saint ministère, & « cela nonobstant tous priviliges & toute coutume même immémoriale.

Quamvis Presbyteri in sua Ordinatione à peccatis absolvendi potestatem accipiant, decernit tamen sancta Synodus nullum etiam Regularem, &c.

M. Vanelpen (a) écrivain de nos jours paroît aussi ne soumettre à l'approbation de l'Evêque que ceux que les Curés n'ont pas élus & attachés à leurs Paroisses. Il n'a certainement enseigné ainsi que parce qu'il a regardé la conjonction *etiam*, ou comme une particule d'ornement qui ne signifie rien, ou qu'il a lû dans le texte & *sam* pour l'*etiam* qu'on y lit présentement.

Enfin Pie V. dans sa Bulle *Romani Pontificis*, donnée l'an 1571. §. 2. décide la question lorsqu'il donne au decret du Concile, le nom de decret de l'approbation des Reguliers par l'Evêque pour entendre les Confessions des seculiers. *Decernimus & declaramus decretum Concilii Tridentini de approbatione Regularium audiendis confessionibus secularium, propositurum ab Episcopis faciendum, observari debere etiam in omnibus Regularibus.* (b) Le decret ne regarde donc précisément que ceux dont le souverain Pontife a parlé, sçavoir les Reguliers. Le terme *etiam* dont il se sert aussi dans la signification d'*& sam*, ou comme d'une particule d'ornement acheve de convaincre qu'il doit être interpreté de même dans le texte du Concile & que par conséquent son intention n'a point été de statuer de l'approbation des Prêtres seculiers.

La maniere dont Pie V. & après lui Gregoire XIII. s'expriment dans leurs Bulles *Ersti mendicantium*. & *In tanta rerum*. fait encore douter, si nous avons le texte du Concile, ff. 23. de *reform. cap. 15.* dans toute sa pureté, & si au lieu de cette leçon qui est celle de nos imprimés: *Decernit tamen sancta Synodus nullum etiam regularem etiam mendicantem posse, &c.* On ne doit pas lire: *Decernit tamen sancta Synodus nullum Regularem etiam mendicantem posse, &c.* « Le saint Concile statue qu'au-
« cun Regulier même de l'Ordre des mandians ne puisse confesser, &c. » L'on ne constatera point la vérité de la leçon que par l'inspection de l'original. Mais la conjecture que l'on doit lire, comme je retablis à son fondement dans ces paroles des Bulles de Pie V. & de Gregoire XIII. qui disent nettement que le decret du Concile de l'approbation, ne touche que les Religieux & même ceux qui sont mandians. *Circa confessoriorum Regularium, etiam mendicantium approbationem juxta Concilii prædicti decretum faciendam... statuisimus, &c.*

(a) Cum ergo synodus velit Rectores Ecclesiarum per Episcopos esse cogendos ut sibi adjungant tot Sacerdotes quot administrandis Sacramentis & cultui divino celebrando sunt necessarii, Jueventer supponit Sacerdotum electionem non ad ipsos Episcopos sed ad ipsos potius Rectores Ecclesiarum parochialium, qui illos in suum adiutorium adjungere coguntur, spectare. Et quidem moribus Belgii etiam obtinuit ut parochi suos vice pastores assumant... & sane cum vice pastores in subsidium parochorum destinentur, eorumque vices suppleant, non minus ipsi deferenda eorum elec-

tio, quam Episcopo, aliisque Prælati suorum respective vicariorum.

30 Adhuc jam eadem Concilii Tridentini decretum Rectoribus injungens tot sibi Sacerdotes ad munus pastorale adjungere quot sufficiant ad Sacramenta exhibenda, & cultum divinum celebrandum, intelligi de Sacerdotibus qui in parochia residentes una cum parochio Sacramenta administrent & cultum divinum celebrent, ipse tenor decreti sat manifeste declarat, &c. *Vanelpen. parti. 1. tit. 3. cap. 2.*

On pourroit peut-être dire encore que quand Pie V. a marqué les Evêques pour les seuls approbateurs des Reguliers, afin de les declarer capables d'entendre les Confessions des seculiers, il a restreint le sens du Concile, qui n'exclut pas d'autres approbateurs. Les Reguliers depuis la Bulle *Esse mendicantium* de Pie V. se contentoient de la seule approbation de leurs superieurs Reguliers pour confesser les seculiers; mais sur les plaintes des Evêques & des Curés que le droit de chacun, comme S. Gregoire l'ordonne, ne lui étoit pas conservé, & que les Reguliers en prenoient occasion de mepriser le Clergé, le même Pape par sa Bulle *Romani Pontificis*. de l'an 1571. soumit les Reguliers, même mandians à l'examen de l'Evêque, il voulut encore, quoique le Concile ne le dise pas, que l'Evêque successeur pût les examiner de nouveau. Or comme cela ne faisoit pas honneur aux Reguliers une fois examinés & les assujettissoit, ce qu'ils trouvoient fort dur, à l'examen des Evêques des differens Diocèses, le Pape Gregoire XIII. (a) sur leurs plaintes, après avoir reconnu dans sa Bulle *In tanta verum*. de l'an 1573. mais sans y dire si c'est de l'Evêque ou du Curé, ou des deux ensemble que l'approbation doit être prise, & que le Concile de Trente avoit fait un decret de l'approbation des Reguliers, même mandians, revoqua entierement les Bulles de Pie V. pour les Reguliers, & ordonna de se tenir en ce qui les regarde au droit ancien & aux decrets du Concile de Trente, & par-là nous apprit que le decret du Concile de Trente de l'examen de la capacité des Reguliers & de leur approbation par l'Evêque n'exclut point le consentement des Curés que les Reguliers quoique approuvés & jugés capables par l'Evêque, doivent prendre. Pie V. par sa Bulle *Romani Pontificis*. avoit enlevé ce droit aux Curés pour le donner au seul Evêque. (b) Gregoire XIII. a remis les choses aux termes du droit ancien &

(a) Gregorius Episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. In tanta rerum & negotiorum mole, qua Romanus Pontifex ex omnibus mundi partibus assidue premittitur vix vitari potest ne aliqua interdum exiliant, quibus postea recognitis, necesse est moderationis remedium adhibere. Cum itaque alias felicis recordationis Pius Papa V. predecessor noster auditis gravaminibus quæ fratribus Ordinum mendicantium ab Ordinariis locorum & parochialium Ecclesiarum Rectoribus, multis modis inferri dicebantur, super sacris concionibus & lectionibus habendis, confessionibus audiendis, prenitentis injungendis... multa per quasdam suas litteras pro prædictis fratribus, non modo statuerit, sed & quæ jam in Concilio Tridentino decreta fuerant ad hæc pertinentia declaraverit & postremo circa Confessariorum regularium *etiam* mendicantium approbationem juxta Concilii prædicti decretum faciendam... statuimus & ordinamus de prædictis & aliis omnibus litteris & constitutionibus, quæ ab eodem prædecessore

re eisdem de rebus pro quacunque regularium *etiam* mendicantium ordinibus & congregationibus quomodolibet emanarant, ac omnibus & quibuscunque in eis contentis, eam deinceps dispositionem atque decisionem pro subiecta materia futuram esse, quæ sive ex jure veteri, sive ex sacris dicti Concilii decretis, sive alias legitime ante dictarum litterarum & constitutionum editionem erat, & si ipsæ non emanassent, futura fuisset, ad quam dispositionem & decisionem, suumque præteritum & integrum statum ac terminum illa omnia reducimus.

Ex Bullâ in tanta verum Gregorii XIII. 1. Martii 1572. in Bullario Rom. 1579. Lugdunensi 1655. to. 2. pag. 370. Emanuel Rodrig. in collect. privilegior. ordin. mendicant. to. 2. pag. 499. c. 6.

(b) Sancimus, decernimus, & declaramus decretum Concilii Tridentini de approbatione regularium audiendis confessionibus secularium præpositorum ab Episcopis faciendi observari debere, *etiam* * in omnibus regularibus, quorumvis Ordinum *etiam* * mendican-

du

du Concile de Trente. Or personne n'ignore que le droit ancien exige le consentement du Curé pour confesser son paroissien, & que le Concile de Trente demande que le Régulier avant de confesser, s'en fasse juger capable par l'Evêque.

§. III. *Pie V. l'an 1571. le Concile de Bourges l'an 1584. & Clement X. l'an 1670. ont lu sans la particule etiam le chapitre 15. du Concile de Trente, ff. 23. de reformatione. & n'obligent que les Réguliers à l'approbation de l'Evêque, pour pouvoir confesser les Seculiers.*

Pie V. dont nous avons déjà parlé, le Concile de Bourges de l'an 1584. vû, examiné & corrigé par la Congregation des Cardinaux interpretes du Concile de Trente, & approuvé par le Pape Xiste V. l'an 1585. dans un tems où plusieurs de ceux qui avoient assisté à la session 23. du Concile vivoient encore, & Clement X. dans sa Bulle *Superna magni*. de l'an 1670. appuyent tout-à-fait ce que j'ai dit des *etiam* du decret du Concile, ff. 23. *de reformatione*. cap. 15. détruisent tous les argumens au contraire que quelques-uns croient invincibles, & renversent entierement le système nouveau de la nécessité de l'approbation des Prêtres seculiers par le seul Evêque, pour la validité du Sacrement.

Pie V. le Concile de Bourges & Clement X. ont omis dans le decret du Concile qu'ils nous citent, le premier *etiam* dont il est question, ou parce qu'il ne se trouvoit pas dans leurs exemplaires, ou parce qu'ils l'ont jugé redondant dans le texte, & ainsi n'ont entendu le decret *Quamvis Presbyteri*. ff. 23. c. 15. qui est de l'approbation que des seuls Réguliers, sans parler des Prêtres seculiers qu'à ce seul égard, que les Réguliers qui ne sont pas approuvés de l'Evêque, ou qui n'ont pas un benefice paroissial, ne les peuvent pas confesser.

" Le Concile de Trente, dit Clement X. ayant sagement ordonné par ses
" decrets... que les Prêtres reguliers (l'*etiam* ne paroît point ici) ne pourront
" confesser de seculiers *même* Prêtres, (l'*etiam* est ici comme servant au sujet)
" & être réputés capables de confesser à moins qu'ils n'ayent un benefice
" paroissial, ou que les Evêques après les avoir examinés, ou autrement ne
" les aient trouvés capables & qu'ils n'en aient obtenu l'approbation qui
" leur sera donnée gratuitement, nonobstant tous privileges & coutume
" (l'*etiam* a encore disparu ici) cependant il nous est revenu qu'on forme

tiam, *etiam* * sub regulari disciplina viventibus, *etiam* * si sint Lectores aut in Theologia *etiam* * de Superiorum suorum licentia graduati, vel promoti vel à suis Magistris Generalibus vel Provincialibus, Ministris, Secularium confessionibus audiendis expositi, &c. inhibentes quibuscunque regularibus quorumvis Ordinem *etiam* * mendicantium ut præferunt, ne vigore deputatoris & approbationis ab eisdem Magistris & Ministris provincialibus, *etiam* * quod illarum occasione ab Ordini-

nañis huc usque tolerati fuerint, absque specialis in posterum licentia & approbatione ab Ordinariis obtinenda secularium confessiones audire præsumant.

(*) *Etiam* repété 7. fois dans la Bulle *Romani Pontificis* de Pie V. l'an 1571. immédiatement après avoir fait mention du decret du Concile de Trente de l'approbation des Réguliers, ff. 23. cap. 15. ou *etiam* est repété trois fois, il est pas sans mystère.

“ en quelques Diocèses des doutes sur cet examen & cette approbation. „

Sane cum sacri Concilii Tridentini decretis provida statutum fuerit. &c. Itemque cum nullus Sacerdos regularis possit Confessiones secularium etiam Sacerdotum audire, nec ad id idoneus reputari, nisi aut parochiale beneficium obtineat, aut ab Episcopis per examen, si illis videbitur esse necessarium aut aliàs, idoneus iudicetur, & approbationem qua gratis deus obtineat, privilegiis & consuetudine quacunque non obstantibus. Innotuit nobis dubitationes nonnullas circa... examen & approbationem ejusmodi in aliquibus Diocesis exstitisse fuisse

Le Concile de Bourges de l'an 1584. tit. 21. can. 5. lit & statué sans le premier *et am*, & c'est d'après le Concile de Trente qu'il statué : “ Quoique les Prestres, dit le Concile de Bourges, reçoivent dans leur Ordination la puissance d'absoudre, cependant le Concile ordonne en consequence du Concile de Trente, qu'aucun Regulier ne puisse entendre les confessions des seculiers ni des Prestres, s'il n'a un benefice paroissial, ou si l'Evêque après l'avoir examiné, au cas qu'il le trouve necessaire, ne l'ait approuvé. „

*Quamvis Presbyteri in sua Ordinatione à peccatis absolvendi potestatem accipiant, decernit tamen Synodus ex sacro Concilio Tridentino nullum Regularem (il n'y a point ici d'*etiam*) posse Confessiones secularium neque Sacerdotum (neque, prend ici la place d'*etiam*) absolvere nec ad id idoneum reputari, nisi aut parochiale beneficium habeat, aut ab Episcopo per examen, si illi videbitur necessarium, probatus sit.*

Certainement ceux qui ont un peu d'intelligence & de bonne foi, ne trouveront point dans le texte du Concile ainsi rapporté, le système nouveau de l'approbation & de la juridiction données de nécessité de Sacrement par le seul Evêque à l'exclusion de tout autre Ordinaire, aux Prestres seculiers, & ne diront point cette doctrine de droit divin & article de foi. Le Concile de Bourges, Pie V. & Clement X. qui ont lû le Concile autrement qu'on ne le lit presentement, sont si au-dessus du soupçon de l'avoir altéré, que l'on croira facilement que le premier *etiam* que l'on trouve dans le texte d'aujourd'hui est la fourure d'une main trop hardie (a) pour faire plaisir aux Evêques qu'il a voulu servir. Et s'il plaît d'ajouter au texte, les deux *&c. &c.* que M. de Tencin Archevêque d'Embrun demeure d'accord dans son Mandement du 1. Octobre 1735. qu'on trouve en quelques éditions, à la vérité peu communes, ce sont les termes de son éminence, je n'aurai rien avancé que de raisonnable, de plausible, de litteral & de conforme à la leçon du Concile de Bourges, de Pie V. & de Clement X. dans l'explication que je donne du texte

(a) L'édition du Concile de Trente à Verdun l'an 1564. par les soins de Nicolas Pſalme Evêque de Verdun & celle de Gentien Hervet Chanoine de Reims, qui l'un & l'autre avoient assisté au Concile de Trente, l'un en qualité d'Evêque & l'autre comme Theologien, ont les trois *etiam*. Mais il est bon de remarquer que l'Evêque Pſalme n'assista point aux sessions tenues sous Jules III. & Paul IV. & que les copies qui se repandoient des decrets, aussi-tôt

les sessions arrêtées. ou peu après n'étoient pas toujours conformes à l'Original. Vargas qui assista au Concile, Frapaolo, & quelques autres s'en plaignent, & nous en avons la preuve dans quelques éditions anciennes, où l'on trouve quelquefois de la diversité de celles d'aujourd'hui. Le moyen qu'on prit enfin, au rapport de Vargas, pour empêcher l'altération, de faire rapporter par deux Secrétaires en même tems, ce qu'on dictoit, ne remedia pas au mal.

du Concile de Trente, *ff. 23. c. 1* 5. au lieu que ceux qui le prennent autrement s'en écartent visiblement, & tombent dans une erreur grossière quand ils osent avancer que l'approbation de l'Evêque pour confesser est de droit divin, & que l'absolution donnée à un séculier par un Prestre non approuvé de l'Evêque, est nulle de même droit.

On dira peut-être qu'elle est nulle par les statuts de plusieurs Diocèses, mais c'est une question agitée par les Canonistes, si les Evêques peuvent dans leurs Synodes statuer au contraire des saints canons. Fagnan (a) décide que les Evêques ne le peuvent pas, parce qu'autrement ils pourroient abolir le droit commun en faisant avec leur Clergé sur chaque point un statut contraire. Federic & Ancharan estiment que le sentiment de ceux qui le croient, diffère peu de l'herésie. *Nec in Synodo licet eis quidquam statueret quod obviet canonis institutis... alioquin, ut dicunt Federicus & Ancharanus, si Episcopi id possint per viam statuti, per consequens possint totum jus commune subvertire in singulis causis à jure provisum, aliud statuendo, quod sentire, secundum eos modum differt ab heresi.* Fagnan ajoute que c'est sur ce fondement que la Congregation des interpretes du Concile de Trente, a déclaré que le Concile même provincial ne pouvoit rien statuer de contraire au chapitre 1 5. de la 23. session du Concile de Trente. C'est précisément le chapitre que j'examine, quel Episcopat vouloit dès lors étendre en sa faveur, & que Messieurs les Evêques gloient aujourd'hui si sort au-delà de ce qu'il statué pour se donner à l'exclusion de tous les autres, toute la juridiction au for pénitentiel. *Hinc sacra Congregatio Concilii aliam consilia an contra caput 1 5. sessionis 23. Concilium provinciale aliquid statueret possit consensu non posse.* Nous disons en France la même chose des decretis du Pape & des tribunaux de Rome, ils ne peuvent statuer au contraire des saints canons, au lieu que l'on statué en France sort souvent contre les decretis des tribunaux de Rome, & que l'on n'en reçoit pas aveuglement les décisions.

A ces causes aucun Theologien vraiment sçavant, qui lit avec attention, qui approfondit & qui entend ce qu'il lit, n'a condamné & ne condamne jusqu'ici notre interpretation du Concile de Trente, & tout ce que nous avons dit de la juridiction "comme contenant des maximes & des propositions respectivement fausses, scandaleuses, temeraires, captieuses, seditieuses & déjà condamnées, outrageuses au Concile de Trente, & contraires à son autorité, injurieuses aux premiers Pasteurs & au Roi, destructives de la Hierarchie ecclésiastique, erronées, tendantes au schisme, tentant & favorisant l'herésie, & même herétiques." (b)

Il pourra se faire que quelque Evêque trop prevenu pour des pouvoirs qui ne sont pas selon les canons, défende de lire & de retenir notre ouvrage, mais défendra-t'il de lire ce que je viens de rapporter de Fagnan, & de la Congregation des interpretes du Concile, de lire le cahier des Evêques présenté au Roi l'an 1615. & réimprimé à cause de la rareté de ses exemplaires, chez

(a) Fagnan in *Decretal. tom. 1. part. 1. primi Decretalium. De Filiis Presbyter. cap. Nîmia, num. 3.*

(b) Voyez les Mandemens de Sens 1. Mai

& d'Embrun 1. Octobre & la censure de la faculté de Theologie de Paris 15. Septembre 1735.

Virré l'an 1649. par ordre du Clergé, de lire les Bulles de Pie V. de Gregoire XV. & de Clement X. le Concile de Bourges de l'an 1584. la declaration des Cardinaux l'an 1622. approuvée par Urbain VIII. la reponse du Roi au Clergé l'an 1630. l'Arrêt du Conseil l'an 1669. l'Edit de 1695. & la cahier de l'Assemblée du Clergé, présenté au Roi au mois de Decembre 1735. &c. qui prouvent avec la dernière évidence que la juridiction ne se donne pas par les seuls Evêques.

Ceux qui jaloux de juridiction, la veulent ancieppe, primitive & divine dans les seuls Evêques, se donneront bien de garde de parler de ces monumens; car ils la mettent dans un point de vûë qui montre trop que les Evêques qui l'ont demandée, & qui continuent tous les jours de la demander & de la faire étendre par des Arrêts du Conseil, n'en ont un plein & libre exercice à l'exclusion des autres Ordinaires que par l'autorité du Roi.

C'est pourtant ce qu'il faut détruire, ce que l'on doit ôter des Registres publics, arracher des Bullaires & tirer des Bibliothèques avant de condamner; car tant que ces Actes parleront & subsisteront, les nouveaux dogmes de foi trouvés & inventés par des Theologiens & quelques modernes sur la juridiction & l'approbation, ne peuvent passer, & on les contestera toujours, sans être ce qu'un pere Pinchinat, l'auteur de la Bibliothèque Jansenienne, un pere Bernard Capucin, &c. s'efforcent de faire croire dans leurs écrits, des Presbyteriens, des semi-Presbyteriens, des Aeriens, & d'un parti où l'on a de l'inclination pour les sentimens de Calvin.

D'autres enfin prendront-ils le tour de certains écrivains qui vous disent sans façon, quand les nombreuses citations d'un Auteur les accablent & suffoquent leurs monstrueuses opinions: *Un ton affirmatif lui tient lieu de preuve; il n'en apporte aucune; vainement en eût-il cherché.* Et encore: *Il a recours à des subtilités dont la puerilité & le ridicule dispensent de la réfutation.* Et encore: *Citations inutiles, elles portent à faux, &c.* Ainsi ces Messieurs se tirent d'affaire sans montrer leur érudition, sans établir autrement que par de vains discours ce qu'ils avancent, ni sans faire succomber leurs lecteurs, à la tentation où ils les induisent de croire, que la juridiction & l'approbation des Confesseurs sont de droit divin & réservées par Jesus-Christ à l'Episcopat, & que le decret d'un Evêque irrite de même droit les Sacremens.

§. IV. Le Concile de Trente ne défend point absolument aux Curés d'approuver les Reguliers; ou d'autres Prêtres pour confesser leurs Paroissiens.

Le texte du Concile fait encore une autre difficulté à laquelle je n'ai point expressement touché, sçavoir si l'approbation des Confesseurs tant reguliers que seculiers, est tellement devoluë à l'Evêque que les Curés ne puissent les approuver.

Pour resoudre cette difficulté, il faut d'abord remarquer que l'édition du Concile de Trente à Lyon l'an 1633. sur une copie manuscrite de la bibliote-

que du Cardinal Bellarmin, qui selon toutes les apparences a été transcrite d'après l'original, où le projet du decret, lie le texte où il est parlé de l'approbation avec deux &c. en cette sorte.

Decernit tamen S. Synodus nullum etiam Regularem posse confessiones secularium etiam Sacerdotum audire nec ad id idoneum reputari, nisi aut Parochiale beneficium aut &c. ab Episcopis per examen si illis videbitur esse necessarium aut &c. aliis idoneis judicetur.

Les deux &c. que l'on ne trouve qu'en fort peu d'éditions, n'ont pas été mis sans dessein. On peut les suppléer & lire le texte ainsi: *Nisi aut Parochiale beneficium aut (à Parochis vel) ab Episcopis per examen si illis videbitur esse necessarium aut (ab ipsis) aliis idoneis judicetur.* S'il n'a un benefice paroissial, ou si des Curés ou les Evêques dans un examen, si cela leur paroît nécessaire, ou autrement ne l'ont trouvé capable.

Cette leçon devient probable par le sommaire que j'ai rapporté plus haut conçu en cette sorte: *Debent etiam Regulares antea idonei ab Ordinario reputari.* Les Reguliers doivent être réputés capables par l'Ordinaire: Par le decret de la Congregation des Cardinaux qui exige l'approbation de l'Evêque ou de l'Ordinaire pour absoudre des pechés veniels: *Ne venialium Confessio fiat simpliciter Sacerdoti non approbato ab Episcopo, aut Ordinario.* Que la Confession des fautes venielles ne se fasse point à un simple Prestre non approuvé de l'Evêque ou de l'Ordinaire. Car il est certain que les Evêques & les Curés en fait de juridiction pour l'administration du Sacrement de Penitence sont ordinaires, & la disjonctive *aut, ou*, mise par la Congregation des Cardinaux proposés pour expliquer le Concile, entre *Episcopo & Ordinario*, distingue certainement deux sortes de personnes qui approuvent independemment l'une de l'autre; enfin parce que les éditions qui nous ont été données du Concile ne peuvent passer pour bien exactes. (a)

Le sens exclusif qui donne aux Evêques le droit d'approuver à l'exclusion des Curés, paroît donc étranger au Concile, & si étranger à mon jugement,

(a) Monsieur Gerbais dans son traité des Causes majeures art. 12. remarque que les dernières sessions du Concile, ne donnent pas toujours dans la publication des decrets ce que la congregation établie pour les former, y avoit inséré par Ex. On ne lit en aucune part dans la *sess. 24. de reform. cap. 5.* ce que le Cardinal Charles de Loraine & les François avoient obtenu qu'on y mit, &c. *sans préjudice des usages & des libertés de l'Eglise Gallicane: Ut Christianissimi Francia regni privilegii, iuribus & sacris constitutionibus nihil prajudicari offerat.*

L'édition de Paris par Maëst l'an 1564. conclut le Concile par ces mots: *Verba illi feruntur.* *sime Legatis Moroni.* "Placuit omnibus Patribus finem huic Concilio imponi, confirmacionemque à sanctissimo Domino nostro peti,

tribus dumtaxat exceptis, qui eam confirmationem se non petere dixerunt. Idcoque nos Apostolica sedis Legati & Præsidentes, eidem Concilio finem imponimus: Confirmationem vero quamprimum à sanctissimo Domino nostro peremus. Vos autem Patres illustrissimi mi, post gratias Deo actas, ite in pace. L'édition de Verdun de la même année, & celles d'aujourd'hui nous donnent en la place, ces paroles: *Respondendum, Placet. Postmodum illustrissimus & reverendissimus Cardinalis Moroni, primus Legatus & Præsidentis, benedicens sancta Synodo, dixit: Post gratias Deo actas, reverendissimi Patres, ite in pace, qui responderunt, Amen.*

Et ainsi de quelques autres endroits que la délicatesse Romaine n'a point inséré ou a changé.

qu'on ne peut l'admettre sans rendre le Concile contraire au chapitre *Placuit ne deincept*, & au canon *Omnis utrinque sexus*, auxquels cependant il n'a point dérogé selon Fagnan, in 2. part. 5. lib. decret. de Pœn. & rem. cap. Omnis. n. 75. Gamache, in 3. part. D. Th. de Pœnit. Sac. c. 17. & 18. Isembert, in D. Th. de Pœnit. disp. 20. n. 3. n. 8. & plusieurs autres, sans se voir obligé de reconnoître, ce qu'il n'est pas de l'honneur de l'Eglise que nous avouons, que le Concile tombe dans une contradiction constante avec lui-même.

Le Concile de Trente, ff. 14. cap. 17. enseigne que l'absolution donnée par un Prestre qui n'a pas la juridiction ordinaire ou déléguée, n'est d'aucune conséquence, c'est-à-dire, qu'il établit qu'il faut être ou l'ordinaire, ou être commis de l'ordinaire. Il s'agit de sçavoir si le Curé est l'ordinaire de sa Paroisse. Qui en doute, & qui peut ignorer qu'au tems du Concile les Curés étoient tenus pour ordinaires dans leurs Paroisses, & qu'ils deleguoient leur juridiction. *Ante Concilium Trid. Parochis jus fuit. cuiusque Presbytero nec parochiale beneficium habenti, nec per Episcopum specialiter ad audiendas Confessiones approbato dandi licentiam excipiendi confessiones suorum subditorum*, &c. Vanspen, part. 2. tit. 6. de Sac. Pœnit. c. 6. n. 11. Il n'est pas moins certain que le Concile n'a point touché à ce droit. Trop de Theologiens continuent d'attester, & trop de statuts synodaux de reconnoître qu'ils l'ont, pour croire qu'ils l'ont perdu depuis. Le Curé, dit Maldonat, de Pœnit. c. 7. est proprement ordinaire. *Ordinarius, dicitur proprie Parochianus*. Le Curé, dit Bauni, de Pœnit. q. 4. est ordinaire à l'égard de ses paroissiens. *Parochus respectu suorum parochianorum est ordinarius*. L'ordinaire juridiction, dit Victorel, (a) appartient au Pape en suprême degré, aux Evêques & Curés, & la déléguée convient à ceux à qui l'un ou l'autre de ces trois ordinaires permet l'administration des Sacrements.

Le Curé comme ordinaire, peut donc deleguer, & ceux qu'il delegue ont donc par cette subdelegation ce qui est nécessaire pour absoudre validement, parce qu'on ne peut être delegué pour une chose, sans en même-tems être reconnu capable de la faire. Donc celui qui peut deleguer peut aussi approuver, & approuve, selon le Concile, en même-tems qu'il delegue; autrement il faudroit quelq'autre chose que la juridiction ordinaire ou déléguée pour absoudre les pecheurs dans le Sacrement de Penitence contre la décision précise du Concile, qui ne demande que l'une ou l'autre de ces deux juridictions dans le Prestre qui confesse.

Le Concile, ff. 21. de reform. c. 4. ordonne que lorsque les Curés ne peuvent suffire à administrer les Sacrements, les Evêques comme delegués du saint Siege les contraindront d'avoir autant de Prestres avec eux, qu'il sera nécessaire pour satisfaire aux besoins du peuple. *Episcopi etiam tanquam apostolica Sedis delegati... cogant Rectores vel alios ad quos pertinet, sibi tot Sacerdotes ad hoc munus adungere, quot sufficiant ad Sacramenta exhibenda*, &c. Le Concile suppose donc, dit Vanspen, part. 1. tit. 3. c. 2. n. 2. que le choix des Prestres que les

(a) André Victorel dans ses notes sur le titre Pœnitentia. chapitre 12. de l'office du Curé par Jean-Bap.

Curés appellent pour travailler dans leurs paroisses, n'appartient point aux Evêques, mais aux Curés, & que ce sont les Curés qui les appellent & non pas l'Evêque qui les envoie. Ce sont donc les Curés qui les approuvent, & qui leur donnent la juridiction selon le Concile; car c'est une regle de droit, dit leur bien Navarre, *in cap. Placuit. de Pœnit. dist. 6. n. 142.* après Jean d'Andrée, le Cardinal Zarabella & Panorme, que le supérieur ne puisse pas ce qu'il a droit de contraindre son inférieur de faire. *Cum tamen regnā sit, superiorum possit compellere inferiorum, ut quod facere teneatur, faciat: non autem quod facere debet, conficere secundum Johannem Andream, Cardinalem & Panormitanum, &c.*

Le même Concile, *ibid. cap. 6.* ordonne, si les Curés sont d'une ignorance & d'une incapacité à ne pouvoir faire leurs fonctions, que les Evêques comme délégués du saint Siege leur donnent des Vicaires ou coadjuteurs; & *ff. 23. de reform. cap. 1.* que les Curés qui ne résident pas, mettront en leur place des Vicaires capables qui seront approuvés par l'Evêque: *Vicarum idoneum ab ipso ordinario approbandum cum debita mercedis assignatione relinquant*; que si les Curés en consequence de quelques privileges ne résident point dans leurs Paroisses, l'Evêque comme délégué du saint Siege, y commettra le soin des âmes à des Vicaires. *Ibid. ff. 6. de ref. c. 2.*

Enfin le Concile de Trente, *ff. 24. de reform. c. 13.* veut que dans les villes & les lieux où les Paroisses ne sont point distinguées ni séparées, & où les Curés ne reconnoissant aucun peuple particulier qui leur soit commis, administrent les Sacramens à tous ceux qui se présentent, les Evêques fassent la division & assignent à chaque portion un Curé duquel seul les peuples qui lui seront commis reçoivent licitement les Sacramens, à *quo solo licet: Sacramenta suscipiant*. soit qu'il les administre lui-même, ou qu'il commette & approuve des Prestres à cet effet, de sorte que le Concile bien entendu est plus favorable sur l'article de l'approbation des Prestres seculiers aux Curés qu'aux Evêques: car que permet-il precisement à ceux-ci? Le voici.

1°. De pouvoir, comme délégués du saint Siege, contraindre les Curés de tenir auprès d'eux un nombre suffisant de Prestres. 2°. De donner en qualité de délégués du saint Siege, des Vicaires aux Curés prouvés ignorans. 3°. De juger de la capacité des Vicaires des Curés qui ne résident pas.

Le Concile ne parle pas de même des Curés qui sont capables de faire un bon choix, de veiller utilement sur une Paroisse & qui résident actuellement; mais il paroît leur laisser, ou pour mieux dire, il leur laisse absolument la disposition entiere des Confesseurs de leurs Paroisses, & il n'ordonne en aucune part aux Curés capables de gouverner leurs Paroisses, & qui résident, de présenter leurs Prestres à l'Evêque à approuver, & de ne se servir que de ceux qu'il approuve.

Le docteur Vanespen, (*a*) *part. 1. tit. 3. c. 2. n. 2.* ne fait aucune difficulté de soutenir sur l'autorité des textes que je viens d'alléguer, qu'ainsi que les Evêques établissent & approuvent des grands Vicaires, pour le gouvernement de

(a) Voyez le texte de Vanespen. au §. precedent.

leurs Diocèses, les Curés sont autorisés par le Concile à établir des Vicaires & d'autres Prestres pour les aider dans la conduite de leurs Paroisses. C'est aussi le sentiment de Jean Gallo de l'Ordre des FF. Prêcheurs, & Professeur dans l'Université de Salamanque, qui assista au Concile de Trente lorsqu'on fit le decret de l'approbation, & qui par consequent n'a pu en ignorer le sens. Il est cité par Ledesma (a) qui l'avoit connu, & avoit appris de lui la décision du Concile. C'est le sentiment de Jean Orellana cité aussi par Ledesma, & de Ledesma lui-même, de Crucius, de Louïs de saint Yvan cités par Bauny, (b) de Gregoire de Valence, (c) de Gregoire de Toulouse,

(a) Est dubium grave an videlicet parochus post Concilium Trident. possit simplici Sacerdoti non approbato ab Episcopo dare licentiam audiendi confessiones suorum subditorum? Dixi post Concilium Trident. quia certum est ante tempora Concilii Trid. nulli parochi committere dictam facultatem Sacerdotibus non approbatis, &c. Certum præterea est, quod sicut summus Pontifex & Episcopus peccaret mortaliter dando licentiam subditis suis consistendi Sacerdoti inidoneo & indigno, ita etiam parochus casu quo similem facultatem subditis suis indulgeret. His ita suppositis quaeritur an... parochus possit exponere Confessarios pro suis parochianis, etiam sine facultate & licentia Episcopi.

Tota difficultas consistit in quodam decreto Concilii Trident. ff. 23. c. 15. loquentis tenoris: *Decernunt sancta synodus*, &c. In hac difficultate duplex est sententia. Prima est negativa, &c. Secunda sententia docet parochum posse nunc sicut ante Concilium Trident. dare ejusmodi licentiam etiam non approbatis & valide absolvi poenitentem ab eo cui parochus vices suas commisit, licet ipse parochus peccet mortaliter. Et hæc fuit sententia doctissimorum virorum Joannis Gallo Primarii Salamantini qui Concilio Tridentino interfuit dum ejusmodi decretum edebatur, quam ex ejus ore adivisse me memini, & nunc inter ejus scripta circumserritur, & P. M. Joannis Orellana & aliorum gravium Theologorum, &c. Concilium Trident. definit conditionibus quibus Confessor prædictus esse debeat ad hoc ut idoneus reputetur & declaravit quis veniat intelligendus nomine Confessoris idonei tam in jure quam in privilegiis, qui ergo habet conditiones requisitas à Concilio, is idoneus reputandus est ut debite confessiones secularium etiam Sacerdotum excipere valeat, & hæc est legitima hujus decreti intelligentia. Unde facile colligitur virtute illius juri antiquum, cap.

Omnia, minime esse abrogatum, nec ullo pacto restrictum, sed eandem prorsus vim habere sicut antea, unde sicut parochus ante tempora Concilii Trident. poterat subditis suis facultatem dare, alteri consistendi, ita & modo, &c.

Patet illo decreto nullam jurisdictionem aut jurisdictionis potestatem Sacerdotibus concessam, nec ab illis qui eam prius habebant auferri, ita ut particula, *nullam etiam regularem posse*, &c. sit intelligenda quod non possit cum idoneitate, non autem fuit mentio potestatis jurisdictionis, &c. Et hæc sententia sic exposita mihi magis aridet, & in jure probabilior apparet, potestque absque ullo periculo sustineri, & per hoc facile patet quid sit dicendum ad decretum Concilii, quod prima facie huic veritati contrarium videtur. *Ledesma de Sacri. Penit. cap. 11.*

(b) Dico 1^o. confessionem nullam esse, proindeque iterandam, factam Sacerdoti non approbato ab Ordinario, &c. At enim à quo est petenda hæc approbatio? Joannes Gallo Professor Theologiae in Academia Salamanticensi Petrus de Ledesma *de Sacri. Penit. c. 12. concl. 5.* Crucius *in divot. consp. p. 2. de Sacri. Penit. q. 5. disp. 6. concl. 2.* Ludovicus de Sancto Ivan, q. 7. a. 2. *de penit. diff. 12.* Crediderunt eum à quo requirenda est approbatio, esse parochum & ita ab eo simplicem Sacerdotem ab Episcopo non approbatum audiendis suorum parochianorum confessionibus exponi posse. Sed hanc sententiam non sequendam, docuere Cardinales prepositi Concilii controversiis dirimendis, &c. Banni, *de Penitent. quest. 4.*

(c) Si parochus potestatem alteri Sacerdoti faciat, ut sui parochiani confessionem excipiat, sufficit ea parochi facultas, nec præterea est necesse, ad id requirere facultatem Episcopi ac Pontificis, ac multo etiam magis sufficere facultas Episcopi suae facultate parochi, &

(b) de.

(a) de Navarre, (b) dans ses conseils écrits à Rome, & imprimés à l'Imprimerie du Vatican, & de quelques autres Theologiens & Canonistes du premier rang. Ces Theologiens & ces Canonistes qui ont écrit depuis le Concile de Trente, enseignent que l'approbation du Curé suffit à un simple Prestre pour confesser. Les statuts synodaux de Paris de l'an 1608. n. 8. (c) & ceux du Mans de l'an 1598. (d) par Charles d'Angennes & les procès verbaux de ses visites, & une Ordonnance de Mr. Cospean Evêque de Nantes, paroissent établir la même chose & dire que quand un Curé approuve, il n'y a aucun besoin de recourir à l'Evêque, & c'est depuis le Concile de Trente qu'ils l'établissent.*

EXTRAIT DES PROCEZ VERBAUX DE VISITE DE MONSIEUR CLAUDE D'ANGENNES,
Evêque du Mans.

“ Le vendredi vingt-cinquieme jour de Septembre l'an mil cinq cens quatre-vingt & dix-huit, est comparu devant Nous Me. Guillaume le Neveu
“ Prebtre, lequel interrogé de dire verité, nous a dicté avoir trente ou trente
“ & un an, & y avoir cinq ou six ans qu'il a été fait Prebtre par Nous.

“ Enquis s'il est Vicair de la Patoisse de Torchamp, a dicté que non,
“ mais que pendant que Me. Bertrand le Ber Curé dudit Torchamp, estoit
“ present, lui, a aydé à faire sa charge, & celebrer le divin Service, & que
“ depuis en l'absence dudit le Ber, lorsqu'il estoit à Rouen pour ses affaires,
“ il auroit fait la charge dudit le Ber en qualité de *Vicair*.

“ Enquis, s'il y a eu quelque paction entre ledit le Ber & luy, a dicté que
“ ouy, & qu'il lui bailloit neuf eus [*] & tout le dedans de l'Eglise, fors ce

multo magis facultas Papæ sine Episcopi & parochi facultate... Absurdum enim esset, si quod parochus potest facere absque facultate Episcopi aut Pontificis, nempe dare facultatem alieno, ut audiat confessionem, id non posset facere Episcopus, aut Pontifex sine facultate Episcopi. *Gregor. de Valentia in D. Th. to. 4. de Pœnit. q. 10. de Ministr. Conf. disp. 17. pœnit. 2.*

(a) In hac quippe confessione, pœnitentiale judicium. C. *Omnis utriusque* de Pœnit. & rem. Et Index peccatorum intervenit, cui fit peccatorum expressio & detectio. Index idoneus debet esse, quia sententia à non suo dicta, non valet. *leg. fin. si à non compet. jod. C. leg. fin. de juriisd. omn. jod. in princ. leg. 2. de jud. in princ.* debet itaque is esse talis Sacerdos, qui absolvendi & retinendi peccata potestatem acceperit. Ideo mulier quæ talem non accepit, exomologeum audire non potest. *c. Nova de Pœnit. & rem. De hinc erit Sacerdos proprius seu parochus. C. Omnis utriusque, & C. Quod autem, de Pœnit. & rem. C. Sacerdos §. fin. de Pœnit. dist. 5. c. 1. & 2. q.*

2. C. *Nullus de paroch. C. 1. de Pœnit. dist. 6.* vel de ejus licentia electus. *Dicto Can. Omnis, & in C. Placuit, de Pœnit. dist. 6.* vel ex facultate data ab Episcopo. C. 2. *de Pœnit. in sexto.* vel à jure, quo Prælati sibi eligere possunt in consulto parochi Confessorem idoneum. *C. fin. de Pœnit. Gregorius Tholosan. synag. juris, lib. 2. c. 8. n. 7.*

(b) Sacerdos de licentia parochi potest audire confessionem illius parochiani extra parochiam ut ita dixerim licentiam, secundum omnes. *Navar. Consilior. lib. 4. de Claud. de pœnit. confil. 4.*

Prædicto Confessario hæc facultas audiendi confessionem prædicti pœnitentis, quod scilicet faciet Vicarius Papæ vel Pœnitentiarius major, vel proprius parochus pœnitentis. Idem *Consil. lib. 3. de Pœnit. & rem. confil. 1.*

(c) Voyez au §. 6. qui suit les textes des Statuts de Paris & du Mans.

[*] L'Ecu d'or au soleil dont il est parlé ici, étoit l'an 1598. à 23. karats, à la taille de 72. & demi. par marc, au cours de 60. sols.

qui se reçoit le jour St. Eutrope, & que la paction fut faicte entre eulx par
 "escriit il y a environ quatre ans pour trois ans seulement, lesquels sont expi-
 "rés du mois de May dernier.

"Enquis, si depuis le mois de May il a faict ladite charge de Vicaire, a dict
 "que ouy, d'autant qu'il avoit promis audict le Ber par parolle seulement
 "de continuer de faire ladite charge pour un an, mais que depuis quinze
 "jours, ou environ, il s'en est desisté.

"Enquis, pour quelle raison il s'en est desisté, attendu qu'il sçavoit bien
 "que ledit le Ber étoit prisonnier; a dict d'autant qu'il n'avoit point de com-
 "mission de Nous, & pour les divisions & disputes qui sont en la Paroisse
 "entre Mr. de Torchamp & Mr. des Hays.

"Luy avons representé le serment qu'il nous avoit faict, & de nouveau faict
 "commandement de nous dire s'il ne lui avoit esté fait de defenses par aul-
 "cun de faire la fonction de Vicaire, a dit que defenses ne luy en ont point
 "esté faictes, mais qu'il s'en est conseillé & que Me. Pierre des Landes son cou-
 "sin lui auroit conseillé & donné advis de ne faire plus ladicte charge de Vi-
 "caire, voyant les choses comme elles estoient, de peur qu'il en fust en peine
 " & en encourir l'indignation des personnes.

"Luy avons demandé s'il n'étoit pas delibéré d'accomplir la promesse qu'il
 "avoit faicte audict le Ber d'exercer lad. charge de Vicaire, a dict qu'il obey-
 "roit à nos commandemens. Avons ordonné qu'il exercera lad. fonction de
 "Vicaire jusques à la Toussaint dans lequel tems il se pourvoira par devers
 "Nous pour avoir commission à desservir, *on y fera autrement pourveu par le-
 "dict le Ber.*

"Faict par Nous Claude par permission divine Evêque du Mans, en l'acte
 "de visite par Nous faicte à Donfront les jour & an que dessus. Signé, Tho-
 "mas le Fevres. *Pris sur l'original.*

"Extrait de la visite de Mr. Cospean Evêque de Nantes, faite en l'Eglise de
 "S. Nicolas de Nantes le 7. Août 1622. *Pris sur l'original.*

"Et sur la Requête des Paroissiens, dit Mr. Cospean, nous ordonnons que
 "le Recteur *nommera un Vicaire* auquel les Paroissiens de la Fosse auront re-
 "cours en leurs necessités pour l'administration des Sacramens.,,

Il appartenait donc au Curé l'an 1622. de nommer un Vicaire & les Prê-
 "tres nécessaires à sa Paroisse, & conséquemment de leur donner tout ce qui
 "constitué des Vicaires, l'approbation & la juridiction, & le droit de l'Evê-
 "que étoit d'ordonner au Curé & de le contraindre de nommer des Prestres
 "auxquels les Paroissiens pussent recourir en leurs necessités pour l'administra-
 "tion des Sacramens. Le Concile de Trente, *ff. 21. de ref. c. 4.* l'a ainsi réglé,
 "& on se tenoit encore à son reglement l'an 1622. mais les Evêques l'an 1625.
 "tenterent pour la premiere fois, sans y garder d'autre regle que celle de la
 "domination, *d'en disposer autrement.*

L'on ne peut sans affectation ignorer des choses si notoires & dont tous les

Secretariats des Evêques conservent des exemples à la postérité ; mais il y a un grand dérangement dans la doctrine, de s'en tenir comme de soi ce que le Concile de Trente a mis dans ses chapitres de réforme, & ne s'en tenir que comme un article de discipline pour arrêter les entreprises des Réguliers, & de vouloir (ce que plus de trente ans après le decret porté, les Evêques du Royaume ne disoient point) que l'approbation des Prestres par l'Evêque dans les Paroisses, est de nécessité de Sacrement.

L'on objectera peut-être avec le pere Bernard, que le decret qui annulle les Mariages faits sans Curé & sans temoins, est également mis & rangé parmi les chapitres de la reformation, & que l'en ne peut de-là conclure, que les Mariages où l'on n'observe pas les conditions prescrites, sont seulement illicites sans être nuls, qu'il en est de même du Sacrement de Penitence, qu'il est toujours invalide, quand le Prestre qui l'administre n'a pas l'approbation de l'Evêque, quoique le decret qui l'exige soit sous le titre de reformation.

La solution est facile. Le Concile de Trente a dit des Mariages & de ceux qui les contractent sans Curé ou Prestres commis de sa part ou de l'ordinaire, & sans temoins, que de tels Mariages sont nuls, ceux qui les contractent étant incapables de les contracter, & dans une circonstance où ils ne peuvent consentir legitiment & selon les loix.

Eos sancta Synodus ad sic contrahendum omnino inhabiles reddit, & hujusmodi contractus irritos & nullos esse decernit, prout eos presenti decreto irritos facit & annullat.

Le Concile n'a rien dit de semblable du Sacrement de Penitence administré sans l'approbation de l'Evêque. Il ordonne de la prendre, mais il n'annule pas le Sacrement, de sorte que l'on ne peut conclure de ce decret, que la nécessité de l'approbation de l'Evêque est de foi, & qu'il est de foi que le Prestre qui absout sans être approuvé, donne une absolution toujours nulle. Le supérieur ecclésiastique ou séculier peut regler les conditions d'un contrat, mais il n'est pas en leur puissance de faire des conditions à Dieu, pour la justification du Pecheur contrit & humilié, & d'arrêter l'effet de la parole de Dieu.

§. V. Section 1. Une erreur de fait a donné lieu d'attribuer aux Evêques, le pouvoir d'approuver à l'exclusion du Pape & des Curés.

Ce n'est point d'aujourd'hui que le texte du Concile, ff. 23. cap. 19. paroît obscur ; on a cru il y a long-tems qu'il avoit ses difficultés & qu'il n'étoit pas certain que l'approbation des Confesseurs fût toute réservée aux Evêques. Jean Gallebart rapporte que la Congregation des Cardinaux proposée pour résoudre les difficultés qui naissent du texte du Concile, fut consultée à ce sujet, & qu'elle répondit qu'il n'y avoit que l'Evêque qui eût le pouvoir d'approuver les Confesseurs, de sorte qu'un Prestre qui confessoit par la seule permission ou approbation generale du Pape, ou la speciale du Curé avant d'avoir été examiné & approuvé par l'Evêque, ne donnoit que des absolutions

nulles, nonobstant son titre coloré & la bonne foi de ceux qui la recevoient dans la pensée qu'il étoit approuvé, ou qu'il n'avoit pas besoin de l'être.

Nullus praterquam Episcopus se interponere debet in his quæ spectant ad approbandos Sacerdotes sacra Confessionis ministros. Absolutio data à Sacerdote vigore facultatis generaliter à summo Pontifice, vel specialiter à Parocho concessa. si ab Episcopo si Sacerdos examinatus & approbatus non fuerit, valida non censetur etiam quoad eos qui tali Sacerdoti bona fide confessi sunt. rati esse approbatum, vel ignorantes approbationem requiri. Congregatio enim Concilii censuit eam esse absolutionem nullam. tamen si confitentes, quoad Deum excusati censeantur, ubi tamen reservertur, reiterandam esse confessionem, respondit eadem Congregatio. Gallebart, in Conc. Trid. ff. 23. de ref. c. 15. V. Approbationem.

La décision d'un tribunal que plusieurs croient aussi respectable que les décisions du souverain Pontife & du Concile général, ne pouvoit pas qu'elle ne fût entièrement suivie. Aussi l'on n'osa presque plus former de difficulté sur le sens du Concile, & les Théologiens qui avoient encore quelque doute sur son décret, demeurèrent dans le silence par respect au tribunal que l'on disoit avoir prononcé, & à l'autorité des Evêques, qui trouvant la décision favorable, l'ont appuyée de tout leur pouvoir, & en l'appuyant n'ont rien appuyé, comme elle-même n'a été que le roseau de l'Egypte qui perce la main à ceux qui s'y appuyent. *Super quem si incubuerit homo, comminatus ingreditur manus eius, & perforabit eam.* 4. Reg. 18. 21.

La déclaration des Cardinaux qu'on allégué ne se trouve citée que par Gallebart & ceux qui l'ont prise de lui, & tous les Recueils qui contiennent les déclarations de la sacrée Congregation des Cardinaux ont été non-seulement désavoués par les Cardinaux qui la composent, ainsi que Sylvius, *variar. resolut. verbo.* Confessarii approbatio 2. & in 2. 2. q. 100. a. 2. *sub finem*, (a) & M. Pontas, *verbo.* approbation. cas 16. &c. l'ont remarqué, mais sont étroitement défendus par leurs décrets du 29. Avril & 16. Juin de l'an 1621. & par Gregoire XV. & prohibés par Urbain VIII. (b) le 2. Août 1631. & longtemps avant par Pie IV. comme contenant des décrets supposés ou altérés. Écoutez la Congregation elle-même dans son décret du 29. Avril 1621.

“ La sacrée Congregation des Cardinaux (c) interprètes du Concile de

(a) Quod enim primo adfertur sic declarasse congregationem Cardinalium tempore Gregorii XIII. ab iis quidem qui prædictam consuetudinem probant aut secundum eam loquuntur, ita dicitur. Sed nullus est qui authenticam illam declarationem referat. Referunt quidem in declarationibus Cardinalium opera Joannis Gallebart pridem editis, sed tantum abest, quod illæ fidem faciant ut potius nullam mereantur, cum constet illas non agnoscere ab eminentissimis Cardinalibus fuisseque prohibitas non tantum legi, sed etiam detineri. Sylvius loc. cit.

(b) Vide Sylvium in 2. secunda q. 100. a.

1. sub finem. Ibi meminit decretorum congregationis Concilii die vigesima-nona Aprilis & sexta Junii 1621. Et etiam decreti Urbani VIII. secunda die Augusti 1631. Item Urbani decretum laudatur in præludio Concilii Trident. Colonienfis, & aliquot Parisiensium.

(c) Lettre d'un Théologien à un de ses amis, ou l'Auteur rapporte ce qui se passa à la Thèse de Théologie sur l'obligation d'assister à la Messe de Paroisse, soutenuë au Séminaire Archiepiscopal de Sens les 9. & 10. Septembre 1664. & impugnée par les Jésuites de Sens.

"Trente, ayant eu connoissance de quelques volumes de declarations mises
 "en lumiere sous le nom emprunté & supposé de cette même Congregation,
 "qu'il eût été bien plus à propos de n'avoir jamais vû le jour, tant pour les
 "erreurs desquelles elles sont remplies, que parce qu'en plusieurs endroits
 "elles sont contraires à la veritable intelligence & aux intentions du sacré
 "Concile de Trente: Considerant encore que ces declarations capables de
 "produire la confusion & le desordre, ont été interdites par Pie IV. d'heu-
 "reuse memoire, sous de grieves peines dans une constitution qui commence
 "par ces mots, *Benedictus Deus*. Ces illustres Peres ayant très-grand soin de
 "separer la bonne semence d'avec la zizanie semée par l'homme ennemi, &
 "de conserver l'integrité, la pureté & l'incorruptibilité de la doctrine œcu-
 "menique dans l'Eglise selon le devoir de leur charge, sous le bon plaisir &
 "le consentement de nôtre S. Pere Gregoire XV. ont ordonné & arrêté qu'on
 "ajouteroit à l'indice des livres deffendus tous & chacun les Recueils, de-
 "clarations, decisions, ou interpretations de la Congregation du Concile,
 "imprimées ou à imprimer, & particulièrement celles qui sont ci-dessous
 "écrites. Les declarations & decisions du sacré Concile de Trente des illus-
 "trissimes Cardinaux de la sainte Eglise Romaine, interpretes du Concile,
 "prises sur divers Exemplaires, mais principalement sur la correction de
 "*Pierre de Marzilla*, par le soin & l'industrie de *Jean Gallemart*. Les Decla-
 "rations du Concile de Trente tirées de la Bibliotheque de *Prosper Farinacius*
 "&c. Donné à Rome le 29. jour d'Avril 1621. &c.

Le fondement de l'opinion de la necessité de l'approbation de l'Evêque à
 l'exclusion du Pape & des Curés, donné à l'Eglise sur l'autorité de Marzilla,
 Farinacius & Gallemart comme une decision de la Congregation du Concile,
 mais que la Congregation a desavoué & mis à l'index, a paru bon & solide à
 ceux qui ne l'ont point fondé. Les Theologiens & les Canonistes qui ont vecu
 les plus proches de Gallemart, ont cru sur sa parole, que la Congregation
 avoit decidé que les Curés ne pouvoient donner l'approbation. Les premiers
 qui ont été trompés, en ont trompé d'autres, l'erreur des maîtres a passé aux
 disciples, de ceux-ci à d'autres, & presque tous les Theologiens ont suivi ce
 sentiment sans s'appercevoir que ceux de qui ils le prenoient, avoient été
 trompés & qu'ils ne l'avoient embrassé qu'en supposant la verité d'une decla-
 ration dont on sçait aujourd'hui la supposition, & en se soumettant à un tribu-
 nal dont nous ne reconnoissons point l'autorité. Cette erreur de fait, certaine-
 ment n'est pas favorable, & ne fait point d'honneur à la doctrine commune
 de l'approbation privative aux Evêques & exclusive des Curés, qu'on pretend
 être celle du Concile. On lui trouve encore un autre deffaut dont je vas parler.

Section 2. *Supposer que le Concile deffend aux Curés d'approuver,
 c'est supposer un abus & se prevaloir d'une nullité.*

L'approbation des Confesseurs par l'Evêque à l'exclusion des Curés, pre-
 tendue decernée par le Concile de Trente, seroit un jugement contre les Cu-

rés qui n'ont point été appelés, par lequel ils sont privés d'un droit dont ils étoient en possession de droit commun depuis plusieurs siècles, qui auroit été rendu par ceux qui paroissant partis dans l'affaire de l'approbation n'en devoient pas être les sollicitateurs ni les juges, duquel les condamnés peuvent avec raison dire ce que S. Bernard disoit d'un Archevêque, sans doute condamné avant d'avoir été entendu, *uit penas, nullius confusus, nullius convictus*. On nous contume, sans avoir confessé, ni été convaincu de délit, contre lequel par conséquent les Curés dépouillés sont en droit de se pourvoir quand ils en auront la liberté, & de se faire préalablement restituer (a) avant que leurs adversaires soient admis à plaider au fond. On ne peut, dit Charles du Moulin *celebre Jurisconsulte & Avocat sçavant dans sa profession*. (b) "être juge & partie. Cela est impossible & contre tout droit divin, naturel & humain." Du Moulin a parlé de la sorte dans son conseil sur le fait du Concile de Trente, n. 5. ouvrage qui empêcha le Roi Charles IX. & qui n'a pas peu contribué à empêcher nos Rois successeurs de Charles IX. de permettre la publication du Concile de Trente, comme contenant des décrets contraires aux libertés de l'Eglise Gallicane, aux droits de la couronne, aux usages reçus dans le Royaume & aux droits sacrés des Evêques, que ce Concile, ou plutôt les facteurs de Rome dans ce Concile, rendent à tout moment de serviles exécuteurs de tous les Mandemens de la Cour Romaine & dépouillent de leurs droits : mais les principes que l'on tire de cet ouvrage, à la vérité trop vifs en quelques endroits, mais fort judicieux en beaucoup d'autres, sont répandus par tout.

Les Empereurs Valens, Gratien & Valentinien les donnent, *leg. unica. cod. Ne quis in sua. lib. 3. tit. 5. (c)* on les peut voir en Gratien, (d) *caus. 1. g. 9. au chapitre 1. de causa possess. & propriet. (e)* au chapitre 8. de major. & obed. (f) &c.

(a) Tout le titre *De restitutione spoliationum*. lib. 2. tit. 13. parmi les Decretales de Grégoire I. X. & surtout, les chapitres *Item. 6. & Conquerente. 7.* sont pour les Curés.

(b) Ce sont les termes du Mandement de Sens du 1. Mai 1735. pag. 20. où cependant Dumoulin est fort maltraité. Le Docteur Genébrard en d'autres sentimens que M. Languet dit de notre jurisconsulte, à l'an 1566. que sa mort arriva. *Carolus Molinatus jurisconsultus obiit mens. Decembri. Statueret multa contra Calvinistas scribere inter quos diu vixeret, esse perpetuo cum eis alienareque a quo eum Catholicis, sed magno errorum commodo morte est praeventus.* Genébr. chron. an. 1566.

(c) Generali lege decernimus neminem sibi esse iudicem, vel jus sibi dicere debere. In re enim propria iniquum admodum est, alicui licentiam tribuere sententiae. *Leg. unica. Cod. Ne quis in sua causa judicet, vel jus sibi dicat.* lib. 3. tit. 5.

(d) Caveant Judices Ecclesiae ne absente eo, cujus causa ventilatur, sententiam proferrant, quia irrita erit, &c. 1. g. 9. c. 2.

Omnia quae adversus absentes in omni negotio, aut loco aguntur aut judicantur, omnino evacuuntur, &c. Ibid. c. 4.

Absens nemo judicetur, quia & divinae & humanae hoc prohibent leges. Ibid. c. 13.

(e) Nec nos contra inauditam partem aliquid possumus definire. *De causa posses. & propriet. lib. 2. tit. 12. c. 1.* Et est Gregorius IX.

(f) Juris namque ratio postulat ut in eorum prajudicium... nihil ordinemus de ipsis, cum nec citati sint, nec convicti, nec per contumaciam se absint. *Et infra. Super obedientia vero quam ut tibi impendi faceremus... postuisti fere idem duximus respondendum cum... & in eorum absentia circa statum eorum non debuimus aliquid immutare. Innocentius III. cap. Inter quatuor. de Major. & obed.*

Suarez a dit dans son traité des loix, que l'on ne peut statuer contre une partie qui n'a pas été ouye, & que cela s'entend également des privilèges donnés au préjudice d'un tiers, parce qu'on les obtient souvent par surprise ou par importunité, & que le Prince n'est jamais censé avoir voulu faire tort à une tierce personne qui n'a pas été entendue; (a) de-là cette formule, *sans le droit d'autrui*, dans les concessions de nos Rois, & de-là une infinité de rescrits des anciens Empereurs qui permettent d'appeler du Prince au Prince, &c. (b) Mais si le tribunal séculier (c) ne condamne point un accusé sans l'entendre & l'avoir mis en état de se justifier, il y a plus lieu de croire que l'Eglise l'observe dans tous les jugemens qu'elle donne.

M^r. de Bislemon Archevêque de Cambrai dans ses lettres du 6. Avril 1594. au Pape Clement VIII. fait usage contre le Bref *Significatum*. de ce souverain Pontife, de tous les principes dont je parle, & il conclut à la nullité du Bref, parce que les Curés & les Evêques qu'il intéressoit & dont il énonçoit la juridiction en faveur des Réguliers, n'avoient point, dit-il, été mis en cause ni-écoutés, & qu'ainsi il avoit été facile à leurs parties de déguiser la vérité, de supposer des faussetés & d'obtenir tout ce qu'elles avoient demandé. *Ita ut obnubilata veritate, & suggesta falsitate, Episcopi & Pastores non auditis, obtinuerunt quicquid voluerunt.*

Le Cardinal du Perron suit les mêmes règles dans sa réplique au Roi de la Grande Bretagne, pag. 263. & ne fait aucune difficulté d'affirmer que le jugement rendu par le second Concile œcumenique, qui privoit le Patriarche d'Alexandrie d'une partie de sa juridiction pour la donner au Patriarche de

(a) Suarez de legib. contra iocunditatem parum fieri potest juxta cap. 1. de caus. poss. & prop. Et licet id præcipue intelligatur in judiciis, per æquiparationem extendi potest ad privilegia.

(b) De rescritto principis ad principem posse appellari, patet ex digest. lib. 49. tit. 1. de appellat. leg. 1. -- Cod. lib. 1. tit. 19. de precib. Imperatori offerendis. leg. 2. rescritto, inquit, negotii cognitio non tollitur. -- Et leg. 7. rescritea contra jus electa, ab omnibus iudicibus refutari præcipiuntur. -- Et ibid. tit. 21. ut lite pendente, vel post provocationem, aut defuturam sententiam, nulli liceat, Imperatori supplicare, leg. 2. supplicare causa pendente non licet, &c. Videbis novellam 113. ejusdem argumenti.

Ex Cod. lib. 1. tit. 22. Si contra jus vel utilitatem publicam, vel per mendacium fuerit aliquod postulatum vel impetratum. Rescripta hujusmodi cassa sunt, & ponitur qui veræ precum argui falsitatem. Per totam. -- Ibid. tit. 23. de diversis rescriptis & pragmaticis sanctionibus, leg. 3. sancitur ut originalia rescripta, non exempla eorum insinuantur. -- Et leg.

7. Rescripta sub ea conditione dantur: Si preces veritate nitantur. Aliis qui ea Judices suscipiunt, reprehensionem subeunt. Neque ad singulorum preces super privatis negotiis profertur. -- Cod. lib. 7. tit. 62. de Appellat. & Consul. leg. 2. & est Imp. Alexandri. Novum quod postulas, non est, quod etiam rescripti mei auctoritas intercesserit, provocandi tamen saculas tibi non denegetur. -- Ex constitutione XI. Imp. Alexii Comneni. Præscribit igitur omnibus vobis qui iudiciis præstiti, imperatoria mea majestas, ne quoquam posthac ulli obtemperetis rescripto, quod iudicium quempiam iudicium ad ipsum transmissum exercere prohibeat.

Carolus Calvus in Concilio apud Coloniam an. 849. c. 4. ut nemo quicquam Regi contra iustitiæ rationem suggerat. Et Can. 5. ut si quid subreptum est, fideliter Princeps admonetur.

(c) Non est Romanis consuetudo damnare aliquem hominem, priusquam is qui accusator præstans habeat accusatores, locumque defendendi accipiat ad abluenda crimina quæ ei obijciuntur. Ald. 15. 16.

Constantinople, fut un jugement nul, le Patriarche intéressé n'ayant point été appelé.

Le Cardinal du Perron ne croyoit pas avancer un paradoxe, quand il parloit ainsi, "ni faire une critique insensée du Concile de Constantinople, ni manifester ouvertement pour l'honneur de quelque parti le penchant qu'on a remarqué dans ce parti pour les dogmes des herétiques, qu'on s'y appuie de leurs suffrages, qu'on y emprunte leurs raisonnemens, qu'on y imite leurs erreurs, qu'on y copie leur langage, & qu'avec eux & presque comme eux, on y rejette, ou on critique un Concile dont les décisions sur la foi ne sont méprisées & rejetées que par les herétiques.," Personne ne dira cela & ne l'a dit du Cardinal du Perron. L'équité demande (a) qu'on ne l'assure pas de l'anonyme Auteur de la Consultation sur la juridiction, &c. qui n'a pas impugné de front, ni si ouvertement le jugement du Concile de Trente, que le Cardinal du Perron celui du Concile de Constantinople.

L'anonyme, pag. 76. dit: "C'est ici la même chose, les Curés n'ont point été appelés, ni entendus; or d'avoir précédé, dit encore Me. Charles du Moulin, *ibid.* n. 7. sans appeler partie, c'est une nullité contre tout droit divin, naturel & humain. Mais seroit-il croyable que les Peres du Concile de Trente fussent tombés dans un défaut de droit si sensible & eussent rendu un jugement dont ils ne pouvoient ignorer la nullité & les conséquences?," Non, ils n'y ont pas tombé, puisqu'ils n'ont rien statué contre les Curés; mais quand il seroit vrai qu'ils auroient statué, il seroit sans conséquence d'affirmer qu'ils l'auroient fait nullement, ainsi que le Cardinal du Perron l'a dit du Concile de Constantinople, qu'il avoit jugé & rendu un jugement nul, la partie intéressée n'ayant point été appelée.

Section 3. Les decrets du Concile de Trente sur la discipline n'étant point reçus en France, un decret qu'il auroit fait de l'approbation par le seul Evêque à l'exclusion des Curés, pour confesser les seculiers, pourroit être rejeté & regardé comme d'aucune consequence.

Si l'on veut que le Concile de Trente ait absolument décidé par la bouche des Evêques, en faveur des Evêques contre les Curés, & que son autorité ait pu lever les défauts de droit qui se seroient glissés dans son decret, qui ignore que les decrets de discipline faits par ce Concile, ne sont point des loix qui obligent par elle-mêmes en France, que les Ambassadeurs du Roi Charles IX. au mois d'Août l'an 1563. protestèrent en plein Concile que le Roi ni l'Eglise Gallicane ne tenoient pour decrets du Concile de Trente ce qu'on y publioit, mais qu'ils le regardoient, comme les decrets du Pape Pie IV. qui après les avoir arrêtés à Rome, les faisoit publier dans le Concile. (b)

(a) Mandement de Sens 1. Mai 1735. pag. 20.

(b) Quid enim vobis judicandum proponitur, aut à vobis judicatum publicatur, quod

non prius Roman missum & Pio IV. placuerit... Et quanquam, Patres sanctissimi, vestra omnis religio, vita, conditio, magna semper fuit, & erit apud nos auctoritatis, cum tamen

Que.

Que l'Avocat du Mefnil l'an 1569. après avoir protesté de la soumission des François aux decrets du Concile, qui regardent la foi, disoit des autres, "qu'ils ne sont point loix reçues dans le Royaume auxquelles il n'est point permis de contredire, & qu'on ne doit point les alleguer ni citer dans les tribunaux." (a)

Que l'Ordonnance de Blois de l'an 1576. treize ans après la conclusion du Concile de Trente, ne dit rien de l'approbation & du consentement de l'Evêque pour confesser dans les Monasteres & dans les Paroisses, quoiqu'elle établisse fortement leurs droits en plusieurs de ses articles; mais au contraire semble laisser la chose à la disposition des Curés dans leurs Paroisses.

Que le Clergé du second ordre de la Province de Tours & des autres Provinces du Royaume s'opposa pendant la tenue des Etats de Blois, par un acte juridique du 23. Decembre 1576. rapporté par Bochel, (b) à la reception du Concile en ce qu'il est contre les libertés de l'Eglise Gallicane & les droits du second ordre.

Que les decrets de discipline arrêtés par le Concile de Trente ne furent reçus & publiés en France dans le seizième siecle que par des séditieux & des ligueurs dans une assemblée tumultueuse des députés des villes liguées, à Paris, à laquelle le Cardinal de Plaisance & le Duc du Mayenne présidoient & travailloient à destituer le Roi legitime Henri IV. & à faire l'élection d'un autre Roi, qu'ils furent reçus par le Parlement de la ligue à Paris, & par celui de Bretagne seant à Nantes du nombre des Ligueurs & à l'instance du Duc de Mercœur l'un des chefs les plus obstinés de la ligue. (c) Mais l'article de l'approbation des Prestres pour confesser les seculiers, par le seul Evêque, n'eut pas plus d'exécution dans les Provinces liguées qu'ailleurs, c'est-à-dire, n'en eut point, preuve qu'on ne tenoit pas que la chose avoit été réglée par le Concile, contre d'autres que les Reguliers.

Que la chambre du tiers état (d) des Etats generaux de l'an 1614. à 1615.

nihil à vobis, sed omnia magis Romæ quam Tridenti agantur & hæc quæ publicantur, magis Pii IV. placita quam Concilii Tridentini decreta jure existimantur, denunciamus & testamur, quæcumque in hoc Conventu hoc est Pii IV. motu decreta sunt & publicata, decernentur & publicabuntur, ea neque Regem Christianissimum probaturum, neque Ecclesiam Gallicanam pro decretis ecumenicæ synodi habituram. *Orat. Oratorum Regi Caroli IX. in Conc. Trident. mensè Augusto. 1563.*

(a) Le surplus du contenu audit Concile, dit l'Avocat du Mefnil, lequel n'étant reçu par la Cour ni les Etats de France, *in omnibus aut allegari non debuit.* Hist. de l'Université de Paris, tom. 6. pag. 702.

(b) Bochel, *Dever. Eccl. Gallie. lib. 5. tit. 10. cap. 45.*

(c) Cela est rapporté dans les Alliances genealogiques de la Maison de Lorraine par Bi-

ré, liv. 1. pag. 346. de l'édition de Nantes 1593. & dans la remontrance du President Carpentier au mois d'Aoust 1593. pour la publication du Concile de Trente, ladite remontrance imprimée à Nantes l'an 1593. & prononcée audit lieu, le Parlement des ligués assemblé.

(d) Dudit jour de relevée (21. Fev. 1615.)... Monseigneur l'Evêque de Beauvais étant de retour de la Chambre du Tiers-état, a dit lui avoir représenté ce qu'il a cru servir sur le sujet dont est question & qu'après une assez longue conference, le sieur President d'icelle lui a répondu que le tems & les affaires étoient fort pressées, pour pouvoir mettre en deliberation, concerter & résoudre sur une affaire de si grande importance : que dans le Concile de Trente outre les matieres qui regardent la foi, il y a plusieurs choses qui sont de la discipline & police extérieure, & qui meriterent

refusa nettement aux Evêques qui l'en sollicitoient, de se joindre au Clergé pour demander au Roi la publication du Concile de Trente.

Enfin, que l'assemblée du Clergé de l'an 1615. ayant par deliberation du 8. Août tenté de recevoir le Concile, & fait presenter au Roi le cahier de l'acceptation, le Prevôt de Paris en fit supprimer les exemplaires, arrêter l'Imprimeur Richer qui les avoit imprimés, constituer prisonnier es prisons du Châtelet, & par Sentence du 22. Août le condamna à 400. liv. Paris d'amende au Roi, & à trois ans de bannissement, (a) & que le Clergé desavoua l'année suivante ce qu'il avoit entrepris l'an 1615. & promit de le reparer. (b)

Tout manque ainsi au decret de l'approbation des Confesseurs par l'Evêque. Il est obscur contre la nature des loix qui doivent être claires. L'interprétation qu'on lui donne de la part de la Congregation des Cardinaux est supposée. Un deffaut de droit l'accompagne, & le Concile auquel on l'attribue, loin d'avoir été reçu dans les Reglemens de discipline & de police qu'il a fait, a été opposé aux États de Blois de l'an 1576. par le second ordre du Clergé, & ne put passer aux États généraux à Paris l'an 1615. le tiers état, & notamment les députés de Bretagne ayant refusé (c) de se joindre au Clergé pour en demander la publication au Roi, & n'a été publié & reçu en toutes ses parties que dans des tems de nuages & de troubles, & non sans y trouver beaucoup d'opposition dans le peuple, (d) par des Parlemens seditieux & ligueurs, qui s'étant soulevés contre leur Roi legitime, en abandonnoient les droits & ceux de son peuple, aussi-bien que les pretieuses libertés & les droits de l'Eglise Gallicane.

quelque discussion : que d'ailleurs il semble que ce ne soit pas du fait de leur Chambre d'entrer en deliberation ni prendre resolution sur ce sujet, néanmoins qu'elle y penseroit, & ferroit reponse. *Extrait du Cahier de la Chambre Ecclesi. des États 1615.*

(a) Voyez les preuves des libertez de l'Eglise Gallicane, édition de Lyon 1651. pag. 256.

(b) Du 22. Fevrier 1616. &c. le Clergé proposa que ce qui avoit été fait en l'assemblée de 1615. touchant le Concile de Trente sans l'autorité du Roi, sera réparé, & les choses remises en l'état qu'elles étoient auparavant.

Reponse faite par le Roi sur ledit Article.

Ce qui a été fait par le Clergé sur la publication du Concile de Trente n'a été approuvé par Sa Majesté, aussi n'a-t'il eu aucune suite, & ne permettra point qu'il y soit rien fait cy-après, sans, ni contre son autorité.

Extrait des Articles particuliers accordez au

nom du Roi par ses Deputés envoyés en la Conference de Loudun pour la pacification des troubles, vus & approuvés & ratifiés par le Roi en son Conseil le 16. May 1616.

(c) Le vendredi matin 20. du mois (Fevrier 1615.) le Tiers-état deliberant par département touchant le Concile de Trente, les Deputés de Bretagne furent d'avis : Que la proposition touchant le Concile de Trente, est une affaire de grande importance, laquelle ne se peut résoudre en si peu de tems qui reste avant la presentation du Cahier. Que si le Roi nous permet nous assembler en Corps d'États après la presentation de notre Cahier, ils sont d'avis qu'il en soit disputé & conféré avec Messieurs de l'Eglise, mais quant à present non.

Extrait du Procès verbal de la Chambre du Tiers-État des États Généraux de Paris.

(d) On est persuadé de ce fait, en lisant la Remontrance du President Carpentier, l'un des Presidents du Parlement de la Ligue, séance à Nantes.



§. VI. *Le recours au seul Evêque pour les approbations des Confesseurs, est nouveau & du dernier siècle seulement.*

Le droit de l'approbation de l'Evêque pour entendre les confessions que l'on pretend que le Concile de Trente leur a privativement donné & réservé l'an 1563. étoit ignoré dans notre Province ecclesiastique & ailleurs 30. ou 40. ans après, ou du moins n'y étoit pas reçu. Gregoire de Toulouse successivement Professeur en droit dans les Universités de Cahors, de Toulouse & de Mont-à-Mousson, qui écrivoit après le Concile, enseigne nettement que celui qui n'est pas ordinaire doit avoir la permission ou du Curé ou de l'Evêque pour confesser, (a) ce que certainement il n'auroit pas avancé en trois différentes Provinces, si l'usage y avoit été de recourir au seul Evêque.

Le Concile de Tours de l'an 1583. confirmé par Gregoire XIII. l'an suivant, infinué la même chose. Ce Concile ordonne que les Prestres ne confesseront point les laïques, surtout dans les Villes, si l'Evêque ou son Penitencier ne les a trouvés capables de cette fonction, & que les visiteurs dans le cours de leurs visites pourront, s'ils le jugent à propos, interdire les Prestres qui entendent les Confessions sans l'approbation dont il parle.

Confessionibus populi audiendis, praeferim in Urbibus nemo praeferatur Confessarius, nisi qui debite per Episcopum seu ejus Penitenciarium, tum vite morumque integritate, tum litterarum & experientia fuerit idoneus judicatus... At ne quis abusus in contemptum & praedictum hujus decreti obrepas, mandas hac Synodus Archidiaconis, Archipresbyteris, Decanis, & aliis quibuscunque tam de jure quam de consuetudine, visitationis Officio fungentibus, ut si quos, Parochias visitando reperiunt minus idoneos, vel contra decretum praedictum facientes, diligenter inquireant, & si viderint expedire, contemptoribus verbi Dei predicantibus. & Confessionum audientibus interdicens donec aliter per Episcopum statuantur. Conc. Turon. 1583. tit. de profess. fidei tuendae cura.

Il y avoit donc des Prestres, le reglement le suppose, qui avec la seule commission du Curé ou de quelque autre que l'Evêque, confessoient d'autres Prestres & les laïques dans la Province sans approbation de l'Evêque, & si le Concile de Tours tâche de soumettre les Prestres à l'approbation de l'Evêque pour confesser le simple peuple (car il les laisse dans la possession de confesser le Clergé, & cet usage a subsisté long-tems depuis) il n'ose faire de loi, & il ne dit point que le Concile de Trente l'a ordonné precedemment & que les Confessions faites autrement sont nulles. Au contraire le Concile de Tours laisse dans le ministère ceux qui n'ont pas cette approbation, à moins que les visiteurs ne trouvent à propos, pour des raisons d'incapacité ou de mepris de l'auroité du Concile, de descendre aux Prestres qui ne sont pas approuvés de l'Evêque de continuer de confesser, jusqu'à ce qu'il plaise à l'Evêque d'en ordonner autrement. Pour ce qui est des Confessions ainsi en-

(a) Syntag. juris, lib. 2. c. 8. n. 7. Pierre } 1587. & a écrit l'an 1555. contre Charles du Gregoire Auteur du *Synagma* mourut l'an 1601. Molin en faveur du Concile de Trente.

tendus par des Prestres non approuvés de l'Evêque, il les suppose valides de la part des Prestres puisqu'il n'ordonne point de les recommencer par faute de puissance dans les Ministres.

J'ai lû plusieurs procès verbaux de visite durant l'Episcopat de Philippe Dubec arrêtés depuis qu'il eut assisté aux sessions de l'an 1563. du Concile de Trente en qualité d'Evêque de Vannes, & au Concile de Tours de l'an 1583. comme Evêque de Nantes. J'ai remarqué en la plupart, que lorsque les visiteurs qu'il commettoit, trouvoient des Prestres étrangers qui gouvernoient les Paroisses par la seule commission d'un Curé qui ne residoit point, & sans avoir pris d'Exeat de leur propre Evêque, ils ordonnoient que sous un certain tems ils presenteroient à l'Evêque leur Exeat en forme & prendroient des lettres de vicariat; mais ils reconnoissoient la validité du Sacrement de Penitence administré par des Prestres delegués du Curé à l'insçu de l'Evêque, & ne croyoient pas pouvoir de droit les troubler dans l'exercice de leur commission, que lorsqu'ils ne pouvoient prouver un legitime Exeat dans le tems qui leur étoit accordé pour le presenter.

J'ai également lû plusieurs Mandemens de prêcher donnés par le même Evêque Philippe Dubec à des gradués en Theologie, il n'en commettoit pas ordinairement d'autres. J'ai vû le recueil de quantité d'expéditions ramassées par le Notaire de son secretariat. Il n'est point parlé d'approbation ni de commission pour confesser dans tous les Mandemens, & l'on ne trouve dans le recueil aucune formule d'approbation pour les Confesseurs: c'est que l'usage étoit general dans le Diocèse de Nantes de ne prendre que du Curé qui residoit, la permission de confesser dans sa Paroisse & d'y administrer les Sacremens. Il en étoit ainsi dans le Diocèse d'Orléans l'an 1587. un Prêtre y confessoit avec la seule permission du Curé, mais les Reguliers se faisoient approuver de l'Evêque. (a)

Les statuts synodaux du Mans de l'an 1598. par Claude d'Angennes de Rambouillet, à ses confreres les Curés (c'est leur titre) qui furent lûs & confirmés par les Synodes de 1599. & 1600. pag. 18. parlent ainsi: "Ne pourront les Prestres habitués es Paroisses ni autres y survenans, ni les Reguliers administrer le Sacrement de Penitence sans le congé & consentement des Curés ou de leurs Vicaires en leurs absences, ou si ne leur est donné pouvoir de Nous ou autre ayant puissance de ce faire, admonestant lesdits Curés d'interroger & de connoître la capacité desdits Prestres avant que leur donner cette permission. „ Le Concile de Trente ne dit pas davantage des Reguliers lorsqu'il les soumet à l'examen de l'Evêque pour confesser les seculiers.

Les statuts d'Angers de 1615. par Charles Miron, pag. 368. parlent ainsi:

(a) Inhibeant (Sacerdotes parochiales) etiam omnibus suis subditis ne ab alio quam à proprio Curato aut ab eo deputatis percipiant Sacramenta, sub pena excommunicationis, absque legitima excusatione, aut petita à prædictis licentia. Stat. Germani Valentis de La Guelle Episc. Aurel. 1587. p. 79. v.

Illi soli fratres mendicantes, absolvendi habent potestatem qui per suos Superiores nobis præsentati fuerunt, & à nobis probati secundum Clementinam Datum, de sepulcris. Itaque qui vult Religioso confiteri, videat prius utrum sit de numero eorum quos approbavimus. Ibid. p. 29. v.

“ Les Curés & leurs Chapelains commis à entendre les confessions, se doivent soigneusement garder d’entreprendre d’ouïr en confession & absoudre autres pénitens que ceux de leurs Paroisses, si ce n’est avec permission des propres Curés dedites pénitens ou supérieurs, &c. „

Les statuts synodaux de Tours de l’an 1674. *tit. de la Penit. art. 1.* portent : “ Nul Prestre séculier ou régulier ne pourra entendre les confessions, même des autres Prestres, nonobstant tout usage contraire sans notre expresse approbation. „ Il y avoit donc un usage, le statut le suppose, de confesser sans l’approbation de l’Evêque.

Il en étoit de même dans les autres Provinces du Royaume. Les Statuts synodaux de Paris de l’an 1608. n. 8. défendent aux Curés de commettre aucuns Prestres pour administrer les Sacremens avant de les avoir examinés touchant leur vie, mœurs & capacité, & par-là ces statuts font connoître que l’an 1608. le choix des Confesseurs du premier Diocèse du Royaume appartenoit entierement aux Curés quant à l’examen, à l’approbation & à la juridiction, & que le soin de l’Evêque étoit de veiller à ce que les Curés ne confiaient point à des Prestres indignes un ministère si important. *Prohibemus ne Curati aut eorum Vicarii admittant Sacerdotes in suas Ecclesias ad celebranda sacra sancta mysteria & ad aliorum Sacramentorum administrationem, nisi prius ipsi Curati de vita & moribus & de doctrina sufficienter pradiatos Sacerdotes diligenter probaverint, &c.*

Une instruction à tous Curés & Vicaires pour la confession imprimée plusieurs fois à Bourdeaux à la fin du xvi. & au commencement du xvii. siècle par Milanges, & que l’on trouve à la fin de quelques Rituels de Bourdeaux, dit : “ Secondement il est requis qu’il (le Confesseur) soit Prêtre & qu’il ait jurisdiction ordinaire ou deleguée, à sçavoir qu’il soit le Curé du penitent, ou qu’il soit autorisé de l’Evêque ou du Curé. „ Voilà l’Evêque & le Curé en parallèle. Le consentement de l’un ou de l’autre suffisoit à un Prestre selon l’instruction citée, pour confesser valablement & licitement.

Le cahier de remontrance du Clergé au Roi pour la reformation des Ecclesiastiques dans l’Assemblée des Etats généraux de 1615. suppose article 16. (a) & article 20. (b) qu’il y avoit des Prestres qui se mettoient en possession

(a) Plaira aussi à Votre Majesté leur (aux Parlemens) faire desententes très-expreses d’ordonner que le refus des Ordinaires servira de titre canonique à ceux qui ont été trouvés incapables de servir à l’Eglise, ni même de les mettre en possession, non-seulement des biens dependants des Cures & d’autres benefices, mais aussi de les envoyer & établir en l’Eglise de Jesus-Christ, pour administrer les Sacremens & la parole sans aucun pouvoir ni mission des Evêques, ausquels seuls cela appartient.

Extrait du Cahier de Remontrance de la Chambre du Clergé durant les Etats généraux 1615. titre du Règlement spirituel, art. 16. n. 5.

(b) Les Evêques ne souffriront point en leur Diocèse, ceux qui sous leur refus auront été pourvus de quelque benefice par un autre Evêque ou par un Archevêque qui ne soit point leur supérieur. Et beaucoup moins ceux qui sans aucune provision ni lettres de Visa se feront intrus & immiscés en la possession des Cures ou d’eux-mêmes, ou par autorité inique, attendu que tels pretendus Curés sans mission & institution canonique ne peuvent en ligne conscience exercer les fonctions spirituelles ni administrer legitiment au peuple les Sacremens, outre l’injure grande qui est faite à l’Eglise, lui étant desnié ce qui est loisible aux moindres Corps & Communautés laïques de

des Cures, ou d'eux-mêmes, ou par l'autorité laïque, qui exerçoient les fonctions spirituelles & administroient au peuple les Sacremens sans aucune provision ni lettres de *visa* de leur Evêque. Et *article 27.* que les Curés établissoient leurs Vicaires & leurs donnoient les pouvoirs. Et *article 28.* que l'approbation des Evêques pour confesser, ne se prenoit point encore par les Prestres, puisqu'ils les Evêques proposèrent au Roi comme un sujet de reformation & un salutaire reglement de police dans l'Eglise, que *nuli Præres seculiers ou reguliers ne confessassent à l'avenir sans l'examen & l'approbation de l'Evêque & le consentement du Curé.* On confessoit donc communément dans le Royaume l'an 1615. sans approbation de l'Evêque. On ne pensoit donc pas que la chose étoit déjà réglée par le Concile de Trente: on ne jugeoit donc point que les confessions faites à un Prestre que l'Evêque n'avoit point approuvé, mais qui avoit la permission du Curé étoient invalides. Enfin on ne disoit point comme quelques Theologiens l'avancent impunément aujourd'hui, que l'approbation de l'Evêque pour confesser étoit de foi & de nécessité de Sacrement, mais l'on commençoit à dire, & c'est tout ce que l'on croyoit alors pouvoir dire, que sans l'institution canonique de l'Evêque, on n'administroit point légitimement au peuple les Sacremens: c'est-à-dire, que leur administration n'étoit pas licite, quand on n'avoit pas la permission de l'Evêque ordonnée par les canons; mais où, & quand l'Eglise l'a-t-elle ordonné? c'est la question; au lieu qu'il est certain par le Concile de Latran de l'an 1215. que la permission du Curé doit régulièrement accorder pour rendre l'administration legitime.

Gregoire XV. dans sa Bulle *Infernaliis*, de l'an 1621. après avoir rapporté §. 1. les propres termes du Concile touchant l'approbation, ajoute §. 4. par maniere de nouveau statut & d'addition au decret du Concile de Trente, ff. 23. *cb. 15.* qu'à l'avenir les exempts tant seculiers que reguliers qui à raison des Cures dont ils sont chargés administrent aux seculiers les Sacremens ou quelqu'un des Sacremens, soit avec la permission & l'approbation de l'Evêque, soit en s'ingérant d'eux-mêmes & sans aucune autorité dans de telles fonctions, seront désormais soumis en ce qui regarde l'administration des Cures & des Sacremens, à la juridiction, à la visite, & à la correction de l'Evêque diocésain comme delegué du saint Siege, &c. Ces paroles sont évidemment connoître qu'il y avoit des Prestres qui confessoient sans approbation de l'Evêque long-tems après le Concile, & que le saint Siege ne condamnoit pas absolument de telles Confessions & ne decidoit point que les absolutions données par un Prestre non approuvé de l'Evêque étoient invalides, & qu'il étoit nécessaire d'en être approuvé. Mais Gregoire XV. se contente seulement de soumettre à la correction de l'Evêque comme à un delegué qui ne procede que par commission ceux qui se conduiroient mal & avec scandale dans leur administration. *Verum quia experientia compertum est ecclesiastici regiminis rationes postulare, ut decretis ejusmodi aliquid adiungatur matura deliberatione nostra & exorta scientia ac de apostolica potestate plenitudine, hac generali ac perpetuo valitura*

pouvoir renvoyer ceux qui indignes, incapables ou avec pretentions injustes y veulent en- | *tr. Ibid. art. 20.*

constitutione, decernimus, statuimus & declaramus ut deinceps tam regulares quam seculares quomodolibet exempti sive animarum curam personarum secularium monasteriis, seu domibus regularibus aut quibusvis aliis Ecclesiis vel beneficiis sive regularibus sive secularibus incumbentem exerceant, sive alia ecclesiastica Sacramenta aut unum ex illis ministrans prout Episcopi licentia & approbatione, sive quocumque modo in dicta cura exercitio, aut in eorumdem Sacramentorum vel alicujus ex illis de facto, absque ulla auctoritate se ingerant : in his que ejusmodi curam seu administrationem concernunt, omnimoda jurisdictioni, visitationi, & correctioni Diocesani Episcopi tanquam Sedis apostolica delegati, plene in omnibus subiciantur.

L'Assemblée du Clergé de l'an 1625. art. 13. fait encore la preuve de ce que je soutiens ici, que les Curés commettoient en France & nommoient des Confesseurs à leurs paroissiens long-tems après le Concile de Trente sans aucun recours à l'Evêque : " Et parce que, dit l'assemblée, les Communautés religieuses (il en étoit de même des Chapitres, des Dignités, des Commandeurs de Malthe, &c.) qui se prétendent Recteurs, ou Curés primitifs, peuvent bien souvent aux quatre fêtes annuelles quelques Religieux ou autres personnes qui en tels jours solennels confessent, administrent les Sacramens, font les Prônes, fulminent Monitoires, publient bans, toutes lesdites fonctions étant pures curiales, lesdits Religieux ou autres ainsi députés, ne les pourront exercer que premierement n'aient été présentés à l'Evêque ou à son grand Vicaire, & par lui examinés & approuvés, &c. ", Ils avoient donc fait les fonctions curiales, *confessé* & administré les Sacramens sans autre délégation ni approbation que d'un Curé primitif jusqu'à l'an 1625. & sans que le public & les Evêques eussent taxé cet usage d'entreprise & de nouveauté, & dit nuls les Sacramens ainsi administrés.

L'Ordonnance de Louis XIII. de l'an 1629. art. 7. prouve la même chose. " Nous défendons à tous Prestres tant reguliers que seculiers, de s'immiscer en fonctions spirituelles des Cures & autres benefices sans mission & institution canonique. A quoi les Evêques & autres Superieurs veilleront, & en cas de contravention par lesdits Prestres seront exemplairement punis.

Messieurs les Evêques, que cet article monstroit n'être pas les seuls qui instituoiient & les seuls Superieurs chargés de veiller sur le troupeau, firent la remontrance suivante à Monseigneur les Garde des Sceaux, par les Seigneurs Evêques de Rennes, d'Auxerre, de Chartres & de Beauvais & le sieur Moreau Abbé de saint Josse leur agent.

REMONTRANCE.

" Cet article semble meriter explication. Premierement, sur ces mots, *sans mission & institution canonique*, au lieu desquels il est à propos de mettre, *sans mission & institution des Evêques*. Secondement, sur ces autres mots, *les Evêques & autres superieurs*; car en ce cas, il n'y a point d'autres superieurs que les Evêques. Tiercement, l'article n'explique pas qui en doit faire correction, & toutefois elle n'appartient qu'aux Evêques, & semble que l'article donne l'autorité aux Reguliers. "

Monseigneur le Garde des Sceaux & Messieurs de Roissi, Bullion, Aubri & Fouquet Conseillers d'Etat, donnerent une resolution qui établit invinciblement qu'il y en avoit alors d'autres que les Evêques à donner la *mission & institution canonique* à de simples Prestres pour les *fonctions spirituelles des Cures*, que leur état obligeoit de veiller sur la dûe administration des Sacremens, que le Conseil ne jugea pas pouvoir troubler dans la jouissance & l'exercice de leurs droits en faveur des Evêques.

RESOLUTION.

“ Le mot de Mission canonique a été retenu comme plus expressif de l'intention de l'article 2. Il a été dit que le mot de Supérieur ne pouvoit être ôté à cause que c'étoit quelquefois aux autres Supérieurs aussi bien qu'aux Evêques, à veiller & corriger les Prestres tant réguliers que séculiers qui s'immisceroient es fonctions spirituelles des Cures & autres Benefices sans mission & institution canonique : Premièrement, parce qu'il y avoit certains Benefices & beneficiers qui étoient sous d'autres Supérieurs que les Evêques ; par exemple, les Religieux des anciennes Congrégations. „ (a)

Le docteur du Cange dans son Glossaire (b) de la basse latinité, au mot *Capellanus, Curatus*, parle en terme si précis de l'usage où les Curés des Paroisses étoient de son tems de commettre leur juridiction pour l'administration du Sacrement de Penitence, & de toutes les fonctions curiales dans leurs Paroisses, qu'il y a lieu d'être surpris qu'on doute & qu'on nie aujourd'hui que les Curés ayent jamais usé de ce droit, au moins depuis le Concile de Trente.

Par le mot *Chapelain*, dit ce sçavant Auteur, on entend les Recteurs des Paroisses, & par le mot de *sous-Chapelains*, l'on entend les Prestres que les Curés des Paroisses, ou les Religieux (Curés primitifs) s'alloient pour le gouvernement des âmes, & auxquels ils donnent la puissance d'absoudre & d'administrer les Sacremens de l'Eglise, & de faire toutes les fonctions qui regardent le soin des âmes.

Capellanus curatus. 1. *Capellani, Rectores Ecclesiarum. Subcapellani, quos Rectores Ecclesiarum Parochialium vel Religiosi sibi associant ad regimen animarum, & quibus potestatem concedunt absolvendi & administrandi Sacramenta Ecclesiastica, & ea quæ ad curam pertinent animarum committunt... Si porro videretur quos Rectores Ecclesiarum etiamnum hodie ad subsidium functionum suarum sibi adfiscunt.* Du Cange, Glossar. to. 2. pag. 232. 233. edit. Benedictinorum.

Il est vrai que l'Auteur ajoute que le Synode diocésain de Poitiers de l'an 1280. défendit cet usage, & ordonna de prendre la permission de l'Evêque. Il est vrai aussi que le Synode du même lieu l'an 1284. qui s'aperçut des inconveniens de cette permission, dont l'Evêque qui étoit un Frere Mineur abusoit, remit les choses sur le même pied.

Du Cange rapporte ce qui se faisoit dans les tems qu'il écrivoit, l'an 1678.

(a) Memoires du Clergé, tom. 3. de l'édition de 1636. pag. 474.

(b) Le Glossaire de Charles du Cange paru en 1678.

où l'on ne faisoit encore presque pas mention de l'approbation de l'Evêque, si nous en jugeons par le silence du Pere Morin, de Gamache, d'Istius, &c. qui dans leurs traités de la Penitence ont omis d'en parler.

Les statuts synodaux de Metz de l'an 1633. *stat. 2. de Parochis.* nous montrent un effort de ce que l'on commençoit de faire pour établir l'obligation de prendre l'approbation de l'Evêque, & en même tems sont une preuve que l'on s'en passoit auparavant. "Qu'il ne soit permis à l'avenir, disent-ils, à aucun Vicaire, à aucun Chapelain, ni aux Prestres de confesser dans le Diocèse, s'il n'en a de nous une permission expresse & par écrit. *Nulli Vicario, vel Sacellano, vel alii Presbytero liceat in posterum confessiones audire... in hac Diocesi nisi expressam in scriptis à nobis licentiam acceperit.*"

Et de même les statuts de Mr. de Harlay Archevêque de Paris de l'an 1673. art. 3. "Nous deffendons... disent-ils, à tous Prestres, même Religieux exempts ou non exempts, d'entendre les confessions des fideles, même des autres Prestres, nonobstant tout usage à ce contraire, s'ils ne sont approuvés de nous, de nos Vicaires generaux, ou des personnes par nous commises."

Ces textes, auxquels on en pourroit joindre beaucoup d'autres, sont formels. Ils prouvent nécessairement, ou que le reglement du Concile, qui attribue, à ce que l'on pretend, l'approbation des Confesseurs aux seuls Evêques, n'étoit pas encore bien reçu & observé dans la Province ecclesiastique de Tours & ailleurs, plus de 80. ans après la celebration du Concile, ou que les Evêques le prenant dans un autre sens que celui qu'on s'efforce de lui donner présentement, on croyoit alors qu'il n'excluoit point absolument les Curés, & que quand ils commettoient, ce n'étoit point par un consentement tacite (*) ou interpretatif de l'Evêque (c'est le réduit (*)) où ceux qui n'ont rien de solide à répondre se retranchent aujourd'hui) mais qu'ils commettoient de droit commun & ancien, auquel on ne voyoit pas que les loix civiles ou ecclesiastiques eussent derogé.

Les Reguliers ont fait le mal, ils ont dit, c'est par intereff & parcequ'ils vouloient confesser sans dependance des Curés qu'ils l'ont dit, & ils le disoient encore l'an 1623. dans un ouvrage dédié à Mr. le Chancelier, imprimé à Paris chez Guillemot, avec l'approbation de deux Docteurs de la Faculté de Theologie de Paris.

"Meilleurs les Curés ne peuvent honnêtement ôter aux Prelats superieurs, ce qu'ils (*les Curés*) se donnent : or, chacun sçait qu'ils prennent des Prestres auxquels ils commettent leur autorité de confesser & conferer les autres Sacremens à leurs Paroissiens ; d'où il s'en suit que les Evêques & à pareille (si non à plus forte raison le Pape) peuvent commettre en leurs places des delegués." (a).

(*) Le consentement tacite ou interpretatif des Evêques allegé par nos adversaires, est une rentation qui induit à dire que les Evêques font aujourd'hui beaucoup de choses & s'attribuent bien des fonctions par le consentement tacite & interpretatif des Curés, qui ne s'en plaignent pas ; mais qui peuvent s'en plaindre, y opposer, les revendiquer, & se faire restituer dans les droits canoniques dont ils ont été dépouillés.

(a) Traité de la Delegation des Religieux, à Paris chez Daniel Guillemot 1613. ch. 8. n. 6. pag. 51.

Le temoignage est précis & public, que l'an 1623. soixante ans depuis le Concile de Trente, les Curés à Paris & ailleurs approuvoient pour *confesser & conférer les autres Sacrements à leurs Paroissiens*, sans le consentement de l'Evêque, & que les Reguliers concludoient de cet usage, que les Evêques Supérieurs aux Curés, & le Pape supérieur aux Evêques, pouvoient commettre les Reguliers pour administrer les Sacrements.

§. VII. *Le pouvoir arbitraire des Evêques touchant l'approbation des Confesseurs, peut avoir de mauvaises suites dans l'Eglise & dans l'Estat, & en a autrefois eu de très-funestes.*

L'Auteur du livre des sept Ordres de l'Eglise, parmi les ouvrages de saint Jérôme, & que quelques-uns lui attribuent, adressant la parole aux Evêques de son tems, leur disoit avec beaucoup de liberté, ce qu'on seroit peut-être encore bien fondé aujourd'hui à dire à plusieurs: "Comment, Nostreigneurs, pouvez-vous trouver de la gloire à faire du mal au troupeau de Jesus-Christ? Ne voyez-vous pas que quand vous vous efforcez d'ôter, par autorité & puissance, à un Curé l'attention si digne de Dieu, qu'il doit à son peuple, un mal contagieux gagne le troupeau & y fait beaucoup de ravage. Ainsi, vous causez de grandes pertes à l'héritage du Seigneur, quand vous voulez seuls avoir l'autorité, & dominer dans les Paroisses."

Quis hic rogo. & Sacerdotes, honor vester est, ut damna gregibus inferatis? quoniam cum Pastoribus per potentiam vestram aufertur Deo digna diligentia, calamitas quoddam & calamitas crescit in gregibus, ac Dominici patrimonii sui damna conqweritis, dum soli vultis in Ecclesiis potenter. De septem Ordinib. Eccles. de sexto gradu apud Hieronym.

Ce pouvoir arbitraire & absolu touchant les approbations des Confesseurs, que quelques Prélats, plus occupés de leur grandeur qu'éclairés, s'efforcent d'introduire, est un vrai despotisme dans l'Eglise. Il n'est point de son esprit, S. Pierre 1. *Petr.* 5. le condamne, Jesus-Christ *Marc.* 10. 43. le défend, le Concile de Trente, ni aucun autre Concile, ni nos Rois n'ont jamais pensé à l'autoriser dans les Evêques, & un tel pouvoir est une domination qu'Albert le Grand & Henri de Gand ont dit pouvoir avoir des suites fâcheuses dans l'Estat & dans l'Eglise.

Je suppose qu'un Evêque soit sans religion, sans exactitude, sans lumière & sans science, séditieux, heretique ou poussé de quelque passion particulière. L'hypothèse n'est pas fausse; l'histoire en donne plusieurs exemples: S. Cyprien rapporte dans son traité de *Lapsis*, que "les Evêques qui doivent instruire les autres & leur montrer l'exemple, méprisoient de son tems l'administration des choses saintes, pour se mêler des affaires seculières, & plusieurs abandonnant leur chaire & leur peuple, couroient de Province en Province faire des trafics honteux." Eusebe *hist. l. 8. c. 1.* fait une peinture affreuse des Evêques de la fin du III. siecle, & leur attribue tous les maux de l'Eglise. "Nos Evêques, dit-il, après avoir banni la piété, se sont divisés

“entr’eux; les dissensions, les menaces, les jaloufies, les inimitiés se font ac-
 “cruës; l’ambition s’est emparée de leurs cœurs, ils se font, à la maniere des
 “tyrans, efforcés de dominer, & de là, tous les malheurs prédits par le Pro-
 “phete Jeremie sur le peuple d’Israël, sont arrivés à l’Eglise; sa beauté en fut
 “obscurcie, sa force affoiblie, & elle devint la proie & un sujet de raillerie à
 “ses ennemies.”

*Pastores nostri, depulsa repudiataque pietatis regulâ, discidio & contentione inter
 se exarserunt: quin etiam nullas alias res præterquam discordias, minas emulatio-
 nem, inimicitias & odium inter ipsos mutuo adangero studuerunt, & animis am-
 bitionis astu incensis, tyrannorum more principatum obtinere laborarunt. Tunc de-
 mum juxta illam Hieremia sententiam, observavit in ira sua Dominus filiam Sion...
 demolitus est omnes sepes ejus... diripuerunt multitudines populi, omnes transennes
 per viam, & propterea factus est opprobrium populus vicinis suis. Exaltavit enim
 dextram inimicorum suorum, &c.*

On vit malheureusement dans les différentes Provinces des Gaules & du monde chrétien, à la fin du iv. & au commencement du v. siècle, des Evêques tels que ceux qu’Eusebe vient de décrire. Sulpice Severe qui vivoit alors, dit “que les divisions des Evêques avoient mis le trouble par tout, que la
 “haine dont ils étoient animés les uns contre les autres; la faveur, la crainte,
 “l’inconstance, l’envie, l’esprit de parti, l’avarice, l’orgueil, l’indolence, &
 “la paresse auxquels ils s’étoient livrés, avoient gâté tout; que ceux des Evê-
 “ques qui pensoient bien, étoient traversés par le plus grand nombre, (a) &
 “que pour comble de malheur, le peuple fidèle à Dieu, & les honnêtes gens
 “étoient moqués & méprisés.”

Es nunc cum maximè discordiis Episcoporum turbari ac misceri omnia cernerentur, annèaque per eos odio, aut gratia, metu, inconstantia, invidia, fastione, avaritia, arrogantia, somno, desidia, offens depravata; postremo plures adversum paucos (a) bene consulentes, insanis consiliis & pertinacibus studiis certabam: inter hæc plebs Dei, & optimus quisque probro atque ludibrio habebatur. Sulp. Sever. Sacr. hist. lib. 2.

Vincent de Lerin, qui vivoit un peu après, nous apprend dans son *Commen-
 nitorium* n. 4. que presque tous les Evêques du rit latin, & ainsi le plus grand
 nombre, se prêtèrent à l’erreur, que la confusion fut par tout, & que les fa-
 milles, les Villes, les peuples, les Provinces, les nations, & tout l’Empire
 furent ébranlés de la desertion des Evêques. *Prope cunctis Latini sermonis
 Episcopi partim vi partim fraude deceptis... Tunc siquidem non solum parva res,
 sed etiam maxima labefacta sunt. Nec enim tantum adfinitates, cognationes,
 amicitia, domus, verum etiam Urbes, populi, Provincia, nationes, universum
 postremo Romanum Imperium funditus concussum & emotum est.*

Mr. Languet Evêque de Soissons, dans sa réponse à M. l’Evêque d’Auxerre du 25. Sept. 1722. n. 25. sans avoir emprunté ici pour faire servir ces mau-
 vaises suites, le pinceau, dont le Mandement d’Embrun du 1. Octobre 1735.

(a) Le grand nombre si profné aujourd’hui, | vie, dans laquelle le petit nombre entre. Mar-
 ne fait pas toujours la règle, au contraire il | 6. 13. 14.
 s’écarte souvent de la voye qui conduit à la

se plaint qu'un Anonyme s'est servi pour reprendre les plus noires couleurs sur le pouvoir des Evêques. Il offre, dit ce Mandement, aux yeux de son Lecteur, des peintures que la charité chrétienne eût dû l'engager de couvrir. Il rappelle le souvenir des Evêques infidèles à leur ministère.

“ Combien d'Evêques (disoit Mr. de Soissons, présentement M. l'Archevêque de Sens) au tems des Ariens, qui virent leurs peuples plus fideles que leurs Pasteurs... Ces peuples voyoient leurs Evêques, ou enseigner l'Arianisme, ou favoriser ceux qui le soutenoient, ou souscrire des formules capiteuses & équivoques. ”

Reginon rapporte sur l'an 865. que les Legats envoyés de Rome en France, étant de retour, contant au Pape ce qu'ils avoient vû & entendu, lui dirent qu'ils n'avoient trouvé dans les États du Roi Lothaire, aucun Evêque qui eût de la sagesse, & qui scût à fond les regles de l'Eglise. *Legati immensis ditati opibus Romam regressi sunt, nuntiaveruntque præsuli quæ in Gallis viderant, & audivant, adjicientes se nullum sapientem Episcopum in Regno Lotharii invenisse, qui ad liquidum canonicis esset institutus disciplinis.*

Le Roi Louis VIII. dans une lettre au Pape Alexandre III. de l'an 1179. parlant des Evêques de France se plaint qu'il y en avoit peu qui fissent le bien dans leurs Eglises, & que l'on étoit fort content quand ils n'y faisoient point de mal... qu'ils n'avoient aucun égard à la cause de la veuve & de l'orphelin, & que plusieurs d'eux mesuroient la justice par les presens... Olsî quelqu'un, dit le Roi, perçoit la muraille, que ne verroit-on point ? &c. Voilà ce que disoit le Roi en demandant au souverain Pontife, qu'il apportât du remède à de si grands maux : , & en cela le Roi étoit peut-être coupable de ce qu'il n'usoit pas de toute son autorité, pour y remédier puissamment lui-même. C'est son droit & son devoir.

Guillaume Durand Evêque de Mende, dans le recueil des abus à reformer par le Concile de Vienne l'an 1311. dit des Evêques, que “ tous les Evêques ne sont pas Evêques, qu'ils marchent dans les voyes de Balaam de Bozor, qui aimoit la recompense de son iniquité, & à qui une ânesse reprocha sa folie. La chose, ajoute Durand, arrive encore, l'on voit des Evêques qui devroient être la lumiere des autres, & le flambeau mis sur le chandelier pour éclairer, faire des choses si étourdies & si mechantes, que les Juifs & les Payens mêmes les détestent, & que ceux qui n'ont aucune connoissance des choses divines, pensent plus sagement, blâment la folle conduite des Evêques & les reprennent de leurs chemins tortus & contraires à Dieu. ”

Non omnes Episcopi, sunt Episcopi. Nam ut eadem causa & quæst. (2. q. 7.) sequitur. Sequuntur viam Balaam ex Bozor qui mercedem iniquitatis amavit, correctionem vero habuit sua vesania. Nam subingale mutum, quod hominis voce loquutum est, Propheta insipientiam probavit. Quod etiam hodie accidit, cum tam stulta & dissoluta perpetrentur in Ecclesia Dei à illis personis ecclesiasticis, quæ deberent esse lumen aliorum, & lucerna super candelabrum posita, juxta id quod Dominus ait: sensus hebetant Judæorum & etiam Paganorum Et etiam illi qui ratione divina agnitionis omnimodo carent, istorum detestantur insaniam, & eorum distorta & Deo contraria itinera, sanius sapiendo, redarguunt. Durandus tract. de Conc. celeb. part. 1. Tit. 1.

Charles de Louvriers Docteur de Paris, ne parle pas plus avantageusement des Evêques de son tems, ou de la fin du xiv. siecle. "Et premierement, dit ce Docteur, (a) nos Prelats de sainte Eglise, aujourd'hui sont si presomptueux, si fiers & orgueilleux, que parfaitement deussent douter ce qui est ailleurs escript, que les racines des gens orgueilleux secheront... Du tems de S. Pierre & de S. Pol, & des autres Apôtres, les Prelats étoient vrais Vicaires de Dieu, car ils enseignoient les voyes, & resplendissoient en signes & en vertus, & vivoient humblement & devotement. Ils convertissoient comme tout le monde sçait à la foi catholique par leur sainte doctrine & conversation; mais quant à present, par faute de bonne doctrine & predication, & par exemples de mauvaises œuvres qu'ils sont & enseignent à faire, eulx & leur peuple descendront au puits d'enfer tous enchainés."

Et dans un autre endroit: (a) "Ce est vrai les Evêques de maintenant ne sçavent communement prêcher la parole de Dieu, & si ne sauroient pas aucun heretique, s'il apparoit, reprouver, mais honteusement en cas dessus dit maintenant autrui doctrine & truandent, & toutesfois, dit S. Pol l'Apôtre Docteur des gens, en la I. *ad Tymoteum* ou tiers chapitre, qu'il convient ung Evêque estre Docteur afin d'estre puissant contre ceux qui contredient & sont adversaires de nostre foi."

En quel lieu, demandoit Gerson au commencement du XV siecle, fait-on choix d'un bon Evêque, d'un homme éprouvé dans ses mœurs & sa doctrine? On choisit des enfans, des hommes charnels, & qui ne sçavent rien des choses spirituelles. *Et ne de pluribus taceam & grandioribus. Primò ubi est quod Episcopus bonus & probatus opere & doctrina eligatur, non puer, non homo carnalis, spiritualium ignarus* Gerson. *Declarat. defest. viror. Eccl.*

Nicolas de Clemangis dans les mêmes tems, fait une peinture si noire des Evêques de son siecle, que c'est un miracle que l'Eglise ait subsisté sans tâche, sous des Pasteurs si indignes & si corrompus, qui cependant vouloient être obéis, & persequoient ceux qui ne leur ressembloient pas. C'étoit le grand nombre, le devoit-on suivre?

Quidnam enim ore illi possunt, qui toto elabente anno suavis aut ter intrant Ecclesiam, qui totos in aucupio, in venatu, in ludis & palestra dies, qui in conviviis accuratissimis, in plausibus & choreis cum puellis & effeminatis infomnestranseunt noctes, qui suo turpi exemplo gregem per devia aque abductum, in precipitum trahunt, qui imberbes adhuc adolescentuli, vix sum ferulam egressi, ad pastorale convolant ministerium, & tantumdem de illo, quantum de nautico sciunt officio.

Quelle puissance, dit de Clemangis, peut avoir la parole de ces Evêques qui ne paroissent que deux ou trois fois l'an à leur Eglise, qu'on voit le jour à la chasse, au jeu, à la paille, & la nuit dans les festins, à la comédie & au bal avec des filles & des libertins; des exemples si honteux perdent le troupeau & le conduisent en enfer: on en voit, qui dans la première jeunesse, à peine sortis d'un college & de dessous la ferule, se jettent dans le ministère pastoral, dont ils sçavent autant que de marine, c'est-à-dire, où ils n'entendent rien.

(a) Songe du Verger, liv. 1. ch. 4.

Le Pape Adrien VI. dans une lettre du 25. Novembre 1522. à François Cheregat son Nonce en Allemagne, lui avouoit que depuis quelques années tout étoit en confusion dans l'Eglise, qu'on y avoit fait des choses abominables, abus dans le spirituel, excès dans les Mandemens des Evêques, & que tout y étoit tourné en mal : il attribuoit ces desordres au Pape & aux Evêques & au plus grand nombre, dont il dit que depuis long-tems, il n'y en avoit point qui fit le bien, qu'il n'y en avoit pas un seul. Adrien VI. n'épargne pas plus le Pape que les autres Evêques, & dit de tous, qu'ils faisoient des choses detestables.

Seimus in hac sancta Sede aliquot jam abhinc annis multa abominanda fuisse : abusus in spiritualibus, excessus in mandatis, & omnia denique in perversum mutata. Nec mirum si agritudo à capite in membra à summis Pontificibus in alios Prælatos descenderit. Omnes nos, id est, Prælati Ecclesiastici declinavimus minus : quique in vias suas, nec fuit jam diu qui faceret bonum, non fuit usque ad nunquam.

Les neuf Cardinaux & Prelats choisis par Paul III. quelques années après, pour lui faire rapport des abus qui inondoient l'Eglise, lui représentoient que c'en étoit un grand dans la collation des benefices de pourvoir à l'indigence des personnes, & de ne point pourvoir au troupeau de Jesus-Christ, ni à l'Eglise, que de là, toutes les Eglises, & les Evêchés sur-tout étoient abandonnés de leurs Pasteurs & confiés à des mercenaires. *Beatissimus Pater... abusus alius maximi ponderis est in collatione beneficiorum Ecclesiasticorum maxime Curatorum, & pra omnibus Episcopatum in quibus usus invaluit ut providantur personis quibus conferuntur beneficia, non autem gregi Christi & Ecclesie... Quis miserabilior viro Christiano conspectus esse potest Christianum orbem peragranti quam hac solitudo Ecclesiarum ! Omnes fere Pastores recesserunt à suis gregibus, commissi sunt omnes fere, mercenariis.*

François Duaren celebre Jurisconsulte du XVI. siecle, remarque que la plupart des Evêques de son tems, le grand nombre, avoient moins de religion & de pieté que la noblesse & les Seigneurs temporels, & que toute leur attention étoit d'accroître leur autorité & leurs biens, sans observer aucune justice. Le même dit ailleurs, que c'étoit un prodige dans les premiers siecles de voir un Evêque ignorant, mais que dans le tems qu'il écrivoit (l'an 1557) les Evêques, un très-petit nombre excepté, étoient moins instruits des saintes Ecritures que le peuple : ils veulent cependant étant tels, que le jugement des choses divines leur appartienne à eux seuls, ou pour parler dans les termes usités de nos jours, être l'Eglise enseignante, quoiqu'ils ne sçachent rien, & qu'on reçoive d'eux seuls la Loi de Dieu, qu'ils ne connoissent pas. Duaren traite cela de presumption.

Sed plerique (Episcopi) sunt nostro tempore à religione & sacris, quam quivis Satrapa & principes profani longe alieniores. Nec aliud ois cura est quam ut distentionem & possessiones suas quo jure quâ vi injuriâ tueantur & augeant. Duaren de Sac. Eccl. minister. lib. 1. cap. 4.

Risus temporibus rarum ac prodigio simile habebatur aliquem Ecclesia præfuisse, qui divinarum litterarum Doctor non esset, nec ideo laicorum contemnebatur indignum. Cum igitur hodie Episcopi nostri, paucis exceptis, Sacrarum Litterarum scien-

ita ceteris ex populo longe inferiores sunt, quoniam oro soli de rebus divinis iudicium sibi arrogabant ? Ibid. cap. 11.

Les habiles Prelats étoient encore plus rares du tems de Joseph Scaliger ; il n'en compte que deux en France, l'Evêque de Bazas, Arnauld de Pontac & l'Abbé de Billi. (a)

Le second Ordre du Clergé dans les Etats de Blois, de l'an 1576. disoit du College épiscopal & des Evêques. "Mais au grand regret dudit College, ils sont contraints se souvenir des changemens de religion, desordres, seduction & afflictions passées par le moyen de ceux (*) qui ont eu en leur ordre, des premiers titres & lieux."

M. de Soissons, l'an 1722. présentement M. de Sens, parlant des Evêques du xv^e siècle, dit : "Malheureusement pour la France, il se trouvoit alors plusieurs Evêques * qui donnoient dans le Calvinisme... Plusieurs Curés, Pasteurs inferieurs, Prestres, Beneficiers les imiterent & dogmatiferent dans leurs Eglise. (aa)

Mr. Languet nous permettra bien de lui dire ; que quand il nous rappelle le souvenir des Evêques infideles à leur ministère, il ne doit pas nous opposer le souvenir des Curés & des Pasteurs inferieurs qui ont trahi le leur. Le reproche public que j'ai rapporté du second Ordre dans les Etats de Blois aux Evêques, l'an 1579. écarte tout à fait une recrimination semblable, mais elle disparoit entierement, quand on voit Mr. le Cardinal de Richelieu, qui touchoit à ces tems, dire des Curés, l'an 1615. qu'ils *sont les vrais baze*s qui soutiennent l'Eglise & la maintenons en bonneur. Ils en ont été les baze, ils l'ont soutenue, ils l'ont maintenuë, lorsque les Evêques la destruisoient.

Le Baron des Couteaux, Lieutenant general de Poitou, auteur contemporain, confirme ce que dit Monsieur Languet. Il attribue dans ses Memoires (bb) ch. 41. 42. &c. tous les maux de l'Eglise au desrangement des Evêques, & au mauvais choix que la Cour en faisoit alors.

Le Clergé de France assemblé à Melun l'an 1579. dans sa remontrance au Roi, representoit à sa Majesté : "Que les Prelatures ecclesiastiques sont baillées, non à personnes dignes de les exercer, mais à gens incapables de les tenir... la plus grande part des benefices sont possédés par simonie, par personnes purement laïcs, entre lesquels aucuns se servans de certains confidens tenus à leur poste, ordonnent les choses spirituelles, vendent les Cu-

(a) In Gallia nullus Prælati doctus. Vastentis doctissimus fuit & Billius. Scaligerana verb. l'Hebreu.

(*) Odet de Coligni de Chatillon Cardinal, Evêque de Beauvais. N. de St. Romain Archevêque d'Aix. Jean de Mont-Lue Evêque de Valence. Jean Anioine Carracioli Evêque de Troyes. Jean de Barbançon Evêque de Pamiers. Charles Guillard Evêque de Chartres. Louis d'Albret Evêque de Lescar. Claude Reine Evêque d'Oléron. Jean de St. Gelais Evêque

d'Uzès. François de Nonilles Evêque d'Acqs. Pierre Duval Evêque de Sées. Jacques Spifame Evêque de Nevers, & plusieurs autres dont le dereglement dans la foi ou dans les mœurs n'étoit que trop public.

(aa) Reponse de M. Languet Evêque de Soissons à M. d'Auxerre, du 17. Septembre 1722. n. 12.

(b) Imprimés à Paris l'an 1581. avec privilege du Roi & approbation des Docteurs.

res & autres benefices, disposant du patrimoine de Dieu comme de leurs choses propres. *Et quelques pages plus bas.*

“ Il se trouve plusieurs Archevêchés & Evêchés au nombre de vingt-huit (presque le quart des Evêchés du Royaume) tenus en confidence & économiât, & conséquemment vaquans suivant les saints decretz, dont ils vous ont donné ci-devant memoire, duquel la copie est encore ici attachée, il vous plaise ordonner que dès-à-present il y sera pourvû par élection canonique. „

Scipion de Gramont dit à la pag. 10. de son livre intitulé, le Denier royal : L'argent est un vrai Prothée qui se change en tout ce qu'on veut... Et plutôt à Dieu que ce ne fût pas une mitre & une croisse, puisqu'on les a par fois pour ce prix.

Le Clergé & de Gramont ne mentoient pas en parlant ainsi, l'un au Roi Henri III. l'an 1579. & l'autre à toute la France l'an 1620. Mais à combien d'autres Evêques n'auroit-on pas été en droit de dire ces paroles du Sauveur ? “ En verité, en verité, je vous le dis : Celui qui n'entre pas par la porte dans la bergerie des brebis, mais qui y monte par un autre endroit, est un voleur & un larron... je suis la porte des brebis. Tous ceux qui sont venus sont des voleurs & des larrons, & les brebis ne les ont point écoutés, &c. „ *Joan 10.*

L'Assemblée generale du Clergé de l'an 1625. reconnoissoit que tout le corps épiscopal avoit besoin d'être reformé, & que les Diocèses par la faute des Evêques étoient deregles, ce qui obligea l'Assemblée d'adresser à chaque Evêque en particulier la lettre suivante.

“ Monsieur, vous prendrez en bonne part l'avis que nous vous donnons, avec la même charité & sincerité que nous l'avons resolu, & l'observerez, s'il vous plaît, le plus exactement qu'il vous sera possible. Nous espérons que c'est le seul moyen de revoir l'Eglise en son entière splendeur, & les Prelats & autres Ecclesiastiques honorés selon leur merite. *Nous vous conjurons donc de vous regler & votre Diocèse.* Nous nous promettons tant de votre zele, que nous espérons que vous y apporterez tout ce que vous estimez y être nécessaire. Donné en l'Assemblée generale du Clergé le 15. Decembre 1625. signé, Richart Secrétaire. „

Recueil des affaires du Clergé de France, to. 3. p. 772. de l'édit. de 1636.

L'avis fut envoyé, & la reforme ne s'étendit point aux Evêques à leurs secretariats ni à leur famille, mais elle commença par de puissans efforts de leur part de se saisir de l'approbation des Predicateurs & des Confesseurs & d'en depouiller les Curés, que le même Clergé dix ans avant disoit à Louis XIII. être la base & le soutien de l'honneur de l'Eglise..

Enfin M. Colbert dans son Testament adressé à Louis XIV. disoit des Evêques de l'assemblée de 1681. qu'ils étoient tellement devoûés aux volontés du Roi, qu'ils auroient reçûs l'Alcoran pour l'Evangile si le Roi le leur avoit proposé.

A quels malheurs, si de tels hommes paroissent encore une fois, les Diocèses, l'Eglise & l'Etat même ne seront-ils point livrés ? L'enfer ne peut fournir à un méchant Evêque, ou qui veut dominer un moyen plus prompt & plus

plus efficace que le pouvoir arbitraire & exclusif de l'approbation pour se vanger, détruire le bien que ses predecesseurs ont fait, introduire l'irreligion, bannir la vraie pieté d'un Diocèse, caballer contre le Prince, opprimer les gens de bien & reduire à sa volonté les premiers Magistrats.

L'Histoire du Royaume nous en fournit de memorables exemples; l'on vit l'an 1601. Paul Hurault de l'Hôpital Archevêque d'Aix, assembler à l'Archevêché les Curés & les Confesseurs seculiers & reguliers, & leur faire défense de confesser & d'absoudre tous MM. de la Tournelle, Presidens & Conseillers, le Greffier, les Huissiers & l'Executeur, & en donner liste, uniquement parce que la Tournelle avoit condamné à mort & fait executer un Prestre atteint & convaincu d'un crime énorme. (a)

Et l'an 1606. le Cardinal de Sourdis Archevêque de Bourdeaux, descendre à tous Curés, Prestres, Religieux & Confesseurs, de donner l'absolution aux Presidens, Conseillers, Procureur General, Avocat du Roi & autres qui avoient opiné contre lui, & se faire de leur conduite un cas reservé ou à son Penitencier.

J'ai connu un Evêque qui interdit un homme de merite, qui a eu des premiers emplois dans sa Congregation, qui a été mis sur la liste des candidats pour la premiere place, & qui confesse actuellement dans la premiere Ville du Royaume, des personnes très-distinguées par leur état: & pour quoi son Evêque l'interdit-il? c'est qu'un de ses penitens étoit en procès avec cet Evêque & ne lui cédoit pas de justes droits.

Mettre l'abus dans tout son jour, & manifester à l'Univers les funestes suites que le pouvoir arbitraire & privatif de l'approbation aux seuls Evêques peut avoir. Ceux qui ressembleront à cet Evêque passionné, vindicatif, dominant & peut-être heterodoxe, c'est-à-dire, des gens capables de tout perdre, seront en place, semeront impunément l'erreur & forceront des amc-timides & craintives de souffrir toutes les injustices d'un Evêque emporté, de lui quitter de justes droits, de blasphemer contre le Dieu vivant, de souffrir à l'erreur, de s'unir à des ligueurs & de s'élever contre le Roi & contre le gouvernement, ou ils les laisseront sans Sacrements, pendant que les vrais oints du Seigneur, qui peuvent veiller à la garde d'Israël & le défendre de la gueule du lion qui cherche à le devorer, demeureront decriés, inutiles, persecutés & sans pouvoir prêter la main à ceux qui persistent.

Ce n'est point moi qui tire des consequences si odieuses, les Evêques eux-mêmes nous les presentent. Mr. de Rohan Archevêque de Reims & de suite M. de Boulogne les ont avouées, mais sans y presenter de remede, puisque l'un veut que l'on ait recours au Concile de la Province qui ne se tient plus; & l'autre, qu'on laisse cet Evêque criminel à sa conscience, c'est-à-dire, qu'on lui permette de presenter d'une main la coupe empoisonnée & de mettre avec l'autre le feu par tout.

« Je pourrois, disoit feu M. de Boulogne dans une lettre à M. de Reims,

(a) Voyez les preuves des libertés de l'Eglise Gallicane. ch. 9. n. 10. & n. 11.

“interdire les meilleurs Confesseurs, & même en grand nombre, ne laisser
 “qu’un seul Curé pour confesser dans des Paroisses de sept ou huit mille com-
 “munians, en reduire d’autres à ne confesser que leurs paroissiens, défendre
 “aux Confesseurs sous peine de suspension *ipso facto*, de donner l’absolution
 “à tous & chacun des fideles qui ne regarderoient pas la Bulle comme règle
 “de foi, &c. sans cependant qu’on entreprit de m’en faire rendre compte.”
 C’est-à-dire, selon M. de Boulogne qui a appelé de la Constitution *Unigenitus*
 de Clement XI. & qui la regardoit comme contraire à la foi, qu’un Evêque
 peut prendre toutes les mesures pour faire recevoir par le ministère des Con-
 fesseurs, ce qu’il croyoit une très-mauvaise chose, saper la Religion & repa-
 dre le poison de l’herésie, sans qu’on puisse l’arrêter dans ses pernicieux des-
 seins.

De tels principes sont affreux & injurieux au Roi. Ils sont contraires au
 droit naturel, divin & ecclésiastique, & à Dieu ne plaise que je le suive, quo-
 que feu M. de Boulogne, dont l’on honore le mérite personnel, l’érudi-
 tion & l’exactitude, & plusieurs Evêques avant lui & avec lui, Appellans &
 non Appellans, s’unissent ensemble pour les établir, & les érigent, pour ainsi
 dire, en dogmes.

Mais quelques affreux & quelques faux que soient ces principes, ils sont sui-
 vis dans les Diocèses. Tels sont les Evêques, tels sont les Confesseurs & bien-
 tôt tels seront les peuples: Un Evêque qui se dit Augustinien, nourri à l’école
 des saints Docteurs, élevé comme S. Paul aux pieds de Gamaliel, instruit de
 la manière la plus exacte d’observer la loi, que ses adversaires disent Jansenis-
 te, & qui a appelé de la Bulle *Unigenitus* favorise les Appellans, & ceux qui
 font gloire de s’attacher à la doctrine de S. Augustin & de S. Thomas; un
 Evêque de doctrine contraire, un Evêque que les autres disaient de opi-
 nions monstrueuses des plus relâchés casuistes & des principes de la Theologie
 nouvelle; un Evêque soumis à la fameuse Constitution de Clement XI. & qui
 veut qu’on pousse la crédulité à ses sentimens jusqu’à dire blanc, s’il l’assure, ce
 qui est noir, & l’obéissance à ses commandemens jusqu’à se précipiter, [*] ne
 met dans le ministère que des Prêtres qui lui ressemblent, ou qui affectent par
 intérêts de lui ressembler; car il est une infinité de Prêtres aujourd’hui dans
 l’Eglise de qui l’on peut dire: *Iste & probucella panis deservit veritatem. Prov. 28. 21.*
 Il abandonne la vérité pour avoir du pain, un emploi, un bénéfice. Mais l’un ou
 l’autre de ces Evêques (car dans une conduite si opposée & dont les motifs
 sont si différens, il est nécessaire que l’un des deux se trompe) combat la vé-
 rité & se sert des Confesseurs qu’il approuve, pour semer, propager, affer-

[*] M. l’Evêque de ** très-zélé partisan
 de la Constitution, disoit il y a quelques an-
 nées à une Supérieure de Communauté, qui
 “est encore vivante, “qu’elle le voyoit éroi-
 “re, s’il disoit blanc ce qui est noir, & être
 “soumise à ses ordres jusqu’à se jeter par les
 “fenêtres s’il lui en faisoit le commandement.”
 Le bon Evêque parloit ainsi pour engager cette

filie à se confesser au Prêtre qu’il lui avoit
 nommé pour Confesseur & qui est aussi preve-
 nu que son Evêque pour l’obéissance aveugle.
 “Autrement, ajoutoit le Prelat, prenez vo-
 “tre parti, le mien est pris, je vous chasserai.”
 C’est ce qu’il fit quelques mois après, par Let-
 tre de cachet.

mir l'erreur & decrier ceux qui ne pensent pas comme lui, mais qui peut-être sont plus attachés à l'ancienne & saine doctrine & plus capables d'entrer dans le ministère qu'une infinité d'autres Prêtres qu'on y laisse, & qu'on pousse dans les premiers emplois, souvent sans autre mérite que celui de n'avoir point de sentiment, & d'être comme un roseau flexible & pliant aux vents de toutes les mauvaises doctrines. (a)

L'Avocat M^r. Antoine Arnaud plaidant au Parlement de Paris, demandoit : *Quis sont ceux qui dès l'an 1585. ne vouloient point bailler absolution aux Gentilshommes, s'ils ne promettoient de se l'igner contre leur Roi très-catholique (Henri II.) & auquel ils ne pouvoient rien objecter, sinon qu'il ne s'étoit pas laissé mourir sitôt que leurs Magiciens avoient prédit. Et un peu plus bas : Ce sont ces Confesseurs hardis... qui ont rempli tant de places & tant de dignités, d'ames ennemies du Roi & de son Etat... qui en toutes ses principales Villes lui suscitèrent les jours par leurs confessions mille nouveaux ennemis, qui y tiennent le conseil secret de toute rébellion & de toute trahison. (a)*

M. Louis Dollé, dans son plaidoyé du même tems, atteste de pareilles choses, & on les lit dans l'histoire de France par M^r. de Thou sur l'an 1594.

Ces Confesseurs & exhortateurs de tels parricides... comme parloit encore l'Avocat Arnaud, en remetteurs des ligués, des factions, des alliances & associations toutes nouvelles, confessoient en conséquence des Bulles Romaines, avec commission du Cardinal Legat, ou avec permission des Evêques, à l'insçu & contre la volonté des Curés ; au lieu que les Prestres des Paroisses à qui les Curés permettoient, & qui confessoient sous leurs yeux, ne se livroient point à de pareilles fureurs. Les Curés de Paris dans des circonstances si funestes au salut & à l'Etat, crurent devoir demander au Parlement de faire défense aux... qui ne prenoient point le consentement des Curés, d'administrer les Sacramens, & d'entreprendre en sorte que ce soit sur la charge & pouvoir des demandeurs.

Quelle douleur à un Curé zélé, à un véritable Pasteur, qui aime les brebis que Jesus-Christ lui a confiées & qui n'a pas assez de force ni de loisir pour courir seul à tous les besoins d'un peuple nombreux de sept ou huit mille communians repandus dans de vastes campagnes, de les voir perir faute de secours, ou de les abandonner à des empoisonneurs & à des gens qui n'entrent dans la bergerie que pour voler, pour égorgier & pour perdre ? *Joan. 10. 10.* Ne pourrat-il point dans des besoins si réels & si pressans, sortir comme le Pere de famille à toutes les heures du jour & envoyer dans sa vigne de dignes ouvriers qui attendent en paix de l'employ, & qu'un Evêque refuse sans raison d'approuver dans les besoins pressans de l'Eglise ? Et que seront des particuliers &

(a) Ces inconveniens sont terribles, mais ils ne sont gueres à craindre de la part d'un Curé, parce que s'il excède, un Officier, un Evêque, des Juges royaux peuvent arrêter aussitôt l'excès, mais il n'en est pas de même du Pape, & de l'Evêque lorsqu'ils excèdent. Le mal que peut faire un Curé par les Confesseurs, se com-

centre dans une Paroisse, mais celui que fait l'Evêque gagne tout un Diocèse. Voyez le Mandement du chapitre de Reims le 20. Mars 1589. le Siege vacant. On y dissend de donner les Sacramens même à l'aques, à ceux qui n'entreront pas dans l'union contre le Roi, & qui continuent dans son obéissance.

des Communautés persécutées à qui l'on ôte les Confesseurs, ou à qui l'on n'en donne que de mauvais, & qui ont plus besoin eux-mêmes d'être conduits qu'ils ne font propres à conduire les autres ?

Je suis saisi d'horreur au récit d'une chose semblable, & de ce qu'un mal de cette nature, & qui n'est pas aujourd'hui si rare qu'on pense, paroît sans remède, si nous voulons croire le plus grand nombre des Evêques.

§. VIII. *Les Prêtres que l'Evêque refuse d'approuver, peuvent en France recourir au Supérieur, ainsi qu'on le pratique ailleurs.*

Navarre dans son Manuel, (a) a cru qu'un Religieux dûment présenté par son supérieur, & que l'Evêque sans cause raisonnable a refusé d'approuver, peut confesser & absoudre ; que le Concile de Trente n'est pas contraire, & qu'il est du Religieux injustement refusé, comme d'un Abbé regulier qui fait de droit ses fonctions lorsque l'Evêque requis par trois fois, a refusé de le benir.

Navarre écrivoit à Rome sous les yeux des Papes Gregoire XIII. & Sixte V. auxquels successivement il a présenté ses Ouvrages.

Vivaldus (b) dans son Chandelier d'or, imprimé jusqu'à douze fois en Italie, la dernière l'an 1600. sous les auspices du Pape Clement VIII. dit aussi que l'Evêque qui refuse d'approuver le Regulier trouvé capable, commet une injustice en matière grave & pèche mortellement à ce qu'il lui semble ;

(a) Episcopo sine justa causa nolente admittere, possunt præfæcati (fratres) facere illa (audire confessiones) perinde ac si fuissent admitti. Nec videtur obitare Concilium Tridentinum. Tum quia hujusmodi præfæcatus, & sine causa ab Episcopo rejectus habetur pro approbato ab eo... Sicut Abbas qui petit 3^o. benedictionem ab Episcopo habetur pro benedicto, si eam sibi neget. Tum quia Concilium Trident. non videtur voluisse detogare juri communi. * Navarre Eochirid. cap. 27. n. 264.

* Le Concile a detogé à la coutume & aux privilèges des reguliers, & ces privilèges n'ont pas changé de nature pour avoir été inférés dans le droit. A tort on les dit de droit commun, mais de quelque manière qu'on les regarde, le Concile les a revoués, & a fait un autre droit.

(b) Si Episcopus absque justa causa, noluerit eos approbare, possunt auctoritate Papæ audire confessiones, quia tunc ab illo censentur approbati, &c. Dico (salva illustrissimorum patrumque reverendissimorum Præfatum honestate & debita reverentia) quod si regulares ad minus, à suis Superioribus præfæcatus... & inventos idoneos noluerint absque justa causa si-

ne suorum casuum reservatione, approbare, sunt à Papa approbati, ut supra, & quia dicti Prælati faciunt injustitiam in re gravi, videtur mihi quod sit mortale peccatum. &c.

Constat illustrissimos ac reverendissimos Prælatos non posse idoneos regulares repertos, non approbare, nulla interposita conditione, aut gravamine: oisi adsit justa causa, ut dictum est, si quidem dicti fratres habent jurisdictionem à Papa cum hac solum conditione, quod Episcopus eos examinet, & inveniat idoneos. Dixi jurisdictionem, & non potestatem, quia omnes Sacerdotes à sua ordinatione habent potestatem jure divino absolventi ab omnibus casibus & peccatis, Concil. Trident. sess. 23. cap. 15. Navar. cap. 77. n. 263. Et omnes. Et quia hæc potestas quam habent jure divino, interdicta est illis jure positivo, quousque habeant materiam, oves scilicet, in quas possint eam exercere : Papa tribuit illis materiam, committendo illis qui inventi fuerint idonei, oves suas, i. quas possint potestatem sibi traditam exercere. Habent enim Episcopi in hoc casu circa regulares tantum nudum ministerium. Vivaldus part. 2. de absolut. n. 45. & seqq. edit. 1600.

& que dans ce cas le Pape approuve le Religieux refusé & lui donne une juridiction suffisante pour confesser & absoudre.

Le sentiment de Navarre & de Vivaldus nous revolte & n'a point été suivi, il est contraire à nos mœurs, aux reglemens du Clergé de France & aux Edits du Roi, & constamment il est opposé au Concile de Trente qui a déclaré nettement, que les Prêtres réguliers avant de reduire en acte la puissance d'absoudre reçûe dans l'Ordination, doivent être approuvés de l'Evêque, mais le Concile n'a fait aucune obligation aux Evêques d'appeler les Réguliers à leur examen pour les approuver, & s'ils s'y présentent d'eux-mêmes, l'Evêque sans commettre d'injustice, peut leur dire qu'il n'a pas besoin de leur service, & les renvoyer sans les examiner, & en cela il ne commet aucune faute.

Mais en Espagne, en Italie, &c. un Religieux présenté par son supérieur & que l'Evêque admet à l'examen (je ne sçai si ce n'est point la même chose d'un Prêtre présenté par un Curé) peut, s'il en est refusé injustement, recourir à l'Archevêque & s'en faire approuver. Covarruvias, cité par Zerola, & Zerola lui-même dans sa Pratique épiscopale nous l'apprennent; leur témoignage ne peut être suspect, ils ont écrit depuis le Concile de Trente, & Covarruvias y avoit assisté. *Si Episcopus nollet sine causa regularem presentatum admittere, potest adire Metropolitanum iuxta notata per Covarruviam. Præf. quæst. c. 20. num. 1. verbo eadem ratione. Et si non adesset Metropolitanus, potest adire Dominum Papam seu sacram Congregationem Episcoporum, &c. (a)* Zerola dit encore que les Prêtres à qui l'Evêque ôte les pouvoirs peuvent recourir à l'Archevêque. *Et hic est alius casus quo à suffraganeis potest recurri ad Metropolitanum. (a)*

Saint Antonin, (b) Silvestre, (c) Jean-François de Pavinis, (d) Angelus, (e) Navarre, (f) Suarez, (g) Conink, (h) Emanuel Sa, (i) &c. enseignent

(a) Zerola, *Præf. Episc. pars. 1. verbo, Confessores, ad 1. & ad 7.*

(b) Curatus ergo prohibens subdito suo ne alii confiteatur debet excipere Episcopum, Papam, Legatum, summum Penitentiarium & Archiepiscopum dum visitat, & habentes ab eis potestatem. *S. Antonin. Confess. pars. 1. c. 9.*

(c) Proprius Sacerdos large dicitur. 1°. Papa in toto modo. 2°. Legatus & ejus Penitentiarius in sua Provincia. 3°. Archiepiscopus dum visitat, in tota Diocesi suffraganei sui de *Pœnit. & remis. Nostro*. Et tunc potest aliis committere secundum directorem. *Silvestre verbo. Confessor. 1. q. 1. & verbo, Archiepiscopus n. 8.*

(d) Potest Archiepiscopus dum visitat, Confessiones subditorum suffraganeorum audire ac absolvere confitentes, &c. Et credo quod tunc poterit dare licentiam ut eliant Confessorem, ut in *cap. Si Episcopus. de Pœnit. & rem. lib. 6. Jo. Fr. de Pavinis. Bacul. Pastoral. part. 2. q. 4.*

(e) Quis dicitur proprius Sacerdos? Respondeo primo, &c. Quarto, Archiepiscopus dum visitat est proprius Sacerdos subditorum suorum suffraganeorum & eos absolvere potest *cap. Nostro. de Pœnit. & rem. &c. 10°. Omnes habentes licentiam ab aliquo prætorum. Angelus, verbo, Confessor 3. n. 3.*

(f) Archiepiscopus dum visitat Provinciam est proprius Sacerdos subditorum suorum suffraganeorum & eos absolvere potest... decimo, Omnes habentes licentiam ab aliquo prædictorum. *Navarre in cap. Placuit. de Pœnit. dist. 6. n. 128.*

(g) Non est autem idem de Archiepiscopo in suo Archiepiscopatu, quia in Diocesi suffraganeorum regulariter non habet jurisdictionem, sed solum potest illam exercere dum actu visitat ut notat Silvestre *verbo Confessor. 1. quæst. 1. &c.* Probabilis dicitur illam esse jurisdictionem ordinariam, quia competit Archiepiscopo ratione proprii muneris, sicut visitare Episcopatus suffraganeorum, quia hoc jus est quid annexum illi actui seu visitationi.

que lorsque l'Archevêque visite sa Province, il a la juridiction & qu'il peut alors commettre des Prêtres pour confesser. A plus forte raison, il conviendrait qu'il approuvât, quand il y a de justes plaintes, que l'Evêque abuse de la juridiction gracieuse, ou en n'approuvant pas ceux qu'il devrait approuver, ou en retirant son approbation à ceux qui n'ont pas mérité de la perdre. On le pratique ainsi en Italie, & dans le fond il n'y a pas plus de difficulté, qu'à approuver un nouveau Curé que l'Archevêque approuve souvent sur le refus de l'Evêque.

Panorme, la glose sur le chapitre *Romana de suppl. negl. Pralator. in 6^o*. Silvestre, &c. enseignent qu'en cas de negligence de l'Evêque, la juridiction est devolue à l'Archevêque, qui peut faire alors ce que l'Evêque auroit dû faire. *Archiepiscopus habet jurisdictionem ordinariam in subditos Episcopi, quando Episcopus est negligens in eo quod facere debet. 9. q. 3. Cum sumus. Pro quo Panormitanus in cap. Ex frequentibus. de institutionib. facit regulam generalem quod sola negligentia Episcopi deferat jurisdictionem in Archiepiscopum. Et glossa in cap. Romani. de suppl. negl. Prel. lib. 6. Dicit quod in negligentia Episcopi Archiepiscopus supplet vices eius, non autem in delicto, quod limitat secundum Doctores & Panormitanum in d. l. cap. Ex frequentibus. Nisi delicta sint notoria. Silvester verbo Archiepiscopus.*

On prétend que la discipline n'est pas telle en France. Le Roi veut, dit-on, par son Edit de la juridiction ecclésiastique, qu'il soit réservé au seul Evêque diocésain d'approuver les Prêtres séculiers & réguliers qui n'ont point de Cures, qu'il puisse donner l'approbation ou la permission pour les tems, les lieux, les personnes qu'il lui plaît, avec liberté de la révoquer, & que les Prêtres qui ne sont point pourvus d'un bénéfice à charge d'âmes, ne puissent quand même ils seroient maîtres en Théologie & auroient au suprême degré toutes les qualités requises pour la direction, & par quel motif que les Evêques agissent, juste ou injuste, recourir à l'Archevêque.

" Pour ce qui est des Evêques, dit l'auteur des Consultations canoniques, tom. 1, cons. r. 23. pag. 217. comme ils ne sont comptables qu'à Dieu de l'approbation pour prêcher & pour confesser, il n'y a aucune voye pour faire casser la revocation qu'ils en font, quelque injuste qu'elle soit. „ (a)

Où est la nation dans le monde tant soit peu policée, chez laquelle il soit ainsi permis d'être injuste impunément ? Le Concile de Seville de l'an 629.

Et hoc sensu Silvester supra, dum ait posse Archiepiscopum illam jurisdictionem committere. Suarez, in 3. p. D. Th. 10. 4. disp. 25. sect. 1. n. 14.

(h) Nota Archiepiscopum non habere jurisdictionem in subditos Episcoporum sibi subditorum nec posse eorum confessiones audire nisi dum visitat, ut habetur, cap. ult. de censibus in 6. quo tempore ex officio competit ei jurisdiclio, atque ita eam delegare potest. Coninck, de munif. Sac. Pœnit. disp. 8. dub. 3.

(i) Archiepiscopus dum visitat provinciam, potest subditorum suffraganei Confessiones per se vel per alium audire. Emanuel Sa. verbo, Archiepiscopus.

(a) L'Auteur des Consultations s'est fort mépris, l'Edit de 1695. de la juridiction ecclésiastique, ne défend point absolument de recourir à l'Archevêque, quand il y a des Evêques injustes & qui abusent de la juridiction gracieuse, au contraire il l'insinue & permet ce recours en plusieurs endroits.

can. 6. "deffend aux Evêques conformément à d'anciens canons, de fufpen-
 "dre de leurs fonctions des Prêtres ou des Diacres fans avoir pris l'avis & le
 "consentement des Evêques de la Province, parce qu'il y a des Evêques, dit
 "le Concile de Seville, qui ne fe conduifent point felon l'esprit des saints Ca-
 "nons, mais qui agiffent en vrais tyrans, qui élevent les uns aux emplois par
 "faveur, qui en retirent les autres par jalousie & vengeance, & qui enfin se
 "rendant trop credules aux faux rapports, condamnent comme coupables
 "ceux dont on ne leur a point prouvé les crimes. L'Evêque, continuent les
 "Peres de ce Concile, peut seul honorer les Prêtres & les Diacres, mais il ne
 "peut pas après les avoir honoré, les interdire de leurs fonctions; car fi les
 "maîtres qui ont affranchis leurs efclaves, ne peuvent pas les remettre dans
 "la fervitude fans l'autorité publique du Tribunal feculier, à plus forte rai-
 "fon, ceux qui font confacrés aux saints Autels & honorés du caractère ec-
 "clefiastique, ne doivent pas être condamnés fans aucune forme, ni être pri-
 "vés par un seul des privileges & des fonctions de leur Ordre, mais ils doi-
 "vent être jugés & destitués par un jugement ecclesiastique & conforme aux
 "canons." *Decrevimus ut juxta Patrum synodaliū sententiā nullus nostrum
 sine Concilii examine deiciendum quemlibet Presbyterum vel Diaconum audeat.
 Nam multi sunt qui indiscussis, potestate tyrannica, non auctoritate canonica dam-
 nant, & sicut nonnulli gratia favore sublimant, ita quosdam odio, invidiæque per-
 meti humiliani, & ad levem opinionis antram condemnant, quorum crimen non appro-
 bant. Episcopus enim Sacerdotibus ac ministris solus honorem dare potest, asserere so-
 lus non potest. Si enim qui in saeculo à Dominis suis honorem libertatis adepti sunt, in
 servitutis nexum nantesolvuntur, nisi publice apud Praefatos ac Praesides tribunali foro
 fuerint accusati, quanto magis hi qui divinis altaribus consecrati, honore ecclesiasti-
 co decorantur? qui profecto nec ab uno damnari, nec uno judicante poterunt honoris
 sui privilegiis exui, sed praesentati synodali judicio, quod canon de illis praeceperit
 definiri.* Conc. Hispal. 2. an. 629. can. 6.

Nous avons appris, dit le troisieme Concile de Toled de l'an 589. can. 20.
 qu'il y a des Evêques dont la conduite, lorsqu'ils visitent les Paroisses, n'est
 point sacerdotale, mais furieuse & cruelle. *Et un peu plus bas:* Si quelques
 Clercs sont maltraités de leur Evêques, qu'ils s'en plaignent aussi-tôt au Me-
 tropolitain, & que celui-ci ne differe point à reprimer l'injustice de leur Evê-
 que. *Quia cognovimus per Episcopos per Parochias suas non Sacerdotaliter, sed cru-
 deliter deserviri, &c. Hi vero Clerici tam locales quam Diocesani, qui se ab Epif-
 copo gravari cognoverint, querelas suas ad Metropolitanum deferre non differant, &
 Metropolitanus non moretur ejusmodi praesumptionis coercere.* Conc. Tolet. 3. c.
 20. refertur 10. q. 3. c. 6.

Alexandre III. écrivant à quelques Evêques, leur dit: "Que s'il apprend
 qu'ils traitent indignement leurs Clercs, & qu'ils les suspendent & interdisent
 sans l'avis de leur Chapitre & sans garder aucune forme de justice, il les puni-
 ra de telle maniere, que ceux qui en entendront parler se garderont d'une
 pareille faute, par la crainte d'une semblable peine. (a)

(a) Cum autem Presbyteros quasi filios & | favere, mandamus... Nec de cetera irrationa-
 biliter gravetis, vel inhoneste tractetis eosdem

Et Innocent III. dans le Concile de Latran de l'an 1215. can. 30. referé au chapitre, *Grave nimis. de Prabendis.* ordonne au Concile de la Province d'établir une personne pour nommer aux benefices & aux emplois, lorsque l'Evêque après avoir été averti deux fois, continué d'y nommer des indignes. (a)

Que ceux qui ont parlé de la sorte, étoient éloignés de croire que les Evêques n'étoient comptables qu'à Dieu, lorsqu'ils retiroient du ministère de dignes Ministres ! Et que nos voisins ont lieu d'être surpris de voir qu'en France, où l'on est si jaloux des libertés de l'Eglise Gallicane, que l'on fait consister dans l'observation des anciens canons, on les abandonne cependant ces libertés si précieuses, dans un point de la dernière conséquence, qui étant négligé met l'Eglise en danger, tient les Prestres dans la servitude & fait une domination que les anciens Evêques, fideles à écouter le commandement du Sauveur & les avis de St. Pierre, s'efforçoient de détruire.

Ne faisons point cette injure à la France & à nos Rois, de les croire capables d'autoriser une injustice si criante. Le Concile de Vaison de l'an 442. can. 5. permet aux Cleres de recourir contre le jugement de leur Evêque, au Synode du Diocèse, comme l'explique Bochel : *Si quis Episcopi sententia non acquiescit, dit ce Concile, recurrat ad Synodum.*

Le troisieme Concile d'Orléans de l'an 538. can. 20. accorde également aux Cleres, conformément aux anciens canons, de se plaindre au Concile de la Province, ou, si l'on veut dans le sens de Bochel, au Synode diocésain, de l'injustice qu'ils souffrent de leur Evêque. (b)

Gregoire de Tours sur la fin du sixieme siecle, disoit au Roi Chilperic : Si quelquel Evêque s'écarte de son devoir, votre Majesté veut l'y ramener & l'obliger à reparer sa faute. *Ad hæc ego. Si quis de nobis ô Rex, iustitia transmissam transcendere voluerit, à se corrigi potest.* (c)

Le Capitulaire du Roi Charles le Chauve, donné à Toulouse l'an 843. & confirmé la même année par le Concile assemblé proche la Ville du Mans dans la Maison royale de Cologne, descend aux Evêques d'inquieter en la moindre chose les Curés qui avoient eu recours à lui & à son Conseil, contre leurs vexations.

Hæc quæ sequuntur capitula, consulentes necessitati Episcoporum septimana &

aut sine iudicio Capituli suspendere vel eorum Ecclesiis interdicto subjicere attentatis... Nec aliquem excommunicare sine Ordine iudiciario præsumatis. Scituri pro certo, quod si huiusmodi rumores de vobis iterum ad aures nostras pervenerint, pro tantis excessibus vos taliter puniamus, quod timore poenæ vestra ceteri à similibus abtinebunt. cap. Pervenit de excessib. Prælator. lib. 5. tit. 31. c. 1.

(a) Grave nimis & absurdum est quod quidam Prælati Ecclesiarum cum possint viros idoneos, ad Ecclesiastica beneficia promovere, assumere non verentur indignos... volentes igitur huic morbo mederi præcipimus ut prætermisiss indignis, assumant idoneos, qui & Ec-

clesiis velint & valeant gratum impendere formulatum, siatque de hoc in provinciali Concilio diligens inquisitio annuatim. Ita quod qui post primam & secundam correptionem fuerit repertus culpabilis, à conferendis beneficiis per ipsam Concilium suspendatur, instituta in eodem Concilio persona provida & honesta quæ suppleat suspensi defectum in conferendis beneficiis. cap. Grave nimis. de Prabendis. lib. 5. tit. 5. c. 29.

(b) Si quis Clericorum circa se aut distractionem aut tractationem Episcopi sui putat injustam, juxta antiquas constitutiones recurrat ad synodum. Conc. Aurel. 5. can. 20.

(c) Gregorius Turon. Hist. lib. 5. c. 19. *sub, eorum*

subjectionem eis Presbyterorum possibilitati, tractante: etiam sacri & iuste irreprehensibilis ministerii honestatem, Presbyterorum reclamacione committit, moderamine mansuetudinis nostra, usque ad diligentem tractatum Synodi generalis decernimus, ut Episcopi nullam inquietudinem sive exprobrationem Presbyteris aut aperte ingerendo, aut alia qualibet occasione machinando, pro eo quod se ad Nos hac vice reclamare venerunt, inferant: quia longa oppressio huiusmodi iteriter eis fecit subire laborem. Capitula apud Tolosam an. 843. cap. 1. Tout ce qui suit dans le Capitulaire au sujet des visites épiscopales, des procurations, des droits synodaux & de l'érection des nouvelles Paroisses, est à lire, & fait une regle encore aujourd'hui.

L'Assemblée generale du Clergé de France convoquée à Melun l'an 1579. ordonne au Metropolitain dans le cours de la visite de sa Province, de s'informer si les Evêques résident, prêchent la parole de Dieu, commettent des Penitenciers idoines pour entendre les confessions, de quelle maniere ils se conduisent dans la collation des Ordres & des benèfices, s'ils observent les saints canons & les loix du Royaume, & s'il les trouve en faute & scandalifans l'Eglise, de les avertir, de les punir & de les deférer au Concile de la Province, (a) s'ils ne peuvent autrement les reduire.

L'Assemblée du Clergé l'an 1610. dans le cahier de ses Remontrances, art. 6. demandoit au Roi la tenuë de Conciles, afin que s'il y a quelques sujets de plaintes contre les mêmes Prelats (les Evêques) ou leurs Officiers, il y ait tems & lieu propre pour les proposer avec l'autorité d'y pourvoir.

Et l'an 1615. on vit les Evêques dans l'Assemblée des trois Etats du Royaume, arrêter & statuer cet article qui est le cinq du Reglement spirituel "Que s'il y avoit en leurs personnes ou en leur famille quelque chose à dire, & que le desordre ne pût être reprimé par les admonitions des supérieurs ordinaires & de l'Archevêque, ou du plus ancien Evêque, si le desordre faut est en la personne d'un Prelat, il y sera en tel cas pourvu par le Concile provincial. "

L'article seroit excellent, si Mrs. les Evêques avoient ajouté: Et au deffaut du Concile provincial, il y sera pourvu par le Parlement de la Province dont les Chambres étant composées de Conseillers laïques & de Conseillers clercs avec droit de seance à quelques Evêques, sont comme un Concile toujours assemblé au deffaut du Concile plenier & general de la Province, pour punir les manquemens des Evêques.

Mr. Bonichon dans son livre de l'autorité Episcopale descenduë contre les

(a) Metropolitani in suarum provinciarum visitatione ordinem à felicis recordat. Innocentio Papa IV. in constitutione, quæ incipit *Romana Ecclesia* (sex. lib. 3. tit. 20. c. 1.) Servabunt & inter alia de his diligentem inquirent, an Episcopi resident in suis Dioccesibus, an prædicent verbum Dei, an ita vivant ut Apostolus præscripsit: quæmodum in ordinibus ac beneficiis contendingis se gerant. An idoneos audiendis Confessionibus, puniendos

que excessibus Penitenciariorum ac Officialis depurent... An antiquos Canones, regnique instituta observent. Mox præcitur veto ut Christiana libertate Episcopos suffraganeos Ecclesie scandalum afferentes arguant & eorum delicta corrigant, & quæ pro tempore coti ipsi non poterunt ad Synodum provincialem referant.

Constitut. Convencus Melodunen. an. 1579. tit. 5. de Ecclesiarum visitat.

Reguliers d'Angers, avoué que les Reguliers injustement refusés pour la predication & la confession, peuvent appeler de l'injustice qu'ils pretendent qu'un Evêque leur a faite, au Metropolitain, au Primat, & de lui au saint Siege. (a)

On voit aussi M. Gibert reconnoître dans ses Institutions ecclesiastiques, *part. 3. tit. 19. pag. 93 4.* que la connoissance des jugemens de l'Evêque au sujet de l'approbation pour la predication ou confession, est devoluë au supérieur par appel.

L'Arrêt du Conseil du Roi du 16. Juillet 1658. confirmé par le Roi en son Conseil le 24. Décembre suivant, à la requête de Mr. l'Evêque de Sarlat & des Agens generaux du Clergé contre les Recolets de Sarlat, & auquel Sa Majesté n'a point derogé par l'Edit de 1695. ôte à ses Parlemens la connoissance de la mission des Predicateurs, de l'examen de leur doctrine, de l'approbation des Confesseurs, & de toutes autres matieres spirituelles, mais *sauf aux complainans*, dit l'Arrêt, *à se pourvoir par appel simple pardevant les Juges ecclesiastiques qui doivent connoître de ces differends.*

Et l'Edit de 1695. *art. XI.* veut que les Ordonnances qui auront été rendues par les Archevêques ou Evêques sur le sujet des permissions de prêcher & de confesser, *soient executées, nonobstant toutes appellations simples, ou comme d'abus, & sans y prejudicier.* Paroles qui laissent l'Arrêt du Conseil de l'an 1658. en toute sa force & qui ajoutent à l'appellation simple que l'Arrêt permet seulement, celle comme d'abus. Ainsi bien loin que le Roi defende de se pourvoir contre un Evêque qui abuse de la juridiction gratuite, il autorise au contraire à le faire, soit par appel simple devant les Juges Ecclesiastiques, soit par appel comme d'abus devant les Parlemens, & tout ce qu'il donne aux Evêques, c'est que leur Ordonnance jusqu'à ce qu'elle ait été reformée ou déclarée abusive, s'exécute par provision.

On peut donc appeler d'un Evêque qui n'examine & qui n'approuve pas pour prêcher & confesser, quand étant obligé de le faire, il le refuse injustement par prevention, ignorance, ou entêtement, & qu'il prefere de laisser les Paroisses sans secours, plutôt que d'examiner & d'approuver des Prêtres capables que les Curés lui presentent. L'Arrêt du Conseil de l'an 1658. & l'Edit de 1695. sont precis; & les Evêques qui ont fait inserer l'Arrêt dans les nouveaux Memoires du Clergé, *tom. 5. pag. 340. &c. (b)* ont voulu que toute la terre sût que le recours contre l'abus de la juridiction gratuite & volontaire de l'Evêque, est de droit commun, conforme aux saints canons, est appuyé de l'autorité du Roi, & que si quelque Prelat pense le contraire, il n'est pas avoué par le corps des Evêques.

L'Auteur de la Consultation sur la diminution des Fêtes, imprimée par l'ordre de trois Evêques l'an 1670. dit fort bien, (c) " Que trop donner à

(a) Bonichon, de l'autorité Episcopale defenduë contre les Religieux mandians d'Angers, pag. 59. édit. 1658.

(b) Voyez les Arrêts rendus au Conseil des 9. Janvier 1657. & 16. Juillet, 24. Decembre 1658. *Nouv. Mem. du Clergé, 10. 3. pag. 317. & suiv.*

(c) Consultation sur la diminution des Fêtes, pag. 9. édit. de la Rochelle 1670. imprimée par Mandemens de Mrs. Loüis de la Bassompierre Evêque de Saintes du 1. Octob. 1669. d'Henry de Laval Evêque de la Rochelle 1. Decembre 1669. & de Guillaume . . . Evêque de Perigueux, du 14. Decembre, aussi 1669.

« l'autorité des Evêques, ou la trop resserrer, ce sont deux extrémités qui
 « sont toutes deux vicieuses, & qu'il faut également éviter, l'Eglise ne souf-
 « frant pas un moindre prejudice, quand on depouille les Evêques de l'autori-
 « té sacrée que Dieu leur a donnée, que quand on pretend qu'elle est sans bor-
 « nes, & qu'ils ne doivent reconnoître aucune puissance au-dessus d'eux dans
 « la conduite de leurs troupeaux. », Mais je n'approuve point que les particu-
 « liers, ni même que les Communautés interdites entierement par un Evêque
 « sans égard à la Bulle *Superna magni*. du Pape Clement X. (a) qui le defend,
 « se plaignent; c'est aux Curés, c'est au Public que cela interesse à le faire,
 « lorsque les besoins sont communs & pressans, & les ministres tout-à-fait rares
 « par la faute de leur Evêque.

S. IX. *L'Eglise n'a point fait de loi qui attribue aux Evêques le droit d'approuver à l'exclusion des Curés.*

Le droit d'approuver les Confesseurs n'est point devolu aux Evêques à l'exclusion des Curés par aucune loi de l'Eglise. Sbrozius, *de Vicario Episcopi* lib. 2. §. 2. 3. & 4. où il traite fort au long des pouvoirs de l'Evêque à raison de l'Ordre, de la dignité & de la juridiction, ne parle point de celui d'approuver les Confesseurs. Le Concile de Tours de l'an 1583. dans l'énumération de tout ce qu'il appartient à l'Evêque de faire & que le droit lui réserve, a également omis l'approbation des Confesseurs. Les Conciles de Constance, de Basse & de Florence n'en ont pas un mot. Le Concile de Trente, je l'ai fait voir, ne l'a point statué, ou du moins il est très-douteux qu'il ait eu dessein de le faire; & sur un doute sondé, si un Concile a derogé au droit commun, il n'est pas raisonnable, & il est contraire aux regles établies par le droit canonique & civil de croire qu'il y ait derogé. (b) Les Rituels de Paul V. & d'Urbain VIII. n'ont rien de précis à cet égard, on peut même dire qu'ils favorisent plus le Curé que l'Evêque.

On ne cite point d'autres reglemens de l'Eglise pour le droit pretendu des Evêques; car les decisions des Conciles provinciaux des Provinces differentes de la nôtre, ne nous obligent pas & ne sont point des reglemens generaux. Les Bulles de *Moin proprio*. de quelques souverains Pontifes, ou les Brefs, qu'ils ont adressés à des particuliers, ni les decisions des Cardinaux, ne sont point des loix qui doivent soumettre toute l'Eglise, & l'on sçait le jugement qu'on fait en France de ce qui émane des tribunaux de Rome, lorsqu'il n'a point été demandé par le Corps du Clergé & par le Roi, ni été publié de leur autorité.

Les Evêques du Royaume ont assez reconnu dans les Etats generaux à Paris l'an 1614. & 1615. & dans les Assemblées generales du Clergé des années 1579. 1625. 1635. & 1645. que l'Eglise n'a point réglé que l'approba-

(a) Decernimus & declaramus... Confessiones audiendi facultatem omnibus simul unius Conventus regularibus Confessoribus adimi ab Episcopo, inconsulta Sede Apostolica nullatenus posse &c. Bulla, *Superna magni Clementis* X. 21. Jun. 1670.

(b) Voyez Guimier sur la Pragmatique, tit. de causis. §. statum. verbo. In jure.

tion des Confesseurs appartenoit aux seuls Evêques. Ils s'efforçoient de s'attribuer toute l'approbation; c'étoit le tems, & il y avoit lieu de mettre en œuvre & de faire valoir les décisions de l'Eglise, s'il y en avoit eu de favorables à leurs intentions. Ces grandes autorités n'ont point été employées.

Peut-être ne les connoissoit-on pas : Mais qui croira qu'un Clergé aussi éclairé que celui de France, les ait ignorées pendant un si long-tems ? Ce ne seroit assurément pas faire honneur à l'Eglise de France, de dire qu'il y avoit des décisions, mais qu'elle ne les connoissoit pas.

Le Clergé de l'Assemblée des Etats généraux de l'an 1614. à 1615. parla de l'approbation des Confesseurs par l'Evêque, en des termes fort équivoques & sans vouloir paroître déroger au droit des Curés; mais il n'en parla que comme d'un reglement qu'il venoit d'arrêter en suppliant le Roi de l'appuyer de son autorité & d'ordonner que nuls Prêtres à l'avenir ne prêchassent & ne confessassent sans s'être préalablement présenté à l'Evêque, avoir subi son examen & pris son approbation, sous la condition cependant que les Prêtres ainsi approuvés ne feroient point les fonctions de prêcher & de confesser dans les Paroisses sans le consentement du Curé, & dans les autres Eglises sans le consentement du Supérieur. De-là il résulte que les Evêques de l'Assemblée de 1615. dont plusieurs avoient connu le Cardinal Charles de Lorraine Archevêque de Reims, Philippe du Bec mort Archevêque de Reims l'an 1605. Charles d'Epinaï Evêque de Dol, Estienne Boucher Evêque de Quimper, François de Beauquere Evêque de Metz, Charles d'Angennes Evêque du Mans, Pierre Danés Evêque de Lavaur, Charles de Rouë Evêque de Soissons, Gilles Spifame Evêque de Nevers, Louis de Bueil Evêque de Vence, Pierre d'Albret Evêque de Cominges, Antoine de Girier Evêque d'Avranches, Jean Clauffe Evêque de Sens, &c. l'Abbé de Clairvaux, Claude de Saintes, Nicolas Maillard Doyen de la Faculté de Theologie de Paris, Antoine Demochares, Simon Vigor, Nicolas Boucherat, Gentien Hervet, & plusieurs autres Evêques & Theologiens qui avoient assistés aux dernières sessions du Concile de Trente, ne regardoient l'an 1615. l'approbation de l'Evêque que comme un reglement de police, & que les Evêques ayant demandé au Roi de pouvoir approuver les Confesseurs des Paroisses & des autres lieux, il demeure pour constant, & on ne peut le nier sans temerité, que depuis le Concile de Trente, conclu & arrêté l'an 1563. c'est-à-dire que pendant les 51. ans qui s'étoient écoulés depuis le Concile, les Evêques n'avoient point exercé le droit d'examiner & d'approuver les Confesseurs par exclusion des Curés, ou ne l'avoient exercé que par extraordinaire ou par devolution dans les cas de droit.

Seroit-il possible, si l'approbation de l'Evêque étoit de foi, si la nécessité de la prendre & de l'avoir étoit essentielle au Sacrement, emportoit avec soi la juridiction, & son défaut faisoit nullité dans le Sacrement, comme quelques Docteurs le pensent aujourd'hui, que toute la France pendant plus de cinquante ans & sous les yeux des Theologiens & des Evêques qui avoient eu part au decret du Concile & qui en sçavoient bien le sens & les motifs, ne feroit point soumise à un article de doctrine décidé, & que les Evêques l'an 1615. ne l'eussent proposé au Roi que comme un Reglement de discipline,

& l'eussent supplié de l'accorder aux Evêques par privilege & comme une police dont l'établissement devoit être utile à l'Eglise, si Sa Majesté les comettoit pour l'exercer ? Tous les raisonnemens que l'on fonde sur le Concile, regardés par cet endroit, disparaissent entièrement & demontrent qu'on interprète mal le Concile & qu'on ne l'entend pas.

Nos Rois (qui oseroit le contester ?) & toute la France ont toujours reçu ce que le Concile a décidé être de foi & de nécessité de Sacrement. Il n'en est pas ainsi des décrets de discipline, c'est du Roi & de l'acceptation qu'ils tirent leur autorité, & non pas du Concile ; c'est parce que le Roi nous les propose par ses Edits à observer. Si quelques Theologiens hésitent à le croire, Mrs. les Evêques n'en doivent pas douter, & doivent se convaincre que la juridiction & l'approbation communicables par le seul Evêque, ne sont au plus que de discipline.

Lisons le projet que les députés du Clergé aux Etats généraux l'an 1615. formèrent à ce sujet & présenterent au Roi Louis XIII. dans sa minorité & à Madame sa mere, regente du Royaume, c'est-à-dire dans un tems où des Evêques puissans, prosterneés au pied du trône, obtiennent facilement ce qu'ils demandent, où cependant ils n'obtinrent pas ce qu'ils demandoient, parce qu'il étoit trop insolite & trop opposé à l'usage commun de France.

Reglement spirituel [] que les Prelats & Ecclesiastiques de votre Royaume supplient très-humblement votre Majesté autoriser. Extrait du cahier des Remontrances au Roi dans les Etats généraux de l'an 1615. pag. 61. & 65. de l'édition de 1615.*

« Sire, vos très-humbles & très-obéissans sujets & serviteurs les Prelats &

[*] Le cahier des Remontrances du Clergé l'an 1615. étoit devenu fort rare, le Clergé l'an 1649. ordonna à Anroine Vitré son Imprimeur, de l'imprimer de nouveau, & à ses Agens d'en mettre deux exemplaires dans les archives du Clergé.

Extrait du Procès verbal de l'Assemblée tenuë à Paris par Messieurs les Prelats étant en Cour le 11. Octobre 1649. Mr. le Cardinal Mazarin Président.

L'onzième jour d'Octobre 1649. mondit Seigneur le Cardinal Mazarin, M. l'Archevêque d'Embrun, &c. On a estimé qu'il falloit voir le Procès verbal de la Chambre ecclesiastique des Etats tenus en 1614. lequel ayant été demandé à Mrs. les Agens, le sieur Tubeuf a répondu qu'il n'en avoit point trouvé dans les archives du Clergé, quoiqu'il l'y eût cherché fort exactement ; mais que jugeant bien que l'on en pourroit avoir besoin sur le sujet de la députation de Mrs. de la Noblesse, il l'avoit fait cher-

cher chez les Libraires & dans beaucoup de Bibliothèques, sans en avoir pu trouver qu'un en celle de son éminence, dont il s'étoit chargé pour le faire voir à la Compagnie, &c.

Et comme ledit Procès verbal a été trouvé très-utile & important au Clergé, Messieurs les Prelats qui ont su la peine qu'il y avoit eu d'en recouvrer, jugeant qu'il seroit à propos qu'il y en eût toujours au moins un exemplaire dans les archives, & qu'il étoit bon même qu'il y en eût où le Clergé bien souvent est obligé de s'assembler avec la noblesse, ont ordonné, à Vitré qui étoit présent de l'imprimer & d'y faire travailler incessamment entre ci & l'Assemblée generale, enjoignant aux Agens d'en faire mettre deux exemplaires aux archives, sitôt qu'il sera imprimé.

Signé, le Cardinal Mazarin. Et plus bas, par Nosseigneurs du Clergé, M. Tubeuf Secrétaire.

En conséquence de cet ordre, Antoine Vitré imprima le cahier l'an 1650.

"autres ecclésiastiques assemblés par votre commandement en ces Estats, re-
 "connoissent avec regret & déplaisir que leur Ordre à besoin de reformation,
 "aussi-bien que tous les autres de votre Royaume. Ce sentiment qu'ils ont de
 "leur mal les a excités à en chercher les remèdes, & les ayant pour la plu-
 "part trouvés en eux, ils ont dressé ce cahier de matieres spirituelles & con-
 "cernant la police de l'Eglise, lequel ils presentent à votre Majesté, & la sup-
 "pliant très-humblement qu'imitant la pieté des Rois ses predecesseurs, il
 "lui plaise la munir & fortifier de son autorité royale.

"Article IV. Les Archevêques, Evêques, & tous autres Beneficiers qui
 "doivent resider en leurs Benefices, y seront astreints par toutes voyes de
 "droit, selon les anciens decrets & constitutions du susdit Concile de Trente
 "& sous les peines portées y contenuës, à l'exécution desquelles tiendront
 "soigneusement la main, ceux qui en sont chargés, (a) & à leur defaut &
 "negligence les Conciles Provinciaux. „

"Article XXVII. Seront les Curés obligés de faire la residence qu'ils doi-
 "vent à leurs Curés, par saisie de leur temporel, & encore par privation de
 "leurs benefices, si la non residence est trop longue, reiterée & contuma-
 "ceuse. Que si quelqu'un, pour quelque juste cause, se trouve dispensé
 "légitimement de resider, il sera tenu de mettre en son lieu un Vicaire suffi-
 "sant, avec un entretien honnête (b) au gré de l'ordinaire & avec son expresse
 "approbation. „ (b)

(a) Il faut lire le Concile de Trente, ff. 6. de la ref. ch. 1. & ff. 23. aussi de la ref. ch. 1. pour bien connoître l'adresse des Evêques de 1615. à s'assurer par l'autorité du Roi, l'impunité de leur non residence, & annuler l'Edit de Charles IX. contre les Evêques non residents.

Abusus ille primò & præ omnibus corrigendus est, ne scilicet Episcopi primum & præ omnibus aliis, deinde ne Curati absint à suis Ecclesiis & Parochiis nisi ob gravem aliquam causam, sed residentiam facerent maxime Episcopi... Imponenda ergo esset magna poena Episcopis præ aliis, deinde Curatis qui absint à suis gregibus, non tantum censuratum, sed etiam ne reciperent redditus illi qui absint, nisi impetrata licentia à sua sanctitate Episcopi, Curati ab Episcopis suis per breve aliquod temporis spatium. Legantur in hoc aliqua jura, aliquorum Conciliorum decreta, quibus cautum erat Episcopo non licere abesse à sua Ecclesia nisi tribus tantum Dominicis. Ex Concilio delector. Cardinal. ad Paulum III. an. 1538. Editio. Paris. 1612. pag. 139. Editio. 1671. pag. 114.

Si quis autem à Patriarchali, Primatiali, Metropolitana, seu Cathedrali Ecclesia, sibi quocunque titulo, nomine seu jure commissa, quocunque illi dignitate, gradu & proemi-

nentia præfulgant, legitimo impedimento seu justis & rationalibus causis cessantibus sex mensibus continuis extra suam diocesim morando abfuerit, quartæ partis fructuum unius anni fabricæ Ecclesiæ & pauperibus loci per superiorem ecclesiasticum applicandotum ipso jure incurrat. Quod si per alios 6. menses in hujusmodi absentia perseveraverit, aliam quartam partem fructuum similiter applicandam eo ipso amittat. Crescente vero contumacia, ac severiori factorum canonum censuræ subijciatur. Metropolitanus suffraganeos Episcopos absentes, Metropolitanum vero absentem suffraganeus Episcopus antiquior residens, per literas vel nuntium Romano Pontifici denuntiare teneatur, qui in ipsos absentes, prout cuiusque major aut minor contumacia exegerit, sua supremæ sedis auctoritate animadvertere & Ecclesiis ipsis de Pastotibus utilioribus providere poterit, sicut in Domino noverit salubriter providere.

Concil. Trid. ff. 6. de ref. cap. 1. Bulla Pii IV. De salute grægiæ. an. 1560. iisdem verbis.

(b) Ces termes, au gré de l'Ordinaire & avec son expresse approbation, sont fort équivoques. La construction peut les lier à l'aide d'une virgule à ces mots, un Vicaire suffisant, & lire ainsi: Un Vicaire suffisant avec un en-

“ Article XXVIII. Nuls Prêtres séculiers ou réguliers (a) s'ingéreront de prêcher ou de confesser dans un Diocèse, sans s'être préalablement présentés à l'Archevêque ou l'Evêque, & avoir été examinés & approuvés de lui, de quoi il devra conster par écrit, & la certification donnée gratuitement, dont se tiendra registre au Secretariat des Evêchés. N'entreront lesdits Prêtres ainsi approuvés dans aucunes Eglises pour y faire les fonctions de leurs Ordres, si premièrement ils n'ont le consentement du Curé, ou autre supérieur de ladite Eglise.”

Les articles que je viens de rapporter ne disent point que l'Eglise avoit décidé que l'Evêque devoit approuver. Les assemblées du Clergé l'an 1625. 1635. & 1645. ne disent également rien des décisions de l'Eglise touchant l'approbation des Confesseurs par les Evêques, lorsqu'ils pensent à l'établir; mais tout le narré se réduit à des raisons de convenances, & à déclarer décisivement que l'autorité de lier & de délier, ayant été donnée aux seuls Evêques, c'étoit à eux seuls qu'il appartenoit de choisir les Confesseurs. La conclusion fut de supplier, non pas le Roi, on l'avoit fait inutilement l'an 1615. mais le Pape d'avoir agréable une Déclaration épiscopale contre les Curés & les Prêtres, qui de la manière dont elle est conçue au cahier de 1625. renferme une erreur contraire à la décision du Concile de Trente & au sentiment même des Evêques de 1615. qui ont reconnu clairement dans leur exposé au Roi, que prêcher & confesser sont des fonctions d'Ordre dans les Prêtres, comme si les Evêques de l'an 1625. pour se faire un droit de l'approbation, avoient dû oublier les décisions de l'Eglise, & renoncer à la doctrine de leurs prédécesseurs.

“ Le Sacrement de Penitence, (b) dit l'assemblée de 1625. art. 5. étant un des

entretien honnête, au gré de l'Ordinaire & avec son expresse approbation, afin d'établir que les Vicaires d'un Curé qui ne résident pas doivent être approuvés & agréés de l'Evêque. On peut aussi les rapporter à ces mots, avec un entretien honnête, pour dire que l'entretien honnête que le Curé doit à un Vicaire, sera réglé au gré & avec l'approbation de l'Evêque, & c'est le véritable sens de la construction. Car il faut remarquer que dans l'imprimé de 1625. ces termes, avec un entretien honnête, ne sont point séparés par une virgule, d'avec ceux-ci qui suivent, au gré de l'Ordinaire, & avec son expresse approbation, ce qui rapporte les derniers termes & les lie à ceux qui précèdent immédiatement. Le texte ne dit point aussi ce qu'il auroit dû dire, si l'approbation d'un Vicaire par l'Evêque dans l'absence d'un Curé, étoit la fin de l'article que le Curé qui ne résident pas, sera tenu de demander à l'Evêque & de recevoir de là main un Vicaire: Mais il sera tenu de mettre un Vicaire suffisant. Ainsi le choix d'un Vicaire suffisant est laissé par l'ar-

ticle 27. du cahier au seul Curé comme au premier & spécial Pasteur de la Paroisse, & la taxe de l'honoraire du Vicaire est renvoyée à l'Evêque comme à un juge & à un arbitre. Quelques Conciles provinciaux antérieurs aux Etats de 1625. & les actes de l'Eglise de Tarentaise, lib. 4. c. 4. réservent de même à l'Evêque de faire la taxe du salaire des Prêtres qui gouvernent en l'absence des Curés.

(a) Cet article regarde les Prêtres Missionnaires & étrangers. Ils ne devoient pas travailler dans un Diocèse sans avoir été reconnus de l'Evêque, & dans les Paroisses sans le consentement des Curés. L'article ne dit rien de ceux qui étant aux Paroisses y travaillent sous les yeux & avec le consentement des Curés, mais l'équivoque y règne dans les termes, ou autre supérieur de ladite Eglise, que les Assemblées de 1625. 1635. & 1645. entendent être l'Evêque, ou son grand Vicaire. Ainsi l'on éblouit les simples & l'on gagne sur eux.

(b) La déclaration du Clergé de l'an 1625. confirmée & renouvelée dans les Assemblées

“ plus importants que nous ayons en l'Eglise, le choix des personnes qui sont
 “ employées en ce ministère doit particulièrement appartenir à ceux auxquels l'au-
 “ torité de lier & de delier a été donnée de Dieu, qui sont les Evêques. C'est pourquoi
 “ aucun ne soit si téméraire de s'entre-mettre dans cette fonction, sans en avoir
 “ la permission par écrit de l'Evêque diocésain, ou de son Grand Vicaire.

“ Et article VII. Aucuns Prestres reguliers ou seculiers ne seront admis à
 “ confesser dans les Eglises de la Ville ou de la Campagne, sans l'approbation
 “ par écrit du Diocésain, laquelle ils seront obligés de montrer aux Curés des
 “ lieux où ils voudront confesser, outre laquelle approbation, ils prendront
 “ le consentement du Curé, si l'Evêque ou son Grand Vicaire, pour certaines
 “ considérations, n'en ordonnent autrement. „

Les assemblées de 1635. & 1645. nous donnent les mêmes articles, ex-
 cepté qu'au lieu de ces seuls mots de la Declaration de 1625 : *Doit particulièrement appartenir à ceux auxquels l'autorité de lier & de delier a été donnée de Dieu, qui sont les Evêques*, ils ont substitué ceux-ci dans les Declarations de 1635. & 1645. *Doit particulièrement appartenir aux Evêques qui ont reçu immédiatement de Dieu l'autorité de lier & de delier.* C'est pourquoi, &c.

Il n'y a personne, qui en rapprochant des articles du cahier de l'an 1615. les articles des assemblées de 1625. 1635. & 1645. ne s'appercevôit aussitôt que les Evêques, sur le refus du Roi de leur accorder ce qu'ils lui demandoient l'an 1615. l'ont pris d'autorité l'an 1625. & se sont attribué, sans attendre la réponse du Prince ni celle de l'Eglise, l'approbation des Confesseurs, toute la juridiction du ministère de l'absolution, & de mettre à l'insçu & contre la volonté du propre Prestre, dans sa Paroisse & sans le lui avoir notifié, d'autres Prestres pour y administrer les Sacremens; droits tout-à-fait insolites jusqu'alors, & que les Evêques à l'audience du Roi l'an 1615. ne reconnoissoient point avoir. Voilà la triste époque de l'usurpation sur les fonctions curiales, & du despotisme épiscopal sur les Sacremens de Jesus-Christ, & le moyen de mettre la confusion par tout. Un passe-volant, un Prestre sans mission, est en état de répondre à un Curé qui lui demande : Pour-quoi mettez-vous la faux dans ma moisson ? je suis approuvé pour ce que je fais, sans obligation de prendre votre consentement ; l'Evêque pour certaines considérations en ordonne autrement.

Ces entreprises épiscopales, faites au mepris de l'autorité du Roi, après un juste refus, & que dans la suite, afin de maintenir l'usurpation, l'on a dit au Roi être conformes aux regles de l'Eglise, sont étonnantes. Ne s'écrieront point en les remarquant ? *O tempora, & mores.* O quels tems ! où est la candeur & la simplicité des Evêques des premiers siècles, qui contens de faire connoître Jesus-Christ, ne pensoient point à dominer & à se faire maîtres de toutes les fonctions ?

de 1635. & 1645. se trouve au troisieme tome du Recueil general des Affaires du Clergé de France 1636. pag. 795. & suiv. dans le Recueil des Ordonnances de nos Rois par Neron & Girard, dans les Conciles d'Odespang, dans

l'Histoire des Conciles par Herman, tom. 4. dans les Memoires du Clergé de l'an 1671. dans l'Appendix aux statuts de Mr. Arnauld Evêque d'Angers, &c.

A la fin des articles de la deliberation du Clergé l'an 1625. on lit :
 " Suppliant très-humblement sa Sainteté avoir agréable la presente déclara-
 " tion. Deliberé en l'assemblée generale du Clergé à Paris, au Couvent des
 " Augustins le 1. Septembre 1625. "

Cela est très-conforme au Concile de Trente, qui ne met dans les Evêques qu'un pouvoir de delegués du S. Siege, pour approuver en beaucoup de rencontres ; mais pouvoir qui cessera dans les Evêques, dès qu'il plaira au Pape de donner la commission à d'autres. Ce n'est donc point en vertu du Concile de Trente, ni d'aucun autre reglement de l'Eglise, que le droit d'approuver les Confesseurs, par exclusion des Curés, appartient aux Evêques. Ils n'ont produit rien de semblable dans les Etat generaux de 1615. ni dans l'assemblée de Melun l'an 1579. ni dans celle de 1625. à Paris. Ils ne l'avoient point encore trouvé l'an 1635. & l'an 1645. mais en se faisant juges dans leur propre cause, ils ont dit en mauvais Logiciens, en plus mechans Theologiens, & en vrais Sophistes l'an 1625.

L'approbation des Confesseurs doit particulièrement appartenir à ceux auxquels l'autorité de lier & de delier a été donnée de Dieu.

Or, les Evêques sont ceux auxquels l'autorité de lier & de delier a été donnée de Dieu.

Donc, l'approbation des Confesseurs doit particulièrement appartenir aux Evêques.

Ou comme l'assemblée de 1635. & de 1645. le dit aussi mal, & en voulant corriger l'expression peu mesurée de l'assemblée de 1625.

L'approbation des Confesseurs doit particulièrement appartenir à ceux qui ont reçu immédiatement de Dieu l'autorité de lier & de delier.

Or, les Evêques ont reçu immédiatement de Dieu l'autorité de lier & de delier.

Donc, l'approbation des Confesseurs doit particulièrement appartenir aux Evêques.

Pour raisonner juste, il auroit fallu dire, & le prouver :

L'approbation des Confesseurs appartient à ceux que Dieu a commis pour les approuver.

Or, les Evêques sont ceux & les seuls que Dieu a commis pour approuver.

Donc, l'approbation des Confesseurs appartient aux seuls Evêques.

Je reviens aux argumens des assemblées du Clergé ; je dis que s'ils sont solides & concluans pour les Evêques, ils le sont autant, je ne dis pas pour les Curés, mais encore pour tous les Prestres, & qu'il n'y a plus d'approbation : car les Prestres ne sont-ils pas ? & n'est-il pas de foi qu'ils le sont ? (l'Eglise l'a décidé plus d'une fois dans ses Conciles) Ceux auxquels l'autorité de lier & de delier a été donnée de Dieu : *Dominus noster Jesus-Christus à terris ascensus ad celos Sacerdotes sui ipsius Vicarios reliquit, tanquam praefidos & iudices, ad quos omnia mortalia crimina deferantur, in qua Christi fideles occiderint, quo pro potestate Clavium, remissionis aut retentionis peccatorum sententiam pronuntient.* Concilium Trid. ss. 14. de Pœnit. cap. 5. Et n'est-ce pas par l'autorité, que tous les Prestres ont reçu de Dieu dans leur Ordination, qu'ils delient les pecheurs ? *Absolvo Sacerdos sua auctoritate quam habet à Deo :* disent les Canonistes Tancrede, Innocent IV, Henri de Segusio Evêque d'Embrun & Cardinal Eveque d'Osie, Jean d'Andrée, Bonch, &c. sur le chapitre *De cetero. De sent. Excom.* Et ne dit-on pas avec autant de verité des Prestres, qu'on l'affirme des Evêques,

qu'ils ont reçu immédiatement de Dieu, la puissance de remettre les péchés? Mr. Abelli, Evêque de Rhodéz (a) M. Habert, (b) & une infinité d'autres l'enseignent positivement.

Il est donc très-faux que les Evêques soient les seuls qui ont reçu l'autorité de lier & de delier, & qu'ils aient reçu cette autorité dans l'Ordination épiscopale, mais elle leur vient uniquement du caractère sacerdotal, qui leur est commun avec tous les Prestres, & ils n'en ont l'exercice, ainsi que les Prestres, que lorsqu'ils sont attachés à la conduite de quelque peuple: *Nullus Episcopus ex sua Ordinatione præcise habet nullam jurisdictionem aut aliquos subditos*. Conink de *Mm. Sacr. Pœnit. disp. 8. dub. 3.*

Je reprends: Si l'approbation des Confesseurs doit appartenir à ceux auxquels l'autorité de lier & de delier a été donnée de Dieu, & si l'est vrai & de foi, comme on n'en doute point, que cette autorité a été donnée de Dieu à tous les Prestres, donc l'approbation des Confesseurs doit particulièrement appartenir aux Prestres. Mais quels gens les Prestres approuveront-ils Confesseurs? je laisse aux Evêques à le dire, pour moi je n'en vois point, les Confesseurs devant être Prestres, & tous les Prestres ayant immédiatement reçu de Dieu l'autorité de lier & de delier. Voilà où conduit le mauvais argument des assemblées de 1625. 1635. & 1645. à d'étranges absurdités, & à des erreurs; ce sont des Evêques & le plus grand nombre qui les enseignent.

Le recours des Evêques au Pape, pour obtenir ce qu'ils veulent leur être dû de droit divin & par la vertu de l'onction épiscopale, n'est pas mieux placé. Car comment peut-on recourir à un homme, quel qu'il soit, pour obtenir ce que l'on proteste avoir déjà reçu de Dieu? Et comment le souverain Pontife, dans lequel les Evêques de France ne veulent plus reconnoître le pouvoir d'approuver & de commettre un simple Prestre pour confesser dans le Royaume, peut-il leur donner ce qu'ils soutiennent qu'il n'a pas lui-même, le pouvoir d'approuver des Confesseurs dans nos Paroisses? Aussi l'assemblée du Clergé de l'an 1625. sans attendre l'approbation du souverain Pontife, & sa résolution manda par une lettre circulaire du 10. Octobre 1625. aux Evêques de faire observer chacun dans son Diocèse ce qu'elle venoit d'arrêter; mais le Nonce Spada ayant représenté qu'il étoit convenable d'attendre la réponse de sa Sainteté avant d'agir, l'assemblée, par délibération du 5. Novembre, le fit assurer que le nouveau règlement ne seroit point exécuté, que premierement il n'eût été approuvé par sa Sainteté. L'approbation est encore à venir, mais la résolution s'exécute, quoique le Pape ne l'ait point confirmée ni répondu le *fiat ut petunt*.

Au reste, que porte la Declaration des assemblées de 1625. 1635. & 1645. prise à la lettre, que l'approbation appartient particulièrement aux Evêques.

(a) *Quamvis Sacerdos vi ordinationis suæ accipiat immediatè à Christo Domino potestatem remittendi peccata, &c. Abelli. Medull. Theolog. de Pœnit. scilicet. 16. n. 1.*

(b) *Illi soli ex institutione divina judicium exercere possunt in Ecclesia, quos Spiritus po-*

suit regere Ecclesiam Dei & præesse fidelibus. Atque soli Episcopi & Presbyteri positi sunt regere fideles... Ergo, &c. Habert, Theol. dogm. & mor. ad usum Seminarii Catalaunensis, de Pœnit. c. 5.

J'y souscris volontiers ; mais que l'on souscrive aussi à ce que dit Gerfon, *de Poesf. Eccl. confid.* 13. rapporté par Bochel *lib. Decret. Gall.* 7. tit. 13. que "le droit de prêcher & de confesser appartient aux Prelats & aux Curés, "principalement & essentiellement, & aux Religieux Mandians, par accident " & privilege, & du consentement de Mrs. les Prelats.,, *Jus predicandi & confessandi competet Prælati & Curati principaliter & essentialiter, & Mendicantibus de per accidens & privilegio, quoniam sunt introducti vel admissi ex concessione Dominorum Prælatorum.* On ne nie donc pas que l'approbation appartienne principalement aux Evêques ; ils sont en place & à la tête du Presbytaire ; mais qu'elle leur appartienne privativement & par exclusion de tout autre, de droit divin ou ecclésiastique, les assemblées de 1625. 1635. & 1645. n'ont osé trancher le mot, quoiqu'ils paroissent vouloir qu'on le croie, mais c'étoit une avance faite pour établir une autre fois davantage. Aussi l'assemblée de 1655. *art.* 1. parle tout autrement, & se croyant plus heureuse dans ses decouvertes que les precedentes, nous presente enfin des decisions. "Après avoir exhorté les Evêques (ce sont ses paroles) de faire "enseigner que Dieu a établi l'autorité de notre Saint Pere le Pape dans toute "l'Eglise, & celle des Evêques dans leurs Diocèses, conformément à la doctrine "des Conciles de Latran sous Innocent III. de Florence & de Trente, ils prendront soin de leur faire expliquer que leur principale fonction, étant celle "de prêcher la parole de Dieu, ils le peuvent faire quand ils veulent, & "administrer les Sacrements, même de Penitence, & celebrer les Mariages "dans toutes les Paroisses & Eglises de leurs Diocèses, soit par eux-mêmes, "soit par ceux qu'ils choisiront pour ces fonctions, même sans le consentement des Curés.,,

Peut-il m'être permis de demander que l'on s'explique & que l'on apprenne à ceux que l'on a voulu instruire, le sens & le rapport d'une position de termes aussi captieuse, & à quoi, si c'est à ce qui precede, ou à ce qui suit, que l'on rapporte ces paroles : *conformément à la doctrine des Conciles de Latran sous Innocent III. de Florence & de Trente* ? On ne dira pas : c'est à ce qui suit ; car personne n'ignore que les Conciles allegués ne disent rien de semblable. En quel endroit de ces trois Conciles, trouve-t-on que les Evêques peuvent commettre des Prestres pour administrer le Sacrement de Penitence dans les Paroisses, même sans le consentement du Curé, & que la principale fonction des Evêques est de prêcher, *s'ils veulent* ? Au contraire, ils leur font un devoir de prêcher par eux-mêmes, *per se ipsos, si legitime impedit non fuerint.* Le Concile de Trente, *ss.* 24. de *ref.* c. 13. enseigne formellement que les Paroissiens ne reçoivent licitement les Sacrements que du Curé seul ; & en plusieurs endroits, que lorsque le Curé ne reside pas, ou ne suffit pas à remplir ses fonctions, ou en est incapable, l'Evêque peut en qualité de delegué du S. Siege, autrement non, lui donner des Vicaires & le forcer à les recevoir ; & une infinité de Canonistes & de Theologiens concluoient autrefois du Canon, *Omnis utriusque.* du Concile de Latran sous Innocent III. qu'il n'y avoit que le Curé, qui comme le propre Prêtre, pouvoit nommer des Confesseurs à ses Paroissiens. Il faut donc necessairement rapporter ces paro-

les: *Conformement à la doctrine des Conciles de Latran, sous Innocent III. & de Florence & de Trente*, à ce qui precede: sçavoir; *que Dieu a établi l'autorité du souverain Pontife sur tous les fideles, & l'autorité des Evêques dans leurs Diocèses.*

Et alors ma proposition, que l'Eglise n'a point fait de loi qui attribué aux Evêques l'approbation des Confesseurs, à l'exclusion des Curés dans leurs Paroisses, est veritable.

Venons au sonl. La position que je remarque est un piege. On ne pouvoit pas dire que les Conciles avoient decidé, mais il étoit important, & on étoit bien aisé que les simples Curés le crussent; on a donc placé la citation de sorte que l'on peut facilement s'y méprendre, & l'appliquer à ce qui suit, aussi naturellement qu'à ce qui precede. Est-il permis de tendre ainsi des pieges à la simplicité, & de surprendre? Et à quel Tribunal se fait-on, & prescrit-on des droits, quand le titre sur lequel on les fonde, est si défectueux?

J'observe encore qu'un anonyme ayant, à l'occasion de ce que je viens de rapporter de l'assemblée & de quelques autres endroits semblables, pris la defense des Curés, l'assemblée ne fit point imprimer dans son procès-verbal, le jugement qu'elle en porta: *L'assemblée*, dit le nouveau compilateur des Memoires du Clergé tom. 1. pag. 672. qui a donné cette piece comme un monument certain, d'après l'édition qui s'en fit la premiere fois à la suite des pieces de l'assemblée generale du Clergé, tenue à Paris en 1682. *ayant estimé par des considerations particulieres, qu'il convenoit à un autre tems à la rendre publique.* Je dirois, si la piece étoit constante, qu'on se déloit de son peu de solidité, & qu'on craignoit de la voir puissamment refusée, mais que quand on a cru que personne ne l'attaqueroit, on l'a donnée au public, ou plutôt, que l'on a donné l'an 1682. sous le nom respectable du Clergé, une piece qu'on lui suppose, afin d'accréditer le sentiment de l'approbation par les Evêques, à l'exclusion des Curés.

§. X. *Examen du Dercet attribué à l'Assemblée du Clergé de l'an 1655. en faveur des Evêques contre les Curés, imprimé pour la premiere fois à la suite des pieces de l'assemblée de 1682. & inséré dans les nouveaux Memoires tom. 1. fol. 672. On demonstre qu'il est supposé.*

Le Clergé de France assemblé l'an 1655. donna un jugement en suppression d'un ouvrage anonyme écrit en faveur des Curés de Paris, duquel leur sindic le sieur Rouffe avoit pris la defense. Il jugea encore devoir supprimer le livre du Pere Bagot Jesuite, intitulé: *Defense du droit episcopal & de la libéré des fideles, touchant les Messes & les Confessions d'obligation*, dans lequel l'auteur soutient que le Pape a seul dans l'Eglise la juridiction, qu'elle decoule de lui sur les Evêques & les Curés, & que les Evêques dans leurs Diocèses sont les Vicaires du souverain Pontife de Rome, successeur de S. Pierre.

Les nouveaux Memoires du Clergé tom. 1. pag. 672. &c. nous apprennent d'après le procès-verbal pag. 1267. que le Cardinal Mazarin presida à la sceance où l'on porta cette censure. Cela est important à observer.

Extrait du procès-verbal de cette Assemblée du Samedi 7. Avril 1657. (a) du matin; Monseigneur le Cardinal Mazarin, Président. pag. 1267.

« Il a été résolu par l'avis des Provinces de supprimer les livres du Pere Bagot & de l'Anonyme du sieur Rouffe, comme contenant des propositions « mauvaises & contraires à la Hierarchie & à l'autorité épiscopale, & à la « discipline, & à la police ecclesiastique, & capables de troubler la paix & « le repos de l'Eglise. »

L'on ne voit point dans cet extrait, le nom respectable de *Louis-Henri de Gondrin Archevêque de Sens*, ni qu'il ait présidé à la censure portée contre l'anonyme du sieur Rouffe, & le livre du Pere Bagot. M. Languet Archevêque, l'assure cependant dans un Mandement du 1. Mai 1735.

Il est vrai que l'on a à la suite des pieces de l'assemblée generale tenue à Paris en 1682. & dans les nouveaux Memoires du Clergé, une lettre écrite au nom de l'assemblée de 1655. à tous les Evêques du Royaume, ainsi signée: *HENRI DE GONDRIEN, Archevêque de Sens, président le 25 Avril 1657.* Il est naturel de conclure que M. de Gondrin présida à la séance du 25. Avril, où la lettre fut lue, c'est-à-dire, ne présida point, puisqu'il n'y eut point de séance dans ce jour; mais on ne peut pas inferer qu'il a présidé à la séance du 7. Avril precedent, où la censure fut portée. Mais est-il bien vrai que cette lettre soit l'ouvrage de l'assemblée de 1655? Est-il vrai qu'elle ait été envoyée aux Evêques du Royaume l'an 1657? N'est-il pas au contraire, très-probable qu'elle fut supprimée, si plutôt elle n'est pas tout-à-fait supposée? mais il est très-certain qu'elle n'a point été signée de M. de Gondrin, ni lue dans une séance du 25. Avril 1657.

Les nouveaux Memoires du Clergé tom. 1. tit. 2. pag. 672. parlant de cette lettre & d'un autre petit écrit, sous ce titre: *Sentimens de l'assemblée du Clergé, de 1655. sur le livre anonyme des Curés de Paris, & celui du Pere Jean Bagot, Jesuite, pour les Reguliers*, qui devoit accompagner la lettre, disent clairement: « Ces deux pieces n'ont point été imprimées dans le procès-verbal de « l'assemblée generale du Clergé, convoquée à Paris en 1655. Cette assemblée « estima par des considerations particulieres, qu'il convenoit de remettre à « un autre tems à les rendre publiques. On les a rapportées sur l'édition qui en « a été faite à la suite des pieces de l'assemblée generale du Clergé tenue à Paris « en 1682. »

Il demeure pour constant par ce recit, que les deux pieces, dont je veux pour un moment supposer la verité, ne furent point inserées dans le procès-verbal, ne furent point rendues publiques, ni envoyées dans les Provinces; mais que le corps épiscopal, qui en connut le foible & l'esprit faux dans lequel elles étoient écrites, & qui craignit de les voir refutées par les Curés de Paris, jugea à propos de les supprimer pour un tems. C'est ce qu'on en peut dire de

(a) On donne à l'Assemblée de 1655. beaucoup de choses arrêtées en 1656. & 1657. | l'Assemblée de 1655. ayant prolongé ses séances jusqu'en 1657.

plus favorable. Elles parurent vingt-cinq ans après, l'an 1682. qu'on les tira du cachot dans un tems que le Clergé de France, attentif à arrêter les excès de la puissance de la Cour Romaine, faisoit armes de tout. Mais qui nous peut affurer si ces deux pieces sont les mêmes qui furent présentées à l'assemblée l'an 1657. si dans le tems de leur disgrâce, elles n'ont point été altérées, si ces pieces furtives sont plus anciennes que l'an 1682. & n'ont point en naissant été jetées furtivement par une main adroite dans les archives du Clergé? enfin, qui nous peut apprendre, où les nouveaux compilateurs ont pris que l'assemblée de 1655. *estima par des considérations particulieres qu'il convenoit à un autre tems à les rendre publiques?*

Il est certain que M. de Gondrin à qui l'on fait signer la lettre de l'assemblée dans la séance du 25. Avril 1657. que l'on sçait n'avoir pas été un homme à varier dans un sentiment murement pris, établit l'année d'après dans son Synode, une doctrine favorable à Mrs. les Curés, conforme à la doctrine de l'Anonyme, expliquée par le sieur Rouffe, & contraire à la lettre qu'on lui fait signer l'an 1657. L'on sçait aussi que cette piece qui devoit être decisive ne trouva point lieu dans les preuves qui furent employées pour établir quelques propositions hierarchiques d'une These sout-nuë au Seminaire archiepiscopal de Sens, sous les yeux de Mr. de Gondrin les 9. & 10. Septembre 1665. touchant la juste dependance où les reguliers doivent être des Evêques, dans l'administration du Sacrement de Penitence. Elle étoit importante, & ne devoit pas être inconnuë à Sens, au moins à M. de Gondrin, s'il étoit vrai qu'il l'eût signée au nom de l'assemblée. Il est encore de notoriété, que depuis la date de la lettre du 25. Avril 1657. M. de Gondrin & vingt-huit autres Evêques, dont plusieurs avoient assisté à l'assemblée, ou qui, en supposant la verité du recit des compilateurs, avoient reçu la lettre circulaire, ont approuvé dans le Rituel d'Alet de l'an 1666. comme une loi portée par l'Eglise, que les Curés peuvent adresser leurs Paroissiens à d'autres Curés & à des Prestres approuvés, & à cet effet les appeller en part de leur juridiction. Cette doctrine tout-à-fait opposée à la lettre du 25. Avril 1657. & à la piece qui en fait l'accompagnement, dont nous voyons l'Episcopat s'appuyer, me les rend très-suspectes, & je ne sçai comment M. l'Archevêque de Sens dans son Mandement du 1. Mai 1735. a pu dire que les Curés de Paris, avoient desavoué un ouvrage dont les sentimens étoient communement suivis par les Evêques mêmes.

“ Les Curés de Paris, dit-il, se faisant gloire de leur dependance, & aimant “ plus la verité que le faux honneur, que leur dessein avoit voulu leur “ faire, *desavouèrent* (a) le livre, par le ministre du sieur Rouffe leur Syndic :

(a) Le sommaire des declarations des Curés de Paris, sur les IX. Propositions extraites du livre de l'Anonyme du Sr. Rouffe, présentée à l'Assemblée le 27. Octobre 1656. & laissé sur le Bureau, raporter les choses autrement. Il fut imprimé par ordre des Curés, distribué au mois de Janvier 1657. & présentée à Nosseigneurs de l'Assemblée par le Syndic Rouffe. Cet Ecrit,

par tant d'endroits, merite plus de croyance que l'Ecrit cité par M. de Sens, que personne n'este avoir lu avant l'an 1682. que le Clergé le fit imprimer. On lit dans la preface du sommaire des paroles qui sont évidemment voir que les Curés de Paris ne *desavouèrent* point le livre de l'Anonyme par le ministre du Sr. Rouffe : *La fin* (du sommaire, dit le Syndic Rouffe

“ c'est ce qui est rapporté dans la même lettre circulaire, en ces termes qui “ serviront de leçon à l'Anonyme. „ [*]

Les Curés de la Ville de Paris, ne pouvant souffrir qu'on employât pour leur défense, ce qui étoit contraire à leurs intentions, ont pris l'Assemblée de recevoir la déclaration qu'ils ont faite, de n'avoir jamais entendu que ce que l'Anonyme avoit dit appartenir au seul Curé, quant à l'administration des Sacramens & la prédication de la parole de Dieu, se pût & dût entendre à l'exclusion du Pape & des Evêques, dont l'institution de Jesus-Christ leur donnoit de droit divin sur les Curés & les paroissiens, une pleine & entière autorité, & que toute leur “ prétention (a) avoit “ été seulement d'exclure les privilégiés, qui se disoient délégués du Pape, “ sans que les Evêques les reconnussent pour tels. „

Mr. l'Archevêque de Sens rapporte ici comme un extrait fidele de la Lettre circulaire signée *Henri de Gondrin*, &c. un texte qui n'y est point; mais dans un autre écrit qu'il n'a point signé, & qui ne l'est d'aucun autre Evêque. Un deffaut de memoire, si on le pouvoit supposer, pourroit avoir fait cette méprise; mais il n'est pas si facile d'excuser la suppression de deux à trois mots importans que le Theologien auteur du Mandement de Sens, 1. *May* 1735. a faite dans la dernière ligne du texte qu'il rapporte, puisque dans l'imprimé de 1682. & dans les Memoires du Clergé imprimés l'an 1716. tom. 1. on lit ainsi: *Toute leur prétention avoit été seulement d'exclure les Privilégiés, qui se disoient délégués du Pape*, pour ces fonctions, *sans que les, &c.*

Les Curés de Paris n'ont rien dit de semblable dans leurs déclarations, & le Clergé ne l'a point inféré dans ses procès-verbaux, l'an 1657. On le trouve dans les Memoires de 1716. & tous les voyans n'ont point vu jusqu'ici, que c'est une malheureuse yvraine, que sans attendre le dernier jour on doit arracher du champ de l'Eglise, où l'homme ennemi l'a mêlée parmi le bon grain; car tant qu'on l'y souffre, on reconnoît contre la doctrine expresse de l'Eglise Gallicane & les usages du Royaume, ou du moins on donne lieu de dire, à la faveur d'une méchante équivoque, que les privilégiés qui se disent délégués du Pape, quant à l'administration des Sacramens & la prédication, lorsqu'ils ont exhibé leurs lettres, & que les Evêques les ont reconnues véritables, peuvent courir les Paroisses & les Diocèses, comme Vicaires apostoliques délégués du Pape, pour y faire toutes les fonctions & mettre la faux dans la moisson d'autrui. Mais cette doctrine si insoutenable, veut prendre le dessus, nous l'avons fait voir ailleurs, & plaît déjà à quelques Evêques.

“ Le Clergé de France, continué M. Languet, pag. 59. donna à cette déclaration que firent les Curés de la Ville de Paris, les éloges que meritoit “ leur droiture & leur docilité; mais ils crurent devoir en même-tems rele- “ ver & fixer à un bon sens une expression équivoque, que le Syndic des “ Curés avoit employée dans sa déclaration. Il avoit dit que les Evêques pou- “ voient donner à qui bon leur semble, le pouvoir de prêcher & d'adminis-

se) est de faire voir qu'il n'y a rien dans l'Anonyme digne de censure. Ce n'est pas la desavouer, mais défendre.

[*] M. de Sens entend ici l'Anonyme Au-

teur de la Consultation sur la juridiction, &c. 1734. qu'il ne faut pas confondre avec l'Anonyme du Sr. Rouffe.

(a) La prétention des Curés de Paris dans

“ *trer les Sacremens dans toutes les Paroisses de leurs Diocèses, pour l'exercice du consentement des Curés.* Sur cette expression le Clergé s'enonce ainsi : „

Si on avoit entendu cette proposition dans un autre sens que celui des Evêques, lorsqu'ils mettent quelquefois dans leurs Mandemens, qu'ils feront exécutés du consentement des Curés, & qu'au lieu de l'entendre comme un effet de la liberté & de la prudence des Evêques, on la prenoit au contraire comme une condition nécessaire à la validité des Sacremens qu'ils administrent ou qu'ils font administrer & qu'ils ne puissent pas donner ce pouvoir absolument, lorsqu'ils le jugent raisonnable & utile aux ames que Dieu leur a confiées, car en ce sens cette proposition n'étant pas seulement contraire à la discipline établie par le droit ecclésiastique, mais encore à la juridiction que les Evêques reçoivent de Jesus-Christ sur les Prêtres & les Curés, le livre qui contiendrait cette dangereuse doctrine, mériterait la même condamnation que les autres.

Le Clergé en s'enonçant ainsi dans la Lettre signée Henri de Gondrin d'où cet extrait est tiré, mais qui a des caractères visibles de supposition, comme je l'ai déjà dit, suppose faux & impose aux Curés de Paris. Leur déclaration fut dressée & mise sur le bureau de l'Assemblée, par leur Syndic Jean Rouffe Docteur de la Société de Sorbonne, Vicaire general de M. Delbene Evêque d'Orléans & Curé de S. Roch le 27. Octobre 1657. conçue en des termes, pag. 7. & 8. de leur interpretation sommaire, (a) où il n'y a aucune équivoque, & qui sont bien différens de ceux rapportés par la Lettre circulaire.

L'Anonyme avoit dit, pag. 3. lig. 31. Il seroit inutile de faire un commandement de droit divin au Curé de prêcher ses Paroissiens & de leur administrer les Sacremens, si les Paroissiens respectivement n'avoient la même obligation, de droit divin, d'entendre ses Predications & de recevoir de lui seul les Sacremens.

INTERPRETATION.

“ Sur cette premiere proposition ont déclaré les Curés de Paris, reconnoître qu'encore que le Curé soit obligé de *droit divin*, paroissial & inferieur, d'administrer à ses paroissiens les Sacremens & de leur prêcher la parole de Dieu, & que respectivement du même *droit divin*, les paroissiens soient obligés d'ouïr leur Curé, & de recevoir de lui les Sacremens, cela n'empêche point que l'Evêque en son Diocèse, ne puisse aussi de *droit divin*, épiscopal & superieur & immediat, administrer tous les Sacremens & prêcher à ses diocésains, ni de donner à qui bon lui semblera le privilege de prêcher

leur declaration du 27. Octobre 1657. n'étoit pas telle qu'on le dit ici. On la peut voir dans l'interpretation que le syndic Rouffe presenta à l'Assemblée du Clergé le 27. Octobre 1656. sur la premiere Proposition extraite du livre de l'Anonyme ci-après. Et dans ces paroles de l'interpretation sur la cinquieme Proposition: *laïques qualifiés* (de propre Prestre dit le syn-

dic Rouffe dans son sommaire, pag. 12.) *conviennent au seul Curé, non à l'exclusion de l'Evêque, mais des délégués seulement & des privilégiés, comme par-tout c'est l'intention de l'Anonyme & des Curés d'exclure ceux-là seulement.*

(a) Ma charge de syndic de notre Compagnie, disoit le St. Rouffe, dans la lettre à

« & d'administrer tous les Sacremens en tout le Diocèse, pour l'exercer en cha-
 « que Paroisse, avec le consentement des Curés, & dans les autres Eglises avec le
 « consentement du Supérieur du lieu : Comme aussi que l'obligation que les Pa-
 « roissiens ont de droit divin, de recevoir les Sacremens de leur Curé, n'empê-
 « che pas que l'Evêque ne puisse, pour cause légitime, donner permission aux
 « paroissiens d'ouïr les Sermons des privilégiés, & de recevoir d'eux les Sacro-
 « mens, même à Pâques; & qu'en ce faisant, les Evêques ne dispensent pas du
 « droit divin, ce qui ne se peut, mais ils font acte & fonction de leur pouvoir
 « & juridiction épiscopale & supérieure, à cause de la subordination divine
 « du Curé à l'Evêque. »

« Quand pour éviter à la confusion de l'administration des Sacremens & à
 « la multiplicité des Ministres d'iceux; & afin que le Pasteur puisse connoître
 « son troupeau, il a été ordonné par le Concile de Trente, *ss. 24. de reform.*
 « *cb. 13.* que les Paroisses indivisées & confuses; & dans lesquelles par conse-
 « quent les paroissiens pouvoient licitement recevoir les Sacremens de plu-
 « sieurs Curés, seront séparées par bornes fixes & réglées, & qu'en chacune
 « les Evêques institueront un Curé, auquel seul les paroissiens reçoivent licite-
 « ment les Sacremens; déclarent les Curés, que le vrai sens littéral & précis
 « de ce decret, est qu'après la separation de la Paroisse, les paroissiens ne peu-
 « vent recevoir les Sacremens que du Curé d'icelle, & non plus des Curés
 « des Paroisses ci-devant indivisées, desquels ils pouvoient les recevoir lici-
 « tement avant la division. En sorte que ce mot exclusif *sunt*, à la lettre & in-
 « tention du Concile en ce lieu, ne donne l'exclusion précisément qu'aux
 « Curés des Paroisses étrangères. Et en ce sens, l'Anonyme a employé ce décret
 « du Concile, qu'il a rapporté de mot à mot & fidèlement. »

Ainsi parloient les Curés de la Ville de Paris, dans le sommaire de leur
 declaration l'an 1656. & ils ne faisoient que suivre le Corps épiscopal, qui,
 dans le cahier de ses remontrances l'an 1615, *art. 18.* avoit proposé sans équi-
 voque au Roi comme un sujet de reformation, & un salutaire reglement de
 police, que *nuls Prestres seculiers ou reguliers ne confassent à l'avenir dans au-
 cune Eglise, sans l'examen & l'approbation de l'Evêque, & si premierement ils
 n'ont le consentement du Curé ou autre supérieur de ladite Eglise.* Tant que cet
 acte subsistera, il demeurera pour constant que l'an 1615, les Evêques de
 France ne pensoient pas que l'approbation fût de droit divin, radicalement
 & essentiellement attachée à l'Episcopat, & qu'ils ne le pensoient pas encore
 l'an 1649. qu'ils firent imprimer de nouveau leur cahier.

L'Assemblée generale du Clergé, à la tête du
 sommaire de la declaration des Curés, m'a en-
 gagé d'entrer en personne en lice, & m'a obli-
 gé de dresser & de mettre sur le Bureau de votre
 auguste Assemblée le 27. d'Octobre dernier un
 Cahier manuscrit sous le titre des *declara-
 tions des Curés de Paris, pour l'interpretation &
 l'examen de quelques Propositions objections &
 sur les susdits livres anonymes.* Le m'egal par ce

que l'on dira, ni ce que l'on écrira contre le
 present sommaire; mais je serai toujours prêt
 de soutenir & la pièce entiere & le sommaire &
 de les defendre contre qui que ce soit, & de
 vous en rendre raison, Messieurs, & d'y
 augmenter & diminuer, changer & corriger
 tout ce que vous jugerez être à faire, par rai-
 son; avec toute sorte de respect & de soumis-
 sion, comme syam toujours été, &c.

J'ai déjà remarqué que le dernier texte rapporté dans le Mandement de Sens 1. Mai 1735. pag. 59. est véritablement tiré de la prétendue Lettre circulaire 25. Avril 1657, mais je n'ai pas dit que le rapport n'est pas exact. On doit lire : *marquer la même condamnation des deux autres* (Livres) au lieu que l'auteur du Mandement lit : *marquer la même condamnation que les autres* (propositions) : afin de pouvoir à la faveur d'une expression équivoque & générale dérober au public, que le livre où le Pere Jean Bagot Jésuite enseigne que le Pape peut donner mission pour prêcher dans les Diocèses, & administrer les Sacramens dans les Paroisses, sans la permission des Evêques & des Curés, a été supprimé par l'assemblée du Clergé de l'an 1655. dans la session du 7. Avril 1657. M. le Cardinal Mazarin Président.

§. XI. *Reponse aux témoignages que l'on produit en faveur de la lettre du Clergé du 25. Avril 1657. signée Henri de Gondrin, & des sentimens de l'Assemblée du Clergé de M. D.C. LV. sur le livre anonyme des Curés de Paris, & celui du Pere Jean Bagot Jésuite pour les Religieux; ladite lettre imprimée pour la première fois, l'an 1682. & insérée l'an 1716. dans les nouveaux Memoires du Clergé, tom. 1. pag. 1167. &c. L'on fait voir la supposition de cette lettre.*

La deliberation du Clergé sur l'affaire de Charonne, du 6. Mai 1682. porte le témoignage suivant de la lettre & des sentimens attribués à l'Assemblée du Clergé l'an 1655.

“ L'Assemblée a resolu encore de donner avis à Messieurs les Archevêques & Evêques du Royaume dans la lettre circulaire qu'elle leur écrira, qu'elle a vu paroître un libelle à l'occasion des deux Brefs que sa sainteté a adressés aux Religieuses de Charonne, où l'Auteur s'efforce d'établir que les Evêques n'ont pas reçu immédiatement de Jesus-Christ leur juridiction spirituelle; qu'elle a cru ne pouvoir mieux faire, pour en arrêter le cours, que de leur envoyer la lettre que l'Assemblée de 1655. écrivit à tous les Prelats du Royaume, avec les articles qu'elle resolut alors; qu'ils connoissent en les recevant, combien les sentimens du Clergé de France sont éloignés de ceux que debitent ces nouveaux écrivains; qu'outre cela ils y trouveront des maximes, qui appuient sur d'autres sujets, l'autorité de l'Episcopat; ce qui leur donnera sans doute une joye singulière, puisque cette lettre & ces articles ayant été *égarés depuis si long-tems, ont été heureusement retrouvés*, à l'honneur & à l'avantage de l'Eglise. ”

La lettre circulaire du 6. Mai 1682. envoyée par l'Assemblée à tous les Evêques, semble la même chose de la lettre & des articles de l'Assemblée de 1655. en cette sorte.

“ Notre Assemblée... vous donne avis qu'elle a vu paroître un libelle à l'occasion des deux Brefs que sa sainteté a adressés aux Religieuses de Charonne, où l'Auteur tâche d'établir que les Evêques n'ont pas reçu leur juridiction spirituelle immédiatement de Jesus-Christ. Elle a cru ne pou-

“ voir mieux faire, pour en arrêter le cours que de vous envoyer une lettre
 “ que l’Assemblée de 1655. écrivit à tous les Prelats du Royaume, avec les
 “ articles qu’elle résolut alors: vous connoîtrez en les recevant, combien les
 “ sentimens du Clergé de France sont éloignés de ceux que débitent ces nou-
 “ veaux écrivains: C’est là que vous trouverez des maximes qui appuyent sur
 “ bien d’autres choses l’autorité de l’Episcopat, & que vous admirerez avec
 “ nous la Providence divine, qui ayant permis dequies si long-tems que ces
 “ *allées ayent été égales, les a fait sortir des tenebres, comme par une espèce de mi-
 “ racle pour notre commune consolation.* ”

Deux témoignages si éclatans paroissent mettre la lettre & les articles hors de tout soupçon de supposition, mais la lettre a d’ailleurs des caractères si visibles de faux, qu’ils feront dans la suite de tous les tems, la confusion de ceux qui l’ont mise les premiers en œuvre.

La lettre du 25. Avril 1657. attribuée à l’Assemblée du Clergé de 1655. dont les séances continuoient encore en 1657. est dattée & soussignée en cette sorte dans l’édition de 1682. & l’édition de 1716.

MONSIEUR,

A Paris ce 25.
 Avril 1657.

*Vos très-humbles & très-affectionnés serviteurs
 & confreres les Archevêques & Evêques, &
 autres ecclesiastiques députés en l’Assemblée
 generale du Clergé.* Signé,

HENRY DE GONDRIN, Archevêque de Sens, *Président.*

Par Nosseigneurs de l’Assemblée.

L’ABBE’ DE VILLARS,

Secrétaire.

L’ABBE’ DE CARBON,

Secrétaire.

Cette lettre est très-suspecte de supposition, 1°. Les procès-verbaux de l’Assemblée de 1655. n’en parlent point, ni des articles qui l’accompagnent. 2°. On n’en a parlé pour la première fois qu’en 1682. 3°. La doctrine que la lettre & les articles établissent au sujet des Curés, est contraire à celle que M. de Gondrin publia l’an suivant dans son Synode & qu’il approuva avec vingt-huit Evêques l’an 1669. dans le Rituel d’Alet. 4°. Cette même doctrine ne s’accorde point avec plusieurs constitutions synodales, publiées dans ces tems par différens Evêques du Royaume & sur-tout dans la Province de Normandie la plus voisine de Paris, ni aux instructions de S. Charles dont l’Assemblée de 1655. ordonna l’impression & l’usage. 5°. Mrs. Gondrin Archevêque de Sens, Pavillon Evêque d’Alet, Joli Evêque d’Agen, Vialart Evêque de Chalons, &c. ni la Faculté de Theologie de Paris dans la censure des propositions du Moine Vernant l’an 1664. n’ont point employés ces pieces si decisives contre les Regulariens dans les différends qu’ils ont soutenus contre eux pour la subordination, & les obliger à ne consacrer qu’après avoir été examinés & approuvés. 6°. Cette lettre & les articles furent trouvés l’an 1682. *comme par miracle*, dit-on, *après avoir été long-tems égarés.* Or peut-on assurer une chose semblable d’un écrit envoyé il n’y avoit que vingt-cinq ans à tous les Evêques

du Royaume, & dont quantité d'autres soit dans la robe soit dans le Clergé devoient avoir reçu des exemplaires, & dont un grand nombre de ceux qu'on suppose les avoir reçus vivoient encore ? 7°. Est-il croyable que le Clergé ayant l'an 1660. trois ans après la datte de la lettre, ordonné une nouvelle édition de ses Memoires en six volumes *in-folio*, qui fut achevée l'an 1674. on ait pu oublier d'y inserer des pieces de l'importance de la lettre & des articles ? 8°. La souscription de la lettre a plusieurs caracteres qui en manifestent la supposition & le faux.

Elle est datte du 25. Avril 1657. jour de S. Marc & des grandes litanies, jour qu'on fetoitalors à Paris, à quoi celui qui a fabriqué & datte la lettre ne prenant pas garde; car S. Marc n'étoit plus au rang des fêtes chomées l'an 1682. a datte d'un jour auquel le Clergé l'an 1682. pouvoit tenir ses seances, mais n'en tint point l'an 1657. l'usage du Clergé ayant toujours été de ne tenir aucune seance les jours de fêtes chomées des Apôtres.

La datte est mise immédiatement sous le mot *Monsieur*, au-dessus du souscripteur *H. de Gondrin*, au lieu que les veritables lettres circulaires de l'Assemblée de 1655. signées *L. H. de Gondrin*, sont dattees au bas de la page au-dessous de la signature des Secretaires de l'Assemblée, & ne marquent point que la lettre a été écrite à Paris, mais qu'elle est envoyée de Paris, en cette sorte: *De Paris ce*, &c.

Les veritables Lettres sont souscrites, LOUIS-HENRI DE GONDRIEN, ou simplement, L. H. DE GONDRIEN *A. de Sens*; ou lorsqu'elles sont latines: *Ludovicus H. de Gondrin*, & jamais du seul nom Henry de Gondrin.

Les veritables lettres, lorsqu'elles sont en langue vulgaire & ne sont point signées de tous les Evêques de l'Assemblée, ont ces mots au-dessous de la souscription de l'Archevêque President: *Par le commandement de Nosseigneurs*, & non ceux-ci du stile de 1682. Par Nosseigneurs de l'Assemblée.

Les veritables lettres écrites en françois, sont souscrites L'ABBE' DE VILLARS, L'ABBE' DE CARBON, *Secretaires*. ou, HENRI DE VILLARS Agent General du Clergé de France & Secretaire de l'Assemblée, sans que l'Abbé de Villars s'y donne la qualité de Secretaire, immédiatement après son nom, au lieu qu'on le fait souscrire dans la lettre du 25. Avril 1657. en cette sorte: *l'Abbé de Villars Secretaire*.

Il est desolant de voir le premier ordre recourir à de si indignes moyens, contre le second ordre & contre Mrs. les Curés, & pour s'affermir dans de pretendus droits, supposer de mauvais écrits, ou recevoir comme veritables & sans aucun examen les écrits faux qu'on lui presente; mais on est plus imprudent de les produire à Sens qu'ailleurs, parce que là il est plus facile de connoître la supposition des lettres qu'on a fabriquées l'an 1682. sous le grand nom de l'illustre de Gondrin Archevêque de Sens, tous y devant être parfaitement instruits que M. de Gondrin n'a jamais signé par le seul nom d'Henri de Gondrin, & que la lettre de 1657. n'est point entrée à Sens avant l'an 1682.

Mon étonnement croit & ma surprise augmente quand je vois quatre-vingt six Docteurs de la Faculté de Theologie de Paris donner dans le piege, & faire d'un faux écrit & de son accompagnement également supposé, le fonde-

ment de leur censure du 15. Septembre 1735. méditée en douze seances pendant neuf à dix mois contre l'anonyme Auteur de la Consultation sur la juridiction & approbation, &c. Ces Messieurs ont bâti sur moins que sur le sable; un sable mouvant à son existence, mais le faux n'en a aucune & ne fait aucun fondement.

§. XII. Les Evêques tiennent du Roi le pouvoir d'approuver les Confesseurs à l'exclusion des Curés.

Les argumens louches & les citations captieuses dont les Secretaires des Assemblées du Clergé de 1625. 1635. 1645. & 1655. se sont servi, la lettre & les articles supposés à l'Assemblée de 1655. mis adroitement en œuvre, ont trouvé croyance & ont imposé. De peu instruits ou de trop timides Curés ont abandonné peu à peu des droits qu'on intéressoit un Ordre plus puissant à leur disputer, & lorsque quelques Curés plus fermes, qui sçavoient mieux leurs droits & le sens des Conciles de Latran, de Florence & de Trente, se sont mis en devoir de défendre l'héritage qu'ils avoient hérité de leurs Peres, l'on a pris d'autres mesures pour les forcer à l'abandonner.

Richard Archevêque d'Armach, se plaignoit amèrement que les Reguliers, contre lesquels il défendoit la juridiction des Curés, le rendoient suspect aux Puissances, & lui faisoient signifier des lettres de cachet portant défenses d'écrire & de parler, afin de l'empêcher de pousser plus loin la matière qu'il traitoit, afin d'arrêter les sçavans qui auroient voulu écrire sur le même sujet, & étonner ceux qui travailloient à faire révoquer les privilèges qu'on alleguoit contre les Curés. *Effectus vero illorum verborum inanium ab eis intentis, & duos existimo, primum ut nos faciant suspicari, & secundum vero effectum existimo ut aliquam prohibitionem regiam aut aliam mihi exhibendam obtineant, ne materiam per me tantam magis aperiam, aut aliqui docti aperiant, & per hoc foris leges aliqua quibus utuntur, tollantur.* Armacanus, serm. in quatuor Mendicant. tertiâ Dom. Quadrag. an. 1356.

On a pris le même moyen, mais avec cette différence que ceux qui autrefois se declaroient les défenseurs de la juridiction des Curés, en sont devenus les agresseurs & les usurpateurs. Les Evêques tâcherent l'an 1611. d'engager le Roi à autoriser le reglement de police qu'ils avoient fait, par lequel ils se donnoient pour la première ou la seconde fois, contre les décisions si melles du decret & des decretales, tout le droit d'approuver par exclusion à tous autres. Cette tentative n'eut pas alors le succès qu'ils esperoient, elle ne réussit pas mieux l'an 1629. mais on est revenu depuis de tems en tems à la charge, & enfin l'autorité royale, à la sollicitation du premier ordre, a imposé silence aux Curés qui ne quittoient qu'avec peine leurs droits, & a fait aux Evêques un droit exclusif de l'approbation, autrefois commun aux Curés & aux Evêques, à ceux-ci pour l'exercer dans les Chapitres & chez les Reguliers à l'égard des seculiers, & à ceux-là pour l'exercer dans les Paroisses.

Un tel procédé du premier ordre ne tend pas moins qu'à arracher les clefs des mains de ceux qui les ont reçues de Jesus-Christ, pour les mettre en celles

de la puissance seculiere, afin de tenir d'elle le privilege de commettre pour abfoudre les pecheurs, dispenser les tresors du sang du Fils de Dieu, ouvrir & fermer la porte du Ciel & recevoir les Chrétiens au Sacrement de Reconciliation. De tels excès seroient incroyables s'ils n'étoient verifiés par les Requêtes des Evêques au Roi, dans lesquelles ils ont toujours conclu au droit de l'approbation speciale à réserver à l'Evêque, & à la deffense absolue à tous les Prêtres qui n'ont pas benefice à charge d'âmes de confesser sans l'approbation de l'Evêque.

La juridiction des Curés & le droit d'approuver sur leurs Paroisses avoient été vivement attaqués dans l'Assemblée de Melun l'an 1579. aux Estats generaux de l'an 1615. & par les Assemblées de 1625. 1635. 1645. & 1655. on leur avoit fait breche par les mauvais argumens dont j'ai parlé; mais ils subsistoient encore en plusieurs endroits malgré toutes ces attaques. Mr. Pavillon Evêque d'Alet les ébranla l'an 1666. à l'occasion des Reguliers de son Diocèse par l'assignation qu'il leur donna au Conseil pour leur faire faire deffense de confesser sans avoir pris son approbation, & il en obtint un Arrêt, mais qui n'ayant pas été porté avec la precision que M. d'Alet l'avoit esperé, ne les empêcha pas de confesser dans leurs Eglises sans son approbation.

“ Les Augustins & les Capucins, dit l'Auteur de la vie de M. Pavillon, *tom. 1. lev. 2. ch. 15. pag. 427.* ne temoignerent pas la même soumission. L'article “ qui les regardoit ne se trouva pas tout-à-fait clair, (a) & à la faveur de “ cette obscurité, ils essayerent de se maintenir dans la possession de confesser “ les seculiers dans les Eglises de leur ordre sans la permission de l'Evêque. “ Cette pretention étoit absolument contraire à toutes les loix de l'Eglise, & “ même aux reglemens de discipline faits dans le Concile de Trente. Mais “ comme il n'y a rien que les Religieux n'entreprennent pour la conservation “ de leurs pretendus privileges, le saint Prelat fut obligé pour les reduire de “ recourir encore à l'autorité du Roi, en s'adressant aux Commissaires “ (MM. Boucherat & l'Abbé le Camus) qui avoient fait rendre l'Arrêt du “ Conseil, & au Ministre (M. le Tellier) qui s'étoit chargé de le faire ex- “ cuter.”

“ Il n'y a que les Religieux, dit M. Pavillon dans sa lettre à Mr. le Tellier “ l'an 1667. qu'on a de la peine à reduire. Ils publient qu'il leur est permis “ par l'Arrêt de confesser dans leur propre Eglise les seculiers, sans l'appro- “ bation de l'Evêque, & que cela ne leur est deffendu que dans les autres “ Eglises du Diocèse, ce qui est directement contraire aux saints Canons, à “ l'intention du Roi & de Mrs. les Commissaires. Ils appuyent cette preten- “ tion sur quelques termes de l'Arrêt qui ne sont pas en effet aussi clairs qu'on auroit “ pu le desirer. Ces bruits, quoique mal fondés, seroient capables de rallumer “ la division & de ruiner tout le fruit que nous esperons de l'Arrêt, si on n'y

(a) L'Auteur de la vie de M. Pavillon n'a pas jugé à propos de rendre public l'article de l'Arrêt en question; on ne le trouve point non plus dans les éditions des Mémoires du Clergé

l'an 1674. & 1716. On juge de cette omission affectée surtout par l'Auteur de la vie, qui au surplus a donné sous l'Arrêt, que l'Article omis n'étoit pas favorable aux Evêques.

"apporte promptement le remède. Je suis bien résolu d'y employer toute l'autorité que Dieu m'a mise entre les mains, mais j'apprehende que cela serve peu, tant qu'ils auront ce vain prétexte, & qu'ils se contentent en apparence de l'autorité de l'Arrêt. Je laisse, Monsieur, à votre prudence les moyens qu'on pourroit prendre dans cette rencontre, j'espère que Mr. Boucherat & Mr. l'Abbé le Camus, auront la bonté de s'assembler pour cela. Je vous supplie, Monsieur, de les vouloir appuyer de votre autorité."

A Monsieur Boucherat.

"Jelaisse, Monsieur, à votre prudence à aviser aux moyens qu'on pourroit prendre dans cette rencontre. Il semble que le meilleur expédient seroit de faire donner un Arrêt qui expliquât nettement cet article, ce que j'espère que vous trouverez d'autant plus aisé, qu'on ne peut douter de l'intention du Roi, & de tous MM. les Commissaires, qui a été de dresser cet article, conforme aux canons, à l'usage de l'Eglise & aux avis des Docteurs de Sorbonne."

A Monsieur l'Abbé le Camus.

"On ne peut douter de la décision du Concile de Trente, qui est claire sur ce point. Il ordonne indéfiniment à l'égard des Confessions que les Réguliers ne pourront confesser les séculiers sans la permission expresse de l'Evêque, (a) &c. Mr. le Promoteur m'a tellement assuré du sentiment de Mrs. les Commissaires & du vôtre en particulier, que j'espère que vous n'aurez pas de peine à vous expliquer là-dessus. Ayez donc la bonté, Monsieur, de vous joindre à Mr. de Boucherat pour aviser aux moyens de remédier à ce mal, & achevés l'ouvrage que vous avez si heureusement commencé; vous ne pouvez mieux employer le crédit que votre mérite vous a acquis, & les talens que Dieu vous a donnés, qu'à procurer le bien de l'Eglise & l'observation des règles de la discipline la plus importante."

On ne voit pas le succès des sollicitations pressantes de Mr. l'Evêque d'Allet, ni pourquoy, si ce n'est parce qu'il les crut plus favorables à ses intentions, il préfera d'intéresser Mrs. de Boucherat Conseiller d'Etat, & l'Abbé le Camus depuis Evêque de Grenoble & Cardinal, plutôt que Mr. de Vertamont Conseiller d'Etat, & Messieurs l'Archevêque d'Arles, les Evêques de Chartres, de Mende & de Mâcon, & l'Abbé de St. Michel qui étoient de la Commission. Mais l'on apprend des lettres de Mr. Pavillon, dont je donne des extraits fidèles, que l'approbation de l'Evêque n'est qu'une règle de discipline, ordonnée par le Concile de Trente contre les Réguliers, qui n'a eu d'exécution en France qu'après l'an 1666. par l'autorité du Roi aux sollicitations pressantes de quelques Evêques & de leurs puissans amis.

Ce que Mr. d'Allet ne put obtenir au Conseil l'an 1667. Mr. Joli Evêque d'Agen soutenu du crédit de Mrs. Pavillon & Vialart, l'obtint l'an 1669. & même beaucoup plus que Mr. Pavillon n'avoit demandé & que le Concile de Trente n'a statué des Réguliers.

(a) Le Concile de Trente ne parle point de la permission expresse de l'Evêque, mais d'une attestation de capacité que l'Evêque doit donner aux réguliers, après les avoir examinés & trouvés capables.

Les lettres de Mr. d'Agen à Mr. d'Alet en font foi. "La plupart des ces lettres, dit l'Auteur de la vie de Mr. Pavillon *tom. 1. liv. 2. ch. 7. pag. 277. ne regardent que les grands differens que Mr. d'Agen avoit avec les Reguliers de son Diocèse... Nous voyons... par ces lettres, que ce Prelat est redoublé de l'heureux succès qu'il eut dans cette importante affaire, aux sages conseils & au credit de notre saint Evêque, qui connoissoit les Religieux mieux qu'aucun autre.*"

Mr. d'Alet s'interessa pour l'affaire d'Agen, Mr. de Vialart Evêque de Châlons le fit aussi, mais l'Auteur de sa vie *pag. 153. de l'édition de 1739. lui donne tout le succès de cette affaire, dans laquelle il est certain qu'il se donna de grands mouvemens à la Cour, où il étoit en très-grand credit.*

"Certains Reguliers du Diocèse d'Agen, dit l'Auteur, s'appuyant sur des privilèges que leur opposition à toutes les regles rendoit nuls en eux-mêmes prétendoient que lorsqu'ils étoient une fois approuvés pour prêcher & confesser, on n'étoit plus en droit de revokeur leurs pouvoirs. Claude Joli leur Evêque, homme d'esprit & de merite, qui connoissoit l'abus de ces pretendus privileges, & qui regardoit avec raison la pretention de ces Reguliers comme une infraction faite à la discipline de l'Eglise, & comme pouvant être la source d'un grand nombre de desordres, avoit rendu plusieurs Ordonnances pour la declarer abusive, & reprimer les excès de ces Reguliers. Mais ceux-ci peu accoutumés à obéir, s'étoient pourvus autant de fois en Cour de Rome contre ces Ordonnances, & ils y étoient soutenus, ou du moins on n'y rendoit pas justice au Prelat. M. d'Agen voyant donc qu'il n'étoit point écouté malgré l'équité qui reclamoit en sa faveur, eut recours à M. de Châlons, & le pria d'employer son credit auprès du Roi, afin de lui rendre justice. M. Vialart le fit: le Roi l'écouta avec plaisir. Il sentit de quel côté étoit le bon droit, il nomma quelques Evêques pour juger de ces différends, & sur leur avis, il rendit en son Conseil le 4. Mai 1669. un Arrêt par lequel il fut défendu à tous Ecclesiastiques seculiers & reguliers, tant du Diocèse d'Agen, que des autres Diocèses du Royaume, de s'ingérer d'administrer le Sacrement de penitence & de prêcher, sans permission expresse des Evêques des lieux, ou d'entreprendre autrement sur la juridiction desdits Evêques."

Plus cet Arrêt étoit juste, plus il y avoit lieu de craindre que ceux qu'il obligeoit à se contenir dans les bornes de leur devoir, ne remuassent pour en empêcher l'exécution. M. Vialart le sentit. Il craignit que les Reguliers dont le credit est très-grand à Rome, n'interposassent l'autorité du Nonce pour faire changer Sa Majesté, ou du moins pour rendre inutile ce qu'elle venoit de prononcer. Il crut donc qu'il devoit les prévenir. Dans cette vue: il alla dès le jour même vers l'heure de minuit chez M. le Prince, dont il étoit fort considéré, & chez qui il avoit un libre accès, & le pria de vouloir bien se trouver le lendemain au lever du Roi, & de feliciter Sa Majesté sur l'Arrêt qu'elle venoit de rendre pour le maintien de la juridiction des Evêques. M. le Prince le lui promit: cinq ou six autres Seigneurs à qui le Prelat en parla aussi, lui donnerent la même parole, & dans le même nuit Mr.

"de

"de Châlons fit tirer un grand nombre d'exemplaires de l'Arrêt, afin qu'il pût être répandu dans tout Paris dès le lendemain au matin.,,

"Mr. le Prince & les autres Seigneurs à qui Mr. Vialart avoit parlé, se trouverent en effet au lever du Roi, & s'entretenrent avec Sa Majesté, de l'Arrêt en question, en montrant beaucoup de joie de ce qu'elle avoit rendu cette justice aux Evêques, & donné ce temoignage de son respect pour la discipline de l'Eglise. On en parloit encore lorsque le Nonce & les Reguliers interessés dans l'affaire se presenterent. Ils sçavoient bien que le Roi étoit disposé à juger en faveur de M. d'Agen & des autres Evêques; mais ils ignoient que l'Arrêt fût rendu. Le Nonce fit ce qu'il put pour persuader à Sa Majesté de ne rendre sur cela aucun jugement, & lui representa que le Pape ne pourroit qu'être mecontent si l'on restreignoit les pouvoirs de ceux qui relevoient, dit-il, immédiatement du saint Siege. Louis XIV. l'écoula avec tranquillité, & quand il eut fini, il lui repondit qu'il lo croyoit mal informé des intentions de sa Sainteté; [*] que pour lui il étoit persuadé que le Pape lui sçauroit gré [*] d'un Arrêt si necessaire pour maintenir l'ordre dans le Royaume. Il ajouta que l'Arrêt étoit rendu, & qu'on l'avoit trouvé si important & si sage, que les Seigneurs de la Cour étoient venus même avant son lever lui en faire compliment. Ainsi le Nonce ne put rien obtenir.,,

L'on vit donc la juridiction des Curés presque abatuë du coup que l'Arrêt du Conseil d'Etat du 4. Mai 1669. que M. d'Agen obtint contre les Reguliers de son Diocèse, lui porta. Il n'avoit été question à Alet que des Augustins & des Capucins; il ne s'agissoit à Agen que des Religieux Mandins & des Jesuites. Les Curés du Royaume, les Châpitres & les Chefs d'ordre qui ont la juridiction n'étoient point en cause, ne furent point requis de produire leurs titres, & ne furent point ouïs ni entendus; cependant il fut dit & ordonné que conformément aux regles & à l'usage de l'Eglise, les Prestres seculiers & reguliers ne pourront confesser, sans avoir obtenu l'approbation de l'Evêque, & qu'il la pourra limiter & revoquer.

L'Arrêt n'eut pas tout le succès, dont les Evêques sollicitateurs s'étoient flatté. Le Pape Clement IX. en fut mecontent, & le regarda comme une entreprise sur son autorité. L'on s'apperçut bien-tôt que Mrs. les Evêques de Châlons sur Marne, de Chartres, d'Uzès, de Sées, le sieur de Contes Doyen de l'Eglise de Notre-Dame de Paris, & Me. Nicolas Porcher Docteur de la Maison de Theologie en Sorbonne, Commissaires indiqués par les Evêques, & nommés à leur sollicitation, avoient informé le Conseil selon leurs prejugez & leurs interêts particuliers, que les regles & usages de l'Eglise qui avoient fait le motif pour rendre l'Arrêt, étoient plus saints que veritables; que s'il y avoit quelque usage dans l'approbation de l'Evêque, il étoit nouveau selon les Theologiens & les Canonistes, & observé en peu de Diocèses, que Mr. d'Agen ne l'avoit prouvé que par neuf permissions particulieres fort recentes

(*) Clement IX. donna l'an suivant une Bulle en faveur des reguliers, qui fit voir que le Roi étoit mal informé des intentions de sa Sainteté, & que le Pape ne lui fit pas gré de l'Arrêt du 4. Mai 1669.

& accordées à sept particuliers en sept Diocèses par les Evêques de Condom, Sarlat, Toulouse, Luçon, Orleans, Boulogne, son predecesseur l'Evêque d'Agen, & par une attestaion du grand Vicair de Castres, qui tomboient d'elles-mêmes par le grand nombre de permissions anciennes & nouvelles que les Curés étoient en état de produire en leur faveur : que les Conciles de Latran & de Florence ne disoient rien de ce droit prétendu par les Evêques, qu'il étoit douteux que le Concile de Treuve eût pensé à l'établir, dont au reste les reglemens de discipline n'étoient pas reçus, & que s'il y avoit quelque loi à cet égard, elle n'étoit que locale, ou de quelque Pape, *motu proprio*.

Les Evêques jugerent donc que ce seroit plutôt fait de recourir pour une chose purement ecclesiastique & spirituelle, au pouvoir absolu du Roi, & d'en obtenir un Edit. Il y avoit lieu de croire que la demande des Evêques, aussi contraire aux loix de l'Eglise & aux usages du Royaume, ne seroit point admise au Conseil du Roi. Ce Tribunal, par le seul exposé de la Requête, devoit reconnoître son incompetence ; il ne pouvoit ignorer les regles canoniques, non plus que les droits des Curés, & l'usage. Mais le Clergé supérieur vouloit un Edit ; il fut donné au mois d'Avril 1695. dans un tems où la nécessité des affaires, & le besoin d'une forte subvention obligeoit le Roi à accorder tout aux Evêques. Le Roi y dit, mais sans aucune mention, que cela étoit conforme aux regles & à l'usage de l'Eglise.

“ *Article XI.* Les Prestres seculiers & reguliers ne pourront administrer le “ Sacrement de Penitence, sans avoir obtenu permission des Archevêques ou “ Evêques, lesquels la pourront limiter pour les lieux, les personnes, le tems “ & les cas, ainsi qu'ils le jugeront à propos, la revokeur même avant le tems “ expiré, pour causes survenues depuis à leur connoissance, lesquelles ils ne “ seront pas obligés d'expliquer, & sans que lesdits Seculiers & Reguliers “ puissent continuer de confesser sous quelque pretexte que ce soit, sinon en cas “ d'extrême nécessité, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu de nouvelles permissions, “ & même subi un nouvel examen, si les Archevêques ou Evêques le jugent “ necessaire. Voulons que lesdites permissions soient delivrées sans frais, & “ que les Ordonnances qui auront été rendues par les Archevêques ou Evê- “ ques sur ce sujet, soient exécutées, nonobstant toutes appellations simples, “ ou comme d'abus, & sans y prejudicier.

“ *Article XII.* N'entendons comprendre dans les articles precedens, les Cu- “ rés tant seculiers que reguliers, qui pourront prêcher & administrer le “ Sacrement de Penitence dans leurs Paroisses.”

La juridiction des Curés ne pouvoit être plus resserrée, & la juridiction des Evêques recevoir plus d'étendue. Les bornes que les anciens lui avoient mises ont été levées & portées beaucoup au-delà des bornes anciennes dans lesquelles les Conciles, les Decrets des Papes & tous les textes du Droit pris dans le sens le plus favorable aux Evêques l'avoient renfermée. Il ne lui manque qu'une seule chose, qui étoit de déclarer que les Confesseurs approuvés de l'Evêque, ont par cette approbation, autrement par la permission des Evêques, une juridiction aussi pleine & aussi parfaite que les Curés dans leurs Paroisses, qu'ils peuvent l'exercer sans dependance des Curés, & qu'ils peu-

vent, lorsque l'Evêque ou son grand Vicaire s'ordonnent pour certaines raisons, confesser valablement & licitement contre l'expresse volonté du Curé, que les Evêques peuvent aussi à leur gré suspendre, restreindre, limiter le pouvoir des Curés, & les appeler de tems en tems à leur examen; enfin que les Reguliers ne confessoient point de Reguliers sans la permission de l'Evêque.

Ce sont des points auxquels le Roi n'a pas trouvé à propos de toucher, ou sur lesquels les Evêques qui les avoient réglé en partie, dans quelques-unes des Assemblées du Clergé, & dont le projet tendoit à l'obtenir du Roi, n'ont pas été écoutés. Mais il résulte de l'exposé que je viens de faire, que les Evêques de France reconnoissant la foiblesse de leur droit, & sentant la difficulté de l'établir par eux-mêmes ou par le Concile de Trente, eurent recours à Louis XIII. l'an 1615. & lui proposerent cet article comme un reglement de police ecclesiastique nécessaire pour la reformation du Clergé, qu'ils tâchèrent de l'obtenir d'Urbain VIII. l'an 1625. & 1635. & d'Innocent X. l'an 1645. *supplians très-humblement Sa Sainteté l'avoir ainsi agréable*, & que ce moyen n'ayant pas réussi, ils ont demandé à Louis XIV. ce que Louis XIII. & les deux souverains Pontifes dont j'ai parlé, avoient jugé ne pouvoir leur donner; que c'est du Roi, & non pas de l'Eglise, que les Evêques, par exclusion des Curés, paroissent tenir le pouvoir d'approuver, & que le Roi, qui de pleine puissance & autorité royale l'a étendu & affermi, peut en revoquant ou en expliquant l'Edit de 1695. remettre les choses dans leur premier état, laisser ou rendre aux Curés l'exercice libre d'un pouvoir dont ils avoient joui de droit commun, dont on les a depouillés sans les entendre, & qui, pour me servir de la raison des Evêques de l'Assemblée de 1645. doit leur appartenir, puisqu'il est certain *qu'ils ont reçu immédiatement de Dieu, le pouvoir de lier & de délier*, & qu'ils sont actuellement Confesseurs, lorsque le plus grand nombre des Evêques ne le sont qu'en puissance.

L'Edit cependant n'est pas aussi favorable qu'on le pense d'abord, & que j'en ai crû long-tems moi-même. 1. Il ne prononce point sur la validité du Sacrement de Penitence administré par un Prestre qui n'a pas la permission de l'Evêque. 2. Il ne porte aucune peine contre le Curé qui fait confesser dans sa Paroisse un Prestre que l'Evêque n'a point approuvé, ni contre le Prestre qui confesse avec la seule permission du Curé, & si Sa Majesté ordonne *que les Ordonnances rendues par l'Evêque sur ses sujets, seront exécutées*, ce n'est que par provision, & sans préjudicier à l'appel simple ou comme d'abus, que l'on peut en interjetter.

Quelques Docteurs & quelques Evêques ont crû que c'étoit faire injure au Roi & à l'Episcopat, de dire que les Evêques avoient demandé au Roi & l'avoient obtenu, d'approuver les Prestres pour entendre les confessions des fideles, & ont condamné cette assertion dans un Anonyme l'an 1735. (*) Mais le Corps épiscopal au pied du trône, en a fait publiquement au Roi la reconnoissance l'an 1730. & lui en a rendu la foi & l'hommage; si c'est

(*) Voyez les Mandemens de Sens 1. Mai | culté de Théologie de Paris 15. Septembre
& d'Embrun 1. Octobre & la censure de la Fa- | 1735.

hommage lige, ou non lige, question où je n'entre point. *Nous en sommes redevables* disoit au Roi feu Mr. l'Evêque de Nismes, au nom de l'Assemblée du Clergé de 1730. *du dépôt de la foi & de notre juridiction à Dieu, à l'Eglise, au peup'e, à votre Majesté.*

Voilà le partage: les Evêques sont redevables à Dieu & à l'Eglise *du dépôt de la foi*, au peuple & au Roi, *de leur juridiction.* Au peuple qui la leur donnoit autrefois, & aux Prestres, par une soumission libre & volontaire, sans sollicitation & par respect à leur dignité. Au Roi qui l'a donnée depuis par des Arrêts & des Edits, en cedant aux instances reiterées & pressantes des Evêques après une ferme resistance de plusieurs années.

C'est en consequence de ces premiers oûtrois, que les Evêques crurent pouvoir encore demander au Roi, & que le tems de l'obtenir de de Sa Majesté étoit arrivé, *qu'aucun simple Prestre seculier ou regulier, ne pourra faire les fonctions curiales... sans l'approbation par écrit des Archevêques & Evêques diocésains ou de leurs Vicaires generaux, en ce qui concerne les laïques.* L'article ne fut point accordé. Il est certain que s'il avoit passé tel qu'il est conçu, les Curés étoient réduits par l'autorité du Roi, *suivant les regles de l'Eglise*, (*) dit le cahier, à ne pouvoir commettre aucune de leurs fonctions, si le Prestre à qui ils auroient voulu permettre de faire un Mariage, de donner le Baptême, la Communion, l'Extrême-onction ou quelques autres fonctions curiales, n'avoit pas eu une approbation par écrit de l'Evêque ou de son Vicaire general.

Extrait du cahier présenté au Roi par les Cardinaux, Archevêques, Evêques & autres Ecclesiastiques assemblés par permission de Sa Majesté en la Ville de Paris en l'année 1735. contenant les articles qui concernent la juridiction ecclesiastique, qu'ils supplient très-humblement Sa Majesté leur vouloir accorder.

ARTICLE III. FONCTIONS CURIALES .

“ Suivant les regles de l'Eglise, (*) *les fonctions curiales* ne peuvent être
 “ *legitiment* exercées qu'après avoir obtenu l'approbation ou *l'institution cano-*
 “ *nique* de l'Evêque diocésain, & c'est contrevenir à la sainteté de cette disci-
 “ pline, toutes les fois que *de simples Prestres* entreprennent de remplir ces fonc-
 “ tions sans y être autorisés *par la mission de l'Evêque.* L'on voit néanmoins ces
 “ defordres s'introduire dans differens Monasteres au grand scandale de la
 “ religion, & au mepris des loix les plus sacrées de la Hierarchie.

“ Pour arrêter de tels abus si contraires *aux saints Decrets*, Sa Majesté est
 “ très-humblement *supplie* d'ordonner qu'aucun simple Prestre seculier ou
 “ regulier, ne pourra faire les fonctions curiales dans les Monasteres mêmes
 “ pretendus exemts, sans l'approbation par écrit des Archevêques & Evê-

(*) Ce sont les termes dont le Corps Episcopal appuie ses Requêtes au Roi, Sa Majesté ne pouvant & ne devant pas refuser la protection pour l'observation des Regles de l'Eglise, mais

elle doit la refuser, quand la demande est contre les *Decrets de l'Eglise*, ainsi qu'il arrive presque toujours, quand les Evêques demandent contre les Curés.

“ques diocésains, ou de leurs Vicaires généraux, en ce qui concerne les
 “laïques & personnes qui ne sont point engagées dans lesdits Monastères par
 “des vœux solennels de religion.

R E P O N S E.

Lorsque Sa Majesté sera informée plus en détail des lieux où l'abus dont le Clergé se plaint s'est introduit, Sa Majesté prendra les moyens les plus convenables pour les faire cesser.

La réponse du Roi est très-sage, elle fait voir que Sa Majesté ne s'attribue point le droit que le Clergé paroît reconnoître en lui de donner des Edits pour étendre la juridiction spirituelle des Evêques sur la ruine de la juridiction spirituelle & divine des Curés. Mais la demande de Messieurs les Evêques est captieuse. Elle comprend toutes les fonctions curiales qu'un Curé peut commettre selon les saints decrets & de droit canon non révoqué, à des Prêtres séculiers ou réguliers sans le scû de l'Evêque, la Confession & la Predication exceptées, depuis les Arrêts du Conseil & les Edits sollicités, obtenus & surpris du Roi l'an 1669. & 1695.

L'embaras du Corps épiscopal seroit grand, si quand il fait de pareilles demandes, le Conseil apointoit à écrire & à produire les titres & les textes en preuve que *suivant les regles de l'Eglise*, un Curé ne peut commettre les fonctions curiales à un Prêtre qui n'a pas la mission ni l'institution de l'Evêque, & que quand un Curé commet ses fonctions à un Prêtre, c'est au scandale de la religion, au mépris des loix les plus sacrées de la Hierarchie, & par des abus contraires aux saints decrets. C'est là-dessus, sur des allegations très-fausSES & contraires aux Conciles de Latran sous Innocent III. de Vienne sous Clement V. de Trente, &c. qui établissent d'une maniere à n'en pouvoir douter, que les Curés commettent de droit commun leurs fonctions curiales: c'est là-dessus, dis-je, que les Evêques fondent les suppliques qu'ils font au Roi pour obtenir des Edits contre la juridiction des Curés, l'aneantir totalement & se l'approprier à l'entier.

Ainsi *la sagesse a été justifiée par ses enfans. Matth. 11. 19.* “Ce n'est plus malignité, impudence, saulseté, scandale donné à l'Eglise, injure faite au Prince & aux premiers Pasteurs, trouble de l'Estat ecclésiastique & tendance au “schisme”, comme la Faculté de Theologie de Paris & quelques Evêques l'an 1735. l'ont gravement prononcé de l'Auteur anonyme de la Consultation sur la juridiction, &c. pour avoir écrit l'an 1734. que les Evêques avoient demandé au Roi l'an 1615. 1630. 1669. & 1695. & l'avoient enfin obtenu d'approuver les Confesseurs par exclusion des Curés, puisqu'on voit l'Assemblée de l'an 1735. supplier très-humblement le Roi d'étendre la juridiction spirituelle des Evêques & d'ordonner qu'aucun simple Prêtre ne pourra faire les fonctions curiales sans l'approbation par écrit de l'Evêque, parce que *suivant les regles de l'Eglise*, dit l'Assemblée, les fonctions curiales ne peuvent être légitimement exercés, par un simple Prêtre sans l'approbation ou l'insti-

tution canonique de l'Evêque. Me voilà encore justifié par le Clergé dans les propositions que la Faculté de Theologie de Paris & quelques Mandemens ont censurées, où j'établis qu'un Prêtre à l'insçu de l'Evêque & du Curé fait *valablement* en quelques rencontres des fonctions curiales, sans les faire légitimement. Je ne suis plus surpris que se trouvant tant d'accord entre l'Anonime de 1734. & l'Assemblée du Clergé du mois de Decembre 1735, le Corps épiscopal ne s'est point déclaré pour les censures portées quelques mois avant par deux Archevêques & quatre-vingt six Theologiens de Paris, & n'a point censuré la Consultation sur la juridiction & approbation. Nous sommes d'accord sur le principal, c'est-à-dire, sur la validité de l'action, sur la demande des Evêques d'approuver les Confesseurs faite au Roi & sur l'ocroi que sa Majesté en a fait aux Evêques.

§. XIII. *Le Roi ne donne aux Evêques que selon l'étendue de son pouvoir quand il leur a permis d'approuver à l'exclusion des Curés.*

Les Theologiens & les Canonistes peuvent mettre en question si le Corps épiscopal a dû demander au Roi ce qu'il leur a accordé : si le Roi a pu donner aux Evêques ce qu'ils lui ont demandé : si sa Majesté a le pouvoir dans l'Eglise de déroger au droit établi par d'anciens canons favorables aux Curés ; de déroger aux canons approuvés du saint Siege, reçus & passés en loi dans le Royaume pendant une longue suite de siècles, & que le Roi à son avènement a juré de garder & de faire observer : si la puissance temporelle a pu ôter aux Curés ce qu'ils tiennent de Jesus-Christ & de l'Eglise : enfin, si les Evêques paroissant avoir reçu du Roi un pouvoir qu'ils vouloient avoir, peuvent l'exercer au préjudice d'un tiers qui n'a point été appellé, entendu, ni convaincu de mal user de son droit, & si en conséquence, ils peuvent dire nuls les Sacremens de Jesus-Christ administrés sans leur permission.

M. Talon Avocat general & depuis President à Mortier, croit (*) que le Roi ne peut empêcher qu'il y ait des Prêtres, des Predicateurs & des Confesseurs dans l'Eglise, mais qu'il a droit d'empêcher que tels & tels soient Prêtres, que tels & tels prêchent & confessent absolument ou prêchent & confessent en tel lieu, se pouvant faire, dit M. Talon, que l'Etat ait intérêt que tels & tels n'ayent aucune fonction dans l'Eglise, & que si tels Evêques prêchent dans leurs Cathedrales, c'est que le Roi le leur ordonne ou ne s'y oppose pas, mais qu'il peut leur interdire ce ministère & de même à d'autres Predicateurs. Mr. Talon ne touche point à la validité.

Les Evêques selon ces principes vrais ou faux, que le fameux Charles du

(*) M. Talon, * Traité de l'Autorité des Roys. 1. part. deserv. 4. & part. 2. dissertation premiere & seconde. —* M. Talon n'a pas toujours eu l'approbation du Clergé. Cela parut à l'égard d'un Plaidoyer au mois de Decembre 1664. que l'Assemblée du Clergé l'an suivant, déclara heretique, & dont elle ordonna que

très-humbles remontrances seroient faites au Roi pour le faire supprimer. Cette affaire n'eut pas d'autre suite : le Clergé se contenta de charger ses Registres de la censure du Plaidoyer de M. Talon. Le Magistrat pour se disculper fit imprimer son Traité de l'Autorité des Roys, où il defend ses sentimens.

Moulin, (a) paroît avoir donné le premier dans son *Traité de la Monarchie des François*, ou du moins avoir poussé plus loin que qui que ce soit, dont l'on a fait usage dans l'Edit de 1695. qu'on continué de faire valoir & que beaucoup d'Evêques reconnoissent pour véritables; (car autrement, comment auroient-ils recours aussi souvent qu'ils l'ont à l'autorité & aux rescrits du Prince pour arrêter dans leurs fonctions & éloigner des Offices divins & de leurs Eglises, ceux à qui ils ne peuvent les interdire & pour ne pas laisser aux Chapitres dans la vacance des Sieges & l'incapacité des Evêques le choix de leurs grands Vicaires?) les Evêques, dis-je, selon ces principes ne paroissent être, & ne sont en effet que les subdelegués du Roi, *Missi Regis*, dans l'exercice de la juridiction gracieuse, & par conséquent ont pu demander au Roi & se procurer le privilege exclusif d'approuver seuls les Predicateurs & les Confesseurs, & peuvent, comme autrefois les Senechaux des Provinces & aujourd'hui les Intendants commis de sa Majesté pour l'exécution de ses ordres dans une Province, s'en servir dans le gouvernement extérieur & politique de leurs Eglises, lequel gouvernement du Moulin & M. Talon disent appartenir au Roi.

S. Antonin, *summul. de Conf. part. 1. c. 4.* à une demande semblable, répond autrement. Le Roi ne peut rien à Paris, dit le saint Archevêque de Florence, ni dans les autres endroits de son Royaume sur les choses spirituelles. *Non possunt absolvi ratione Parlamenti si non habent licentiam à suis Prelatis* (S. Antonin par ce mot *Prelatis* entend les Curés.) *quia Rex Parisius non habet potestatem in spiritualibus. nec in ceteris partibus Regni.* S. Ambroise (b) & le Concile Romain sous le Pape Symmaque, (c) S. Chrysostome, (d) le Cardinal Pierre Damien, (e) S. Anselme, (f) &c. établissent la même chose, & que comme les fonctions du Roi ne regardent du tout point les Evêques & qu'ils ne les doivent pas exercer, il en est de même des fonctions de l'épiscopat, elles ne conviennent point aux Rois.

Le Pape Jean VIII. sur la fin du neuvième siècle écrivant à l'Empereur Basile lui disoit: Si l'Empereur est Catholique, il me permettra de lui dire qu'il est le fils & non le Prestre de l'Eglise, & que c'est aux Prestres & non pas aux Empereurs que Dieu a confié le gouvernement de l'Eglise. *Si Imperator Carbo-*

(a) Traité de l'Origine, progrès & excellence du Royaume & Monarchie des François & Couronne de France par Messire Charles du Moulin, docteur ès droites, Jureconsulte de France, &c. A Paris eu la rue des Portées à l'Enseigne St. Julien 1565. avec privilege du Roi.

(b) *Noli te gravare Imperator, ut putes te in ea que divina sunt, imperiale aliquid jus habere. Ad Imperatorem palatia pertinent, ad Sacerdotem Ecclesie.* S. Amb. *epist. 33. lib. 5.*

(c) *Non licuit laicos statuendi in Ecclesia habere aliquam potestatem, quos obsequendi manet necessitas, non auctoritas imperandi.* Synodus Rom. 3. sub Symmacho. Et refertur *dist. 96. c. 1. Cum lecta.*

(d) *Regi corpora commissi sunt, Sacerdoti animæ.* Chrysost. *Hom. 4. de verb. 1/az.*

(e) *Cum inter regnum & sacerdotium, propria cuiusque distinguantur officia, ut Rex armis utatur sæculi, & Sacerdos necingatur gladio Spiritus, qui est verbum Dei.* Petrus Damiani, *lib. 4. epist. 9.*

(f) *Sicut & Ministri seculares à quibus temporalia, & spirituales à quibus tractari debent spiritualia. Datur ergo materialis gladius carnalibus, spiritualis autem Ministris spiritualibus. Sed hinc non convenit Regibus quod ad stolam pertinet, sic nec Episcopis quæ Regis sunt exercere.* Anselmus in *cap. 26. Mach.*

licus est (quod salva pace ipsius dixerimus) filius est, non præsul Ecclesia... Ad Sacerdotes enim Deus voluit, quæ Ecclesia disponenda sunt pertinere, non ad seculi gorescates. cap. Si Imperator. dist. 96.

Louis VII. écrivoit au souverain Pontif Alexandre III. que le Roi ne donnoit point ce qui n'étoit pas à lui, & que la juridiction spirituelle ne lui appartenant point dans l'Eglise du Bourg S. Pierre à Tours, il n'avoit pu la donner au Chapitre de S. Martin qui prétendoit l'avoir reçu du Roi par exclusion de l'Archevêque.

L'Auteur du songe du Verger (*) dans sa préface fait dire par le Roi Charles surnommé le sage, à la puissance ecclésiastique & à la puissance séculière : *Voire juge ne puis je pas être, car comme le Prestre ne puisse pas être juge de la temporalité, aussi ne peut le Roi de l'espirituel.* Et liv. 1. ch. 8. le Chevalier par qui l'Auteur fait défendre les droits de la puissance séculière dit : *Les Rois & autres Seigneurs terriens n'ont pouvoir de faire Loix ne Ordonnances des choses spirituelles, car Dieu ne leur a pas commis le gouvernement de l'espirituel, mais de la temporalité seulement.*

Mr. Pavillon Evêque d'Aler dans une lettre au Roi Louis XIV. datée du 25. Août 1664. disoit à ce grand Prince à l'occasion de la Déclaration du 2. Avril précédent au sujet de la regale : " Il n'appartient point aux Rois & aux puissances séculières, de disposer des choses purement ecclésiastiques. " Tous les Princes vraiment chrétiens, ne se sont jamais attribué l'autorité de faire des loix & des canons dans l'Eglise, mais bien tenir à gloire d'en être les exécuteurs & non pas les instituteurs. Feu Mr. de Montpellier donne pour un principe certain dans sa remontrance au Roi sur l'Arrêt du Conseil d'Etat de sa Majesté du 11. Mars 1723. " que l'autorité souveraine que les Rois tiennent de Dieu pour le gouvernement temporel de leurs peuples ne s'étend pas jusqu'à leur donner droit de disposer selon leur volonté de l'administration des Sacramens, du pouvoir de les conférer, du gouvernement des Diocèses, ni de prescrire aux Evêques même, l'usage qu'ils doivent faire du pouvoir que Jesus-Christ leur a donné, d'instruire les peuples & de remettre les péchés. "

Mr. de Saleon Evêque de Rodés dans une remontrance au Roi l'an 1738. pag. 21. " on ne peut, dit cet Evêque, disconvenir que quelque étendue que soit la puissance des Souverains, comme protecteurs de l'Eglise & de ses decrets, ils n'ont pas l'autorité de donner à un Prêtre la juridiction qui lui est nécessaire pour administrer valablement le Sacrement de Penitence. " Mr. de Saleon auroit pu ajouter, ni aussi l'autorité de le restreindre dans l'usage de ses pouvoirs légitimes.

Et une règle de droit, que le Concile de Basle & la Pragmatique Sanction ont confirmée, décide nettement que personne avant d'être en faute, ne doit être privé de ce que le droit & les SS. Canons lui accordent. *Indultum à jure beneficium & maxime à sacris canonibus, nemini debet auferri absque sui culpa ut ait Gregorius, in Regesto. Conc. Basileen. & Pragmatica, tit. de Collationib. In-*

(*) Charles de Louviers Docteur de Paris, Auteur du songe du Verger.

ad ultimum à jure beneficium, non est alicui auferendum, *Regul. juris, in sexto, reg. 16.*

Je laisse au public à juger qui décide le mieux ou de M. Talon ou des autres que je rapporte, mais je ne crois pas me tromper si j'assure avec le Président Miron (*Mémoires 1615. pag. 32.*) que le Roi comme Roi est protecteur de la Religion & de l'Eglise & depositaire de la discipline ecclesiastique, que le Roi à cet égard, & avec lui & pour lui ses Juges & Officiers, peut entrer dans le gouvernement extérieur & politique de l'Eglise, & tenir la main à ce que l'on y exécute les réglemens de discipline & de bon ordre, que Dieu a confié à cet égard le soin de son Eglise, aux Princes de la terre. Je ne me tromperai point encore, si je dis d'après S. Isidore de Seville, le Concile de Paris l'an 829. & le décret de Gratien, *can. Principes.* que les Princes, à la puissance desquels Dieu a confié son Eglise, ne doivent compte qu'à Dieu seul, ou de leur zèle, lorsqu'ils sont observer avec plus d'exactitude les saints Canons, ou de leur négligence, lorsqu'ils les laissent tomber dans le mépris. *Nam si ve augeatur pax & disciplina Ecclesie per fideles Principes, si ve solvantur, ille ab eis rationem exigit, qui eorum potestati suam Ecclesiam credidit. (a)*

Mais il est à craindre que le ministère public ne pousse trop loin l'autorité, & ne donne lieu à l'Ordre Sacerdotal de penser, s'il n'a pas la sainte hardiesse de s'opposer, & de lui dire avec fermeté: Il ne vous appartient pas, ô Roi! de mettre la main à l'autel, mais aux Prêtres qui sont enfans d'Aaron; sortez du Sanctuaire & ne méprisez point notre conseil, parce que cette action ne vous fera pas réputée à gloire par le Seigneur notre Dieu. *Non est tui officii Ozia, ut adoleas incensum Domino sed Sacerdotum, hoc est filiorum Aaron qui consecrati sunt ad hujusmodi ministerium: egredere de sanctuario, ne contempnas, quia non reputabitur in gloria hoc à Domino Deo. 2. Paralip. 26. 18.*

On me dira peut-être que quand le Roi a donné l'Arrêt de 1669. & son Edit de 1695. les Curés étoient en faute, parce qu'ils se servoient de Prestres ignorans & vicieux, & que Sa Majesté les a privés de leur droit pour cela. Je réponds: "Ce n'est point la coutume des Romains de condamner un homme, avant que l'accusé ait ses accusateurs présens devant lui, & qu'on lui ait donné la liberté de se justifier du crime dont on l'accuse. *Act. 25. 16.* "Et, notre loi permet-elle de condamner personne sans l'avoir ouï auparavant? "Joan. 7. 51." Je suppose qu'il soit aussi véritable que les Evêques ont voulu le supposer, que les Curés eussent mis & tenus dans l'emploi des Prestres incapables, les Evêques qui ordonnoient les Prestres ignorans dont les Curés se servoient, les Evêques qui laissoient dans l'exercice de leurs ordres, les Prestres pleins de défauts & chargés de crimes que les Curés employoient, ne commettoient-ils point de faute, & ne l'ont-ils point aggravée, lorsqu'ils ont tâché de faire punir de la perte de leurs droits, ceux qui comparés à eux étoient innocens, & qui peut-être ne se servoient des Prestres qu'on leur reproche aujourd'hui que parce que les Evêques n'en ordonnant pas de meilleur.

(a) S. Isidorus Hispal. de summa bono. lib. 3. chario Isopp. lib. 2. c. 55 & Conc. Principes sac. 32. c. 95. — Conc. Paris. sub Ludovico & Loth. 1. c. 13. q. 5. c. 20.

leurs, la nécessité obligeoit de s'en servir & de labourer le champ du Seigneur avec l'asne & le bœuf, plutôt que de le laisser tout-à-fait inculte & en friche, comme devoit certain Evêque pour s'excuser de ce qu'il ordonnoit souvent des ignorans.

Quiniqu'il en soit, l'Edit de 1695 n'a pas eu toute son execution. Les Regulars approuvent des Confesseurs pour eux & leurs commensaux. Les chefs d'Ordre & quelques Chapitres de la Province ecclesiastique de Tours & d'ailleurs approuvent les Confesseurs de leurs Eglises & des lieux où ils ont loi diocésaine, & les Curés communément sans approbation expresse de l'Evêque confessent librement hors leur territoire, les Paroissiens des autres quand ils en sont requis par les propres Curés, & leurs propres Paroissiens, sur le territoire des autres, quoique l'Edit paroisse défendre toutes ces choses. Enfin il n'y a point de Curé qui pense confesser dans sa Paroisse, parce que l'Edit assure lui en donner le pouvoir, mais parce qu'il croit le tenir uniquement de Dieu & en cela ne point dependre du Roi.

§. XIV. *L'approbation est un temoignage de capacité. Il est dû de justice à celui qui le merite. Il ne peut être révoqué sans cause.*

L'Assemblée du Clergé dans la Ville de Melun l'an 1579. (a) Le Concile de Narbonne de l'an 1609. (b) & le commun des Theologiens, qui ont écrit depuis le Concile de Trente, enseignent que l'approbation de l'Evêque dont le Concile a parlé, ff. 23. de ref. cap. 15. ne consiste précisément que dans un temoignage juridique que l'Evêque rend de la capacité d'un Prestre pour entendre les confessions quand il aura des sujets. C'est une condition selon Vasquez, (c) Llamas, (d) Layman, (d) Bail, (e) Suarez, (f) Fernandez, (g) Fagnan, (h) Ilsemberg, (i) Bufenbaum, (k) Nicolas de Bayonne, (l)

(a) Ne quis Sacerdos, sive secularis, sive regularis confessiones audiat, nisi Episcopi scripto testimonio ad hoc comprobatus fuerit, prævio examine, si Episcopo placuerit. *Constit. Conc. Melodun. cap. de Pœnit.*

(b) Ad fidelium confessiones audiendas nullus sive secularis sive regularis sit, aus quacun- que dignitate vel autoritate fulgens admittatur, nisi qui per Episcopum prævio super litterarum examine, diligenterque de vita & moribus inquisitione præcedentibus, factoque de prudentia experimēto, fuerit approbatus, & in scriptis obtinuerit facultatem, quod gratis deuit, & sine qua nemini omnino liceat audire confessiones, &c. *Conc. Narbon. an. 1609. de Sacram. Pœnit. cap. 16.*

(c) Tunc etiam Sacerdoti non approbato Parochus committere poterat aliquos penitentes quos velle. Tunc ergo præsentatio (Regularium) sicut Episcopo ut ille concederet

jurisdictionem quam Parochi concedere poterant sine examine Episcopi... Per Concilium autem Trid. introductum fuit examen & approbatio, &c. *Vasquez in 3. p. D. Th. ss. 4. q. 93. a. 3. dub. 3.*

Approbatio Episcopi per examen aut alio modo sine beneficio parochiali ad hoc tantum deservit, nisi aliud explicetur, ut ille Sacerdos idoneus sit, cui committi possit jurisdictionis materia à quocunque proprio Sacerdote, non vero ut actu habeat, si jurisdictionis sue materiam, totam Diocesim. Hoc vero constat 1°. ex eo quod non est credendum universaliorem committi jurisdictionis materiam privato Sacerdoti quam Parochi, qui jure approbatus est, ut ubique possit audire confessionem, sed extra parochiam ex commissione nova proprii Sacerdotis. 2°. Quia in jure aliud est idoneum judicari Sacerdotem, aliud est jurisdictionis sue applicatam habere materiam. Cum enim

proprius committere possit idoneo Sacerdoti curam suæ ovīs, voluit merito Concilium, idoneum non judicari, qui non fuisset iudicio Episcopi approbatus, ut ei jurisdictionis materia ex commissione applicetur. Aliud ergo est, idoneum judicari, aliud jurisdictionis commissam habere materiam. Quando ergo in examine sub approbatione Episcopi dicitur, licentiam conferri generaliter, non aliud, quam idoneum judicari, ut licite possit à quocunque proprio Sacerdote, & hæc est licentia, cum ergo in licentia nihil de jurisdictione explicetur, & diversa sint hæc duo, intelligendum est dari licentiam, ut diximus, non jurisdictionis materiam. *Ibid. n. 4.*

(d) Recte aut Llamas, *part. 1. Methodi, c. 6. §. 5.* Approbatio Ordinarii iudicio, siue sufficiens declaratus, non eo ipso jurisdictionem recipit: Approbatio est enim actus intellectus ut pote iudicium siue sententia. Traditio autem jurisdictionis debet esse actus voluntatis superioris. Porro iudicium in foro penitentiae interdum committitur Sacerdoti simul cum approbatione. Interdum vero iudicium alicui demandatur ante Episcopi approbationem, sed dependenter ab illa, tanquam conditione sine qua non... denique iudicium committitur interdum Sacerdoti post ejus approbationem quoque modo V. G. Parochi, Sacerdotes ab Episcopo ante approbationem ad confessiones suorum audiendas exponunt. *Layman, lib. 5. tract. 6. c. 11.*

(e) Est ne distincta iudicium ab approbatione? Ita est. Est enim approbatio, iudicium Episcopi aut ejus vices gerentis, quo Presbyter per examen, vel alio modo iudicatur idoneus ad excipiendas confessiones. At vero iudicium est ipsa potestas ad excipiendas confessiones & absolvendas penitentes. *Bail de examine Confess. part. 1.*

(f) Parochus ante Concilium Trident. ex vi juris communis poterat & valide & licite suam jurisdictionem committere cuicunque Sacerdoti qui secundum naturale seu divinum jus idoneus esset ad hoc Sacramentum ministrandum, etiam si aliam jurisdictionem vel Episcopi approbationem non haberet. *Suarez in 3. p. D. Th. 10. 4. disp. 12. sect. 3. n. 5.*

Si ex parte Sacerdotis posset Parochus jurisdictionem dare Sacerdoti non approbato, etiam posset dare facultatem Parochiano suo ad eligendum Confessorem ab Episcopo non approbatum. Patet sequela, tum quia per utrumque modum suam jurisdictionem communicat,

tum etiam quia ex potestate ordinaria utrumque poterat ante Concilium. *Ibid. ibid. sect. 4. n. 11.*

Decedunt ergo est Parochos tantum posse delegare jurisdictionem, vel aliis Parochis, in quo jus eorum integrum conservatum est, vel Sacerdotibus ab Episcopo approbatis. Hæc enim est mens Concilii quæ primò ipsa consuetudo ita interpretata est, &c.

Districte & formaliter (Parochi) non sunt privati jure suo sed ex parte eorum quibus deleganda est jurisdictione, posita est conditio necessaria, ut habeatur idorei, ipsi autem Parochi semper possunt suam jurisdictionem idoneis delegare. *Ibid. n. 11. & 13.*

(g) Approbatio non est concessio jurisdictionis, sed quædam conditio personæ, siue quæ ei non potest conferri jurisdictione. Et ideo Sacerdos approbatus, siue per parochiale beneficium sibi collatum siue per iudicium Episcopi judicantis esse idoneum ministrum hujus Sacramenti, nequit istud Sacramentum ministrare absque jurisdictione sibi concessa. &c. *Fernandez exam. theol. mor. part. 3. c. 6. §. 9. n. 17.*

(h) Observandum est enim ante Concilium, unicuique fuisse impedimentum, quia nemo poterat confiteri alieno Sacerdoti, siue proprii Sacerdotis licentia, ut patet in hac decretali, sed hodie ex Concilio additum est alterum in dicto *cap. 25. ff. 23.* id est, ut ocmo sit idoneus ad confessiones secularium audiendas, oisi parochiale beneficium habeat, vel sit approbatus ab Episcopo... Quare ut Monachi Cassinenses non approbati ab Ordinario audiant Confessiones, repugnat Concilium in dicto capite 15. ut approbati audiant confessionem sibi non subditi, non Concilium sed jus commune repugnat. *Fagnan in 2. part. V. lib. Decretalium de Pan. & rem. cap. Omnis. num. 75.*

(i) Est autem hæc approbatio sumpta præcise, testimonium juridicum de capacitate & sufficientia Sacerdotis pro excipiendis confessionibus fidelium & illis sacramentaliter absolvendis ubi & quando habebit legitimam jurisdictionem iure illis, &c. *l'imperi de Sac. Pan. disp. 11. a. 1.*

(k) Approbatio non est collatio jurisdictionis, sed tantum iudicium publicum de aptitudine personarum ad audiendas confessiones essentialiter, supposito jure Tridentino, ad jurisdictionem suscipiendam. *Busenbaum de Panit. cap. 2. dub. 2.*

(l) Approbatio non dat jurisdictionem, sed personam quæ dicitur approbati, iudicatus tan-

de Merbes, (a) le pere Urbain de l'Ascension (b) M. Abelly, (c) le pere de Veheyte le Blanc, (d) la Theologie de Poitiers, (e) Bauni, &c. (f) sans laquelle un Curé ne doit pas commettre, ni communiquer le ministère des clefs.

Il y a deux sortes d'approbations, l'une de fait & l'autre de droit. L'Evêque donne la premiere ensuite de l'examen à un simple Prêtre; l'autre qui est de droit vient du titre ou du grade, & telle est l'idoneité d'un Evêque, d'un Curé selon Vasquez, (g) & même d'un Docteur en Theologie, comme Melchior Canus (h) l'assure, Canus avoit assisté au Concile de Trente.

L'approbation, si nous en croyons le fameux Suarez, Jesuite, (i) Fernan-

tum idonea cui illa conferatur. Nicol. Bayon. Decal. part. 2. cap. 6.

(a) Observandum est approbationem de qua hic (Concilii Trid. ss. 23. cap. 15.) sermo est, nihil esse aliud quam testimonium juridicum de capacitate & sufficientia Sacerdotis pro excipiendis confessionibus ut affirmat Isebertus olim in Sorbona Theologix Professor regius de Privileg. disp. 21. a. 1. Hæc approbatio dividitur bifariam ut observat egregie Marchantius, Trib. Pœnit. tract. 3. tit. 6. q. 2. dub. 2. Prior, inquit, ex qua quis judicatur idoneus & sufficientis ad confessiones audiendas & de hæc loquitur Nicolaus Bayonensis, &c. Merbesius de Pœnit. diff. 4. q. 31.

(b) Approbatio non est jurisdictionis concessio, sed judicium practicum de capacitate talis personæ ad confessiones audiendas ubi cetera requisita nactus fuerit, scilicet jurisdictionem seu subditos receperit actu ab eo qui volet & poterit concedere. Urbanus ab Ascensione Theol. mor. can. & pract. tract. 2. c. 2.

(c) Porro in Sacerdotibus qui parochiale beneficium non obtinent præter jurisdictionem & potestatem quæ ipsi demandari potest, requiritur quoque approbatio Episcopi, id est testimonium juridicum de illorum capacitate & sufficientia ad excipiendas fidelium confessiones, easque sacramentaliter absolvendos. Ita speciatim constitutum habetur in Conc. Trid. ss. 23. cap. 15. de ref. Abelly de Pœnit. sect. 16. n. 2.

(d) Approbatio non est collatio jurisdictionis, sed tantum publicum judicium de aptitudine personæ ad audiendas confessiones essentialiter prærequisitum ad jurisdictionem recipiendam. Joan. de Veheyte le Blanc Theorem. Theol. de Pœnit. §. de Minist. conf.

(e) Notandum 10. approbationem prout hic sumitur esse testimonium authenticum Episcopi de capacitate & sufficientia Sacerdotis

ad excipiendas fidelium confessiones, easque sacramentaliter absolvendos. Inst. Theol. ad usum Seminarii Pisiav. de Pœnit. q. 2. a. 5.

(f) Quid est enim approbatio? Actus ipse in Episcopo aut ejus Vicario quo secum ipse statuunt, idem postea dicturi aliis examinatorum ea esse eruditione præditum qua oportet ut à Parocho ad confessiones audiendas assumi queat, quod cum facit, præcisè subditos approbato non assignat, &c. Bauni de Pœnit. g. 4.

(g) Jure ipso idoneus sine alia Episcopi cujuscunque approbatione (Parochus) reputatur. Vasquez in 3. p. 5. Th. 10. 4. q. 93. a. 1. dub. 4. — Jure approbatus est, ut ubique possit audire confessionem, sed extra Parochiam ex commissione nova proprii Sacerdotis. Ibid. dub. 3. n. 4.

(h) Clericus examinatus & probatus ab Episcopo, licet alias non habeat jurisdictionem, per probationem tamen factus est idoneus, &c. Melch. Canus, part. 6. de Pœnit. pag. 196. edit. Lugd. 1704.

Per probationem facti sunt idonei ut eligi possint in judices. Idem, ibid. pag. 798.

Respondeo ejusmodi viros in Theologia Magistros autoritate publica haberi probatos, non enim solent ab Episcopis examinari. Ibid. pag. 799.

(i) Delegatio jurisdictionis in hoc foro habet rationem gratiæ & favoris tam ejus cui delegatus quam respectu poenitentium propter quos delegatur. Suarez in 3. p. D. Th. 10. 4. de Pœnit. disp. 26. sect. 3. n. 5.

Episcopus ipse potest approbare & non delegare jurisdictionem, nam concessio jurisdictionis est veluti quædam gratia quam liberaliter facit Episcopus. Hæc vero approbatio est velut opus justitiæ scilicet justum judicium quo aliquis declaratur idoneus. Unde posset recte Episcopus hoc juridice declarare & approbare & nihilominus non delegare suam jurisdictionem. Suarez ibid. disp. 28. sect. 4. num. 22.

dez, (a) Pierre de St. Joseph, (b) Vasquez, (c) le Cardinal de Lugo, Busembaum, (d) Layman, (e) Filiucius, (f) &c. n'est point une grace ou un privilège qui dépende de la volonté libre & gratuite de celui qui l'accorde, mais une déclaration autentique, comme je l'ai déjà dit, ou le témoignage que tel Prêtre est capable d'être admis & de recevoir la juridiction pour confesser. (f) Ce témoignage est dû de justice aux Prêtres que leur ordination appelle à cet emploi, quand ils ont d'ailleurs la science, la probité & la prudence requises.

Addo vero Episcopum non posse sine justa causa approbationem subditis etiam semel datam revocare, & probabile esse talem revocationem sine causa esse nullam, quamvis res sit dubia & timenda... Quia hæc approbatio, ut supra diximus, non est aliqua gratia vel favor, sed est juridica quædam declaratio, quæ se habet tanquam justa sententia ex iustitia debita. Ergo non potest juste revocari sine causa. Item à principio non potest juste negari sine causa. Ergo multo minus postea revocari. Et declaratur quia per approbationem semel datam talis Sacerdos manet approbatus, nec potest jam non esse approbatus, & idoneus si ipse non mutatur, quia jam habet quiddam Concilium Trid. in illo exigit, nec videtur illa approbatio ita pendere moraliter à voluntate approbantis, ut per solam ejus retractationem injuste factam tollatur, &c. Idem, *ibid. scilicet. 8. assert. 3. num. 7.*

(a) Hæc approbatio idoneitatis ab Episcopo facienda, non est actus gratiæ sed justitiæ. Explico meam mentem: offert se Titius Sacerdos Episcopo approbandus per judicium idoneitatis, non est liberum Episcopo illum approbare vel reprobare, sed tenetur ferre judicium prout in Domino censuerit. *Fernandez Examen. Theol. mor. part. 3. c. 6. §. 9. n. 26.*

Approbatio semel facta & injuste revocata, adhuc tenet in rei veritate, in praxi tamen semper habenda est revocata, neque ea deinceps cuicunque uti licet. *Ibid.*

(b) Non potest Episcopus sine justa causa approbationem petenti denegare, nec semel concessam revocare, si tamen injuste eam denegat aut revocat, à confessionibus audiendis abstinendum est, eo quod Concilium Trid. loco citato approbationem ad hoc absolute exigit. Verum si approbatio alicui legitime concessa non nisi occulte revocetur, poterit approbatus valde eam non licite confessiones audire, adeoque cognito errore non erit necesse confessiones apud illum factas, repetere. *Petrus à sancto Joseph summ. cas. conf. part. 2. opuscul. 2.*

de off. Conf. c. 1. a. 2.

(c) Videretur Episcopus facere injuriam aliquam, si vellet approbare idoneum qui est idoneus, &c. *Vasquez in 3. p. D. Th. 10. 4. q. 93. art. 3. dub. 5.*

(d) Quinto Episcopus peccat si Sacerdoti (præsertim Regulari) idoneo, sine causa sufficienti neget approbationem. *Bon. Vasquez a. 3. dub. 3. Lugo d. 21. f. 3. n. 154. Sanchez. Cæ. Sexto approbatio semel absolute concessa, non tantum extinguitur morte concedentis, sed nec revocari potest sine justa causa. Ex causa ramen V. G. mutatione morum, judicii, &c. potest, ut docent Suarez, Filiucius & alii. Quod si fiat absque causa rationabili, *Con. Suar. & quidam alii censent revocationem nullam: alii illicitam tantum. Fill. t. 7. c. 9. q. 12. In dubio autem, an ex justa causa revocatio sit facta, præsumendum esse pro Prælato docet Lugo, n. 67. Busembaum de Penam. cap. 3. dub. 2.**

(e) Approbatio hæc non est gratia seu privilegium, quod ex libera voluntate concedendis dependet, sed est autentica declaratio seu testificatio personam habilem & dignam esse cui jurisdictioni ad confessiones audiendas conferri possit, hujusmodi autem testimonium Sacerdotibus ad id ordinatis, si scientia & prudentia instructi sunt, jure debetur. *Layman lib. 5. tract. 6. c. 11.*

(f) Dico 3^o. Episcopum sine justa causa non posse approbationem datam revocare. Colligitur ex cap. Accipimus. De Actat. & Qual. illis verbis: *Nisi forte postquam promissi fuerint reddiderint se indignos.* Ergo à pari semel approbatus tanquam idoneus non potest rejici nisi factus sit indignus. Et ratio est, quia approbatio est sententia quædam juridica ex iustitia debita, quare sine causa revocari non potest, si tamen revocaretur, esset res dubia & timenda, quia rationes pro ejus nullitate non sunt evidentes, &c. *Filiucius, tract. 7. de Conf. secunda Sacram. part. c. 9. n. 247.*

Suarez, Fernandez, Pierre de S. Joseph, Filiucius, Busenbaum, Escobar, &c. ajoutent que quand l'approbation a été donnée une fois à un homme de mérite, elle ne peut lui être ôtée. Elle demeure, disent-ils, après la juridiction perdue, par exemple dans un Curé, dans un Vicaire qui se sont demis de leurs emplois, & qui en quittant l'un la juridiction ordinaire, & l'autre la déléguée, ne peuvent plus confesser, n'ayant plus de juridiction (*) ou de matière qui leur soit dûment soumise, mais ils sont en état de reprendre la déléguée, quand le Curé du lieu où ils travailloient, ou quelque autre voudra la leur commettre. Ils ont été approuvés précédemment & reconnus capables, ils continuent de l'être, & peuvent confesser les fideles qui se présentent à eux avec la permission de leur propre Prêtre; & s'il arrive qu'un Evêque revoque injustement leur première approbation, elle subsiste dans le fond, parce qu'il ne peut pas se faire & qu'il est contre l'intention du Concile, que celui qui dans un examen ou autrement, a été trouvé & approuvé capable par rapport à la pureté de ses mœurs & à l'éminence de sa science pour être admis à confesser, qui en effet est capable, dans lequel il ne se trouve point de dérangement, & qui a le libre exercice de ses fonctions, n'ait cependant pour confesser qu'une probité & une capacité arbitraires & dépendantes de la volonté changeante d'un Evêque qui aujourd'hui dit oui, qui demain dira non & le jour d'après oui, selon que cela sert à ses affaires & à ses desseins, comme nous l'avons vu pratiquer très-abusivement par un Evêque [*] qui pendant un espace assez long n'approuvoit les Prêtres d'une Ville considérable de Bretagne que pour huit jours, & ensuite pour un mois. Qui doute que dans ce cas où l'Evêque ne pouvoit retirer que sa juridiction commise, les Prêtres n'eussent pu avec la juridiction communiquée par les Curés, continuer de confesser & absoudre valablement & licitement?

Les emplois ecclésiastiques n'appartiennent point en propre aux Evêques, & la dispensation qu'ils en doivent faire n'est point arbitraire, quelque chose que quelques-uns disent au contraire, mais ils doivent être dispensés selon les canons, de même que les fonctions des Diacres, des Prêtres & des autres Ordres, parce que s'il n'en étoit pas ainsi, les Clercs tomberoient dans la suspension de leurs Ordres sans avoir commis de crimes, lorsqu'il plairoit à l'Evêque; c'est ce que les saints Peres, dit Balsamon, & les canons n'approuvent pas; ils ne

(a) Durat hujusmodi approbatio! Quando non revocatur, nec ob mortem (ut innuit) concedentis expirat. Quin imo absque ulla causa asserto non potest revocari. Escobar. Mor. Theol. tract. 7. de Sacram. Exam. 4. de Penit. cap. 5. n. 55.

(b) Tenui semper, teneoque, quod si Sacerdos alias est probatus ab Episcopo vel ejus Vicario, juxta morem quem Episcopi servant bene instituti, tum per facultatem eligendi Confessorem, sive à Parocho, sive ab Episcopo, sive à Pontifice summo concessam potest eligi, etiam si alias nullos subditos haberet, nullamve penitus jurisdictionem. Canon par.

6. de Penit. edis. Lond. 1704 pag. 796.

Et quia cessante titulo jurisdictionis, cessat jurisdictionis, statim atque Parochus desinit esse Parochus, jurisdictionem ad audiendas confessiones habere desinit, nisi forte prius ad eas audiendas approbatus fuisset independenter à beneficio parochiali. Ita cum communi Bardsola in Trid. ff. 23. cap. 15. n. 21. Et part. 2. de offic. Ep. potest. Episc. Allegat. 25. §. 16. ad id referens declarationem S. Congregationis Conc. Trident. Henricus à sancto Igeatio, lib. 5. de Sac. Penit. c. 228. n. 271.

(*) M. de Beauvais Evêque de Nantes, quelques années avant sa mort arrivée l'an 1717.

separent point non plus l'ordre & l'emploi qui lui convient. *Nota quod ecclesiastica officia non sunt Episcoporum potestatis, ut dicunt nonnulli, sed canonum auctoritatis & dignitatis, sicut nec reliquorum Ordinum jura, scilicet Diaconorum, Sacerdotum & reliquorum. Nisi enim ita esset, non cum distinctione, scilicet propter inobedientiam, Clerici suis gradibus exciderent, sed seu bene, seu male, quando vellet Episcopi hoc fieri. Hoc autem sanctis Patribus minime visum est. Præterea nota quod nulla est differentia Clericatus & officii.* Balsamo, in can. 34. Cone. Carthag.

Boniface VIII. n'admet point toutes ces variations. *Quod semel placuit, dit-il, amplius displicere non potest*: Vous ne pouvez plus désapprouver ce que vous avez une fois approuvé. Innocent III. met cette équitable exception: que le sujet approuvé ne sera pas tombé depuis son approbation en quelque crime & en incapacité. Pie V. dans sa Bulle *Romani Pontificis*. Grégoire XIII. dans sa Bulle *In tanta rerum*. Urbain VIII. dans un Bref du 30. Janvier de l'an 1639. en la cause du Cardinal de Sandoval, Innocent X. dans son Bref *Cum sicut accipimus*, du 14. Mai de l'an 1648. en la cause de M. l'Evêque d'Angelopolis, Clement X. dans sa Constitution *Superna magni*, de l'an 1670. & la Congregation des Cardinaux interpretes du Concile, comme le rapporte Fagnan sur le chapitre *Græve, de Offic. ordinari*, disent également que le même Evêque ne peut sans une juste cause révoquer l'approbation qu'il a donnée après un examen: & l'Auteur de la justification des privileges des Reguliers contre les Ordonnances de M. Arnault Evêque d'Angers p. 357. parle d'un Arrêt du Parlement de Bretagne par lequel "la Cour fit défense à l'Evêque de Nantes "d'obliger les Prêtres de son Diocèse à prendre de nouvelles approbations, "quand ils auront une fois été approuvés de lui." (A) Mais le desir de dominer met tout sous les pieds, Arrêts & Constitutions, dès qu'ils ne plaisent pas, & c'est le plus grand nombre des Evêques qui les méprisent.

La revocation des approbations précédentes, doit cependant subsister dans la pratique pour le bon exemple, par soumission à l'autorité, & le Prêtre qui avoit été approuvé, ne doit plus user de son approbation dans les lieux mêmes où les Curés lui commettroient la juridiction, mais il doit avec patience souffrir l'injustice.

Je n'oserois néanmoins soutenir, attendu que les Conciles, les souverains Pontifes & la Congregation des Cardinaux sont plus favorables que contraires

(A) L'an 1656. Jean Cochet Prestre de la Collegiale de Nantes extraordinairement suivi à l'officialité à la requête du Promoteur de ce qu'il avoit continué à confesser, sans être retourné à l'examen pour en conséquence être approuvé de nouveau afin d'entendre les confessions à quoi le Promoteur insistoit, mais ledit Cochet ayant appelé comme d'abus au Parlement de Bretagne. "La Cour a dit qu'il avoit été mal, nullement & abusivement expédié, "informé & decreté, a cassé, rejeté & annullé "ce que fait a été. Declare l'intimé bien intimé

"& pris à partie & la condamne aux dépens molués à 40. liv. & faisant droit fut les conclusions du Procureur General du Roi fait "deffense à l'Evêque de Nantes d'obliger les "Prêtres de son diocèse de prendre de nouvelles approbations, quand ils auront une "fois été approuvés par lui."

L'Arrêt fut signifié à l'Official & executé, & continueroit de l'être sans les Arrêts du Conseil & l'édit de 1695. qui ont changé la discipline en faveur des Evêques, contre l'ordonnance des SS. Canons & de l'Eglise.

à ce sentiment, que les confessions qu'un digne Ministre injustement révoqué entend dans le besoin sans s'y pousser de lui-même, mais en déferant à la lumière des autres & avec le consentement du Curé, sont de nulle conséquence. Pierre de St. Joseph enseigne que si l'approbation a été légitime & la revocation secrète, & par la même raison lorsqu'il y a un abus notoire dans la revocation, les confessions entendues depuis, sont valides, quoiqu'elles puissent être illicites. Et Emauel Sa dit nettement que la défense de l'Evêque à un Prêtre approuvé de confesser davantage, ne rend pas nulles les absolutions que l'approuvé révoqué continué de donner, à moins que l'Evêque ne lui ôte aussi la juridiction. L'on suppose celle que l'Evêque a donnée lui-même, car si c'est du Curé que ce Prestre approuvé la tient, il est difficile de concevoir qu'un Evêque puisse sans aucune raison & de plein droit la lui ôter contre la volonté du Curé qui l'a donnée & qui ne la révoque pas. *Prelatus approbato prohibens audire confessiones, non ideo facit invalidam absolutionem, nisi ei auferat jurisdictionem.* Sa, verb. Confessor. num. 11.

On en peut juger comme d'un mariage célébré du consentement du Curé contre la défense de l'Evêque. Il ne peut être nul quand même la défense de l'Evêque faite au Prêtre que le Curé a approuvé & commis pour célébrer un mariage, auroit été publique & signifiée. La raison, c'est que l'Evêque ne peut sans cause & sans garder les formalités requises du droit, ôter à un Curé le droit de déléguer sa juridiction, à un Prêtre capable de l'exercer.

§. XV. L'approbation & la juridiction sont deux choses différentes.

Le Concile de Trente, ff. 25. de *Regularib. c. 11*. est si précis à distinguer entre l'approbation & la juridiction, qu'on assure sûrement que l'une n'est pas l'autre, que l'approbation n'est qu'un témoignage d'idoneité rendu par l'Evêque ou son grand Vicaire, après un sérieux examen, mais que la juridiction peut venir d'ailleurs que de l'Evêque.

La délégation, dit le nouvel Auteur de la *Conduite des Confesseurs*, approuvée & actuellement d'usage à Sens, à Senlis, à Bayeux, à Amiens & à Rennes, diffère de la simple approbation, quoiqu'on les sépare rarement l'une de l'autre, & que même on entende ordinairement la délégation par le mot d'approbation : car l'approbation précisément prise, n'est qu'un témoignage authentique que l'Evêque donne de la capacité qu'il trouve dans un Prêtre, pour entendre les confessions; mais la délégation est une communication de juridiction sur les fideles, pour remettre ou retenir leurs péchés par l'exercice du pouvoir reçu dans l'Ordination.

Le Concile de Tours de l'an 1583. (a) & de Narbonne de l'an 1609. (b) le Pastoral de Liege de l'an 1592. (c) le Pastoral de Cologne de l'an 1614.

(a) Confessionibus audiendis præsertim in Urbibus nemo præferat. Confessionarius, nisi de cura. Edit. 1581. pag. 24.
(b) Conc. Narbon. 1609. cap. 26. de Sacramentis, tum viue morumque integritate, tum literarum & experientia fuerit idoneus judicatus.
(c) Delegatus potestatem jurisdictionem

(a) le Rituel d'Allet par M. Pavillon, rédigé sur ses Mémoires par M. Antoine Arnault, & approuvé de vingt-neuf Evêques (b) & beaucoup d'autres Rituels, les statuts synodaux de S. Brieu (c) de l'an 1606. par M. de Marconnai, de Nantes (d) par M. Gabriel de Beauveau de l'an 1642. *ch. 1. n. 8.* d'Angers, par M. Arnault de l'an 1651. *art. 3.* de Lisieux par M. de Matignon de la fin du dernier siècle, de Beauvais par Mrs. Potier & de Buzanval, d'Avanches par M. de Telfé de l'an 1682. de Rouen par Mr. Colbert de la fin du dernier siècle, de Séz par M. de Medavi de l'an 1653. de Metz de l'an 1633. 1666. & 1699. *tit. de Pœnit.* & quantité d'autres statuts synodaux. Le Catechisme de Nantes sous Mr. de Beauveau, *lef. 3. des Comm. de l'Eglise. 3. Catech.* &c. défendent aux Curés de permettre de confesser & d'adresser leurs Paroissiens à d'autres qu'aux approuvés de l'Evêque, & par là ont rendu certain que l'approbation & la juridiction ne sont point une même chose, que l'approbation n'emporte point de droit avec soi la juridiction, que ces deux choses, quoique très-propres à être unies, peuvent être l'une sans l'autre & se donner séparément en des tems différens & par différentes personnes, que l'une a la volonté pour principe, & l'autre l'entendement; que chacune a un terme spécifique auquel elle s'arrête sans pouvoir aller au-delà, à moins que celui qui en a l'autorité, ne les unisse à tems & quand il faut pour produire un effet, dont elles sont censées incapables tant qu'elles sont séparées, celui qui n'a que l'approbation sans la juridiction, & la juridiction sans l'approbation, ne pouvant hors les cas de droit, confesser licitement.

Ces deux choses, l'approbation & la juridiction sont aussi très-distinctes selon Bail grand Penitencier de Paris, (e) Fagnan, (f) Ilembert,

habent ii, quibus à supradictis (Papa, Episcopo, vel Curato) committitur ut si proprius permittat suis, ut confiteantur idoneis quibus voluerint, modo ab Episcopo approbati sint. *Pastorale Leodien. 1592. de Sacr. Pœnit.*

(a) In coadjutoribus sive sacellanis adsciscendis non tantum ad prædictas qualitates Pastores respiciunt verum etiam providebunt ut nullis inibi, nisi ab ordinario loci approbato assumant, sive Regulares ii sint, sive Seculares. Atque his ordinariam tantum absolvendi potestatem delegare possunt, suas illis vices committendo. *Pastoral. Colon. 1614. Pœnit. Instr.*

(b) Rituel d'Allet. Instr. 7. du Sacr. de Pœnit. (c) Ceux qui font dispenses de résidence soient soigneux de pourvoir en leur place d'hommes de saine doctrine & honnête conversation... lesquels toutes fois ne pourront exercer aucune juridiction, s'ils n'ont été examinés, & reçus par Nous ou par notre grand Vicaire. *Statuts de S. Brieu 1606. art. 17.*

Nous n'emendons aussi, qu'aucun s'avance d'administrer les Sacramens hormis en cas de nécessité, s'il n'a été approuvé de notre Ordon-

nance & défendons à tous Recteurs de conceder leur juridiction à aucun, sinon faisant apparoir de ladite approbation. *Ibid. art. 18.*

(d) Nous défendons à tous Curés de recevoir aucun Prestre ou Religieux, de quelque qualité ou ordre qu'il soit, à administrer les Sacramens de Penitence, ou autres, s'il n'est approuvé de Nous ou de notre grand Vicaire, &c. *Statuts synod. de Nantes 1642. ch. 1. n. 8.*

(e) Est ne distincta juridictio ab approbatione? Ita est... Sacerdos approbatus ab Episcopo aut ejus Examinatore nunquid potest audire confessiones quorumlibet diocesis illius? Non potest, nisi insuper Episcopus daret illi juridictionem, vel Parochus illius penitentis quem vellet absolvere. *Bail de Ex. Conf. p. 1.*

(f) Duo impediunt quominus Sacerdotes, quamvis in sua ordinatione absolvendi potestatem receperint, absolvere penitentes possint, quorum unum personam respicit ipsorum Sacerdotum, videlicet si non sint approbati ab ordinario, vel parochiale beneficium non obtineant dicto cap. 15. alterum quod penitentes respicit, id est si in eorum juridictionem non habeant. *Cap. Placuit. Dist. 6. cap. Omnis,*

(a) Suarez, (b) Busenbaum, (c) Vasquez, (d) Bauni, (e) l'Auteur des Institutions theologiques à l'usage du Seminaire de Poitiers sous l'autorité & par le commandement de Mr. de la Poype de vertrieu, (f) Tolet, (g) Nicolas de Bayonne, (h) Marchantius, (i) Vivaldus, (k) Chapeville grand Penitencier de Liege, (l) Merbesius, Llamas, Layman, (m) Jean de la Cruz, (n) Fernandez, (o) Dumetz, (p) le pere Urbain de l'Ascension Provincial des Carmes de la Province de Tours, (q) M. Abelly Evêque de Rhodéz, (r)

&c. Fagnan in 2. part. V. lib. decretal. de Pœnit. & rem. cap. Ne pro dilazione, num. 8.

(a) Sacerdos simplex approbatus per Episcopum pro excipiendis confessionibus & administrando Pœnitentiz Sacramento, ad hoc ut illud valide administraret, debet insuper aut jam accepisse, aut si nondum eam habet accipere jurisdictionem ab eo qui illam potest ei conferre in pœnitentem. *I. cemb. de Sac. Pœnit. dist. 21. n. 2.*

(b) Nec refert quod approbati simul habeant jurisdictionem ab Episcopo, quia hoc est per accidens. Per se enim hæc duo distincta sunt & possunt separari. Suarez in 3. p. D. Th. dist. 28, sect. 4. n. 13. to. 4. Potest revocari jurisdictioni, manente approbatione. *Ibid. sect. 8. n. 1.*

(c) Approbatio non est collatio jurisdictionis. *Busenbaum de Pœnit. cap. 2. dub. 2.*

(d) Vasquez in 3. p. D. Th. te. 4. q. 93. art. 3. dub. 4. supra §. 14.

(e) Præfice subditos approbato (Episcopo) non assignat. *Bauni de Pœnit. quest. 4.*

(f) Notandum 1°. approbationem differre à delegatione jurisdictionis, & ab ea posse separari. Nam approbatio est actus seu judicium intellectus superioris, delegatio vero jurisdictionis, est actus voluntatis ejusdem: Neque hoc ipso quod Episcopus aliquem idoneum judicat ad audiendas confessiones, ideo illi conferre jurisdictionem, ordinari tamen Episcopi quando approbant Sacerdotes seculares, & præcipue cum aliquem mittunt ad audiendas confessiones in certo loco, jurisdictionem simul cum approbatione conferunt, nisi aliud expriment. Et hanc formulam, *de consensu vellentia Parochorum*, addunt communiter, ut moneant de modo cum Parochis ex æquitate servando, ut licite detur absolutio in eorum parochia. *Instit. Theol. ad usum Seminaris Pictavi. de Pœnit. quest. 2. art. 5.*

(g) Habet ergo modo facultatem hanc Curatus, ut conferat suis subditis facultatem, confitendi aliis qui tamen per Episcopum jurisdictionem habeant, & approbati sunt, &c. Tolet

instruct. Sacerd. lib. 3. cap. 13.

(h) Approbatio non dat jurisdictionem. *Nicol. Bayenep. Decal. part. 2. cap. 1.*

(i) Approbatio dividitur bifariam, ut observat egregie Marchantius, *Tribun. Pœnit. tract. 2. tit. 6. q. 2. dub. 2.* Prior, inquit, est qua quis judicatur idoneus & sufficiens ad confessiones audiendas... Posterior approbatio ut ascribit Marchantius loco laudato, ea est, qua illi advenit jurisdictioni. *Merbesius de Pœnit. dissert. 4. q. 31.*

(k) Dupliciter approbat Episcopus. Primo modo discernendo quod sit idoneus Confessor, absque hoc quod ei ullam tribuat jurisdictionem. 2°. Tribuendo ei non solum approbationem, sed etiam jurisdictionem. *Vivaldus, Candelab. aures part. 1. de Confess. n. 28. & de Absolut. n. 27.*

(l) Ratione officii pastoralis (Curati) habent jurisdictionem ordinariam, possunt ergo illam committere simplicibus Sacerdotibus approbatis juxta formam Concilii Tridentini, sive integre, sive limitate. *Chapeville de casib. reservatis, q. 2.*

(m) Recte ut Llamas, *part. 1. Methodi cap. 6. §. 5.* Approbatus ordinarii judicio, sive sufficiens declaratus, non eo ipso jurisdictionem recipit. *Layman, lib. 5. tract. 6. c. 11.*

(n) Aliud est esse approbatum, aliud expositum ad confessiones. Nam approbatus non potest audire confessiones, cum per approbationem non detur sibi jurisdictioni, bene tamen per expositionem. *Jean. de la Cruz, direct. conf. de Sac. Pœnit. q. 3. dub. 6.*

(o) Approbatio non est concessio jurisdictionis. *Fernandez Exam. Theol. mor. part. 3. c. 6. §. 9. n. 17.*

(p) Ex dictis colligitur approbationem de qua hic agitur à simplici Parocho non posse obtineri quamvis ab eo jurisdictioni obtineri possit. *Dumetz tract. de Pœnit. c. 4. sect. 2. n. 2.*

(q) Approbatio non est jurisdictionis concessio. *Urbanus ab Ascensione, Theol. mor. can. & pract. tract. 2. c. 2.*

(r) Porro in Sacerdotibus qui parochiale

Mr. de Bethune Evêque de Verdun, (a) le pere le Blanc Prêtre de l'Oratoire, Professeur en Theologie dans l'Université de Nantes, (b) Beuvelet, (c) Turlot, (d) les Curés de Paris (e) l'an 1656. dans leur declaration présentée à l'Assemblée du Clergé, & une infinité d'autres, qui tous n'ont reconnu que les Curés peuvent donner la juridiction à ceux que l'Evêque approuve, que parce qu'ils ont supposé que l'Approbation & la juridiction sont deux choses différentes, que l'Approbation dans les lieux où le Concile de Trente & l'Edit de 1695. sont reçus, est une condition sans laquelle un Prestre ne peut être employé par les Curés, & la juridiction une chose sans laquelle un Prestre approuvé de l'Evêque & auquel il a permis d'administrer le Sacrement de Penitence, n'a point encore de territoire où il puisse eriger son tribunal, ni de sujets qu'il puisse confesser & juger.

§. XVI. Selon l'usage d'aujourd'hui & postérieur au Concile de Trente, les Evêques donnent l'approbation, & les Curés ordinairement & de droit commun la juridiction aux Confesseurs de leurs Paroisses.

Il étoit de droit commun avant le Concile Trente, que le Curé commît ordinairement des Confesseurs pour entendre les confessions de ses Paroissiens. Poncius, (f) Boyvin, (g) Llamas, Layman, (h) Suarez, (i) Vanespén, (j)

beneficium non obtinent, præter jurisdictionem & potestatem quæ ipsis demandari potest. requiritur quoque approbatio Episcopi. *Abelly de Pœnit. sect. 16. n. 6.*

(a) On répond que le Concile, en établissant la nécessité de l'approbation, n'a rien ajouté au Sacrement, mais qu'il a seulement ordonné que les Confesseurs dont il est fait mention dans le decret ne pourront recevoir la jurisdiction des Curés, ni se servir de celle qu'ils prétendroient avoir en vertu de leurs privileges, s'ils ne sont approuvés par l'Evêque. *Pratique du Sacrement de Penitence, par l'ordre de M. de Bethune Evêque de Verdun. chap. 2.*

(b) Approbatio non est collatio jurisdictionis. *Joan. le Blanc, Theorem. Theol. de Pœnit. §. de Ministro Confess.*

(c) Beuvelet, du Sacrement de Penitence, chap. 5. §. 1. sect. 2.

(d) Turlot, Thresor de la doctrine chretienne, 4. part. chap. 5. les. 9.

(e) A ce Confesseur approuvé par l'Evêque, le Curé donne pouvoir d'absoudre. *Summary des declarat. des Curés de Paris* laissé sur le Bureau de l'Assemblée du Clergé de l'an 1655.

(f) Suppono autem Papam, Episcopum, Vicarium Episcopi, summum Pœnitentia-

rium, Parochum posse delegare auctoritatem respectivè, non tamen potest Parochus post Tridentinum, nisi approbatus ab Episcopo. *Poncius de Sac. Pœnit. disp. 46. q. 7.*

(g) Licet vero Parochi possint delegare in sua parochia jure communi quia habent jurisdictionem ordinariam, jure tamen positivo non possunt delegare, nisi eis qui approbati sunt ab Episcopo, eorum enim potestas restricta est per Concilium Trident. *Boyvin de Pœnit. c. 7. q. 12.*

(h) Layman, lib. 5. tract. 6. cap. 11. Voyez le texte ci-dessus §. 1.

(i) Suarez in 3. p. D. Th. to. 4. disp. 18. sect. 3. & 4. -- Voyez le texte ci-dessus §. 1.

(k) Ante Concilium Trid. Parochis sua fuit cuicumque Presbytero nec parochiale beneficium habenti nec per Episcopum specialiter ad audiendas confessiones approbato dare licentiam excipiendi confessiones suorum subditorum, quemadmodum hodie Parochus potest dare licentiam cuilibet Presbytero assensu matrimonii, administrandi viaticum, &c. Uti tamen nunc docent Canonistæ, & satis indicat caput Omnis ut in quæ sexus. Dum præter licentiam proprii Sacerdotis nihil requirit ut fideles alteri Sacerdoti confiteri queant. *Va-*

ficulté, selon le pere Urbain de l'Ascension (a) Religieux Carme du dernier siecle, & Chapeauville, (b) que les Curés peuvent comme il leur plaît, commettre leur juridiction aux approuvés de l'Evêque, ou la donner entiere, en faisant Vicaires ceux qu'ils commettent, ou ne la donner qu'en partie en ne permettant à ceux qu'ils commettent, que de confesser par exemple des femmes ou des enfans, & agir au regard de la juridiction qu'ils communiquent aux approuvés de l'Evêque, comme l'Edit de 1695. art. xi. le permet aux Evêques au regard de la permission & de l'approbation qu'ils accordent, la limiter pour les lieux, les personnes, le tems & les cas, ainsi qu'ils le jugent à propos & la revoke, même avant le terme expiré, pour causes survenues depuis à leur connoissance, lesquelles ils ne sont pas obligés d'expliquer, & sans que les Prêtres par eux commis, mais revocés, puissent continuer de confesser, sous quelque pretexte que ce soit, sinon en cas d'extrême necessité, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu de nouveau la juridiction que le Curé donne dans sa Paroisse: l'Edit de 1695. ne deffend aux Curés aucune de ces choses. Il y a des cas cependant, comme nous le dirons dans la suite, dans lesquels l'Evêque donne l'approbation & la juridiction, le droit ecclesiastique l'ayant ainsi réglé.

Quelques Theologiens & quelques Canonistes ont parlé autrement des Reguliers, & ont enseigné depuis le Concile de Trente, qu'il appartient à l'Evêque (& par là ils ont établi la distinction de l'approbation d'avec la juridiction) d'approuver les Reguliers, mais que le Pape leur donne la juridiction. L'Avocat Borjon dans son livre des Matieres ecclesiastiques l'an 1688. l'assure & le confirme par l'Auteur des Definitions du droit canon, tom. 3. pag. 194. (c) Jérôme Llamas Religieux de l'Ordre de S. Benoit le sollicit dans sa Somme ecclesiastique, 1. part. Methodi. c. 7. §. 4. L'approbation de l'Evêque, dit Confettius Protonotaire apostolique ne donne aucune juridiction au Regulier approuvé, parce qu'il la reçoit du Pape au moment que l'Evêque par l'examen qu'il a fait de sa capacité, ou autrement l'a trouvé capable de confesser. *Sacerdotes regulari nulla per Episcopi approbationem jurisdictionis potestas tribuitur, sed illam approbatus statim, recipit ab ista sancta Sede & summo Pontifice.* Confettius summ. privileg. Regul. tit. 17. c. 4.

Rodriguez, tom. 1. q. 61. a. 2. établit de même que le Religieux reçoit du

(a) De Parocho demum non est dubium quin similiter possit, prout voluerit, approbato delegare suam potestatem, vel totaliter, ut dum aliquem constituit Vicarium, vel partialiter, ut si alicui comitatur solum audire confessiones aliquorum, ut mulierum vel puerorum. *Urbanus ab Ascensione Theol. mor. can. & pract. tract. 2. c. 2.*

(b) Chapeauville. De Casibus reservatis. Cap. 1. q. 2.

(c) Les Moines reconnoissent la juridiction des Evêques... pour l'approbation pour la confession, ce qu'ils ne peuvent faire sans

"avoir été jugés capables de cette fonction...

"Les Moines tiennent leur juridiction & puissance du S. Siege & de la concession des Papes, & il n'y a que le S. Siege & les Papes

"qui leur puissent ôter si cette maxime de droit

"est certaine, *quus est deservire, cupus est insister*

"tuer, & sur ce fondement l'Auteur des definitions du droit canon, assure que son sentiment est conforme à la doctrine des sacrez

"decrets des Conciles, & qu'il doit être suivi,

"c'est dans le tom. 3. pag. 594. Borjon, liv.

"2. des matieres ecclesiast. regul. tit. 5. ch.

"1. n. 12.

Pape la juridiction pour absoudre, les Evêques n'ayant à l'égard du Religieux que le seul ministère de l'approbation. *Quod vero Mendicantes presentati hanc absolvendi habeant facultatem à Papa & non ab Episcopis; probatur, quia solum Episcopi habent nudum quoddam ministerium approbationis.*

Suarez, tom. 4. in 3. part. disp. 28. sect. 4. dit aussi que quoique les Religieux ne reçoivent point des Evêques la juridiction, mais du Pape conséquemment à leurs privilèges, ils ont cependant besoin que les Evêques les approuvent ou les reconnoissent capables. *Religiosi quamvis non accipiant jurisdictionem ab Episcopis, sed à summo Pontifice per sua privilegia, nihilominus indigent Episcopi approbatione.*

C'est une condition, dit Vasquez tom. 4. in 3. part. q. 93. a. 3. dub. 5. n. 5. sans laquelle les Religieux ne peuvent exercer la juridiction qu'ils tiennent du Pape. *Modo fere omnes Religiones habent jurisdictionem ab ipso summo Pontifice: Ordinarii vero approbatio solum requiritur, ut conditio sub qua datur.*

De là Becan cap. 38. de Sacram. in specie q. 11. n. 3. conclut que l'approbation & la juridiction sont différentes, puisque l'une qui est l'approbation vient aux Religieux par le moyen de l'Evêque ou son examen, & l'autre par la commission du Pape. *Hinc patet aliud esse approbationem, aliud vero jurisdictionem; nam Religiosi accipiunt approbationem ab Episcopo, jurisdictionem vero ex commissione à Pontifice.*

Le Concile de Trente n'a rien statué au contraire, & personne n'ignore que les Legats qui y ont présidé, très-zelés pour l'accroissement de l'autorité du Pape, n'ont point pensé à élever sur ses ruines la juridiction des Evêques, mais plutôt à la diminuer. De là l'on conclut que les Evêques qui avant le Concile ne donnoient point ordinairement la juridiction, ne sont point autorisés par le Concile de Trente à la donner, le texte le plus précis ne conclut selon les Theologiens qu'à l'examen du sujet qui se presente pour être admis à confesser, & à l'approbation de sa capacité, sans accorder rien de plus aux Evêques. Qui donne donc la juridiction? Ce sont les Curés, selon le droit ancien auquel le Concile n'a point touché, & extraordinairement les Evêques, mais depuis l'Edit de 1695. ce sont les Evêques qui la donnent aux Religieux pour dans leurs Chapelles, confesser les séculiers, & les Curés qui la leur donnent ou qui la doivent donner pour confesser dans les Eglises paroissiales & sur les Paroisses, non en conséquence de l'Edit, mais de droit commun auquel l'Edit n'a point dérogé.

S. XVII. L'approbation des Confesseurs par l'Evêque, degene dans une question de nom qui ne donne pas moins au Curé qu'à l'Evêque.

La question de la juridiction & de l'approbation pour confesser, est une pure question de nom dans le Mandement d'Embrun du 1. Octobre 1735. Mr. l'Archevêque presentement Mr. le Cardinal de Tencin Archevêque de Lion pourroit en convenir quand pag. 11. ou 12. de son Mandement il parle ainsi.

“ Il est vrai qu'aucun Prestre, quoiqu'approuvé, & par consequent revêtu

“de la juridiction nécessaire pour absoudre valablement, ne doit point administrer le Sacrement de la Penitence dans une Eglise paroissiale, sans le consentement du Curé, notre patente de l'approbation porte expressement cette clause, de *rectorum consensu*. Le bon ordre l'exige : voilà la permission que l'on doit demander aux Curés, bien différente de la juridiction, permission convenable pour l'observation de l'ordre & de la discipline.

Quand on rapproche de ces maximes constantes & indubitables, tout ce que l'auteur de la consultation sur la juridiction, &c. a dit de la nécessité du consentement du Curé pour confesser dans une Paroisse, Mr. le Cardinal de Tencin & l'Auteur sont presque d'accord, mais son Eminence ne le fera pas avec le Mandement de Sens du 1. Mai 1731. L'observation de l'ordre & de la discipline exigent le consentement du Curé ; il est donc nécessaire au moins, pour rendre licite la confession, & de la part de celui qui l'entend, & de la part du Penitent qui la fait : mais une confession qui n'est pas licite, ni dans le Ministre ni dans le Penitent par le défaut du consentement du Curé, que l'on sçait n'avoir pas consenti, comment sera-t-elle valide dans le Penitent, que l'on ne peut excuser de péché dans le sentiment que Mr. le Cardinal nous présente ? car quiconque résiste à l'ordre, résiste à Dieu Auteur de l'ordre, & ceux qui y résistent courent à leur damnation. *Qua autem sunt (potestates) à Deo ordinata sunt. Itaque qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit. Qui autem resistunt, ipsi sibi damnationem acquirunt.* Rom. 13. 1.

L'Approbation de l'Evêque dans laquelle Mr. de Tencin met la juridiction malgré le Concile de Trente, qui ne donne pas cette idée de l'approbation, & malgré le commun des Theologiens & des Canonistes, quantité de Rituels & de Statuts, n'a donc point de legitime exercice, sans le consentement du Curé, & incidemment de valable exercice, quand le Penitent n'est pas de bonne foi. Il faut donc, dans le sentiment de son Eminence, que l'Evêque & le Curé concourent, l'un par l'approbation, l'autre par le consentement ou la permission qu'il donne à l'exercice de l'approbation. Qu'importe-t'il désormais que l'on mette la juridiction ou dans l'approbation de l'Evêque, ou dans la permission du Curé, quand l'on convient que l'acte n'est legitime ni licite dans le cours ordinaire, qu'avec ce consentement, quoique l'Evêque ait approuvé.

Conséquemment à l'Edit du Roi de l'an 1695. touchant la juridiction spirituelle, les Prestres ne peuvent confesser sans la permission de l'Evêque, conséquemment au Mandement d'Embrun & aux Patentes d'approbation, ils ne doivent point administrer le Sacrement de Penitence dans une Paroisse sans le consentement & la permission du Curé. Je voudrais bien qu'on me dit lequel doit prevaloir, ou d'un Edit qui fait le droit des Evêques, ou des saints Canons qui font le droit des Curés, & si un Sacrement administré sans la permission ou l'approbation qu'un Edit ordonne de prendre de l'Evêque, doit être nul, *nullius momenti esse debere*, comment celui qui est administré sans la permission du Curé, exigée par les saints Canons, & laquelle est d'un usage ancien & commun dans toute l'Eglise, comme Gamache l'assure, *id enim suadet antiqua Ecclesie traditio & disciplina: suadent prisca canones, suadet quoque Concilium Tridentinum*, peut être valide ?

5. XVIII. 1. L'Edit de 1695. ni le Concile de Trente n'autorisent point les grands Vicaires à donner aux Prêtres séculiers, la permission de confesser.
2. Vrai sens de l'Edit de 1695. dont le developement fait voir qu'il n'est pas si défavorable à Mrs. les Curés qu'on le croit communément.
3. On a douté autrefois si les grands Vicaires pouvoient donner la juridiction pour confesser les Paroissiens des Curés, & l'on en doute encore aujourd'hui avec fondement.
4. Les grands Vicaires ne peuvent permettre de confesser dans les Paroisses, & d'y faire les fonctions curiales, sans le consentement des Curés.

Aucun droit ne donne au grand Vicaire de l'Evêque de juger de la capacité des Prestres, de les approuver & de leur permettre de confesser. Les formules du Vicariat épiscopal données par Rebuffe de *Vicarius Episcop.* & par Sbrozius dans son traité de *Vicario Episcopi. lib. 1. q. ult.* donnent au grand Vicaire de confesser & d'absoudre des cas réservés à l'Evêque, mais elles ne lui accordent point d'approuver les Confesseurs. Le Concile de Trente *ss. 14. de Pœnit. cap. 7. & sess. 23. de reform. cap. 15.* ni ailleurs ne les autorise point à une chose semblable. Il semble au contraire n'attribuer le droit d'approuver qu'au seul Evêque, à l'égard des Reguliers. Il en est de même de l'Edit de 1695. Cet Edit *art. III.* statue que "*ceux qui auront obtenu en Cour de Rome des provisions en forme gracieuse, d'une Cure, Vicariat perpetuel, ou autre benefice ayant charge d'ame, ne pourront entrer en possession & jouissance desdits benefices, qu'après qu'il aura été informé de leur vie, mœurs, religion, & avoir subi l'examen devant l'Archevêque ou Evêque diocésain, ou son Vicaire general en son absence... defendons à nos Sujets de se pourvoir ailleurs à ce sujet.*"

L'Edit *art. XI.* ne parle pas ainsi de la permission de confesser. En voici les termes : "Les Prestres séculiers & reguliers ne pourront administrer le Sacrement de Penitence sans en avoir obtenu permission des Archevêques ou Evêques, lesquels la pourront limiter, &c."

Il n'a point ajouté, comme à l'*article III. ou de son Vicaire general en son absence.* Le grand Vicaire n'a donc par l'Edit aucune qualité pour permettre de confesser, selon la loi 1. *De Officio ejus cui mandata est jurisdictio. Dig. lib. 1. tit. 21.* qui ne permet point de deleguer ce que l'on ne fait que par la concession speciale de la loi, ou par l'autorité d'un Arrest, ou par la concession du Prince, au lieu que ce qui convient à raison de l'office, se peut deleguer & commettre, d'où la loi conclut, que le Magistrat qui porte un jugement en consequence d'une loi ou d'un Edit qui le lui permet, se trompe s'il commet un autre pour le rendre, le *Merum Imperium*, ou l'autorité de Tribunal, de juger, d'interdire, de suspendre, &c. qui nous est commis par une loi speciale, ne pouvant

se transmettre, mais on peut commettre sa juridiction, & celui qui fait usage d'une juridiction de droit, qui lui est commise, n'a rien de propre à lui.

Quacunque specialiter lege, vel Senatus consulto, vel concessioe principum tribuunt, mandata jurisdictione, non transferuntur. Qua vero jure Magistratus competunt, mandari possunt. Et ideo videntur errare Magistratus, qui cum publici judicii habeant exercitorem lege, vel Senatus consulte delegatum (veluti legi Julia de Adulteriis, & si qua sunt alia similes) jurisdictionem suam mandant, &c. Qui mandatum jurisdictionem suscepit, proprium nihil habet, sed & ejus, qui mandavit, jurisdictionem metitur, verum est enim more majorum, jurisdictionem quidem transferri, sed alterum imperium, quod lege datur, non posse transire, quare nemo dicit, animadversorem Legatum Proconsulis habere mandata jurisdictione.

Il est certain que ce n'est point par un droit attaché originiairement à l'Épiscopat jure Magistratus & à raison de leur dignité, que les Evêques approuvent les Confesseurs des Paroisses; mais en consequence d'une loi recente, portée ou par le Concile de Trente sess. 23. de ref. cap. 15. ou par l'Edit du Roi de l'an 1695. les Evêques ne peuvent donc à se tenir aux termes de la loi *Quacunque*, transmettre à d'autres l'exercice d'un pouvoir que la loi de l'Eglise, ou le Roi leur ont commis; il y a de l'erreur à croire qu'ils le puissent. *Videntur errare Magistratus qui cum publici judicii habeant exercitorem lege, vel Senatus consulto delegatum .. jurisdictionem suam mandant.*

L'Edit de 1695. art. XI. ne dit point aussi ce qu'il dit art. III. *Defenduntur à nos subiects de se pourvoir ailleurs.* On peut donc se pourvoir ailleurs que devant l'Evêque, pour se faire approuver, sans contrevenir à l'Edit. Or, à qui peut-on recourir plus canoniquement, plus legitiment & plus selon le véritable esprit & les anciennes loix de l'Eglise, depuis l'érection des Cures, qu'au Curé, auquel plus immédiatement qu'à l'Evêque, la charge des ames dans sa Paroisse est commise, avec un droit reconnu par plusieurs Conciles, par les souverains Pontifes & le commun des Canonistes & des Theologiens, de deleguer toutes ses fonctions, & qui avant le Concile de Trente approuvoit constamment pour sa Paroisse, sans aucun recours à l'Evêque, & a approuvé long-tems depuis.

La lecture des articles suivans de l'Edit de 1695. acheve de persuader ce que je soutiens ici. "N'entendons, dit l'article XII. comprendre dans les articles precedens, les Curés tant seculiers que reguliers qui pourront prêcher & administrer le Sacrement de Penitence dans leurs Paroisses, comme aussi les Theologaux qui pourront prêcher dans les Eglises où ils sont établis, sans une permission plus speciale... Et article XIII. les Theologaux ne pourront substituer d'autres personnes pour prêcher à leur place, sans la permission des Archevêques ou Evêques."

L'Edit ne dit point ici des Curés comme des Theologaux; cependant, c'étoit le lieu de le dire; *les Curés ne pourront substituer d'autres personnes pour prêcher & confesser à leur place.* Il n'est donc pas défendu aux Curés, ou par dévotion en l'absence de l'Evêque, ou par retour à l'ancien droit de substituer. L'Edit ainsi entendu (& qui sçait si ce n'est point son véritable sens) n'a rien de contraire aux véritables regles de l'Eglise, aux anciennes Decretales, ni au Concile de Trente, & n'aura parlé que des Confesseurs des Eglises par-

ticulieres & collegiales, dans lesquelles, par la concession du Pape Innocent III. il est permis aux Evêques d'ériger des Tribunaux pour entendre les confessions des Seculiers : au lieu que si l'on entend l'Edit de 1695, selon les glosses de Mrs. les Prelats, on fait le Roi très-chretien refractaire aux Ordonnances les plus mesurées de l'Eglise; & le Roi, protecteur des saints Canons, en seroit devenu le destructeur, ce que l'on ne doit pas croire de sa religion & de son respect pour l'Eglise. Cela me determine à dire, que l'entendre comme je le rapporte, c'est l'entendre, ce me semble, dans son veritable sens.

Le Roi & les Parlemens jugent du possessoire dans les choses spirituelles. Martin V. par une Bulle adressée au Roi Charles VII. & au Duc de Bretagne Jean V. a reconnu ce droit dans nos Princes, & les y a maintenu sans égard aux sollicitations des Evêques & des Officiaux qui pretendoient en être les seuls Juges.

“ La Cour de Parlement à Paris, dit Papon *liv. 8. d'interdicts possessoires not. 2.* “ a tenu la main haute à l'observance susdite, pour le possessoire de toutes “ choses spirituelles, soient sacramentelles, d'oïr en confession, d'absoudre, &c.

Le Roi maintient donc dans la possession des droits spirituels, ceux qui s'y trouvent, mais il n'en donne point l'exercice à ceux qui ne l'ont pas, & il ne l'ôte point à ceux qui l'ont; or, personne ne doit ignorer que les Evêques avant le Concile de Trente, & long-tems depuis, n'étoient point les seuls qui approuvoient les Confesseurs des Paroisses, & qui leur donnoient la juridiction; la volonté du Roi & son pouvoir en fait du spirituel ne s'étendant qu'au possessoire & à juger de la possession, son intention n'a pû être que de maintenir les Evêques dans la possession d'approuver, si veritablement ils y étoient; mais toujours, sauf le droit d'autrui, c'est-à-dire, sauf le droit des Curés, dont la possession où ils étoient d'approuver & de commettre pour confesser étoit notoire, fondée en titres, soutenuë d'un long usage, & reconnue par les saints Canons depuis plusieurs siècles.

Mais de quelque maniere qu'on entende l'Edit de 1695. concernant la juridiction ecclesiastique, il n'accorde certainement point aux grands Vicaires dans l'absence de l'Evêque, bien moins, lorsqu'il est present, d'approuver les Predicateurs & les Confesseurs des Paroisses ni d'ailleurs. Ils les approuvent cependant communement, mais ils font beaucoup d'autres choses qu'ils ne devroient pas faire. Les fideles ne doivent pas s'en allarmer, parceque le consentement que le Curé donne à de pareilles approbations, & la juridiction en consequence leve tous les deffauts de droit, ou du moins les approuvés du grand Vicairé ayant titre coloré, dans l'estime commune des hommes, l'Eglise supplée à ce qui leur manque, si toutefois il leur manque quelque chose, quand ils ont le consentement du Curé; car on doit tenir pour certain que le Curé est plus fondé par le droit, à approuver les Confesseurs de sa Paroisse, que ne le sont les grands Vicaires & que la juridiction que le Curé donne, est plus assurée, que celle qui est donnée par un grand Vicairé.

Ce que je dirai des Evêques, qu'ils ne peuvent de droit ordinaire, mettre des Confesseurs dans les Paroisses contre la volonté des Curés, à plus forte

raison, doit être entendu des grands Vicaires de l'Evêque, ou du Chapitre le siege vacant. Les grands Vicaires ne sont que d'institution humaine & fort recente selon le Pere Tomassin, & n'ont de droit commun, auquel l'usage n'a point encore derogé, ainsi que Vaneſpen l'assure, qu'une juridiction deleguée, ou ce qui revient au même, que l'exercice de la juridiction ordinaire de l'Evêque, mais par commission; or, ceux qui n'ont qu'une juridiction de commission, dit la loi *Mandatam*, ne la peuvent commettre.

Jure communi cas mores hactenus non derogant, Vicarii Episcoporum habent dumtaxat mandatam potestatem... imo Vicarii jurisdictionis non est nisi ipsa Episcopi jurisdictionis mandata sive delegata. Vaneſp. Juris Eccl. univ. part. 1. tit. 12. c. 5.

Mandatam sibi jurisdictionem mandare alteri non posse manifestum est. leg. 5. *Mandatam.* Dig. de offic. ejus, &c. lib. 1. tit. 21.

Les grands Vicaires de l'Evêque ne peuvent, à se tenir à la lettre de l'Edit de 1695. art. XIV. ainsi que les plus fameux Avocats de Paris le repondirent il y a quelques années, à l'occasion d'une Ordonnance du grand Vicaire de M. de Mailli Archevêque de Reims, faire d'Ordonnances lorsqu'ils visitent les Paroisses, pour arrêter les moindres desordres qu'ils y trouvent, par exemple suspendre un Prestre de ses fonctions, porter des censures, interdire les Confesseurs, &c. & s'ils l'entreprenoient, il y auroit abus & on pourroit absolument n'y pas deferer, parcequ'ils doivent rapporter tout à l'Evêque & attendre ses ordres. Nous sommes donc bien éloignés de leur accorder, qu'ils puissent sans être autorisés de l'Eglise, sans l'être du Roi, & lorsque cela n'est point porté expressement dans les lettres de leur commission & Vicariat, & ne peut sans abus y être mis, faire beaucoup plus, mettre des Confesseurs dans les Paroisses malgré les Curés, dont l'institution est hierarchique & divine, (*) & donner aux propres Vicaires de Jesus-

(*) *Curati sunt de ordine Hierarchie ex institutione Christi.* Major in 4. diff. 17. q. 5.

Tam Episcopi quam *Curati* sunt de jure divino. *Idem*, ibid. diff. 24. q. 3.

Domini *Curati* sunt in Ecclesia minores Prelati & Hierarchi ex primaria institutione Christi. *Facultas Theol. Paris.* an. 1408. in censura adv. Joan. de Goretto die 2. Januarii.

Dicere infectorum Prelatorum potestatem jurisdictionis sive sint Episcopi, sive *Curati* esse immediatam à Deo Evangelicæ & Apostolicæ consonam veritati. *Facultas Theol. Paris.* in censura cent. Joan. Sarazin secunda Martii 1429.

Domini *Curati* in Ecclesia minores Prelati sunt Hierarchici hoc est principales aut dominantes per primam institutionem Christi. Hoc fundatur in Evangelio *Luc.* 10. cum glossis & in jure Canonico 21. diff. & diff. 63. & XIII. q. 1. *Gerſon Serm.* in Bull. Mendicant.

Status *Curatorum* est de institutione Christi & Apostolorum suorum à principio fundatio-

nis Ecclesiæ. *Idem trait. de stat. Eccl.* 6. de stat. *Curator.* consid. 1. &c.

Falsum est quod Episcopus non habeat auctoritatem nisi à summo Pontifice, nam ut Electores Pontificis Romani non dant ei auctoritatem, sed Christus mediante electione ut facto humano prerequisite: Sic Curato Episcopus dat Curam, sed auctoritas Curati est à Christo. Hoc est, Curati sicut ex ordine Hierarchico Ecclesiæ sicut Episcopi & LXII. discipulus succedunt. 21. diff. cap. In novo. Curatus datus est ab antiquo sicut habens potestatem ab exordio foundationis Ecclesiæ 21. diff. In novo Testamento. Item statet de novo adveniens qui dati præsumitur ut possit Curati non tollatur sed juvetur. Unde jus commune quod est pro Curato est fortius jure privilegato. Nec mirum. Primum necessarium, secundum voluntarium, licet sit equalis potestas auctendi & absolvendi. *Johannes Monachus in cap. super Cathedralam de sepulch. extrav. commo. lib. 3.*

Christ, & aux Juges ordinaires du for pénitentiel dans leurs Eglises, des Juges assesseurs qui jugent les sujets des propres Juges sur leur territoire, à leur insçu, malgré eux, & souvent comme s'ils avoient plus d'autorité.

Henri de Segusio connu sous le nom d'*Hofstiensis*, auquel les contemporains donnerent le surnom, de Lumiere de droit canonique, enseigne que les Vicaires généraux d'un Evêque, peuvent par eux-mêmes confesser les Paroissiens d'un Curé, mais qu'ils ne peuvent pas leur assigner des Confesseurs: Henri de Segusio étoit Evêque d'Embrun l'an 1262. avec grand Vicairé. Il n'en pouvoit étant aussi habile Canoniste, ignorer la puissance & les droits, ni les trahir, étoit Evêque, avec interets de les soutenir. *Potest etiam Hofstiensis (*) quod licentiam istam (alteri confitendi) Vicarius Episcopi generalis dare non possit. Hoc notatur in summa. Et tit. 8. cui confitendum. Boich, de Pœnit. & Rem. cap. Ne pro dilatione.* Il est cité par Boich. comme ayant tenu ce sentiment & la glose sur le chapitre *omnis viriisque sexus* l'a suivi.

Leonard Lessius dans son *Auctorium* sur la 1^{re}. 2^{de}. de S. Thomas, à la question si un grand Vicairé peut deleguer un Prestre pour confesser, dit la même chose, parcequ'un grand Vicairé, dit Lessius, n'a pas la juridiction ordinaire, & qu'un delegué ne subdelegue pas; que si cependant on voit les grands Vicaires nommer des Confesseurs, on doit presumer pour lever les scrupules qu'on pourroit avoir à ce sujet, que l'Evêque leur a donné cette commission, mais qu'il faudroit voir si la commission de l'Evêque leur donne ce pouvoir. (a) J'ajoute: & examiner s'il peut le leur donner au prejudice des Curés. C'est à quoi l'on ne pense nullement, les grands Vicaires n'exhibent à personne leurs pouvoirs, & personne n'ose leur demander qu'ils les fassent voir, aussi il arrive très-souvent qu'ils vont au-delà de ce que l'Evêque leur a permis, (b) dans la pensée que tout leur est permis dès qu'ils sont grands

Actorum 20. intelligi de Presbyteris Parochis probat Beda ibi, ex contextu, quia in illa urbe erat tantum unus Episcopus; & multi, ad quos loquitur Paulus. Sic nomen Episcopi sumi pro Parochis aiant in Titum, 1. Hieronymus, Sedulius, Anselmus, Theophilactus, Oecumenius, Theodoretus, & in Philipp. 1. Theodoretus, & in Eph. 4. significat Ambrosius, Castro, & Medices, verbo, *Episcopos*. Bellarminus, lib. 1. de Clericis, c. 15. D. Thomas 1. 2. q. 186. a. 6. ad 2. Soto, diff. 24. q. 2. a. 2. col. 7. Turcicremata, lib. 1. summa. c. 34. ad 2. Hinc Soto, lib. 10. 198. q. 1. a. 4. & Major diff. 17. q. 7. probant Parochos esse ex institutione divina. Henriquez, de Pœnit. Sacram. lib. 3. c. 5. litt. Z. 14. Le Cardinal de Givry Evêque de Poitiers 1544. René de Rieux Evêque de S. Paul de Leon, M. Arnauld Evêque d'Angers, &c. dans leurs statuts synodaux; & Philippe du Bec Evêque de Nantes dans le sermon qu'il prononça le jour de son entrée l'an 1566. 21. Decembre di-

sent également que S. Paul *Act. 20.* adresseoit la parole aux Curés d'Ephese, & les disoit établis par le S. Esprit pour gouverner l'Eglise.

Le septieme Concile general ou 2. de Nicée l'entend également des Prestres d'Ephese, & en leur personne de tous les Prestres du 2. ordre.

(*) Lisez Hofstiensis summ. lib. 5. de Pœnit. & rem. §. 14. édit. Lugd. 1588. fol. 337.

(a) Queritur 3^o. quam delegandi potestatem habeat Episcopi Vicarius? Respondeo 1^o. Vicarius temporalis delegare non potest, quia potestatem ordinariam non habet, sed solum delegatam, atqui delegatus non potest subdelegare... Ceterum ad virandum scrupulos, nisi constet de contrario, præsumendum est similes Vicarios legitime facere quæ faciunt. Solent enim Episcopi dare varias commissiones suis Vicariis, quæ essent inspiciebant. Lessius *Auctor. ad primam secundæ D. Thoma. verbo, absolutio. cal. 10. quæst. 3.*

h. (b) Les grands Vicaires auparavant que

Vicaires, & dans la fausse idée qu'on se fait qu'ils sont Supérieurs des Curés.

Emanuel Sa dans ses aphorismes, croit sur l'autorité de Sanchez, qu'il est plus probable qu'un grand Vicairé peut commettre des Confesseurs, mais il dit aussi qu'il y a des Docteurs qui absolument nient qu'ils le puissent. (a) Dans le doute, le plus sûr est de croire qu'ils ne le peuvent pas, & de s'en tenir à la permission du Curé, lorsqu'elle accède à l'approbation.

Albert le Grand soutient que le grand Vicairé d'un Evêque pèche grièvement, lorsqu'il entend absolument la confession d'un Paroissien, & sans le renvoyer pour quelque chose à son Curé, parce qu'autrement il trouble l'Eglise dans ses dispositions & le Curé dans ses droits. Il dit encore que celui qui se confesse à un Prestre nommé par le Supérieur pour aider un Curé, mais contre le consentement du Curé, doit se confesser de nouveau. Ce qui est visiblement tenir qu'un grand Vicairé, en le supposant même Supérieur du Curé, ne peut commettre de Confesseurs dans les Paroisses. *Etsi amicus confiteatur Penitentiaris superioris, adhuc utile est, ne Penitentiaris dissolvat ordinem Ecclesie, & officii Sacerdotum ad populum, ut in aliquo remittat eum ad proprium Sacerdotem, & crediderim graviter peccare Penitentiarium qui hoc non faceret, &c.* Albert Magnus in 4. dist. 17. q. 44.

Dicendum... quod si aliquis... confiteatur alii coadjutori ordinato ipsi Sacerdoti à superiori, & non de licentia Sacerdotis, quod ipse teneatur etiam proprio Sacerdote confiteri, &c. ibidem q. 42.

François de Pavinis, Auditeur du sacré Palais apostolique, enseigne qu'il n'est pas sûr de se confesser à celui qui n'a commission que du grand Vicairé : que si cependant on se confesse de bonne foi à celui que le grand Vicairé a commis, l'absolution seroit valide devant Dieu ainsi que la glose le tient sur la Clementine. *Dudum, de sepulturis.* (b)

Jean d'Andrée & Henri Boich croient que le grand Vicairé d'un Evêque peut commettre des Confesseurs pour confesser les Paroissiens d'un Curé,

de faire aucun exercice de leur commission doivent faire insinuer leurs lettres de Vicariat & Gresses des Insinuations ecclésiastiques du diocèse, où ils sont établis, autrement tout ce qu'ils feroient seroit nul. *Le Pelletier &c.*

(a) Vicarium Episcopi posse ex officio exponere Confessarios, & si sit Sacerdos audire subditorum omnium confessiones, negant alii, alii probabiliter aiunt. Sanchez, tom. 1. de Matrimon. lib. 3. dub. 29. num. 14. 15. Emanuel Sa, verbo, Vicarius, n. 5.

(b) Et videtur etiam sufficere licentia Vicarii generalis juxta dictum caput, Cum ex eo (de Elect. lib. 6.) facit Clementina. Cupientes. de Pœnis. Prius factum. etiam exesatur à pœna, quando id facit de licentia diocessani ut in cap. secundo in finem de Pœnis. lib. 6. nam diocesis est parochia Episcopi. de auctor. Apostolica, in princ. Et, Episcopus, Presbyteri.

25. dist. olim. de peculis Clericor. c. 2. Et notat Joannes Andreas in dictum cap. Omnis, super verbo, Proprio. Maxime quando vacat Ecclesia parochialis. Consultus tamen est abstinere, de quo notatur per glossam plene in Clement. 1. de Privileg. Et in c. 2. de off. Archiep. facit in simili. de jure jurando. Verum, Et quod habetur, de Jurei. Significavit. Et, de re judicata. Inter. Super tertiam gloss. Bona fide tamen confessus absolutus esset, quoad Deum, ut notat glossa in Clement. Dudum, de sepult. super verbo audire. Facit quod habetur, de Elect. Dudum, in gloss. Quia cum nulla tamen consuetudine potest introduci quod aliquis possit sine superioris licentia Confessorem sibi eligere qui eum posset solvere vel ligare. c. 2. in sit. de Penit. & rem. lib. 6. ubi plene notatur. Jo. Franciscus de Pavinis. Barul. Pastoral. 2. part. c. 8.

mais l'on doit observer que c'est un sentiment qu'ils hazardent, qu'ils n'osent assurer comme bien certain, *videtur*, qu'ils paroissent avoir tenu les premiers ce sentiment, & ils ne l'appuient d'aucune autorité décisive, mais de deux textes inutiles qui ne prouvent point le fait dont il s'agit. *Proprius, est Parochialis, item Papa, item Episcopus, & omnes hi, proprii etiam immediate, ut dixi.* De offic. Archip. c. 3. *sufficit ergo alterius istorum licentia. Idem videtur de generali Vicario Episcopi.* Argum. dig. de judic. *Cum Prator* de officio Ordinarii. *Inter cetera.* Joannes Andræas in V. Decretal. cap. omnis. *Verbo, à proprio.* Idem, Henricus, Boich, iisdem titul. & cap. n. 28.

La loi, *cum Prator*. digest. de judiciis, & le chapitre, *Inter cetera, de Officio Ordinarii*, dont ces fameux Canonistes tirent un argument pour établir, qu'il semble qu'un grand Vicaire peut donner des Confesseurs aux Paroissiens d'un Curé, ne disent ni de près ni de loin ce qu'ils pensent.

La loi, *cum Prator*. dit seulement que le Lieutenant commis & délégué du Proconsul peut donner des Juges à ceux qui plaident devant lui, & de même le Prefet, & les autres Magistrats de Rome. *Cum Prator unum ex pluribus judicare vetat, ceteris id committere videtur. Judicium dare possunt, quibus hoc lege, vel constitutione, vel Senatus Consulto conceditur. Lege, sicut Proconsuli. Is quoque, cui mandata est jurisdictio, iudicem dare potest, ut sunt legati Proconsulum. Item hi, quibus id more concessum est propter vim Imperii, sicut Prefectus Urbi, ceterique Romæ Magistratus.*

L'argument que Jean d'Andrée & Henri Boich tirent de cette loi seroit bon & concluant, si les peuples des Paroisses étoient soumis à un grand Vicaire, & pouvoient lui être soumis par l'autorité de l'Evêque pour la réception des Sacrements, comme les peuples d'une Province l'étoient par le Proconsul à son Lieutenant ou Vicaire, pour le jugement de leurs affaires, & si les peuples d'une Paroisse n'avoient pas dans leur Curé un juge immédiat, ordinaire, indépendant du grand Vicaire & donné par la loi, ou plutôt par Jesus-Christ, pour les juger au Tribunal de la Penitence, ainsi que les Provinces du gouvernement du Proconsul, qui n'avoient point d'autres Juges que le Proconsul même, ou son Lieutenant, ou ceux qu'il leur plaisoit de commettre dans leur district. Dans ce cas le Lieutenant du Proconsul n'alloit sur les droits de personne en commettant un autre pour juger, mais dans l'autre cas, on trouble un Juge ordinaire, un Curé dans sa juridiction & sur son territoire ce que la loi *Cum Prator*, ne permet point. Au contraire l'on en conclut fort bien qu'il appartient à un Curé sur son territoire, comme à un Proconsul dans sa Province, ou du moins comme à un Lieutenant du Proconsul, ou comme au Prefet & aux Magistrats de Rome, dont la loi parle de donner & de renvoyer ses sujets à juger à ceux qu'il lui plaît de leur nommer, au cas que ses sujets veussent s'y soumettre.

Le chapitre *Inter cetera*. qui est d'Innocent III. dans le Concile de Latran. 1215. ordonne aux Evêques, que leurs grandes occupations, leurs infirmités, leur peu de capacité, ou d'autres raisons empêchent de s'appliquer par eux-mêmes à entendre avec assiduité les confessions, à annoncer continuellement la parole de Dieu, & à faire la visite de leurs Diocèses, de choisir

des personnes puissantes en parole & en œuvre qui puissent lorsque les Evêques le trouveront à propos, visiter & prêcher en leur place, dans les lieux où ils ne pourront aller eux-mêmes. Le chapitre *Inter cætera*, prescrit encore, d'établir dans les Eglises cathedrales & les collegiales des gens capables d'y être les coadjuteurs & coopérateurs de l'Evêque dans la predication & l'administration du Sacrement de Penitence; voilà l'origine des Penitenciers & des Theologaux; mais le chapitre *Inter cætera*, ne prescrit point aux Evêques de faire la même chose dans les autres Eglises & dans les Paroisses, & tant s'en faut qu'on en puisse tirer un argument qui appuie les Evêques & leurs grands Vicaires dans le droit qu'ils prétendent d'approuver des Confesseurs, indépendamment des Curés & même contre leur volonté dans les Paroisses; au contraire, on en conclut solidement qu'Innocent III. & le Concile de Latran ont borné en fait d'institution, de nomination, d'approbation de Confesseurs, le pouvoir des Evêques aux seules Cathedrales & Collegiales, parce que là il n'y avoit point de propre Prestre, autre que l'Evêque, qui par lui-même y prêchoit & y confessoit, sans étendre ce droit aux Paroisses, parceque là il y a un propre Prestre, qui par lui-même & par ceux qu'il peut substituer conformément au Concile de Latran, administre la parole de Dieu, & confesse le peuple que le souverain Prestre J. C. lui a confié & soumis.

On conclut encore fort bien du chapitre *Inter cætera*, que les Evêques avant la déclaration d'Innocent III. confessoient par eux-mêmes, prêchoient par eux-mêmes, visitoient par eux-mêmes & ne déleguoient personne pour confesser & prêcher en leur place dans les Cathedrales, & faire la visite des Paroisses, & que quand le souverain Pontife Innocent III. leur ordonna d'avoir des Prêtres capables de visiter les Paroisses, de prêcher & de confesser, il a mis en même-tems une grande différence entre ces fonctions & n'a paru attacher la delegation de ces personnes par l'Evêque, quant à la confession qu'aux seules Cathedrales & Collegiales, lorsqu'au contraire, il leur permet de prêcher par les Paroisses, mais à ses depens & sur sa bourse, dans les différens endroits de son Diocèse. Après tout, Innocent III. ne dit point que les députés de l'Evêque ou ses grands Vicaires en pourront approuver d'autres, c'est le cas dont il s'agit, (*) auquel Jean d'Andrée & Boich n'ont pas fait attention.

(*) *Inter cætera*, &c. Cum sæpe contingat quod Episcopi propter suas occupationes multiplices, vel inævalutudines corporales aut hostiles incurfus seu occationes alias, ne dicamus defectum scientiæ, quod in eis reprobandum est omnino, nec de cætero tolerandum, per se ipsos non sufficiunt ministrare verbum Dei populo, maxime per amplas dioceses & diffusas, generali constitutione sancimus, ut Episcopi viros idoneos ad sanctæ predicationis officium salubriter exequendum assumant potentes in opere & sermone qui plebes sibi commissas vi-

ce ipsorum, cum per se iidem nequivertint, sollicite visitantes eas verbo ædificent & exemplo, quibus ipsi cum indiguerint congrue necessaria subministrant, ne pro necessariorum defectu compellantur desistere ab incæcepto. Unde præcipimus tam in cathedralibus quam in aliis conventualibus Ecclesiis viros idoneos ordinari, quos Episcopi possint coadjutores & coopérateores habere, non solum in prædicatione, verum etiam in audiendis confessionibus & penitentibus injungendis, quæ ad salutem pertinent animarum. Si quis autem hoc e adim-

Innocent IV. Pape dans le même siècle qu'Innocent III. & qui l'avoit connu, confirme dans sa lettre 10. *ch. 16. & 17.* aux Evêques Grecs de l'Isle de Chypre, tout ce que je dis ici, & en même-tems nous apprend que ceux qu'Innocent III. permet aux Evêques de deputer & de commettre pour en leur place & comme leurs Vicaires entendre par eux-mêmes les Confessions dans l'étendue des Diocèses au lieu des Evêques, lorsqu'ils ne peuvent y vaquer, le fussoient, sauf le droit des Curés. D'où je conclus que ces Prêtres commissaires de l'Evêque, marqués dans le Concile de Latran, n'étoient députés comme les envoyés par les Evêques de Chypre, que pour les cas que le droit & la coutume réservent aux Evêques, ou s'il s'agissoit d'autres cas, c'étoit sous le bon plaisir & l'approbation du Curé, & avec obligation aux Paroissiens de se confesser de nouveau à lui s'il l'exigeoit, selon Albert le Grand & les autres dont nous avons parlé ci-dessus.

Les pouvoirs & la juridiction de l'Archiprêtre de la Ville auquel les grands Vicaires ont constamment succédé ne sortoient point de l'Eglise Cathédrale & du territoire, qui comme Paroisse en dependoit pour les Sacramens & l'assistance à l'Office divin, & l'on ne voit pas qu'il commît dans l'absence de l'Evêque dont il étoit Vicaire, d'autres Prêtres que ceux de la Cathédrale pour les fonctions du ministère, & administrer les Sacramens au Clergé & au peuple de l'Eglise matrice, (a) mais l'Archiprêtre étoit soumis à l'Archidiacre & deferoit à ses Mandemens comme à ceux de son Evêque.

L'on apprend du chapitre *Sua nobis. de Offic. Vicarii.* qui est d'Innocent III. que le Vicaire du Pape n'avoit pas plus de privilege que le Vicaire de l'Evêque, que sa juridiction n'avoit aucun exercice hors la Ville, & qu'il ne pouvoit sans une commission speciale la porter au-delà. Il n'est pas surprenant que le Vicaire de l'Evêque ait été renfermé dans les mêmes bornes, mais quelque étenduë qu'une commission speciale lui donnât, il est certain par le chapitre *Ut singula. de Offic. Archipr.* que l'on attribué à un Concile de Ravenne sous le Pape Jean IX. ou X. qu'il n'avoit aucune autorité dans les Paroisses de campagne & de la ville quand il s'y en trouvoit de deservies dans d'autres Eglises que celle de la Cathédrale, mais leurs Curés à qui les anciens Conciles & le droit donnent souvent le nom d'Archiprêtres, en avoient le gouvernement avec inspection sur les Prêtres des succursales & des moindres titres, & presidoient dans leur Eglise, comme leur Evêque à l'Eglise matrice & cathédrale avec obligation cependant lorsque l'Evêque visitoit de lui rendre compte de l'état de leur Paroisse, & de n'y rien ordonner qui fût contraire à ses Ordonnances, (b) redigées comme il s'observoit alors du consentement du Clergé dans le Synode, sous peine de nullité.

piere neglexerit, districtæ subiaceat ultioni. Cap. inter cætera Decretal. lib. 1. tit. 31. de offic. ordinarii cap. 15.

(a) De officio Archipresbyteri. Per totum. Decretal. lib. 1. tit. 24.

(b) Ut singulæ plebes Archipresbyterum habeant propter assiduam erga populum Dei curam, qui non solum imperiti vulgi sollicitudi-

nem gerat, verum etiam Presbyterorum, qui per minores titulos habitant, vitam jugi circumspicione custodiat, & quæ uniusquisque industria divinum opus exerceat, Episcopo suo renunciet. Nec contentum Episcopus, non egere plebem Archipresbytero, quasi ipse eam gubernare valeat, quia est valde idoneus fit, docet tamen ut sua onera partiat, & fieri

§. XIX.

§. XIX. *Les grands Vicaires dans l'origine sont au-dessous des Curés & sont d'une institution récente.*

Les Diocèses qui ont des Evêques actifs, vigilans, capables & résidens se passent facilement de grands Vicaires. Rien n'oblige un Evêque de s'en nommer un dans ce cas, quand son Diocèse est sous le ressort d'un seul Parlement, & s'il en nomme un, il est dû à sa volonté qui le porte à l'instituer. Nous n'avons point de loix ni de canons qui l'y forcent.

Il n'est pas ainsi de l'Official, l'Evêque doit en avoir un. *Sbrozzius de Vicario Episc. lib. 1. quest. 46.* & plusieurs, si son Diocèse est sous différens Parlemens. *Feuret, de l'Abus, liv. 3. ch. 4. & liv. 4. ch. 3.*

Beaucoup de Canonistes disent ordinaire le grand Vicaire, d'autres nient absolument qu'il le soit. Ceux qui le croient ordinaire, parlent selon l'usage d'Italie, où le grand Vicaire Official est député sans aucune réserve à tout l'exercice de l'autorité & de la juridiction épiscopale; mais ils tombent d'accord que quand il n'est député qu'à une partie, comme le grand Vicaire & l'Official en France, ils ne sont point ordinaires ni des Vicaires généraux, mais de simples délégués & des Vicaires spéciaux. Ils veulent encore que le Vicaire général qu'ils appellent ordinaire, ne soit destituable & révocable que par Sentence, pour crime; & soit Vicaire toute sa vie, comme le Vicaire perpétuel d'une Paroisse. Dans ce cas un grand Vicaire pourroit être ordinaire, mais si ces conditions manquent, ils ne sont ordinaires au jugement des Canonistes les plus favorables, que parce qu'ils exercent à la manière d'un Vicaire de Curé la juridiction d'un ordinaire. Le grand Vicaire de l'Evêque n'est point Prelat ni dignité, au moins de ces dignités fixes & permanentes, telles qu'on les a dans les Chapitres, le droit ne les décore point de ce titre, & par cet endroit le grand Vicaire le cède aux Curés d'institution divine que le droit reconnoît ordinaires & Prelats. Si quelques Canonistes cités par Sbrozzius, *de vicar. Episc. lib. 2. q. 27.* disent le grand Vicariat, dignité, ils la concentrent dans l'Eglise cathédrale, à la manière de l'Archiprêtre d'autrefois, mais avec cette différence que l'Archiprêtre étoit titre, & que le vicariat de l'Evêque ne l'est point, & ils l'entendent du grand Vicaire juge & official constitué Vicaire général au spirituel & au temporel de l'Evêque, car si la commission est limitée ou partagée à plusieurs, le grand Vicaire à leur jugement n'est point dignité. C'est l'idée que l'on en a en France dans les Eglises cathédrales, où ce foible rayon de la splendeur épiscopale ne brille point au milieu des étoiles. L'Avocat Borjon, *ch. des Vicaires, n. 139.* & Rebuffe, *Prax. Benef. part. 1. cap. Form. Vicar. n. 28.* sont de ce sentiment.

L'emploi de grand Vicaire, à en juger comme il faut, n'est qu'une commission (a) d'institution positive & assez récente, par laquelle un Evêque dans la

ipse matriæ Ecclesiæ præest, ita Archipresbyteri præstent plebibus, ut in nullo titubet ecclesiastica sollicitudo. Cuncta tamen referant ad Episcopum, nec aliquid contra ejus decretum

ordinare præsumant. Cap. ut singula. de offic. Archipresb.

(a) Le Vicariat n'est pas une dignité, mais une commission. Borjon. *des Vicaires, n. 138.*

difficulté de faire par lui-même certaines fonctions & de vaquer aux affaires, les delegue à un grand Vicaire. Quelques Canonistes le croient un domestique commensal de l'Evêché, (a) & le regardent comme un serviteur à qui l'Evêque doit donner des gages (b); je ne sçai s'ils ont raison, mais il est commis, (c) voilà ce qu'il y a de certain, par un ordinaire, & la jurisdiction qu'on lui confie est moins que precatre, puisque comme un Vicaire de Curé, il est autant destitué & à la volonté de celui qui l'emploie. *Omnis gloriæ quasi flos ævi.* H. 40. 6. *Dives autem in humilitate sua.* Jac. 1. 10. & si on l'appelle Grand, ce n'est pas qu'il le soit en lui-même, c'est par distinction des Vicaires des Curés & des autres moindres Prelats, étant raisonnable que celui qui est le Vicaire du premier Prelat du Diocèse participe en quelque chose à sa grandeur, & qu'on le dise Grand, comparé aux Vicaires des moindres Pasteurs, quoique les fonctions auxquelles ceux-ci deleguent leurs Vicaires, l'emportent souvent sur celles que l'Evêque commet à son grand Vicaire.

Et si on l'appelle *General*, ce n'est point parce que l'Evêque lui commette ordinairement toute sa jurisdiction & generalement tout ce qu'il peut faire, (d) mais parce qu'à la difference d'un Vicaire de Paroisse auquel les habitants d'un hameau & d'un petit district s'adressent pour les besoins spirituels, les habitants de toute la generalité d'un Diocèse peuvent dans l'absence de l'Evêque recourir à son Vicaire & en obtenir des grâces & des dispenses au spirituel seulement. Mais il importe de sçavoir que tout ce qu'un Evêque fait en vertu de quelque indult, ou comme delegué du saint Siege, ne se communique point par l'Evêque à son Vicaire, & que quand un Vicaire entreprend de le faire, comme il arrive très-souvent, il y a abus & nullité.

Les mandemens de vicariat que les Evêques donnoient autrefois en France & ailleurs, constituoient ceux à qui ils les accordoient, Vicaires au spirituel & au temporel de leur Evêque, c'est-à-dire, les établissoient pour instruire & prêcher en leur place, pour confesser à la cathédrale, entendre les cas réservés, en imposer la penitence, visiter les Paroisses, &c. regir le temporel & appliquer avec sagesse les revenus de leur Evêque aux œuvres pies auxquels les saints canons veulent qu'on les emploie, mais sous les yeux des Prêtres, afin qu'ils puissent dans le Concile & lorsque l'Archevêque visite, rendre temoignage à leur Evêque qu'il ne les a pas dissipés en mauvais economes, ni detournés à d'autres usages que ceux auxquels l'Eglise les destine; car il y a de l'illusion à l'en croire maître. Ce n'est point cela aujourd'hui, mais beaucoup d'Evêques differens du Roi de Sodome qui disoit à Abraham : Donnez-moi les ames & prenez les biens pour vous, *Dixit autem Rex Sodomorum ad Abraham*

Loyseau, *liv. 5. de i. off. ch. 6. n. 47. 49.*

(a) Vicarii Episcoporum veniunt appellatione famulorum seu familiarium, ut scribit Johannes Segura in direct. iudicis ecclesiast. prima part. c. 14. num. 34. *Sbrozzius de Vicar. Episc. c. 147. in addition.*

(b) Vicarius debet accipere Salarium de Camera Episcopii, nec propriis stipendiis militare. *Gloss. dist. cap. 1. c. 1. Extra. Ne Prelati vi-*

ces) verb. *Quantitatem*, & capitul. 3. verb. *Statuantur*, cap. Si Episcopus, cum glossa in verb. *Ipsæ* & ibi, Doctores de off. ordin. in *fonte Sbroz. lib. 3. n. 64. Et lib. 1. q. 65.*

(c) Vicarius Episcopii, etiam generalis, non omnia quæ ad Episcopalem spectant auctoritatem, gerere potest absque speciali mandato, &c. *Sbroz. de Vicar. Episc. lib. 2. c. 14. Et ibid. passim.*

De mihi animas, cetera tolle tibi. Genes. 14. 21. disent à leurs grands Vicaires, Si ce n'est pas de bouche au moins par la conduite qu'ils tiennent: Laissez-moi les biens, prenez les personnes pour vous, laissez-moi l'honneur & le revenu, & vous chargés du reste. C'est-à-dire que les Evêques s'appliquent avec ardeur à la regie du temporel & laissent à leurs Vicaires le spirituel, mais dont ces Messieurs ne prennent que fort rarement & fort légèrement le soin; car où sont les grands Vicaires qui prêchent, qui confessent & qui vaquent sérieusement à l'Eglise cathédrale & ailleurs à tout le spirituel dont un Evêque est chargé, & qui l'en acquittent? Je ne dis pas devant Dieu, car ses jugemens sont bien différens des nôtres, mais seulement à l'exterieur devant les hommes, je n'en connois point. Ils se livrent aux affaires du secretariat, c'est l'important, ils les expédient avec assez de soin, & en cela presque seul, ils sont grands Vicaires de leur Evêque qui leur laisse administrer ce spirituel, à condition cependant de ne pas toucher à l'or qui en revient à la chambre épiscopale. Craint-il l'infidélité dans ce point, & que le bœuf qui foule le grain en mange quelque peu? On a quelquefois payé de fort grosses sommes à l'Evêque pour être son Vicaire. Les Conciles de Tours de l'an 1163, & de Latran l'an 1179. ont condamné cet abus, mais ils n'ont pu, ni Boniface VIII. plus d'un siècle après, gagner sur les Evêques, de donner à leurs Vicaires un honoraire convenable. La glose & les Canonistes sur le chapitre *Inter cetera*. extra. de *Offic. ordin.* & les chapitres *Si Episcopus*. de *Offic. ordin.* & *Pastoralis*. de *Cleric. ager.* decififs pour cette obligation de l'Evêque, n'ont pu la faire sentir à aucun de ces Messieurs, qui d'ailleurs se disent si soumis aux Constitutions des souverains Pontifes. Les grands Vicaires servent gratis ou avec une espérance qui ne les rend pas simoniaques à *manu*, mais *ab obsequio* très-souvent.

Un simple Clerc, sans teinture des sciences ecclésiastiques, & souvent moins instruit de la science qui fait les Saints & de l'art de conduire les âmes, pouvoit dans le siècle du Concile de Trente dans les siècles précédens, & le peut encore en quelques Provinces, être le grand Vicaire de son Evêque, le fermier du son spirituel, le fermier du sceau & même du temporel. Le Concile de Trente n'a point réformé cet abus. Il étoit réservé à nos Rois de couper les sept têtes de l'hydre affreux; Henri III. a porté le coup en statuant art. 41. de l'Ordonnance de Blois l'an 1579. que "Nul ne pourra être Vicaire général ou Official d'aucun Archevêque ou Evêque, s'il n'est gradué ou constitué en Ordre de Prêtrise, & ne pourra le Vicaire ou Official tenir aucune ferme de son Prelat soit du sceau ou autrement."

Ce qu'on ne peut plus en France, on le peut en Italie, en Espagne & ailleurs, ou avec la simple tonsure, sans capacité pour les fonctions spirituelles & sacerdotales, & sans être Theologien, pourvu qu'on sache un peu de droit canon, & même sans en rien sçavoir, si le Vicaire a un adjoint un peu habile, & par cet endroit être quoique grand Vicaire beaucoup au dessous d'un

(*) Voyez Sbrozzius de *Vicar. Episc. lib.* 1. §. 36. n. 11. 13. & 14. Sbrozzius parle du grand Vicaire en même tems official.

Licet autem Vicarius Episcopi debet esse

Clericus, non tamen requiritur necessario quod sit in sacris constitutus, sed tantum quod prima tonsura sit initiatus ut. ex facto respondet Sbro. Genes. 97. lib. 2. Sbroz. ibid. lib. 2. §. 44. IL 12

Vicaire de Paroisse, qui commis par un Curé pour faire les fonctions éminentes du Sacerdoce, les fait journellement : C'est ici le mal dont se plaint l'Auteur de l'Ecclesiaste, ch. 10. 6. *Est malum quod vidi sub sole, quasi per errorem egrediens à facie Principis, positum solum in dignitate sublimi, & divites sedere deorsum.*

Le droit ancien & primitif qu'il seroit peut-être utile de rappeler, & que le Concile de Trento s'est en vain efforcé de retablir, ne connoît point de grands Vicaires; ceux qu'on donne en exemple, un S. Gregoire de Nazienne à Nazienze, un S. Augustin à Hippone, un S. Jean Chrysostome à Antioche; &c. n'ont agi que dans des cas extraordinaires, qui n'ont pas fait de règle, & pour le bien dire n'étoient Vicaires que pour prêcher dans la caducité de leur Evêque, ses absences ou quelque incapacité. Le droit civil promulgué par l'Empereur Justinien dans le Code, dans le Digeste & les Nouvelles, ne connoît point de grands Vicaires de l'espece de ceux d'aujourd'hui; ils ne sont pas plus connus dans le Code Theodosien, & dans les anciens Conciles. Zarabella remarque que les Decretales de Gregoire IX. dans le treizième siecle n'en parlent que rarement, mais que le Sexte ajouté aux cinq livres des Decretales par Boniface VIII. à la fin du même siecle en parle souvent. *Quæro quo jure introducta fuerit Vicaria Episcopalis. Respondeo quod de jure canonum. Nam de jure civili Vicarius Episcopi cognitus non reperitur, teste Riminio jun. in Rubric. n. 159. ff. de Offic. ejus & alibi scripsit Cardinalis in Clement. 1. num 10. de offic. Vicarii quod in volumine Gregoriano paucis in locis de Vicariis Episcoporum mentio fit, sed in sexto pluries. Sbrozz. de Vicar. Episc. lib. 1. q. 7.*

Le chapitre *Pastoralis. de Clerico ægrot. in sexto*, qui est de Boniface VIII. l'an 1298. semble avoir mis le Vicariat en mode, lorsque d'autorité apostolique il accorde à l'Evêque, qu'une veritable & longue infirmité met hors d'état de faire ses fonctions, d'avoir un ou deux Vicaires de l'avis & du consentement du chapitre. Boniface VIII. statué aussi que si l'Evêque, incapable d'agir, refuse de se donner des Coadjuteurs, le Chapitre n'en peut nommer, mais doit envoyer un procès-verbal bien circonstantié de l'état & du refus de l'Evêque infirme, afin que le saint Siege lui donne un Vicaire general au spirituel & au temporel pour regir l'un & l'autre avec un honoraire convenable. Voilà l'époque de l'institution des grands Vicaires de nos jours, le treizième siecle, & le motif de leur institution, l'infirmité perpetuelle de l'Evêque & son incapacité totale. *Hac generali constitutione sancimus, ut Episcopus senio, aut valetudine corporali gravatus, vel etiam aliâ adeo impeditus perpetuo, ut officium suum nequeat exercere, possit de sui consilio & assensu capituli, vel maioris partis ipsius, unum vel duos auctoritate apostolica Coadjutores assumere, ad dictum officium exequendum. Si vero Episcopus demens fuerit, & quid velit, aut nolit exprimere nesciat, vel non possit, tunc ejus Capitulum, vel duo ipsius partes eadem auctoritate unum aut duos Coadjutores assumat idoneos qui ejus officium exequantur, &c. Cap. Pastoralis. de clerico ægrot. in sexto. lib. 3. tit. 5.*

Ayant la Decretale du Pape Boniface VIII. dont l'autorité poussée au-delà de ses bornes a presque anéanti le droit ancien, & énérvé l'autorité si res-

pectable des saints canons, le gouvernement de l'Eglise étoit commun à l'Evêque & aux Prestres; l'Evêque y avoit plus de part, mais chaque Prestre y avoit quelque part selon son genie & sa capacité. "L'Evêque comme la "personne la plus éminente presidoit, & proposoit au College des Anciens " & des Diacres appellés *Presbyterium*; mais la dernière décision se faisoit en "l'assemblée generale de l'Eglise: cette forme duroit encore dans le troisième "siècle. „ (a)

Dans la suite, le plus ancien des Prestres de l'Eglise matrice & principale, qu'un grand âge & une longue experience des affaires ecclesiastiques, toujours conduites sous ses yeux depuis qu'il étoit Prestre, mettoient en état de les gérer, fut de droit le Vicairé né de l'Evêque, & dans son absence le Président de l'assemblée où l'on regloit le spirituel. Il étoit ordinaire dans cette circonstance, parceque ce n'étoit point par choix, mais par l'antiquité de son Sacerdoce que le rang lui étoit dû, & qu'il le conservoit jusqu'à la mort. On l'appelloit Archiprêtre. Cependant quelque Prestre, & le premier des Prestres qu'il fût, il étoit par un renversement d'ordre que S. Jérôme n'approuve pas, (b) soumis à l'Archidiacre, qui dans ces siècles reculés avoit le gouvernement extérieur & contentieux, comme aujourd'hui encore le grand Vicairé successeur de l'Archiprêtre ou de l'ancien de la Cathédrale est soumis à l'Official pour le contentieux, sans aucun privilège, quand il est coupable, de se soumettre à sa juridiction; il n'en est pas ainsi de l'Evêque, il ne reconnoît point d'Official qui puisse le juger, mais autrefois de simples Prestres le jugeoient (c) & le jugent encore au Tribunal de la conscience & des Laïques le jugent souvent dans les Tribunaux séculiers.

L'Archiprêtre étoit proprement le suppléant de l'Evêque dans l'Office divin, à toutes les heures, à tous les Offices, celui qui les regloit quand l'Evêque étoit absent, qui administroit les Sacrements aux étrangers, qui les faisoit administrer par les Prestres Cardinaux de la Cathédrale, aujourd'hui appellés Chanoines, aux Paroissiens immédiats de la mere Eglise, quand l'Evêque ne les administroit pas lui-même. On ne voit pas que les Decretales de Gregoire IX. (d) lui donnent d'autres soins, & qu'il ait eu la moindre intendance dans le reste du Diocèse sur les Curés & leurs Prestres, mais un Curé dans son Eglise, étoit ce que le Vicairé de l'Evêque à la Cathédrale pour le spirituel, & même d'un rang supérieur, puisque le Curé à la manière de l'Evêque presidoit lorsque l'Archiprêtre de la grande Eglise Vicairé de l'Evêque n'y presidoit pas, mais le seul Evêque dans la mere Eglise. *Nec contendat Episcopus non agere plebem Archipresbytero, quasi ipse eam gubernare valeat, quia est valde idoneus sit, docet tamen ut sua onera partiatur, & sicut ipse Matrîci Ecclesia præsist, ita Archipresbyteri præsint plebibus, &c. cap. Ut singulae plebes. 4. de Offic. Archipresb. lib. 1. tit. 24.*

L'Archidiacre avoit une intendance d'un autre genre, il étoit l'œil de l'E-

Vicarii Episcopi passim Clerici creari solent, non Episcopi, neque Sacerdotes. *Ibid.* Schœ-
nius écrivoit l'an 1606.

(a) Notes sur le Concile de Trente, sess. 23.

(b) Voyez la distinction 93. dans le décret de Gratien.

(c) Concile de Tours l'an 567.

(d) De officio Archipresbyteri, per totum.

Evêque qui portoit ses regards par tout, son Vicaire dans toute l'étendue du Diocèse, & son Official, avec une autorité de juridiction qui lui soumettoit le Clergé. *Cap. ut Archidiaconus. de offic. Archid. & lui en attribuoit la correction dans le cours de ses visites; sous l'autorité cependant de l'Evêque qui lui donnoit sa commission, & auquel il rapportoit ce qu'il trouvoit de plus considérable à régler, afin que l'Evêque y pût venir dans le Synode & dans l'Assemblée des Prestres, tout ce qu'il arrêtoit autrement devant être sans force selon le IV. Concile de Carthage can. 23. & le chap. Episcopus. 15. q. 7. c. 6. telle étoit la discipline de l'Eglise dans ses beaux jours, & avant qu'on eût oublié que quand Jésus-Christ a dit à St. Pierre, ce que vous lierez sera lié, cela regarde l'intérieur, mais que le règlement de l'extérieur, également que d'ignorer des censures & des peines, appartient au Corps de l'Eglise. *Dic Ecclesia, si autem Ecclesiam non audieris, sit tibi sicut ethnicus.* Matth. 18. 17.*

L'Assemblée du Clergé à Melun l'an 1579. *tit. de jurisd.* remarque que la pratique des premiers siècles renvoyoit les affaires au Synode qui les jugeoit, que le Concile d'Antioche, & un Concile général l'avoient réglé ainsi, mais que les affaires s'étant multipliées dans l'Eglise, & que la nécessité d'y pourvoir étant devenue urgente & cause claire, l'Evêque l'Assemblée ne nomme aucun Concile auteur de ce changement, au lieu que l'on a celui de Beville sous St. Isidore qui le condamne; s'étoit fait un Tribunal sans assesseurs, où il avoit attiré toutes les affaires, & les avoit jugé seul, à raison de la célérité qu'elles demandoient & du danger à en retarder le jugement, mais que dans la suite, l'Evêque se voyant accablé d'affaires, il en avoit renvoyé sa connoissance & le jugement à un délégué, & que cette nécessité de pourvoir promptement, avoit introduit les Vicaires Officiels, tels que nous les avons aujourd'hui. *Cum enim in Antiocheno Concilio fuisset institutum, ut propter ecclesiasticas causas, & quae existerent controversias dissolvendas, bis in anno per provincias singulas Episcoporum celebraretur Concilium, ubique ex praescripto Concilii alterius generalis, de corrigendis excessibus & moribus reformandis praesertim in clero, diligens haberetur cum Dei timore tractatus: visum fuit tandem, propter morum ingraescentem corruptionem & clericorum effusum numerum, differri tamdiu non debere correctionem & disciplinam remedium. Et de id ea sollicitudo & auctoritatis judiciaria exercitum, venerabilibus Episcopis in sua cuicunque Diocesi fuerunt demandata, ipsisque & penitus cor relictum iudicium & civilem & criminalium controversiarum in Clerico; &c. quibus omnibus postea, cum nec examinandis, nec decidendis unus possit sufficere, usque receptum sit, ut Officialium sibi assiscant, cujus & Episcopi, ut iuribus tantum est, idem est audientium. Convent. Melodun. an. 1579. Tit. de his quae ad jurisdict. forenses pertinent.*

Sorozzius ajoute, ce qu'il n'a pas plu à l'Assemblée de Melun de nous apprendre, que la délegation du grand Vicaire, lorsque l'usage en fut introduit, ne se faisoit point par le seul Evêque, que le consentement & l'autorité du Chapitre y accédoient, & ainsi l'universalité, & que si l'Evêque aujourd'hui par entreprise sur les droits du Chapitre nomme seul son grand Vicaire, ce n'est point de l'Evêque que le grand Vicaire a sa juridiction,

mais de la coutume, au lieu qu'autrefois il la tenoit de l'Evêque & du Chapitre, & ainsi de l'universalité, (a) c'est-à-dire du corps du Clergé du Diocèse représenté par l'Evêque & le Chapitre. Les Examineurs synodaux, dont le Concile de Tronto ff. *24. ch. 8.* donne la nomination à l'Evêque, & l'approbation au Synode, ne seroient-ils point un reste de cet usage & de l'ancien concours du Clergé?

Je ne contesterai point le recit de l'Assemblée de Melun, ni la remarque du Canoniste Sbrozzius, mais on peut dire que si le desir de dominer n'avoit point pris le dessus dans l'Eglise, & fait mépriser les Canons qui avoient réglé autrement, on n'y verroit ni Officiaux, ni grands Vicaires, & l'Eglise gouvernée en commun par l'Evêque & les Prestres, comme elle l'étoit dans les premiers siècles, & dans les moyens siècles par l'Evêque & le Chapitre au nom du Clergé en les moindres affaires avec révision au Synode, ne seroit pas moins bien gouvernée.

§. XX. Les Grands Vicaires ne peuvent porter de censures, ni faire de fonctions curiales dans les Paroisses, à l'insu des Curés, & il y a abus s'ils l'entreprennent.

Deux Officiers presentement partagent la juridiction épiscopale, l'un qui est le grand Vicaire, par un demembrement des pouvoirs d'abord attribués au seul Archidiaque, & dans la suite par commission à l'Official, vient en part de la juridiction volontaire & gracieuse pour l'exercer au dessus de l'Evêque : l'autre qui est l'Official, exerce la nécessaire & la contentieuse, & tous les deux sont tellement astringés à ce qu'il leur appartient de faire qu'une juridiction ne peut entreprendre sur l'autre ni faire ce qu'il convient à l'autre de faire, sans un notoire abus ; ainsi le Vicaire general de nos jours à qui la juridiction volontaire & gracieuse est commise, ne juge point au for exterieur, n'a point de Tribunal, ne porte point de censure ; il fau- droit pour cela avoir Auditoire, Appariteur, Greffier, Promoteur ; or c'est ce qu'un grand Vicaire n'a point, mais la juridiction qui lui est commise est toute volontaire & gracieuse. Son droit consiste à accorder, sans pouvoir retirer ce qu'il accorde absolument, ni pouvoir obliger qui que ce soit de recourir à lui, car s'il trouve de la résistance de la part d'un tiers, à l'exécution de ses grâces, on implore le secours de l'Official à la maniere que l'Official implore le bras seculier pour tenir dans l'ordre celui qui le trouble,

(a) *Vicarius generalis Episcopi non fit à solo Episcopo, sed cum consensu & auctoritate capituli, & sic ab universitate quæ ex capitulo & Episcopo consistit. Cap. Novit. de cap. Quanto, Extra. De his quæ sunt à Prelato sine consensu capituli. &c. Hodie Episcopi ad versus capitula omnia jura quæ sibi competeant, usurpant ut dicitur in cap. En nescitur. Extra. De his quæ sunt à Prel. sine con-*

sensu capituli. cap. Irrefragabil. §. Excessus. de offic. jud. ordin. Quæ consuetudine sic stant hodie Episcopus non dat jurisdictionem Vicario, sed consuetudo, ejus auctoritate hodie solus Episcopus Vicarium facit. Et ideo Vicarius olim à capitulo & Episcopo, & sic ab universitate & hodie à consuetudine habet jurisdictionem, & sic dicitur habere ordinariam. Sbroz. de Vicar. Episcopi, lib. 2. q. 55.

mais le grand Vicairo different de l'Official n'use point de contrainte & ne prononce point de jugement pour se faire obéir. Il n'exerce point les pouvoirs qui lui sont commis, avec l'appareil extérieur qui peut faire dominer la force à la justice. Il n'a point l'éclat des Tribunaux & l'extérieur de la contrainte. Les loix de l'Estat n'ont point modéré ni réglé en sa faveur la contrainte qui va à l'extérieur, ni marqué de cas où un grand Vicairo en puisse exercer la terreur. Ainsi, dès-lors qu'un grand Vicairo au lieu d'exhorter simplement & d'exercer tranquillement & sans appareil le pouvoir spirituel qui lui est commis au Tribunal volontaire & gracieux, voudra decerner des censures, faire signifier par des Huissiers ou Appariteurs quelque jugement, enjoindre au Promoteur d'en suivre l'exécution à la maniere que le Juge ecclesiastique Official l'ordonne, il est certain que ce procedé extérieur blesse les regles de la Police de l'Estat, qui n'accorde rien de semblable au grand Vicairo, mais l'a donné à l'Official pour en user selon les loix, que les Princes temporels veulent être gardées en leurs Estats.

Un Evêque se peut donner autant de grands Vicaires qu'il lui plaît. Feu Mr. de Beauvau Evêque de Nantes en eut jusqu'à douze à la fois, il auroit pu les multiplier jusqu'à trente & s'en donner jusqu'à 72. autant qu'il y a de Cardinaux. Quelle confusion n'arriveroit-il pas, si un grand Vicairo exerçoit au-delà du gracieux ? Son pouvoir est borné & doit l'être, aussi l'on voit qu'en bien des rencontres l'Evêque accorde ce que les grands Vicaires refusent, & repare les defauts où ils tombent, ce qu'il ne fait pas à l'égard de l'Official, parceque celui-ci est Officier du Diocèse, & que les autres sont delegués pour des fonctions sans bruit, & qui se font comme l'on parle, *sine strepitu fori*, sans contention ni clameur.

Le grand Vicairo, non par les pouvoirs que l'Evêque lui en donne, mais parceque l'Edit de 1695. art. 43. concernant la jurisdiction le lui permet, peut rendre des Ordonnances dans les matieres qui dependent de la jurisdiction gracieuse & volontaire, mais elles sont ordinairement pour l'exécution aussi volontaire que l'est sa jurisdiction ; & lorsqu'elles sont de nature à être executées, il n'appartient point au grand Vicairo de l'ordonner sous les peines de droit, c'est au Promoteur à le requerir & à le faire juger dans la jurisdiction necessaire & contentieuse, exercée par l'Official, parcequ'il se peut faire que celui qui refuse, ait des raisons pour ne pas deferer : la chose peut donc tourner au contentieux ; or, le contentieux n'est pas commis au grand Vicairo ; il n'est donc pas competent pour en juger, & il ne le peut faire sans abus & sans entreprise sur la jurisdiction contentieuse de l'Evêque, commise à l'Official.

La Declaration du Roi du 30. Juillet 1710. enregistrée dans tous les Parlemens du Royaume, ordonne art. 1. "Que les Mandemens des Archevêques, Evêques, ou leurs Vicaires generaux, qui seront purement de "police ecclesiastique, comme les sonneries generales, station de jubilé, "processions & prieres pour les necessités publiques, actions de grâces & "autres semblables sujets, tant pour les jours & heures, que pour la maniere de les faire soient soient executées par toutes les Eglises & Commu-
"nautés

“nautés ecclésiastiques, séculières & régulières, exemptes & non exemptes,
 “sans préjudice à l'exemption de celles qui se prétendent exemptes en autre
 “chose.”

Voilà à quoi se réduit l'autorité commise au grand Vicaire interprétée par le Roi. Les Mandemens qu'il donne dans les cas spécifiés par la Déclaration, ont leur exécution, parce que sa Majesté l'ordonne, & s'il s'y rencontre quelque opposition, le grand Vicaire certainement n'en est pas le juge, parce qu'il ne l'est d'aucun contentieux, mais c'est au Juge d'Eglise, ou au Juge royal, & si l'on veut à cause du mixte, aux deux juridictions à intervenir, à raison du trouble apporté à l'exécution d'une chose spirituelle prescrite par le Vicaire commis de l'Evêque, dont le Roi ordonne l'exécution. Toutes les censures portées par le grand Vicaire dans des rencontres semblables, seront toujours nulles & abusives, par le défaut de puissance à les porter; & s'il en avoit la commission expresse de l'Evêque, cette commission seroit-elle même un abus? Aucune loi ecclésiastique, depuis le Concile de Trente, ou civile n'appuie l'Evêque à la donner qu'à son Official dans le cas de Monitoire, ou pour crime & scandale public seulement, comme le dit l'Ordonnance d'Orléans art. 18. & dans les autres cas, que lorsque tous les moyens que les Ordonnances permettent à un Official d'employer sont épuisés, & n'ont pu réduire un contumace.

“ Et pour faire cesser, dit la Déclaration du 16. Avril 1571. art. 18. toute
 “difficulté dans nos Ordonnances d'Orléans, avons ordonné que les Prelats,
 “Pasteurs & Curés, pourront user de monitions & censures ecclésiastiques
 “ès cas qu'il est permis par les saints Conciles & Decrets.” Le Roi n'attribue point ce droit aux grands Vicaires.

Cet article fut vérifié au Parlement, qui en le vérifiant tel qu'il est conçu, reconnut l'an 1571. que les Prelats, Pasteurs & Curés peuvent user de censures ès cas qu'il est permis.

“ Et le 23. Janvier 1573. sur lettre de jussion du 3. Novembre précédent,
 “la Cour a ordonné que les Juges d'Eglise (le grand Vicaire n'est point Juge
 “d'Eglise) pourront procéder par censures pour l'exécution des Jugemens
 “& Sentences par eux données.”

Les pouvoirs de l'Evêque sont grands, il faut l'avouer, mais l'on doit reconnoître aussi qu'il n'en peut commettre l'exercice qu'à certaines personnes. Autrefois, il commettoit l'ordination à de simples Prestres pour la faire sous ses yeux. Il la commettoit à des Corevêques qui n'étoient que des Curés, il la leur commettoit encore, sans les défenses de l'Eglise. Autrefois encore l'Evêque commettoit aux Archidiaques, aux Archiprestres & aux Doyens ruraux le pouvoir de decerner des censures, parcequ'ils avoient Tribunal, & au grand Vicaire parcequ'il avoit des causes qui ressortoient à lui, différentes de celles qui alloient à l'Official. Ce n'est plus l'usage, le Concile de Trente l'an 1563. ff. 25. de ref. cap. 3. postérieur à l'Ordonnance d'Orléans & les Edits Royaux qui ont été donnés depuis le Concile, l'ont défendu & restraint au cas des monitions à fin de revelation, dans lequel cas le Concile permet aux Evêques, & par extension l'Ordonnance d'Orléans & l'Edit.

de 1695. *art. 26.* l'accordent aux Officiaux, & aussi quand un jugement executible ne le peut être autrement, de decerner des excommunications. L'Evêque dans le Synode avec son Clergé, & dans les Conciles avec l'Eglise représentée par ceux qui s'y trouvent, peut encore dans le sentiment de plusieurs porter toutes les especes de censures permises par les Conciles & les Decrets; hors cela il a les mains liées, & il n'en porte aucune que par l'Officiel, auquel en l'instituant, il en donnoit avant l'Edit de 1695. un Mandement special. Il est aujourd'hui des Evêques comme des Seigneurs terriens. Autrefois les Seigneurs jugeoient par eux-mêmes le contentieux de leurs vassaux, & leurs imposoit des peines; aujourd'hui ils ne le peuvent plus que par ceux qu'ils y commettent, de même les Evêques, qui autrefois pouvoient beaucoup de choses par eux-mêmes, ne les peuvent presentement, au moins en France, que par les seuls Officiaux qu'on leur a laissé le droit d'instituer, comme aux Seigneurs leurs Juges, mais dont l'on pourroit bien à l'instar des Examineurs synodaux, leur laisser la nomination, & en renvoyer l'approbation au Synode. L'on a cru que beaucoup d'Evêques, comme la plupart des Seigneurs, manquant d'experience, & qu'étant peu versés dans le droit, le bien de l'Eglise & de l'Etat demandoit qu'ils se dechargeassent du dangereux soin de juger, sur des gens expérimentés.

On nous objectera peut-être que Martin V. dans le Concile de Constance (*) beaucoup de Canonistes & de Theologiens anciens & modernes ne font aucune difficulté d'assurer que le grand Vicairé par une commission speciale, & quelques-uns, que l'Evêque, par un Mandement general donné au Vicairé, ou à ses Vicaires generaux s'il en a plusieurs, de faire tout ce qu'il pourroit faire lui-même, s'il étoit present, peuvent porter des Sentences & se faire obéir par la terreur d'une censure portée ou comminatoire. Je l'avoué du Vicairé Officiel dans les cas marqués & bien decrits par l'Ordonnance d'Orléans, de Blois, l'Edit de 1695. & le Concile de Trente *ss. 25. de reform. cap. 3.* mais c'est de l'Officiel que Martin V. les Canonistes & les Theologiens ont voulu parler, & si sous ceterme, quelque Docteur recent, entend un autre Vicairé quel Officiel, c'est un écart où l'on ne doit pas le suivre, & l'on ne doit pas oublier que le Concile de Trente ne permet à l'Evêque de porter des censures que dans le seul cas de Monitoire, pour venir à revelation, & a restraint en fait de censure les pouvoirs des Evêques & de leurs Officiaux.

“ Les noms d'Officiel & de Vicairé, dit Feuret, *de l'Abus liv. 3. ch. 4. n. 3.*
 “ & 4 sont quelquefois confondus. Speculator (Guillaume Durand Evêque
 “ de Mende) *tit. de Offic. Vicar.* dit que *Vicarius & Officialis sunt synonyma.* La
 “ glose, in cap. *cum in generali. de Offic. Vicar.* (in texto) les appelle, & le

(*) Martin V. dans la Bulle *Inter curas* pour l'examen de ceux qui sont suspects des erreurs de Wiclef & de Jean Huz. *Utrum credat quod Paps vel alius Prælatus vel ipsorum Vicarii possint suum subditum ecclesiasticum sive secularem propter inobedientiam sive contumaciam excommunicare, ita quod talis pro*

excommunicato sit habendus. Item, utrum credat quod inobedientia sive contumacia excommunicatorum crescente, Prælati vel eorum Vicarii in spiritualibus habeant potestatem aggravandi, interdictum ponendi & brachium seculare invocandi, & quod illis censuris per inferiores sit obediendum.

“chapitre, *Ex frequentis, de institutibus*, appelle l'Official de l'Evêque, celui qui confère les benefices, comme souvent par les Ordonnances le mot de Vicaire & de Vicariat est employé pour désigner, non seulement ceux qui comme Vicaires sont commis au spirituel, mais les Officiels que les diocésains sont tenus d'établir dans les ressorts des Parlemens pour l'exercice de leur juridiction contentieuse, tellement que bien souvent les mots d'Official & de Vicaire veulent dire la même chose.”

“IV. Néanmoins en France ce sont deux fonctions différentes, & deux charges entièrement distinctes l'une de l'autre. Car quant au grand Vicaire, c'est celui qui a l'administration de la juridiction volontaire & gracieuse, & l'Official est constitué pour la contentieuse; en telle sorte que si l'un entreprend sur la fonction de l'autre, & que par exemple le Vicaire décerne une commission pour faire citer devant lui, ou pour faire informer contre un Prestre de quelque crime ecclésiastique, il y auroit abus.”

“Et liv. 4. chap. 3. n. 1. les Primats métropolitains & Evêques ayant négligé de plus exercer eux-mêmes la justice contentieuse, ils l'ont commise à des Officiels, qui pour cette raison s'appellent Vicaires ou Vice-gérens.”

La Chancellerie de Rome adresse au grand Vicaire, les expéditions qui regardent l'Italie, la Hongrie, la Dalmatie, l'Albanie, l'Esclavonie, les Isles de Chypre, Candie, Sicile, Sardaigne, Corse & les parties d'Orient; & si l'expédition regarde l'Espagne, la France, l'Allemagne, la Pologne, l'Angleterre & l'Afrique, elle adresse à l'Official, & elle n'entend sous deux noms différens, que le même Officier, appelé grand Vicaire ou Official selon les différentes Provinces. (a)

“Dans le Sixte, dit Hericourt *ib. 2. p. 24.* Boniface VIII. appelle les grands Vicaires, Officiels, & encore aujourd'hui en Italie, les deux titres ne signifient que la même chose. En France & dans quelques autres pays, ces deux noms désignent des emplois différens. Le grand Vicaire exerce la juridiction volontaire, & l'Official, la juridiction contentieuse. Il est cependant permis aux Evêques de réunir les deux qualités en une même personne, en lui donnant deux commissions, l'une de grand Vicaire, & l'autre d'Official.”

Vanespén remarque également, que dans le Sixte & en Italie, l'on entend par grand Vicaire, l'Official, & que le Concile de Trente, *sess. 24. cap. 16. de reform.* les confond. (b)

(a) *Quod ex stylo Romanæ Curie quando scribitur pro materiis seu expeditionibus concernentibus Italiam, Hungariam, Dalmatiam, Epirum sive Albaniam, sive Sclavoniam, Cyprus & Cretam & partes orientales, item Siciliam, Sardiniam & Corsicam, Cancellaria semper utitur hoc termino, Vicarius hoc modo videlicet: Dilecto filio Vicario venerabilis fratris nostri Episcopi Bononiensis in spiritibus generali, sed ultra Montes Alpes pro*

Hispania, Gallia, Germania, Polonia, Anglia & Africa, nominatur Officialis, hoc modo, videlicet: Dilecto filio Officiali Lugdunensi. Subdens quod ista est vera forma, quæ prætermissa littera sive Bulla non caret suspitione falsitatis, &c. Shroze. de Vicar. Episc. lib. 1. q. 2.

(b) Si jus commune spectemus, Vicarius & Officialis Episcopi sæpius coincidunt, ipseque officialis Vicarius Episcopi dicitur. Et quidem toto titulo sexti decretalium, qui incit-

Ainsi, pour n'avoir pas scû que les mots d'Official & de Vicaire general signifient la même chose dans les pays differens du nôtre, il a été facile de se méprendre & d'attribuer au grand Vicaire ce que les Docteurs que l'on croit suivre, ont sous le nom de Vicaire general, entendu du seul Official.

Le Concile de Tours de l'an 1583. *tit. de jurisd.* s'en explique assez clairement, & nous fait bien connoître que quand il permet aux Evêques ou à leurs Vicaires & Officiaux generaux de porter des censures en fait de Monitoires, *Illas à nemine prorsus quam ab Episcopis seu eorum Vicariis & Officialibus generalibus in posterum decerni vetamus*, c'est des Officiaux dont il entend parler; car c'est d'eux seuls qu'il assure au commencement de l'article, que par la disposition du droit, ils sont les Vicaires de l'Evêque au for extérieur, nécessaire & contentieux, & qu'ils le suppléent, sur-tout quand il faut punir les crimes de ceux que le droit lui a soumis. *Officiales Episcoporum cum sint in foro contentioso juris dispositione ipsorum Vicarii, eorumque vices supplere debeant, præcipue in criminum per subditos commissorum emendatione...* Concilii inhaerendo illas (censuras) à nemine prorsus quam ab Episcopis seu eorum Vicariis & Officialibus generalibus in posterum decerni vetamus. C'est donc des Vicaires Officiaux generaux donc le Concile de Tours a parlé, & auxquels & point à d'autres, l'Evêque delegue son for extérieur, & l'autorité pour punir. On a donc tort d'alleguer le Concile de Tours, comme une preuve que le grand Vicaire a le droit de se faire obéir par des peines & de porter des censures.

Le Concile de Narbonne de l'an 1609. *cap. 44.* dit dans le même sens que l'Evêque seul a le pouvoir d'excommunier, & que l'Official le peut aussi dans le for extérieur & contentieux, & que les Curés ne doivent publier que les excommunications portées par l'Evêque ou le Vicaire general. On voit également ici, que le Vicaire general n'est point different de l'Official, auquel seul après l'Evêque, le Concile de Narbonne attribue le pouvoir de porter des censures.

Quibus (Episcopis) solis ius excommunicandi pertinere declaramus in quacunque causa, exceptis in litibus, contestationibus & iure distributo dicendo: in

bitur simpliciter de Officio Vicarii, vix de alio quam Officiali Episcopi tractatur, ipsaque hodierna Italix praxis est, ut Vicarius Episcopi, sit & Officialis, quam secuta Synodus Trident. *ss. 24. cap. 16. de reform.* Officiale cum Vicario Episcopi confundit, ut supra notavimus. At moribus Belgii vicinarumque Ecclesiarum Officialis à Vicario Episcopi simpliciter dicto omnino diversus est. *Vanespen pars. 1. tit. 12. cap. 4.*

Tametsi in iure Vicarius Episcopi & Officialis ejus frequenter confundantur & pro synonymis accipiantur ut supra notatum est, moribus tamen nostris quoad functiones & jurisdictionis exercitium omnino distinguuntur. 1. Officialis enim de quo capite præcedenti ea quæ contentiosæ jurisdictionis sunt exercet, at qui

hodie Vicarius Episcopi dicitur nihil jurisdictionis contentiosæ habet. Sed omnis auctoritas versatur circa ea quæ voluntariæ jurisdictionis sunt, &c. Hic notandum Rebuffum aliosque per Vicarium generalem Episcopi intelligere illum qui non tantum in spiritualibus & in iis quæ voluntariæ sunt jurisdictionis constituitur, sed etiam in contentiosis & ordinariam jurisdictionem concernentibus, verbo; *Qui in omnibus Episcopi v. g. absentis vices supplent. & cuius regimen Ecclesia atque jurisdictionis episcopalis commissa sunt*, nequaquam vero illum quem hodie Vicarium generalem dicimus qui ad nolum Episcopi constituitur, & revocatur & cui dumtaxat quædam voluntariæ jurisdictionis munia, nec tamen omnia committuntur. *Ibid. cap. 5.*

quo casu Officialibus contumaces & non obtemperantes mandatis, excommunicationis sententia licitum est vulnerare... inhibentes Parochis alias excommunicationes super Monitoriis publicare quam quæ ab Episcopo aut Vicario generalis fuerint emanata. Le Vicaire general dans ce texte est comme dans celui du Concile de Tours, le seul Official. On se meprend si on l'entend autrement.

Le Concile de Bordeaux de l'an 1533. *art. 31.* ne met le pouvoir d'excommunier que dans le seul Evêque, & dans le Juge son Vicaire general, Auditeur ou Official. *Ea (excommunicatione) sobrie & summa cum moderatione atque prudentia uti debent iudices... Excommunicationes vero quæ ob res deperditas vel ad finem, ut dicitur, revelationis fieri solent, à nemine praterquam ab Episcopo, ejus Vicario generali Auditore vel Officiali, si eis hac facultas fuerit demandata... concedantur.*

L'autre Concile de Bordeaux de l'an 1624. *tit. 14. can. 4.* n'a rien dit de contraire, lorsqu'il defend à l'Official de decerner des Monitoires autrement que dans le contentieux, & d'accorder des dispenses, le droit de dispenser n'appartenant qu'à l'Evêque ou à ses Vicaires generaux; mais il ne s'ensuit pas que le grand Vicaire puisse user de contrainte en quelque rencontre, parce que le Concile defend à l'Official d'entreprendre sur la juridiction volontaire & gracieuse commise au grand Vicaire, dont une des fonctions est de donner des dispenses en certains cas. *Prohibemus ne quis deinceps Officialis aut Jux ecclesiasticus aut quicumque alius, cujus ve privilegii prætium, Monitorias excommunicationis litteras pro rebus aut aliis excessibus ad forum contentiosum non deductis, concedant, ac super matrimoniorum denuntiationibus aut quibuscunque aliis indulgentis dispensationes elargiantur, sed ea omnia ad Episcopos seu eorum Vicarios generales solum pertineant.*

Le Concile d'Aix de l'an 1585. *tit. de Excommunicatione.* ne donne à l'Evêque le droit de censure que dans le seul cas du monitoire, afin de reveler & aux Juges ecclesiastiques (il ne parle point du grand Vicaire) de ne l'employer qu'après deux monitions au moins, lorsqu'il y a contumacité & un crime à punir.

Le quatrième Concile de Milan, *pars. 3. cap. 3. de foro Episcopali.* qu'on allègue aussi en faveur des grands Vicaires, ne leur est pas plus favorable, puisqu'il est de l'Official que l'usage d'Italie appelle Vicaire general, dont le quatrième Concile de Milan a voulu parler, quand il permet au Vicaire general dans l'éloignement de l'Evêque, *Episcopo in remotis existente*, d'accorder des monitoires. *Cui Episcopo soli, neque ejus Vicario etiam generali, si mox Episcopus non longius absit, ejusmodi monitoriarum litterarum concessio hoc decreto reservata sit.*

Ces cas exceptés, l'Evêque selon le droit des Decretales ne porte aucune censure sans les Chanoines. Le chapitre *Pervenit.* qui est d'Alexandre III. de *excess. Pralat. lib. 5. tit. 31. c. 1.* est formel. Nous vous defendons, dit ce souverain Pontife à quelques Evêques, de suspendre les Prêtres sans l'avis du Chapitre, ni d'interdire leurs Eglises, autrement nous vous punirons si severement que les Evêques qui l'apprendront se donneront bien de garde de commettre une pareille faute, par la crainte de subir la même peine. *Nec...*

sine iudicio Capituli suspendere (Sacerdotes) vel eorum Ecclesias interdito subiacere audentes... Scituri pro certo, quod si huiusmodi rumores de vobis iterum ad aures nostras pervenerint, pro tantis excessibus vos taliter puniemus, quod timore pœna vestra ceteri à similibus abstinebunt.

C'est avec raison, dit la glose sur ce chapitre, que le droit exige que l'Evêque ne porte aucune excommunication ni suspension sans le consentement du Chapitre, parce que la censure étant la plus grande peine dont l'Eglise punit les coupables, on ne doit pas accorder à un seul l'autorité de les porter. *Et ita Episcopus sententiam excommunicationis sive suspensionis sine consensu Capituli ferre non debet... cum hæc pœna maior sit in Ecclesia. 24. q. 3. Corripiantur. Ideo merito requirit consensum Capituli.*

Le Canoniste Innocent, que son mérite appella à la Papauté sous le nom d'Innocent IV. l'an 1243. sur le chapitre *Pervenit*, assure de même que c'est une vérité que l'Evêque ne peut suspendre les Clercs, ni interdire les Eglises pour toujours ou un long-tems, sans le consentement du Chapitre, & qu'il le doit observer, sur-tout quand il agit d'office contre des presens ou des absens, parce qu'alors il doit être beaucoup plus réservé à prononcer; mais que dans la contumacité à exécuter un jugement, l'Evêque seul ou tout autre juge peut suspendre & interdire sans prendre le consentement du Chapitre. *Est verum quod Episcopus non potest suspendere Clericos vel Ecclesias interdicare in perpetuum vel ad longum tempus nullum sine consensu Capituli... Et hoc maxime obtineri ubi procedis ex officio, forte contra presentem vel absentem, nam tunc est cum maiori maturitate procedendum, sed si in iudicio quis sit contumax, solus Episcopus vel quilibet alius iudex prædicta facere potest... sed si perpetuo deberet Episcopus suspendere aliquem ab officio & beneficio, etiam in iudicio credimus quod non deberet facere sine consensu Capituli, quia magna questio est, hæc sine consensu Capituli facere non debet.*

Henri de Ségusio Archevêque d'Embrun connu sous le nom d'Hosienfis, nous dit dans sa Somme, lib. 5. de Accusation. 6. n. 17. que l'Evêque seul ne condamne point, qu'il faut six Evêques pour condamner un Evêque, trois pour juger un Diacre ou un Soudiacre, mais que le seul Evêque peut avec le consentement du Chapitre condamner les Clercs inférieurs aux Soudiacres. *Alios autem (inferiores) solus Episcopus cum consensu Canoniceorum suorum damnare potest.*

Panorme, *ibidem*, convient que les Docteurs enseignent que le texte du chapitre *Pervenit*, doit s'entendre d'une suspension perpétuelle soit longue ou des Clercs que la coutume a soumis à la correction du Chapitre, ou quand l'Evêque & le Chapitre regissent en commun. Pour moi, dit Panorme, je pense que l'on doit distinguer & tenir que dans l'espèce rapportée par les Docteurs, le consentement du Chapitre doit intervenir, parce que dans les choses importantes, les Chanoines doivent concourir, & qu'il est de droit commun que l'Evêque ne juge point de la cause même d'un particulier sans le Chapitre; mais aujourd'hui, ajoute Panorme, les Evêques ont prescrit la juridiction privative contre les Chapitres, & la coutume a force de loi, mais

il est des cas aussi où la coutume n'est d'aucune force. (a)

Jean d'Andrée, Zarabella dit le Cardinal, Boich, Felin, Anchoran, Sbrozcius, Rebuffe, Vivaldus, &c. (b) pensent également que l'Evêque ne porte de droit aucune excommunication, suspension, interdit perpétuel ou de quelque durée sans le Chapitre & avoir pris son consentement. Quelques Canonistes ajoutent que l'Evêque ne peut établir de Vicaire pour suspendre un Prêtre de concert avec le Chapitre, & que lorsqu'il est absent sans cause & même avec juste cause, tout le droit à cet égard est dévolu au Chapitre. (c)

De droit commun, les Evêques seuls ne peuvent donc porter de suspension contre les Prêtres sans le consentement du Chapitre. Ils ont cependant coutume d'en porter, mais cet usage ne leur fait point de droit, parceque & coutume ne prescrite point contre le droit positif, si elle n'est raisonnable la légitimement prescrite selon Gregoire IX. *cap. Quanto de consuetud. lib. 1. tit. 4.* & prouve que le Concile de Trenre, qui a vu l'abus, a ramené au droit commun, en ne laissant à l'Evêque & à son Official que la censure à l'effet de reveler, & dans les jugemens, que lorsque tous les moyens de reduire un

(a) Vult ergo hæc glossa Episcopum non posse aliquem excommunicare nec suspendere nisi de consensu Capituli. Doctores dicunt hic quod in excommunicatione nihil hic dicitur de consensu Capituli. Item in suspensione dicunt textus debere intelligi quando vellet Episcopus suspendere Ecclesiam vel Presbyterum in perpetuum vel ad longum tempus, vel quando Clerici sunt subjecti Capitulo ex consuetudine... vel quando omnia communia sunt Episcopo & Capitulo; alias autem Episcopus solus potest suspendere & excommunicare, & ita servatur de consuetudine. Ego satis crediderem in hoc distinguendum quod in casibus prædictis requiratur consensus capituli, quia in arduis explicandis per Episcopum requiritur consensus Capituli... quia Episcopus de jure communi etiam causam alienius non debet sine consensu Capituli audire... sed hodie Episcopi præscripserunt jurisdictionalia contra capitula & valer talis consuetudo & præscriptio... in quibusdam tamen non valet consuetudo. * Patrocin. in cap. Perovinit. De exc. Præl.

(*) Voyez le chap. Cum sanis. tit. de Consuetud.

(b) Suspendio perpetua vel diuturna dicitur esse de arduis secundum Innocentium & Abbatem in cap. Ad hæc. n. 1. in principio & in 5°. Quæro. de Offic. Archiepiscopi. ita ut dicunt Episcopum eam ferre non posse sine Capitulo. Faciunt congesta per Felinum in dicto §. Præterea. n. 10. versic. Habet igitur. Sbroz. de Vicar. Episc. lib. 2. q. 183.

De his vero quæ concernunt correctionem

vel penitentionem delictorum vel exercitium jurisdictionis in causis civilibus, si de consuetudine Episcopus solus cognovit poterit, sine suo Capitulo. C. Non est. de consuet. in 6. Si vero non sit consuetudo, & tunc illa sint pauci momenti, vel præjudicii, ut ponere Clericum in carcere in pane & aqua, quod duobus diebus illa poterit facere sine suo Capitulo. Si vero sint maximi præjudicii, ut excommunicare Clericum, illam suspendere. vel deponere à beneficio, non poterit sine consensu sui Capituli. Ita Innocent. Joannes Andreas. Hostien. Ancher. Cardinal. & Abbas in cap. 1. ubi Henricus Boich ponit theoricam. Infra. De excessib. Prælator.

Rebuff. Repetit. §. Cui vero. C. Extirpanda. De Præbend. in antiquiss. f. 419. ed. Lugd. 1600.

Idem (interdicere) potest ordinarius Episcopus contra eos qui sunt sub jurisdictionis; non tamen interdicere aut suspendere debet Clericos, aut eorum Ecclesias perperuo vel ad longum tempus nisi de Capituli consensu, cap. 1. de excessib. Prælator. Maxime quæ loquuntur ex officio. Vivaldus, Candelab. auct. part. 2. tit. 5. de Interdicto. n. 118.

(c) Quid si Episcopus est absent ab Ecclesia, utrum Capitulum possit tunc interdicere? Respondeo quod si Episcopus sit absent ex justa vel injusta causa, Capitulum hoc potest facere secundum Innocentium in cap. Ad abolendam de hæreticis, quem refert & sequitur Summa Confess. lib. 3. tit. 33. q. 288. ad fin. &c. Vivaldus, ibid.

contumace sont épuisés, & lorsque le Concile ordonne que l'Evêque dans les cas ordinaires consulte son Chapitre, & dans les plus importants delibere avec le Synode.

Je laisse à d'autres à juger du pouvoir du grand Vicaire en fait de censure, & à dire qu'il n'a de droit commun à cet égard aucun pouvoir, & à prononcer aussi, si le Chapitre & encore plus le Synode, étant de droit commun, Juges avec l'Evêque pour porter les suspenses, l'Evêque ou son grand Vicaire en peuvent prononcer contre le Synode ou Chapitre? Il semble que non: aucun texte de droit n'y autorise l'Evêque, & moins encore son grand Vicaire. Il paroît plutôt que le Corps du Clergé, comme l'on en voit quelques textes en Gratien (a) peut proceder contre son Chef à la maniere du Concile general contre le Pape, du Concile provincial contre l'Archevêque, & du Parlement contre son President, lorsque le Pape est sans action & ne procede par aucun jugement d'interdit & de suspension contre le Concile general, ni l'Archevêque contre le Concile de la Province, ni le premier President contre son Parlement; il en doit être ainsi de l'Evêque, il ne procede point contre le Synode ni le Chapitre, mais il doit recourir à une autorité supérieure pour les arrêter quand ils delinquent.

Une simple commillion d'informer contre un Prestre, décernée par un grand Vicaire est abus selon Fevret; nous l'avons vu plus haut, le jugement de suspension & d'interdit qu'il porte sans y garder aucune formalité, & quand il n'y a pas de delit constaté public signifié à un Prestre (ce jugement sût-il émané de l'Official) de s'abstenir de toutes fonctions jusqu'à avoir été interrogé, en supposant d'ailleurs que le grand Vicaire pût le donner, est certainement beaucoup plus abusif, & l'est encore davantage, quand c'est contre le Chapitre d'une Eglise cathedrale dans l'absence de l'Evêque, comme nous l'avons vu arriver, qu'il le porte.

Il y a également entreprise dans un grand Vicaire, quand d'autorité absolue, sans en avoir une commillion speciale de l'Evêque, & contre la disposition du Concile de Trente qui y commet le seul Evêque dans les cas de droit, il envoie des Prestres dans une Paroisse avec mandement d'y confesser & d'y faire des fonctions *etiam invito Parochâ*, malgré le Curé qui n'a point été appelé, & contre lequel le Promoteur n'a point informé ni conclu. "J'ai estimé, dit Chopin, d'un Official dans un cas fort approchant, qu'il y avait abus pour les nullités patentes d'avoir sans Partie ni Promoteur entrepris de juger ce qui est *fori penitentialis*, ce qui ne lui appartient, ains au Curé seul dans sa Paroisse, & n'étant ledit Official, Juge que *fori contentiosi*." On dira du grand Vicaire: & n'étant ledit grand Vicaire que delegué pour dispenser ce qui est de la jurisdiction gratuite, *fori gratiosi*, en ce qui lui en est commis.

Le Concile de Trente accorde à l'Evêque comme delegué du saint Siege, de pouvoir contraindre un Curé qui ne peut suffire aux besoins de sa Paroisse, de tenir auprès de lui autant de Prestres qu'il sera nécessaire, mais il ne donne

(a) Cap. Anastasius. dist. 19. c. 9. cap. Si papa. dist. 40. c. 6. cap. Si quis pecunia. dist. 79. c. 9. -- Vide Conc. Turon. 567.

pas à l'Evêque de les mettre en premier lui-même, & il n'oblige pas un Curé de les prendre de sa main, à moins qu'une profonde ignorance, ou une vie scandaleuse n'ayent rendu le Curé incapable de faire un bon choix; mais dans ces cas comme dans celui de vacance, l'Evêque doit prendre le Vicaire qu'il envoie parmi ceux que les Examineurs approuvés du Synode ont trouvé capables de regir les Cures, quand il n'y a point de Curé. *Cenc. Trid. sess. 24. cap. 18.*

Voilà la règle que l'Evêque, comme délégué du saint Siège, doit garder selon le Concile de Trente; un grand Vicaire qui en cela n'est que subdélégué est plus obligé de l'observer. Les Legats à latere, quelques généraux que soient leurs pouvoirs, ne peuvent dans les Provinces où le saint Siège les envoie donner des Vicaires aux Evêques insuffisans, s'ils n'en ont une commission spéciale; c'est la même chose, dit Sbrozcius, du grand Vicaire de l'Evêque, il ne peut donner de Coadjuteurs aux Prelats inférieurs ou aux Recteurs, cela est réservé à l'Evêque, & ne tombe point sous la commission générale qu'il donne à son grand Vicaire. *Legatus de latere qui gerit vires Papa ut legitur in cap. 1. & in cap. Quod translationem. Extra. De offic. Legati, non potest dare Coadjutores Episcopis nisi habeant à Papa specialem potestatem dicto cap. Quod translationem. Glossa in cap. unico in 1. Notat. de Cleric. agrot. lib. sext. ita nec Vicarius Episcopi poterit dare Coadjutores Prelatis inferioribus vel Rectoribus sine speciali mandato Episcopi...* Datis Coadjutoris Presbyteralis videtur esse de reservatis Episcopo & per consequens non comprehendenda in generali commissione Vicariatus nisi specialiter fuerit commissa, &c. Sbroz. de Vicar. Episc. lib. 2. cap. q. 212.

La Glose conseille à ceux que l'Evêque ou son grand Vicaire envoient pour faire des fonctions dans une Paroisse qui a un Curé, de s'en abstenir, lorsque le Curé s'y oppose. Panorme ajoute que le grand Vicaire ne doit point se mêler d'une chose semblable, & que quand il s'agit de l'administration des Sacramens, l'Archipreste de la Ville, est le Vicaire de l'Evêque pour les administrer à ceux qui se présentent. *Glossa in verb. Presbyteri. Clement 1. de privileg. dicit... quod ubi Ecclesia Parochialis non vacat consulendum est Religiosis, ut à licentia Episcopi vel Archiepiscopi civitatis se abstineant. At illos à panis excoisari post fallum, si de auctoritate Diocesani illa Sacramenta ministraverint. Firmat abbas in dictam Clementin. 1. num. 11. dicens Vicarium Episcopi non debere se impetire in istis spiritualibus, in quibus censetur Vicarius Episcopi constitutus Archiepiscopus civitatis.* Sbroz. ibid. q. 16.

Ce n'est pas un moindre abus à un grand Vicaire de faire lui-même des fonctions curiales dans une Paroisse à l'insçu du Curé, aucune loi ni aucun Concile ne l'y autorisent, cela n'est point dans son Mandement & n'y peut être couché sans abus. Un Curé est ordinaire, il prêche, il confesse, il administre les Sacramens & fait toutes ses fonctions en qualité d'ordinaire & de droit commun. Un grand Vicaire n'est que délégué, il ne fait de fonctions qu'en cette qualité, & par la commission qu'il en a de l'Evêque; & si quelques Canonistes le disent ordinaire, ce n'est que parce qu'ils ne demêlent pas le grand Vicaire d'avec l'Officiel ou de l'Archidiacre autrefois le Vicaire né & nécessaire de l'Evêque, ni de ce juge ecclésiastique qui tient aujourd'hui dans le

gouvernoient l'Eglise sous l'autorité de l'Evêque & avec lui, sans faire rien à son insçu, & sans que l'Evêque fît rien aussi sans les Prêtres & les Diacres. Ils étoient son *Presbyterium* & le Senat de l'Eglise. L'on peut dire qu'ils étoient tous Chanoines, parce qu'ils recevoient tous la portion & la prebende appelées *Canon*, dont les offrandes journalières des fideles faisoient le riche fond. Ils couroient où le besoin des fideles les appelloit, & après avoir accompli l'œuvre à laquelle le S. Esprit les appliquoit, ils revenoient; & ayant assemblé l'Eglise, ils leur racontaient à l'exemple de Paul & de Barnabé, les choses que Dieu avoit faites par eux. (a)

Mais lorsque la paix eut été rendue à l'Eglise, que les fideles l'eurent enrichie par des offrandes continuelles, & que les Princes de la terre lui eurent permis d'élever des Eglises, d'acquérir des fonds, de posséder des immeubles & de faire une profession publique de la Religion, les saints Evêques trouverent qu'il étoit bon, qu'il étoit doux que ceux qui sont freres vécussent ensemble dans l'union, (b) & que les Aigles s'assemblaient en quelque lieu que fût le Corps. (c)

II. Eusebe de Verceil qui mourut l'an 370. établit le premier dans son Eglise, non une Communauté de Moines comme on le pense, mais une Communauté de Clercs qu'il apprit à vivre en Moines, dans la continence, la retraite, le jeûne & le silence. (d)

S. Augustin établit aussi un Monastere dans son Eglise, où les Clercs qui y vivoient n'avoient rien de propre, mais y recevoient d'une menſe commune, selon les besoins que chacun en avoit. (e)

S. Hilaire d'Arles fit dans les Gaules ce qu'Eusebe de Verceil avoit fait en Italie & S. Augustin en Afrique. Il établit une Communauté, dit l'Auteur de sa vie, (f) à laquelle il apprit par ses instructions & ses exemples à mepriser le monde & à vivre dans la retraite, la pratique de la continence, l'amour du travail des mains pour vivre, la lecture des saintes lettres, le jeûne, la priere, les saintes veilles, &c.

Ce furent là les commencemens & le premier plan de l'institution de ceux que les siècles suivans ont appelé Chanoines & Chapitres. Ils vivoient tous dans la même maison qui étoit celle de l'Evêque. Ils persévéroient dans la doctrine des Apôtres, dans la communion, dans la fraction du pain & dans les prières. Ceux que l'on appelloit Clercs de la Cathedrale, étoient tous unis ensemble, & tout ce qu'ils avoient étoit commun entr'eux tous; ils alloient tous les jours au Temple dans l'union du même esprit & y persévéroient en prières, & rompant le pain dans la Maison épiscopale, ils prenoient leur nourriture avec joye & simplicité de cœur, comme des enfans à la table de leur pere, louant Dieu & étant aimés de tout le peuple. (g)

Tels furent d'abord ceux dont les Chanoines de notre tems se disent successeurs, sans avoir rien eu en propre. Que ceux qui veulent, disoit S. Au-

(a) Art. 14. 26.

(b) Psal. 32. 1.

(c) Luc. 17. 17.

(d) Amb. epist. 82. & Germ. 69. in marali S.

Euseb.

(e) Possid. vit. S. Aug.

(f) Honorat. vit. S. Hilar. Arcl. c. 7.

(g) Act. 2.

gustin, (a) posséder quelque chose en propre, & auquel Dieu & son Eglise ne fussent pas, se retirent où il leur plaira & où ils pourront, je ne leur ôte pas la Clericature & ses fonctions. De-là il paroît que ceux que S. Augustin tenoit auprès de lui au service de l'Eglise & vivans de ses revenus, étoient de purs & de véritables Clercs. Et dans un autre endroit : *Que le Clerc qui jouit de son bien, demeure où il pourra. Dieu me soit en aide, il ne sera point Clerc dans l'Eglise de mon siège ; j'ôterai son nom du tableau & de la matricule de mes Clercs. S. Augustin vouloit auprès de lui des Clercs qui ne possédassent rien. Il dit des autres qui avoient du propre : Qu'ils demeurent où il leur plaira, je les laisse dans les fonctions de leur Clericature. *Maneant ubi volunt, non est aufero Clericatum.**

S. Augustin laisse donc les Clercs dans toute leur clericature & jouissans ailleurs de leur bien sans perdre la qualité de Clerc, & avec liberté de s'immatriculer dans le canon des autres Eglises, d'y vivre en commun ou en particulier & d'en recevoir la sportule & le canon : il vouloit seulement que ceux de l'Eglise de son siège, fussent plus détachés que ceux des autres Eglises, mais ils étoient Clercs les uns comme les autres.

Julien Pomere Prêtre d'Arles, qui vivoit dans le même siècle que S. Augustin, nous apprend que les Clercs de son tems étoient tels, que quelques-uns renonçoient à tout, & que d'autres étoient propriétaires ; mais que soit qu'ils véussent en commun, ou qu'ils véussent en particulier, ils prenoient tous également la sportule ou le canon, sans distinction, ou les pouvoient prendre. Les Clercs, dit cet ancien Auteur, qui par l'abdication de leurs biens se sont fait pauvres, ou qui sont nés tels, mais qui sont vertueux, vivent légitimement dans leur maison ou dans la Communauté de ce que l'Eglise leur donne, parce que ce n'est point la cupidité, mais la nécessité, qui les force de vivre de la prebende. Voici le jugement des Clercs qui possèdent du bien. Ils doivent laisser à l'œconome de l'Eglise, ce qui peut leur revenir de ses distributions, afin qu'il le partage à ceux qui n'ont pas, & ils posséderont alors leur bien sans aucun crime, quoique Clercs, parce que c'est en quelque manière renoncer à ce qui est à nous, quand contens de vivre du sien, on ne reçoit point l'honoraire de son travail & le prix attaché aux fonctions de sa clericature ; car si pour éviter la honte d'être pauvre dans le sein de sa famille, on reçoit la prebende de l'Eglise, sans avoir quitté son bien, il est plus honteux ayant du bien, de vivre de celui des pauvres. (b)

Un Clerc inscrit sur la matricule de l'Eglise pouvoit donc selon Julien Pomere, vivre en son particulier ou en communauté de la prebende & du canon dû à son travail & à son ordre, quand d'ailleurs il ne possédoient rien.

III. L'inscription sur le canon de l'Eglise faisoit un Clerc Chanoine, & on étoit Chanoine dès que l'on étoit inscrit, car il n'y a aucune apparence à soutenir que les Clercs de l'Eglise du siège de S. Augustin aient différencié des autres, comme si le mot grec *canon*, d'où vient le mot latin *canonicus*, & le

(a) Aug. de divers. serm. 49.

(b) Julianus Pomer. de vit. consensu. lib. 2. c. 11. & 12.

mot françois *Chanoine* en avoit formé de deux sortes, les uns appellés simplement Chanoines, & les autres avec l'addition de Reguliers. Il n'y en eut point d'abord de cette sorte.

Les Chanoines tirent leur nom du mot grec *canon*, rendu en françois par tribut, pension, portion, sportule, prebende, mesure, ration que les pauvres Clercs recevoient de l'Eglise, à depenser ou à la maison, ou dans la Communauté, & encore parce qu'ils étoient à la tête du canon, c'est-à-dire de la matricule, du rolle, du tableau & de l'*Album* des pauvres, auxquels l'Eglise donnoit tous les jours la ration & la sportule; les plus anciens monumens de l'Eglise grecque & latine l'entendent ainsi, & aucun Clerc ne pensoit que ce fût un deshonneur d'être mis par l'Eglise au rang des pauvres, au contraire ils aspiraient tous à la gloire de ressembler à Jesus-Christ, "qui étant riche s'est rendu pauvre pour l'amour de nous, afin que nous devinssions riches par sa pauvreté, (a)", & tous recherchoient avec ardeur d'arriver à la beatitude & au royaume des cieux promis aux véritables pauvres. (b)

Les Clercs qui n'étoient pas inscrits sur la matricule, & qui servoient l'Eglise sans honoraire, étoient véritablement Clercs, avoient rang à l'Eglise & l'emportoient souvent sur les autres par leur mérite personnel, l'éclat de leur naissance, & les aumônes qu'ils faisoient à l'Eglise, Jesus-Christ ayant dit qu'il étoit plus avantageux de donner que de recevoir, & étant beaucoup plus excellent, selon S. Paul, de suppléer par son travail aux besoins des Saints, & à l'exemple de ce saint Apôtre, d'avancer l'Evangile sans être à charge à l'Eglise; mais ils n'étoient pas Chanoines, parce qu'ils n'étoient pas Clercs de la matricule, & qu'ils ne tendoient pas chaque jour la main pour recevoir la distribution journalière, la ration & l'aumône du pain & du vin que l'Eglise faisoit aux Clercs du canon, appellés pour cela Chanoines. Ils concouroient cependant à tout avec les Chanoines, lorsque ceux-ci furent élevés aux degrés du Diaconat & du Sacerdoce, partageoient les emplois & retenoient le rang de leur Ordre & le tems de leur Ordination. Ils n'étoient pas néanmoins si liés aux fonctions penibles, que les Clercs beneficiers & sportulaires.

IV. Les premiers Chanoines n'étoient que des Chantres & des Psalmistes établis par l'Eglise à la maniere des Levites que David choisit pour chanter continuellement auprès de l'Autel & devant l'Arche sainte, & porter le surplis sous la conduite d'Asaph, d'Heman & d'Idithun (c) sans pouvoir se remettre sur d'autres de l'acquit de leurs fonctions. Il ne faut pas, dit le Concile de Laodicée de l'an 370. *cap. 15.* que d'autres chantent dans l'Eglise que les Clercs Chanoines qui montent au Jubé, & qui chantent à la membrane & au livre : *Non oportere prater Canonicos Cantores qui suggestum ascendunt & ex membrana legunt, alios canere in Ecclesia.*

Zonare, sur ce canon, dit que ceux dont le Concile a parlé étoient des Chantres-Chanoines & du nombre des Clercs. *In Ecclesiis modestiam Synodi Patres retinere voluit : proinde in iis non quoscunque, sed cantores tantum, Canonicos in clerum videlicet adscriptos.* Voilà le mot de Chanoine déterminé par le

(a) 2. Cor. 8. 9. -- (b) Matth. 5. 3. -- (c) 1. Paralip. 25. 6. & 2. Paralip. 5. 12.

Concile de Laodicée & Zonare à des Clercs-Chantres-Chanoines, dont toute la fonction étoit de chanter par eux-mêmes aux Offices de l'Eglise. Ils n'étoient encore que des Clercs inférieurs & au-dessous des Lecteurs, que les Prestres, au rapport de saint Isidore de Seville (a) instituèrent pour chanter sans prendre mission de l'Evêque, & que les Prestres en les instituant Chanoines Psalmites avertissoient ainsi qu'on le lit dans le quatrième Concile de Carthage de l'an 398. de se croire de cœur ce qu'ils chantoient de bouche, & de le faire paroître dans leurs œuvres. *Vide ut quod ore cantas, corde credas, & quod ore credis, operibus comprobas.* L'ancien *Ordo Romanus*, dit la même chose de l'Ordination des Chanoines-Chantres, mais l'attribution qu'il fait de leur institution à l'Evêque plutôt qu'au Prestre, commença à tirer les Chanoines de dessous la main des Prestres, & leur a donné lieu de s'en orgueillir & de prétendre la supériorité, quoiqu'originaires inférieurs & dans le rang des moindres Clercs.

L'Empereur Justinien nous apprend également l'infériorité des Clercs-Chanoines, & qu'ils n'avoient point encore d'autre fonction à la fin du vi. siècle que de chanter à l'Eglise. Cet Empereur ordonne (b) que les Chanoines ou les Clercs du canon de la grande Eglise chantent par eux-mêmes dans l'Eglise où ils sont incanonés & inscrits Clercs, tous les offices de la nuit, du jour & du soir, ainsi que c'est la volonté de ceux qui ont donné leurs biens à ces Eglises, & que les Chanoines ne soient pas Clercs de la seule sportule que l'Eglise leur donne, mais des Clercs qui remplissent leur devoir dans le chant de la Liturgie, que l'Evêque & deux des Prestres veillent sur les Clercs-Chanoines à ce qu'ils remplissent leur devoir, & que s'ils sont negligens, celui qui préside à la psalmodie, ou le desservant de l'Eglise ôtent leur nom du tableau des Clercs.

V. S. Basile à Amphiloque *can. 6.* oblige les Chanoines à la continence, & traite de fornication leur mariage. Il veut qu'on les separe, & qu'on pourvoie ainsi à l'indemnité de l'Eglise. S. Basile, dit le Canoniste Balsamon Patriarche d'Antioche, appelle Chanoines ceux qui sont couchés & inscrits dans le canon & la matricule des Clercs, & n'approuve pas qu'après avoir vécu grassement, ils secouent le joug de J. C. & pensent à se marier, s'attirant ainsi un jugement de condamnation pour avoir manqué à leur premier engagement, avoir chargé l'Eglise de bouches inutiles & l'avoir mise dans l'impuissance de tenir à son service de véritables Clercs. (c)

L'on voit encore ici que selon le plus fameux Canoniste de l'Eglise Grecque, les Chanoines ne tirent point leur nom du mot canon, *Règle*, mais de *Canon* en tant qu'il signifie matricule & catalogue, & que les Clercs qui vivoient de la sportule & de la prebende, s'appelloient Clercs du canon ou simplement Chanoines, comme le Concile de Laodicée & S. Basile les appellent.

Dans le même sens, le Concile de Nicée, *can. 16.* dit: Les Prestres, les Diacres & tous ceux qui sont écrits dans le *Canon*, &c. c'est comme s'il eût dit, qui sont Chanoines, à cause de leur inscription.

(a) S. Isidore, de *Offic.* s. c. 12.

(f) *Cod. lib. 1. tit. 3. l. g. 42. §. 10.*

(c) Balsam. in *epist. S. Basilii ad Amphilo-*

loc. can. 6.

Le Concile d'Antioche *can.* 2. si quelqu'un des Evêques, des Prestres, des Diacres, ou quelqu'autre Clerc du canon, c'est-à-dire du nombre des Chanoines, &c. & *can.* 6. Qu'il soit de même des Laïques, des Prestres, des Diacres, & de ceux qui sont Clercs du canon, c'est-à-dire Chanoines, &c. *can.* 11. si quelque Evêque, un Prestre, ou un autre du canon.

Le Concile de Chalcedoine *can.* 2. si quelque Evêque... ordonne par argent l'œconome, le deffenseur, ou quelqu'autre du canon, & ainsi quelque Chanoine.

Tous ces textes font voir clairement que depuis long-tems il y a des Chanoines dans l'Eglise, mais inferieurs aux Prestres & aux Diacres, & qu'on les appelloit Chanoines, non pour quelque dignité à laquelle ils étoient élevés, mais seulement parcequ'ils étoient inscrits dans le canon ou le tableau de l'Eglise cathedrale, ou d'une autre Eglise, pour y chanter l'Office & y recevoir le canon & la prebende dûs à leurs services.

VI. L'on effaçoit du canon & du catalogue les Clercs contumaces, negligens à venir à l'Eglise, à remplir leurs devoirs & à chanter au livre (car il y a toujours eu dans l'Eglise des Chanoines de cette sorte) ceux qui étoient excommuniés, depofés ou convaincus de crime, afin qu'humiliés de la confusion d'avoir été rayés du canon, ils corrigeassent leurs mœurs & méritassent d'être remis sur le tableau des Chanoines. On le lit dans le code *lib. 1. tit. 3. leg. 42. §. 10.* dont nous avons parlé ci-dessus & dans les Conciles de Carthage l'an 398. c. 49. de Vannes l'an 465. c. 14. d'Agde l'an 506. c. 2. d'Orleans l'an 538. c. 11. &c.

Que l'on ne donne aux Chanoines negligens & paresseux, dit le Concile d'Agde, que la communion étrangere, jusqu'à qu'ils se soient corrigés, & avoir mérité par un renouvellement de ferveur d'être remis sur la matricule, dans le rang & l'ordre qu'ils y tenoient auparavant. La communion étrangere signifie dans cet endroit, la passade que l'on donnoit aux étrangers.

Le troisième Concile d'Orleans c. 11. dit : si quelque Clerc refuse de faire ses fonctions & allegue pour excuse qu'il est au service d'un grand, & à cette occasion pense pouvoir desobeïr aux Prestres & ne fait aucun estat de leurs commandemens, qu'on ne le traite plus en Chanoine & qu'il ne reçoive point avec les Chanoines la portion & l'honneur que l'Eglise leur donne, de crainte que son exemple ne gâte les autres, c'est-à-dire que séparé des autres à cause de sa pareffe & de la desobeïssance si marquée aux Prestres, il reçoive sans accroissement, le nécessaire comme un pauvre ; car ce Concile *can.* 19. ajoûte que l'on doit fournir à ses besoins selon la saison & les temps, & que s'il se plaint, le Procureur-syndic en parlera au Synode, il ne dit pas à l'Evêque, parceque l'Evêque devoit fournir ; il ne dit pas au Chapitre, parcequ'il n'y en avoit point encore de formé dans le sixième siecle, mais au Synode, soit qu'il l'entende du Provincial ou du diocésain.

Le quatrième Concile de Carthage c. 49. plus severe, prononce avec le saint Apôtre, que celui qui ne veut point travailler, ne doit point manger, excommunié & prive de sa portion le Clerc qui n'étant point malade, s'absente de Marins, jusqu'à ce qu'il se soit changé, & qu'il ait mérité par plus d'assiduité à l'Office de recevoir la prebende.

Le Concile de Vannes c. 14. ôte la communion pendant sept jours ou toute retribution durant cet espace, au Clerc qui étant en Ville & sans excuse de maladie a manqué à Matines, parcequ'étant Clerc-Chanoine, il ne doit pas sans raison frustrer l'Eglise de l'assistance de son Ministre & d'un Clerc qui est à sa solde.

VII. Le nom de Chanoine d'usage dans l'Eglise grecque presque dès le commencement, n'a gueres été connu dans l'Eglise latine avant le sixième siècle, & c'est de l'Eglise grecque qu'elle emprunte ce nom. Nous le trouvons dans les Conciles d'Occident de ces temps, & il fut commun à tous les Clercs attachés au service de l'Eglise sans distinction d'Eglise cathédrale, de collégiale, de ville ou de campagne.

Le Concile d'Auvergne de l'an 535. est le premier qui parmi les Latins a usé du mot de Chanoine. Il nous apprend aussi que les Chanoines, qui d'abord ne furent que des Lecteurs & Psalmistes avoient quitté leur rang, & commençoient à monter plus haut. Que le Prestre, dit ce Concile c. 15. ou le Diacre qui n'est point Chanoine dans la Ville ni dans les Paroisses, mais qui demeurant à la campagne, celebre les saints mysteres dans les Oratoires, celebre les principales fêtes dans la Ville avec l'Evêque. L'on pouvoit donc être Clerc de Chapelle à la campagne, sans être Chanoine de la Cathédrale, mais tous ceux qui n'étoient pas attachés à quelque titre & immatriculés dans une autre Eglise, avoient droit de retour à l'Eglise du siege épiscopal, & y tenoient rang autour de l'Evêque. Il étoit juste que y accourant pour honorer l'Evêque, ils y fussent honorés.

Le troisième Concile d'Orléans de l'an 538. fait mention des Chanoines, parmi lesquels & avec lesquels il ne veut pas que le Chanoine paresseux prenne place à l'Eglise, & reçoive les distributions, jusqu'à ce que l'Evêque (il ne dit pas le Chapitre, car il n'y en avoit point encore) soit content de lui.

Gregoire de Tours lib. 10. c. 30. rapporte que l'Evêque Bodin successeur d'Injuriosus l'an 546. institua la table des Chanoines, & regla ce qui n'avoit point encore été observé à Tours, que les Chanoines vivoient en commun & mangeroient à même table. *Hic instituit mensam Canonicorum.* Le même Gregoire ch. 9. de la vie des Peres, rapporte de l'Abbé Patrocle, qu'après avoir été ordonné Diacre par l'Evêque de Bourges du tems de l'Evêque Bodin, il étoit tellement adonné au jeûne qu'il ne se trouvoit plus à la table des Chanoines avec les autres Clercs. *Ut nec ad convivium mense Canonica cum reliquis accederet Clericis,* & que l'Archidiacre en colere lui dit : mangez avec les freres ou vous retirez; vous faites à l'Eglise l'Office avec eux, pourquoi refusez-vous de manger avec eux? *Quod audiens Archidiaconus, frendens contra eum ait: Aut cum reliquis fratribus cibum sume. aut certe discede à nobis. Non enim rectum videtur, ut dissimules cum his habere convivium, cum quibus Ecclesiasticum implere putaris Officium.*

Nous avons trouvé bon, dit le Concile de Tours de l'an 567. composé de la seconde, troisième & quatrième Lionoise, que l'Archiprestre demeurant à la campagne, ou lorsqu'il va à ses fermes, soit accompagné d'un Lecteur-Chanoine de son Eglise, ou de quelqu'autre Clerc. Voilà un Lecteur-Chanoine,

Nulli Lector Canonicoꝝ suorum, comme dans le Concile de Laodicée un Chantre-Chanoine mis au nombre des moindres Clercs, & beaucoup au-dessous des Curés & des Prestres, des Diares & des Soudiacres même.

Je ne suis point surpris, les Chanoines de la Cathedrale ou d'une autre Eglise, ayant été tels dans l'origine & seulement des Lecteurs & des Chantres à la maniere des habitués de Paroisses, de les voir passer quelquefois dans ces siècles reculés de l'Eglise cathedrale à de moindres Eglises, & immatriculés ailleurs, vivre de ce que les autres Eglises leur distribuoient, sans avoir conservé le canon ou la portion que l'Evêque leur accordoit dans son Eglise, que lorsqu'il trouvoit bon de la leur continuer. Que les Chanoines de ces tems étoient petits à leurs yeux, & obéissans à leur Evêque! On n'en sçait point aujourd'hui qui voulussent à son commandement quitter l'Eglise épiscopale, & tenir à honneur de chanter comme habitués au lutrin des Paroisses, c'est qu'ils ne faisoient pas encore Chapitre.

Le troisième Concile d'Orléans de l'an 538. c. 18. nous apprend qu'ils étoient obéissans jusqu'à ce point, & que l'Eglise cathedrale que l'on appelle la mere Eglise tiroit de son sein quand elle abondoit de Chanoines, des ecclésiastiques qu'elle envoyoit ailleurs, avec pouvoir à l'Evêque qui les changeoit, de leur laisser une partie du miel qu'ils trouvoient à la grande Eglise, ou de les enlever entierement; mais l'on apprend de ce canon que les Chanoines n'étoient pas de grands Messieurs l'an 538. & que les Canonics de la première Eglise d'un Diocèse n'étoient que des offices amovibles destinés aux moindres Clercs, dans lesquels on les exerçoit comme dans une Academie, & d'où l'Evêque que les tiroit souvent pour leur donner comme à des cadets posé & employé ailleurs.

VIII. Le Concile de Lerida dans le septième siècle l'an 666. dans un tems que la terre étoit vuide & depourvûe de gens qui sussent les canons, & où les tenebres couvroient la surface de l'Eglise, croyant bien faire, gâta tout. *Terra autem erat inanis & vacua, & tenebre erant.* Ce Concile, dans la vue d'enrichir les grandes Eglises & de décharger les Evêques, leur permit de tirer du Diocèse les riches Curés pour les mettre à la Cathedrale, où, sans quitter leurs revenus, ils devoient servir aux dépens de leurs Eglises & à leurs Eglises par un Vicairé à petite portion, sans rien recevoir de l'Evêque, quel honneur d'une stalle, & de porter le capuche avec les Clercs de l'Evêque.

Ainsi fut annullée en Espagne la judicieuse Ordonnance du neuvième Concile de Tolède de l'an 655. c. 1. qui défend aux Evêques, aux Prestres, aux Diares, d'unir à leurs Eglises, les biens des autres Eglises. Le Concile de Lerida composé de 12. Evêques seulement, enrichit les Cathedrales de la dépouille des autres Eglises, & pour avoir de riches Chanoines fit de pauvres Curés, & apprit aux grandes Eglises à ne point craindre le terrible anathème porté par le Concile de Tolède (a) contre de pareils ravisseurs, s'ils ne ressi-

(a) Nullus Sacerdotum vel Ministrorum ex rebus Ecclesiarum, quæ in quibuscunque locis à fidelibus largiuntur aliquid auferat, vel iussus aut Cathedra propria unitati connectat &c.

Talia Episcopo vel iudici corrigenda denuntient. Quod si talia Episcopus agere tentet, Metropolitano ejus, hæc insinuat procurant, &c. Si quis vero deinceps hæc monita temera-

tuoiert promptement ce qu'ils avoient désuni des autres Eglises. De là, le desordre; l'on vit des Curés Chanoines qui ne faisoient aucune fonction à leurs Cures, & qui ne remplissoient pas plus fidelement les devoirs de Chanoines, mais deserteurs également de l'Office canonial que de leur titre curial & desobeïssans à l'Evêque dont ils ne recevoient rien, & dont la maigre prebende les touchoit peu, parcequ'ils étoient riches des fruits de leurs Cures, que le Concile de Lerida leur permettoit de retenir. Ils vivoient ailleurs que dans la maison épiscopale & dans une affreuse indolence. Ils gâterent bientôt les autres Chanoines, & leur furent un exemple de tout confondre dans l'Eglise & de se mettre à la tête du Clergé, lorsqu'auparavant ils n'y tenoient que le dernier rang. Ils affectèrent l'indépendance, & prenant le dessus, ils se firent chefs, & en bien des endroits maîtres des Evêques; mais le peuple les appella par dérision du diminutif de *caput*, *capitulum* (a) les petits-maîtres, le petit conseil, les petites têtes; on entend tout cela par *capitulum*. On les appella aussi *capitula* par contraction de *capitis ligula*, parcequ'ils ont été le lien dont la Cour Romaine a lié & bridé l'autorité des chefs des Diocèses.

IX. Chrodogand Evêque de Metz, pour remédier à ces maux, qui d'Espagne où ils étoient nés avoient pénétré dans les Gaule & l'Allemagne, & reformer un état qui sortoit de ses legitimes bornes, ordonna l'an 755. que les Clercs-Chanoines & immatriculés dans le Clergé de son Eglise & qui journellement y recevoient le canon & la portion, reprendroient la vie commune sous la conduite des supérieurs qu'il leur donna avec 34. statuts (b) qu'ils devoient observer comme autant de points capitaux. Ce grand Evêque eut d'abord quelque peine à réduire son Clergé. Enfin il y réussit.

Quelques-uns ont dit les Clercs qui prirent la règle de Chrodogand, Chanoines & Clercs réguliers. Ils se trompent certainement. Ils furent de véritables Clercs, sans autres vœux à garder que ceux des Clercs restés dans le siècle, ou plutôt n'étant liés d'aucuns vœux, mais seulement obligés comme Clercs dont Dieu est le partage, de vacquer avec assiduité aux exercices de piété, & d'obéir à l'Evêque & aux maîtres qu'il avoit préposé sur eux.

L'Empereur Charlemagne, & après lui son fils & successeur l'Empereur Lothuis le Debonnaire appuyerent de leur autorité la loisible institution de Chrodogand, & assemblerent plusieurs Conciles pour l'étendre & la faire plus facilement recevoir, le Debonnaire sur-tout, y travailla dans le Concile d'Aix-la-Chapelle l'an 816. Les deux Empereurs firent de nouveaux statuts pour rétablir dans les grandes Eglises, les anciens Colleges de chant sous la conduite de l'Evêque & de ceux qu'il leur proposeroit, pour chanter dans le Temple du

re voluerit, & male rapta cum confusione restituet, & excommunicationis annuz sententiam sustinebit. Conc. Tolet. 9. an. 655. c. 1.

Navarre dans ses Conseils liv. 3. Conf. 3. fait le sentiment qu'on ne peut unir une partie des biens d'une riche Eglise à une pauvre.

(a) Nomina declinatur aut in eorum discrimina quarum nomina sunt ut... à Capi-

te Capitulum. Varro de ling. lat. lib. 7.

(b) Les Statuts de Chrodogand sont la plupart tirés de la Règle de S. Benoist. Dom Luc d'Acheri les a donnés dans son spicilege. Labbe les a insérés dans ses Conciles to. 7. col. 1144. On les a aussi & plus corrects dans les Annales du Pere le Coindre à l'an 757.

Seigneur selon l'ordre prescrit par David & les chefs de son armée aux enfans d'Alaph, d'Heman & d'Iditum, s'employant chacun à remplir les offices qui lui étoient destinés.

Les Clercs des Villes épiscopales devinrent tous Chanoines sous la regle de Chrodogand, vivans en commun, sur-tout dans les Gaules, dans les lieux où l'on pût retablir la vie commune. Que les Clercs-Chanoines, disent le Concile de Mayence de l'an 813. *l. 6. 9. les Capitulaires liv. 5. c. 115. & le Capitulaire d'Aix-la-Chapelle c. 77.* vivent par tout en Chanoines autant que la foiblesse humaine s'y peut accorder, & s'attachant à la doctrine de l'Ecriture, aux enseignemens des Peres, sans entreprendre aucune chose à l'insçu de l'Evêque ou de celui qu'il a mis pour veiller sur eux, qu'ils ayent même table, même dortoir où on le pourra établir, que ceux qui vivent de la portion demeurent dans le cloître, obéissans à leurs maîtres. Nous ne mettons aucune difference entre les Clercs qu'on dit avoir quitté le siècle & ceux qui y demeurent, ceux du cloître & du dehors seront obéissans aux Prestres *senioribus* & ne s'enorgueilleront point. Ils doivent s'appliquer à la lecture, à l'étude & au chant des Pseaumes, des Hymnes & des Cantiques, parceque le service de Dieu auquel ils sont consacrés les demande tels, & qu'en s'instruisant ils instruisent les autres.

Le Concile de Meaux de l'an 845. *c. 53. le Capitulaire de Sparnac dans le Diocèse de Reims l'an 846. que l'on croit extrait du Concile de Tours célébré la même année, le Concile de Paris de l'an 829. liv. 1. c. 30. &c. & plus formellement le Concile de Tours de l'an 813. c. 22.* ont réglé la même chose. Nous avons trouvé bon, dit ce dernier, que les Chanoines & les Clercs de la Ville du siege de l'Evêque demeurent dans le cloître, usent de la même table & ayent le même dortoir, afin de se rendre plus facilement à l'Eglise, pour y célébrer l'Office aux heures canoniques, & recevoir les avis & les instructions de l'Evêque, la nourriture & les vêtemens selon son pouvoir, afin que la nécessité ne les oblige point à sortir, à faire des negoces indécens, à abandonner les Offices de l'Eglise, à vivre sans regle & à se livrer à de mauvais desirs.

Le Concile de Tours de l'an 813. ordonne donc aux Chanoines de demeurer ensemble dans un cloître proche l'Eglise, de prendre leur repos dans le même dortoir, & de n'avoir qu'une table servie aux depens de l'Evêque. Quelle vûë le Concile a-t'il eu, je vous prie, d'ordonner ainsi? étoit-ce afin de mettre les Chanoines à portée de gouverner l'Eglise avec leur Evêque, d'être ses Conseillers dans les affaires, & son Senat dans les Jugemens? point du tout: afin d'être placés sur les hautes stales pour presider sur le reste du Clergé? point encore: afin d'être les puissans de l'Eglise & les riches de la terre par de gros revenus? Le Concile de Tours ne s'est rien proposé de semblable, en obligeant les Chanoines de vivre dans le cloître. Mais voici sa vûë & ses motifs. Afin que les Chanoines pussent plus facilement se rendre à l'Eglise, s'instruire du chant, recevoir des avis de conduite & l'instruction de l'Evêque, avec l'esperance, après avoir été instruits par de bons maîtres, de monter à une plus haute Clericature, aux Ordres sacrés après avoir été de simples Clercs.

Le Concile de Mayence, aussi de l'an 813. veut que les Chanoines obéissent à leurs superieurs & respectent les Prestres, s'appliquent à l'étude & au chant des Hymnes, & ne fassent rien sans leur Evêque. Orque les tems & la discipline sont changés : les Chanoines ne peuvent souffrir que l'Evêque ordonne sans eux, sans les avoir consulté, sans avoir pris leur consentement, & ils sont tout sans lui.

X. L'Evêque nommoit les maitres qui devoient instruire les Chanoines & leur donnoit des économes pour fournir à leurs besoins, après avoir déchargé ses Archidiacres de ce soin. De là sont venuës les dignités des Chapitres, du Chantre qui instruisoit les Chanoines des regles du chant & de l'ordre des Offices; du Scholastique qui leur apprenoit les premiers principes de la grammaire jusques aux humanités; du Tresorier, dont le soin s'étendoit à la garde-robe, aux provisions, aux ornemens, &c. afin de distribuer en économe fidele & prudent à chacun dans le tems, la mesure qui lui étoit destinée, & veiller à la conservation des ornemens, du linge & du tresor de la Sacristie. Le propre & le distinctif des Chanoines étoit de chanter aux Offices, d'obéir à l'Evêque, de porter ses ordres par tout où il les vouloit envoyer, de les porter après les avoir reçus, aux Curés du Diocèse, car ils étoient dans les commencemens à leur Evêque, ce que l'on dit en latin : *à manu & à pede*; en bon françois, ses cameriers, ses secretaires, ses curseurs & les collecteurs dans le Diocèse & au Synode de tous les droits de sa chaire. L'usage étoit encore en quelques Eglises que les Chanoines reçoivent sous differens noms par des canonicaire, ainsi on les appelle dans le droit, ou les receveurs qu'ils nomment, des droits purement épiscopaux en forme de tribut. Mais ils ne les porte plus au tresor épiscopal, c'est au tresor du Chapitre, à la grande ou à la petite bourse. Les bons Chanoines dans les tems de simplicité recevoient pour leur Evêque, aujourd'hui ils reçoivent pour eux, sans pouvoir montrer à quel titre ils font de pareilles recettes & ont ces petits bureaux.

XI. L'on fit à Rome dans le même siecle ce que l'on avoit fait en France; même regle & mêmes motifs dans l'institution des Chanoines d'Italie que l'on a eu dans l'institution des nôtres. Le Concile de Rome de l'an 818. c. 7. & depuis ce Concile, le Pape Leon IV. referés en Gratien 12. q. 1. ont dit: "Il est nécessaire d'établir des cloîtres proche l'Eglise pour y mettre les Clercs avec un reffectoir, un dortoir, & les autres bâtimens où l'Evêque & sous lui de bons maitres, eleveront les Clercs qu'on y aura mis. " Il ne faut pas penser que le Concile Romain & Leon IV. ont parlé de seminaire, car dans ces tems, seminaire, college de Clercs ou Chapitre auprès de l'Eglise de l'Evêque, étoit tout un & faisoient les Chanoines, ces lieux n'ayant été remplis que de jeunes gens auxquels on apprenoit de bonne heure à porter le jour du Seigneur, & que l'on instruisoit pour le service de l'Eglise, sans assurance à aucun de rester toujours dans le même lieu.

On appelloit ceux-là, du canon & de la prebende qu'ils recevoient des biens de l'Eglise, & du canon dit matricule où ils étoient inscrits, Chanoines-Clercs. Ils vivoient en commun sous les yeux de l'Evêque quand ils étoient incanonisés dans son Eglise, mais sous les yeux du Curé & dans sa maison quand

ils étoient immatriculés dans les Paroisses. Ceux qui vivoient dans les Monasteres & sous la conduite d'un Abbé, ajoutèrent à la qualité de Chanoines qu'ils portèrent à cause de la portion prise au refectoir, & du canon où ils étoient inscrits, celle de réguliers, de la regle qu'ils professèrent ; mais les Clercs de la matricule de la grande Eglise & des Paroisses, n'étoient pas sujets à une regle semblable. On l'apprend des Conciles de Tours de l'an 567. c. 19. & de l'an 813. c. 34. du sixième Concile de Paris c. 37. de Meaux l'an 845. c. 53. de Ponteaudemer 876. c. 8. des Capitulaires de Charles le Chauve lib. 48. c. 8. du Capitulaire de Sparnac de l'an 846. &c.

Les Chanoines de la Cathedrale & des Paroisses n'étoient liés pour l'ordinaire d'aucuns vœux, & ne pratiquoient point les observances & toutes les austerités des monasteres, & il y a de la meprise à croire avec quelques-uns que tous les Chanoines faisoient vœu de pauvreté, ou les trois vœux comme l'on parle. On est convaincu qu'ils n'en faisoient aucun par les Capitulaires, *add. 3. c. 113. & 114.* & par le Concile d'Aix-la-Chapelle sous Louis le Debonnaire c. 115. Les canons, dit ce Concile, ne défendent point aux Chanoines-Clercs d'user de linge, de manger de la viande, de donner & de recevoir, de posséder des biens patrimoniaux & d'Eglise, pourvu qu'ils les tiennent sans ostentation & justement : au lieu que toutes ces choses sont défendues aux Moines, la regle qu'ils ont embrassée, obligeant ceux-ci à une vie plus austere ; mais les Chanoines ont autant d'obligation que les Moines de fuir le vice & de pratiquer les vertus.

Quoique les Chanoines n'eussent point de regle, telle qu'on l'observe dans les Monasteres, ils avoient des statuts, comme ils en ont encore aujourd'hui, qu'ils étoient tenus de suivre. Le Concile d'Aix-la-Chapelle de l'an 816. les forma, & l'Empereur Louis le Debonnaire par son Capitulaire du même lieu & de la même année c. 3. leur en commanda l'observance. Ils n'avoient eu avant ce tems à garder que les constitutions de leur Evêque, & quelques articles prescrits par les Conciles de leur Province. Ils n'eurent pas d'abord d'autres loix. On l'apprend des Conciles de Tours de l'an 567. & 813. & de quelques autres Conciles, & de la possession où sont les Evêques, que les reglemens que les Chapitres arrêtent n'ont force de statut que par l'approbation de l'Evêque.

XII. Les Chanoines de la grande Eglise & d'ailleurs qui tenoient de l'Eglise un benefice suffisant à un entretien honnête, n'avoient aucun autre gros & ne recevoient point les distributions manuelles & quotidiennes, que la bourse commune accordoit aux autres. Nous voulons & nous ordonnons, disent les capitulaires, conformément aux saints canons & à l'autorité des Pasteurs de l'Eglise & des Canons qui nous en avertissent souvent que les Chanoines-Clercs qui demeurent dans les Villes ou dans le cloître de l'Eglise, s'ils ont des benefices qui leur donnent de quoi se nourrir & de quoi se couvrir, soient contents, comme dit l'Apôtre & ne touchent aucunement, & n'appliquent point à leur usage la solde des freres qui servent le Seigneur dans ces lieux & qui y sont journellement le service, car nous savons qu'ils ne le peuvent sans danger de leur salut. Si donc quelque Chanoine beneficier fait au contraire, qu'on lui ôte

son benefice, qu'on ne lui donne point la prebende, & s'il est dans les Ordres, qu'il en soit suspens. (a)

De-là il paroît que les Chanoines n'eurent pas dans toutes les Eglises une table commune, ou du moins que les Chanoines-Clercs bénéficiers qui avoient d'ailleurs par le benefice qu'ils tenoient de la liberalité de leur Evêque de quoi vivre, n'y venoient pas, & ne prenoient point le pain de Chapitre, ni les distributions de vin ni des autres especes necessaires à la vie. De-là peut-être est venu & s'est perpetué l'usage gardé en plusieurs Eglises que les Dignités qui ont leur revenu, n'ont point de prebende & ne prennent point les distributions quotidiennes, contents du revenu attaché à la Dignité. On voit aussi que l'Evêque a originaiement créé les Dignités par l'attache d'un benefice & d'un revenu fixe à chacune. De-là il resulte encore qu'il est contre les canons & l'institution primitive de joindre à une Dignité qui a son revenu, un Canoniat à prebende, comme plusieurs font aujourd'hui, mais à leur damnation dit le Capitulaire, *add. 3. c. 112.*

Les Chanoines-Clercs recevoient la prebende quoique Clercs avec patrimoine. Les canons 115. & 112. du Concile d'Aix-la-Chapelle l'an 816. le disent formellement; mais ce Concile veut que les Chanoines qui ont du patrimoine & des prebendes ecclesiastiques vivent de la prebende, & dans les tems de calamité abandonnent leur patrimoine aux pauvres, car c'étoit un crime & une dissipation du bien des pauvres à un Chanoine de recevoir le canon lorsqu'il avoit du bien à se suffire. L'Eglise, disent les Capitulaires, *add. 3. c. 113.* partage ses biens à ceux qui n'en ont point, mais il ne convient pas de donner à ceux qui ont, parceque leur donner, c'est dissiper; & c. 114. le Chanoine qui ayant du bien reçoit son canon, commet un crime énorme, parce que sans être pauvre il prend ce qui est consacré à nourrir un pauvre. Julien Pomere, *de vis. contempt. l. 2. c. 10. & 11.* le canon *Clericos*. cauf. 1. q. 2. & *Quoniam*. cauf. 16. q. 1. attribués à saint Jérôme, mais qui ne precedent gueres Gratien, s'il n'en est pas lui-même l'auteur; la glose ordinaire sur le chap. 5. de la premiere à Timothée, S. Augustin *epist. 185. al. 50.* Denys le Chartreux, *Traité de la pluralité des Benefices*. art. 14. l'Auteur de la Morale de Grenoble, *Traité des Benef.* 10. 2. c. 11. &c. disent la même chose. Et la glose sur le chapitre *Clericos*. verb. *Sacrilegium*. prononce que ceux qui ayant du bien reçoivent la prebende pechent mortellement, sur-tout quand par avarice ils mettent en reserve le leur. *Si abundantes, de bonis Ecclesie suscipiunt, sine absentes sine pro-*

(a) Volumus atque præcipimus sicut synodali atque à canonica auctoritate à Pastoribus sanctæ Ecclesiæ scripsisse admoniti sumus ut Canonici Clerici qui in Civitatibus vel Monasteriis degunt qui beneficia habent, unde victum & vestitum habere possunt, ut hoc juxta Apostolum, contenti sint & stipendia fratrum unde pauperes & hi qui assidue in prædictis locis Domino famulantes excubant atque ibi assidu-

uum divinum implent officium nequaquam assumant aut in suis usibus convertant. Scimus enim quia absque periculo atque dispendio armorum suorum hoc militatus facere possunt. Si quis hæc Statuta contempserit utriusque careat, id est & beneficio & prebenda, atque si gradibus frui ecclesiasticis, ipsis privetur. Capitular. *add. 10. c. 112.*

sentent sunt, licet non debet eis denegari portio, quia nemo cogitur suis stipendiis militare, mortaliter tamen peccant; praesertim si ex cupiditate sua reseruant.

Innocent IV. sur le chap. *Episcopus*. Extra. de *Præbendis*. Navarre dans ses conseils lib. 3. de *pecul. Cleric. cons.* 4. Prosper Fagnan sur le chap. *Si quis* Extra. de *Pecul. Clericor.* le pere Noël Alexandre *Th. dogm. & mor. lib. 2. de Sacr. Ord. c. 5. reg. 14.* &c. pensent autrement. Le premier sentiment est plus ancien, paroît plus fondé & est plus sûr. Que celui l'entende qui a des oreilles pour entendre. *Matth. 11. 15.*

XIII. La vie commune des Chanoines-Clercs, quelque sainte qu'en soit l'institution, ne fut pas de longue durée. Le Pape Nicolas II. dans le Concile de Rome de l'an 1059. c. 4. tâcha d'en rappeler l'usage; mais je ne sçais'il y réussit. Nous ordonnons, dit ce Pape, que les Prêtres, les Diacres & les Soudiacres qui ont obéi au decret de notre predecesseur, *de la continence des Clercs.* demeurent proche les Eglises où ils sont attachés, comme de bons Clercs doivent faire, mangent ensemble, ayent le même dortoir, possèdent en commun tout ce qui leur vient de l'Eglise, & retablissent la vie apostolique & commune.

Elle n'étoit plus d'usage en beaucoup d'Eglises de France dès le dixieme siecle. Les constitutions de Gautier Archevêque de Sens environ l'an 920. nous montrent dans les Eglises cathedrales & collegiales des Chanoines, des Personats dignités & des Clercs qui ne vivoient plus en commun dans le cloître de leur Eglise.

Pour ce qui touche notre Province de Tours, les cloîtres qui y subsistent encore en beaucoup d'Eglises, sont un temoignage que la vie commune des Chanoines-Clercs y a subsisté plus long-tems qu'ailleurs ou qu'après y avoir été interrompuë par les ravages des Normans, elle y fut retablie. Les Chanoines de Nantes l'observoient encore l'an 1105. mais il n'y avoit plus l'an 1320. que le Chapitre de St. Malo où la vie étoit commune. Il fut reduit à la forme des autres par le Pape Jean XXI. à la priere des Evêques de la Province.

Il n'est pas facile de dire precisement quand & à quelle occasion les Chanoines-Clercs abandonnerent le cloître & la vie commune, & à qui des Evêques ou des Chanoines on doit l'imputer. Je crois la faute des deux côtés. Les Evêques s'ennuyeroient d'avoir soin des tables, quoique ce ne fût pas par eux mais par leurs Archidiacres ou d'autres preposés, & d'en faire les frais. Les Chanoines murmuroient de ce qu'elles n'étoient pas servies assez splendidement, & de ce qu'ils en sortoient affamés par les maigres portions qu'un Evêque trop sur l'épargne leur faisoit donner, & aussi de ce qu'il ne leur fournissoit pas les habits convenables aux saisons & à tems & ne leur en donnoit que de mauvais, lorsque notre Evêque, disoient les murmureurs, est vêtu de pourpre & de fin lin & se traite magnifiquement tous les jours. La congregation des enfans d'Israël murmura, *Exod. 16.* ils parlerent contre Dieu & l'Evêque à qui ils dirent: Pourquoi nous avez vous fait sortir de l'Egipte & de la maison de nos parens pour mourir de faim dans le desert d'un cloître où il n'y a ni bon pain ni bon vin, car pour la bouillie, cette chetive nourriture elle nous fait soulever le cœur; son usage & toutes vos legumes insipides

nous ennuyent, *Num. 21*. Plût à Dieu, disoient ces mécontents à l'Evêque & à son œconome comme les enfans d'Israël à Moÿse & à Aaron, *Exod. 16*. que nous fussions morts dans la maison de nos peres par la main du Seigneur lorsqu'on nous étions assis près des marmites pleines de viandes & que nous mangions du pain tant que nous voulions, car vous ne nous avez amené dans le cloître que pour y faire mourir de faim tout ce Clergé reuni. Et ils dirent : Qui nous donnera de la chair à manger; nous nous souvenons des excellens poissons que nous mangions en Egypte presque pour rien; les concombres & les melons, les porreaux, les oignons & l'échalotte nous reviennent dans l'esprit, & maintenant notre ame est dans la langueur, nous ne voyons que legumes sans assaisonnement sous nos yeux, *Num. 11*. Notre Pere donnez-nous ce qui nous revient de votre bien, *Luc. 15*. à depenser où il nous plaira. Le Perc Evêque leur fit le partage de son bien.

XIV. Il n'y a pas de motif plus plausible & plus certain de la sortie des Chanoines-Clercs de leur cloître. Le désir d'une vie plus commode les en a mis dehors, & trop d'épargne dans l'Evêque les en a chassés. Ils en sortirent communément dans l'onzieme siecle & au commencement du douzieme, & ce que dit le Prophete, *Pf. 58*. arriva, ils retournerent à leurs tenebres, ils retournerent au tour de la ville cherchant maison à demeurer, ils allerent de tous côtés comme des affamés pour chercher à manger, & ne furent pas plus contents, mais plus attentifs que l'Enfant prodigue à la sortie de la maison de son pere, ils n'ont pas dissipé leur portion. Mais ont-ils évité cette malediction du Prophete : Malheur à vous qui joignez maison à maison & qui ajoutez terre à terre? *Is. 5*. Et se font-ils soustraits à la tentation & au piege où tombent ceux qui veulent devenir riches? *1. Tim. 6. 9*. Ils ont multipliés leurs biens; souvent ils se sont levés, sont allés trouver l'Evêque & lui ont dit : Combien y a-t'il de serviteurs aux gages de notre Pere qui ont plus de pain qu'il ne leur en faut, & nous nous sommes à mourir de faim? & il falloit à l'Evêque bon gré malgré s'amaigrir pour accroître la portion de ses enfans, aujourd'hui ses freres.

Beaucoup d'autres revenus, des dixmes, des droits, des terres, des maisons, des rentes ont accédé à la premiere menſe, & ont fait les Chanoines riches. Les souverains Pontifes se sont joints aux Evêques pour les enrichir, & souvent leur ont donné sous le cens annuel de quelques sours d'or des biens qui n'étoient point à eux, leur ont uni les revenus des Cures, éteint des titres, accordés des annates, des deportes, &c. Ainsi les Chapitres se sont accrus, & les Evêques qui y trouvoient leur compte, parcequ'ils évitoient par là de distraire de tems en tems quelque morceau de la menſe épiscopale pour donner aux Chanoines, gardoient le silence, & facilitoient souvent eux-mêmes l'abus de ces sortes d'accroissemens. Il n'y a point d'archives de Chapitre dans lesquelles on n'en trouve les Bulles & les concessions bien scellées, mais bien abusives, par deſaut de pouvoir dans les donateurs. Ils ont tous cherché leurs propres interêts, & non ceux de Jesus-Christ, *Philip. 2. 21*. & ils n'ont jamais mis dans leur diplômes, à la maniere de nos Rois, cette clause si equitable, *sans le droit d'autrui*. Qu'ils auroient bien mieux fait d'avoir écouté l'avis.

de.

del'Apôtre, 1. *Tim.* 6. que c'est une grande richesse d'avoir de la piété, & de se contenter de ce qu'on a... pour vous qui êtes les hommes de Dieu, suivez ces choses.

XV. Les Chanoines devenus riches de la manière que je l'ai dit, se crurent de grands Clercs, de hauts & puissans seigneurs, les premiers nés de l'Eglise, & pensèrent à avoir les honneurs des richesses & à partager avec l'Evêque, l'honneur, la gloire, l'autorité, la juridiction, la puissance, comme ils avoient partagé son bien. Il ne leur fut pas difficile d'y arriver, l'or pénétra par tout, ils en avoient à donner. Les grands biens des Chanoines, la nécessité du partage, la difficulté de les conserver, le desir de les accroître, ont fait les assemblées, les deliberations, enfin les Chapitres tels que nous les avons. Et ceux pour parler avec le Concile de Tours de l'an 567. c. 12. que les Evêques avoient nourri dans leur maison pour en faire des Clercs & des Chanoines-Chantres successeurs des Levites pour chanter continuellement les louanges du Seigneur dans le Temple & y porter un petit surplis, sont aujourd'hui en dignité & regorgent de biens, & ceux qui étoient riches & en honneur, les Pretres, les Curés, autrefois & en toutes rencontres le vrai *Presbyterium*, le conseil & le senat de l'Evêque, sont au-dessous. La perte est retombée jusques sur les Evêques, & *usque ad Episcopos, hac nexa*, dont on voit que les Chapitres envahissent tous les jours les biens & les droits, & s'efforcent depuis long-tems en beaucoup d'Eglises de faire descendre de leur thrône & de s'y placer. Ils affectent le gouvernement des Diocèses, ou du moins tentent de l'avoir commun avec les Evêques, quelques Papes du moyen âge l'ont répondu, on le dit de droit commun, on l'a mis dans les decretales, mais rien un peu ancien ne l'assure, lorsqu'au contraire il est certain par le Capitulaire de Sparnac l'an 846. & par les Conciles de Meaux l'an 846. de Paris l'an 847. de Soissons l'an 853. &c. qu'au deffaut de l'Evêque la juridiction & le gouvernement ne sont point devenus au Chapitre, mais sont administrés par l'économe élu du Clergé & du peuple, & dans les tems apostoliques l'avoient été par le Presbytaire ou le Synode, ensuite par l'Evêque voisin, & à la fin du neuvième siècle par l'Archevêque à qui le Concile de la nation ou de la province en commettoient la regie, & aujourd'hui sont devenus par un droit que l'autorité mal entendue des Papes a introduit, au Chapitre pour les exercer par le grand Vicairé que les Papes lui ont donné de nommer.

XVI. Et comme nous nous souvenons que nous avons été nourris autrefois dans l'amour de l'ordre sous d'excellens maîtres, nous ne pouvons souffrir que l'on blesse les interêts de l'Episcopat & du Sacerdoce en la moindre chose, nous avons cru lui devoir donner cet avis, & le supplier d'ordonner que l'on consulte les livres de l'Histoire de l'Eglise des differens Diocèses, on y trouvera écrit & on y reconnoitra que cette société de Clercs, les Chapitres, ont souvent été des Clercs rebelles ennemis des Evêques (*) & des Paroisses, qui ont excité des guerres & des procès dans le Clergé depuis plusieurs siècles & qui continuent d'y en exciter.

(*) L'auteur écrit dans un lieu où le Chapitre est en procès avec plusieurs membres du Clergé, & est tout-à-fait déuni d'avec l'Evêque, quoique ce Chapitre doive en partie sa grandeur aux Evêques predecesseurs.

On ne doit pas le contester, tous les Chapitres sont de droit soumis à l'Évêque & à sa juridiction selon les Capitulaires de Charlemagne, je n'en excepte aucun. Toutes les exemptions que les Chanoines alleguent ordinairement pour se soustraire à l'obedience & à la juridiction épiscopale sont autant de temoignages qu'il n'a pas été ainsi dès le commencement & que tous les privileges qui les tirent du droit commun ne sont pas selon le droit, ont été mal demandés, mal accordés, sont de veritables abus, & n'ont pour l'ordinaire été accordés que dans des tems nubileux & de schisme, & où pour les obtenir on faisoit pleuvoir l'or dans le sein d'une Cour avide d'en avoir.

Les Chapitres exemts & non exemts, tant en chef que dans leurs membres sont aujourd'hui soumis à la visite & à la correction de l'Évêque par l'Ordonnance d'Orleans, *art. 11.* & par le Concile de Trente, *ff. 16. ch. 4.* Ils doivent plier sous le poids de ces accablantes autorités, retourner à leur Évêque & lui dire avec humilité: Mon Pere j'ai peché contre le Ciel & contre vous, & je ne suis plus digne d'être appelé votre fils. C'est le moyen qui reste pour reunir les cœurs des peres avec leurs enfans, & rapeller les desobeissans à la prudence des justes pour preparer au Seigneur un Clergé parfait.

Fin de la troisième Partie.





QUATRIEME PARTIE.

De la dignité des Curés, de leur ministère & de leurs pouvoirs à commettre leurs fonctions & à faire administrer les Sacremens dans leurs Paroisses & ailleurs à leurs Paroissiens.

§. I. *Les Curés sont de droit divin Pasteurs propres & immediats de leurs Paroisses.*

LES Apôtres & les Disciples sont de l'institution immediate & du choix de Jesus-Christ. S. Marc & S. Luc l'assurent trop positivement pour en douter. *Et ascendens in montem vocavit ad se quos voluit ipse, & venerunt ad eum, & fecit ut essent duodecim cum illo, & ut mitteret eos, &c.* Marc. 3. 13. *Post hac autem designavit Dominus & alios septuaginta duos & misit illos.* Luc. 10. 1. L'on peut encore assurer qu'il ne paroît point par l'Evangile que le Sauveur avant sa Passion & sa Resurrection, & lorsqu'il étoit au milieu d'eux, ait appelé les Apôtres à des fonctions plus brillantes, & les Disciples à de moins éclatantes, & qu'il ait proposé aux uns & aux autres des regles différentes de conduite. Le même qui a donné mission aux Apôtres a également envoyé les Disciples avec des pouvoirs égaux d'annoncer le Royaume de Dieu, de chasser les demons & de guerir les malades. Toute la différence que je vois entr'eux, c'est que les Apôtres étoient plus assidus auprès du Sauveur, plus à portée de se nourrir de sa divine parole & entroient davantage dans les secrets de leur divin Maître. C'est un mystere qu'on nous dispensera de developper.

Mais c'est aux septante-deux Disciples que Jesus-Christ a dit, afin de donner de la dignité à leur ministère : *Qui vous écoute, m'écoute. & qui vous méprise, me méprise, & celui qui vous méprise, méprise celui qui m'a envoyé.* Ce furent aussi les septante-deux Disciples, qui pleins de reconnaissance des merveilles que Dieu operoit par eux, retournerent au Sauveur pour se rejouir avec lui de ce que son nom leur assujettissoit les demons & auxquels le Sauveur dit : *Et maintenant je vous donne le pouvoir de fouler aux pieds les serpents & les scorpions & toute la puissance de l'ennemi, & rien ne vous pourra nuire.* Jesus-Christ a-t'il plus donné aux Apôtres ?

La question presentement est de sçavoir, si les Apôtres & si les Disciples ont eu des successeurs & qui sont leurs successeurs. Le Concile de Trente, *sess.* 23. *cap.* 4. nous assure que les Evêques ont succédé aux Apôtres, & par conséquent à toutes leurs fonctions. *In Apostolorum locum successerunt* S. Cyprien & S. Jérôme, long-tems avant, avoient dit la même chose. *Apostolus vicarius*

ordinatione succedunt. S. Cypr. *Epist.* 69. Apud nos *Apostolorum locum Episcopi tenent.* S. Jerôm. *Epist. ad Marcellam.*

Il n'est pas moins certain que les 72. Disciples ont des successeurs. Le Concile de Neocesarée de l'an 315. *can. 13.* dit : " Que les Chorevêques qui paroissent établis à la forme & sur le modele des *septantes Disciples*, soient honorés comme Coministres, à cause du soin qu'ils prennent des pauvres.," Ce Concile suppose donc que les Curés de la campagne, car c'est d'eux dont il parle sous le nom de Chorevêques, l'Evêque avec ses Prêtres faisant alors toutes les fonctions curiales dans la ville, sont sur ce modele & veritables successeurs des Disciples.

L'ancien *Ordo Romanus. Ordin. de Concil.* une ancienne Ammonition synodale dans l'Appendix à Reginon de l'édition de M. Baluze, & le Pontifical Romain ancien & nouveau enseignent que les Prêtres ont été établis sur la forme des 72. Disciples. Nous apprenons la même chose du venerable Bede sur saint Luc, *ch. 10. v. 1.* de Theodulphe Evêque d'Orleans, aux Curés de son Diocèse, *Conc. Labb. 10. 7.* de Leon III. dans sa Lettre aux Evêques d'Allemagne & de France, parmi celles du grand S. Leon; de la glose ordinaire sur S. Luc *ch. 10.* de Riculfe Evêque de Soissons, dans ses Capitulaires, de l'an 889. *n. 1.* d'Hincmar Archevêque de Reims dans sa lettre au Pape Jean VIII. au nom du Roi Charles le Chauve, d'Hugue de S. Victor sur S. Luc, *liv. 4. c. 11.* du Maître des Sentences, *liv. 4. dist. 24. a. 9.* de Gratien au commencement de la distinction 21. qui paroît l'avoir pris de l'Epître supposée au Pape Anaclel, *ibid. c. 2.* de S. Thomas, *2. 2. q. 184. a. 6. ad 2. & q. 188. a. 4. ad 5. & 3. p. q. 67. a. 2. ad 2.* de saint Bonaventure sur S. Luc. *ch. 10.* de Gerson *de stat. Eccl. de statu Curatorum. confid. 1.* où ce Theologien enseigne (a) que l'état des Curés a succédé à celui des 72. Disciples de Jesus-Christ, qu'il est de l'institution de Jesus-Christ & dès le commencement de l'Eglise, & que les souverains Pontifes, les Conciles generaux & particuliers l'ont ainsi déclaré. Le même Gerson, *de Conf. Evang. & stat. Perf.* nous dit encore, que les Disciples auxquels les Curés ont succédé selon les gloses & les canons, ont été des *Hierarches ordinaires*, & qu'ils n'ont point reçu de S. Pierre, mais immediatement de Jesus-Christ la puissance d'*hierarchiser*, & que les Curés *hierarchisent* de droict divin & commun dans l'Eglise. (b) Cela est bien fort, & je ne pense pas que les Puissances puissent jamais prevaloir contre.

(a) Status Curatorum succedit statui LXX. discipulorum Christi... ac proinde status Curatorum est de institutione Christi... & Apostolorum suorum à principio foundationis Ecclesie, quæ institutio per declarationes summorum Pontificum & Synodorum tam generalium quam specialium magis ac magis innovavit. *Gerson de statib. Eccles. 4. de stat. Curat. confid. 1.*

(b) Status Curatorum sicut & Episcoporum est de primaria & ordinaria Christi institutione. Patet quia ipsi discipuli quibus succedunt Cu-

rati secundum glossas & canones fuerunt Ordinarii Hierarchæ & immediate à Christo missi & potestatem acceperunt, non à Petro sed à Christo. Sequitur ultra quod Curati Parochiales non habent ad Episcopos sicut Ballivi vel præpositi ad Regem vel Principem. Patet quoniam ipsi Curati habent ordinariam jurisdictionem, sive potestatem exercendi ea quæ juris sunt in subditos, sicut & discipuli quibus succedunt. Præpositi autem & Ballivi non habent nisi subdelegatam jurisdictionem non ordinariam. 2°. Si Curati non haberent ordinariam

L'Université de Paris dans une lettre circulaire adressée à tous les Prelats du Royaume, à l'occasion de la Bulle de Nicolas V. de l'an 1456. assure qu'il est incontestable... que les Curés comme Prelats inferieurs, ont succédé au ministère des Disciples.

Et Lancelot dans ses institutions du droit canonique, *lib. 1. tit. 21. c. 2.* que Jesus-Christ a institué le premier ordre dans les Apôtres, & le second ordre dans les 72. Disciples. (4)

Enfin Maldonat sur S. Luc, *ch. 10.* enseigne que c'est le sentiment commun, que les Evêques ont succédé aux Apôtres & les Prêtres aux 72. Disciples. S. Ignace Martyr fait plus, si nous en croyons Maldonat : Il met les Evêques en la place de Jesus-Christ, les Prestres en la place des Apôtres, & les Diacres en la place des Disciples. L'Auteur des Constitutions apostoliques fait encore davantage, selon le même interprete, car il nous dit que les Evêques tiennent la place de Dieu le Pere, les Prêtres la place de Jesus-Christ & les Diacres la place des Apôtres. (d) Et le Concile de Trente, *sess. 14. de Pœnit. can. 10.* décide que les Prêtres sont les Ministres de l'absolution. Et, *ibid. cap. 6.* que Jesus-Christ les a établis pour être ses Ministres. Et, *ibid. cap. 5.* que Jesus-Christ montant au ciel, a laissé les Prêtres en sa place pour être ses Vicaires, avec puissance de juger.

Mais de quelle manière qu'on regarde les Prêtres, soit comme successeurs des Disciples, soit comme tenant la place des Apôtres ou celle de Jesus-Christ, ils ont pour instituteur de leur ordre, & pour auteur de leur mission & de tous leurs pouvoirs le même Jesus-Christ qui a institué les Evêques, & qui ne paroît pas leur avoir donné des pouvoirs differens & de moindres fonctions.

jurisdictionem plusquam præpositi vel Ballivi Regum & Principum, tunc Episcopi possent pro libitu & mere gratis eos deponere absque culpa, sicut Principes de suis præpositis & Ballivis facere possunt. Consequens autem falsum est, quia secundum canones, Ecclesiam quam quis juste adeptus est non nisi pro gravi culpa coram Episcopo canonica severitate amittere debet. Item quia Curati de jure divino, & communi possunt opera hierarchica exercere, arguere, docere, prædicare, perficere, Sacramenta ministrare. Sequitur quod status Curatorum non est factitius, vel adventitius. Patet ex quo secundum prædicta est de primaria Christi institutione & ordinarius status. Ulterius sequitur quod sicut Papa non posset statum Episcoporum ab Ecclesia tollere, sic nec statum Curatorum. Patet quia in suis antecessoribus immediate à Christo missi sunt sicut & Episcopi in Apostolorum missione. Ultimo infero. Sicut summus pontifex non posset statum Curatorum abolere vel tollere, sic nec à Parochianis omnium Curatorum omnem debitam subjectionem tollere vel suspendere, ita ut in nullo eis subicerentur. Probatur, quia secundum

dum dicta, Curati à Christo in suis antecessoribus acceperunt auctoritatem vel potestatem, immo mandatum & præceptum hierarchiandi subditos suos. Ergo Christus eodem actu vel mandato instituit, ordinavit & præcepit quod ipsi subditi à Curatis hierarchisarentur, & ad eos venirent. Frustra enim daretur activa potestas hierarchiandi nisi pro passiva. *Gerſon de Consil. Evang. c. 6.*

(a) Non ineleganter Sacerdotes in duos ordines distributi esse videntur. Hæc enim discretio tam in veteri testamento... quam in novo ab ipso Christo quæ XII. Apostolos tanquam majores Sacerdotes, (septuaginta duos quasi in minores instituit. *Lancelot, lib. 1. tit. 21. c. 2.*

(b) Communis opinio est Episcopos Apostolicis, Presbyteros 72. discipulis successisse. Anacletus, Hieronimus & Beda. Alii Episcopos Christo, Presbyteros Apostolis, Diaconos 72. discipulis similes faciunt ut Ignatius. Fuerunt etiam qui dicerent Episcopos Dei Patris, Presbyteros Christi, Diaconos Apostolorum personam gerere. Clemens & Ignatius. Prima opinio verior. *Maldon. in Luc. 10.*

Ce que nous avons rapporté de Gerson en faveur des Curés ne lui étoit point particulier. La Faculté de Théologie de Paris soutenoit les mêmes choses l'an 1459. (*) contre Jean Gourel (a) l'an 1430. (*) contre Jean Sarazin (b) l'an 1483. (*) contre le frere Jean Ange (c) l'an 1516. contre Claude Couffin (d) & l'an 1664. les a soutenu contre Vernant (e) & ainsi pendant plus de 300. ans.

Pierre d'Ailli Evêque de Cambrai & Docteur de Paris, disoit des Curés: ils ont immédiatement reçu de Jesus-Christ leur puissance. (f) Et Jean Major,

[*] selon le calcul d'aujourd'hui: Autrement l'an 1408. 1429. 1481.

(a) Domini Curati sunt in Ecclesia minores Prelati, & Hierarchæ ex primaria institutione Christi, quibus compert ex statu jus prædicandi, jus confessionis audiendi. Decret. Facult. Theol. Paris. 2. Januarii. 1408.

(b) Ex textu Evangelii & doctrina Apostolorum habetur expresse Apostolis & Discipulis à Christo missis, auctoritatem jurisdictionis fuisse collatam. --- Dicere inferiorum Prelatorum potestatem jurisdictionis sive sint Episcopi, sive sint Curati, esse immediate à Deo evangelicæ & apostolicæ consonat Veritati. Decret. epist. 30. Martii 1429.

(c) Fratres Minores præsentati Episcopo & admissi, sunt proprii Sacerdotes & veri Curati, & melius quam Presbyteri parochiales, quia facultatem suam habent à summo Pontifice, & dicti Presbyteri ab ipso Episcopo duntaxat. --- Quidquid sit de prima parte, propter æquivocationem istius termini, Proprii: Dicit tamen Facultas, quod propositio in se & quoad omnes reliquas partes & probationem partis ultimæ in qua dicitur (ab Episcopo duntaxat) est scandalosa, in fide erronea, hierarchici ordinis destructiva & pro conservatione ejusdem ordinis publice revocanda & abjuranda. Ex censura Propos. F. Johannis Angel. 5. Feb. 1481.

(d) Les Freres Prêcheurs & Mineurs présentés à l'Evêque, soit admis ou non par ice-lui, sont les propres Prêtres & vrais Curés, & sont à préférer aux Curés paroissiaux; car ils ont leurs facultés & institutions du Pape par privilege, & les Curés l'ont par l'Evêque tant seulement. --- Qualificatio. Quidquid sit de prima parte propter æquivocationem hujus termini, proprii. Dicit tamen facultas, quod propositio in se & quoad omnes reliquas partes & probationem partis ultimæ in qua dicitur quod Curati Parochiales habent suam facultatem & potestatem ab Episcopo duntaxat est scandalosa, in fide erronea, ordinis hierarchici

destructiva & pro conservatione ejusdem ordinis publice revocanda, & abjuranda. Ex censura Propos. F. Claudii Cognati an. 1516.

(e) Extrait de la censure de la Faculté de Théologie de Paris du 24. & du 26. Mai 1664. des Propositions du Livre de Vernant. De Curati.

Pag. 44. J'ai voulu... montrer à l'Auteur du sermon supposé, & à son Traducteur, que les Curés ne sont pas immédiatement établis de Jesus-Christ.

Pag. 46. Il est faux que la Sainte Ecriture enseigne que l'état des Curés soit immédiatement de J. C. à cause qu'il n'a fait par lui-même qu'un seul Curé.

Pag. 47. Le Fils de Dieu n'a donc établi par lui-même qu'une seule Cure de toute l'Eglise.

Pag. 448. Au tems des SS. Apotres, les Prêtres ni les Diacres n'avoient aucune autorité ni aucune administration, mais elle appartenoit seulement aux Evêques, auxquels les ames étoient soumises.

Pag. 478. L'état des Curés n'est pas institué de J. C. immédiatement, mais d'un Pape.

Pag. 465. Voila mon cher lecteur, une image naïve de l'Eglise dans sa naissance & son accroissement. Dans ce tableau vous ne remarquerez aucun trait de la conduite de Mrs. les Curés, aucune autorité pour commander, aucune jurisdiction pour diriger les ames, aucun droit pour gouverner les peuples.

Censura. Hæc sex propositiones, quatenus asserunt vel inferunt potestatem jurisdictionis Curatorum non esse immediate à Christo quantum ad institutionem primariam, falsæ sunt & Decretis sacræ Facultatis contrariæ, salva semper immediata Episcoporum in Prelatos minores seu Curatos & plebem subditam auctoritate.

(f) Sicut Apostoli & Discipuli, sic Episcopi & Presbyteri Ecclesiæ Ministri, à Christo immediate potestatem Ecclesiasticam susceperunt tanquam ab eo qui solus est proprius

aussi Docteur de Paris, sollicitent que les Curés sont de droit divin comme le Pape & que leur état ne peut pas plus se détruire que le Souverain Pontificat. Notre Faculté, dit-il, a condamnée d'herésie, l'opinion contraire, soutenue par les Cardinaux de la Palus & de la Tour-brûlée. (a)

“ Les Curés, dit le Pere Bernard, dans son livre del'ordre de l'Eglise, selon “ S. Thomas *pag.* 51. gouvernent la portion du troupeau, que le souverain “ Pasteur leur a confié. „ Un aveu semblable du R. P. Bernard Capucin, d'ailleurs si déclaré contre les Curés, vaut seul une démonstration. “ O Cieux ! “ fremissez d'étonnement, pleurez portes du Ciel, soyez inconsolables, la “ Faculté moderne de Theologie de Paris, a fait deux maux, elle a abandonné “ une source d'eau vive, & s'est creusé des citernes entr'ouvertes, qui ne peuvent contenir l'eau. *serm.* 2. 12. „ Elle a condamné dans un Anonyme l'an 1737. ce que la Faculté ancienne a approuvé pendant plusieurs siècles, & elle a approuvé dans le Mandement de Sens du 1. Mai 1736. & dans le pere Bernard, ce que la Faculté ancienne traitoit d'herésie, dans deux fameux Cardinaux.

L'Evêque, nous le disons fort volontiers, est au-dessus de tous les Curés. Il est le Chef de l'Eglise de son Diocèse, le centre de l'unité, & il a sur les Curés une primauté d'autorité & de juridiction. Si on ne convenoit pas de ces vérités, on seroit schismatique; je puis même dire, herétique; mais on soutient une vérité catholique, quand on dit que l'état des Curés tire son autorité & sa juridiction de la même source que les Evêques, & que Jesus-Christ a donné immédiatement aux Curés leurs divins pouvoirs, dans la personne des disciples.

Il est vrai que c'est à l'Evêque comme au premier Pasteur proposé au gouvernement d'un Diocèse qu'il est ordonné premièrement de paître & de gouverner le troupeau & les agneaux & les brebis & les petits & les meres & les Pasteurs mêmes: Pasteurs à l'égard des peuples, & brebis à l'égard de l'Evêque, comme lui-même est brebis aussi à l'égard d'un autre.

Mais le Saint Esprit du propre aveu de l'Apôtre *Act.* 20. 28. est également l'auteur de la mission des Curés, puisque c'est lui qui les a établis pour gouverner l'Eglise; de-là vient qu'ils sont de droit divin & qu'ils tiennent de Dieu leur juridiction, ou, ce qui est la même chose, l'autorité nécessaire pour conduire dans la voye du salut les peuples dont ils sont chargés. Que ce pouvoir spirituel des Curés & des Evêques leur vienne de Dieu, médiatement ou immédiatement, & que l'Evêque soit supérieur au Curé de droit divin ou de droit ecclésiastique, question dont il ne s'agit point ici; le pouvoir est

maxime caput Ecclesiæ. *Petrus de Alliaco. de Eccl. & Cardinal. auctoritate concl.* 3.

(a) Et tam Episcopi quam Curati sunt ex institutione Christi ut Petrus. Præterea reliquos Apostolos Episcopos factos à Christo diximus, post resurrectionem, & per consequens tam Episcopi quam Curati sunt de jure divino, quemadmodum Romanus Pontifex,

nec aliquis purus homo potest illud jus & illas potestates tollere ab Ecclesia, plus quam summum Pontificatum, licet Petrus Paludanus & de Tutre cremata teneant oppositum. Sed hoc quod ipsi tenent censuit in fide hæresim Facultas nostra, & hoc idem aliis rationibus munivimus. *Jean. Major disp. de stat. & potest. Eccl. apud Gratianum* 10. 2. p. 1130.

incontestablement divin en eux, dans son principe & dans sa distribution.

Le district d'une Paroisse, de même que celui d'un Diocèse, est d'institution ecclésiastique, par rapport à l'étendue des lieux où l'Evêque & le Curé peuvent exercer leur juridiction & leur ministère. Ce district peut être nouveau & d'une institution récente, & comme celui-ci doit son érection au Pape ou à quelqu'autre, celle-là la doit à l'Evêque ou à d'autres. Les Curés peuvent se voir obligés par des loix purement ecclésiastiques ou civiles, de prendre de l'Evêque une attestation juridique de leur idoneité & capacité ou le *visu* de l'Evêque, comme l'Evêque, en conséquence des concordats entre les souverains Pontifes & nos Rois, prend des Bulles dans le consistoire de Rome & prenoit autrefois ses lettres ou du Concile ou de l'Archevêque de sa Province, & à la manière que le Pape faisoit autrefois confirmer son élection par les Empereurs, sans que le Pape, l'Evêque, ni le Curé doivent à un homme leur établissement, leur mission & leurs pouvoirs, dans le rang où la divine providence trouve à propos de les placer.

" Dans le choix qu'on fait d'un Evêque, dit le Pere Bernard, pag. 70. de son livre de *l'ordre de l'Eglise*, l'élection vient des hommes & le pouvoir vient de Dieu. De même dans le choix qu'on fait d'un ecclésiastique pour une Cure, la nomination vient des hommes, & la juridiction vient de Dieu. (a)

C'est donc Jesus-Christ qui envoie le Pape & l'Evêque: Celui-là dans l'Eglise de Rome, par l'élection des Cardinaux, autrefois par celle des Curés, du reste du Clergé & du peuple de Rome, & dans un tems par le seul choix de l'Empereur. Celui-ci dans son Diocèse par le ministère du Pape & du Roi en France, ailleurs d'une autre façon, & autrefois par le ministère des Evêques de sa Province, ou des fideles assemblés qui en faisoient le choix. De même le Curé vient dans sa Paroisse par le ministère de l'Evêque, autrefois par d'autres, mais tous ont reçu de Dieu l'ordre de paître le troupeau ou la partie du troupeau qu'il leur a confié. Il n'y a point à discerner, il donne tous les Pasteurs à son Eglise, ceux du premier ordre, ceux du second; dans sa miséricorde & selon son cœur, les bons Evêques & les Curés zelés qui vous nourrissent de science & de doctrine. *Jerem. 3. 15.* Et dans sa colere les Evêques & les Curés negligens qui ne visitent point les brebis, qui ne cherchent point les agneaux qui ne guerissent point, qui ne nourrissent point, mais qui mangent la chair des plus gras & qui leur rompent la corne des pieds; c'est-à-dire qui les mettent hors d'état de recourir à d'autres. *Ecc. ego suscitabo Pastorem in terra qui derelicta non visitabis, dispersum non queret, &c.* Zachar. 11. 16. c'est une vérité qui fait trembler; Dieu dans sa colere donne de mauvais Pasteurs.

Mais l'on ne peut disconvenir que les Evêques sont plus proprement les propres Evêques de leurs Diocèses que le Pape, quoique Jesus-Christ ait dit à celui-ci dans la personne de S. Pierre: *Paissez mes agneaux, paissez mes brebis*, parcequ'autrement ils ne seroient point de vrais Pasteurs, mais de simples Vicaires du Pape, ce qui est absurde & inoui dans l'antiquité, & contraire

(a) Ce Pere est variable dans ses principes & parle tout autrement ailleurs.

à l'Ecriture où l'on voit Saul & Barnabé envoyés par d'autres que par Pierre, & Pierre lui-même avec Jean envoyés à Samarie par les autres Apôtres.

En quelque part qu'un Evêque ait son Siege, dit S. Jérôme, soit à Rome ou à Eugubio, soit à Constantinople ou à Rhegio, soit à Alexandrie ou à Tanis, il a les mêmes pouvoirs, il a le même sacerdoce, parceque les richesses ou la pauvreté d'une Eglise, la grandeur ou la petitesse d'une Ville, ne font point un grand ou un petit Evêque, tous ayant succédé aux Apôtres. *Ubiunque fuerit Episcopus, sive Eugubii, sive Constantinopoli, sive Regii, Alexandria, sive Tanis ejusdem meriti, ejusdem est Sacerdotii. Potentia divitiarum & paupertatis humilitas sublimiorem vel inferiorem Episcopum non facit. Ceterum omnes Apostolorum successores sunt. S. Hieron. epist. ad Evag.*

Il en est de même des Curés, ils sont plus proprement les propres Pasteurs de leurs Paroisses que l'Evêque, & tous les Curés soit qu'ils soient établis dans une grande Ville ou dans un hameau, à portion congrue ou avec 20000 liv. de revenu, sont égaux, l'un n'étant pas plus que l'autre successeur des 70. Disciples. Le soin des âmes, dit le Concile d'Arles de l'an 1275. c. 21. est spécialement & principalement confié aux Curés. *Parochialibus Presbyteris Curam animarum habentibus specialiter & præcipue commissæ est cura animarum.* C'est Dieu, disent les statuts Synodaux de Limoges de l'an 1619. par M. de la Marthonie, renouvellés l'an 1678. par M. d'Urfé ch. 21. qui les leur a commises. C'est Jesus Christ, dit M. Pavillon Evêque d'Alet, *stat. de l'an 1674. tit. 2.* C'est Dieu, dit Mr. de Barillon Evêq. de Luçon, *Mandem. 4. Mai 1674. pour le Synode*, qui les leur a confiés. Ce n'est donc pas l'Evêque? C'est par l'ordre de Dieu, annonçoit M. Arnaud Evêque d'Angers dans sa lettre Pastorale du 8. Février 1655. *que les Curés sont établis.* Les voilà donc de droit divin, selon cet Evêque d'Angers. *C'est par son ordre qu'ils sont vos Pasteurs; c'est par son ordre qu'ils lui doivent rendre compte de vos âmes.* Dieu leur a commis le salut des âmes; c'est ce que reconnoit aussi Mr. de la Baume Evêque de Nantes dans ses statuts de l'an 1671. *art. 14.* & de même M. de Beauvau son successeur dans ses statuts de 1682. *ch. 1. n. 1.* Le S. Esprit a appelé les Curés à la direction des âmes. *Statuts de Nantes 1642. ch. 1.* & ils doivent instruire les peuples que le souverain Pasteur a confiés à leurs soins. *Statuts de Quimper 1710. art. 31.*

Les Curés, dit Mr. Habert, sont d'institution divine, & obligés de droit divin de paître les brebis qui leur sont confiées. *Parochi sunt institutionis divina & jure divino pascere debent oves.* Habert de Penit. c. 6. q. 6. Les Curés, disent Alexandre d'Halez & S. Bonaventure, sont proprement & plus proprement les propres Prestres, parcequ'ils administrent les Sacrements, & que le soin des Paroissiens leur est spécialement confié. Ils sont, selon Suarez, d'une manière spéciale & d'office Juges immediats pour leurs Paroissiens au tribunal de la Penitence, ou comme l'auteur de l'autorité épiscopale défendû contre les Religieux Mandians du Diocèse d'Angers *pag. 602.* & le Docteur Gamache *in 3. p. D. Th. de Penit. c. 19.* l'assurent, le Curé est le propre Prestre, le Pasteur spécial & particulier qui a une juridiction immédiate & prochaine sur le peuple qui lui est soumis, lequel le rend Vicaire, non de son Evêque, comme Mrs. Languet, Archevêque de Sens, de Salcon Evêque de Rhodéz & un petit nombre

d'autres modernes le publient dans leurs Mandemens & leurs écrits, mais le Vicaire & le Lieutenant de Dieu, comme le dit le Rituel de Reims de l'an 1533. &c.

Cependant le Pere Bernard pag. 63. ose bien dire que *l'état des Curés n'est sûrement pas supérieur... à celui des Archidiaques*. Je le renvoie à S. Jérôme, afin qu'il l'instruise & lui apprenne la différence qu'il y a à faire d'un Prêtre & d'un Diacre.

Le Curé, l'Evêque & le Pape, selon S. Thomas, sont immédiats sur le même peuple avec puissance chacun de commettre à d'autres ce qui est de sa juridiction. *Quod duo, quorum unus alio principalior est, super eandem plebem constituuntur, non est inconveniens & secundum hoc super eandem plebem immediate sunt & Sacerdos Parochialis & Episcopus & Papa, & quilibet eorum potest ea quæ sunt jurisdictionis ad ipsum pertinentia alteri committere.* S. Th. suppl. q. 8. a. 5. ad 3. Voilà ce que dit S. Thomas, mais la partialité du P. Bernard liv. de l'Ordre de l'Eglise selon S. Thomas pag. 65. lui a fait alleguer une partie des paroles du saint Docteur, & obmettre le reste, afin de ne pas apprendre au public que S. Thomas a reconnu une juridiction immediate dans les Curés, & qu'ils la peuvent commettre, & que le Pape & l'Evêque ne commettent dans les Paroisses, que ce que le droit & la coutume leur réservent, sans entreprendre sur ce qui est de la juridiction d'un autre, & qu'il lui appartient de commettre. *Et quilibet eorum potest ea quæ sunt jurisdictionis ad ipsum pertinentia alteri committere.* Chacun d'eux commet uniquement, ce qui est de sa juridiction selon S. Thomas.

Il n'y a point de Curé qui ne se fasse honneur de voir dans sa Paroisse, l'Evêque administrer extraordinairement quelque Sacrement & qui ne plie sous l'autorité épiscopale dans les cas de devolution & de droit. Mais si l'Evêque en fait coutume & veut les administrer tous & en toutes rencontres, & les faire administrer par d'autres, où est le Curé disposé à souffrir l'ancantissement d'une juridiction qu'il tient de Jesus-Christ, selon le Cardinal Pierre d'Ailli, Gerson, Jean Major & les anciens Theologiens de Paris? Il n'y a point de Concile ni de Parlement, si la plainte lui en est portée, qui ne juge que c'est un trouble fait au Pasteur ordinaire, qui ne dise avec le Cardinal Charles de Lorraine dans le Concile de Reims de l'an 1564. qu'un Evêque qui en agit ainsi, hors le cas de droit, met sa faux dans la moisson d'autrui, & qui ne condamne sans hesiter la conduite d'un tel Evêque, comme irreguliere & abusive.

“ Le ministère sacré, douze fameux Avocats viennent de l'établir avec beau-
 “ coup de raison dans une consultation reponduë le 2. Août 1739. pag. 13.
 “ n'est point aux Pasteurs, il est à la Religion & à l'Eglise immédiatement
 “ soumise à leur conduite. Les Pasteurs ne sont pas libres de se laisser enlever
 “ leurs fonctions, & quand ils sont menacés d'en perdre l'exercice en haine
 “ de la verité, & à l'occasion de leur résistance à l'erreur. Ce seroit une lâcheté
 “ & une espece de prevarication de leur part de s'en dépouiller sans prendre
 “ les voyes que les canons de l'Eglise ou les loix de l'Estat leurs ouvrent pour
 “ en conserver la possession ou la revendiquer.,,

Et pag. 23. "La Justice ne souffrira jamais qu'un Evêque fasse perdre à un nombre de Curés leurs fonctions & leur état sans autre raison, sinon que telle est sa volonté. Quelque grande, quelque respectable que soit sa puissance, on ne sauroit trop le dire, elle n'est point arbitraire. L'autorité épiscopale a ses loix & ses règles; elle ne peut ni se doit déployer que conformément aux saints canons, & quand elle s'en écarte, la puissance royale, protectrice de ces mêmes canons, est en état de l'arrêter & de la reprimer."

Car soutenir avec le Pere Bernard pag. 72. que le Curé depend de son Evêque pour l'exercice de son pouvoir, c'est un pur paradoxe qu'on ne sauroit prouver par S. Thomas 2. 2. q. 39. a. 3. in Corp. ainsi que le Reverend Pere ose l'avancer, que l'on ne peut accorder avec une juridiction que ce Theologien *deux* pag. plus haut dit venir de Dieu aux Curés. Il est encore plus paradoxe & plus faux, pour ne pas dire temeraire & erroné, contre les décisions des anciens Theologiens de Paris, l'Edit de 1695. & contre l'usage de l'Eglise du Royaume de soutenir avec ce Capucin pag. 158. qu'un Curé seroit également dans le cas d'impuissance pour sa Paroisse, si la même signification d'interdit, de suspension ou de revocation de pouvoirs qu'on peut signifier à un simple Prestre, lui étoit signifiée de la part de l'Evêque.

S. Paul dans sa premiere aux Corinthiens *ib.* 1. rend grâces à Dieu de ce qu'il n'a baptisé aucun d'eux, hors Crispe & Caius & ceux de la famille de Stephanas, parce que Jesus-Christ, dit-il, ne m'a pas envoyé pour baptiser, mais pour prêcher l'Evangile. Et nous voyons le College entier des Apôtres, *Act.* 6. abandonner toutes les autres fonctions, afin de s'appliquer entierement à la priere & à la dispensation de la parole. *Nos vero orationi & ministerio verbi instantes erimus.*

A la bonne heure que le grand Prêtre Onias étende les mains & prie pour tout le peuple, que l'Evêque dans l'Eglise cathedrale offre souvent le saint Sacrifice pour le salut de son Eglise, qu'à la tête de son Chapitre, il lui donne un exemple d'assiduité aux Offices, & que dans l'interieur de sa maison, il repande continuellement son cœur devant Dieu, pour en attirer les misericordes sur le Diocèse. Qu'il occupe pendant le cours de l'année, la chaire de la Cathedrale, comme il le doit selon le Concile de Trente, qu'il préche au Synode & dans les visites du Diocèse, les Curés ne le lui enoient pas. C'est l'emploi d'un successeur des Apôtres, de prêcher & de prier, mais lui convient-il de pretendre faire, ou de faire exercer par des subalternes, des fonctions que les Apôtres ont abandonnées à d'autres dès le commencement, & que Jesus-Christ & son Eglise ont confiées aux Curés?

Le Prêtre Jeremie l'un des Prêtres qui demeuroient à Anathot, est le véritable ami de ses freres & du peuple d'Israël, il prie beaucoup pour ce peuple & pour toute la Ville sainte, c'est lui qui étend la main & qui donne à Judas Machabée une épée d'or en lui disant: Prenez cette épée sainte comme un presépe que Dieu vous fait, avec elle vous renverserez les ennemis, 2. *Mach.* 15. le grand Prêtre Onias ne fait rien de semblable. Dieu ne nous apprend-t'il point par cet exemple qu'il fait souvent les plus grandes choses pour le salut de l'Eglise & de l'Etat, par le ministère d'un Prêtre plutôt que par le ministère d'un Evêque.

Le Concile de Trente permet aux Evêques en qualité de délégués du saint Siege, d'établir des Paroisses, de mettre des Vicaires dans les Paroisses, dont les Curés sont ignorans & de contraindre les Curés de tenir auprès d'eux, un nombre suffisant de Prêtres pour l'administration des Sacrements. La Déclaration du 29. Janvier de l'an... pour les portions congrues permet aussi aux Evêques, quand les titulaires des Cures se trouvent interdits, de commettre des Prêtres pour les desservir. Mais hors ces cas, le Curé, parcequ'il est Curé & avec mission de Jesus-Christ se choisit son Vicaire & le congedie comme bon lui semble: ainsi jugé, par Arrêt du Parlement de Bretagne, à l'audience de Tournelle le 9. Novembre 1705. au profit du sieur Yven Recteur de la Paroisse de Dirinon en l'Evêché de Quimper, contre le sieur Kermabon Prêtre, intimé, & le Promoteur de Quimper, intimé & pris à partie. Et par Arrêt d'audience du 2. Septembre 1652. desdenses ont été faites par le même Parlement, à Messieurs les Evêques de donner lettres *de Regendo* ou de Cure; la Cour ayant estimé que cela doit dépendre du Recteur. Il paroît inutile d'apporter ici des exemples de pareils jugemens, rendus dans les autres Parlemens du Royaume, chacun sçait qu'il sont communs.

Ces dispositions bien contraires aux paradoxes du pere Bernard pag. 71. & 73. & de quelques Evêques, sont conformes à l'Ordonnance de Blois, qui attribue aux Curés l'institution de leurs Vicaires, & à la coutume qui reconnoît pour Vicaires capables de rapporter un testament, seulement ceux que le Curé a institué. C'est que l'on croit depuis long-tems à la Cour, dans les Parlemens & dans les Universités du Royaume que les Curés sont de droit divin les Pasteurs immediats de leurs Paroisses, avec juridiction ordinaire, dont ils sont exercice de droit divin & commun, & qu'on ne peut les y troubler, sans troubler l'ordre établi de Dieu.

§. II. Les Curés sont ordinaires dans leurs Paroisses.

La qualité d'Ordinaire, son nom & ses emplois sont inconnus dans le premier gouvernement de l'Eglise, l'Ecriture, les anciens Conciles & les saints Peres n'en parlent point, & l'on ne trouve aucun ancien Auteur qui ait dit d'un Evêque ou de quelque autre dignité ecclésiastique qu'il étoit ordinaire, la raison la plus plausible qu'on en peut rendre, c'est que dans les premiers siècles de l'Eglise, tous les Prêtres avoient seance dans le même Tribunal que l'Evêque & jugeoient avec lui, toutes les causes ecclésiastiques, (*) & gou-

(*) Qui mos est caesarum civilium, iidem in negotiis ecclesiarum afficiis obtinendi sunt, ut si qua sunt ex quibusdam dissensionibus, levibusque delictis ad religionis observantiam pertinentia, locis suis & à suis diocesanos Synodis audiantur, exceptis, quæ actio criminalis ab Ordinariis, extraordinariisque iudicibus, aut in iustis potestatibus audientia confituit. Leg. 23. Qui mos. Cod. Theod. lib. 16. tit.

1. leg. 23. Et est Imppp. Valentis, Gratiani & Valentiniani.

Interpretatio. * Quoties ex quolibet re ad religionem pertinens, inter Clericos fuerit nata contentio, id specialiter observetur, ut convocatis ab Episcopo diocesanis Presbyteris, quæ in contentione venerint iudicio terminentur. Sane si quid opponitur criminale, ad notitiam iudicis in civitate qua agitur deducatur ut ipsius

vernoient l'Eglise en commun. Il faut donc chercher ailleurs l'origine d'un titre qu'on donne aujourd'hui à plusieurs dans l'Eglise.

Nous apprenons de l'Etat civil de l'Empire d'Orient & de quelques Auteurs latins, qu'il y avoit des hommes avec rang dans la Milice & dans la Robe que l'on appelloit ordinaires, & c'est de là probablement que le titre d'ordinaire est passé dans l'Eglise, mais quand on le regarde dans son principe, ou du côté de la milice Romaine ou de celui de la Robe, la distinction qu'il donne dans ces deux Etats n'est point assurément si grande que les Evêques doivent l'envier aux Curés.

Un ordinaire dans les troupes Romaines conduisoit les premiers rangs & combattoit à la tête de l'armée. Cinq Officiers appellés ordinaires conduisoient une cohorte composée de mille soldats, avec subordination de l'un à l'autre. Mais ces ordinaires se reconnoissoient inférieurs au Prefet de legion, au second & au premier Tribun, au Lieutenant de l'armée, au Maître de la milice, au Consul, à l'Empereur. Le premier ordinaire de la premiere cohorte, n'avoit donc ainsi, que le huitieme rang dans les armées. (a)

Le titre d'Ordinaire considéré du côté de la Magistrature, nous designe un Magistrat qui à raison de son emploi a tribunal & territoire, où il exerce l'autorité de juger sans être delegué d'un autre Juge, son autorité lui venant du Prince immédiatement, mais l'on appelle de ses sentences à un Juge supérieur. Le Droit civil donne au Magistrat que l'on appelloit ordinaire, le nom de President & de Clarissime, mais ce juge dit ordinaire, étoit au-dessous des Prefets du Pretoire, des Juges Proconsuls, des Comtes, & de tous ceux que le Code & les Nouvelles, &c. appellent *amplissimes, illustres & spectables*. L'ordinaire avoit cet avantage que le Prefet du Pretoire ou le premier Magistrat ne le pouvoit destituer ni punir parcequ'il tenoit son autorité de l'Empereur. Le Prefet pouvoit seulement informer de la conduite & des excès d'un ordinaire & en faire son rapport au Conseil privé du Prince à qui seul il appartenoit de le juger, de le destituer, de le punir. (b)

De quelque maniere donc que nous considerions les ordinaires soit d'épée,

sententia vindicetur quod probatur criminaliter commissum. — * Interpretatio est Aniani Jurisconsulti incuncte sæculo sexto.

(a) *Ordinarii* dicuntur qui in prælio præfunt & primos ordines ducunt. Augustales appellantur qui ab Augustis *Ordinarii* juncti sunt. *Vegetius* de re militari, lib. 2. c. 7.

Vetus autem consuetudo tenuit ut ex primo Principe Legionis, promoveretur Centurio Primipili, qui non solum Aquilæ præerat verum etiam quarum Centurias id est CCC milites in prima acie gubernabat. Hic tanquam caput, totius Legionis merita consequeretur & commoda. Item primus Hastatus duas Centurias id est CC homines ducebat in acie secunda, quem nunc Ducentarium vocant. Principes autem primæ Cohortis Centuriam & Se-

mis, hoc est C. & S. homines gubernabat. Ad quem prope omnia quæ in Legione ordinanda sunt pertinent. Item secundus Hastatus Centuriam & Semis id est C. L. milites gubernabat. Triarius prior C. homines regebat, sic X. Centuriæ Cohortis primæ à quinque *Ordinariis* regebantur quibus magnæ utilitates & magnus honor est à veteribus constitutus. *Vegetius*, ibid. c. 8. — In primâ acie dimicantes, Principes vocabantur, hoc est *Ordinarii*, cæterique principales. *Ibidem*, c. 15. *Ordinarii* dicuntur qui in prælio primos Ordines ducunt. *Modestus de vocab. Rei militaris*.

(b) Lege commentaria G. Pancirli in notitiam Imperii Orientis, cap. 157. édit. 1625. pag. 250. Ibi de Magistratib. qui vocantur *Ordinarii*.

soit de robe, il est constant qu'ils ne tenoient point le premier rang dans les armées ni dans la Republique, & que la qualité d'ordinaire regardée par cet endroit, ne convient point aux Evêques que l'on sçait tenir le premier rang dans l'Eglise. Un Evêque donc qui à l'exemple du Pape que par honneur on n'appelle point *ordinaire*, laisseroit ce titre à d'autres, ne perdroit pas beaucoup, ou pour mieux dire ne perdroit rien. En un mot, il ne leur convient pas, & il est certain que les Evêques ne prenoient point autrefois la qualité d'ordinaires. Ils la prennent depuis quelques siècles, & c'est seulement depuis que la Cour de Rome a dit les Papes, Monarques de l'Eglise, & qu'elle a regardé les Evêques comme recevant d'eux la mission & l'autorité. Par ce mot l'*Ordinaire*, quoiqu'il fasse distinction dans l'Eglise, marque cependant une dependance, une sujétion, une inferiorité, un homme dont le tribunal ressort à un autre tribunal capable de reformer ses sentences. Cela n'allie gueres avec la grandeur où l'on élève aujourd'hui l'Episcopat. Mais ce titre l'Ordinaire convient parfaitement aux Curés, qui chefs & juges à tribunal dans l'Ordre ecclesiastique spirituel, se reconnoissent inferieurs aux *amplissimes*, aux *illustres*, aux *spectables*, tels sont les Evêques dans l'Eglise, mais les amplissimes, les illustres, les spectables ne se disoient point ordinaires, le rang qu'ils tenoient dans l'Empire les mettoit beaucoup au-dessus.

Les Curés sont veritablement ordinaires, & dans l'origine ce nom leur appartient. Car si l'on regarde l'Eglise comme une armée rangée en bataille, ce ne sont point les Curés qui commandent cette armée terrible au Prince des Puissances de l'air, mais leur gloire comme elle l'étoit des ordinaires dans les armées Romaines est de combattre aux premiers rangs des bataillons du Dieu des armées, & d'animer par leur exemple le peloton des fideles qu'ils commandent. Que si l'on considere l'Eglise comme Royaume, & faisant le Royaume des cieux sur la terre, les Curés ne tiennent point dans ce Royaume le rang des amplissimes, des illustres & des spectables, ni des autres grands juges de Rome, mais placés sur le chandelier de l'Eglise pour éclairer la maison de Dieu, ils tiennent le rang des *clarissimes*, ou des juges ordinaires établis directement par le Prince dans les moindres districts, & desquels les sentences portées par appel au tribunal superieur des amplissimes pouvoient être cassées & reformées, mais personne ne touchoit à leur état, que l'Empereur & son Conseil, sur la delation & les informations du Prefet du Pretoire.

Le Concile de Trente designe souvent les Evêques par le titre d'ordinaires, qu'il leur donne, c'étoit déjà l'usage auquel il s'accommode & auquel les Cardinaux Legats Presidens du Concile furent ravis de se conformer, parce qu'il est un signe de la dependance des Evêques & de leur inferiorité aux amplissimes, aux illustres & aux spectables Cardinaux de la Cour Romaine. L'on ne remarque pas que le Concile ait designé clairement les Curés sous le nom d'ordinaires, mais ils n'en sont pas moins ordinaires dans leurs Paroisses, & c'est une nouveauté aussi ridicule qu'elle est fautive, de le contester.

(a) Richard Archevêque d'Armach dans son *Defensivum Catholicum*. l'an

(a) Voyez ci-dessus, §. 20. le texte de l'Archevêque d'Armach.

1357. en présence du Pape & du Consistoire désigne plus d'une fois les Curés, par ce mot les *ordinaires*, & par-là nous a appris qu'il est fort nouveau de qualifier d'*ordinaire* les Evêques.

Les Theologiens & les Canonistes qui ont écrit avant & depuis le Concile de Trente, reconnoissent communément que les Curés ont juridiction ordinaire dans leurs Paroisses, & qu'ils la deleguent pour juger au for de la Penitence, ceux qui leur sont sujets & leur administrer les Sacrements qui sont de la compétence d'un Curé. L'on a conclu de ce commun accord que les Curés quant au for Penitentiel & aux Sacrements qu'ils peuvent administrer, sont les Pasteurs ordinaires de leurs paroissiens, non-seulement sur leur territoire, mais par-tout où ils le trouvent, quand il s'agit de les confesser.

Le Compilateur des Decretales (S. Raimond de Pennafort) *cap. 3. de offic. jud. ordin.* donne dans son sommaire, le nom d'*ordinaire* au Curé de St. Pancrace de Florence. *Si ordinarius subiectus Episcopo*, &c. Et Alexandre III. auteur de ce chapitre lui donne la qualité de Prelat, avec défense à l'Evêque de Florence d'annuler la sentence que ce Curé ordinaire & prelat dans sa Paroisse, avoit portée contre quelques-uns de ses paroissiens. La glose sur ce chapitre, reconnoît que les Curés sont juges ordinaires, *sunt iudices ordinarii*. Innocent dit la même chose sur le même chapitre: *Possunt enim Plebani cognoscere de causis & sunt iudices ordinarii*. Le Cardinal d'Ostie enseigne que personne, le Pape excepté, ne peut faire ordinaire, si ce n'est par consequence, comme quand l'Evêque qui a la collation d'un benefice à charge d'ame, ou autrement à juridiction ordinaire le presente, son presenté devient ordinaire par une consequence de droit. *Nullus alius, (præter Papam) potest constituere ordinarium, in Auth. de Mand. Princip. col. 3. in fin. nisi per consequentiam, ut puta si ad Episcopum pertinet collatio beneficii, quod habet Curam animarum annexam vel alias jurisdictionem ordinariam, nam collatione facta, per consequens ordinarius constituitur est.*

Les Disciples auxquels, dit Gerfon, les Curés succedent, ont été Hierarques ordinaires. *Discipuli quibus succedunt Curati, secundum glossas & Canones fuerunt ordinarii Hierarcha*. Gerf. de consil. Evang. Chopin dans son Monasticon, *lib. 2. tit. 1. n. 31.* par le mot de Pasteur ordinaire, entend un Curé. Zipée Jurisconsulte Flamand dans ses *Annal. du droit Pontific. tit. de suppl. neglig. Prælati*, donne aux Cures la qualité d'ordinaire. François Leon Evêque en Italie, dans son Threfor du for ecclesiastique, édit. de Rome, *pag. 142. col. 2.* reconnoît que l'on peut donner le nom d'ordinaire aux Curés dans leurs Paroisses, mais qu'ils ne sont pas les ordinaires dont le Concile de Trente a parlé, *sess. 24. de reformation. c. 20.* ainsi que la Congregation des Cardinaux l'a répondu. *Concilium tribuens ordinarius locorum in prima instantia cognitionem causarum ad forum ecclesiasticum pertinentium de Episcopis & exemptis Episcopalem jurisdictionem habentibus, tantum d'crevit, non autem de Prælati inferioribus qui sub sunt Episcopis, veluti de Archiepiscopis, Plebanis, & aliis inferioribus, qui etiam in eorum beneficiis ordinarii dici possunt ut in dicto capite, de quibus Concilium non egi ut declaravit sacra Congregatio.*

Le père Bagot Jesuite dans sa Défense du droit épiscopal, *tit. 1. ch. 16.* enseigne également que " Tout Prêtre qui a juridiction prochaine & immé-

diat sur le pénitent, est son propre Prêtre, ou ordinaire & tels, ajoute ce Theologien, sont le Pape, l'Evêque, le Curé & leurs députés. André Viétorel si connu par ses notes sur Tolet, Emmanuel Sa, &c. dit la même chose. (a)

Le pere Bauni dit aussi, que les Curés ont la juridiction ordinaire quant au Sacrement de Penitence; qu'ils sont à cet égard les ordinaires de leurs paroissiens & leurs Pasteurs ordinaires, avec pouvoir de les faire absoudre par quelque Prêtre que ce soit approuvé de l'Evêque. *Dico 3^o. Parochos item ea potestate praeditos esse & proinde esse ordinarios suarum Parochianorum, quos cum est necesse, committere possunt absolvendos approbato alicui. Habetur in Trid. sess. 23. c. 15. & 16. q. 1. can. Quicumque de Pœnit. cap. Omnis utriusque sexus. Et probatur quia sunt ordinarii Pastores eorum qui sunt in Parochia cui praesunt, &c. Bauni de Pœnit. q. 5.*

Le même Theologien dans un autre endroit, de Pœnit. q. 4. nous assure encore, que le Curé, quant à ses Paroissiens est ordinaire. *Parochus respectu suorum Parochianorum est ordinarius.*

Et Maldonat, de Pœnit. c. 7. que le Curé est proprement l'ordinaire de sa Paroisse. *Ordinarius dicitur proprie, Parochianus.*

De Marandé dans son Theologien François, de la Pœnit. liv. 4. trait. 7. dis. 1. du Ministre de la Conf. dit que l'Evêque & le Curé ont la juridiction ordinaire, & que de là vient qu'on les appelle ordinaires.

De Marinis Archevêque d'Avignon dans un ouvrage dédié au Pape Clement IX. donne le nom d'ordinaire au propre Prestre, & sous ce nom il comprend le Pape, l'Evêque & les Curés à l'égard des seculiers. *Nomine proprii Sacerdotis intelligimus ordinarium, cui scilicet ex proprio officio & jurisdictione cura incumbit animarum; & est index in foro Pœnitentiae, in quo legitimo sensu invenimus cujusvisque secularis Christiani, proprios Sacerdotes, scilicet Romanum Pontificem, qui est totius Ecclesiae Episcopus, Episcopum in suo Episcopatu, & Parochum in sua parochia. Dicendum igitur est, quod necessarium est confessioni Sacramentali, ita ut hoc ad illius essentiam pertineat, ut fiat proprio Sacerdoti, aut cui ipse commiserit. De Marinis, in 3. part. 5. ström. de Sac. Pœnit. q. 2. c. 3.*

Le pere Bernard d'Arras, Capucin, qui certainement n'est pas suspect de donner trop à Messieurs les Curés, vient d'assurer dans son livre de l'Ordre de l'Eglise, pag. 20. que S. Thomas, 2. 2. q. 188. a. 4. ad 2. 4. & 5. donne aux Curés la qualité de Pasteur ordinaire. Le bon pere Bernard ne s'est pas trompé ici, comme il lui arrive fort souvent dans ses livres de l'Ordre de l'Eglise & du ministère de l'absolution, quand il cite S. Thomas; mais il se trompe tout-à-fait quand il traduit ces mots de S. Thomas, *Praelatos ordinarios*, par ceux de Pasteur ordinaire, lorsque dans le sens de S. Thomas (b) ils s'entendent des Evê-

(a) Voyez le texte de Viétorel, sup. part. 3. §. 4.

(b) Religiones instituuntur ad praedicandum & confessiones audiendum, non quidem auctoritate propria, sed auctoritate Praelatorum superiorum & inferiorum, ad quos ex officio pertinet. S. Thomas, 2. 2. q. 188. a. 4. ad 2.

Ad tertium dicendum, quod à Praelatis non conceditur talibus religiosis, ut quilibet indifferenter possit praedicare vel confessiones audire sed... secundum taxationem ipsorum Praelatorum. Ibid. ad 3.

Ad quartum dicendum quod plebs fidelis non tenetur ex debito juris ad sumptus ministrandos, nisi Ordinariis Praelatis. Ibid. ad 4.

ques & des Curés Prelats ordinaires, S. Thomas ne s'étant point servi de ce mot l'Ordinaire pour designer le seul Evêque. Le pere Bernard est encore en faute de n'avoir remarqué, *pag.* 130. que quand il n'a pu reculer davantage, que le saint Docteur à l'article cité, enseigne que les Religieux ne prêchent & ne confessent que par l'autorité des grands & des moindres Prelats (saint Thomas les met ensemble) c'est-à-dire des Evêques & des Curés qui par office, étant chargés de ces emplois, y associent les Religieux, selon les besoins, quand il leur plaît & à la maniere qu'il leur plaît.

Il faut faire justice au Pere Bernard, il a plus dit que moi dans un autre endroit sur le mot, *ordinaire*, & il lui donne une étendue que le droit ne donne pas, & personne jusqu'ici ne lui en a fait aucun reproche, & apparemment ne lui en fera point. "Ce mot, *propre Prêtre*, dit le Pere *pag.* 122. est attribué " par S. Thomas au Pape, à l'Evêque & au Curé, à chacun desquels le nom " d'ordinaire convient, & aux Confesseurs délégués par eux, pour entendre " les confessions dans l'étendue de leur juridiction. „ Voilà le nom *ordinaire* communiqué par un Capucin, non seulement aux Curés, mais encore à ceux que le Curé depute dans sa Paroisse. Ce n'est point un mot échappé au Reverend Pere, je le trouve en deux autres endroits de son livre. "Le propre " Prestre, (a) dit-il *pag.* 104. dont il est parlé dans le canon, *omnis utriusque " sexus*, doit être entendu de l'ordinaire, soit le Pape, soit l'Evêque, soit le " Curé & de tout Prestre indistinctement, dont l'approbation n'est point sus- " pendue, &c. Et *pag.* 130. la qualité de troupes auxiliaires, sous le bon " plaisir des ordinaires, sçavoir des Evêques & des Curés, fait selon S. Tho- " mas (1. p. q. 188. a. 4. ad 2.) le propre caractère des Ordres religieux. „

On ne doit plus s'y méprendre, ni croire ces Docteurs qui nous crient, & le disent avec une assurance qu'ils croient ne pouvoir être démentie: (b) "Il est inouï jusqu'à nos jours: C'est une nouveauté aussi ridicule qu'elle est " fautive; aucun Auteur depuis le Concile de Trente n'a donné le nom d'or- " dinaire qu'aux Evêques & aux Prelats qui ont la juridiction épiscopale. „ J'en rapporte cependant dix, tant Canonistes que Theologiens & Evêques, auxquels j'en pourrais joindre plusieurs autres, qui après l'avoir donné au Pape & aux Evêques le donnent aussi aux Curés, & quelques-uns, à ceux que les Curés associent à leurs fonctions.

Ad quintum... Opportunum autem fuit ut præter ordinarios Prelatos alii assignerentur ad hujusmodi officia propter multitudinem fidelis populi, &c. *Ibid.* ad 5.

(a) Sed propius Sacerdos duplex, vel ex jurisdictione ordinaria, sicut parochialis Sa-

cerdos, vel Episcopus, vel Papa, vel ex jurisdictione delegata. S. Thom. lib. 4. ad *Hannibal.*

dist. 17. q. 3. n. 2. in corp. tom. 17. édit. Venet.

(b) Voyez le Mandement de Sens du 1.

Mai 1735.



§. III. *Le chapitre 7. & le canon^{11.} de la session 14. du Concile de Trente ne prouvent point que les Evêques ont seuls la juridiction on le ministère des Clefs, que les Curés n'ont de juridiction que par l'Evêque, ni que l'absolution donnée par un Curé à un autre que son Paroissien sans la permission de l'Evêque, mais avec la permission du Curé, est nulle de droit.*

Un éminent Theologien (a) dans un écrit public, mais fort rare du 1. Octobre 1735. commence son attaque contre l'Anonyme auteur de la Consultation sur la juridiction, &c. par lui reprocher une chicane grammaticale dans l'explication donnée des paroles *Nullius in locum esse debere*, qu'on a au chapitre 7. du Concile de Trente *sess.* 14. qui est des cas réservés. L'on me permettra de dire qu'un reproche semblable est plus glorieux qu'humiliant, car expliquer grammaticalement un texte, c'est le bien expliquer, & le prendre dans le sens véritable. En cela il n'y a point de chicane, au lieu que quand on quitte la lettre, on court toujours risque de s'écarter du vrai sens & de faire de faux raisonnemens. Je souhaiterois, répondoit Joseph Scaliger à un reproche semblable, d'être bon Grammairien, parceque quand on l'est, on entend bien les Auteurs. Ceux donc qui appellent Grammairiens les autres, ne sçavent rien, & vous remarquerez que les disputes de religion viennent de l'ignorance de la Grammaire. (b)

De là l'erreur de la plupart des interpretes du Concile de Trente *sess.* 14. *ch.* 7. & *can.* 11. La Grammaire ne les a pas conduits dans l'interpretation qu'ils ont donné & du chapitre & du canon ; je ne suis plus surpris qu'ils se soient égarés & que plusieurs Evêques (a) tenans la même route, aient pris le même écart pour avoir voulu donner un sens à des paroles qui le suspendent plus qu'elles ne le forment, & avoir étendu à tous les pechés en general un chapitre qui ne parle que des cas réservés, & qui d'ailleurs, si l'on en veut croire Vargas, est plein de subtilités très propres à fomenter les disputes & à maintenir les abus.

“ Je n'ai qu'une chose à dire de la reformation publiée dans cette session.
 “ Elle est inutile, dit cet Espagnol, & malheureuse pour nous... les subtilités
 “ qu'on a mises dans les decrets, font la semence d'une infinité de procès, &
 “ elles maintiendront les abus... l'article des cas réservés est d'une grande
 “ conséquence. J'aurois beaucoup de choses à dire là-dessus, & de ce qu'on
 “ en pense ici. Mais il faudroit que ce fût ailleurs que dans une lettre. Fasse
 “ le Ciel qu'on y remédie ! „

(a) Mr. d'Embrun, Mandement du 1. Octobre 1735. — M. de Sens. Mandement du 1. Mai 1735. — Mr. de Rodès, Requête présentée au Roi le 17. Mai 1738. &c.

(b) Utinam esset bonus grammaticus ; sufficit enim ei qui auctores omnes probe vult

intelligere esse bonum grammaticum. Porro quicumque doctos viros, grammaticos pour tout usage vocant, sunt ipsi indoctissimi, idque semper observabis. Non aliunde dissidia in religione pendent, quam ab ignoracione grammaticæ. Scaligerana V. Grammatica.

Voilà ce que Vargas (a) écrivoit de Trente à l'Evêque d'Arras le 26. Novembre 1551. le lendemain de la session 14. Mais ce qu'il craignoit n'est-il point arrivé, & n'arrive-t'il point tous les jours ?

Je n'examine point si nous avons les canons de la session 14. tels qu'on les avoit arrêtés. Vargas, dans la même lettre à l'Evêque d'Arras nous donne lieu d'en douter. "Je vous envoie, dit-il à ce Prelat, les decrets de la reformation, un des Deputés me les a donné. Je ne sçais si on a encore ce qui a été défini touchant les dogmes. Il n'a pas été possible de tirer du Secretaire du Concile une copie des canons & de la doctrine.,

Et dans une autre lettre au même Evêque, datée du 28. Novembre 1551. le troisieme jour d'après la session 14. "Le Legat n'a pas voulu laisser prendre des copies de la doctrine & des canons, comme je vous l'ai dit dans une autre lettre. Dom François de Toleda a fort bien fait d'envoyer dire au Legat, qu'il prit cette precaution jusqu'à ce que l'affaire fût ajustée & assoupie, & qu'on eût peut-être corrigé certains endroits dans la doctrine du Concile... Le Legat fit appeller hier & avant hier les Docteurs de Louvain & de Cologne (ces Docteurs se plaignoient hautement des decrets & des canons de la session 14.) pour leur donner satisfaction, & pour empêcher que l'affaire n'aille plus loin. Je crois qu'elle s'accommodera.,

Le secret dans lequel l'affaire fut traitée, & toutes les voyes qu'on y prit sont impenetrables, Vargas n'en ayant rien écrit, ni sçu davantage, mais il est fort douteux si nous avons dans les éditions du Concile, le vrai texte des decrets & des canons de la session 14. tels qu'on les arrêta dans la session, & si on n'y a point corrigé, ajouté & changé, afin de donner quelque satisfaction aux Docteurs qui s'en plaignoient.

Quelques Theologiens pretendent que le verbe *prohibere* employé dans le canon XI. de la session 14. y a la même signification que le verbe *impedire*. En effet, nous lisons dans l'histoire du Concile de Trente par le Cardinal Palavicin, que la proposition de la necessité de la jurisdiction pour absoudre des cas réservés, présentée aux Peres du Concile à examiner, portoit le terme *impedire*, mais que le Concile substitua *prohibere*, desendre, au verbe *impedire*, être obstacle, empêcher. Le Concile bien instruit de la force des termes, n'a-t'il point voulu nous apprendre par ce changement que le canon XI. relatif au chapitre 7. de la même session, est un decret prohibant de donner l'absolution; mais qu'il n'est pas un decret irritant. si contre sa desense un Prestre sans jurisdiction donne l'absolution d'un cas réservé, & à plus forte raison d'un peché moins grave. Panorme convient que le verbe *prohibere*, desend, mais n'annule rien. (b)

La Faculté moderne de Theologie de Paris n'en tombe pas d'accord, & il n'est pas de son honneur d'en convenir, après avoir censuré l'Anonyme, puisqu'il se seroit avoué la deffaitte & reconnoître, que par une simple observation grammaticale, deux endroits obscurs du Concile sont pleinement éclaircis.

(a) Ambassadeur de l'Empereur Charles V. (b) Voyez le texte de Panorme cy-dessus Roi d'Espagne au Concile de Trente. part. 2. §. 2.

Revenons à l'usage, c'est le meilleur & le plus sûr interprète pour entrer dans l'intelligence d'un texte obscur. Mille traits constatent qu'avant le Concile de Trente, les Curés ont communément donné la juridiction & l'approbation, qu'ils les ont encore donné depuis le Concile de Trente, & qu'ils continuent de donner la juridiction, le Roi leur ayant ôté le droit d'approuver pour le transporter aux Evêques qui l'ont demandé.

Si trop d'occupation dispense un Theologien lorsqu'il est sur les bancs, & encore plus lorsqu'il est en quelque emploi éminent qui le demande tout entier d'examiner, d'approfondir & de lire tout, il peut s'arrêter au Concile de Reims de l'an 1583. de *Paut. arr.* par le Cardinal Louis de Guise, & au Rituel de cette grande Province. Ce Concile prononce que la Confession doit se faire au propre Curé, & si l'on se confesse à un autre, que ce sera avec la permission du propre Prestre; le Concile entend le Curé, parce qu'autrement un autre Prestre ne peut point, c'est-à-dire ne doit point absoudre ni lier.

Le Rituel de Reims de l'an 1585. commun à tous les Diocèses de la Metropole, ordonne au Curé, & par là il le reconnoît dans le droit actuel de deleguer sa juridiction, de dire au peuple assemblé le jour de Pâques pour faire la Communion, ces paroles referées au *tit. de Sacram. Euchar.* "Que s'il y en a "qui ne soient de ma Paroisse, qui ne m'aient fait apparôître de la licence de "leurs Curés, ou bien qui soient de ma Paroisse, mais n'aient encore fait "le devoir de se confesser à moi ou à d'autres Prestres de ma licence, ou de "la licence du *Superieur* (ce dernier terme est une addition au Concile de "Reims qui ne parle que du Curé) dont il me soit apparu, je leur enjoins à "tous de se retirer, & ne dois recevoir telles personnes à la sainte Commu- "nion, que premierement ils n'aient fait le devoir, comme il appartient & "que Dieu & sainte Eglise leur ordonne.,"

Le Mercure françois de l'an 1625. nous apprend qu'alors, que ces sortes de questions étoient beaucoup agitées; les Evêques concluoient de l'usage où les Curés étoient actuellement dans tout le Royaume d'approuver les Confesseurs, qu'ils pouvoient, comme Superieurs aux Curés, venir en part de cette fonction, & approuver aussi. Cette raison de superiorité, qui n'étoit autrefois d'aucune mise, les a fait depuis, & les fait pretendre tout le droit sans aucun partage avec les Curés auxquels il a appartenu long-tems tout entier. Ce que je dis ici de la permission ou de la delegation par le Curé se trouve encore confirmé par un Arrest du Parlement de Paris le 18. Juin 1669. qui reçoit quelques Curés de la Ville de Reims appellans comme d'abus de l'Ordonnance de Mr. le Cardinal Barberin *art. 3.* publiée dans son Synode l'an 1669. où cet Archevêque de Reims établit que les saints canons (ceci est hasardé) ont condamné l'opinion de ceux qui assurent que les Confessions sont nulles quand on ne les fait pas au propre Curé, ou avec sa permission à un autre Prestre. L'Arrest fait deffense d'exécuter l'Ordonnance du Cardinal Italien Archevêque de Reims, & ordonne que le statut du Concile de Reims de l'an 1583. qui prescrit de demander & d'obtenir la permission du Curé pour confesser son Paroissien sera observé. (a)

(a) Il est fort probable que le Cardinal Barberin & le Nonce du Pape, celui-ci cho-

Le Jugement de Mr. le Tellier Archevêque de Reims, prononcé le 22. Mars 1687. en cassation de l'Ordonnance que Mr. Favre Cordelier de profession & Evêque d'Amiens avoit renduë le dernier May 1686. merite notre attention. Mr. Favre disoit dans son Ordonnance, & il n'est pas surprenant qu'il le dit étant Religieux, que l'obligation de se confesser à son Curé, ou avec sa permission à un autre Prestre, marquée par le Concile de Latran de l'an 1215, n'est qu'une disposition de discipline, que cette permission n'est point necessaire, que les Confessions faites dans le tems de Pâques aux Confesseurs approuvés de l'Evêque, sans avoir demandé au Curé la permission de se confesser à d'autres qu'à lui ne sont point nulles, ni ceux qui les ont faites obligés de les recommencer. Mr. le Tellier cassa l'Ordonnance & prononça que le Concile de Reims & le Rituel de la Metropole qui établissent que le Curé donne la juridiction ou la permission d'absoudre son Paroissien, seroient observés & gardés.

On a une preuve semblable dans le Rituel d'Amiens imprimé par Mandement de M. Favre du 1. Avril 1687. postérieur par conséquent au Jugement de M. le Tellier du 22. Mars précédent; l'Evêque d'Amiens revenu à lui, y a inséré dans le Prône qu'il ordonne au Curé de faire le jour de Pâques, ces paroles qui donnent tout aux Curés, "Nous defendons (c'est le Curé qui parle aux termes du Rituel d'Amiens de l'an 1687.) à tous ceux qui sont de cette Paroisse, de faire leur Communion à Pâques, s'ils ne se sont confessés à Nous, ou à quelqu'autres Prêtres avec notre permission, & même de la faire ailleurs qu'en cette Eglise, s'ils n'en ont obtenu la permission de Nous." M. Favre Evêque d'Amiens & Religieux de l'ordre de S. François, reconnoissoit ainsi & publiquement l'an 1687. après l'avoir nié l'an 1687. que les Curés donnent aux approuvés la juridiction pour confesser, & encore que les Curés donnent la permission de faire la Communion paschale ailleurs qu'à la Paroisse.

Enfin, les statuts synodaux de Lyon de l'an 1705. par Mr. Claude de Saint George Archevêque Primat de la Gaule Celtique reconnoissent *chap. 5. de la Penitence num. 4.* que ceux qui ont charge d'ames dans le Diocèse, y entendent les Confessions des fideles, même des Prestres (cela est relatif au Concile de Trente *ff. 23. de Reform. cap. 15.*) sans l'approbation de l'Evêque. "Deffendons, porte le statut, à tous Prestres seculiers ou reguliers qui n'ont point charge d'ames dans notre Diocèse, d'y entendre les confessions des Fideles, même des Prêtres sans notre approbation, & aux superieurs des Eglises, seculiers ou reguliers, exemts ou non exemts, de le permettre sans avoir vû notre approbation, à peine d'interdit *ipso facto*, tant de ceux qui auront contrasé que de ceux qui l'auront permis."

qué de l'Arrêt du Conseil du 4. Mars 1669. en faveur de M. Joli Evêque d'Agen, dont il avoit voulu arrêter les poursuites au Conseil, & dont il sollicita inutilement le renvoi à Rome. & l'autre choqué de l'Arrêt du Parlement de Paris du 18. Juin 1669. qui prononce qu'il y a abus dans son Mandement de l'an 1669. sollicitèrent la Bulle *Superna magis* de Cle-

ment X. de l'an 1670. qui prononce tout autrement que les Arrêts du Conseil & du Parlement. Cette Bulle n'a eu aucune execution en France, les Evêques n'y ont point eu d'égard, & l'Edit de 1695. rendu à leur requête la détruit entièrement, mais sans en faire mention. afin qu'il ne parût pas que l'Edit sollicité par les Evêques, reformoit la Bulle en plusieurs points.

Des témoignages de cette importance & si recens, tirés du Siege primatial de la Gaule Lionoise ou Celtique, & sur-tout du Siege primatial de la Gaule Belgique, dont les Primats, le Cardinal Charles de Lorraine & Philippe du Bec avoient assisté au Concile de Trente, ne prouvent-ils pas invinciblement, que ce Concile n'a point ôté aux Curés le droit de donner la juridiction pour l'attribuer aux seuls Evêques, puisque les Curés du Diocèse de Lion, & tous ceux qui ont charge d'âmes sont reconnus l'an 1705. par un Evêque très jaloux de ses droits & dominant dans son Diocèse, n'avoir pas besoin de son approbation pour confesser dans les autres Eglises avec la permission des supérieurs de ces Eglises; ne prouvent-ils pas aussi que les Curés des neuf Diocèses de la Province de Reims, sans parler des autres Diocèses du Royaume, communiquoient la juridiction l'an 1687. pour la confession ordonnée par l'Eglise, & seulement à leur injuste refus & par extraordinaire Mrs. les Evêques, & que le Parlement de Paris & Mr. le Tellier Archevêque de Reims confirmoient & soutenoient l'usage où étoient les Curés de donner la juridiction au moins pour la confession de precepte, quand quelques Evêques de leur ressort y donnoient atteinte par des Ordonnances.

Le Conseil & les Parlemens ne peuvent-ils plus arrêter les Mandemens, qui moins modérés que les Ordonnances de Mr. le Cardinal Barberin & de Mr. Favre, nous font des articles de foi de la juridiction communicable par les seuls Evêques, & qui osent prononcer que les confessions faites par la permission du Curé, même à un autre Curé, sans celle de l'Evêque sont nulles de droit ecclésiastique & divin, & qu'un Curé pour confesser ceux qui viennent des autres Paroisses à son tribunal, avec le consentement présumé de leurs Curés, doit de même droit avoir l'approbation de l'Evêque, c'est-à-dire, qu'il ne la doit point prendre, le droit ecclésiastique & divin n'y obligeant point les Curés, ou que Mrs. les Evêques nous indiquent les chapitres du Droit où cela est statué, & le Concile general qui l'a décidé. C'est ce qu'ils ne feront jamais. *Hoc opus, hic labor.*

§. IV. Saint Cyprien n'enseigne point que les Curés sont les Vicaires de l'Evêque, & les Evêques les Vicaires du Pape dans leurs fonctions, & qu'autrement il n'y a point d'unité dans l'Eglise.

“ Jesus-Christ n'a pas établi l'indépendance, M. l'Archevêque de Sens le dit p. 35. (a) ou plutôt il l'a rejetée, comme contraire à l'unité qu'il vouloit établir, soit dans l'Eglise universelle, soit dans chaque Eglise particulière. “ La primauté est donnée à Pierre, dit S. Cyprien, afin que dans cette supériorité l'Eglise trouve son unité *Primatus Petri datur, ut & Ecclesia una constet*. Il en est de même dans chaque Eglise particulière, l'autorité est donnée à l'Evêque pour qu'elle forme l'unité: or il n'y a plus d'unité, s'il y a des autorités indépendantes, &c., ”

Je ne vois rien de solide & d'appuyé dans ce raisonnement. Aussi le Theologien qui le fait sous le nom de M. Languet, n'a osé nommer le Traité, ni

(a) Mandement de Sous 1. Mai 1735.

la Lettre de S. Cyprien, où l'on trouve les paroles qu'il en cite. *Primatus Petro datur, ut & Ecclesia una monstretur*. Car il n'ignore pas (& en cela il est inexcusable de vouloir tirer une preuve d'un texte interpolé) que les Scavans reconnoissent unanimement que ces mots, *Primatus Petro datur*, sont une fourrure qui de la lettre supposée au Pape Pelage II. mort en 590. aux Evêques d'Isirie, a passé dans quelques manuscrits de S. Cyprien, & que l'on doit lire son texte en cette sorte, avec les meilleurs manuscrits, Gratiens, *caus. 14. q. 1.* les plus anciennes éditions & les éditions recentes: *Exordium ab unitate proficiscitur ne Ecclesia una monstretur*. "L'on commence par l'unité, afin que l'on reconnoisse que l'Eglise de Jesus-Christ est Une." Le but de S. Cyprien étoit de montrer qu'il n'y a qu'une foi, qu'il n'y a qu'une Eglise; que tous les Apôtres ont été égaux à S. Pierre dans le pouvoir des clefs; & que comme l'Episcopat est un & que chaque Evêque en possède solidairement une portion, l'Eglise de même est une, & qu'il n'y a plus de foi où il n'y a plus d'unité, mais au lieu de l'unité, un schisme déclaré & diversité de sentimens. En effet le schisme & l'herésie naissent souvent du mepris que l'on a de l'Evêque qui preside. (a) Ils naissent quelquefois de la dureté du supérieur pour les inférieurs & des mauvais conseils qu'il préfère de suivre. (b) Et telle fut l'origine du schisme des dix Tribus d'Israël, avec la Tribu de Juda & de Levi.

"La cause de ce mal, mes très-chers freres, dit S. Cyprien dans son excellent "Traité de l'Unité de l'Eglise, c'est qu'on ne remonte point à l'origine de la "vérité, qu'on ne cherche point le chef, qu'on ne garde point la doctrine "du Maître celeste. Car si l'on veut jeter les yeux sur ces choses, il n'est "point besoin de tant de discours. La preuve en est bien aisée, car le chemin "de la vérité est court. Notre Seigneur parle ainsi à S. Pierre: *Je vous dis que "vous êtes Pierre, & sur cette pierre je bâtirai mon Eglise, & les portes de l'enfer "ne la vaincront point. Je vous donnerai les clefs du Royaume des Cieux, en sorte "que tout ce que vous lierez sur la terre sera lié dans le ciel, & tout ce que vous dé- "lierez sur la terre sera délié dans le ciel.* Il a édifié son Eglise sur un seul, & "quoiqu'après sa Resurrection, il donne à tous les Apôtres une puissance "égale & dit: *Comme mon Pere m'a envoyé, je vous envoie de même: recevez le "Saint-Esprit. Les péchés seront remis à tous ceux à qui vous les remettrez, & ils "seront retenus à tous ceux à qui vous les retiendrez.* Néanmoins pour montrer "l'unité, il en a établi l'origine par son autorité en la faisant descendre d'un "seul. Sans doute que les autres Apôtres étoient ce qu'étoit S. Pierre, & "qu'ils partageoient également avec lui un même honneur & une même puis- "sance; mais l'on commence par l'unité, afin que l'on reconnoisse que l'E- "glise de Jesus-Christ est une... Celui qui ne garde pas cette unité de l'Egli- "se, croit-il avoir la foi? Nous devons donc, continuë S. Cyprien, garder " & maintenir fortement cette unité, sur-tout nous autres Evêques qui pré- "sidons dans l'Eglise, afin de montrer que l'Episcopat aussi est un & indivisi- "ble, que personne ne trompe les fideles & n'altère la vérité; l'Episcopat est

(a) Inde schismata & hæreses orbiata, dum Episcopus qui unus est & Ecclesie præest, superba quorundam præsumptione contemnitur.

S. Cyprian. *epist. ad Papiam. 66. al. 69.*

(b) J. Reg. 11.

"un, & chaque Evêque en possède solidairement une portion; l'Eglise de même est une, & elle se repart par sa secondité en plusieurs personnes.,"

Peut-on en bonne logique, tirer de ces paroles de S. Cyprien la conclusion que les Theologiens de quelques Prelats en tirent, que les Prêtres & les Curés ne peuvent rien sans l'Evêque, & que toute la juridiction reside dans l'Evêque qui la distribue comme il lui plaît? Il n'y en a aucun vestige dans les paroles de S. Cyprien que je viens de rapporter, & ce grand Saint n'a eu aucune intention de le dire.

La cause de l'erreur & de tous les sophismes, c'est qu'on ne remonte point à l'origine de la vérité, qu'on ne cherche point le chef, & qu'on ne garde point la doctrine du Maître celeste: si l'on avoit voulu jeter les yeux sur ces choses, on auroit aisément conclu, car le chemin de la vérité est court, que Jesus Christ a donné à tous les Prêtres une puissance égale de juger & de remettre tous les péchés, quand après sa Resurrection il dit à tous ses Apôtres & dans leur personne à tous les Prêtres: *Comme mon Pere m'a envoyé, je vous envoie de même; recevez le Saint-Esprit. Les péchés seront remis à tous ceux à qui vous les remettrez, & ils seront retenus à ceux à qui vous les retiendrez.* On auroit conclu que les autres Apôtres, étant ce qu'étoit S. Pierre, & partageant également avec lui un même honneur & une même puissance, les Prêtres partageant également, avec les Apôtres, un même honneur & une même puissance de juger & d'absoudre les pecheurs, le Sacerdoce, qui fait le fond de leur grande puissance, étant le même dans les Prêtres que dans les Apôtres. Que personne ne trompe les fideles & n'altère la vérité. Comme l'épiscopat est un, & chaque Evêque en possède solidairement une portion, le Sacerdoce est un, & chaque Prêtre le possède sans division aussi parfait & aussi entier que l'Evêque, avec tous les pouvoirs que Jesus-Christ y a attachés. C'est une vérité de foi que le Sacerdoce est un comme l'Eglise est une, & qu'il se communique à plusieurs comme l'Eglise qui est une, se repart en plusieurs personnes.

La primauté est donnée à Pierre: voilà ce que je rapporte de S. Cyprien (dira le Theologien auteur du Mandement de Sens du 1. Mai 1735.) afin que dans cette supériorité l'Eglise trouve son unité.

Mais M. Rigault, ainsi que remarque M. Lombert, rejette ces mots: *La primauté est donnée à Pierre, &c...* non qu'il ne soit vrai que S. Pierre est le premier des Apôtres, & S. Cyprien le dit lui-même assez clairement dans sa Lettre 70. pag. 242. mais parce que cela n'est point dans les manuscrits & est hors de propos ici, où saint Cyprien n'a pour but que de montrer contre les heretiques, l'unité de l'Eglise, c'est-à-dire, qu'il n'y en peut avoir qu'une véritable, & où par conséquent il ne faut point parler de primauté... car qui dit premier, dit second, & partant plusieurs... Ainsi conclut M. Lombert, quand il s'agit d'unité, il est manifeste qu'il n'est pas question de primauté, & que c'est un mauvais moyen pour la prouver; d'où vient cette réponse judicieuse d'un Philosophe de l'antiquité à un qui se vantoit d'être le premier & le seul Dialecticien de son tems: *Si vous êtes le premier, lui dit-il, vous n'êtes pas le seul; & si vous êtes le seul, vous n'êtes pas le premier.*

Je dis de même à Mrs. les Evêques ; si vous êtes les premiers Confesseurs de vos Diocèses, les premiers Prestres & les premiers dans le gouvernement de vos Eglises, vous n'êtes pas les seuls Confesseurs, les seuls Prestres & les seuls à gouverner. Il n'y a point de sophisme dans cette conclusion, au lieu qu'on le trouve tout entier dans le raisonnement de l'Auteur du Mandement. Mais ce grave Logicien, dans la maniere de raisonner, ne fournit-il pas aux ennemis de l'Episcopat, sans presque rien changer, un argument, qui, s'il étoit solide & concluant, après avoir mis les Curés sous les pieds des Evêques, met les Evêques, toute leur grandeur & leur independance, sous les pieds de la Cour de Rome ? Argumentons & nous servons de la propre épée du Philistin, pour nous delivrer enfin de ce Philistin qui a si souvent blasphémé contre le camp d'Israël & la vérité.

La primauté est donnée à Pierre, afin que dans cette supériorité l'Eglise trouve son unité. *Primatus Petro datur, ut & Ecclesia una monstretur.* Il en est de même dans chaque Eglise particulière (l'Ultramontain dit : *Il en est de même dans l'Eglise universelle.*) l'autorité est donnée à l'Evêque (l'Ultramontain : au Pape.) pour qu'elle forme l'unité. Or, il n'y a plus d'unité, s'il y a des autorités dependantes, & celui qui est chargé par le S. Esprit, (l'Ultramontain : & Pierre qui est chargé de J. C. de paître ses agneaux & ses brebis) de gouverner l'Eglise & tout ce qui la compose & la renferme, ne la gouvernera plus dans son entier, s'il y a des portions de cette Eglise même (l'Ultramontain : s'il y a des Diocèses & des Paroisses) qui soient gouvernées sans lui & malgré lui (l'Ultramontain : sans le Pape & malgré le Pape) si cette partie de ses brebis est jugée si elle est liée ou absoute, punie ou reconciliée à son insçu & sans sa permission. Y a-t-il en effet aucune fonction qui appartienne plus essentiellement au gouvernement des ames ? Et si l'Evêque (l'Ultramontain : & si le Pape) est chargé par le Saint Esprit de gouverner son Eglise, & les Prestres même (l'Ultramontain : & les Evêques même) un Prestre peut-il (l'Ultramontain : un Evêque peut-il) absoudre ou lier les ames sans son autorité & malgré lui, sans envahir la portion la plus importante de son ministère ? Encore une fois, dans ce gouvernement formé par le S. Esprit même, personne n'y exerce d'autorité, que celle que le S. Esprit lui a donné ; & s'il lui en a donné une qui soit dependante, sa dependance ne peut être oubliée : tout ce qui se fera hors des limites de cette sainte dependance, sera fait sans l'aveu de l'Esprit Saint, & contre la disposition de sa sagesse divine.

Qui est l'Evêque en France capable de goûter un raisonnement si Ultramontain, que celui que les ennemis du second Ordre nous apprennent à faire, lorsqu'ils usent de tous les mêmes principes pour les Evêques contre les Prestres & les Curés, dont les Ultramontains font usage pour le Pape contre les Evêques, & qui les jugent faux dans la bouche des Ultramontains contre les Evêques, les peut trouver véritables dans la bouche des ennemis du second Ordre contre les Curés ? Et où est l'Evêque, qui sachant sa dignité, veuille approuver des maximes si contraires à S. Cyprien, qui nous assure, touchant le pouvoir des Clefs & son exercice, que les autres Apôtres étoient à cet égard, ce qu'étoit S. Pierre, & qu'ils partageoient avec lui un même honneur

& une même puissance. *Hoc erant nique & ceteri Apostoli quod fuit Petrus, pari consortio præditi & honoris & potestatis.* S. Cyprian. de unit. Eccles.

Ives de Chartres, (a) S. Thomas, (b) le Cardinal de la Palus, (c) Navare (c) S. Antonin (d) Pierre d'Ailli (e) & les meilleurs Theologiens, disent la même chose des Prestres, qu'ils ont par l'institution de Jesus-Christ, une puissance égale à celle de S. Pierre & des autres Apôtres, pour absoudre de toutes sortes de crimes. Et S. Thomas ajoute, que s'ils n'exercent pas leur pouvoir avec la même plénitude, c'est par l'obstacle d'une disposition ecclésiastique & humaine. L'on voit par là qu'il ne leur manque rien du côté de Jesus-Christ, & que le pouvoir d'absoudre qu'ils en ont reçu, est independant des hommes dans son institution, & ne combat point l'unité de l'Eglise, au lieu que la dependance, à cet égard, où les Evêques tiennent les Prestres, combat l'institution de Jesus-Christ.

§. V. *Objections que l'on fait en faveur des Evêques, contre les Curés, tendantes à montrer que les Curés n'ont de juridiction que par l'Evêque.*

Voici les objections que l'on peut faire contre les principes que nous avons établi jusqu'ici :

La premiere ; que l'Evêque étant le Chef de l'Eglise de son Diocèse, & ayant autorité & puissance pour la conduire, il a seul le droit d'administrer ou de faire administrer les Sacremens & de donner des Confesseurs aux fideles

(a) Agite ergo Pontifices, qui B. Petri residetis in loco, quos Episcopalis sublimavit præpositura, considerate quem imitamini : imitamini de ejus dignitate gloriamini, ne cura commissæ abuti videamini. Vos quoque reliqui Sacerdotes... quamvis non sitis juxta distinctionis momenta Pontifices, recolite vos Petri Consecratos... Vos quoque pro capacitate vestra Dei cooperarii & coadjutores estis, instar Petri Sacerdotium suscepistis, &c. *Ivo Carnot. serm. in Cath. S. Petri.*

(b) Quilibet Sacerdos, quantum est ex virtute clavium, habet potestatem indifferenter in omnes & quantum ad omnia peccata, sed quod non possit omnes ab omnibus peccatis absolvere, hoc est, quia per ordinationem Ecclesie habet jurisdictionem limitatam vel omnino nullam. *S. Thom. suppl. q. 8. a. 6. in corp.*

(c) Clare habet (Paladanus in 4. dist. 17. q. 4.) quemlibet Sacerdotem jure divino habere jurisdictionem, jure autem humano ab ea exercenda impediri. *Navar. in cap. de Panis. dist. 6. n. 55.*

Verissimum videtur id quod ait Paladanus

(in 4. lib. sent. dist. 17. q. 3. a. 2.) relatus à nobis alibi, scilicet, omnes Sacerdotes simul cum ordine sacerdotali accipere potestatem... ad absolvendum ab omnibus peccatis mortificet. *Navar. Enchirid. c. 27. n. 259.*

(d) S. Antoninus pro re certa præsupponit, Sacerdotibus datam esse plenariam potestatem absolvendi à Christo & Sacerdotem posse divino jure omnia quæ pertinent ad forum poenitentiale, præter ea quæ jure humano fuerint ei adempta. *Navar. ibid. n. 259.*

Tot casus ponere, non est aliudquam potestatem Sacerdotum restringere, quæ eis plenarie est data à Christo, unde breviter dico, Sacerdotes omnia posse quoad forum poenitentiale, quæ non sunt specialiter in jure Episcopalis reservata. Et quæ non sunt ipsi Sacerdotibus directe vel per aliquam consequentiam interdicta. *Sundius Antonin. 3. part. tit. 17. cap. 11.*

(e) Nullus Sacerdos ex Christi institutione super alios habet aut habuit majorem potestatem, sed omnes æqualem. *Petrus de Alliance in suis Vesperis.*

de toutes les Eglises particulieres de son Diocèse.

La seconde ; que l'Evêque exempt de plein droit, les communautés & les particuliers, de la juridiction des Curés ; ce qu'il ne pourroit faire si la conduite de tous en general & de chacun en particulier, ne lui appartenoit pas immédiatement.

La troisième ; qu'il donne des dispenses aux particuliers, & par consequent qu'il est en droit de les attacher aux Confesseurs qu'il lui plaît, & de les retirer de la juridiction des Curés.

La quatrième ; que l'Evêque a droit de se réserver certains cas, d'en donner lui seul l'absolution, ou de commettre des Religieux ou d'autres Prêtres pour la donner, sans que les Curés puissent s'en plaindre. Il faut répondre à ces objections, pour ne laisser aucun doute de la vérité de nos principes.

Reponse à la premiere objection : *que l'Evêque étant le Chef de l'Eglise de son Diocèse, & ayant autorité & puissance pour la conduire, donne seul la juridiction.*

A la premiere objection, composée de deux parties, nous disons sur la premiere, que l'Evêque peut à la vérité être appelé Chef de l'Eglise de son Diocèse, parcequ'il est le premier des Pasteurs & le premier des Prêtres, avec des pouvoirs & une étendue de juridiction qui ne conviennent pas aux autres Pasteurs & aux autres Prêtres ; mais que Jesus-Christ est le Chef seul essentiel, comme il est dit dans les Epîtres de S. Paul aux Ephesiens 5. 23. & aux Colossiens 1. 18. Chef essentiel, nécessaire & perpetuel de chaque Eglise & de chacun des fideles : *Omnes viri caput Christus est. Eph. 1. 3.* comme il l'est de toute l'Eglise. C'est une vérité de foi. Il n'en est pas de même de l'Evêque : il est Vicaire de Jesus-Christ, les Curés le sont aussi, quoique dans un degré inférieur, mais ils peuvent, les uns & les autres, être ôtés à l'Eglise, ou par leur cession volontaire, ou en cas de delit, par l'Eglise, qui a droit de leur ôter l'usage des Ordres & sa juridiction. Enfin, ils en sont ôtés par leur mort ; & pendant la vacance du Siege, & d'une Paroisse, de la Metropole & du Siege de Rome, (on a vu toutes ces vacances en même tems) l'Eglise d'un Diocèse & celle d'une Paroisse ne cesse pas alors d'être Eglise & de faire un corps, dont Jesus-Christ est le Chef. D'ailleurs, l'Evêque n'est pas tellement Chef de son Eglise, que les Pasteurs du second Ordre n'aient pas aussi la qualité de Chef de leurs Eglises, ni l'Evêque tellement Chef, qu'il ne soit aussi membre de la même Eglise, dont il se dit le Chef, suivant cette parole de S. Gregoire le Grand, *Epist. lib. 4. Epist. 38. ind. 23. ad Joan. Constantinop. Petrus Apostolus, primum membrum Sanctæ & universalis Ecclesiæ est. Paulus, Andreas, Joannes quid aliud, quam singularium sunt plebium Capita ? & tamen sub uno Capite, omnes membra sunt Ecclesiæ.* Pierre est le premier membre de l'Eglise universelle. Paul, André & Jean, chacun Châc d'un peuple particulier, sont néanmoins membres de l'Eglise sous Jesus-Christ qui en est le Chef. (A)

(A) S. August. lib. contra Parmenian. c. 17. vocat S. Paulum præcipuum Ecclesiæ membrum.

Ainsi la qualité de Chef que l'on donne à l'Evêque, ne lui attribue point le droit de gouverner immédiatement les Paroisses par lui ou par d'autres, ni de donner aux fideles des Confesseurs, contre la volonté de celui que Jésus-Christ & l'Eglise y ont établi propre Prestre, immediat & ordinaire pour y conduire en chef & en premier les fideles. Car je ne crois pas qu'en France on voult dire que le Pape, ou les Evêques en qualité de Vicaires du Pape établissent les Curés & leur donnent la juridiction, au nom du Pape comme l'assurent quelques Theologiens Ultramontains, plus devoüés à la grandeur Romaine qu'à la verité.

A l'égard de la seconde partie de l'objection; que l'Evêque a comme une puissance souveraine & toute autorité sur l'Eglise, composée de différentes Paroisses & Eglises de son Diocèse, elle est absolument fausse, conçue en ces termes. Il est vrai que l'Evêque a une puissance dans toute l'Eglise qui forme son Diocèse, *in universa Ecclesia*; mais il ne l'a pas sur toute l'Eglise, *in universam Ecclesiam*, en tant qu'elle fait corps, ni une puissance souveraine, comme celle des Princes sur leurs peuples, *vos autem non sic*, dit le Sauveur à ses Apôtres *Luc. 22. 26.* ni une pleine autorité, *ut dominantes in Cleris*. Ce que S. Pierre leur défend, *1. Pet. 5. 3.* Cette puissance, comme Balsamon Patriarche d'Antioche l'a fort bien remarqué, (*) est bornée & limitée par les canons, que les Evêques avant leur Ordination, ont solennellement reconnu recevoir, (a) & auxquels, lorsqu'ils ont été ordonnés, ils ont solennellement juré d'être soumis. (b) Or il est constant par les Actes des Apôtres, par saint Ignace, saint Cyprien, le Pape, saint Corneille, le Concile d'Elvire *c. 74.* le quatrième Concile de Carthage *c. 23.* les anciens Conciles de Rome, &c. & la Loi, *Qui mos*, des Empereurs Valens, Gratien & Valentinien (c) que les Pretres gouvernoient l'Eglise avec l'Evêque, & nous avons prouvé ailleurs d'une maniere à ne pas souffrir de repliche, qu'il n'y a pas de canon plus solennel, ni plus universel, & plus souvent repeté, que celui qui ordonne, que les fideles ne pourront être reçus en aucune Eglise à se confesser, sans la permission de leur propre Prestre, qui au sens des Conciles est leur Curé, & que même selon le droit nouveau, établi par le Concile de Trente *ff. 24. de Ref. cap. 15.* le Curé est le seul Prestre à qui les Paroissiens doivent recourir comme à celui de qui seul ils reçoivent licitement les Sacrements. *Mandat sancta Synodus Episcopis pro tutiori animarum eis commissarum salute, ut distincto populo in certas propriasque Parochias, unicuique suum perpetuum, peculiariemque Parochum assignent & a quo solo licite Sacramenta suscipiant.* De là il resulte que l'on ne peut inferer des deux titres d'autorité & de puissance que l'on donne à l'Evêque, qu'il a droit en premiere instance, de mettre dans les Paroisses des Prestres pour les gouverner, & des Confesseurs pour y confesser les Paroissiens, sans dependance des Curés.

[*] Voyez le texte de Balsamon cy-dessus part. 3. §. 12.

(a) *Cetera item omnia à sacris Canonibus & concumenis Conciliis præcipue à sacro sancta Tridenctina synodo tradita, definita & declarata indubitanter recipio atque profiteor.*

Fidei profes. Episcopis præscripta.

(b) *Regulas sanctorum Patrum. . . totis viribus observabo, & faciam ab aliis observari. Ex forma iuramenti quod facio Eleus.*

(c) Voyez le texte de la Loi *Qui mos* cy-dessus §. 2.

Reponse à la seconde objection, tirée des exemptions que l'Evêque accorde aux Particuliers, aux Monasteres, Hopitaux, Colleges & Communautés.

Voici où se peut reduire la force de cette objection. L'Evêque a droit d'exempter les Particuliers, les Monasteres, les Chapitres, les Hôpitaux, les Colleges & les Communautés, de la juridiction paroissiale. Il a donc un droit immediat sur les Paroisses des Curés pour les gouverner par lui-même ou par d'autres, & un droit plus fort & plus étendu que ne l'ont les Curés.

Pour répondre à cette objection, il faut avoir recours à la loi (a) qui soumet generalement tous les Paroissiens, Clercs, Moines, Religieuses, & l'Evêque même quand il est absent de son Eglise, à la juridiction du Curé du lieu où il se trouve, & qui les oblige à lui payer ses droits d'oblation, de dixme, &c. examiner pourquoi, en quelles occasions, & comment ces dispenses ont été accordées.

Il est certain, que suivant l'ancien usage de l'Eglise & les canons des anciens Conciles, les Moines, les Vierges, aussi-bien que les Clercs doivent être soumis à leur Curé & recevoir de lui les Sacremens. S. Denis (b) & S. Jérôme (c) le disent des Moines de leur tems, Gerson (d) l'atteste, & cela s'observoit encore à la naissance des Ordres Mandians. Le Religieux alloit aux Offices de la Paroisse, y recevoit les Sacremens, y avoit sa sepulture, & lorsqu'il étoit fait Prestre, il celebrait sa premiere Messe à la Paroisse, &c. mais Gregoire IX. les affranchit de toutes ces obligations; en avoit-il le droit ? (e)

(a) Si quis Episcopus... nullam graviosam habet necessitatem, vel negotium difficile ut à sua Ecclesia absit diutissime, sed in civitate agens, tribus diebus dominicis in tribus septimanis una non conveniat... deponatur. Conc. VI. in Trullo, c. 81.

(b) Il qui divinum... altare circumstant, divina intueantur, atque audiunt aperte sibi revelata, procedenteque benignissime ad exteriora sacrorum velaminum subjectis cultoribus * & sacro populo & iis qui purgantur ordinibus sacra mysteria pro meritis pandunt. S. Dionys. epist. ad Demophilum Monachum.

* L'Auteur de la Lettre à Demonphile appelle les Moines Cultores.

(c) Alia causa est Monachorum, alia Clericorum. Clerici pascunt oves, ego pascor. Illi de altario vivunt, mihi quasi instructuofe arbori securis ponitur ad radicem, si munus ad Altare non defero... Mihi ante Presbyterum sedere non licet. Illi, si peccavero, licet me tradere satanæ. S. Hieron. ad Heliodor. epist. 1.

Præmonere debet Sacerdos omnes Christianos ex scripturarum testimoniis quatenus in cap. Jejunii ad veram confessionem, veramque

pœnitentiam festinantes accedant... cum Sacerdos susceperit pœnitentem, si laicus est, dimisso baculo, quisquis vero ille est sive laicus, sive Clericus, sive Monachus, suppliciter inclinet se ante Sacerdotem, &c. Ordo Roman. in cap. jejunii.

(d) Ab initio institutionis Religiosorum, ut ex legendis Patrum claret & apparet, Religiosi erant subditi Parochialibus Curatis à quibus & recipiebant ecclesiastica Sacramenta. Postmodum vero ut vagandi tolleretur occasio, Abbates eorum instituti sunt Curati eorum. Gerson de Consiliis Evangelicis.

(e) Plerique tam Ecclesiarum Prælati quam alii... quietem ipsorum (Religiosorum) multipliter inquietant, volunt namque contra Regulam à Sede apostolica approbatam & sui Ordinis instituta, ipsis invitatis eorum confessiones audire, ac eis injungere pœnitentiam, &c. Nec permittunt quod novi Sacerdotes eorum alibi quam in Ecclesiis suis celebrent primas Missas, eos nihilominus compellentes, ut in quotidianis Missis, quis in suis locis & altaribus celebrant, oblationes ad opus eorum recipiant & reservent, &c. Quocirca manda-

Les exemptions que les Evêques ont accordé & accordent quelquefois, donnoient atteinte à l'ancien droit des Curés, s'il dependoit de l'Evêque de les accorder aux Communautés faisant corps, sans le consentement des Curés & sans la permission du Roi. Mais la France s'est maintenuë dans l'usage de ne point souffrir ces exemptions que du consentement du Curé du lieu, & l'on s'est toujours opposé aux établissemens qui tendoient à diminuer leur juridiction & leurs droits, & l'on en a souvent exigé des recompenses.

Il n'est pas nécessaire de nous étendre davantage sur ce sujet qui a été traité amplement par plusieurs, sur lequel il y a souvent eu des Reglemens & des Arrêts des Cours souveraines & dont nos Ducs & nos Rois ont reconnu la justice, leur Domaine se trouvant actuellement chargé de rentes en faveur de quelques Curés dont ils avoient diminué les droits par de nouveaux établissemens dans leurs Paroisses. Il suffit de faire remarquer, 1°. Que ces exemptions sont contre le droit commun, & par conséquent que suivant ce droit, tous les Ecclesiastiques, seculiers & reguliers, sont soumis à la Paroisse, & ne sont point immédiatement sujets à l'Evêque. 2°. Que ces exemptions, de quelque maniere qu'elles se fassent, sont odieuses en elles mêmes, & qu'il faut des raisons de nécessité ou d'utilité publique pour les tolerer. 3°. Que le consentement du Curé est nécessaire, qu'il ne le donne ordinairement qu'avec le retenue d'un cens annuel ou de vasselage, qui marque l'autorité suzeraine du Curé, & que quand le Curé ne veut pas consentir à l'exemption, l'Evêque ne peut l'accorder, jusqu'à ce qu'il conste d'un refus injuste dans le Curé. 4°. Qu'il faut encore que la puissance temporelle, par ses lettres patentes, concoure avec la spirituelle de l'Evêque & le consentement du Curé pour les autoriser. 5°. Que les Evêques n'approuvent les Confesseurs des Religieuses, qu'en consequence d'un Bref de Gregoire XIV. qui de propre mouvement, & en derogant au Concile de Trente, quoique inferieur au Concile, & par entreprisa sur un Concile general & ainsi abusivement, leur a accordé de donner ces approbations, en qualité de delegués du S. Siege, ce qui n'est pas un relief pour des Evêques, la même commission ayant pu être accordée à de simples Prestres, à des Diacres même, avec un pouvoir semblable d'approuver.

Ainsi, bien loin que ces exemptions appuient le droit que l'Evêque pretend avoir d'être l'ordinaire immediat des sujets d'un Curé, & de pouvoir en premiere instance exempter les Paroissiens de la juridiction d'un Curé, & de donner des Confesseurs aux sujets d'un Curé, aux Religieuses même, sans sa participation & son consentement, elles font voir visiblement que le droit de faire confesser les Paroissiens par un autre que le propre Prestre ou le Curé, appartient en premier au Curé, & que l'Evêque ne peut faire exercer sur les Paroissiens d'un Curé dans sa Paroisse, aucune juridiction au for penitentiel, ni y faire administrer quelqu'autre Sacrement en forme gracieuse, sans le consentement de l'ordinaire immediat, & du Pasteur special de la Paroisse, &

mus quatenus universi & singuli à prænatis assis. Prælatum, lib. 5. tit. 32. c. 16. Et est gravaminibus deficiatis. Cap. Nîmès, de ex- Gregorius IX.

qu'il ne le fait qu'en dérogeant aux canons & aux Conciles qui traitent cela d'abus & d'entreprises.

Nous sommes vos Pasteurs, dit l'Evêque à la tête du Synode, & vous mes freres les Curés, Prestres du Seigneur & les cooperateurs de notre Ordre, vous êtes les Pasteurs des ames qui vous ont été confiées. Nous rendrons compte de vous au souverain Pasteur Jesus-Christ Notre-Seigneur, & vous, mes freres, vous le lui rendrez des peuples qui vous sont commis. C'est pourquoy, mes très-chers freres, considérez le danger où vous êtes. *Fratres Presbyteri & Sacerdotes Domini, cooperatores Ordinis nostri estis... Nos vero Pastores vestri sumus, vos autem Pastores animarum vobis commissarum. Nos de vobis, rationem reddituri sumus summo Pastori Domino nostro Jesu Christo, vos de plebibus vobis commissis. Et ideo Carissimi, videte periculum vestrum. Amonemus itaque & obsecramus fraternitatem vestram, ut que vobis suggerimus memoriam commendetis, & opere exercere studeatis. Pontif. Rom. in Ordin. Synodi.*

Un tel avis prouve certainement que le Curé est en premier chargé de sa Paroisse & de les Paroissiens, & que s'il en doit répondre à Jesus-Christ, ame pour ame, il est tout-à-fait criant de vouloir à ses risques & sans le consulter, en donner par voye de fait, la charge à un autre. Un Curé dans sa Paroisse est le Prestre du Seigneur, & non de l'Evêque; son cooperateur, & non son serviteur & son ministre.

Reponse à la troisième objection, tirée des dispenses accordées par les Evêques.

On peut se fonder encore sur les dispenses que les Evêques accordent aux particuliers, pour soutenir qu'ils ont une juridiction immédiate sur les fideles des Paroisses.

Pour résoudre ce point, il faut remarquer, que dans l'ancienne Eglise, les canons & les regles ecclesiastiques étoient inviolablement observés. L'on ne trouve point dans les premiers siècles d'exemples, ou du moins ils sont très-rars & ils ont été traités d'entreprise, que les Evêques en aient dispensé.

L'on pardonnoit à ceux qui n'avoient pas observé les saints canons, quand ils en remontoient un sincere repentir; mais on ne permettoit jamais à personne de ne les point suivre, si par hazard quelqu'un se trouvoit dans l'impossibilité de le faire, & qu'il y eût une nécessité, ou une utilité publique de ne les pas garder en des cas particuliers & extraordinaires, la disposition en étoit laissée à l'Eglise, car ce n'étoit point l'Evêque qui dispensoit, mais le Concile, (a) & si la chose étoit pressante, l'Evêque & les Prestres (a) en ces occasions,

(a) Ex causa necessario apud nos fit, ut per singulos annos seniores & Presbyteri in unum conveniamus ad disponenda ea que Curæ nostræ commissa sunt. ut si qua graviora sunt, communi consilio diriganur. *S. Firmilian. inter epist. S. Cypriani epist. 75. edit. Oxon.*

Plane cæterorum causas, quamvis libello à Martyribus accepto, differri mandavi, & in nostram præsentiam reservari, ut cum pace à

Domino nobis data, plures presbyteri convenire in unum ceperimus, communicare etiam vobis consilio disponere singula & reformare possimus. *S. Cyprian. epist. 28.*

Hoc enim & verècundè & disciplinæ & vitæ ipsi omnium nostrum convenit, ut presbyteri cum Clero convenientes, præsentè & instantium plebe, quibus & ipsi pro fide & timore suo honor habendus est, disponere omnia consilia

eu égard au bien public , ou à la foiblesse des particuliers , ou même à leur ferveur , dispensaient d'un commun accord de la rigueur des canons dans le Synode , ou autrement . L'on trouve cette discipline très-marquée dans l'antiquité .

Enfin , après plusieurs siècles , les Evêques commencerent à donner des dispenses generales des loix portées par les canons & leurs propres Synodes , & à absoudre de la transgression de ces mêmes loix ; non par une prerogative attachée à leur siege , mais comme ayant commission de l'Eglise ou du Concile , ou du Synode qui avoit fait la loi , (a) ou comme delegués du S. Siege , depuis que les Papes eurent attiré à leur Tribunal la plupart des dispenses . Le Concile de Trente est precis sur un très-grand nombre de ces sortes de dispenses renvoyées par commission à la dispensation de l'Evêque que le Concile auroit également pû renvoyer aux Curés , pour les donner dans leurs Paroisses .

Il n'y a personne qui ne voye qu'on infere fort mal de ces commissions accordées d'abord aux Evêques dans les Conciles de leurs Provinces , (a) ou dans le Synode de leur Diocèse , de dispenser des loix & dont insensiblement ils ont pris droit , qu'ils ont la puissance de gouverner prochainement les Paroisses . Car 1°. ces dispenses ne sont point si propres à l'Ordre épiscopal , que la faculté de les donner n'en puisse être séparée & donnée à d'autres . 2°. Il arrive souvent que le souverain Pontif ne delegue point les Evêques dans leurs Diocèses , pour dispenser dans les cas les plus importants , mais qu'il adresse la commission à des Prestres , ordinairement à l'Official , pour en son nom , comme il le fait lui-même au nom de l'Eglise , fulminer la dispense .

Ainsi le pouvoir ajouté & postiche à la dignité Episcopale , d'accorder des dispenses en quelques rencontres , & d'attirer par ce moyen par un abus que l'Eglise n'avoit pas prévu , l'or des Paroisses à la caisse du Secretariat , (b) n'est pas distinction , mais une grande charge à la dignité Episcopale , & ne nuit en aucune maniere au droit des Curés , & ne donne point aux Evêques la juridiction immediate dans les Paroisses , pour y agir dans le cours ordinaire aussi prochainement que les Curés , & deputer d'autres Prestres pour y faire les plus importantes fonctions , independamment des Curés .

Reponse à la quatrième objection ; *Que l'Evêque a droit de se réserver certains cas pour en donner l'absolution & de commettre des Religieux ou d'autres pour en absoudre sans le consentement des Curés.*

La quatrième objection , est que l'Evêque a droit de se réserver certains cas pour en donner l'absolution , & de commettre des Religieux , ou autres pour absoudre sans le consentement du Curé , d'où l'on tire cette consequence : que si l'Evêque a droit de se réserver des cas , dont l'absolution ne peut être

omnibus religione possimus. S. Cyprian. *epist.* 20.
Lex, *Qui mos.* Cod. Theod. lib. 16. tit. 2.
leg. 23.

(a) Les Conciles de la Province de Tours du

treizième & quatorzième siècle sont à lire sur l'article , on y trouve ordinairement sur la fin cette commission du Concile aux Evêques dans leur Diocèse .

(b) L'on doit cette justice à plusieurs Evê-

donnée qu'à son Tribunal, que s'il a droit de donner pouvoir à son grand Vicaire, à des Religieux ou à d'autres Prestres, d'en absoudre les Paroissiens, il a aussi le droit de leur donner des Confesseurs pour les cas ordinaires, sans le consentement des Curés, & dans leur propre Paroisse.

On peut répondre à cette objection; que la reserve de certains cas à l'Evêque à l'exclusion des Curés & des autres Prestres, est inouïe dans toute l'antiquité, & si nous en croyons le Docteur Filesc, n'est point encore connue dans les Eglises chrétiennes d'Egypte & d'Ethiopie. (a)

Le Concile d'Elvire semble avoir préparé à cette reserve, sans pourtant la faire absolument en faveur des Evêques, lorsqu'il declare qu'il y a des pechés que l'on doit plutôt confesser à l'Evêque qu'au Curé. Il est certain que cette opinion n'eût pas d'abord grand suite pour les pechés secrets, ou plutôt n'en eut aucune, lorsque le pecheur ne vouloit pas les expier par les travaux d'une penitence publique, & ce n'est que dans les derniers siècles que la reserve s'est introduite, & voici comment :

Les Curés voyant des crimes énormes & publics, renvoyoient les penitens à l'Evêque, afin de donner plus d'horreur du crime & de decharger leur conscience de l'absolution des criminels; mais les Evêques ne les recevoient point qu'ils n'eussent des lettres de leurs Curés, & ainsi le consentement des Curés, lorsqu'ils ne les presentoient pas eux-mêmes, & l'absolution qu'ils donnoient étoit souvent plus ceremonielle que sacramentelle, pour relever de la censure & de l'excommunication attachée à la penitence publique & retablir le pecheur dans les droits de la Communion, mais les Curés avoient entendu le penitent, lui avoient imposé la penitence, lui rendoient temoignage de sa ferveur, & souvent l'avoient reconcilié en secret. L'on en est persuadé, en lisant le chapitre *In capite Quadragesima. dist. 50.* (b) l'ancienne Formule (c) de ce que l'Evêque devoit rechercher (d) tous les ans dans les Paroisses, l'ancienne Ammonition synodale, (e) le Concile de Nantes de l'an 655. (f)

ques, qu'ils ne tirent aucun profit de leur secretariat. Mais l'on en connoit à qui le secretariat, par un mepris formel des reglemens de l'Eglise & de ses censures & des Ordonnances du Roi, produit tous les ans de très-grosses sommes, & l'on sçait des grands Vicaires qui se croyant tout permis, dispenfent nullement & abusivement en plusieurs rencontres.

(a) Voyez Filesc, de Coofessione auriculari. 6. Egyptiaca, & Ethiopica. pag. 698.

(b) In capite quadragesimæ omnes penitentes qui publicam *inscipient* aut suscepunt penitentiam, ante fores Ecclesiæ se representent Episcopo civitatis... ibi adesse debet decanus id est Archiepiscopi Parochiarum & Presbyteri penitentium qui eorum conversionem diligenter inspicere debent & secundum modum culpæ penitentiam per prafatos gradus *injungere*. Post hæc eos in Ecclesiam introducant, &c. In sacra autem Domini cena

rursus ab eorum Decanis & eorum Presbyteris Ecclesiæ liminibus *represententur*. cap. In capite. *Dist. 50.*

(c) Si xenium... à quocunque publice peccante vel incestuoso accipiat, ut Episcopo vel ejus Ministris peccatum illius roticet. Si aliquem minus digne penitentem, favoris aut familiaritatis aut consanguinitatis gratia ad reconciliationem adducat & ei testimonium reconciliationis ferat. *Inquisitio Episcopi apud Regimon. lib. 3. n. 37. c. 38.*

(d) Nullus vestrum minus digne penitentem cujusunque vel gratia ad reconciliationem adducat & ei testimonium reconciliationis ferat... Foris 4. ante quadragesimam plebem ad confessionem invitare, & ei juxta qualitatem delicti penitentiam injungere, non ea corde vestro, sed sicut in penitentiali scriptum est. *Ammonitio antiqua synodala.*

(e) Ut: nemo Presbyterorum xenium vel:

les Capitulaires d'Hincmar, *tit. 1. ch. 13.* & le Concile de Tours de l'an 1163. par Alexandre III. Cela paroît si constant à l'Auteur de la glose sur le Chapitre *in Capite*, qu'il ne fait aucune difficulté de dire que l'Evêque ne peut juger au for de la Penitence les sujets de ses Curés, (a) que l'Auteur appelle Prelats, & si raisonnable à Alexandre III. qu'il crut devoir défendre à un Evêque d'absoudre sans le consentement du Curé, (b) celui que le Curé avoit excommunié, c'est-à-dire, avoit mis en penitence.

Il n'y avoit donc point encore de cas réservés à l'Evêque. Ils ne pretendoient pas même en avoir, au contraire il y en avoit où on lioit le pouvoir de l'Evêque en faveur des Curés, & quand un Curé conduisoit un penitent à l'Evêque, c'étoit volontairement tant de la part du penitent que du Curé. Ce n'étoit point pour le faire absoudre du péché, mais pour le réhabiliter dans les droits de la communion publique, dont il étoit déchu par la penitence publique, & pour constater au corps des fideles, que celui qui avoit contristé l'Eglise par son crime, l'avoit édifiée par sa penitence & faisoit maintenant la joye du Ciel. Mais l'on ne doit pas conclure de ce que l'absolution de la censure étoit réservée à l'Evêque & au corps de son Clergé, que le péché qui l'avoit attirée l'étoit aussi. Ce sont deux choses distinctes, remarque Suarez, (c) dont l'une peut être réservée sans que l'autre le soit.

Cette pratique a duré jusqu'au douzième ou treizième siècle, si nous en croyons M. Dupin, que l'on commença à dire d'un petit nombre de cas, de cinq à six au plus qu'ils étoient de droit réservés à l'Evêque. En conséquence du Decret qui avoit fait la reserve, les Evêques ont cru avoir puissance pour se réserver plusieurs cas, & les ont étendu souvent le plus loin qu'ils ont pu. Mais Boniface VIII. qui peut passer pour l'Auteur de la reserve des cas réservés de droit à l'Evêque, étant le premier qui en a fait mention dans ses Extra-

quodcumque emolumentum temporale, imo detrimentum spirituale à quocumque publice peccante vel incestuoso accipiat ut Episcopo vel Ministris ejus peccatum illius reticeat, nec pro respectu cujusque personæ aut consanguinitatis vel familiaritatis, alienis communicans peccatis, hoc Episcopo innotescere detrectet, nec à quoquam penitente aut gratia aut favore aut munus suscipere præsumat, aut minus digne penitentem ad reconciliationem adducat & ei testimonium reconciliationis ferat, & quocumque livore, alium quemlibet dignus penitentem à reconciliatione removeat. *Conc. N. ann. apud Regim. lib. 1. c. 111. Burchard, lib. 19. c. 100. Capitular. Hincmar. Conc. Turon. 1163. Decretal. Gregorii 9. de Simonia.*

(a) Glossa in cap. in capite. dist. 50. verbo *susceperunt*. Ergo alio tempore potest penitentia imponi à Sacerdote, & postea hæc solennitas fir à Episcopo... Et verbo, *inungere*. Argumentum quod Episcopus non potest judi-

care de subditis suorum Prelatorum. Ut extra. de offic. ordin. Cum ab Ecclesiis... Et verbo, *representantur*. Et hæc intromissio fit à proprio Sacerdote, nisi solemniter debeat reconciliari Ecclesie.

(b) Mandamus quatenus si Plebanus sancti P. in Clericos vel Laicos Parochianos suos, interdicti vel excommunicationis sententiam rationabiliter tulerit, ipsam facias inviolabiliter observari, & eam sine congrua satisfactione & absque ejusdem Plebani conscientia non relaxes. *Cap. Cum ab Ecclesiis. De offic. jud. ordin.*

(c) Dico etiam in excommunicationibus reservatis Episcopis per eorum statuta, vel sententias, non statim haberi, quod ipsa peccata in se maneant reservata, quia ut dixi, illa duo sunt distincta: imo interdum potest reservari censura & non culpa. *Suarez de Pen. disp. 29. §. 3.*

vagantes, ni aucun autre Pape, avant ou depuis lui n'ayant pas eu le droit de se réserver des cas, au préjudice de l'Évêque & d'en réserver à l'Évêque au préjudice des Curés selon la maxime du grand S. Gregoire, qu'il ne faut troubler personne dans sa jurisdiction, il semble qu'ils ne devraient avoir aucune vertu ni execution, sur-tout depuis la revocation de l'Extravagante *Introumissas*, de Benoît XL où ils sont plus marqués.

Mais qu'ils en aient, à la bonne heure, ce n'a pu être que du consentement des Curés, qui ont bien voulu que l'absolution de certains cas graves fut réservée à l'Évêque, pour en donner plus d'horreur, sans se dépouiller absolument du droit d'absoudre, ce qui est si vrai, que quand les cas sont occultes, & ne sont point de ceux que le droit réserve aux Evêques, où que la réserve à raison de certaines circonstances, en devient odieuse ou nuisible au salut, les Curés en donnent sans difficulté l'absolution. C'est le sentiment du célèbre Durand, (a) de S. Antonin, (b) d'Angelus, (c) d'Hesseliuss, &c. (d)

On ne peut donc pas conclure des cas réservés à l'Évêque, qu'il a droit de nommer des Confesseurs dans les Paroisses, pour absoudre des cas ordinaires, sans le consentement des Curés. Au contraire l'on en conclut que comme il ne réserve contre les Curés, que de leur consentement, il ne doit également qu'après leur consentement pris mettre des Confesseurs dans leurs Paroisses.

La seconde partie de l'objection, qui regarde le pouvoir donné aux Réguliers ou autres Prêtres d'absoudre sans le consentement du Curé dans sa Paroisse, est une fausse supposition, car il n'a jamais été permis, les cas de droit exceptés, & il n'est point encore permis d'approuver aucun Prêtre, soit séculier, soit régulier pour absoudre, prêcher, ou faire aucune autre fonction dans les Eglises des Paroisses, sans le consentement des Curés, lorsqu'ils sont capables, & qu'ils ne refusent pas de faire leurs fonctions de Curé. C'est une pratique constante & confirmée par plusieurs reglemens à laquelle les Réguliers se sont soumis solemnellement, & que la Faculté de Théologie de Paris, en plusieurs occasions, tant anciennement que nouvellement a soutenu & qui a été auto-

(a) Guill. Durand. in reperiore. Regula, super quibus sit Penitens ad Episcopum remittendus.

(b) Tot casus ponere non est aliud quam potestatem Sacerdotum restringere quæ eis plenarie est à dāta à Christo: Unde breviter dico, Sacerdotes omnia possunt quoad foris penitentialia quæ non sunt specialiter in jure Episcopis reservata, & quæ non sunt ipso Sacerdotibus directæ, vel per aliquam consequentiam interdicta... Hoc tamen fateor quod ubique fuit grave delictum, vel enorme superioris est judicium requirendum. Et idem dico in omnibus casibus de quibus est generalis consuetudo Ecclesiæ quod sint Episcopis reservata... sed Guillelmus dicit quod non obstant, quod Doctores ponunt multos casus Episcopis reservados, Curati possunt absolve-

re ab omnibus occultis quæ in jure non sunt Episcopis reservata, & quæ non sunt ipso Sacerdotibus directæ vel per consequentiam aliquam interdicta. S. Anton. 3. part. tit. 17. c. 11.

(c) Similiter licet Episcopus sibi pro communi utilitate reservasset aliquem casum & Sacerdos videret in aliquo singulari non expedire salutem ejus, imo obesse si remitteretur, quod potest absolvere juxta notata per Panor. in cap. Quod dilectio, de consang. & affin. & in cap. An si Cleric. de jud. Angelus verbo, Causa.

(d) Pontifex lege positiva ex jussu ecclesiæ quædam peccata sive tantummodo potestati reservavit... quod si antea contingeret hanc legem ad malum declinare; & contra contrarietatem militare, ipsa celsitas, statim in solo jure divino. Hesseliuss. Catech. lib. 2. c. 437.

riſſe, tant par les Edits de nos Rois, que par les Arrêts des Cours ſouveraines.

Ainſi bien loin que cet exemple puiſſe nuire dans l'affaire preſente, il confirme aux Curés privativement à tous autres, la qualité d'ordinaires & de propres Prêtres, ſur laquelle il eſt fort injuſte lorsqu'ils ne ſont point en faute, de les troubler dans leurs Paroiſſes. Car ſi l'Evêque ne peut pas accorder ſur le territoire d'autrui un tribunal preciaire dans le ſor penitentiel, contre le tribunal ordinaire & de titre, ſans connoiſſance de cauſe & contre la volonté du titulaire, il n'a pas plus de droit de reſſerrer la juřiſdiction des Curés dans des bornes qu'elle n'a pas par ſon inſtitution, & de ſe reſerver ſans Synode ni Lettres patentes des cas nouveaux ſur leurs Paroiſſiens. Ces paroles du S. Eſprit, *Prov. 23. 18. Ne transgrediaris terminos antiquos quos poſuerunt Patres tui.* & *Prov. 23. 10. Ne attingas parvulorum terminos, & agros pupillorum ne introcas.* Ne paſſez point les bornes anciennes & n'entrez point dans le champ des petits, ſont autant pour les Evêques que pour les autres, & leur deſſendent autant d'entreprendre ſur le ſpirituel que ſur le temporel. Le S. Eſprit ajoute, parce que celui qui les doit vanger, & qui prendra leur cauſe en main contre vous, eſt puiſſant. (a)

L'approbation donnée à un ſimple Prêtre pour confeſſer les ſujets d'un Curé ſur ſon territoire, eſt une declaration de capacité à laquelle un Curé peut avoir égard ſur la recommandation de l'Evêque, mais la reſerve eſt un droit de rigueur & odieux, que l'on ne peut exercer ſans un legitime pouvoir. Et ce pouvoir, nous l'avons dit, n'appartient point à l'Evêque ſur les Curés, & eſt un joug que le Roi protecteur des canons peut empêcher qu'on ne mette ſans raiſon ſur ſes ſujets.

L'on m'objeète que le Concile de Trente, *ſſ. 14. de Pœnit. cap. 7.* donne aux Evêques le pouvoir de ſe reſerver des cas, & qu'il declare *ibid. can. 11.* que la reſerve de l'Evêque eſt une deſſenſe faite aux Prêtres d'abſoudre au ſor interieur, je l'accorde: mais l'on doit m'accorder auſſi que ce droit ainſi que beaucoup de Canoniſtes & de Theologiens (b) l'enſeignent ne peut & ne doit

(a) *Proptinquus enim illorum ſortis eſt, & ipſe judicabit contra te cauſam illorum. Prov. 23. 11. — ſelon les 70. Qui enim redimit eos Dominus, validus eſt, & judicabit judicium eorum tecum. — ſelon l'Hebreu. Nam vindex eorum ſortis, ipſe aget cauſam illorum contra te.*

Le Roi & les Parlemens ſont de ſorts protecteurs que Dieu donne aux Curés pour les deſſendre contre les entrepriſes des Evêques.

(b) *Tener etiam Henricus in 1. Quodlib. q. 25. quod Prelati non poſſunt ſibi reſervare novos caſus, ultra illos qui de jure eis reſervantur, niſi ex cauſa legitima. Et hoc verum quoad Sacerdotes qui habent curam animarum, quoad vero alios, bene poſſunt, quot volunt. Angelus V. Caſus.*

Caſus reſervati jam ſunt in ſufficienti numero. Dominis curatis iſta debent Episcopi relinquere. Si dicas quare non poſſunt adjungere unum caſum ſicut a principio fecerunt? Reſpondetur: ſi ita procedas cum ſuperiore reſervando: quid pro curatis manebit, qui ſunt de ordine Hietarchico Eccleſie ſicut ipſi Episcopi, in inſtitutione Chriſti. *Major in 4. diſp. 17. q. 5.*

Quando vero reſervatio ſit reſpectu inferioris Paſtoris habentis ordinariam juřiſdictionem, major eſt difficultas, quia inferior habet intrinſecum & proprium jus & ideo eſt varietas opinionum. Prima absolute dicit eſſe nullam. Ita ſentit Soto, *diſp. 18. q. 2. a. 5.* & Ruardus (Tapperus in explic. articulo. Lovanienſium) *art. 3. Suarez, de Pœnit. diſp. ſecl. 4.*

être exercé qu'envers ceux qui ont une juridiction commise & déléguée par l'Evêque, & nullement envers les Curés, qui tiennent de Jésus-Christ leur juridiction & qui l'ont ordinaire.

Ce n'est point le droit divin qui réserve des cas au Pape & à l'Evêque; car si nous en croyons S. Antonin, le Cardinal de la Palus, Soto, Navarre, &c. la puissance du Prêtre pour absoudre, est aussi étendue par son institution, que celle de l'Evêque. La réserve est donc un fait de pure discipline: le Concile de Trente l'affirme positivement, (a) les Theologiens le pensent ainsi & l'enseignent expressément. (b) Ce droit ecclésiastique n'oblige par conséquent, que lorsqu'il est reçu dans les formes usitées, & n'oblige pas plus que les Bulles de Rome qui réservent tant de cas au souverain Pontife, mais qui n'ont aucune exécution en France. Le Clergé & le Roi ne les ayant point acceptées, les Evêques ne sont point alors dépouillés de leurs droits, & donnent l'absolution sans recours à Rome. Je dis plus, les Curés eux-mêmes & les autres Confesseurs la donnent. Il en est ainsi des cas que l'Evêque se réserve sans Synode: Les Curés & tous ceux à qui ils commettent leur juridiction, conservent tout le droit d'en absoudre, sans recours à l'Evêque, jusqu'à ce qu'ils aient renoncé librement & avec connoissance à user de leur droit. Je doute même, si les Curés ayant le droit d'absoudre dans leurs Paroisses comme Vicaires de Jésus-Christ & à cause du peuple qui est commis à leurs soins, *ut Christi Vicarii propter bonum ovium*. Ils peuvent renoncer à ce droit sans le consentement de ceux qui ont intérêt qu'il demeure entier dans leurs Curés & si y renonçant au préjudice de leurs Eglises, & sans que les formes aient été gardées, le Ministère public ne doit pas intervenir, sans attendre que le peuple se plaigne, & se rendre au nom du public, appellant comme d'abus de tous les Mandemens qui tendent à diminuer la juridiction des Curés au préjudice & à la charge du peuple qui leur est commis. De-là il résulte que le R. P. Bernard Capucin dans son Livre du *Ministère de l'absolution* pag. 100. pense très-mal quand il écrit: La réserve des cas & l'exception des Religieuses, sont des clauses mises de droit divin par l'Episcopat à la juridiction ordinaire ou déléguée. Il y a de l'erreur à avancer une chose semblable.

(a) *Conc. Trid. ff. 14. cap. 7.* Voyez le texte cy-dessus 1. part. §. 9.

(b) Pontifex lege positiva, ex justa causa, quædam peccata sive tantummodo potestati reservavit, &c. Hefelius, *Catech. 10. 2. c. 43.* Sacerdotibus secularibus potest Episcopus casus pro libito reservare, nisi Parochus sit. *Henriquez, de Panit. Sacram. cap. 6. n. 5.*

Parochus sine causa non potest ab Episcopo privari jurisdictione, quia eam habet à jure communi. *Ibid. n. 6.*

Concilium Trid. non habet præfatam potestatem reservandi, dari Episcopis jure divino,

id est, immediate à Deo, *sed magno pere ad Christiani populi disciplinam pertinere, ut hanc potestatem habeant, summi quidem Pontifices in toto orbe, Episcopi vero in suis diocesis.* Quod longe aliud est, cum multa jure humano constituta, nullum ad Christiani populi disciplinam pertineant. Tum quia hæc reservandi potestas non pertinet ad ordinis substantiam, neque ad jurisdictionem ad absolvendum necessariam, sed ad aliam extrinsecam Ecclesie Christiane gubernandæ valde opportunam. *Navar. Enchirid. de casib. reservatis, n. 263.*



§. VI. Les Curés deleguent de Droit commun de simples Prestres pour administrer le Batême, l'Eucharistie, l'Extrême-Onction & le Mariage, sans permission de l'Evêque.

Il n'est def fendu par aucune loi de l'Eglise, d'administrer les Sacremens curiaux, celui de la Penitence excepté, sans l'approbation de l'Evêque, (a) & il n'y a aucun precepte general de l'Eglise qui ordonne aux Prestres de se faire approuver de l'Evêque pour l'administration des Sacremens de Batême, d'Eucharistie, d'Extrême-Onction & de Mariage. Il n'y a également aucune censure de droit contre les Prestres seculiers qui les administrent, le Sacrement de Mariage excepté, dont l'administration porte suspension par le seul fait contre le Prestre qui tente de l'administrer sans la permission du Curé. C'est pourquoi les Curés communiquent tous les jours l'administration des Sacremens curiaux, aux Prestres qu'il leur plait d'appeler en part de leurs fonctions, & les simples Prestres les administrent communement avec la seule permission du Curé, (b) sur ce principe certain que l'autorité pastorale que Dieu par sa parole *Mat. 20. 28.* & l'Eglise par ses canons a confié aux Curés, ne se peut perdre par le tems ni par les entreprises.

Avant le Concile de Trente, les Curés ont eu le pouvoir de commettre l'administration des Sacremens à ceux qui n'étoient pas approuvés de l'Evêque, même celui de la Penitence; on l'infere d'une infinité de Reglemens anciens, qui tous font entendre que les autres Prestres peuvent administrer les Sacremens, pourvu qu'ils en ayent la permission du Curé; ils le peuvent donc encore après le Concile, qui n'a jamais pensé à leur ôter ce droit, excepté le Sacrement de Penitence, pour lequel il a expressement requis que les Prestres reguliers auroient l'approbation de l'Evêque, ou une attestation de leur capacité avant que les Curés pussent les employer.

Les Evêques du Royaume dans leurs differens Reglemens & dans les Assemblées depuis le Concile de Trente l'an 1563. jusqu'à l'an 1735. exclusivement, n'ont jamais pensé qu'un Prestre commis d'un Curé pour administrer un Sacrement devoit aussi avoir la permission de l'Evêque. Ils ne l'ont

(a) Le Concile de Trente a réglé que les Reguliers avant de confesser les seculiers, doivent être reconnus capables dans l'examen de l'Evêque ou autrement, mais il n'est pas certain qu'il ait statué la même chose des Prêtres seculiers.

(b) Dans un acte de fondation à la Chapelle de S. Jullien Paroisse de S. Nicolas de Nantes, du 12. Avril 1656. au rapport d'Hallouin Notaire, je lis cette clause : Lequel Prestre pourra, s'il plait audit Sr. Recteur, administrer les Sacremens de la Penitence & de la Sainte Eucharistie.

Et dans une Requête présentée à la Communnauté de la Ville de Nantes le 11. Mars 1674. par le Chapelain de S. Jullien, est dit : A laquelle Requête est attaché une acte passé devant Moequart, & le Mele registrateur Notaires royaux du 9. de ce mois, par lequel il conste que ledit sieur Recteur de St. Nicolas a commis & établi ledit sieur le Mele Chapelain de lad. Chapelle de S. Jullien pour apporter ses soins aux Confessions en ladite Chapelle & à l'administration des Sacremens.

Voyez ci-dessus *part. 3. §. 4.* & *part. 2. §. 13.*

point réglé l'an 1579. 1615. 1625. 1635. 1645. 1655. dans le tems qu'ils établissoient la nécessité de leur consentement pour consacrer. L'Arrest de 1669. & l'Edit de 1695. ne donnent point aux Evêques d'approuver les Prestres, qui du consentement du Curé, administrent les Sacremens dans les Paroisses. La possession est donc pour les Curés, & quand ils n'auroient pas ce droit par titre, ils l'auroient légitimement prescrit depuis plusieurs siècles. Il n'y a point de Curés qui ne puissent dire à ceux de Messieurs les Evêques qui pensent à les troubler dans leur possession plus que centenaire, plus que millenaire même, ce que Jephthé chef du peuple d'Israël, disoit au Roi des Ammonites. Il est bien juste que nous possédions ce que le Seigneur notre Dieu nous a donné de posséder : Est-ce que vous êtes plus considérables que les grands Evêques qui vous ont précédé ? ou pouvez-vous faire voir qu'ils aient formé contre nous les plaintes que vous formez présentement ? ou qu'ils nous aient pour cela déclaré la guerre ? notre possession est immémoriale, elle est de plus de 3000. ans, elle est de plus de 10000. ans, d'où vient que pendant tout ce tems, n'avez-vous fait aucune demarche pour rentrer dans les droits que vous prétendez aujourd'hui nous enlever ? Ce n'est donc point nous qui vous faisons injure, mais c'est vous qui nous la faites en nous déclarant une guerre injuste. Que le Seigneur soit notre arbitre & qu'il décide aujourd'hui ce qui diffère entre vous & nous. Mais le Roi des enfans d'Ammon ne voulut point se rendre à ce que Jephthé lui avoit fait dire par ses Ambassadeurs, Ainsi quelques Evêques ne se rendent point aux justes plaintes qu'on leur porte.

Il y a des Ordonnances synodales qui défendent de laisser administrer les Sacremens par les Prestres non approuvés de l'Evêque ou du grand Vicair, de ce nombre sont les Ordonnances de Glandevé du 4. Mai 1656. c. 2. n. 4. on y parle ainsi. "Nous leur défendons (aux Curés) de permettre qu'aucuns Prestres administrent les Sacremens s'ils ne sont approuvés de Nous ou de notre Vicair general." Les Ordonnances de Grenoble du 10. Fevrier 1690. *Tit. 6. des Sacremens art. 1. n. 6.* "Comme il n'y a pas un plus grand défaut que celui de puissance & de juridiction, nous leurs défendons de permettre qu'aucun Prestre administre les Sacremens dans leurs Paroisses qu'il ne soit approuvé de nous à cet effet."

Des Reglemens semblables n'ont d'exécution & n'obligent qu'autant qu'on veut s'y soumettre. Ils défendent aux Curés de permettre, & en même tems ils reconnoissent qu'ils ont droit de permettre. Ils ne prononcent aucune peine contre le Curé qui permet, ni contre le Prestre, qui avec la permission du Curé administre les Sacremens. Ce sont des Reglemens hazardés pour accroître l'autorité épiscopale, si les Curés & les Prestres y defferent, mais sans conséquence si on n'y defferé pas, parceque les Evêques qui les hazardent savent fort bien qu'ils ne peuvent contraindre qui que ce soit à les observer, & que de pareilles Ordonnances sont sujettes à l'appel comme d'abus, & sont abusives véritablement.

Cependant, il y a des Evêques que le desir de dominer sur la portion la plus précieuse de l'heritage du Seigneur, aveugle si fort, qu'ils se persuadent que la defense faite par le Concile de Trente par rapport au Sacrement de Peni-

tence, peut être étendue aux Sacremens curiaux, & que quoique l'administration du Sacrement de Penitence demande plus de lumiere, de droiture, de desinteressement, de maturité d'âge, d'affermissement dans la vertu, plus de prudence, de charité, de fermeté que ne demandent celles de l'Eucharistie, du Batême, de l'Extrême-Onction & du Mariage, cela n'empêche pas qu'il n'y ait des attentions à faire & des precautions à prendre en conférant les autres Sacremens, dequels il se peut faire que tous les simples Prestres ne soient pas capables, & que c'est à l'Evêque, comme premier Ministre des Sacremens dans son Diocèse & comme ayant la principale part du soin des ames, de veiller à ce que les Sacremens soient administrés par personnes capables & qui aient juridiction dont il ne peut être assuré que par l'examen qu'il fait de leur capacité, l'approbation qu'il leur donne, & la juridiction, qu'il est *seul capable*, disent-ils, de communiquer aux Prestres ses Diocésains pour *valider* les Sacremens qui la demandent. Voilà ce qui porte tous les jours des Evêques à desferre l'administration des Sacremens même de l'Eucharistie, (a) par de simples Prestres, s'ils ne les ont approuvés à cet effet, à l'imitation de ce que le Concile de Trente leur a desferendu celle du Sacrement de Penitence, sans cette approbation; comme si distribuer les sacrés mystères étoit plus éminent que de les offrir & de les consacrer, & demandoit plus d'autorité & de capacité. Quelle illusion! Ce sont des Evêques qui se la font, & auxquels on persuade que le sentiment opposé avilit leur autorité.

Les raisons que je viens de rapporter paroissent si solides à M. Gibert qu'il ne craint point d'avancer dans ses Consultations canoniques *to. 2.* que l'usage où sont les Curés de faire administrer les Sacremens sans permission expresse de l'Evêque, est un veritable abus, que l'administration des Sacremens est absolument desferendue aux simples Prestres, quelque commission qu'ils aient du Curé, si d'ailleurs l'Evêque ne les a pas approuvés, & ne leur a pas donné juridiction pour les administrer. M. Gibert accorde cependant que l'on doit excepter l'administration de l'Eucharistie, pour laquelle il ne faut point, dit ce Canoniste, *d'autre approbation que celle qui est nécessaire pour dire la Messe, excepté le tems de Pâques, où en plusieurs Diocèses elle n'est permise qu'aux Curés & à ceux par qui ils font donner la Communion.*

Mr. Gibert qui pretend ne decider que par les canons, d'où il titre de *Consultations canoniques*, ses decisions, oublie tout-à-fait ici les canons. Les anciens canons autorisent les Curés à commettre leurs fonctions & desferrent aux fideles de communier ailleurs qu'à la Paroisse, & aux Pretres de les communier sans la permission du Curé, & à d'autre Messe qu'à celle de la Paroisse.

(a) Mr. l'Evêque de Rennes vient de donner une Ordonnance à ce sujet, conçue en ces termes :

Par ordonnance de Monseigneur l'Evêque de Rennes, il est desferendu à tout Pretre seculier & regulier qui celebreront la Messe dans la Chapelle des Religieuses de la Congregation du Calvaire établie à St. Cyr Paroisse de St. Etienne de donner la sainte Communion soit aux Reli-

gieuses de ladite Congregation, soit aux personnes seculieres, n'accordant cette permission qu'au seul Confesseur par Nous nommé. Le 16. Avril 1640. Signé J. Louÿs-Gui Evêque de Rennes.

Fut lu à la Grille à la dame Superieure par un des Aumôniers de l'Evêque, & affiché à la Sacristie, d'où ce Mandement abusif disparut aussitôt sans avoir été notifié autrement.

Cette

Cette Messe se dit par le Curé, ou le Prêtre qu'il substituë. Mais si l'on communie à la Paroisse à une autre Messe qu'à la solennelle, & hors le tems de la celebration des saints Mysteres c'est sous les yeux du Curé, à qui seul, & à ceux à qui il veut en commettre l'administration, appartient de droit d'administrer les Sacremens dans son Eglise & sur sa Paroisse; mais tous les Prêtres sont censés capables de recevoir la commission, dès qu'ils ont le pouvoir de dire la Messe, & ont toute l'idoneité requise de droit, le Concile de Trente défendant (a) expressement aux Evêques d'ordonner qui que ce soit Prêtre, s'il n'a été trouvé capable par un examen exact d'instruire & d'administrer les Sacremens, & par conséquent lorsqu'il sera Prêtre de recevoir la commission du Curé pour les administrer. Il y a de l'illusion à prétendre qu'un Prêtre reconnu capable avant son Ordination, cesse de l'être aussitôt qu'il est ordonné.

Les Curés par leur benefice sont proposés d'office pour faire seuls les fonctions curiales, ils sont les seuls qui sans commission administreront licitement à leurs paroissiens les Sacremens curiaux. *Ils sont les Pères & les Pasteurs du peuple, (b) ils sont dans l'exécution (c) les Pasteurs immédiats du troupeau de Jesus-Christ, les premiers conducteurs des âmes dans la voye du salut, les Ministres de l'Eglise les plus nécessaires.* (c) Le Curé a une juridiction ordinaire, de l'aveu de tous les Canonistes. Il est ordinaire lui-même dans sa Paroisse, & il y fait de droit les fonctions curiales. Or c'est un principe constant que tout Ordinaire a droit de commettre ses fonctions, cap. 10. & 20. de offic. judic. ordin. à moins qu'il ne lui soit défendu de les commettre par la réserve que le canon en fait quelquefois au Supérieur. Or l'on ne voit pas que le droit de commettre l'administration des Sacremens curiaux & des autres fonctions curiales soit réservé à l'Evêque par les loix de l'Eglise, au contraire plusieurs textes du droit nous convainquent que les loix de l'Eglise permettent aux Curés d'en commettre l'administration sans dependance de l'Evêque. Le Concile de Trente suppose par tout que les Curés comme Curés ont ce droit, & les Evêques comme delegués du S. Siege seulement par devolution, dans la negligence & dans l'incapacité des Curés, & ainsi ne l'ont pas de droit commun, selon le Concile de Trente, mais par la delegation d'un autre.

Un Curé peut commettre à un Diacre l'administration solennelle du Batême & tout ce qui en résulte, comme de benir l'eau, de benir le sel, &c. à plus forte raison, il a droit de commettre cette fonction à celui qui joint le Sacerdoce au Diaconat. Les seuls Prêtres, dit le canon *Constat. de consecr. dist. 4. c. 19.* formé des paroles de S. Isidore Evêque de Seville, *de offic. lib. 2. c. 24.* doivent administrer le Batême. Les Diaques ne le peuvent pas, à moins que l'Evêque ou le Prêtre, c'est-à-dire le Curé, ne leur en donnent la commission. *Constat Baptisma solis Sacerdotibus esse stallandum, ejusque mysterium nec ipsis Diaconis expleto est licitum absque Episcopo vel Presbytero.* Le chapitre *Diaconos. 23.* dist. 93. qui est du Pape Gelase I. établit la même chose. Que les Diaques, dit ce Pape, n'entreprennent point les fonctions réservées aux Evêques & aux

(a) Conc. Trid. ff. 23. de reform. cap. 14.
Voyez le texte cy-dessus part. 3. §. 1.

(b) Ordonnances synodales de Grenoble

1690. tit. 6. de l'Extr. Oncl. a. 7. n. 1.

(c) Consultat. Canon. par M. Gibert, tom. 1. Consult. 25. pag. 248.

Prêtres par les anciens conons. Qu'ils ne baptisent point sans la permission de l'Evêque (à la Cathédrale) ou du Prêtre (dans les autres Eglises.) *Diaconus propriam constituitur servare mensuram, nec ultra tenorem paternis canonibus deputatum quippiam tentare permittimus, nihil eorum suo ministerio penitus applicare quæ primis ordinibus proprie decrevit antiquitas. Absque Episcopo, vel Presbytero baptizare non audent, nisi prædictis fortassis ordinibus longius consuetis, necessitas extrema compellat.*

La glose sur le chapitre *Diaconus*. remarque que dans l'absence du Curé, le Diacre baptise de droit, & donne le St. Viatique, mais que si le Curé est présent, il ne le peut même dans la nécessité à moins que le Curé ne lui permette, par exemple lorsque le nombre de ceux qui se présentent au Batême & à la Communion est si grand que le Curé ne peut suffire à les leur administrer. *Nota quod ubi necessitas exigit, & Presbyter est absens, potest Diaconus etiam jure suo baptizare & Corpus Christi erogare infirmis si consecratum est, sed in Ecclesia in presentia Presbyteri non potest etiam si necessitas exigit, nisi iussus à Presbytero, quia cum multi sunt qui indigent baptismo, & Presbyter non potest omnibus sufficere. Similiter si multi sunt qui volunt accipere Corpus Christi, nec Presbyter sufficit omnibus.* Glossa, in cap. Constat. de Consecr. dist. 93. verb. Necessitas.

Si ces textes ne parlent pas d'un Prêtre commis par le Curé, c'est qu'autrefois tous les Prêtres avoient de droit commun toutes les fonctions sans commission de lui que ce soit & servoient à leur rang in ordine vicis sua, dans les Eglises où ils étoient attachés & incardinés.

Le Concile general de Vienne de l'an 1311. rapporté dans les Clementines, lib. 5. tit. 6. de Privileg. &c. cap. Religiosi. excommunie par le seul fait les Religieux qui sans l'express consentement du Curé administrent les Sacremens d'extrême-Onction, d'Eucharistie & de Mariage aux Clercs ou aux laïques. *Religiosi qui Clericis aut Laicis Sacramentum Unionis extrema, vel Eucharistia ministrare, Matrimonium ve solemnizare, non habita super his Parochialis Presbyteri licentia speciali... excommunicationis incurrant sententiam ipso facto per Sedem apostolicam duntaxat absolvendi.* La Clementine ne dit rien de la permission de l'Evêque, parceque les Sacremens dont elle parle. ne sont point de l'office de l'Evêque sur les Paroisses, & qu'il ne prend point intérêt à les faire administrer hors les cas de droit. Il n'en est pas ainsi des Curés, l'administration leur en appartient d'office, & s'y immiscer sans leur consentement, c'est aller sur leurs droits, de-là le doute assez fondé de quelques anciens Canonistes, si l'Evêque ou son grand Vicaire peuvent permettre à un Prêtre d'administrer les Sacremens sur une Paroisse qui a un Curé capable, & qui ne refuse pas de les administrer à ceux qui veulent & qui sont en état de les recevoir.

La glose conseille au Religieux muni de la permission de l'Evêque pour l'administration des Sacremens dont parle la Clementine, d'y joindre la permission du Curé, & lorsqu'il ne l'a pas, de s'en abstenir; mais elle incline à croire que si le Religieux les a administrés de bonne foi sur la permission de l'Evêque, il n'a pas encouru les peines portées par le Concile de Vienne. La glose demeure encore d'accord que l'Evêque ou son grand Vicaire peuvent eux-mêmes les administrer aux Paroissiens des Curés, mais c'est par eux-mêmes.

mes, & non par delegués qu'elle convient qu'ils le peuvent faire, non sur les Paroisses, mais à l'Eglise cathédrale & sur la paroisse de la Cathédrale, dont l'Evêque est prochainement le propre Prêtre & l'Archiprêtre qui y est établi, son Vicaire né. *Puto etiam post factum à penis excusari illum qui hoc facit de auctoritate Diocesani... quando vacat Parochialis Ecclesia, sed quando non vacat, ante factum consulas abstinere, & ex licentia Episcopi vel Archipresbyteri Civitatis, hoc non fieri, licet ab illis recipi possint, ut scripsi, de officio Archipresbyteri, cap. 311.*

Le Curé est donc fondé de droit, & plus que l'Evêque à permettre d'administrer les Sacrements sur sa Paroisse, & le Prêtre qui les administre avec la permission de l'Evêque sans avoir aussi celle du Curé n'est donc pas toujours exempt de faute, parcequ'il n'a pas tout ce qu'il doit avoir pour les administrer légitimement, mais il a tout quand le Curé consent qu'il les administre.

Le Concile de Trente, *ch. 1. sess. 24. de resem. Matrim.* les Conciles, les Statuts synodaux, & les Rituels postérieurs établissent en termes précis, qu'un Prêtre peut avec la permission du Curé & de l'Ordinaire célébrer un Mariage: *Qui aliter quam prasente Parocho vel alio Sacerdote de ipsius Parochi seu Ordinarii licentia, &c.* Que le Prêtre qui n'est pas le propre Curé le peut benir avec la permission du Curé ou de l'Ordinaire. *Statuitque... benedictionem à proprio Parocho fieri, neque à quoquam nisi ab ipso Parocho vel ab Ordinario licentiam ad prædictam benedictionem faciendam, alii Sacerdoti concedi posse.* Enfin, que si un Curé ou un autre Prêtre marie les paroissiens d'une autre Paroisse, ou benit leur mariage sans la permission de leur propre Curé, (le texte ne dit point ici, ou de l'Evêque) il est suspens de droit, pour autant de tems qu'il plaira à l'ordinaire du Curé qui devoit assister & benir le mariage. *Quod si quis Parochus vel alius Sacerdos... alterius Parochia sponfos sine illorum parochi licentia matrimonio conjungere aut benedicere ausus fuerit, ipso jure tandem suspensus maneat quandiu ab Ordinario eius parochi qui Matrimonio interesse debebat, seu à quo benedictio suscipienda erat absolvatur.*

Il est certain par ces textes, 1°. Que quand le propre Curé n'assiste pas lui-même au mariage de ses paroissiens, le Concile de Trente l'autorise à commettre un autre Prêtre pour y assister, mais il n'est pas certain, si la permission de l'Evêque doit accompagner celle du Curé, & la permission de celui-ci celle de l'Evêque. La difficulté vient de *sen*, ainsi construit: *De ipsius Parochi, seu Ordinarii licentia.* qui étant rendu par *id est*, ne désigne que le Curé ordinaire du paroissien; mais *sen* étant pris pour la particule &, qui est le sens où le Concile paroît la prendre plus bas, exige que celui qui n'est pas le propre Curé, ait le consentement du Curé & de l'Evêque, la permission de l'un sans la permission de l'autre, ne pouvant lui suffire selon le Concile, pris en ce sens; mais la permission de l'un sans l'autre lui suffit, si l'on rend *sen* par *vel*, en françois, ou: & c'est le sens que l'usage paroît lui donner en faveur de l'Evêque.

2°. Qu'un autre Prêtre après le consentement pris & le mariage célébré par le Curé, peut le benir du consentement du seul Curé ou de l'ordinaire. *Statuit... ab ipso Parocho vel ab ordinario licentiam (benedictionis faciendæ) alii Sacerdoti concedi posse.*

3°. Que le Prêtre étranger qui fait un Mariage ou qui le benit sans la commission du propre Curé est suspens de droit, jusqu'à ce que l'Evêque du Curé qui devoit faire & benir le Mariage, l'ait absous. *Si quis... sponsos sine illorum parochi licentia Matrimonio conjungere aut benedicere ausus fuerit, ipse jure tandem suspensus maneat quando ab Ordinario ejus Parochi qui matrimonio interesse debebat, seu à quo benedictio suscipienda erat, absolvatur.*

Il résulte de ceci, que le Curé seul, comme l'ordinaire de sa Paroisse, ou un Prestre commis de sa part, est le témoin principal ou le Ministre nécessaire du Mariage; qu'un Prestre commis du propre Curé ou de l'Ordinaire peut benir les époux après le Mariage contracté; enfin, qu'un Prestre qui assiste à un Mariage ou qui le benit sans la permission du propre Curé est suspens de droit, jusqu'à ce que l'ordinaire du Curé qui y devoit assister, l'ait absous, mais il n'encourt aucune censure s'il procede sans le consentement de l'Evêque. Le Curé est donc plus le Ministre du Mariage de ses Paroissiens que l'Evêque, & le Prestre qui le benit avec la seule permission du Curé, agit donc sûrement & plus sûrement qu'avec la permission du seul Evêque.

L'Edit de 1697. au mois de Mars établit également que la seule permission du Curé est suffisante: "Voulons & nous plaît, dit l'Edit, que les dispositions des saints canons & les Ordonnances des Rois nos predecesseurs concernant la celebration des Mariages, notamment celles qui regardent la nécessité de la presence du propre Curé de ceux qui contractent, soient exactement observées; & en execution d'iceux, descendons à tous Curés & Prestres, tant seculiers que reguliers, de conjoindre en mariage autres personnes que ceux qui sont leurs vrais & ordinaires Paroissiens... Si ce n'est qu'ils en ayent une permission speciale & par écrit du Curé des Parties qui contractent, ou de l'Archevêque ou Evêque diocésain."

Le Curé ou l'Evêque permettent; voilà le terme ordinaire, fort obscur dans le Concile, déterminé par l'Edit à l'Evêque; mais le Concile & l'Edit ne disent point que la permission du Vicairé du Curé ou du grand Vicairé de l'Evêque, suffit à un Prestre, ni que le grand Vicairé muni d'une permission speciale de l'Evêque peut faire un Mariage sur une Paroisse, sans prendre aussi celle du Curé & lui avoir déferé la ceremonie, si le sujet qui se presente est son Paroissien.

En 1717. M. Guillaume de la Vieuville, mort Evêque de saint Brieux, mais alors Doyen de Nantes, grand Vicairé du Chapitre le Siege vacant & Supérieur de la Communauté des Prestres Irlandois dans la Paroisse de saint Nicolas sur un domaine de l'Evêché, permit de faire dans leur Chapelle, & de chanter des services funeraires; le sieur Arnollet Recteur, s'y opposa juridiquement, & en porta plainte au Presidial; Mr. de Tressan, nommé au Siege de Nantes en Septembre 1717. & dont ledit sieur de la Vieuville fut continué grand Vicairé, lui conseilla & aux Prestres Irlandois, de ne point répondre; le Recteur obtint Sentence contr'eux par défaut, dont il n'y eut point d'appel: & en consequence feu Mr. l'Evêque de Limerik, par la permission du sieur Berlet Recteur, il ne parut pas devoir sans cette permission, faire l'Office un jour de S. Patrice dans la Chapelle de Mrs. les Prestres Irlandois, en ladite Paroisse de S. Nicolas.

Quelques années avant M. du Moulin Henriette Archidiacre de la Mée, & grand Vicairé de Mr. de Beauveau & Administrateur supérieur du Bon-Pasteur, aussi dans la Paroisse de S. Nicolas, ayant voulu faire la cérémonie de la sépulture d'une fille pénitente morte dans ce lieu, & y célébrer la Messe des obseques, le sieur Arnolet Recteur, qui le sçut, s'y transporta croix levée avec les Prestres du chœur de sa Paroisse; le grand Vicairé, qui d'abord avoit fait fermer les portes à l'avis que le Recteur de la Paroisse devoit venir afin de faire cet Office à huis clos, les ouvrit à l'arrivée du Recteur qui avec ses Prestres, fit toute la cérémonie, le grand Vicairé présent & enleva le corps.

Il y a sept à huit ans que certaine personne legua au Bon-Pasteur cent écus & demanda deux services, les Administrateurs conclurent à les faire par les Ecclesiastiques que Mr. de Sansai, ou Mr. de Beaupoil son grand Vicairé envoyeroient du Seminaire ou d'ailleurs; le sieur Berlet, actuellement Recteur s'y opposa; sa grandeur Mr. de Nantes decida en faveur du Recteur de saint Nicolas, qui avec son Clergé fit une cérémonie que le sieur de Beaupoil Supérieur du Seminaire, & grand Vicairé affectoit de faire.

Ces faits sont recens de notre tems & arrivés sous trois Evêques de Nantes. Ils prouvent certainement que les grands Vicaires n'ont point de fonctions dans les Paroisses contre la volonté des Curés, & que quand ils les entreprennent, comme ils y sont très-portés, ils cedent lorsque le Curé paroît; la vue de son étoile les trouble, les effraye, ils se retirent; mais s'ils ne peuvent faire un service funeraire, ou quelqu'autre fonction d'éclat & curiale dans une Chapelle de Paroisse, lorsque le Curé contredit, bien moins peuvent-ils administrer les Sacremens, quand le Curé s'y oppose & se presente pour les conférer, ni permettre à qui que ce soit de les administrer. Mr. de Sansai Evêque de Nantes en convint il y a quelque tems, sur la plainte que le Sr. Berlet Curé de saint Nicolas, lui porta d'un Gardien Capucin, qui avec la permission d'un grand Vicairé de Nantes avoit baptisé dans le doute d'un Batême; il blâma le Capucin, & lui dit que cette fonction étant curiale, elle appartenoit de droit au Curé, & que son grand Vicairé n'avoit pu la lui permettre, Si le bon Pere, ensuite de la même permission, avoit donné le saint Viatique & le Sacrement de l'extrême-Onction à son Neophyte, sans y penser il auroit tombé dans l'excommunication majeure portée & réservée au S. Siege par les Clementines; je l'en avertis, il est encore au monde, afin qu'il n'attende pas à l'heure de la mort à se faire absoudre, & que Mr. le grand Vicairé gemisse avec le Pere Capucin, d'avoir été l'aveugle de l'Evangile qui a conduit un autre aveugle dans le precipice, par une permission que l'Evêque même n'auroit pas pu accorder.

Mr. Gibert dans ses Consultations canoniques tom. 1. Consult. 16. pag. 160. soutient que le Sacrement de Mariage administré par un Prestre commis par le Curé, sans l'approbation au moins tacite de l'Evêque, *sevit prophand par la nullité, la matiere & la forme étant appliquées sans aucun effet*, qu'un Evêque qui sçait cet usage, ne le doit pas souffrir, qu'il peut & qu'il doit même l'abolir: qu'il le peut puisqu'il n'auroit qu'à défendre aux Clercs des Sacremens, d'administrer les Sacremens sans son approbation.

Ainsi l'on enhardit les Evêques à entreprendre; mais un Mandement épiscopal de défense à tout simple Prestre de celebrer des Mariages avec la permission du Curé, sans avoir la permission expresse de l'Evêque, seroit très-abusif, seroit attentatoire à l'autorité de l'Eglise, & contraire aux Conciles de Vienne & de Trente & à l'Edit du Roi de l'an 1697.

La permission du Curé suffit à un Prestre pour la celebration d'un mariage, il y a de la temerité à le nier. Il en est de même (le Sacrement de Penitence excepté) de tous les autres Sacremens & des autres fonctions curiales, la seule permission du Curé est suffisante, & est de preference à celle de l'Evêque. On le sonde sur ces principes certains, que la juridiction pour le soin des ames dans une Paroisse, reside dans le Curé comme en sa source, & qu'il lui appartient regulierement de la communiquer aux Prestres qui travaillent sous lui; les Edits, les Arrêts des Cours souveraines & les Conciles reconnoissent ce droit dans les Curés. Le Concile de Trente *ss. 21. de reform. c. 4.* donne à l'Evêque de contraindre les Curés qui ne peuvent suffire à l'administration des Sacremens, de se procurer autant de Prestres qu'ils en auront besoin pour les aider dans cette fonction. (a) Les Conciles de Bourges de l'an 1584. (b) de Toulouse l'an 1590. (c) de Bordeaux l'an 1624. disent la même chose, & celui de Reims de l'an 1583. (d) reconnoit que l'administration des Sacremens avec la seule permission du Curé, est legitime. On trouve la même chose en beaucoup d'Ordonnances synodales & de Rituels.

On nous opposera peut-être que le Corps épiscopal representoit au Roi l'an 1735. qu'administrer les Sacremens sans la permission speciale de l'Evêque, étoit un notable abus. "*Suivant les regles de l'Eglise* (ce sont les termes du cahier de l'Assemblée, *arr. 3.* Mais que diroient les Evêques seroient embarrassés, s'il leur falloit indiquer où l'on trouve ces regles!) *les fonctions curiales ne peuvent être legitimement exercées qu'après avoir obtenu l'approbation canonique de l'Evêque diocésain.* (il falloit ajouter, *ou du Curé* afin de parler au moins d'une maniere à ne pas revolter) & c'est contrevenir à la sainteté de cette discipline, toutes les fois que de simples Prestres entreprennent de remplir ces fonctions sans y être autorisés par la mission de l'Evêque. L'on

(a) Episcopi etiam tanquam Apostolice sedis delegati, in omnibus Ecclesiis parochialibus vel baptismalibus, in quibus populus ita numerosus sit, ut unus Rector non possit sufficere Ecclesiasticis Sacramentis ministrandis, & cultui divino peragendo, cogant Rectores, vel alios ad quos pertinet, sibi tot Sacerdotes ad hoc munus adungere quot sufficiant ad Sacramenta exhibenda & cultum divinum celebrandum. *Conc. Trid. sess. 21. de ref. cap. 5.*

(b) Curent [Parochi] ut Penitentia & aliis Sacramentis administrandis idonei Sacerdotes substituantur, confessionibus vetò audiendis præficiantur doctiores ad eum numerum quo populo fati sit, & ad id eos cogant

Episcopi cum opus erit. *Conc. Bituric. 1584. tit. 35. c. 3.*

(c) Ubi populus ita numerosus fuerit, ut Parochus sufficere non possit ad curam exercendam & Sacramenta administranda, cogat eum Episcopus ad adiungendum sibi tot coadjutores quot fuerint necessarii ad Concilii Tridentini præscriptum. *Conc. Tholof. 1590. de Parochiis, cap. 3. n. 11. -- Conc. Butdigal. 1624. de Parochiis, cap. 10. n. 2.*

(d) Ut eorum possit esse debita collatio vel petceptio, veramus ne quis citra Episcopi vel Parocci licentiam audeat conferre Sacramenta, &c. *Conc. Remen. 1583. tit. de Sacram. n. 2.*

“voit néanmoins ces desordres s'introduire dans différens Monastères au
 “grand scandale de la Religion, & au mépris des loix les plus sacrées de la
 “Hierarchie.

“ Pour arrêter de tels abus si contraires aux saints Decrets, sa Majesté est
 “très-humblement suppliée d'ordonner qu'aucun simple Prestre, seculier ou
 “regulier, ne pourra faire les fonctions curiales dans les Monastères mêmes;
 “pretendus exempts, sans l'approbation par écrit des Archevêques & Evêques
 “diocésains, ou de leurs Vicaires généraux, en ce qui concerne les laïques. &c.

Le Roi attentif à la conservation de la juridiction des Curés, & à leur con-
 server ce qu'ils ont reçu de Dieu & de l'Eglise, trouva bon de refuser à
 Messieurs les Evêques ce qu'ils lui demandoient.

On nous objecte encore la Bulle *Inferutabili*, de Gregoire XV. de l'an 1622.
 cinquième Février. (a) dans laquelle ce Pape, nous dit-on, donne à entendre
 que les simples Prestres ont besoin de l'approbation de l'Evêque pour l'ad-
 ministration des Sacremens soit qu'il s'agisse de tous ou seulement de quel-
 ques-uns. L'on ajoûte que cette Bulle a été reçûe & lûe dans le Concile
 de Bordeaux 1624. ch. 5. n. 7. & a été insérée dans les Memoires du
 Clergé tom. 1. tr. 2. ch. 13. n. 8. comme toutes les autres Bulles que Mrs. les
 Evêques approuvent & reçoivent dans les assemblées du Clergé, en tant qu'il
 depend d'eux.

L'on répond que cette Bulle ne fait aucun droit, n'ayant point été présentée
 au Roi, ni été enregistrée, & qu'elle n'auroit pas dû entrer dans les Memoires
 du Clergé. Elle parle des Prestres seculiers ou reguliers qui se disent exemts
 de la juridiction épiscopale, qui font des fonctions curiales sans dependance,
 & qui administrent les Sacremens sans la permission de l'Evêque ni du Curé.
 Gregoire XV. les soumet à cet égard, & au cas qu'ils delinquent, à la jurisdic-
 tion, correction & visite de l'Evêque diocésain, comme delegué du saint
 Siege; mais ce souverain Pontife ne statue rien de ceux qui administrent les
 Sacremens ordinaires avec la permission des Curés. Nous reconnoissons
 cependant qu'il est de droit que l'Evêque, non comme delegué du S. Siege,
 mais comme ordinaire & supérieur, appelle à son Tribunal, & punisse par
 des peines canoniques, tous ceux, exemts ou non exemts & quelques
 approuvés qu'ils soient des Curés, & les Curés même lorsqu'ils delinquent
 dans l'administration des Sacremens, & qu'ils n'y observent pas les rits pres-
 crits par l'Eglise & les Ordonnances du Diocèse. Le droit de l'Evêque est de
 punir le delit après en avoir pris connoissance & avoir informé, sans aucun

(a) Tam regulares quam seculares quo-
 modolibet exempti, sive animarum curam
 personarum secularium monasteriis seu domi-
 bus regulatibus aut quibuscvis aliis Ecclesiis
 vel beneficiis sive regularibus sive secularibus
 incumbentem exercent sive alias Ecclesiastica
 Sacramenta, aut unum ex illis ministrent,
 pravia Episcopali licentia & approbatione, sive
 quoquomodo in dictæ curæ exercitio, aut in

eorundem Sacramentorum, vel alicujus illo-
 rum administratione de facto, absque ulla au-
 toritate se ingerant, in his quæ ejusmodi cu-
 ram seu administrationem concernunt, omni-
 mode jurisdictioni, visitationi & correctioni
 diocesani Episcopi, tanquam Sedis apostoli-
 cæ delegati plene in omnibus subjiciantur,
 Gregor. XV. Bulla, *Inferutabili*. An. 1622.

pouvoir canonique d'empêcher un Curé de commettre ses fonctions aux Prestres capables de les exercer.

Il y a moins d'inconvéniens à craindre de ceux qui exercent avec la commission du Curé & sous ses yeux, que de ceux qui exercent avec l'approbation de l'Evêque ou de son grand Vicairé. La vigilance & la présence d'un Curé peuvent aussi-tôt remarquer & reparer les fautes qui se glissent dans l'administration des Sacremens, par les Prestres qu'il commet & il en doit répondre à son Evêque. Il n'est pas ainsi de l'Evêque, il ne peut que difficilement & après bien du tems apprendre les fautes des Prestres qu'il approuve pour administrer les Sacremens. Il est souvent hors d'état d'y remédier, & souvent il néglige de le faire, sans crainte que personne l'en reprenne.

§. VII. *Les Curés ont commis des Confesseurs pour confesser leurs Paroissiens depuis l'onzième siècle jusqu'au Concile de Trente l'an 1563. sans recourir à l'Evêque.*

Onze siècles s'étoient écoulés depuis la naissance de l'Eglise, sans que les Prestres de l'Eglise Latine eussent été presque troublés dans leur possession d'entendre les pecheurs & de les absoudre lorsque leurs pechés étoient secrets, & dans une si longue suite de siècle, on n'avoit point entendu parler, ou que fort peu, qu'il fallût autre chose que la qualité de Prestre pour confesser & donner des absolutions valides & licites à des pecheurs secrets.

Felix III. vers l'an 490. *Epist. 7. c. 6.* cité par Reginon *lib. 1. c. 309.* Theodore Evêque de Cantorbrie, sur la fin du septième siècle, les Capitulaires de Charlemagne sur la fin du siècle suivant, Isaac de Langres dans le neuvième, (a) le Concile de Paris de l'an 829. (b) les Capitulaires d'Ahyton de Basse, environ les mêmes tems (c) & le Concile de Pavie de l'an 850. sont les premiers que je sçache que l'on pourroit croire avoir tenté de fixer d'une maniere nette & précise les Confesseurs auxquels les peuples devoient s'adresser

(a) Cavendum est verò maxime & omni cautela providendum ne quis fratrum, Coepiscoporumque nostrorum, aut etiam Presbyterorum, in alterius civitate vel diocesi penitentem, vel sub manu posuim Sacerdotis, aut eum qui reconciliatum se dixerit esse, sine Episcopi vel Presbyteri testimonio & litteris, ad quem pertinet Parochia suscipiat. *Penitent. Theodori. c. 14. — Regino lib. 1. c. 309. — Felix 3. epist. 7. c. 6.*

Nullus Sacerdos in alterius civitate vel diocesi Penitentem vel sub manu posuim Sacerdotis vel qui reconciliatum se esse dixerit, sine consensu & litteris Episcopi vel Presbyteri in Parochia, Presbyter aut Episcopus in civitate suscipiat. *Capitular. lib. 7. c. 49. Ijann. Lingon. cap. 33.*

(b) Nec etiam illud videretur nobis congruum ut Clerici & Laici Episcoporum & Presbyterorum Canonicoz judicia declinantes, monasteria Monachorum expectant, & ibi Sacerdotibus Monachis confessionem peccatorum suorum faciant, præsertim cum eisdem Sacerdotibus Monachis id facere fas non sit, exceptis his duntaxat qui sub monastico ordine secum in monasteriis degant. *Conc. Paris. 829. c. 46.*

(c) Et hoc omnibus fidelibus denuntiandum, ut qui causa orationis ad limina beatorum Apostolorum pergunt, domi confiteantur peccata sua, & sic proficiantur, qui à proprio Episcopo suo aut Sacerdote ligandi aut exsolvendi sunt, non ab extraneo *Ahyto c. 18.*

(d) Qui verò occulte deliquerunt, illis pour

pour confesser leurs fautes secretes, & ne leur en avoir point proposé d'autres que l'Evêque, le Curé & les Prestres qu'il plaisoit aux Evêques & aux Curés des Paroisses de leur nommer; mais le Decret de Felix III. rapporté par Theodore, les Capitulaires, Isaac de Langres & Reginon ne parlent que de la Communio ou de la Penitence publique que l'on ne faisoit point hors de son Eglise sans la permission du propre Prestre, Evêque ou Curé. Et le Reglement du Concile de Paris, d'Ahyton & du Concile de Pavie, parut plutôt un Conseil qu'un precepte & ne fut regardé que comme une decision de particuliers, qui ne pouvant faire de loi generale, n'empêcha point l'usage où l'on étoit dans l'Eglise Latine depuis le tems des Apôtres, de s'adresser indifferemment au Prestre que l'on vouloit pour les pechés secrets.

Urbain second vers la fin du onzième siecle, ou plutôt Calliste II. au commencement du douzième, (*) parut faire du changement dans la discipline. Ce souverain Pontife (Urbain II.) ainsi que le commun des Canonistes l'assure, regla que les Prestres ne confesseroient point indifferemment toutes sortes de personnes, mais laisseroient aux Curés le soin de ceux que l'Eglise leur confioit particulièrement, ou que si d'autres les confessoient, ils le feroient du consentement des Curés. *Placuit ut deinceps nulli Sacerdotum liceat quolibet commissum alteri Sacerdoti ad penitentiam suscipere sine ejus consensu cui se prius commisit.*

Voilà peut-être l'époque du commencement de la juridiction extérieure ecclésiastique, legale, ou de droit, & l'origine de la nécessité de l'avoir ordinaire ou commise pour confesser les pecheurs secrets. Les Curés, dit-on (le texte ne parle point de d'autres) commencerent alors à commettre des Prestres pour entendre les Confessions des peuples qui leur étoient confiés, & depuis ce tems jusqu'au Concile de Trente, ils ont donné de droit commun & sans nécessité de recourir à l'Evêque, l'approbation & la juridiction pour administrer le Sacrement de Penitence à leurs Paroissiens.

Le chapitre *Placuit*, dont je viens de parler est cité à ce sujet par les Canonistes. Le Concile de Latran sous Innocent III. de l'an 1215, can. 21. est formel, & je ne sçai si ce n'est point à ce Concile plutôt qu'à toute autre autorité qu'il faut attribuer la loi de la nécessité de la juridiction ecclésiastique

consecrantur quos Episcopi & Plebium Archipresbyteri idoneos, ad secreta vulnera mentium medicos elegerint. Conc. Regaticia. 150. c. 6.

[*] Le Chapitre *Placuit ut deinceps*, est cité par Antoine Augustin *Juris Pontif. Epitom. lib. 6. tit. 23. c. 2.* comme le Canon d'un Concile d'Irlande sous Leon III. dans les commencens du neuvième siecle. Les anciens exemplaires de Gratien *Caus. 9. q. 1.* l'attribuent à Calliste second. Le même Gratien *diff. 6. de Penit.* attribué à Urbain II. le même Chapitre, mais il ne convient certainement pas à la decision erronée de ce Pape dans le Concile de Nîmes de l'an 1096, can. 3. que les Mo-

nes à cause de la vie apostolique & commune qu'ils ont embrassée, doivent être plus attentifs à prier, & peuvent plus que les Prestres seculiers, absoudre les pecheurs de leurs crimes. *Oportet eos qui saculum reliquerunt, majorem sollicitudinem habere, pro peccatis hominum orare, & plus valere eorum peccata solvere, quam Presbyteros seculares, quia hi secundum Regulam Apostolicam vivunt & eorum sequentes vestigia communium vitam ducunt, &c.* On attribue donc plus vrai-semblablement le Chapitre *Placuit* à Calliste II. soit qu'il en soit l'Auteur, ou qu'il lui ait donné quelque autorité en l'approuvant.

demandée dans l'administration du Sacrement de Penitence. *Si quis autem alieno Sacerdoti voluerit iusta de causa, sua confiteri peccata licentiam prius postulare & obtineat à proprio Sacerdote, cum aliter ipse illum non possit absolvere vel ligare.*

Le même droit est solidement établi par la Constitution *Et si animarum*. (a) que le Clergé fit insérer dans ses Mémoires l'an 1636. tom. 4. p. 356. par la Bulle de Boniface VIII. *Super Cathedram*. Extr. comm. de *Sepulturis*. lib. 3. tit. 6. c. 3. (b) renouvelée par Clément V. au Concile de Vienne de l'an 1312. & insérée dans les Clementines cap. Dudum. de *Sepulturis*. Car si Boniface VIII. & Clément V. pressent les Evêques d'approuver les Réguliers, & s'ils déclarent approuver ceux qui étant présentés à l'Evêque par leurs supérieurs, pour être admis à confesser, en sont refusés, ils ne parlent pas de même aux Curés; mais après avoir reconnu que les Curés confessent de droit leurs Paroissiens, ce que ces souverains Pontifes ne disent point des Evêques, parcequ'alors on croyoit qu'ils ne les pouvoient confesser ou leur nommer des Confesseurs que dans les cas de devolution & de droit, ils prient les Curés, ils les exhortent & leur enjoignent de se rendre faciles à permettre aux Réguliers de confesser, de les agréer en considération du S. Siege pour coopérateurs, de les associer à leurs travaux, & de ne point contrister le Siege apostolique en refusant d'employer à prêcher & à confesser ceux qu'il protège, parcequ'autrement il seroit contraint de se servir d'autres moyens en faveur des Réguliers. *Sacerdotes Parochiales & Curatos sive Rectores presentium tenore rogamus & hortamur attend, nihilominusque eis districte precipiendo mandamus, quatenus pro Divina & apostolica Sedis reverentia prædictos ordines & professores eorum habentes affectu benevolenti commendatos... in prædicationis officio & propositionibus verbi Dei ac in omnibus aliis supradictis (Sacramentis) tanquam coopérateurs eorum idoneos & laborum suorum participes in prompta benignitate recipiant... nec ipso latere quod si secus ab eis agi fortasse contigerit in hac parte apostolica Sedis benignitas... contra eos non immerito turbaretur, nec eadem aquaminister pati posset, quin super hoc provisionis opportuna remedia adhiberet, &c.*

On ne peut reconnoître plus formellement que ces deux souverains Pontifes l'ont reconnu, l'un dans une Bulle proposée à toute l'Eglise, l'autre dans un Concile général auquel Renaud de Monbazon Archevêque de Tours, Daniel Viger Evêque de Nantes & Guillaume le Maire Evêque d'Angers assistent tant en leur nom que comme procureurs députés du premier & du second

(a) Universitati vestra per Apostolica scripta, in virtute obediencie districte precipiendo, mandamus quatenus Parochianos Parochianos diebus dominicis & festivis non recipiatis de cætero in vestris Ecclesiis seu oratoriis temere ad divina, nec ipsos sine Sacerdotis sui licentia ad penitentiam ullatenus admittatis, cum si quis alieno Sacerdoti iusta de causa, sua voluerit confiteri peccata, secundum statuta generalis Concilii licentiam prius postu-

lare ac obtinere debeat à proprio Sacerdote &c. *Constitutio*. *Et si animarum* Innocentii I V.

(b) Verum ne parochiales Ecclesie & ipsarum Curati sive Rectores qui ministrare habent ecclesiastica Sacramenta, quibus noscitur de jure competere predicare, seu proponere verbum Dei, confessiones audire fidelium, debitis & necessariis beneficiis defraudentur &c. Bonifacius VIII. cap. *Super Cathedram*. Extrav. Comm. lib. 3. tit. 6. de *Sepulturis*.

Ordre de notre Province, Clement V. ayant écrit à l'un & l'autre Clergé (a) de les deputer avec des pouvoirs suffisans, ce qui lui fut accordé. (b) On ne peut, dis-je, reconnoître plus formellement, que les Reguliers, il nes'agissoit que d'eux alors, approuvés de l'Evêque, approuvés même du Pape, ont encore besoin de la permission des Curés pour confesser dans leurs Paroisses, & ainsi que les Carés donnent la juridiction ou une permission équivalente à tous les Prêtres qui confessent dans leurs Paroisses. Si ce droit n'avoit pas été très-constant alors & observé, Boniface VIII. & Clement V. n'auroient pas pris la peine d'intéresser les Curés en faveur des Reguliers, ni employé pour y recueillir les prières, les commandemens & les menaces.

Suarez, Vasquez, & plusieurs Theologiens avant & depuis eux, veulent que les textes dont je viens de parler, sont des privileges aux Reguliers de confesser dans les Paroisses sans la permission des Curés, quand l'Evêque les a approuvés. *Fratribus mendicantibus & aliis qui communia cum illis habent privilegia generaliter concessum est sine licentia Parochi audire posse quorumcumque hominum Confessiones.* Vasquez, in 3. p. D. Th. to. 4. q. 93. art. 2. dub. 6. Il faut pour parler de la sorte n'avoir pas lû la glose sur le chap. *Omnis*. de *Panis. & remiss.* (b) ni la Clementine *Dudum*. jusqu'à la fin, ou être de très-mauvaise foi.

Il est vrai que cette Clementine ne dit pas nettement, non plus que les autres textes que j'ai allegués, que le Curé commet; & qu'il importe qu'elle ne le dise pas expressément, si d'ailleurs elle l'établit directement ou conséquemment. Gabriel Biel, in 4. dist. 17. q. 2. n. 1. remarque que lorsqu'un Curé permet à un de ses sujets de se confesser à un autre qu'à lui, il donne à cet étranger la permission d'absoudre. *Dans licentiam confitendi alieno, dat alieno licentiam absolvendi.*

Il n'y a point d'Ordonnance de Concile en fait de discipline, de decret de Pape, ni de chapitre dans le droit qui soient plus repetés & qui aient été plus constamment suivis, que l'usage que je soutiens, où les Curés ont été de commettre & de deleguer.

On peut lire à ce sujet la glose sur le chapitre *Si Episcopus in sexto.* (c) sur le chapitre *Placuit ut deinceps.* dist. 6. c. 6. & sur le canon *Omnis utriusque sexus.* de *Panis. & rem.* les Conciles d'Arles de l'an 1260. cap. 16. & de l'an 1275. can. 10. & 21. d'Avignon de l'an 1449. c. 6. de Beziers de l'an 1246. c. 46. de Bourges de l'an 1286. can. 13. de Cologne de l'an 1280. cap. 8. d'Hildesheim en Allemagne de l'an 1539. cap. 22. de Lambeth en Angleterre de l'an 1330.

(a) Conc. Labb. tom. XI. part. 1. pag. 1544. On tire de cette Lettre de Clement V. une preuve bien frappante du droit qu'a le second ordre d'assister aux Conciles generaux & d'y deliberer, ou par soi-même ou par des Evêques deputés avec procure.

(b) *Alieno Sacerdoti executionem habenti.* Hæc dico propter illos Sacerdotes sive seculares sive regulares qui non habent ordinis executionem sacerdotalis ut sunt illi qui non sunt à populo electi, vel qui ab Episcopo populo non

præficiuntur... Privilegium æquiparat eos (Regulares) illis qui à populo sunt, vel illis qui ab Episcopis populo præficiuntur, & dat eis solum executionem, & ita necessaria est adhuc licentia proprii Sacerdotis, ut hic dicitur. Gloss. in cap. *Omnis*. de *Panis. & Remiss.*

(c) Quando meus Rector dat mihi licentiam confitendi tali Sacerdoti quem sibi nomino, tunc possum tali Sacerdoti confiteri, quia meus Curatus fecit illum delegatum. Glossa in cap. *Si Episcopus*. in *sexto*. de *Paniam.*

cap. 22. de Mayence de l'an 1549. cap. 25. 64. & 80. de Narbonne de l'an 1551. can. 28. & 31. de Nîmes de l'an 1284. tit. de *Panis*. de Paris de l'an 1212. c. 12. de Ponteau-de-mer de l'an 1279. c. 5. de Rouen des années 1214. 1215. & 1299. c. 6. de Sens de l'an 1269. c. 4. de Toulouse de l'an 1229. c. 13. de Touis de l'an 1163. c. 15. & 16. de l'édit. de Martene, de Treves de l'an 1310. c. 89. de Salzbourg de l'an 1420. tit. de *Parochiis*. &c.

Les Statuts synodaux d'Angers 1507. & 1510. d'Autun 1323. c. 10. d'Avranches 1510. stat. 10. de Bayeux 1300. c. 10. de S. Brieu de l'an 1606. pag. 19. 20. & 102. de Cahors, de Rhodés & Tulles unis ensemble de l'an 1289. d'anciens statuts de Chartres sans date, d'autres du même lieu de l'an 1526. tit. 5. & 6. & au titre de Formules de lettres testimoniales, de Cîteaux en Angleterre 1228. c. 20. & de l'an 1289. de Coutances sans date c. 18. & 33. d'Excester 1287. de Langres 1404. par le Cardinal de Bar, de Lisieux d'environ l'an 1510. du Mans 1431. 1489. 1598. &c. de Nantes environ l'an 1220. c. 76. de l'an 1385. c. 8. de l'an 1389. c. 68. & 11. de l'an 1499. c. 4. de l'an 1556. c. 4. & de l'an 1560. c. 3. d'Orléans 1525. *Deputatus* (Rector Parochiarum) *aliquem Sacerdotem, qui eis absensibus possit & valeat periculum prater spem evenientibus providere, si possint in sua parochia, aliquem per vicinum Prebyterum hominem idoneum & ab eis probatum, idque populo publice denuntiare habeant.* Les Statuts synodaux de Paris par un Evêque du quatorzième ou quinzième siècle, du même lieu de l'an 1428. par Jacques Chastelier, de l'an 1495. par Simon, de l'an 1557. par Eustache du Bellai, tit. de *Conf. aud. c. 12.* & de *Panis*. c. 29. de Poitiers de l'an 1284. part. 1. c. 3. & de 1545. par le Cardinal de Givri, de Rennes de 1461. & 1465. *Atts.* de Rodez de l'an 1552. par le Cardinal d'Armagnac, de *Sacr. Porit.* decret. 6. de Sens 1524. sous Estienne Poncher de Strasbourg 1435. c. 54. de Tours de l'an 1533. &c.

Les anciens Rituels du Mans, Orléans, Rouen, &c. le Manuel d'Henri Evêque de Sisteron, approuvé dans son Synode, tom. 4. des *Anecd.* de Dom Marten. &c.

Les textes de tous ces anciens Conciles & Statuts synodaux que l'on a ou séparément dans les Diocèses, ou pour la plupart au tom. xi. des Conciles de Labbe, première & seconde partie, dans le Recueil des Conciles de Normandie par Dom Bessin, & au tom. iv. du thresor des Anecdotes. Les Rituels & Manuels que je viens de nommer & une infinité d'autres monumens qu'il seroit trop long & fort ennuyeux de citer seulement, prouvent directement ou conséquemment que les Curés avant le Concile de Trente ont communément institué des Confesseurs & des Vicaires dans leurs Paroisses, sans dépendance de l'Evêque pour l'approbation & la juridiction, & que les peuples devoient regulierement se confesser à Pâques & dans les autres tems prescrits par l'Eglise à leurs Curés ou à ceux que les Curés commettoient pour entendre les Confessions.

Le Manuel de Chartres de l'an 1544. cap. *Monis. fienda à Curato in die Pasche.* de Sens & de Limoges, disent : *Chacun doit savoir le commandement de l'Eglise qui est tel ;* chacun Chretien se doit confesser à son Curé ou commis, &c.

“ Item, je défends que nul ne reçoive le Corps de notre Seigneur en cette Eglise, s’il n’est confessé à moi, à mes commis, ou autre qui ait bonne autorité & puissance, de laquelle il me soit apparu. „

Le Manuel de Paris de l’an 1552. par Eustache du Bellai, dont Henri de Gondi & Jean-François de Gondi ont renouvelé le règlement. Item, je défends que nul homme ou femme reçoive le Sacrement de l’Autel en cette Eglise, s’il ne s’est confessé à son Curé, Vicaire ou commis.

Les anciens Canonistes ne sont pas moins précis pour l’usage où étoient les Curés d’établir des Confesseurs dans leurs Paroisses, ou de donner à leurs paroissiens la permission de se confesser. Il est attesté par le Cardinal d’Osie Henri de Segusio in cap. Officium. de Offic. Archiepisc. 5. Confessiones. & in cap. Omnis utriusque. de Pœnit. & rem. 5. Cui confitendum. Guillaume de Monte Lauduno. Extra. De offic. Vicarii. cap. unico. gloss. fin. in Clement. cité par Boich : Innocent IV. De Cleric. pereg. c. ult. gloss. 2. Et, De Hæretic. c. Excommunicamus 1. 5. Quia verò. Hugue & Jean de Dieu in cap. Placuit 16. q. 2. cités par Gui Batus, dit l’Archidiaque : Gencellus De Provil. c. 1. in Clement. cité par Boich : Jean d’André in V. decret. de Pœnit. & rem. Cap. Omnis. verb. Proprio. Panorme ou Nicolas Tudesque in 5 decretal. cap. Omnis. De Pœnit. & rem. Henri Boich iusl. tit. & cap. n. 23. Jean de la Tourbrulée, in cap. Placuit. De Pœnit. dist. 6. Et in cap. Quem pœnitet. dist. 1. n. 10. Felin de Pœnit. & rem. cap. Omnis. Paulus in Clement. 1. Auferrius Official de Toulouse vers la fin du 15. siècle. Addit. Capell. Tolos. decis. 212. Lugdun. 1616. Navarre in cap. Placuit. de Pœnit. dist. 6. n. 49. &c. Rebuffe dans sa Pratique bénéficiale, part. 2. cap. Dispensatio de non residendo, n. 51. & 52. dit qu’un Curé qui refuse peut avoir un ou plusieurs Vicaires sans que l’Evêque les autorise, & leur donne aucune Lettre de regie, & que s’il a une succursale, il peut de son autorité propre y tenir un Vicaire sans l’approbation de l’Evêque. Rebuffe professeur & écrivoit à Paris sous le Roy François I.

§ 1. Si quis deserviat, tamen adhuc ut cultus augeatur divinus vult Vicarium unum aut plures habere, tunc hoc non denegatur eidem, quia ad laudem Dei tendit per C. illud. & C. Nihil. 7. q. 1. & not. in cap. Clericos. de offic. vic. nec autoritas Prælati requiritur hoc casu, vel aliqua regiminis littera, cum ipse Curatus per se regat. § 2. Idem si parrochia sit ampla, & aliqua Ecclesia quam succursalem vocant, ab illa dependeat, tunc quoque Vicarium auctoritate sua alteri illarum præficere poterit. cap. Ad audientiam. 1. de Eccl. edific. Rebuff.

On peut joindre à ces Canonistes l’Edit de Villers-Cotterets (*) par Henri II. Roi de France, rendu au mois de Septembre de l’an 1554. & enregistré

[*] Plusieurs qui ne sont originaires de notre Royaume y tiennent Benefices, tant Archevêchés, Evêchés, Abbayes, Prieurés & Cures par plusieurs & divers titres ... lesquels combien qu’ils soient gens de bien & bien qualifiés pour iceux administrer, néanmoins ne faisant résidences auxdits Benefices y commentent Vicaires & Procureurs étrangers pour le gouvernement d’icelles Eglises & même pour

l’administration des SS. Sacramens de l’Eglise & annoncer la parole de Dieu & l’Evangile ... Ne pourront faire, créer, ne ordonner aucuns Vicaires Officiers, ne autres Etrangers, ains seront tenu faire & créer leursdits Vicaires & Officiers d’aucuns de nostredit Royaume &c. Edit d’Henri 2. au mois de Septembre 1554. art. 4.

aux Parlemens de Paris & de Bretagne les 8. & 25. Octobre suivant, & l'Ordonnance d'Orléans (**) par Charles IX. au mois de Janvier l'an 1560. al. 1561. art. 5. &c. Les Curés établissent leurs Vicaires, & en deffaut les Evêques par devolution, selon ces deux Ordonnances.

Ils enseignent unanimement que les Curés ayant la juridiction ordinaire dans leurs Paroisses peuvent la communiquer, & qu'ils la donnent indépendamment de l'Evêque à ceux qu'ils jugent nécessaires pour les aider dans leurs fonctions & la conduite du troupeau qui leur est commis & l'Evêque à leur deffaut.

La Coutume de Paris art. 290. semble aussi reconnoître que les Curés donnent la juridiction, quand elle établit que pour être capable de rapporter un testament dans une Paroisse, en qualité de Prêtre, il faut avoir pris du Curé des Lettres de vicariat, & les avoir fait enregistrer au Greffe le plus proche. Ce sont donc les Curés qui établissent leurs Vicaires, & qui que ce soit un peu instruit ne s'est point encore avisé de dire que les Prêtres habitués dans une paroisse qu'un Curé capable, y sont les Vicaires de l'Evêque dans l'administration des Sacremens.

Les anciens Theologiens disent également que les Curés ont droit de commander. Ainli l'ont enseigné Alexandre d'Hales, (a) le fameux Henri de Gand, (b) Guillaume d'Auxerre, (c) Albert le Grand, (d) S. Bonaventure, (e) S. Thomas, (f) S. Antonin, (g) Scot, (h) Robert Sorbon, (i) Thomas de Strasbourg, (j) Jean de Burgo, Chancelier de l'Université de Cambriges à la fin du 11. v. siècle, (l) Guillaume de Paris, (m) Richard de Mideleton, (n) Pierre de la Palus, (o) Marfile, (p) un Abreviateur de Theologie parmi les œuvres de Gerson, (q) Gabriel Biel, (r) Almain, (s) Capreolus, (t) Pierre de Tarentaise de l'Ordre des Freres Prêcheurs, Archevêque de Lion; & enfin Innocent V. (u) Adrien VI. (x) Jean Major, (y) Henri Jacobin Penitencier

(**) Resideront tous Archevêques, Evêques, Abbés & Curés & fera chacun d'eux en personne son devoir en sa charge. . . & parce qu'aucun tiennent à present plusieurs benefices par dispense ordonnons. . . qu'en residant en l'un de leurs benefices. . . seront excusés de la residence en leurs autres benefices à la charge toutefois qu'ils commettront vicaires, personnes de suffisance, bonne vie & mœurs, à chacun desquels leur assigneront telle portion du revenu du benefice qui puisse suffire à son entretenement. Autrement à faute de se faire admonester & néanmoins enjoignons à l'Archevêque ou Evêque diocésain y pourvoir &c. Ordonnance d'Orléans 1560. art. 5.

(a) 4. part. q. 78. memb. 1. a. 2. & 3.

(b) Passim in quest. quodlib.

(c) Lib. 4. c. 3. q. 5. sub finem.

(d) In 4. dist. 17. a. 42. (e) In 4. dist. 17.

(f) Opusc. 65. & sup. q. 8. a. 5. in corp.

& ad 1.

(g) Simmul. conf. part. 1. c. 1. & 5. in sum. 3. part. tit. 17. c. 1. & 5.

(h) In 4. sent. dist. 17.

(i) Lib. de conscientia Bibl. Pat. to. 25.

(k) In 4. dist. 17.

(l) Pupilla oculi. part. 5. c. 6.

(m) De Sac. Penit. c. 1. & 19.

(n) In 4. dist. 17. a. 3.

(o) De audient. confel. prima rat. & in 4. dist. 17. q. 3. (p) In 4. sent. q. 12. a. 1. part. 4.

(q) Comp. Theol. tract. 3. de 7. Sacram. to. 1. inter opera Gerson. nov. edit. alias to. 1. tract. 17. cap. de Sac. Penit. 5. cui sit facienda confessio. (r) In 4. dist. 17. q. 2. a. 1.

(s) Dist. 17. de Penit. q. 1.

(t) In 4. dist. 19. a. 3.

(u) In 4. sent. dist. 17. a. 3.

(x) De Sac. confel. quest. 5.

(y) In 4. dist. 17. quest. 5.

apostolique à Rome, (a) Guillaume de Rennes dans ses Apostilles sur saint Raimond, (b) Viguierre, (c) dont les institutions portant en tête l'approbation de la Faculté de Théologie de Paris l'an 1549. font voir que c'étoit aussi le sentiment de cet illustre & sçavant Corps, Pierre Soto, (d) le Cardinal Othon Evêque d'Ausbourg, sous l'approbation & l'autorité duquel Soto écrivoit l'an 1558. Jean Chappuis, (e) Dominique Soto, (f) &c.

“ Il appartient aux Curés, dit Gerson, d'entendre les confessions ou d'y pourvoir, & de commettre des Prêtres capables qui les puissent ouïr, s'ils ne sont point Prêtres ou hors d'état de les entendre. Et un peu plus bas : “ les Curés sont obligés d'entendre les confessions de leurs Paroissiens, ou de commettre des Prêtres qui les entendent. „ *Ad Curatos pertinet jms audiendi confessiones aut providendi ut audiantur, & committendi si Presbyter non est, aut si minus sufficiens... sequitur Curatos obligari ad audiendas confessiones suorum Parochianorum, aut procurare ut audiantur... Et Papa audire debet aut committere ut audiantur casus ipsi, & Episcopus casus qui illi referantur. [*]*

Voilà la règle, le Curé doit confesser ses paroissiens ou commettre des Prêtres qui les confessent dans les cas ordinaires, comme le Pape & l'Evêque doivent entendre les cas que le droit leur réserve ou commettre des Prêtres qui les entendent.

Ce n'étoit point en secret, à des disciples de confiance, & à l'oreille que Gerson établissoit cette doctrine, il la prêchoit sur les toits, il l'annonçoit à tout le peuple de Paris assemblé à la cathédrale, sous les yeux de l'Evêque, du consentement & par l'ordre de l'Université, contre une Bulle d'Alexandre V. qui tendoit à anéantir le droit & l'usage où les Curés étoient de commettre les Confesseurs à qui leurs paroissiens pouvoient s'adresser.

Les anciens Sommisses comme S. Raimond, (g) Angelus de Clavasio, (h) Astensis, (i) Vincent de Trano, (k) Jean de l'Ordre des Freres Prêcheurs, (l) Silvestre, (m) Rainier de Pise, (n) Cajetan, (o) Barthelemi Fumus dans son Armilla, (p) Nicolas d'Aufmo de l'Ordre des Freres Mineurs qui écrivoit l'an 1444. (q) parlent en mêmes termes que les anciens Canonistes & les Theologiens du pouvoir que les Curés ont de commettre leur juridiction, avec cette différence qu'Albert le Grand, St. Raimond, Candide, (r) Geoffroi,

(a) Dialog. de conf. Sacram. c. 41. Romæ creuso an. 1532.

(b) In Raimond. lib. 3. tit. 24. de Pœnit. pag. 421. Edit. Lugd. 1718.

(c) Instit. ad natural. & Christ. Philosoph. de Sac. Pœnit. vers. 16.

(d) De Instit. sacerdot. lib. de Sac. Pœnit. lect. 5.

(e) In summ. S. Raimundi tract. 4. de Pœnit. c. 5.

(f) In 4. sent. dist. 18. q. 4. a. 2.

[*] Gerson in Bullam Mendicantium an. 1499.

(g) De Pœnit. disp. 6.

(h) Verb. confessio. 3. n. 1. & 31. & verb. Vicarius.

(i) Lib. 3. tit. 14. cui Presbytero sit confitendum. art. 1. q. 5. (k) In summ. de ritual.

(l) In summ. confess. tit. rubric. de conf. quest. 37. quis sit ordinarius.

(m) Verb. confessio. n. 4.

(n) De confess. c. 17. (o) Verb. confessio.

(p) Verb. absolutio. n. 15.

(q) Verb. confessio. 3.

(r) Parochus etiam non dum sit initiatus Ordine sacerdotali, potest jure communi dare alteri Sacerdoti, supposita approbatione Episcopi, facultatem absolvendi suos subditos. Vinc. Candidus de Conf. Sac. disp. 24. n. 65. dubit. 3.

l'Auteur de la glose sur les Clementines, (a) & quelques autres anciens Canonistes, (b) & même quelques Theologiens un peu avant le Concile de Trente, enseignent que le Curé ne doit commettre que d'autres Curés, ou ceux que l'Evêque a jugé capables de cet emploi. (c) Les autres ne font pas cette distinction, ou ne distinguent que contre les Reguliers & les Religieux reclus. (d) Melchior Canus qui en qualité de Theologien assista au Concile Trente, remarque que c'étoit le sentiment commun de son tems, que quand le Curé permettoit de s'adresser au premier Prêtre, on pouvoit se confesser à un Prêtre non approuvé. Le droit des Curés leur paroissoit si constant qu'ils ne faisoient aucune difficulté de le reconnoître dans les Curés mêmes qui n'étoient pas Prêtres. Un Curé qui n'est pas Prêtre, disent Pierre de la Palus, (e) Jean-François de Pavinis Auditeur du sacré Palais de Rome, (f) S. Antonin, (g) Adrien VI. (h) Antoine de Cordouë, (i) Gerfon, (k) & Henri Boët, (l)

(a) Et nota quod hic de Penitentia non dicitur, quæ etiam de licentia Sacerdotis proprii, recipi non possit à Presbytero non habente curam &c. Glossa in clement. 1. de privileg. lib. 5. tit. 7. verb. speciali.

(b) Sed hic attende quod Raimundus & alii valde magni dicunt, quod cum proprius Sacerdos dat suo parochiano licentiam ubi voluerit confiteri, oportet illum parochianum aliquem adire habentem generalem potestatem confessiones audiendi, eo quod ipse proprius Sacerdos parochianum suum licet possit de confitendo alteri licentiaré, non potest tamen illum alienum Sacerdotem licentiaré quod talem possit confessionem audire, nisi accepta ab Ordinario potestate. *Compend. Theol. apud Gerfon. cap. de Sac. Penit. §. cui sit faciend.*

(c) Non tamen cuilibet Sacerdoti debet confiteri, licet enim omnes Sacerdotes æque in ordinatione recipiant hanc potestatem, ligata est tamen ita, quod non possunt eam exercere nisi data sibi auctoritate & potestate ab Episcopo diocesano vel ab apostolica Sede. Hoc autem intelligas de Sacerdotibus religiosæ ac reclusæ, quia nec illi possunt injungere penitentias nec baptizare, nec prædicare & similia quæ pertinent ad curam animarum, nisi fuerint electi à populo, & ab Episcopo cum consensu sui Abbatis vel alterius Prælati instituti, *caus. 16. q. 1. cap. alia, & c. pervenit, &c. Adjecimus, §. ecce in hoc, & c. generaliter §. hoc idem. S. Raimond. l. 3. t. 24. de Penit.*

(d) An habens facultatem à proprio Sacerdote eligendi Confessorem possit eligere quemlibet Sacerdotem, etiam alias non probatum nec expressum ad hoc. Gabriel *dist. 17. q. 2. a. 3.* tenet partem affirmativam. Idem tenet Silvester in verb. *conf. l. §. 5.* Idem quoque Adria-

nus post quintum quest. de *conf. dub. 1.* referturque in hoc Hostiensem de *Penit. c. Omnis.* & Panoritanum *Clem. 1. de privileg. Breve* hæc est communis opinio juniorum. Melch. Canus part. 6. de *Penit. p. 795.* edit. Lugd. 1704.

(e) Si autem est proprius & non Sacerdos, potest illum absolvere per alium, sicut Curati & Episcopi non Sacerdotes committunt Sacerdotibus. Paludan. in 4. *dist. 17. q. 3.*

(f) Et adde quod sufficit licentia parochialis qui adhuc Presbyter non est, puta quia est infra annum, vel dispensatus per Episcopum juxta cap. cum ex eo, de *elect. lib. 6. de pavinis. Bacul. pastor. 2. part. q. 8.*

(g) Si autem sit proprius Prælati & non Sacerdos, sicut Curatus & Episcopus non Sacerdos, potest absolvere per alium, committendo hoc alteri. S. Antonin. *summ. confess. part. 1. c. 1. & summ. 3. part. tit. 17. c. 1.*

(h) Curatus non Sacerdos potest & habere committere, quamvis non potest audire. *Adrianus de Sacram. Conf. quest. 5. dub. 8.*

(i) Quando Curatus non Sacerdos dat subdito licentiam, ut ab altero absolvat quem ipse absolvere non potest, non dat illi ordinem aut potestatem quam non habet, sed jurisdictionem dat & materiam subijcit quam ipse Curatus habet, quamvis non habeat usum ejus, in quam ille Sacerdos suam exerceat potestatem. *Cordubensis quest. Theol. lib. 5. q. 13. dub. 3.*

(k) *Sermon. cont. Bullam Mendicant. & de potest. ecclesiast. consid. 11. &c.*

(l) Curatus parochialis, vel alius habens curam animarum licet non sit Sacerdos potest committere confessionem auditiones alteri Sacerdoti simpliciter. *Argum. sup. de elect. suffraganis.* Et hoc videtur tenere Hostienfis *sup. de après*

après Hostiensis, Gui Bafius, Jean d'Andrée, Guillaume de Monte-Lauduno, &c. peut de droit commettre un simple Prêtre pour entendre les Confessions.

Enfin par un argument du moins au plus, le commun des Canonistes & des Theologiens concluoient autrefois de l'usage où ils voyoient tous les Curés, de donner la juridiction ou la permission aux Prêtres qu'ils vouloient choisir pour confesser leurs paroissiens, que le Pape & les Evêques supérieurs par leur dignité, pouvoient la donner aussi, (a) parceque autrement leur autorité auroit été moindre que celle d'un simple Curé à cet égard.

Si l'on trouve dans les siècles qui ont précédé le saint Concile de Trente, quelque règlement qui paroisse contraire au droit des Curés si reconnu & si appuyé par le Droit, les Conciles, les Synodes, les Rituels, les Canonistes, les Theologiens & les anciens Edits de nos Rois de commettre leur juridiction & de se faire des Sous-papellains (b) dans l'administration du Sacrement de Penitence, on doit l'entendre d'un règlement passager & local presque aussitôt révoqué, tel que fut celui de l'Evêque de Poitiers frere Gautier dans son Synode de l'an 1280. c. 3. ou d'un effort de quelque Evêque particulier contre le droit commun, qui tendoit à assujettir les Curés à ne commettre que des Curés ou des Prêtres dont l'Evêque auroit précédemment examiné & approuvé la capacité, ou plutôt ces sortes de reglemens ne regardoient que les Curés qui n'étoient pas Prêtres ou qui ne résidoient pas, (c) car

offic. Archidiaconi. Cum Latit. Et Johan. Andreas & G. de Monte-Lauduno & Gen. Extra. de privileg. c. 1. in princ. super verbo, Presbyteri. in Clement. &c. Boich in 5. decretal. de sent. excomm. cap. à nobis num. 7.

(a) Ipse Sacerdos parochialis potest dare suo parochiano licentiam quod alteri constituitur, ergo multo fortius hoc superior potest. *Jeanes de Turrecremata. in cap. Quam pariter. de Penit. dist. 1. n. 10.* — Si Sacerdos parochianus potest licentiarum ut ejus subditus constituitur alteri quam sibi, multo magis Papa & Episcopus. *Idem. in cap. placuit ibid. dist. 6.*

Si potest parochialis dare licentiam parochiano suo confitenti cuicumque voluerit & solvere à tentione constituendi sibi simpliciter & ad tempus secundum quod est rationi consonum, cur hoc non potest Episcopus, cujus est parochianus. Hoc ponere, est ponere Episcopum non habere omnem potestatem in subditos quam habet simplex Curatus. *Alenis 4. part. q. 78. memb. 1. a. 3.*

Episcopus quoque subdito suo, ut quemvis idoneum sibi deligat Confessorem facultatem concedere poterit, cum non minoris esse debeat efficaciz ab Episcopo obventa licentia, quam à parochiali Sacerdote. *Lancelot. Instit. juris canon. lib. 2. tit. 51. c. 7.*

(b) Subcapellani & Presbyteri quos Rector

res Ecclesiarum parochialium vel Religiosi sibi associant ad regimen animarum & quibus potestatem concedunt absolvendi & administrandi ecclesiastica, & ea que pertinent ad curam animarum, committunt: Quod fieri vetatur in posterum absque Episcopi licentia in Synodo Pictaviensi an. 1280. can. 1. Il porro videntur quos Rectores Ecclesiarum etiamnum hodie ad subsidium functionum sibi adfiscunt. *Glossar. Cangii an. 1678. verb. Subcapellani.*

(c) Curare debet qui Dioecesi preest ut qui legitime absunt, virum habeant qui eorum vice fungatur, litteratum & idoneum. *Conc. Narbon. 1551. can. 18.* seu Synodus ecclesiastica ex variis Dioecibus. cui nullus adfuit Episcopus.

Cogantur Sacerdotes omnes, sive regulares sive seculares sint, qui animarum curam susceperint quantumvis magnum in Ecclesia honorem adepti, Episcopis vel generalibus eorum vicariis singulis annis offerre ad eos regendas & administrandas Ecclesias in quibus permixto residere non tenentur ob juris relaxationem sive dispensationem propter legitimas causas, de quibus paulo ante dictum est, Ministros qui ipsorum munere fungantur idoneos. Nihil autem examinis hujus gratia, Dioecesi vel eorum vicariis ab hujusmodi Presbyteris

l'usage étoit en quelques lieux que les Evêques en donnant dispense à un Curé de ne pas résider & de différer à se faire ordonner, l'obligeoient conformément au chapitre *Cum ex co.* 34. De electione. *in sexto.* de ne commettre pour Vicaires que ceux dont ils avoient examiné la suffisance & la capacité. L'on en a ce statut dans un Concile d'Angleterre de l'an 1306. en Spelman, *to. 2. p. 440.* *Rectores Ecclesiarum, Presbyteros suis Ecclesiis non præsiciant, donec ipsi Archidiaconus & eorum Officialibus presentent, de quorum ordinatione, vita, & scientia, examinatione habita diligenti, illi qui reperti fuerint idonei admittantur, & stipendiorum quantitas in volumine publicum Capituli redigatur, minus autem idonei & de quorum ordinatione non constiterit, penitus repellantur.* Conc. Ripponense, cap. de Presbyteris parochialib. Ainsi le droit d'approuver ou de connoître de la capacité étoit renvoyé à l'Evêque, ou à ses Archidiaques, & le droit de commettre étoit réservé au Curé, ou si l'Evêque approuvoit & commettoit en même-tems, c'est dans le Synode, par conséquent sous les yeux & avec l'approbation & le consentement au moins présumé du corps entier des Curés.

Telle étoit encore la pratique du Diocèse de Nantes [a] dans le seizième siècle depuis le Concile de Trente sous les yeux d'un Evêque qui y avoit assisté, & apparemment de plusieurs Diocèses, où l'on observoit le decret si salutaire d'un Concile d'Allemagne de l'an 741. sous le Roi Carloman, auquel

accipiant, si autem ipsi parochi & Rectores administrent, tunc non cogantur (vicarii) se Episcopis offerre. *Conc. Narbon. 1551. can. 31.*

Item statuimus quod nullus Sacerdos peregrinus vel alius de cetero in civitate vel diocesi Nannetensi in absentia Curatorum, absque licentia Episcopi curas animarum regere, audire confessiones, vel absolvere præterquam in mortis articulo præsumant, & si secus fecerit, decernimus ipsos præsumptores sententiam suspensionis à divinis incurrere ipso facto. *Stat. Synod. Nannet. Simonis de Langrei an. 1570. cap. 3.*

Ne quis eorum, nisi personaliter resideat, alium capellanum secum advocet, seu adjoiciat, & tunc idoneum & approbatum. *Stat. Synod. Nann. Johannis de Monte-relaxo an. 1589. c. 6.*

(a) Philippus du Bec Dei & sanctæ Sedis Apostolicæ gratia Nannetensis Episcopus dilectis nostris Dominis Georgio Fevrier & Juliano Roguet Presbyteris Salutem in Domino. Curam, regimen & Sacramentorum administrationem parochialis Ecclesiæ de la Pleine diocesis Nannet. Diocesis, hinc ad proximam Synodum, vobis & vestrum cuilibet duximus commitendum & committimus, proviſoque quod alter vestrum in domibus Presbyteratus residentiam

faciat personalem. Datum Nannetis in sancta Synodo post festum Pentecostes die Jovis XXI. mensis Maii anno Domini millesimo quingentesimo septuagesimo secundo.

Visa cum parapho. *Signatum.* Froullard pro Secretario.

Sigillatum Sigillo ovali, in cuius limbo: Philippus du Bec Nannetensis Episcopus.

Franciscus de Bodieu Thesaurarius & Canonici Ecclesiæ Nannetensis nec non reverendi io Christo Patris & D. D. Philippi du Bec Dei gratia Nannetensis Episcopi in spiritualibus & temporalibus Vicarius generalis dilectis nostris Dominis Georgio Fevrier & ... Presbyteris salutem in Domino. Regimen & Sacramentorum administrationem parochialis Ecclesiæ de la Pleine & diocesis Nannetensis Diocesis vice ac nomine venerabilis viri Magistri Petri Lamoureux modernè illius Rectoris hinc ad proximam Synodum duximus commitendum & committimus dummodo alter in domibus presbyteralibus residentiam faciat personalem. Actum & datum Nannetis in sancta Synodo post festum B. Lucæ die Jovis XXI. mensis Octobris anno Domini Millesimo quingentesimo, septuagesimo tertio.

Visa Locus Chirographarum testaræ Vicarii Gen. Douillard pro Secretario. Locus Sigilli Episcopi.

S. Boniface de Mayence presida, qui deffend de recevoir à faire les fonctions ecclesiastiques, aucuns Evêques & aucuns Prêtres inconnus & étrangers, avant d'avoir été examinés & approuvés par le Synode. *Statuimus etiam ut secundum cautelam omnes undecunque supervenientes ignoti Episcopi vel Presbyteros ante probationem synodalem in Ecclesiasticum Ministerium non admittamus.*

Cette regle ne fut pas toujours constante, car nous apprenons du Concile de Mayence de l'an 1549. *can. 64. & 80. (a)* que les Curés non résidens établissoient des Vicaires sans recours à l'Evêque, & que s'ils néglegioient de le faire, les Evêques les établissoient alors. La même chose se pratiquoit à Nantes & ailleurs dans le seizieme siècle. Mais le Concile de Mayence, *can. 80.* veut que le Curé non résident, ou qui n'est pas Prêtre, ne puisse changer les Vicaires qu'il a chargé du soin de sa Cure, avant d'avoir prouvé devant l'Evêque ou son Official, qu'une cause raisonnable l'oblige à faire ce changement.

Il n'en étoit pas de même des Curés résidens, ils ont eu constamment depuis le tom de Pascal II. que la nécessité de la juridiction ecclesiastique & legale pour le Sacrement de Penitence a probablement commencé, jusqu'au Concile de Trente l'an 1563. & le pouvoir d'approuver leurs Vicaires, & celui de commettre ou de nommer les Confesseurs de leurs Paroisses, sans recours à l'Evêque ni au Synode. Mais les statuts de quelques Diocèses, sçavoir de Chartres de l'an 1526. &c. deffendoient aux Curés & à leurs Vicaires de permettre aux Prêtres originaires du Diocèse, qui s'étoient fait ordonner en Cour de Rome sans demissoire, de celebrer, de confesser, & d'administrer les autres Sacremens avant d'avoir eu l'approbation de l'Evêque. *(b)*

Les statuts synodaux de Nantes de l'an 1389. *c. 8.* demandoient que les Curés résidens & même non résidens, *(c)* la même chose est aussi ordonnée par les statuts synodaux de Paris de l'an 1495. *(d)* n'employassent aucun Prêtre

(a) Si dispensatio alicujus (plura beneficia curata obtinentis) legitima & sufficiens videbitur, is beneficia sine molestia retinebit. Nihilominus tamen providebit per idoneorum Vicariorum deputationem & congruam portionis fructuum assignationem, ne cura animarum in his Ecclesiis negligatur, nec ipsa beneficia debitis officiis fraudentur, alioquin negligentia ejus per ordinarium de fructibus beneficii suppleri, & ipse insuper subtractione certæ portionis religionum fructuum pro attributio Ordinaris poni debet. *Conc. Magunt. 1549. cap. 64.*

Pastoribus etiam & iis qui Curata beneficia obtinent injungimus ut Ecclesiis in quibus per consensum Diocœani instituti sunt, nec tamen eisdem per se præsent, vicarios idoneos & canonicè institutos præstent, eisque pro sufficienti victu, portionem congruam de proveniunt Ecclesiæ assignent, nec sic à se institutos Vicarios ab eadem Vicaria amoveant,

nisi ipsi jam actu Sacerdotes Ecclesias suas per se ipsos regere velint, aut aliquam rationabilem amotionis causam contra Vicarium, eorum Diocœsano aut ejus Officiali probaverint. *Conc. Magunt. 1549. cap. 80.*

(b) Item districte prohibemus maibus Curatis nostræ Diocœsis, eorum Vicariis & aliis qui præsent quibuscunque Ecclesiis, etiam Capellis, & aliis religiosis locis, ne ad celebrandum missas, audiendum confessiones, aut alia Sacramenta ministranda recipiant sine nostra approbatione Clericos nostræ Diocœsis promotos in Curia Romana. *Stat. Caroten. 1526. tit. 6. à Ludovico Gaillard.*

(c) Quod ad Curam exercendam nullas ignotas extraneus seu de alienis partibus recipiatur, nisi prius sui Prelati suæ ordinationis & dimissorias litteras ostendat, quantumcunque alias repetitus sit idoneus. *Stat. Narrensem. 1389. c. 8.*

(d) Prohibemus omnibus & singulis Cura-

étranger & inconnu quelque habile qu'il fût d'ailleurs, avant qu'il leur eût fait voir ses lettres d'ordination, & un *exeat* de son Evêque. (a) On voulut ensuite, comme nous l'apprenons des anciens statuts de l'Eglise d'Orléans c. 53, dans la grande collection des PP. Martene & Durand, tom. 7. p. 1278. qui sont de Milon Evêque d'Orléans, (b) & encore comme il paroît par les avis de Pierre Evêque de Cambrai environ l'an 1310. en Martene, *ibid.* pag. 1316. (c) par les statuts de Nantes de l'an 1556. c. 4. & de l'an 1560. c. 3. (d) & par une ancienne formule tirée d'un Manuscrit de 200. ans & plus (e) que les Curés ne se servissent point de Prêtres étrangers & inconnus, ni absolument d'aucuns Prêtres religieux, à moins que leurs lettres d'Ordre & leur *exeat*, n'eussent été vûës, reconnûës & approuvées de l'Evêque du lieu où ils souhai-toient s'arrêter, desorte qu'à la fin du seizieme siecle, l'approbation de l'Evêque n'étoit le plus souvent qu'une simple attestation qu'un tel d'un tel Dio-cèse, étoit Prêtre, qu'il n'étoit lié d'aucune censure qu'il avoit un *exeat* en forme, & qu'il pouvoit exercer les fonctions de ses ordres, mais le jugement de la capacité de ces Prêtres, & la qualité de l'emploi qu'ils pouvoient pren-dre, étoient renvoyés à la prudence & la volonté des Curés, ainsi qu'il paroît par les statuts de Guillaume le Maire Evêque d'Angers, (f) de l'an 1293.

ris nostræ Civitatis & Diocesis Parisiensis re-sidentiam in suis parochialibus Ecclesiis non facientibus, ne aliquos Capellanos ad deservien-dum vice sua in divinis, in hujusmodi suis Ec-clesiis instituunt, nisi de eorum scientia, vitæ ac motum honestate, ac quod fuerint & sint ri-te & canonice ad Sacerdotalem ordinem pro-moti, eis prius legitime confiterit. *Stat. Synod. Paris. an. 1495.*

(a) Nullusque incognitus seu extraneus aut ex alienis partibus Sacerdos per dictarum paro-chialium Ecclesiarum hujusce Diocesis Recto-res seu Curatos recipiatur, præsertim ad regi-men animarum & Sacramentorum administra-tionem nisi prius sui Prælati & suarum promo-tionum testimoniales litteras per nos approba-tas ostendat. *Stat. Synod. Nannet. an. 1556. c. 4. Idem isdem verbis Stat. Nannet. an. 1560. c. 3.*

(b) In confessionibus audiendis Presbyteri non convocent sibi adjuutores in aliis Diocesi-bus commorantes, aut etiam Religiosos, si ve in aliis Diocesis commorentur, si ve non, exceptis Prædicatoribus & Minoribus Civita-tis Aurelianensis qui missi fuerint per Diocesim à suis Superioribus. Decernimus eos ad hujus-modi officium exercendum admittendos. *Cod. Præcept. Synod. Milonis Episc. Aurel. an. 1314. tit. de confessione.*

(c) Statuimus quod nullus Curatus Capel-lanum mercenarium habeat de alia Diocesi si-

ne nostra aut Officialis nostri licentia speciali, aliter de factis & excessibus se noverit teneri. *Monitiones Petri Camerac. circa 1310. Angh. Collect. Marten. to. 7.*

(d) Voyez cy-dessus lettre (a) les Sta-tuts cités.

(e) Johannes miseratione divina Episcopus. dilectis suis Rectotibus, Presbyteris, Curatis & non Curatis ac Clericis per Civita-tem & Diocesim. constitutus &c. Quia dili-genter inspicimus litteras Reverendissimi Pa-tris Domini. Dei gratia Episcopi, hanc for-mam continentes. Reverendu in Christo &c. Nos vero præfato Presbytero concedimus li-centiam in nostra Civitate & Diocesi usque ad biennium quod possit officia celebrare divina, ita tamen quod Penitentiam & alia Sacra-menta conferre non valeat, nisi hoc sibi injunc-tum fuerit ab aliis vel à prædictis curam ani-marum receperit, in cuius rei testimonium &c. *Ex Cod. Ms. formularum 200. annorum &c. plus, in Biblioth. Ecclesiæ Collegiata B. M. N.*

(f) Quia plerumque aliqui ignoti & alieni-genæ Presbyteros se dicentes extra partes suas ad partes longinquas se transferunt, qui in partibus suis gravia & enormia perpetrarunt, & qui aliunde Presbyteri non sunt, vel qui sunt alicui Regionis adstricti, vel alias aut inhabiles aut irregulares existunt, juxta anti-quorum Patrum Statuta statuimus & ordina-mus quod de cetero alienigenæ & incogniti ad

d'Estienne Poncher Evêque de Paris d'environ l'an 1515. *(a)* & plus récemment par ceux d'Antoine de Crequi Evêque de Nantes l'an 1560. *cap. 3.* & d'Henri de Gondi Evêque de Paris de l'an 1608. n. 8. *(b)* S'il arrivoit cependant que le Curé commit ses emplois à un Prêtre étranger à l'insçu de l'Evêque, on ne lui étoit pas ce Vicaire étranger, & l'on ne disoit point que les Absolutions qu'il avoit données étoient nulles pour n'avoir pas pris la permission de l'Evêque, mais toutes les fautes qu'il pouvoit faire étoient sur le compte du Curé qui l'employoit & il en devoit personnellement répondre à l'Official de l'Evêque & satisfaire à tous ceux qui y avoient quelque intérêt. *Aliter de factis & excessibus se noverit teneri.* Monit. Petri Cameracen. circa 1310.

Mais qui peut douter de ce que je soutiens ici quand le R. P. Bernard d'Aras ancien Lecteur en Theologie chez les RR. PP. Capucins, Theologien des plus opposés à la juridiction des Curés, est forcé de reconnoître dans son Livre de l'ordre de l'Eglise 1735. pag. 125. qu'autrefois, ce sont ses propres paroles, *au dessus de l'approbation de l'Evêque, les Prêtres avoient besoin de la permission du Curé pour confesser valablement ses Paroissiens, & si celui-ci n'avoit pas consenti que les siens allaissent à confesse aux Curés voisins, certainement le canon [Omnis utriusque.] décide clairement que leurs confessions auroient été nulles.*

Un Curé... dit encore le reverend Pere, *ibid.* p. 126. *si on en quelque sorte le grand Vicaire de l'Evêque* [il auroit dit avec vérité, étoit le Vicaire de Jesus-Christ] *pour sa paroisse... il pouvoit y approuver les Prêtres qu'il jugeoit propres à confesser. Ce droit lui a été ôté par le Concile de Trente, ll. 23. de reform. cap. 15.* Il auroit pû & dû dire, par le Roi sur les instances réitérées & fatigantes des Evêques.

L'Auteur de la Conduite des Confesseurs, qui est un ouvrage composé dans le Seminaire de Senlis par l'un de ses directeurs, & qui l'an 1739. a eu

officium sacerdotale non admittantur vel recipiantur à quocumque, quousque à nobis, mediantibus literis commendatiis super promotione eorum, vita & moribus fuerint approbati. *Statut. Guillelmi Majoris an. 1293. in Synod. Pentec. cap. 2.*

(a) Item cum multa & diversa scandala competerimus ex magna seu verius effrenata multitudine habituarorum, seu quibus superlicia in Ecclesiis vestris conceditis, præcipimus vobis ne de cetero hujusmodi superlicia concedatis sive pro inhumationum defunctorum sive confessionibus audiendis & aliis Sacramentis ministrandis, nisi vobis probis, honestis acrite & canonicè promotis per nos, vel qui prius cum literis eorum dimissoriis vel commendatiis suorum Curatorum & Episcoporum per nos vel officialem aut vicarios fuerint approbati, & cum ipsis dispensatum. *Stat. Stephani Poncor Paris. Episc. circa ann. 1525. cap. 1.*

(b) Et quia ex ignorantia & mala conversatione Sacerdotum, nimium multa scandala in vitupetium ministerii ecclesiastici otiantur, stricte prohibemus ne Curati aut eorum vicarii admittant Sacerdotes in suas Ecclesias ad celebranda sacro-sancta mysteria & ad aliorum Sacramentorum administrationem, nisi inprimis certo sciatis, eos à nobis aut à nostris Vicariis vel nostro Penitentiario per litteras authenticas probatos esse, tum nisi prius ipsi Curati de vita & moribus & de doctrinæ sufficientia prædictos Sacerdotes diligenter probaverint, maxime vero an noverint & ad unguem reuerint, quæ sit materia & forma singulorum Sacramentorum, tum etiam an iudicent casus conscientie qui reservantur oobis aut summo Pontifici, quatenus in limine Brevariæ Parisiensis recens reformati declarantur. Qua in re eorum Curatorum conscientias oneramus. *Stat. synod. Henrici de Gondi Paris. Episc. an. 1608. n. 8.*

l'approbation de Messieurs de Sens, de Senlis, de Bayeux, d'Amiens & de Rennes reconnoît la même chose, *part. 2. ch. 1.* "Avant le Concile de Trente, "dit-il, les Curés pouvoient faire confesser leurs Paroissiens par tous les Prêtres qu'ils jugeoient à propos."

Le droit d'approuver de simples Prêtres pour leurs Paroisses si réel & incontestable avant l'an 1563. du propre aveu de nos adversaires, a donc été ôté selon le P. Bernard, le nouvel Auteur de la Conduite des Confesseurs & quelques Theologiens modernes, (a) aux Curés par le Concile de Trente, car tous les Theologiens n'en conviennent pas, le Corps épiscopal n'en étoit pas encore persuadé en France l'an 1615. & l'on en peut encore douter en ce qui touche l'approbation des Prêtres seculiers. Mais les Theologiens & les Canonistes conviennent presque tous que le droit subsiste de Curé à Curé, & qu'un Curé même regulier peut confesser sur la paroisse d'un autre, & le paroissien d'un autre dans sa Paroisse avec la seule permission du propre Curé, le Concile de Trente n'ayant point voulu comprendre les Curés dans son decret, ni déroger à cet égard à l'ancien droit : & encore que tous reguliers ou tout autre Prêtre approuvé & jugé capable dans un sérieux examen de l'Evêque ou autrement, peut recevoir du Curé une juridiction suffisante pour confesser ses paroissiens.

§. VIII. Les Curés donnent encore aujourd'hui la juridiction aux approuvés de l'Evêque qui confessent sur leurs Paroisses.

Il n'est rien qui soit plus combattu aujourd'hui, & peut-être qui soit moins connu depuis les obscurités que l'on affecte de repandre sur cette matiere, mais qui cependant soit plus certain dans le droit, que celui qui n'use point d'une juridiction empruntée d'un autre, mais qui l'exerce à raison d'un office fixe & durable, avec tribunal, territoire & sujets, peut la communiquer. (b) Or les Curés sont tels, (bb) leur tribunal avec territoire & sujets, n'est

[a] Le Curé peut-il point approuver en sa Paroisse? Non. Depuis le Concile de Trente, qui lui a retranché ce pouvoir. *Bonac. de Pœnit. disp. 5. q. 7. p. 4. n. 2.* Auparavant le Concile, il le pouvoit par le droit commun, mais quand le Concile ne l'en empêcheroit point pour n'être reçu en quelques lieux, les statuts synodaux de l'Evêque l'en peuvent empêcher. *Suarez disputat. 28. sect. 4. n. 113.*

B. Berriant, de la juridict. ch. 2. edit. 26. Avant le Concile de Trente, la juridiction déléguée par le Curé, comme Pasteur Ordinaire, suffisoit à un Prêtre pour pouvoir absoudre valablement dans la Paroisse d'un même Curé. *Benal, trait. 26. de la Pœnitence. sec. 4. n. 1.*

Quamvis ante Tridentinum Concilium Patroci quoscunque toleratos Sacerdotes ad

subditorum suorum Confessiones audiendas committere possent, à tempore tamen Concilii specialis approbatio [Episcopi] requiritur ad secularium confessiones audiendas. Ecce Concilii decretum. *Quamvis Presbyteri in sua ordinatione, &c. Theolog. moral. Petrosoren. de Pœnitent. cap. 7. tom. 4. pag. 139.*

(b) More Majorum ita comparatum est, ut is demum jurisdictionem mandare possit, qui eam suo jure, non alieno beneficio habet. *Dig. de jurisd. lib. 2. tit. 1. leg. 5. More Minorum.*

(bb) Ordinaria jurisdictionis est quam aliquis habet ex vi proprii muneris & officii, qualem habent Episcopi, & Parochi respectu suarum Diocesium & Pœnitentiarum, &c. *Theol. mor. Petrosoren. de Pœnit. cap. 7.*

point d'emprunt, ils exercent la juridiction pénitentielle avec qualité de juges ordinaires dans leurs Paroisses, ils peuvent donc la communiquer. Les plus profonds Theologiens & les plus sçavans Canonistes n'en font aucun doute, c'est la doctrine de Navarre, (a) de Lancelot, (b) de Chopin, (c) d'Hauteserre, (d) dans ses notes sur Innocent III. imprimées à Paris l'an 1666. & dédiées par l'Auteur l'an 1659. à M. le Chancelier Seguer, de Fagnan, (e) de Vanespén, (f) de Gregoire de Toulouse, &c. (g)

On peut leur joindre le sommaire des déclarations des Curés de Paris, présentées à l'Assemblée générale du Clergé l'an 1656. Les Curés de cette première ville du Royaume y déclarent que ce sont eux qui donnent aux approuvés de l'Evêque la commission d'absoudre (h) leurs paroissiens.]

On peut ajouter un Arrêt du Parlement de Paris du 17. Juillet 1612. [i] rendu contradictoirement entre les Curés de S. Maurice & les Cordeliers d'Angers, par lequel la Cour ordonne que les Paroissiens ne peuvent dans le tems de Pâques se confesser & communier dans les Couvens, sans le congé & permission des Recteurs & Curés.

Une Sentence de la Cour ecclésiastique d'Orléans du vendredi dernier jour d'Aoust 1607. faisant d'usage aux Religieux Carmes de la ville d'Orléans, d'administrer les saints Sacramens de confession & autres, & faire aucunes fonctions curiales envers les Paroissiens de saint Paul, sinon avec la permission du Curé. (k)

Autre Sentence du tiers jour de Decembre ensuivant 1607. entre les Curés d'Orléans & les Religieux des quatre Ordres mendiants, portant pareil règlement & jugement que dessus. (l)

La Sentence du 2. Avril 1616. (1) renduë par M. Gab. de l'Aubespine Evêque d'Orléans contre les Religieux Minimes, (1) qui leur fait défenses

(a) Navarrus, Confessor. lib. 4. de clandest. dispens. Conf. 14. — Et lib. 5. de Penit. & rem. Conf. 1.

(b) Si quis vel proprii Sacerdotis imperitiam vereatur, vel alias vitam & mores suspectos habeat, & propterea alieno Sacerdoti confiteri voluerit, licentiam prius postulare & obtineat à proprio. Lancelot Instit. jur. canon. lib. 2. tit. 5. cap. 6.

Episcopus quoque subito suo, ut quemvis idoneum sibi deligat confessorum, facultatem concedere poterit, cum non minoris esse debeat efficacis ab Episcopo obtemperata licentia, quam à parochiali Sacerdote. Idem, ibid. cap. 7.

(c) Chopin, Monasticum lib. 2. tit. 1. num. 31. Et de sacra Poliria, lib. 2. tit. 3. num. 15. in nota marginali.

(d) In decretal. Innocent. III. lib. 5. tit. 38. de Penit. & rem. cap. 12.

(e) Fagnan, in 2. part. 5. lib. decretal. de Penit. & rem. cap. Omnis. n. 15. Et, in cap. Ne pro dilatione, ibid. num. 2.

(f) Vanespén, part. 1. tit. 3. cap. 2.

(g) Gregorius Tholosan. Syntag. juris. lib. 2. c. 8. n. 7.

(h) Et à ce Confesseur approuvé par l'Evêque le Curé donne pouvoir d'absoudre, en ce qu'il consent qu'il exerce sur lui le pouvoir qu'il a reçu de l'Evêque, comme il consent qu'il l'exerce sur ses paroissiens, quand il l'habituë. Sommaire des déclarations des Curés de Paris l'an 1657. p. 17.

(i) Voyez M. Bonichon Curé de S. Michel du Tertre d'Angers pag. 637. de l'autorité épiscopale défendue contre les Regulariers d'Angers. Et pag. 121. de la défense des Ordonnances de M. Arnauld Evêque d'Angers.

(k) Codex statutor. Synod. Diocesis Aurelian. auctoritate Alphonsi Delbene an. 1664. tit. 5. de Sacram. Penit. n. 3.

(l) Le rout vù & murement considéré, Nous avons ausdits Religieux, Correcteur & Convent des Minimes fait & faisons défenses de plus ci-après administrer les saints Sacramens de Penitence & Eucharistie, depuis le metecre-

de plus ci-après administrer les saints Sacrements de Penitence & de Eucharistie, depuis le Mercredi des Cendres jusques à la Pentecôte exclusivement à quelque personne que ce soit, sans la licence des Curés, ou de l'Evêque. Ce qui fut observé pendant trois ans. L'Evêque d'Orléans le fameux Gabriel de l'Aubespine, declare de plus dans sa Sentence, que la doctrine qui combat l'obligation de prendre mission du Curé, est perilleuse & contraire à la discipline & police ecclésiastique, contre les saints canons, intention du Concile de Trente, coutume & croyance universelle de la France. Gamache & Isambert parlent en la même manière. [a]

Quantité de Theologiens scholastiques & moraux, qui tous ont vécu depuis le Concile de Trente, ainsi que les Canonistes que je viens de citer, croient que le Curé a droit de commettre sa juridiction, & qu'il commet ordinairement les Confesseurs de sa Paroisse, ou que son consentement doit être pris, ce qui revient à la même chose. L'on peut à ce sujet consulter Azor, (a) Bail grand Penitencier de Paris, (b) Bagot, (c) l'auteur du Parochophile, (d) Bauni, (e) Becan, (f) Benedicci, (g) B. Bertaut, (h) Mr. de Betune Evêque de Verdun dans sa Pratique du Sacrement de Penitence, (i) Mr. de sainte Beuve, *ro. 3. cas. 29.* où il dit nettement qu'outre l'approbation de l'Evêque, il faut le

di des Cendres jusques à la Pentecôte exclusivement à quelque personne que ce soit, sans la licence desdits Curés ou la nôtre: [en marge, sic judicatum in penam: idque observatum per tres annos] comme aussi en tout autre tems hors leur Convent & Eglise sans la même licence, laquelle ils seront tenus en l'une & l'autre occasion, retirer par écrit. Declérons l'opinion dudit frere Jean du Bourg par lui publiée en ses predications en l'Eglise paroissiale de saint Paul les vingt-sept & vingt-huitième du mois de Mars dernier, que chacun pouvoit se confesser audat temps de Pasques à ses Ecclesiastiques que bon lui sembleroit, être contre les saints canons, intention du Concile de Trente, coutume & croyance universelle de la France: lui faisons deslenses & à tous autres de plus à l'advenir prêcher telle doctrine perilleuse & contraire à la discipline & police ecclésiastique, à peine de plus grande amercion. Ordonnons que le canon *Omnis utrinque sexus*, de Pœnit. & rem. sera publié tous les ans par les Paroisses de cette Ville, le premier Dimanche de Carême. Donné à Orléans le Samedi deuxième Avril l'an mil six cents seize: Ainsi signé Gabriel Evêque d'Orléans. *Cod. statutor. Synod. diocess. Aurelian. tit. 5. de Sacram. Pœnit. art. 3.*

[a] Voyez ci-dessous les textes de Gamache & d'Isambert.

[b] Azor, *Inst. mor. part. 2. lib. 3. cap. 6.*

& cap. 12.

[d] *Sacerdos approbatus ab Episcopo aut ejus examinatore, nunquid potest audire confessiones quorumlibet Diocesis illius? Non potest nisi insuper ipse Episcopus daret illi jurisdictionem vel Parochus illius penitentis quem vellent absolvere... Sacerdos qui habet suam jurisdictionem vel Parochus, non potest delegare alteri. Bail de exam. Confessar. pro approbat.*

[e] Tout Prêtre qui a juridiction prochaine & immediate sur le Pœnitent, est son propre Prêtre ou ordinaire & tels sont le Pape, l'Evêque, le Curé & leurs déparés. *Bagot. Di. fin. du droit épiscopal, tit. 1. ch. 16.*

[d] *Parochoph. part. 3. de Conf. paschali, art. 3.*

[e] Dico 3°. Parochos item ea potestate prœditos esse, & proinde esse ordinarios suorum Parochianorum, quos cum est necesse committere possunt absolvendo approbatio alicui. Habetur in Trid. ff. 23. c. 15. & 16. q. 1. can. Quicumque, de Pœnit. can. Omnis utriusque. Et probatur, quia sunt ordinarii pastores eorum qui sunt in parochia cui præsunt &c. Bauni, de Pœnit. quæst. 5. vide ibid. quæst. 25.

[f] Becan, de Sacram. quæst. 7.

[g] Benedicci liv. 5. cli. 3.

[h] B. Bertaut, Traité de la jurid. ch. 1.

[i] Mr. de Betune Evêque de Verdun, *Præ-consentement*

consentement des Curés, Binsfeld, (a) Matthieu Beuvelet, (b) Boyvin, (c) Bonal, (d) Busenbaum, (e) Vincent Candide (e) Qualificateur de l'Inquisition à Rome, Jean de Combis de l'Ordre des Freres Mineurs, (f) Conink, (g) Contenson, (h) Antoine de Corduë, (i) Jean de Cruz, (j) Dumetz, (k) Eltius, (m) Fernandez (n) Filiutius, (o) Jean de Friburgo, (p) Gamache, (q) Gonet, (r) Graffois, (s) Mr. Hallier Evêque de Cavaillon, (t) le Clerge de France qui a fait inferer dans ses nouveaux Memoires tom. 6. l'ouvrage de Mr. Hallier, Henriquez, (u) Thomas Hurtado, (x) Henri de St. Ignace, (y) Pierre de Saint Joseph, Religieux Feuillant, (z) Isembert, (aa) Juénin,

rique de Penit. ch. 7.

(a) Binsfeld, de Penit. cap. 11. §. 12.

(b) Beuvelet, Manuel ch. 5. du Sacram. de Penit. sect. 2.

(c) L'cet vero Parochi possint delegare in sua Parochia jura communia, quia habent jurisdictionem ordinariam, jure tamen positivo non possunt delegare nisi eos qui approbati sunt ab Episcopo, eorum enim potestas restricta est per Concilium Trident. Boyvin de Penit. cap. 7. quest. 12.

(d) Bonal Traité. 26. de la Penit. lec. 3. n.

3. — (e) Busenbaum de Penit. cap. 2. dub. 3.

(f) Dico 9^a. Parochus suam potest committere ordinariam jurisdictionem vel aliis Parochis vel Sacerdotibus a Episcopo approbatis. Candidus de confes. Sacram. disp. 24. q. 65. dubit. 8.

Parochus etiam si nondum sit initiatus in ordine sacerdotali, potest jure communi dare alteri Sacerdoti, supposita approbatione Episcopi, facultatem absolvendi suos subditos. Nam licet ipse defectu potestatis ordinis non possit suos subditos absolvere, nihilominus habet potestatem jurisdictionis quæ est annexa beneficio, & quam potest alteri committere. Idem, ibid. dubit. 3.

(g) De Combis, de Sacram. virtut. lib. 6. 27.

(h) Hinc sequitur, 1^o. Parochum posse cuius Sacerdoti approbato dare veniam audiendi confessiones omnium suorum parochianorum. Conink de ministr. Sac. Penit. disp. 8. dub. 4.

(i) Contenson lib. 11. part. 3. dissert. uni. c. 1.

(j) Quando Curatus nondum Sacerdos dat subdito suo licentiam, ut ab altero absolvatur quem ipse absolvere non potest, non dat illi ordinem aut potestatem quam non habet sed jurisdictionem dat & materiam subijcit quam ipse Curatus habet, quamvis non habeat usum ejus, in quam ille Sacerdos suam exer-

cat potestatem. Antonius Cordubensis quest. Theol. lib. 5. q. 13. dub. 3.

(k) Patet. 1^o. concessam Parochis in cap. Omnis utriusque sexus delegandi suam jurisdictionem aliis Sacerdotibus alias idoneis non esse ablatam in Conc. Trid. loc. cit. sed solum quod Parochi non possunt judicare de idoneitate requisita pro confessionibus audiendis. 2^o Patet posse Parochum delegare suam jurisdictionem Sacerdoti semel approbato &c. Jean de la Cruz in director. confes. de Sacram. Penit. q. 5.

(l) Dumetz, de Penit. c. 4. sect. 2. a. 2.

(m) Eltius in 4. sent. dist. 17. §. 13.

(n) Fernandez part. 3. c. 6. §. 9.

(o) Filiutius tract. 7. de Conf. secunda

Sacr. Sac. Penit. part. c. 2.

(p) Jean de Friburgo lib. 3. de conf. & absol. tit. 34.

(q) Nobis vero stat sententia, debere omnes confiteri Parocho aut Sacerdotibus ab eo delegatis, quoties nulla fuerit iusta & sufficiens ratio querendi alios Confessarios, id enim suadet antiqua Ecclesie traditio & disciplina, suadent præsei Canones, suadet quoque Concilium Trid. &c. Gamachans in 3. p. D. Th. de Penit. Sac. c. 18.

(r) Gonet, de Penit. dist. 9. a. 2.

(s) Graffois, decis. auct. l. 1. c. 13. n. 10

(t) Hallier, comment. in ordination. Clerici Gallicani art. 6. num. 4. & 10. & art. 7.

(u) Henriquez, Theol. mor. ta. 1. lib. 6. c.

6.

(x) Th. Hurtado, tom. 3. resol. 2. mor. tract. 12. c. 1. num. 2024.

(y) Henri de S. Ignace, Esh. Amor. lib. 5. de Sac. Penit. c. 225. num. 1628.

(z) Pierre de S. Joseph, summ. cas. p. 2. episc. 2. de off. conf. c. 1. a. 2.

(aa) Parochus dat jure communi Presbyteris & se substitutis & ab Episcopo approbatis licentiam audiendi confessiones suorum parochiane-

(a) Laiman, (b) Llamas Religieux Benedictin, (c) Gaspar Loarte de la Compagnie de Jesus, (d) Maldonat[*] de Marandé (e) dont la Theologie Françoise a eu pour l'un de ses approbateurs Mr. le Camus Evêque du Bellai, Marchantius, (f) de Merbes, (g) Milhard (h) ou la Guide des Curés, autrefois si recommandée par les Evêques de France, la Theologie morale de Perigueux, (i) Polman, (k) Poncius, (l) Pontas, (m) Præpositus, (n) Puteanus, (o) Reginaldus, (p) Dominique Soto, (q) Suarez, (r) Silvius, (s) Tannerus, (t) Tolet, (u) Turlet, (x) Gregoire de Valence, (y) Vasquez, (z) Jean de Wheyte le Blanc de l'Oratoire, Professeur dans l'Université de Nantes, (aa) l'Auteur de la Theologie de Poitiers, (bb) & une infinité d'autres.

Do Marinis Archevêque d'Avignon dans un ouvrage imprimé en 1668.

rum. Item præcarij jure communi confitentur ipsis Presbyteris ut docet tam prædictum Lateranense statutum quam communis praxis totius Ecclesiæ. Isenbert de Sac. Pœnit. disp. 20. n. 4. n. 6.

Quantum ad rem præsentem, duo tantum requiruntur in alieno Sacerdote. Unum est juris novi per Concilium Trid. introducti nimirum approbatio Episcopi obtemperata, alterum juris antiquissimi quod habetur citato capite Lateranensi, nimirum licentia proprii Sacerdotis Idem, ibid. art. 3. n. 8.

(a) Jucain, *differt.* 6. de Pœnit. q. 7. a. 2.

(b) Laiman, *lib.* 5. tract. 6. c. 10.

(c) Llamas, *part.* 1. meth. c. 6. §. 5.

(d) Hanc potestatem (audiendi confessiones) habet summus Pontifex super universum mundum, Episcopus super suum Episcopatum, Parochi super Parochiam suam, & horum quique aliis approbatis Sacerdotibus licentiam dare potest audiendi confessiones in locis, quibus ipse præfunt: Neque enim ræx sunt habende ex confessionibus quæ citra ejusmodi facultatem audiuntur, solo mortis articulo excepto. *Gaspar Loarte, instrum. confess.* c. 1.

(*) Maldonat, *summ. quæst.* 21. a. 6. & de Pœnit. c. 7.

(e) De Marandé, *to.* 3. l. 4. de la Pœnit. tract. 7. disp. 1.

(f) Marchantius, *resol. quæst. pastor. de Sac. Pœnit.* c. 1.

(g) De Merbes de Pœnit. *diff.* 4. q. 30.

(h) Milhard du Sacram. de Pœnit. *ch.* 1. *test.* 1.

(i) Ordinaria jurisdictio est quam aliquis habet ex vi proprii muneris, & officii, qualem habent Episcopi, & Parochi respectu suarum Diocesium & Parochiarum, & summus Pontifex respectu omnium fidelium. Delegata est quam quis habet non ex vi aliquis officii,

sed ex commissione eorum, qui ipsam habent ex officio. *Theol. mor. Petracor. de Pœnit.* c. 7.

(k) Polman, *brev. Theol.* p. 3. pag. 330.

(l) Poncius, de Sac. Pœnit. *disp.* 46. q. 7.

(m) Pontas *verb.* Curæ, cas. 12. & *verb.* Confession, cas. 7.

(n) Præpositus de Sac. Pœnit. q. 7. *dub.* 4. §.

(o) Putaneus, *part.* 2. de *conf.* q. 3. *dub.* 2.

(p) Reginaldus, *tr.* de prud. & *cet.* in *conf. reg.* c. 22.

(q) Dom. Soto in 4. *diff.* 18. q. 4. a. 2.

(r) Suarez, *lib.* 4. de *simon.* c. 19. & in 3. p. D. Th. *to.* 4. *disp.* 28. *sect.* 4.

(s) Parochus potest alicui per Episcopum approbato concedere jurisdictionem in suos subditos. *Sylvius suppl.* q. 8. a. 5.

(t) Tannerus *re.* 4. *disp.* 6. de Pœnit. q. 9. *dub.* 2.

(u) Tolet, *Inst. sacer.* *lib.* 1. c. 9. & *lib.* 3. c. 13.

(x) Turlet, *thres.* de la *doct.* *chret.* 4. *part.* *ch.* 5. *lec.* 9.

(y) Gregoire de Valence in D. Th. *to.* 4. *disp.* 7. q. 10. *punct.* 2.

(z) Vasquez in 3. *part.* D. Th. *disp.* 240. c. 4. n. 41. *to.* 5. & *to.* 4. q. 93. a. 1. *dub.* 2. n. 31.

& *art.* 3. *dub.* 2.

(aa) Jean de Wheyte, *Theorem. ex univ.* *Theol.* *tit.* de Pœnit.

(bb) Pastores Ordinarii, id est, qui ex proprio officio, aut beneficio aut dignitate curam animarum habent, in triplici ordine vulgo ponuntur. summus Pontifex. Episcopi. Parochi &c.

Delegatam jurisdictionem habent ii omnes qui ab Ordinariis sunt sufficienter deputati ad audiendas confessiones. *Inst. Theol.* ad *usum Seminar. Prælov.* de Pœnit. q. 2. a. 1.

& dédié au Pape Clement IX. après avoir dit qu'on doit se confesser au propre Prêtre ou à celui qu'il commet, avertit que par le propre Prestre qui donne juridiction à un autre Prêtre, il entend le Pape dans toute l'Eglise, l'Evêque dans son Diocèse, & le Curé dans sa Paroisse. (a)

Mr. de Saleon Evêque de Rodés dans sa remontrance au Roi l'an 1738. contre le sieur Brianne Curé à la Cathedrale de Rodés, y suppose par tout que le Curé donne la juridiction aux approuvés de l'Evêque, d'où il conclut que n'ayant point empêché le sieur Brianne d'user de son droit de commettre, il a eu tort d'appeller comme d'abus d'une Ordonnance qui ne lui défend pas de deleguer les approuvés, mais qui le restraint à sa Paroisse, comme non approuvé pour d'autres.

Le Supérieur du Seminaire de Senlis auteur de la Conduite des Confesseurs, qui l'an 1739. a eu l'approbation de cinq Evêques du Royaume, (b) nous dit également, 2. part. ch. 1. *que depuis ce Concile [de Trente] ils [les Curés] ne peuvent plus employer aucun Prêtre à la fonction de Confesseur, s'il n'a été approuvé de l'Evêque diocésain. Nisi aut parochiale beneficium habeat, aut ab Episcopis idoneis judicetur. ff. 23. ch. 35. de la ref.* Mais tout ceux, ajoute l'auteur, qui ont la juridiction ordinaire peuvent deleguer leur juridiction à des Prêtres "qui ont les conditions requises par les canons selon cette regle des Canonistes. *Quibus habens jurisdictionem ordinariam, delegare potest.*"

Les Curés qu'il est incontestable être ordinaires & avoir juridiction dans leurs Paroisses, peuvent donc la communiquer soit à d'autres Curés, soit aux approuvés qu'ils trouvent bon d'employer. Gamache, (c) Isémbert, (d) Vincent Candide, (e) Boyvin, (f) disent que cela est de droit commun, conforme aux anciens Canons, de la tradition ecclesiastique, établi par le Concile de Latran, maintenu par le Concile de Trente, & soutenu de la pratique de toute l'Eglise. D'autres trouvent cela si certain, qu'ils ne font aucune difficulté d'étendre la puissance de commettre des Confesseurs pour entendre leurs paroissiens, aux Curés même qui ne sont pas encore Prêtres.

Plusieurs des Theologiens que je viens de nommer s'attachent à l'interpretation du Concile de Trente par les Cardinaux proposés pour l'expliquer, rapportée par Jean Gallemart dans ses notes sur le Concile de Trente, ff. 23. de reform. c. 15. & supposent l'approbation de l'Evêque. D'autres, comme Pierre de St. Joseph, Busenbaum, B. Bertaut, les Curés de Paris l'an 1656. &c. n'entendent cela que des lieux où le Concile est reçu. Mais quelques autres, peut-être avec raison, puisque l'autorité du tribunal de l'interpretation du Concile, n'est point reconnuë en France, & que les declarations de la Congregation des Cardinaux citées par Gallemart sont altérées ou tout-à-fait supposées, (g) croient que la seule approbation du Curé suffit pour confesser valablement & licitement dans une Paroisse.

(a) Voyez le texte de Marinis. cy-dessus. part. 4. §. 2.

(b) L'Archevêque de Sens, & les Evêques de Senlis, Amiens, Bayeux & Rennes.

(c) Gamacheus in j. p. D. Th. de Pœnit. Sacram. cap. 18.

(d) Isémbert, de Sacram. Pœnit. disp. 20. art. 4. num. 6.

(e) Vinc. Candide de confes. sacram. disp. 24. cap. 65. dubit. 3.

(f) Boyvin de Pœnitent. cap. 7. quæst. 12.

(g) Voyez Sylvius resolut. variar. verb.

L'on cite pour ce sentiment Jean Gallo Professeur à Salamanque, qui avoit assisté au Concile de Trente, Jean Orellana, Crucius *in direct.* conf. *part. 2. de Sac. Pœnit. q. 5. disp. 6.* Pierre de Ledesma, *de Sac. Pœnit. q. 7. a. 2. d. ff. 12.* Thomas Hurtado tom. 2. resol. 2. mor. tract. 12. c. 1. num. 2024. Louis de S. Ivan, *in summ. de Pœn q. 7. a. 3. diff. 12. &c.* On leur peut joindre les Auteurs du Catechisme du Concile de Trente (ils n'ignoroient pas les motifs & le sens du decret) Binsfeld grand Vicair de Treves, Navarre, & si je ne me trompe, Estius, Gamache & le pere Morin qui ont affecté de ne rien dire de l'approbation de l'Evêque, ou parcequ'on n'en parloit point encore de leur tems, dans les lieux où ils vivoient, ou parce qu'ils ne la croyoient pas necessaire, lorsqu'ils reconnoissent & qu'ils enseignent que le Curé donne la juridiction pour confesser dans sa Paroisse. Les statuts d'Orleans de l'an 1587. *de Sac. Pœn.* Becan & Gregoire de Valence ne soumettent à l'approbation de l'Evêque que les seuls Reguliers, & Maldonat, *summul. quest. 21. a. 6. & 13.* ne la leur croit pas necessaire quand le Curé à qui la juridiction appartient dans sa Paroisse leur permet de confesser. *Licet Religiosi non haberent privilegia*, dit cet habile Theologien, *quilibet pœnitens possit facultate à suo pastore, potest illis confiteri.* Jean de la Cruz, *in direct. conf. part. de Sac. Pœnit. q. 5. dub. 6. concl. 2.* dit probable le sentiment qui ne soumet à l'approbation épiscopale que les seuls Reguliers. Didace Nugno nous apprend que quelques modernes le suivoient, & que d'autres jugeoient qu'on le pouvoit defendre. Henriquez croit qu'il est des rencontres où un Curé peut approuver pour quelque-tems un Prêtre habile & connu. Diana, *part. 3. tract. 4. de Sacram. resolu. 346.* dit qu'il croiroit probable le sentiment qui assure que le Curé donne la juridiction & l'approbation, si la Congregation des Cardinaux n'avoit pas décidé que le Curé n'approuve point & ne peut deleguer que des approuvés par l'Evêque. *Hanc sententiam probabilem judicarem, nisi obstat in contrarium Declaratio DD. Cardinalium Concilii interpretum, &c.* De sorte que Diana auroit tenu probable ce sentiment, s'il avoit sçu la supposition de la declaration des Cardinaux.

M. Bail abandonne cette opinion, parce que dans les choses necessaires & essentielles à un Sacrement, il faut, dit-il, suivre ce qui est plus vrai & plus probable. *Quia agitur de re necessaria & essentiali in Sacramento, in qua non licet recedere a magis vera & probabili sententia.* (a) Ce grand Penitencier de Paris n'a donc regardé l'approbation de l'Evêque pour confesser, quoiqu'il la dise necessaire & essentielle au Sacrement de Penitence, que comme un sentiment qu'il a cru appuyé & suivi par le plus grand nombre des Theologiens depuis le Concile de Trente, sans faire cette attention que l'approbation de l'Evêque, separée de la juridiction que les Curés sont capables de donner, n'étant d'obligation que pour confesser les seuls seculiers, & seulement depuis le Concile de Trente, ne pouvoit être essentielle au Sacrement, & qu'une fausse declaration ne devoit pas établir la necessité de la prendre, & ne pouvoit que par erreur faire dire un sentiment plus vrai & plus probable.

Confessarii approbatio. 2. Et in 2. secundæ q. 100. 2. sub finem. & M. Pontas verb. ap-
probation. cas 16. (a) Bail, de examine Pœnit. part. 3. q. 17. propos. 11.

Cette variété de sentimens dans les Theologiens, n'est que sur un point, sçavoir, si ceux à qui un Curé donne la juridiction ont encore besoin de l'approbation de l'Evêque : les uns disent que oui, les autres disent que non, & que l'approbation n'est qu'une chose accidentelle au Sacrement ; mais tous conviennent (c'est la question que j'examine) que les Curés sont capables de donner la juridiction, & la donnent de droit & sans dependance à ceux que l'Evêque approuve. *Ratione officii pastoralis (Curati) habent jurisdictionem ordinariam, possunt ergo istam, committere simplicibus Sacerdotibus approbatis juxta formam Concilii Trid. sive integre sive limitate.* Chapeville de casib. relevat. quæst. 2.

Les Conciles de Tours & de Reims de l'an 1583. confirmés par Gregoire XIII. & les Conciles de Bourdeaux de la même année & de l'an 1624. *e. 3.* prouvent que les Curés commettoient des Confesseurs. Je tire de semblables preuves du resultat des Assemblées du Clergé des années 1625. *art. 7.* 1635. 1645. & 1655. *art. 2. & 4.* duquel resultat l'Assemblée de 1700. par des lettres circulaires envoyées dans toutes les Provinces recommande l'exécution. (a) Des Rituels de Paul V. & d'Urbain VIII. de Nantes & de St. Malo de l'an 1617. de Rodez par M. Abeli d'Angers de l'an 1626. de Seez de l'an 1634. de Poitiers imprimé au commencement de ce siècle, de Paris sous les Pontificats de M. Henri de Gondie, de M. Perefice & de M. le Cardinal de Noailles, d'Angers par M. Arnauld l'an 1676. (b) de la Rochelle par M. de Laval l'an 1689. (c) du Pastoral de Liege l'an 1592. du Pastoral de Cologne l'an 1614. " Les Curés, dit ce Pastoral, peuvent deleguer leur juridiction ordinaire à ceux qu'ils prennent pour les aider dans leurs fonctions, mais ils doivent sçavoir, que s'ils sont commis pour absoudre des cas réservés, ils ne peuvent subdeleguer leurs Vicaires pour en absoudre. „
" Notre dernier Concile provincial, dit le Rituel de Reims l'an 1677. *pag. 75.* ordonne que les fideles se confesseront à leur propre Curé, & qu'ils ne le pourront faire à tel Prêtre qu'ils voudront, même approuvé de l'ordinaire, s'ils n'en ont auparavant demandé & obtenu la permission de leur Curé, lorsqu'ils ont de justes raisons de la demander, sans laquelle il de-

(a) Procès verbal, *pag. 624.*

(b) *Fidelius alienæ parochiæ Sacramenta non ministrant nisi necessitatis causa vel de licentia parochi seu Episcopi. Ritual. Andegav. 1676. cap. de iis que in Sacram. administr. generaliter servanda sunt.*

Infirmis domi decumbentibus Sacramenta administrari non debent nisi à Parocho vel ab alio de ejus aut Episcopi licentia. Idem de visit. & curat. infirmor.

(c) On n'administrera point les Sacramens aux fideles d'une autre Paroisse, si ce n'est dans la nécessité ou avec la permission du Curé ou de l'Evêque. *Rituel de la Rochelle 1686. des Sacramens en general.*

Comme l'autorité que les Curés ont sur les

ames de leurs paroissiens leur est donnée pour leur édification & qu'ils doivent se dépouiller de tout esprit d'intrêres & de domination afin de procurer par tous moyens leur avancement spirituel & leur salut, nous leur ordonnons d'entrer facilement dans les besoins de leurs paroissiens & de leur accorder sans peine la permission de se confesser ailleurs, qu'en leurs paroisses, lorsqu'ils en auront quelque raison leur declarant que sur les plaintes qui nous pourroient être faites ou à nos Vicaires généraux des difficultés qu'ils apporteroient à accorder ladite permission, il y sera aussitôt par nous pourvu, avec connoissance de cause. *Idem, du Sacram. de Penitence. De la Confession.*

“claire nulle l'absolution qui sera donnée par tout autre Prêtre que par le Curé, ou ceux qui étant approuvés de l'ordinaire sont appelés par lui” (le Curé) pour le soulager dans ses fonctions. „

L'on voit ici que l'Evêque donne l'approbation, que le Curé donne la juridiction, & que le Prêtre approuvé de l'Evêque ne peut rien dans le ministère de l'absolution selon le Concile de Reims de l'an 1583. si le Curé ne lui permet pas de confesser.

On apprend la même chose des statuts synodaux d'Arras par M. Richardot, de *Sacram. Panit. c. 1. & 2.* d'Ipres de l'an 1577. *tit. 11. c. 3.* par Rithorius premier Evêque d'Ipres. Ces deux Prelats avoient assisté au Concile de Trente, & par là devoient être mieux instruits de ses décisions; du Mans de l'an 1598. confirmés dans les Synodes de 1599. & 1600. de Paris de l'an 1608. de l'Eglise de Tarentaise de l'an 1609. *tit. 4. ch. 4.* & de l'an 1696. *ch. 6.* d'Angers des années 1615. 1651. & 1654. de Rouen de l'an 1628. 7. Septembre & de la fin du dernier siècle, de Coutances de l'an 1637. de Sees de l'an 1653. d'Evreux de l'an 1644. de Besançon de l'an 1669. de Glandèves de l'an 1656. *ch. 4.* de Gap de l'an 1673. de Nantes de l'an 1642. *ch. 1. n. 10.* où l'on lit ces paroles: “Si quelque Curé étoit incapable par maladie ou autrement d'administrer les Sacrements & rendre les assistances nécessaires à ses paroissiens, nous lui commandons quinze jours après la publication des présentes d'élire un Prêtre & de le faire approuver par Nous pour suppléer à son défaut, à faute de quoi & ledit tems passé, nous en nommerons un capable, &c. „

Ainsi l'Evêque & le Curé concourent pour établir un Vicaire dans une Paroisse, l'Evêque par l'approbation, le Curé par la juridiction qu'il lui donne, lorsqu'il le choisit & l'agrée pour travailler dans sa Paroisse. Les statuts de Germain Valens de Guelle Evêque d'Orléans l'an 1587. sont précis. L'on en apprend que la seule permission du Curé suffit. (a)

Les Ordonnances de Mr. de l'Aubespine Evêque d'Orléans pour le Jubilé du 28. Mars 1620. disent des fideles: “Se présenteront à la sainte Communion après s'être confessés à leur Curé seulement ou à autres par le congé de leurdit Curé, ou de nos grands Vicaires. „

De Mr. Denetz aussi Evêque d'Orléans, pour le Jubilé du mois de Mars 1632. “Se confesseront à leur Curé seulement, ou à autre par le congé de leur Curé ou de nos grands Vicaires. „

De Mr. Lescot Evêque de Chartres publiées en Janvier 1645. *art. 7.* “Nous leur défendons aussi, (à tous Religieux) d'aller confesser dans les maisons en quelque tems que ce soit, sans la permission des Curés, ou de Nous. „

(a) Priusquam quis absolvendū habeat potestatem plura recurrunt. Primum, clavium potestas quam ex promotione ad Sacerdotium consequitur Sacerdos, qui solus in foro poenitentiali absolvere potest. 2°. Requiritur quod illa potestas sit libera... unde suspensus à divinis absolvere non potest. 3°. Requiritur debita

materia, videlicet, quod suum subditum absolvat, non enim parochianum alienum absolvere potest nisi de proprii Curati consensu, &c. stat. Aurelian. 1587. p. 19. L'on voit ici que le consentement du Curé seul suffisoit 25. ans après le Concile de Trente..

Les statuts synodaux de Beauvais par M. Potier, renouvelés par M. de Buzanval l'an 1653. n. 55. "Deffendons ausdits Prêtres tant seculiers que reguliers, d'entendre les confessions au tems de Pâques, si ce n'est le Curé ou ses commis en la Paroisse, ou bien avec permission dudit Curé ou de Nous.,"

Et *numb. 57.* "Hors ledit tems de Pâques & specialement dans le tems de Carême, quand quelqu'un d'iceux (nos Diocesains) desireront se confesser hors leur Paroisse à qui ce soit approuvé de Nous, seculier ou regulier, ils seront pareillement obligés d'obtenir permission de leur Curé ou de Nous.,"

Les statuts synodaux de Laval de l'an 1672. *tit. de la Penitence*, par M. Amelot depuis Archevêque de Tours : "Deffendons... aux Prêtres tant seculiers que reguliers, d'entendre les confessions au tems de Pâques, si ce n'est avec la permission du Recteur ou de Nous que l'on obtiendra par écrit s'il se peut : ladite permission ne pourra être adressée qu'aux Prêtres seculiers ou reguliers approuvés de Nous.,"

Les statuts d'Albi de l'an 1695. par M. le Goux de la Berchere, *tit. de la celebration des Synodes, numb. 5.* "Les Curés auront soin avant leur depart (pour le Synode) de recommander leurs Paroisses pendant le tems de leur éloignement à leurs Vicaires, & à leur deffaut à quelque Prêtre voisin, ou appelé pour ce sujet, approuvé de Nous.," Et à l'art. de la *Pœnit. numb. 6.* "Nous ordonnons conformément aux statuts de nos predecesseurs à tous les fideles de notre Diocèse de l'un & l'autre sexe, de se confesser pendant la quinzaine de Pâques à leurs Curés ou Vicaires, ou autres Prêtres approuvés de Nous & commis à cet effet par les Curés dans leurs Eglises paroissiales. Que si quelqu'un pour une cause legitime desiroit de se confesser ailleurs, il en demandera permission à son Curé.,"

Les statuts de Narbonne de l'an 1706. *Mandement pour la convocation du Synode*, & *tit. 1. de la celebrat. des Synod. n. 7.* donnent mot pour mot, ce que nous avons rapporté des statuts d'Albi.

Titre xv. n. 4. "Conformément aux statuts de 1671... Nous deffendons ausdits Recteurs de s'absenter de leurs Paroisses plus de huit jours de suite, s'il n'y a point de Vicaire, ni plus de quinze jours s'il y en a, sans notre permission par écrit, que nous ne donnerons point, s'ils n'ont pourvu d'un Prêtre qui reside sur les lieux approuvé de Nous.,"

Titre lll. n. 12. "En conformité du quatrième Concile general de Latran, du Concile provincial de 1551. chap. 50. de celui de 1609. chap. 16. de l'Ordonnance de l'éminentissime Cardinal de Bonfy & des statuts de nos autres predecesseurs, Nous ordonnons à tous les fideles de notre Diocèse de l'un & de l'autre sexe, de se confesser dans la quinzaine de Pâques à leurs Curés ou Vicaires, ou autres Prêtres approuvés de Nous, & commis à cet effet par les Curés dans les Eglises paroissiales. Que si quelqu'un pour une cause legitime, desiroit de se confesser ailleurs, il en demandera la permission à son Curé.,"

Les statuts synodaux de Tours de l'an 1674. par M. Amelot au titre de la Residence, n. 4. "Si... pour quelque... cause legitime, ils (les Curés) sont

“ obligés de s'absenter, ils seront tenus de nous en informer, & de laisser en leur place un ou plusieurs Prêtres capables, selon (*) la qualité de leurs Cures, autrement il y sera pourvu par notre autorité, avec assignation convenable des fruits & revenus desdits Curés. „

Ibidem n. 6. “ Les Curés valetudinaires & ceux qui par quelque autre empêchement, ne pourroient satisfaire aux obligations de leurs charges se procureront un ou plusieurs Vicaires capables selon les besoins de leurs Cures; à quoi s'ils ne satisfont un mois après l'avis qu'ils en auront reçu de notre part, nous y pourvoirons nous-mêmes, avec assignation convenable de partie des fruits & revenus de leursdites Cures. „

Ibidem, de la veneration des choses saintes, n. 4. “ A l'égard des Chapelles fondées, faisons deffenses d'y célébrer la Messe à l'heure de la Messe paroissiale, d'y prêcher & même d'y administrer aucun Sacrement sans la permission du Curé, ou la nôtre par écrit. „

Les statuts synodaux de l'Eglise de Vannes, renouvelés l'an 1693. par Mr. d'Argouges, statuent comme ceux de Tours de l'an 1674. sous les mêmes rubriques, de la résidence, n. 4. & 8. & de la veneration des choses saintes n. 4.

Tous ces textes marquent fort bien que le Curé donne ordinairement la juridiction dans sa Paroisse aux Prêtres approuvés, & la donnent de droit commun, mais l'Evêque extraordinairement, par devolution, dans des cas imprévus, ou de recours, quand les Curés abusent & ne deleguent point dans les cas qui exigent leur delegation.

On peut ajouter à toutes les preuves que je viens de donner, les statuts synodaux d'Avranches de l'an 1682. n. 88. & de l'an 1695. ch. 5. sect. 2. n. 6. & les statuts synodaux de Mets des années 1633. 1666. & 1699. la declaration du Clergé de l'an 1665. (a) l'Ordonnance de M. de Grammont Archevêque de Bezançon, rendue l'an 1670. l'Ordonnance des grands Vicaires de Soissons de l'an 1687. la Sentence de M. le Tellier Archevêque de Reims contre M. Faure Evêque d'Amiens en faveur des Curés d'Amiens, l'Ordonnance de Mr. de Noailles Evêque de Chalons du 21. Fevrier 1701. (a) la Sentence de son Official du 2. Mai 1703. le Factum dudit sieur Evêque, l'Arrêt du Parlement de Paris du 4. Avril 1704. que l'on a inferé dans les nouveaux Memoires du Clergé tom. 5. pag. 372. les Catechismes à l'usage des Diocèses d'Angers, de la Rochelle & de Luçon, le Catechisme de Bourges, celui de Nantes de l'an 1689. si connu par son exactitude, le merite personnel de son Auteur, (b) & l'estime que quantité d'Evêques en ont fait & continuent d'en

(*) Les Statuts de Vannes: Selon l'étendue de leurs Paroisses, autrement il y sera pourvu par les voyes de droit.

(a) Voyez Juénin dans son Commentaire dogmatique & historique des Sacrements, di. 6. de Pœnit. q. 5. c. 4. n. 3 §. 2. & dans ses Institutions Theologiques part. 8. Dissert. de Pœnit. q. 4. c. 3. Et le Commentaire ou Defense des Deliberations du Clergé contre les Reguliers, par M. Hallier, tom. 6. des nou-

veaux Memoires du Clergé, sur les articles 5. 6. 7. & 8.

[b] Mr. de la Noë Mesnard, Directeur du Seminaire de Nantes, mort en odeur de sainteté à la Commune de S. Clement de Nantes le 15. Avril 1717. On a depuis quelques années substitué un autre Catechisme revu & corrigé à plusieurs reprises sans que les Auteurs aient reculé jusqu'ici à le rendre bon, ni corrigé toutes leurs fautes, au contraire ils les multiplient.

faire, plusieurs autres Catechismes, les Institutions de M. Fleuri au droit ecclésiastique, *part. 2. ch. 4.* &c. qui tous ayant soutenu & déclaré que conformément au Concile de Latran, les fideles devoient faire leur confession annuelle à leur Curé ou à d'autres Prêtres avec sa permission, ou la permission spéciale de l'ordinaire, s'il y a raison pour la lui demander, & un refus injuste de la part des Curés, ont reconnu que les Curés sont capables de commettre leur juridiction & la donnent de droit commun.

Ces faits & toutes ces autorités sont de nos jours, & ceux qui ont soutenu ainsi les Curés dans leurs droits sont des Evêques & des Theologiens, la plupart d'un mérite supérieur, & dont la mémoire est précieuse au peuple & au Clergé qu'ils ont gouverné, & qui les ont connus. Mais fides Curés ont incontestablement le droit de commettre pour la Confession, qui est de précepte & d'obligation annuelle, ne pourroit-on pas dire qu'ils l'ont également pour les Confessions arbitraires & de dévotion, & encore plus pour celles qui hors le peril de mort sont nécessaires, à raison de quelques circonstances. Ainsi le Concile d'Arles de l'an 1275. c. 21. veut que les Curés entendent les Confessions des malades, ou donnent permission à d'autres de les confesser. Les statuts synodaux de Metz de l'an 1588. & 1699. statuent que ceux qui veulent recevoir le Sacrement de Mariage se confesseront à leur propre Curé ou avec sa permission à un autre Prestre. *Qui autem accedunt ad Sacramentum Matrimonii si fieri potest sint confirmati ab Episcopo, & confessi apud proprium Sacerdotem necessario, aut apud alterum, ex proprii Pastoris licentia.* & de même pour l'effet du jubilé selon les Ordonnances de MM. de l'Aubespine & Denetz Evêques d'Orléans l'an 1620. & 1632. car il faut remarquer que le Concile de Latran de l'an 1215. n'a pas dit que les fideles se confesseroient seulement une fois l'an, *semel in anno* à leur Curé ou à un autre de sa part, mais qu'ils se confesseroient au moins une fois l'an, *saltem semel in anno*, d'où les anciens Theologiens & les meilleurs Canonistes ont inféré avec beaucoup de raison que le Concile nous a appris, qu'il est de droit que les Curés commettent des Confesseurs pour entendre toutes les Confessions de leurs Paroissiens, & que si cela ne se pratique plus, quand on se confesse durant le cours de l'année hors la Paroisse, c'est que les Curés ont remis aux Paroissiens cette obligation, afin de leur rendre la Confession moins onéreuse & plus fréquente & se soulager eux-mêmes.

Les Theologiens s'embarassent beaucoup à expliquer comment il arrive que les grands Vicaires d'un Evêque perdent à sa mort & à sa cession, la juridiction qu'il leur avoit délégué, & ainsi les grands Vicaires du Chapitre, à l'installation d'un nouvel Evêque, lorsqu'au contraire les approbations des

tiplient. On le distribua sous le titre de Catechisme composé par l'ordre de M. de Beauveau Evêque de Nantes, revu & augmenté par l'ordre de M. Turpin Crisfe de Sanlay. On avertit le public de ne s'y pas méprendre. Le nouveau Catechisme n'est point l'ancien, mais une alteration presque continuelle de celui

composé par l'ordre de M. de Beauveau, on le dit de M. de Beauveau, pour le faire mieux passer. " Mais ces hommes dressent des embûches contre leur propre sang, ils se mettent en embuscade pour perdre leur propres âmes. Prov. 1. 18.

Confesseurs continuent de valoir, étant certain, disent les Canonistes sur cette question, & ainsi que le repete l'Auteur de l'Autorité épiscopale diffenduë contre les Reguliers du Diocèse d'Angers, après l'avoir dit dans la deffense des Ordonnances de M. Arnault Evêque d'Angers; *que le Chapitre, durant la vacance du Siege, n'a pas la puissance d'ôter les pouvoirs donnés par l'Evêque diffunt*, c'est-à-dire l'approbation que cet Auteur & les Canonistes recens confondent souvent sous le nom de *pouvoirs*. Il en'est de même de tout ce qui est de grace sans juridiction que l'Evêque diffunt a accordé, comme un demissoire, la permission de benir les ornemens, de celebrer dans une Chapelle non dotée, ou non benie, &c. le Chapitre ne le peut revoquer, sur ce principe passé en regle de droit, qu'il est convenable que la grace accordée par le Prince subsiste. *Decet concessum à Principe beneficium esse mansurum. De Regulis juris, in sexto. Regula 16.* & qu'une juridiction preciaire & momentanée ne l'emporte pas sur une ordinaire, & detruise ce qu'elle a fait.

On embrouille ordinairement cette question plutôt que de l'éclaircir, parce qu'on craint de toucher le point qui en fait le denoüement. Il faut reconnoître que les Curés commettent, & que l'approbation ou le jugement que l'Evêque a porté de l'idoneité, & qu'il n'a point revoqué, subsiste après sa mort, comme dit Vasquez *in 3. p. D. Th. q. 93. art. 3. dub. 5.* & toute la difficulté dispaeroit.

Il est naturel que ceux qui n'ont qu'une juridiction deleguée la perdent à la mort ou à la cession de ceux qui les ont commis, & qu'un grand Vicairé & tous ceux qui n'ont qu'une juridiction deleguée des Evêques (S. Antonin, (a) Vasquez, (b) M. Hallier (c) Evêque de Cavaillon l'enseignent expressement, & cela est conforme au droit *Dig. de jurisd. lib. 2. tit. 1. leg. 6.*) perdent tous les pouvoirs qu'ils ont reçu, quand celui qui les a donné cesse lui-même de les avoir par la mort ou autrement.

Il n'en est pas de même des Confesseurs établis dans les Paroisses, leurs pouvoirs continuent à la mort d'un Evêque, parceque ce n'est pas de l'Evêque ou du seul Evêque qu'ils tiennent ordinairement la juridiction, mais qu'ils l'ont des Curés, qui ne mourant pas avec leur Evêque, continuent aux Confesseurs de leurs Paroissiens la juridiction, ou la donnent à ceux qui ne l'ayant pas reçue précédemment d'eux, avoient cependant été approuvés & jugés

[a] Qui audit Confessionem non jure suo, perdit potestatem suam, delegante mortuo, vel amore... Unde sicut Episcopo mortuo vel transito, Officialis cessat in causis, sic debet cessare Penitentiarius in confessionibus audiendis, nisi quod absolvere debet de peccatis jam auditis. *Gloss. in c. Gratum. & Revelatum. de offic. & potest. Judic. deleg.* quia mandatum expirat per mortem Mandatoris... Quando autem committens moritur vel amovetur non est differentia inter commissarium in foro Penitentiali aut judiciali, quia utriusque potestas expirat, quantum ad negotia non incepta. *S. Anton. confes. part. 1. c. 9.*

[b] Episcopus vel Parochus nullo modo committunt [nisi pro ipsorum vita, quoniam ad eos non pertinet applicare materiam confessorio, sed ex sibi applicata committere. Ideo tamdiu eam committere possunt, quandiu est sub eorum potestate, tunc autem ex natura jurisdictionis compertit ut ipsi concedere possint omnem suam alteri, aut ovi, ut ab alio quem elegerit euret. *Vasquez in 3. p. S. Thom. q. 93. a. 2. dub. 2.*

[c] Hæc est ratio cujuslibet potestatis delegatæ, ut delegatæ, ut delegantis morte extinguatur. *Hallier, Comment. in Ordinationem, Cleri Gallie. 1645. art. 6. n. 10.*

capables par l'Evêque, ou, le Siege vacant, par le grand Vicaire du Chapitre, de la recevoir quand il plairoit aux Curés de les employer. *Mulit certum est hanc approbationem non finiri per mortem Episcopi, quam sit de jurisdictione.* Suarez in 3. p. D. Th. disp. 28. sect. 4.

Par la même raison, ceux à qui un Curé communique sa juridiction, la perdent à sa mort, à moins que l'Evêque à qui elle est toute devolue alors, ou le Curé successeur ne la leur continue. Il y a cependant des Theologiens, comme Præpositus de Sac. Panit. *Quest. 7. dub. 5.* Bail, de Exam. Panit. part. 3. q. 19. M. Pontas, verbe. Vicair, &c. qui croient qu'elle continue jusqu'à ce que le Curé successeur l'ait revoquée. Car il y a cette difference, disent-ils entre un grand Vicair & un Confesseur, que le grand Vicair ne fait avec l'Evêque qu'un même Tribunal, au lieu que le Confesseur délégué a un Tribunal différent du Tribunal de l'ordinaire qui l'a commis, & en cela, dit Bail, on ne donne aucune atteinte à l'autorité d'un Curé successeur, parcequ'il a la liberté de revoquer la juridiction que son predecesseur a donné.

Sacerdotes in parochiis inscripti, mortuo Curato, adhuc absolunt valide. & si incepta Confessione moreretur delegans, absolveretur nihilominus penitens. Nec in hoc fit injuria successor, quia potest revocare si velit jurisdictionem à predecessor suo concessas. Non est autem idem de Vicario, ac de Confessario quia Vicarius facit unum & idem Tribunal cum Episcopo. Ideo in morte Episcopi perit Tribunal Vicarii. Confessarius autem delegans habet aliud Tribunal delegantis, unde hoc evorso, illud subsistere potest. Bail loc. cit.

La distinction que font ces Theologiens, ne fait rien à la question, puisqu'on dit avec le même fondement du Vicair d'un Curé, ou du Prestre que le Curé délege, ce que l'on dit du grand Vicair de l'Evêque, que son Tribunal n'est pas différent de celui du Curé qui l'a commis, ou du moins qu'il en est un écoulement qui doit perir, lorsque la source d'où il coule vient à tarir.

Ces Theologiens satisferoient peut-être davantage, s'ils avoient dit que les Confesseurs approuvés dans une Paroisse, tiennent souvent leur juridiction de l'Evêque & du Curé, qu'à la mort de l'Evêque elle subsiste comme ayant commission du Curé, & qu'à la mort du Curé elle continue comme ayant commission de l'Evêque; mais s'ils n'ont la juridiction que de l'un des deux, il m'en paroît certain, que comme le grand Vicair de l'Evêque, ils la perdent à la mort de celui qui les a commis. S. Antonin l'assure de tous les Prestres, & M. Hallier Evêque de Cavaillon & quelques autres Theologiens le disent nettement des Reguliers à commission prise du seul Evêque. *Episcopus ergo est qui delegat Regularem, ipsum approbando, quo proinde mortuo, suspenditur ejus facultas.* &c. Hallier Comment. in Ordin. Cleri Gallic. cent. Regulares. Actuum Cleri Gallic. to. 6. On excepte les pechés entendus dont ils peuvent absoudre.

Ideoque, dit la loi, Et quia. Dig. de jurisd. lib. 2. tit. 1. si is qui mandavit jurisdictionem decesserit, antequam res ab eo cui mandata est jurisdictio, geri ceperit, solvi mandatum labes ait, sicut in reliquis causis.

Si cependant les uns & les autres consentent, comme il arrive souvent, avant que l'on ait pensé à leur donner de nouveaux pouvoirs, & avant que la nouvelle de la mort de l'Evêque ou du Curé leur soit venue, les absolutions qu'ils

donnent sont valides par la seule puissance d'Ordre & la bonne foi du Confesseur & du Penitent. Ce n'est point l'Eglise qui supplée, comme l'on a coutume de dire, mais les Prestres qui exercent dans un tel cas les pouvoirs reçus de Jesus-Christ, sans entreprendre sur la juridiction de personne, & les fideles qui se confessent avec la liberté des premiers siècles de l'Eglise, aux Prestres qu'il leur plaît.

§. IX. *Les Curés dans les besoins pressans, sans contrevenir à l'Edit de 1695. & aux regles de l'Eglise, peuvent commettre pour confesser & absoudre leurs Paroissiens.*

Quand un desordre pareil à celui que j'ai decrit *part. 3. ch. 6.* arrive dans un Diocèse, je crois que les Curés peuvent considerer leurs peuples comme des gens reduits à l'extrémité, à qui tous les Prestres, excepté ceux qui pervertissent les simples, sont Confesseurs; ou plutôt (S. Thomas *(a)*) Gabriel Biel, *(b)* Comitulus, *(c)* Navarre *(d)* & Cabassut *(e)* ouvrent ce sentiment) les regarder comme habitans dans des lieux dangereux, deserts & écartés de tout commerce, ou dans des pays infideles & infectés de l'heresie, dans lesquelles tous les Prestres à cause du danger, de la rareté, du besoin pressant, de la difficulté de recourir au propre Prestre, de s'adresser à un Evêque que l'on ne connoît point, ou dont l'on est séparé par de grandes mers & des espaces infinies, peuvent user du pouvoir d'absoudre qu'ils ont reçu de Jesus-Christ lorsqu'ils ont été ordonnés avec mission par toute la terre *(a)* & les Prestres qu'un Curé en des tems d'abandon, de necessité & de persecution appelle & associe à ses travaux, rappeler l'usage des premiers siècles, dans lesquels tous les Prestres avoient juridiction, dès qu'un Penitent vouloit se soumettre à eux; ou reprendre l'usage des siècles qui ont suivi de près l'établissement des Paroisses, dans lesquels les Curés commettoient de droit sans recours à l'Evêque, non seulement pour entendre les particuliers, mais encore les Communautés de filles qui se trouvoient dans l'étendue de leurs Paroisses.

La puissance de juger de la capacité pour entendre les Confessions, n'est point si essentielle à l'Episcopat qu'elle ne puisse être communiquée à d'autres. Et en effet, le Concile de Trente *sess. 25. de Regularib. cap. 11.* la communique à de moindres Prelats pour l'exercer dans les lieux où ils ont la juridiction comme episcopale & temporelle, ni l'approbation de l'Evêque n'est pas si requise à la validité du Sacrement, qu'elle ne puisse en être séparée, ni la necessité de la prendre si constante, que son deffaut rende le Sacrement d'aucune consequence. L'Eglise a subsisté pendant une suite de plusieurs siècles sans la necessité aux Prestres de prendre l'approbation de l'Evêque. Les Chapitres *Placuit ut deinceps. Omnis utriusque sexus, &c.* en font une preuve certaine &

[a] S. Thomas in 4. dist. 20. q. 1. ad 1. *quæstionne. 2. in corp.* Voyez le texte ci-dessus p. 1. §. 10.

[b] In 4. sent. dist. 17. q. 1. n. 3.

[c] Resp. mor. lib. 1. q. 20.

[d] In cap. Placuit. de Penit. dist. 6.

[e] Juris can. Theor. lib. 3. c. 2. n. 11.

convaincante. Elle peut encore s'en passer, & les pecheurs ne seront pas moins absous par un Prestre appellé du Curé selon l'ancien droit, que par les Confesseurs d'aujourd'hui que l'Evêque déclare & approuve capables de confesser. Ils ne seront pas moins absous par un Prestre non approuvé de l'Evêque que les Religieux le sont par leurs Confesseurs reguliers qui les confessent sans approbation de l'Evêque, ou qui sont absous par un Prestre seculier non approuvé, quand ils ont la liberté de s'adresser à lui, (a) quelque Reglement que Meilleurs les Evêques aient fait au contraire. (b)

Jesus-Christ notre sanctificateur n'a point attaché sa grace à la volonté arbitraire & dérangée d'un homme; mais aux Sacremens qu'il a institué pour nous sanctifier. Celui qui en est le Ministre doit observer ce que Jesus-Christ & l'Eglise ont établi pour les administrer saintement & utilement; mais les institutions de l'Eglise ne sont qu'un accessoire qui n'entraîne pas avec soi le principal, & l'Eglise a toujours entendu que ce qu'elle instituoit pour la decence d'un Sacrement ou le rendre plus utile cessât ou fut suspendu, lorsque l'observation en étoit prejudiciable & se trouvoit jointe à des circonstances qu'elle n'avoit pas prévues, car une des regles du droit établit en termes precis, que ce que la loi deffend, devient permis dans la necessité. *Quod non est licitum in lege, necessitas facit licitum.* Decret. lib. 5. tit. 40. c. 4. Il seroit injuste, dit S. Bernard de *Præcep. & Dispens. c. 4.* d'observer pour la destruction de la charité, des preceptes qui n'ont été faits que pour la conserver. *Iniquum procul dubio foret, si statuta pro sola charitate, contra charitatem tenerentur.* Et S. Thomas refoût nettement que la loi cesse d'être loi, & d'obliger dans le cas où en l'observant, on s'écarte de la fin pour laquelle le législateur l'a faite, qui est de servir au commun salut des hommes. *Omnis lex ordinatur ad commune hominum salutem, & in tantum obtinet vim & rationem legis: Secundum verò quod ab hoc deficit, virtutem obligandi non habet: Unde jurisperitus dicit, quod nulla ratio juris aut equitatis benignitas patitur, ut qua salubriter pro salute hominum introducuntur, ea nos duriori interpretatione contra ipsorum commodum perducamus ad severitatem... Unde si emerget casus, in quo observatio talis legis sit damnoſa communi saluti, non est observanda.* S. Th. 1. 2. q. 96. a. 6. in Corp.

La loi *Nulla juris.* Digest. lib. 1. tit. 3. de *legib. leg. 25.* établit formellement la même chose que S. Thomas. *Nulla juris ratio aut equitatis benignitas patitur, ut qua salubriter pro utilitate hominum introducuntur, eas nos duriori interpreta-*

[a] Notandum 3^o. ad Regularium Confessiones audiendas non requiri ordinarii approbationem; quia Concilium solum meminit confessionis secularium, ut etiam notavit Navarrus c. 4. n. 7. Unde Regulares Regularibus esse non approbati ab ordinario, possunt confiteri. Similiter possunt confiteri secularibus Sacerdotibus, si potestatem habent eivis confitendi. *Lessius de Sacram. Penit. q. 8. de Ministr. confess. dub. 5.*

[b] Voyez le reglement du Clergé de l'an 1625. art. 5. répété l'an 1635. & 1645. Il y

est statué que les Reguliers pour confesser les Reguliers doivent être approuvés de l'Evêque ou de son grand Vicairé, mais c'est à quoi Mrs. les Fréques n'ont pu réduire les Reguliers, jusqu'à présent, quelques instances qu'ils en aient fait à Rome & auprès du Roi, & personne n'a eu la temerité de dire que leurs confessions étoient nulles, pour n'avoir pas pris la juridiction & l'approbation de l'Evêque. On seroit temeraire de l'assurer, le Concile de Trente ayant établi le contraire.

tionem contra ipsum commodum producimus ad severitatem.

Le pouvoir d'approuver dans lequel les Evêques se font insensiblement affermis à l'exclusion des Curés, est moins de droit qu'un privilège tout à fait nouveau, selon Navarre & la commun des Theologiens; privilège que le Concile de Trente, si l'on veut, leur a accordé, & dont le Roi leur a permis ou donné l'exercice, mais soit que ce privilège vienne du Roi, soit qu'il vienne du Concile Trente, il est certain qu'il n'a été accordé aux Evêques & aux Prelats qui ont des districts avec juridiction épiscopale & temporelle, que pour l'utilité des peuples & la gloire de Dieu, & nullement pour rendre les Evêques plus grands & plus dominans dans l'Eglise & sur la foi des peuples, & que s'ils en abusent, il peut leur être ôté, (a) Innocent III. *Cap. Tuarum de Privileg.* & long-tems avant lui le Pape Simplicie *Cap. Privilegium.* 11. q. 3. c. 63. ont déclaré que celui qui abuse du privilège qu'il a reçu, merite de le perdre. *Privilegium meretur amittere, qui permissa sibi abutitur potestate.* Les memoires du Clergé *to. 6. pag. 1090.* remarquent "que Gregoire IX. a fait "mettre ce decret dans sa collection, pour ne laisser aucun doute, qu'il est "la regle de l'Eglise sur cette matiere.", Sçavoir, que l'Evêque qui abuse de son privilège, doit le perdre.

S. Thomas, *suppl. q. 8. a. 4. ad 5.* dit la même chose qu'Innocent III. Capreolus enseigne aussi après Durand de S. Porcien que quand le premier Ministre du Sacrement de Penitence abuse de la puissance qu'il a reçue, il faut revenir à la première institution, selon laquelle tous les Prestres peuvent absoudre de tous les pechés. *In illo casu cessaret privilegium Petri, & statetur prima Ordinationi Christi de potestate clavium Ordinis qua se extendit ad omnem peccantem & ad omnia peccata. Nec casus necessarius mutaret ministerium, sed Ordinatio Christi qui in tali casu non dedit Petro privilegium. Hac Durandus in forma & bene.* Capreolus in 4. dist. 19. a. 3.

Hesselius parlant des cas réservés (il en est de même de tous les autres à l'égard des Prestres qui ne sont pas approuvés) dit que lorsque la loi qui les reserve, ou qui empêche les Prestres d'en absoudre, devient nuisible au salut des fideles, le droit divin doit prevaloir & devient la regle qu'il faut suivre. *Pontifex lege positivâ ex iusta causa quedam peccata, sua tantummodo potestate reservavit. . . quod si attamen contingat hanc legem ad malum declinare, & contra charitatem militare, ipsa relicta lege, statuitur in solo jure Divino.* Hessel. *Caroch. to. 2. c. 43.*

Les Curés pourroient donc, quand d'intérêt de l'Eglise, le salut des ames & la gloire de Dieu le demandent, recourir à l'Eglise: L'Auteur de la consultation sur la diminution des fêtes dit fort bien *pag. 22. Edit. de la Rochelle,* "que la même autorité qui peut faire une loi, peut aussi l'abroger quand "les raisons pour lesquelles elle avoir été faite, viennent à cesser, ou que "d'autres plus pressantes font voir que le contraire sera plus avantageux pour "le bien public.,,

[a] Voyez le Songe du Verger, *liv. 2. ch. 24.* L'Auteur y prouve que les Eglises & les Prelats qui abusent de leurs privileges doivent
les perdre, & de même les Memoires du Clergé *to. 6. pag. 1090.*

Et Guillaume Durand Evêque de Mende, dans ses avis pour la celebration du Concile de Vienne *part. 3. tit. 31.* que l'on doit écouter l'équité; qu'il n'y a pas d'usurpation à ne pas toujours garder l'ordre établi, & que le motif qui a fait faire une règle, ne subsistant plus, rien n'oblige à suivre cette règle. *Si quid autem pro remedio aut pro necessitate temporis statuitur, cessante necessitate, cessare debet pariter quod urgebat, cum alius sit ordo legitimus, alia usurpatio, prout Gelasius attestatur. Consideranda est itaque ratio aequitatis.*

Les Curés pourroient même recourir au Roi, ou aux Parlemens qui sont les depositaires de son autorité, & demander sans scrupule à la puissance seculiere, la liberté de rentrer dans des droits qu'ils n'ont quitté, & dont le Roi plutôt que les Conciles, ne leur a ôté l'usage qu'à la sollicitation des Evêques & après avoir suggeré à son Conseil que c'étoit faire le bien de l'Eglise. Gerson (a) conseille aux Evêques qui se trouvent dans une circonstance sensible avec le Pape, le recours aux deux puissances: Pourquoi seroit-il défendu aux Curés?

Quand donc les Curés recourent à l'Eglise & au Roi, ils ne feront que ce que Gerson conseille, que ce que les Curés des sept Provinces firent l'an 843. en recourant au Roi Charles le Chauve dans l'assemblée de Toulouse; enfin que ce que les Evêques ont fait eux-mêmes en plusieurs rencontres contre le Pape, & ce qu'ils font tous les jours contre les Curés, & si le Roi écoute les justes plaintes des Curés dans l'oppression où ils gémissent en plusieurs Diocèses sous le despotisme épiscopal, il imitera le Roi Charles le Chauve en les tirant de l'oppression, & les Empereurs Honorius & Theodose, en obligeant les Evêques à restituer aux seconds Prelats des droits qu'ils leur ont enlevé, long-tems depuis la celebration du Concile de Trente, & dont les Curés, quand ils ne les auroient pas eu de droit ancien & par les saints canons, étoient au moins possesseurs paisibles depuis plusieurs siècles.

Ou plutôt les Curés peuvent librement dans les cas que j'ai marqués, quand il y a du peril à différer & que le recours n'est pas facile, communiquer leur juridiction à des Prestres, qui à en juger équitablement & avec un esprit qui ne cherche que Dieu & le salut de son prochain, sont par la regularité de leurs mœurs, leur experience & les services qu'ils ont précédemment rendu à l'Eglise, notoirement capables de prendre part à son gouvernement & à la direction des fideles. C'est un expedient que nous présente S. Thomas, qui trouve qu'en cela on ne pèche point contre la loi positive qui paroît le défendre, parceque, dit-il, elle ne défend point dans ces circonstances. *Si vero sit subito periculum, non patiens tantam moram, ut ad superiorem recurrere possit,*

[a] *Secus Episcopalis si nimis arretur in suis juribus essentialibus quoad restrictionem usus vel exercitii, passim communiter per Papam absque utilitate majori Ecclesie, sive hoc esset in exemptionibus subditorum ab eo, sive in reservati- ne casuum in foro Penitentie, seu in restrictione stipendorum temporalium, seu in reservatione beneficiorum Ecclesiasticorum sub eo, seu per inductionem onerosam*

privilegiatorum, aut modis similibus. Ille, inquam, status Episcopalis posset rationabiliter deferre querelam nedium ad Papam & generale Concilium quod est medium convenientissimum, sed ad Principes orthodoxos, implorando juvamen opportunum. Gerson, antiqu. edit. part. 1. de statu ecclesiasticis, §. de statu Prælatorum. Confid. 9.

ipsa necessitas dispensationem habet annexam, quia necessitas non subditur legi. . . nec in hoc transgreditur aliquis preceptum legis, quia precepta juris positivi non se extendunt ultra intentionem precipientis, quia est finis precepti, hic autem est charitas secundum Apostolum. Necesse est aliqua injuria fit Sacerdoti, quia privilegium meretur amittere qui concessa sibi abutitur potestate. S. Thom. suppl. q. 8. a. 4. ad 5.

L'approbation de l'Evêque ne donne pas le merite, mais l'Evêque le trouve dans le Prestre qu'il approuve. Si le merite est constant, si des besoins pressans demandent son ministere, l'Evêque qui ne l'emploie pas, ou qui le retire de l'emploi, est deja condamné *jura indicatus est*, & l'Eglise ne peut que louer & approuver le zele d'un Curé qui emploie un digne Ministre dans le besoin & pour l'utilité des peuples, mais qu'un Prelat superieur & prevenu leur refuse.

La devolution se fait en cas de negligence, selon les Juristes, ou lorsque le recours n'est pas facile, non seulement d'égal à égal, mais quelque fois même du superieur à l'inférieur, de sorte qu'on est aussi bien fondé à soutenir que par le refus injuste de l'Evêque d'approuver, le droit revient au Curé, qui retabli alors dans son droit peut l'exercer en faveur de la personne injustement refusée, comme c'est une maxime certaine en France, que quand le Pape abuse de la juridiction gracieuse & refuse injustement de conférer, le droit revient à l'Evêque qui confère alors à la personne refusée, par le principe reconnu des Papes même, que celui qui abuse de son droit merite de le perdre, & par cet autre principe que le retour au droit ancien, ainsi que remarque Navarre, après les Canonistes Felin, Jafon & Frederic, est facile. *Facilis est & prout in ius antiquum reditus, ut habet caput Ab exordio*, 35. *Dist. Lex.* Si unus. *Digest. de Pactis. & quia multa congerit Felinus in Cap. cum omnes, & cum accessissent de Constitutionibus.* (a) Le même Navarre nous dit ailleurs, (b) que la loi qui fait retourner au droit ancien étant favorable, on ne doit pas la resserer, mais l'étendre de plus en plus, par la facilité que l'on trouve à remettre les choses dans leur premier & ancien état, & qu'il est du droit ancien de se confesser indifferemment à toutes sortes de Prestres.

Lex per quam reditur ad ius antiquum est favorabilis & amplianda, quia res facile revertitur ad suam pristinam & antiquam naturam cap. ab exordio. 35. Dist. & leg. si unus. c. Pactus ne peteret. Dig. de Pactis ubi Jafon adducit vetera exempla quae desumere potuit à Felino in cap. cum accessissent. & cap. cum omnes. num. 7. & seq. de Constitutionibus, in quibus est illud Federici senensis com. 14. scilicet, quod licet exemptus regulariter non possit se subdere alteri Pralato sine consensu sui superioris, fallit tamen, quando se subderet Pralato cui secundum ius antiquum subest. Cum ergo secundum jura antiqua quilibet Christianus cuilibet Sacerdoti poterat confiteri arg. 5. Ecc. 16. q. 1. & cap. 15. Conc. Trid. de Reform. sess. 23. & tradimus late Nos in dictum cap. Placuit. num. 2. ad quod praedicta concessio facit redire subditos, censenda est favorabilis. Navar. Consil. lib. 5. de Privileg. Consil. 13.

L'Auteur du livre de la vraye & fausse Penitence que quelques-uns attribuent à S. Augustin, le Maître des Sentences, (b) Pierre Chantre de Paris (c)

[a] Navar. in cap. Placuit. de Poenit. dist. 6. num. 37.

[b] Magister sentent. lib. 4. dist. 17.

[c] Petrus Cancor, summ. de Sacram.

Alexandre d'Hales (a) S. Thomas, (b) Albert le Grand, (c) la glose sur le Chapitre *Qui vult* de Pœnit. *dist. 6.* S. Bonaventure, (d) Lanfranc, (e) &c. croient que lorsqu'on a des raisons de ne pas s'adresser au propre Prestre & qu'il refuse de donner d'autres Confesseurs, il faut recourir au superieur; & que si celui-ci se rend également difficile, on peut se confesser à quelque bon laïque, afin de marquer par là, le vœu & le desir d'une Confession sacramentelle, si l'on avoit un Prestre & un digne Confesseur à qui on pût la faire, le desir d'une bonne œuvre que nous ne pouvons faire, étant réputé pour la bonne œuvre. *Votum enim pro opere reputatur, cum operis perficiendi facultas deest.* Lancelot.

Robert Sorbon, (f) le Cardinal d'Osie, Henry de Segusio, (g) Innocent V. (h) Boich, (i) le Cardinal Pierre de la Palus, (k) Gabriel Biel, (l) Silvestre, (m) Panorme, (n) le Cardinal Jean de la Tour-brulce, (o) S. Antonin, (p) Alexandre d'Halex, (q) l'Auteur de l'Armilla, (r) Angelus, (s) l'Auteur de la Glose sur le chapitre Placuit. *dist. 6. de Pœnitentia.* Adrien VI. (t) Frederic Naufca Evêque de Vienne, dans ses preludes d'un Catechisme catholique adressé l'an 1551. aux Cardinaux Legats au Concile de Trente, (u) Gerson, (x) Vasquez, (y) Hurtado, (z) Medina, (aa) Diana, (bb) Henriquez (cc) & une infinité d'anciens & nouveaux Canonistes & Theologiens, enseignent que dans les cas où la prudence ne veut pas que l'on s'adresse au Curé ou à l'Evêque, & lorsqu'on n'a point de Confesseur tel que l'Eglise le demande, qu'ils veulent nommer, on peut de droit s'adresser à d'autres, c'est-à-dire, à des Prestres que le Curé & l'Evêque n'ont point nommés, ni approuvés, &

(a) Alensis 4. part. quæst. 19. memb. 1. 2. 1.

(b) S. Thom. suppl. q. 8. a. 4. ad 4. Et, in 4. dist. 17. q. 3. a. 3. quæstione. 2.

(c) Albertus in 4. dist. 17. a. 58.

(d) S. Bonavent. in 4. sent. dist. 17. part. 3. a. 1. dub. 1.

(e) In hoc cognoscimus quia de occultis omni Ecclesiastico Ordini confiteri debemus, de apertis vero solis convenit Sacerdotibus, (*) per quos Ecclesia quæ publice novit, & solvit & ligat. Sin nec in Ordinibus ecclesiasticis, cui confitearis, invenis, vit mundus ubicunque sit, requiratur. Lancelotus Libel. de celanda Confessione.

(*) Vult Lancelotus ut de peccatis occultis occulte confiteatur Presbyteris cujusque sint Ordinis, primi vel secundi: proprii Sacerdotes, vel non proprii, approbati, vel non approbati, regulares, vel seculares. De publicis vero peccatis vel proprio Sacerdote, vel Pœnitentiarario qui constituitur ut publica audiat. Sin autem nullus invenitur Presbyter: optimo quem inter Laicos invenieris.

(f) Robert Sorb. Lib. de Conscient.

(g) Hostiensis de Pœnit. c. 1. ram.

IV. PARTIE.

(h) Innocentius V. in 4. sent. dist. 17. a. 3.

(i) Boich in Cap. Omnis utriusq. de Pœnit. c. Rem. n. 24.

(k) Paludanus in 4. dist. 17. q. 3.

(l) Gab. Biel in 4. dist. 17. q. 2. a. 3.

(m) Silvester verbo. Confessor. 1. §. 6.

(n) Panormitanus in Cap. Omnis utriusque.

(o) Joan. de Turre cremata. in Cap. Placuit. de Pœnit. dist. 6.

(p) S. Antonin. 3. part. tit. 17. c. 4. Et summul. Confess. p. 1. c. 4.

(q) Alensis 4. part. q. 72. membro 1. a. 1.

(r) Armilla, verb. Absolutio.

(s) Angelus verb. Confessio. 3. n. 15.

(t) Adrianus Quæst. 4. dub. 3.

(u) Freder. Nauca: Lib. 3. c. 57.

(x) Gerson, Regul. moral. §. de Pœnit. Et Serm. in Bullam Mendicant.

(y) Vasquez in 3. p. D. Th. 17. q. 93. a. 2.

(z) Hurtado, D. 10. dist. 15.

(aa) Medina Cod. de Conf. q. 37.

(bb) Diana, part. 3. 10. 3. 11. 4. de Sacram. Resol. 79.

(cc) Henriquez. 10. 1. lib. 6. c. 13. n. 5.

qu'en cela, il n'y a aucune desobéissance à l'Eglise, parceque ses preceptes ne sont point contre la charité.

Je suis du sentiment, dit Albert le Grand, in 4. dist. 17. A. 42. & dans son *Abregé de Theologie*, que l'on peut & que l'on doit dans ces cas chercher un autre Prêtre; car si c'est manquer de prudence d'exposer le salut de son corps, afin de ne pas desobeir au commandement de l'Eglise, on est plus imprudent de se croire obligé de se confesser à celui qui veut perdre notre ame. *Tunc anim, etiam si negetur licentia, meo iudicio potest & debet queri alter: quia alii sunt fatuitas iudicatur; quia, Ordinationibus Ecclesie omnibus contradicentibus, possum cavere periculum in corpore, & fatuum esse dicere quod aliquo casu teneret sequi me volentem precipitare in mente.*

Busenbaum remarque après Quintanus, & sur l'autorité d'une declaration des Cardinaux rapportée par Barbosa, que les Religieuses à qui les Superieurs & l'Evêque refusent de donner des Confesseurs extraordinaires, peuvent s'en donner elles-mêmes, c'est-à-dire en appeler qui n'ont point l'approbation de l'Evêque ni de juridiction. *Quod si superiores Regularium Monialibus sibi subiectis (idem est de Monialibus subiectis Episcopo) non concedant aliquoties in anno alium Confessarium, potest & tenetur illis cum dare Episcopus, quod si nec is faciat, ipse eligere possunt. Quintanus, t. 3. l. 26. ex declaratione Cardinalium apud Barbosam. (a)* C'est la même chose quand il ne leur en donne point du tout, ou quand ceux qu'il leur presente pervertissent dans la foi ou dans les mœurs.

Si l'on peut donc, selon les Canonistes & les Theologiens dans les cas d'un injuste refus de l'Evêque & du Curé de donner un Confesseur, ou dans l'incapacité notoire du propre Prestre, comme plusieurs Canonistes l'ont dit, & que le chapitre *Placuit ut deinceps* paroît l'établir, se confesser à des Prêtres qui n'ont ni approbation ni juridiction, à plus forte raison les Curés qui ont la juridiction ordinaire dans leurs Paroisses & sur leurs paroissiens dont les Religieux & les Vierges n'étoient point autrefois distingués, & n'en ont point été distingués que pour les mettre dans un état plus paisible, où sans trouble ils pussent servir Dieu, leur peuvent donner des Confesseurs point approuvés de l'Evêque, quand les Evêques refusent injustement d'en approuver, ou n'en approuvent que de mauvais, à plus forte raison leurs Curés auxquels elles retournent de droit, les peuvent confesser.

Jean Gallo de l'Ordre de S. Dominique l'un des Theologiens du Concile de Trente, & Jean Orellana Professeurs en Theologie dans l'Université de Salamanque, cités par Ledesma, to. 1. de *Sacram. Pœnis. cap. 12. concl. 6. 6.* Ledesma lui-même, Louis de S. Ivan de *Pœnis. quest. 7. art. 2.* -- Jean de la Cruz, *direct. confitent. part. 2. de Sacram. Pœnis. q. 5. dub. 6. concl. 2. &c.* qui tous ont écrit depuis le Concile de Trente, ont cru que les Curés comme propres Prestres & Pasteurs de leurs paroissiens ont de droit divin la puissance de leur donner des Confesseurs, qu'ils l'ont également de droit ecclésiastique & ancien, *cap. Omnis utriusque sexus.* & que le Concile de Trente, *ss. 23. de reform. cap. 15. ne*

(a) Busenbaum, de *Pœnis. cap. 2. dub. 3.*

leur a point été ce pouvoir, l'intention du Concile ayant été seulement d'abroger les privilèges accordés aux Réguliers & les anciennes coutumes où ils étoient de confesser, souvent sans s'être présentés à l'Evêque ou après s'être présentés à lui, sans avoir sa permission expresse. Cela ne regarde aucunement les Curés, qui de droit divin, ou au moins de droit ecclésiastique & très-ancien, & non par privilège, ont le pouvoir de nommer des Confesseurs à leurs paroissiens; c'est la doctrine de Navarre.

Respondet quæmlibet Sacerdotem, cum Ordine insignitur, jurisdictionem accipere in habitu absolvendi atque ligandi illos omnes qui ei se legitime subjecerint. Navar. to. 1. de Pœnit. dist. 6. cap. Placuit. n. 19.

Habent enim illam habitalem de qua in prima solutione dixi, qua in actualem reducitur per legitimam consentis subjectionem. Consens, legitimè se illi subiecit, si cum licentia expressa vel tacita proprii Sacerdotis id faciat. Ibid. n. 23. (a)

L'on ne doit point être surpris présentement, dans l'abus visible que quelques Evêques [premiers Ministres du Sacrement de Penitence dans leurs Diocèses, où ils ne l'administrent jamais, & que plusieurs sont incapables de bien administrer] font de leur puissance, ou en ne donnant aucuns Confesseurs, ou en ne les donnant que mauvais, si l'on voit, dit-on, des Prestres ou revenir à la première institution, selon laquelle tous les Prestres peuvent absoudre, ou administrer le Sacrement de Penitence, selon le droit ancien, avec la seule permission du Curé, & si l'on voit des fideles se confesser avec assurance & sans scrupule à de tels Prestres. M. l'Archevêque de Sens pag. 11. de son Mandement du 1. Mai 1735. se plaint qu'on le fait dans son Diocèse. Je n'examine point si quelques Religieux & d'autres du Diocèse de Sens & d'ailleurs sont dans le cas de le pouvoir faire, mais les uns & les autres ont pour eux le Cardinal de la Palus, Durand de St. Porcien, & les plus fameux Canonistes des siècles passés, des Theologiens d'un éminent sçavoir dans nos jours, Cabassut, & qui le croira? des Evêques même, dont l'autorité respectable & épurée de l'ancien levain, est certainement plus capable de rassurer une conscience timorée que l'autorité d'un Evêque & de ses Theologiens n'est capable d'allarmer sur la validité des Sacrements que l'on reçoit d'un Prêtre étranger, ou d'un Prêtre commis par un Curé, dans l'état violent où quelques Evêques tiennent les fideles.

Mais une très-grande attention est nécessaire ici, & l'on doit observer exactement toutes les règles qu'une prudence chrétienne & éclairée peut prescrire: Car si toutes choses nous sont permises, dit l'Apôtre, 1. Cor. 10. 23. tout n'est pas expédient, tout n'est pas. Il faut que le mal dont je parle soit constant, qu'il soit commun & opiniâtre, qu'il y ait du danger dans le délai à y remédier, & que l'on désespere d'y trouver un autre remède; car S. Thomas observe que lorsque le danger qui empêche de garder le précepte à la lettre n'est pas présent ni pressant, ce n'est point aux particuliers à décider ce qu'il convient ou ce qu'il ne convient pas de faire, que cette interprétation appartient au supérieur; mais que si le danger est présent & ne permet point de recourir, la

(a) Lisez le Glossateur de Lancelot, lib. 2. tit. 5. §. Quod autem. verb. alieno Sacerdo.

nécessité n'est soumise à aucune loi & dispense de la garder. *Hoc est considerandum quod si observatio legis secundum verba non habeat subitum periculum, cui aporterat statim occurrere, non pertineat ad quemlibet, ut interpretetur quid sit utile civitati, & quid inutile civitati, sed hoc solum pertinet ad Principes qui propter huiusmodi casus habent auctoritatem in legibus disponendis, si vero sit subitum periculum, non parient tantam moram, ut ad superiorem recurrere possit, ipsa necessitas dispensationem habet annexam, quia necessitas non subdatur legi.* D. Th. 1. 2. q. 96. in corp.

On doit instruire le peuple, le prévenir & le fortifier contre le scandale qui naîtroit peut-être d'une conduite nouvelle & d'un droit revendiqué dont il ignorerait la justice, & il faut que le bien qu'on espère dans le changement d'une discipline que le Roi a établie, dont il cesseroit de commander l'observation, ou qu'il y a du danger à observer, soit plus grand que le mal qu'on en craint, & que l'esprit de charité presse de faire ce changement. *Tuere auctoritatem, sed cura ut adsit spiritus per quem ille (Christus) tribuit auctoritatem.* Enfin que ce ne soit ni un ni deux qui tentent de rappeler l'ancienne discipline, car la singularité ou le petit nombre seroient suspects, à moins que tout ne fût prêt à s'embraser, si quoique seul on ne crie, & on n'avertit du danger.

Un Curé sans cela doit se contenter de gémir devant Dieu, & lui demander ardemment qu'il envoie de dignes ouvriers dans sa moisson, & qu'il n'abandonne point l'Eglise en proie à ses ennemis. Les particuliers & les Communautés doivent adorer la conduite de Dieu sur eux, souffrir la persécution avec humilité, être plus fideles à leurs devoirs, & se rendre dignes par un degagement plus entier de la terre & un attachement plus parfait à Dieu qu'il les soutienne dans le bien & les sanctifie comme il a fait tant de Saints dans les deserts, & qu'il le fait encore dans les lieux où l'Eglise est persécutée & où les fideles sont sans Confesseurs & sans presque aucun usage des Sacrements.

§. X. *Le Droit n'autorise point les Evêques à mettre dans les Paroisses des Confesseurs, malgré les Curés. 2. Les Curés ont les mêmes raisons & souvent de plus fortes pour ne pas toujours accepter les Confesseurs nommés de l'Evêque, que les Evêques pour les approuver & envoyer contre le consentement des Curés.*

Le sçavant Estius demandoit si dans l'usage & la persuasion où sont les fideles de l'obligation de se confesser à leur Curé, ou avec sa permission à un autre Prêtre, c'est faire une bonne œuvre & rendre service à l'Eglise, d'enseigner que le consentement du Curé n'est pas nécessaire, & de faire tous ses efforts pour faire prendre un sentiment incertain, & qui eu égard à l'état present de l'Eglise, n'a pas ombre de piété. (a) Je ne vois point ce que ré-

(a) Merito queri poterit an pendente Quæst. I & persuasione piorum fidelium quod semel iustione & stante nihilominus consuetudine simul anno debeant suo Parochio vel ab eo licentiam

pondoit Estius, mais l'on juge facilement de ses paroles qu'il croyoit que les Theologiens qui se font un merite d'enseigner que le Pape ou l'Evêque peuvent en toutes rencontres mettre des Confesseurs dans les Paroisses contre le consentement des Curés, ne rendent pas service à l'Eglise.

Les Conciles generaux, les Conciles particuliers de notre Province, les Constitutions des souverains Pontifes, le droit canonique, le fameux Arrêt d'Agen, la Declaration du Roi du 29. Janvier 1689. qui permet aux Evêques d'établir des Vicaires & l'Edit de la Jurisdiction ecclesiastique donné l'an 1695. ne disent point qu'un Prêtre approuvé & envoyé par l'Evêque pourra confesser malgré le Curé; donc il ne le peut pas. La Conclusion qui se tire d'un argument negatif n'est pas à mépriser dans la question dont il s'agit, d'autant plus que la Declaration de 1689. à laquelle aucun Edit n'a derogé, ne permettant aux Evêques & autres qui en ont le droit, d'établir des Vicaires que lorsque le Curé est mort, ou qu'il est suspens de ses fonctions, l'on peut dire qu'ils ne peuvent mettre des Confesseurs qui sont une espece de Vicaires dans les Paroisses que dans ces deux cas; mais que dans tous les autres, c'est au Curé à faire choix de ceux qu'il veut appeler du nombre des approuvés.

L'Assemblée generale du Clergé de France de l'an 1645. qui ne fait qu'exprimer & étendre les sentimens de celle de 1625. & 1635. enjoint aux Prêtres approuvés de l'Evêque pour confesser, de ne le point entreprendre dans les Paroisses, s'ils n'en ont le consentement du Curé, à moins, disent ces Assemblées, *que l'Evêque n'en dispose autrement pour certaines raisons.*

L'Assemblée de l'an 1655. seroit allée beaucoup plus loin, si ce qu'on lui attribué étoit son ouvrage; voici comme on l'a fait parler dans un miserable libelle imprimé l'an 1682. & l'an 1716. " L'Assemblée (a) a resolu de faire " exposer aux fideles ce qui est necessaire pour leur conduite sur ce sujet. " C'est pourquoi après avoir exhorté les Evêques de faire enseigner que " Dieu a établi l'autorité de notre saint Pere le Pape dans toute l'Eglise & " celle des Evêques dans leur Diocèses, conformément à la doctrine des " Conciles de Latran sous Innocent III. de Florence & de Trente, ils prendront soin de leur faire expliquer que leur principale fonction, étant de " prêcher la parole de Dieu, ils le peuvent faire quand ils veulent, & administrer les Sacramens même de Penitence & celebrer les Mariages dans toutes " les Paroisses & Eglises de leurs Diocèses, soit par eux-mêmes, soit par ceux " qu'ils choisiront & commettront pour ces fonctions, *même sans le consente-*

habenti confecti & circa Paschale festum de ejus manu Sacrum Christi Domini Corpus suscipere, rectè faciant & de Ecclesia Dei bene mercantur qui in publicis concionibus non semel, sed sæpius & ex professo & prolixè, magna vocis & animi contentione docent & inculcant contrarium & per hoc populum à laudabili consuetudine & probabili persuasione revocant ad id quod non satis videtur constare,

& si mores hominum ut nunc sunt, attendamus, nequaquam ad pietatem accedere. *Scheda Estii manu ipsius exarata.* Et laudatur ab auctore Parocophili part. 4. art. 24.

(*) Extraits des sentimens attribués à l'Assemblée du Clergé de l'an 1655. par le livre anonyme des Curés de Paris & de celui de P. Jean Bagoz Jésuite pour les Reguliers. *tem. 1. des nouveaux memoires du Clergé pag. 683.*

ment des Curés & des Supérieurs particuliers des Eglises, [*] lorsqu'ils le jugent raisonnable & utile au salut des âmes, comme ayant plus de puissance & d'autorité dans les Paroisses que les Curés même & devant répondre à Dieu de toutes les âmes de leurs Diocèses. »

Il est important de remarquer, 1°. Que la décision parut alors si extraordinaire qu'on n'osa la rendre publique & n'a paru, comme je l'ai déjà remarqué, que l'an 1682. vingt-cinq ans après, que l'on a cru nécessaires pour meurer ce mauvais fruit, & donner pour légitime une pièce tout-à-fait fautive & supposée au Clergé.

2°. Que la Déclaration du Roi de l'an 1689. qui ne permet aux Evêques de mettre des Vicaires sur les Paroisses qu'en cas de mort ou de suspension des Curés, a désapprouvé la clause de 1682. & que les Evêques se fissent un nouveau droit.

3°. Que les Conciles de Latran, de Florence & de Trente n'ont point dit comme les faux Mémoires adoptés par le Clergé l'an 1682. l'influence d'une manière très-adroite & très-cachée, que les approuvés & commis de l'Evêque pouvoient confister dans une Paroisse sans le consentement du Curé, & que l'Evêque avoit plus de puissance & d'autorité pour l'administration des Sacrements ordinaires, soit pour les administrer ou faire administrer dans une Paroisse, que le Curé même, & que quand on allégué pour cela les Conciles de Latran, de Florence & de Trente, c'est à pure perte qu'on les cite. (a) Le Concile de Latran, sans parler en aucune façon des Evêques, dit seulement que les Curés peuvent commettre des Confesseurs pour entendre leurs Paroissiens. Le Concile de Florence ; que cela appartient aux Supérieurs : ex-

(*) Ces paroles sont le correctif de celles de l'Assemblée de 1615. art. 28. *N'entreront lesdits Prêtres ainsi approuvés dans aucunes Eglises, pour y faire les fonctions de leurs ordres, si premièrement ils n'ont le consentement du Curé, ou autre Supérieur de ladite Eglise.* Les Evêques attachés aux véritables règles, comme Mr. Fagon mort Evêque de Vannes, rejettent le correctif, & continuent de dire dans les approbations qu'ils donnent, ce que l'Assemblée de 1615. veut qu'ils observent : *Facultatem imperimus M^ostro : si c'est un Religieux, Fratri) nostra. Dicozsi Presbytero capaci & idoneo reperto excipiendo Confessiones Fidelium in hac Diocesi, eosque à peccatis (exceptis casibus nobis reservatis) absolvendi de censuris Reclorum vel Superiorum lotorum, &c.*

• (a) La censure arrêtée en Sorbonne le 1. Octobre 1735. de la Consultation sur la juridiction &c. abandonne à l'Auteur les Conciles de Latran & de Florence, comme n'ayant point dit ce que le Clergé leur fait dire : c'est déjà un grand point. Messieurs les Docteurs auroient pu reconnoître la même chose du Concile de

Trente, qu'il n'a rien dit de semblable, ou nous apprendre en quel endroit le Concile l'a dit : mais c'est à quoi ils n'ont pas cru devoir s'engager. Il a été plus court de dire : *La proposition est fautive & favorable l'herésie condamnée par le Concile de Trente.* Quelle est-celle, cette hérésie : car le Concile, dans ses 25. sessions, en condamne plus d'une. La sagesse du siècle à obligé à parler énigme, afin de ne pas effrayer le reproche d'ériger en article de foi, une règle de pure police & de discipline, donnée par le Concile ff. 25. *de Refor. cap. 15.* Car c'est dans ce que l'on dit, que cette règle est de police, & que le Corps épiscopal de France la pensoit telle l'an 1615. que la censure, si je ne me trompe, met l'herésie. Pie V. dans la Bulle. *Esi Mandicantium*, de l'an 1567. ne regardoit aussi le Decret du Concile ff. 25. *cap. 15.* que comme un règlement de discipline ecclésiastique, auquel il ne fit aucune difficulté de déroger en faveur des Réguliers. Grégoire XV. n'a pas eu aussi d'autre idée dans la Bulle, *Insuperabilis*.

pression qui ne determine rien, les Curés étant Superieurs dans leurs Paroisses & du nombre des superieurs qui deleguent : Le Concile de Trente dit que les Evêques peuvent commettre des Prêtres pour celebrer des Mariages ; mais il n'a pas parlé de même des autres Sacrements qu'un Curé est capable d'administrer, ni dit que l'Evêque avoit plus de puissance pour administrer le Sacrement de Mariage ou le faire administrer ; au contraire il met de pair à cet égard l'Evêque & le propre Curé, il semble même plus donner au Curé qu'à l'Evêque, on en convient quand on lit le texte.

4°. Que les Evêques ayant donné l'autorité du Pape dans toute l'Eglise, pour regle de l'autorité qu'ils ont dans les Paroisses de leurs Diocèses, il s'ensuit que les Evêques ne peuvent établir des Confesseurs dans les Paroisses malgré les Curés, puisque le Pape n'en peut lui-même envoyer contre la volonté des Curés, ni dans les Diocèses malgré les Evêques, non plus que d'autres Evêques pour y faire les fonctions épiscopales ; autrement il faut que les Evêques reconnoissent que le Pape peut commettre malgré eux des Confesseurs dans les Diocèses, les empêcher d'approuver ceux qu'il leur plaît, & envoyer des Evêques pour faire les fonctions dans l'Eglise du Siege du propre Evêque.

Hatton Evêque de Basle vers l'an 830. (a) & les Evêques du Concile de Segenstad en Allemagne l'an 1022. (b) & de Limoges de l'an 1032. (c) ne croyoient pas que cela fût de la puissance du Pape, ni même qu'il fût permis à qui que ce soit d'aller à Rome sans permission, se confesser au Pape, & les Evêques de France du dernier siecle étoient si éloignés de croire, que le Pape puisse nommer des Confesseurs dans les Diocèses, qu'un Evêque l'an 1655. ayant avancé dans un Factum cette proposition : (d) " Il est certain que quoique les Evêques soient commis pour la conduite des ames de leurs Diocèses, qu'ils en aient la charge & qu'ils en doivent répondre à la divine Majesté, Notre saint Pere le Pape néanmoins qui a la charge de tous les fidèles, par la plénitude de sa puissance, peut quand il lui plaît commettre leur conduite, ou à son soin particulier, ou même la donner à un autre qu'à l'Evêque du lieu qui en est l'Ordinaire. "

L'Assemblée en fit ses plaintes à l'Evêque à qui la proposition avoit échappée & l'engagea à la reformer comme préjudiciable à l'Episcopat : & M. de la Baume le Blanc ancien Evêque de Nantes ayant fait imprimer une chose

(a) Capitula Hattonis Basileensis Episc. circa an. 830. cap. 18

(b) Quia multi tanta mentis suae falluntur stulticia, ut in aliquo capitali crimine inculpato poenitentiam à Sacerdotibus suis accipere nolint, in hoc maxime consili ut Romam euntibus Apostolicus omnia sibi demittat peccata, sancto visum est Concilio, ut talis indulgentia illis non proficiat, sed prius juxta modum delicti poenitentiam sibi datam à suis Sacerdotibus impleant, & tunc Romam ire si velint, ab Episcopo proprio licentiam & litteras ad

Apostolicum ex eisdem rebus deferendas accipiant. Conc. Salogunstad an. 1022. c. 18.

(c) Inconsulto Episcopo suo, ab Apostolico poenitentiam & absolutionem nemini accipere licet. Conc. Lemov. an. 1032. ff. 2. L'extrait de ces deux Conciles prouve que l'on ne disoit point encore, que la jurisdiction du Pape étoit universelle, & que toutes les autres découloient de la sienne.

(d) Voyez le procès-verbal de l'Assemblée generale du Clergé, du Lundi 22. Mai 1656. pag. 435. &c.

semblable l'an 1693. (a) son successeur retira aussitôt ce qui avoit resté d'exemplaires chez l'Imprimeur.

5°. Que les nouveaux Memoires du Clergé où l'on a fait entrer avec beaucoup de soin tout ce qu'il y a de favorable à la juridiction épiscopale, ne donnent le texte d'aucun Concile par extrait ou citation, pour soutenir cette maxime des Assemblées de 1625. 1635. & 1645. *à moins que l'Evêque n'en dispose autrement.* L'on y trouve seulement la datte d'un Arrêt du Conseil du 25. Septembre 1675. à la requête de l'Assemblée, sur le refus que le Curé d'Ambarêt Diocèse de Bourdeaux venoit de faire d'admettre à confesser & à prêcher dans sa Paroisse, les Missionnaires que M. l'Archevêque y envoyoit. Cet Arrêt, dit-on, autorise M. de Bourdeaux à envoyer des Missionnaires dans les Paroisses de son Diocèse; mais comme les Memoires ne nous apprennent point s'il eut son execution contre le Curé d'Ambarêt, & que le Compilateur a affecté de ne le point mettre dans son Recueil, où il devoit naturellement trouver place, il y a lieu de presumer qu'il fut opposé, ou qu'il étoit énoncé d'une maniere qui en accordant quelque chose aux Evêques, accordoit encore plus aux Curés. (b) On trouve aussi dans les mêmes Memoires un Arrêt du Parlement de Paris du 4. Juillet 1700. rendu sur deffaut contre le sieur Nicolas Coignet Curé de S. Roch, par lequel est dit n'y avoir abus dans les Ordonnances de Monseigneur le Cardinal de Noailles Archevêque de Paris des 24. Octobre & 9. Novembre 1699. portant permission aux sieurs Ouein Nouet & Jean Nouet, de confesser en l'Eglise Paroissiale de S. Roch même sans le consentement du Curé, *etiam sine consensu Pastoris ipsius.* Ce sont les termes de l'Ordonnance de M. de Paris du 9. Novembre 1699. (b) Je répons que le Concile de Trente, *ss. 21. de ref. cap. 4.* ayant chargé les Evêques de contraindre les Curés d'avoir un nombre suffisant de Prêtres pour l'administration des Sacrements, & l'Ordonnance d'Orléans de l'an 1560. art. 5. enjoignant aux Evêques de pourvoir les Cures de Vicaires, *personnes de suffisance, bonne vie & mœurs, lorsque les titulaires sont en faute de ce faire.* M. de Paris après avoir pris connoissance des besoins de la Paroisse de S. Roch & vû le deffaut & le refus que le Curé faisoit de commettre des Prêtres tels que les canons & l'Ordonnance les prescrivent, pouvoit, non en qualité de delegué du S. Siège, comme le Concile de Trente le permet aux Evêques, mais d'autorité épiscopale, & en qualité de Juge supérieur, les formalités requises de droit étant observées, nommer des Confesseurs & leur donner une pleine juridiction sans le consentement du Curé; mais ce n'est pas là le cas dont il s'agit.

La Question est de sçavoir, si un Curé résident & attentif à remplir ses devoirs, est obligé d'admettre pour Confesseurs dans sa Paroisse & sur son territoire des Prêtres qui ne lui sont pas agréables lorsque d'ailleurs il est disposé à se servir de quantité d'autres approuvés dans le Diocèse, ou de d'autres Prêtres capables, qu'il présente à l'examen & à approuver, qu'on

(a) Lumière du Chretien imprimé à Nan-
tes chez Quercro, l'an 1693. 2. vol. m 12.

(b) Voyez les Mémoires du Clergé tom. 3.
pag. 1075. 1076. & 1077. &c.

lui refuse. Je ne trouve aucune autorité dans le corps du droit canonique, dans les Conciles & dans le code de nos loix qui le prouve. Je ne vois point de raison à contraindre & à resserrer ainsi la juridiction des Curés; car tout ce qu'on peut alléguer pour les Evêques, se dit avec autant, & plus de fondement en faveur des Curés.

Si rien n'est plus nécessaire, disoit M. Joli Evêque d'Agen dans la défense de la juridiction épiscopale contre les Reguliers de son Diocèse, pour l'exercice du ministère que Dieu a confié aux Evêques, qu'ils ne soient point obligés de rendre raison de leur conduite, lorsqu'ils refusent d'employer indifféremment les Reguliers: Ne doit-ce pas être la même chose, quand les Curés refusent d'employer indifféremment les Prêtres approuvés de l'Evêque? Cela n'est-il pas nécessaire pour l'exercice du ministère que Dieu a confié aux Curés? Combien de choses, continuë M. d'Agen, que les Evêques apprennent par des voyes secretes, & qu'ils ne peuvent decouvrir en conscience, qui les rendent néanmoins très-assurés de l'incapacité de certains Prêtres pour la conduite des ames? De même, combien de choses, que la vigilance d'un Curé, la connoissance qu'il a de l'état & des besoins de sa Paroisse, la notoriété, ou les avis secrets qu'il reçoit & qu'il est plus à portée de recevoir qu'un Evêque souvent éloigné, lui découvrent-ils dans certains Prêtres approuvés, lesquels le rendent très-assuré ou de leur indignité, ou de leur incapacité à conduire les ames dans sa Paroisse?

Quelle apparence, dit encore M. Joli, de depouiller les Evêques d'un droit qui est la suite de la puissance attachée à leur caractère, & sans laquelle ils seroient dans l'impuissance de remédier aux plus grands desordres? Quel moyen d'entretenir dans un Diocèse la même conduite & le même esprit, si les Confesseurs que l'Evêque emploie ne sont dépendans de lui? Quelle apparence de même d'ôter aux Curés un droit qui est la suite de leur dignité, & sans laquelle ils ne peuvent remédier efficacement au desordre? Et quel moyen de garder l'uniformité de conduite dans la direction d'une Paroisse, & d'y agir par le même esprit, si les Confesseurs qui doivent y travailler sous les yeux d'un Curé & sous son autorité, ne dependent en quelque maniere de lui; sans cela l'un édifiera & l'autre détruira; l'un plantera, & l'autre arrachera. (a)

M. Arnauld Evêque d'Angers, défend absolument dans ses statuts de l'an 1654, à tous les Confesseurs de confesser sans le consentement du Curé, parce qu'une conduite contraire, disoit ce sçavant & pieux Evêque, cause de la confusion dans les Paroisses, & empêche les Curés de remédier au desordre.

(a) Le grand Vicaire de M. l'Evêque de ... en Bretagne, approuva il y a fort peu de tems le Sr... Prêtre de la Paroisse de... le Curé manda qu'il ne pouvoit se servir d'un homme semblable. La réponse fut une approbation de l'Evêque envoyée au Prêtre pour confesser, avec la clause *Eriam invito Parocho*. Le Curé écrivit les raisons de son refus à l'Official, elles lui parurent si justes & au Conseil épiscopal, qu'on ju-

gea à propos de retirer les pouvoirs donnés, plutôt que de venir à un éci t qui auroit couvert de confusion le Prêtre & ses approbateurs avec la clause *Eriam invito Parocho*. Le grand Vicaire a travaillé deux fois sans avoir pu réussir, à faire exiler le Curé par lettre de cocher: il a réussi à la troisième tentative: ces faits sont recens & publics.

Henri de Gand jugeoit qu'il étoit très-pernicieux à l'Etat & à l'Eglise que les fideles eussent des Confesseurs indépendamment des Curés, & que permettre indifféremment aux peuples, qui leur sont commis, de se confesser à d'autres Prestres, c'étoit les priver du mérite de l'obéissance ecclésiastique & leur donner des leçons tendantes à faire mépriser les Evêques & le Roi même, (a) qui ne seront obéis & respectés de leurs sujets, que lorsque ces mêmes sujets obéiront à leurs Curés & les honoreront.

Albert le Grand, in 4. dist. 17. c. 42. dit que si la permission d'un autre que du propre Curé pouvoit suffire, il pourroit en arriver du danger: *Si sufficeret alterius quam proprii Sacerdotis licentia, tunc posset oriri periculum.*

Gerfon dit aussi, qu'agir de la sorte, lorsque les Curés ne sont point en faute, & qu'il n'y en a point une raison évidente, c'est troubler la Hiérarchie.

Nous vous ordonnons, écrivoit Alexandre III. à l'Archevêque de Florence, (b) que si le Curé de Saint P. a interdit avec raison ou excommunié quelqu'un de ses paroissiens, Clercs ou Laïques, de faire observer sa sentence & de ne la point relâcher, qu'après une dûe satisfaction & l'avoir concerté avec ce Curé. *Abique ejusdem Plebani consensu non relaxes*, ou avoir pris son consentement.

Comment peut-on après cela soutenir, & sans apporter aucune autorité qui balance celles que je viens d'alléguer, que les Evêques par la seule raison que c'est leur volonté, sont en droit de mettre des Confesseurs dans les Paroisses indépendamment des Curés, & d'y faire par eux-mêmes ou d'y faire faire toutes les fonctions par d'autres Prêtres ? Zipée fameux Juriconsulte de Flandres, prononce définitivement qu'ils ne le peuvent en première instance, parce qu'autrement on trouble l'Ordre hiérarchique & on s'immisce dans les fonctions des Ordinaires, ce que l'on ne doit faire que quand il y a de la négligence. (c)

Mais pourquoi ne dit-on pas aussi que les Evêques peuvent mettre des Confesseurs dans les Monastères & les autres lieux exems, & y faire par eux ou par d'autres les fonctions ? L'un n'est pas plus certain que l'autre.

(a) Generaliter concedere subditos posse pro voluntate sua passim sive ex causa, sive sine causa eligere Confessores extraneos & dimittere proprios, nec unquam confesos illis eadem peccata, est quodammodo declinare, ut videtur, à merito Ecclesiasticæ obedientiæ quam debent subditi Prælati suis, & hoc quoad omnes, & similiter Regularis observantia quoad Religiosos. Quæ si subtrahatur inferioribus scilicet Curatis, revera redundabit in superiores scilicet Episcopos, vel usque ad Monarcham, quia per obedientiam quam habent subditi ad suos Curatos conservatur & fovetur obedientia ad superiores. *Henricus à Gandavo. Quædlib. 10.*

(b) Mandamus quatenus si quando Plebanus

Sancti P. in Clericos vel Laicos Parochianos suos interdicti vel excommunicationis sententiam rationabiliter tulerit, ipsam facias inviolabiliter observari, & eam sine congrua satisfactione & abique ejusdem Plebani consensu non relaxes. *Cap. cum ab Ecclesiis. de offic. Jud. Ordin. Et est Alexandri III.*

(c) Legati & superiores ecclesiastici, quorumcunque facultatum vigore non possunt ordinem hierarchicum turbare, ita ut in prima instantia Ordinariorum functionibus se immisceant, nisi ad supplendam eorum negligentiam. *Zipæus Juriconsultus Belgæ, in Annalib. Juris Pontificii novi tit. de suppl. negligent. Prælator.*

Les Evêques ne sont point administrer les Sacremens par Commissaires chez les Religieux de leurs Diocèses ; ils ne prétendent point le droit de leur administrer eux-mêmes ; je dis plus , de les administrer eux-mêmes au Clergé de l'Eglise de leur titre & du Siege épiscopal. Il est de notoriété que plusieurs Eglises Cathedrales ne reconnoissent plus ce droit dans leur Evêque , & il n'y en a peut-être aucune qui voudrût lui permettre de faire administrer les Sacremens au moindre du chœur au prejudice du Doyen ou de la premiere dignité de ces Eglises ou du Chapelain en titre , de les administrer. C'est la même chose des Eglises inférieures ou des Paroisses ; il n'y a point de canon ni de chapitre qui autorise les Evêques à les y administrer par eux ou par d'autres , quand elles ont un Curé capable qui ne refuse point de faire ses fonctions , & de se faire aider par des Prêtres de son choix & capables.

Gerson traite cela d'entreprise dans les Evêques. (a) Le Decret de Gratien, les Decretales de Gregoire IX. le Sexte, les Extravagantes & les Clementines, les Conciles & les anciens Theologiens ne leur donnent point ce droit ; & les Canonistes nous apprennent que quand il seroit vrai que les Evêques l'auroient eu autrefois, les Curés comme les Religieux qui l'ont prescrit, auroient pu le prescrire, & s'acquiescer une juridiction pleine & entiere. Ce qui fait pour les uns, fait entierement pour les autres, avec cette difference, que la prescription des Religieux est sans titre, au moins bien ancien ; car tout le monde sçait que dans l'origine, ils recevoient les Sacremens à la Paroisse, au lieu que les Curés ont un titre dont S. Paul, *Act. 20. 28.* reconnoît le S. Esprit, & *Eph. 4. 11.* reconnoît Jesus-Christ pour auteur.

La nouveauté plaît, & c'est peut-être la raison que quelques-uns ont aujourd'hui de ne pas reconnoître avec les anciens Theologiens de Paris & les plus sçavans Modernes, que les Curés sont de droit divin, Pasteurs dans leurs Paroisses ; & avec le Concile de Trente, (b) que tous les Prêtres sont les Vicaires de Jesus-Christ dans l'absolution des pecheurs.

(a) Addamus quod si primus Hierarcha summus Pontifex, vel alii consequenter suo modo possint pro rationabili causa vel necessitate dare suis inferioribus adjutores ad exercendum Hierarchicos actus qui sunt purgare, illuminare & persequere plebes sibi subditas sicut invenitur de Pœnitentiariis, & Privilegiatis, hoc tamen sine manifesta ratione vel necessitate facere non debet, vel cum eorumdem delectione, irreverentia & vilipensione apud illos, quibus honori debent esse, & à quibus debitam sustentationem recipere pro suo statu & ministerio possunt. Quis enim Tutorem dederit adulto, prudenti, providenti & potenti, se nolente ? nec tandem claudicare obligatio mutua Episcoporum vel Curatorum ad plebes suas, Claudicantem autem dum plebes eximuntur & liberantur, si ista libertas non iniquitas est,

dum eligere sibi possunt Hierarchizantes eos in foro conscientie, vel in prædicatione aut Sacr. aliorum ministratione. Prælati majores vel minores remanent hac obligatione conficti, ut non licet eis plebibus suis negare quicquid in prædictis quaesiverint, tanquam nedum Deo, sed eis rationem reddiderint, etiam si pestilentiali, si epidemiali, si quis alia abominabili contagione morbi laboraverit. Præterea si tales vice Pastorum dati, Luporum accipiant officium, si deducant subditos, lacerent & devorent, nulla relinquunt eis obviamdi vel procedendi potestas. Nisi forte dicatur quod hi, superiores habent pro judicibus, sed aperta est responsio Prælatorum de quibus dicitur: *Inimici nostri sunt judices.* Gerson. de poss. Ecclesiast. consid. 3.

(b) Conc. Trid. sess. 24. cap. 5.

§. II. *La clause Ex consensu Parochi. que l'on met dans les approbations, n'est point de stile, mais de droit.*

Le Pape & les Archevêques, parce que la juridiction de chacun doit lui être conservée, (a) ne peuvent commettre personne dans les Diocèses pour y faire les fonctions des Evêques & des Curés malgré eux; & s'ils entreprennent une chose semblable, les cas de droit exceptés, il y auroit abus. C'est la doctrine du Royaume. Il en doit être de même des Evêques, je ne vois rien qui puisse les autoriser à prétendre de commettre des Prêtres pour faire les fonctions curiales dans les Paroisses sans dépendance des Curés. Et quelle raison y auroit-il à leur accorder plus qu'au Pape & aux Archevêques, qui sont les supérieurs des Evêques, comme les Evêques le sont des Curés? Mais si le Pape & l'Archevêque ne peuvent faire une chose semblable dans les Diocèses, ainsi qu'il est établi dans les Mémoires du Clergé, (b) il est conséquent que les Evêques ne le puissent dans les Paroisses.

Ceux qui pensent autrement, doivent lire l'acte d'appel que Jean de Nanterre (c) Procureur general du Roi, fit du Pape Xiste IV. & du Cardinal

(a) Videbis, caput *Pervenit*. 11. q. 1. Pragmar. Sanctionem. Tit. de *Causis*. Concilium Basileense, eodem titulo.

(b) Voyez les nouveaux Mémoires du Clergé tom. 6. pag. 984. & 985.

(c) Ego Joannes de Nanterre Procurator Generalis Christianissimi Domini nostri Francorum Regis ex deliberatione Advocatorum Domini nostri Regis tam pro ipso Domino nostro Rege quam pro cunctis suorum Regni & Delphinatus juribus ecclesiasticis & secularibus, animo ac intentione provocandi & appellandi à gravaminibus infra scriptis, dico & propono ea quæ sequuntur. Er primo quod Creator Univerſi ut *Ecclesiam suam recto Ordine regendam diserneret*, certos instituit ministros videlicet Primates, Archiepiscopos, Episcopos & *minores Sacerdotes*, quorum institutio in Veteri Testamento est inchoata, & in Novo, plenius confirmata. Et licet in Novo Testamento post Christum Dominum à Petro Sacerdotalis Ordo coeperit, primusque potestatem ligandi & solvendi acceperit à Domino, ceteri tamen Apostoli cum eodem pari consortio honorem & potestatem acceperunt, qui etiam jubente Domino in toto orbe dispersi Evangelium prædicant.

Ipsi quoque decedentibus, in loco eorum surrexerunt Episcopi. Videntes autem ipsi messum multum & operarios paucos, rogaverunt Dominum missis ut mitteret operarios in messum suum, unde ab eo electi sunt LXXII.

Discipuli quorum vicem gerunt Presbyteri atque in eorum loco suam constituti in Ecclesia quibus regendi auctoritas & potestas à Domino concessa est.

Postmodum vero successu temporis, in Provinciis, Diocesis, & Parochiis, Archiepiscopis aliisque *inferioribus Prælati*, & eorum cuilibet respective *Jurisdictionis* & *potestatis commissa est*. Quæ siquidem potestas & jurisdictione per Concilia generalia sanctorumque Patrum saluberrima statuta & per sacros etiam Canones approbata & roborata est, adeo quod nulli quantumeunque potestatis aut dignitatis etiam papalis existat, hujusmodi *jurisdictionis & potestatis ordinaria detrachere, aut illum auferre vel diminueret, nulla præsertim subfistens causa licitum est*. In Canone cum scriptum est, quod quisquis cuilibet Ecclesie jus suum detrahit injuriam facit, & injustus judicandus est, quoniam si sua unicuique Jurisdictione illata non servatur, *totus Ordo Hierarchicus confunditur*. Et ut ait Zozimus Papa contra statuta Patrum concedere aliquid vel mutare, nec sedis apostolicæ potestati auctoritas. Et Hormisdas confirmavit, quia prima salus est rectæ fidei regulam custodire & à constitutis Patrum nullatenus deviare. Hi siquidem Canones quandiu debite observati fuerunt, Ecclesia Christi catholica floruit, & fructus salutariter produxit, cessavit ambitio & avaritia præsertim in Regno & Delphinatu, ipsarumque Ecclesiarum Rectores & Ministri in pace & quiete

Bailué l'an 1484. au nom du Roi, ils en apprendront que Mrs. les Curés étant d'institution divine, le Pape & les Evêques ne les peuvent troubler dans l'exercice de leur juridiction, sans troubler l'ordre de la Hierarchie, sans introduire de grands maux, & mettre tout sans-sus-dessous dans l'Eglise.

On objecte que le Pape est Chef, Pasteur & Primat de l'Eglise universelle, Pere & Docteur de tous les Chrétiens, le Pasteur des Pasteurs, l'Evêque des Evêques, auquel Jesus-Christ a dit, *Joan. 21. Paissez mes agneaux, passez mes brebis*, & qu'il peut en cette qualité, pourvoir au regime de tous les Diocèses & à toutes les fonctions pastorales qui y sont nécessaires. L'on accorde qu'il est le premier des Pasteurs & le premier des Evêques, mais il n'est pas le Prince des Prêtres, ni l'Ordinaire des Ordinaires : (a) *Prima sedis Episcopus non dicatur Sacerdotum Princeps, vel summus Sacerdos, vel nullo alio tali modo, sed solum prima sedis Episcopus*. La puissance de l'Evêque du premier Siege est grande, mais il n'a pas une juridiction immédiate dans tous les Diocèses, & les canons ont mis des bornes à sa puissance. Il en est de même d'un Evêque, il est le premier Pasteur de son Diocèse, & le premier des inspecteurs qui sont établis par le S. Esprit pour gouverner l'Eglise de Dieu avec leur Evêque & sous lui; & tous ont également Jesus-Christ pour l'instituteur de leur état & l'auteur immédiat & premier de leur juridiction; au lieu que le Pape & l'Eglise à l'égard des Evêques, & les Evêques à l'égard des Curés n'y sont qu'en second & sous Jesus-Christ, chef & époux de l'Eglise, pour marquer & assigner le territoire, les sujets & l'usage que l'Evêque & les Curés peuvent faire de leurs pouvoirs & de leur juridiction, afin de garder l'Ordre sans entreprendre sur les fonctions & les droits de qui que ce soit. S. Gregoire Pape le pensoit ainsi; (b) la Faculté de Theologie de Paris l'enseignoit constamment dans le quinzième siècle, & si quel'un de ses Suppôts parloit autrement des Evêques & des Curés, elle l'obligeoit à une retractation publique, (c) ce qui fait dire à Gerson,

ac animi tranquillitate auctorem pacis excoluerunt. Successu vero temporis sic exterorum Sacerdotum crevit avaritia quod lex periiit de Sacerdotio, & veritas de populo sublata est, vigor ecclesiasticæ disciplinæ derelictus fuit. Sacri etiam Canones & sacrorum Conciliorum statuta nec non antiquorum Patrum decreta aliquandiu ab usu discesserunt unde quam plurima scandala, schismata, dissensiones & incommoda in Clero & populo Christiano orta fuerunt, &c.

Appellatio Johannis de Nanterre nomine Regis à Sixto Papa IV. & à Cardinale Bailué Hist. Univers. Paris. tom. V. pag. 763.

(a) Voyez le Traité de l'Excommunication part. 1. ch. 9. à Paris chez Estienne 1719.

(b) Voyez le Texte de S. Gregoire ci-dessous même §.

(c) *Ex vesperiis meis quidam fuerunt scandalizati sicut mihi significatum est per matrem meam Facultatem Theolog. tanquam intellexerint quodvulerim inter alia detrahere potestati Ecclesiæ & Prælatorum aliorum à summo Pontifice, tam majorum quam minorum & quorundam aliorum Ecclesiasticorum & specialiter occasione quarundam propositionum per me in eisdem vesperiis meis dictarum. Volens propterea quantum in me est, tollere omne scandalum & esse filius obedientiæ & pacis & assertor veritatis. Dico nunc ex Ordinatione ejusdem matris meæ Facultatis Theologiæ, cujus Ordinationi, dispositioni & omni modo determinationi me submissi & submitto ac etiam ultronea voluntate, veritates quæ sequuntur. 1. Omnes potestates Jurisdictionis Ecclesiæ, aliæ à Papali potestate, sunt ab ipso Christo quantum ad*

(a) que les Curés sont également que les Evêques de l'institution de J. C. Et encore, que l'état des Curés est dans l'Eglise un état essentiel & qui doit y subsister également que l'état des Prélats, des Cardinaux, des Archevêques, des Evêques & du Pape même, quoiqu'il ne soit pas si parfait, & qu'aucune autorité ne le peut détruire, parce que ce ne sont point les hommes, mais Dieu lui-même qui l'a établi. Mr. Talon (b) donnant ses Conclusions pour le Procureur général dans l'affaire du Chapitre de Roye contre Mr. l'Evêque d'Amiens l'an 1669. dit aussi que la Jurisdiction des Curés vient immédiatement de Dieu, également que celle des Evêques.

Il n'est pas moins certain que les Curés sont les *propres Pasteurs* de leurs Paroisses plus proprement que le Pape & les Evêques. Les anciens Statuts synodaux de l'Eglise de Cambrai, (c) Alexandre de Hales, (d) & Jean de Annolis (e) qui vivoit au commencement du quatorzième siècle, le tien-

Papa autem & ab Ecclesia quantum ad limitationem & dispensationem ministerialem. 2°. Hujusmodi potestates sunt de Jure Divino & immediate institutæ à Deo. 3°. Invenitur in Sacra Scriptura Christum Ecclesiam fundasse & potestates alias à Papali expresse ordinasse. 4°. &c. 5°. Ex textu Evangelii & doctrina Apostolorum habetur expresse Apostolis & Discipulis à Christo missis, auctoritatem Jurisdictionis fuisse collatam. 6°. Dicere inferiorum Prælatorum potestatem Jurisdictionis sive sint Episcopi, sive sint Curati esse immediate à Deo Evangelicæ & Apostolicæ consonæ veritati. Ex *Censura Facultatis Theol. Paris. circa potest. Jurisd. Papa. Episcoporum. & Curatorum*. Hist. Univers. Paris. tom. V. pag. 387. & 388.

(a) Status *Curatorum*, sicut & *Episcoporum* est de primaria & ordinaria Christi institutione. Gerson *Traité de Consil. Evangelicis*.

Domini Curati in Ecclesia Prælati minores sunt & Hierarchici, hoc est, participantés aut dominantes per primam institutionem Jesu-Christi. Hoc fundatur in Evangelio Luc. 1. eum Glossis & in Jure Canonico. 21. *Dist.* Item 48. & 13. q. 1. Evangelium, est Bulla *Curatorum*. Sequitur quod de ordinatione essentiali & stabili sanctæ Ecclesiæ æque bene est status *Curatorum*, sicut ille *Prælatorum*, *Cardinalium*, *Archiepiscoporum* & *Episcoporum*, immo vero sicut status ipsius *Papæ* quamvis non sit adeo perfectus. Sequitur *Papam* hunc statum destruere aut annihilare non posse cum status ille non ex sua proveniat positiva ordinatione, sed sine medio à Dei auctoritate. *Idem*, *term. cont. Bullam Mendicant.*

() Voyez les conclusions de M. Talon dans l'Arrêt du 30. Decembre 1669. pour le Cha-

pitre de Roye contre l'Evêque d'Amiens, dans le *Traité de la Compétence des Jurisdictions ecclésiastiques*, par M. Claude Herri 1703. pag. 629.

Cet Arrêt conserve le Chapitre de Roye dans le droit de nommer des Confesseurs & Predicateurs du nombre de ceux qui auront été approuvés par l'Evêque, & ainsi dans le droit de donner la Jurisdiction. Il maintient de plus le Doyen de Roye à porter l'Esclie en présence de l'Evêque dans les visites & les autres ceremonies.

(e) Saltem semel in anno consueantur proprio Sacerdoti, id est Presbytero Parochiali qui ideo magis proprie dicitur esse proprius Sacerdos, quia non solum Confessiones audit & absolvit, sed etiam administrat ecclesiastica Sacramenta. *Stat. Camerae. de Penit.* in magna Collect. Marten. & Durand. tom. 7. p. 1294.

(d) Proprius dicitur multipliciter, uno modo & propriissime Sacerdos parochialis qui administrat Sacramenta, & cui commissæ sunt Cura spiritualis Parochianorum. *Alexand. Alensis* 4. p. q. 78. memb. 3. art. 2.

(e) Proprius Sacerdos dicitur proprie, quando dicit convertentiam. Hoc modo Papa, est proprius Sacerdos omnium quantum ad casus sibi reservatos quia per se vel per alium tenetur illorum Confessiones audire & est contrario illi tenetur confiteri, sed quantum ad alios casus & alia Sacramenta non tenetur eis, sed est contrario. Sic dicendum de Episcopo qui, quia est proprius Sacerdos omnium suæ Diocesis quantum ad casus sibi reservatos & quantum ad duo Sacramenta, quæ sunt Confirmatio & Ordo. In aliis autem non est proprius Sacerdos. Curatus vero quantum ad omnia alia peccata & Sacramenta est proprius.

nent positivement. Les Curés, disoit la Faculté de Paris l'an 1409. (& elle le fit soutenir par Me. Jean de Gorel comme des verités certaines) sont, d'institution divine, Prelats inferieurs & hierarques à qui il appartient par état de prêcher, de confesser & d'administrer les Sacremens, principalement & essentiellement, au lieu que ces fonctions ne conviennent aux Reguliers que par accident, par privilege, sous le bon plaisir & du consentement des Prelats. (a)

Les Curés, comme S. Bonaventure le remarque, (b) sont proprement les propres Prêtres, parcequ'ils administrent les Sacremens par obligation & par devoir, & que le soin des Paroisses leur est confié spécialement; & selon Suarez, (c) ils sont d'une maniere speciale & d'office juges immediats, ou comme parle Gamache (d) & l'Auteur de la Defense des Ordonnances de Mr. Arnauld Evêque d'Angers, (e) M. Arnauld (f) lui-même & M. le Pelletier son successeur. (g) Les Curés sont les époux de leurs Eglises & les véritables

Sacerdos, quia obligatus ad illa. *Johannes de Annotis.*

(a) Dico nunc ex ordinatione ejusdem marris meæ & altrona voluntate veritates quæ sequuntur. 1°. DD. Curati sunt in Ecclesia minores Prelati & Hierarchæ ex prima institutione Christi, quibus competit ex statu, jus Prædicandi, jus Confessiones audiendi, jus Sacramenta ecclesiastica secundum exigentiam sui status Parochialis ministrandi, jus sepulcras dandi, jus insuper decimas & alia jura Parochialia recipiendi. 2°. Item quod jus prædicandi & confessandi Prælati & Curati principaliter & essentialiter & Mendicantibus per accidens, ex privilegio, quoniam sunt introducti vel admissi ex concessione & beneplacito DD. Prælatorum. *Determinat. Facult. Theol. Paris.* contra Joann. de Gorrel an. 1408. mote Gallicano; iudic. 2. Januarii die 2. *Hist. Univerf. Paris.* tom. 5. pag. 190.

(b) Proprie dicitur proprius, Sacerdos ille qui administrat & cui commissæ est specialis cura, & iste est Sacerdos Parochianus. S. Bonavent. in 4. *Diff.* 17. q. 2. — Vide D. Thom. in 4. *diff.* 17. q. 3. a. 3. *quest.* 5. a. 4.

(c) Nominè proprii Sacerdotis præcipue intelligitur Parochus... Est enim Parochus specialis modo Juxta immediatus in hoc Sacramento (Pœnitentiæ) Nam licet Papa & Episcopus possit per se & immediare ministrare hoc Sacramentum..., tamen is, ad quem ex officio competit Ordinarie exercere hoc munus, est Parochus. *Suarez in 3. p. D. Th. 10. 4. diff.* 25. *scilicet.* 1. num. 25.

(d) Sacerdos proprius sere accipitur pro Pastore speciali, & quasi particulari, qui que

habeat immediatam & proximam Jurisdictionem in subditos. Ista enim acceptio competit soli Curato Parochiali & ita sumitur etiam hoc vocabulum apud D. Thomam in 4. *diff.* 17. q. 3. a. 3. in *fin.* Sic quoque sumitur in *Extravag.* Sixti IV. *vices illius.* & in *Extravag.* Benedicti II. *Inter cunctas.* Sic etiam Glossa in in Cap. *Omnis utriusque sexus.* Etque explicatio revera admodum conveniens ut *Proprius* opponatur *Communis*, quia nimirum Episcopus habet potestatem communem per totam Diocesim & summus Pontifex adhuc communio-rem per totum orbem terrarum. Curatus vero uni tantum Ecclesiæ Parochiali præfectus est, tanquam Pastor specialis & particularis. *Gamachus in 3. part. D. Th. de Pœnit. cap. 19.*

(e) M. Bonichon pag. 189. de la defense des Ordonnances de Mr. Arnauld Evêque d'Angers. Et pag. 602. de l'Autorité épiscopale defendue contre les Reguliers Mandians du Diocèse d'Angers, qui est le même ouvrage plus étendu & sous un autre titre.

(f) Nous fumes contraints d'employer tout ce qui pouvoit dépendre de la vigueur épiscopale, pour attacher les Curés à leurs Paroisses & reduire les Reguliers dans les bornes de leur profession, afin que chaque Eglise ayant son Epoux, les Chrétiens qui seroient dans son étendue reconnoissent leurs véritables Peres, & se considéraient comme les enfans nés de ce mariage spirituel ainsi que l'appelle S. Hieronime. *Ordonn. Synodal.* du 8. Juin 1669. de M. Arnauld Evêque d'Angers.

(g) Sacrés Ministres de Jesus-Christ, vénétables Pasteurs de son Eglise, remplissez votre ministère. Que le Dieu de Paix qui a ressuscité

peres de leur peuple, Ministres de Jesus-Christ & Pasteurs de son Eglise ; mais Pasteurs speciaux & particuliers qui ont une juridiction ou une puissance de gouvernement immediate, & la plus prochaine sur le peuple qui leur est soumis, laquelle les rend Vicaires de Jesus-Christ dans les Paroisses, pour les fonctions qui leur sont ordonnées de Dieu, comme l'Evêque l'est dans son Diocèse, & le Pape dans l'Eglise pour les fonctions suréminentes que la police de l'Eglise, comme nous le ferons voir, leur a réservées.

“ Apprenez au souverain Pontife (écrivait de Trente l'an 1563. le Cardinal Charles de Lorraine Archevêque de Reims à Breton son Agent à la Cour de Rome pour le dire au Pape Pie IV.) “ que je confesse aussi que je “ suis bien éloigné de croire & dire que le souverain Pontife est le seul, uni- “ que, véritable Vicaire de Jesus-Christ ; au contraire, je crois selon la doc- “ trine des saints Martyrs, & des Pontifes successeurs de saints Pierre, que “ tous les Evêques & tous les Curés sont aussi Vicaires de Jesus-Christ. „ *Præsum sum alienus ab ea sententia ut dicam beatissimum Papam solum esse aut unum verum Christi Vicarium imo & Episcopi & Curati sunt Christi Vicarii, quod sancti Martyres & D. Petri successores Pontifices docuerunt.*

Le Rituel de Rennes de l'an 1533. sous le Pontificat du Bienheureux Ives Mahieux, dans la Formule de la Confession, établit la même chose. Je me confesse à Dieu, &c. dit ce Rituel, & à vous, Sire, qui êtes *Vicaire & Lieutenant de Dieu*, &c. Et un plus bas : “ Je n'ai pas porté l'honneur qui est “ dû... au Sacrement de l'Ordre de Prêtrise, ne n'ay considéré comme ils “ sont *Vicaires de Dieu*, pour moi administrer les Sacramens, &c. „ La qualité de Vicaire de Jesus-Christ convient autrement au Pape qu'aux Evêques, & autrement aux Evêques qu'aux Curés ; mais de quelque manière qu'elle convienne à ceux-ci, il est certain qu'elle leur convient, & qu'un Evêque doit respecter cette auguste qualité dans les Curés & la leur conserver ; car s'il travaille à la leur ravir & à les dépouiller de leurs droits pour les rendre ses propres Vicaires, & tout dependans de lui dans la moindre de leurs fonctions, les Curés ne perdront rien des titres dont Jesus-Christ les a honorés ; mais l'Evêque qui s'efforce de les assujettir à une domination que le Fils de Dieu ni l'Eglise son épouse n'ont point ordonnée, ne fait pas alors l'office d'un Vicaire de J. C. par le changement qu'il tente de faire dans ses dispositions.

Le Concile d'Aix-la-Chapelle sous l'Empereur Louis le Debonnaire l'an 828. attribue au Curé tout le soin de sa Paroisse. “ Il est du devoir des Prêtres (par ce terme l'on entend constamment les Curés) qui président à “ l'Eglise de Jesus-Christ de prendre soin en toutes choses, de ceux qui sont “ sur leur Paroisses, & à ce qu'aucun des paroissiens lorsqu'il tombe malade, “ manque de recevoir les Sacramens. „ (a)

d'entre les morts le grand Prince des oïsses rachetés par le sang du Testament éternel vous applique à toutes sortes de bonnes œuvres, pour que vous fassiez sa volonté, lui-même faisant en vous ce qui lui est agréable par Jesus-Christ, afin que lorsque le Prince des

Pasteurs paroîtra, vous receviez une Couronne qui ne flétrira jamais. *Discours synodal de M. le Pellerin Evêque d'Angers le 3. Mai 1702. pag. 8.*

(a) Presbyterorum qui præsent Ecclesie Christi ministerium esse videtur, ut de omni-

Le

Le Concile d'Arles de l'an 1275. Can. 21. (a) & M. Arnould Evêque d'Angers dans les Statuts de 1651. art. 3. & de même beaucoup d'autres, reconnoissent que *les Curés sont particulièrement chargés du salut des âmes de leurs paroissiens*. Le même Evêque dans sa Lettre pastorale du 8. Février 1655. parlant des Curés, assure que c'est Dieu qui les établit sur les peuples. *C'est par son ordre*, disoit cet illustre Prelat, *qu'ils sont établis, c'est par son ordre qu'ils sont vos Pasteurs, c'est par son ordre qu'ils lui doivent rendre compte de vos âmes*. Le Pontifical Romain dit à peu près la même chose; (b) M. d'Argouges Evêque de Vannes, reconnoît aussi positivement que Dieu a confié aux Curés le soin de son peuple, & qu'ils partagent avec leur Evêque les fonctions pastorales, (c) & Aymar Hennequin Evêque de Rennes, l'un des plus habiles Evêques du seizième siècle, n'hésitoit point à avouer, même à ses Curés qu'ils étoient ses *Commissaires*, & que chacun d'eux & tous ensemble tenoient avec lui le gouvernement de l'Eglise de Rennes. (d) Enfin M. le Cardinal de Richelieu l'an 1615. portant la parole au Roi au nom du Clergé, (e) reconnoissoit avec tous les Evêques du Royaume & en faisoit aveu devant le Roi, que les Curés *sont les vraies bases qui soutiennent l'Eglise & la maintiennent en honneur*. Il ne disoit pas cela des Evêques, il sçavoit trop ce qu'ils sont & ce qu'ils font.

Ce témoignage rendu publiquement aux Curés dans la salle de Bourbon par le Cardinal de Richelieu, en présence du Roi, de la Reine sa mère, de toute la Cour, du Conseil du Roi, des trois Etats du Royaume, & d'un monde de personnes de tout sexe, imprimé l'an 1615. dans le procès-verbal de la Chambre ecclésiastique des Etats généraux de cette année-là, inséré dans le Recueil des affaires ecclésiastiques du Clergé l'an 1636. to. 1. pag. 430. im-

bus hominibus qui ad eorum Ecclesiam pertinent per omnia curam gerant, &c. si infirmitate depressus fuerit, ne consilio atque oratione Sacerdotali, nec unctione sanctificationis per ejus negligentiam careat. Conc. Aquigr. 2. sub. Ludov. Imp. part. 3. cap. 5.

(a) Quoniam Parochialibus Presbyteris Curam animarum habentibus, specialiter & precipue commissa est Cura animarum statuiamus, &c. Conc. Arlat. 1275. can. 21.

(b) Fratres charissimi, sacerdotes, & cooperatores nostri, novit fraternitas vestra... Nos Pastores vestros esse, vos autem animarum vobis commissarum: Nos de vobis, vos autem de plebibus vobis commendatis, Domino nostro Jesu-Christo rationem esse reddituros. Pontif. Rom. tit. de Ord. synodi.

(c) Ordonnances synodales de Vannes l'an 1693. art. 1. n. 5.

(d) Tertius agit annus, Rectores Ecclesiarum optimi & fratres in Christo & compresbyteri charissimi, &c. cum autem ad proprias Ecclesias reversi fueritis obtestor vos... ut curetis fieri obsecrationes... pro me Pastore

hujus Ecclesie Redonensis cujus gubernacula singula mecum unà tenetis, &c. Aymar Hennequin Ep. Redon. in orat. synodal. an. 1558.

(e) Il semble que donner une Abbaye à un gentil homme lay, ou la mettre ès mains de quelqu'un qui soit de religion contraire à la nôtre, soit chose qui porte peu de prejudice à l'Eglise: cependant il est vrai, & aisé à connoître que la perte & la ruine viennent de là, en tant principalement que la présentation de la plus grande part des Cures de la France est annexée aux Abbayes: Ce qui fait qu'étrant possédés par personnes de ces conditions, il est presque impossible d'avoir de bons Pasteurs, qui toutefois sont les vraies bases qui soutiennent l'Eglise & la maintiennent en honneur. Extrait de la Remonstrance au Roi, par le Clergé de France, prononcée le 25. Février 1615. à la clôture des Etats par le Cardinal de Richelieu, lors Evêque de Luçon, à l'article où le Clergé remontre que les Abbayes sont données à des Gentils-hommes laïques ou de la Religion reformée.

primé de nouveau par ordre des Evêques de l'an 1649. chez Vitré l'an 1650. & déposé dans les archives du Clergé, aussi par ordre des Evêques, est par tous ces endroits plus durable que s'il étoit gravé sur le marbre & sur le bronze.

Les bons Pasteurs prennent rang parmi les Curés, & ils sont les vrais bastes qui soutiennent l'Eglise & la maintiennent en honneur. Les Evêques au pied du trône l'ont avoué publiquement l'an 1615. ils ne l'avoient pas encore oublié l'an 1649. mais aujourd'hui qu'ils veulent des Curés à fonctions preciaires. & de bon plaisir, & être les seuls vrais Pasteurs de leurs Diocèses, ils ne s'en souviennent plus, & ils ne voyent pas que portant ainsi le coup pour sapper les *vraies bastes de l'Eglise*. (les Curés) ils la font écrouler de toutes parts, & la donnent en proie à ses ennemis.

Les actes de l'Eglise de Tarentaise, *lib. 1. c. 2.* nous apprennent que l'Evêque ne peut gouverner actuellement les Paroisses de son Diocèse, c'est-à-dire n'y peut faire les fonctions curiales, mais qu'il les gouverne en puissance *habitu*, sans y venir à aucun acte. (a) Il n'a donc pas droit d'y agir par députés & commissaires aussi prochainement & aussi immédiatement que les Curés qui sont *actu* par état & établis de droit divin comme Gerson l'enseigne, pour agir, faire les fonctions hierarchiques, instruire & administrer les Sacremens. *Curati de jure divino & communis possunt opera hierarchica exercere, arguere, docere, predicare, perficere, Sacramenta ministrare.* L'Evêque ne peut donc par cette raison leur donner des coopérateurs & des Ministres. qu'ils n'agrèent pas, ni comme le propre Prêtre de la Paroisse, & en qualité de Curé y administrer les Sacremens, quoiqu'en quelques rencontres qui sont rares, il le puisse en qualité de Prêtre commun du Diocèse.

Il est de notoriété & de fait que les Evêques ne se livrent point à de pareils soins, & que si on leur demandoit, ou à leurs grands Vicaires, quelques fonctions curiales, comme un devoir de leur charge, ils vous répondroient: N'avez-vous pas un Curé qui vous les doit? Allez à votre Joseph, *sic ad Joseph*, à celui que la Providence a chargé de pourvoir à vos besoins spirituels. Tant l'on est convaincu que Dieu a dit à chaque Curé en l'établissant, ce que Pharaon dit autrefois au Patriarche Joseph: *Tu eris super domum meam. & ad tui oris imperium cunctus populus obediet... Ego sum Pharaon, absque imperio non movetis quisquam manum aut pedem in omni terra.* Je vous établis pour prendre la conduite de ma maison dans cette Paroisse; le peuple obeit à votre parole: Je suis le Seigneur, personne n'aura de fonction dans la Paroisse que sous vos ordres. Cela doit être ainsi, & l'on a toujours cru que le bon ordre le demandoit; autrement un Evêque seroit le Curé ou le Pasteur universel de son Diocèse, & il s'ensuivroit que tous les autres, chargés du soin des ames, ne seroient point véritablement Curés ni Pasteurs, mais de purs mercenaires ou des voleurs. S'il y a un Evêque qui soit universel dans l'Eglise, dit S. Gregoire Pape, (b) il s'ensuit que tous les autres ne sont point Evê-

(a) *Episcopus omnium Parochiarum habitu Rector, eas actu gubernare non potest. Ad. Eccl. Tarentasem. lib. 1. cap. 3.*

(b) *Vobis subalternatur, quod alteri plurquam ratio exigit, præbatur. Ego enim non verbis quæro prosperari, sed moribus, nec*

ques. De même s'il y a un Pasteur, un Curé qui soit universel dans un Diocèse, il s'ensuit que tous les autres ne sont ni Pasteurs, ni Curés. S. Gregoire ne pouvoit souffrir qu'on le flatât d'une chose semblable; car si nous ne conservons, dit-il ailleurs, la juridiction à chaque Evêque, que faisons-nous autre chose que de confondre l'ordre de l'Eglise, que nous sommes obligés de garder. Il en est ainsi lorsqu'un Evêque entreprend sur les fonctions & les devoirs d'un Curé, il ne fait autre chose que de troubler l'ordre de l'Eglise qu'il est tenu de conserver. S. Gregoire qualifie de Prêtres précurseurs de l'Antechrist, de pareils ambitieux.

Zerola remarque que c'est une coutume observée par les Evêques d'Italie où il étoit lui-même Evêque, de mettre dans l'approbation des Reguliers, qu'ils ne confesseront point hors de leur Monastère, qu'avec la permission du Curé. Il ajoute que ce règlement est très-bon, parce que la charge des âmes appartenant aux Curés, il est important qu'ils sçachent qui sont ceux qui administrent les Sacramens dans leurs Paroisses. *In licentis (Religiosis) Solet apponi, in Ecclesiis suorum Monasteriorum. Et extra: Cum licentia Parochi: quod est optimum, ad hoc ut Parochi sciant infirmos sue Parochie, & qui nam administrent Sacramenta in Parochia sua, tunc quia omnis animarum ad se pertinet.* Zerola 1. part. Prax. Episc. 5. *Confessores. n. 1.*

La même chose est observée en France, au moins en beaucoup de Diocèses, dans les approbations que les Evêques donnent aux Prêtres seculiers & reguliers. Revenons à l'origine, & examinons pourquoi la clause, *avec le consentement du Curé*, a été mise dès le commencement dans les approbations & a été continuée jusqu'à présent, universellement dans tout le Royaume. Ne seroit-ce point parce que les Evêques ont trouvé le consentement des Curés nécessaire, ou fortement établi par la coutume & le droit ancien, & parce qu'ils l'ont regardé ou comme une condition sans laquelle les Prêtres, qu'ils approuvoient ne pouvoient confesser par défaut de legitimes sujets, ou comme la suite d'un accord qui mettoit fin aux contestations entre les Evêques & les Curés, qui laisse aux premiers d'accorder l'approbation, ou de

honorem esse deputo, in quo fratres meos honorem suum perdere cognosco. Meus honor est, spiritum meorum solidis viris. Tunc ego vero honoratus sum, cum singulis quibusque honor debitus non negatur. Si enim universalem me Papam vestra sanctitas dicit, negat se hoc esse, quod me faceret universum. Sed absit hoc. Recedant verba, quæ vanitatem inflant & charitatem vulnerant. S. Greg. lib. 7. ep. 30. *in d. 1. & Refertur Dist. 99. c. 5.*

Sed quia hoc jam, ut videmus, mundi hujus termino propinquante, in præcurfione sua apparuit humani generis inimicus, ut ipsos qui ei contradicere bene ac humiliter vivendo debeuerunt, per hoc suspectum vocabulum præcursores habeat Sacerdotes: hortor atque suadeo ut nullus vestrum hoc nomen aliquando

recipiat, nullus id consentiat, nullus scribat, nullus ubi fuerit scriptum admittat, vel subscriptionem suam adjiciat, sed sicut omnipotentis Dei ministros decet. Integrum se ab hujusmodi venerata infectione custodiat, & callido insidiatori in se locum non præbeat, quoniam & hoc in totius Ecclesiæ injuriam ac discensionem, & sicut diximus, in omnium vestrum despectum fit. Nam si unus, ut putat, universalis est, restat ut vos Episcopi non sitis. Idem, lib. 7. epist. 70. *Ind. 2.*

Nam si sua unicuique Episcopo Jurisdictione non servatur, quid aliud agitur, nisi ut per nos, per quos ecclesiasticus custodiri debuit Ordo, confundatur. Idem, lib. 9. ep. 32. *Grat. 11. q. 2. c. 39.*

connoître de la capacité, & aux autres de donner la juridiction.

L'on est convaincu de ce que je dis ici, lorsqu'on lit le cahier des Remontrances de la Chambre du Clergé dans les États généraux de l'an 1614. & 1615, présenté au Roi le 23. Février 1615. car si les Evêques demandent au Roi dans leur cahier, au titre *Reglement spirituel art. 28.* qu'aucun Prêtre ne confesse dans les Diocèses sans approbation de l'Evêque, ils le prient également d'autoriser que les Prêtres approuvés de l'Evêque, ne fassent aucune fonction de leurs Ordres dans les Paroisses sans la permission des Curés, c'est-à-dire, n'y confessent point; confesser étant une fonction d'Ordre, à moins que le Curé n'y consente.

“ N'entreront ledits Prêtres ainsi approuvés, porte le cahier, dans aucune Eglise pour y faire les fonctions de leurs Ordres, si premierement ils n'ont “ le consentement du Curé ou supérieur de ladite Eglise. » (*)

Ce temperament est très-sage, il conserve la paix entre les Evêques & les Curés. Les Evêques ont beaucoup gagné par là, les Curés ne perdent presque rien, & quand l'on demeure précisément dans les termes du traité, il en revient un bien à l'Eglise, lequel ne permet point aux uns & aux autres de s'y refuser. Le salut des peuples depend beaucoup des Confesseurs, ont dit les Evêques aux Curés pour les porter à accepter le changement que l'on a fait dans la discipline; vous sçavez que le choix des Confesseurs est important, & que le premier Pasteur d'un Diocèse, un Evêque, a plus de secours & d'autorité pour le faire. Vous pouvez choisir dans le grand nombre de ceux que l'on approuve dans un sérieux examen & vous servir de ceux qu'il vous plaît, & si l'on donne quelque approbation particulière, l'Eglise vous laisse la liberté d'employer ceux à qui on la donne, puisqu'aucun Prêtre approuvé ne doit confesser vos Paroissiens dans vos Paroisses que de votre consentement.

Voilà la raison la plus plausible & la plus précise de l'usage observé dans le Royaume & ailleurs dont je viens de parler, de mettre dans les approbations, que le sujet n'est approuvé pour confesser dans une Paroisse, que du consentement du Curé, *Ex consensu Parochi.*

C'est abuser manifestement des termes, lorsqu'on pense que la clause *Ex consensu.* est de stile & ne signifie rien, ou qu'elle n'est que de bienfaisance.

(*) M. Fagon Evêque de Vannes se renvoie à ces termes dans les approbations qu'il donnoit aux Prestres séculiers & réguliers, comme on le voit dans les formules suivantes.

Antonius Fagon misericordie Divina Episcopus Venetensis, Regi à sanctioribus Consiliis, &c. Facultatem impertimur magistro Francisco N. è Parochia de N. nostræ Diocesis Presbytero capaci & idoneo reperto excipiendo Confessiones Fidelium in hac Diocesi eoquæ à peccatis (exceptis casibus nobis reservatis) absolvendi de Consensu Rectorum, vel Superiorum locorum, presentibus ad proximam usque visitationem valituris dum-

modo tamdiu prædictæ Parochiæ addictus remaneat. Sciat vero se hoc instrumento non accipere licentiam excipiendo Confessiones Monialium. Datum anno Domini, &c. in cursu visitationis Episcopalis in Parochia, &c.

Les approbations des Réguliers sont en ces termes :

Antonius, &c. *ut supra.* Facultatem impertimur fratri Angelo de... Ordinis Capucinorum domus, & nostræ Diocesis, Presbytero capaci & idoneo, &c. *ut supra.* Presentibus ad proximam usque visitationem valituris, dammodo prædictæ domus addictus remaneat, &c. :

Elle est certainement, soit qu'on l'exprime, soit qu'on la sous-entende, la condition à laquelle nos anciens Curés ont laissé insensiblement l'approbation de la capacité de leurs Vicaires & de leurs Prêtres à l'Evêque. Et il me paroît sans difficulté que pour rendre à chacun ce qui lui appartient, les approbations doivent régulièrement être ainsi limitées & conçûes, & les Curés être maintenus dans la liberté de se servir pour leurs Paroissiens des Prêtres approuvés ou de les remercier; autrement que deviendra leur droit si reconnu dans l'antiquité, de pouvoir commettre leur juridiction, auquel le Concile de Trente n'a point voulu toucher. Mais pour en venir à l'exécution, il y auroit à régler, qu'il y eût dans les Diocèses un nombre suffisant de Prêtres capables approuvés [*] & que tous ceux qui sont capables fussent approuvés, afin que les Curés pussent choisir des Vicaires & des Confesseurs idoines pour leurs Paroisses, & que ceux qui se seroient fixés à un lieu, ne le quittassent pas légèrement. L'on ne peut satisfaire autrement aux véritables intentions de l'Eglise, ni entrer dans son esprit & suivre parfaitement ses dispositions.

§. XII. Le consentement du Curé est nécessaire pour confesser dans une Paroisse. *Sentimens des Theologiens.*

Robert Sorbon dans le treizième siècle, enseigne positivement que le consentement du Curé est nécessaire pour pouvoir se confesser à un autre Prêtre; que si le Curé refuse son consentement, on doit se confesser à lui, & qu'après en avoir été absous, on peut consulter un autre. *Quærat ergo confitens bonum Confessorem & sapientem... licentiam tamen confitendi alii Sacerdoti sapientiori capiat à suo Sacerdote. Aliud enim ex contemptu vel odio proprium Sacerdotem fugere, aliud Ecclesiam vitare. Si vero nolueris licentiam dare, confiscatur ei & absolvatur. Tunc quemcumque volueris peccator confessorum consulere poterit. (a)*

Albert le Grand tient aussi, quoiqu'il soit du sentiment que le Pape donne la juridiction aux Evêques & que les Evêques la donnent seuls dans leurs Diocèses, que les privilègiés du Pape & les nommés de l'Evêque pour confesser, ne peuvent exercer leur pouvoir sans la permission du Curé. (b)

(*) Il n'y a pas long-tems que plusieurs Curés autrement Recteurs d'un des Diocèses de la Province de Br. formèrent le dessein de faire remontrance à leur Evêque M. de.... que l'on n'instruisoit point à son Seminaire, & que les Prêtres qu'on approuvoit & qu'on leur donnoit pour Vicaires, étoient la plupart tout-à-fait ignorans. Le Supérieur du Seminaire & grand Vicaire, para le coup, en promettant que l'on auroit attention à envoyer dans les Paroisses, des Vicaires plus capables. Il est à noter que les Recteurs complainans n'étoient pas de ceux que le grand Vicaire qualifie du nom odieux de Jansenistes, c'étoient ses amis mêmes. Il faut que le mal soit bien grand dans

ce Diocèse, rempli il y a trente ans d'excellens sujets pour toutes les fonctions ecclésiastiques. La source du mal est facile à trouver. *Vaticinatur in nomine meo; dit un Prophète, non misi eos, & non præcipi eis neque locutus sum ad eos. Ec. Jer. 14. 14. Cum ego non misissem eos, nec mandassem eis qui nihil profuerunt populo huic, dicit Dominus. Jer. 23. 32. Ce n'est point Dieu qui les envoie, mais leur ambition qui les met en place.*

(a) Robertus de Sorbona, *Serm. de Conf. Hist. Univ. Paris. to. 3. p. 233. & Biblioth. tr. to. 2. p. 5.*

(b) Dicendum... quod si aliquis de licentia Sacerdotis confitetur alicui... Sacerdoti.

S. Raimond paroît dire la même chose. (a) Deux choses sont donc requises selon Albert & S. Raimond, dans les Confesseurs donnés aux Paroisses : savoir l'approbation de l'Evêque & le consentement du Curé ; de manière que si l'une des deux manque au Confesseur, il ne donne selon Albert le Grand & S. Raimond, que des absolutions nulles ou fort douteuses. Albert veut même, (b) tant il reconnoissoit le canon *Omnis utriusque sexus*, favorable aux Curés, que lorsque les Penitenciers du Pape ou de l'Evêque confessoient quelque Paroissien ils le renvoyent pour quelques cas à son Curé, autrement qu'ils pechent grièvement.

S. Thomas (c) dit qu'il est bon que les Penitenciers & tous ceux qui confèssent par commission de l'Evêque, exhortent & pressent leurs penitens de confesser de nouveau à leur propre Curé, les pechés dont ils se sont confessés sans son consentement au Penitencier & aux delegués.

bus non renetur confiteri. Si autem confiteatur alii Coadjutori ordinato ipsi Sacerdoti à superiore, & non de licentia Sacerdotis, quod ipse tenetur etiam proprio Sacerdoti confiteri, nec ille debet ei imponere penitentiam nisi indicando ei quod quam citius poterit, se proprio exhibeat Sacerdoti, &c.

Licentiam dando privatus est sua Jurisdictione . . . secus autem esset si alius daret licentiam Prelatus Sacerdotis, quia ille nec intendet impedire Jurisdictionem Sacerdotis, nec etiam eximere subditum Sacerdoti à potestate sua, &c. si sufficeret aliteris quam Proprii Sacerdotis licentia, tunc posset oriri periculum, &c.

Hac autem quæ dicta sunt, intelligenda sunt de eo tantum qui habet auctoritatem imponendi penitentias à superiore, Episcopo scilicet vel Legato, vel Papa, quia ad alium eundem non potest dare Sacerdos proprius licentiam. Et causa hujus est, quia licet Sacerdos posset subditum relaxare ut alii confiteatur, non tamen potest transferre Jurisdictionem in eum qui habet alas ligatas, sed superior tantum, & ideo licet subditus in tali casu posset alii confiteri, non tamen quilibet alius potest eum audire, &c.

Ordo datur bene extra Ecclesiam, ramen in forma Ecclesie, sicut & Baptismus Sed non sic est de Confessione in qua non imprimitur character, & est sibi actus hominis penitentis, & ideo non valet nisi coram Ministro proprio, vel eo qui licentia Superioris & consensu Sacerdotis habet vicem proprii. Albertus in 4. Diff. 17. art. 42.

Privilegiatus debet inducere subditos, ut sibi confiteatur de conscientia & licentia sui Sacerdotis, si autem Sacerdos hoc malitiose

impedire veller, non posset, quia in hoc non tenetur subditi sui ei obedire. *Idem ibid. art. 42.*

(a) Item posito quod alicui data est ab Episcopo potestas, non propter hoc potest judicare Parochianos alterius, quia non debet mittere falcem in messem alienam. c. 9. q. 2, per totum. Tenetur ergo peccatis confiteri proprio Sacerdoti. de Penit. diff. 6. c. Placuit de Penit. c. Rem. c.

Omnis utriusque. Fallit regula supra dicta in quinque casibus in quibus potest, cui est data potestas imponendi penitentias in aliena Parochia ab Episcopo audire Confessiones aliorum Parochiani videlicet, &c. Item si petiit & obtinuit licentiam à Sacerdote suo, &c. S. Raimond. lib. 3. tit. 24. de Penit. tit. 412. Edit. Lugdun. 1718. apud Anisson & Posuel.

(b) Propter Officium pastorale & reverentiam Sacerdotum, & quia non est detrahendum eis coram subditis, videtur quod absolvens privilegiatus deberet injungere confessio sibi quatenus ad minus in generali ostendar se proprio Sacerdoti si Pastor est, vel etiam perpetuus Vicarius. Albert magnus, in 4. diff. 17. art. 44.

Etiamsi confiteatur Penitentiariorum superioris, adhuc utile est ne Penitentiariorum dissolvat ordinem Ecclesie & officii Sacerdotum ut in aliquo remittat eum ad proprium Sacerdotem, & eaderem graviter peccare Penitentiarium qui hoc non faceret, &c. *ibidem*.

(c) Etiamsi aliquis confessus fuerit Penitentiariorum Episcopi aut alteri ab Episcopo commissionem habenti, tamen bonum est ut qui nomine Episcopi audit Confessiones inducat penitentem ad confitenda proprio Sacerdoti eadem illa peccata quæ sibi confessus est. S. Th. in 4. sent. diff. 17. q. 3. a. 3. dub. 3. ad 4.

S. Raimond (a) & S. Bonaventure, (b) conseillent la même chose & obligent celui qui s'est confessé à un autre qu'à son Curé sans sa permission, de se confesser de nouveau à lui, s'il l'exige.

Gerson pieux & excellent Theologien assure (c) qu'il est plus avantageux, *ceteris paribus*, de se confesser à son Curé qu'à tout autre. Les Religieux qui sont approuvés, n'ont-ils pas la puissance d'absoudre? Gerson ne le nie pas; mais il vaut mieux, ajoutez-il, il est plus sûr, il est selon le droit d'avoir au moins l'agrément du Curé pour se confesser à un autre. Attachez-vous au certain, laissez l'incertain, suivez la justice & honorez l'institution ancienne des Paroisses. Les Reguliers (il en est de même de tous les autres Prêtres) ne sont reçus à travailler dans les Paroisses que pour l'édification & non pas pour la destruction; ils sont des aides donnés aux Curés, des aides qui doivent soulager les Curés dans la nécessité; mais qui nuisent aux Paroisses & qui exposent leur propre salut, s'ils prennent emploi contre la volonté d'un Curé appliqué à ses devoirs, & s'ils s'efforcent de diminuer par cette entreprise la juridiction ordinaire qu'il a dans sa Paroisse.

Le même Gerson dans un autre ouvrage, tient absolument qu'aucun privilégié ne doit entendre les Confessions dans les Paroisses sans la permission & le consentement du Curé, ainsi qu'il est porté par la Decretale, & que le droit de confesser les Paroissiens ou de leur nommer des Confesseurs, appartient tellement aux Curés, que le Pape ni aucun autre ne doit pas les en priver contre leur consentement. (d)

(a) Item consulo quod in omni casu, scilicet in quo aliquis potest audire Parochianum alterius consistentem dicat ei, quod cum poterit confitear Parochio suo, cui antea si potest, vel saltem post, debet se ipsum manifestare. *De Penit. dist. 6. Placent. S. Raimond. lib. 3. tit. 14. de Penit.*

(b) Secundum intentionem privilegii Sacerdotes parochiales jure suo non privantur. Immo faciendum est semper quod a suis parochianis debita eis reverentia exhibeatur... Si parochianus non habet excusationem, & ipso existente nolit confiteri, vix et ceterum talem personam esse vere penitentem, ideo omnibus sanum consilium est, quod remittant ad proprios Sacerdotes, ut si non sint contenti illa confessione, iterum audiantur. S. Bonavent. in 4. dist. 17. q. 2. ——— L'éditeur des ouvrages de S. Bonaventure à Mayence l'an 1609. pag. 232. apostille: *Hæc opinio nunc non tenetur, contra illam est consuetudo.* C'est là nous dit qu'autrefois on avoit suivi le sentiment de S. Bonaventure, & que les modernes le rejetoient.

(c) Ceteris paribus melius valet confessio Curato suo... non dico Religiosos non habere

potestatem, sed bonum est & tutius saltem habere facultatem & veniam à Curato. . . Ideo omni jure decet, ut saltem ab eo habeat licentiam... Tene certum & dimitte incertum. Æquitatem sequere, honora antiquitatem Parochialis Ecclesiæ, ad cujus ædificationem non autem destructionem postea admissi sunt mendicantes ut sint condutores & minus principales ordinati ad Curatos ipsos, quos in necessitate adjuvare possint & debeant: non autem contra voluntatem & in diminutionem ordinariæ jurisdictionis aut in manifestum damnum Parochiatum se temere intromittere, quoniam & hoc esset contra charitatem & contra salutem propriarum animarum ipsorum mendicantium. *Gers. serm. alio de Conceptione.*

(d) Ad Curatos pertinet jus audiendi confessiones aut providendi ut audiantur, & commitendi si Presbyter non est, aut si minus sufficiens. Sequitur Papam aut alterum non debere asserre istam potestatem aut jus ipsi Curatis absque eorum placito & voluntate, saltem expediens non est. Sequitur nullum privilegium confessionem audire debere in loco Parochialis Ecclesiæ absque consensu & facultate Curati, sicut etiam dicit Decretalis &c. Sequi-

L'Evêque, dit encore le celebre Chancelier de l'Université de Paris, n'a pas moins le pouvoir d'établir des Confesseurs pour l'aider dans son Diocèse, que le Curé d'en établir dans sa Paroisse; mais comme cet établissement de la part de l'Evêque tend à diminuer la juridiction des Curés, Gerfon avertit les Evêques de prendre garde de ne point troubler la hierarchie ecclesiastique, en ôtant directement ou indirectement aux Curés leur pouvoir, quand ils ne sont point en faute, & qu'il n'y a pas de cause manifeste pour en agir de la sorte. (a)

Les Religieux Mandians, dont les efforts contre la juridiction Curiale avoient été fort inutiles jusqu'alors, tenterent l'an 1409. de faire du changement dans la discipline; & pour y réussir, ils obtinrent d'Alexandre V. qui avoit été Cordelier "une Bulle, [a] dit Montrelet, (a) laquelle ils ap-
"porteront à Paris, contenant moult de nouvelles, desquelles ils n'avoient
"pas accoutumé d'user. Et étoit la conclusion telle : Finalement, que les
"dixmes & autres choses comme les oblations des Eglises leur devoient
"mieux appartenir qu'aux Curés & que proprement ils sont Curés, parce
"que ceux qui se confessent, ne sont tenus d'eux confesser à leurfd. Curés,
"& ce prêcheront publiquement parmi Paris. „

Et les autres de ladite Université (de Paris) prêchoient le contraire, & par ainsi fut audit lieu de Paris en tems de Karesme grand discord & dissension entre icelle Université. Mais assez brief après, les Jacobins, comme les plus sages des autres renoncèrent à ladite Bulle & jurèrent & promirent
"que jamais n'en useroient. „

Le Moine de S. Denys, ou l'Historien anonime de la vie du Roi Charles VI. liv. 29. c. 10. nous apprend que l'Université, que l'on voyoit autrefois soutenir avec beaucoup de fermeté contre tous & en toutes rencontres la nécessité du consentement des Curés pour confesser leurs Paroissiens, députa quelques Docteurs à Pise ou Alexandre V. tenoit sa Cour, & d'où le 4. des ides d'Octobre il dattoit sa Bulle *Regnans in calis*. Les députés la lurent en original, & comme le Pape y assuroit l'avoir expédiée du consentement & par l'avis des Cardinaux, ils crurent les devoir visiter pour sçavoir la vérité du fait, & tous les assurèrent n'y avoir aucune part. Ainsi l'on apprit que quand on lit dans une Bulle : *Et ce, du consentement & de l'avis, &c.* il y a souvent plus de formule que de vérité dans ces termes.

cur Curatos obligari ad audiendas confessiones suorum Parochianorum aut procurare ut audiantur &c. Idem, *serm. ad populum Parisi. ex parte Universit. super facto Bulla mendicant. an 1410. nov. edit. to. 2. p. 413. antiqua tom. 4.*

(a) Episcopus non minus habet auctoritatem constituendi coadjutores in sua Diocesi quam Parochus in sua Parochia. Caveat tamen Episcopus perturbare ecclesiasticam Hierarchiam tollendo directè vel indirectè potestatem Curatorum absque culpa eorum vel causa manifestata. *Gerfon. in regul. moralib. 5. de Paris. num. 4. nov. edit. to. 3.*

(*) La Bulle *Regnans in Calis*. d'Alexandre V. se trouve dans l'Histoire de l'Université de Paris tom. 5. an. 1409. pag. 196. dans le Moine de S. Denis Auteur de la vie de Charles VI. to. 1. pag. 710. de l'Edit de M. le Laboureur Historiographe de France En Waddingue tom. 5. des annales des Freres Mineurs pag. 16. an. 1409. dans l'Auteur de la réponse au sermon de Gerfon contre les Religieux Mandians à l'occasion de cette Bulle, chap. 2. & ailleurs.

(b) Montrelet, Histoire de Charles V. I.

Les Deputés de retour à Paris firent leur rapport, & l'Université s'étant assemblée jugea & prononça que la Bulle *Regnans in cælis*, d'Alexandre V. où ce Pape declare que le consentement du Curé n'est pas nécessaire pour entendre les Confessions de ses Paroissiens, quand ils se confessent aux Religieux Mandians, étoit scandaleuse; qu'un réscrit de cette sorte renfermoit un abus intolérable, ne devoit point avoir lieu, si l'on vouloit maintenir l'ordre établi dans l'Eglise; qu'un Bref de cette nature étoit de mauvais exemple, troubloit la paix & l'union, détruisoit l'Ordre hierarchique, étoit subreptic, & qu'on devoit en appeller. *Videtur quod sit scandalosa, turbativa pacis & concordia, subversiva Ordinis hierarchici Ecclesia, subrepticia, placeat formare appellationem, &c. Dicimus ergo sub omni reverentia sanctæ Sedis apostolicæ & sedentis in ea summi Pontificis ac totius Ecclesiæ quod tenor illius copiam videtur nobis primum intolerabili, dehinc totius ecclesiastici status turbativum & ita demum dicimus adversus tales abus provisione celeri & salubri opus esse, &c. (a)*

Le Roi (b) à la requisiion de l'Université fit aussi-tôt publier & afficher aux portes des Monasteres des Freres Mineurs, qu'il étoit descendu à tous Prêtres & Curés sous peine de saisie de leur temporel de permettre aux Franciscains & aux Augustins de prêcher & de confesser. (c) L'Edit ne parle point des Freres Prêcheurs & des Carmes, c'est qu'ils avoient renoncé aux avantages que la Bulle d'Alexandre V. leur accordoit. La dispute s'échauffa si fort pour la nécessité du consentement du Curé pour confesser ses Paroissiens, que le Pape Jean XXIII. se vit obligé pour retablir la paix & contenter l'Université, de revokeur par sa Bulle *In Apostolica Sedis specula*, du 5. des Calendes de Juillet, (d) la Bulle *Regnans in cælis*, d'Alexandre V. & de remettre les choses au même état qu'auparavant, c'est-à-dire, de laisser les fideles dans l'obligation de se confesser de nouveau à leur Curé ou au Prêtre qu'il leur nommoit quand ils s'étoient confessés à d'autres sans son consentement & sa permission.

On parla encore de cette affaire au Concile de Constance & ensuite à celui de Bâle; l'Université leur demanda la revocation de la Bulle *Regnans in cælis*, sans pouvoir l'obtenir, nous dit Major, (e) peut-être parce que la revocation que Jean XXIII. en avoit faite, parut devoir suffire.

La même Université, l'an 1452. sur les plaintes & à la priere de l'Archevêque de Rouen Raoul Roussel, arrêta les Theses de frere Jean Bar-

(a) Cesura Bullæ *Regnans in cælis*, Alexandri V. pro Mendicantibus. Inter opera Gerfooi nov. edit. tom. 2. pag. 442.

Fuit opinio antiquorum & Glossatorum & Doctorum per proprium Presbyterum, Curam intelligi eum qui administrare debet Sacramenta. Nota quod si oon eo modo intelligatur una Propositionum Bullæ oovissime condemnata tanquam hæretica, esset vera, &c. Gerfon. ferm. in Bullam *Regnans in cælis*. Lisez tout le sermon *ibid.* pag. 431. & les nouveaux Memoires du Clergé tom. 6. pag. 1320. &c.

(b) Il paroit par cet endroit, que la permission qui se prend aujourd'hui de l'Evêque, pour

prêcher & confesser. Edit de 1695. art. XI. se prenoit autrefois du Curé, & que le Roi les soutenoit dans ce droit.--- Voyez le Moine de S. Denis, vie de Charles VI. liv. 29. ch. 10.

(c) Voyez la Bulle de Jean XXIII. *In apostolica sedis specula*. Hist. Univers. Paris. tom. 5. pag. 204.

(d) Alexander V. manu tenuit Clementinam *Dudum*. Addendo aliqua in sua extravagante, quæ incipit: *Regnans in cælis*. Quæ extravagans fuit petita revocari in Concilio Constantiensi & Basiliensi, sed oihil obtentum. Joannes Major in 4. sent. dist. 17. q. 7. *Concl.* 2. in fin. §. circa 1. & 5. *Conclusiones*.
Ecc

thelemi gradué licentié, (a) jusqu'à ce qu'il eût révoqué cette proposition qu'il avoit avancée & prêchée dans la ville de Rouen pendant le Carême de l'an 1451. al. 1452. "Les Paroissiens peuvent librement & sans la permission de leurs Curés, se confesser aux Réguliers admis par les Ordinaires, & en recevoir l'absolution sans obligation de se confesser de nouveau à leurs Curés." *Parochiani possunt libere se Atendicantibus per Ordinationem admissis confiteri absque Curatorum licentia & alii eos absolvere, nec prima peccata Atendicantibus confessa, ipsis Curatis iterum confiteri tenentur.*

On croyoit donc dans ce tems que le Régulier admis, approuvé & reconnu capable par l'Evêque, n'avoit point encore de matière pour exercer sa capacité; que l'Evêque n'avoit point la juridiction première & immédiate sur les Paroissiens des Curés; que le Curé donnoit la juridiction aux approuvés de l'Evêque, & que quelque approuvé que l'on fût de l'Ordinaire, on ne pouvoit confesser sans le consentement du Curé. Les Evêques du Royaume & l'Université de Paris le pensoient ainsi l'an 1452.

Nicolas V. sur la fin de son Pontificat à l'exemple d'Alexandre V. crut pouvoir accorder aux Réguliers d'entendre les Confessions des Seculiers & de les absoudre sans le consentement de leurs Curés. L'Université de Paris l'an 1456. (b) censura la Bulle *Gregis nobis crediti*. (c) de Nicolas V. avec les mêmes qualifications dont elle avoit au commencement du siècle fleuri la Bulle *Regnum in cælis*. d'Alexandre V. Le Concile provincial de Normandie, l'Evêque de Paris & le Synode diocésain se joignirent à l'Université (c) & sollicitèrent si vivement Caliste III. successeur de Nicolas V. qu'il révoqua la Bulle *Gregis*. de son prédécesseur (d) dans les articles où elle étoit contraire aux droits des Curés & à la Clementine *Dudum*. Les Religieux Mandians de Paris souscrivirent à cette révocation, promirent & jurèrent de ne solliciter

(a) Histoire de l'Université de Paris tom. 5. pag. 601.

(b) Noverint universi quod anno 1456. die Sabbatiz. mensis Maii Alma Universitate studii Parisiensis apud S. Mathurinum solemniter congregata & specialiter convocata ad audiendum lecturam copiz ejusdem Bullæ (Nicolai V.) per quosdam Fratres de Ordine Carmelitarum Officiali Parisiensi præsentatæ. Inter cætera conclusum extitit unanimiter ipsi auditis quod displicebat impetratio hujusmodi Bullæ & videatur quod sit *scandalosa*, turbativa pacis & concordiz, subversiva Ordinis Hierarchici Ecclesiæ ac subreptitia. Placeat formare appellationem, præsertim in quantum derogat hujusmodi Bulla Juri communi, Decretali *Omnis viriisque sexus*. & Clementinz *Dudum. de sepulturis*. Dictæ Appellationi Generali, Carmelitarum & ceteris Mendicantibus, Domino Episcopo Parisiensi & aliis DD. Prelatis Ecclesiarum rescribatur, Universitatibus regni & extra regnum, summo Pontifici, ceteris Prelatis

Ecclesiæ ac etiam Dominis temporalibus. Convocentur Mendicantes ad Universitatem die Lunæ proxima congregandam, visuri suas privationes si dictæ impetrationi renunciare noluerint & impetrare revocationem ipsius in quantum præjudicat & derogat Decretali *Omnis viriisque sexus*. & Clementinz *Dudum. de sepulturis*. & habeant ponere ipsam Bullam penes Universitatem, &c. Datum in nostra Congregatione Generali solemniter celebrata loco, anno, die & mense quibus supra. *Hist. Univ. Paris* to. 5. p. 601.

(c) Le Concile de Normandie de l'an 1456 dont l'Histoire de l'Université de Paris tom. 5. p. 601. fait mention, est inconnu à Dom Belsin Editeur des Conciles de Normandie & aux autres Editeurs.

(d) La Bulle *Gregis nobis crediti*. de Nicolas V. est semblable à la Bulle *Regnum in cælis*. d'Alexandre V. & est insérée dans la Bulle de Caliste III. *Ad perpetuam rei memoriam*, *Nicolas. Hist. Univ. Paris. tom. 5.*

jamais de Bulles semblables à celle de Nicolas V. & de ne s'en point servir, c'est-à-dire, de ne point confesser les fideles sans le consentement de leurs Curés. Mais le General des Dominicains ayant désavoué ses Religieux, Caliste III. en prit occasion de revoquer sa Bulle & de rétablir celle de Nicolas V. en faveur des Reguliers. Tant de tentatives des souverains Pontifes & des Freres ne mirent pas leurs affaires en meilleur lieu; car Frere Jean d'Angeli, de l'Ordre des Freres Mineurs, ayant prêché l'an 1482. à la Cathédrale & dans deux Paroisses de la Ville de Tournay, ces deux Propositions: (a)

1. *Les Freres Mineurs présentés à l'Evêque & admis, sont les propres Prestres & les véritables Curés, & plus véritablement que les Curés des Paroisses, parce qu'ils ont leurs pouvoirs du souverain Pontife, au lieu que les Curés les ont de l'Evêque seulement.*

2. *Un Paroissien qui s'est confessé aux Freres à satisfait au précepte de la Confession, & n'est point obligé de se confesser à son Curé, ou de lui demander permission de se confesser à un autre.*

La Faculté de Theologie de Paris à qui le Chapitre de Tournai defera les deux Propositions, les censura par son Decret du 5. Fevrier 1482. *alors* 1483 en ces termes:

“ Quoiqu'il en soit de la premiere partie (du 1. article) à cause de l'équivoque de ce terme du *propre Prestre*, la Faculté estime cependant que la Proposition en soi & considérée en toutes ses autres parties & dans la preuve de la dernière partie, où l'on dit de *l'Evêque seulement*, est scandaleuse, erronée dans la Foi, destructive de l'Ordre hierarchique, & qu'elle doit être revouée & abjurée publiquement. (a)

“ Cette (seconde) Proposition, comme elle est conçüe, est scandaleuse, contraire au droit commun & à raison de l'obéissance & du respect que les fideles doivent à leurs Prélat & Superieurs, doit être revouée.

La même Faculté fit encore paroître son zèle l'an 1517. Claude Cognati de l'Ordre des Freres Prescheurs ayant prêché cette année en l'Eglise Paroissiale de S. Jean de la Ville de Beauvais les Propositions d'Angeli, elle les censura avec les mêmes qualifications, à la Requête de l'Evêque de Beauvais Louis de Villers, autrement de la Ville-Adam, (b) qui les jours de saint Jean & de saint Mathieu fit publier la censure de la Faculté dans le cours d'une procession generale où il assistoit.

(a) 1. Articulus. *Fratres Minores presentati Episcopo & admissi sunt proprii Sacerdotes & veri Curati & melius quam Presbyteri parochiales quas facultatem suam habent à summo Pontifice, & dicti Presbyteri ab Episcopo dantur.*

Quidquid sit de prima parte, propter invocationem istius termini, propterea, dicit tamén Facultas, quod propositio in se & quoad omnes reliquas partes & probationem partis ultimæ in qua dicitur ab Episcopis dantur, est scandalosa, in fide erronea, hierarchici Ordinis destructiva, & pro consecratione ejus-

dem ordinis, publice revocanda, & abjuranda.

2. Articulus. *Parochianus confessus dictis Fratribus satisfecit decretali Omnis utriusque sexus, de Pœnit. & rem. nec tenetur confiteri proprio suo Curato in anno, nec ab eo potest licentiam.*

“ Hæc propositio ut jacet, est scandalosa & juri communi contraria & pro subditorum ad Prælatos debita obedientia & reverentia observantia, publice revocanda. *Hist. Univ. Paris. 10. 2. pag. 752.*

(b) *Vindic. de cl. major. scolæ Paris. pag. 111. Ec c. 2.*

N'admirerons-nous point la bizarrerie des siècles ? Autrefois les Docteurs de Paris, les Evêques & les Conciles se faisoient un devoir de soutenir contre les Papes, que le consentement du Curé étoit nécessaire pour confesser son Paroissien ; mais aujourd'hui la Faculté d'un sentiment différent, condamne ceux qui assurent qu'hors les cas de Droit, on ne peut confesser dans une Paroisse sans le consentement du Curé, & l'on voit des Evêques à la différence de ceux d'autrefois, pretendre avoir plus de droit sur les Paroisses pour y confesser & y faire confesser ou administrer quelque autre Sacrement curial, que le Curé même propre Prestre & Pasteur immediat de sa Paroisse. Il n'y a point de milieu, ou nos peres étoient dans l'erreur & y ont été pendant plusieurs siècles, ou nous leurs enfans, nous errons lorsque nous soutenons le contraire de ce qu'ils soutenoient. Il est plus vrai-semblable que les Docteurs modernes s'écarteront des vraies regles & quittent le droit chemin & la voye bâtuë.

Les autres Universités du Royaume pensoient comme celle de Paris ainsi que nous l'apprenons d'un fait arrivé à Nantes au commencement du xv. siècle. Robert l'aîné (a) de l'Ordre des Freres Mineurs & Jean Goubart (b) de l'Ordre des Freres Prêcheurs ayant avancé dans leurs sermons prêchés à Nantes pendant le Carême de 1418. qu'on n'étoit point obligé de se confesser à son propre Curé ou avec sa permission à un autre Prestre, l'Université d'Angers justement allarmée d'une nouveauté qui pouvoit avoir des suites, écrivit une lettre très-forte à Jean V. Duc de Bretagne, où elle exhorte ce Prince de s'unir à l'Evêque de Nantes Henri le Barbu, pour faire proscrire les sentimens pernicious que Robert & Goubart avoient eu la témérité de prêcher.

On ne sçait pas quel parti le Duc prit dans cette affaire, mais l'Officialité de Nantes (c) condamna les deux Religieux à se retracter, & sur l'appel qu'ils interjetterent de la Sentence de l'Official à Martin V. le souverain Pontife nomma des Commissaires pour l'examen de cette affaire, qui le 16. Decembre de l'an 1418. confirmèrent la Sentence de Nantes, avec injonction aux deux Religieux de revoquer publiquement leur doctrine comme étant contraire au Droit commun & au Concile de Latran sous Innocent III. Dom Lobineau nous apprend dans son Histoire de Bretagne, que la procedure & les Sentences dont je viens de parler se trouvent aux Archives du Chapitre de Nantes ; mais il n'a pas jugé à propos de donner au public des monumens d'une si grande consequence, non plus que la lettre de l'Université d'Angers dont il a vu l'original dans les Archives de Bretagne au Château de Nantes. (d) *Arm. X. Cassette A. n. 4.*

Gamache enseigne qu'il est conforme à la tradition & à la discipline toujours observée dans l'Eglise, aux anciens Canons, & même au Concile de Trente, que les fideles se confessent aux Curés, ou à ceux qui sont nommés par les Curés, toutes les fois qu'il n'y a pas de raison juste & suffisante de s'adres-

(a) Vindiciæ doct. major. scholæ Paris. *ibid.*

(b) Voyez la preface de l'Histoire de Bretagne par Dom Alexis Lobineau.

(c) Dom Gallois, lit. Joubart.

(d) Voyez à la suite du §. present, la let-

tre de l'Université d'Angers au Duc de Bretagne & le sommaire du procès entre Henri Evêque de Nantes, & quelques Reguliers, pour la nécessité du consentement du Curé, lorsqu'on confesse les Paroissiens.

fer à d'autres. *Nobis vero fiat sententia debere omnes confiteri Parocho aut Sacerdotibus ab eo delegatis, quoties nulla fuerit iusta & sufficiens ratio querendi alios Confessarios. Id enim suadet antiqua Ecclesia traditio & disciplina & suadent pristini Canonis, suadet quoque Concilium Tridentinum, &c.* Gamach. in 3. p. D. Th. de Pœnit. Sac. c. 18.

Un Droit nouveau établi par le Concile de Trente, dit Isémbert, exige que les Confesseurs qui ne sont pas les propres Prestres, ayent l'approbation de l'Evêque; mais le Droit très-ancien prescrit qu'ils auront le consentement du propre Prestre, c'est-à-dire du Curé. *Quantum ad rem præsentem. Duo tantum requiruntur in alieno Sacerdote. Unum est Juris novi per Concilium Trid. introducti, nimirum approbatio Episcopi obtema, alterum Juris antiquissimi quod habetur citato Capite Lateranensi (Omnis utriusque) nimirum licentia proprii Sacerdotis.* Isémbert to. 3. in D. Th. de Pœnit. disp. 20. a. 3. n. 8.

Vasquez to. 4. q. 93. a. 1. dub. 2. n. 33. enseigne que la Jurisdiction ne consiste que dans l'assignation de la matiere. *Et to. 3. disp. 239. cap. 5. n. 48.* ce Theologien assure que s'il arrivoit que l'Evêque en ordonnant un Prestre, ne lui dit point : *Recevez le Saint Esprit, les pechez, sont remis à ceux à qui vous les remettrez*, ce ne seroit point un deffaut capable d'annuler l'absolution qu'il donneroit, si d'ailleurs le propre Curé à qui il appartient, dit Vasquez, & non point à l'Evêque Ordinateur, de les assigner, lui avoit assigné des sujets. *Stale est impedimentum, ut absolutio facta à Sacerdote qui non recepisset manuum impositionem cum verbis illis. Accipe Spiritum Sanctum. nulla esset, nullum aliud esse posset, nisi defectus materia debite applicata, hac autem non debet applicari ab Episcopo ordinante, sed à proprio Pastore.* (a)

Llamas dit peut-être encore plus, lorsqu'il paroît supposer que l'Evêque approuve du consentement du Curé, c'est-à-dire n'approuve que ceux que le Curé lui presente dans ses besoins à approuver. *Si non esset in promptu proprius Sacerdos, vel alius de licentia ejus approbatus ab Episcopo, confiteri iuste poterit, & tenetur quicumque Presbytero non approbato.* Llamas 1. part. Meib. Curat. animarum.

Mr. de Sainte Beuve au 3. tome de ses Resolutions, Cas 29. étant consulté sur cette Proposition avancée en pleine conférence par un Docteur de Sorbonne qui étoit Curé, que ce sont les Curés qui donnent la Jurisdiction pour confesser, & les Evêques l'approbation, répond en admettant le principe du Docteur Curé; qu'outre l'approbation de l'Evêque, il faut avoir le consentement des Curés de ceux que l'on confesse.

Le même Docteur tom. 1. Cas 118. répond que les Curés ne peuvent administrer le Sacrement de Penitence à d'autres qu'à leurs Paroissiens, & tout autre Prestre à qui que ce soit par le seul pouvoir qu'il a de l'Evêque, sans le consentement des Curés de ceux qu'ils confessent.

“ Mr. Pontas, au mot *Confession*, Cas 7. dit de même, qu'il est certain que

(a) Ces dernières paroles : *à proprio Pastore* ne s'entendent point en Vasquez, de l'Evêque de domicile, ou d'origine, mais du Curé, comme il paroît par la table des matieres traitées par ce Theologien.

“ la Clause de *consensu Parochorum*. que l'on met ordinairement dans les approbations que donnent les Evêques, s'entend non seulement des Curés dans l'Eglise desquels le Prêtre administre le Sacrement de Penitence, mais encore des Curés des Penitens à qui il les administre, & que par conséquent si Florent (c'est un Prêtre qu'il donne en exemple) n'a pas le consentement des Curés... il ne peut pas absoudre validement leurs Paroissiens. „ Pontas devoit plutôt dire, que Florent ne le peut licitement.

Bauni va plus loin. Ce Theologien qui assurément n'est pas suspect d'outrager les matieres, pretend dans un ouvrage dedié l'an 1640. au Cardinal de la Roche-Foucauld, & imprimé la même année à Paris, que lorsque le Confesseur est nommé & approuvé de l'Evêque pour tout le Diocèse, le consentement du Curé des penitens, attendu la juridiction pleine & independante qu'un Evêque a dans son Diocèse, n'est pas necessaire de rigueur de Droit : de *rigore Juris*, mais que certaine justice le rend necessaire. *Quia habet Episcopus in sua Diocesi jurisdictionem omnimodam ac independentem à Parocho, non est ergo ejus consensus de rigore juris, sed tantum ex quadam aequitate ei quem pro tota Diocesi approbavit Episcopus ad confessiones necessarius*, &c. Bauni, de *Pœnit. quest. 4.* C'est-à-dire que le Droit n'établit point absolument selon Bauni, & en termes tout-à-fait précis, que les Prestres qui sont approuvés & qui reçoivent mission de l'Evêque pour confesser dans leurs Eglises tous ceux du Diocèse qui s'adresseront à eux, doivent prendre le consentement exprès & formel des Curés; mais que l'équité & la raison sont une loi qui fait un devoir aux Confesseurs approuvés dans leur Eglise particuliere pour tout un Diocèse, d'avoir le consentement des Curés de ceux qu'ils confessent.

Le même Bauni à la *Question 25.*, où il leve toute la difficulté qui peut naître de ce qu'il avoit dit à la *Question 4.* enseigne nettement, que le consentement tacite & presumé d'un Curé ne suffit pas pour absoudre validement, parce qu'il peut arriver, dit ce Theologien, que le Curé s'etaise par la crainte qu'il a d'un Confesseur appuyé, qui confesse dans sa Paroisse & dans son Eglise, ou d'un Penitent qui a de l'autorité, ou parceque ce Curé croit, *est male*, quoiqu'à tort & sans fondement, que son consentement n'est point necessaire pour autoriser un Prestre à qui le Pape, ou le propre Evêque ont permis de confesser, ni necessaire à un Penitent qui tient de l'un ou de l'autre le privilège de se confesser, independamment de son Curé à un autre Prestre. *Dico primo... ut quis valide absolvas, non sufficit ut presumat Parocho gratum fore ut sui subditi Confessionem audiat. Dico 2.^o ut quis valide absolvas, non sufficit quod Parocho videat audiri Confessionem sui subditi nec reclamet. 1.^o Quia silentium non est signum quod consentiat, nam potest fieri ut non contradicat quia non audeat propter potentiam tam penitentis quam Confessoris. 2.^o Quia forte existimas, etli male, utriusque id licere per Pontificem aut Episcopum proprium.* Bauni, de *Pœnit. quest. 25.*

Le Theologien du Seminaire de Poitiers parle à peu près de la même maniere. (4)

(4) Ad sufficientem autem jurisdictionis aliquo externo sufficienti manifestatus, *necessari* delegationem requiritur consensus formalis & *sufficit consensus presumptus v. g. quod Episcopus aut Parochus videant Sacerdotem audien-*

M. Hallier Evêque de Cavillon, dans un ouvrage revu par M. Gerbais, & que le Clergé a fait imprimer à la fin du sixième tome de ses nouveaux Mémoires, prétend par une distinction que les Theologiens n'ont pas coutume de faire, mais qui établit fort bien la nécessité du consentement du Curé pour confesser dans sa Paroisse, que l'approbation de l'Evêque donne aux Reguliers la juridiction & unit au pouvoir habituel qu'ils ont reçu dans l'Ordination, le pouvoir actuel pour entendre dans leur Eglise, les Confessions des Seculiers. Il en est de même des Prestres Seculiers approuvés, ajoute M. Hallier; ils ont une puissance aussi complete pour entendre les Confessions, mais les peuples que le Droit a soumis à un Curé, ne peuvent pas se soumettre à des Confesseurs Seculiers, au lieu que si les approuvés sont Reguliers, leurs Privileges mettent en droit les Seculiers de s'adresser à eux.

"Mais si les Reguliers, dit M. Hallier, veulent confesser dans une Paroisse & hors leur Monastere, le Curé ne doit pas le leur permettre avant d'avoir vu l'approbation de l'Evêque, ni le Regulier l'entreprendre avant d'avoir obtenu le consentement du Curé; car il est certain à se tenir au droit ordinaire, qu'il ne suffit pas qu'un Curé sçache qu'un tel est approuvé pour confesser, il faut encore qu'il consente que l'approuvé de l'Evêque confesse, parceque comme l'on ne peut prêcher dans une Paroisse malgré le Curé, si on ne lui est spécialement envoyé & avec un mandement de jussion du Supérieur, on ne peut de même administrer aucun Sacrement malgré lui dans son Eglise. (4)

Enfin, Vernal a été condamné par la Faculté de Theologie de Paris pour avoir dit, pag. 365. & 366. de l'édition de Metz 1658. "Tous ceux qui ont une puissance & une juridiction ordinaire, c'est-à-dire, qui leur convient à raison de leur charge & de leur office, peuvent la deleguer & en faire telle part qu'il leur plaît, sans attendre le consentement d'autrui... Or le pou-

tem confessiones subditorum suorum, nec impediant cum possint, quia forte nesciunt an sit delegatus à Papa aut ab alio superiori. Multominus sufficit rati habitio de futuro v. g. quod Episcopus ratum habebit cum resciverit &c. *Instit. theol. ad usum seminaris Pictavi. de Pœnit. quest. 7. a. 2. §. 3.*

(4) Duplicem potestatem pro confessionibus audiendis Concilium Tridentinum *sess. 13. cap. 15.* distinguit: Unam, quam omnes Presbyteri in ordinatione sua recipiunt quam habitualement vocare solent Theologi, alteram actualem, quam nullus etiam regularis habet ad confessiones secularium audiendas, nec ad eas idoneus reputatur, nisi aut Parochiale beneficium habeat, aut ab Episcopis idoneus judicetur & approbationem obtineat. Dat igitur approbatio jurisdictionem & potestatem actualem regulari ad secularium confessiones audiendas, quam etiam habet Sacerdos secularis approbatus, cui nihil deest ex parte ipsius ut

confessiones audiat, quamvis Parochianis Parocho suo subjectis deest potestas ut ei se subiciant, quæ conditio non requiritur, ut se regularibus approbatis subijcere possint, quibus nempe legitime approbati, virtute privilegiorum quilibet in Diocesi, in qua approbati sunt, se subijcere possunt. *Hallier commentar. in Ordinat. Cleric. an. 1645. a. 6. num. 10.*

Ad hoc autem ut admittatur regularis ad audiendas confessiones, debet ostendere approbationem Episcopi sine qua non debet Parochus finire eum officio isto fungi, ut ex prædictis deduci potest. Consensum etiam ejus Parochi requirit, non solum scientiam quam habeat de approbatione Confessarii certissimum est, si de ordinario jure agatur. Sicut enim prædicare non potest invito Parocho, nisi specialiter ad ipsum mittatur eum jussione superioris, ita nec ullum Sacramentum conferre in ejus Ecclesia, ipso invito. *Idem, ibid. art. 7. & 8.*

“voir d'exercer toutes les fonctions *Episcopales* dans toutes les Eglises particulières, appartient de droit au Pape aussi bien qu'aux Evêques, c'est-à-dire “en vertu de sa charge & de son office... *Il peut donc* deleguer cette juridiction “& faire telle part qu'il lui plaira des fonctions de Pasteur, en tous les Diocèses de tous les Evêques sans rechercher leur consentement.”

CENSURA.

Doctrina contenta in hac Propositione (Il peut donc, &c.) intellecta de usu & exercitio est Juri communi contraria & tendens in destructionem Ecclesie, non in adificationem.

La Doctrine contenuë dans cette Proposition (*Il peut donc, &c.*) entenduë de l'usage & de l'exercice, est contraire au Droit commun, & tend à détruire l'Eglise, & non à l'édifier.

Qu'un Vernant enseigne, parlant des Evêques & des Curés. Or, le pouvoir d'exercer toutes les fonctions *Curiales* dans toutes les Eglises particulières appartient de droit à l'Evêque aussi bien qu'aux Curés, c'est-à-dire en vertu de sa charge & de son office... *Il peut donc* deleguer cette juridiction, & faire telle part qu'il lui plaira des fonctions de Pasteur en toutes les Paroisses de tous les Curés sans rechercher leur consentement.

Si la Faculté est jamais consultée sur cette Proposition, qui a tant de rapport à celle qu'elle a censuré, sans égard à l'autorité supérieure du Pape sur les Evêques, ne doit-elle pas prononcer en la même sorte : *Doctrina contenta in hac Propositione (Il peut donc, &c.) intellecta de usu & exercitio est Juri communi contraria & tendens in destructionem Ecclesie, non in adificationem.*

La Doctrine contenuë en cette proposition (*Il peut donc, &c.*) entenduë de l'usage & de l'exercice, est contraire au Droit commun, & tend à détruire l'Eglise, & non à l'édifier.

§. XIII. Lettre de l'Université d'Angers au Duc de Bretagne JEAN V. du XXIV. Mai MCCCCXVIII. sur la Copie de D. Lobineau.

L'Université prie le Duc de Bretagne de se déclarer pour l'Evêque de Nantes contre les Freres Robert & Goubart. & d'appuyer de son autorité le Canon Omnis utriusque sexus. qui declare que le Curé est le propre Prestre, dont on doit avoir le consentement pour consacrer son Paroissien.

TRÈS-NOBLE & Puissant Prince & notre très-doubté Seigneur, très-humble recommandation premise en la vertu & honneur de celui qui toutes choses créa de néant, & tous grans & petits a mis sous ses ditions & Seigneurie, tant qu'il n'est nul qui puisse résister à sa volonté & puissance. (a)

Très-hault & Puissant Prince, pour ce que quant une maladie est plus grant & plus dangereuse, & en corps qu'elle peut nuire & grever, nécessaire est

(a) l'Université d'Angers fait allusion à ce verset d'Eslier 13. 9. DOMINE DOMINE REX OMNIPOTENS, in ditione enim tua cuncta sunt posita, & non est qui possit tua resistere voluntati. querit

quérir Medecin plus saige, plus grant & plus solempnel par le sens & auctorité duquel plus legierement la raison & cause de celle maladie puisse être mise hors, & il soit ainsi très-hault & puissant Prince, que comme notoire information porte de par tout le monde & mesmement jusques à nous depuis po de tems en ça en la persuasion de l'anemy de l'umain lignaige, pere de division, sedition iniquité & doctrine perverse par l'organe & bouche d'un nommé frere Robert l'aisné, Religieux portant l'habit de l'Ordre de saint François, & frere Jehan Goubart de l'Ordre des Predicateurs à plusieurs jours de cest Karesme darrain passé, en predications publiques ont été dictes & proposées & affermées contre verité au peuple en voustre pays, ville & cité de Nantes plusieurs propositions erronnées contre la doctrine & exprez commandement de sainte Eglise, & mesmement contre le propre texte & entendement d'une Decretale nommée, *Omnis utriusque sexus*. faicte par Conseil general de l'Eglise universelle celebré solempnement en l'Eglise de saint Jehan de Latran à Rome & gardée par l'universel monde Catholique jusques à present, & si aulcunes fois par tieulx gens de damnable propous & entendement ait aucunement été affermé le contraire, ont été publiquement revoqués comme les dessusdits freres Robert & Jehan scevent & ne peuvent prendre ignorance, & si le veulent ignorer, O l'aide de Dieu, de vous autres Princes Catholiques, noustre Mere Sainte Eglise, c'est assavoir (a) Prelats, Universités & autres Clercs qui y ont moult labouré & travaillé pour en dire & expouser la vraye verité, leur sera monstré que c'est mal entendu & expoufé le texte, quar c'est tout au contraire de ce que dit ladicte Decretale, Très-hault & puissant Prince, nous vous certifiions que qu'ils ayent dict & presché, le texte de ladicte Decretale *Omnis utriusque sexus* dessus dicte, vient & oblige un chacun expressement soit homme ou femme aller une fois en l'an confesser ses pechez à son propre Curé & Prestre Parrochial, ne pourroient, ne scarroient soubstenir le contraire devant gens cliers & lettrez & est grant follic, presumption & sont hardement, & outres cuidée entreprinse o cette maniere de gens avoir ose entreprendre faire & donner au vrai texte, glose contraire de verité contre l'opinion des Saints Canons & Docteurs de l'Eglise universelle & ou pays de Prince & Peuple si Catholique comme voustre pays, & en la presence de si notables Docteurs & Clercs, comme Reverend Pere en Dieu l'Evéque de Nantes, (b) & plusieurs solempnés gens de voustre Conseil, lequel Rev. Pere en Dieu comme sommes deurement informés, vray & justement a commencé ce procez & a entention bien & deurement le conduire selon la forme de Droit comme vray Champion de l'Eglise. Combien qu'en la cause vous, nous, tous & chacun Catholique touche comme à lui pareillement. Et pour ce, Très-hault & Puissant Prince, que si cette erreur demorroit es cueurs de voustre Peuple, il s'enfuivroit sans doubte la mort des ames de cieulx qui perserveroient en celle creance, qu'est plus grant & plus perilleuse que mort corporelle, la maladie

(a) Noustre Mere S. Eglise, c'est assavoir Prelats Universités & autres Clercs, voilà ceux que l'Université d'Angers reconnoissoit l'an 1418. être l'Eglise enseignante, & avec autorité de

decider dans les Conciles. Sous le nom de Prelats sont compris les Evêques, les Dignités, les Curés, &c. & sous le nom de Clercs, le reste du Clergé & les gens de lettres.

donc requiert plus grant, plus saige & plus puissant medecin comme vous qui estes grant & puissant Catholique ovesques le bon advis de voustre noble Conseil. Pourquoi nous vous prions & supplions tant & si affectueusement que plus pouons, qu'il vous plaise par vostre bon conseil, auctorité & puissance aider, conforter & favoriser le procez & cause par le dessus dict R. Pere en Dieu commencez, & en n'adjoustant aucune foy à ceque perversement par les fuddits Freres Robert & Jehan leurs alliez & complices vous pourroit être dit au contraire & en ce faisant vous serez vray guarisseur de ladicte maladie & vous acquitterez vers Dieu & l'Eglise, gaignerez avoir la retribution que Dieu a donnée aux Saints Princes Catholiques qui l'Eglise ont voulu soustenir & deffendre en extirpant & lessant extirper de leurs pays, erreurs dampnables & fausses opinions. C'est assavoir longuement regner en prospérité & fin glorieuse, que veuille conceder & octroyer à voustre très-haute & noble Seignorie celui qui pour noustre redemption volut prendre noustre humanité & mort & passion souffrir. Escript à Angiers le xxiv. jour de May. Les tous vostres humbles Orateurs, les Recteur & Université d'Angiers.

Et à la souscription. *A très-noble, très-hault & puissant Prince, Monseigneur le Duc de Bretagne.*

Cacheté d'un grand sceau de cire vermeille, où paroist une figure de Saint Maurice à cheval, & au-dessous *Sancti Mauricii*. Ce qui étoit accompagné de quelques autres figures qui sont rompuës. Ledit sceau ou cachet sur le plis de la Lettre. *Chateau de Nantes Armoire X. Cassette A. N°. 4.*

§. XIV. *Sommaire du Procez pour la Confession à son propre Prestre ou Curé, suivi par Henri le Barbu (2) Evêque de Nantes, contre les Religieux Mandians de la Ville de Nantes l'an 1418. jugé le 16. Decembre 1418. à Mantouë dans le Palais de Pierre de Foix dit le Cardinal d'Espagne, Commissaire nommé par le Pape Martin V. Extrait des Memoires Mss. de Dom Gallois, fol. 189.*

Jean Evêque d'Ostie Cardinal & Vicechancelier de l'Eglise Romaine, en execution des ordres du Concile de Constance fit presenter par un des Curseurs de l'Eglise Romaine à Jean Patriarche de Constantinople, Juge & Commissaire en ces sortes de causes, une Requête sur les appellations faites au Saint Siege apostolique & au Concile general de Constance, de la part de frere Robert Quentin de l'ordre des freres Prêcheurs tant en son nom que comme Procureur special de frere Jehan Goubart & des Prieur & convent

(*) Henri le Barbu d'abord Moine & Abbé de Priores ordre de Cîteaux, ensuite Evêque de Vannes sur la demission de Simon de Langres l'an 1385. passa à Nantes l'an 1404. où il mourut l'an 1419. Nous avons de cet Evêque de Nantes plusieurs statuts synodaux dans le *Thesor des Anecdotes de Doms Martene &*

Durand, tom. 4. & quelques autres qui ne sont encore que Mss. qui ont échappé aux Editeurs. Dom Hyacinthe Morice dans le tome 1. des preuves de l'Histoire de Bretagne, a donné les mêmes statuts, d'après l'édition de ses confreres.

des FF. Prêcheurs de la Ville de Nantes, de frere Robert l'ainé (senioris) de l'ordre des freres Mineurs dudit Nantes, & de frere Olivier Gladonnet Vicair de convent des Carmes de Nantes, adherans ausdites appellations & complaignans tous de certains pretendus griefs, & du tort qu'ils disoient leur avoir été fait par Henri Evêque de Nantes, son Official & M. Mathieu Hervé, à l'occasion de quelques propositions qu'eux Religieux avoient preschées; c'est pourquoi ils requeroient que commission fût donnée à quelque homme de bien & sçavant, de connoître à fond de leur cause, avec pouvoir de juger, decider, punir, citer, &c. & d'appeller le bras seculier en cas de besoin, nonobstant opposition quelconque, &c. Au bas de la Requête est écrit d'une autre main : *Audiam Dominus Patriarcha Constantin. & justitiam faciat.*

Le Patriarche de Constantinople, nommé Commissaire & Juge en cette cause, pour y proceder avec ordre & en forme fit aussitôt à la Requête de M. Jean Jegot Procureur special de l'Evêque de Nantes, citer peremptoirement par l'un des Curseurs, à jour fixe & déterminé qui leur fût indiqué, lesdits freres Robert l'ainé, & Jean Goubart qui étoient à la Cour de Rome, à la suite de leurs affaires, pour dire & alleguer de vive voix ou par écrit, ce qu'ils jugeroient à propos. Les Freres firent défaut, dont acte fut decerné audit Jegot qui le requit. Les Freres de nouveau appelés à jour prefix par un des Curseurs, ne comparurent point, dont acte fut encore donné audit Jegot, qui presenta aussitôt Requête en qualité de Procureur de l'Evêque de Nantes, au Patriarche Juge-Commissaire nommé par le Concile de Constance, avec offre de prouver 1°. que ledit Robert de l'ordre des freres Mineurs dans un sermon prêché en son Eglise le premier Dimanche du Carême dernier, avoit avancé ces Propositions. "Qu'en la Ville & Fauxbourgs de Nantes, il y avoit des Curés qui prêchoient & enseignoient que leurs Paroissiens étoient obligés de se confesser à eux au moins une fois l'an, comme étant leurs propres Prestres; mais que loin d'avoir raison en cela, ils donnoient dans une espece d'heresie, parce-que les Religieux Mandians sont à plus de titre que les Curés & les Chapelains, les propres Prestres, que le canon *Omnis utriusque sexus*. n'est point contraire aux Religieux, & doit s'expliquer par la Clementine *Dudum de sepulturis*. Enfin que les Curés & les Chapelains, tous du nombre des moindres Prestres, ont moins de pouvoir pour absoudre, que les Religieux Mandians.

2°. Que les Propositions avancées par ledit frere Robert, sont fausses, erronees, scandaleuses, tendantes à schismes & à heresie, &c.

3°. Que l'Evêque Henri, sur la plainte qu'on lui fit des Propositions avancées par ledit frere Robert, avoit ordonné à son Official M. Pierre de Soppia d'en informer, qui ayant trouvé le fait veritable, avoit assigné à jour prefix ledit Robert à comparoître personnellement devant lui, ou devant l'Evêque, pour subir l'interrogatoire & répondre.

4°. Que ledit frere Robert avoit comparu au terme de son assignation devant l'Evêque, avoit avoué tout ce qu'il avoit avancé, reconnu sa faute, promis &c.

& à l'autre de subdeleguer, & de juger conjointement ou séparément. L'Évêque de Sabine, Pierre de Foix, delegua Jean de Morestin Docteur en Droit, Doyen de S. Agricole d'Avignon, Chapelain du Pape & Auditeur des causes du Palais apostolique. Ce subdelegué après avoir vu & examiné le procès, & de l'avis pris de plusieurs habiles Jurisconsultes, & en présence du Cardinal delegué, Pierre de Foix, Evêque de Sabine, prononça la Sentence qui suit, les freres Robert & Goubart appellés & defaillans.

Sententia in Propositiones Fratris Johannis Goubart, Dominicani Nannetenſis.

Christi nomine invocato in Tribunali sedens & habens pra oculis solum Deum de Jurisperitorum consilio per hanc nostram definitivam sententiam quam ferimus in his scriptis, pronuntiamus, decernimus & declaramus Propositiones & Assertiones per praefatum fratrem Johannem Goubart predicatas & dogmatizatas, fuisse & esse falsas, scandalosas & male sonantes & à vera doctrina devias, Confessionum detractivas & piarum aurium offensivas & in jure erroneas, ipsasque tanquam tales contemnendas fore & condemnandas, ipsumque fratrem Goubart ad revocandas dictas propositiones & assertiones praesente & coram populo tanquam falsas, scandalosas, male sonantes & à vera doctrina devias, Confessionum detractivas & piarum aurium offensivas compellendum fore & compellimus, dictasque praetensas appellationes fuisse & esse temerarias, frivolae & inanes, ipsumque fratrem Johannem Goubart appellantem in expensis in hujus modi causa pro parte dicti Domini Episcopi factis condemnandum fore & condemnamus, quantum expensarum taxationem nos in posterum reservamus. Lector, lata & in scriptis promulgata fuit hac praesens definitiva sententia de voluntate & consensu dicti Domini Petri Episcopi Cardinalis Judicis & Commissarii per nos Jacobum Judicem & Commissarium subdelegatum praefatum. Mantua in domibus solite residentia dicti D. Petri Episcopi Cardinalis Judicis & Commissarii horâ vespertinam consueta ad jura reddenda in loco suo solito pro Tribunali sedentis sub anno à nativitate Domini 1418. Indiſt. XI. die Veneris 16. mensis Decembris, Pontificatus summi Domini nostri Martini Papa V. praedicti anno 2. praesentibus ibidem hon. & distr. viris Magistris Guillelmo Aureli Litterarum Apostolicarum scriptore, Johanne de Bosc & Johanne Morelli in Romana Curia procuratoribus testibus ad praemissa vocatis specialiter & rogatis.

Anno sequenti, mensis Januarii die Lunæ 16. à Papa Clemente V. ad hoc specialiter commissus dictus Jacobus Morestin servatis servandis, litis expensas taxavit ad xxx. Florenos aureos Episcopo Nannetenſi Henrico le Barbu solvendos.

S. XV. *Supposition du Decret de l'an 1252. à 1253. attribué à la Faculté de Theologie de Paris, contre la necessité du consentement du Curé pour confesser licitement son Paroissien.*

L'histoire de l'Université de Paris par Mr. du Boulay *siècle V. an 1252.*

pag. 249. (a) & l'Apologiste de Guillaume de S. Amour pag. 70. remarquent que la doctrine que l'on prêchoit dans le treizième siècle de la part de l'Université, qu'il n'étoit pas permis de se confesser au Pape, à l'Evêque à leurs Penitenciers, ni à ceux qu'ils commettoient, sans le consentement du Curé, excita les Dominicains à se plaindre au S. Siege, que les Docteurs de Paris enseignoient que l'on n: pouvoit se confesser au Pape, à l'Evêque ou à leurs Penitenciers malgré le Curé; mais que les Docteurs de la Faculté de Theologie pour écarter d'eux ce soupçon, deciderent l'an 1252. que le Pape, l'Evêque & leurs Penitenciers pouvoient legitimelement absoudre les Paroissiens d'un Curé malgré lui, & que non seulement les Paroissiens pouvoient, mais qu'ils devoient se confesser universellement au Pape, à l'Evêque ou à leurs Deputés, & qu'il y avoit de l'erreur à soutenir le contraire. (b)

Cette decision, quoiqu'en dise l'Apologiste de Guillaume de S. Amour & Mr. du Boulay ne passera jamais pour un Decret de la Faculté de Theologie de Paris. C'est peut-être trop de la dire la decision d'un petit nombre, une decision mandée, une decision furtive qui n'eut point l'approbation expresse & unanime de tout le corps; & quand elle ne seroit pas aussi captieuse qu'elle paroît l'être dans cette assertion, *que non seulement les fideles peuvent, mais qu'ils doivent, mais qu'ils sont obligés & tenus de confesser universellement leurs pechés au Pape, à l'Evêque ou à leurs Deputés*, elle doit être prise au sens de Robert Sorbon qui vivoit alors (c) & de la Bulle d'Innocent IV. *Esse animarum*. de l'an

(a) His & aliis similibus rationibus palam & publice acque è sacro suggestu à Magistro Willemo & aliis prolati, insurgunt Dominici, vociferantur jus Episcoporum & summi Pontificis imminui, *consendere enim Academicos neminem posse Papæ, Episcopo, et eorum Penitentiariis, invito Parocho, confiteri.*

Hinc criminantur & apud Papam & apud Episcopos Universitatem, ut eorum odium ei omnino conciliant. Itaque Theologi ne forte præoccupatio valeat, neve minus reverenter & modestè locuti videantur, publico scripto afferunt summum Pontificem Penitentiariosque ejus, item Episcopum ipsiusque Penitentiarios posse legitime Parochianos absolvere, contradicentibus vel invitis Parochis. Scriptum, est hujusmodi, cui auctoritatem dedit M. Haimericus de Vari Cancellarius Academicæ & Ecclesiæ Parisiensis.

(b) Omnibus præfentes litteras inspecturis M. Haimericus * Cancellarius Parisiensis, ceterique sacre Scripturæ Parisiensis Doctores, quorum Sigilla præfentibus Litteris sunt appensa Salutem in Domino. Universitati vestræ volumus esse notum quod consulti finimus à quibusdam nostrum Sacerdote Parochiali contradicente vel invito Parochianus ejus Domino Papæ seu Penitentiariis suis, vel suo Episcopo

aut Penitentiariis ipsius cum voluerint, peccata sua universaliter valeant confiteri, atque ab eisdem penitentiam pro commissis recipere salutarem. Cui consultationi respondentes, diximus & dicimus in hoc unanimiter consentientes prædicta licite posse fieri & debere. Si qui autem dicunt aut dixerint contrarium, quantum in nobis est reprobamus, erroneum putantes. Actum anno Domini M C C L I I I. mense Januario.

* L'Apologiste de Guillaume de S. Amour lit: *Magister H. M. Cancellarius*, mais M. du Boulay & l'Apologiste ne rapportent point d'après l'original. Ce Decret est inséré dans l'Apologie de Guillaume de Saint-Amour, dans Alitophile à Philaleto pag. 70. reponse au sermon de Gerson contre les Mandians ch. 13. sur la fin, an. 1267. & l'Histoire de l'Université de Paris par M. du Boulay tom. 3.

(c) Quærat ergo consensum, bonum Confessorem & sapientem... Licentiam tamen conficiendi alii Sacerdoti sapientiori capiat à suo Sacerdote. Aliud enim ex contemptu vel odio proprium Sacerdotem fugere, aliud Ecclesiam vitare. Si vero noluerit licentiam dare confiteatur ei & absolvatur, tunc quemcumque voluerit peccator Confessorem c. nsulere poterit. Robert. de Sorbona *lib. de con. eius Bibl. Patrum tom. 23.*

1254. (a) qui disent que si le Curé ne veut pas permettre à son Paroissien de se confesser à d'autres; par exemple aux freres Mandians privilégiés du Pape, ou approuvés de l'Evêque, il se confessera à son Curé, & après en avoir été absous, à qui il voudra des Freres, parcequ'autrement, ils ne doivent & ne peuvent pas l'absoudre. Ce sentiment étoit alors si commun, que le bien-heureux Albert le Grand, (b) S. Bonaventure (c) S. Raimond (d) S. Thomas, (e) &c. Docteurs distingués du même siècle de l'Ordre des freres Prêcheurs & Mineurs conseillent aux fideles qui se sont confessés aux Freres, de se confesser de nouveau à leur Curé. Il n'est gueres croyable, si la Faculté avoit décidé l'an 1252. contre le consentement du Curé, qu'Albert le Grand, S. Bonaventure, S. Raimond, S. Thomas, eussent fait une obligation si étroite aux fideles de se confesser de nouveau à leur Curé, quand il n'avoit pas consenti qu'ils se confessassent aux Freres delegués du Pape ou de l'Evêque.

Les Religieux Mandians, dans les grandes disputes qu'ils avoient alors pour se maintenir dans la faculté de confesser sans dependance des Curés, & qu'ils eurent peu après & dans les siècles suivans, n'ont jamais allégué la décision prétendue de la Faculté l'an 1252. Elle devient par ce seul endroit très-suspecte de supposition. Comment si elle étoit certaine, les Reguliers pour qui elle fait si fort, ont-ils manqué de la produire contre les Curés & contre la sacrée Faculté même qui se declaroit alors si hautement & en toutes rencontres pour la nécessité du consentement des Curés, qu'elle assureroit être d'institution divine, avec juridiction immediate dans leurs Paroisses? Comment Henri de Gand *Quodlib.* 1. 2. Gerson *serm. in Bullam Mendicantium*. la Glose *in Clement. 1. de Privileg.* les anciens Canonistes & les Theologiens qui ont écrit sur cette matiere, & la Faculté de Theologie de Paris dans la censure qu'elle fit de la Bulle *Regnans in calis.* d'Alexandre V. l'an 1409. n'y ont-ils fait aucune attention, & ont-ils continué de regarder pour veritable & conforme au Droit établi par le Concile general de Latran l'an 1215: une Proposition qu'Alexandre V. & aujourd'hui la Faculté moderne traitent de fausse & d'erronée? Et comment le Pape Adrien VI. & Panorme long-tems depuis la décision, ont-ils dit qu'il n'est point permis dans tout le cours de l'année de se confesser à d'autres qu'au propre Prestre, & Navarre, que ceux qui font le contraire se trompent? *Adrianus sentit & Panormitanus expresse annotavit in nulla parte anni, alii quam proprio Sacerdoti confiteri licere, quamvis multi etiam docti parum hac considerantes, contrarium facere & errare soleant.* Navar. *in cap. Placuit Dist. 6. n. 6.* Haute Serre dans le dernier siècle, tenoit encore ce sentiment, & le sçavant Estius n'osoit assurer que sous le nom de *propre Prestre* le Pape & les Evê-

(a) Mandamus quatenus Parochianos alienos... sine Sacerdotis sui licentia ad poenitentiam ullatenus admitatis, cum si quis alieno Sacerdoti iusta de causa sua voluerit confiteri peccata secundum statuta generalis Concilii licentiam prius postulare ac obtinere debeat proprio Sacerdote, vel saltem primo sibi confiteri & recipere absolutionis beneficium ab eodem, aliter namque ab ipso solvi non poterit

cum duplex in iudicando funiculus scilicet poenitentis & scientiz requiratur, quorum alterum constat in alieno deficere Sacerdote. Innocentius I V. Bull. *Esse animarum.* an. 1254.

(b) In 4. dist. 17. 2. 42. & 44.

(c) In 4. dist. 17. q. 2.

(d) Lib. 3. tit. 14. & tit. 24. de Poenit.

(e) In 4. dist. 17. q. 2. 3. dub. 3. ad 4.

ques étoient compris dans l'intention du Concile de Latran de l'an 1215.

Mais ce qui prouve que la réponse attribuée à la Faculté de Théologie de Paris l'an 1252. est manifestement supposée, & doit être l'ouvrage d'un imposteur pour faire plaisir aux Religieux Mandians, ou du moins, qu'elle n'est point la décision du Corps de la Faculté de Théologie de Paris, c'est que le Pape Alexandre IV. dans une Bulle adressée à Reginald Evêque de Paris du 3. Mars, l'an 1256. (a) se plaint qu'il y avoit des Docteurs à Paris, qui conséquemment au statut qu'ils avoient arrêté, empêchoient les fideles de se confesser aux Religieux agréés par le Pape ou par l'Evêque, ou par le propre Prêtre, à quoi voulant obvier, il lui déclare qu'il défend sous peine d'excommunication, dont il le fait exécuter, d'empêcher qui que ce soit de se confesser aux Religieux, lorsqu'ils confessent avec la permission du Pape ou de son Legat, de l'Evêque & enfin du propre Prestre (*).

Le même Pape, dans d'autres Bulles à tous les Prelats du Royaume de France, du 21. Octobre de la même année 1256. (b) & dans d'autres Bulles aussi du même jour, aux Archevêques de Tours & de Roüen, & à l'Evêque de Paris, leur enjoit de contraindre tous les Docteurs de Paris, par suspenses, excommunications & privations de benefices, de reconnoître & de prêcher publiquement qu'ils ont eu tort d'enseigner que les Reguliers, quoiqu'autorisés du Pape ou de ses Legats, ou des Ordinaires des lieux, ne pouvoient confesser, s'ils n'avoient pas la permission du Curé. (c)

(a) Alexander Episcopus servus servorum Dei venerabili Fratri Episcopo Parisiensi salutem & apostolicam benedictionem. De quibusdam magistris & scholaribus ac auditoribus Parisiensibus evidenter cognoscimus, quod ipsi non pacifici, sed auctores scandali, non Dei sed Satanae vocari filii delectantur, &c. Sane pervenit ad notitiam nostram quod praedicti magistri scolares & auditores nequiter impedire praesumunt ne aliqui dilectis filiis Priori & Fratribus ordinis Praedicatorum Parisiensium... confiteantur... peccata propria, etiam si de loci diocessano vel de proprio Sacerdote * super hoc habeant facultatem, &c. Quocirca fraternitati tuae per apostolica Scripta districte precipientes mandamus quatenus in omnes qui statui vel ordinationis, aut cujusvis alterius causae praetextu impediri vel de cetero impediri praesumpserint, ne praedictis Fratribus Presbyteris fiat à violentibus libera confessio peccatorum si summi Pontificis seu Legati Sedis apostolicae, Episcopi vel proprii Sacerdotis super hoc habeatur auctoritas... monitione praemissa excommunicationis sententiam sublatam cujuslibet appellationis obstaculo non differas promulgare quam postmodum solemniter publicas ac publicas facias, &c. Datum Laterani. V. Nonas martias Pontificatus nostri an-

no secundo. *Hist. Univers. Paris. to. 3. pag. 198.*

* Aucun Docteur ne trouvoit mauvais qu'on se confessât aux Reguliers du consentement du Curé; mais les Docteurs de Paris n'approuvoient pas qu'on s'y confessât avec la permission du Pape ou de l'Evêque, sans avoir celle du Curé. Alexandre IV. pour rendre les Docteurs plus odieux, veut qu'ils aient tenu que les Reguliers ne pouvoient confesser les Seculiers avec le consentement du Curé. Cette imputation est calomnieuse, mais il en résulte qu'Alexandre IV. tenoit, qu'avec la seule permission du Curé un Prêtre confessoit licitement, sur sa Paroisse ses Paroissiens. C'est à quoi nos Docteurs modernes qui fontient l'approbation & la commission de l'Evêque de droit divin & de nécessité de Sacrement, ne pensent pas.

(b) Voyez cette Bulle dans l'Histoire de l'Université de Paris tome 3. page 314.

(c) Alexander Episcopus, &c. Cum etiam de licentia, vel commissione, vel concessione Romani Pontificis seu Legatorum ejus, vel Ordinariorum locorum licite possint praedicare populus & confessiones audire ac penitentibus injungere salutare venerabilibus Fratribus Turonicis & Rothomagensis Archiepiscopis &

Certains

Certains Docteurs, (a) que l'on connoît assez sans que je les nomme, se sont donc bien trompés & sont peu versés dans l'histoire de l'Université de Paris quand ils ont osé dire que l'Auteur de la consultation sur la juridiction, &c. & Mr. Ellies Dupin la calomnient lorsqu'ils assurent qu'elle enseignoit l'an 1250. que la Confession faite aux Deputés de l'Evêque ou du Pape n'étoit pas licite sans le consentement du Curé, puisque le Pape Alexandre IV. se plaint que la Faculté en avoit fait un Decret, qu'elle persistoit à le dire, & que du moins plusieurs & le plus grand nombre de la Faculté l'enseignoient encore l'an 1256. & le prêchoient publiquement à Paris & ailleurs, ce qu'Alexandre IV. veut qu'on les force de révoquer avec autant de publicité, qu'ils l'avoient soutenue jusqu'alors.

Le même Pape, par d'autres Bulles données au Palais de Latran le 30. Mars l'an trois de son Pontificat, c'est-à-dire l'an 1257. adressées à tous les Evêques, leur commande de nouveau, ses premières Bulles ayant été mal exécutées, d'obliger tous les Docteurs de Paris à retracter ce qu'ils avoient jusqu'alors dit, que les Freres ne pouvoient avec la permission du Pape & des Evêques, prêcher & confesser au prejudice des Curés & sans leur consentement. (b)

Pour finir, les Commissaires du Pape obligerent & forcerent par des menaces capables d'étonner les plus constants, à Anagni le 23. Octobre 1257. les Deputés de l'Université de Paris de jurer & de promettre d'enseigner & de prêcher à Paris & par tout ailleurs, que le Pape peut & a le droit d'envoyer par tout le monde, lorsqu'il lui plaît des Predicateurs & des Confesseurs sans le consentement des Prelats inferieurs, & que les Archevêques & Evêques peuvent aussi en envoyer dans les Paroisses de leurs Diocèses, quand ils le jugeront nécessaire, sans le consentement des Curés, & que ceux qui ont cette mission du Pape ou des Evêques, peuvent prêcher librement, entendre les Confessions & absoudre licitement. (c)

Voilà la remarquable époque d'un Droit nouveau (elle est du XIII. siecle) de ce Droit aujourd'hui pretendu divin & de tradition que quelques Evêques disent tenir de Jesus-Christ, de faire faire les fonctions curiales dans les Paroisses malgré les Curés. C'est Alexandre IV. un Pape entreprenant, qui pour avoir ce droit qu'il n'avoit pas, le donna aux Evêques à qui il n'appartient point l'an 1257. Les Papes retournés à leur cœur, ne pretendent plus ce droit, les

Episcopo Parisensi damus nostris litteris in virtute obedientie firmiter in præceptis ut omnes magistris, Doctores & alios qui sive in scholis, sive in prædicationibus seu alibi præmissa dicere attentarunt, ex parte nostra moneant procurent, ut infra certum terminum ab ipso Archiepiscopo & Episcopo præfigendum eisdem, dictum suum in his publice revocent, male se dixisse færentes, illaque desistentur penitus & retractent asseverando constanter & illud etiam fideliter prædicando. Quod si non fecerint, ex tunc contra eos ad suspensionis, excommunicationis & perpetuæ privationis bene-

ficioium suorum ecclesiasticorum sententias sublato cujuslibet appellationis obstaculo efficaciter procedere non omitant, &c. Agnatie XIIo. Kal. Novemb. Pontificatus nostri anno secundo Bulla, Non sine multa. Alexandri IV. *Historia Univers. Paris. to. 3. pag. 314.*

(a) Voyez la Censure de la Faculté de Theologie de Paris le 25. Septembre 1735. contre la Consultation sur la juridiction, &c.

(b) Voyez cette Bulle dans l'Histoire de l'Université de Paris tome 3.

(c) Voyez l'Histoire de l'Université de Paris, tome 3.

Archevêques ne l'ont jamais exercé dans les Diocèses de leurs Suffragans, & il y auroit abus s'ils vouloient l'exercer. C'est un exemple aux Evêques de s'en délistier; l'abus est le même pour eux que pour le Pape & les Archevêques.

En faut-il plus pour convaincre d'une fausse sagesse ceux qui sont les sages & qui aiment les premières chaires dans les Synagogues & à être appelés Maîtres par les hommes. Ce sont des faits rapportés dans l'histoire de l'Université de Paris & conflatés par des Bulles que personne ne contredit. La Faculté persistoit encore à la fin du xv. & au commencement du xvi. siècle dans le sentiment que M. Dupin lui attribue l'an 1250. ou du moins ne s'en écartoit pas beaucoup, comme il paroît par les censures dont j'ai parlé ci-dessus qu'elle porta contre les Propositions des freres Angeli & Cognati l'an 1483. & 1517.

Il est donc certain par tous ces faits, si contraires & opposés au Decret de l'an 1252. à 1253. que ce Decret n'est point l'ouvrage de l'ancienne Faculté de Théologie de Paris, & que la Faculté a tenu pendant plusieurs siècles que la permission du Curé pour confesser son Paroissien, devoit accéder à l'approbation du Pape & de l'Evêque, donnée à un Régulier; car c'est des Réguliers dont il s'agissoit uniquement, & qu'en condamnant l'Anonyme Auteur de la Consultation sur la Jurisdiction, elle a quitté la doctrine ancienne, & a fondé sa censure sur un faux Decret.

§. XVI. *La nécessité du consentement des Curés pour confesser dans les Paroisses prouvée par le Droit & les Canonistes.*

Le Chapitre *Placuit*, de Pœnit. dist. 6. qui est de Caliste III. ou d'Urban II. le Canon *Omnis utriusque*, du Concile de Latran sous Innocent III. sont plus favorables aux Curés pour le Droit de commettre la jurisdiction dans leurs Paroisses, qu'aux propres Evêques. L'on a douté quelquefois s'ils convenoient à ceux-ci, au lieu qu'on les a toujours tenus décisifs pour les Curés.

L'Extravagante, *super Cathedram*, qui est de Boniface VIII. de Septembre. Ext. comm. lib. 3. tit. 6. & la Clementine *Dudum*, eod. tit. lib. 3. tit. 7. sont aussi plus avantageuses aux Curés qu'aux Evêques; car si elles veulent que les Evêques approuvent les Réguliers, & à leur refus, elles déclarent que les souverains Pontifes les approuvent, c'est avec dépendance des Curés, à qui ces Chapitres n'ôtent point la liberté d'admettre les Réguliers approuvés de l'Evêque ou de les remercier. (a)

L'Auteur de la Glose sur le Canon *Omnis utriusque*. (b) les anciens Canonis-

(a) Nota tertio. Ex illis verbis, *sine ejus consensu cui se prius commisit*, sufficere consensum Parochi quo alius Sacerdos, ipsius Parochiani confessionem audiat... facit C. *Omnis*, quo habetur eum qui alii Sacerdoti quam proprio vult confiteri, prius debere petere & obtinere licentiam à proprio. Ecce quod nihil aliud exigit quam licentiam & facultatem. *Navarrus* to. 3. de Pœnit. dist. 6. cap. *Placuit*.

Caput *Omnis utriusque* jexus. Præter licen-

tiam proprii Sacerdotis, nihil requirit ut fideles alteri Sacerdoti confiteri queant. *Vane/ten Juris Eccles. parte 2. titulo 6. de Sacr. Pœnit. capite 6. numero 11.*

(b) Sed ecce si Prædicatores & fratres Minores vel alii Religiosi non habentes populum, habent privilegium ut alienos Parochianos possint recipere ad penitentiam, nunquid sufficit privilegium ut Parochianum alterius possint recipere ad penitentiam sine licentia

tes & les plus fameux Theologiens d'autrefois étoient si persuadés que ces textes & toutes les Constitutions des souverains Pontifes qui avoient précédé Boniface VIII. établissoient que les Curés seuls étoient les propres Prestres de leurs Paroisses pour l'administration des Sacremens, que plusieurs d'entr'eux en ont pris occasion de soutenir que les Confessions faites aux approuvés de l'Evêque & aux Privilégiés du Pape, étoient nulles de Droit, c'est-à-dire réputées comme non avenues & non faites, lorsque le Curé n'y consentoit pas. L'Auteur du Parochophile, sous le nom de Bonaventure Bessien Capucin, (a) remarque que quelques Glossateurs & Docteurs de Paris à la fin du treizième siècle tenoient ce sentiment.

Les plus moderés enseignoient que de telles Confessions étoient valides en elles-mêmes, néanmoins avec obligation de se présenter aux Curés & de se confesser de nouveaux à eux, s'ils l'exigeoient, ainsi que l'on confesse les cas à censure au supérieur, lorsque sans commission, un inférieur en a abusé dans le danger de mort. (b) Le Cardinal Jean le Moine, (c) Gui Bafius, (d) connu sous le nom de l'Archidiacre, le Cardinal d'Ostie, autrement Henri de Segusio, (d) Jean de Poliac, (d) Henri de Gand, (e) Saint Raimond,

proprii Sacerdotis. Dicitur quod non sufficit privilegium sine licentia proprii Sacerdotis. Privilegium enim equiparat eos qui à populo sunt electi, vel illi qui ab Episcopis populo præficiuntur, & dat eis solam executionem, & ita necessaria est adhuc licentia proprii Sacerdotis ut hic dicitur. Si enim de duabus virtutibus una tollitur, remanet altera. Quod bene probatur sup. De usu Pallii. Ex tuarum. Sopra. De Privilegiis. Pastoralis. Digest. de servus. Urbanor. prædior. Si domus tua. Et ideo dicit: Alieno, non Alii. Nec Papa per talem indulgentiam intendit præjudicare proprio Sacerdoti, ut capite prædicto. Ex tuarum cum suis similibus. Et infra titulo proximo. Cum desideris. in fin. Et hoc idem dicit Hugo 16. q. 1. c. 1. & in prædictis paragraphis, Bernardus. Glossa in caput Omnis de Penitentia & remis. numero 11. Verbo, Alieno.

(a) Non desuere Glossatores qui circa tempus Bonificii VIII. ad annum 1294. isti doctrinæ inherere, sicuti vovullit Parisiensis Doctores. Paraphil. parte 3. de conf. Paschali articulo 18.

(b) C'étoit le sentiment d'autrefois, on doit parler autrement depuis le Concile de Trente, comme nous l'avons prouvé cy-dessus.

(c) Duo requirit hujusmodi Concilium (Lateranense) & justam causam quod non proprio, sed alieno confiteatur Sacerdoti, & licentiam proprii Sacerdotis, ut liquet in dicto Concilio. §. Si quis autem. ubi non sine

mysterio est adversaria conjunctio, aut, & ideo si justa causa non subsit, quanquam licentiam habeat Papa vel Episcopi, aut etiam proprii Sacerdotis & licite confessus fuerit, & etiam absolutus sit, ut dicunt verba præsentis indulgentiæ, debet tamen confiteri juxta Concilium memoratum proprio Sacerdoti. Alias poterit arceri poena dicti Concilii, non quia peccata non fuerunt dimissa, sed quia contempnit salubre statutum, cujus tenor in toto non est servatus, & ob hoc est ei parendum in eo quod non fuit servatum. Arg. ff. de servit. urbanorum præd. si domus. Nec infurgit inconveniens. Sed iterum confiteatur proprio Sacerdoti, quia hæc iterata confessio non est ex defectu Sacramenti, sed ex contemptu dicti Concilii: Verum justa causa concurrente cum licentia Romani Pontificis vel Episcopi prædicta servitus est sublata. Johannes Monachus in cap. super Cathedram. de sepulch. extr. cum.

(d) Suarez in 3. D. Th. 16. 4. disp. 2. sect. 6. 1. n. 6. & sect. 2. n. 4. attribue ce sentiment à Jean le Moine, à Bafius, à Henri de Segusio, & à Jean de Poliac.

(e) Et ideo subditi Sacerdotibus volentes fratribus rite confiteri, ut scilicet non teneantur redire ad confitendum suis Sacerdotibus, debent prius suis Sacerdotibus confiteri aut à suis Sacerdotibus petere & obtenir licentiam ad hoc, atque confiteantur fratri aut post confessionem illi factam debent petere à Sacerdotibus quod rati-
tam habeant confessionem factam fratri, & ab-

(f) Gerson, (g) &c. paroissent favoriser cette opinion. Martin IV. dit Martin V. (h) Benoît XI. Richard Archevêque d'Armach (i) l'établissent for-

tero eorum obtento non tenentur eadem confiteri suis Sacerdotibus. *Henricus à Gandavo Quodlib. 12.*

Confessi fratribus virtute solius privilegii Domini Papæ absque licentia suorum Sacerdotum, aut confessione illis prius facta, tenentur ratione statuti generalis, *Omnis utriusque sexus. &c. iterato confiteri suo proprio Sacerdoti confessi fratribus, &c. Idem. ibidem.*

(a) S. Raimundus. lib. 3. tit. 24. de Pœnit. pag. 421. edit. Lugdun. 1718.

(b) Sequitur quod confessus fratribus manere possit obligatus denuo proprio confiteri Cutato, sive virtute Concilii huius generalis : *Omnis utriusque sexus.* Sive aliquo vis modo. Nota multos Doctores & Glossam ordinariam tenuisse quod obligaretur denuo confiteri postquam fratribus fuisset confessi. Sic Sanctus Thomas, Bonaventura, Henricus Gandavensis, & Prælati diversorum Regnorum. Præterea hæc considerationem advertas. Armacaous postremo coram Urbano tenuit, post revocationem enim de Polliaco, & se suadit in hoc quod duæ affirmativæ simul sunt possibiles. Sequitur majorem esse fructum ei qui confitetur fratribus, si denuo proprio confiteretur Sacerdotibus. Ideo præcipit Papa Martinus IV. quod fratres horrentur ut mittant eos qui confitentur, ad proprios Curatos, Et videtur quod sit de peccato quod jam confessi fuerunt. *Gerson. sermone in Bullam Mendacantium.*

(c) Volumus quod hi qui fratribus, confitebuntur, eisdem suis Parochialibus Presbyteris confiteri saltem semel in anno, prout generale Concilium statuit, nihilominus teneantur. Quodque iidem fratres ad hoc diligenter & efficaciter secundum datam eis à Domino gratiam exhortentur. *Martinus I V. Confut. Ad fructus uberes.*

(d) Unde Iste Dominus Papa (Martinus IV.) mandat aperte quod non obstante confessione facta fratri, confitens reocatur juxta Concilii generalis statutum eadem peccata suo Presbytero Parochiali confiteri, sed huic Decreto videtur hæc Constitutio Johannaia *Vas electionis.* juxta sensum quem fratres de ea concipiunt obviare, & si populum eo modo informant in publico, ut ipsos, ut videtur, & illos damnando si præmissum Mandatum Domini Martini sit firmum, sicut firmum videtur esse juxta rationes præmissas. Ideo, Pater Sanctiss-

me, ne tantum dispendium continetur in populo christiano, amore Crucifixi illa constitutio cum celebritate possibilibus declaratur. Mihi enim videtur quod ita potest intelligi & sic intelligi quod oculus confessus fratribus, tenetur propter defectum potestatis absolvendi in fratribus eadem peccata confiteri suo proprio Sacerdoti, ejus contrarium Magister Joannes de Polliaco intellexisse videtur, &c.

Item D. Benedictus XI. in Constitutione sua revocatoria Constituit. Bonifacii quæ incipit : *Super Cathedram* (si bene recordor) fratribus mandat quod ipsi horrentur eis confessos, quod eadem sua peccata confitentur suo proprio Sacerdoti, &c. Hoc igitur principio probabiliter sic suaso, nimis dura videtur posse inferri conclusio, scilicet quod quisque Parochianus confessus fratri, ordinarii suis Curatis omittis per totum annum, neglectis, spreis, sive contemptis, est contemptor sive transgressor mandati Ecclesiæ contenti in illa Decretali *Omnis utriusque sexus.* & per consequens redit à fratre cum peccato mortali. . . Sicur mihi videtur quod ex præmissis possum inferre quod persona Ordinarii est Parochiano securior pro confessione pandenda singulari & scilicet uni personæ, quam fratris personæ. Super quo, Pater Sanctissime, *melius judicare secundum factum, sed rectum iudicium indicat.*

Dico 1^o & dixi quod persona Ordinarii est Parochiano suo otior pro sua confessione pandenda, quam fratris personæ, quia est persona à lege Dei & suæ Ecclesiæ ordinata atque de mandato Dei ad illud ministerium expleandum exhibita. Frater vero ex sola concessione sive licentia summi Pontificis ad id obicit facultatem, nec videtur ambiguum, quoniam quisque observando sive sequendo præceptum, sibi otiosius quam præcepto neglecto, sequendo sive observando licentiam, cum sequendo solum licentiam, nullus ob hoc præmio mereatur & quisque observando præceptum meretur. Unde consequitur quod utilis confiteri potest quisque Parochianus, de casu communi intelligo, Ordinatio suo quam cuiquam fratri non tamen nego quin raro in casu contrarium possit contingere, sicut cum Ordinarium ex aliqua causa cetra redditur suo Parochiano suspectus, &c. *Richardus Armacaous Archiep. in diffensionibus Curatorum coram Innocentio VI. & Cardinalibus Novembrii 14. anno 1337.*

mellement. Odon de Douai, Chretien de Beauvais, Guillaume de S. Amour, &c. tiennent positivement que les Religieux approuvés du Pape ne donnent que des absolutions vaines sans le consentement des Curés & des Ordinaires, & c'est dire ce que d'autres ont enseigné, que l'Evêque ajoûtoit au pouvoir d'ordre, le pouvoir d'exécution (cela revient fort à l'approbation de nos jours) & que le Curé ajoûtoit à ces deux pouvoirs celui de la juridiction, c'est-à-dire des sujets sur lesquels il permettoit d'exercer les pouvoirs d'exécution & d'ordre reçus de l'Evêque.

Si Alexandre IV. par une Bulle du mois d'Octobre de l'an 1257. Clement IV. par la Constitution du 20. Juin de l'an 1265. citées par Henri de Gand, & enfin Jean XXII. Extrav. *was electionis. de hereticois.* ont condamné cette doctrine, ce n'est qu'autant qu'elle étoit unie à un autre sentiment & collectivement avec cet autre sentiment, & parceque les Docteurs qui la tenoient, ou ne vouloient pas reconnoître la validité des Confessions faites aux Reguliers avec obligation de les repeter aux Curés qui l'exigeoient, ou plutôt parcequ'ils enseignoient absolument du Pape & des Evêques, ce que les Evêques de France & la Sorbonne soutiennent aujourd'hui, que le Pape ne peut commettre de Confesseurs pour les Diocèses. & les Paroisses, & que ses Privilegiés s'ils ne sont approuvés & s'ils n'ont juridiction d'ailleurs, ne donnent que des absolutions qui doivent être de nulle consequence.

La Glose sur la Clementine I. *de Privileg. lib. 5. tit. 7. verb. Presbyteri.* declare de même, que quoique l'Evêque puisse par lui-même administrer les Sacramens dont l'administration est propre aux Curés, il ne doit pas commettre d'autres Prestres pour les administrer, le droit de commettre devant être réservé aux Curés dans leurs Paroisses. *Puto licentiam Parochialis sufficere, qui adhuc Presbyter non est. putà quia est infra annum, vel dispensatum est cum ipso secundum formam Decreti, cum ex eo.* de Elect. lib. 6. ... *Puto etiam post factum à Pœnit. excusari illum qui hoc fecit de auctoritate Diocesani. Facit de Pœnit. & Remif. c. 2. in fin. lib. 6. Nam Diœcesis est Parochia Episcopi.* De Donationibus. Apostolicæ. in princip. Et Episcopus. Presbyteri. 95. Dist. Olim. de pecul. Clericor. c. 2. & facit quod scripsi de Pœnit. & Remif. Omnis. super verbo. Proprio. Et hoc, eo fortius quando vacat Parochialis Ecclesia, sed quando non vacat, ante factum consulas abstinere. & ex licentia Episcopi vel Archiepiscopi Civitatenus hoc non fieri, licet ab illis recipi possint, &c. (a)

La constitution *ad fructus uberes* de Martin V. dont Richard d'Armach fait mention, ne se trouve point dans le corps du Droit ni dans le Bullaire. Henri de Gand *quodlib. 7. q. 16. & quodlib. 10. q. 1.* Gerson *serm. in Bullam Mendicantium.* Adric. Major, Medina, &c. la cirent.

Armecano affirmant coram ipso summo Pontifice Innocencio VI. reiterandæ confessiones peccatorum coram Plebanis necessitatem, non obstantibus Alexandri IV. Clementis IV. Johannis XXII. aliorumque Pontificum Bullis,

id ei impune cessisse docuit Gerson *sermon. in Bullam Mendicant. & docent omnes, ut notat Hallerius commentar. in ordinationes Cleri an. 1645. nuper typis mandato Cleri gallicani impressis.*

(a) On peut selon la glose se confesser à l'Evêque & à l'Archiprestre de la Ville, c'est-à-dire au Grand Vicair, sans le consentement du Curé; mais l'on doit avoir son consentement selon la glose pour se confesser à ceux que l'Evêque ou le Grand Vicair approuvent.

Quelques Canonistes disoient encore, qu'on ne satisfaisoit pas à l'obligation de la Confession annuelle ordonnée par le Concile de Latran de l'an 1215. sous Innocent III. en se confessant à l'Évêque, le Curé ou celui qu'il veut commettre, étant à cet effet le seul propre Prestre designé par le Concile, auquel l'on peut se confesser. Et cette question ayant été proposée à la Faculté de Theologie de Paris l'an 1250. Mr. Dupin rapporte que cette fameuse Ecole repondit qu'il n'étoit point permis de se confesser au Pape, à l'Évêque, à leurs Penitenciers, ni à ceux qu'ils commettoient, sans la permission du Curé. (a) Le Docteur Guillaume de St. Amour & plusieurs autres interessés à soutenir l'honneur & les Decrets de la Faculté, tinrent cette doctrine l'an 1256. On vit des Ordres expédiés de la part de Rome (b) à quelques Evêques de leur faire monition de ne rien enseigner de semblable, & la Cour de Rome employer les menaces & la violence, & tout ce qui peut ébranler, pour forcer Odon de Douai & Chretien de Beauvais, que la Faculté avoit nommés pour defendre ses sentimens & le livre de S. Amour à cet imperieux Tribunal, à se desister de leur commission, à jurer & à reconnoître que le Pape dans l'Eglise (c'est ce qu'on ne reconnoît point absolument en France) & les Evêques dans leurs Diocèses (c'est de quoi l'on dispute) peuvent approuver des Confesseurs pour confesser les Paroissiens sans le consentement du Curé dans sa Paroisse, & malgré lui. (c)

Guillaume de S. Amour, pressé par les Reguliers qu'il avoit en tête, de repondre à leurs objections & de revoquer ce qu'il avoit écrit de la nécessité du consentement du Curé, & du pouvoir de l'Évêque dans les Paroisses, leur avoit avoir enseigné que l'on ne pouvoit confesser un Paroissien sans la permission de son Superieur, conformément au Canon *Placuit ut deinceps. de Penit. dist. 6.* & au Chapitre *Omnis utriusque*. Extra. de *Penit. & rem.* (nous avons dit plus haut, que ces deux chapitres s'entendent du Curé) & que quand l'Évêque donne à un Prestre une Cure, ce Prestre la regit immédiatement, & l'Évêque la gouverne par le moyen du Prestre, quoique l'Évêque y ait immédiatement par lui-même l'exercice de quelques fonctions. (d)

Le sentiment, que pour se confesser au Pape, à l'Évêque, ou à leurs Depu-

(a) M. Dupin, Biblioth. Eccles. Hist. des controuv. Eccles. traitées dans le 111. siecle ch. 10. pag. 601. de l'Edit. de 1698.

(b) Voyez l'histoire de l'Université de Paris som. 3.

(c) Item quod Archiepiscopi & Episcopi in suis diocibus dare possunt licentiam prædicandi & confessiones audiendi sine consensu inferiorum Sacerdotum vel Rectorum Ecclesiarum cum viderint expedire, quodque Prædicatores & Confessores sic missi, possunt libere prædicare & licite confessiones audire & absolvere penitentes. *Profess. Odonis de Dando, & Christiani Ballovac. Hist. univ. Paris. 10. 3. p. 316.*

(d) Item dixit, quod qui recipit Parochianum alicujus Sacerdotis ad confessionem peccati mortaliter. *Respondet, non dixi sic*: Sed adjeci sine licentia sui Superioris secundum quod notatur de *Penit. dist. 6. cap. Placuit*. & extra. de *Penit. & Rem. cap. Omnis utriusque sexus*. Resp. *Guillelmi de sancto amore ad sibi objecta. Ibid. pag. 318.*

Item dixit contra illud: cum Episcopus dat curam, totam dat, & totam retinet, quod falsum: quia si totam retinet curam, sic omnes Episcopi retinerent curam & sic essent in damnatione, cum omnes subditos non possent curare, nec eorum confessiones audire. *Respondet: Dixi quod cum Episcopus dat curam Parochie*

rés, on devoit avoir le consentement du Curé, ou se confesser de nouveau au Curé, n'est pas de mise aujourd'hui, sur-tout lorsqu'il s'agit de l'Evêque ou du Pape, lorsqu'ils sont eux-mêmes cette fonction; mais Gerson (a) nous apprend que plusieurs Glossateurs & Docteurs l'ont suivi, & nous trouvons qu'il n'étoit pas nouveau dans le XIII. siècle de penser ainsi. Halton, Evêque de Basle au IX. siècle, le Concile de Selegenstad en Allemagne l'an 1022. can. 18. (b) & le Concile de Limoges de l'an 1032. *Sess. 2.* défendent aux fideles sous peine de nullité de confession, d'aller à Rome se confesser au Pape, avant de s'être confessé à leurs propres Prestres, c'est-à-dire à leurs Curés, & d'avoir accompli la penitence qu'ils leur auront enjoint de faire, & sans en avoir les lettres testimoniales de l'Evêque.

L'intérêt que les Religieux Mandians eurent à se maintenir dans les privilèges que quelques Papes trop prevenus & d'un sentiment bien différent de celui de S. Gregoire le Grand, leur accordoient de tems en tems, leur fit inventer (car c'est aux Reguliers que la Cour Romaine le doit) le système inouï avant le XIII. siècle, que le Pape a seul de droit Divin, la juridiction immediate pour confesser tous les fideles, pour la communiquer à qui il lui plaît & aux Evêques, & ceux-ci aux Curés.

L'on n'est guères tenté aujourd'hui d'embrasser des principes si faux & si dérogeans à l'autorité épiscopale & à l'institution divine des Curés & des Prestres; mais l'on a recours à l'éminence de juridiction que le Pape a dans l'Eglise, & les Evêques ont dans leurs Diocèses afin de pouvoir les dire plus ordinaires & plus propres Prestres pour administrer le Sacrement de Penitence, que les Curés. Et c'est peut-être un autre excès qui seroit supportable, s'il n'étoit pas notoire que le plus grand nombre des Evêques de nos jours & de plus de dix siècles en remontant, n'ont jamais été Confesseurs qu'en puissance *habitu*, comme les plus simples Prestres, & n'ont souvent eu d'autre exercice de leur suprême & eminente juridiction, & de premiers Ordinaires au Tribunal interieur de la Penitence, que de troubler ou par eux-mêmes, ou par d'ambitieux grands Vicaires, les Curés dans l'exercice de leur qualité de Juges immediats de leurs Paroissiens au même Tribunal & dans les autres fonctions qui sont attachées aux Curés Vicaires de Jesus-Christ dans leurs Paroisses, & de rendre, en refferant ainsi les justes pouvoirs des Prestres, les Confessions plus genantes & moins communes parmi les fideles, quoique les Prophètes exhortent puissamment le pecheur de ne point tarder à se convertir à Dieu, que Jesus-Christ ait dit que la conversion du pecheur fait la joye du Ciel, & qu'il invite ceux que leurs pechés accablent, de venir à lui pour en être déchargés.

En vain, dit-on que la Faculté de Theologie de Paris n'a pas tenu long-tems le sentiment dont je parle, ou plutôt qu'elle ne l'a point tenu, & que ses sentimens sont très-marqués dans son Decret de 1252. N'imposons point au

Presbytero, Presbyter habet exercitium immediate, Episcopus autem mediante Presbytero, tamen in aliquibus exercet eam immediate per se ipsum. *Ibidem. pag. 325.*

(a) Serm. in Bullam. *Non sine multa.* Alexandri IV.

(b) Conc. *Salungenstadiense* an. 1022. c. 18. supra §. 12.

public, & ne donnons point pour vrai ce qui est supposé ; mais quand il seroit véritable que la Faculté eût statué l'an 1252. comme plusieurs l'ont crû, que le Pape, l'Evêque & leurs Penitenciers peuvent entendre la Confession d'un Paroissien à l'insçu & contre la volonté de son Curé, & lui imposer une penitence salutaire ; elle n'a point assurément statué, que le Paroissien étoit délié par ce moyen de l'obligation de se confesser à son Curé & de s'en faire aussi absoudre, & elle n'a probablement voulu parler que des Penitenciers de titre à Rome & dans les Cathedrales, & non pas d'une infinité d'autres qui, quoiqu'approuvés à Rome & ailleurs pour entendre les Confessions, n'ont pas pour cela la qualité de Penitenciers du Pape ou de l'Evêque pour pouvoir confesser sur les Paroisses contre la volonté du Curé. Elle auroit peut-être aussi voulu dire, qu'il ne faut point partager la Confession, s'accuser au Pape & aux Evêques des seuls cas qui leurs sont réservés, & du surplus aux Curés, mais qu'on doit universellement confesser tout au Pape ou à l'Evêque pour en avoir l'absolution ; car si on ne l'entend pas ainsi, le Decret seroit constamment erroné & opposé à la doctrine que les Canonistes & les Theologiens enseignoient communément alors ; mais il n'est pas certain que la Faculté l'ait donné, au contraire, l'on assure qu'il est plus probable qu'elle n'a jamais pensé à le donner.

Les Theologiens & les Canonistes de nos jours abandonnent le sentiment des anciens, qui faisoient obligation de confesser de nouveau au Curé, les péchés que, sans avoir pris sa permission, le Paroissien avoit confessé au Pape, à l'Evêque ou à leurs Penitenciers ; mais il n'est pas décrié, jusqu'au point qu'il doive passer pour une erreur. Les reviseurs de la glose & du texte du droit, du nombre desquels quelques-uns étoient Evêques, avec intérêt de ne pas laisser passer ce sentiment, s'il avoit été erroné, n'en ont pas porté ce jugement non plus que Gregoire XIII. qui a permis l'impression de la glose avec le texte, & par là a laissé la liberté d'en soutenir les décisions. Le sçavant Estius n'ose condamner cette opinion ni assurer que la contraire soit la véritable, & les meilleurs Canonistes en la suivant de fort près, ne pensent pas s'écarter de la doctrine des Canons. *Utrum vero nomen proprii Sacerdotis etiam ad Episcopum & Papam extendatur, difficultatem habet. Quidam enim solum Parochum respectu suorum Parochianorum eo nomine comprehensum volunt. Alii vero negant Episcopum & Papam excludi... Nos eam controversiam contrariis opinionibus agitatam in medio relinquentes, tantum dicimus id certum esse juxta dictum Canonem (Omnes fideles mortales peccati sibi confiteri teneri ad confitendum saltem semel in anno peccata sua vel proprio Sacerdoti, vel ei cui proprius Sacerdos commiserit. Estius in 4. sent. dist. 17. §. 13.*

Conséquemment à ces principes, les lettres patentes du Roi François II. du 31. Octobre 1560. les lettres de la Reine Catherine du 8. Novembre suivant, les conclusions des gens du Roi du 18. Novembre aussi 1560. le résultat de l'assemblée du Clergé de France à Poissy du 15. Septembre 1561. &c. L'arrêt de la Cour du 13. Février 1562. pour la réception des Jesuites dans le Royaume, (a) tendent tous à maintenir les Curés dans le

(a) Voyez l'Histoire de l'Université de Paris de l'Eglise Gallicane art. 32. n. 1. t. 6. an. 1564. & les preuves des Libertés

droit d'administrer ou de faire administrer par d'autres à leurs Paroissiens les Sacremens de l'Eglise.

Je remarque encore que la Cour ordonna le 3. Aoust 1554. que les Bulles confirmatives de l'institut des Jesuites du 27. Septembre 1540. & du 15. Novembre 1549. & les lettres patentes du Roi Henry II. l'an 1551. pour leur reception, seroient communiquées avant d'y faire droit à l'Evêque de Paris Eustache du Bellai. Les termes de la Bulle de 1549. *que les fideles pourroient se confesser aux Jesuites sans la permission de leurs Curés, & sans obligation de confesser de nouveau à leurs Curés, les pechez dont les Jesuites les auroient absous, (a)* allarmoient la Cour, lui paroissoient insolites & contraires aux usages reçus dans le Royaume.

Eustache du Bellai Evêque de Paris "Après les protestations, en cet endroit, pertinentes de l'obeissance qu'il doit & veut porter tant au saint Siege qu'au Roi, dit que lesdits Bulles contiennent plusieurs choses qui semblent sous correction étranges & alienes de raison, & qui ne doivent être tolerées ne reçues en la Religion chretienne, &c. 1°. &c. vi°. en ce qu'ils entreprennent sur les Curés à prescher & oïr les confessions & administrer le Saint Sacrement indifferemment sans congé & permission desdits Curés & combien que pour le regard dudit Sacrement ils exceptent la feste de Pasques, toutefois pour les confessions il n'y a aucune exception contre la Decretale, *Omnis utriusque sexus*. Il est certain que tels privileges ont été autrefois donnés & octroyés aux Mandians, mesmement aux freres Prescheurs & Cordeliers, dont sont procedées grandes alterations entre lesdits Curés & eux pour lesquels a été faite la Clementine, *Dudum de sepulturis*."

"VII°. Non seulement entreprennent sur lesdits Curés; mais aussi sur les Evêques quand ils veulent avoir pouvoir d'excommunier, dispenser *cum illegitime natis* sans exprimer comment, *ut promoveri possint. Consecraro basilicis, sive Ecclesiis & alia vase & ornamenta ecclesiastica*. En quoi on voit, que non seulement, *qua sunt jurisdictionis*, ils entreprennent, mais *ea que sunt Ordinis*; car il est certain que *consecrationes nisi ab Episcopis consecratis fieri non possunt*."

L'Evêque de Paris donna son consentement, mais "à la charge que lesdits

(a) Præterea cum intellexerimus populos civitatis terrarum & locorum apud quæ habitationem iidem socii habent vel ubi eisdem versari aut transire contingit exemplo allectos & inductos vitæ religioſæ quam, Domino concedente, duent, libenter ad confrendum eisdem & Sacratissimam Communionem de manibus eorundem accipiendam conſuere, ut illis sic conſuentibus ſatisfacere valeant, univerſis utriusque ſexus fidelibus ut cuilibet de ſocietate dictâ conſiteri poſſint, rectoris ſui licentia minime requiſita, cui non teneantur eadem peccata de quibus conſeſſi & abſoluti

fuerint rursus conſiteri, nec non omnibus & ſingulis Chriſti fidelibus tam forenſibus quam in civitatibus & locis in quibus ſocii prædicti conſiſtant, commorantibus, aut illic tranſeuntibus Euchariſtiæ Sacramentum quod in ſuis Eccleſiis decenter tenore ſocios præſatos volumus, quocunque anni tempore præterquam in feſto Paſchæ ſis Reſurrectionis Dominicæ, & mortis articulo, niſi neceſſitas urgetet eorundem fidelium, Parochialium Eccleſiarum Rectorum licentiâ minime requiſita, accipere libere & licite valeant, &c. *Bulla Pauli IV. xv. Kal. Novemb. 1549. pro Jeſuitis.*

“freres (Jesuites) ne pourront exercer aucune Jurisdiction episcopale, prê-
 “cher & annoncer la parole de Dieu sans la permission & consentement de
 “leur Evêque... Qu'ils ne pourront administrer aucuns Sacremens, même de
 “Confession & d'Eucharistie, sans le congé exprès des Curés de ceux aus-
 “quels ils voudront administrer lesdits Sacremens, qu'ils ne feront aucun pro-
 “judice audits Curés tant en spirituel qu'en temporel.” (a)

Les lettres patentes de Philippe II. roi d'Espagne, pour l'établissement des
 mêmes Peres dans les Pays-bas, leur descendent également de faire les fonc-
 tions qui appartiennent aux Curés à l'insçu, & sans leur consentement, &
 celui des Evêques & des autres Ordinaires qui de droit ont ces fonctions. (b)

L'arrest du Parlement de Roëen du 19. Aoust 1616. portant enregistrement
 des lettres patentes du Roi du 17. Avril precedant, pour l'établissement de la
 Congregation de l'Oratoire à Roëen, fait encore une preuve. “A la charge
 “de leur declaration signée d'eux... (dit cet Arrest) de ne faire aucune action
 “publique en leur maison & college es jours du Dimanche & fêtes solemnel-
 “les, es heures que les Eglises paroissiales seront occupées en la celebration du
 “saint Office, afin que les Paroissiens ne soient distraits de l'assistance accoutu-
 “mée au service d'icelles, qu'ils ne pourront administrer les saints Sacremens,
 “ni de Confession à aucun desdits Paroissiens, sinon par permission de l'Ordi-
 “naire ou consentement des Curés desdites Paroisses, ni entreprendre sur les
 “droits & fonctions desdits Curés, &c. Fait à Roëen en ladite Cour de Par-
 “lement le 19. jour d'Aoust 1616. (c)

Les lettres de l'établissement des peres de la Doctrine Chretienne données
 par Mr. de Gondi premier Archevêque de Paris, du 28. Aoust 1625. accor-
 dent de même à ces Peres de confesser & de prêcher dans leurs Eglises, après
 avoir été examinés & approuvés de lui ou de ses grands Vicaires, & dans les
 autres avec le consentement du Curé ou du supérieur du lieu. (d) Cela est
 conforme au résultat du Clergé l'an 1615.

Mais de tout ceci il résulte que l'on étoit convaincu dans ces tems, que l'ap-
 probation & la jurisdiction pour l'administration des Sacremens de Penitence
 & d'Eucharistie aux fideles des Paroisses dependoit beaucoup des Curés, que
 les Evêques ne se mêloient point de l'approbation des Confesseurs ordinaires,
 & que quand les Reguliers ou gens de Communauté, à la faveur de quelques
 privileges surpris du saint Siège ou mal entendus, tentoient de confesser les
 Paroissiens sans avoir pris le consentement du Curé, les évêques de France,

(a) Avis & resolution de l'Assemblée du
 Clergé à Poissy sur la cause des Jesuites le 15.
 Septembre 1611.

(b) Voyez Vaneſpen *part. 1. tit. 24. c. 3.*
n. 14.

(c) Preuves des Libertés de l'Eglise Galli-
 cane *chap. 32. n. 5.*

(d) Clericos Regulares Patrum Doctrinæ in
 hac civitate Parisiensi totius orbis Gallie ca-
 pite, vel in ejus suburbiis domum & Eccle-
 siam habere volumus, eisdemque prius à no-

bis vel Vicariis nostris examinatos & approba-
 tos in ea Ecclesia Sacramenta Penitentiae &
 Eucharistiae populo administrare, sacras ad
 populum conciones habere & in suscepto tra-
 dendæ Christianæ Doctrinæ instituto se occu-
 pare, in aliorum vero Ecclesiis civitatis & Dio-
 cesis nostræ Parisiensis cum Parochorum vel
 superiorum locorum consensu, eadem præstare
 permittimus. *Lettre permissionis Domini de*
Gondi Archiepiscopi Paris. Patribus Doctrinæ.
Parisiis.

les Parlemens & les Rois croyoient qu'il étoit de leur devoir de deffendre les Curés dans le droit de commettre pour les Confessions & d'empêcher que les approuvés du Pape confessassent dans les Paroisses sans l'express consentement des Curés. Il est vrai qu'ils ne pensoient pas que le Sacrement fût nul, mais ils le tenoient pour illicitement donné, & le regardoient comme une entreprise sur les droits du véritable Ordinaire commis de Dieu pour exercer le ministère de l'absolution dans les Paroisses.

Estienne Pasquier, dans son fameux plaidoyé sur la reception des Jesuites, soutient qu'assurément que le consentement du Curé uni à celui de l'Evêque n'est pas nécessaire pour confesser dans une Paroisse, c'est faire schisme dans l'Eglise. "Dessellons, dit Pasquier, je vous prie nos yeux. Tout bon & fidel catholique doit embrasser le saint Sacrement de l'Autel & celui de Confession; mais ce doit être de la même façon que notre Eglise les a approuvés, c'est-à-dire sous l'autorité des Evêques & des Curés auxquels seuls en appartient l'administration; quiconque se sépare de cette proposition, il plante un schisme & division dans notre Eglise."

L'on suivoit cette Doctrine l'an 1651. à l'officialité de Paris, où la question ayant été agitée si les aumoniers des chanoinesses de Picpusse & des religieuses la Croix-Fausbin sur la paroisse de S. Paul approuvés de l'Evêque pour confesser tous ceux qui s'adresseroient à eux, les pouvoient confesser sans l'agrément du Curé, le vice-gerent de l'officialité de Paris (Nicolas Poncher) prononça: "Ne souffriront icelles Religieuses, le sacrement de Penitence être administré par leur Chapelain ou Chapelains à aucun des paroissiens de ladite paroisse de S. Paul sans le commandement du sieur Curé." (a)

L'on ne croyoit pas encore en Normandie l'an 1710. pouvoirs'en écarter. Mr. de la Paluelle *part. 2. lett. 2. de ses Résolutions de plusieurs Cas*, que Mr. de Lomenie de Brienne Evêque de Coutances, à qui l'Auteur les a dédiées, atteste dans l'approbation qu'il leur donna le 15. Fevrier 1710. avoir trouvées solides & utiles, repondant à un seigneur de Paroisse qui trouvoit dur de prendre la permission de son Curé pour se confesser à un autre, lui dit: "Il seroit à souhaiter que vous eussiez assez de confiance & d'union ensemble pour lui faire votre Confession annuelle, ou à quelqu'un des Prestres approuvés & par lui commis pour entendre les Confessions de ses Paroissiens dans le tems paschal; mais puisque cela vous fait peine, il faut suivre les regles du Diocèse & demander à Mr. votre Curé qu'il vous donne un certain nombre de Confesseurs, dont vous en choisirez un; car il ne faut pas croire, Monsieur, qu'il depende de vous de prendre celui que vous voudrez."

Navarre, sur le chapitre *Placuit ut desinere*. n. 53, pretend que les permis-

(a) Privilegia Principum sine Tertii præjudicio intelligenda veniunt, ergo & licentia eligendi Confessorum à Papa vel Episcopo concessa, sine præjudicio Parochi est intelligenda. *Navarre in cap. Placuit, de Penit. diff. 6. n. 53.*

Facit Caput Prænotis (17. q. 1.) quod ha-

bet, Ecclesiasticum ordinem confundi, quando sua unicuique jurisdictioni non servatur. *Facit Caput Mandatum, cum duobus Capitibus sequentibus quæ probant mandata de providendo per quæ Ordinariorum Collatorum minuitur potestas, esse odiosa & restringenda. Ibid. n. 62.*

sions données par le Pape & par les Evêques doivent être entendues, sauf le droit des Curés, & que vouloir confesser contre leur consentement, parce que l'on a mission de l'Evêque, c'est confondre l'ordre établi dans l'Eglise, qui veut que la juridiction de chacun lui soit conservée. Il dit encore *ibid.* n. 62. que quand les Mandemens d'un supérieur diminuent la puissance d'un Ordinaire, ils sont odieux & à restreindre; (A) abusifs par conséquent & contre les règles de l'Eglise.

Suarez dans son *Traité des Loix*, lib. 8. c. 27. dit à peu près les mêmes choses que Navarre.

Chopinpensoit de la même manière, comme on l'apprend du fait suivant qu'il rapporte dans ses notes marginales sur la *Police Sacrée* lib. 2. tit. 3. n. 15. Le curé de saint Jean de la ville de Chaumont le Vexin, ayant fait défense à un Prestre qui confessoit dans son Eglise, d'y confesser sans avoir pris sa permission : l'Officiel qui se trouva présent à cette défense, & que l'action du Curé interessoit, le Prestre en question étant son Confesseur, condamna sur le champ le Curé en amende pecuniaire. Il y eut appel comme d'abus, & la cause sur l'appel étant plaidée le 16. ou 17. Janvier de l'an 1606. "J'ai estimé", dit Chopin, qu'il y avoit abus pour les nullités patentes d'avoir sans "Partie, ni Promoteur, entrepris de juger ce qui est *Fori Penitentialis*, ce qui "ne lui appartient; ains au Curé seul dans son Eglise, & n'étant ledit Officiel Juge que *Fori contentioso*.

Un Curé selon cet habile Juriste, peut donc, comme seul Juge du *for penitential* dans son Eglise & dans sa Paroisse, empêcher des Prestres approuvés d'y confesser, quand même ils seroient les Confesseurs du grand Vicaire Officiel & qu'ils confessoroient sous ses yeux avec sa permission & delegation, & il y a abus lorsqu'un supérieur veut de plein droit, sans aucune formalité, sans partie ni Promoteur, soutenir de tels Confesseurs contre un Curé.

Prosper Fagnan in 2. part. V. lib. *Decretal. de Penit. & Rem.* cap. Omnis. n. 75. donne aux Evêques que le droit nouveau établi par le concile de Trente d'approuver les Prestres pour confesser, c'est-à-dire de juger de leur capacité, & conserve aux Curés dans son entier leur droit ancien de commettre & de choisir entre les Prestres approuvés, qui ils voudront pour confesser leurs Paroissiens.

Haute-Serre dans ses notes sur les *Decretales* d'Innocent III. lib. 5. tit. 38. cap. 12. dit décidivement que les Confessions doivent être faites au propre Prestre, c'est-à-dire au Curé, qu'on ne peut, sans lui avoir demandé & en avoir obtenu le consentement & la permission, se confesser à un autre, & que les Réguliers même qui ont privilege de confesser les Paroissiens des autres, ne peuvent les confesser sans la permission du propre Curé. *Confessio fieri debet proprio Sacerdoti id est Parocho. ut modo dictum est. Ab alio non licet Penitentiam suscipere sine ejus consensu.* Can. Placuit. *eodem dist. Id est posita licentia & obtenta à proprio Parocho, &c. Etiam Regulares qui gaudent privilegio, alienos Parochianos admittendi ad Confessionem, non possunt eo nisi, sine licentia proprii Parochi, &c.* Anton. Dadinus Alie Serra in Innocent. III.

Il ne m'appartient pas de juger ni de prononcer si ces Auteurs ont raison,

& s'ils n'ont point poussé la question trop loin. Mais il semble qu'on est bien fondé à demander si les Confessions faites à l'insçu ou contre la volonté d'un Curé dans sans Paroisse, ne sont point une entreprise sur ses droits en matière grave ? Si elles ne sont point illicites de la part du Confesseur, quelque soit celui qui l'envoie, & si elles ne sont point invalides de la part des Penitens qui savent que le Confesseur qui se présente pour les confesser, n'a pas l'agrément de leur Curé ?

Un Docteur, dont j'ignore le nom, à qui quelques Evêques l'an 1691. proposèrent plusieurs questions sur la discipline du concile de Trente, & dont les décisions se trouvent manuscrites dans le cabinet de feu M. de Beauvau évêque de Nantes l'an 1717. dont j'ai vu une copie qu'on en tira, refoudra pour moi la difficulté. Ce Docteur a la question : *Un Prestre approuvé de l'Evêque peut-il confesser dans une Paroisse sans l'agrément du Curé ?* Répond : "il le peut *validè*, mais non pas *licitè*, parceque l'Evêque est censé lui avoir donné non seulement l'approbation, mais encore la juridiction, à moins qu'il n'ait mis dans son approbation, qu'il ne confessa que de l'agrément des Curés ou autres supérieurs, ou que ce fût la coutume du Diocèse."

Selon cette décision que l'on suivoit à Nantes sous M. de Beauvau, si nous en croyons M. Grandet supérieur du séminaire d'Angers, dans la vie de M. Grignon zélé missionnaire de Bretagne, imprimée à Nantes chez Verger : Tout Prestre approuvé de l'Evêque & dont l'approbation ne requiert point le consentement du Curé, qui confesse dans une Paroisse, sans ce consentement, confesse *illicitement* quant à lui, mais *validement* quant au Penitent qui est de bonne foi & avec de saintes dispositions. Richard d'Armach dit que le Régulier approuvé du Pape qui confesse sur une Paroisse, sans le consentement du Curé pèche mortellement, le privilège du Pape ne servant aux Religieux pour confesser les Seculiers, que lorsque le Curé y veut consentir, & le consentement du Curé ne les mettant point en état de confesser, s'ils n'ont permission du Pape.

In nostro proposito scilicet, quoad jus illud quo talia ministeria, (prædicationis & confessionis) solum debentur Curatis, per Dominum summum Pontificem cum Fratribus dispensatur, non propter hoc potest inferri quod Fratres jure poterunt simpliciter privilegiis illis uti, sed juri secundum, scilicet quoad legem eis prius obstantem, cum quo stare videtur quod sine peccatis mortalibus, illis privilegiis uti non possunt, &c. Armachanus in Defensor. Curatorum.

§. XVII. On prouve par les décisions de quelques Papes & les Rituels que le consentement du Curé est nécessaire pour confesser dans sa Paroisse.

Innocent IV. dans une lettre aux Evêques Grecs de l'Isle de Chypre leur déclare que dans l'impossibilité où leurs occupations les mettent de visiter les Paroisses pour y entendre par eux-mêmes les cas que le droit ou la coutume leur réserve, y absoudre des censures & imposer la peni-

tence aux pecheurs publics, ils peuvent établir des Prestres qui confessent en leur place, mais sans prejudicier aux droits & à l'autorité des Curés. *Libertum sit Episcopus viros alios idoneos coadjutores & cooperatores habere in audiendis confessionibus & penitentibus injungendis, ipsique per eorum Diacones absque Sacerdotum prajudicio committere vices suas, cum propter multiplices & occasiones varias possit contingere, quod nequeant per eandem Diacones officium suum exequi per se ipsos.* Innocent IV. epist. 10. c. 16. 17.

Henry de Gand, *Quodlibet*. 12. & depuis lui Azor, *Inst. moral.* 10. 1. cap. 1. lib. 13. citent une constitution du même Pape Innocent IV. que le Clergé de France fit imprimer l'an 1636. qui commence par ces mots : *Esse animarum.* Le souverain Pontife y fait dessein expresse aux Religieux sous peine d'excommunication à encourir par le seul fait, de confesser les seculiers sans la permission de leur Curé, qu'il nous apprend en même tems être le propre Prestre que le Concile de Latran a voulu marquer. Il en est un sûr interprete, ayant connu presque tous ceux qui avoient assisté à ce Concile & qui avoient formé le decret *Omnis nri usque, Nec ullas*, dit sommairement Azor *part.* 1. lib. 13. c. 1. *Confessiones audiant absque Parochorum permisso & concessu*, ou, comme le texte de la constitution le porte, *Districte precipiendo mandamus quatenus Parochiani alienos diebus dominicis & festivis non recipiant de cetero in vestris Ecclesiis seu Oratoriis temere ad divina, nec ipsos sine Sacerdotis sui licentia ad penitentiam ullatenus admittatis, cum si quis alieno Sacerdote iuxta de causâ suâ voluerit confiteri peccata, secundum statuta generalis Concilii, licentiam prius postulare ac obtinere debeat à proprio Sacerdote, vel saltem primo sibi confiteri & recipere beneficium absolutionis ab eodem : Aliter namque ab ipso solvi non poterit, cum duplex in judicando summius scilicet potestatis, & scientia requiratur, quorum alterum constât in alieno desicere Sacerdote.*

Le texte est précis pour la necessité du consentement des Curés & doit s'entendre ainsi que tous les autres semblables, des Prestres seculiers & reguliers pour ce qui est du droit ; car s'ils ne parlent que de ceux-ci, c'est qu'il n'y avoit qu'eux alors qui, à raison des privileges qu'ils disoient avoir, pretendoient n'être point obligés à demander & à obtenir le consentement des Curés.

Innocent IV. étant mort peu de tems après sa constitution, l'an 1254. les reguliers demanderent aussitôt avec beaucoup d'instances à Alexandre IV. qui lui succeda, la revocation de la constitution *Esse animarum.* Ce souverain Pontife donna une Bulle qu'Henri de Gand a citée, & que l'on trouve au 1. tom. du Tresor des Anecdotes des Doms Martene & Durand & ailleurs par laquelle il declara revoquer la constitution *Esse animarum*, & toutes les autres constitutions semblables. Et comment ? Dans les choses, dit Alexandre IV. où elles étoient contraires au droit. Les reguliers en firent trophée, affurerent il fut bien vain ; car Alexandre IV. si l'on fait attention aux termes de sa constitution, ne revoqua point, mais confirma dans le sujet que je traite, toutes les Bulles de ses predecesseurs, puisque ne pouvoir confesser le Paroissien d'un Curé sans son exprès consentement est conforme

au droit. Voici ce que fit le souverain Pontife; il leva seulement, selon Henri de Gand l'excommunication & les autres peines portées par Innocent IV. dont le Chapitre *Placuit ut deinceps*, & le Canon *Omnis utriusque*, n'ont point parlé, mais il n'a point touché à l'obligation de se confesser à son Curé, ou avec sa permission à un autre, d'où il résulte, disoit Henry de Gand sur la fin du XIII. siècle, ce Theologien étant mort l'an 1296. que la constitution *Etsi animarum*, étoit encore en vigueur & y devoit être à l'exception des censures qu'elle porte contre les réguliers réfracteurs. *Dico quod littera Domini Innocentii duo continet. Unum, scilicet antiqua iura que deducta in medium, & nihil novum in gravamen fratrum: aliud vero, est pena contra transgressores... Dico etiam quod Dominus Alexander duo revocavit correspondentia dictis duobus: Unum scilicet ea que à Prædecessore suo processerunt in gravamen Religiosorum. Aliud vero, scilicet penam contra transgressores ipsorum... Quantum ergo ad primum, Dominus Alexander nihil revocavit, quia Dominus Innocentius, ut ipsemet jam dixi, nihil novum in gravamen Religiosorum Fratrum induxit. Non enim puto quod Dominus Alexander insinuare voluit Dominum Innocentium in hoc fuisse mentitum. Quantum vero ad secundum etiam non puto quod intentio Domini Alexandri fuerit revocare antiqua iura que Dominus Innocentius dixit se producere in medium, quibus exceptis, ut videtur, nihil præter formam communem & solam in littera Domini Innocentii processit. Bene tamen puto quod omnem penam contra transgressores latam revocavit, scilicet inobediencie & excommunicationis & compulsionis ad statutorum observationem per Diocesanos. Quæcumque ergo scripta sunt in illa littera, *Etsi animarum*. Adhuc rata sunt & esse debent, dictis penis extritis, &c. Henricus Gandav. Quodlib. 12.*

La chronique de Rouen à l'an 1282. rapporte que les freres Mineurs ayant obtenu de Martin IV. de pouvoir confesser & absoudre les fideles sans le consentement des Prelats (sous ce nom les Evêques & les Curés sont compris) le Clergé de France s'en émut & qu'il y eut de grandes disputes à cette occasion entre les Prelats & les freres Mineurs. (a)

Ce privilege fut traité d'entreprise sur les droits des Evêques & des Curés. Le Clergé de France, ainsi que Geoffroi de Fontanis (b) Auteur

(a) Fratres Minores impetrarunt à Domino Papa, ut possent audire Confessiones & absolvere, Prælati minime requisiti, propter quod orta fuit magna contentio inter Prælatos Regni Francie & Fratres prædictos. Chron. Roth. ad an. 1282.

(b) Noveritis universi, quod Prælati Regni Francie convenientes Parisius longa ibidem præhabita deliberatione vocari fecerunt per præcones in singulis scholis & rogari omnes Magistros cujuscunque Facultatis, Baccalarios & omnes studentes ut dignarentur venire ea quæ eis proponeretur audiri. Conveniunt igitur die sequenti 5. Nicolai (7. Decembris

1283.) Magistri omnes & Scholares & Fratres de quolibet ordine potiores in salam Episcopi Parisiensis, ubi erant IV. Archiepiscopi & XI. Episcopi congregari. Surgens autem Archiepiscopus Bituricensis, magnus per omnia Clericus, primo fecit sermonem de charitate, &c. Et post paucos. Sæpe, inquit, rogari fecimus monachos personaliter per Dominum Regem & quoque per alios Magnates rogari fecimus, ut à nostro officio cessarent, nec tamen fecerunt, & quoniam, nobis invitatis, prædicaverunt per singulas Dioceses, & Confessiones audiverunt, dicentes super hoc se privilegiis papalibus munitos venimus ad vos (alloqui-

contemporain & qui fut présent à tout, le rapporte, s'assembla à Paris l'an 1283. dans la salle de l'Archevêque, savoir quatre Archevêques & vingt Evêques ayant procure de tous les autres Evêques du Royaume. L'Université de Paris & les plus sçavans reguliers furent invités de se trouver à l'Assemblée; Simon de Beaulieu Archevêque de Bourges en fit l'ouverture par un discours très-vif contre les Religieux, il leur reprocha que, quoique le Clergé les eût souvent fait prier par le Roi & les grands Seigneurs du Royaume de s'abstenir de confesser & de prescher, ils avoient cependant, à la faveur de leurs Bulles, presché & confessé malgré le Clergé. Les Bulles qui donnent aux reguliers le privilege d'entendre les confessions furent luës, & Guillaume de Mascon Evêque d'Autun s'étant levé prouva aux Freres, sans avoir été contredit par aucun, que tous leurs privileges ne dérogeoient point au Canon *Omnis utriusque sexus*, que ce Canon établit formellement la nécessité de l'express consentement du propre Prestre, savoir de l'Evêque & du Curé conjointement, (*) pour confesser un Paroissien. L'Evêque d'Autun pour conclusion pria l'Université d'aider le Clergé dans cette circonstance, les Evêques ayant, dit-il, également que l'Université, arrêté de repandre leur sang plutôt que de souffrir un attentat semblable dans les reguliers contre les Evêques & les Curés.

Martin IV. pour apaiser tous ces troubles, revoqua sa Bulle & donna sa constitution *Ad fructus uberes*. (a) où il statué que les fideles qui se confessent aux Religieux, ne sont pas dispensés de confesser les mêmes pechés à leurs Curés, & que les Religieux doivent exhorter avec soin & efficacité leurs penitens d'accomplir le precepte du Concile de Latran aux fideles de se confesser à leurs Curés *suis Presbyteris Parochialibus*, ou, avec sa permission, à un autre Prêtre. Le souverain Pontife ne dit rien des Evêques, parce qu'ils ne sont pas proprement le propre Prêtre dont le Concile de Latran a parlé.

tur Magistros & Scholares) qui presentes sumus & habemus litteras de Ratihabitione omnium Episcoporum Regni Francie ad conquerendam de tanta Fratrum insolentia. Et statim quidam alter surgens in publico ambone legit privilegia. Et postea legit Constitutionem Innocentii, &c. Hæc Constitutio habetur in quinto Decretalium & incipit sic: Omnis utriusque sexus. His lectis surrexit Episcopus Ambianensis maximus Jurista (*Guillelmus de Mascon*) & de articulo ad articulum currens ostendebat liquido per jura, prædictæ constitutioni in nullo per prædicta privilegia derogatum, nec Fratribus licere Confessiones audire & penitencias injungere 'ne Episcoporum (*) & Parochorum sive Plebanorum licentia (*) speciali, nullo Fratrum in unico verbo contradicente. Rogavit ergo Dominus Episcopus Universitatem ut eis in hoc casu assisteredignaretur, quia ipsi similiter & unanimiter des-

nissent usque ad sanguinem tali injuriæ obviari. Hæc facta fuerunt die sabbati. *Godefridus de Fontanis Tract. cont. Mendic. Hist. Univers. Paris. to. 3. pag. 465.*

(*) L'Evêque & le Curé concourroient à l'égard du Regulier; l'Evêque en l'admettant comme capable de confesser dans son Diocèse, & le Curé en lui donnant des sujets. Ainsi l'Evêque approuvoit, & le Curé donnoit la juridiction. C'est en ce sens que l'on doit entendre le Concile de Trente, ff. 23. de reform. cap. 15.

(a) Volumus autem quod ii qui fratribus confitebuntur, eadem suis Presbyteris Parochialibus confiteri saltem semel in anno prout Concilium generale statuit, nihilominus teneantur, quodque iidem Fratres eos ad hoc diligenter & efficaciter secundum datam eis à Domino gratiam, exhortentur. Martinus IV. Bulla. *Ad fructus uberes*.

Guillaume

Guillaume de Nangis dans sa Chronique à l'an 1298. rapporte que Boniface VIII. marchant sur les traces de son Predecesseur revoqua aussi le privilege qui accordoit aux freres Mineurs & Prêcheurs la faculté de confesser sans dependance, & ordonna que celui qui se confesserait à eux sans la permission du propre Prêtre, confesserait les mêmes pechés à son Curé. *Anno m.c.c.xcviij. privilegium datum Predicatoribus & Minoribus de Confessionibus audiendis à Papa Bonifacio irritatur, & decrevit idem Papa ut confessus eisdem Fratribus, confiteatur eadem proprio Sacerdoti.* Guillelmus de Nangiac, Spic. Acher. tom. XI.

Le Pape Urbain VI. fit encore plus l'an 1385. par le renouvellement de la Bulle d'Innocent IV. qu'il donna sous son nom dans les mêmes termes & sous les mêmes peines, à Naples le XI. des Kalendes de Septembre l'an septième de son Pontificat. (4)

Pellizarius *Tract. 8. cap. 3. sect. 2.* Rodriguez, Suarez, &c. font mention d'une Bulle de Gregoire XIII. qui permet aux Jesuites en voyage, mais qui ont été precedemment approuvés & jugés capables par quelque Ordinaire, de confesser sur les Paroisses par lesquelles ils passent, pourvu que les Curés ne s'y opposent pas, & que ce ne soit point dans les lieux où l'Ordinaire est actuellement, parcequ'il faudroit aussi son approbation. Gregoire XIII. modifioit ainsi le Decret du concile de Trente de l'approbation des Reguliers; mais il respectoit le droit ancien du concile de Latran qui veut que qui que ce soit ne confesse le Paroissien d'un autre sans le consentement du Curé. *Omnibus & singulis ipsius societatis Predicatoribus & Confessoribus ab aliquo Ordinario semel approbatis, & à suis superioribus ad hujusmodi munera deputatis, ut quando- cumque sine mari sine terra iter fecerint populos, non repugnantibus tamen Curatis Parochialium Ecclesiarum, predicatione verbi Dei instruere, &c. Confessiones audire, dummodo id non faciant in ipsis Oppidis aut locis in quibus Ordinarii existunt, nisi eorum licentia desuper obtenta libere & licite valeant.* Preuve, dit Pellizarius, que le droit commun n'accorde à aucun Prêtre étranger approuvé d'ailleurs, de confesser dans les Paroisses sans le consentement du Curé & sans avoir aussi l'approbation de l'Evêque, quand on est à lieu de l'obtenir. Preuve aussi que quand on n'est pas à commodité de recourir à l'Evêque, un Prestre capable peut confesser avec le seul consentement du Curé, & que la permission du Curé est aussi nécessaire à un Regulier, & jugée plus nécessaire que l'approbation de l'Evêque du lieu. *Gregorius XIII. concessit Religiosis societatis Jesu, ut semel approbati ac expositi à superioribus quando iter faciunt per alias Dioceses, possint audire confessiones modo non repugnent Parochi & facile adiri non possint Ordinarii. Quod est signum de Jure communi id non licere.* Pellizar. *tract. 8. c. 3. sect. 2. sub. sect. 1.*

Les Rituels ne sont pas moins precis pour la necessité aux Confesseurs d'une Paroisse, d'avoir le consentement du Curé. Comme les Evêques, dit le Manuel de Paris de l'an 1552. & 1630. ont succédé aux Apôtres, ainsi que les Curés aux Disciples, & que le soin de l'ordre Jerarchique leur est confié (aux Evêques & aux Curés) nous declaron qu'il n'est permis en aucun tems aux

(4) Gobelins Persona ad ann. 1385. *Hist. Univers. Parisien. to. 4. pag. 604.*

Paroissiens de se choisir des Confesseurs sans consulter leurs Curés, à moins qu'il n'y ait une cause légitime qui sera connue de Nous ou de nos grands Vicaires. *Cum Episcopi in locum suffecti sint Apostolorum, sicut Parochi seu Curati in loco Discipulorum, teste B. Isidoro 21. dist. c. in novo. Quibus ordinis Hierarchici in Ecclesia cura commissa est discernimus ut ne nullo unquam tempore liceat Parochianis, in consultis propriis pastoribus, patres sibi seu confessorios deligere, nisi causa subse legitima per nos aut Vicarios cognoscenda.* Manual. Parif. an. 1552. & 1630. de Pœnit. Sexta regula.

Que le Confesseur, dit un autre rituel de Paris plus récent, s'informe si celui qui se présente à lui est son Paroissien, parcequ'il ne peut absoudre ni entendre d'étrangers sans le consentement de leur Curé. *Confessorius inquirat, an sit Parochianus suus, maxime si de illo dubitat, cum non possit absolvere nec audire in confessione alios à suis Parochianis, nisi ex consensu Parochi pœnitentium.* Ritual. Parif. de Sacram. Pœnit. an. 1648. & 1652.

Le rituel de Rodez par M. de Paulmi d'Argenson dit la même chose dans les mêmes termes. Le nouveau rituel de ce Diocèse publié en 1733. par M. de Tourouvre 1. part. p. 85. après avoir dit que les Curés *sont d'une manière spéciale les ministres des Sacremens*, ajoute qu'ils ne doivent point les administrer à ceux qui ne sont point de leur Paroisse, si ce n'est dans la nécessité, avec la permission de leur Curé, ou la nôtre, c'est-à-dire du Curé en premier, ou de l'Evêque dans l'injuste refus du Curé.

Le rituel Romain de Paul V. revu depuis par l'ordre d'Urbain VIII. les rituels de Nantes de l'an 1617. de S. Malo, aussi de l'an 1617. d'Angers de l'an 1626. de Sez de l'an 1634. d'Orléans 1642. de Chartres 1680. de Meaux 1645 de Rennes, sous M. de Cornulier, de Poitiers récemment imprimé, & les rituels d'une infinité d'autres Eglises. *Tit. de iis qua in Sacramentorum administratione generaliter servanda sunt.* défendent absolument aux Prestres proposés pour l'administration des Sacremens, de les conférer aux fideles des autres Paroisses, si ce n'est dans la nécessité ou avec la permission de leur Curé. *Parochus vel quivis alius Sacerdos. . . fidelibus aliena Parochia Sacramenta non ministrabit, nisi necessitatis causa, vel de licentia Parochi, seu Ordinarii.*

Ces Rituels ne mettent point l'exception hazardée par les assemblées du Clergé 1625. 1635. & 1645. art. 8. *A moins que l'Evêque ou son grand Vicaire n'en ordonnent autrement*, car la conjonction *seu* qu'on y lit entre *Parochi & Ordinarii*, n'est point quand elle est seule, & sur-tout dans cet endroit une conjonction disjonctive, mais une conjonction d'explication quel ordinaire du Rituel a mis pour *aliis*, autrement, afin de désigner le Curé ordinaire du Penitent. Un Curé, dit-il, ou un autre Prestre, quel qu'il soit, ne donneront point les Sacremens aux fideles d'une autre Paroisse, qu'avec la permission du Curé: mais comme cette façon de parler seroit équivoque, & ne détermineroit point le Curé dont on doit avoir la permission, si c'est le Curé du lieu où l'on confesse, ou le curé du penitent d'une autre Paroisse, le Rituel ajoute *seu Ordinarii*, avec la permission du Curé, autrement l'Ordinaire, pour marquer qu'il entend le Curé ordinaire du Penitent; c'est ainsi que les rituels de Paris 1648. & 1652. de Rodez, par M. d'Argenson, &c. l'ont entendu & ont levé l'équivoque qui naît de ces paroles: *vel de licentia Parochi seu*

Ordinarii, en leur substituant celles-ci qui sont claires & précises, *nisi ex consensu Parochi Penitentium*. Si l'on ne prend point le Rituel dans ce sens, il sera en contradiction, ce qui ne peut pas être avec le concile de Trente, qui a déclaré en parlant des prestres du second Ordre, que les peuples d'une Paroisse reçoivent licitement du seul Curé les Sacremens.

Ou, si l'on veut, la particule *sem*, est dans cet endroit, une conjonction copulative mise pour &, en cette sorte : *vel de licentia Parochi & Ordinarii*, & elle nous marquera, prise en ce sens, qu'un Curé ou un Vicaire ne doit pas administrer les Sacremens à d'autres qu'à ses Paroissiens, s'il n'a permission du Curé leur Ordinaire. Il est assez commun de trouver *sem* dans cette signification. *Sem pro &*, *apud Recentiores passim*, dit Saumaïse dans ses notes sur la vie d'Opilius Macrinus. C'est à quoi les ordinateurs de quelques Rituels n'ont pas fait attention, en rendant le terme, *Ordinarii*, du rituel Romain, par ceux d'Archevêque, Evêque & Supérieur, (a) lorsque dans le Rituel il ne s'entend que du Curé du Penitent, & si l'on veut, dans une signification plus étendue, de tous ceux qui sont Ordinaires dans leurs Eglises.

Extrait du Rituel d'Orléans de l'an 1642. pag. 129. sous l'autorité de M. N. Denetz Evêque d'Orléans..

“ Que tout fidele de l'un & de l'autre sexe, après qu'il sera parvenu à l'âge de discretion, confesse tous ses pechés fidelement à son propre Prêtre au moins une fois l'an ; & qu'il soit soigneux d'accomplir lui-même la penitence qui lui aura été enjointe, recevant avec reverence au moins à Pâques le sacrement d'Eucharistie, si ce n'est que par avis de son propre Prêtre, & pour quelque cause raisonnable, il juge à propos de s'abstenir quelque tems de cette Communion. Autrement qu'on lui empêche durant sa vie l'entrée de l'Eglise, & qu'après sa mort on le prive de la sepulture chretienne. Que si quelqu'un veut pour quelque juste cause confesser ses pechés à un autre Prestre qu'au sien, qu'il demande & obtienne auparavant du sien la licence, attendu qu'autrement, celui-là ne le peut ni absoudre ni lier. *Decret du Conc. de Latran de l'an 1215.*

“ Dans cette Constitution, qui fut peut-être, dit saint Antonin, (b) la plus salutaire qui fût jamais faite dans aucun Concile, sont principalement

(a) Fidelibus alienæ Parochiæ Sacramenta non administrabit, nisi necessitatis causa, vel licentia Parochi seu illustr. Archiepiscopi. *Rituel. Lugdun. 1692. Cap. de iis qui in Sacram. administ. &c.*

Parochus vel quivis alius Sacerdos ad quem eorum (Sacramentorum) administratio pertinet... fidelibus alienæ Parochiæ Sacramenta non ministrabit nisi necessitatis causa, vel de licentia Parochi seu Episcopi. *Rituel Andeg. 1676.*

On n'administrera point les Sacremens aux

fideles d'une autre Paroisse, si ce n'est dans la nécessité, ou avec la permission du Curé ou de l'Evêque. *Rituel de la Rochelle 1689.*

Le Curé ou son Vicaire doit tenir cette regle generale de ne point administrer aucun Sacrement à ceux qui ne sont point de la Paroisse, si ce n'est en cas de nécessité, ou bien avec la permission de leur Curé ou de son Supérieur. *Rituel Routhen. suppl. part. 1. pag. 357. & 358. an. 1733.*

(b) S. Anton. 3. part. Hist. tit. 18. c. 2. §. 8..

“ remarquables deux choses, l’une touchant la Confession, l’autre touchant
 “ l’autorité du Confesseur, appelé le propre Prestre.

“ Quant au tems, encore qu’elle ne le determine pas precisement,
 “ mais que seulement elle ordonne qu’on se confesse *au moins une fois l’an*;
 “ Si est-ce que la coutume observée de tout tems en l’Eglise le restraint à
 “ celui de Pâques, (a) de sorte que le Canon interpreté par cette coutume,
 “ laquelle à force de Loi, ordonne même tems pour la Confession & Com-
 “ munion.

“ Ainsi l’ont entendu plusieurs Conciles & celebres Docteurs de l’Eglise,
 “ tant reguliers que seculiers, d’où vient que le Pape Sixte IV. qui étoit
 “ Religieux de l’ordre de saint François, ordonna contre quelques-uns qui
 “ avoient prêché le contraire, *qu’ils cessassent de prêcher que les Paroissiens*
 “ *ne sont pas obligés au moins à Pâques de se confesser à leur propre Prestre, pour*
 “ *ce que de droit, dit ce Pape, le Paroissien est tenu au moins à Pâques, de se*
 “ *confesser à son propre Prestre.*

“ Quant à ce terme de *propre Prestre*, il est sans doute ambigu, & se
 “ prend en diverses significations. Car, 1°. parlant en general, on appelle
 “ propres Prestres tous ceux qui ont pouvoir legitime d’absoudre, sçavoir
 “ le souverain Pontife, l’Evêque, ses Vicaires generaux, le Curé, son Vi-
 “ caire & tous Prestres *par eux legitimentement commis & députés*. 2°. plus
 “ communement on ne donne ce nom qu’aux premiers qui ont pouvoir de
 “ commettre. 3°. Mais dans une signification plus étroite, il n’est attribué
 “ qu’aux seuls Curés, & c’est en ce sens que la Decretale du concile de
 “ Latran se sert de ce mot. Car quand elle ordonne qu’on ira au moins
 “ une fois l’an (c’est-à-dire selon la coutume à Pâques, à confesse à son
 “ propre Prestre) elle veut dire qu’on ira à son Curé.

“ Ainsi l’entendent les Papes Innocent IV. (b) Martin IV. (c) Benoist

(a) La Coutume n’oblige absolument point
 de se confesser dans la quinzaine de Pâques, à
 son propre Curé, ou de sa permission à un au-
 tre Prêtre. On a toute l’année pour cette Con-
 fession. *Cap. Intercunclis. de Privileg. Extrav.*
Comm. lib. 5. tit. 7. c. 1. le Conc. de Trente
 ss. 24. de Pœnis. cap. 5. dit qu’il est d’usage de
 la faire dans le Carême, & souhaite qu’on
 entretienne cet usage; mais il n’en fait aucun
 precepte.

(b) Innocentius Episcopus servus servorum
 Dei. Dilectis filiis universis Religiosis ejus-
 demque professionis vel ordinis presentes Li-
 teras inpecturis salutem & Apostolicam ben-
 edictionem. Etsi animarum affectantes salutem
 universis & singulis qui christiana professione
 censentur, ut suas Deo lucri faciant animas,
 cupimus charitate & pietate duce sub modera-
 mine juris ad justitiam regulam & lineam equi-
 tatis normâ servatâ modestiæ, dirigere acius

suos, potiori tamen desiderio peroptamus, ut
 vos qui mundo & pompis ejus contemptis per
 gradus altiores ducatus specie procedentes re-
 ligionis apicem conscendistis, omnem in vo-
 bis justitiam impleatis inditæ vobis modestiæ
 servando tenorem & ab omnibus per quæ à
 religionis videatur rectitudine devian, vel
 vobis rationabiliter detrahi valeat, abstinendo;
 ita quod recti per vos diligenter vestræ
 perfectionis pulchritudinem & delectabiliter
 intruentes glorificent Patrem nostrum & iniquis
 os maliloquum obstruatur. Cum enim mundo,
 Angelis & hominibus facti sitis spectaculum,
 vix in vobis potest esse ruga tam tenuis vel ma-
 cula tam latens quin latus & conspectus quam
 in aliis appareret, unde si qua de vestris acti-
 bus nostro Apostolorum referuntur quæ sancti-
 tatis vestræ obnubilent claritatem, eo nimi-
 rum graviore dolore confodimur, quod ne-
 vestram gloriam totius Ecclesiæ jubat præci.

puum reputantes, ipsius splendorem vestri obnubilatione notoris non ambigimus notabiliter inhonorati. Sane gravis & clamorosa querela nostris assidue auribus inoleatur, quod nonnulli vestrum suis iuribus & finibus non contenti Parochianos alienos præsument temere ad divina officia recipere contra canonicas sanctiones, & licet dictorum Parochianorum indices non existant, nec ligandi aut solvendi eos acceperint potestatem, se tamen ipsorum iudices facientes ipsos in foro penitentiali periculose absolvunt & ligant pro suæ libito voluntatis, sicque ipsis qui proprios spernunt Presbyteros, minime absolutis, illud salutarium nostræ peregrinationis viaticum, quod non proficere nisi à criminis labe mundis, in animarum suarum & eorum qui illud non iudicantes indebite recipiunt, periculum committere non verentur. Sicque eorum prædicti Sacerdotes, qui curam suscipiendo ipsorum suam pro eis animam obligant, dum sibi taliter subtrahuntur, statim ignorantes eorum non possunt quod in eis est ægritatem sanare, nec consolidare infirmum, nec alligare contractum, & sic dum curæ commissa necessaria non adhibentur remedia, invalescentibus morbis asque ad interemptionem læso debaccharur, iidem Sacerdotes nullam possunt de sic percurrentibus animabus supremo iudici reddere rationem. Alii quoque vestrum diebus dominicis & festivis dum in parochialibus Ecclesiis Missarum solemnia celebrantur, solemniter verbum prædicationis proponunt populo, qui ad audienda divina officia in Ecclesiis ipsis diebus prædictis convenite consueverat ut teneat, ad prædicationem huiusmodi convocato, ab ipsis sub specie sanctionis aditionis abstracto & ab eisdem parochianis divina omittuntur officia & Sacerdos in domo, quasi Passer unicus in ædificio remanens, derelictus, suorum Parochianorum solatio & consuetis oblationibus defraudatur. Alii vero dicecesano Episcopo minime deferentes eadem die & frequenter hora ipsa, qua idem Episcopus commisso sibi populo solemniter prædicat, suas prædicationes inculcant, & faciunt ut verbum Dei quod desiderantur & avidè suscipi consuevit, ex prædicationis concursu contempnibile reddatur in auribus auditorum. Illud etiam satis notabiliter videtur & indecens quod nonnulli vestrum mox ut aliquos ægritudinis langore detentos intelligunt, ad ipsos festini concurrunt & eos illicitis verborum blanditiis demolentes, præcipuum ipsis salutis remedium pollicentur, si apud eorum Eccle-

lias elegerint sepulturam, ac tandem ad suum propositum talibus persuasionebus pertrahentes ad testamenta eorum ordinanda se ingerunt & letantur cum canonicis iustitiis defraudantur Ecclesiæ, de quorum Parochiis affirmantur corpora defunctorum. Et nonnulli qui ut nudum Christum libere sequi possent, religionis se vinculo astringendo speciosa & magna contempsisse noscuntur, se in alienis iuribus contra Deum & iustitiam insurpandis exhibere pertinaces. Multa quidem & alia gravamina tam Prelatis quam Clericis frequenter à vobis illata & inferri quotidie proponuntur, quæ pro religionis honore honestius reputamus sub silentio præterire, ex quibus profecto proximorum jus læditur, Ecclesiarum iustitiæ derogatur, blasphematur religio, Deus ipse offenditur, quodque periculosius est, fidelium animæ in laqueum mortis & in potum interitus pertrahuntur. Nos igitur qui ex suscepti Apostolatus officio sumus omnibus in iustitia debitores, ut conceder attendentes quod ex usurpatione huius modi, non tantum indevotio & contemptus in populo prodeunt contra proprios Sacerdotes, verum etiam erubescencia, quæ est magna pars penitentis, collitur, dum quis non proprio Sacerdoti, quem habet continuum & præsentem, sed alieno & aliquando transeunti, ad quem difficilis & quandoque impossibilis est recursus, sua crimina confiteatur. Ne tamen abusivos excessus videamus per tolerantiam comprobare, volentes in posterum freno juris prædictarum transgressionum injurias cohibere, ac singulis Ecclesiis & eorum Ministris sua iura illæsa omnimode conservari, necnon Parochianorum saluti & famæ vestræ consulere, circa præmissa nihil novum in vestrum inducendo gravamen, sed antiqua & moderna iura in medium deducendo, universitati vestræ per apostolica scripta, in virtute obedientiæ districte præcipiendo, mandamus quatenus Parochianos alienos diebus dominicis & festivis non recipiatis de cætero in vestris Ecclesiis seu oratoriis temere ad divina, nec ipsos sine Sacerdotis sui licentia ad penitentiam ullatenus admittatis, cum si quis alieno Sacerdoti iusta de causa sua voluerit confiteri peccata, secundum Statuta generalis Concilii licentiam prius postulare ac obtinere debeat à proprio Sacerdote, vel saltem primo sibi confiteri & recipere absolutionis beneficium ab eodem, aliter namque ab ipso solvi non poterit eum duplex in iudicando funiculus scilicet potestatis & scientiæ requiratur,

quorum alterum constat in alieno deficere Sacerdote. Et ne parochialibus Ecclesiis devotio debita subtrahatur, ante Missarum solemniam ad quæ audiendi Parochiani prima diei parte in suis consueverunt & debent Ecclesiis convenire, oequaquam in vestris Ecclesiis prædictis, nec hora illa solemnes in eis faciat sermone non propter hos audiendos ad vos populus confluens parochiales Ecclesias derelinquat, sed nec ad prædicandum solemniter ad alias Parochias accedatis nisi à Sacerdote Parochiarum ipsarum fueritis invitati, vel saltem nisi ad illud humiliter petieritis & obtinueritis vos admitti. Et ut debitus honor Episcopis deferatur, eadem die qua diocesanus Episcopus, vel alius loco ejus solemniter prædicat, maxime in Ecclesia cathedrali, oculus vestrum in eadem civitate vel loco prædicare præsumat, ne salubris prædicationis doctrina ex frequenti concuscatioe hujusmodi quasi tardium generans contemnatur. Si vero in casu licito Parochianos alterius ad sepulturam, quam nemo sine justa & rationabili causa temere debet eligere antiquis suorum parentum dimissis sepulcris, in vestris Ecclesiis recipere vos contingat, omnium que obtentu sepulture hujus fueritis consecuti, medietatem, vel tertiam, vel quartam partem juxta felicitis recordationis Gregorii Papæ prædecessoris nostri Decretum, secundum consuetudinem regionis, etiam non requisiti infra octo dies, à tempore receptionis eorum Episcopo vel Sacerdote, de ejus Parochia mortuus est assumptus, exhibere curetis, constitutionibus bonæ memoriæ In-

nocentii & Gregorii romanorum Pontificum de non deductenda canonica portione, tam de equis & armis legatis subsidium terræ sanctæ, quam de iis que in ornamentis & aliis ad divinum cultum spectantibus reliquuntur in suo robore duraturis, dummodo non relinquantur in fraudem, ut sic Episcopo vel parochiali Ecclesiæ debita portio detrahatur. Si quis vero vestrum hujus nostre provisionis transgressor contra prædicta vel aliquid prædictorum venire præsumperit, præter inobedientiæ vitium & excommunicationis sententiam, quam cum ipso facto incurere volumus, gradus sui periculo subiacebit, & nihilominus à loci diocesano ad præmissa universa & singula observanda censura ecclesiastica apostolica regulâ districtius compellatur, nullis contra hoc apostolicis indulgentiis valituris. Datum Neapoli undecimo Kalendas Decembris Pontificatus nostri anno duodecimo.

On a cette Bulle dans les œuvres de Guillaume de Saint-Amour pag. 74. de l'Edit. de 1673. Recueil des Affaires du Clergé tome 4. édition de 1616. page 336. & ailleurs.

Alexandre IV. révoqua la Bulle *Essi animarum*, par sa Constitution *Nec in altum est*. On l'a en Lue Wadding tome 1. *Annal. Minorum. Bull. 1. in Regesto*, dans l'Histoire de l'Université de Paris tome 3. p. 173. dans le Thésor des Anecdotes de Dom Martene tome 1. &c.

(c) Richard d'Armach, Gerson, Henri de Gand, Major, Adrien, &c. ont cité la Bulle *Ad fructus uberes*, de Martin I V.

“XI. (a) Sixte IV. (b) Leon X. (c) & après eux une infinité de Docteurs, tous lesquels appellent indifféremment Curés ou Prestres paroissiaux
“ceux que le Concile appelle propres. Prestres.

“Il est donc vrai qu'en vertu de la Decretale on est obligé d'aller au moins à Pâques à confesse à son Curé, ou si on va à un autre, il faut
“que ce soit avec sa permission, ou avec celle de son supérieur auquel le droit appartient de pouvoir la donner. (d) Nous recommandons pourtant
“aux Curés de se rendre faciles à accorder à ceux qui leur demanderont

(a) Injungimus, ut fratres ipsi, confitentes moneant, & in suis prædicationibus exhortentur, quod suis Sacerdotibus saltem semel confiteantur in anno, asserendo id ad animarum profectum procul dubio pertinere. Benoît XI. cap. Inter cunctos de privi. ext. comm. lib. 5. tit. 7. capite 1.

(b) Ipsi Mendicantes desistant prædicare quod Parochiani non sint obligati saltem in

pascuale proprio confiteri Sacerdoti, quia de jure tenetur Parochianus saltem in pascuale, proprio confiteri Sacerdoti. Sixte IV. capite Vices illius. De reug. & pace. Ext. comm. lib. 1. titulo 9. capite 2.

(c) Concilium Lateran. sub Leone X. sess. 2.
(d) L'Evêque a ce pouvoir par devolution de droit & quand le Curé est en faute.

"la permission de se confesser à d'autres, pourvu seulement que ce soit à
 "des Prêtres qui ayent approbation de Nous ou de nos grands-Vicaires, (a)
 "autrement les confessions & absolutions seroient nulles & de nul effet.

Le même Rituel dans le Chapitre *Ordo eorum que fieri debent à Parocho circa Sacramentum Ordinis*, nous marque très-distinctement que la puissance d'Ordre, la puissance de Jurisdiction & l'approbation sont trois choses différentes, que ceux qui se présentent aux Ordres doivent sçavoir & que c'est l'Evêque qui approuve pour confesser.

Debet (Parochus) cum se ordinaturum Pontifex indicavit... monere imprimis, ut ante ordinationem super sequentibus articulis examinandi & ad respondendum parati accedant... Que sint qualitates in Confessario requisitæ? Quid sit potestas Ordinis? Que Jurisdictionis? Quid sit Approbatio & à quo obinenda?

§. XVIII. La nécessité du consentement des Curés pour confesser dans leurs Paroisses, prouvée par les Statuts synodaux.

Il appartient de droit aux Curés de confesser leurs Paroissiens, mais comme souvent ils ne peuvent pas suffire à les confesser tous, & que des raisons particulières empêchent quelquefois que l'on ne s'adresse à eux, il a été réglé que dans ces cas, les fideles demanderont & obtiendront permission de s'adresser à d'autres Prestres. Les Statuts synodaux de differens Diocèses & quelques Conciles particuliers veulent que le Curé ou l'Evêque donne ces permissions, d'autres que le Curé & l'Evêque les accordent ensemble, d'autres que l'Evêque seul, d'autres enfin que le Curé seul les donne.

Mais loin que des jugemens si differens rendent incertain le droit des Curés & puissent le faire passer pour une opinion, on doit au contraire conclure de l'aveu que des Evêques en ont souvent fait dans des Synodes & des Conciles, qu'il est certain; car s'il y avoit eu quelque doute fondé à cet égard, il y a peu d'apparence que ceux qui avoient intérêt de diminuer la jurisdiction des Curés, eussent jamais pensé à l'affermir, d'autres l'ont combattuë, & c'est une preuve qu'elle étoit réelle, existante & de pratique dans les lieux où l'on s'efforçoit de la détruire.

Les Statuts synodaux de Sifroi Archevêque de Cologne de l'an 1280. *cap. 8.* parlent ainsi: Si quelqu'un avec juste cause veut se confesser à un Prêtre étranger ou à un Religieux, qu'il demande & qu'il obtienne la permission de son Curé, à condition cependant qu'il se confessera à lui pleinement & entièrement au moins une fois l'an. *Si quis tamen alieno Sacerdoti vel alicui Religioso, juxta de causa voluerit confiteri licentiam primo postulet & obtineat à proprio Sacerdote, ita tamen quod semel ad minus in anno, proprio Sacerdoti plene & integre, ut dictum est confiteatur.* Conc. labb. to. XI part. 1.

Les Statuts synodaux de Pierre Quivil évêque d'Oxford l'an 1287. *eb. 5.* en Spelman to. 2. p. 355. Que les Curés avertissent leurs Paroissiens de se con-

(a) Voilà une distinction bien marquée de jurisdiction aux approuvés de l'Evêque, sans l'approbation & de la jurisdiction pour confesser. L'Evêque approuve, & le Curé donne la jurisdiction cependant de la donner dans les cas de droit.

feiler trois fois l'an, sçavoir avant Noel, à Pâques & la Pentecôte, ou au moins une fois au commencement du Carême, à leur propre Prêtre ou, avec sa permission, à un autre Prêtre. Que le propre Prêtre ne refuse point cette permission, s'il y a cause de la lui demander, parcequ'autrement le Paroissien se confesferoit inutilement, le Prêtre étranger ne pouvant le lier ou delier que par l'ordre du Supérieur. Que l'on observe la même chose à l'égard du Penitent lorsqu'il est en voyage, en captivité ou à l'article de la mort. *Moneamus Parochianos suos & crebris Prædicationibus inducant quod quilibet eorum ter in anno scilicet ante natale Domini, Pascha & Pentecosten, vel ad minus in Quadragesima in ipsius initio confiteantur, ne Ecclesia careat suffragiis quæ fiunt tunc temporis, peccata sua integre proprio Sacerdoti vel alteri de ipsius licentia confiteantur. Licentia vero petita & assignata rationabili causa non denegetur, alioquin penitentes frustra se decorent alieno, cum ipsi absque licentia eos absolvere non poterint vel ligare, nisi de mandato Superioris. Hoc fiat vel peregrinatione, seu vinculo, seu mortis articulo penitens fuerit constitutus.*

Les Statuts synodaux de Gilbert évêque de Cicestre de l'an 1289. c. 20. dans la Collection de Spelman *to. 2. pag. 406.* & en Labbe *to. XI. part. 1.* qu'aucun Prêtre à moins qu'il n'ait privilege du Pape pour confesser, n'admette à la Confession ou à la Communion un étranger sans la permission de son Curé, & que le Curé designe le Confesseur à qui l'on doit s'adresser, afin que personne ne puisse sur ce pretexte éviter de se confesser. *Nullus Presbyterum alienum parochianum ad confessionem vel communionem corporis Christi præsumat admittere sine licentia proprii Sacerdotis, nisi privilegio audiendi confessiones a summo Pontifice sit munitus. Cum autem à Sacerdote licentia petatur alteri confitendi, personam designet cui debeat confiteri, ne quisquam tali velamine nemini confitendo, penitentia diffugiat Sacramentum.*

Les Statuts synodaux de Cahors, Rodez & Tullés de l'an 1289. communs à ces trois Diocèses. " Il faut se confesser à son Evêque ou à son Curé, ou de la permission de celui-ci (ils ne disent pas de l'Evêque) mais de celui-ci, c'est-à-dire du Curé, s'il y en a cause raisonnable, à un autre Prestre ou à ceux qui feront voir un privilege du Pape. *Confiteendum est autem Episcopo vel proprio Sacerdoti parochiali, vel ex causa rationabili de ipsius licentia alteri Sacerdoti, vel illis qui super hoc ostendunt se à sede apostolica potestatem habere.* Anecd. Marten. *to. 4. p. 1014.*

Les statuts synodaux de Nantes d'environ l'an 1220. *cap. 76.* Si quelqu'un a une juste cause de se confesser à un Prestre étranger, qu'il demande & obtienne la permission de son Curé, parcequ'un autre Prestre ne peut autrement le lier ou delier. *Si quis autem alieno Sacerdoti, iusta de causa voluerit sua confiteri peccata, licentiam prius postulet & obtineat à proprio Sacerdote, cum aliter illum non possit solvere vel ligare.* Anecd. Marten. *to. 4.*

Les anciens statuts synodaux de Coutances *cap. 39.* donnés par dom Bessin dans ses conciles de Normandie, & avant lui par dom Martene *Anecd. tom. 4. &c.* de Rouën, *cap. 81.* dans les conciles de Normandie, d'Angers *pag. 21. & 22. tit. de Confessionibus populi* & de l'an 1493. *pag. 153.* du Mans d'environ l'an 1230. *Adm.* mais reformés & imprimés l'an 1489. & de nouveau dans les anecdotes

anecdotes de Lifieux: *Anecd. to. 4. d'Aun, ibid. de Meaux, ibid. de Bayeux* de l'an 1300. c. 80. dans les conciles de Labbe *tom. xi. part. 1. &c.* disent la même chose que les anciens statuts de Nantes, & en mêmes termes; sçavoit que l'on ne peut être abboué que par son Curé ou avec sa permission par un autre.

Les statuts de Bayeux *cap. 99.* ajoutent que dans les Paroisses où il y a un Curé primitif & un Vicaire perpétuel, le Curé primitif se fera ordonner Prestre & s'il veut servir dans son Eglise, il en prendra permission du Vicaire perpétuel. Tant on étoit convaincu, que pour faire quelque fonction dans une Paroisse, le consentement de celui qui en a le gouvernement special est nécessaire. *Præcipimus ut Curati Clerici que habent Vicarias perpetuas... in suis Ecclesiis deserviant in ordine Sacerdotali, si de eorum & Vicariorum extiterit voluntate.*

D'autres statuts de Nantes de l'an 1385. c. 8. Ne recevez point à assister à l'office Divin les Paroissiens des autres, à moins qu'ils ne soient étrangers... & n'écoutez point leurs Confessions sans la permission de leurs Curés. *Nec alienos Parochianos sine licentia Curatorum suorum, exceptis peregrinis, ad divina audienda in Ecclesiis vestris admittatis, nec eorum Confessiones audiat.* *Anecd. to. 4.*

D'autres de l'an 1389. c. 11. Nous défendons à tous les Curés d'entendre en Confession, ou de donner aucun autre Sacrement aux Paroissiens des autres, si ce n'est dans la nécessité ou avec la permission de leur propre Curé. *Inhibemus in super eisdem, ne ipsi hujusmodi Parochianis alienis in Confessionibus audiendis, vel alio modo ecclesiastica Sacramenta ministrent, nisi in casu necessitatis, seu nisi de licentia proprii Sacerdotis eorumdem.* Ibid.

D'autres de l'an 1499. c. 4. Que les Recteurs, Vicaires perpétuels & deservans les Curés... enseignent à leur peuple de ne point recevoir le sacrement de Penitence ni aucun autre Sacrement, que par le ministère du propre Prêtre, ou s'ils les reçoivent d'un autre, que ce soit avec la permission du Supérieur ou de leur Recteur. *Uterius omnibus & singulis parochialium Ecclesiarum Rectoribus & Vicariis perpetuis, seu eisdem Ecclesiis deservientibus districte præcipiendo injungimus... quatinus... injungant populo suo ne alibi quam proprio Sacerdoti absque Superioris ipsius, vel ejusdem Rectoris speciale licentia Confessiones (facere) aut alia sacramenta Ecclesiastica usurpare audeant.* Ibidem.

Les Statuts synodaux de l'Eglise de Reate en Italie de l'an 1303. *ch. 7.* dans la grande collection des peres Martene & Durand *to. 8. p. 148.* Nous ordonnons de priver de l'entrée de l'Eglise pendant la vie, & de la sepulture ecclésiastique à la mort, ceux qui ne se confessent pas une fois l'an à leur Curé, ou avec sa permission à un autre Prestre. *Præcipimus Sacerdotibus curam habentibus animarum ut quolibet Parochianorum suorum, postquam ad annes discretionis pervenerint, qui non semel in anno sua confiteantur peccata ipsi Sacerdoti vel alteri de ejus licentia... privetur in vita ab ingressu Ecclesie & in morte Ecclesiastica sepultura.*

Les statuts de Winton en Angleterre environ l'an 1308. *tit. de Penit. en Spelman to. 2. pag. 447.* Nous ordonnons & nous prions dans le Seigneur les Curés d'avertir leurs Paroissiens de se confesser au moins trois fois l'an, si cela

se peut, au moins une fois dans le commencement du Carême, à leur propre Prestre, ou, avec sa permission, à un autre; & de dire aux laïques, que sans cette permission, un autre Prestre ne les peut absoudre. *Precipimus igitur & obsecramus in Domino ut Sacerdos quilibet parochianos moneat efficaciter & inducat, quod quilibet eorum ter ad minus in anno si fieri potest, vel ad minus semel, in Quadragesima scilicet, & hoc in ipsius initio, vel quam primum poterit, ne suffragiis Ecclesia careat, qua pro Penitentibus orat Deum; peccata sua integre Proprio vel ipsius licentia, quam ex iuxta causam petitam precipimus non negari, aliter honesto delegat Sacerdoti. Ipsi vero laicis per locorum Presbiteros expresse dici volumus, quod Sacerdos extraneus, absque prædicta licentia, alterius parochianum solvere nequeat vel ligare.*

Les statuts de Cambrai d'environ le même tems *cap. de Pœnit.* dans la grande collection des peres Martene & Durand *tom. 7. p. 1294.* Que les fideles se confessent au moins une fois l'an à leur propre Prêtre, c'est-à-dire à leur Curé, qui plus proprement que tout autre Prestre est le propre Prestre, parceque non seulement il confesse & absout, mais aussi parcequ'il administre les autres Sacremens. *Saltem semel in anno confiteantur proprio Sacerdoti, id est Presbitero parochiali, qui ideo magis proprie dicitur esse proprius Sacerdos, quia non solum Confessiones audit & absoluit, sed etiam administrat alia ecclesiastica Sacramenta.*

D'autres statuts de Cambrai de l'an 1317. par l'évêque Pierre *ibid. pag. 1343.* Nous sçavons qu'il y a des Prestres qui confessent dans les Eglises & dans les Paroisses de la Ville & du Diocèse sans notre permission ou celle des Curés; nous leur deffendons sous peine d'excommunication d'entendre les Confessions, ni d'administrer aucun autre Sacrement sans la permission du Curé ou la nôtre, si ce n'est en cas de mort, & qu'on ne pût avoir le Curé. *Quoniam sicut experientia docuit nonnulli Sacerdotes, imo verius deceptores, in aliena messe falcem suam immittere non verentes, in nostris civitate & diocesi sine nostra vel Curatorum ipsorum civitatis & diocesis licentia, in ejusdem Ecclesiis & eorum Pastochiis præsumunt temeritate propria audire Confessiones & ministrare ecclesiastica Sacramenta contra sacrorum Canonum institutum cum sibi consentientes absolvere nequeant vel ligare, vel ipsa Sacramenta Ecclesiastica ministrare. Nos tante temeritati & animarum periculis occurrere cupientes, statim prohibemus ne quicumque Sacerdos sine nostra vel prædictorum Curatorum licentia audire Confessiones, vel qua Sacramenta ministrare præsumat, nisi in mortis articulo, ubi non possit haberi copia Curatorum. Si quis autem hoc facere præsumpserit, excommunicationis vinculo sit ligatus, salvois autem auctoritatibus & privilegiis Apostolicis quorum volumus esse defensores.*

M. de Berlaymont, archevêque de Cambrai, & M. Moulart évêque d'Arras, dans leurs Pastoraux de l'an 1594. établissent également que les fideles doivent se confesser au moins à Pâques à leurs Curés, ou avec sa permission à un autre Prestre. Ils assurent que cette coutume est immémoriale, & a pris naissance avec le Christianisme dans la province de Cambrai.

Les statuts d'Amiens par l'évêque Jean Avantage *cap. 5. de Pœnit. &c. n. 3.* dans la grande collection de Martene *tom. 7. pag. 1250.* Nous ordonnons que les Clercs deux fois & les Laïques une fois l'an, se confessent au Curé ou Recteur

de leur Paroisse, ou à quelque autre avec sa permission. *Præcipimus ut Clerici saltem bis, Laici vero semel in anno Capellano seu Rectori in cuius Parochia degunt, vel alicui de eius licentia sua constentur peccata.*

Les statuts synodaux d'Autun de l'an 1323, c. 20. & qui sont differens des autres d'Autun que j'ai cités. Nous defendons à tous les Recteurs ou Curés de donner les Sacremens aux Paroissiens des autres, & à ceux-ci de permettre qu'on leur donne sans la permission speciale de leur Curé. *Item inibemus Rectores omnibus seu Curatis ne alienum Parochianum admittant, ad ecclesiastica Sacramenta, item ea sibi ministrare permittant, absque sui Curati licentia.* Anecd. 10 4.

Les statuts synodaux de Strasbourg de l'an 1435, c. 34. Qu'aucun Prestre de quelqu'état ou ordre Religieux qu'il soit, ne confesse le sujet d'un autre Prétre sans sa permission & ne lui donne les autres Sacremens sans nécessité, à moins que cela ne lui appartienne par privilege ou indult, dont nous aurons été informés auparavant. *Nec aliquis Sacerdos cuiuscumque status vel religionis existat alterius Sacerdotis subditum sine ipsius licentia recipiat ad confessionem, vel ei ecclesiastica Sacramenta ministret, nisi necessitas exigat, vel id alicui competat ex privilegio, vel indulto, de quo prius dictum fuerit coram nobis.* Ibid.

Les statuts de Rennes de l'an 1464. aussi précis, veulent le consentement du Curé du Penitent, sous peine d'excommunication & de dix livres d'amende. *Prohibemus sub pena excommunicationis ac x. librarum moneta usualis Elemosine nostre applicandum ne aliquis Presbyter in Diocesi nostra curam Ecclesie parochialis agens scienter alienum seu non suum parochianum de facto sub secreto Confessionis audire & ipsum absolvere ac alia ecclesiastica Sacramenta conferre seu ministrare exceptis à iure casibus, non habita propriis Curati licentia piasum.* Ex Cod. Mss.

Ceux de l'an 1465. "Nous prohibons & defendons sur peine de Sentence d'excommunié & de x. livres monnoye que aucun Prebre gouvernant "Cure ne administregre nuls Sacremens à nuls, s'il n'est son Paroissien, ne "n'oigt en confession, excepté les cas de droict, sinon de la licence du propre "Curé & afin qu'abusément de ceulx Prebtrés qui n'ont pas Cure des ames à "gouverner comme aux Mandicans & aux Religieux soit ousté, détruit & "eschivé, nous établissons & devoions que sur peine de droict, que ceulx "Prebtrés Mandicans & Religieux ne administregent nuls Sacremens de sainte "Eglise à nos subjets sans noustre autorité & licence & du propre Curé."

Les statuts synodaux de Lifieux d'environ l'an 1510. par Jean le Veneur, *sic. de non recipiendo alienos Parochianos.* Nous defendons à tous les Prestres des Paroisses de notre Diocèse de recevoir les Paroissiens des autres, & de leur administrer les Sacremens sans l'express consentement de leur Recteur. *Omnibus & singulis Parochialibus Presbyteris nostra diocesis inibemus alienos Parochianos recipere, & alienis, casu dumtaxat necessitatis excepto, Sacramenta ecclesiastica ministrare absque consensu expresso aut lateris dimissoris Rectoris Parochialis cuius sunt, seu novissime fuerint Parochiani.*

D'autres statuts synodaux de Lifieux par M. de Matignon, à la fin du dernier siecle, *sic. de la Confession annuelle.* "Tous les fideles de l'un & de l'autre "sexe, ayant atteint l'usage de discretion, sont obligés de confesser tous "leurs pechés au moins une fois l'an à leur propre Pasteur, ou à un autre

“approuvé de Nous, après en avoir demandé & obtenu la permission. Nous exhortons tous nos Curés d’entrer facilement dans les besoins de leurs Paroissiens, & de leur accorder sans peine la permission de se confesser ailleurs “qu’en leurs Paroisses, lorsqu’ils en auront quelque raison; ou bien de faire “venir en leurs Eglises, quelques jours devant la Semaine Sainte, des Confesseurs extraordinaires, pour leur procurer par toutes sortes de moyens, la “liberté de faire une bonne Confession.”

Les statuts synodaux d’Estienne Poncher, Evêque de Paris d’environ l’an 1510. aussi précis que les précédens, veulent que conformément au concile de Latran, les fideles se confessent à leur Curé ou avec sa permission à un autre. *Juxta Concilium generale statimus ut soli omnia peccata proprio Sacerdoti confiteantur, & iniquitatem sibi penitentiam propriis viribus studeant adimplere nisi causa rationabiliter ex consilio proprii Sacerdotis abstinerint, nec alienum Sacerdotem adeant absque licentia petita & obtenta, cum ab alieno non possunt ligari & absolvi, nisi in mortis articulo.*

Les statuts de Paris de l’an 1557. art. 12. 29. & 30. nous apprennent qu’il n’y avoit point d’autres Confesseurs dans les Paroisses, que le Curé & les Prestres à qui il confioit cet emploi, & que ceux que le Curé ou ses délégués n’avoient pas confessés, ou qui ne s’étoient pas confessés avec sa permission à d’autres, ne devoient point être reçus à communier. *Et ut subditi nostri à teneris assuescant sua peccata coram suo Parocho, aut ab eo commissis confiteri, &c. moneantur, &c. Stat. Paris. 1557. a. 12.*

Parochis nostris prohibemus ne alienum recipiant Parochianum, & eum in Confessione absolvant, aut illi quodvis aliud Sacramentum administrent nisi Parochi cui alienus ille subditus est, licentia id fiat, & is de sui Parochi consensu fidem faciat. Ibidem. art. 29.

Nullus Parochus ad huius Sacramenti (Eucharistiae) sumptionem quem piam, praecipue in Paschate admittat; cuius conscientiam, non noverit aut ipse, aut ab eo ei negotioprefectus. Ibid. art. 30.

Les statuts synodaux de Chartres de l’an 1526. par Louis Guillard, dans les formelles des lettres Testimoniales. que les Curés. peuvent donner. “Sçachent tous que moi N. prestre recteur de la paroisse de N. diocèse de Chartres, ai donné licence & pouvoir, & les donne à Gaultier Petit mon Paroissien, qui en peu, comme il l’assure, doit se mettre en chemin pour un “voyage, de se confesser, à compter du jour de son départ jusqu’à son retour, “aux Prestres capables qu’il choisira à cet effet & de recevoir d’eux les autres Sacramens.” *Noverint universi quod ego N. Presbyter Rector Ecclesiae de N. Diocesis Carnotensis licentiam & facultatem concessi prout & concedo Galiero Petit meo Parochiano ad extraneos pariter, ut dicat, brevi ituro & proficisci volenti, ut idem meus Parochianus à die ejus discessus usque ad ipsius reditum, quibus ve alienis idoneis Presbyteris per eum eligendis peccata sua confiteri, ab eisque penitentiam ac cetera ecclesiastica valeant recipere Sacramenta, &c.*

Les statuts synodaux de Valentin Evêque d’Hildesheim de l’an 1539. cap. 22. “Après avoir considéré les Ordonnances de nos Peres qui ont mis des bornes aux différentes Eglises & à ceux qui les gouvernent, au-delà desquel-

Ils il n'est point permis de passer. Nous défendons à tous Prestres seculiers ou reguliers *commis de Nous*, de l'Archidiacre ou de notre grand Vicaire, au soïn des ames, de confesser ou de recevoir à la Communion les Paroissiens d'autrui, sans en avoir demandé auparavant & obtenu la *permission du Curé*, étant certain, qu'on ne peut autrement lier & delier, & que c'est confondre l'ordre que la divine Providence a fait établir par les Anciens. *Nostorum Patrum qui Ecclesia sancta Dei & personis Ecclesiasticis terminos quos non licet transgredi potuerunt statuta considerantes, Universis Sacerdotibus tam religiosis quam secularibus... firmiter inhibemus ne quis alienum Parochianum cuius cura per Episcopum loci, vel Archidiaconum, vel ejus Vicarium alii est commissa presumat, excepta necessitatis causa, quæ legem non habet, ad Confessionem recipere vel ad porrigendum ei ecclesiasticum Sacramentum, nisi petita & obtenta licentia proprii Sacerdotis accedere, cum certi & indubitati juris existat talem à tali Presbytero absolvi non posse aliquatenus vel ligari & ex hoc ordinem Ecclesia per maiores & sanctos Patres divina Providentia institutum confundi, quod per universos Plebanos singulis diebus dominicis & festivis coram suis plebibus precipimus publicari.*

Les statuts d'Avranches de l'an 1550. *Stat. 20.* Qu'aucun Prestre ne recoïve le Paroissien d'un autre, sur-tout à Pâques, au Sacrement de Penitence & d'Eucharistie, sans la permission de son Curé. *Item nullus recipiat alienum Parochianum, maxime in Pascha Sacramentum Penitentia & Eucharistia, sine licentia proprii Sacerdotis.*

Ceux du même lieu du 17. Octobre 1682. n. 88. par M. de Froullay de Tessé. "Nous ordonnons à tous les fideles de notre Diocèse, capables d'approcher du sacrement de Penitence, de confesser leurs pechés à leur Curé ou autre commis de sa part depuis le premier dimanche de Carême jusqu'au dimanche de la *Quasimodo* inclusivement, declarant nulles toutes les Confessions qui seront faites à d'autres Prestres, quoiqu'approuvés de Nous, seculiers ou reguliers pendant ledit tems, s'ils n'ont obtenu des Curés leur consentement pour absoudre leurs Paroissiens.

Nombre 89. "Et d'autant que l'autorité que les Curés ont sur les ames de leurs Paroissiens, leur a été donnée pour leur édification & leur salut & qu'ils doivent se depouïller de tout esprit d'interêts & de domination, afin de procurer par tous moyens leur avancement spirituel. Nous leur ordonnons d'entrer facilement & avec condescendance dans les besoins de leurs Paroissiens & de leur accorder sans repugnance, la permission de se confesser ailleurs qu'à leur Paroisse, lorsqu'ils auront effectivement, ou qu'ils croiront avoir raison de demander ladite permission, les exhortant de ne les adresser qu'à des personnes qui les pourront décharger devant Dieu, en observant dans l'administration du Sacrement, les regles nécessaires, leur declarant que si l'on se plaint à Nous des difficultés qu'ils apporteroient à accorder ladite *permission*, nous y pourvoïrons aussi-tôt en connoissance de cause, & nous leur en temoïnerons notre mauvaise satisfaction."

D'autres statuts synodaux d'Avranches du 23. Avril 1693. *chap. 5. sect. 2. n. 6.* par M. Daniel. "Nous ordonnons à tous les fideles de notre Diocèse, capables de s'approcher du sacrement de Penitence, de confesser leurs pe-

“chés à leurs Curés ou autres commis par eux, depuis le premier dimanche
 “de Carême jusqu’au dimanche de *Quasimodo*, inclusivement : Nous des-
 “fendons à tous Prestres seculiers ou reguliers de recevoir les Confessions
 “annuelles, qui se font pour le devoir de Pâques, d’aucun de nos Diocésains
 “pendant ledit tems, sans la permission de son Curé. Nous declérons telles
 “Confessions nulles & abusives, &c.

Nombre 7. “Nous enjoignons aux Curés de se rendre faciles à accorder à
 “leurs Paroissiens la liberté de se choisir un Confesseur approuvé de Nous
 “pour s’acquitter du devoir de la Confession annuelle, lorsqu’elle leur sera
 “demandée. Lesdits Paroissiens pourront s’adresser à Nous ou à nos Vicaires
 “generaux pour obtenir cette permission, lorsqu’ils trouveront de trop
 “grandes difficultés dans leurs Curés, ou qu’ils enseront refusés, sauf aus-
 “dits Curés à nous informer des causes de leurs refus, &c.

Les statuts synodaux de Metz de l’an 1635. *Stat. 7.* de l’an 1666. *art. 1.* &
 de l’an 1699. *n. 3. de Penit.* “Que celui qui ne voudra pas se confesser à son
 “propre Curé à Pâques, lui demande, ou à Nous, la permission que les Curés
 “doivent être faciles à leur accorder, de se confesser à un Prestre approuvé de
 “nous, duquel il prendra un billet pour presenter à son Curé, autrement,
 “qu’il ne soit point reçu à communier, & qu’on procede contre lui, comme
 “s’il ne s’étoit point confessé. *Qui noluerit proprio Parocho confiteri in Paschate,*
potat ab eo vel à nobis facultatem sine nlla difficultate à Parocho concedendam con-
veniens alium Sacerdotem à nobis approbatum, à quo testimonium Confessionis suo
Parocho exhibendum accipiat alioquin ad Sacram communionem non admittatur &
contra eum tanquam non confessum procedatur.

Les statuts de Roüen du 7. Novembre 1628. *n. 12.* par M. de Harlai.
 “Aucuns Prestres reguliers ou seculiers, envoyés par le R. P. Archevêque,
 “ne pourront prêcher, catechiser & confesser dans les Eglises de la Ville ou
 “de la Campagne, sans le consentement & permission des Curés des lieux ; &
 “en cas de nécessité, la même chose se pratiquera pour la celebration des
 “Messes & autres fonctions Ecclesiastiques.

D’autres statuts de Roüen à la fin du dernier siecle, ou M. Colbert arche-
 vêque de Roüen, dans ses avis aux Confesseurs. “Que les Prestres que nous
 “approuvons pour entendre les Confessions, ne confessent point dans les
 “Paroisses ou dans les Eglises, sans le consentement du Curé ou Supérieur,
 “à moins que (ce qui néanmoins n’arrivera que fort rarement) il n’en soit
 “ordonné de Nous autrement & expressement. *Nullus ea (facultate audiendi*
Confessiones) utatur in ulla Parochia vel Ecclesia nisi de Pastoris vel Superioris
consensu, aut nisi aliud à nobis, quod rarius accidet, distincte permiffum fuerit.

Les statuts de Coutances de l’an 1637. *ch. 25.* par M. de Maignon. “Des-
 “fendons aussi ausdits Prestres seculiers & reguliers de quelque qualité qu’ils
 “soient d’administrer les sacremens de Penitence & de l’Eucharistie dans des
 “Maisons privées, Oratoires, chapelles Domestiques ou autres lieux hors
 “l’Eglise paroissiale, à qui que ce soit, & d’ouïr les Confessions, des mala-
 “des, preparatoires à la reception du Viatique, sans l’express consentement
 “des Curés, lesquels nous exhortons d’accorder librement ladite licence aux
 “malades qui la demanderont.

Les statuts synodaux d'Evreux de l'an 1644. *ch. 15.* par M. Pericard.
 “ Desfondons ausi aux uns & aux autres de quelque qualité qu'ils soient,
 “ d'ouïr les Confessions, des malades, preparatoires à la reception du Viati-
 “ que, sans l'exprès consentement du Curé en la Paroisse duquel demeurera
 “ ledit malade, lesquels Curés nous exhortons d'accorder librement ladite
 “ licence à ceux qui la demandent.

Les statuts de Seex de l'an 1653. par M. Rouzel de Medavi.

“ *Art. 35.* Plusieurs des Fideles ayant devotion de recevoir les sacremens
 “ d'Eucharistie & de Penitence par l'entremise des Religieux, nous exhor-
 “ tons les Curés de l'accorder facilement à leurs Paroissiens, lorsqu'ils leur
 “ auront nommé quelque personne approuvée dont ils aurent vu l'approba-
 “ tion, même dans l'octave de devant & celle d'après Pâques pourvu que les-
 “ dits Sacremens, pendant lesdites octaves, s'administrent par lesdits Reli-
 “ gieux dans l'Eglise paroissiale.

“ *Art. 39.* Nous exhortons tous nos Curés d'offrir à leur Paroissiens deux
 “ ou trois fois l'année la permission de se confesser aux Curés voisins ou autres
 “ Prêtres approuvés qu'ils leur nommeront.

Charles Miron évêque d'Angers & depuis archevêque de Lyon, dans un
 avertissement pour l'instruction des Confesseurs imprimé l'an 1615. & de
 nouveau dans les statuts synodaux d'Angers *page 368.* “ Les Curés & leurs
 “ Chapelains commis à entendre les Confessions se doivent soigneusement gar-
 “ der d'entreprendre d'ouïr en confession & absoudre autres Penitens que
 “ ceux de leurs Paroisses, si ce n'est *avec permission des propres Curés* desdits Peni-
 “ tens ou Superieurs, ou que lesdits Penitens soient voyageurs ou pelerins,
 “ ou bien ayant permission de se choisir un Confesseur, d'autant que n'étant
 “ lesdits Curés & Chapelains autrement fondés de Jurisdiction (laquelle est
 “ nécessairement requise) sur lesdits Penitens, les Confessions seroient nulles,
 “ les Penitens abusés & obligés ayant connoissance de ce défaut, se confesser
 “ de nouveau à leur legitime Pasteur ou son Commis.

“ Les statuts synodaux d'Angers de l'an 1617. par M. Fouquet de la Varenne
 “ *p. 376.* desfondons à tous Religieux de quelque ordre qu'ils soient de s'ingerer
 “ à confesser dans les Eglises paroissiales de ce Diocèse, ou aller par les maisons
 “ confesser les malades sans notre permission & consentement exprès des
 “ Curés, quelque approbation generale qu'ils eussent de Nous de confesser.

“ Mr. de Marconnai évêque de St. Brieu dans ses Statuts de l'an 1606. *tir.*
 “ *de l'Ordre.* La clef de Jurisdiction, dit cet Evêque, qui s'étend sur le corps
 “ mystique & consiste en l'administration des Sacremens, ne s'exerce pas d'é-
 “ gale autorité, ains le simple Prebtre l'exerce *sous les Reuteurs & Curés.*

Que les illustres Prelats qui ont parlé ainsi en differens tems & en differens
 lieux, étoient éloignés de croire qu'un Evêque peut envoyer des Confesseurs
 dans une Paroisse pour y confesser sans le consentement des Curés. Ils ont sçû
 distinguer entre l'approbation ou la subdelegation que les Evêques ont droit
 d'accorder, & la Jurisdiction qu'il appartient regulierement aux Curés de don-
 ner sur leurs Paroissiens. La delicatesse de quelques-uns d'eux, comme de Mr.
 Pericard évêque d'Evreux, de M. de Matignon évêque de Coutances, de

“maisons particuliers, si ce n'est aux malades, ni aux malades hors le peril de mort
 “de les appeller, sans en avoir auparavant parlé au Curé & pris de lui la licence,
 “& s'ils negligent de la lui demander, nous lui deffendons très-expressément
 “de leur administrer l'Eucharistie & l'Extrême-Onction, s'ils ne repentent
 “leur même Confession au même Curé ou à quelqu'autre député de sa part.

Les statuts synodaux d'Angers de l'an 1651. *art. 3.* “*Les Curés qui sont par-*
ticulierement chargés du soin des ames de leurs Paroissiens, prendront garde qu au-
 cun Prestre n'entreprene d'administrer les Sacremens & d'oüir les Confes-
 sions s'ils ne sont approuvés de nous ou de nos predecesseurs, la Jurisdiction
 ne pouvant être communiquée à qui que ce soit sans une approbation pre-
 cedente.

Ce sont donc les Curés qui communiquent la Jurisdiction à ceux que l'E-
 vêque approuve, & qui sont particulierement chargés du soin des ames dans
 leurs Paroisses, & qui en ont le soin principal. (a)

Les statuts du même Diocèse de l'an 1654. *art. 17.* “Nous avons aussi reçu
 “plainte que quelques Confesseurs tant seculiers que reguliers entendent en
 “Confession par les Paroisses de ce Diocèse, sans le consentement des Curés,
 “plusieurs particuliers tant sains que malades dans les Maisons, Chapelles &
 “Oratoires, ce qui cause une très-grande confusion & fait que les Curés ne
 “peuvent remedier aux desordres de leursdites Paroisses. Nous, pour main-
 “tenir l'ordre que notre Seigneur a établi en son Eglise, & afin que les fideles
 “connoissent ceux qui sont leurs veritables Pasteurs, deffendons à tous Regu-
 “liers d'entendre les Confessions hors leurs Eglises conventuelles, en quelque
 “lieu, & pour quelque pretexte que ce soit, sans qu'auparavant il leur ait
 “apparu du consentement des Curés, & aux Confesseurs seculiers de confes-
 “ser hors l'étendue de leurs Paroisses, sans le même consentement desdits
 “Curés qui se rendront faciles à le donner, tant pour les Secluiers que pour
 “les Reguliers, qu'ils sçauront être approuvés de Nous, lorsqu'ils en seront
 “requis.

Les ordonnances du Synode tenu par M. de Paulmy d'Argenson l'an 1674.
tit. des Recteurs art. 35. “Deffendons à tous les Curés & Vicaires d'administrer
 “les Sacremens à ceux des autres Paroisses que du consentement des Recteurs
 “desdites Paroisses.

Les statuts synodaux de M. de Simiane évêque de Langres de l'an 1679. *art.*
 21. “Nous deffendons à tous Prestres qui ne sont pas d'une communauté
 “approuvée, de se servir des approbations que nous leur avons données, sans
 “le consentement des Curés des Paroisses, dans lesquelles ou dans le district
 “desquelles ils pretendent oüir les Confessions, sous peine d'être lesdites ap-
 “probations revoqués *ipso facto*.

Les ordonnances synodales de Toulouse *art. 9.* publiées en 1667. par M.

(a) III. Admonestons pareillement & néanmoins enjoignons à tous les Archevêques & Evêques d'employer toute l'autorité qu'il a plu à Dieu d'attacher à leur caractère pour insinuer les mêmes sentimens aux Ecclesiastiques & particulierement aux Curés qui ont sous leur autorité le soin principal des ames de nos su-
 jers dans leurs Paroisses. *Declaration du Roi.*
 1698. *article 3.*

de Bourlemont. Les statuts synodaux de Bezançon de l'an 1669. de Mende publiés en 1669. par M. Baudri de Piancourt *tit. de la confession annuelle*. Les ordonnances synodales de Meaux par M. Bossuet en 1691. au titre, *Instr. 1. des Sacremens en general*. d'Albi 1695. de La Penit. n. 6. de Narbonne 1706. *tit. 52. n. 12.* & beaucoup d'autres Statuts & Ordonnances donnent des preuves semblables.

Il appartient donc aux Curés comme aux *veritables Pasteurs des Paroisses*, & qui sont d'une maniere speciale les ministres des Sacremens, de donner la Jurisdiction à ceux que les Evêques approuvent. C'est un ordre établi par Jesus-Christ dans son Eglise, par consequent ordre respectable auquel les hommes ne peuvent déroger, que les Prestres seculiers & reguliers approuvés de l'Evêque ne consentent dans les Paroisses que du consentement des Curés: sans cela l'on cause de la confusion, & l'on empêche les Curés de *remedier aux desordres de leurs Paroisses*. Qui parle ainsi? ce sont d'illustres Prelats parmi lesquels on trouve M. Arnauld Evêque d'Angers, un évêque de notre Province, un Evêque zélé, prudent, parfaitement instruit de la discipline. (C'est le temoignage honorable que l'assemblée du Clergé de l'an 1655. rendoit à son merite) un Evêque que l'on n'a jamais accusé d'avoir été trop mou pour la defense des droits de l'Episcopat. C'est dans son Synode & à ses Curés qu'il parloit, & la doctrine qu'il enseignoit est celle de plusieurs Evêques, & étoit alors celle de tout l'Eglise de France. Au moins l'on peut assurer que l'assemblée de 1655. à qui Mr. Arnauld envoya ses Statuts de l'an 1654. les honora de son suffrage, en prit hautement la defense contre les Reguliers qui les attaquoient, & les fit ainsi ses propres sentimens.

L'Edit de 1695. n'y a point derogé, & les obscurités dont on l'enveloppe se trouvent entierement dissipées par la déclaration de 1698. *art. 3.* où Louis XIV. reconnoit formellement que les Curés ont le *soin principal des ames dans leurs Paroisses*; c'est attenter à son autorité & à celle de l'Eglise de France du dernier siecle, si l'on pense autrement.

§. XIX. *L'on prouve par les Conciles que le consentement du Curé est necessaire pour Confesser dans sa Paroisse, & que le Curé est le propre Prêtre designé par le Concile de Latran, qui doit ou confesser son Paroissien ou lui permettre de se confesser à un autre.*

Les Conciles n'établissent pas moins formellement la necessité de prendre le consentement du Curé pour confesser son Paroissien, que tous les statuts Synodaux que je viens de rapporter.

Que les Evêques, dit le Concile de Pavie de l'an 850. *c. 6.* s'informent avec soin de la conduite des Prêtres à l'égard des peuples qui leur sont commis, car il faut que les Archiprêtres des Paroisses voyent separement les Peres de famille, afin que si eux ou quelqu'autre de leur maison ont peché publiquement, ils fassent une penitente publique; mais ceux dont les fautes sont cacheés, se confesseront en secret aux Prêtres que les Evêques & les Archiprêtres des Paroisses

auront choisis pour travailler à la guérison des playes de l'ame les plus secretes
*Sollicite procurant Episcopi quam diligentiam erga plebem sibi commissam unus-
 quisque Presbyterorum gerat : Oportet enim ut plebium Archipresbyteri per sin-
 gulos unumquemque patrem familias conveniant, quatenus tam ipsi quam omnes
 in eorum domibus commemorantes qui publico crimina perpetraverunt, publice pœni-
 teant, qui vero occulte deliquerunt, illis confiteantur quos Episcopi & plebium
 Archipresbyteri idoneos ad secretiora vulnera mentium medicos elegerint, &c.*

“ Ces paroles sont claires, dit M. Hallier évêque de Cavaillon, & font
 “ voir qu'il n'étoit point permis de se confesser dans le secret à qui l'on
 “ vouloit, mais seulement à ceux que les Evêques & les Archiprestres des
 “ Paroisses, c'est-à-dire, les Curés avoient choisis pour confesser ; car c'est
 “ dans le jugement que l'Evêque porte de la capacité d'un sujet & le choix
 “ qui en est fait que l'approbation consiste. Mais l'approbation de l'Archi-
 “ prestre ou du Curé est unie à l'approbation de l'Evêque, parce que ce
 “ n'étoit point l'usage (ajoute M. Hallier & avec lui M. Gerbais & le
 “ Clergé de France) que l'Evêque approuvât pour entendre les confes-
 “ sions des seculiers hors leurs Paroisses & sans le consentement du Curé,
 “ ainsi qu'on l'observe encore aujourd'hui. » Et ainsi depuis 900. ans au
 moins, selon M. Hallier, le consentement du Curé est requis pour con-
 fesser son Paroissien. M. Gerbais a approuvé la doctrine de M. Hallier. Le
 Clergé de France l'a fait imprimer au tome 6. de ses nouveaux Memoires ;
 cette doctrine est donc une regle qu'on ne peut quitter sans temerité, que
 l'on ne peut combattre sans abandonner les sentimens du corps du Clergé
 & qu'on peut defendre & soutenir avec sûreté contre les modernes qui
 tenteroient de la censurer.

*Nihil his verbis clarius, nam diserte habens non liberum fuisse unicuique
 etiam secreta pro libito cui vellet confiteri, sed illis tantum quos Episcopi & ple-
 bium Archipresbyteri, id est Curati, idoneos ministros delegissent. Quibus verbis
 approbatio Episcopi seu judicium de idoneitate, & ut ita loquar de capto confes-
 sationum & delectus seu electio eorumdem expresse significantur, quibus quidem
 duobus integra approbatio continetur. Episcopali autem approbationi conjungitur
 approbatio Archipresbyteri seu Curati, quia non solebat Episcopus approbare quem-
 quam ad confessiones secularium audiendas, nisi in aliqua Parochia, & cum con-
 sensu ejusdem Parochi, qui mos etiam nunc servatur. Hallier Comment. in
 Ordinam. Cleri Gallic. an. 1645. art. 6. §. 4.*

Le concile de Paris de l'an 1212. c. 12. dont le concile de Roüen de l'an
 1214. a formé son xiv. Canon deffend aux Prêtres de confesser sans la permis-
 sion du supérieur du lieu qu'il explique de celui qui a le soin des ames dans la
 Paroisse, si ce n'est en cas de nécessité. *Et ne quis Sacerdos sine mandato superio-
 ris antequam qui in Parochia aliqua curam habet animarum, Confessiones recipiat,
 omisso propriis Sacerdotibus vel contemptis nisi articulo necessitatis.*

Le concile de Treves de l'an 1227. que les Laïques reçoivent au moins
 une fois l'an le Sacrement de l'Eucharistie, étant contrits & confessés à leur
 propre Prêtre, ou à des Prêtres habiles, qui soient delegués & qui aient la
 permission du Prêtre du lieu où ils veulent & doivent confesser. Si quelques

Prêtres confessent sans la permission de leurs propres Prêtres qu'on nous les denonce ou à notre Official, afin de les punir de leur temerité. *Sacramentum Eucharistie ad minus semel in anno suscipiant Laici, prius contriti & pure confessi suo proprio Sacerdoti vel viris literatis auctoritatem delegatam habentibus & licentiam à Sacerdote loci ubi volunt vel debent audire confessionem si qui autem hoc obministrant sine licentia suorum priorum Sacerdotum, illi, nobis vel Officiali nostro denuncientur, super hoc ut in jussu fuerit corrigendi. Conc. Trewir. an. 1227. c. 3. de Euchar. in ampla Collect. Marteni tom. 7. pag. 108.*

Le concile de Toulouse de l'an 1229. c. 13. Que tous les fideles de l'un & de l'autre sexe qui auront atteint l'usage de discernement se confessent trois fois l'an à leur propre Curé, ou de son consentement & par son ordre à un autre Prêtre. *Omnes autem utriusque sexus, postquam ad annos discretionis advenierint, confessionem peccatorum faciant ter in anno proprio Sacerdoti, vel alii de voluntate ipsius vel mandati.*

Le concile de Beziers de l'an 1246. c. 46. Qu'on ne reçoive point aux Sacramens, ceux qui ne se sont point confessés dans l'an à leur propre Curé ou avec sa permission à un autre Prêtre. *Qui vero proprio Sacerdoti semel in anno confessi non fuerunt, vel alii de ejus Capellanicentia speciali ad Sacramenta ecclesiastica minime admittantur.*

Le concile d'Arles de l'an 1260. can. 15. défend aux Confesseurs que les Evêques envoient dans les Bourgs & les Villages pour absoudre des Cas réservés, (c'est à dire pour en relacher la reserve après les avoir entendus) d'entendre les autres pechés sans un ordre précis de l'Evêque & la permission du Curé, & cela afin que les fideles n'éluent point le commandement que leur fait le concile de Latran de se confesser au moins une fois l'an à leur propre Prêtre, c'est-à-dire à leur Curé; car le Concile d'Arles entend de la même personne les mots de Curé & de propre Prêtre, & nous a appris qu'être le Prestre d'un Paroissien, son propre Prestre, ou son Curé, c'est la même chose dans nos Conciles. *Inhibemus ne Confessores hujusmodi qui mittuntur solummodo ad prædicta per villas & Parochias Diocesis discurrentes, generalibus Parochianorum confessionibus audiendis se occupent nisi de mandato Prælati & licentia Curati generalibus confessionibus audiendis se duxerint occupandos, sed eos ad proprios remittant Sacerdotes & à casibus pro quibus mittuntur, penitentes absolvant, ne ipsi Parochiani mandatum de confitendo saltem semel in anno propriis Sacerdotibus simulatorie & dolose se gaudeant evasisse, dicendo se Penitentiaris confessos.*

Un autre concile d'Arles de l'an 1275. dans lequel le mot de Curé, de Prêtre des Paroissiens & de propre Prêtre sont également sinonimes dit can. 19. Que les Curés apportent par écrit à l'Evêque au Synode d'après Pâques, les noms de ceux qui pendant le Carême ne se sont point confessés à leur Curé, ou avec sa permission à un autre Prestre. Et can. 21. les malades ne se confesseront qu'à leurs Curés, si on peut les avoir, ou à d'autres Prestres seculiers ou reguliers avec la permission des Curés, parceque le soin des âmes est spécialement & principalement confié aux Curés.

Nomina autem illorum qui in Quadragesima non fuerint ad Confessionem faciendam proprio Sacerdoti vel alii de licentia ipsius, in Synodo post Pascha per proprios Sacerdotes in scriptis ad Diocesanaum Episcopum deferantur. Conc. Arlat. 1275. can. 19.

Quoniam Parochialibus Presbyteris curam animarum habentibus, specialiter & præcipue commissæ est cura animarum, *statuimus* inhibentes quod *infirmantium confessiones non nisi per ipsos Parochiales Presbyteros* si haberi poterint, vel per alios Presbyteros Seculares vel Religiosos de ipsorum licentia audiantur, &c. Ibid. c. 21.

Le concile de Terragone de l'an 1292. c. 6. tom. 7. de la grande Collection de DD. Martene & Durand pag. 105. "les Sacremens devant être administrés " par le propre Prestre selon les Canons, nous avons crû devoir deffendre à " tous Prestres de donner les Sacremens à d'autres qu'à leurs Paroissiens sans la " permission du propre Recteur, ou de l'Evêque ou de son Official. „ C'est-à-dire, en cas d'injuste refus du premier.

Item cum ecclesiastica Sacramenta sint ministranda per proprium Sacerdotem juxta Canonica statuta, sacra approbatione Concilii duximus providendum, quod nullus Clericus presumat quodcumque Sacramentum alteri Parochiano aliquatenus ministrare, absque licentia proprii Rectoris, vel Diocesani seu Officialis.

Le concile de Rouën de l'an 1299. can. 6. "Que les Evêques avant d'avoir scû la volonté du Curé & pris son consentement, ne commettent point de Regulariers pour entendre les Confessions des fideles dans les cas qu'ils sont tenus une fois par an de confesser à leur propre Curé „ *ipsa commissio ad casus in quibus tenetur Catholicus qui libet confiteri semel in anno peccata sua proprio Sacerdoti, nullatenus extendatur nisi ipsius Sacerdotis habita super hoc voluntate* De là on voit que la clause de *consensu Parochi*, mise dans les approbations données par les Evêques, a plus de 400. ans d'antiquité dans le Royaume.

Le concile de Saltsbourg de l'an 1420. tit. de Parochiis. Nous deffendons de confesser le Paroissien d'un autre, & de lui donner aucun Sacrement, sans en avoir demandé & obtenu la permission du propre Curé, parcequ'il est certain que l'on ne peut autrement le delier ou le lier, & que ce seroit confondre l'ordre que la divine Providence a fait établir dans l'Eglise. *Sub interminatione divini judicii firmiter inhibemus, ne quis alienum Parochianum ... excepta necessitatis causa que legem non habet, ad confessionem recipere aut ei aliquod Sacramentum porrigere presumat, non petita desuper & obtemperata licentia proprii Sacerdotis, cum incertati & indubitati juris existas, talem à tali crimine solus non posse aliquatenus vel ligari, & ex hoc ordinem Ecclesia per majores & sanctos Patres divina Providentia institutum confundi & perturbari.*

Le concile national de Tortose en Espagne l'an 1429. auquel le cardinal Pierre de Foix Legat de Martin V. presida, deffend absolument à tous les Prestres seculiers de confesser sans permission de l'Evêque ou de l'Ordinaire qui doit commettre, & si c'est dans une Eglise de Paroisse, sans permission du Curé, quand même ce ne seroit que pour y absoudre des cas réservés à l'Evêque. *Statuti huius tenore sancimus quod nullus Clericus secularis sine diocesani vel Ordinarii ecclesiastici cui hoc pertineat. . . aut proprii Curati licentia in Ecclesiis Parochialibus ad audiendas confessiones etiam super casibus episcopalis admittatur, &c. &c.* Le concile de Basse l'an 1435. constamment general alors, pensoit qu'il y avoit de l'erreur & qu'il étoit contraire aux saints Canons & à la tradition, de soutenir que l'on pouvoit confesser dans une Paroisse, sans le consentement du

Curé; car ayant appris que des Religieux enseignoient que les pouvoirs des ordres Mandians étoient si étendus que quand l'on se confessoit à eux, l'on satisfaisoit à l'obligation de la Confession à son propre Prestre, que l'on n'étoit point obligé de demander au propre Prestre la permission de se confesser à un autre Prestre, & que l'Evêque *en son Synode*, ne pouvoit réserver de nouveaux cas au prejudice de la Jurisdiction des Reguliers; le Concile nomma par ses lettres du 12. Fevrier 1434. les Evêques d'Hippone & d'Ausbourg, pour informer si les Freres enseignoient ces Propositions erronées & énormément opposées aux saints Canons, aux Traditions & aux preceptes de l'Eglise notre sainte Mere, & pour proceder par censures contre les temeraires qui soutenoient de pareilles doctrines. *Nos itaque Dogmata prædicta veluti erronea & Canonicis sanctionibus ac Sanctæ Matri Ecclesiæ traditionibus & præceptis enormiter obviantia prospicientes, &c. Ampl. Collect. DD. Marten. & Durand. to 2. pag. 406.*

Le concile d'Yorc en Angleterre de l'an 1466. par George Nevill en Spelman *to. 2. pag. 707.* dit: les Prestres ne confesseront point les Paroissiens des Eglises & des Trêves où ils celebrent la Messe, que dans les cas de droit ou après avoir demandé & obtenu la permission de ceux qui president dans les Eglises dont ils veulent entendre le Paroissien. *Presbyteri ipsi non audient confessiones parochianorum vel Capellanorum in Ecclesiis in quibus Divina celebrant, nisi in casibus à jure permixtis, vel licentia præsentium in ipsis Ecclesiis petita & obtenta.*

Robert de Winchelse, archevêque de Cantorberi vers l'an 1335. le concile de Maghsfeld par Simon de Mephan l'an 1332. & Jean prestre cardinal de Sainte-Sabine archevêque d'Yorc vers l'an 1440. aussi rapportés par Spelman *tom. 2.* statuent la même chose & dans les mêmes termes, & ainsi nous apprennent que l'on étoit persuadé en Angleterre dans le xiv. & le xv. siecle que les Prestres qui vouloient confesser devoient prendre la permission du Curé, & que ce n'est point à l'Evêque que l'on avoit ordinairement recours.

Herman, archevêque de Cologne paroît établir dans le Concile du même lieu l'an 1536. que le Curé est le propre Prestre marqué par le concile de Latran, auquel seul, hors le cas de nécessité, le Paroissien doit se confesser, ou avec sa permission à un autre Prestre. Il ajoute que ce Reglement est conforme aux anciens Canons qui descendent aux Evêques & aux Prestres de faire aucune fonction dans la Paroisse d'autrui sans le consentement de celui qui y est établi, s'il n'y a nécessité pour en agir autrement, & que cela est conforme au commandement de l'Apôtre à Tite, d'établir des Prestres dans les hameaux de son Diocèse, & à ce que dit l'auteur des Proverbes: Remarquez avec soin l'état de vos brebis, & considerez vos troupeaux.

Quod vero propriis Sacerdoti confitendum esse Canon præcipit id vetustissimis Canonibus & antiquissimorum Conciliorum Decretis quam maxime constantanum est, quæ prohibent ne quisquam Episcoporum aut Sacerdotum se in alterius Parochiam ingerat, nisi id de consensu alterius, vel necessitate id suadente fiat. Atque hoc non parum facit quod Paulus jubet Tito ut constituat oppidatim Presbyteros & quod ex lib. Proverb. c. 27. hoc per allegoriam non inepte desletitur. Diligenter, in-

quit, agnosce vultum pecoris tui, tuosque greges considera, &c. *Harman. Colonien. Arch. Enchir. de Sacram. Confess. in Conc. Colon. 1536.*

Le concile de Reims de l'an 1583. sous le cardinal de Guise, & qui fut confirmé par Gregoire XIII. Que personne ne pense pouvoir se confesser à un autre qu'à son Curé, ou s'il a quelque raison de se confesser à un étranger, qu'il demande & qu'il obtienne la permission de son propre Curé, parcequ'autrement un autre Prestre ne le peut absoudre ou lier. *Nemo existimet sibi licere cuicumque volet Sacerdoti, sed proprio tantum Parocho; si quis autem alieno Sacerdote voluerit iusta de causa confiteri peccata, licentiam postulet & obtineat à proprio Sacerdote, cum aliter ipse non possit eum absolvere vel ligare.* Conc. Rem. 1583. de Pœnit. n. 5.

Le concile de Bourdeaux del'an 1624. de *Sacram. cap. 5. Can. 3.* Nous disons conformément aux saints Canons, que tous les fideles sont tenus & obligés de se confesser à Pâques à leur propre Curé, ou, avec sa permission, à un autre Prestre, & de communier à leur Paroisse, parcequ'autrement, ils ne satisfont point au precepte de l'Eglise. C'est pourquoi nous ordonnons aux Ordinaires de proceder par censure contre ceux qui ont negligé de se confesser à leur Curé ou à un autre de sa part & de communier à leur Eglise, à moins qu'ils ne se repentent de leur negligence. *Sacris Canonibus insistentes, eo tempore (Paschatis) omnes Christi fideles tum ad confessionem peccatorum proprio Parocho aut alii de ejus licentia faciendam, tum ad Sacram Eucharistiam in eadem Ecclesia percipiendam teneri & obligari, nulloque alias precepto Ecclesia satisfecisse, hac proinde in eos nisi respiciant, ab Ordinario censuris agendum esse declaramus.*

Ces autorités que les plus prevenus ne peuvent contester, sont precises pour la necessité du consentement des Curés, afin de pouvoir licitement confesser dans leurs Paroisses, & entendre hors la Paroisse, la confession annuelle de leurs Paroissiens; mais elles ne sont, disent-ils, que des loix particulieres, qui ne peuvent obliger que dans les Provinces & Diocèses où elles ont été faites, & qu'autant que les Evêques trouveront bon qu'elles soient observées. Mais pourquoi se tromper? Peut-on ignorer que ne pouvoir confesser le Paroissien d'un autre, sans le consentement de son Curé, n'est point une ordonnance de Diocèse ou de Province, mais de l'Eglise?

Le concile general de Latran de l'an 1215. sous Innocent III. pris dans son sens literal & qui se presente d'abord, qui est celui que plusieurs souverains Pontifes, plusieurs Conciles & Synodes, beaucoup de Canonistes & des Theologiens lui donnent, & qu'on ne peut entendre autrement, sans faire violence au texte & faire dire au Concile composé de deux Patriarches, de soixante-dix Archevêques, quatre cens Evêques, &c. le Pape à leur tête, n'a pas eu la moindre penfée de statuer. Ce Concile veut que les fideles se confessent au moins une fois l'an à leur propre Prestre, qui est le Curé, ou avec sa permission à un autre Prestre, parcequ'autrement un autre Confesseur ne peut licitement l'absoudre ou le lier.

Omnis utriusque sexus Fidelis postquam ad annos discretionis pervenerit, omnia sua solus peccata saltem semel in anno fideliter confiteatur proprio Sacerdoti... si quis autem alieno Sacerdoti voluerit iusta de causa sua confiteri peccata, licentiam

prius posulet & obtineat à proprio Sacerdote, cum aliter ipse illum non possit absolvere vel ligare.

En vain des Theologiens, & même des plus respectables disent que les termes de *propre Prestre* que nous rendons par ceux de *propre Curé*, conviennent selon le Concile au Pape, à l'Evêque, au Curé, & que l'un independamment de l'autre, & sans nécessité du consentement des autres peut commettre des Confesseurs. Il n'est pas besoin d'entrer beaucoup dans cette question pour l'éclaircir. Il est certain que le Concile n'a point pensé à dire cela, & ce n'est point sans dess'in qu'il s'est exprimé par un terme de nombre singulier. *Confi-teatur proprio Sacerdoti... licentiam obtineat à proprio Sacerdoti.* Car pourquoi n'a-t'il pas dit: *Confi-teatur propriis Sacerdotibus*, ou, *uni ex propriis Sacerdotibus*? C'est que son intention n'étoit pas de marquer plusieurs propres Prestres; mais il a voulu en designer un seul, & cet unique propre Prestre proprement designé dans la Decretale, ne peut être le Pape; les évêques de France en conviennent, ni l'Evêque dans les cas & le cours ordinaire; car n'eusse pas été faire un precepte de la Confession, & en même tems en avoir rendu l'exécution impossible, si le Concile avoit pensé à obliger tous les fideles du monde ou d'un vaste Diocèse à se confesser au moins une fois l'an à leur Evêque, ou au Pape qui ne s'appliquoient point à entendre les Confessions ou à leur demander en personne la permission de se confesser à un autre? Mais il a marqué le Curé comme l'Ordinaire, qui étoit plus à portée de confesser ses Paroissiens, & auquel ils pouvoient plus facilement demander la permission de se confesser à d'autres. (a) Gerson dit que tous les anciens docteurs & interprètes du Droit l'ont pensé ainsi. Il est à croire que ces Anciens ayant assisté au concile de Latran, ou qu'étant les contemporains de ceux qui y avoient assisté, & qu'ils en avoient consulté, en ont mieux connu & pris le sens que ceux qui sont venus depuis. *Nota quod Decretalis Omnis utriusque sexus in Concilio generali edita. vult unum quemque confiteri peccata sua saltem semel in anno, proprio suo Presbytero, aut de sua facultate. Alioquin enim Parochianus absolvi non possit. Et fuit opinio antiquorum & Glossatorum & Doctorum per proprium Presbyterum, Curatum intelligi eum qui administrare debet Sacramenta. Nota, quod si non eo modo intelligatur, una propositio Bulla novissime condemnata tanquam heretica, esset vera, &c. Gerson. Serm. in Bullam Mendicantium.* Cette Proposition: le propre Prestre designé par le Concile, n'est pas le Curé, & le seul Curé, étoit donc réputée heretique & censurée comme telle par la faculté de Theologie de Paris, du tems de Gerson l'an 1409?

Sixte IV. *Extrav. Vices. de Treuga.* Benoît XI. *Extrav. Inter cunctas. de Privileg.* paroissent reconnoître, si nous en croyons Suarez *Disp. 26. sect. 2. n. 3.* de même que Martin IV. dans la Constitution *Ad fratres uberes*, que le Curé est le propre Prestre dont le concile de Latran a parlé. Le texte même du Concile, ajoute Suarez dont le jugement ne sera pas suspect, favorise ce sens, & S. Thomas in 4. *sent. dist. 17. q. 5. a. 3. ad 4.* le dit expressément.

(a) Videlis commentaria in Ordinationes universi Cleri Gallicani circa Regulares Authore Francisco Hallier, jussu Cleri, opera Joann-

nis Gerbaix revisa, edita auctorum Cleri Gallicani tome 6. pagina 1149. & seqq.

Melchior Canus (a) l'assure aussi; & l'Auteur du *Paroecophile* dit, qu'il est plus clair que le jour que le concile de Latran par ces mots le *propre Prestre*, a proprement & simplement voulu parler du Curé. (b) Medina enseigne aussi clairement que l'Evêque & le Pape ne sont point le propre Prestre des Laïques, (c) mais que le Curé seul est à leur égard le propre Prestre. Lessius dit aussi que le Curé est directement & proprement le propre Prestre que le Concile de Latran a marqué aux fideles dans son Canon *Omnis utriusque sexus*. (d)

Il faut donc reconnoître que le concile de Latran a établi formellement que la permission du Curé étoit nécessaire, qu'il ne s'est point expliqué sur la permission de l'Evêque, & que c'est fronder la décision du Concile de soutenir que la seule commission de l'Evêque suffit ordinairement

(a) Itaque proprius Sacerdos vel intelligendus est parochialis Sacerdos, ut Martinus V. intellexit, & ut revera Innocentius accepisse videtur juxta planam illius decretalis intelligentiam, vel intelligendus est Sacerdos habens ordinariam potestatem & jurisdictionem. Er in priori quidem significatione Sacerdos proprius vocatur, & ut distinguitur contra alienum & ut distinguitur contra communem. Contra alienum quidem ut quilibet Parochianus intelligat suo proprio parochio, non alterius Parochie Sacerdoti debere confiteri. Contra communem autem, quia supposebat Innocentius Episcopum & summum Pontificem, qui Sacerdotes communes dici possunt, non habere consuetudinem audiendi Confessiones. Quare spectans in communem usum (quod leges facere solent) præcepit ut Parochiani suis Parochis confiterentur. Nec obiectio illa movere nos debet, quod si in illo capite proprius Sacerdos sic acciperetur, qui Confessionem faceret vel Episcopo vel summo Pontifici, præceptum illius capitis non impleteret. Nam cum Parochus Jurisdictionem habeat ab Episcopo, & Episcopus à summo Pontifice, pro comperto relinquitur, ut penitens qui privatis suis Sacerdotibus confiteri solet, si ad Episcopum vel summum Pontificem recurrat, eisque confiteatur, multo etiam magis præcepto confessionis satisfaciatur. Ad si quis contendere velit & Episcopum & summum Pontificem appellari proprios Sacerdotes, dicat ideo proprios appellari quia propriam habent jurisdictionem absolvendi, quam scilicet sibi proprie vendicant ex officio ordinario pascendi oves. *Canon parte 6. de Penitentia.*

(*) Les Apôtres & les Disciples ont immédiatement tenu de J. C. leur mission & leur Jurisdiction. Cela est trop clairement marqué dans l'Ecriture pour en douter. On dit égale-

ment, & il y a de la temérité à nier que la mission & la Jurisdiction font de droit divin dans leurs successeurs, qui sont les Evêques & les Curés.

(b) Nec clarius est in præfato Canone proprie & simpliciter intelligi debere Sacerdotem Parochum seu Curatum cujusunque Parochiani. Id enim exigunt & subjæctæ matricæ ratio & Canonis circumstantiæ & intentio Patrum Concilii & denique usus loquendi & intelligendi Conciliorum & diocesanoium & provincialium & generalium & Bullarum summorum Pontificum & denique variorum Doctorum. *Autor Paroecophile parti. 3. de Confess. paschali, a. 5.*

Non solet plebs ex quo tempore Sacerdotes parochiales ceperunt officio distingui ab Episcopis, petere passim ab Episcopo suo licentiam confitendi in Paschate Sacerdoti alieno, multo minus à romano Pontifice. Non sunt igitur Papa & Episcopus, proprius Sacerdos ad mentem Patrum dicti Concilii... Adde quod aut nunquam aut rarissime Episcopus & Papa occupantur audiendis Confessionibus Parochianorum aut eis communicandis in Paschate, aut dandis, ut supra dicebamus, licentis de quibus Canon, proinde Lege canonica statui non debuit, ut iis fieret Confessio, cum legis natura & dispositio non sit de vix raro, sed de plerumque convenientibus. *Ibidem articulo 7.*

(c) Respectu Laicorum alicujus Parochie Curatus illius Parochie est illis proprius Sacerdos, non Episcopus, nec Papa. Medina, *Cod. de Conf. q. 14.*

(d) Notandum est in decreto Concilii Lateranensis Omnis utriusque sexus... directe & proprie tam vocari proprium Sacerdotem qui est Parochus. *Lessius, de Sacram. Penit. q. 3. de Ministerio Confessionis articulo. 4.*

M m m

& même contre la volonté du Curé, comme si le concile de Latran l'avoit décidé.

Innocent IV. dans sa Bulle *Esti animarum* a également défendu, comme ayant été réglé ainsi dans le concile de Latran, de confesser les Paroissiens des autres sans permission. Et de qui ? Des propres Prestres ? Point du tout. De l'Evêque & du Curé ensemble ? Point encore ; mais sans la permission de son Prestre, c'est-à-dire de son Curé qu'il dit formellement estre celui que le concile de Latran a établi dont le Paroissien qui se confesse à un autre, & les Confesseurs quels qu'ils soient (j'excepte les Superieurs du Curé) devoient obtenir la permission. *Nec ipsos sine Sacerdotis sui licentia, ad penitentiam ullatenus admittat.* (a)

Enfin le concile de Trente a déclaré que les Evêques, non par un droit acquis & attaché à leur dignité, mais seulement comme delegués du S. Siege, pourroient mettre des Vicaires dans les Paroisses en cas d'ignorance & d'incapacité des Curés. Il dit aussi, que les Evêques pourront commettre des Prestres pour assister à des mariages, ce qui doit s'entendre sur le refus & hors la Paroisse du Curé, & non pas quand il veut y assister lui-même dans son Eglise; mais le Concile n'a statué en aucune part que les Evêques pouvoient commettre des Confesseurs dans les Paroisses pour y entendre les confessions à l'insçu & sans dependance des Curés qui sont capables de gouverner & qui regissent leurs Paroisses; au contraire il veut que le Curé en fasse lui-même le choix, que s'il est negligent en cela, l'Evêque comme delegué du S. Siege l'y contraigne, & que les peuples apprennent qu'ils ne reçoivent licitement les Sacremens dans leurs Paroisses, que par la voie & le ministère de leurs Curés.

Nous reconnoissons cependant & nous le professons avec Mrs. les curés de Paris, dans le sommaire de leurs declarations sur le vrai sens des onze Propositions extraites & objectées contre le Livre intitulé *De l'obligation des fideles de se confesser à leur Curé*, qui, le 27. Octobre de l'an 1656. furent portées & mises par leurs deputés, sur le Bureau de l'Assemblée generale "du Clergé. "Qu'encore que le Curé soit obligé de droit divin, paroissial & inferieur, d'administrer à ses Paroissiens les Sacremens, & de leur prescher la parole de Dieu, & que respectivement du même droit divin "les Paroissiens soient obligés d'ouïr leur Curé & de recevoir de lui les Sacremens "cela n'empêche point que l'Evêque en son Diocèse, ne puisse aussi de "droit divin, Episcopal, Supérieur & immediat, administrer tous les Sacremens & prescher à ses Diocésains, ni de donner à qui bon lui semblera le privilege de prescher & d'administrer tous les Sacremens en tout "le Diocèse, pour l'exercer en chaque Paroisse avec le consentement des Curés, & "dans les autres Eglises avec le consentement du Supérieur du lieu: comme aussi "que l'obligation que les Paroissiens ont de droit divin de recevoir les Sacremens de leurs Curés n'empêche pas que l'Evêque ne puisse pour cause legitime donner permission aux Paroissiens d'ouïr les sermons des privilegiés, & "de recevoir d'eux les Sacremens même à Pâques, & qu'en ce faisant les Evê.

(a) Voyez ci-dessus la Bulle *Esti animarum* d'Innocent IV.

“ques ne dispensent pas du droit divin, ce qui ne se peut, mais ils font
 “acte & fonction de leur pouvoir & juridiction épiscopale & supérieure,
 “à cause de la subordination divine du Curé à l'Évêque.

Nous croyons encore devoir dire avec les mêmes, *Ibid. pag. 9.* “Que le
 “pouvoir de refuser l'Eucharistie ou Viatique & l'Extreme-onction aux ma-
 “lades attribué au *propre Prêtre* en la constitution du v. concile de Latran,
 “*Dum infra.* sess. xi. est une marque certaine que le *propre Prêtre* est le Curé
 “seul, non à l'exclusion du Pape & de l'Évêque [qui peuvent administrer &
 “refuser lesdits Sacramens, mais à l'exclusion des Curés des autres Paroisses
 “& de tous Prêtres étrangers qui ne les peuvent administrer ni refuser en la
 “Paroisse d'autrui, &c.

Nous dirons encore après M. Arnauld évêque d'Angers que nous sommes
 très persuadés “que l'administration des Sacramens & la predication de la
 “parole de Dieu appartient particulièrement aux Evêques par l'institution
 “de J. C. comme à ses premiers Ministres & aux Prestres & aux Reguliers
 “comme aux Ministres & aux Ouvriers inferieurs. (a)

Nous assurons enfin contre Vernant & tous ses semblables, avec la celebre
 faculté de Theologie de Paris, autrefois plus ferme & constante qu'elle ne
 l'est aujourd'hui, dans les sentimens de ses premiers Maîtres, que la puissance
 de Jurisdiction des Curés vient immédiatement de Jesus-Christ, quant à sa
 premiere institution, mais sans prejudice de l'autorité immediate des Evêques
 sur les Curés & le peuple qui leur est soumis.

*Extrait de la Censure de la faculté de Theologie de Paris du 14. & 26. Mai
 1664. des Propositions du livre de Vernant imprimé à Metz, l'an 1658.*

DE CURATIS.

Page 44. J'ai voulu .. demontrer à l'Auteur du sermon (b) supposé & à
 son Traducteur que les Curés ne sont pas immédiatement établis de Jesus-
 Christ.

Page 46. Il est faux que la Sainte Ecriture enseigne que l'état des Curés soit
 immédiatement de J. C. à cause qu'il n'a fait par lui-même qu'un seul Curé.

Page 47. Le Fils de Dieu n'a donc établi par lui-même qu'une seule Cure
 de toute l'Eglise.

Page 448. Au tems des SS. Apôtres, les Prestres ni les Diacres n'avoient
 aucune autorité ni aucune administration, mais elle appartenoit seulement aux
 Evêques auxquels les ames étoient soumises.

Page 478 L'état des Curés n'est pas institué de J. C. immédiatement, mais
 d'un Pape.

Page 465. Voilà, mon cher Lecteur, une image naïve de l'Eglise dans sa
 naissance & son accroissement. Dans ce Tableau vous ne remarquerez aucun

(a) Statuts synodaux d'Angers 1651. art. 3.

(b) Sermon de Gerson à N. Dame de Paris,
 par ordre de l'Université en présence de l'Évê-
 que, le peuple & le Clergé assemblés, contre

une Bulle obtenuë du Pape par quelques ordres
 Mandians, au tome 2. des œuvres de Gerson
 nouvelle Edition, tome 4. de l'ancienne édition.

trait de la conduite de Mrs. les Curés, aucune autorité pour commander, aucune Jurisdiction pour diriger les ames, aucun droit pour gouverner les peuples.

CENSURA.

Ha sex propositiones, quatenus asserunt, vel inferunt potestatem juris jurisdictionis Curatorum non esse immediate à Christo quantum ad institutionem primariam, falsa sunt & Decretis sacra Facultatis contraria, salva semper immediata Episcoporum in Prelatos minores seu Curatos & plebem subditam auctoritate.

CENSURE.

Ces six Propositions en tant qu'elles affirment & qu'elles concluent que la puissance de Jurisdiction qu'ont les Curés, ne vient pas immédiatement de Jesus-Christ, quant à sa premiere institution, sont fausses & contraires aux decisions de la sacrée Faculté, sans prejudicier cependant à l'autorité immediate des Evêques sur les moindres Prelats ou les Curés & le peuple soumis aux Curés.

Il faut plier sous le poids de toutes ces autorités & reconnoître que les Confesseurs qu'un Curé n'agrée pas dans une Paroisse n'y doivent pas confesser, parceque si l'Evêque donne l'approbation, c'est le Curé qui ordinairement donne ou qui proroge la jurisdiction pour confesser dans son Eglise & sur sa Paroisse, ou qui du moins en doit permettre l'exercice sur son territoire à l'égard de ses sujets, parceque le concile de Trente enseigne qu'il a toujours été crû que l'absolution donnée sans jurisdiction, doit être de nulle consequence, & que l'Eglise a toujours defendu à ses Ministres de faire aucune fonction sur le territoire d'autrui à son insçu & contre sa defense, & que les peuples en se soumettant à des Prestres que leur Curé n'agrée pas, ne le font souvent selon Gerfon, que par un mepris qui les rend très-coupables devant Dieu.

Status Curatorum vix potest à Parochianis sine peccato sic contemni, quod eorum licentia neque in generali neque in speciali prius queratur, dum alibi confiteri, aut missas vel sermones audire tempore divini servitii, diebus dominicis & festiviis voluerint. Gerfon. de stat. Eccles. §. de statu Curator. Confid. ultim.

S. X X. La necessité du consentement du Curé pour confesser licitement sur sa Paroisse & la dependance ou les Reguliers doivent être à cet égard, prouvée par les Constitutions de plusieurs Ordres Religieux.

Il est de l'ordre que les Reguliers deferrent aux Curés & ne fassent aucune fonction dans les Paroisses, sans leur exprès consentement, quelqu'approuvés qu'ils soient de l'Evêque; mais rien ne fait mieux connoître l'esprit & les motifs qui poussent la plupart d'entre-eux dans le ministere ecclesiastique, que de les voir se soulever aussi-tôt qu'on leur represente qu'ils ne le doivent exercer dans les Paroisses qu'avec dependance des Curés, & que leurs propres

Constitution veulent ou qu'ils s'abstiennent tout-à-fait de confesser les séculiers, ou qu'ils ne les confessent point dans les Paroisses, sans le consentement des Curés.

Le pere Bernard d'Arras, à qui je dois cette justice de l'avoir trouvé par tout ailleurs fort modéré quand il parle de la Constitution sur la Jurisdiction, &c. est très-vif sur l'Article, & ne peut se contenir quand on lui parle de cette dependance. "On niera constamment, dit-il pag. 131. *de son livre de l'ordre de l'Eglise*, selon St. Thomas que cet assujettissement des Religieux aux ordres des Prelats, pour l'exercice du Ministère, requiert nécessairement le consentement du Curé quand on a celui de l'Evêque, à moins que ce dernier consentement ne soit relatif au premier, &c., Faisons lui voir qu'il nie trop, & qu'il étoit fort nécessaire que l'Auteur anonyme dont il se plaint, fît un amas pag. 130. de sa Consultation de Textes tirés des Chapitres généraux & des Constitutions de plusieurs Ordres Religieux, pour prouver l'assujettissement ou les Religieux doivent être, des Curés, que le bon Pere Capucin fait tous ses efforts dans les livres de l'Ordre de l'Eglise & du Ministère de l'Absolution, d'avilir & de mettre comme une ballieure sous la sandale des Freres.

Il est nécessaire encore de les rappeler ces Constitutions, & d'observer que S. Dominique, S. François, le bien-heureux Albert, &c. Fondateurs & Instituteurs des Ordres Religieux les plus appliqués aujourd'hui à entendre les Confessions des Fideles, étoient si éloignés de permettre à leurs Freres de confesser les Seculiers sur le territoire d'autrui, qu'ils n'ont pas crû leur devoir accorder cette fonction dans leurs propres Chapelles, même avec le consentement du propre Prestre, Evêque ou Curé. Ils n'avoient pas prévu que leurs Enfans en feroient un jour, en qualité de troupes auxiliaires & de sur-numéraires, leur principale occupation, & qu'après avoir secoué le joug des Paroisses, auxquelles la premiere institution les assujettit, ils tacheroient d'en separer les Seculiers, pour se les assujettir à eux mêmes.

S. Dominique dans sa Regle citée à ce sujet par les Docteurs de la faculté de Theologie de Paris l'an 1409. (a) defend en general à ses Religieux de rien faire contre la volonté de leurs Seigneurs & Maîtres (ainsi il appelle les Evêques & les Curés) & de rien attenter à leur prejudice.

Le Chapitre general des Dominicains tenu à Montpellier l'an 1247. vingt-six ans après la mort de S. Dominique, & celui tenu à Metz l'an 1313. defendent à leurs Confesseurs approuvés de l'Evêque, que Chopin appelle Inquisiteur, les confessions des Externes, s'ils n'ont le consentement du Pasteur ordinaire (b) de ces Externes, qui est le Curé selon Chopin, & dont le concile de

(a) Patamus, imo certe scimus, Fratres mendicantes non sic institutos per beatos Dominicum & Franciscum qui nihil agendum invictis Dominis suis, ita enim Episcopos & Curatos appellabant, nihil in eorum præjudicium attentandum dixerunt & jussurunt. *Sacra facultas Paris. an. 1409. inter opera Gersonii edit. nov. to. 2. p. 445.*

(b) Ordinarius Pastor & Curatus. Le Pas-

teur ordinaire autrement le Curé, sont synonymes en Chopin; cela paroît par l'Index du Monasticon, où l'Auteur, au mot, *Curatus*, dit: *Abque Curati licentia nulla Clericis aut Laicis Sacramenta ministrari à Religiosis fas est*, & renvoie pour le prouver à la page où on lit: *Ordinarius Pastor*. & à la marge en note: *Sic Clement V. in Concilio Viennensi statuit, nulla Clericis aut Laicis Sacramenta ministrari à*

Vicene veut que les Reguliers, ajoute-t'il, prennent le consentement pour confesser les Seculiers & leur administrer quelque autre Sacrement.

Ass celebrant eumprimis fratrum Prædicatorum constitutiones quæ solemnibus in domitiis Ordinis sigillatim prælatæ iustum volumen exequant... verbi causa in Adon-pollano Fratrum congressu majore anno 1247. & apud Mediomancie an. 1313. Intrales Confessiones exterrum audire prohibentur Cenobita, nisi ab Inquisitoribus scripto approbati, & cum bona Ordinarii cuiusque Pastoris (a) venia. Chopin *Monastic. lib. 2. tit. 2. n. 32.*

Les actes des Chapitres généraux des Dominicains de l'an 1247. à Montpellier, & de l'an 1313. à Metz, rapportés *tom. 4. du trésor des Anecdotes*, n'ont rien de semblable; mais Chopin, qui cite ce que j'en rapporte, étoit trop habile pour avoir pris le change, & trop sincère pour le soupçonner d'avoir voulu en imposer au public. Il est probable que l'intérêt des Reguliers à ne pas divulguer de tels Statuts, a fait supprimer dans les manuscrits dont les sçavans & laborieux doms Martene & Durand se sont servis, ce que l'habile Chopin plus d'un siècle avant, avoit lu dans d'autres manuscrits qu'une main trop hardie n'avoit point encore altérés.

Les anciennes constitutions des Celestins ont un reglement pareil à celui des Dominicains. Elles ordonnent que lorsque les Seculiers se presentent à confesser sans en avoir la permission speciale du Curé, les Freres ne les confessent point. *Celestini Monachi... in antiquis Afis. Constitutionibus cap. 16. §. 7. Secularium Confessiones audire nolunt, nisi prædicti seculares qui confiteri voluerint, habens à suis Parochialibus Presbyteris super hoc licentiam specialem.* Marten. *de antiqu. Eccl. ritib. part. 2. lib. 1. c. 6. n. 3.*

Les constitutions des Carmes citées par Zerola dans sa pratique épiscopale parlent d'une Bulle qui défend aux Religieux de cet Ordre, sous peine d'excommunication, d'administrer les Sacremens hors de leurs Eglises & de leurs Cloîtres sans la permission des Curés. Pourquoi n'avoir pas dit sans la permission des Evêques? C'est qu'on croyoit & qu'on tenoit pour certain que les textes du Droit où il est parlé du consentement de l'Ordinaire, sont plus précis & formels pour le consentement du Curé que pour celui de l'Evêque, & que quand l'Evêque consent qu'on confesse dans son Diocèse, l'on a encore besoin que le Curé consente que l'on confesse dans sa Paroisse, son Paroissien, au lieu que quand le Curé consentoit, l'on estimoit avant les Arrets donnés au Conseil, & les édits du Roi, avoir sans aucun recours à l'Evêque, toute l'approbation & la delegation nécessaires. *In Constitutionibus Ordinis Carmelitarum 1. part. c. 10. & part. 2. c. 11. ponitur Excommunicatio Papalis contra Religiosos ejusdem Ordinis, si administraverint Sacramenta secularibus extra sua claustra, sine licentia Curatorum.* Zerola *Prax. Episc. part. 1. verb. Confessores.*

Les RR. PP. Jesuites évitent avec beaucoup de soin dans l'administration des Sacremens, tout ce qui peut faire de la peine aux Evêques & aux Curés, & la Regle leur enjoint, lorsqu'ils arrivent dans un lieu, de voir les Ordinaires, de leur offrir avec respect leurs services, & de leur demander avec modestie & religion, la faculté de faire les fonctions de la Société, & elle veut qu'ils se rendent favorables tous ceux, Ecclesiastiques & Seculiers, les Curés sur-tout,

dont l'autorité & la protection leur est nécessaire. *Modum ea Sacramenta ministrandi quæ Sacerdotes nostra Societatis tractare possunt, per se ipsum omnes habeant...* attendantque non ex modo utendi facultatibus Societatis, Ordinarii & Parochi jure offendi possint Reg. Societ. c. Reg. Sacerd. — *Cum ingressi fuerint loca in quibus Ordinarii resident, eos quam primum adeant. suamque operam illis submissè offerant, & facultatem ad exercenda Societatis ministeria modeste ac religiose petant, eosque omnes tam Ecclesiasticos, præcipue Parochos, quam seculares quorum auctoritate aut favore opus habent, benevolens sibi facere studeant.* Ibid. C. Regul. Missionum.

La règle de S. François approuvée par les papes Innocent III. Honoré III. & Grégoire IX. permet aux Freres de prêcher si les Evêques ne s'y opposent pas; mais elle ne leur permet en aucune manière de confesser les Seculiers, du consentement même des Evêques & des Curés: Il en est de même de la règle de Grammont par S. Etienne, ch. 34. De là les freres Capucins, qui dans leurs commencemens & dans la première ferveur se faisoient une étroite obligation d'observer rigidelement & à la lettre la règle de leur saint Patriarche, ont dans leurs Constitutions ch. 7. p. 111. un Statut qui défend absolument aux Freres de cet Institut de confesser des Seculiers: "Il est ordonné, porte le Statut dont je parle, qu'on ne reçoive point en notre Congregation, en quelque tems que ce soit, la Confession des seculiers, &c.", Grégoire XIV. par sa Bulle *Decet Seraphicam religionem*. du 1. Juin 1591. (a) leur défend absolument & pour toujours cet emploi comme incompatible avec leur Institut, mais Clement VIII. l'an 1602. à la sollicitation de quelques Laïques, sollicités eux-mêmes de solliciter une chose semblable, leva par sa Bulle *Aliis felicit.* (a) l'interdit general de confesser les Seculiers que Grégoire XIV. avoit mis sur les Capucins, & qu'ils gardoient depuis XI. ans. Je ne sçai cependant si la Bulle donnée du propre mouvement de Clement VIII. qui relève les Capucins de la suspension de confesser les Seculiers, étoit de nature à passer les Monts, si les RR. PP. l'ont présentée au Conseil, s'ils ont obtenu les lettres patentes du Roi pour la mettre à execution dans le Royaume, & si elle a été enregistrée dans les Parlemens. Clement VIII. veut que les Capucins approuvés de leurs superieurs Reguliers, car il ne parle ni d'Evêques ni de Curés, prennent la permission de confesser, du General & des Definiteurs qui la leur accorderont, de l'autorité du S. Siege, dans le Chapitre general, & durera ladite Faculté jusqu'au Chapitre general subsequant, où elle sera renouvelée d'autorité apostolique.

A ce compte, un Capucin ne peut confesser de Seculiers, s'il n'a l'approbation du Provincial ou du Gardien qui atteste de sa capacité, & la faculté du Pere general & des Definiteurs qui la lui accordent d'autorité apostolique. On ne parle point des Evêques ni des Curés. C'est ce qui rend la Bulle de Clement VIII. abusive, ce qui tient encore les Capucins dans l'état où Grégoire XIV. les a mis de ne pouvoir confesser aucuns Seculiers, & ce qui peut-être a porté Cabassut (b) à dire decifivement que les Capucins ne peuvent confesser

Religiosi, absque Curati illorum licentia, neque etiam excommunicatos absolvi debere. Cap. 1. de privileg. & excess. privileg.

(a) Voyez les Bulles *Decet Seraphicam.* & *Aliis felicit.* à la fin de l'article.

(b) Cabassut Jur. Canon. lib. 3. c. 7.

que leurs Religieux ; mais dans les lieux où la Bulle de Clement VIII. est en vigueur, les peres Capucins ne confessent les Seculiers que par l'autorité du S. Siege, à laquelle par ceremonie, ils font acceder l'approbation de l'Evêque, & le consentement du Curé quand ils confessent dans les Paroisses, mais très-disposés à s'en passer, quand ils le peuvent faire sans éclat & impunement. Il y en a des exemples (a) & c'est où conduit le faux système du R. P. Bernard, que tout depend du Pape en fait de Jurisdiction, par la plénitude de la puissance apostolique qui se trouve en lui, & par écoulement & avec mesure dans les autres Pasteurs de l'Eglise.

Saint François dans son Testament §. 3. declare avec beaucoup d'humilité à ses Freres, que quand il auroit autant de science que Salomon, il ne voudroit pas prescher dans les Eglises des plus idiots Curés contre leur volonté, qu'il veut les respecter tous, les aimer & les honorer comme ses Seigneurs & ses Maîtres, & qu'il ne fait aucune attention à leurs deffauts, parce qu'il considere en eux l'autorité de Jesus-Christ & qu'ils sont ses Maîtres. *Esti haberem tantam sapientiam quantum Salomon habuit & invenirem pamperculos Sacerdotes hujus seculi in Parochiis in quibus morantur, nolo predicare contra voluntatem ipsorum. Et ipsos & omnes alios volo timere amare & honorare sicut meos Dominos & nolo in ipsis considerare peccatum, quia Filium Dei discerno in ipsis & Domini mei sunt.*

L'esprit d'Elie n'a pas passé à tous ses enfans avec le manteau qu'il leur a laissé. Je ne trouve point dans le corps des Statuts de la reguliere Obfervance de notre seraphique pere S. François, imprimés à Paris l'an 1622. la juste dependance & le sincere respect du saint Instituteur des freres Mineurs, pour tous les Curés ; mais bien que si un Frere, sans la permission de son Gardien se presente à l'Evêque pour en être approuvé à l'effet de confesser, il sera au moment interdit pour 10. ans de confesser, & que si après avoir été approuvé de l'Evêque, il confesse sans l'agrement du pere Ministre, il est au moment qu'il le fait, interdit & incapable de confesser pendant toute sa vie. (a) J'y lis encore qu'un Frere, qui accablé du poids de ses fers, & en prison demande de se confesser à un Religieux de l'ordre, car hors le cas de necessité, il ne peut se confesser à un autre Prestre selon les Statuts, (b) ne l'obtient que lorsque

(a) L'an 1714. un Prestre Aumonier des Dames Religieuses des C... dans le Diocèse de N... railla un Capucin de ce qu'il prêchoit mal ; le bon Pere alla de sang froid un matin le demander à l'Eglise, & lui donna plusieurs coups de canne à la porte ; cette percussion ne fut pas jugée griève, ni avoir été faite *instigante Diabolo*, mais *instigante Zelo*. Notre Capucin deux ans après, au sçu de ses Superieurs, & envoyé d'eux seuls, ayant voulu prêcher pendant le Carême à S. Naz. & y confesser fut refusé. Il fit grand bruit, disant qu'il étoit approuvé ; mais c'étoit du General & des Definiteurs. Les Marquilliers en écrivirent au grand Vicar Mr. de B. Il fit reponse que le Capucin dont étoit quel-

tion étoit le même qui avoit frappé injurieusement l'aumonier des Religieuses des C. & qu'il n'avoit point de mandement de prêcher & de confesser à St. Naz. il s'y presentoit cependant, & l'eût fait sans l'opposition qu'il trouva.

(b) Quicumque abque licentia & præsentatione Ministri coram Episcopis, sive eorum Vicariis se præsentaverit, eo ipso inhabilis ad audiendas confessiones per decennium exilat : quod si facultate (Ministri) non obtenta confiteri ausierit, perpetuo inhabilis judicetur. *Stat. regular. Obferv. S. Francis. c. 5. §. 7.*

(c) Inhibemus universis Fratribus... ne aliquis eorum, nisi in necessitatis articulo, aliis quam prælati suis peccata sua confiteri præsu-

Le Gardien trouve à propos de lui accorder cette consolation & cette grâce, & qu'il pourra communier, si le reverend Pere lui *permet*, au jour de Pâques, mais dans l'infirmierie ou en quelqu'autre lieu secret. (a) Est-ce là honorer Jesus-Christ, & se conformer à la pratique de l'Eglise?

Fils de l'Homme percez la muraille & entrez. Je perce, j'entre. O Ciel! qu'appergois-je? des choses effrayantes, dont le *recit* seul me fait fremir. Je vois dans ces lieux que le monde tient pour des Sanctuaires, des Freres acharnés sur un Frere, qui le brûlent tout vivant, (b) qui le depouillent, l'attachent, le déchirent inhumainement à plusieurs reprises, & auquel, dans l'épuisement où l'ont mis les tourmens excessifs qu'il a soufferts, & qui ont lassé ses bourreaux, un impitoyable serviteur, le pere Ministre, fait donner avec mesure un pain d'affliction & une eau de douleur. *Panem arctum & aquam brevem*, sans penser jamais que son maître viendra au jour qu'il ne s'y attend pas, & à l'heure qu'il ne sçait pas, qu'il le separera & lui donnera pour partage "d'être puni avec les hypocrites, pour avoir maltraité ses compagnons & ne leur avoir pas distribué dans le tems, la nourriture dont ils ont besoin. "Matth. 24.

Les Statuts n'en demeurent pas-là. Ils permettent au dominant du Couvent, si le ser, le feu, les foudres, la faim, la soif, la prison, le refus des Sacrements, ne lui paroissent pas suffisans, pour punir un Frere, ou lui faire avouer des fautes dont il n'est peut-être pas coupable, d'inventer d'autres tourmens, (c) & de l'appliquer à la torture avant que le crime dont on l'accuse soit constaté, & lui avoir confronté ni nommé le delateur & les temoins, (d) Le Statut excepte nos Maîtres & les Peres de l'Ordre, qu'il seroit tout-à-fait indecent de mettre à la question, hors le cas d'un crime énorme; mais elle sera legere pour nos Peres. Voilà une acception de personne bien marquée, que Dieu condamne absolument.

L'appel d'une Sentence injuste est souvent fort inutile à un Frere opprimé, elle s'exécute par provision, sauf à faire droit dans la suite. Le recours au

mant, vel aliis Sacerdotibus ejusdem ordinis secundum regulam & ejusdem ordinis instituta. *Clementi Papa IV. ibidem cap. 6. §. 24.*

(a) His vero qui sunt in carcere constituti Confessionis sacramentum est administrandum, quando fuerit ab eis postularum, & *Guardiano visum fuerit expedire*: Et sacramentum Eucharistie in infirmaria vel alio loco secreto. *ibid. c. 6. §. 8.*

(b) Poena tormenti non est infligenda pro quibuscunque delictis, nisi duntaxat pro atrocibus vel gravibus. Verum cum non satis constet quo pacto sint fratres torquendi, decernimus, quod si crimen sit nefandum, quod poena ignis torqueatur rei. *Ibidem §. 10.*

In reliquis tamen criminibus suspecti, nudi & manibus ligari flagellis dire per tria inter-

valla ad arbitrium Prelati torqueantur, cum jejuniis in pane & aqua. Si vero crimen fuerit atrox, Superior poterit suo arbitrio tormentum aliam excogitare. *Ibidem.*

(c) Ordinamus ut Prelatus nullomodo testium, nec accusantium nomina reis manifestent, etiam si procedant ad vindictam & punitionem. Si contra reum fuerit tantum semiplena probatio, vel infamia, aut indicia sufficientia, poterit Prelatus eum censuris cogere, ut veritatem fateatur. Quod si noluerit reus crimen obiectum manifestare, poterit Superior, si illi visum fuerit expedire, eum ad tormentum damnare, nisi reus esset aliquis magni nominis Religiosus, nam patrem quempiam alias bene meritum ad tormentum condemnare indecens omnino videri debet, nisi criminis immanitas aliquid exigeret. *Ibidem. §. 11.*

tribunal Seculier ou à celui de l'Evêque est deffendu & puni. (a) Ainsi l'on se conduit dans l'ordre de l'Observance, par des Statuts que la domination a formés contre le vrai esprit de la Regle. (b)

Qu'avez-vous fait, mes reverends Peres, en statuant de la sorte? La voix du sang de vos Freres crie de la terre jusqu'au ciel à votre Pere S. François. Et croyez-vous que le signe qu'il a mis sur vous, votre Cordon & votre saint habit vous assurent l'impunité, & que le ministère public, ne prendra jamais connoissance de l'abus que l'on apperçoit dans vos statuts & ne divulguera point ce qu'ils vous ordonnent d'exécuter dans le secret & de tenir caché. *Guardiani Constitutiones præsentis faciant diligenter observari, quas quilibet Guardianus loco suo studeat diligenter habere, cavendo ne extraneis publicentur.* cap. 8. §. 7. Toutes ces choses seroient bonnes à taire; il est important aussi de les manifester, afin que le Roi y remédie, & vienne au secours de ses sujets. Les Religieux coupables doivent être punis, non dans l'esprit d'Elie qui fait descendre le feu du ciel, ni dans celui de Jacques & de Jean qui demandent la même chose contre Samarie, mais dans l'esprit du Seigneur Jesus, auquel nous appartenons, qui n'est pas venu pour perdre les hommes, mais pour les sauver, & dont il est écrit: "Voici votre Roi qui vient à vous plein de douceur: Je ferai reposer sur lui mon esprit, il annoncera la justice: il n'achevera point de briser le roseau cassé, ni d'éteindre la mèche qui fume encore, jusqu'à ce qu'il fasse triompher la justice.

On me pardonnera une digression aussi frappante. Je reviens à mon sujet.

Le pere Bernard paroît douter que S. François a parlé des Curés dans l'endroit de son Testament que j'ai rapporté, & nous objecte que le Saint n'y dit pas qu'il seroit également disposé à ne point prescher contre leur volonté, si l'Evêque lui en avoit donné un mandement special. Pourquoi gloser ainsi, quand le seraphique Pere défend à ses enfans de gloser son Testament? *Omnibus Fratribus meis Clericis & Laicis præcipio firmiter perobedientiam, ut non mittant glosas in regula nec in istis verbis dicendo, ita volumus*

(a) Quicumque sub prætextu injuriarum sibi factæ advocatos, procuratores, & judices seculares, vel quomodocunque ad seculares tribunal recurrerit aut pro consilio aut favoris petendi gratia, is actibus legitimis privatus gravius etiam puniatur Superioris arbitrio. Qui vero ad locorum ordinarios eisdem de causis recursum habuerit, graviter etiam Generalis vel Provincialis arbitrio puniri debet, &c.

Qui autem timore Dei postposito & suæ professionis immemores. Ad tribunalia secularia appellare, & ad ea temere confugere ausi fuerint, ultra excommunicationis poenam ipso facto incurrandam, ejus absolutio à nemine, nisi à sanctissimo romano Pontifice, præterquam in mortis articulo obtineri potest, privatione vocis activæ & passivæ, & officiorum ordinis & inhabilitate perpetua ad illa, & alia quæcumque exercenda plectendi sunt, &c.

Præterea Constitutionibus apostolicis cautum est sub anathematis poena, & actum legitimum privatione, ne quis nostri Ordinis fratrum appellare præsumat de correctionibus, mutationibus, punitionibus, privationibus & obedienciis & similibus quæ ad correctionem morum imponuntur per quoscunque Superiores, &c.

Quapropter qui de correctionibus vel poenitentibus levibus ejusmodi in quibus parum injuriæ Religioso irrogatur, appellare præsumpserit, tanquam rebellis & inobediens usque ad carcerationem, si non respicuit puniatur, &c.

In criminibus vero gravibus & scandalosis, etiam si appellatur, si reus confessus vel convictus fuerit, sententia exequatur, appellatione non obstante, nec ejus appellatio admittatur, si fuerit confessus, &c. *Statut. regular. Observ. S. Franc. caput 6. §. 3.*

intelligi, sed sicut mihi Dominus simpliciter & pure sine glossa intelligatis, & cum sancta operatione observetis in suum.

C'est encore une glose de l'invention du R. P. également deffenduë par S. François de nous dire "Tel sens qu'on attache à ces paroles : *Nolo predicare contra voluntatem ipsorum*, il est constant qu'elles ne lient point " les freres Mineurs, parce que selon les declarations des Papes, le testament de S. François n'oblige point ses enfans sous aucun peché."

Il faut le croire, le testament de S. François n'oblige point, parce qu'autrement nous regarderions tous les Freres, comme des pecheurs publics & obstinés, au lieu que par leur profession ils doivent être des penitens dont l'emploi est de gemir & non pas d'enseigner, & à qui S. François ordonne de travailler de leurs mains pour vivre, & de ne mandier leur pain, que quand le travail de leurs mains ne fournit pas à leurs besoins. *Et ego manibus meis laborabam & vole laborare, & omnes alii Fratres firmiter vole quod laborarent, de labore quod pertinet ad honestatem. Et qui nesciunt, discant non propter cupiditatem recipiendi pretium laboris, sed propter bonum exemplum & ad repellendum otiositatem, &c.* Feu M. Pavillon Evêque d'Allet dans les peines qu'il essuya l'an 1666. à reduire les Freres à l'obeissance, les renvoyoit à "leur regle. " Elle vous ordonne, leur disoit ce grand Evêque, de travailler pour vous procurer les choses necessaires à la vie, & non pas de "courir de tous côtés comme des vagabonds & des gens sans aveu.", *Vie, de. 1. liv. 2. ch. 17. p. 340.* Mais où voit-on des freres Mineurs qui travaillent de leurs mains pour vivre, & qui accomplissent ainsi la volonté de leur Pere S. François? C'est une chose aussi rare qu'un Cigne noir, *Rara avis in terris, nigroque simillima Cygno.* Il seroit cependant utile à la Republique, si les maisons des Freres dans l'intention de S. François, étoient autant de Manufactures, où ils s'occupassent à des travaux servans à l'utilité publique.

Cette clause du travail des mains, celle de la soumission aux Curés, dans les fonctions du ministère, laquelle S. François recommande si fort à ses enfans, & l'ordre précis de les respecter, de se jeter à leurs pieds, quand ils en sont persecutés injustement & de baiser la main qui les frappe, afin de les fléchir (a) par d'humbles soumissions, ont soulevé les Freres & les ont portés à se pourvoir devant les Papes en cassation du testament d'un Saint qui leur ordonne de si saintes dispositions, & à obtenir des explications forcées. C'est ce qui fait dire au R. P. Bonaventure d'Enghien *Exposir. p. 381.* & aux autres Glossateurs : Le testament de notre Pere ne nous oblige point sous aucun peché.

Il est bien à craindre aussi que les Freres, pour avoir fait casser le Testament de leur saint Patriarche, n'aient aucune part aux benedictions qui sont attachées & réservées aux fideles enfans qui observent les dernieres volontés de leur seraphique Pere. (b) Ils ont rejeté la benediction, dit

(a) *Dedit mihi Dominus & dat tantam fidem in Sacerdotibus qui vivunt secundum formam sanctæ romanæ Ecclesiæ propter Ordinem ipsorum, quod si mihi facerent persecutionem,*

volo recurrere ad ipsos, &c. Domini mei sunt, &c. Testamento sancti Francisci.

(b) Et quicumque hac observaverit, in Cœlo recipiat benedictione altissimi Patris cordis.

le Prophete Rois *Psal.* 108. 16. & elle s'éloignera d'eux.

Saint François que l'on voit avoir parlé avec tant de respect des Curés, & qui n'auroit pas voulu ouvrir la bouche dans leurs Eglises contre leur volonté, n'auroit jamais entrepris s'il avoit été Prestre, de confesser sur les Paroisses sans la permission de ceux qui les gouvernent. Mais son esprit n'étant pas passé à tous ses enfans, & plusieurs d'eux marchant dans des voies contraires, les plus sages & les plus habiles, car ce sont ceux-là qui composent ordinairement les Chapitres, ont fait les constitutions dont j'ai parlé, afin d'arrestier l'entreprise, de tenir les Freres dans l'ordre de l'Eglise, & dans une legitime subordination, & de les obliger à prendre le consentement des Curés.

Ces constitutions ne parlent point du consentement des Evêques, c'est que le sentiment extraordinaire & nouveau du pere Bernard opposé & contraire à l'antiquité, n'étoit pas encore inventé que les Curés sont les Vicaires des Evêques avec une commission à bon plaisir, & que les Evêques plus immédiatement que les Curés sont chargés du soin des Paroisses, avec pouvoir d'y mettre à volonté des Vicaires aussi puissans que les Curés & d'y envoyer des passevolans plus puissans en juridiction sans l'être en œuvres, pour y administrer tous les Sacremens, ou quelques Sacremens.

De tels sentimens sont autant de paradoxes. Il est certain que dès qu'on reconnoît avec l'ancienne faculté de Theologie de Paris que les Curés sont de droit Divin dans leurs Paroisses, & établis par le Saint Esprit pour y gouverner l'Eglise de Dieu & avec Louis XIV. dans sa Declaration de l'an 1698. art. 3. que les Curés ont le soin principal des ames dans les Paroisses, ils y sont les maîtres du gouvernement, cependant avec dependance de l'Evêque comme Gerson l'enseigne & sous une subordination raisonnable. *Statut Curatorum ecclesiarum sibi deputatas habet in tali libertate, quod nulli alteri Sacerdoti fas est, ipsis inuitis aut sine eorum licentia predicare in eadem, praesertim dum predicare voluerint ipsi, sed nec confessiones illic audire nec Sacramenta ministrare, salva semper auctoritate, vel rationabili ordinatione superiorum Praelatorum.* Gers. de statib. ecclesiast. de statu Curatorum. consid. 7.

L'antiquité que le concile de Trente n'a point démentie a toujours crû comme on l'a vu par les Constitutions que j'ai rapportées, que l'autorité dans le gouvernement des Paroisses étoit aux Curés & que comme c'est aux Curés & non aux Evêques que le droit renvoye les Reguliers pour prendre la permission de donner le Saint Viatique & l'Extreme-Onction, & les renvoyoit également avant le concile de Trente pour avoir la permission de faire un mariage dans les Paroisses. Il en étoit ainsi de la permission de confesser les fideles, hors le danger de mort & quelques autres cas de droit. Il leur falloit la permission du Curé. Le droit ancien ne dit jamais, ou de l'Evêque, & l'on ne trouve cette alternative qu'en un très-petit nombre de conciles de Province, ou de statuts Synodaux où quelques Evêques dominans l'ont fait inferer; mais le

ris & in terra replicatur dilecti Filii sui cum | ritibus Caelorum & omnibus Sanctis Testa-
sacratissimo Spiritu paraceto, & omnibus vir- | mento sancti Francisci.

plus grand nombre & le concile de Latran ne l'ont point, parcequ'alors on regardoit les Curés comme les propres Prêtres & les Pasteurs immediats chargés de J. C. du soin de son peuple dans les Paroisses, & chargés seuls par l'Eglise de leur administrer les Sacremens ordinaires. " C'est lui (Jesus-Christ) qui a donné à son Eglise les uns pour être Apôtres (voilà les Evêques en premier) les autres pour être Prophetes, les autres pour être Evangelistes, les autres pour être Pasteurs & Docteurs (voilà les Curés & les Prêtres sous tous ces titres) afin qu'ils travaillent à la perfection des Saints "aux fonctions du ministère, à l'édification du corps de J. C. jusqu'à avoir "conduit le peuple qui leur est confié, à l'état d'un homme parfait, à la mesure de l'âge & de la plénitude, selon laquelle Jesus-Christ doit être formé. *Et ipse dedit quosdam Apostolos, quosdam autem Prophetas, alios vero Evangelistas, alios autem Pastores & Doctores ad consummationem Sanctorum, in opus ministerii, in edificationem corporis Christi, donec occurramus omnes in unitatem fidei & agnitionis Filii Dei, in virum perfectum, in mensuram ætatis plenitudinis Christi. Eph. 4. 11.*

Le R. P. Bernard d'Arras pag. 187. du ministère de l'Absolution, forcé par l'évidence de l'avoir, nous accorde "qu'en vertu du Canon *Omnis utriusque sexus*, un Curé pouvoit commettre des Prêtres étrangers pour confesser "dans sa Paroisse, & il l'a pu tant que l'Eglise lui en a laissé le pouvoir, mais ce pouvoir, dit le R. Pere, lui a été ôté par le concile de Trente (*sess. 23. de rescr. cap. 15.*) marque qu'il ne l'avoit que par la concession de l'Eglise. Je prens acte de l'aveu du P. Bernard sans lui accorder cependant que le concile de Trente ait ôté aux Curés le pouvoir de commettre leur juridiction aux Religieux jugés idoines, car l'on soutient avec les pasteurs habiles Canonistes que ce pouvoir est demeuré dans son entier, & que le Concile n'a eu aucune intention d'y toucher. Il a seulement ôté aux Curés de juger de la capacité des Religieux dans un examen, ou autrement."

Mais le Rev. Pere nous objecte pag. 131. du livre intitulé *l'Ordre de l'Eglise* que "l'auteur de la Consultation sur la juridiction pag. 119. & M. Pontas, " *Dict. verb. confession.* enseigne conjointement que la clause en question (*de consensu Rectorum*) a cette vertu de restreindre & d'arrêter la Jurisdiction "communiquée par l'Evêque aux Religieux, sans citer l'endroit où les "Evêques s'en soient expliqués.

C'est avec grande raison que le Saint Esprit qui a parlé à nos Peres par le Prophète Isaïe a dit: *Allez vers ce peuple & lui dites: Vous entendrez, & en écoutant vous n'entendrez point.* Le pere Bernard est de ce nombre: il a écouté sans entendre, & il a vu sans voir. L'auteur de la Consultation sur la Jurisdiction l'a dit plus d'une fois, & il veut bien le repeter en faveur de ceux à qui il est donné de Dieu, de voir, d'entendre, de comprendre, que les Evêques se sont expliqué sur la nécessité du consentement des Curés dans les conciles provinciaux de Latran sous Innocent III. & de Basle, dans plusieurs conciles Provinciaux & statuts Synodaux, & d'une manière éclatante en France quand l'an 1615. ils demanderent au Roi Louis XIII. dans le cahier des Remontrances qu'ils lui presentèrent par leurs Deputés, qu'il plût à sa Majesté d'ordonner

que les Prestres ne confesseroient point dans les Diocèses, sans l'approbation de l'Evêque, & dans les Paroisses, sans le consentement des Curés, qu'ils l'avoient ainsi réglé, c'est-à-dire que l'Evêque jugeât de la capacité, & le Curé donnât la juridiction à ceux que l'Evêque auroit jugé idoines & capables.

Comment après cela le R. P. Bernard plus intéressé pour les Freres que pour les Seigneurs & Maîtres, Mrs. les Curés (comme S. Dominique & S. François les appellent) a-t'il pû dire *pag. 132.* "Quoiqu'il en soit, les Evêques peuvent sentir l'inconvenient de faire dependre du bon plaisir des Curés, l'exercice des pouvoirs qu'on leur accorde (aux Freres) à cause qu'on veut aujourd'hui" (*Consult. p. 121.*) que les Evêques ne sont point en droit d'envoyer dans les Paroisses, des Prestres pour y confesser, comme pour y prêcher, si les Curés ne les demandent ou ne les agréent pas.

Le Pere n'y pense pas. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on le veut. Les Papes, les Conciles, les statuts des Diocèses l'ont ainsi réglé dans le XIII. le XIV. le XV. & le XVI. siècles. Les Evêques qui l'ont demandé au Roi l'an 1615. & qui depuis l'ont approuvé dans les écrits de M. Hallier, & fait imprimer dans les derniers memoires du Clergé, n'ont pas crû que ce fût un inconvenient, mais ils ont crû qu'il convenoit très-fort à l'ordre de l'Eglise, ou à la primauté & à la subordination ecclesiastique, selon S. Thomas, de tenir ferme sur cette regle contre les Reguliers. S. Thomas nous assure que c'est le propre des Religieux de travailler sous l'autorité des Evêques & des Curés, qu'il appelle les grands & les petits Prelats, c'est-à-dire de travailler & de prêcher avec dependance des uns & des autres, & en même tems sous les modifications que les uns & les autres Prelats, Evêques & Curés mettent dans les permissions qu'ils leurs accordent. *Religiones instituuntur ad prædicandum, & confessiones audiendum, non quidem auctoritate propria, sed auctoritate Prælatorum superiorum & inferiorum ad quos ex officio pertinet. Et ita subseruire Prælati in tali ministerio, est huiusmodi Religionis proprium.* S. Thom. 2. 2. q. 183. a. 4. ad 2.

Secundum moderationem eorum qui huiusmodi Religionibus præficiuntur, vel secundum taxationem ipsorum Prælatorum. Ibid. ad 3.

Voilà l'ordre de l'Eglise, ou la Primauté & la subordination ecclesiastique selon S. Thomas. Le Regulier ne prêche & ne confesse point par devoir, & comme étant en autorité; mais sous l'autorité des Prelats superieurs & inferieurs: il faut donc pour qu'il agisse que le Prelat inferieur qui est le Curé, influé & lui communique quelque chose de son autorité; c'est ce qui se fait par le consentement qu'il lui donne, autrement le Regulier ne confesseroit que sous l'autorité du Prelat superieur; mais S. Thomas reconnoit qu'il agit aussi sous l'autorité du Prelat inferieur, & selon la regle qu'il lui prescrit. Le bon ordre exige cette dependance; c'est M. l'archevêque d'Embrun, presentement cardinal de l'Eglise Romaine & archevêque de Lyon qui l'assure dans son Mandement donné à Embrun le 1. Octobre 1735. & qui trouve qu'il est convenable pour l'observation de l'ordre & de la discipline, que le Prêtre approuvé de l'Evêque pour confesser, demande permission au Curé. Le clergé de France dans l'assemblée de Poissy l'an 1561. en a fait une loi autant pour les autres Reguliers que pour les RR. PP. Jesuites nouvellement venus dans le Royaume, lorsqu'elle leur proposa d'observer ce que tous les autres prati-

quoient, de prendre le consentement des Curés pour confesser sur leurs Paroisses, & de ne rien entreprendre à leur prejudice, ce que les reverends Peres promirent de faire.

Frere Laurent de Portel de l'ordre des FF. Mineurs de l'Observance, provincial des Algarves en Portugal & lecteur en Theologie decide la question dans ses doutes reguliers, au mot *Confessor Regularis, ejusque presentatio num. 3.* Le Confesseur regulier, approuvé de son Prelat, & de l'Evêque, resout ce Theologien, peut dans son Eglise, selon Rodriguez, confesser validement ceux pour lesquels il est approuvé, quoique le Curé y contredise; mais s'il s'agit de confesser dans les Eglises des Curés, (ajoutez: ou sur leur territoire) il doit prendre leur permission, il peche en ne la demandant pas; mais la confession qu'il entend, sans la permission du Curé sera valide. Ajoutez: si le Penitent est de bonne foi & bien disposé. Voilà le valide & le licite bien distingués par un frere de l'ordre Seraphique, qui a eu l'approbation de cinq Theologiens de son ordre, de deux Provinciaux, de deux Evêques & de l'inquisition de Lisbonne, selon lesquels le Regulier qui n'a pas demandé permission au Curé, mais qui a l'approbation de l'Evêque, peut confesser validement, sans confesser licitement.

Regularis approbatus à suo Prelato & Episcopo potest validè audire confessiones illorum pro quibus est approbatus, etiam contradicente Parocho, & hoc in Ecclesiis Regularibus. Rodriguez cit. q. 60. art. 4. *In Ecclesiis vero Parochorum debet petere licentiam: sed quidquid sit de peccato, in non petenda ibi licentia, credo quod Confessio valida erit.*

Le digeste de la sapience Minimitane part. 3. pag. 116. de l'édit. de Rome à l'imprimerie de la chambre Apostolique, avec permission des Superieurs l'an 1664. rapporte que la congregation des Cardinaux repondit le 20. Novembre 1615. que les Archevêques, les Evêques & les autres Ordinaires des lieux (par ces autres Ordinaires des lieux, la Congregation a constamment parlé des Curés) approuvent les Reguliers pour confesser les Seculiers & les suspendent de cette faculté; mais la Congregation veut qu'ils ne suspendent à l'avenir aucun Regulier de confesser, s'il n'y a cause survenue depuis son approbation, & que les Archevêques, Evêques & les autres Ordinaires des lieux (sous ces derniers termes les Curés sont compris) ne puissent ôter les pouvoirs à des Communautés entieres, sans l'avoir consultée & pris son avis.

Bulle du Pape Gregoire XIV. Bullarii edit. Lugd. 1655. tom. 2. pag. 707. Gregoire XIV. declare qu'étant contre l'état des Capucins de confesser les Seculiers, ils ne peuvent & ne doivent pas confesser les Laïques de l'un & l'autre sexe, ni les clercs Seculiers.

GRIGORIUS PAPA XIV. Ad perpetuam rei memoriam. Decet Seraphicam Religionem sancti Francisci Ordinis Fratrum Minorum liberum Domino famulatam exhibere, & à secularium, quantum fieri potest conversatione se-jungi, ut ab humili humanæ actionis quasi so-lo ad arcem contemplationis, remotis impedi-

mentis, ascendat, ubi in spiritu & veritate so-cilium Dominum adoret. Oratio enim per soli-tudinem, quietius concipitur, & per meditatio-nem altius extollitur & ita quod fides credit, spes & charitas tutius orat: Spiritus vero anima duabus quasi alis in Cælum elata ita etiam Deo arctius conjungitur, & cœlestis

beatitudinis in hac carne quodammodo degustat. Nos igitur ne optimam partem, quam dilecti filii fratres congregationis Capucinorum ordinis Minorum nuncupatorum elegerunt importuna secularium rerum administratio impediat, aut mundanarum occupationum cura distrahatur, rovidere nostrapastoralifollicitudine satagentes ad dicti ordinis etiam constitutionum confirmationem motu proprio & ex certa nostra scientia ac de apostolicæ potestatis plenitudine, hac nostra perpetuo valitura constitutione statuimus & decernimus nullum. post hac Ordinis præfati Religiosum posse, vel debere in Laicorum utriusque sexus, & Clericorum secularium quacumq; dignitate & præminencia atq; autoritate & facultate suffulti sint, confessionibus occupari vel confessiones eorum audire, etiam si ad id faciendum à superioribus Ordinis, aut Protectore, aut etiam à nobis & ab ipsis

apostolica Sede quomodolibet & sub quacumq; verborum forma licentias hactenus obtinuerint, quas autoritate præsentium revocamus, cassamus, & annullamus. Decernentes nihilominus irritum, & inane quidquid secus super his à quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari.

Non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut præsentium transumptis etiam impensis, manu alicujus Notarii publici subscriptis & Sigillo personæ in Dignitate ecclesiastica constitutæ munitis eadem, quæ præsentibus adhiberetur, fides adhibeatur.

Datum Romæ in Monte quirinalli sub annulo Piscatoris, die 1^a Junii M. D. XCI. Pontificatus nostri anno primo.

M. Veltius Barbanus.

Bulle du Pape Clément VIII. de l'an 1502. Bullarii Lugdun. 1655. tom. 3. p. 126. Clément VIII. revoke la Bulle de Gregoire XIV. qui défendait aux Capucins de confesser les Seculiers, & il leur accorde, que quand ils seront approuvés du pere Gardien, ou reconnus capables pour entendre les confessions des Seculiers, le General & les Definiteurs durant le Chapitre general, & non autrement, pourront leur accorder de l'autorité du S. Siege, la permission de confesser les Seculiers jusqu'au Chapitre general suivant, qu'ils prendront une nouvelle permission.

CLEMENS PAPA VIII. Ad perpetuam rei memoriam. Alias fel. re. Gregorius Papa XIV. Prædecessor noster ex causis tunc expressis motu ejus proprio, suâ perpetuo valitura Constitutione statuit & ordinavit, quod nullus congregationis Capucinorum ordinis fratrum Minorum nuncupat. S. Francisci in Laicorum utriusque sexus & Clericorum secularium quacumq; dignitate, præminencia, autoritate & facultate suffulti essent, confessionibus occupari, vel confessiones eorum audire, etiam si ad id faciendum à Superioribus Ordinis, aut Protectore aut etiam ab apostolica Sede quomodolibet & sub quacumque verborum forma licentias eatenus obtinuisset, prout in ejusdem Gregorii prædecessoris litteris in forma Brevis sub data, die prima Junii 1591. expressis plenius continetur.

Cum autem diversi utriusque sexus Christi fideles pro eorum erga dictum Ordinem, seu congregationem Capucinorum devotione, cupiant religiosus ejusdem Congregationis confiteri posse.

Nos illorum pio desiderio benigne annuentes, Motu proprio & ex certa nostra scientia, deque apostolicæ potestatis plenitudine præfatus Gregorii prædecessoris litteras, quarum tenorem præsentibus pro expresso haberi volumus, ita moderamur, ut ministri generalis ejusdem congregationis Capucinorum & definitores in Capitulo generali congregati, & in eodem Capitulo tantum, quibuscumque ejusdem Congregationis religiosi, ad confessiones audiendas approbati, prout ipsis Ministro generali & definitoribus videbitur, licentiam audiendi Saculationi utriusque sexus confessiones usq; ad novi Capituli generalis celebrationem & non ultra, & sic de Capitulo generali in Capitulum generale concedere respective possint & valeant autoritate apostolica tenore præsentium facultatem concedimus & impertimur.

Et quascumque licentias audiendi Sacularium hujusmodi confessiones, quibuscumque ejusdem Congregationis fratribus ab illius Protectore aut quocumque alio etiam de expresso nostro mandato in perpetuum concessas harum serie revocamus.

revocamus & annullamus. Decernentes Irritum & inane quicquid fecus super his à quoquam quavis autoritate, scientes vel ignoranter contigerit attentari.

Non obstantibus prefata Gregorii XIV. Prædecessoris ac quibuscvis aliis Constitutionibus & Ordinationibus apostolicis, cæterisque contrariis quibuscunque. Volumus autem ut

præsentium transumptis etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis & Sigillo personæ in dignitate Ecclesiæ constitutæ munitis, eadem quæ præsentibus ipsis adhiberetur fides adhibeatur.

Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die tertia Februarii 1601. Pontificatus nostri anno undecimo.

Reponse de la sacrée congregation des Cardinaux du 20. Novembre 1615. pour l'approbation & l'interdit des Reguliers par les Archevêques, Evêques & autres Ordinaires des lieux.

Cum sacræ congregationi Cardinalium negotiis Episcoporum & Regularium præpositorum innovetur Confessarios regulares graviter conqueri, quod ab Archiepiscopis, & locorum Ordinariis ab audiendis confessionibus quavis de causa indiscriminatum suspendantur, & propterea sæpe contingere, ut ab iisdem Archiepiscopis, Episcopis & locorum Ordinariis, omnibus simul unius Conventus confessariis confessiones audiendi facultas adimatur. Illustrissimi ejusdem sacræ Congregationis patres rati vix fieri posse, ut hæc sine scandalo, magnæ animarum perniciæ contingant: re mature perpenſa, ad omnem scandali materiam submovendam, & quo magis spirituali piam mentium consolationi consulatur, statunt ac decernunt Archiepiscopis, Episcopis, aliisque locorum Ordinariis, ad quos, Confessarios approbandi vi spectat, Confessarios regulares alias ab ipsis libere approbatos ab audiendis

confessionibus suspendere post hæc minime licere nisi ex nova causa, eaque ad confessiones ipsas pertinet, aut ob non servatum interdictum ab ipsis Ordinariis positum. Statuunt insuper eosdem Archiepiscopos, Episcopos locorumque Ordinarios confessiones audiendi facultatem omnibus simul unius Conventus regularibus confessariis, eadem sacra Congregatione inconsulta, nullo pacto adimere posse. Quod quidem Decretum, ut iidem illustrissimi Patres opportunum, & necessarium duxerunt, ita inviolabiliter jubent observari. Romæ 20. Novembris 1615.

A. Mar. Episcop. Hostien. Cath. Gallus.
Locus † Sigilli. V. Theatinus Secret.

Ex digest. Sapientiz minimitanæ parte 3. pag. 116. n. 3. editionis Romæ ex typographia rev. Cameræ apostolicæ. 1664. Superiorum licentia.

S. XXI. Les Evêques, lorsque le Curé est en fause, peuvent commettre & établir des Confesseurs sans son consentement & contre sa volonté.

Les Curés dependent de l'Evêque pour l'approbation de la capacité des Prestres: le Roi l'a ordonné, & la discipline presente le fait observer; mais les Prestres approuvés dependent des Curés pour la Jurisdiction. Cette subordination est raisonnable, & contribué beaucoup selon Gerson, à maintenir l'ordre dans la Hierarchie. Mais si les Curés refusent de permettre à quelques Prestres un exercice de Jurisdiction dans leurs Paroisses, quoique ces Prestres aient l'approbation de l'Evêque ou de ses grands Vicaires, l'histoire des Actes chap. 15. nous apprend que Paul dit à Barnabé: "Retournons visiter nos Freres par toutes les Villes où nous avons prêché la parole du Seigneur, pour voir en quel état ils sont... Or, Barnabé vouloit prendre avec lui Jean surnommé Marc, mais Paul ne le voulut pas. Il se forma donc une contestation qui fut cause qu'ils se separerent l'un de l'autre. Barnabé prit Marc avec lui, & Paul choisit Silas.

IV. PARTIE.

000

La même chose arrive quand un Curé refuse le Prestre que son Evêque lui présente, & ce refus, comme il arriva à l'occasion de Silas présenté par S. Paul l'apôtre des Nations, mais que Barnabé ne vouloit point dans le ministère, & de Marc choisi par S. Barnabé, mais rejeté par S. Paul, est quelquefois utile à l'Eglise, & ne doit point alterer la charité.

Les évêques de France dans le resultat de plusieurs de leurs assemblées, & il y a peu d'années M. l'évêque de Boulogne dans ses lettres à M. l'archevêque de Reims, soutiennent que la Jurisdiction gracieuse est tout-à-fait volontaire, & que quand les Evêques refusent d'accorder ce qui en depend, à des sujets capables, ils n'en sont responsables, ni au Pape, ni à leur Archevêque, ni aux Conciles, ni au Roi, ni à ses Parlemens, mais à Dieu seul, & qu'ils doivent être renvoyés à leur conscience. Un Curé ne peut-il pas dire la même chose, & demander d'être renvoyé à sa conscience? Je rejette ce principe; aucune autorité ancienne ne l'appuie; sa nouveauté le rend suspect, & il est dangereux dans ses conséquences. Je crois avec toute l'antiquité & le concile de Latran de l'an 1215. *can. 30.* qu'un Evêque peut être arrêté dans l'abus qu'il fait de son pouvoir & être contraint par une autorité supérieure à la sienne, à user de la Jurisdiction gracieuse pour le bien & selon les besoins de l'Eglise, & que s'il en agit autrement, le supérieur ecclésiastique, après avoir informé, doit y pourvoir. Il est de même d'un Curé, il peut être contraint par l'Evêque de s'associer des *Commissaires*. Le concile de Trente *sess. 6. de reform. cap. 2. & sess. 22. de reform. cap. 4.* le concile de Toulouse de l'an 1590. *cap. 90.* (a) l'ordonnance d'Orléans art. 5. & les Arrêts (a) sont en cela d'accord. Qui doute que si dans l'attention d'un supérieur à conserver à ses inférieurs leur Jurisdiction, & à n'entreprendre point sur leurs droits légitimes, il arrive qu'un Curé ne fasse pas son devoir, se refuse à ses Paroissiens, & n'a pas soin de pourvoir aux besoins spirituels de sa Paroisse, un Evêque ne puisse & ne doive y pourvoir, non comme délégué du S. Siege, ainsi que le concile de Trente lui ordonne, mais de droit. Il est obligé dans ce cas, sur les plaintes d'un general de Paroisse, ou de son Promoteur, d'établir malgré le Curé dans sa Paroisse, des Confesseurs capables & en aussi grand nombre qu'il est nécessaire, ou pour un tems ou pour toujours, selon les besoins, & de leur donner la Jurisdiction qu'un Curé négligent leur refuse; car si l'état des Curés est tel, qu'on ne puisse sans leur permission prêcher ni confesser dans leurs Eglises, c'est sans prejudice de l'autorité & des justes & légitimes ordonnances des Prelats supérieurs. *Statut Curatorum Ecclesiarum parochialium sibi deputatis habet in tali libertate quod nulli alteri Sacerdoti fas est, ipsi in viciis, aut sine illorum licentia predicare in eadem, præsertim dum predicare voluerint ipsi, sed nec confessiones illis*

(a) Ubi populus ita numerosus fuerit ut parochus sufficere non possit ad curam exercendam & sacra administranda, *regat eum Episcopus ad adiungendos sibi tot adiutores quot fuerint necessarii ad Concilii tridentini præscriptum.* *Concil. Trid. an. 1550. capite 90.*

(b) Voyez dans les preuves des libertés de

l'Eglise gallicane, les arrêts du parlement de Paris du 17. Janvier 1560. — 8. Aoust 1565. de la chambre de Justice en Guienne du 19. Juin 1581. &c. Ces Arrêts maintiennent les Evêques dans le droit de mettre des Vicaires lorsque les Curés ne résistent pas, ou qu'ils ne s'acquittent pas de leur devoir.

audire, nec Sacramenta ministrare. Salva semper auctoritate, vel rationali ordinatione superiorum Prelatorum. Gerson. de Statib. Ecclesiast. Confid. 7.

Les Officiaux le pratiquent ainsi tous les jours à l'égard des autres Sacremens quand un Curé ne veut pas les administrer. Les Cours souveraines font la même chose à l'égard des Juges subalternes qui delinquent dans la justice qu'ils doivent à leurs Sujets, ou en ne la rendant point ou en la rendant mal, ils en nomment d'office, ou ils évoquent l'affaire à eux. Un Evêque, comme le premier Juge spirituel de son Diocèse, a le même droit, lorsque les Curés sont en faute, & qu'ils delinquent.

Nous avons un exemple de l'exercice de ce droit en Philippe du Bec, lorsqu'il étoit évêque de Nantes. Les habitans de Guemené Painfaur lui présentèrent le 7. Mars 1595. un Prestre à approuver. Leur Curé ne paroissoit point & n'avoit chargé personne du soin de la Paroisse. Philippe du Bec l'approuva avec ces termes remarquables : autant qu'il étoit en lui, & sauf le droit d'autrui : *Quantum in nobis est... nostro alienoque jure in omnibus salvo.* (a) Il l'approuvoit & lui commettoit l'administration des Sacremens dans cette Paroisse. L'évêque de Nantes, qui sçavoit les dispositions du concile de Trente, ayant assisté à ses dernières sessions, ne parloit ainsi que parcequ'il sçavoit qu'aucun droit n'autorise les Evêques à donner des Vicaires & des Confesseurs à une Paroisse à l'insçu & contre la volonté d'un Curé, de même qu'à un Diocèse des grands Vicaires, à l'insçu & contre la volonté de l'Evêque, tant qu'il est capable & qu'il tache de remplir ses devoirs, & parceque l'usage n'étoit point encore à Nantes ni ailleurs que les Prestres présient d'un autre que du Curé, l'approbation & la Jurisdiction pour travailler dans les Paroisses.

Je trouve encore que Claude d'Angennes évêque du Mans, sur la fin du xvi. siècle, ne trouvant point de Vicaire dans une Paroisse qu'il visitoit, & dont le Curé étoit absent, établit un Vicaire pour quelques mois, à la charge

(a) Philippus du Bec Dei & sanctæ Sedis apostolicæ gratia nannetensis Episcopus notum facimus cum sicut accepimus per supplicationem parochialium Ecclesiæ parochialis de Guemeney Painfaur vulgariter dictæ, nostræ dictæ Diocesis, quod abhinc multis annis & præcipue ab obitu M. Michaelis Guever illius Parochiæ rectoris nullus existeret qui personatim aut per vicarium, Sacramentorum, verbiique Dei administrationem, ejusdem parochiæ curam haberet, ita ut ab illo tempore nullum Rectorem aut ejus vicarium habuerint. Quod autem à nobis postulat ratio nostri pastoralis officii in eam curam incumbere cupientes, ut in omnibus parochiis nostræ Diocesis Rectores bene & accurate munus & officium exequerentur. Quapropter ne parochialis illa dicta de Guemeney aliquid in divinis aut temporalibus detrimentum capere posset, quantum in nobis est eorum supplicationi benigne sollicite inclinari, & edocui de sufficientia & capacita-

te Mri. Petri Tardivel presbyteri ejusdem Parochiæ ab ipsis parochianis nobis nominati ad illius parochialis ecclesiæ Sacramentorum verbiq. dispensationem & administrationem committerimus onus & officium ejusdem tibi committentes donec de idoneo & legitimo Rectore provisorum sit. Itaque omnibus & singulis Presbyteris, Clericis, cunctisque habitantibus in eadem parochia existentibus mandamus quatenus te in verbi Dei Sacramentorumque administratione audiant benigneque admittant etiam in omnibus ecclesiasticis officiis Rectori reservatis, & de fructibus & redditibus temporalibus centum libris argenti, scilicet XXXIII. scutis aureis & viginti solidis pro annua administratione & pro tuis operibus frui potiri que faciant absque difficultate, nostro alienoque jure in omnibus salvo. Datum Ancen. sub Signo nostro & Sigillo ac Secretarii nostri ordinarii signo die septima mensis Martii anno 1595.

de se faire continuer, si dans le tems le Curé n'en mettoit pas un. (a)

Mais, pour mettre à exécution ce que je viens de dire, & lorsqu'il s'agit d'ôter à un Curé le droit qu'il a de conduire les âmes, de l'interdire de les fonctions, de restreindre sa Jurisdiction, ou de lui donner des Vicaires qu'il ne demande pas & malgré lui, de simples presomptions ne suffisent pas. Il faut des preuves pour le juger & le priver d'un droit qui lui est acquis par le titre même de son bénéfice. Il faut que le Curé soit véritablement dans le tort, que cela soit notoire, ou prouvé juridiquement contre lui, & que cela se fasse avec tant de ménagement qu'il n'en soit point méprisé de ses Paroissiens & que par là il ne soit point réduit à l'indigence.

At damus quod estis primus Hierarcha summus Pontifex & alii consequenter suo modo possint pro rationabili causa vel necessitate dare suis inferioribus ad nōres ad exercendum hierarchicos actus qui sunt purgare, illuminare, & perficere plebes sibi subditas, sicut inveniuntur de prebendis & privilegiis, hoc tamen sine manifesta ratione vel necessitate facere non debet, vel cum eorumdem dejectione, irreverentia & vilipensione apud illos quibus honori debent esse, & à quibus debitam sustentationem recipere pro suo statu & ministerio possunt. Quis enim tantum dederit adulto, prudens, providenti & posenti, se nolente. Nec tandem claudicare debet obligatio mutua Episcoporum ad plebes suas. Claudicas autem dum plebes eximuntur & liberantur (si ista libertas, non iniquitas est) dum eligere sibi possunt hierarchas, antea eos in foro conscientia, vel in predicatione, aut Sacramentorum aliorum ministracione. Gerson. de potestat. eccles. consid. 3.

Sequitur expediens non esse ut jus hoc (instruendi Confessarios in suis Ecclesiis) illis (Curatis scilicet) auferatur aut turbetur directe sive indirecte, sicut Papa aut alius vellet sibi turbacionem fieri in illo quod ad eum spectat... & si dicat aliquis Papam eos mittere, videndum est an sit necessitas. Non enim dandus est curator aut coadjutor Prelati aut aliter, ipso invito sine defectu ejus sine impotentia, alioquin gravatur, quod non vult, aut velle non facere Papa fratribus suis Prelatis. Idem. Serm. contra Bullam Mendicantium.

L'on doit encore observer que les Prestres que l'Evêque met ainsi dans une Paroisse, n'y peuvent avoir la même autorité que le Curé, ni ne doivent pas être regardés comme les propres Prestres du lieu où l'Evêque les établit, mais comme les subsidiaires du Prelat du lieu, ainsi que le dit Albert le Grand; de manière qu'ils ne doivent point le contredire, mais lui doivent l'obéissance, quand les mesures qu'il prend pour le gouvernement de la Paroisse sont raisonnables & tendent au bien, parcequ'ils ne sont pas le Curé, ou le propre prestre de la Paroisse, mais ses Subsidiaires. *Episcopus non potest potestate Juris constituere plures proprios, quia sic una Ecclesia haberet multos qui æquum jus haberent in illa... Adjutores potest dire Sacerdosi proprio, & hoc tripliciter, &c. Omnes tamen illi potius coadjutores sunt propriorum Prelatorum, quam proprii Prelati. Et ideo si proprii rationabiliter aliquid precipiant, illis contradicere non possunt, & ideo Prelati non sunt, sed sicut dictum est coadjutores. Albertus in 4. dist. 17. a. 41.*

(a) Voyez ci-dessus partie 3. § 4.

Je sçais qu'il y a des Theologiens, en petit nombre à la verité, mais il y en a qui enseignent que l'Evêque peut de droit & malgré les Curés commettre des Confesseurs dans une Paroisse. S'ils entendent dans les cas que je viens d'expliquer, nous sommes d'accord. Mais si ces Theologiens parlent absolument, je les abandonne comme ayant parlé par interêts & avancé une doctrine insoutenable que l'antiquité n'a point connue, qui n'est appuyée sur aucun texte de Droit, & qui se trouve contraire au concile de Trente; ou que l'on m'accorde, ils le disent également, que le Pape peut nommer des Confesseurs dans les Diocèses malgré les Evêques & les Curés, que les Evêques ne peuvent approuver contre la volonté du Pape, & qu'ils n'agissent que comme ses delegués, & tenant de lui l'usage & l'exercice de leur Jurisdiction. Il faut pour n'être pas accusé d'avoir *poids & poids, mesure & mesure*, prendre leur sentiment dans ses deux parties, ou le rejeter entierement, puisque l'un n'est avancé que pour soutenir l'autre, & qu'ils sont, ou également veritables, ou également faux. Le meilleur est de les reduire à de justes bornes, & de reconnoître, que comme les Evêques pourvoient de droit aux besoins réels & veritables des Paroisses, quand les Curés les negligent, il en doit être de même des Diocèses, lorsqu'il est prouvé ou notoire que les Evêques abusent de leur pouvoir, ou en n'approuvant jamais ceux qui le meritent, ou en n'approuvant que des indignes. Le souverain Pontife, ou plutôt l'Archevêque dans ces circonstances, & s'il s'agit de l'Archevêque, le plus ancien Evêque de la province, en attendant le Concile, peut & doit se prêter à des Eglises affligées, & par l'autorité que Jesus-Christ leur a confiée, user des moyens que les Canons leur permettent pour faire fleurir la foi, & conserver la pieté, lorsqu'il est à craindre qu'elles ne s'éteignent, & pour forcer à rentrer dans l'ordre, les Evêques qui s'en écartent, comme ceux-ci sont bien fondés à obliger un Curé à faire son devoir. Il n'y a point de loi qui defende aux superieurs Ecclesiastiques de pourvoir aux abus qu'un Evêque ou un Curé fait de son autorité, & c'est juger mal de l'Eglise & du Roi, si l'on pense qu'ils en ont donné quelques-unes qui puissent autoriser les Evêques & les Curés à gouverner mal les peuples qui leur sont commis.

§. XXII. *Les Curés deleguent de Droit commun, d'autres Curés, sans recours à l'Evêque, pour administrer le sacrement de Penitence & les autres Sacrements.*

L'Auteur de la conduite des Confesseurs (*) qui ne doit pas être suspect sur cet article, puisqu'il a l'approbation de M. Languet archevêque de Sens, & de Mrs. les évêques de Senlis, de Bayeux, d'Amiens & de Rennes, vient de remarquer que "dans toute la Morale, il n'y a aucune partie si peu éclaircie que celle qui traite de la puissance des Confesseurs. La maniere toute con-

(*) Conduite des Confesseurs. 1. partie de la puissance des Confesseurs chapitre 1.

"traire, dit-il, dont les Theologiens decident les points qui la regardent, en
 "est une preuve convaincante. Quelques exemples suffiront pour le faire
 "voir... Les Curés ont-ils besoin d'une approbation des Evêques pour pou-
 "voir confesser dans d'autres Paroisses que les leurs? avant le concile de
 "Trente, répond l'Auteur, les Curés pouvoient faire confesser leurs Paroif-
 "siens par tous les Prestres qu'ils jugeoient à propos, comme ils pouvoient en-
 "core à present leur faire administrer les autres Sacrements; mais depuis ce Concile,
 "ils ne peuvent plus employer aucun Prestre à la fonction de Confesseur,
 "s'il n'a été approuvé de l'évêque Diocésain. *Nisi aut Parochiale beneficium*
 "*(habeat) aut ab Episcopis idoneus judicetur, & approbationem optineat* scil. 23.
 "ch. 15. de la Ref.

Ils peuvent donc, pour dire en françois ce que l'Auteur, quoiqu'à l'ombre
 de cinq Evêques n'ose dire qu'en latin, employer le Prestre qui a un benefice
 Paroissial, ou qui a l'approbation de l'Evêque.

Et plus bas, pour modifier, l'Auteur dit: "Quoique les Curés n'aient en
 "vertu de leur benefice, Jurisdiction que sur leurs Paroissiens, ils peuvent
 "néanmoins, soit par l'usage, soit par le consentement des Evêques, con-
 "fesser dans tout le Diocèse, lorsqu'ils sont appelés par les autres Curés, &
 "que l'Evêque ne leur a pas défendu expressement de confesser d'autres per-
 "sonnes que leurs Paroissiens. „ Cette dernière réponse du conducteur des
 Confesseurs n'est pas aussi précise que sa première, & paroît venir de la pru-
 dence du siecle.

Il est incontestable au jugement de plusieurs autres, que les Curés peuvent
 confesser & absoudre les Paroissiens des autres, même d'un autre Diocèse, avec
 la seule permission des Curés. Les preuves en sont repandues par tout. Saint
 Antonin le dit positivement. *Curati non possunt audire in quantum Curati nisi*
Parochianos suos tantum: alios non, nisi cum licentia Episcopi vel Curatorum eorum.
 (a) Et sa décision qui n'a été contredite par aucun Theologien ou Canoniste
 avant le concile de Trente, est conforme au chapitre *Placuit ut deinceps* g. 2.
 & de *Pœnit. dist. 17.* au canon *Omnis utriusque sexus.* du concile de Latran de
 l'an 1215. à la Glose sur ces chapitres, à la constitution *Et si animarum.* d'In-
 nocent IV. & à plusieurs autres Textes.

Le concile de Trente n'a point derogé au droit des Curés, au contraire,
 il est pour eux; car s'il a déclaré que les prestres Reguliers ne peuvent pas
 confesser les Seculiers sans l'approbation de l'Evêque, Suarez, (b) Sylvius, (c)

(a) S. Antonin *Summ. Conf. 1. parte c.*
 70. & *Summ. 3. parte titulo 17.*

(b) Dicendum ergo est, Parochos tantum
 posse delegare jurisdictionem suam, vel aliis
 parochis, in quo jus eorum integrum conser-
 vatum est, vel Sacerdotibus ab Episcopo appro-
 batis. Hæc enim mens est Concilii quam pri-
 mo ipsa consuetudo interpretata est. 2°. Verba
 Concilii hoc requirunt, quia generalia sunt, &c.
Suarez in 3. p. D. Th. 10. 4. disp. 28. scil. 4.

(c) Parochus quandiu habet beneficium pa-
 rochiale, censetur ubique approbatus, ut etiam
 in aliis diocæbus possit audire confessiones,
 modo jurisdictionem accipiat à parochis preben-
 titium. Concilium enim ponit duo diversa
 quibus reputetur aliquis idoneus, vel quod ha-
 beat parochiale beneficium, vel quod sit alio-
 qui approbatus. *Sylvius suppl. D. Th. g. 8.*
articulo 5.

Vasquez, (a) Henriquez, (b) Præpositus, (c) Boyvin, (d) Vivaldus (e) & plusieurs autres Theologiens, remarquent que le Concile, par une favorable exception, a laissé les Curés dans les droits dont ils jouissoient auparavant, c'est-à-dire, dans la liberté de se commettre pour consoler reciproquement les Paroissiens les uns des autres, sans une approbation spéciale de l'Evêque.

S. Charles archevêque de Milan, n'est point d'un sentiment contraire, (f) & la décision de la congregation des Cardinaux, interprètes du concile de Trente, qu'on oppose aux Theologiens, est supposée. Suarez (g) assure

(a) Existimo ex Concilio aperte reputari idoneum ipso jure quicumque parochiale habet beneficium, ut non tantum in sua Diocesi, sed in alia audire possit Confessiones Jurisdictione tamen sibi commissâ, quam tamen jure ipse habet solum in sua Parochia, nec indiget extra suam diocesim approbatione episcopi illius Diocesis, ut censetur idoneus, sed commissâ sibi jurisdictione ab eo qui potest, ut à proprio Parocho existenti in alia diocesi, potest ille quicumque absolvere, quia jam jure ipso idoneus sine alia Episcopi cujusvisque approbatione, reputatur, &c. Vasquez in 3. p. D. Th. tomo 4. q. 93. articulo 3. dub. 4.

(b) Parochus qui pro uno tantum loco est jure approbatus, censetur ubique idoneus ut elegi possit per Bullam aut ex alterius Parochi delegatione in proprias oves, quia Bulla *Cruentata*, & Jubilæus nihil amplius requirit quam ut sit approbatus, tanquam idoneus ab Episcopis, juxta formam Concilii tridentini, &c. Henriquez, libro 3. de *Pœnitentia* capite 6.

(c) Notandum primo quilibet parochiale beneficium habet, eo ipso esse & censeri idoneum, cui delegatur potestas excipiendi confessiones, ut patet ex Concilio quod videtur intelligendum, quando habet curam animarum... Cum vero hi (Parochi) jure ipso approbentur, & quidem absolute, quidquid sit de aliis, non tantum intra terminos Diocesis in qua degunt potest illi delegari jurisdictione ab aliis Parochis, sed ubi vis, quia sufficienter censetur approbati pro omni loco, &c. Præpositus de *sacramento Pœnitentie* q. 8. dub. 2.

(f) Si pastorale beneficium retinens (Curatus) per alias Dioceses transcat à Pastoribus locorum rogatus sive delegatus potest absolvere, quia in tali beneficiario nulla requiritur approbatio præter Beneficium parochiale, licet Parochus non possit admittere aliquem non approbatum ab Episcopo ad audiendum suos subditos, quia talem approbationem exigit Concilium nec suam Jurisdictionem delegare potest Parochus nisi approbatus ab Episcopo. Boyvin

de *Pœnitentia* capite 7. q. 11.

(e) Parochus quandiu habet beneficium curatum, vicariam perpetuam alicujus parochie vel quid simile est idoneus atque ideocligibilis virtute Bullarum dictarum vel privilegiorum. Et hoc ubiqueque fuerit. Probatur, quia concilium Trid. ff. 23. cap. 15. nec exprimit ut Parochus reputetur idoneus ab hoc vel illo Episcopo. Et sic est usus in confinio diversarum diocesium, ut unus Parochus vicinam parochiam alterius Diocesis evocet ut illum adjuvet in confessionibus suorum audiendis. Ita multi Magistri dixerunt consulti Salmantici & alii, ut Dñs Franciscus Blanco archiepiscopus Compestellæ, &c. Vivaldus *Candelab. auri* parte 2. de *Confessione*. numero 28.

(f) Les Curés pourront au tems de Pâques prendre pour les aider à entendre les Confessions, autant de Prêtres qu'ils jugeront à propos, pourvu néanmoins qu'ils n'y appellent que d'autres Curés, ou des Prêtres d'ailleurs, approuvés de nous par écrit pour cette fonction, & que cette approbation ne soit point restreinte & limitée pour un certain lieu, ou pour un tems qui soit déjà expiré, &c. Et ils pourront entendre les Confessions de ceux qui leur auront été renvoyés pour ce sujet par leur propre Curé ou par le Vicaire forain, pourvu que les pénitens leur montrent par écrit la permission qui leur en aura été accordée, &c. Le Curé doit facilement accorder à ses Paroissiens, qu'il ne soupçonnera pas de vouloir fuir son jugement, ou éviter la pénitence ou le refus de l'absolution qu'ils sçavent mériter, la permission de se confesser à d'autres Prêtres approuvés : & il doit même offrir volontairement en particulier cette commodité à ceux de sa Paroisse qui auroient procès ou quelque différend avec lui, &c. *Instructions de S. Charles aux confesseurs de sa Ville & de son Diocèse, dans l'Addition qui contient des avis pour les Curés*, imprimées par l'ordre du Clergé l'an 1657.

(g) Suarez, in 3. p. D. Th. to. 4. disp. 28. sect. 4. numero 19.

j'avoit cherchée avec soin en deux Collections différentes, sans l'avoir trouvée.

Le rituel de Paul V. redigé l'an 1617. depuis la mort de S. Charles & après la supposition de la décision des Cardinaux, imprimé pour les diocèses de Nantes & de S. Malo la même année 1617. par les soins de Charles de Bourg-neuf & de Guillaume le gouverneur deux des plus sçavans évêques du Royaume de leur tēps, revû par ordre d'Urbain VIII. l'an 1631. & adopté par les églises d'Angers l'an 1626. de Sées l'an 1634. de Toulouse l'an 1712. de Poitiers, de Chartres, d'Orleans, de Troye & quantité d'autres Diocèses, établit nettement, lorsqu'il parle des Prestres preposés pour l'administration des Sacremens, qu'un Curé peut les administrer à d'autres, si le propre Curé y consent. *Parochus vel quivis alius Sacerdos ad quem eorum administratio pertinet... fidelibus aliena Parochia Sacramenta non ministrabit, nisi necessitatis causa vel de licentia Parochi, &c.* Ritual. Rom. Pauli V. & Urbani VIII.

Le rituel de Paris porte expressement qu'un Curé peut confesser les Paroissiens des autres, quand leurs Curés y consentent. *Cum non possit absolvere nec audire in confessione alios à suis Parochianis nisi ex consensu Parochi Penitentium.*

Le rituel d'Alot, si recommandable par le merite de son auteur M. Pavillon, par l'habileté de ceux qui le redigerent sur ses Memoires, & par l'approbation de vingt-neuf Evêques qu'il porte en tête, dit *Instruct. 7. du Sacre de Penit.* Que les Curés peuvent appeler d'autres Curés, ou les Vicaires d'ailleurs dans leurs Paroisses pour confesser leurs Paroissiens, quoiqu'il ne soit pas à propos de les y faire venir, si ce n'est pour confesser les malades qui les demandent. Il établit encore que les Curés peuvent envoyer leurs Paroissiens à d'autres Curés, Vicaires, ou Confesseurs du Diocèse, & que *l'Eglise leur donne ce pouvoir*, mais qu'ils ne doivent pas toujours donner à leurs Paroissiens, les Confesseurs qu'ils demandent, & que si un Curé confesse un autre que son Paroissien, sans billet du propre Curé, [*] la Confession est nulle suite de Jurisdiction.

Voilà trente Evêques qui reconnoissent que les Curés par le pouvoir que *l'Eglise leur donne* deleguent d'autres Curés, & communiquent leur Jurisdiction aux Curés approuvés de Droit, & aux autres Prestres que l'Evêque a trouvés dans l'examen qu'il en a fait, capables de confesser dans son Diocèse. Le concile de Latran de l'an 1215. can. 21. & le concile de Trente sess. 14. can. 8. sont pour cet usage.

Les statuts synodaux de Nantes de l'an 1642. ch. 2. n. 2. reconnoissent également que les Curés peuvent commettre d'autres Curés, quand même ils seroient de differens Diocèses. Des Curés étrangers servoient dans le diocèse de Nantes en qualité de Prestres habitués & de Vicaires. Cette conduite étoit un desordre auquel M. Gabriel de Beauveau crut devoir remédier. Il leur ordonna de se retirer à leurs Paroisses. Il ne les avoit pas approuvés; ils confessoient cependant, puisqu'ils étoient Vicaires, il ne les interdit pas de confesser dans son Diocèse, parcequ'ayant le consentement des Curés, ils n'auroient

[*] La Jurisdiction se peut communiquer | precaution, & pour prevenir les abus qu'un sans billet & sans écrit, c'est uniquement par | Curé le doit communement exiger.

point eu d'égard à sa défense; mais il leur ordonna d'aller résider à leur Eglise, à quoi il avoit droit de les contraindre.

Les statuts du même Diocèse de l'an 1682. *ch. 1. n. 10.* disent : "Les Fideles le confesseront & communieront dans leur Paroisse en la fête de Pâques, s'ils n'ont permission de se confesser ailleurs, ou de Nous ou de nos grands Vicaires, ou de leurs Curés."

Je lis dans un Ouvrage imprimé chez Querré à Nantes l'an 1670. avec les armes de M. la Baume le Blanc évêque de Nantes, à qui l'Auteur l'a dédié: Que les Curés peuvent faire confesser leurs Paroissiens par d'autres Curés, ou par des approuvés. *Parochi non possunt assistere cooperatores, nisi Parochos vel approbatores.*

Charles Miron évêque d'Angers, dans son instruction pour les Confesseurs imprimée l'an 1615. les statuts synodaux de Glandeve de l'an 1566 *ch. 4. n. 4.* & de Gap. l'an 1673. cités par M. Gibert dans ses consultations Canoniques, & de Séz de l'an 1653. art. 39. enseignent de même, qu'un Curé avec la permission des autres Curés peut entendre & absoudre leurs Paroissiens.

Les statuts synodaux de Belançon de l'an 1669. "Nous déclarons que les Curés peuvent entendre les Confessions d'autres que de leurs Paroissiens dans toute l'étendue du Diocèse, du consentement toutefois des autres Curés. *Declaramus etiam Parochos posse per totam Diocesim, de consensu tamen aliorum Parochorum Confessiones excipere.*

Monsieur d'Arenthon d'Alex évêque de Geneve, dans ses résolutions Pastorales, *part. 4. tit. 6. n. 20.* établit nettement la même chose; mais après avoir taché d'insinuer que c'étoit une tolérance, au lieu de reconnoître avec les trente évêques du rituel d'Alet, que c'est l'Eglise qui leur donne ce pouvoir. "Il faut remarquer, dit cet Evêque, que les Curés ne doivent point confesser dans les Paroisses de leurs voisins, sans leur permission. Troisièmement, il faut remarquer qu'ils ne doivent point ouïr dans leurs Eglises, les confessions des étrangers dans le tems de Pâques, s'ils n'en ont obtenu permission par écrit de leurs propres Pasteurs." Le droit doit être bien certain, quand ceux qui tachent de l'affoiblir, sont de tels aveus.

Marchantius (a) & M. de sainte Beuve, (b) Possévin (c) & Viârel, (d)

(a) Quæro 1^o. an habens beneficium parochiale in una diocesi possit audire confessiones ex consensu parochorum illius Diocesis. *nz.* Ex vi juris communis posse, &c. & hæc fuisse sententiam Theologorum omnium ac Jurisconsultorum Salmanticensium attestatur Suarez & est satis communis opinio. *Marchantius Respons. quæst. aliquot Pastor. de sacram. Pœnit. c. 1.*

(b) Dans un Diocèse où les Curés se sont donné réciproquement le pouvoir de confesser les Paroissiens les uns des autres, les Curés qui n'ont point l'approbation de l'Evêque outre leur rite curial, peuvent entendre les confessions des Paroissiens de leurs confrères. C'est

l'usage approuvé par le commun sentiment des Theologiens. Voyez Suarez, de Lugo, &c.

M. de Sainte Beuve *Requisit. tome 3. cas 25.*

(c) Tous les Docteurs, spécialement Toller (*Inst. l. 3. c. 11. n. 11.*) disent que le Curé peut donner licence de se confesser à tel Prêtre approuvé, voire même à un Curé étranger. *Jean-Bapt. Possévin de l'office du Curé ch. 12.* de la version françoise sur l'Italien.

(d) Puisque le Curé à Jurisdiction ordinaire sur ses Paroissiens au sacrement de Penitence, il peut permettre à tout Prêtre approuvé de l'Evêque d'ouïr leurs Confessions, voire à un Curé étranger. *Viârel sur Possévin chapitre 12.*

remarquent que les Theologiens font communement du sentiment, que les Curés peuvent commettre d'autres Curés, sans autre approbation que celle de leur titre.

Henriquez nous apprend que les principaux theologiens d'Espagne ayant été consultés sur ce point, Blanco, archevêque de Compostelle, & Guerrero archevêque de Grenade qui avoient assisté au concile de Trente, Mant, Gallo, Guevar, Bannez, & tous les docteurs des ordres de saint Dominique, de saint François, de saint Augustin, & de même les canonistes de l'université de Salamanque, répondirent qu'ils tenoient la chose pour certaine, malgré le sentiment de Gutierrez, & de quelques docteurs de l'université d'Alcala, qui avoient cependant, qu'un grand nombre de Theologiens pensent autrement; & dans la Pratique, la Coutume interprète ainsi le Concile. (a)

Suarez atteste le même fait, & declare qu'il ne le tient pas seulement d'Henriquez, mais qu'il en est d'ailleurs assuré. (b) Ce sentiment est suivi par Azor, (c) Bail grand penitencier de Paris, (d) Bauni, (e) Binsfeld grand vicair de

(a) *Consulti in Hispania præcipui Theologi & Jurisperiti, Archiepiscopus Blanco Compostellensis & Guerrero Archiepiscopus Granæ. qui interfuerunt Concilio, Mant, Gallo, Guevar, Franc. Lud. Bannes, & omnes Magistri ex ordin. Dominicanorum Minoritar. & Augustinor. ita Jurisperiti Salmanticensis contra Gutierrez Libro Canon. quæst. cap. 24. & quoddam Complutenses, qui tamen fatentur oppositum tenere multos Theologos, & in præxi consuetudo interpretatur mentem Concilii. Henriquez summa Theol. mor. de Pœnit. lib. 3. capite 6. numero 7.*

(b) Censeo hujusmodi beneficiatum juxta intentionem Concilii esse idoneum reputandum simpliciter, & pro quocunque loco, ita ut ubique sit proxime capax jurisdictionis, si aliunde conferatur ab eo qui potest delegare vel mediante Bulla aut simili privilegio eligendi confessorum. Hanc fuisse sententiam gravissimorum quorundam Prælatorum qui interfuerunt Concilio & omnium Theologorum ac Jurisperitorum Salmanticensium refert Henriquez & mihi etiam constat, &c. Inter nos vero hanc scimus esse consuetudinem, ut Parochi sese mutuo juvent ex solo suo consensu, non tantum intra eandem dioccesim quod ætius & frequentius, sed etiam in consinio distinctarum dioccesum. Suarez in 3. parte D. Th. 10. 4. disp. 28. sect. 4. numero 28. 29.

(c) Decimo: Queritur an rector nnius Parochiæ possit alieni parochiani confessiones audire &c. minime, nisi consensu expresso vel tacito illius Rectoris, cui est ille Parochianus sub-

jectus, nam ad sacram penitentiam confessionem audiendam requiritur jurisdictionis. Azor Infr. mor. par. 2. lib. 3. cap. 1. & 2.

(d) A qua regula (Examinis à Cone. Trid. præscripti) soli excipiuntur Parochi qui ad parochole beneficium obtinent quod non resignarunt, qui cum severiori examine ad regimen animarum admissi sunt, titulo eorum pastoralis apti habentur qui in quacunque alia parochia, annuente proprio, parocho confessiones excipere possunt, etiam in aliena diocesi, quantum ex vi præsentis Decreti. Bail de Exam. Confessorum pro Approbatione.

(e) Parochos item ex potestate præditi esse, & proinde esse ordinarios suorum Parochianorum, quos, cum est necesse, committere possunt absolvendos approbato allici. Habetur in Trid. ss. 23. c. 15. & 16. q. 1. Can. Quicunque. de Pœnit. Cap. Omnis utriusque. Et probatur, quia sunt ordinarii pastores eorum, qui sunt in parochia cui præsent, &c. Possunt tamen de licentia Parochi in cujus parochia versabuntur, audire confessiones eorum, qui opera sua ad id uti volent, non modo intra eandem dioccesim, sed etiam in consinio alterius, quia ad id ambo Parochi tacite consentiunt, quod multis rationibus ex jure antiquo maxime ex Canone Placuit, de Pœnit. disp. 6. probat Suarez disp. 28. de Sacra. sect. 4. n. 17. Et insuper consuetudine quam, inquit, scimus esse inter nos ut Parochi mutuo sejuvent ex solo suo consensu, non solum intra eandem dioccesim, sed in consinio distinctarum Dioccesum. Bauni de Penitentia quæst. 5.

Treves, (a) Vincent Candide qualificateur au tribunal de l'inquisition de Rome, (b) Busenbaum, (c) Jean de la Crux, (d) Filiucius (e) Diana, (f) Fagundez, (g) Llamas, (h) de Lugo (i) M. Hallier, (k) & quantité d'autres dont le sentiment se trouve appuyé de la possession où sont les Curés dans la plupart, pour ne pas dire dans tous les Diocèses, de se commettre les uns les autres.

L'on voit par le mercure François de l'an 1625. pag. 170. 171. 179. 181. 192. & 669. qu'on tenoit encore par toute la France, que la seule permission du Curé étoit suffisante non seulement à un autre Curé, mais à quelque Prêtre que ce fût sans distinction d'approuvé & de non approuvé par l'Evêque, la delegation du propre Curé tenant lieu de tout, & que l'on concluait de cet usage ou persisteroient les Curés de donner la permission de confesser & d'appeler à cette fonction de simples Prêtres, que les Evêques comme Prelats supérieurs pouvoient donc aussi approuver & deleguer des Prestres pour confesser dans les Paroisses. [*] La conclusion étoit-elle juste dans toutes ses parties?

Il y a des Theologiens qui avançaient que les Curés qui confessaient les Paroissiens des autres avec le seul consentement de leurs Curés ne le sont que parce-que l'Evêque y veut bien consentir, & que les Curés qui n'ont pas une approbation expresse, en ont alors une tacite qui les rend capables d'être employés par d'autres Curés; mais qu'un Evêque peut arrêter cet usage dans son Diocèse. Cela seroit certain, si l'approbation tacite & le consentement interpretatif pouvoient suffire pour confesser licitement, & si les Curés tenoient de leur Evêque le pouvoir de se commettre les uns les autres. Mais comme le confe-

(a) Cum absolutio sit actus judicialis requirit jurisdictionem & subditos. Hinc confessio facta simpliciter Sacerdoti, vel de non licentia Curati proprii alii Curato, est nulla & reitranda. *Binsfeld, de Pœnitentia capite 11.*

(b) Parochus suam potest committere ordinariam jurisdictionem, vel aliis Parochis vel Sacerdotibus ab Episcopo approbatis. *Candidus de Confessionis Sacram. disq. 24. n. 65. dubit. 8.*

(c) Ubi Tridentinum est receptum, nullus Sacerdos etiam regularis valide absolvit nisi sit approbatus vel Parochus, cui non solum intra, sed etiam extra Diocesim suam valide delegatur jurisdictione, &c. Parochi non possunt asserere cooperatores nisi parochos vel approbatos, ut habet Fagundez p. 2. lib. 7. n. 42. Sanchez, &c. ex declaratione Cardinalium, &c. *Busenbaumus de Pœnit. capite 2. dub. 2.*

(d) Ex dictis patet 1°. potestatem concessam Parochis in capite *Omnis utriusque sexus*, delegandi suam jurisdictionem aliis Sacerdotibus, alias idoneis non esse ablatam in Concilio Trident. loco citato, sed solum quod Parochi non possint judicare de idoneitate requisiti pro

confessionibus audiendis. 2°. Patet posse parochum delegare suam jurisdictionem Sacerdoti semel approbato à suo aut extraneo Ordinario vel etiam extraneo Parocho & pro suis ovibus, &c. *Joannes de la Crux. Diract. Conf. de Pœnitentia q. 5. dub. 6.*

(e) Quinto: Habens parochiale beneficium, reputandus est idoneus simpliciter & pro quocumque loco, ita ut ubique sit proxime capax jurisdictionis, si aliunde conferatur ab eo qui potest delegare, &c. *Filiucius tract. 7. de Conf. 2. sac. Pœnit. parti. c. 9. — vide ibid. c. 8.*

(f) Notandum est tamen hic Parochum posse exponere alium parochum ad confessiones audiendas in sua parochia. *Diana parte 3. tract. 4. de Sacrament. Resolut. 146.*

(g) Fagundez parte 2. libro 7. numero 42.

(h) Llamas 1. parte Meth. capite 6. §. 5.

(i) De Lugo, de Pœnitentia, &c.

(k) Hallier, Mémoires du Clergé, tome 6.

[*] L'auteur de la delegation des Religieux à Paris chez Guillemer 1622. dit les mêmes choses. Voyez ci-dessus page 3. §. 6.

tement interpretatif ne suffit pas selon les meilleurs Theologiens, ne donne point de juridiction & n'est établi par aucun Concile ; & comme ce n'est point de l'Evêque, *mais de l'Eglise*, dit le rituel d'Alet & les xxx, Evêques qui l'ont approuvé, mais de *Droit commun*, disent les Theologiens, que les Curés tiennent & exercent le pouvoir de se commettre, il faut certainement autre chose que l'autorité d'un Evêque particulier pour porter en cela une loi qui déroge au Droit commun. Il y a de l'entreprise contre l'Eglise, & un manifeste abus de tenter d'aneantir un usage auquel le concile de Trente n'a pas crû devoir toucher, mais devoir conserver, qui depuis a été appuyé de l'autorité de deux souverains Pontifes, qui est donné pour regle dans le rituel Romain, qui a passé en loi dans les rituels de plusieurs Eglises, & qui est soutenu du consentement presque unanime des Theologiens. L'on voit même des Docteurs ne faire aucune difficulté de dire de cette proposition : *un Curé ne peut commettre un autre Curé*, qu'elle pourroit être regardée comme une hérésie dans le gouvernement de l'Eglise, qu'elle tend à détruire l'autorité legitime des Curés & la juridiction immédiate qui leur appartient sur les peuples de leurs Paroisses, & si reconnu par le concile de Latran 1215. & par plusieurs autres Conciles, par Innocent III. & quantité d'autres souverains Pontifes.

Mr. de Saleon évêque de Rodés dans sa remontrance au Roi & aux Commissaires députés par arrest de son Conseil du 17. Mai 1738. sur l'appel comme d'abus de ses Ordonnances, par feu M. Brienne curé de Notre Dame de Rodés, objecte que " personne n'ignore qu'il faut faire une grande différence entre un curé de la Ville & un curé de la Campagne. Tel a été admis " par l'Evêque pour être pourvu d'une cure de Campagne qu'il auroit jugé " insuffisant, si le benefice avoit été situé dans une Ville, & l'on sçait que la " science doit être dans un degré plus éminent dans l'un que dans l'autre, aussi " les loix du Royaume exigent-elles que les curés des Villes soient constitués dans les Degrés ; (a) cependant le curé de Campagne, ainsi que celui " de la Ville, *habet Parochiale beneficium*, & par conséquent par le titre de " son benefice, il aura le même droit qu'on voudroit attribuer à tous Curés, " il fera également le confesseur general de tout le Diocèse avec la consentement de ses Confreres, il pourra même entendre en confession les habitans " des Villes, pour lesquelles son Evêque l'auroit jugé incapable, si le benefice " paroissial dont il est titulaire, avoit été dans une Ville.

" L'administration des autres sacremens de l'Eglise, continué Mr. de Saleon ; peut demander moins de precaution que celui de la Penitence ; il suffit

(a) Pour obtenir les cures des Villes murées ou des faubourgs d'icelles, il faut être gradué en Theologie, ou en droit Canon, ou Civil ou medecine, ou du moins avoir une attestation en bonne & due forme, comme on a étudié trois ans en Theologie ou en droit Canon ou Civil, ou être Maître-es-Arts en une Université privilégiée. *Le Pelletier dans ses Ins-*

tructions pour les Expéditions, &c. En Bretagne, on est Curé dans les premières Villes sans être gradué.

Le reglement est en faveur des Universités, mais un Ecclesiastique qui ne sçait qu'un peu de droit Civil, de Medecine, de Physique, & l'art des Syllogismes, est-il capable d'une cure de Ville ? &c.

« pour les autres (a) de suivre exactement la forme de leur administration prescrite par les rituels de chaque Diocèse, mais à l'égard du sacrement de Penitence, comme tout y est secret, l'incapacité du Ministre est plus difficile à le à connoître, c'est pourquoi l'étendue des pouvoirs en ce qui regarde la conduite des ames, doit être mesurée par le jugement de l'Evêque, suivant la qualité des personnes & la capacité de ceux à qui la direction en est confiée.

Je ne contesterai point que l'étendue des pouvoirs, en ce qui regarde la conduite des ames, doit être mesurée dans une Paroisse par le jugement du Curé, suivant la qualité & la capacité de ceux à qui il en confie la direction, sa conscience en est chargée & il en doit répondre à Dieu. *Videant tamen*, c'est l'avis que donne aux Curés le synode diocésain de Namur de l'an 1659 *ut il quos in subsidium admittent apti sint, scientes conscientiam suam de super onerari.*

L'Objection que fait Mr. de Saleon n'a point lieu contre un Curé de Ville pour la Ville & pour les Campagnes, ni contre un Curé de Campagne pour confesser uniquement dans les Campagnes avec delegation de ses Confreres; tout ce qu'elle peut operer c'est de reduire le Curé d'un petit Hameau & qui n'a que des gens simples à conduire, à ne confesser que les habitans de son Village & des autres Hameaux. Mais ne doit-on pas, & n'est-il pas raisonnable de supposer comme certain que les curés des Villes & des grandes Paroisses que l'on pretend plus capables, savent faire choix des Curés qu'ils commettent pour entendre leurs Paroissiens, qu'ils peuvent mieux & toujours plus surement qu'un grand Vicairé & qu'un Evêque, qui souvent ne savent rien de l'art de conduire les ames & qui ne connoissent point l'état des Paroisses, ou que fort superficiellement, faire ce choix, & que les Curés qui sont commis, que l'Evêque en les instituant Curés a jugé avoir assez de capacité pour gerer une Cure quelle qu'elle soit, peuvent douter & auront assez de prudence & la même que l'on suppose dans un infinité de Confesseurs de capacité mediocre, approuvés de l'Evêque pour renvoyer à de plus habiles, les cas embarrassans & les personnes dont la discussion & l'examen sont difficiles? C'est faire injure aux Curés lorsqu'on ne porte pas d'eux ce jugement, & l'on juge fort mal des Evêques qui leur ont donné l'institution & le visa, puisqu'il faudroit croire qu'ils auroient admis à la conduite des ames, des Prêtres tout à fait stupides & ignorans.

Paul V. Urbain VIII. les rituels de plusieurs Eglises, le rituel d'Alen & ses illustres Approbateurs xxx. Evêques qui ont été dans leur tems ce que l'Eglise non seulement de France, mais de tout le monde avoit de plus éclairé dans l'Episcopat, les statuts Synodaux, les Theologiens que j'ai cités, les conciles de Latran 1215. & de Trente n'ont point fait cette distinction. Pourquoi, dit Suarez, & avec quel fondement la ferions nous? *In huiusmodi beneficis nō nullam aliam approbationem (concilium Trident.) requirit præter quam quod Parochiale beneficium habeat & loquitur indefinitè, ut possit Confessiones secularium audire, cur ergo nos restrictionem addemus aut quo fundamento?* Suarez in 3. p. d. Th. 104. disp. 28.

La regle qu'ils établissent est generale & avec raison, parceque le Curé d'un

(a) Il faut autre chose pour l'administration des Sacrements, que d'en savoir la forme prescrite par les Rituels.

petit Village a quelquefois plus de lumieres que le Curé d'une grande Ville, & que quantité d'Evêques, & parceque tous les Curés selon la remarque du Docteur Bail ne reçoivent le visa de leur Evêque, qu'après un examen sérieux, où ils ont été jugés capables de la conduite des ames, & par consequent de confesser les Paroissiens des autres avec le consentement de leurs Curés. Enfin parcequ'il arrive souvent qu'un homme d'affaire, ou cet autre dont on suppose la conscience embarrassée, passe une partie de l'année dans sa maison de Campagne, où le curé du Village est de droit son Confesseur avec la puissance de l'absoudre. S'il le peut dans ce cas, comme étant le propre Prestre, pourquoi ne le pourroit-il pas quand le propre Prêtre l'a commis ?

§. XXIII. *Mr. Habert ne favorise point le sentiment qui demande l'approbation de l'Evêque dans un Curé pour confesser ceux des autres Paroisses qui se presentent à lui.*

M. Habert, qui n'est pas suspect aux Appellans, dit M. Languet *pag. 57.* de son Mandement du 1. *Aiai 1735.* decide sur les pouvoirs des Curés, que "le Curé, dès qu'il a reçu de l'Evêque le benefice Pastoral, est censé approuvé, pour absoudre ses Paroissiens; car pour entendre ceux qui ne sont pas "de la Paroisse, ce n'est pas assez qu'ils aient le consentement de leur Curé; "il faut de plus, l'approbation au moins tacite de l'Evêque: or, ce consentement tacite est supposé quand l'Evêque ne contredit pas la Coutume, qui "est comme nécessaire, selon laquelle les Curés voisins se secourent mutuellement dans les travaux de leur ministere.

Ne quidem Sacerdotes seculares possunt absolvi à Sacerdote qui nec habet beneficium cum Cura animarum nec ab Episcopo est approbatus. Contrariam doctrinam proscripserunt Alexander VII an. 1665. & Clemens Gallicani anno 1700. Parochi tamen possunt sibi eligere quem voluerint Confessarium, modo illo sit approbatus ab Episcopo. Et un peu après: *Parochus eo ipso censetur approbatus ad excipiendas confessiones suorum Parochianorum quo Episcopi beneficium Pastorale ipsi contulit. Dixi suorum Parochianorum, quia ad excipiendas exteriorum confessiones, satis non est ut habeat proprii Parochi consensum, sed requiritur approbatio Episcopi saltem tacita.* Habert Comp. Th. Dogm. de Pœnit. c. 8. *pag. 649.* Edit. 2.

Ainsi M. de Sens cite le passage d'Habert, tronqué de plusieurs mots qui paroissent importans, au lieu desquels il met ceux-ci, & un peu après. L'on doit pour avoir le texte en son entier, ajouter immédiatement après *ab Episcopo.* ces mots: *Ita enim habetur cap. Ne pro dilatione tit. de Pœnit. & Rem, Quinid. Decretum Concilii non petat habentes beneficium cui cura animarum, annexa est. Parochus enim eo ipso, &c.*

"Donc quand l'Evêque reclame, conclut M. de Sens *pag. 33.* quand il defend, quand il restraint en ce point les pouvoirs d'un Curé, en lui laissant "seulement ceux qu'il a par son titre, le Curé ne confere que des absolutions nulles, & il se damne avec ceux qu'il assure par ces absolutions "inutiles & impuissantes.

La conclusion, je l'avoué, est justement tirée des premices que M. Habert paroît établir dans son *Compendium*. Mais l'on me permettra de dire qu'elle est entièrement opposée au chapitre *Ne pro dilatione*. & au concile de Trente *sess. 23. de ref. cap. 15.* dont il l'appuie, & qu'elle ne vaut qu'autant que l'autorité de ce Theologien & celle des Theologiens qui citent Mr. Habert valent dans l'Eglise, & qu'ils peuvent y faire des loix.

Mais je voudrois bien que le theologien auteur du mandement de Sens; car il n'est pas de ces jeunes gens à qui l'on fait un precepte de ne parler qu'avec peine dans leur propre cause; *Ecclesi. 32. 10.* nous dit pourquoi il n'a osé nous donner ces paroles qui sont du texte d'Habert: *si enim habetur cap. Ne pro dilatione. Tit. de Penit. & rem.* qui dans le *Compendium* d'Habert, au lieu cité, suivent immédiatement celles-ci, *modo ille sit approbatus ab Episcopo.*

Pourquoi encore, après avoir coupé le texte d'Habert par ces mots: *Et un peu après.* il omet ces paroles? Quinè, *Decretum Concilii non spectat habentes beneficium cui cura animarum annexa est. Parochus eo ipso, &c.* pour le recommencer par ces paroles: *Parochus eo ipso, &c.*

Ce Theologien a parslitement vû que le chapitre *Ne pro dilatione*, allégué par Habert, ne prouve point la nécessité à un Curé de prendre une approbation speciale de l'Evêque pour confesser un Curé; mais que ce texte de Droit laisse une liberté entiere aux superieurs Ecclesiastiques de se choisir un Confesseur prudent & discret, *providum & discretum*, sans aucune mention de l'approbation du Superieur, ni sans faire obligation de le choisir parmi les approuvés. C'est-à-dire que le chapitre *Ne pro dilatione*. accorde la liberté aux Archevêques d'avoir un Confesseur qui n'a pas d'ailleurs l'approbation du Primat; aux Evêques d'en avoir un, quoique non approuvé de l'Archevêque; aux Curés d'en avoir un que l'Evêque n'aura pas approuvé, & aux petits Prelats exempts de la juridiction Episcopale, de se choisir aussi un Confesseur sans recourir au Pape, duquel ils relevent immédiatement, & de prendre le premier Prestre qu'ils pourront trouver.

Ce Theologien a également bien vû que le concile de Trente *sess. 23. ch. 15.* cité par Habert, ne prouve du tout point que le Curé doit avoir une approbation particuliere de l'Evêque pour entendre d'autres que ses Paroissiens; mais au contraire l'a affranchi de cette nécessité. C'est ce que l'adresse du theologien de M. Languet fait disparaître, afin de conclure à son avantage d'un texte d'Habert, qui autrement lui devenoit inutile. Il faut que la cause dont le theologien de Sens a pris la défense soit bien mechante pour l'étayer de tels moyens.

Je voudrois bien encore qu'il nous apprit, pourquoi il cite le *Compendium* d'Habert *edit. 2.* c'est celle de 1719. plutôt que son cours de Theologie imprimé de nouveau l'an 1721. *revu & augmenté*; c'est-là qu'il devoit prendre le sentiment d'Habert & non pas dans un ouvrage antérieur, que son Auteur lui-même reconnoît fautif, defectueux & qu'il corrige. Ainsi, la simplicité du Theologien a été trompée, ou plutôt son adresse à se joûer de notre simplicité tourne à sa confusion.

C'est donc fort inutilement, & de plus, c'est avec beaucoup d'infidelité que

ce Theologien fait usage du *Compendium* d'Habert de 1719. pour établir que le Piroisien n'a pas besoin du consentement de son Curé, pour se confesser à un autre, parceque l'Evêque seul a toute la Jurisdiction, & est le seul Pasteur, quand l'on voit cet Auteur enseigner formellement tout le contraire dans son cours de Theologie, & y dire que le consentement du Curé est nécessaire, & que l'absolution donnée sans qu'il consente, doit passer pour nulle *cenferi debet irrita*, à moins dit Habert, que l'Evêque, après avoir pris connoissance du refus du Curé à son Paroissien, de lui permettre de se confesser à un autre, & avoir reconnu l'injustice de ce refus, c'est-à-dire après avoir reconnu & jugé que le Paroissien est dans le cas auquel le droit lui permet de recourir à un autre Prestre, ne lui ait permis de se confesser à un autre.

Habert, *Theol. Dogm. de Pœnit. cap. 6. quest. 2. edit. 1721. pag. 111.* rapporte le decret du concile de Trente de l'approbation *sess. 23. de reform. cap. 15.* & observe 1°. que le Curé ne peut envoyer ses Paroissiens à un Prestre qui n'est pas approuvé de l'Evêque. 2°. Que le decret du Concile ne regarde point les Curés, parcequ'ils sont réputés approuvés, du moment qu'ils sont Curés. Cela est precis. 3°. Qu'un Prestre qui n'est pas Curé, ou qui n'est pas approuvé de l'Evêque, ne peut absoudre de Prestres Seculiers, mais qu'il le peut sans autre approbation, s'il est Curé.

Le même Habert *ibid. Quest. 5. pag. 115.* à la demande: si un Curé peut s'adresser au Confesseur qu'il lui plaît? repond qu'il le peut si le Prestre auquel il s'adresse est approuvé de l'Evêque, & par consequent à un Curé, qu'Habert dit n'être point compris sous le decret du Concile qui exige l'approbation, & être approuvé du moment qu'il est Curé.

Et *Quest. 6. ibid.* à la demande: si un Curé a besoin de l'approbation de l'Evêque pour entendre d'autres que ses Paroissiens? Habert repond qu'il en a besoin, au moins d'une tacite; mais il suppose un usage contre lequel ni les Curés ni l'Evêque ne reclamant point; car si l'Evêque s'y oppose pour cause graves; par exemple, parceque ce Curé absout indifferemment toutes sortes de pecheurs, des usuriers publics, des concubinaires, des ravisseurs & des detenteurs du bien d'autrui, &c. Habert enseigne que ce Curé ne donneroit que des absolutions nulles, n'ayant aucune Jurisdiction sur ces étrangers de la part de l'Evêque, ni de la part de leur Curé, qui contrediroit également, s'il étoit instruit de la mauvaise pratique de son confrere.

Mais si le propre Curé, l'Evêque ne disant rien sur l'usage de se confesser indifferemment à tous les Curés, defend à ses Paroissiens de se confesser à un autre Curé. *Sed quid si Parochus, Silente Episcopo, prohibeat ne Parochiani apud alium Parochum peccata deponant?* Habert *ibid. pag. 117.* repond: 1°. Que le Curé qui ne se rend pas facile à permettre à son Paroissien de se confesser à un autre Curé, peche selon S. Charles & S. Thomas. 2°. Que l'absolution d'un autre Curé, dans des circonstances où le propre Curé ne consent pas, doit être réputée nulle, parceque l'on suppose que l'Evêque n'approuve la Coutume dont il a été parlé, qu'autant que le propre Curé y consent. 3°. Que si le Curé, par pur caprice, refuse à son Paroissien de lui donner le consentement qu'il demande de se confesser à un autre, & que l'Eglise veut qu'il

qu'il lui accorde, l'Evêque après avoir pris connoissance du fait & reconnu la bizarrerie du Curé, donne au Paroissien, malgré le Curé, la permission de se confesser à un autre Prestre, même dans le tems de Pâques.

Respondeo primo. Parochi se faciles in hac parte præbere debent suis Parochianis. Ita Sanctus Carolus Borromæus in xi. synodo Diœcesana & rationem affert Sanctus Thomas in 4. sent. & suppl. q. 8. a. 4. ad 6. peccaret, inquit, Sacerdos si non esset facilis ad præbendam licentiam alteri confitendi, quia, &c.

Respondeo secundo. Absolutio in iis circumstantiis impetrata ab alieno Parocho censeri debet irrita, quia Episcopus laudatam consuetudinem conditionate tantum approbare præsumitur, nempe si proprius Parochus consentiat, &c.

Respondeo tertio. Si Parochi prohibitio non sit in adificationem, sed in destructionem, procedatque ex inordinato affectu, & animo anxio & moroso. ad Pastoralem Episcopi sollicitudinem pertinet, ut Parochiani fruantur libertate quam ecclesia vult eis concedi, & cognita causa, illis det licentiam etiam tempore Paschali, adeundi alios probata vita & capacitatis Confessarios, etiam veniente proprio Parocho. Habert, Theol. Dogmat. de Pœnit. cap. 6..

Donc selon M. Habert, qui ne doit pas être suspect puisque Mr. l'archevêque de Sens a cru trouver dans cet habile Theologien un défenseur de son système, quand le Curé reclame avec raison, quand il défend pour cause légitime, quand pour garder l'ordre, il ne consent pas que son Paroissien se confesse à un autre Curé, les absolutions que cet autre Curé donne, doivent passer pour nulles, & il se damne avec ceux qu'il rassure par ces absolutions inutiles & impuissantes; au contraire, elles valent quand le propre Curé consent que son Confreire les donne.

Donc selon M. Habert, quand un Evêque sans connoissance de cause & sans raison, permet à un autre Prestre de confesser un Paroissien contre le consentement marqué du Curé, les absolutions de cet autre Prestre ne servent de rien à ceux qui les reçoivent, par le mépris qu'ils paroissent faire de leur Curé, & nuisent à celui qui les donne.

Donc selon Habert, qui suit en cela les Conciles, les Rituels, les statuts Synodaux, les Canonistes, les Theologiens, &c. qui ont écrit devant & depuis le concile de Trente, les Evêques dans le cours ordinaire donnent l'approbation, & les Curés la juridiction aux Confesseurs de leurs Paroisses.

Donc selon le même Habert, les Curés sont approuvés de droit, & confessaient leurs Paroissiens de droit ordinaire, & les autres par la delegation de leurs Curés, ou celle de l'Evêque au refus injuste du Curé de deleguer ou de simples Prestres approuvés de l'Evêque, ou d'autres Curés.

M. l'archevêque de Sens se recrie contre ce partage & le trouve fort indigne; mais a-t'il raison de se recrier, ce partage étant fondé sur la disposition du concile de Trente, selon Fagnan, M. Hallier évêque de Cavaillon, & beaucoup d'autres, & servant à montrer la dignité & l'autorité des Curés sans avilir celle des Evêques? En effet n'est ce pas marquer une grande dependance & partager les Evêques en aînés, que de donner aux Evêques le droit d'approbation, & de défendre aux Curés de communiquer leur juridiction à d'autres qu'aux approuvés de l'Evêque, ou à des Curés qui ont une approbation de droit?

Il est vrai que l'approbation & l'examen de la capacité d'un Prestre, en tant qu'après Habert & les meilleurs Theologiens, on les distingue de la juridiction, font un acte de l'entendement, un simple suffrage, une fonction humaine, fondée sur les lumieres, la science & le discernement que le concile de Trente a supposés plus superieurs dans les Evêques que dans les Curés, & demander plus d'autorité.

La Jurisdiction est un acte de la volonté, qui se communique sans tant de lumieres, & en se reposant sur celles d'un Evêque. Elle vient de Jesus-Christ, dont le joug est agreable & le fardeau qu'il impose est leger, aussi il ne faut point tant de façon pour la communiquer. Elle est cependant un droit tout divin, dont l'exercice ne se permet que par ceux qui l'ont reçû de Jesus-Christ, & que l'Eglise a établis pour le permettre à d'autres, par les Evêques qui l'ayant reçû de l'Eglise, plus pleine, la communiquent avec plus de plenitude, & par les Curés, qui dans leurs districts la donnent avec subordination cependant aux Evêques, & moins pleine.

Je le repete, & on ne sçauoit trop le dire, afin de refuter une bonne fois tous les sutils argumens de ces Prelats qui mesurent leur grandeur sur la grandeur de leurs delirs, & leur ôter tout-à-fait l'envie d'y revenir. L'on ne degrade point l'Episcopat, on l'honore au contraire, quand on attribue aux successeurs des Apôtres par preference aux successeurs des Disciples, l'Approbation: Cette fonction à la verité purement ecclesiastique, mais très-éminente, & jugée digne de l'Episcopat par le concile de Trente, paroît avoir son origine dès le tems de l'Apôtre, qui parlant des Diacres, à son disciple l'Evêque Timothée, dit: Ils doivent aussi être éprouvés auparavant, puis admis au sacré ministere, s'ils se trouvent irreprehensibles. *Probentur primum & sic ministrent nullum crimen habentes.* 1. Tim. 3. 10. & quand on attribue aux Curés dans un rang inferieur, le droit de s'associer des secondaires qui sous eux, après l'approbation prise de l'Evêque selon qu'il a été réglé, prennent part au gouvernement des Paroisses.

Un Curé peut dire, sans perdre le respect dû à son Evêque, ce que disoit S. Paul dans une autre occasion à l'Eglise de Corinthe. "Et lorsque je serai arrivé, j'enverrai ceux que vous aurez approuvés par vos lettres, porter vos charités à Jerusalem, *cum autem praesens fuero; quos probaveritis per Epistolas, hos mittem perferre gratiam vestram in Jerusalem.* 1. Cor. 16. 3. Car ne sçait-on pas que la Jurisdiction & le Sacerdoce, après avoir decoulé sur les Evêques, par le ministere d'autres Evêques, pour l'œuvre à laquelle Dieu les a choisis, decoule aussi sur les Curés par le canal des Evêques, que les Evêques n'en ont reçûs les premiers l'exercice, que pour le transmettre aux seconds, & ceux-ci pour le transmettre à d'autres, & que la dignité qui les honore, leur vient à tous, immédiatement de Jesus-Christ, qui les a établis, & les Evêques & les Curés pour gouverner l'Eglise, dans le rang & dans le poste que sa Providenc leur a assignés, aux uns dans le premier, aux autres dans le second ordre du Sacerdoce, pour être les Ministres, & non les proprietaires de son autorité, les dispensateurs & non les maîtres de ses Sacramens, pour gouverner enfin & non pas pour dominer le Troupeau qu'il a élu & choisi.

S. XXIV. Réponse à l'objection tirée du prétendu concile Provincial de Sens de l'an 1524. que les Curés ne peuvent confesser que leurs Paroissiens.

L'objection est prise de ces paroles : " Que les Prestres interrogent les Penitens qui se presentent à confesse, s'ils sont de la Paroisse, sur-tout lorsqu'ils en doutent, parcequ'ils ne doivent absoudre ni entendre en confession que leurs Paroissiens. Qu'ils demandent ensuite aux Penitens, s'ils ne le savent pas, de quel état & condition ils sont, depuis quel tems ils ne se sont confessés & s'ils remarquent qu'il y a long-tems, pourquoi ils ont tant négligé.

Interrogent Sacerdotes, Penitentes ad Confessionem accedentes, an sint Parochiani, maxime si de illo dubitant, quia non debent absolvere, nec audire in Confessione nisi suos Parochianos. Deinde ulterius procedendo, petant cujus status, conditionis & vite existant, si illud ignorant, &c. à quo tempore ad Confessionem accesserint, & de causa negligentia. Synodus Senonen. an. 1524. tit. de Penitentia.

Nous avons remarqué ailleurs que pour prouver qu'un Prestre ne peut rien faire sans l'autorité de l'Evêque, le mandement de Sens du 1. Mai 1735. avoit emprunté du premier concile d'Arles, ce que ce Concile n'a point dit. Nous avons vu aussi preferer pour le même sujet, un canon d'Anciere interpolé ou mal traduit, à la leçon sincere & veritable; mais un abyme en appelant un autre, l'Auteur est tombé dans un abyme de boué, où il ne trouve point de fond *Pf. 58.* Il suppose donc un concile de la province de Sens, lequel n'a jamais été, afin de prouver qu'un Curé seant à son Tribunal n'y peut entendre que ses Paroissiens. " Les Curés, nous dit-il *pag. 32.* ont aussi des loix qui ont réglé l'usage des pouvoirs qu'ils exercent en consequence de leur titre. " Nous ne citerons que le concile de Sens, qui doit être particulièrement respecté dans cette Province. Il défend expressément aux Curés de confesser d'autres que leurs Paroissiens; & il veut qu'à cet effet, ils interrogent ceux qui se presentent au Tribunal, pour savoir s'ils sont de la Paroisse. *Interrogent Sacerdotes, Penitentes ad Confessionem accedentes, an sint Parochiani: maxime, si de ipso dubitant quia non debent absolvere, nec audire in Confessione, nisi Parochianos suos.*

L'Auteur met en marge, *Concilium Senonense an. 1524.* sous cette note : *Bornes du pouvoir des Curés marquées par un concile de Sens, sans indiquer la Collection, où il a trouvé ce Concile, & sans marquer le titre sous lequel son texte est rapporté.* Un lecteur frappé de ce nouveau Concile, le cherche en vain dans les grandes collections des conciles de la Bigne, du Louvre, de Labbe, & du pere Hardouin, mais il en trouve un de l'an 1528. par le cardinal Antoine du Prat, Primat (a) des Gaules & de Germanie, que cet archevêque

(a) Les archevêques de Sens doivent la qualité de primat des Gaules & de Germanie au Cardinal Antoine du Prat. Etienne Poncher son prédécesseur immédiat, ni ceux qui ont

précédé Etienne, ne s'honorent point de ce grand nom. Antoine du Prat qui s'imait les titres éminents, crut le devoir prendre, ses successeurs se le sont conservé.

de Sens tint à Paris, & dans lequel on ne lit point les paroles citées, ni rien qui en approche. On y parle beaucoup des Reguliers aux quels ce Concile deffend de confesser, sans s'être auparavant présenté à l'Evêque ainsi que le droit l'ordonne; mais il ne statue rien de semblable des confesseurs Seculiers établis dans les Paroisses, parcequ'alors dans la quatrième Lionoise qui sous sa Metropole comprenoit autrefois les diocèses de Sens, Auxerre, Troyes, Nevers, Paris, Orleans, Chartres, Meaux & Blois, il suffisoit à un Prestre d'avoir le consentement du Curé pour confesser sur sa Paroisse, & par tout ailleurs ses Paroissiens. "En vertu du Canon *Omnis utriusque sexus*, (dit le pere Bernard d'Arras, (a) ce seul témoin nous suffira pour tous,) un Curé pouvoit commettre des Prestres étrangers pour confesser dans sa Paroisse, & il l'a pû, tant que l'Eglise lui en a laissé le pouvoir; mais ce pouvoir lui a été ôté par le concile de Trente, marque qu'il ne l'avoit que par la concession de l'Eglise.

Le bon pere Capucin s'est grandement mépris, quand il croit que le concile de Trente *s. 23. de Reform. c. 15.* a ôté aux Curés le droit où ils étoient depuis près de 500. ans de commettre des Prestres pour confesser sur leurs Paroisses. Il est facile de se convaincre par la lecture du texte que le Concile n'a point pensé à une chose semblable, & que comme les Curés commettoient de droit avant le concile de Trente, ils commettent encore aujourd'hui.

Josse Clitoui qui a dressé & commenté les decrets du concile de Sens de l'an 1528. n'a point connu le concile de Sens de l'an 1524. & n'en dit rien dans son commentaire. L'édition des Conciles par Grabe l'an 1538. nous donne le concile de Sens de l'an 1528. & rien de plus, il ne pouvoit l'ignorer s'il avoit existé. Laurent Bochel dans ses decrets de l'Eglise Gallicane n'apporte aucun texte du concile provincial de Sens de l'an 1524. mais plusieurs extraits d'un synode diocésain de Sens sous ce titre, *ex synodo Senonensi 1524.* Jean Chenu dans son catalogue historique des archevêques de Sens parlant d'Etienne Poncher, ne nous apprend point qu'Etienne ait assemblé le concile de sa Province, mais que cet Archevêque l'an 1524. publia des Ordonnances synodales pour la réformation de son Clergé. *Ordinationes synodales edidit Stephanus de Ponchier ad Cleri suam reformationem anno MDXXIV.*

Il est vrai, & je dois l'avouer, les mots *Synodus*, & *Ordinatio synodalis*, sont un peu équivoques & nous marquent quelquefois des conciles de Provinces. On s'en est aussi servi pour designer des conciles Generaux & leurs Ordonnances. Voilà ce qui a fait la méprise. On a appelé concile de la province de Sens, un simple synode Diocésain composé de l'Archevêque, des Abbés, des Curés, & des députés des Chapitres du seul diocèse de Sens. M. Thiers en son traité de la diminution des Fêtes *ch. 37.* est tombé dans cette méprise. Là il appelle d'après Bochel, dit-il, & Chenu, concile Provincial, une assemblée que ces deux Auteurs n'ont crû que Diocésaine. *Concilium illud Provinciale Senonense anno MDXXIV. concilium scripsi ex Laurentii BoHELLI fide sic consensus in lib. 4. decret. eccl. Gallic. tit. VII. cap. XL. atque Joannis Chennii hæc scribentis in hist. chronol. Archiepiscoporum & episcoporum Gallia in serie Archiepiscoporum*

(a) Minist. de l'absolution pag. 137.

Senonensium. Ordinationes synodales edidit Stephanus Ponchier ad Cleri sui reformationem anno MDXXIV. Thiers de imminut. Feflor. c. 37. les paroles de Chenu concluent certainement plus pour un synode de Diocèse que pour un concile de Province. La citation de Bochel en cette sorte : *Ex synodo Senonensi* 1524. n'est pas plus concluante pour designer un concile Provincial, Bochel se servant ordinairement du mot *synodus*, pour signifier une assemblée Diocésaine.

Il est surprenant qu'un homme aussi habile que Mr. Thiers qui avoit tant vû de Rituels & de statuts Synodaux n'ait point vû le synode diocésain de Sens imprimé à Paris par Chevallon au mois de Mai 1524. sous cetitre : *Ordinationes synodales civitatis & diocesis Senonensis à Stephano de Ponchier congesta, edita & publicata Senonis anno 1524. die Martis (x. Mai) ante Festum Pentecostes Parisiis in aedibus Claudii Chevallon, anno MDXXIV. mense Maio.*

"Ordonnances synodales de la ville & du diocèse de Sens, mises par ordre, données au Public & publiées à Sens par Etienne de Ponchier le Mardi (10. Mai) devant la feste de la Pentecôte l'an 1524. & imprimées à Paris chez Claude Chevallon au mois de Mai l'an 1524.

Cela est precis & designe bien clairement que les Statuts que l'on attribue aujourd'hui aux Evêques de la province de Sens assemblés en Concile l'an 1524. sont l'ouvrage du clergé de la ville & du diocèse de Sens, & que la part que l'archevêque Etienne y a eue a été de les recueillir, de les reduire sous certaines Rubriques & de les faire publier au nom du Synode ; car l'on croyoit alors à Sens, à Auxerre, à Troyes, Nevers, Paris, Orleans, Chartres & Meaux, & par-tout ailleurs, que les statuts Synodaux étoient plus l'ouvrage de l'Eglise du Diocèse, que l'ouvrage de l'Evêque.

M. Thiers pouvoit encore remarquer dans la synopse des Conciles du pere Labbe pag. 259. qu'Etienne Poncher archevêque de Sens tint le synode du Diocèse le mardi devant la Pentecôte l'an 1524. Mais ma surprise augmente quand je vois le pere Alexandre, qui n'avoit pas moins lû & vû que M. Thiers, citer dans sa Theologie Morale & Dogmatique lib. 2. de sacr. Panit. c. 5. a. 9. reg. 19. comme concile provincial de Sens, le synode Diocésain de 1524. M. Habert de Panit. cap. 6. Quasi. 6. fait la même chose. L'on peut excuser ces deux Theologiens, de ce qu'il ont allegué sans aucun examen, ce qu'ils ont trouvé avoir été cité par un autre. Mais les docteurs de Sens sont-ils excusables d'avoir ignoré les loix de leur propre Diocèse, dans le tems qu'ils étoient dans la chaire d'Etienne Poncher, ils se donnent à Sens pour Maîtres en Israël & veulent instruire les autres ?

C'est du synode diocésain de Sens de l'an 1524. de l'édition de Chevallon tit. de Panitent. que le Statut, *Interagent etiam sacerdotes, &c.* rapporté cy-dessus, & tous les autres qu'on lit en Bochel & en Thiers, extraits comme du synode de Sens *ex synodo Senonensi* 1524. sont tirés & on les trouve tous dans l'édition de Chevallon sous les mêmes titres & dans les termes que Bochel, Thiers & le pere Alexandre les rapportent & les citent.

Après tout, que porte le Statut objecté, quand même il seroit vrai qu'il fût le statut d'un concile provincial de Sens, respectable dans cette Province, &

fi l'on veut, d'un concile plénier & general de l'Eglise de la Nation. " Que les Prestres, dit cette Ordonnance, interrogent les Penitens qui se presentent à confesse, s'ils font leurs Paroissiens, sur-tout, s'ils en ont quelque doute " parcequ'ils ne doivent absoudre, ni entendre que leurs Paroissiens. „ *Il ne doivent, absoudre ni entendre.* Voilà tout : Mais si cependant, il leur arrive d'absoudre & d'entendre des Penitens, qui ne soient pas leur Paroissiens, le statut ne prononce rien contre la Confession dans une telle circonstance, & plus mesuré que quelques Theologiens & plusieurs Evêques de nos jours, il ne la dit point nulle, faute de pouvoir dans le Curé étranger, parceque les auteurs du Statut, sçavoient que tout Prestre a de droit Divin la puissance d'absoudre, que la distinction des Paroisses n'est que de droit ecclesiastique; qu'il y a des cas de droit, dans lesquels, lorsqu'on s'y trouve, l'on peut sans la permission du Curé ou de l'Evêque s'adresser pour la Confession à d'autres qu'à son propre Prestre, & dans tous les cas avec la seule permission du Curé à un autre Prestre idoine & capable. C'est la décision du concile de Sens de l'an 1269. can. 4. qui sans s'expliquer sur la validité de la Confession faite à un autre Prestre sans la delegation du Curé, defend au Curé de donner la Communion à la fête de Pasques à ceux de ses Paroissiens qui dans ce tems ne se sont pas confessés à lui ou avec sa permission à un autre Prestre idoine & capable. Il étoit donc permis dans le reste de l'année de se confesser à d'autres. *Sacerdotes ne ad Communionem altaris aliquem admittant, nisi sibi vel alii idoneo de sua licentia omnia peccata sua sit confessus.* Conc. Sens. 1269. can. 4.

Les Statuts du diocèse de Paris recueillis par Jean Rendin & imprimés l'an 1515. avec la permission du Parlement du 27. Mai 1515. & l'approbation de l'évêque de Paris Etienne Poncher du 3. Mai aussi 1515. que l'on reconnoit par cet endroit n'en être point l'Auteur quoique le *synodicon* de Paris de l'an 1574. les lui attribue, nous sont sensiblement voir tit. de *Pœnitentia*, qu'excepté la Confession annuelle que l'on devoit faire à son Curé, ou avec sa permission à un autre Prestre, il étoit libre aux fideles de se confesser à d'autres Curés sans la permission du propre Prestre. " Item, afin que personne ne mette sa faux dans la moisson d'autrui, nous vous enjoignons d'interroger ceux qui se presentent à vous à confesse s'ils sont vos Paroissiens. " & depuis quel tems ils ne se sont confessés. *Item ut quisquis vestrum falcem non ponat in messem alienam, in iungimus pœnitentes ad confessionem vobis accedentes inprimis interrogare an sint Parochiani vestri & à quo tempore non accesserunt ad Confessionem.* C'est-à-dire que s'ils trouvent que les Paroissiens d'ailleurs se sont confessés dans le cours de l'année à leur Curé, ou à d'autres Prestres avec sa permission, les Curés étrangers auxquels ils se presentent peuvent absoudre & confesser.

C'est ce que les mêmes statuts synodaux de Paris recueillis par Rendin nous insinuent encore par ces paroles qui donnent à tous les Prestres le ministère des Clefs, & qui font un conseil plutôt qu'un precepte de se confesser au propre Prestre: " Allez, disent-ils, selon le precepte du Seigneur & vous mon- trez au Prestre, & faites ce que Moïse a ordonné. C'est pourquoi je vous exhorte tous à la douleur de vos fautes, & à vous adresser aux propres

“Prêtres, selon la forme prescrite à l'Eglise par les saints Canons. Confessés
 “vos pechiez afin que vous soyiez sauvés, parcequ'il est permis aux Prestres
 “de lier & delier. Ne sçavez-vous pas, dit S. Paul, que nous jugerons les Anges,
 “à plus forte raison, les actions du siecle?

Vade juxta præceptum Domini, & ostende te Sacerdoti, & fac quod præcepit Moyses. Idcirco hortor vos omnes, ut de commissis doleatis & cæcis ad proprios Sacerdotes secundum formam Ecclesiæ à sacris Canonibus traditam. Confitemini peccata vestra ut salvemini, quia permissum est Sacerdotibus ligare & solvere, etiam testante Paulo: Nescitis quoniam Angelos judicabimus, quanto magis secularia.

Et quelques lignes plus bas, les mêmes Statuts établissent que conformément au concile de Latran de l'an 1215. les Paroissiens doivent au moins une fois l'an se confesser à leur propre Prestre, ou lui demander & obtenir la permission de se confesser à un autre, parcequ'un étranger ne peut autrement, hors le cas de mort, les lier ni les absoudre. *Nec ad alienum Sacerdotem adeant absque licentia petita & obtenta, cum ab alieno non possint ligari & absolvi, nisi in mortis periculo.*

Et dans un autre endroit, parlant aux Curés: “Nous vous exhortons tous
 “d'exhorter vos Paroissiens au commencement du Carême de se confesser
 “avant le Dimanche des Rameaux, à vous ou à ceux que vous commettrez
 “pour les confesser. „ *Item hortamur vos omnes ut hortemini singulos parochianos vestros circa initium Quadragesimæ ut ab hujusmodi initio ad confessionem accedant vobis aut commissis à vobis, antequam veniat Dominica in Ramis Palmarum.*

De-là il résulte, que quand le statut diocésain de Sens de l'an 1524 sous Etienne Poncher, veut que les Curés interrogent ceux qui se présentent à eux à confesse, s'ils sont leurs Paroissiens, & depuis quel tems ils ne se sont confessés, on doit entendre le statut conformément à ceux du diocèse de Paris publiés avec l'approbation du même Estienne l'an 1515. quatre ans avant sa translation à la metropole de Sens l'an 1519. & que le reglement tant de Paris l'an 1515. que de Sens l'an 1524. ne défendent point absolument aux Curés de confesser sur l'année, tous ceux qui leur viennent d'ailleurs, quand les penitens ont fait la confession annuelle ordonnée par le concile de Latran de l'an 1215. à leur propre Prestre, ou avec sa permission à un autre Prestre, parcequ'autrement les Prestres étrangers ne peuvent pas, c'est-à-dire ne doivent pas selon l'ordre établi par les Canons, hors le peril de mort les lier, ou les absoudre; mais les statuts de Paris publiés l'an 1515 ni ceux du diocèse de Sens l'an 1524. n'obligent dans aucune rencontre les Curés à prendre la permission de l'Evêque pour confesser sur leur territoire, les paroissiens des autres Paroisses, ni à la prendre quand ils les confessent ailleurs, avec la permission de leur Curé.



S. XXV. Cas sur la Jurisdiction & Approbation, répondu par le Sieur Esienne le Gras, Prestre & Confesseur dans l'Eglise de S. Nicolas de Nantes.

On demande si un Curé qui a deffense de confesser d'autres que ses Paroissiens, peut validement absoudre les personnes qui ne sont pas de sa Paroisse les connoissant.

Pierre qui est de la paroisse de S. Michel, (a) sçait que le curé de S. André est interdit pour ceux qui ne sont pas de sa Paroisse, qu'il a deffense de l'Evêque de confesser d'autres que ses Paroissiens; cependant ledit Pierre se presente audit curé de S. André; il lui fait connoître qu'il n'est pas de sa Paroisse, & sur cela le Curé lui dit d'obtenir un billet de l'Evêque pour avoir permission de se confesser à lui. Ledit Pierre ne demande point à l'Evêque ladite permission, & il se confesse plusieurs années audit Curé reconnu publi-

Notes sur la décision du Cas proposé, qui font voir qu'il est mal décidé.

(a) Le Cas que l'on propose ici est réel, quoique sous d'autres noms. Ce n'est point Pierre de la paroisse de S. Michel, mais madame de * * * de la paroisse de S. Nicolas de Nantes qui est encore vivante, & en état de l'attester, de même que le Sieur le Gras qui vit aussi, laquelle le confessoit au feu curé de S. Saturnin de Nantes M. Jean Litoult.

Il est vrai que M. de Sanfai évêque de Nantes, ayant assemblé à l'Evêché, les curés de la Ville & des Fauxbourgs l'an 1715. leur dit qu'il ne vouloit pas qu'ils confessaient d'autres que leurs paroissiens sans sa permission; mais sur la représentation que ces Messieurs lui firent qu'ils étoient dans l'usage de confesser tous ceux qui se presentoient à eux dans leurs Eglises, il n'en fut plus parlé.

Cependant M. Litoult curé de S. Saturnin trouva bon d'envoyer trois de ses penitentes de la paroisse de S. Nicolas demander à Monseigneur l'Evêque, permission de continuer de se confesser à lui. monsieur de Nantes accorda la permission à deux de ces Dames, & la donnoit aussi librement à la troisième sans M. de B. grand Vicair qui s'étant trouvé à l'Evêché, arrêta l'expédition du troisième billet.

Le curé de S. Saturnin ne demandoit pas ces différens billets comme les jugeant nécessaires pour valider les Confessions des étrangers qu'il entendoit, mais pour lui servir de preuve con-

tre ceux qui croient que les Confessions qu'on lui faisoit étoient nulles, parcequ'il étoit appellant de la Constitution *Unigenitus*. Il fermoit la bouche à tous en disant : monseigneur n'en juge pas ainsi, puisqu'il donne des billets pour venir à confesse à moi. Suit la teneur de l'un de ces billets pris sur l'original.

" Nous permettons à monsieur le recteur de
" S. Saturnin de continuer d'entendre en Con-
" fession Mademoiselle * * * jusqu'à ce qu'au-
" trement nous en ayons ordonné. Il nous ra-
" portera la présente permission à notre requis-
" tion. A Nantes, ce dix-septieme jour de No-
" vembre mil sept cent vingt-cinq. Signé † Chr.
" L. Ev. de Nantes.

Le Sieur le Gras ignoroit tout cela, mais on sçait que pour faire valoir sa décision, il l'envoya en Sorbonne à approuver, & qu'elle revint à Nantes sans approbation, avec cette réponse qu'il devoit la présenter à la faculté de theologie de Nantes. Il la communiqua au Docteur Sindie, & celui-ci à d'autres, par le moyen desquels on en prit copie, sans que l'original soit retourné à son Auteur. Il se tient dedommagé, par un exemplaire de la consultation dont il s'est fourni. Il n'a point répondu aux notes. La faculté de Paris a sur quelques articles répondu pour lui l'an 1735. C'est la Faculté moderne.

quement.

quement pour interdit à l'égard de tous ceux qui ne sont point de sa Paroisse, on demande si les Confessions que Pierre a faites au curé de S. André, interdit, sont valables ou nulles, & si ledit Pierre est obligé de réitérer toutes les Confessions faites audit Curé.

Pour répondre au cas proposé. Il faut 1°. tenir pour certain qu'un Prestre ne peut confesser que ceux sur qui il a une Jurisdiction (a) ordinaire ou subdéléguée, c'est ce qu'on lit au concile de Trente *sess. 14. chap. 7. (b)* Or le Curé de S. André étant interdit pour ceux qui ne sont point de sa Paroisse, & n'ayant point la Jurisdiction déléguée, je conclus que les absolutions qu'il a données à Pierre sont nulles. *nullius momenti.*

Les instructions de S. Charles Borromée (c) prouvent que les Evêques ont

(a) Les Curés ont la Jurisdiction ordinaire dans leurs Paroisses & sur leurs Paroissiens en quelque lieu qu'ils soient, & peuvent la commettre à d'autres Curés & aux Prestres approuvés de l'Evêque. Sylvius, Estius, Gamache, Isambert, Gonet, Boyvin, Fagnan, Suarez, Vafquez, Tolet, de Merbes, Sainte Beuve, Bail, &c. le disent nettement.

Un Curé qui n'a pas la permission de l'Evêque ou du Curé, ne peut licitement, hors le cas de Droit, confesser les Paroissiens des autres; mais il les confesse licitement & valablement quand ils ont permission de leur Curé de les confesser ailleurs. Le Canon *Omnium in singulis sexus*, du concile de Latran de l'an 1215. & les rituels de Paul V. & d'Urban VIII. sont formels.

L'Evêque peut desservir à un Curé de confesser les Paroissiens des autres sans la permission de leur Curé, mais il ne le peut pas s'il les confesse avec la permission de leur Curé, parce qu'il n'est pas au pouvoir de l'Evêque de déroger au concile général de Latran qui ordonne que la permission du Curé, sans parler de celle de l'Evêque, ni au rituel de Paul V. reçu & d'usage dans le diocèse de Nantes & ailleurs depuis plus d'un siècle, & M. Gibert fameux Canoniste, tout favorable qu'il est à la jurisdiction Episcopale contre les Curés, avoue & reconnoît dans ses décisions Canoniques, qu'un Evêque ne peut desservir à un Curé de confesser les Paroissiens des autres, à moins qu'il n'en fasse une loi générale, & qui s'étende à tous, & alors elle seroit sujette à un appel comme d'abus, & en effet seroit abusive.

Il suffit donc à un Paroissien, d'avoir la permission de son Curé pour se confesser à un autre Curé. Si son Curé la lui refuse injustement, il peut recourir à l'Evêque pour l'obtenir; mais il n'a pas besoin de l'Evêque si le Curé consent.

cela est de droit commun, & se prouve par les statuts synodaux de Nantes, de l'an 1682. pag. 55. &c. Si l'Evêque après le Curé refuse injustement la permission de s'adresser à un autre, les Canonicistes répondent unanimement sur le chapitre, *Placuit ut deinceps*. Que le droit autorise alors le Paroissien à se confesser à qui il lui plaît.

(b) On abuse du concile de Trente *sess. 14. ch. 7.* Ce Concile parle des cas réservés, que l'on sçait ne l'être originellement qu'à cause de la censure qui leur étoit attachée, & il n'est aucunement certain que le concile de Trente ait prononcé, qu'une confession faite à un Prestre qui n'a point de Jurisdiction est nulle de droit. Il dit seulement qu'elle ne doit ou plutôt qu'elle ne devroit être d'aucune conséquence. Ceux qui veulent voir, voyent facilement qu'il y a une très-grande différence entre être nul & devoir être nul. Ce qui est nul de soi, l'est *eo ipso*, par le seul fait; mais ce qui doit être nul, ou ce qui devroit être nul, ne le peut être que par une Sentence subséquente qu'il le déclare nul, & ne le sera que quand il y aura une loi annullante, or l'Eglise n'en a point faite de semblable dans l'espèce dont il s'agit. Après tout un Curé qui confesse ses Paroissiens n'est point interdit, & s'il en confesse d'autres, avec la permission de leur Curé, ou dans le cas de droit, il a la Jurisdiction déléguée. C'est le sentiment des Canonistes & des Theologiens ci-dessus cités, & de la glose sur le chapitre *Placuit ut deinceps. de Pœnit. dist. 6.* & sur le canon *Omnium utriusque sexus. de Pœnit. & rem.* laquelle tout le monde sçait avoir été imprimée de l'autorité d'un souverain Pontife, & après avoir été revue à Rome.

(c) Si le sieur le Gras avoit lu les instructions de S. Charles aux Confesseurs, autrement qu'en extrait, il n'auroit pas trouvé une preuve

La théologie Dogmatique & Morale à l'usage du séminaire de Châlons sur Marne propose le *Cas chap. 6. q. 6.* Un Curé a-t-il besoin de l'approbation de son Evêque pour recevoir les Confessions des fideles des autres Paroisses?

R. 1°. Que si des personnes sont dans une autre Paroisse en voyage, ou pour leurs affaires à la bonne foi, un Curé & tout autre Prestre approuvé peuvent les recevoir en confession, quand même ils seroient d'un autre Diocèse, parcequ'ils sont censés membres (a) de la Paroisse au moins quand au droit de recevoir les Sacramens nécessaires ou utiles pour le salut, excepté le mariage.

On dit à la bonne foi & non pas *in fraudem legis*, pour éviter la discipline d'un Diocèse ou d'une Paroisse; car il arrive souvent qu'un cas est réservé dans un Diocèse & ne l'est pas dans l'autre, dans ce cas ils ne peuvent être absous.

R. 2°. Que les Curés ne peuvent sans une approbation expresse ou tacite (b) de l'Evêque entendre les confessions des autres Paroissiens, soit dans leur Paroisse ou hors de leur Paroisse, si ces Paroissiens sont professed d'aller en fou-

(a) Il en est de même des paroissiens d'une Eglise voisine qui se confitent à un autre Curé que le leur. Ils sont censés sujets du Curé qu'ils vont trouver, ou parcequ'ils le croient plus éclairé que le leur, ou pour d'autres raisons légitimes. Ces peniens sont de bonne foi, & le Curé auquel ils se soumettent, est juge sur son Territoire avec droit de juger ceux qui s'adressent à lui, quand c'est l'usage du Diocèse & que les statuts Synodaux n'y sont point contraires. On le répondit autrefois à M. de Beauvais évêque de Nantes & qu'il ne pouvoit empêcher cet usage. Il est conforme aux avis de Saint Charles, rapportés ci-dessus.

(b) Les Curés n'ont point besoin de l'approbation expresse ou tacite de l'Evêque pour entendre les confessions des autres Paroissiens & les absoudre, il leur suffit d'avoir le consentement du Curé de ceux qui s'adressent à eux. C'est la décision du conseil general de Latran de l'an 1215, de Paul V. & d'Urbain VIII. dans leurs rituels, de plusieurs conciles de différentes Provinces, de S. Charles dans ses avis aux Curés, traduits de l'Italien & imprimés par le commandement de l'assemblée du Clergé de l'an 1657. de quantité de Canonistes & de Théologiens, de Sylvius, d'Essius, &c. de M. Hallier évêque de Cavaillon dont l'écrit revu par M. Gerbais a été inséré dans les mémoires du Clergé, de M. Pavillon évêque d'Aler, & des 29. Evêques qui ont approuvé son ouvrage, qui enseignent que c'est une loi de l'Eglise qu'un Curé puisse confesser le Paroissien d'un autre avec la subdélégation de son Curé.

Le concile de Trente *sess. 23. de ref. cap. 15*

n'a rien de contraire. Le titre de reformation que porte le chapitre déposé assez clairement que l'institution de l'approbation par l'Evêque est nouvelle & de discipline, & qu'il y a de la témérité pour ne pas dire de l'erreur de vouloir qu'un usage fort moderne soit de l'essence & de la validité du Sacrement, surtout quand le Concile qui a ordonné aux Réguliers de prendre cette approbation, n'est point reçu en France dans ses points de reforme ou de discipline, qu'autant qu'ils sont conformes à nos usages & aux édits Royaux.

L'on ne peut passer cet article, que tout ne devienne dogme de foi, dès qu'on croira que le Concile l'a dit, & l'on dira herétiques à commencer par le Roy, son Conseil & les Parlements, tous ceux qui ne recevront point indifféremment tous les decrets du concile de Trente & qui distingueront entre les Decrets qui sont de foi pour y acquiescer sans réserve, & les autres qui sont de reforme & de discipline pour les suivre autant qu'ils s'accordent avec les libertés de l'Eglise Gallicane & les loix du Royaume.

On ne dit rien ici de l'approbation, que les Evêques n'ayent avoué eux-mêmes au pied du Throne l'an 1615. lorsqu'ils demanderent au Roy comme reglement de Police de pouvoir seuls approuver les Confesseurs, sous la condition que leurs approuvés ne confessoient point dans les Paroisses sans le consentement du Curé. Il est clair que les Evêques ne parloient que des simples Prêtres sans charge d'âmes, le Roy n'a pas voulu en soumettre d'autres à l'approbation de l'Evêque.

le en cette Paroisse même à la bonne foi pour confesser leurs pechés. Voici comme s'explique le concile de Sens (a) tenu en 1514.

“Que les Prestres, dit-il, interrogent les Penitens qui s'approchent de confession, sçavoir s'ils sont Paroissiens, principalement s'ils en doutent, parce-
“qu'ils ne doivent point absoudre ni entendre en confession que leurs Paroissiens.

Et la raison qu'on en apporte, c'est que les Curés sont sensés être approuvés (b) par l'Evêque dans le tems qu'ils sont pourvus à un benefice Cure. Donc comme le *visa* est limité à tel benefice, de même la Jurisdiction & l'approbation est limitée; car il arrive souvent que tel Curé est capable de gouverner une Cure, quinc n'est pas pour d'autres.

Ils s'ensuit donc que si un Curé donnoit l'absolution à d'autres Paroissiens contre le consentement de l'Evêque, l'absolution seroit vaine & nulle (c) par le seul défaut de jurisdiction & d'approbation.

(a) Le concile de Sens de l'an 1269. *can. 4.* reconnoit positivement qu'un Paroissien avec la seule permission de son Curé se confesse licitement & valablement à un autre Curé. *Sacerdotes ne ad communionem aliorum aliquem admittant, nisi sibi vel alii idoneo de sua licentia omnia peccata sua sit confessi.*

L'on connoit un synode diocésain de Sens de l'an 1514. mais le concile provincial de Sens de l'an 1514. est inconnu & l'on ne peut en citer de cette Province, lequel ait réglé au contraire de celui de Sens de l'an 1269. On trouve plutôt que l'Eglise de Sens toujours fidele à tenir les décisions de l'Eglise continué jusqu'à présent à appuyer de son autorité le droit des Curés. Les statuts synodaux de Sens de l'an 1658. le 4. Septembre par M. de Gondren, sont formels.

(b) La mission du Curé dans sa Paroisse est aussi divine que celle de l'Evêque dans son Diocèse. La jurisdiction du Curé est ordinaire, & illa tient de J. C. & de l'Eglise, comme l'Evêque la sienne, & quand le Prestre absout, ou qu'il confere quelque autre Sacrement, ce n'est point comme Vicair de l'Evêque, mais comme Vicair de J. C. *Dominus noster Jesus Christus, dit la Formule, se absolvit et autoritate ipsius se absolvit.* Les loix de la Jurisdiction & de l'approbation sont des loix de pure Police, faites uniquement pour empêcher qu'on ne trouble les Curés dans leurs fonctions sur leurs Paroisses & que des indignes ne s'ingèrent dans l'administration des Sacrements; mais elles n'ont point lieu contre les Curés, car ils sont capables, & on ne leur fait aucun trouble quand c'est de leur consentement qu'un autre Curé confesse leurs Paroissiens. Un Evêque dans ses fonctions, est capable de conférer l'Ordre à tous les étrangers qui se présentent à

lui, quand ils viennent avec l'agrement du propre Evêque. Il en est ainsi des Curés dans leurs fonctions, ils peuvent valablement absoudre ceux qui se présentent d'ailleurs, si c'est du consentement du propre Curé.

(c) L'Auteur de la morale de Grenoble n'a pas entendu le concile de Trente, & par une méprise très-grossiere, il confond la Jurisdiction & l'approbation quoiqu'elles soient très-distinctes l'une de l'autre selon le commun des Theologien & Mr. Hallier dans un Mémoire imprimé par ordre du Clergé dans ses Actes. Un regulier Prestre qui n'est point Curé, a le pouvoir d'absoudre, mais le Concile lui deffend d'user de ce pouvoir avant d'avoir été examiné par l'Evêque, & reconnu capable, mais le Concile n'a point dit qu'un Curé ne pouvoit deleguer un autre Curé, & que ce second avoit besoin de l'approbation de l'Evêque; au contraire, il a décidé que le Curé n'avoit pas besoin d'autre approbation que celle de son Titre. La session 23. du Concile *chap. 15.* ne dit rien de la Jurisdiction, de-là Mr. Hallier, dont l'ouvrage a été imprimé dans les mémoires du Clergé, aux depens & par ordre d'une assemblée du clergé de France, le celebre Fagnan, Isémbert, Gamache, &c. ont conclu que les choses sont restées dans l'ancien droit, selon lequel les Curés ont une Jurisdiction ordinaire, & peuvent la deleguer, & beaucoup de Theologiens disent sans hesiter que tous les Curés ont une approbation de droit qui les rend capables de confesser par tout, & tons ceux qui se présentent, quand c'est avec l'agrement de leurs Curés, & que l'opposition de l'Evêque, tant qu'ils sont en place & avec exercice, ne peut les dépouiller de leur droit.

La morale de Grenoble sur la Penitence chap. 8. Dem. 3.

Qui sont ceux qui ont juridiction sur le Penitent? Elle répond: Ce sont les Evêques dans tout leur Diocèse, & les Curés dans leur Paroisse, mais pour les autres Prestres, il faut qu'ils soient approuvés de l'Evêque.

Et demande xi. les Curés peuvent-ils faire venir d'autres Curés ou d'au Vicaires dans leurs Paroisses pour confesser leurs Paroissiens?

"R. Ils ne le peuvent pas, si ce n'est que ces Curés ou Vicaires fussent
"generalement approuvés dans tout le Diocèse, ou que l'Evêque eût fait
"connoître qu'il permettoit aux Curés d'en user de la sorte, parcequ'alors
"il feroit censé leur donner ce pouvoir de confesser, ce qui se prouve par
"le concile de Trente (*sess. 23. cap. 15. de reform.*) qui ayant déterminé
"que nul Prestre ne peut entendre les Confessions des seculiers, si ce n'est qu'il
"ait un benefice Paroissial, ou qu'il soit approuvé de l'Evêque, a par consequent
"déterminé qu'un Curé ne pouvoit pas confesser hors de sa Paroisse sans l'ap-
"probation de l'Evêque, puisqu'en ce cas le titre de son benefice ne lui
"donne pas la Jurisdiction, qu'il doit par consequent prendre de l'Evêque.
"C'est pour cela que S. Charles, &c. (a)

"En effet ce seroit un grand inconvenient que les Prestres qui sont Curés
"dans quelque petite Paroisse, (b) qui ne demande pas de si grandes connoi-

"(a) C'est pour cela que Saint Charles
"(continué l'auteur de la morale de Grenoble,
"dont l'affectation à omettre le texte est très-
"marquée) avait déterminé dans son onziè-
"me Synode, que la règle qu'il avoit faite,
"que les Curés pourroient se servir du minis-
"tère de quelq' autre Curé pour la Confession
"de leur Paroisse au tems Paschal, ne devoit
"s'entendre que des Curés, auxquels l'Evêque
"avoit donné pouvoir par écrit d'entendre les
"les Confessions même hors de leur Paroisse.

*Quod in nostris Sacramenti Penitentia in-
structionum additionibus tantum est ut tempore
Paschali parochianum Parochorum ministeria
ad confessiones Parochianorum suorum audien-
das, ut possint, id de Parochis tantummodo in-
tellegi declaramus, quibus extra Parochia pro-
pria fines ad audiendas Confessiones probatis,
scripta facultas data est.* S. Carolus Aët. p. 2.
Monita excec. Decret. quæ Sacram. pertinent

S. Charles remédie à l'abus qui s'étoit intro-
duoit. On voyoit des Curés dans le tems de
Pâques quitter leur propre Paroisse & aller con-
fesser fur d'autres Paroisses, où ils obligeroient
peut-être leurs Paroissiens de venir se confesser.
S. Charles les avertit de ces tems à leur Paroisse
afin que leurs Paroissiens les y trouvant à toute
heure, pussent facilement se confesser; mais
S. Charles ne leur defend pas, s'ils ne sont ap-
prouvés à cet effet, de confesser dans leurs Egli-

ses, les penitens d'ailleurs.

(b) S. Charles, dans ses avis aux Curés, n'en
juge pas ainsi, non plus que le concile de La-
tran, & Bail grand Penitencier de Paris, ne
trouve pas que ce soit là un inconvenient. C'en
est un bien grand de voir de jeunes Vicaires,
de jeunes Prestres, de jeunes Religieux sans ex-
périence, conseiller dans le lieu où ils sont éta-
blis, tous ceux qui s'adressent à eux & de tous
états & de toutes les Paroisses. Vanespen croit
injuste, l'on peut dire offensant à tout le corps
des Curés, que les Vicaires & les autres Pre-
stres inférieurs, approuvés seulement pour un
tems, puissent user de leurs pouvoirs dans tout
le Diocèse, avec le seul consentement des Cu-
rés, & que les Curés ministres ordinaires de la
Penitence, aient une Jurisdiction restreinte.
Gerson dit la même chose. Un Curé qui a eu
son *Vi'a* après un examen, ou sur la certitude
qu'il est capable; car le *Vi'a* est un jugement de
capacité, ne doit pas être cru ignorant, & il est
censé avoir assez de lumieres pour consulter ou
renvoyer à d'autres les cas difficiles & embar-
rassés. Si on ne peut pas de lui ce jugement,
il en faut porter un plus mauvais de l'Evêque
qui l'a reçu. Après tout, cela ne regarde point
les Curés de la ville Episcopale, que la congré-
gation des Cardinaux, interprètes du Concile,
au raport de la pratique des Evêques, citée par
Gavantus dans son Manuel, a déclaré capables

“sans pour s'acquiter des fonctions nécessaires, eussent droit sans l'approbation de l'Evêque de confesser dans une Paroisse beaucoup plus confidentielle, qui demande de plus grandes connoissances pour pouvoir s'en acquitter comme il faut.

On a donc tort de dire qu'un Curé d'une ville Episcopale est approuvé par son benefice Cure pour toutes les paroisses de la Ville, sans avoir besoin d'approbation nouvelle.

Le manuel de Beuvelet *sect. 2. (a)* sur les défauts essentiels qui peuvent arriver de la part des Confesseurs, & qui rendent la Confession nulle, il en admet de deux sortes. Il demande comme j'ai ci-devant certé, la puissance de Jurisdiction, appuyée sur le concile de Trente, sans quoi l'absolution est nulle. Il explique les deux Juridictions nécessaires pour la validité du Sacrement, l'ordinaire ou la déléguée, &c.

En un mot, tous les Casuistes, Manuels, Rituels, &c. en font mention.

C'est pourquoi, (b) il n'y a aucun doute que Pierre ne soit obligé de reitav-
de confesser tous ceux de la Ville. Il faut un
homme plus laborieux dans les grandes Paroisses ; mais le Curé d'une petite Paroisse doit être
aussi habile que celui d'une grande ; car il trouve, ou du moins il peut trouver, quoique plus
rarement, les mêmes difficultés à la campagne
comme dans la Ville ; dans une petite Paroisse,
comme dans une grande.

(a) Le manuel de Beuvelet reconnoît, que
pour confesser, il faut avoir la puissance ordi-
naire ou déléguée ; mais il reconnoît aussi, &
on affecte de l'ignorer, que le Curé a puissance
ordinaire & peut déléguer. Une infinité de
Canonistes, de Theologiens, de conciles Pro-
vinciaux, de statuts Synodaux & de Rituels,
certent la même chose.

On n'a donc point tort de dire que tout Curé,
& bien plus celui d'une ville Episcopale est ap-
prouvé par le *Titulus* qu'il a obtenu ; mais il n'a la
Jurisdiction ordinaire que sur ses Paroissiens,
& peut l'avoir déléguée par la seule délégation
des autres Curés, ou par prescription, sur les
autres qui viennent à son tribunal se confesser
quand il y a long-tems que c'est l'usage.

(b) C'est pourquoi il n'y a point de doute
que Pierre n'est pas obligé de reitav-
à un autre les Confessions, pour cela seul qu'il les a
faites au Curé de S. André, parcequ'aucun
droit ne défend à un Paroissien de s'adresser,
avec la permission de son Curé à un autre
Curé, au contraire, le Droit le lui permet, &
parcequ'aucun Droit n'ordonne l'Evêque à des-
cendre à un Curé de confesser les Paroissiens des
autres, quand les Curés y consentent, & que
c'est la pratique générale du Diocèse. L'Evêque
a si bien reconnu sa erreur dans sa décision

verbale au Curé de S. André qu'il ne l'a point
inquiété, sur sa pratique, quoiqu'il en fût pas-
sablement instruit, & par là est censé à tout
événement, eu supposant que cela fût neces-
saire, l'avoir approuvé pour tous ceux de devoirs
qui se présentent à lui.

J'ajoute qu'il est de foi que tout Prestre a le
pouvoir de remettre les péchés : que le reite,
l'avoir la Jurisdiction prescrite de l'Eglise, &
l'approbation ne sont qu'accessoires & de dis-
cipline, que l'on peut prescrire la Jurisdiction
sur un autre, comme le dit le Cardinal Jean le
Moine sur le chap. *super Cathedram*. Extrav.
comm. *De sepulchris*. *Consuetudo dat Juris-*
isdictionem, dit ce Canoniste, *etiam in foro Pa-*
trientiali. Argum. Extra. de Elect. Dudum 3 ;
Et, de Prescrip. Ex transmissa. Et cap. Viennens.
Que l'on peut déroger aux Canons par une Cou-
tume contraire, lorsqu'elle est raisonnable &
ancienne. Greg. IX. cap. *Comtans*. de Consecr.
lib. 1 tit. 4. le décide ainsi. *Quia etiam longeva*
consuetudinis non fit vultus auctoritas, non est
tamen usque adeo valitura, ut vel juris positum
debeat prejudicium generare, nisi fuerit ra-
tionabilis & legitime prescripta. Que le concile
de Trente, si nous voulons croire Gregoire de
Valence, Maldonat, &c. seûment seulement les
Réguliers à l'approbation de l'Evêque pour con-
fesser les Séculiers. Enfin, que les Evêques ap-
prouvent les confesseurs des Paroisses par exclu-
sion des Curés, c'est qu'ils l'ont demandé & ob-
tenu du Roi, & que cet usage est très-ancien.
Voyez les remontrances du Clergé au Roi l'an
1615. L'Arêt du Conseil de l'an 1669. L'Edit
de l'an 1695. pour la Jurisdiction, &c.

ter toutes les confessions faites audit Curé de Saint André. A Nantes ce 16. Septembre 1729. *signé.* ETIENNE LE GRAS, Prestre. *Pris & copié sur l'original.*

§. XXVI. *Les Curés sont de droit Divin, & ont des fonctions d'état, propres, adherentes, radicales, & independantes de l'autorité Episcopale dans le pouvoir de les faire.*

Il y a de l'erreur à soutenir que l'Evêque peut revoke, destituer les Curés, les interdire à sa volonté, ou les restreindre dans leurs legitimes pouvoirs par ses reserves.

Le pere Bernard d'Arras Capucin dans la Preface de son livre de l'ordre de l'Eglise selon S. Thomas pag. xiii. & xiv. remarque que "les Prelatures & les autres dignités Ecclesiastiques ne sont selon les Protestans, que de simples commissions qui n'elevent ceux à qui elles sont données, qu'autant que les Collateurs trouvent bon de leur en laisser l'exercice.

On ne niera pas que les Curés sont des dignités Ecclesiastiques & des Prelatures: S. Thomas donne trop souvent le nom de Prelats aux Curés pour que ceux qui font gloire d'écrire selon ce Saint Docteur, n'avouent pas aussitôt que la Prelature convient aux Curés; aussi voit-on le pere Bernard convenir sans peine *ibidem* pag. 20. que S. Thomas 2. p. 2. q. 188. a. 4. ad 2. 4. & 5. & 3. p. 9. 67. a. 2. ad 2. donne aux Curés la qualité de *Pastors ordinaires*, & celle de moindres Princes ou *prelats de l'Eglise*. Mais "le Curé, "dit ce Professeur Capucin pag. 72. depend de son Evêque pour l'exercice de son pouvoir, & quelques lignes plus bas: Il s'ensuit que le Curé ne peut "exercer independamment de lui. *Et* pag. 158 Un Curé seroit également dans "le cas d'impuissance pour sa Paroisse, si la même signification (de *revocation de pouvoirs*) lui étoit faite de la part de l'Evêque, parceque l'exercice de la juridiction peut lui être ôté par la même main qui le lui a donné "selon cette regle commune du droit: *Toutes choses commencent & finissent par les mêmes causes.*

Les Prelatures selon cette doctrine, ne sont donc que de simples commissions qui n'elevent ceux à qui elles sont données qu'autant que les Collateurs Evêques trouvent bon de leur en laisser l'exercice, & n'ont de pouvoir & de Jurisdiction que par le seul Evêque.

Voilà donc le R. P. Bernard dans les mêmes principes du frere Ange de l'Ordre des FF. Mineurs & du frere Cousin de l'Ordre des FF. Profcheurs *que les Curés ont* (leurs facultés & institutions) *par l'Evêque tant seulement.* Principes que la faculté de Theologie de Paris condamna l'an 1483. & 1516. & qu'elle devoit encore condamner, si l'arrêt du Conseil du 28. Juillet 1736. portant suppression d'un livre qui a pour titre *l'ordre de l'Eglise*, qui les contient, ne l'avoit prevenuë. Le voilà encore dogmatif & enseignant avec les Protestans que les Prelatures ecclesiastiques, si on étend ces termes aux Curés, sont de simples commissions revocables à la volonté du Collateur,

mais nullement d'accord avec les conciles de Carthage de l'an 349. *can. xi.* & de l'an 397. *c. 8.* selon lesquels le propre Evêque ne peut destituer un Prestre qu'après le jugement porté par six autres Evêques, nullement d'accord avec le concile de Tours de l'an 567. *c. 7.* qui ordonne que le Prestre delinquant ne sera destitué que par le synode du Diocèse, nullement d'accord avec le deuxième concile de Seville de l'an 619. *c. 6.* qui statue que l'Evêque ne procédera à la destitution d'un Curé que par l'avis du concile de la Province, &c. Enfin, qu'il ne s'accorde pas avec lui-même.

"Dans le choix, dit le bon Pere *pag. 70.* qu'on fait d'un Evêque, l'Election vient des hommes, & le pouvoir vient de Dieu, de même dans le choix qu'on fait d'un Ecclesiastique pour une Cure, la nomination vient des hommes & la Jurisdiction vient de Dieu.

Cela est fort bon, & nous porte à conclure que l'homme ne peut pas ôter ce qui vient de Dieu, le Pere ne l'entend pas ainsi; mais que la jurisdiction ne vient de Dieu au Curé que par le moyen de l'Evêque. Il faut donc qu'il dise aussi que le pouvoir & la jurisdiction du Pape viennent à la vérité de Dieu, mais par le moyen des Cardinaux, que le pouvoir & la jurisdiction des Evêques leur viennent de Dieu par le moyen du Pape & du Roi, que l'autorité du Roi vient de Dieu par le moyen du Peuple, & qu'il dise conséquemment à son principe, que le pouvoir du Pape, des Evêques & du Roi, peut leur être ôté par la même main qui le leur a donné selon la Regle: Toutes choses commencent & finissent par les mêmes causes. *Omnis res per quamque causas nascitur, per easdem dissolvitur.* Extra. de Reg. Juris. l. 5. tit. 4. c. 1. De sorte que le college des Cardinaux électeurs du Pape, le Roi nominateur & le Pape collateur d'un benefice Episcopal, faisant signifier au Pape ou à un Evêque une revocation de pouvoirs, ils seront dans le cas d'impuissance pour leurs Diocèses. *Abyssus abyssum invocat.* une absurdité conduit à une autre absurdité.

Le R. P. Bernard *part. 2. du Minist. de l'Absol. (a) ch. 1. ar. 2. sect. 3. p. 84.* a cru se tirer d'affaire & bien répondre au reproche qu'on lui fait, qu'il est *parfaitement d'accord avec les Protestans*, sur la nature des dignités Ecclesiastiques, quand il dogmatise que l'Evêque peut revoke & destituer les Curés à sa volonté & les mettré sans exercice de leur prelature, comme il seroit le plus simple Prestre. Voici sa réponse: "Pour penser comme eux, dit-il, il faudroit combattre le caractère & tenir pour la revocabilité des Ordinations, ce qu'on ne fait pas dans ce sentiment. Il est vrai, ajoute-t'il, qu'on y établit la revocabilité de la jurisdiction (des Curés) nécessaire pour abfoudre valide-ment, ou la destitution des Confesseurs (Curés) au gré de l'Evêque; mais on n'y établit point la revocabilité du pouvoir d'ordre, ou la destitution des Ministres au gré du peuple. On n'y dit point que du jour au lendemain un Prestre peut être metamorphosé en simple laïc. Mais le R. P. n'établit-il pas le sentiment absurde, de la destitution des prelates Curés, au gré de l'Evêque, & que du jour au lendemain un Curé par une simple signification de revocation de pouvoirs, tombe dans le cas d'impuissance pour sa Paroisse &

(e) Imprimé à Paris chez Deluſſeux, rue S. Jacques 1740.

dans.

dans un moment est metamorphosé en simple Prestre ? Peut-il se flater d'avoir rempli l'engagement pris dans la Question preliminaire pag. viii. de faire voir que le ridicule de la premiere imputation; sçavoir, que les Prelatures ne sont que de simples commissions qui ne durent en ceux à qui elles sont données qu'autant que les Collateurs trouvent bon de leur en laisser l'exercice, faute aux yeux. Or il saute aux yeux que le Pere n'a pas rempli à la pag. 84. où il nous renvoye, sa promesse n'a revoqué en rien son absurde sentiment, mais qu'il est demeuré dans son bourbier, & qu'il s'y enfonce de plus en plus, quand il continue de soutenir que les pouvoirs & la jurisdiction des Curés est revoquée au gré de l'Evêque, parceque ce sont des commissions: les Protestans ne disent pas autre chose à cet égard.

Cette doctrine flatte le despotisme spirituel de Mrs. les Evêques, & quelques-unss'y livrent sans reflexion. Il est étonnant de voir que l'amour de la domination aveugle si fort le premier Ordre depuis un siecle, qu'il embrasse sans aucune reflexion de mauvais raisonnemens comme on l'a vu dans les assemblées de 1625. 1635. 1645. &c. & se faisi des mauvais argumens qu'on lui presente, pour reduire les Curés d'institution divine, à la qualité de leurs Vicaires, sans penser que les Evêques tendent par là à devenir eux-mêmes les Vicaires d'un autre, & que l'on ne dit rien pour ou contre les Curés, qui ne s'applique également aux Evêques pour les élever, les abaisser, les destituer suivant la regle *Omnia res per quasunque causas nascitur, per easdem dissolvitur.*

Si l'on peut parler fable dans une chose aussi serieuse. Autrefois le cheval ayant un demelé à vider avec le sanglier, eut recours à l'homme qui le engagea bien-tôt de son ennemi; mais l'homme ayant reconnu combien le cheval pouvoit lui être utile, se l'assujettit & lui fit porter le mors & la bride.

L'application est aisée à faire. Depuis long-tems les ordres Mandians sont en dispute avec les Curés. Ils avoient autrefois recours à l'autorité des Papes contre les Curés & contre les Evêques qui se declaroient pour leur Clergé, mais le premier siege a abandonné les Religieux. Ils flatent aujourd'hui les Evêques de pouvoirs & de droits specieux, ils les paissent de vent & de chimères, & quand par leur moyen, ils auront abbatu les Curés, ils se tourneront comme autrefois contre les Evêques, leur feront porter le mors & la bride & les assujettiront par la Regle *Omnia res per quasunque, &c.* à une puissance qui n'attend que les momens favorables de se les assujettir & de reduire les Evêques & les Curés à la qualité de simples Vicaires. le R. P. Bernard fait déjà assez sentir dans ses livres du ministère des Clefs, & de l'ordre de l'Eglise pag. 96. & ailleurs, où tendent ses Ouvrages.

Je ne rejette point la regle *Omnia res, &c.* elle est très-veritable, pourvu qu'on l'entende bien: Les Evêques & les Curés sont de droit divin dans l'Eglise, séparés par l'Esprit-Saint pour l'œuvre à laquelle il les applique *segregate mihi Saulum & Barnabam in opus ad quod assumpsi eos.* Act. 13. & lui-même les a établis pour gouverner l'Eglise, *vos posuit regere ecclesiam Dei.* Ils sont destituables, mais par les moyens que l'Esprit-Saint sous lequel & par lequel ils gouvernent, a établis dans l'Eglise. *Omnia res per quasunque causas nascitur, per easdem dissolvitur.* Je renvoye au traité de Gerson de *auferibilitatis Papae.*

où ce sçavant Theologien prouve que le Pape est destituable comme un autre, & on doit l'accorder d'un Curé & d'un Evêque, quand ils le meritent.

§. XXVII. *Lettre de l'Auteur à M. Turpin Crissé de Sanfai évêque de Nantes. (a)*

Un Evêque ne peut empêcher les Curés de confesser les paroissiens des autres Curés quand c'est l'usage du Diocèse, quand c'est dans leurs Eglises qu'ils les confessent, & ailleurs avec le consentement des Curés de ceux qu'ils confessent.

MONSIEUR,

L'estime sincere que je fais de votre Grandeur, & l'interêt que je prens à ce qui vous regarde me donne de l'inquietude sur la deffense qu'on dit que vous avez faite, (b) & l'Ordonnance qu'on publie que vous voulez faire pour deffendre à Mrs. les Curés de confesser ceux qui ne sont pas leurs Paroissiens, & même les filles de leurs Paroisses qui n'étant liées d'aucun vœu, forment cependant des communautés dévouées au service du public.

Permettez-moi de représenter à V. G. que beaucoup de personnes en sont allarmées, & qu'il ne peut vous être glorieux & permis dans un tems de scandale d'accroître les divisions, de soulever le Clergé & le peuple contre vous, & de troubler dans leur possession ceux qui ont toujours eu la liberté de choisir & de prendre des Confesseurs hors de leur Paroisse.

Si V. G. veut ainsi fixer les peuples à certains Confesseurs & les obliger à se confesser à ceux qu'ils ne veulent pas, vous vous exposez à être accusé d'une domination deffenduë par J. C., (c) condamnée par saint Pierre (d) & S. Paul, (e) & deestée dans tous les tems par les plus sçavans & saints Evêques, dans les Conciles où ils se sont trouvés, & dans les ordonnances Synodales qu'ils nous ont laissées. Vous aggraverez un joug que l'esprit de l'homme trouve trop dur. (f) Les Sacremens seront moins frequentés, les sacrilèges peut-être multipliés, ou l'on suivra sans scrupule le sentiment de Ro-

(a) Feu M. Jean Litouff curé de S. Savaurin de Nantes, mort en odeur de sainteté le 11. Août 1717. âgé de 79. ans, donna lieu à cette lettre; il en fit le plan; il fut communiqué à l'Auteur qui l'acheva. M. Litouff reçut l'écrit; il le communiqua à Mrs. Cassard curé de saint Laurent, Arnoux curé de saint Nicolas, qui sont morts en exil, & à quelques-autres Curés; le résultat fut de le faire tenir à M. de Nantes. Feu M. Fouré chanoine de la Cathedrale, mort aussi en exil, qui se confessoit à M. Litouff se chargea de la commission, & par un des beaux de l'Eglise fit conduire la lettre en main

propre, à M. l'Evêque de Nantes.

(b) L'an 1715. M. de Sanfai ayant assemblé à l'Evêché les curés de la Ville & des Faubourgs de Nantes, leur fit une deffense verbale à tous de confesser d'autres que leurs Paroissiens sans sa permission. Il se repandit aussitôt un bruit dans le public que le Seigneur Evêque alloit en faire une Ordonnance

(c) Matth. 23. 26.

(d) 1. Pet. 5. 3.

(e) 1. Cor. 9.

(f) Voyez M. de Sainte Bouve, *Resolutions* t. 1. Cas 41.

bert Sorbon, (a) de Boich, (b) de S. Antonin, (c) des cardinaux d'Oslik & de la Tour-Brulée, (d) d'Innocent V. (e) d'Adrien VI. (f) de Gerson, (g) de l'auteur de la Glose, (h) & de quantité d'autres, qui ont éclairé l'Eglise, qui est que lorsque le propre Prestre se rend trop difficile à donner des Confesseurs à ses sujets & qu'il y a du danger à se confesser à lui, ils peuvent dans ce deni de justice s'adresser au premier Prestre qui les veut entendre, ou avoir un second Confesseur.

En vain l'Eglise ordonne, (i) que les Paroissiens qui ont des raisons de ne se pas confesser à leur Curé lui demandent la permission d'aller à d'autres, & qu'il la leur accorde facilement, si vous prétendez être le seul à qui on la doit demander; & comme vous ne convaincrez qu'un petit nombre des personnes que vous pouvez détruire les ordonnances de l'Eglise à cet égard, votre autorité tombera nécessairement dans le mépris, & l'on ne fera aucune difficulté d'obéir plutôt à l'ordonnance du concile general de Latran par Innocent III. qu'à l'ordonnance d'un Evêque qui n'écouterait point l'Eglise, se rend digne qu'on ne l'écoute pas lui-même, & que les Curés conformément à quelques conciles de la Province (k) prennent des mesures pour arrêter dans leur Evêque, une conduite qui ne seroit pas selon la science.

(a) Quærat ergo confitem bonum Confessorem, &c. licentiam tamen confitendi alii Sacerdoti sapientiori capiat à suo Sacerdote, &c. si vero noluerit dare licentiam, confiteatur ei & absolvatur, tunc quemcumque voluerit peccator confessorum consultare poterit. *Robert. de Sorbon. lib. de conscient.*

(b) Boich in cap. Omnis. de Pœnit. & rem. n. 24. 25. vide supra. 1. 4.

(c) Et nota secundum Petrum de Palude casus octo in quibus quis potest alteri confiteri quam proprio Sacerdoti sine ejus licentia, quos ponit Hostiensis in summa. Primus, propter indiscretionem Sacerdotis proprii & sub hoc casu comprehenditur, quando ipse Sacerdos proprius est sollicitator ad malum, vel revelator Confessionis, vel est talis quod ex Confessione imminet periculum confitenti vel Confessori. In hoc igitur casu dicit Hostiensis quod eo ipso habet licentiam à Jure aliam ad eundem. *De Pœnit. dist. 6. cap. Placuit.* Sed alii dicunt quod tunc debet petere licentiam à superiore, &c. Si superior adiri non potest, vel etiam si æque defectuosus, tum, quia ad Papam non est facilis recursus, eo ipso ad alium ire potest. *S. Anton. Summa Conf. pœnit. v. c. 4.*

(d) In casibus in quibus Pœnitens timet periculum sibi ex confessione secundum tali Sacerdoti, ut patet, si est ignorans, quod indubitanter erroris aut sollicitator ad malum,

si esset incontinens aut esset scandalosus quia revelator Confessionis & licentiam habere non potest ab eo nec superiorem adire valet, potest confiteri alteri Sacerdoti discreto, sicut est de illo qui non habet proprium Sacerdotem & hæc conclusio habetur in Capitulo, *supra Sacerdos.* In quo, videtur in hoc casu jus dare sibi licentiam. Hæc conclusio est etiam S. Thomæ dicentis in 4. dist. 17. quod in casibus in quibus, &c. Concordat Hostiensis, &c. *Joannes de Turrescremata, in cap. Placuit. de Pœnit. dist. 6.*

(e) Petrus de Tarentesia aliàs Innocentius V. in 4. sent. dist. 17. art. 3.

(f) Adrianus de Sacram. Confess. q. 4. dub. 3.

(g) Si Confessor presumatur vero similiter sollicitare aut sollicitari ad peccata ut pura ad lubricitatem, persona hoc timens debet ab illo si sit suus Curatus petere licentiam alteri confitendi, qua non obtenta, potest nihilominus alteri confiteri & absolvi. *Gerson. Regul. moral. 4. de Pœnitent.*

(h) Glosa, in Cap. Placuit. De Pœnit. dist. 6.

(i) Concilium Lateran. 1215. cap. Omnis utriusque sexus. Extra. de Pœnit. & remiss.

(k) Le concile de Tours de l'an 567. c. 2. met en penitence les Evêques qui étant en procès les uns avec les autres, refusent de s'accorder & d'en passer par l'avis de quelque Prestre, c'est-à-dire de quelque Curé. — Le même.

Le propre Prestre dont le concile de Latran, pris à la lettre, a voulu parler, auquel le Paroissien doit prendre la permission, n'est pas le Pape ou l'Evêque. Les Canonistes & les Theologiens les plus éclairés (a) enseignent que c'est le Curé, quel Evêque est le prestre commun de son Diocèse, que le Pape est le prestre plus commun de l'Eglise, & que si on les dit propres Prestres, ce doit être sans déroger aux droits du Curé qui est le propre Prestre marqué par le Concile. Vos predecesseurs les plus proches du concile de Latran l'ont ainsi expliqué dans leurs statuts Synodaux.

Le Pape n'entreprend rien dans un Diocèse qu'un Evêque actif & vigilant s'efforce de bien gouverner, & s'il le faisoit, il y auroit abus, (b) de même un Evêque ne doit rien ordonner dans les Paroisses qui sont bien réglées, il doit même craindre de le faire, parcequ'il n'est pas chargé des Paroisses, si immédiatement que les Curés, & que connoissant moins leurs besoins, il lui est plus facile de se tromper, quand il y veut remédier.

Le devoir d'un Evêque est de veiller à ce que les Curés de son Diocèse fassent leur devoir, de pourvoir quand ils sont en faute, & d'accorder aux Paroissiens de se confesser ailleurs quand les Curés le leur refusent injustement; mais il doit attendre qu'ils soient en faute, ne pas prévenir, parcequ'alors il iroit sur les droits d'autrui, & ne conserveroit point à ses inférieurs leur jurisdiction, ainsi que la justice le demande, & que saint Gregoire Pape l'ordonne. (c) Gerson dit qu'un Evêque qui agit autrement trouble la Hierarchie. (d)

Les Curés de la Ville & d'ailleurs n'ont aucun intérêt à confesser des étrangers, leur fardeau, déjà trop fort, n'en sera que plus léger, quand ils s'en abstiendront; mais la charité presse quelquefois d'aider des Curés qui sont sur-

Concile *can. 11.* permet aux clercs de l'Evêque de chasser les femmes qu'il introduit dans sa maison. — Un autre concile de Tours de l'an 1060. *can. 2.* permet au Clergé qui remarque que l'Evêque fait profir des Ordinations & des Collations de benefices, de s'en plaindre aux Evêques voisins & de le déferer au Saint Siège, &c.

(a) *Extra. vires.* de Trenga. *Extrav. Inter Cunctas.* de Privileg. &c. S. Bonavent. *in 4. diff.* 17. q. 2. Alexander Alensis 4. p. q. 78. *membr.* 1. a. 2. S. Thomas *in 4. Sent. diff.* 17. q. 3. a. 3. ad 4. S. Antonin. *Confess. part. 1. c. 4.*

(b) *Status Episcopalis* quoad sui acquisitionem isti personæ & quoad exercitium, non ita subest meræ voluntati Papæ quod pro libito possit sine injuria & peccato, circa hujusmodi acquisitionem & destitutionem, ampliationem & restrictionem operari, quoniam data est ei potestas, dicente Apostolo, non ad destructionem, sed ad edificationem. Gerson, de *Scrisib. ecclesiast. de stat. Prælator. Confid. 5.*

Status Episcopalis quoad sui usum vel exer-

citium non ita subest puræ voluntati Papæ, sicut *status Privilegiatorum Mendicantium* vel aliorum quibus essentiali ordine & hierarchico statu prædicta Jura Episcopalia non competunt. Potest idcirco Papa sub talibus, privilegiis & privilegiatis absque injuria & peccato immutationes operari, restringendo vel tollendo: non sic *Passum in Prælatiis vel Curatis. Idem. ibid. Confid. 7.*

Status Episcopalis si nimis arctetur in suis juribus essentialibus quoad restrictionem usum vel exercitii *passum* communicat per Papam, &c. Posset rationabiliter deferre querelam ne dum ad Papam & generale Concilium, quod est convenientissimum medium, sed ad Principes Orthodoxos, implorando juvamen opportunum. *Idem. ibid. Confid. 9.*

(c) *Cap. Pervenit.* 11. q. 1. c. 39. *Pragmat. sanct. tit. de causis. concilium Basilicæ, sed. 17.* vide S. Gregorium. *lib. 2. Epist. 37. ad Natal. & lib. 7. Epist. 30. ad Eulogium.*

(d) Gerson *Regul. moral. 5. de Penitent. n. 121. tom. 3. nov. edit. tom. 2. antiquæ*

chargés, de tendre la main à des personnes qui les prient de les tirer du danger, & de mettre dans les voyes du salut ceux qui leur en demandent le chemin.

Le Saint-Esprit qui veut qu'on ait soin de sa réputation n'approuve pas que des Curés voient tranquillement qu'on les flétrisse, (a) & qu'étant établis par l'Esprit-Saint pour conduire leur troupeau, on ne leur en laisse qu'une demie conduite, & qu'on les prive sans les entendre du droit acquis & légitimement prescrit depuis plusieurs siècles, d'envoyer leurs Paroissiens à qui ils jugeront à propos : mais quand-il seroit vrai que ce droit ne leur appartiendroit pas en qualité de Curés & de moindres Prelats, (b) qui est le titre que les souverains Pontifes & le droit leurs donnent souvent, & qu'ils n'auroient pas reçu de J. C. ainsi que les Evêques leur Jurisdiction. (c) Approuveriez-vous, Monseigneur, que l'Archevêque ou le Pape, par la seule raison qu'il lui plaît, & comme votre supérieur dans le gouvernement de l'Eglise, resserât vos legitimes pouvoirs, & s'ils le pretendoit faire, vous soumettriez-vous ? Les Curés sont-ils moins obligés que les Evêques de conserver les prérogatives attachées à leur dignité, & de les défendre si on les attaque ?

Il est juste, si les Curés sont coupables de mal user de leurs droits, si leur vie est déréglée, & s'ils annoncent un Evangile différent de celui que les Apôtres ont prêché & que la Tradition leur a transmis, de les punir & de leur ôter, non pas une partie de leurs pouvoirs, comme on vous accuse de vouloir faire, mais généralement tous leurs pouvoirs. Les voyes de droit vous sont ouvertes pour cela, instruisez leurs procès, entendez les temoins : Je sçai ce qu'ils pensent : Ils déposent tous en faveur de leurs Curés, & tous s'accordent à vous dire : Nos Curés ne nous annoncent que les mêmes vérités qu'ils ont entendues de leurs anciens, & dont vos Predecesseurs nourrissoient leur piété de vive voix & par écrit. Nos Curés vivent comme ils parlent, sans aucun reproche dans la voye des commandemens de Dieu & de toutes ses justices.

(a) Multum valet in Prelato aliquo aut Curato auctoritas & reputatio ut pro sit subditis suis. *Gerfon serm. cont. Bullam Medicant.* Curam habet de bono nomine, *eccl. 4. 13.*

(b) Illi soli ex institutione divina judicium exercere possunt in Ecclesia, quos spiritus possit regere Ecclesiam Dei & praeesse fidelibus, atque soli Episcopi & Presbyteri positi sunt regere fideles, &c. Ergo, &c. *Ticol. dogm. & mor. ad usum Seminariorum Cotalanum. de Penit. cap. 5.*

(c) Les Curés sont Prelats. Voyez à ce sujet le chap. *Tua nos de Cler. agrot.* Innocent IV. sur le chap. *Firmiter, de sum. Trinit.* & sur le chap. *Quoniam Ut lite non contestata*, &c. Hostiensis sur le chap. *cum ab Ecclesiis. de offic. Jud. Ordin.* S. Thomas 2. 2. q. 188. a. 4. & 5. & 3. p. q. 67. a. 2. ad 2. M. de Sainte Beuve, tom. 1. ca. 41. Gerfon en la plupart de ses

ouvrages, la censure de la théologie de Paris, portée contre Vernant.

(d) Tam Episcopi quam Curati sunt de Jure divino. *Major in 4. sent. dist. 24. q. 3.*

Statum curatorum sicut & Episcoporum est de primaria & ordinaria Christi institutione... Curati de jure divino & communi possunt opera hierarchica exercere, &c. *Gerfon, tract. de Consilio Evangelico.*

Hæ sex Propositiones quatenus asserunt vel inferunt potestates Jurisdictionis Curatorum non esse immediatas Christo quantum ad institutionem primariam, falsæ sunt & decretis sacre Facultatis contrariæ, salva semper immediata in Prelatis minoribus seu Curatos & plebem subditam auctoritate. *Cex. ure du breve de Vernant* par la faculté de théologie de Paris, au mois de Mai 1664.

Si vous venez au droit. Les Theologiens & les Canonistes qui ont precedé le concile de Trente enseignent unanimement que les Curés peuvent sans recours à Evêque s'envoyer mutuellement leurs Paroissiens. Et parmi les nouveaux, Suarez, (a) Vasquez, (b) Henriquez, (c) Boyvin, (d) Sylvius, (e) &c. tiennent que les Curés n'ont pas besoin de l'Evêque pour confesser valablement & licitement les Paroissiens des autres, quand ils ont le consentement de leurs Curés. C'est le droit ancien, disent-ils, auquel le droit nouveau n'a point derogé, le concile de Trente n'ayant assujetti à l'approbation de l'Evêque, pour pouvoir entendre les confessions des seculiers que les seuls prestres Reguliers & Seculiers qui n'ont point de benefices à charge d'ames; car s'ils en ont, les Theologiens que j'ai cités, & beaucoup d'autres soutiennent que le Concile n'a pas voulu les soumettre à une nouvelle approbation, mais qu'il les a laissés dans le pouvoir & la possession où ils étoient de confesser les Paroissiens des autres avec l'agrément de leurs Curés.

L'approbation selon les Theologiens n'est qu'un simple temoignage de capacité dû de justice à celui qui la merite, & très-distinct de la Jurisdiction. (f) Il s'agit de savoir si un Curé peut donner celle-ci. Le commun des Theologiens, Paul V. & Urbain VIII. disent qu'oui. On enseigne ce sentiment en Sorbonne, il est suivi à Paris & dans les Provinces du Royaume. Il est fondé sur le chapitre *Placuit ut deinceps*, & le canon *Omnis utriusque sexus*, appuyé de l'autorité du rituel Romain, du rituel de votre Diocèse, Monseigneur, & de quantité d'autres. Enfin il est reconnu par les Evêques qui, dans les approbations de capacité qu'ils donnent, mettent ordinairement que le sujet approuvé ne confessa que du consentement du Curé, & si c'est un Vicaire, que tant qu'il sera Vicaire, c'est-à-dire, autant de tems que le Curé voudra lui commettre sa jurisdiction.

Votre Grandeur m'objectera peut-être que quelques Theologiens ont enseigné que l'Evêque met dans les Paroisses les Confesseurs independamment des Curés; que s'il paroît ne le faire pas toujours, il en a le droit, & qu'il peut empêcher les Curés de confesser d'autres que leurs Paroissiens, quand même ils les confessoroient du consentement de leur Curé.

Je repondrai à V. G. premierement: Que les mêmes Theologiens ont dit aussi que le Pape, comme le propre Prestre de toute l'Eglise, peut nommer des Confesseurs malgré les Curés & les Evêques, (g) & que comme ils n'ont dit ceci que pour appuyer de mauvais principes, il faut ou suivre tout leur sentiment, ou l'abandonner entierement. Il n'y a pas plus de raison à soutenir que le Pape peut envoyer des Confesseurs dans les Diocèses, que l'Evêque dans

(a) Suarez in 3. p. D. Th. tom. 4. disp. 28. sect. 4. — (b) Vasquez in 3. p. D. Th. 10. 4. q. 93. a. 3. dub. 4. — (c) Henriquez lib. 3. de Pœnit. sacr. c. 6. — (d) Boyvin de sacr. Pœnit. Cap. 7. quest. 22. — (e) Sylvius sup. D. Th. q. 2 a. 5.

(f) Voyez ci-dessus part. 3.

(g) Cum Episcopi in usu suæ potestatis pendant à Pontifice, & Parochi ab Episcopis;

nec hi invitis Episcopis, nec Episc. invito Pontifice, possant alieu dare facultatem audiendi Confessiones, Vinc. candidus, *disquisit. mor. to. 2. Disq. 24. a. 65. dub. 4.* — Conræck *Disp. 2. de Ministr. Pœnit. dub. 3.* — Ce sentiment est commun parmi les Ultramontains, & très-faux à deux égards: les Evêques ne tenant point du Pape, ni les Curés de l'Evêque leur Jurisdiction, mais de Jesus-Christ.

les Paroisses; si l'un est faux, ainsi que les Evêques de France le pretendent, l'autre ne peut être veritable. (a)

Secondement d'autres Theologiens, (*) mettent la modification, à moins que l'usage ne soit contraire: parcequ'il est certain selon les Canonistes, que ce qui est de juridiction, (b) tel qu'est le pouvoir de consacrer un tel ou avec le consentement d'un tel, se peut prescrire. On le voit dans quelques chapitres de la Province, & dans les Moines. Ils ont prescrit la Jurisdiction contre les Evêques & les Curés. Deffendez, Monseigneur, tant qu'il vous plaira aux Reguliers de confesser des Reguliers d'une autre Maison, ou d'un autre Ordre sans votre approbation, ils vous diront tous, qu'ils sont dans une possession contraire & qu'ils n'ont besoin que de la permission du superieur du sujet.

Les Curés ont de plus fortes raisons, Monseigneur, pour ne pas vous obeïr. La confession d'un étranger qu'ils entendent, ou avec la permission de son Curé, conséquemment au droit commun, ou en vuë de l'usage dans lequel ils sont d'entendre tous ceux qui de bonne foi & sans fraude se presentent à eux, est aussi legitime que celle d'un Moine à un Moine du même ou d'un autre Ordre, malgré toutes vos censures & vos deffenses, pourvu que son Curé, je veux dire son Prieur ou son Gardien le lui permette.

Le Droit n'appuye point ce que V. G. veut introduire. Je mets au défi vos Canonistes & vos Theologiens d'en produire un seul texte qui le dise. Je n'en ai remarqué aucun dans le corps du Decret, des Decretales & du Sexte, & je ne vois point qu'on en employe à ce sujet; mais vos Theologiens se reduisent comme le pere Alexandre & l'Auteur de la morale de Grenoble, &c. à l'au-

(a) Curati Parochiales non se habent ad Episcopum sicut Balivi vel præpositi ad Regem vel Principem. Patet quoniam ipsi Curati habent Ordinariam jurisdictionem sive potestatem exercendi ea quæ juris sunt in subditos, sicut & discipuli quibus succedunt. Præpositi autem & Balivi non habent nisi subdelegatam jurisdictionem non ordinariam. 2°. Si Curati non haberent Ordinariam jurisdictionem plusquam Præpositi vel Balivi Regum & Principum, tunc Episcopi possent pro libito & mere gratis eos deponere absque culpa, sicut Principes de suis Præpositis & Balivis facere possunt. Consequens autem falsum est, quia secundum Canones Ecclesiam quam quis jure adeptus est, non nisi pro gravi culpa coram Episcopo canonica severitate amittere debet. Item quia Curati de jure Divino & communi possunt opera hierarchica exercere, arguere, docere, prædicare, persicere, Sacramenta ministrare, sequitur quod status Curatorum non est factitius, vel adventitius, vel voluntarius. Patet ex quo secundum prædicta, est de primaria Christi institutione & ordinarius status. Ulterius sequitur, quod sicut Papa non possit

statum Episcoporum ab Ecclesia tollere, sic nec statum Curatorum. Patet quia in suis antecessoribus immediate à Christo missi sunt sicut & Episcopi in Apostolorum missione. Ultimo infero sicut summus Pontifex non possit statum Curatorum abolere vel tollere, sic nec à Parochianis omnium Curatorum omnem debitam subjectionem tollere vel suspendere, ita ut in nullo eis subjicerentur. Girson, de Consuetudine Evangelicis.

(b) Leg. 6. Cod. de Emancip. lib. 8. tit. 49. Cap. Cum contingat. de Foro compet. lib. 2. tit. 2. Cap. 6. de Exceptionib. lib. 2. tit. 25. Cap. 29. de Præscriptis. lib. 2. tit. 16. Cap. 3. Non est. de Consuetud. in sexto. lib. 2. tit. 4. Cap. 3. Romana. §. 1. de Appellationib. lib. 2. tit. 15. in sexto.

(*) L'Auteur des Questions sur la discipline de Trente, qui écrivoit l'an 1691. au mot Curé. Quest. 13. Un Curé, en vertu de son titre de Curé, peut-il confesser par tout le Diocèse? Réponse. Cela dépend de l'usage du Diocèse, & des statuts Synodaux. Il ne le peut en vertu de son seul titre.

torité de S. Charles & à des raisons de convenance; sçavoir que tel Curé qui est capable de confesser dans un lieu, ne l'est pas pour confesser dans un autre. Je le veux. Mais le Curé qui l'employe sçait aussi bien & souvent mieux qu'un grand Vicaire, si le Curé dont il veut se servir est capable de confesser ceux qu'il lui adresse, & s'il arrive qu'il se trompe dans son choix, ce n'est pas une raison de lui enlever son droit, (a) autrement un Evêque ne conserveroit pas long-tems les siens, étant si facile & lui arrivant si souvent, de se tromper.

La raison que je viens de toucher ne regarde au plus que quelques Curés de la Campagne : Car celui qui est Curé dans une Ville doit être censé d'une capacité suffisante pour confesser tous ceux de la Ville. (*) *Gavantus dans sa pratique Episcopale rapporte que la congregation du Concile l'a ainsi décidé. Parochi censentur approbati incivitate vel oppido ubi sua est Parochialis, ad confessiones audiendas, non autem passim per totam Diocesim. Decisum refert Praxis nova Episcoporum. part. 2. cap. 1. num. 10. Gavantus Manual. Episcoporum Verb. Confessarius. n. 10.*

Saint Charles n'approuve pas cet usage, & le défend dans un de ses synodes Diocésains. Il est vrai, mais permettez-moi de dire à V. G. qu'on abuse de l'autorité de ce grand Archevêque, & qu'on ne l'entend pas. (b) Vous convenez, Monseigneur, que les Evêques ont cédé beaucoup de leurs droits au Pape, & que leur juridiction à l'égard de certains cas, n'est resserrée que parce qu'ils ont voulu y consentir, de même il a été libre aux Curés de Milan, assemblés en Synode, de faire cession de leur droit à un saint Evêque qu'ils sça-

(a) *Status Curatorum Sanctus & salubris non debet inculpari vel infamari per quoscunque, si in eo quandoque sint personæ minus idoneæ ad debitum regimen animarum, alioquin nullus esset status in Ecclesia militante, qui culpari non deberet sicut nullus absque macula quorundam de ullo statu visus est diu stare. Gerion de statib. Ecclesiast. de statu Curator. Confid. 11.*

Status Curatorum potest sufficienter regere suos Parochianos, si polleat bona charitate & simplici morum honestate, etiam ubi litteratura magna deesset, propterea non leviter se eis præponere debent alieni quamvis inveniantur magis litterati. Ibid. Confid. 12.

(*) *Id est in sua Ecclesia censentur approbati, ut qui ad se conduunt eos omnes audiunt, minime vero ut excusant per Diocesim vel urbis Parochias, nisi insuper accedat proprii Parochi consensus. Hinc, Institutiones Theolog. ad usum Seminarii Pictav. de Pœnit. q. 2. a. 2. Jussu & autoritate Joannis Claudii de la Poye de Vertrieu Episcopi Pictaviens. ajant: Parochi non approbati debent abstinere ab audiendis Confessionibus alienorum Parochianorum extra Parochiam*

suam, præsertim quia sacra Cardinalium Congregatio declaravit eos non posse alias absolvere.

Un Curé, selon la Theologie de Poitiers, peut donc, sur sa Paroisse, confesser tous ceux qui se présentent à lui. L'Article XIII. de l'Edit de 1695. est positif & aussi formel que l'article XI. l'est pour autoriser l'Evêque à donner seul aux simples Prestres l'approbation pour confesser.

(b) Les Synodes diocésains de S. Charles n'ont parlé que des Curés, qui, dans le tems de Pâques, quittoient leurs Paroisses pour aller confesser en d'autres Paroisses sous d'autres Curés. Saint Charles ne veut pas, & avec raison, qu'ils quittent dans ce tems leurs Paroisses, sans sa permission : Le même Saint, dans son *Addition aux Instructions des Confesseurs*, qui contient des avis particuliers pour les Curés, s'explique nettement aux termes du droit commun qui autorise les Curés à confesser ceux qui leur viennent dans le tems de Pâques avec un billet de permission de leur Curé, & dans les autres tems, indifféremment tous ceux qui se présentent même sans billet.

voient.

DU PREMIER ET DU SECOND ORDRE. 511

voient en devoir bien user ; mais ce qu'ils ont fait n'est pas une loi que les autres soient obligés de suivre. On peut même dire que le saint Siege n'a pas approuvé cette nouveauté dans la discipline. Paul V. & Urbain VIII. ont établi une regle contraire à la décision de saint Charles, & ont ainsi rappelé au droit commun les Evêques qui s'en écartent.

Les réguliers du Diocèse qui sont approuvés, le sont pour tous ceux du Diocèse, qui se présentent à eux dans leur Eglise : Les moindres Vicaires sont approuvés non seulement dans leur Paroisse, mais encore pour les adjacentes ; & vous voulez, Monseigneur, qu'un Curé ne confesse que ses Paroissiens ? Pouvez-vous ignorer quelle Regulier retiré dans son cloître, n'a pas ordinairement l'usage & les lumieres d'un Curé, que son emploi force malgré lui de devenir habile, & que tel Vicaire nouvellement sorti du Seminaire a besoin que son Curé ou d'autres le menent souvent comme par la main dans la conduite des âmes. Sera-t'il dit que ces Neophytes & ces Ecoliers auront tous les pouvoirs, pendant qu'en homme d'experience & leurs maîtres, n'auront rien ; & que tous ceux qui ont besoin d'un Confesseur d'experience & habile & d'un Prestre digne de leur confiance, qu'ils ne trouvent pas dans leur Paroisse, n'auront pas la liberté de le chercher ailleurs & de le demander à leurs Curés conformément aux regles de l'Eglise. Cela revolte généralement tous les Esprits, & vous fera passer pour un Evêque d'une singularité suspecte & de peu de discernement.

J'ai des raisons pour agir de la sorte, dites-vous. Le public attend que V. G. les lui apprenne. On vous prévient, Monseigneur : les plus éclairés disent que vous n'agissez ainsi que parceque vous croiez que les Curés de... sont rebelles à l'Eglise, Jansenistes & de mauvaise doctrine. On publie qu'on la prêché devant vous à une Communauté de filles dans une Fête publique, & que le Predicateur qui l'assura, au lieu de se voir condamné à un éternel silence, comme brouillon & refractaire aux ordres du Roi, (a) & à un bref d'Innocent XII. adressé à quelques Evêques, [b] a été applaudi de Votre Grandeur.

Les Curés de ** Monseigneur, ne sont pas tels que le Declamateur outré & les autres qui vous approchent, les depeignent à vos yeux. Leur foi est pure, & ils n'ont pas cessés d'être Catholiques & très-attachés au S. Siege, pour n'avoir pas souscrit à une Constitution, où ils ont crû voir la tradition de leur Eglise condamnée, & la doctrine de plusieurs de ceux qui vous ont précédés dans l'épiscopat de Nantes, proscrite. (d)

[*] L'an 1717. M^{rs}. Jean Litouff curé de S. Saturnin, Jean le Tourneur curé de Ste. Radegonde, Nicolas Cassard curé de S. Laurent, Jean-Baptiste Atrolet curé de S. Nicolas, Hilaire de Tanoarn curé de S. Denis, Martin Boétard curé de S. Leonard, Mathurin Bizeul curé de S. Vincent, &c. se joignirent à l'appel des quatre Evêques.

(a) Declaration du Roi du 4. Août 1710. — Arrêt du Parlement de Paris du 10. Janvier 1716.

(b) Bref d'Innocent XII. aux Evêques de Flandres.

(c) Les anciens Brevieres, Manuels & Messels à l'usage de Nantes, le Brevisire d'Antoine de Crequi l'an 1556. son Rituel, les sermons de Philippe du Bec prêchés pour la plupart à la Cour, les heures & les Catechismes à l'usage de Nantes sous son Episcopat & ceux de Charles de Bourgneuf & de Philippe Cospean, le livre de la lumiere du Chrétien par M. de la Baume le Blanc, &c. sont sur certains arti-

Vos Curés espèrent, Monseigneur, que vous suivrez l'exemple de M. de Beauvau le jeune, (a) qui ayant voulu tenter la même chose, delibera long-tems, consulta les plus habiles, & suivit leur sentiment, qui étoit de ne rien innover sur un usage qui n'étoit point contraire aux statuts Synodaux, qu'une coutume immémoriale avoit légitimement prescrit, & qui avoit son fondement dans le Droit. (b) Toutes les nouveautés sont odieuses selon S. Augustin, (c) & les Capitulaires de nos Rois (d) sur tout en fait de conscience.

L'atteinte qu'on donne au droit commun & à d'anciennes coutumes, passe pour abus dans les Parlemens, révolte ceux qui ne croyent voir que du mérite dans les Prestres à qui ils s'adressent, & allarme les curés de la Ville & de la Campagne, qui après avoir satisfait aux besoins de leurs Paroisses croient suivre l'Esprit de Dieu comme Ananie, en ne renvoyant pas à d'autres ceux que la Providence leur envoie, & faire l'office d'un Ministre

eles très-opposés à la Constitution *Unigenitus*, & reformables par ce Decret. Si au contraire ils enseignent bien, que penser du Decret ?

(a) Du tems de M. Gilles de Beauvau Evêque de Nantes l'on proposa à décider aux conférences Ecclesiastiques qui se faisoient alors dans le Diocèse, si un Curé devoit avoir l'approbation de l'Evêque pour confesser ceux qui lui venoient d'ailleurs avec la permission des Curés, le resultat des opinans fut qu'ils n'avoient pas besoin de l'approbation de l'Evêque quand ils avoient l'agrément de leurs Confesseurs. Le grand Vicair M. Beigneul (il ne se souvenoit plus de ce qu'il avoit étudié sous un des Professeurs de la Théologie de Nantes, du tems de M. de la Baume, prédécesseur de M. de Beauvau) répondit froidement, que c'étoit leur sentiment, mais que ce n'étoit pas le sien, ni celui de Monseigneur. Il n'en fut plus parlé, & les Curés renvoierent les Conférences comme tendantes à faire douter de leurs droits & destructives de leur juridiction & de leur autorité dans le gouvernement.

J'ai vu depuis que quand l'on proposoit le cas à l'ancien Séminaire, on ne le decidoit point. Je sçai aussi que M. de Beauvau dans ses visites, &c. accorderoit volontiers la permission aux Curés qui la souhaitoient, mais il ne faisoit pas grand cas de ceux qui la lui demandoient, il en parloit avec mépris, & les regardoit comme des Curés peu instruits de leur puissance, mais il ne les relevoit pas de leur erreur, parcequ'elle tendoit à relever son autorité.

(b) Faciat quisque quod in ea Ecclesia in quam venit, invenerit, &c. ipsa quippe mutatio consuetudinis quæ adjuvat utilitate, novi-

tate perturbat. S. Aug. *Epist.* 118. *ad Januar.*

(c) Quæ ad perpetuam utilitatem sunt instituta, nulla commutatione varientur, nec ad privatum trahantur commodum quæ ad bonum sunt commune præfixa, sed intra fines proprios atque legitimos, prout quisque valuerit, in latitudine se charitatis exerceat *Capitul. lib. 6. c. 328. & lib. 7. c. 227. lvo. part. 15. c. 317. &c. Gratian. 25. q. 1. c. 3.*

Quæ ad perpetuam utilitatem generaliter instituta sunt, nulla commutatione varientur, nec ad privatum trahantur commodum, quæ ad bonum sunt commune præfixa sed mandatis terminis quos constituerunt Patres, nemo in jus tendat alienum, &c. *sanctus Leo. Epist. 51.*

Quod vero dicitis, nostris temporibus debere servari quæ à meïs quoque prædecessoribus tradita atque custodita sunt. Absit à me ut statuta Majorum consecratoribus meis in qualibet Ecclesia infringam, quia mihi injuriam facio, si fratrum meorum jura perturbabo. S. Gregor. *ad Natalem Episcopum lib. 2. epist. 37.*

Ecclesiasticæ moderationi est omnino conveniens, ut quæ ordinata fuerint, vel decisa, nulla in posterum debeant refragatione turbari. *Idem lib. 7. epist. 60.*

Sicut grave jugum insolitum sine justa causa imponi non debet noviter gregi dominico, ne ex inculcatione novorum hominum, observationem à se abjiciat antiquorum, sic nec ullus debet SS. Patrum traditiones antiquas introducere, nisi causa ingruente justissima præterire, vel præsumptione damnabili aliquoties immutare. *Stat. sinodal. Guillelmus le Maire Ancieg. in sinodo Pensec. an. 1299. pag. 93.*

fidele lorsqu'ils se prêtent à ceux dont le filet étant plein & prêt de rompre, leur font signe de venir les ayder. *Rumpsbatur autem rete coram, & annuntium fecit qui erat in alia navi ne venirent, & adiungerent eos, & venissent.*

Je prie, Votre Grandeur de ne prendre part ce que j'ai l'honneur de lui écrire, d'y faire une sérieuse attention, & de croire que je suis très-parfaitement & avec beaucoup de respect. (a)

MONSIEUR,

Votre très-humble & obéissant
serviteur Prestre.

(a) Cette Lettre, comme on l'a dit ci-dessus, fut rendue à son adresse à Monseigneur l'Evêque de Nantes. Il ne donna point le Mandement qu'on enignoit, mais les Theologiens ont cherché des preuves pour la refuter, & l'ont laissée sans réponse. Les mandemens de Sens du 1. Mai & d'Embrun du 2. Octobre, & la Censure du 15. Septembre 1735. par la faculté de theologie de Paris, n'ont rien trouvé à reprendre dans cette lettre.

M. de ... Supérieur au séminaire de Nantes & grand Vicairé, pour la faire tomber crut l'an 1736. devoir faire imprimer aux dépens du clergé de Nantes la Censure que la faculté de theologie de Paris venoit de faire de la consultation sur la Jurisdiction, &c. il en envoya deux exemplaires à chaque Curé, aux frais du Clergé qui ne demandoit pas cette dépense, mais son zèle ne l'a pas porté à leur envoyer la défense de la Consultation, &c. contre les censeurs Mrs. les Archevêques de S. & d'E. les 86. theologiens de Paris, & le Pere Bernard.

Le même grand Vicairé l'an 1740. se faisoit évidemment de l'occasion qu'il pensa avoir trouvée d'établir le système de l'approbation des Curés par l'Evêque pour entendre des étrangers. Il savoit que le fleur Dorvault curé de S. Vincent en confessoit, & que ce Curé dans une affaire communes étoit desuni de ses Confreres,

il lui fit signifier aux approches de Noël, une défense de la part de Monsieur de Nantes, de confesser d'autres que ses Paroissiens. Les Curés de la Ville s'appercurent ou cela tendoit. *Frustra autem facitur rete ante oculos pennatorum.* Prov. t. 17. & s'en étant émus, la défense fut revoquée trois jours après avoir été faite. Quelques Curés ont eu la precaution de tenir registre de ce fait, pour opposer un jour à l'allégation qu'on en pourroit faire contr'eux; car on croit qu'à l'Evêché on a eu l'attention de le faire enregistrer au greffe de l'Officialité, sans y faire mention du déaveu & de la revocation, qui ayant suivi de près, laisserent le curé de saint Vincent & en sa personne tous les curés du Diocèse, dans la possession immémoriale, où ils sont de confesser sur leur Paroisse, les Paroissiens des autres, sans autre approbation que celle que leur titre & le consentement des Curés, leur donnent.

Le Catechisme de M. de Beauvau par M. de la Noë Menard, parle de l'approbation par l'Evêque, sans toucher au droit des Curés. Mais les auteurs du catechisme de M. de Sansai 1739. &c. n'en parlent point; ne leur arrivera-t'il point de rendre ce service important aux Curés, & si désiré, de persuader les peuples que l'approbation prise du seul Curé comme autrefois, suffiroit aux Pretres pour confesser dans une Paroisse.

Fin de la quatrième Partie.



CINQUIEME PARTIE.

De la dignité des Evêques, de leur superiorité aux Prêtres, de leurs fonctions non communes aux Prêtres, & de leur autorité dans le gouvernement de l'Eglise.

§. I. *Le nom d'Evêque commun aux Prêtres dans le premier siècle de l'Eglise: On explication selon la Tradition, depuis les Apôtres jusqu'à notre tems, des paroles de S. Paul Act. xx. 28. que le Saint Esprit a établis les Prêtres pour gouverner l'Eglise de Dieu.*

Quoique l'on ait fait voir par des solides Ecrits, qu'il ya beaucoup de méprise à attribuer aux Evêques à l'exclusion des Prêtres ces paroles de l'Apôtre Act. xx. 28. "étant à Milet, il envoya à Ephese pour faire venir les Prêtres de cette Eglise, & quand ils furent venus, il leur dit: .. Prenez garde à vous même & à tout le Troupeau, sur lequel le S. Esprit vous a établis Evêques pour gouverner l'Eglise de Dieu, qu'il a acquise par son Sang. „ Cependant on voit encore des Theologiens (a) rebatre & repeter sans cesse ce fameux Texte, l'approprier aux seuls Evêques, soutenir avec Mr. Duguet 3. *differt.* que jamais l'Ecriture n'appelle Evêques, les Prêtres du second Ordre; que la mission des LXXII Disciples fut seulement locale & passagere, qu'ils n'ont point eu de successeurs de leur ministère, que le second Ordre comme le troisième sont de l'institution des Apôtres, l'Eglise à sa naissance n'ayant eu que des Evêques, & en conclure que tout le gouvernement de l'Eglise appartient de droit divin aux seuls Evêques, & que les seconds & troisième Hierarques n'y ont de part qu'autant que l'Evêque les y appelle & que leur obéissance est aveugle & entiere à tous ses Mandemens.

Il est bon, il est nécessaire même afin d'ôter à jamais l'envie d'abuser davantage des paroles de l'Apôtre contre Mrs. les Curés & tous les Prêtres, & prevenir contre l'étrange écart de M. Duguet & ses foibles conjectures, (b) de

(a) Voyez le memoire des 28. Evêques à feu M. le regent le Duc d'Orleans, le mandement de Sens l. Mai 1735. pag 7. 19. 22. 23. 34. 35. 43. 44. 56. 58. le Pere Pinchinat, *Dict. des Heresies.* verb. Aériens. les dissertations 1. 3. & 4. de M. Duguet, &c.

(b) M. Duguet composa ses conferences dans le cours des années 1678. & 1679. elles ont paru l'an 1742. dix ans après sa mort & soixante

ans depuis leur composition, sans qu'il les eût revûes & retouchées. L'on ne doit pas être surpris de trouver en quelques-unes des Conferences de ce Grand-homme, du foible & du faux. " Il se contentoit, dit l'Avertissement, de jeter souvent sur le papier ce que son abondance & sa vaste érudition lui fournisoient, & en faisoit comme des esboisses de Memoires, d'où il tiroit le sujet de chaque

faire voir d'une manière plus suivie qu'on ne l'a fait jusqu'à présent, que l'attribution de tous les siècles jusqu'à nos jours les a expliquées des Prestres, & que si l'on trouve dans l'antiquité quelques témoignages qui les applique aussi aux Evêques, ces témoignages sont rares, joignent les Evêques aux Prestres & assurent du premier & du second Ordre qu'ils sont établis pour gouverner l'Eglise de Dieu. Delà il doit paroître que M. Duguet avance trop quand *dissert.* 3. pag. 55. il ose remarquer : " Qu'on étoit si peu prevenu dans les premiers siècles, que les noms d'Evêque & de Prestre avoient été communs & confondus, qu'aucun des Auteurs des trois premiers siècles, n'a remarqué cette confusion dans les Ecritures Saintes ; que le premier de tous les hommes qui osa le dire, fut l'heretique Aërius fort avant dans le quatrième siècle & que ... tous ceux qui ont prétendu que les noms d'Evêque & de Prestre étoient communs & synonymes dans l'Ecriture, n'ont point cité la Tradition pour eux, qu'en effet elle ne leur est point favorable, qu'ils sont tous d'une opinion différente, & qu'ils ont suivi chacun des routes particulières. „ Ainsi parloit M. Duguet l'an 1678. lorsqu'il étoit jeune, avant qu'il eût atteint l'âge de trente ans, & eu le loisir de puiser dans les sources, (b) il n'est pas surprenant qu'il se soit alors écarté. La Tradition sera mon guide, je marcherai à sa lumière, & le grand jour où elle met le texte de l'Apôtre, dissipera toutes les obscurités dont quelques modernes s'efforcent de l'envelopper. C'est notre titre que je dessine, Messieurs les Evêques ont les leurs, qui leur assurent la supériorité & des fonctions non communes, le premier rang dans l'ordre de la Hierarchie, & la principale part dans le gouvernement de l'Eglise ; nous ne les leur contestons pas, mais il est certain que le corps Episcopale ne produira point de titre au soutien de ses prééminences, qui ait plus de force, d'antiquité & d'autorité que le nôtre.

§. II. Les Prestres sont appelés à gouverner l'Eglise, & ont été appelés Evêques. Sentiments des Peres des cinq premiers siècles.

C'est le sentiment de tous les siècles, que les Prestres autrefois ont été honorés du nom d'Evêques, que S. Paul leur donne souvent, & qu'ils sont appelés par le premier Ordre au gouvernement de l'Eglise. Les Apôtres comme il paroît par le livre des Actes (a) ont appelé les Prestres à leurs décisions. Hermas (b) leur donne le gouvernement de l'Eglise de Rome du

I. Siècle
Saint Paul,
Hermas. S.
Clement.

" Conférence. „ Lisez le traité de M. Duguet, des devoirs d'un Evêque. Ce Traité beaucoup postérieur à ses dissertations, a des principes qui ne s'accordent point avec les dissertations 2. 3. & 4. M. Duguet devenu vieux, a corrigé ce qu'il avoit dit dans le feu de son premier âge, l'Ordinateur des Conférences & en même-temps éditeur du *Traité des devoirs d'un Evêque* devoit faire un N. 14 de ces variations & remarquer les sentimens pris d'abord, qu'un plus grand acquit de capacité & plus de lumière

ont fait reformer. M. Duguet *dissert.* XI. §. 3. qui est de l'élevation d'Origene à la Piété, dit : " Les évêques de Palestine firent monter Origene au premier rang ; son rang fut celui de Prestre. *Ibid.* p. 208. Les Evêques ne sont donc que premiers dans le premier rang, selon la dissertation XI. & la dissertation III. ne conclura qu'à primauté dans le même rang. (a) Act. 1. Act. 6. Act. 15. (b) Scribes duos libellos, & mirtes unum Clementi, & unum Grapte. Marcet autem Cle-

tems du Pape S. Clement disciple de l'Apôtre S. Pierre ; & S. Clement dans sa premiere lettre aux Corinthiens, (a) attribué aux Prestres de Corinthe le gouvernement de cette Eglise. Il semble même qu'il leur donne à tous le nom d'Evêque, & que l'un d'eux par le seul choix des autres, sans autre ordre que sa Prestise, & sans assurance de tenir toujours son poste, étoit au dessus & le chef des autres, que les Apôtres avoient fait Evêques & Diacons les premiers qu'ils avoient convertis, & qu'ayant connu dans l'esprit du Seigneur Jesus & prévu les disputes qui devoient s'élever sur le nom & les prééminences de l'Episcopat, ils avoient, eux, ou des hommes celebres, établis les Evêques avec le consentement de l'Eglise, pour gouverner le troupeau de J. C. d'une maniere qui fût sans reproche & sans avarice, avec humilité & paix. S. Clement pour nous marquer que les Evêques dont il parle aux Corinthiens, sont les Prestres, ajoute aussitôt : *Que la Bergerie de J. C. jouisse de la paix avec les Prestres qui lui ont été donnés pour la gouverner, & que ceux qui ont paru la diviser, soient plus soumis aux Prestres. Ovis solum Christi cum constitutis Presbyteris pace fruatur. . . Vos igitur qui seditionis fundamentum jecistis, subditi estote Presbyteris.* Ce temoignage d'un des disciples des Apôtres, & successeur de S. Pierre dans la Chaire, assurément n'est pas recusable, & appuye fort les temoignages d'Origene, de S. Jerome, de S. Augustin, &c. que nous produirons dans la suite, & depose constamment contre l'assertion de M. Duguet qu'il n'y avoit point de Prestres à Corinthe du tems de S. Clement : il est certain qu'il y en avoit plusieurs, avec le nom d'Evêques.

II. Siecle
S. Irenée.

St. Irenée Martyr, & un des plus grands Evêques du second siecle, établit formellement que les anciens que l'Apôtre fit venir d'Ephese à Milet, étoient les Evêques & les Prestres de la ville d'Ephese & des Villes d'alentour. *Convocatis Episcopis & Presbyteris qui erant ab Epheso & à reliquis proximis civitatibus.*

mens in exteris civitates, illi enim permissum est. Græpe autem commonebit viduas & Orphanos. Tu autem leges in hac civitate cum senioribus qui præsum Ecclesia. HERNAS lib. 1. vis. 2.

(a) Per regiones igitur & urbes (Apostoli) primitias suas quas spiritu probaverant, Credis Episcopos & Diaconos constituerunt. . . Apostoli etiam nostri per Dominum nostrum Jesum-Christum cognoverunt de Episcopatu nomine contentiorem : hanc igitur ob causam cum perfectam præmotionem accepissent, prædictos constituerunt. Ab ipsis igitur vel ab aliis viris celeberrimis, acceptante simul universa Ecclesia : constitutos, quique inculpate cum humilitate, quiete ac sine sorde ovili Christi misistraverunt & longo tempore ab omnibus testimonium reportaverunt, hos non juste ministerio deturbari possumus. Non enim leve peccatum nostrum fuerit, si eos qui inculpate sanctæque dona obtulerint, Episcopatu dejectar-

mus. Beati patris emensis viam Presbyteri qui fructuosam perfectamque dissolutionem sunt consecuti, non enim veniunt, ne quis eos de fundato ipsis loco transferat, nonnullis enim recte conversantes ex administratione inculpate ab ipsis honorata transduxisse vos videmus. . . Turpe est, dilecti, imo valde turpe & conversatione quæ in Christo est indignum, audire firmissimam antiquamque Cocinthiorum Ecclesiam propter unum aut alterum adversus Presbyteros seditionem concitare. . . Quis igitur inter vos generosus? quis facile ad misericordiam movetur? quis charitate confidentior factus, dicat : si propter me seditio & contentio & schismata concitantur, secedo, ab eo quocunque vultis, quæque à multitudine præscripta fuerint, facio, ovis solum Christi cum constitutis Presbyteris pace fruatur. . . Vos igitur qui seditionis fundamentum jecistis, subditi estote Presbyteris. S. Clementis Epist. 1. ad Corinth. 42. 44. &c.

C'est donc à des Evêques, & en même tems à des Prestres, *Episcopis & Presbyteris*. (Les voilà bien marqués) que S. Paul selon S. Irénée adressoit la parole, & qu'il dit indistinctement Evêques établis pour gouverner ensemble l'Eglise de Dieu. M. Duguet cependant ne voit dans le passage si clair de S. Irénée, que des Evêques. "S. Irénée, qui étoit mieux instruit des Eglises d'Asie, dit M. Duguet, (a) que n'ont pu être tous ceux qui sont venus après lui, & qui avoit appris ce qu'il sçavoit d'original, dit clairement que les Evêques des Villes voisines furent mandés par S. Paul à Milete. „ Oui S. Irénée le dit clairement, mais il dit aussi clairement que les Prestres y furent également mandés. M. Duguet a eu les yeux bouchés, s'il ne l'a pas vu, & s'il l'a vu, comme il n'a pas manqué de le voir, que dirons nous de sa sincérité ?

Le troisième Siècle ne nous fournit pas beaucoup de lumières sur le passage que j'examine. Nous n'avons point toutes les homélies d'Origène, qui auroient pu l'éclaircir, & les autres Peres comme Tertulien, S. Clement d'Alexandrie, S. Cyprien, &c. n'ont rien dit qui puisse fixer le sens de l'Apôtre ; mais il est constant, par plusieurs endroits de S. Cyprien que ce grand Saint & le Pape S. Corneille, reconnoissoient & suivoient la doctrine de l'Apôtre, qui appelle les Prestres au Gouvernement de l'Eglise, puisqu'ils ne faisoient rien de consequence, sans le communiquer aux Prestres & avoir pris & suivi leur avis. (b)

Origène cependant nous apprend que l'Apôtre dit aux Prestres que le S. Esprit les a établis pour gouverner l'Eglise, & que cela signifie que, les Prestres ont été constitués & faits Evêques *Presbyteris Ecclesia dictum est: Vos posuit Spiritus Sanctus Episcopos regere Ecclesiam, id significat constitutos & factos esse Origène en Ps. 21. edit. 1733. 10. 2. p. 593.*

Hilaire, Diacre de Rome, dans le IV. siècle, du tems des Papes Libère & Damase, nous dit dans son commentaire sur S. Paul, attribué à S. Ambroise, que la disposition d'aujourd'hui n'est pas conforme en tout à celle que l'on trouve établie dans les écrits de l'Apôtre, & que S. Paul donne le nom d'Evêque à Timothée, lorsqu'ils n'étoient encore que Prestre, l'usage étant alors de donner aux Prestres le nom d'Evêque. (c)

III. Siècle
S. Corneille
Pape, S. Cyprien.

Origène.

IV. Siècle
Hilaire,
Diacre.

(a) In Mileto enim convocatis *Episcopis & Presbyteris* qui erant ab Epheso & à reliquis proximis civitatibus. . . multa testificans eis & dicens quæ oporteret ei Hierosolymis evenire adjecit. . . Attendite igitur & vobis & omni grati in quo vos Spiritus posuit *Episcopos* regere Ecclesiam Domini, &c. *S. Irénée adv. Hæres. l. 3. c. 14.*

(b) Hoc enim & verècundè & disciplinæ & vitæ ipsi omnium nostrum convenit, ut Presbyteri cum Clero convenientes . . . disponere omnia consilii communis religioni possimus. *S. Cyprien, ep. 14. edit. Pamelii.*

Et quamquam sciam, Frater carissime, pro amutua dilectione quam debemus & exhibemus

invicem nobis, florentissimo illo Clero tecum præsentanti, & sanctissimæ acque amplissimæ plebi legere te semper litteras nostras, &c. *Item Corneille Pape Ep. 53.*

Nam in epistola sua posuerunt: Quamquam nobis tam ingenti negotio placeat quod & tu ipse tractasti prius esse Ecclesiæ pacem sustinendam, deinde sic collatione consiliorum cum *Episcopis, Presbyteris, Diaconibus, Confessoribus*, porro ac sanctis laicis facta, lapsum tractare rationem, &c. *Idem Ep. 52.*

(c) Ideo non per omnia conveniunt scripta Apostoli ordinationi quæ nunc in Ecclesia est, quia hæc inter ipsa primordia sunt scripta. Nam & Timotheum Presbyterum à se crea-

S. Cyrille de Jérusalem, dans la Catechese 17. n'a reconnu que les Prestres d'Ephese dans ceux que S. Paul avoit fait venir à Milet. *Præterea quid, ad seniores Ephesi Miletum vocatos aperte locutus est.*

S. Jean Chrysostome sur le chap. 20. des Actes, (a) enseigne que ceux à qui S. Paul dit ces paroles : *Attendite vobis, &c.* étoient les principaux de l'Eglise d'Ephese. Et dans son sermon 1. sur l'Epître aux Galates, le même Saint nous apprend que l'Apôtre parloit aux Anciens de Milet ; mais soit qu'on l'entende des principaux Prestres d'Ephese ou des anciens de Milet, à cause du lieu où l'Apôtre les avoit assemblés, il est constant qu'il ne parloit point à plusieurs Evêques : car y avoit-il que Ville gouvernée par plusieurs Evêques, demande le même Saint Docteur dans un autre endroit, où l'Apôtre donne encore le nom d'Evêque à de simples prestres ? Nullement : Mais S. Paul donne ce nom aux Prestres, parcequ'il étoit commun de les désigner par le nom d'Evêque. Ce seul endroit de S. Chrysostome renverse tous les raisonnemens de M. Duguet, que les Prestres qui vinrent à Milet, étoient les seuls Evêques de la metropole d'Ephese,

3. Jérôme. S. Jérôme, (b) écrivant à Evangele, que les anciennes éditions appellent

tum, Episcopum, vocat quia primi Presbyteri, Episcopi appellabantur ut recedente co seque-
ntes Presbyteri indigni inventi ad primatus tendentes, immutata est ratio, prospiciente Concilio, ut non ordo, sed meritum crearet Episcopum, multorum sacerdotum judicio constitutum, ne indignus temere usurparet & esset multis scandalum. *Hilarius Diaconus in Epist. ad Ephes. c. 4. videtur eundem in 1. ad Timoth. c. 3.*

(a) Vide ut ille urgeat quo propius adnavigetur, & non despicatur, sed totum probe dispenset, accersens Principes, & cum illis quæ dicta sunt tractans... Et videtur quidem rationem reddere, illos autem terret : Attendite igitur vobis ipsis & gregi in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos. *S. Chrysost. in Act. Apostol. Hom. 40.*

Idem & alibi declarat. ea quæ Dei sunt, ascribens Spiritui. Si quidem senioribus Miletiis verba faciens. Attendite, inquit, vobis & universo gregi in quo posuit vos Spiritus Sanctus Presbyteros & Episcopos. *Idem in Epist. ad Galat. cap. 1.*

Cœpiscopis & Diaconis Quid hoc ? an unus civitatis multi erant Episcopi ? nequaquam. Sed Presbyteris isto n. ine appellavit. Tunc enim nomina adhuc erant communia... Postea vero seorsum cuique datum est nomen vel Episcopi vel Presbyteri. *Idem in Epist. ad Paul. 1. Y. 1. II mil. 1.*

(b) Audio quendam in tantam erupisse ve-

cordiam ut Diaconos Presbyteris, id est Episcopis antecederet. Nam quoniam Apostolus præcipue docet eisdem esse Presbyteros quos Episcopos. Quis possint mentium & viduarum minister ut supra eos se tumidos essent ad quorum preces Christi corpus, longiusque conficitur ? Quæris auctoritatem, audi testimonium. *Paulus & Timotheus servi Christi Jesu, commendans sanctis in Christo, qui sunt Philippus cum Episcopis & Diaconis. Vis & aliud exemplum ?* In Actib. Apostolor. ad unius Ecclesiæ Sacerdotes ita Paulus loquitur : *Attendite vobis & universo gregi in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos ut regereti Ecclesiam Domini, qui ne acquisitis Sanguine juo. Ac ne quis contentiose in una Ecclesia plures Episcopos fuisse contendat, audi & aliud testimonium in quo manifestissimè comprobatur eundem esse Episcopum atque Presbyterum : propter hoc scribitur Creta, ut quædam corrigeret & constitueret Presbyteros per civitates, sicut & ego isti mandavi. Si quis est sine crimine, unus uxoris vir, filios habens fideles, non in acquisitione luxurie, aut non subdolos. Operiet enim Episcopum sine crimine esse. &c.* Quod autem postea unus electus, qui cæteris præponeretur, in schismaticis remedium factum est, ne unusquisque ad se trahens Christi Ecclesiam rumpere... Quid enim facit excepta Ordinatione Episcopos quod non facit Presbyter, &c. *S. Hieron. ad Evang. ep. 101. al. ep. 85. & relectur, Diss. 93, c. 24.*

Evagre, établit en termes aussi formels, que le nom de Prestre & le nom d'Evêque sont la même chose dans le premier siècle de l'Eglise. Si vous en demandez la preuve, dit ce Saint Docteur, la voici : Paul & Timothée serviteurs de Jesus-Christ, à tous les Saints en Jesus-Christ, qui sont à Philippes avec les Evêques & les Diacres. Voulez-vous un autre exemple ? S. Paul le fournit encore, lorsque parlant aux Prestres de la seule Eglise d'Ephese, *ad unam Ecclesiam Sacerdotes*, il leur dit : *Prenez garde à vous même, & à tout le Troupeau, sur lequel le Saint-Esprit vous a établis Evêques pour gouverner l'Eglise de Dieu, qu'il a acquise par son Sang.* Et pour vous ôter tout lieu de soutenir qu'on voyoit alors plusieurs Evêques dans une Eglise ; écoutez ces autres passages (S. Jérôme en rapporte plusieurs) (a) qui prouvent manifestement que les noms d'Evêques & de Prestres se donnoient aux Prestres, &c. Il repeta la même chose dans son commentaire sur l'épître de S. Paul à Tite ; où l'on voit qu'il établit comme, M. Duguet le remarque dans sa dissertation 32. “S. 2. autant qu'il peut l'égalité des Prestres & des Evêques, & peut-être un peu trop fortement, dit cet illustre Abbé, quoiqu'on n'en puisse rien conclure contre la distinction de ces deux degrés. — Mais il est certain, dit ailleurs M. Duguet, que S. Jérôme a prétendu, que non seulement les noms étoient communs, mais qu'il n'y avoit qu'un Ordre, & que dans la suite on avoit établi celui des Evêques pour remédier au schisme, ou pour le prévenir. *In toto orbe decretum est*, dit-il dans ses commentaires sur l'épître à Tite, *ut unus de Presbyteris electus superponeretur ceteris, ad quem omnis Ecclesia curia pertineret ut schismatum semina tollerantur.* Et dans l'épître à Evangelus : *Quod autem postea unus electus est qui ceteris preponeretur, in schismate remedium factum est.* Il est certain que S. Jérôme parle en ces deux endroits de l'Episcopat, de son origine & de l'occasion ou de la nécessité de son établissement : que ce Prestre choisi selon lui, parmi ses Confreres, chargé de tout le soin de son Eglise, élevé au dessus de ses égaux, & établi tout seul dans chaque Eglise, pour empêcher par son unité la division & le schisme, ne peut être que l'Evêque ; & par une suite nécessaire, il est certain que S. Jérôme n'a pas cru que les Evêques fussent d'un établissement aussi ancien que les Prestres, & que les Prestres de Philippes & d'Asie fussent distingués des Evêques dont S. Paul parle dans l'épître aux Ephesiens & S. Luc dans le 20. chapitre des Actes, &c. (b)

Theodoret. (c) Evêque de Cyr, qui fleurissoit un peu après saint Jérôme, s'explique comme lui, & nous apprend que les Evêques dont saint Paul

V. Steele

Theodoret.

(a) S. Hieron. in *Epist. ad Titum* c. 1. nov. edit. tom. 4. ad. tom. 6.

(b) Duguet 3. differt. §. 1.

(c) Ad omnes simul scribit, tum eos qui Sacerdotium acceperant, tum qui ab hisce pascabantur. Sanctos enim eos vocat qui Baptismo dignati fuerant. Idque nos etiam docet Actuum Historia : Cum enim dixisset B. Lucas divinum Apostolum Episcoporum Presbyteros acceperisse Militem, exponit etiam quæ illis

dicta fuerant : *Attendite enim*, inquit, vobis & universo gregi in quo vos posuit Spiritus Sanctus Episcopos pascere Ecclesiam Christi. Eisdemque nominavit Presbyteros & Episcopos. Ita etiam in *Epist. ad B. Titum*, &c. Theodoret. in *Epist. ad Philipp.*

Verum quod jam dixi eisdem olim Presbyteros appellabant & Episcopos. Quos autem Episcopos hodie nominant, Apostolos vocabant, &c. Idem in *Epist. 2. ad Timoth.*

parle en écrivant aux Philippiens, n'étoient que des Prestres. L'Apôtre, dit Theodoret, adresse ses Lettres à tous : Sçavoir aux Prestres & aux Fideles. Il donne le nom de Saints aux Fideles, & celui d'Evêques aux Prestres, car dans ces tems on donnoit les deux noms aux Prestres. Nous l'apprenons du livre des Actes, où S. Luc, après avoir rapporté que l'Apôtre fit venir à Milet les Prestres d'Ephese, ajoute qu'il leur dit ces paroles : Prenez garde à vous-mêmes, & à tout le Troupeau, sur lequel le Saint-Esprit vous a établis Evêques, pour gouverner l'Eglise de Dieu. Et Saint Paul écrivant à Tite : je vous ai laissé en Crete, lui dit-il, afin que vous y regliez tout ce qui reste à y regler, & que vous établissiez des Prestres (des Curés) en chaque Ville selon l'ordre que je vous ai donné. Et comme l'Apôtre ajoute : *Il faut que l'Evêque soit irréprochable* : Theodoret conclut que saint Paul donne aux Prestres le nom d'Evêque, ce que le même Docteur nous confirme sur la *deuxième Epître* à Timothée, d'une maniere à ne laisser aucun doute. Il nous y dit qu'on appelloit autrefois Apôtres, ceux à qui l'on donne aujourd'hui le nom d'Evêques, & que l'on appelloit Evêques, ceux que l'on appelle Prestres aujourd'hui. Et M. Duguet *differt.* 3. convient que c'est le sentiment de Theodoret que dans les tems Apostoliques les seuls Prestres ont été honorés du nom d'Evêques.

Salvien,
Gennade,
Sidoine.

L'usage si constant du premier siecle de donner le nom d'Evêque à des Prestres, passa avec la Foi dans les Gaules, & y continuoit encore au cinquième siecle. Salvien & Gennade Prestres de Marseille, & saint Apolinaire Sidoine, évêque d'Auvergne, appellent Evêque, Claudien qui n'étoit qu'Archidiacre & Prestre de l'Eglise de Vienne. Ce n'est point par erreur qu'ils lui ont donné ce nom, ils sçavoient parfaitement ses emplois. Claudien étoit contemporain de Gennade & ami particulier de Salvien & de S. Sidoine. C'est en suivant le même usage, que l'on a appelé Evêque saint Just, qui étoit seulement Archidiacre & Prestre de Clermont, que l'on a dit Salvien & Gennade évêques de Marseille, quoiqu'ils n'en fussent que Prestres, & de même plusieurs autres dans l'Antiquité. S. Sidoine dont j'ai parlé communique ce nom honorable à tous les Prestres de l'Aquitaine, & l'on voit qu'il appelle Evêques, ceux que nous distinguons présentement par le nom de Curés.

§. III. *L'on a pensé dans le sixième siecle & les quatre suivans, ainsi que dans les cinq siècles precedens, que le Texte de l'Apôtre Act. 20. Prenez garde à vous-mêmes & à tout le Troupeau, &c. s'adressoit aux Curés d'Ephese.*

V I. Siecle
Primasius.

Primasius évêque d'Adrumet, vers le milieu du sixième siecle aussi précis que les SS. Peres dont je viens de rapporter le temoignage, enseigne que par le nom d'Evêque, l'Ecriture entend les Prelats du premier Ordre & les Prestres, ce qu'il prouve par le chapitre 1. de l'épître de saint Paul aux Philippiens & par le chapitre 20. des Actes. (a)

(a) Voyez S. Sidoine, lib. 4. Epist. 11. & lib. 7. Epist. 6. avec les Notes de Savaron & du Pere Sirmond sur ces deux Epistres.

(b) Cum Episcopis & Diaconibus, Presbyteros hic non solum Pontifices, sed & Presbyteros

intelligimus. Non enim in una civitate plures erant Episcopi. Hoc etiam in Apostolorum Actibus invenitur. *Primasius in Epist. Pauli ad Philipp. 1. v. 1.*

S. Isidore évêque de Seville, au commencement du septième siècle, ne fait point difficulté de reconnaître que l'Apôtre donne communément le nom d'Évêque aux Prestres & particulièrement dans le chapitre 20. des Actes v. 28. (a)

VII. Siècle
S. Isidore.

L'Auteur de l'Opuscule des sept degrés de l'Eglise (b) que l'on trouve avoir été cité des le neuvième siècle par Hincmar Archevêque de Reims, sous le nom de saint Jérôme, que plusieurs disent du septième siècle, & dont Gratiën a fait un des chapitres de son Decret *dist. 95. c. 6.* aussi formel que saint Chrysostome, saint Jérôme, Theodoret, &c. nous dit que dès le commencement les Prestres ont jugé des affaires Ecclesiastiques, qu'ils ont assisté aux conciles des Evêques & ont porté le nom d'Evêque, ainsi qu'il paroît par saint Paul. *Epist. ad Tit. Epist. ad Philipp. 1. & Act. Apostolor. 20.* mais que les Evêques quine veulent pas imiter Jesus-Christ qui a lavé les pieds à ses Apôtres, haïssent cenom dans les Prestres.

Le venerable Bede, au commencement du huitième siècle, dit nettement que ceux que l'Apôtre fit venir d'Ephese à Milet, & à qui il donne le nom d'Evêques, étoient les prestres d'Ephese, & qu'il les appelle Evêques, parceque la dignité de Prestre suit de près celle d'Evêque & est presque semblable en beaucoup de choses. (c) & que l'usage étoit alors de donner le nom d'Evêque aux Prestres. (d)

VIII. Siècle
Bede:

Le second concile de Nicée dell'an 787. que nous comptons pour le septième general, apprend à toute l'Eglise que le Heraut dela verité, Paul ce divin Apôtre (Act. 20.) propose comme une regle certaine aux Prestres des Epheliens, ou plutôt à la multitude universelle des Prestres & leur dit ces excellentes paroles: (Act. 20.) Je n'ai desiré de recevoir de personne, ni argent, ni or, ni habit... je vous ai montré en toutes manieres qu'il faut en

1. Concile
de Nicée
septième
general.

(a) Paulus Apostolus eosdem Presbyteros ut vere Sacerdotes sub nomine Episcoporum asserit, loquens ad Titum, &c. Er in Actibus Apostolorum, Presbyteros Ecclesie, Hierosolymam iturus congregavit, quibus inter cetera: videte, inquit, *gregem in quo vos Spiritus Sanctus Episcopos ordinavit, &c.* S. Isidorus Hisp. lib. 2. de Offic. eccl. cap. 7. de Presbyteris.

(b) Ab initio, ut legimus, negotiorum Judices esse mandati sunt Presbyteri interesse Sacerdotum Concilio, quoniam & ipsi Presbyteri ut legimus. Episcopi nuncupantur secundum quod scriptum est ad Titum: Hujus rei gratia, &c. Videt ergo Presbyterum, Episcopum dici, & Apostoli Pauli esse sententiam... & alibi ad Majores natu: Qui vos posuit Episcopos regere Ecclesiam suam. Philippis certe una Macedoniarum civitas est. Et cum ibi Paulus Episcopos & Diaconibus scripsit: quid nisi eos qui præsunt Presbyteri, Episcopos vocat? Denique & Apostolus Joannes Episco-

pus scribit: sentio electæ Domini quam ego diligo in veritate. Nam Presbyter ætatis est nomen, Episcopus dignitatis. Salomon quoque ait. Presbytero humilia animam tuam. Sed oderunt hoc Sacerdotes superbi in Presbyteris nomen, qui nolunt esse hoc quod Christus qui Discipulorum pedes lavit. *Anter. lib. de 7. gradib. eccl. cap. de sexto gradu eccl. dist. inter opera D. Hieron. tom. 5. edit. nova.*

(c) In quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos. Dixerat enim supra, Presbyteros Ephesi Miletum vocatos, quos nunc Episcopos id est super inspectores nominat. Non enim una civitas plures Episcopos habere posuit, sed eosdem Presbyteros, ut vere Sacerdotes sub nomine Episcoporum significat. Conjunctus enim gradus, & in multis pene similis. Bede, in Act. Apostolor. c. 20.

(d) Primis Ecclesie temporibus, ut apostolica scriptura testis est, utrique Presbyteri, utriusque vocabantur Episcopi. Bede in Luc. 20.

travaillant ainsi, aider les foibles. *Præco veritatis Paulus divinus Apostolus, quendam veluti canonem Ephesiorum Presbyteris imponens, vel universa potius Sacerdotali multitudini, sic libere dixit: argentum, vel aurum, vel vestem nullius comprui, omnia vobis ostendi, quod oportet sic laborantes, infirmos suscipere, data beatus existimantes. Quæ circa, &c.*

Ces paroles: *Act. 20. Je n'ai désiré de recevoir, &c.* ayant été adressées par l'Apôtre aux prestres d'Ephèse, & dans leur personne à tous les Prestres, selon le second concile de Nicée: celles-ci, *Prenez donc garde à vous-même, & à tout le Troupeau sur lequel le Saint-Esprit vous a établis Evêques pour gouverner l'Eglise de Dieu*, qui précèdent immédiatement dans le discours de l'Apôtre, n'ont pas été dites à d'autres qu'aux Prestres selon le concile de Nicée.

Un témoignage aussi précis d'un Concile œcumenique, que l'Apôtre parloit aux prestres d'Ephèse & dans leurs personnes à tout l'ordre Sacerdotal, *Ephesiorum presbyteris, vel universa potius Sacerdotali multitudini sic libere dixit*. convainc certainement de temerité, le Theologien moderne, (a) qui pour affoiblir les autorités si respectables des SS. Peres que je produis, a l'assurance de nous dire, & d'en faire garant l'Eglise: "De grands auteurs tiennent que les Prestres dont il est fait mention *Act. 20.* étoient Evêques de nom & d'effet, & leur sentiment est d'autant plus à suivre que l'Eglise qui juge sûrement du vrai sens de l'Ecriture, semble l'avoir adopté. En effet dans les deux endroits où le concile de Trente rapporte l'exhortation de l'Apôtre, il n'est parlé que des Prestres du premier Ordre.

Ainsi parle le Theologien, sans avoir fait cette reflexion, que les Auteurs ne font pas toujours grands en ce qu'ils écrivent, qu'ils sommeillent quelquefois dans leurs écrits, & que leur grand sçavoir & toute leur littérature ne font rien, & éclipsent quand l'Eglise & la Tradition qui jugent sûrement & souverainement du vrai Sens de l'Ecriture, ne semble pas l'avoir adopté, mais ont interprété clairement que l'Apôtre *Act. 20.* parloit aux prestres des Ephesiens, ou plutôt à la multitude entière des Prestres.

Theodul. Theodulfe évêque d'Orléans, (b) parlant aux Curés de son Diocèse, reconnoît avec beaucoup de sincérité, que dans les commencemens de l'Evangile, il n'y avoit point eu de différence entre les Evêques & les Prestres. Je ne dirai pas que Theodulfe évêque d'Orléans a cru que les Evêques, tels que nous les avons aujourd'hui, & les Prestres étoient autrefois égaux dans tous les pouvoirs & dans toutes les fonctions, au moins il est certain que les deux noms se donnoient indifféremment à ceux que nous appelons aujourd'hui Prestres seulement, & ne désignoient peut-être que les Prestres, le nom d'Apôtre ayant été donné alors à ceux qui se glorifient de leur avoir succédé ainsi que le remarque Theodoret.

Elie de Crete. Elie Archevêque de Crete, à la fin du même siècle, enseigne de même dans

(a) Voyez le Ministère de l'Absolution, ou le Pouvoir de Confesser par le pere Bernard d'Aras, Capucin, Chap. 2. art. 2. sect. 3.

(b) Nulla enim in primo tempore prædica-

tionis Apostolorum distantia fuit inter Episcopos & Presbyteros. Theodulf. Aurel. Capitulum 2. Miscell. Baluzii lib. 7. pag. 42.

ses Commentaires sur S. Gregoire de Naziance, que les noms d'Evêque & de Prestre sont des noms communs, qu'on a appellé Prestres les Evêques, comme l'on a donné le nom d'Evêque aux Prestres, que cela est constant par l'Ecriture, & que si on ne veut pas le reconnoître, il faudra dire, ce qui est absolument faux, qu'une Ville avoit plusieurs Evêques. (a)

Le concile d'Aix-la-Chapelle de l'an 816. (b) & dont le témoignage est d'autant plus respectable, que c'est un Concile presque general, composé des évêques de France, d'Allemagne & d'Italie, c'est-à-dire de la Primatie des Gaules & de Germanie, de la Metropole de Milan & du Patriarchat de Rome, n'a pas entendu autrement le *texte des Ailes ch. 20.* Je vois même que les Peres de ce Concile, par une conduite fort differente de celle que quelques Evêques tiennent aujourd'hui, se sont comme un devoir auprès de l'Empereur Louis le Debonnaire de relever le second Ordre, de l'égaliser presque au premier, & de publier tout ce que saint Isidore, deux siècles avant, en avoit dit de plus honorable, & que bien loin de détourner les paroles de S. Paul *Ait. 20.* pour les appliquer aux seuls Evêques, ils entendent le texte sur le texte, pour montrer que l'Apôtre donne communément aux prestres le nom d'Evêque; qu'ils sont appellés avec les Evêques à la dispensation des saints Mysteres & à l'instruction des peuples, & qu'ils reçoivent du Saint-Esprit leur Mission, ainsi que les SS. Canons mêmes l'attestent.

Amalaire diacre de Metz, qui vivoit du tems du concile d'Aix, dit toutes les mêmes choses dans ses livres des offices Ecclesiastiques, (c) & encore plus en faveur des Prestres.

IX. Siècle
concile
d'Aix 816.

Amalaire.

(a) *Olim enim Presbyteri & Sacerdotes indifferenter Episcopi vocabantur, & item Episcopi, Sacerdotes. Quod quidem cum ex multis quoque aliis locis aperte constet, tum etiam ex magno Apostoli ad Philipp. epistola, in qua perspicue Coepiscopus Presbyteros appellat: ait enim, Paulus & Timotheus servi Jesu-Christi, omnibus Sanctis, qui sunt Philippis, Coepiscopi & Diaconis. Nisi enim hæc ad hunc modum intelligamus, quoniam pactio in una civitate multos Episcopos esse existimabimus? Elias Greten, in S. Greg. Naz. orat. 23.*

(b) Presbyteri autem interpretantur seniores, quia seniores ætate. Græci Presbyteros vocant. His enim fuit Episcopis dispensatio Misteriorum Dei commissa est. Præfunt enim Ecclesiæ Christi & in confectione divini Corporis & sanguinis consortes cum Episcopis sunt, similiter & in doctrina Populorum & in officio prædicandi, sed solum propter auctoritatem summi Sacerdotis, Clericorum ordinatio & consecratio reservata est, ne à multis Ecclesiæ disciplinam vindicantem concordiam solveret & scandala generaret. Nam Paulus Apostolus eosdem Presbyteros ut vere Sacerdotes sub nomine Episcoporum ita advenit loquens ad Titum: *Hujus-*

inquit, rei gratia reliqui te Creta, ut ea qua de jure corrigas & constituas per civitates Presbyteros quemadmodum ego tibi disposui. Si quis sine crimine est, unius uxoris vir filios habens fideles, non in occasione luxuria, aut non subditi, oportet enim Episcopum sine crimine esse. Qua sententia ostendit Presbyterum etiam sub nomine Episcopi taxari. Unde & ad Timoth. de Ordinatione Episcopi & Diaconi scribens, de Presbyteris omnino tacuit, quia eos in Episcoporum nomine comprehendit. Secundus enim Primo conjunctus est gradus, sicut & ad Philipp. Episcopis & Diaconibus scribit, cum una civitas plures Episcopos habere non possit. Et in Actib. Apostol. Presbyteros Ecclesiæ, iturus Hierosolymam congregavit, quibus inter cetera ait: Videte gregem in quo vos Spiritus Sanctus Episcopos ordinavit, unde etiam tales in Ecclesiâ Presbyteros constituendos esse sicut Episcopos & Apostolus ad Titum loquitur & Canones ipsi testantur. Conc. Aquisgr. 816. lib. 1. c. 8. Conc. Labb. 10. 7. p. 1317.--- S. Isidor. Hist. de off. eccl. lib. 2. c. 7.

(c) In quo ordine essent Presbyteri tempore Apostolorum, discamus ex auctoritate sancto-

Raban
Sedulius
Haimon.
Hincmar.

Raban archevêque de Mayence, (a) vers le milieu du même siècle, Sedulius, (b) auteur du quinzième siècle, selon quelques-uns, mais plus vraisemblablement du neuvième selon d'autres, Haimon évêque d'Alberstat en 841. (c) & Hincmar archevêque de Reims (d) reconnoissent également que dans les premiers tems les Prêtres portoient le nom d'Evêque, & entre plusieurs textes qu'ils donnent en preuve, ils disent que celui de saint Luc, *Act. 20. 28.* le prouve manifestement, & qu'une Ville ne pouvant avoir plusieurs Evêques; saint Paul n'entend parler que des Pasteurs, lorsqu'il fait mention des Evêques d'une Ville.

X. Siècle
Auxilius.

Auxilius vers l'an 900. (e) ou peu après suit le même sentiment, sçavoir que les noms de Prêtres & d'Evêques, signifient une même chose.

Ecumenius.

Ecumenius (f) dit expressement, en expliquant le *ψ. 28. du chap. 20. des Actes*, qu'il est ordinaire à l'écriture de donner le nom d'Evêque aux Pres-

rum Patrum. Dicit Ambrosius in tractatu super Timotheum. Opinabatur quisvis usum divinarum non habens scripturarum, B. Paulum Presbyteros prætermississe, sed non ita se res habet, illa enim quæ de Episcopo in anterioribus dixit, etiam & de illis dicit, qui nunc nominantur Presbyteri, eo quod antiquis temporibus utrisque nominibus vocabantur Presbyteri, &c. Et Hieronimus... in Adibus Apostolorum scriptum est, quod cum venisset Apostolus Paulus Miletum miserit Ephesum & vocaverit Presbyteros ejusdem Ecclesiæ, quibus postea inter cætera sit locutus: *Attendite vobis & omni gregi, in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos pascere Ecclesiam Domini. Amalaricus de Eccl. offic. lib. 2. c. 23.*

(a) Rabanus, *de instit. Cleric. lib. 2. c. 6.*
— & *Comment. in Epist. Pauli lib. 23. cap. 1.*

(b) Sedulius, *in Epist. ad Titum c. 1. Bibl. Pat. Lugdun. tom. 6.*
(c) Qui sunt Philippis cum Episcopis, id est cum Presbyteris, quia una civitas non potest habere plures Episcopos. *Haimo Halberstat. in Epist. ad Philipp. 1. Bibl. Pat. Lugd. tom. 8. videq. eund. in Act. Apost. c. 20.*

(d) Tamen primis Ecclesiæ temporibus utrique Presbyteri, utrique vocabantur Episcopi, quorum uni sapientie maturitatem, alii industriam curæ Pastoralis significavit, quorum licet in quibusdam sine discretæ officia dignitatum, uno nomine sacræ regulæ comprehendunt. *Hincmar. Remens. tom. 2. pag. 218.*

Qui scilicet Episcopi & Presbyteri in primordio nascentis Ecclesiæ, & usque ad non parvum tempore progressum uno nomine in singulis officiis vocabantur, sicut in Epistola Petri, Joannis & Pauli manifestatur, & sicut

Hieronimus ad Evagrium Presbyterum ex auctoritate scripturæ uni ostendit. *Item. 33. epist. quinquaginta quinque Capitalium ad v. Hincmar. London. c. 10.*

(e) Nam quod Presbyter ipsum sit quod est Episcopus, testis est B. Hieronimus in Epist. 85: dicens, audio quemdam, &c. (refert textum Hieronymi ut supra scilicet. 1. quo relato proseguat) Nos autem reverentiam ad id quod credimus. Ecce probabilibus documentis patefactum est, quod ipsum sit Presbyter, quod est Episcopus. *Auxilius apud Morin. de sacris Ordinib. part. 2.*

(f) Quoniam læcet plerisque Consuetudo. Maxime novi Testamenti, Episcopos, Presbyteros vocans, & Presbyteros, Episcopos. Ostendendum hoc hinc est, & ex Epist. ad Titum. Adhuc autem & ex eis quæ sunt ad Philipp. & ad Timoh. 1. & quidem ex hoc loco Actuum facile est hoc persuaderi. Sic enim scribitur: *Mileto autem Ephesum nuntius missus vocabat Presbyteros Ecclesiæ. Et non dixit Episcopos. Deinde infert: in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos pascere Ecclesiam. Ex ex Epist. ad Titum. Constituit per eos utentes Presbyteros, sicut ego ordinavi. Ex Epist. ad Philipp. His qui sunt Philippis cum Episcopis & Diaconis, &c.*

Attendite igitur vobis & omni gregi, in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos pascere & regere Ecclesiam Domini, &c. Advertendum autem quod eos nunc appeller Episcopos, quod in superioribus dixit Presbyteros: aut ideo quod Presbyteros necesse est super rationales Ecclesiæ greges in specula esse ne quis infirmetur, ne quis esuriat aut sitiat, si quis indigeat correptione aut nutritione: aut Episcopos vocat hic, eos qui videntur Episcopi, *Ecumenius in Act. Apost. cap. 20.*

tres. Il remarque que saint Paul après avoir appelé Prestres, ceux qu'il fit venir d'Ephese à Milet, les avertit ensuite, que le Saint-Esprit les avoit établis Evêques dans l'Eglise, & que l'Apôtre leur donne le nom d'Evêque, parcequ'il est du devoir des Prestres de veiller continuellement sur les Troupeaux raisonnables, & de prendre garde qu'aucun ne chancelle dans la Foi & ne manque de nourriture, ou si l'on veut, saint Paul appelle ici Evêques ceux de l'Assemblée qui étoient véritablement Evêques. C'est sur quoi Ecumenius n'appuie point, il laisse la liberté de suivre l'un ou l'autre de ces deux sens, mais il ne traite point de temeraires ceux qui s'attachent au premier. Il semble même que c'est celui qu'il prefere & qu'il établit comme le véritable sens dans son commentaire sur l'Epiître de saint Paul aux Philippiens 1. 1. 1.

§. IV. Les Interprètes des 11. 12. 13. & 14. siècles, établissent également que l'Apôtre Act. 20. parloit aux Curés d'Ephese, qu'il leur a donné le nom d'Evêque, & qu'il a reconnu que les Prestres sont établis pour prendre part au gouvernement de l'Eglise.

Theophylacte évêque d'Acride en Hongrie, qui vivoit à la fin du xi. siècle XI. Siècle écrivant sur le chapitre 20. des Actes, copie mot-à-mot ce que je viens de rapporter d'Ecumenius. (a) Theophylacte.

Le même Auteur, sur ces paroles de l'épître aux Philippiens, *Coepiscopis & Diaconis*. Nous apprend qu'il n'y avoit qu'un Evêque dans les Villes; que les noms d'Evêque & de Prestre, n'étoient point distingués du tems de saint Paul, & que l'on donnoit celui d'Evêque aux Prestres, à cause de l'inspection qu'ils ont sur le peuple, à cause du soin qu'ils en prennent & de la fonction qu'ils font de purifier & d'éclairer ceux qui en ont besoin. (b)

(a) *Evocavit seniores Ecclesia.* Quoniam vulgo incognita est consuetudo maxime Novi Testamenti seu dispositionis Evangelicæ, qua Consuetudine Episcopi Presbyteri seu natu majores nominantur & contra Presbyteri, Episcopi: Etiam hoc notatum est quum ex hoc loco, tum ex Epist. ad Titum. Præterea etiam ex Epist. ad Philipp. Scire item poterimus an etiam ex eo, quod consequens atque consentaneum est, idem colligendum sit etiam ex Epist. 1. ad Timoth. & ex Actib. quidem de hac re fides fieri potest. Scriptum est enim sic: Ex Milet autem Ephesus nuntiis missi evocavit Presbyteros Ecclesia, ac non dixit advocasse illum Episcopos. Deinde subjungit: In quo grege Spiritus Sanctus vos posuit Episcopos ad pascendum Ecclesiam Domini ac Dei. Ex Epist. autem ad Titum: Et constitues per singulas civitates, inquit, Presbyteros quemadmodum ego tibi præcelsi. Ex Epist. ad Philipp. Paulus & Timotheus servi Christi Jesu qui sunt Philip-

pis una cum Episcopo & Diaconis, &c.

Cui vos Spiritus Sanctus præposuit Episcopos, A Spiritu Sancto, inquit, ordinationem habetis. Notandum est autem eos quos supra vocavit Presbyteros, id est seniores hic vocat Episcopos id est inspectores & Rectores, aut quia Presbyteri quoque necesse habent ut inspectant Eccle. & ratione prædicos greges, num quis ex iis infirmus sit, num quis elutiat aut suat, aut reprehensione atque animadversione opus habeat, quale est illud præceptum: Reprehende, increpa, adhortare, consolare, aut etiam Episcopos hic, Episcopos dicit. Theophylact. in Act. 20.

(b) *Coepiscopis & Diaconis*, *Coepiscopis* grandiores rari appellavit, non enim in una urbe multi Episcopi fuerunt: Nondum enim erant distincta nomina: Verum Episcopi Diaconi etiam & Presbyteri vocabantur. . . . Rursus Presbyteri, Episcopi etiam dicebantur, ut qui & ipsi populum inspectarent, ejusque ge-

Ives de
Chartres
Lancfranc.

Yves évêque de Chartres, sur la fin du XI. siècle, & le bien-heureux Lancfranc abbé de saint Etienne de Caën en 1063. & élu archevêque de Cantorbrie en 1070. nous disent aussi; celui-ci (a) sur l'épître aux Philippiens, & Yves de Chartres, (b) en parlant aux Curés de son Diocèse, que les Prestres autrefois étoient compris sous le nom d'Evêque, & que si cela n'étoit pas, il y auroit eu dans une seule Ville plusieurs Evêques; ce qui n'a jamais été permis.

XII.
siècle. An-
selme
doyen de
Laon.

Anselme doyen de Laon, auteur de la Glose ordinaire, qui est jointe avec celle de Nicolas de Lira, enseigne dans son commentaire sur saint Paul, que lorsque l'Apôtre, écrivant aux Philippiens, saluë leurs Evêques, il parle des Prestres de cette Ville; que saint Paul appelle ordinairement les Prestres, Evêques, & qu'il a voulu, en donnant ce nom aux Prestres de Philipes marquer la dignité & l'excellence des Prestres. Cet Auteur ajoute, que quoique le nom d'Evêque soit presentement réservé au premier Ordre, il est cependant véritable & d'institution apostolique, que tous les Prestres sont Evêques dans un sens, parceque le mot d'Evêque signifie surveillant, & qu'il est du devoir des Prestres de veiller sur le Troupeau que le souverain Pasteur a commis à leurs soins. (c)

S. Bruno
de Signi.

Saint Bruno, évêque de Signi dans le même siècle, enseigne ainsi que les précédens Interprètes dans un ouvrage attribué à Saint Bruno Instituteur des Chartreux, qu'il est du style de l'Apôtre de donner aux prestres d'une Ville le nom honorable d'Evêque, & qu'il est sans conséquence pour le premier Ordre d'appeller Evêques, les Prestres, lorsque Saint Augustin reconnoît qu'un Pere de famille, qui par état est obligé de veiller sur ses enfans & ses domestiques est Evêque dans sa maison. (d)

serent curam, ut purgarent eos quos esset necesse. *Idem in Epist. ad Philipp. c. 1. v. 1.*

(a) Oportet enim Episcopum sine crimine esse. Quia sententia ostendit etiam Presbyteros sub Episcoporum nomine teneri. Unde & ad Timotheum, de ordinatione. Episcopi & Diaconi feribit, de Presbyteris vero tacuit, sub nomine Episcoporum cum intelligit. *Ivo Carnoten. ferm. de excellent. sacr. Ordin. & de vit. Ordinand.*

(b) Cum Episcopis, Episcopus dixit qui nunc Presbyteri dicuntur, nec enim hujus ordinis fas erat multos esse in una civitate. *Lancfranc. Cantuar. in Epist. ad Philipp. 1. 1.*

(c) Omnibus Sanctis qui sunt Philippi, id est omnibus subditis, cum Episcopi, id est Presbyteris. Et Diaconibus. Id est minoribus, cum majoribus, Episcopos namque pro Presbyteris more suo posuit. Non enim plures Episcopi in una civitate erant, neque Presbyteros intermitteret, ut ad Diaconos descenderet. Sed dignitatem & excellentiam Presbyterorum

declarat, eum eosdem qui Presbyteri sunt, Episcopos esse manifestat. Quod autem postea unus electus est qui ceteris praeponeretur, in schismatis remedio factum est, ne unusquisque ad se trahens Christi Evangelium, rumperet & unitatem, nam & Alexandria à Marco evangelista usque ad Dionysium Episcopum, Presbyterum unum de se electum, & in excelso loco & gradu collocatum, Episcopum nominabant, quomodo si exercitus Imperatorem faciat, aut Diaconi eligant de se quem inducitur noverint, & Archidiaconum vocent. Constat ergo Apostolica institutione omnes Presbyteros esse Episcopos, licet nunc illi Majores hoc nomen obtineant. Episcopus enim super intendens dicitur & omnis Presbyter debet intendere curam super oves sibi commissas. *Anselmus laudunen. in epist. ad Philipp. 1. v. 1.*

(d) Scribunt Omnibus sanctis, id est subditis. Cum Episcopi. Id est & Episcopis & Diaconibus in eadem Ecclesia. Hic per Episcopos, accipimus Presbyteros, cum in eadem

L'Auteur.

L'Auteur des offices de l'Eglise, sous le nom d'Alcuin, qui vivoit au xii. siecle, dit comme tous les autres, que dans les premiers tems les Prestres étoient appelés Evêques, mais que par une dispensation assez utile, l'on a par honneur au premier Ordre, & pour en relever la dignité, réservé le nom d'Evêque à ceux que l'on appelle Pontifes. (a)

Alcuin.

Hugue de Saint Cher, auteur de la concordance de la Bible, docteur de Paris, & depuis Cardinal qui vivoit au milieu du xiii. siecle, nous dit dans ses Postilles sur les Actes que ceux à qui l'Apôtre adresse la parole *Actes 20.* & qu'il appelle Evêques étoient les anciens d'Ephese, c'est-à-dire les Prestres, qu'il n'y avoit point plusieurs Evêques dans une Ville, mais que les deux Ordres se suivent de près & se ressemblent en beaucoup de choses. (b)

XIII. siecle. Hugue de S. Cher.

Saint Thomas, aussi précis que les SS. Peres & les Interpretes que j'ai rapportés, dit comme eux, que saint Paul a honoré du nom d'Evêque, les prestres de l'Eglise d'Ephese. (c) L'Ordre des Prestres dit encore saint Thomas, (d) differe de celui des Evêques, les uns étant successeurs des Apôtres, & les autres ayant seulement succédé aux *LXXII.* Disciples. La distinction des deux Ordres, ajoute-t-il, est constante dès le commencement, mais il n'en est pas de même des noms des deux Ordres, on les a confondus dans le premier siecle, & on

S. Thomas.

civitates non sit putandum plures esse Episcopos vel si etiam Philippi regio esset diversas habens civitates, absurde transferre ab Episcopis ad Diaconos, intermissis Presbyteris Nec absurdum est si Sacerdotes dicantur Episcopi, eum secundum Augustinum quilibet pater familias, quia super intendit domui, Episcopus possit dici. S. Bruno in *epist. ad Philippo 1. n. 1.*

(a) Sciendum autem, quod primis Ecclesiarum temporibus etiam Presbyteri, Episcopi vocabantur. Sed postmodum utilitatis provisione constitutum est, ut hoc nomen solis Pontificibus tribuatur, quo majoris gradus excellentia erefcat, & minor ordo mensuræ suæ limitem recognoscat, sique differentia in vocabulis sicut præcellens locus honoris, &c. *Pseudo-Alcuinus de Div. offic. cap. de Ton. ur. Cleric.*

(b) A Mileto autem mittens Ephesum vocavit Majores. Majores, in Græco Presbyteros. *Attendite vobis & universo gregi in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos regere Ecclesiam Dei.* Episcopos, speculatores: non propter nomen solum vel honorem, sed regere Ecclesiam Dei non vestram. Non quod una civitas plures habuerit Episcopos, sed quos supra Presbyteros Ephesi, nunc dicit Episcopos, conjunctus est enim gradus & in multis similis. *Hugo à S. Caro in Act. 20. — videtur enim de in *epist. ad Philipp. 1.**

(c) Ad primum ergo dicendum quod de

V. PARTIE.

Presbytero & Episcopo dupliciter loqui possumus. Uno modo quantum ad nomen & sic olim non distinguebantur Episcopi & Presbyteri. ... Unde & Apostolus communiter utitur nomine Presbyterorum quantum ad utroque cum dicit. *1. ad Timoth. 5.* Qui bene præfuit Presbyteri duplici honore digni habeantur, & similiter etiam nomine Episcoporum: Unde dicit *Act. 20.* Presbyteris Ephesum Ecclesia loquens; *Attendite vobis & universo gregi in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos regere Ecclesiam Dei,* sed secundum rem semper inter eos fuit distinctio, &c. S. Th. 2. 2. q. 184. a. 6. ad 1.

(d) Majores autem tangit dicens, *cum Episcopis*, &c. Quæstio est. . . cur intermixtit Presbyteros. Respondetur: Discendum est, quod comprehenduntur cum Episcopis, quia in una civitate non sunt plures Episcopi: unde dicens in plurali, dat intelligere etiam Presbyteros. Et tamen est alius ordo, quia ex ipso Evangelio hoc legitur, quod post designationem *xii.* Apostolorum quorum personas gerunt Episcopi, designavit *LXXII.* Discipulos quorum locum Sacerdotes tenent. Dionysius etiam distinguit Episcopos & Sacerdotes. Sed in principio licet ordinem fuerint distincti, non tamen nomina ordinum, unde hic comprehendit Presbyteros cum Episcopis.

Idem in *epist. ad Philipp. 1. v. 1.*

XXX

Guillaume
Durand.

appelloit Evêques, comme il paroît par S. Paul, ceux qui n'étoient que Prêtres, Guillaume Durand, dans le Rational des divins offices, tient également que les Prestres ont été honorés du nom d'Evêque au commencement de l'Eglise, & cet Auteur quoiqu'Evêque ne fait aucune difficulté de reconnoître après saint Augustin referé au canon *Quamquam*. 2. q. 7. qu'il y a des Prestres d'un merite & d'une capacité beaucoup superieurs aux Evêques. *Durand. Rational. divin. offic. lib. 2. c. 11. n. 15. & n. 16.*

Synode
d'Excester.

Le synode d'Excester en Angleterre l'an 1287. compare le synode Diocésain composé d'un Evêque & de Prestres, à l'assemblée des Prestres d'Ephèse, assemblés à Milet par l'Apôtre. (a)

L'Eglise
de Limoges.

L'Eglise de Limoges, dans l'ordre de son Synode, donné sur un ancien Ms. par Doms Martene & Durand dit en termes aussi formels, que saint Paul *Ad. 20.* a marqué la dignité des Prestres lorsqu'il leur donne à tous le nom d'Evêque, & qu'il a autorisé les Synodes composés d'un Evêque & de plusieurs Prestres. (b) Saint Paul n'avoit donc assemblé à Milet que des Prestres, à la maniere que l'Evêque assemble aujourd'hui les Curés & auxquels, lorsqu'il sont assemblés, un Evêque à la maniere de l'Apôtre peut dire, avec vérité & sans s'exclure lui-même, comme saint Paul ne s'excluoit pas en le disant aux Prestres d'Ephèse: "Prenez garde à vous & à tout les Troupeau sur le quel le "Saint-Esprit vous a établis Inspecteurs pour gouverner l'Eglise de Dieu.

Jean de Tribourg de l'ordre de saint Dominique & évêque en Hongrie l'an 1302. dans ses Scholies sur saint Raymond l. 3. tit. 27. reconnoit avec le canoniste Hugue sur la *Dist. 14. c. legimus.* que du temps des Apôtres le nom d'Evêque étoit commun aux deux Ordres, mais qu'il est plus veritable d'assurer, quoique d'autres pensent autrement, que les Evêques ont eu dès le commencement des fonctions non communes aux Prestres & qu'ils leurs étoient Superieurs.

XIV. Sie-
cle. Nicolas
de Lira.

Nicolas de Lira dans le quatorzième siecle sur cet endroit des *Actes 20. 28.* a cru que le nom d'Evêque, donné par l'Apôtre aux anciens d'Ephèse, déligne non seulement les Prestres d'Ephèse, mais encore tous les autres ministres de cette Eglise, ce qui certainement est dire beaucoup plus que n'ont dit les autres, & communiquer à de simples Diacres le nom d'Evêque. (c)

Le même Interprete, expliquant ces mots de l'épître aux Philippiens 1. 1. *Cum Episcopis.* enseigne que ce mot employé au pluriel, marque les Prestres de Philippes, ainsî que la Glose l'assure, ou si l'on veut designe l'évêque de la ville de Philippes, avec tous les Prestres, parceque le nom d'Evêque ne signifie qu'un Surveillant, fonction qui convient aux Evêques & aux Curés,

(a) Concil. Labb. tom. xi. pag. 1265.

(b) In ipso autem tertio die legitur in Synodo lectio actuum Apostolorum in qua auctoritas Synodi celebrandæ est cum Episcopo & multis Presbyteris, ubi oratio positæ genibus in Synodo commendatur, ubi dignitas Presbyterorum manifestatur, quæ omnes generaliter vocantur Episcopi. *Cod. Ms. S. Marialis Lemo-*

vici. apud Marten. de Antiq. eccl. ritib. 10. 3. lib. 3. c. d. 4.

(c) Attendite vobis & universi gregi in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos, id est ministros. Sub nomine enim Episcoporum intelliguntur alii Ecclesiæ ministri, unde Episcopus græce, super intendens est latine. *Nicolaus de Lira in Ad. 20.*

l'employ des uns & des autres étant de veiller sur les peuples qui leur sont-
commis. (4)

Richard archevêque d'Armarch parle ainsi : " S. Paul comme nous le li- Richard
sons dans les *Actes ch. 20* : étant à Milet, y fit venir les Prestres d'Ephese, d'Armarch,
" & quand il furent venus il leur dit : vous sçavez de quelle forte je me suis-
" conduit... Je n'ai point fui de vous annoncer toutes les volontés de Dieu.
" Prenez garde au Troupeau, sur lequel le Saint-Esprit vous a établis Evêques
" pour gouverner l'Eglise de Dieu qu'il a acquise par son Sang. Il est clair,
" continuë le S. archevêque d'Armarch, que l'Apôtre appelle Evêques, tous.
" les anciens de l'Eglise des Ephesiens, c'est-à-dire tous ceux qui prenoient
" soin des autres. (6)

Nous dira t'on ici comme on l'a dit à l'occasion d'un texte du même Au-
teur ; cité dans la consultation sur la Jurisdiction & Approbation, qui embrai-
ssoit un de ses Conscieurs. (c) " Ce Richard archevêque d'Armarch avoit des
" *sensiments particuliers & a enseigné des erreurs*. Ce grand homme étoit ami de
la verité & de la justice sans exception de personne, il soutenoit devant les Pa-
pes & au tribunal des Rois contre les Reguliers les droits des Curés, comme
droits certains & émanés de Dieu, au lieu que plusieurs Evêques de nos jours, à
l'imitation des Religieux Mandians d'autres fois, travaillent à les ruiner. Ce sont
là les prétendus erreurs de Richard archevêque d'Armarch jugées erreurs gros-
sieres au Tribunal de tout Evêque qui veut dominer sur son Clergé. (d) Richard
deffendoit la juridiction des Curés, & conservoit à l'entier tous leurs droits.

§. V. On prouve par les Interprètes des 15. 16. 17. & 18. siècles que
l'Apôtre *Act. 20.* parlant à des Prestres, les a appellés Evêques
établis par le Saint-Esprit sur le Troupeau pour le gouverner.

Denys le Chartreux auteur du xv. siècle, assure que si les Anciens, que
l'Apôtre fit venir d'Ephese à Milet, ont tous été de la ville d'Ephese, il ne
pouvoit y avoir plusieurs Evêques dans l'Assemblée, a moins que l'on n'ap-
pelle Evêques ceux qui n'étoient que Prestres, & c'est de là ajoûte l'Inter-
prête, que quelques-uns ont pris occasion de dire, que l'Apôtre avoit fait

XV. Siècle.
Denys le-
Chartreux.

(a) *Cum Episcopi & Diaconibus*. Per Episcopos in plurali intelliguntur Sacerdotes ut dicit hic Glossa, quia plures Episcopi non præstant unam civitatem. Possent etiam dici quod per Episcopos intelliguntur Sacerdotes cum Pontifice civitatis. Episcopus enim dicitur ab Epi quod est supra, & scopos, intentio, quasi succedens scilicet populo cui præest. Hoc autem competit tam Episcopis quam Presbyteris Curatis. * *Idem in epist. ad Philipp. c. 1.* --

quelques éditions n'ont point le mot, *Curatis*.
(b) Paulus sicut legitur *Act. 20.* In Mileto existens vocavit ad se Majores natu Ecclesiarum Ephesiorum qui cum venissent ad eum & simul essent dicentis : vos scitis à prima die, qua in-

gressus sum Asiam, qualiter, &c. Non enim sacerdos quominus armatorem consilium Dei vobis, & videte græcum super quo Spiritus Sanctus posuit vos Episcopos regere Ecclesiam Dei quam acquisivistis sanguine suo. Ubi planissime patet quod Majores natu civitatis Ephesiorum de Ecclesia vocat omnes, Episcopos scilicet omnes qui aliorum eam habebant. Unde nomen Episcopi non aliud importat. Idem enim est Episcopus quod super intendens sive speculator ex quo constat quod ultra potestatem nihil habet nisi Curam. *Armanum. in Quæstion. Armenorum. lib. 11. c. 5.*

(c) Voyez le Mandement de Sens, 1. Mai 1755.

Xxx 2.

venir à Milet tous les Prestres du Diocèse d'Ephese & peut-être de quelques autres Diocèses, (a)

Le même Denys, sur l'épître de saint Paul aux Philippiens chap. 1. entend ce mot *Episcopus*, de l'Evêque & des Prestres de la ville de Philippes, parce qu'on tient communément, ajoute cet Auteur, que le nom d'Evêque se donnoit aux Prestres dans la primitive Eglise, & que la fonction de veiller sur les autres, marquée par le terme d'Evêque, convient aux deux Ordres. (b)

S. Antonin. Saint Antonin au milieu du xv. siecle, dit nettement que l'on donne souvent le nom d'Evêque à un simple Prestre, & que saint Jérôme le prouve par le chap. 20. des Actes, où saint Paul parlant aux anciens d'Ephese, leur dit que le Saint Esprit les avoit établis Evêques, c'est-à-dire Prestres, parce qu'il ne doit y avoir qu'un Evêque dans une Ville. (c)

XVI. Sié- tre. Le cardinal Cajetan au commencement du seizième siecle, remarque que l'Apô- cle. Caje- tre appelle Evêques, ceux à qui saint Luc donne le nom de Prestres, le nom tan. d'Evêque étant un nom d'office, comme saint Paul l'a fort bien remarqué, quand il a dit à des Prestres, que le Saint Esprit les avoit établis Evêques pour gouverner l'Eglise de Dieu. (d)

Erasme. Erasme dans ses notes sur l'épître aux Philippiens, expliquant ces mots, *Cum Episcopi*, repete ce que tous les autres on dit, que S. Paul, pour faire honneur aux Prestres, les qualifie d'Evêques, puisqu'il n'y avoit, selon saint Chrysostôme qu'un Evêque dans les Villes. (e)

Statuts Synodaux de Poitiers. Les statuts synodaux de Poitiers de l'an 1544. par le cardinal de Givri, après avoir fait voir que le bon ordre de l'Eglise ne se soutient que par l'assemblée

(a) *In que vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos.* Si soli Christiani de urbe Epheso ibi fuerunt, non erant ibi multi Episcopi, nisi Episcopi, pro Sacerdotibus accipiantur. Unde aliqui dicunt convocasse Apostolum omnes Majores natu de Diocesi Ephesina, & aliis fortassis, nam id superioribus verbis innuitur, ubi ait: Omnes vos per quos transivi prædicant verbum Dei. Neque enim pertransiit solam Ephesinam Diocesim. Dionys. Carusiannus in not. Apost. 20.

(b) *Cum Episcopi & Diaconibus*, id est etiam Episcopis atque Diaconis mandant. Hi enim tuncnam principales post generale omnium designationem exprimantur. Porro ut Haimo assentit per Episcopos intelliguntur Presbyteri. Non enim in una Urbe plures Episcopi prædicabant, nec ab Episcopis ad Diaconos descendere prætermisissis Presbyteris nisi per Episcopos intelligeret Sacerdotes, unde dici solet, quod in primitiva Ecclesia Episcopi non distinguebantur a Sacerdotibus. Episcopus namque dicitur ab *Epi*, quod est supra & *scopus*, intentio. Sed hoc Episcopi convenit atque Presbyteris. Unde hoc loco per Episcopos Pres-

byteri & summus eorum, videlicet Pontifex Philippensium intelliguntur. Idem in epist. ad Philipp. 1.

(c) Sepe enim Episcopus ponitur pro simpliciter Sacerdote quod probat Hieronymus per id quod habetur Act. 20. ubi Apostolus loquens ad seniores civitatis Ephesi inquit, *posuit vos Spiritus Sanctus Episcopos*. id est Presbyteros. In una enim civitate non debet esse nisi unus Episcopus, sicut dicit Clemens Petrum instruisse Discip. 80. In illis. S. Antonin. 3. part. tit. 22. c. 4.

(d) A Miletu autem mittens Ephesum vocavit Majores natu. pro, Presbyteros. Attendite vobis & universi gregi in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos. Hinc apparet quod eisdem appellat hic Episcopos quos prius appellavit Lucas Presbyteros. Officii siquidem nomen est Episcopus, quod officium subjungit Paulus dicendo: Regere Ecclesiam Dei: &c. Thomas de vita Cajetani Cardinalis in Act. 20.

(e) *Cum Episcopi*. . . honoris enim gratia Presbyteros appellat Episcopos. Etenim ut indicat Chrysostomus, non erant unus civitatis plures Episcopi. Erasmus in epist. ad Philipp. 1.

des Conciles & des Synodes, & que les maux qui l'accabloient ne viennent que de l'omission de ces saintes Assemblées, reconnoissent d'une manière aussi claire que l'ancien ordre du synode de Limoges rapporté ci-dessus, que les anciens d'Epheèse qui saint Paul adresse ces paroles : *Attendite vobis & universo gregi*, &c. étoient des Prestres, qu'il exhorte à gouverner avec soin l'Eglise d'Epheèse. (a)

Barthelemi Caranza, dans son traité de la Résidence, imprimé à Venise l'an 1547. & le synode diocésain d'Ausbourg de l'an 1548. disent la même chose, que les statuts synodaux de Poitiers.

Le Memoire intitulé, la doctrine du sacrement de l'Ordre tirée des sentimens des Theologiens pour être examinée par les Peres dans la xv. sess. du concile de Trente indiquée au 25. Janvier 1552. & fixée ensuite au 19. Mars de la même année, mais qu'on n'y tint point, comme il paroît par les Sess. 15. & 16. Trente. la revolution qui arriva dans cestems en Allemagne ayant fait suspendre le Concile & différer l'examen de la doctrine de sacrement de l'Ordre jusqu'à la session 23. de l'an 1563. ce Memoire, dis je, redigé par les Theologiens les plus distingués qui fussent alors & envoyé par Vargas à l'évêque d'Arras, entend des seuls Prestres du second Ordre le passage des Actes chap. 20. v. 28. il en fait la preuve de la validité fixe & permanente du Sacerdoce dans ceux qui sont ordonnés Prestres, & il y reconnoît que le Saint Esprit a établis les Prestres du second Ordre pour veiller sur le Troupeau & prendre part au gouvernement de l'Eglise.

Barthelemi Caranza.
Synode d'Ausbourg
Theologiens du Concile de Trente.

Doctrina de sacramento Ordinis confecta ex Sententiis Theologorum examinanda per Patres, &c.

Caput 3. de Ecclesiastica Hierarchia & Episcopi & Presbyteri differentia.

La doctrine du sacrement de l'Ordre, tirée des sentimens des Theologiens pour être examinée par les Peres, &c.

Chapitre 3. de la Hierarchie Ecclesiastique & de la difference de l'Evêque & du Prestre.

Docet deinde sancta synodus illos non esse audiendos qui docent Episcopos jure divino constitutos non esse, cum ex Evangelicis libris manifeste constet Christum Dominum Apostolos in quorum locum Episcopi subrogati sunt. per se ipsum evocasse, cosque ad Apostolatus gradum promo-

" Le saint Concile declare qu'il ne
" faut pas écouter ceux... qui nemet
" tent aucune difference entre les Evê-
" ques & les Prestres, estimant que les
" mêmes fonctions leur sont permises
" de droit Divin, &c. Il declare aussi
" qu'encore que les noms de Prestre &

(a) A Majoribus & predecessores nostris providè admodum inlicitum esse comperimus, ut Episcopi synodos solemnes sui Cleri singulis annis convocarent, &c. Hanc autem solemnem Sacerdotum ac Rectorum convocationem quam Synodum vocant, B. Paulum in Mileto fecisse refert Lucas in actib. Apostolor. Cum enim peragratis multis civitatibus ad solidiorem fidelium edificationem navigio per-

venisset Miletum, mittens inde Ephesum vocavit Majores natu illius Ecclesie, id est Presbyteros. Illis autem ad S. Paulum profectis atque in unum coactis eorum salutatem, ipse proposuit exhortationem hortando ut sedulam gubernando gregi dominico adhiberent curam seniores illi Ecclesiarum Rectores. Dicens : *Attendite vobis & universo gregi*, &c. Stat. Pictav. 1544. cap. 2.

"d'Evêque ayent été quelquefois
 "confondus dans l'Eglise primitive,
 "particulièrement au tems des Apô-
 "tres, parcequ'alors on ne recevoit
 "que peu de Prestres, qui ne fussent
 "aussi-tôt élus & consacrés Evêques,
 "cela n'empeschoit pas que les fonc-
 "tions de l'Episcopat & du Sacerdoce
 "ne fussent toujours distinctes & sepa-
 "rées, & que l'administration des sa-
 "cremens de l'Ordre & de la Confir-
 "mation, la consecration du Chrême
 "& des saintes Huiles, la benediction
 "des Autels & des Eglises n'appar-
 "tinssent toujours aux seuls Evêques,
 "& jamais aux seuls Prestres, de qui
 "le travail seroit vain & inutile, s'ils
 "s'ingeroient dans ces fonctions, &c.
 "Notre Redempteur... a fait con-
 "noître par diverses preuves qu'il ne
 "mettoit pas les soixante & douze
 "Disciples au même rang que les Apô-
 "tres, & qu'il preferoit ceux-ci que
 "les Evêques représentent aujourd'-
 "hui, aux autres en la place desquels
 "sont presentement les simples Pres-
 "tres, élus pour servir d'aides & de
 "conseil aux Evêques. En effet, qu'est-
 "ce que la Prétrise, ainsi que l'a écrit
 "le glorieux martyr Ignace, sinon le
 "saint établissement d'un conseiller
 "de l'Evêque, &c.

"Pour ce qui regarde la consecra-
 "tion de l'Ordre, on voit clairement
 "par les Ecritures & par une Tradition
 "constante, que le droit n'en ap-
 "partenoit qu'aux seuls Apôtres &
 "aux Evêques dûment ordonnés, qui
 "eston qu'on le lit, établissoient des
 "Prestres dans les Villes. Or que ces
 "ordinations ainsi legitiment faites,
 "fussent stables & valides, cela paroît évidemment en ce que les Pasteurs & les
 "Prestres de qui les Evêques avoient fait la promotion & qui avoient
 "reçu l'imposition des mains, sont appelés des Evêques établis par le Saint-
 "Esprit, & de là vient que saint Paul dit à l'assemblée des Prestres de l'Eglise.

*vixit, nec illud in cogitationem nostram
 venire debet, quod hic tam necessarius &
 eminens gradus in ecclesiam humana
 constitutione introductus fuerit, &c. Pacem
 quoque Ecclesia summo opere pertinebat,
 qui nihil inter Episcopos & Presbyteros
 arbitrantur, existimantes eadem omnino
 munera Jure divino illis esse permixta, &c.
 Declarat autem, etsi nomina Presbyteri
 & Episcopi nonnunquam in primitiva Ec-
 clesia, temporibus præsertim Apostolorum
 confunderentur, quod pauci tantum sa-
 cerdotes fierent qui non statim in Episcopos
 eligerentur & consecrarentur, functiones
 tamen Episcopatus & Sacerdotii distinctas
 semper & dissimiles extitisse. Ad solos
 enim Episcopos administrationem sacra-
 menti Ordinis & Confirmationis, con-
 secrationem sancti Chrismati & Olei, Al-
 tarium item & Ecclesiarum Benedic-
 tionem semper pertinuisse, nunquam ad sim-
 plices sacerdotes quorum irritus & vanus
 conatus esset, si ad hæc munera obtinenda
 accederentur, &c. Quod ad consecra-
 tionem & Ordinem attinet, perspicuum
 scripturis & ipsa constanti traditione eva-
 dis illam ad solos Apostolos & Episcopos
 rite ordinatos, qui Presbyteros per civi-
 tates constituisse leguntur, spectasse. Tam-
 ratas porro ac validas esse hujusmodi legiti-
 me factas ordinationes, illud evidenti ar-
 gumento est, quod Pastores ac Presbyte-
 ri qui per eos manus impositionem ac pro-
 motionem acceperunt, Episcopi à Spiritu
 Sancto constituti appellantur, unde
 Paulus ad Ephesina Ecclesia Presbyteros
 congregatos. Attendite, inquit, vobis
 & universo gregi in quo vos posuit
 Spiritus Sanctus Episcopos regere Ec-
 clesiam Dei.*

"d'Epheſe : *Prenez garde à vous & à tout le Troupeau ſur lequel le Saint-Eſprit vous a établis Evêques pour gouverner l'Egliſe de Dieu.*"

Tel étoit le ſentiment des Theologiens du concile de Trente l'an 1552. que la ſeſſion 23. de l'an 1563. n'a pas cru devoir ſuivre en tout, afin qu'on ne dit pas que le Concile paroifſoit avoir décidé contre Duaren approuvé par le Parlement de Paris, que les Evêques étoient de droit divin ſupérieurs aux Preſtres, & que leurs fonctions les plus éminentes étoient de même droit incommunicables aux Preſtres.

Le Jurifconſulte François Duaren, dans un ouvrage reimprimé ſous ſes yeux l'an 1557. (*) dit clairement que les noms d'Evêques & de Preſtres étoient autrefois communs à tous ceux qui étoient honorés du Sacerdoce, mais que l'Egliſe ayant trouvé bon de mettre un des Preſtres à la tête du *Presbyterium*, le nom d'Evêque cessa d'être commun, & fut deſormais le diſtinctif de celui à qui l'Egliſe donna en chaque Ville l'inspection & de veiller ſur les autres, que depuis ce tems l'Evêque eut en fonctions propres, l'Ordination des Preſtres & des autres Miniſtres, la conſecration des Eglises, &c. mais qu'avant l'assignation d'une grande Egliſe à l'Evêque pour y établir ſon ſiège, & des moindres Eglises aux autres Preſtres, les fonctions avoient été communes à tous, comme le nom d'Evêque leur étoit commun ; mais que cette assignation avoit formé les Territoires, étendu & reſeré la Jurisdiction de chacun. (4)

Le Preſtre & l'Evêque, diſoit d'Argentré *Hiſt. Br. liv. 1. ch. 9.* n'étoit qu'une puissance, juſqu'à ce que croiſſant leur grandeur & ſécurité parmi les hommes & les Princes... ils reçurent pluſieurs biens temporels du don & aumônes des Princes & des gens de bien, &c. de là certainement ſont venus la grandeur & les diſtinctions, le plus riche dans l'Egliſe a paſſé pour le plus

Duaren
d'Argentré.

[*] L'ouvrage de Duaren étoit lu & applaudi par tous les Scavans de l'Eutope, & avoit eu l'approbation du Parlement de Paris le 19. Novembre 1551. ſur le rapport de quelques conſeillers à la Cour, d'avoir lu l'ouvrage de Duaren, & de n'y avoir rien trouvé de reprehénſible. Il eſt à croire qu'il inclina beaucoup les évêques du concile de Trente l'an 1563. à changer le Decret rédigé par les Theologiens l'an 1552.

(4) Paulus in Epistolis utraque appellatione, Presbyteri nempe & Episcopi, promiscue utitur, idque Chryſoſt. Aug. Hieron. & plerique alii annotaverunt. Verum communis illa administratio Presbyterorum viſa eſt incommoda, propter diſſidia & contentiones quas pariebat. Quare ne unuſquiſque ad ſe trahens Chriſti Eccleſiam, rumperet unitatem ut inquit Hieron. operæ pretium duxerunt in ſingulis civitatibus unum ex Presbyterorum Ordine ceteris præficere, ita ut cum eorum conſilio omnia gereret atque adminiſtraret. Huic uni nomen E-

piſcopi quod ante omnibus erat commune attributum, ut inſigni aliqua propriaque appellatione à cæteris facilius diſcerni poſſet. Proinde ex eo tempore reliqui Presbyteri, nunquam Episcopi ſunt appellati... Sed ereſcente numero Chriſtianorum cum paſſim conſtructæ eſſent bæſilicæ ſeu Eccleſiæ non in civitatibus modo, ſed etiam in vicis atque pagis, tandem inter Presbyteros conſuſionis diſcordique vitandæ cauſa, ubique retrarum diviſæ ſunt regionibus, ita ut unuſquiſque ſua Eccleſia, regioneque contentus ab aliena omnino abſtineret.... Sciendum eſt præter ea poſt hanc Eccleſiarum partitionem Episcopi in magna illa Diœceſi ſua, & Presbyterorum in ſuis Eccleſiis præm non fuiſſe poteſtatem atque auctoritatem, cum Ordinatio Presbyterorum, cæterorumque Miniſtrorum Eccleſiæ, bæſilicarum conſecratio, & quædam alia Episcopo tantum permiſſa ſint, non etiam Presbyteris inferioribus. *Duarens de Sacris Eccleſiæ miniſtris lib. 1. cap. 7.*

grand, & s'est donné un nom au dessus de tout nom, auquel cependant il ne devoit arriver à l'exemple du Sauveur, que par beaucoup de travaux & de souffrances.

Philippe
du Bec Ev.
de Nantes.

Philippe du Bec, évêque de Nantes, dans le sermon qu'il prononça le jour de son entrée le 21. Decembre 1566. imprimé à Paris l'an 1596. reconnoit de bonne foi que les Prestres sont appellés au gouvernement de l'Eglise, & il explique des Prestres les paroles de Saint Paul, *Act. 10. 28.* "C'est la charge, dit cet évêque de Nantes, mort archevêque de Reims l'an 1605... que saint Paul recommande si soigneusement aux Prestres & aux majeurs d'Eglise : *Attendite vobis & universo gregi, in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos regere Ecclesiam Dei.* Regardez à vous & au Troupeau sur lequel le Saint-Esprit vous a mis Evêques, pour regir l'Eglise de Dieu.

Philippe du Bec, en qualité d'évêque de Vannes, avoit assisté au concile de Trente. Il n'en ignoroit point les décisions, & c'est ce qui le portoit à dire que le Saint-Esprit a établis les Curés & les a chargés de prendre part au gouvernement de l'Eglise.

Bellarmin.

Le cardinal Bellarmin, à la fin du même siècle, dans ses réponses aux objections que les Heretiques tirent du texte des *Actes 10. 28.* de l'épître aux *Philipp. 1. 1.* & de quelques endroits semblables, pour éгалer en toutes choses le second Ordre au premier, avoüe que la meilleure réponse qu'on peut donner à tous ces textes de l'Ecriture, est de reconnoître avec S. Jean Chrysostôme & plusieurs autres SS. Peres, que du tems des Apôtres, les noms d'Evêque & de Prestre, étoient des noms communs, que l'on donnoit indifféremment aux Ministres du premier & du second Ordre; que saint Paul a appelle Evêques ceux qui n'étoient que Prestres, & qu'il a confondu les deux noms, sans en confondre les fonctions.. (a)

Savaron.

Le docteur Savaron dans ses Scholies sur S. Sidoine Apollinaire, soutient (b) qu'il y a eu deux sortes de personnes à qui l'Antiquité a donné le nom d'Evêque, que les uns en avoient l'Ordination, & se désignoient par les mots de *summi Sacerdotes, summi Pontifices, summi Antistites, Episcopi Cathedrales*, (tels sont les Evêques de nos jours) & que les autres à qui l'on donnoit le nom d'Evêque n'en avoient point l'Ordination, & s'appelloient simplement Evêques sans l'addition de *summi* ou de *Cathedrales*, & qu'on leur donnoit ce nom, parcequ'ils aidoient l'Evêque dans ses fonctions. Cet Auteur ajoûte que cette distinction est fondée dans l'Ecriture & dans l'usage des premiers siècles de l'Eglise, & que l'ignorance où l'on en a été dans les bas siècles a multiplié les Evêques dans les Catalogues de plusieurs Eglises.

XVII. Sie.
de Lorin.

Le Jésuite Lorin, au commencement du XVII. siècle, dans son long & sçavant commentaire sur les actes des Apôtres, embrasse le sentiment de Bellarmin,

(a) Facilior est S. Joannis Chrysostomi & aliorum multorum Commentarius qui docent Apostolorum tempore nomina illa : *Episcopus & Presbyter* communia fuisse omnibus Sacerdotibus, tam majoribus quos nunc Episcopos dicimus, quam minoribus quos nunc Presby-

teros, licet res ipsæ & potestates distinctæ essent, itaque Paulum nomine Episcoporum complexum esse omnes Sacerdotes, &c. *Bel-larmin. tom. 2. de Clericis lib. 1. cap. 15.*

(b) Videtur Savaronem in Sidonium, *Epist. 11. lib. 4. & Epist. 6. lib. 7.*

& trouve comme lui qu'il est plus facile & plus sûr d'entendre le texte des Actes *ch.* 20. 28. dans le sens que nous lui donnons. Il ajoute que c'est le sentiment de saint Chrysostome, de Theodoret, de saint Ambroise, de saint Jérôme & de plusieurs autres. (a)

Menochius Interprète habile entend des Evêques & des Prestres, les paroles de saint Paul *Ait.* 20. 28. & le pere Petau en ses dogmes Ecclesiastiques demeure d'accord que les Prestres ont quelquefois été appelés Evêques. (d) C'est aussi le sentiment d'Henriquez. (e)

Menochius, le P. Petau, Henriquez.

M. de Rieux évêque de Leon en Bretagne dans ses Statuts de l'an 1629. & 1630. ou le jesuite Bauni, que le pere Labbe dans sa *synopse des Conciles* assure avoir redigé les statuts de Leon, entend des Curés les paroles de l'Apôtre. *Ait.* 20. 28. (d)

Statuts Synodaux de Leon en Bretagne

Le celebre Habert, chanoine theolocal de Paris, docteur de Sorbonne, & enfin évêque de Vabres, dans ses *Disertations* sur le Pontifical de l'Eglise Greque entend des Prestres & des Evêques les paroles de l'Apôtre *Ait.* 20. 28. & il en a conclu que de droit Divin, par l'institution de Jesus-Christ, le S. Esprit l'ayant disposé ainsi, les Prestres sont unis aux Evêques, pour avec eux paître, enseigner & gouverner l'Eglise, & qu'il n'y a que du plus & du moins entre eux. Ceux du premier Ordre étant les grands, ceux du second, étant les petits Evêques, mais les uns & les autres veritablement Evêques, surveillans & intendans dans l'Eglise. (f)

1629. 1630 Bauni. Habert.

(a) *Episcopatum ejus accipiat alter... Ad hoc magis expedita atque etiam secuta responsio est, alius prætermittis quas recitat noster Bel-larminus ut fiteamur Apostolorum tempore nomina Episcopi & Presbyteri communia fuisse omnibus Sacerdotibus tam majoribus quos nunc Episcopos dicimus, quam minoribus quos Presbyteros appellamus: quo item modo concedere possumus nomine Diaconorum omnes inferiores Ministros esse comprehensos. Id de nomine Episcopi concedit Chrysostomus, Theodoretus, Ambrosius, Hieronymus & alii. Joan. Lorin. in *Ad. Apost.* 1. v. 20.*

Vocavit Majores natu Ecclesie, &c. Concedendum reor nomina Episcopi & Presbyteri olim fuisse commune omnibus Sacerdotibus, tam majoribus qui nunc Episcopi proprie dicuntur quam minoribus, quos Presbyteros appellamus, quamvis res ac potestas distincta semper fuerit. *Licet in Ad.* 20. 17.

Episcopi. Majores natu antea vocati sunt, ubi docuimus quomodo nomina Presbyterorum & Episcoporum sæpe confundantur. Et de voce Episcoporum in *cap.* 1. Id quoque nomen dignum; aliquando nomen dici de non Episcopo, sed simpliciter Sacerdote qui munia quædam potiora Ecclesiastica obeat. Docet exemplis Ecclesie Viennensis & Arvernicae Joannes Savaro

Scholastes Sidonii, Apollinaris. *Ibid.* v. 28.

(b) *Majores natu Ecclesie.* Græce *Presbyterous*, Sacerdotes & Episcopos intelligit... *A tendere vobis.* Prima cura vestra sit. Instructio vestra perfectioni & sanctitati, deinde cæterorum fideli-um vestra curæ commissorum. *Menochius in Ait. Apost.* 20.

(c) Voyez le texte du Pere Petau infra §. 12. --- Et le texte d'Henriquez supra part. 4. §. 10.

(d) Cum oporteat Parochos juxta Apostolum attendere sibi & universo gregi, in quo Spiritus Sanctus posuit eos regere ecclesiam Dei, quam acquisivit sanguine suo, &c. *Conf. synodales R. de Rieux episc. Leon. 1629. & 1630. cap. 1. n. 24.*

[*] 1629 & 1630. Constitutiones synodales Renati de Rieux episc. Leon. in minore Britannia, autore Stephano Bauni Soci. Jesu. *Synop. Libb. comest.* p. 296.

(e) Secundo Presbyterorum cæteris & ordo divino jure, Christo instituentem, Spiritu Sancto disponente, Episcopis adjunctus est, ut cum iis Ecclesiam pascat, doceat & regat. Nihil elatius in actibus Apostolorum *cap.* 20. *Ad Miletum mittens vocavit Episcopos majores natu Ecclesia qui cum venerissent ad eum, Dixit eis inter cætera: Attendite vobis & universo gregi in quo vos Spiritus*

Dartis 1648 M. Dartis, professeur royal en Droit dans l'université de Paris enseigne que les SS. Peres, qui sont les veritables interpretes del'Ecriture, ont cru sur l'autorité de saint Paul *Act. 20. 28. Philipp. 1. 1. &c.* que les noms de Prestre & d'Evêque, étoient des noms communs, que l'on a donnés indifféremment aux Prestres & aux Evêques, & que quand les Prestres ont été honorés de ce nom, ce n'a point été à cause de l'ordination Episcopale qu'ils n'ont point, mais à raison de quelques offices & quelques soins qui leur sont communs avec les Evêques. (a)

M. Arnauld évêque d'Angers 1652. M. Arnauld évêque d'Angers, dans son Synode de la Pentecôte de l'an 1652. p. 478. parlant aux Curés de son Diocèse leur disoit que les paroles de saint Paul son adressées par l'Apôtre, à l'Evêque & aux Prestres de l'Eglise d'Ephe-se "sur quoi, ajoute M. Arnauld, saint Jérôme, [*] fait cette reflexion très-importante, que saint Paul par ce mot d'Evêque, *In quo vos Spiritus Sanctus possuit Episcopos* a marqué en même tems, le prelat de cette Ville, & les Pres-tres qui étoient joints avec lui dans le gouvernement de cette Eglise, &c. [**]

Le P. Bagot 1655. Le pere Bagot (b) Jesuite dans son livre de la *desseinte du droit Episcopal*, as-sure qu'il est probable que saint Paul a donné ce nom d'Apôtre & celui d'Evêque à de simples Prestres. Proposition que le Clergé lui passa.

Bonichon 1658. M. Bonichon (c) dans son livre de l'autorité Episcopale, deffenduë

Sanctus possuit Episcopos regere ecclesiam Dei. Quinam autem illi sunt majores nam Presbyteri, qui & Episcopi dicuntur? Non Presbyteri soli, nec solus Episcopus, sed episcopi & presbyteri Ephesi sedentes, &c. Nam & Presbyter est Episcopus id est super intendens Ecclesie quam regit, sed ille est major Episcopus, ille minor. Habere pontif. Eccl. græc. Append. observant. de Episcopatus & Presbyteratus comparat. fol. 171.

(a) Patres, veri interpretes Scripturæ ex illis locis. . . *Act. 20. 28. Philipp. 1. 1. &c.* Inferunt & declarant nomina Episcopi & Presbyteri fuisse tantum communia & utrumque nomen fuisse de utriusque promissæ prolatum, manente semper Ordinum distinctione. Ita Chrysost. Theodoret. & alii. *Joan. Dartis de ordin. & dignit. Eccles. lib. 1. c. 2. pag. 18. edit. Paris. 1648.*

Cum vero contra, *Act. 20. & Epist. ad Tit. c. 2.* per Presbyteros dicitur intelligi Episcopos, non est eadem ratio, & hoc aliter accipiendum est. Ordo enim Presbyteri non continet ordinem Episcopi, & ideo Presbyteri in illis duobus locis dicuntur Episcopi, non ratione signaculi ordinationis suæ, sed secundum officium & administrationem aliquam quam habent communem cum Episcopis. *Idem. ibid. c. 3. p. 27.*

(*) S. Jérôme a expliqué ce passage des Seuls Prêtres. Voyez ci-dessus *Señ. 1.* Mais S.

Irénée l'a entendu des évêques & des prêtres d'Ephe-se & des Villes d'alentour.

(**) M. de la Riviere Poncez, évêque d'Angers n'avoit pas lu les statuts de M. Arnauld lorsqu'il écrivoit son avis instructif.

(b) Bagot, deffense du Droit Episcopal *Tit. 1. ch. 9.* — L'Assemblée du Clergé l'an 1655, ayant obligé le Pere Bagot à s'expliquer sur plusieurs propositions extraites de son livre, n'impugna point celle qui établit, qu'il est probable que S. Paul a donné le nom d'Apôtre & d'Evêque à de simples Prêtres.

(c) On ne peut douter en quelque maniere qu'on les regarde (les Curés) qu'ils ne soient de Droit divin, & comme on ne peut nier qu'ils n'ayent une puissance & une autorité sur les fideles, il faut eroire ensuite qu'elle vienne de Dieu, puisque l'Apôtre nous dit, qu'il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu & que toutes les puissances qui sont au monde, sont ordonnées de Dieu. Le même Apôtre nous apprend encore qu'ils sont institues de Jesus-Christ, & proposés par le S. Esprit, à la direction des fideles, lorsqu'en l'Assemblée de l'Eglise d'Ephe-se il leur dit: *Prenez garde à vous-mêmes & à tous le Troupeau auquel le S. Esprit vous a établis Evêques, pour régir l'Eglise de Dieu, &c.* *Bonichon. de l'Autorité Episcopale page 51.* & a en l'approbation de Mr. Arnauld évêque d'Angers.

contre les entreprises de quelques réguliers Mandians du diocèse d'Angers, imprimé à Angers l'an 1658. pag. 31. entend des Curés, les paroles de l'Apôtre : *Prenez garde à vous & à tout le Troupeau*, &c. Act. 20. 28.

La faculté de theologie de Paris dans la Censure qu'elle porta l'an 1664, des erreurs de Vernant, donne en preuve de la fausseté de cette Proposition : *La puissance de la Jurisdiction des Curés n'est point immédiatement de Jesus-Christ quant à la premiere institution*, "le texte de saint Luc 10. 1. Quelque tems après "le Seigneur choisit encore soixante & douze autres Disciples qu'il envoya devant lui deux à deux dans toutes les Villes & dans tous les lieux où il devoit "lui-même aller. „ & les paroles de l'Apôtre Act. 20. 28. *Attendite vobis & universo gregi, in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos*, &c. Prenez garde à vous & à tout le Troupeau sur lequel le Saint-Esprit vous a établis. La Faculté entend ces deux textes pris à la lettre & dans les sens qu'ils présentent d'abord, des Prestres du second Ordre envoyés par Jesus-Christ, & établis selon saint Paul pour gouverner l'Eglise avec autorité & Jurisdiction.

Enfin pour finir la Tradition ou le temoignage de cette verité, qui s'est conservée dans l'Eglise depuis les Apôtres jusqu'à nous, que saint Paul a donné le nom d'Evêque à des Prestres, & qu'il a dit aux Prestres d'Ephèse que le Saint-Esprit les avoit établis Evêques sur le Troupeau, pour gouverner l'Eglise de Dieu. M. Amelot archevêque de Tours, dans son *mandement de l'indiction du Synode* de l'an 1674. nous atteste que saint Paul, *convoca à Milet ceux que l'on croit avoir tenu la place des Curés dans la ville d'Ephèse, pour leur donner les avis necessaires touchant leur conduite & celle du Troupeau que le Saint-Esprit leur avoit confié.* M. Amelot Archevêque de Tours 1674.

M. Gouffainville l'an 1675. dans ses Notes sur les lettres de saint Gregoire Pape *liv. 1. lett. 1.* nous dit que les Scavans reconnoissent qu'autrefois l'on a appelé Prelats & Evêques ceux qui n'étoient que Prestres du second Ordre, mais que de nos jours, pour certaines causes, les Prestres ont beaucoup déchû de leur dignité. *Presbyteros olim dictos fuisse Antistes in ordine secundo & Episcopos satentur eruditi, quanquam certis de causis nostra videantur vitiositate.* M. Gouffainville 1675.

L'Auteur de la discipline de l'Eglise tirée du nouveau Testament, imprimé pour la premiere fois l'an 1689. dit sur ces mots des *Actes* 20. "à Milet : *to autem mittens Ephesum vocavit Majores natu Ecclesie Presbuteros Presbyteros.* On ne peut douter que ce ne fussent ceux qui gouvernoient l'Eglise d'Ephèse puisque dans le *liv. 28.* c'est à eux principalement qu'il dit : *Attendite vobis & universo gregi in quo vos Spiritus posuit regere Ecclesiam Dei.* Ainsi la premiere chose que nous tirons de ces deux versets comparés l'un avec l'autre, c'est que les Eglises n'étoient pas gouvernées par les Evêques seuls, sans le conseil des Prestres & des plus considerables du Clergé. On peut croire qu'entre ces Prestres ou Anciens, il y en avoit un qui avoit la superiorité sur les autres & qui étoit Evêque d'Ephèse. [*]

[*] [L'Auteur du ministère des Clefs, cite] assemblés à Milet étoient véritablement Evêques : l'Auteur comme ayant cru que les Prestres] assemblés à Milet étoient véritablement Evêques : la meprise est grande.

XVIII.
Siccle M.
Dupin.

M. Dupin dans son traité de l'excommunication imprimé l'an 1719. dit *part. 3. ch. 1. §. 1.* "Ce même Apôtre (saint Paul) étant à Milet envoya querir "les Prestres d'Ephese & leur fit un discours dans lequel il leur recommande "entre autres choses de veiller sureux & le Troupeau dont le Saint-Esprit les a "établis Evêques. *Attendite vobis & universo gregi in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos regere Ecclesiam Dei Act. 20. v. 28.* On voit clairement que ce "sont des Prestres qui sont en ce lieu appellés Evêques... que chaque Eglise "avoit ses Prestres qui la gouvernoient de concert avec l'Evêque. Les Prestres "d'Ephese gouvernoient l'Eglise d'Ephese conjointement avec Timothée: "les Prestres ou Evêques de Certe les Eglises de cette Isle, sous Tite leur "Evêque ou leur Chef.

M. Duguet a également cru que saint Paul *Act. 20. 28.* parloit aux Pasteurs de l'Eglise d'Ephese, (a) c'est-à-dire à l'Evêque & aux Prestres de cette Ville, dont il reconnoissoit la mission venir du Saint-Esprit pour gouverner l'Eglise. (a)

Ainsi parloient autrefois les Evêques, les Theologiens, les Canonistes, &c. les plus habiles & avec beaucoup de raison, car il ne faut pas mentir au Saint-Esprit, attribuer à l'homme la mission du Saint-Esprit, ni enseigner contre la verité connue, que les Curés & les Prestres n'ont d'autorité & de juridiction que par la commission & le canal de l'Evêque, lorsque saint Paul & la Tradition declarent qu'ils sont établis par le Saint-Esprit, Evêques sur le Troupeau pour gouverner l'Eglise de Dieu.

§. VI. *Le nom d'Evêque n'avoit rien d'honorable dans l'Antiquité, & ne doit pas aujourd'hui parcequ'il est plus respectable, nous empêcher de reconnoître que saint Paul l'a donné aux Prestres, mais l'Evêque & le Prestre sont differens, & le Prestre le cede à l'Evêque.*

Il y a long-tems qu'on ne donne plus le nom d'Evêque aux Curés, & ils n'ont pas perdu beaucoup en cela. Ce nom n'a rien de bien respectable dans l'Antiquité Sainte & Prophane. Il se prend dans l'Isaïe pour un Collecteur de peages. "J'établirai, sur vous, dit l'Isaïe au nom de Dieu, selon la version des "xxx. & comme saint Jérôme le lisoit, des Princes qui aimeront la paix, & "des Evêques qui feront justice, l'on ne parlera plus dans votre terre & "dans ses extremités des pillages & des vexations dont ils vous accabloient & "de la misère où ils vous ont réduit. „ *Esdrae l. 10. 2. ch. 11. v. 12.* appelle Evêque un simple Levite. *Et Episcopus Levitarum Act. 20. filius Bani.* Saint Pierre donne le nom d'Evêque à des hommes, dont il exhorte les fideles de

(a) Devoirs d'un Evêque. *art. 1.*

(a) Ponam visitationem tuam pacem & propitios tuos justitiam. Non audietur ultra iniquitas in terra tua, vastitas & conctio in terminis tuis. *Isa. 60. 17.* juxta vulgatam interpretationem.

Et dabo Principes tuos in pacem, & Episcopos tuos in justitiam & non audietur ultra iniquitas in terra tua, neq. conctio, neque miseria in finibus tuis. *Idem, juxta septuaginta, & S. Hieron. in Isaïam. c. 60.*

ne pas imiter la conduite. (a) un Commissaire de vivres s'appelle Evêque dans le droit, & n'étoit qu'un petit Officier, (b) & Ciceron dit, en raillant que le grand Pompée l'avoit établi Evêque ou l'Inspecteur des Costes. (c) Si presentement le nom d'Evêque signifie quelque chose de plus, il n'en a pas été ainsi dès le commencement.

J'ai dit tout ceci, pour parler avec saint Jérôme (d) afin de faire voir que les Prestres étoient anciennement les mêmes que les Evêques, à fort peu de chose près, & marquoient des personnes qui entrent dans les mêmes soins; mais que peu à peu, & que pour empêcher les divisions, la conduite avoit été donnée à un seul; & que comme les Prestres savent parfaitement que la coutume aujourd'hui gardée dans l'Eglise les tient sous la main de celui que le bon ordre a fait établir sur eux, les Evêques doivent aussi reconnoître que c'est plus par coutume, que par aucune disposition de Jésus Christ, qu'ils sont au-dessus des Prestres & qu'ils ne doivent pas oublier l'obligation où ils sont de gouverner l'Eglise en commun avec les Prestres, à l'exemple de Moïse, qui pouvant gouverner seul le peuple d'Israël, choisit 70. anciens pour juger les peuples de concert avec lui.

Saint Augustin, dans sa lettre à saint Jérôme, dit également que l'usage a distingué entre les noms d'Evêque & de Prestre, & que l'usage a relevé par le nom d'Evêque l'Episcopat au-dessus de la Prêtrise. *secundum honorum, vocabula quæ jam Ecclesiæ usus obtinuit, Episcopatus Presbyterio major.* Mais que le Prestre Jérôme en beaucoup de choses, est supérieur à l'Evêque Augustin. (e)

Saint Chrysostome assure, qu'il y a peu de différence entre les Evêques & les Prestres, puisque les Prestres ont soin d'instruire l'Eglise & qu'ils y sont en autorité. Tout ce que cet Apôtre donc a dit des Evêques, doit s'entendre de même des Prestres. Il n'y a que l'Ordination que les Evêques ont de plus, & c'est en cela seul qu'ils paroissent avoir de l'avantage sur eux, (f) selon saint Chrysostome.

(a) On lit, 1. Pet. 4. 15. *aliorum Episcopos*, que quelques interpretes rendent, *pat alienarum rerum Episcopus*: d'autres, *alienarum appetitor*. en François, homme qui fait des dessein sur le bien d'autrui, ou qui se mêle temerairement de ce qui ne le regarde pas.

(b) Item, *Episcopi* qui præsent panem & cæteris benedictibus rebus qui civitatum populis ad quotidianum victum usui sunt, personalibus muneribus funguntur. *Dig. lib. 50. tit. 4. leg. 18. §. 7.*

(c) Vult enim Pompeius quem tota Campania & maritima ora habebat Episcopum ad quem delectus & negotii summa referatur. *Cicero lib. 7. Epist. ad Atticum.*

(d) Hæc propterea ut ostenderemus apud veteres eandem fuisse Presbyteros quos & Episcopos, paulatim vero ut dissensionum plantaria evellerentur, ad unum omnem sollicitudinem esse delatam. Sicut ergo Presbyteri sciunt se ex

ecclesiæ consuetudine, ei qui sibi præpositus fuerit, esse subiectos: Ita Episcopi noverint se magis consuetudine quam dispositionis dominicæ veritate, Presbyteris esse majores, & in commune debere Ecclesiam regere, imitantes Moysen qui cum haberet in potestate solus præesse populo Israël, septuaginta elegit cum quibus populum judicaret. *S. Hieron. in Epist. ad Tim. c. 1. eadem habet in Epist. ad Evangelum. & refertur, Dist. 93. cap. 24.*

(e) Quæquam enim secundum honorum vocabula, quæ jam Ecclesiæ usus obtinuit, Episcopatus Presbyterio major sit; tamen in multis rebus Augustinus Hieronimo minore sit, licet etiam à minore quolibet, non sit refugienda, vel dedignanda correctio. *S. Aug. Epist. 82. c. 4. n. 33. ad Epist. 19. & refertur 1. q. 7. c. 34.*

(f) S. Chist. serm. 11. in 1. ad Tim. c. 3. v. 8. — de la vers. Franç. tom. 6. pag. 354. 355.

Saint Isidore évêque de Seville, & un grand Concile qui l'a repeté après lui, disent beaucoup davantage, quand ils soutiennent que les Prestres sont établis, de même que les Evêques, pour dispenser les saints Mysteres, & presider aux Eglises de Jesus-Christ, qu'ils sont les collegues des Evêques, dans la consecration du corps & du sang de Jesus-Christ, & dans le soin d'instruire les peuples, & que c'est par discipline, que le pouvoir d'ordonner & de consacrer des Cleres a été déferé à un seul (a) par discipline, & non de premiere institution, selon saint Isidore & le Concile d'Aix-la-Chapelle l'an 816.

Theodulfe évêque d'Orleans dit encore plus ; sçavoir que du tems des Apôtres il n'y avoit aucune difference entre les évêques & les Prestres. *Nulla enim in primo tempore predicationis Apostolorum distantia fuit inter Episcopos & Presbyteros.* (b) Anselme du Laon sur l'épître aux Philippiciens parle en la même maniere.

C'est avec peine que je rapporte ces autorités qui paroissent tant donner aux Prestres & établir que la difference que nous voyons entr'eux, & que la superiorité des premiers sur les seconds ne sont que de droit ecclesiastique, & de discipline ; mais pourquoy des Theologiens modernes, (c) en voulant trop & tout donner aux Evêques, & les puissans efforts que quelques Prelats font tous les jours pour ôter aux Prestres ce qu'ils tiennent du Saint Esprit, nous contraignent-ils d'être imprudens & d'honorer la Prétrise qu'ils abaissent ? *Factus sum insipiens vos me corrigistis.* 2. Cor. 12. 11. Pourquoi nous obligent-ils de rapporter ces éclatans temoignages de l'Antiquité en notre faveur, & de prescher sur les toits, ce que nous avons appris dans le secret, que des quatre saints Docteurs qui déposent si avantageusement pour les Prestres, trois étoient Evêques parfaitement instruits de la Foi & de la Discipline, & que Léon IV. dans sa lettre aux évêques de Bretagne vers l'an 847. dit de trois de ces saints Docteurs de l'Eglise Latine, qu'il faut prendre hardiment & enseigner leurs sentimens : *Disce Hieronymi, Augustini, Isidori, magnanimitate sunt retinenda ac promulganda.* Ils n'ont cependant pas cru, & nous ne le croyons pas aussi, lorsque nous reconnoissons avec eux, le droit tout divin des Prestres, & donné aux Prestres par le Saint-Esprit *Act.* 20. 28. de gouverner l'Eglise de Dieu avec les Evêques ; que les Prestres sont égaux en tout aux Evêques & vont de pair avec eux. Saint Jérôme, saint Augustin, saint Isidore (d) & saint Chrysostome, ont fait profession de croire, & nous le professons après eux que les Evêques sont superieurs aux Prestres par l'accession de l'Episcopat au Presbyterat, par une autorité de Jurisdiction plus grande,

(a) S. Isidor. Hispal. de Offic. Eccl. lib. 2. c. 7. de Presbyteris. Et refertur iisdem verbis à Concilio Aquifgran. an. 816. lib. 1. cap. 8. tom. 7. Concil. Labbei fol. 1317.

(b) Theodulfus Autelian. Capitulari 2^o. in Miscellaneis Baluzii lib. 7. pag. 42.

(c) Voyez le mandement de Sens 2. May 1735. la lettre de 28. Evêques à Monsieur le Regent l'an 1718. le minestere de l'Absolution

par le pere Bernard d'Arras Capucin. La Dissertation 3. de M. Duguet, &c.

(d) Pontifex princeps Sacerdotum est, quasi via sequentium, ipse est summus Sacerdos, ipse & Pontifex maximus nuncupatur, ipse enim efficit Sacerdotes atque Levitas, ipse omnes Ordines Ecclesiasticos disponit, ipse quid unusquisque facere debeat ostendit. S. Isidor. Hispal. Orig. lib. 7. c. 12.

par la primauté du Sacerdoce, par des fonctions enfin, qui ne leur sont pas communes avec les Prestres, & que l'ordre Episcopal, pour parler avec saint Epiphane, donne des Peres & des Docteurs à l'Eglise par l'ordination des Prestres, lorsque les Prestres ne lui donnent que des enfans par le Baptême qu'ils confèrent. (a)

Cependant l'evidence & les textes Sacrés nous forcent de dire après Tertulien *Apol. c. 39.* que le temoignage rendu à la probité d'un Prestre le faisoit établir sur les autres, *Presbiteri probati quique seniores, bonorum istum adepti testimonio.* avec le diacre Hilaire (b) que l'Evêque n'est que le premier Prestre de son Diocèse, *quid enim est Episcopus, nisi primus Presbyter, hoc est summus Sacerdos.* -- *Episcopus est, qui inter Presbyteros primus est,* avec l'ancien auteur du commentaire sur les épîtres de saint Paul, parmi les ouvrages de saint Jérôme, que le second Ordre est presque le même avec le premier; (d) après saint Chrysostome (e) que la distance du Prestre à l'Evêque n'est pas grande. *Inter Episcopum & Presbyterum non est magnum intervallum.* avec le venerable Bede, que l'ordre Sacerdotal joint à l'ordre Episcopal & lui est presque semblable en beaucoup de choses. (f) Avec le concile d'Aix de l'an 816. que le second Ordre est uni au premier, (f) *secundus enim primo conjunctus est gradus.* Avec Ives de Chartres que la Balance ne panche que d'un grain pour les Evêques, (g) Avec Pierre de Damien cardinal de l'Eglise de Rome & évêque d'Osie que les Evêques ne diffèrent des Prestres que par la priorité de vocation, comme ayant été appelés les premiers dans la personne des Apôtres, & après eux, les Prestres dans la personne des 70. Disciples, mais que les Apôtres choisis & appelés les premiers, n'ont rien donné aux 70. Disciples, non plus que Moïse aux 70. Anciens, que les Evêques ne donnent point aussi aux Prestres le pouvoir des fonctions sacrées ni l'Esprit Saint pour les faire dignement, mais que Dieu qui a fait la distinction des differens Ordres, repand son Esprit avec

(a) Dicere enim Episcopum & Presbyterum æqualem esse, quomodo erit possibile? Episcoporum enim Ordo, Patrum generator est: Patres enim generat Ecclesiam. Presbyterorum vero non potens generare Patres, per lavacri regenerationem generat filios Ecclesie non tamen Patres aut Doctores. S. Epiph. cont. Hæres. lib. 3. Hæres. 75.

(b) Post Episcopum tamen Diaconatus ordinationem subiecit. Quare, nisi quia Episcopi & Presbyteri una ordinatio est: uterque enim Sacerdos est, sed Episcopus primus est ita ut omnis Episcopus, Presbyter sit: Hic enim Episcopus est, qui inter Presbyteros primus est. Denique Timotheum Presbyterum ordinatum significat, sed quia ante se alcerum non habebat, Episcopus erat, unde & quemadmodum Episcopum ordinat ostendit: neque enim fas erat aut licet, ut inferior ordinaret majorem, nemo enim tribuit quod non accepit. Hieron. Diaconus in 1. ad Timoth. c. 3. -- Quid enim

est Episcopus, nisi primus Presbyter, hoc est summus Sacerdos. Antier. Quæst. in vet. & nov. Testam. q. 101. inter opera Aug. to. 4.

(c) Queritur cur Presbyteri nullam Apostolus fecit mentionem, sed eos in Episcoporum nomine comprehendit? Quia secundum, imo pene unus est gradus, sicut ad Philipp. Episcopis & Diaconis scribit. Antiquus autor Comment. in 1. ad Tim. c. 3. inter opera Hieron.

(d) Chrysost. Hom. 12. in Epist. 1. ad Tim. c. 3. v. 8.

(e) Conjunctus est enim gradus, & in multis pene similis. Bede in Ad. Apost. 20.

(f) Conc. Aquisgran. an. 816. lib. 1. c. 8. Concil. Labb. 10. 7. pag. 1317.

(g) Quamvis non sitis (reliqui Sacerdotes) juxta distinctionis momenta Pontifices, tamen recollite vos Petri confacerdotes. Ivo Carnotem. serm. in Cathedra S. Petri.

la mesure qu'il lui plaît sur ceux qui sont ordonnés, sans que Moÿse dans ceux qu'il amène à la porte du Tabernacle, ni les Evêques dans ceux qu'ils font entrer par l'Ordination dans le Sanctuaire, y aient d'autre part que celle de les avoir séparés pour l'œuvre à laquelle Dieu les destine, & pour lequel il les remplit de son Esprit sans diminution de celui de Moÿse. Delà Pierre de Damien conclut que l'Episcopat est moins un ordre nouveau, qu'un degré d'honneur dans l'Eglise, avec des privileges, dont l'éminence cependant le cède au Sacerdoce, qui est commun & le même dans les Evêques & dans les Prestres. (a) Je dirai enfin avec Aemar Hennequin, évêque de Rennes dans un ouvrage dédié à Gregoire XIII. que les Evêques & les Prestres partagent la même puissance en six choses, qui sont de Catechiser, Baptiser, Prêcher, Consacrer, Lier, & Delier : & avec les catechismes d'Albien 1695. & de Narbonne 1706. tit. 14. "que les Prestres sont des *Ministres* donnés à l'Eglise, " par l'imposition des mains de l'Evêque, pour consacrer le Corps & le Sang " de Jesus-Christ, prêcher la parole, absoudre des pechés, administrer les " Sacremens, & faire toutes les fonctions Ecclesiastiques. „

Je laisse au Public à juger si après toutes les autorités respectables anciennes & suivies, que j'ai apportées, qui prouvent si formellement que l'Apôtre *Act. 20.* parloit aux Prestres d'Ephese, ou que s'il a parlé à quelques Evêques, c'est en leur joignant les Prestres, l'on peut raisonnablement se fonder sur le *v. 28. Act. 20. Prenez garde à vous & à tout le Troupeau sur lequel le Saint-Esprit vous a établis Evêques pour gouverner l'Eglise,* & en consequence attribuer tout le gouvernement de l'Eglise aux Evêques, à l'exclusion des Prestres : si on peut le proposer aux fideles, & le mettre en œuvre dans des Mandemens & dans des Ecrits publics, (b) comme un argument decisif contre les Curés & les Prestres, lorsqu'au contraire il decide tout pour les Curés & les Prestres, & montre au doigt que leur mission & leur jurisdiction sont divines, & si un Prelat a pû dire dans un avertissement à son Diocèse ces paroles étonnantes.

"Ce qui est encore plus étrange, & qui montre que quand on ne suit que " sa prevention, on n'a plus de regle, c'est qu'il restera pour constant par " cette compilation (le Prelat entend l'Apologie de Mrs. les curés de Paris, où l'on a cité les paroles de saint Paul *Act. 20. 28.* avec les autorités " de quelques Peres pour les appuyer) & par les ouvrages de quelques autres " Ecrivains du même parti, qu'il s'est trouvé des gens parmi nous qui se " disent Catholiques, & qui faute de ressource legitime dans une cause desesperée, ont recours aux Blondels & aux ministres Protestans, pour puiser " dans leurs écrits des moyens d'ôter aux Evêques le Texte si maussade de " saint Paul, (*Act. 20. 28.*) où cet Apôtre établit leur Droit incontestable,

(a) Petrus Damiani Episcopat. lib. 2. Epist. 2. & Orat. 6. cap. 14. & 15.

(b) Sex sunt in quibus communis Episcoporum & Presbyterorum potestas agnoscitur, videlicet Catechizare, Baptizare, Predicare, Consacrare, Solvere & Ligare. Aemar. Hen-

nequimens Episc. Redon, de Caramon. Sacrificii Missa, p. 6. verso.

(c) Voyez le mandement de Sens 1. May 1735. les avertissemens de Soissons, le Dictionnaire des heresies par le pere Pinchinat, le ministère des clefs par le pere Bernard, &c.

“en disant qu’ils sont établis par le Saint-Esprit pour gouverner l’Eglise,
 “& qu’il ont osé dire avec le ministre Claude, refuté en cela par M. Nicole,
 “(le Prelat ne marque point où M. Nicole a dit ce qu’il n’a point dit)
 “quo c’étoit aux Prestres, aussi bien qu’aux Evêques, que ces paroles de
 “l’Apôtre étoient adressées. Jugez de l’état d’une cause quand elle ne se
 “soutient que par des expédiens si decréés.

Je demande à mon tour, que le Corps des fideles prononce *de l’état d’une cause, quand elle ne se soutient que par l’expédient decréé* de prendre le texte des *Actes* 10.28. dans un sens contraire à celui où l’ont pris les Eglises d’Angers, d’Ausbourg, d’Excester, de Leon, Limoges, Poitiers, Tours, &c. saint Chrysostome, saint Jérôme, le sçavant Theodoret, saint Isidore de Seville, le venerable Bede, le bien-heureux Ives de Chartres, le bien-heureux Lanefranc, saint Bruno de Signi, saint Thomas, saint Antonin, &c.

C’est être temeraire à l’excès que de mépriser des autorités semblables & de pretendre que les Curés & les Prestres qui les alleguent pour soutenir leur institution divine, & qui ne pensent en les produisant, ces temoignages si respectables, que comme les premiers Docteurs & les plus grandes lumieres de l’Eglise en general & de l’Eglise de France en particulier, que comme le second concile œcumenique de Constantinople, & le concile national d’Aix l’an 816. sont cependant des Blondels & des Claudes. Une qualification semblable convient certainement à ceux qui quittent la doctrine ancienne pour en établir une nouvelle, & qui donnent leur propre sens pour celui de l’Ecriture, des SS. Peres & de l’Eglise entiere.

Le Prelat moniteur auroit dû au moins respecter saint Irenée, ne pas alterer son texte, & ne pas mettre cet illustre archevêque de Lion, ce glorieux martyr des Gaules, & ce docteur de l’église Gallicane, au rang des Claudes & des Blondels. Saint Irenée a entendu le *chapitre 20. des Actes* des Evêques & des Prestres. Le Moniteur auroit encore dû respecter les auteurs du Sommaire du *chapitre 20. des Actes*, mis à la tête de ce Chapitre, il y a plus d’un siecle, peut-être en vuë de confondre Calvin & ses Sectateurs, & continué jusqu’à present; respecter le Pape Sixte V. qui a approuvé le Sommaire conçu en ces termes: *Advocatos ex Epheso Presbyteros exhortatur ut vigilantes sint in regenda Ecclesia*, & ne les pas mettre au rang des Claudes & des Blondels, pour avoir crû; mais après ce qu’il y a eu de plus grands hommes dans l’antiquité Ecclesiastique, que l’Apôtre avoit dit aux Prestres d’Ephese que le Saint-Esprit les avoit établis sur le Troupeau pour gouverner l’Eglise de Dieu.

L’on m’objectera peut-être que le concile de Trente *ff. 6. de Reform. cap. & ff. 23. de Sacr. Ord. cap. 4.* parlant des Evêques dit que le Saint Esprit les a établis pour gouverner l’Eglise: Je l’accorde, ils sont Prestres, & de plus ils sont Evêques; mais le Concile plus reservé que quelques Modernes qui decident de tout avec hardiesse, n’a point décidé, & comment l’auroit-il pu faire, étant conduit par le Saint-Esprit, qui ne varie point, que c’est aux Evêques seuls, que ces paroles: *Prenez garde à vous & au Troupeau sur lequel le Saint Esprit vous a établis, &c.* conviennent dans le sens de l’Apôtre?

Le concile de Trente paroît même être allé au devant de l'abus que des te-
maires en pouvoient faire ; [*] car il a affecté toutes les deux fois qu'il alle-
gue ce texte des Actes, d'y supprimer le mot *Episcopus* & pourquoi ? afin de
faire connoître à toute l'Eglise, que si les paroles de saint Paul peuvent être
appliquées & appropriées aux Evêques, ils ne sont pas ceux à qui l'Apôtre
les a proprement dites, & les seuls à qui elles conviennent littéralement.

Mais jusqu'à quand ceux qui aspirent à être regardés comme les seuls de-
positaires du vrai sens des Ecritures, verront-ils tranquillement ceux de leur
Ordre en détourner frauduleusement le sens & s'irriteront-ils de l'avis qu'on
leur en donne ? Certes ils ne seroient pas de cette indifférence, remarque un
Auteur du xvi. siècle, dans un ouvrage approuvé par Leon X. si on leur fai-
soit remarquer, qu'une piece de vin, ou qu'une lièvre de drap, qu'ils pen-
sent à acheter, sont altérés. Ils en recevraient l'avis avec reconnaissance, &
ne se laisseroient pas tromper. *Qui videri volunt custodes scriptura divina, hoc
aquis animis ferunt & indignantur admonentibus, haud quaquam eadem usuri-
litate si quis ad eundem modum istis imponat in vino aut panno. & si quis monitor
ibi depulerit imposturam, magnas habituri gratias.* Erasmus in Act. Apost. cap. 1.

Mon étonnement, *super hoc plangam & ululabo.* Mich. 1. 8. c'est de voir des
Prelats oublier si facilement le serment qu'ils ont fait de ne s'écarter jamais
du sentiment commun des SS. Peres, dans l'explication de l'Ecriture ; (a)
c'est de voir des Evêques oublier que Leon X. dans le concile de Latran sess.
10. & le concile de Trente sess. 4. ont ordonné de punir de toutes les peines
portées par le droit, ceux qui interprètent l'Ecriture autrement que les SS.
docteurs de l'Eglise, & par conséquent tous ceux qui veulent prouver par
le chap. 10. des Actes v. 28. que tout le gouvernement de l'Eglise appar-
tient aux Evêques, que l'Evêque est le seul Pasteur de son Diocèse, & que
les Curés ne sont pas d'institution Divine, & avec mission du Saint-Esprit,
pour gouverner chacun sa Paroisse, cependant sous les yeux & l'inspection
de l'Evêque, ainsi que l'Eglise la réglé par ses Canons.

§. VII. Les Evêques, les Prestres & les Diacres font la Hierarchie de l'Eglise.

L'on ne peut assurer si le mot d'*Hierarchie* a été connu & d'usage dans les
quatre premiers siècles de l'Eglise, aucun Ecrivain ecclesiastique ne s'en
étant servi avant l'auteur Grec qui a écrit sous le nom de saint Denys, que
plusieurs assurent n'être que du cinquième siècle, personne n'ayant entendu
parler de cet Auteur avant l'an 532. (b) mais la chose signifiée par ce mot

[*] M. Duguet Diff. 3. Le Pere Massuet sur
S. Irénée livre 3. c. 14. & dans ses dissertations.

(a) Voyez la profession de Foi, ordonnée
par la Bulle de Pie IV. aux Evêques, Digni-
tés, &c. On l'a dans le Pontifical au titre du
Synode, dans quelques éditions du concile de
Trente, dans le concile de Tours 1583. Tit.
de *Fidei Profess. Formula.* de Bourdeaux 1583.

de Bourges 1584. d'Aix 1585. de Toulouse
1590. de Narbonne 1609. de Bourdeaux
1624. &c.

(b) On n'a point ouï parler des Ouvrages de
saint Denis avant le sixième siècle. Les heré-
tiques nommés Severiens les ont cités les pre-
miers dans une conférence avec des Evêques
Catholiques l'an 532.

est du tems des Apôtres, le gouvernement de l'Eglise ayant été saint & sacré, & les principaux Ministres & non un seul Ministre ayant presidé sur les Fideles dès le commencement. Car voilà ce que signifie le mot *Hierarchie*, formé de ces deux mots Grecs *iera* & *archia*: c'est une Principauté sacrée, composée de plusieurs. C'est un ordre de Preposés & de sacrés Ministres institués par J. C. pour gouverner l'Eglise & sanctifier les Peuples, & l'Antiquité a toujours crû, que quoiqu'il consiste dans les Evêques, les Prestres & les Diacres, ces trois Ordres cependant tendans à la même fin, forment tout le gouvernement Ecclesiastique, uniquement confié à leurs soins. Les preuves en sont repandues dans les écrits des SS Peres, & le concile de Trente *ss. can. 6.* l'a défini.

Les liaisons de ces trois Ordres sont si étroites, & les rapports qu'ils ont l'un à l'autre sont si grands, que quand on les définit, ou que l'un de ces trois veut tout faire dans l'Eglise, sans y appeler les deux autres, l'on détruit la *Hierarchie*. Tous les saints Peres s'accordent sur cet article, parcequ'ils ont tous sçu parfaitement que l'un des trois Ordres ne fait pas seul la *Hierarchie*. On nous l'accorde du troisieme Ordre, qui sont les Diacres; il ne fait pas la *Hierarchie*. On le reconnoît aussi facilement du second Ordre, qui sont les Prestres, il ne fait pas la *Hierarchie*. Toute la difficulté se trouve du côté du premier Ordre, & consiste à sçavoir s'il fait la *Hierarchie*, & si les Evêques font les seuls sacrés Ministres preposés & institués de Jesus-Christ pour gouverner l'Eglise & sanctifier les peuples. Les SS. Peres ne l'ont point dit, & le concile de Trente *sess. 23. cap. 4.* a déclaré que l'ordre seul des Evêques ne fait point la *Hierarchie*; mais que l'ordre des Evêques, comme premier Ordre, appartient particulièrement, & plus que les deux autres à la *Hierarchie*. *Proinde sacro sancta Synodus declarat, præter ceteros Ecclesiasticos gradus, Episcopos qui in Apostolorum locum successerunt, ad hunc Hierarchicum ordinem præcipuo pertinere.* Delà il resulte que tout le ministère ne peut appartenir au corps Episcopal, parcequ'alors il formeroit seul la *Hierarchie*, ce qui est absolument contraire à la decision du Concile qui l'a met dans les trois Ordres, & que quand un Evêque peu instruit de ce qui lui appartient de faire, se saisit de tout le ministère & se l'attribue tout entier à lui seul, pour l'exercer par lui-même, ou le faire exercer par ceux qu'il lui plaît d'appeler, il confond la hierarchie Ecclesiastique, qui comme une armée rangée en bataille, reconnoît differens conducteurs, & il ignore entierement ce que nous apprend saint Paul *Eph. 4. 11.* "que Jesus-Christ a lui-même donné à son Eglise, les uns pour être Apôtres, les autres pour être Prophetes, les autres pour être Evangelistes, les autres pour être Pasteurs & Docteurs, afin qu'ils travaillent à la perfection des Saints, aux fonctions de leur ministère, à l'édification du Corps de Jesus-Christ.

"Il y a diversité de dons Spirituels, nous dit encore saint Paul *1. Cor. 12.* "mais il n'y a qu'un même Esprit. Il y a diversité de Ministeres, mais il n'y a qu'un même Seigneur. Il y a diversité d'operations, mais il n'y a qu'un même Dieu, qui opere tout en tous."

L'on mêle donc & l'on confond tout; l'on trouble donc l'ordre établi par Jesus-Christ, & l'on agit par un autre esprit, que par celui qui animoit les

primitive Eglise, si avec quelques modernes on donne au seul Evêque tout le ministère de la *Hierarchie* pour l'exercer par lui-même ou par ceux qu'il voudra commettre dans un Diocèse & dans les Paroisses, comme s'il n'y avoit pas diversité de dons, de ministères & d'opérations dans l'Eglise & diversité de Ministres marqués par le Saint-Esprit, les uns pour une fonction & les autres pour une autre, avec le pouvoir de les faire.

Les Modernes ne donnent pas dans l'excès des Calvinistes, qui égalent tous les fideles entr'eux dans le ministère Spirituel, mais ils donnent dans l'excès des Episcopaux, qui ne reconnoissent qu'une espèce de Ministres : excès que le Concile, après avoir condamné l'erreur des Calvinistes, condamne aussi, lorsqu'il établit que le *Hierarchie* est composée des Evêques, des Prestres & des Diacres. Sa décision restreint le ministère general des Calvinistes, elle étend le ministère singulier & condamne également ceux qui font *Hierarches* tous les Fideles, & ceux qui ne les prennent que dans le seul ordre des Evêques.

Le même Concile condamne aussi les nouveaux Docteurs qui ne mettent dans les Prestres qu'une puissance passagere, une puissance à succéder ou de quartier, limitée à un lieu, à un tems, à certaines personnes, ou qui affirment qu'aujourd'hui les Prestres, en consequence d'un pouvoir momentané qu'on leur communique, peuvent faire une telle fonction, & que demain ils ne la pourront plus faire, l'Evêque leur ayant retiré les pouvoirs. *Sancta Synodus damnat eorum sententiam qui afferunt Novis Testamenti Sacerdotes, temporariam tantummodo potestatem habere.* Conc. Trid. II. 23. cap. 4.

Le pouvoir des Prestres est fixe, il ne doit finir qu'avec leur Sacerdoce; l'on peut, il est vrai, en arrêter l'exercice quand il y a raison de le faire; mais nulle puissance sur la terre ne peut leur ôter le pouvoir d'exercer les fonctions que l'institution de Jesus Christ leur donne de faire en qualité de seconds *Hierarches* ou d'associés avec l'Evêque dans le gouvernement ecclesiastique.

Si je remonte jusqu'aux tems Apostoliques, ou jusqu'au premier siecle de l'Eglise, je trouve Hermas si connu dans l'Antiquité, & si estimé par les premiers Peres, quoique le Pape Gelase cap. *Sancta. 3. Dist. 15.* lui ait depuis donné rang parmi les auteurs apocryphes, qui nous apprend qu'à Rome, du tems du Pape saint Clement, les Prestres prefidoient dans l'Eglise sous les yeux de ce saint Pontife. (A)

"Nous devons faire avec ordre, dit saint Clement Pape dans sa premiere aux Corinthiens, n. 40. tout ce que Dieu nous a commandé... il a réglé de son autorité souveraine en quel lieu & par quelles personnes devoient s'exercer les fonctions sacrées, afin qu'étant faites avec pureté & sainteté, & selon son bon plaisir, elles pussent lui être agreables... le souverain Pontife a ses fonctions particulieres, les Prestres & les Levites ont aussi les leurs; c'est-à-dire que les uns & les autres, ont des fonctions propres, & non communes aux autres, qu'ils exercent par puissance d'Ordre, avec independance & sans commission de qui que ce soit.

"Je me souviens, disoit encore le même n. 54. à ce que m'ordonnera la Voyez ci-dessus §. 1. le texte d'Hermas.

“multitude, trop content si à ce prix, la paix de Jesus-Christ regne entre le Troupeau & les *Presbres qui le conduisent*.” Voilà un Pape contemporain & Disciple de saint Pierre qui assure que les Presbres conduisent le Troupeau. “C’est ainsi, ajoute saint Clement, que se sont conduit, & se conduisent toujours ceux qui menent une vie divine qu’aucun repentir n’a suivie :” comme s’il eût voulu dire que ceux qui menent une vie profane toujours suivie du repentir, agissent autrement, veulent seuls conduire le Troupeau, & s’efforcent de dominer sur les Presbres appelés de Dieu à le conduire & à *Hierarchiser* avec eux.

L’Auteur des constitutions Apostoliques, qu’on attribue au même saint Clement, quoiqu’elles soient beaucoup postérieures, nous dit *liv. 8. ch. 44.* qu’après Dieu & Jesus-Christ son fils, les Presbres & les Diacres sont les puissances de l’Eglise. *Presbyteri ergo & Diaconi post Deum omnipotentem & Filium eius dilectum, Ecclesia potestates sunt.* Nous ne dirons pas que l’Auteur ne parle ici que des Presbres, mais que sous le mot *Presbyters*, il a voulu parler du premier & du second Ordre, qu’il n’appelle de même que les Diacres, *les puissances de l’Eglise*, que parce qu’il les a crû établis de droit Divin, pour gouverner avec autorité dans l’Eglise.

Le même parlant des Presbres considérés comme le second ordre des Ministres sacrés, dit “qu’ils président dans l’Eglise, *in ea præsunt* : qu’ils édifient le peuple par leurs paroles & leurs actions, qu’ils l’aident dans ses besoins spirituels, qu’ils le gouvernent & l’instruisent.” Voilà une part au gouvernement bien marquée. *Cum Presbyterum ordinas Episcopo, impone ipse manum capiss Presbyteri, assistantibus tibi Presbyteris, & Diaconis & faciendo precationem dic : Domine omnipotens Deus... respice Ecclesiam tuam sanctam & auge eam & multiplica eos qui in ea præsunt & da viritatem ut verbo & opere ad edificationem populi tui laborent. Ipse etiam nunc respice hunc summum numerum suffragio & iudicet totius Cleri, ordinis Presbyterorum ascriptum, implice eum spiritu gratie & consiliis ad optinendum populo tuo. ad eumque corde mundo gubernandum. Et nunc Domine presta servans in nobis spiritum gratia non deficiente, ut pœnuerit operantibus adjuvandum aptis & sermone ad docendum idoneo, populum tuum manifeste erudiat, &c.*

Le même *Ibidem cap. 28.* nous marque les fonctions des trois Ordres qui composent la *Hierarchie*. L’Evêque, dit l’auteur des Constitutions, benit les autres, il impose les mains, il donne les Ordres, il offre le saint Sacrifice, & ne reçoit la bénédiction que d’un autre Evêque. Il dépose ceux du Clergé qui méritent cette peine : Mais il ne peut de son autorité seule, déposer un autre Evêque.

Le Presbre benit les inférieurs, sans en prendre la bénédiction, mais l’Evêque, & un autre Presbre le benissent. Il benit les Presbres, il impose les mains, (a) mais il ne confère pas les Ordres : Il ne dépose point ; mais il excommunie les inférieurs, quand il les trouve dignes de cette peine.

(a) Il impose les mains Soit pour la Penitence, soit pour la Confirmation, c’est un Grec qui parle selon le rit de son Eglise, dans la

quelle les Presbres qui confirmoient, au moins des le cinquième siècle, confirment encore aujourd’hui.

Le Diacre ne benit point ; mais il reçoit la benediction de l'Evêque & du Prestre. Il ne baptise point, il n'offre point le saint Sacrifice ; mais il distribue au peuple, non comme Prestre, mais comme ministre du Prestre, le Sacrifice que l'Evêque ou le Prestre ont offert. Il excommunie dans l'absence du Prestre, le Souâdiacre & les autres Clercs, quand il y a cause de le faire.

Saint Ignace Martyr, dans ses veritables lettres, joint presque par tout à l'Evêque, les Prestres & les Diacres comme faisant ensemble un corps de Ministres preposés au gouvernement de l'Eglise, qu'il faut, quoique sous différentes vûes, suivre également, respecter & écouter.

Le saint Martyr dit donc dans sa lettre au peuple de Smyrne : " suivez tous l'Evêque, ... les Prestres ... & respectez les Diacres. *Omnes Episcopus copum sequimini ... & Presbyterium ... Diaconos autem revereamini.*

" Dans sa lettre à saint Polycarpe : Je suis lié de communion & d'affection à ceux qui se soumettent à l'Evêque, aux Prestres & aux Diacres.

" *Unanimis ego cum subiectis Episcopo, Presbyteris & Diaconis.*

" Aux Magnesiens : Faites toutes choses avec la paix de Dieu, sous la conduite de l'Evêque, sous celle des Prestres, & sous la conduite des Diacres. Et de même que le Seigneur n'a rien fait, par lui-même ni par ses Apôtres, sans son Pere, ainsi ne faites rien sans l'Evêque & sans les Prestres. *Unde et omnia operari, presidente Episcopo ... & Presbyteris ... & Diaconis. Nogue vos sine Episcopo & Presbyteris aliquid operemini.*

" Aux Philadelphiens : Ecoutez l'Evêque, les Prestres & les Diacres *Episcopo assidue, & Presbyterio & Diacono.*

" Aux Tralliens : Que l'on respecte les Diacres ... que l'on respecte l'Evêque ... que l'on respecte les Prestres comme étant le Senat établi de Dieu ... sans eux il ne faut point parler d'Eglise. *Omnes reverentur Diaconos ... & Episcopum ... Presbyteros autem ut consilium Dei ... Sine his Ecclesia non vocatur.*

L'Auteur de la Hierarchie Ecclesiastique, attribuée à S. Denis l'Arcopagite constitué la Hierarchie dans les trois Ordres, & donne au Diacre comme sa fonction propre dans la Hierarchie de preparer : au Prestre la fonction d'illuminer, & à l'Evêque le droit de perfectionner. C'est-à-dire, comme l'Auteur l'explique dans la suite, que le Diacre prepare le Catechumene, le Prestre le baptise, l'admet aux saints Mysteres & à la Communion, & l'Evêque l'instruit de la vertu & de la qualité des Mysteres auxquels il a été admis & qu'il a reçus. L'Evêque lui apprend, ce qu'on ne lui avoit point encore appris, que Jesus-Christ est offert en sacrifice à l'Autel, & nous fait participans de la chair adorable & de son sang precieux.

Est igitur Pontificalis Ordo qui consummanti virtute sufficiens, perficiensia quoque Hierarchie, precipuo & proprio peragis munere, Sacramentorumque disciplinas exponendo tradit, edocetque pro ratione constantes & sacros ipsorum ordines aquiritales.

Sacerdotum vero illuminans Ordo, ad contemenda sacra Mysteria eos qui initiantur adducit. Sub Sanctorum tamen Pontificum ordine, cum quibus propria officia peragis, in iis quæ ipse operatur divina Mysteria, per sacratissima signa sub indi-

cans, & eos qui accedunt speculationi efficiens, Myfteriorumque participes. Catechumenum ad Pontifices eos mittit; qui inspectorum Sacramentorum scientiam atque inuicem gentiam cupiunt.

At vero Ministerium ordo est, qui purgandi & similia discernendi vim habens prorsusquam accedatur ad sacra sacerdotum mysteria, accedentes purgat, sine-ros omnium aduersariorum ammissione ac purus efficiens, atque ad sacra conuenda & sumenda pro viribus idoneos. S. Dionys. de Eccl. Hierarch. cap. 5.

Nos Anciens, dit Tertullien, que le merite sans argent élève à cet honneur, président à nos assemblées. Tertullien sous le nom d'Anciens, comprend l'Evêque & les Prestres. *Præsident probati quique seniores, bonorem istum non pretio, sed testimonio adepti.* Tertull. Apolog. c. 39.

Saint Cyrien adresse la plupart de ses lettres aux Prestres & aux Diacres, & y reconnoît qu'ils gouvernent l'Eglise avec lui & sous lui : & dans sa lettre au Pape Corneille, il nous apprend que le Clergé présidoit dans l'Eglise de Rome avec son Evêque. *Clero tecum presidente.*

Tous les Evêques, dit Origene in psa. 35. tous les Prestres & les Diacres instruisent le peuple & le reprennent de ses fautes. *Omnes Episcopi atque omnes Presbyteri, vel Diaconi erudiunt plebem & adhibent correptiones.* L'Apôtre, dit encore Origene lib. 2. in epist. ad Rom. c. 2. parle aux Recteurs & aux Princes des Eglises, sçavoir à ceux qui jugent les fideles, aux Evêques, aux Prestres & aux Diacres. *Ecclesiarum Rectores & Principibus loquitur Apostolus, his videlicet qui iudicant eos qui intus sunt, id est Episcopis, vel Presbyteris & Diaconibus.* Voilà les trois Ordres constituant la Hierarchie dans le gouvernement commun de l'Eglise, du tems d'Origene.

Le concile d'Antioche de l'an 341. c. 1. parlant des trois Ordres qui composent la Hierarchie, dit que l'on sçait qu'ils président dans l'Eglise. *Si quis autem eorum qui præesse noscuntur Ecclesie, aut Episcopus, aut Presbyter aut Diaconus, &c.*

L'empereur Constantin dans ses lettres pour le rétablissement de l'Eglise reconnoît de même que les Evêques, les Prestres & les Diacres y président. *Quosque igitur Ecclesie aut ipse præes, aut alios in singulis locis præsidentes Episcopos & Presbyteros ac Diaconos nosti, cunctos admonere, &c.* Euseb. lib. 2. de vit. Constantini c. 44.

S. Jean Chrysostôme Hom. 11. in Epist. 1. ad Tim. nous apprend que la distance n'est pas grande du Prêtre à l'Evêque, que les Prêtres sont chargés d'instruire, & qu'ils président à l'Eglise. *inter Episcopum & Presbyterum non est magnum intervallum & ipsi Presbyteri curam docendi susceperunt, & præsent Ecclesie.*

S. Jérôme, qu'avant les divisions qui se sont formées dans l'Eglise par la malice du Diable, les Evêques gouvernoient de l'avis des Prêtres & qu'ils doivent gouverner l'Eglise en commun. Et encore, que les Prêtres à l'Ordination près, font tout ce que fait l'Evêque. *Antequam Diaboli insinu invidia in religione fierent, & diceretur in populis, ego sum Pauli, ego Apollonis, ego autem Cæptæ, communi Presbyterorum consilio Ecclesia gubernabatur... Ergo Episcopi novitint... se in commune debere Ecclesiam regere.* Hieron. in

cap. 1. Epist. ad Tit. — *Quid enim facit excepta Ordinatione Episcopus quod Presbyter non faciat?* Idem ad Evagrium Epist. 85.

“La dispensation des Mystères, dit l’auteur des livres des offices de l’Eglise attribués à S. Ilidore de Seville, est commise également aux Prestres & à l’Evêque. Les Prestres président dans l’Eglise; ils sont égaux aux Evêques dans la consécration de l’Eucharistie & dans l’instruction que l’on doit au peuple. Il n’y a que l’Ordination qui soit réservée à l’Evêque comme une marque d’autorité, &c. *Presbyteri autem interpretantur seniores... His enim sicut Episcopis dispensatio mysteriorum Dei commissa est. Presunt enim Ecclesie Christi & in consecratione divina Corporis & Sanguinis Christi consortes cum Episcopis sunt, similiter & in doctrina populorum & in officio predicandi. Sed sola propter auctoritatem summo Sacerdoti Clericorum Ordinatio & consecratio reservata est.* S. Ilidor. Hyspal. de Eccl. Officiis lib. 2. c. 7.

L’auteur des sept degrés Ecclésiastiques, sous le nom de Saint Jérôme, parlant des Prestres, nous dit qu’ils président dans l’église de Dieu, qu’ils administrent les sacrements de Jesus-Christ, & qu’ils sont les associés de leur Evêque dans les fonctions du ministère. *Sextus, seniorum Ordo est qui Sacramentibus datur qui Presbyteri dicuntur, qui presunt Ecclesie Dei & Christi Sacramenta faciunt. Hi autem cum Episcopis consortes Mysteriorum sunt.* Autor. de vii. Gradib. Eccles. apud Hieron. to. 9.

Pour conclusion, l’Ordo Romanus donné par Hittorpius, l’ancien & le nouveau Pontifical Romain disent des Prestres, que le Prestre doit offrir & benir, presider, prêcher & baptiser. *De Presbyteris Sacerdotem oportet offerre, & benedicere, præsse, & predicare & baptizare.*

Enfin, “il n’est pas permis en France de douter (a) (comme quatorze Avocats du Parlement l’ont répondu une des années dernières) que les Cures ne fassent une partie essentielle de la Hierarchie, & que successeurs des xxxii. Disciples ils ne soient compris dans le corps du Ministère établi par Jesus-Christ pour gouverner & pour enseigner l’Eglise... On sçait que dans tout les tems la France a regardé ce principe comme une portion précieuse de cet ancien droit qui forme ses libertés, & que le Parlement a déposé dans ses Registres la censure que la faculté de Theologie fit en 1664 contre les propositions du moine Vernant qui excluait les Curés de l’ordre Hierarchique. (b) Messieurs les gens du Roi releveront alors ces Propositions comme

(a) Consultation répondu par 14. Avocats du Parlement de Paris le 1. Septembre 1719. signée le Roy doyen de l’ordre des Avocats. Belichon. Lequeux. Gillot. Merlet. Milley. Le Roy de la Tour. Soyec. l’Eronnelle. de Feranville. Pothouin. fils. Maultrou. le Paige au sujet du Mandement de M. l’archevêque de Sens du 6. Avril 1719. qui ordonne sous peine de suspension d’enseigner le nouveau Catechisme que ce Prelat a donné à son Diocèse.

(b) Propositions de Vernant, pag. 448. “An tems des Saints Apôtres, les Prestres ni les

“Diocres n’avoient aucune autorité ni aucune administration; mais elle appartenait seulement aux Evêques auxquels les ames étoient soumises.

“Pag. 461. Voilà, mon cher lecteur, une image naïve de l’Eglise dans sa naissance & son accroissement, dans ce Tableau, vous ne remarquez aucun trait de la conduite de Mrs. les Curés, aucune autorité pour commander, aucune juridiction pour diriger les ames, aucun droit pour gouverner les peuples.

“des maximes pernicieuses à la *Hierarchie* de l'Eglise & qui confondent
 “l'ordre de son gouvernement legitime; & le Parlement deployant son autorité
 “pour defendre la censure contre les entreprises de la cour de Rome, ordonna
 “qu'elle seroit *registrée* au greffe de la Cour, & fit dessein à toutes personnes
 “de soutenir & enseigner les Propositions censurées, soit dans les livres qu'ils
 “composeroient, soit dans les chaires, à peine d'être procedé extraordinaire-
 “ment contr'eux. Ainsi cette doctrine est la doctrine même de l'Etat, &
 “l'on ne peut y porter atteinte sans violer une loi du Royaume.

Il resulte de tous ces Textes & de beaucoup d'autres, qu'on y peut joindre, que l'ordre des Diacres, aujourd'hui representé par les Archidiaques, & que l'ordre des Prestres aujourd'hui representé par les Prêtres titulaires & Cardinaux, tels que sont les Curés & quelques autres, ont dès les premiers siecles, des fonctions propres qui les constituent *Hierarques* dans l'Eglise, & que quand on traite les Curés, ainsi que sont les Vernants de nos jours, que le sont quelques Evêques & quelques Theologiens, de Prestres à commission & à fonctions précaires, l'on renverse l'Ordre établi par Jesus-Christ, & l'on détruit la *Hierarchie* composée de trois ordres, & chacun avec des fonctions dans l'Eglise qu'ils tiennent immediatement de Jesus-Christ quant à la premiere institution; ainsi que la Sorbonne l'a decidé contre Vernant l'an 1664. *Censure 13.*

Mais le mal a tellement gagné depuis & tellement infecté, qu'un Evêque qui tente de rappeler l'ancienne forme de l'Eglise, ne trouve pas dans son Ordre un grand nombre d'Approbateurs. Un seul, il y a déjà long-tems qu'on le remarque, veut tout avoir, un seul s'attribue tout le Ministère, un seul veut toutes les fonctions, un seul se saisit de celles qui appartiennent aux autres. Qu'en arrive-t'il ? Un seul porte la mort par tout... Celui qui préside dans l'Eglise de Dieu, dit un ancien, doit tellement conserver la justice en toutes choses, qu'en usant de ses droits, il ne prenne point sur ceux des autres, qu'il ne touche point à leurs fonctions, & qu'il ne s'en rende point le maître, mais qu'il se croye leur égal, & que comme il n'est point sans eux dans l'Eglise, qu'il ne soit point sans eux dans la dispensation du ministère de l'Eglise. *Et dum ista sunt, Sacerdotes qui hoc non fecerit condemnantur. Solus incubat divitiis, solus ministerio utitur, solus universa sibi vindicat, solus partes invadit alienas, solus occidit universos... Qui Ecclesia Dei praest, debet ita in omnibus servare justitiam, ut sibi hoc tantum vendicat, quod sui juris esse cognoscit: Aliena non contingat, aliena non rapiat, aequalem se ceteris faciat, & sicut sine his in Ecclesia non fuit, & sine his in Ecclesia ministerii dispensatione non vivat.* Autor de VII. Gradib. Eccl. cap. 5. apud Hieronymum tom. 9.

“O ! quel malheur ? Quel malheur à l'Eglise, quand le premier & le
 “second Ordre ont commencé à se regarder d'un œil jaloux ! O playe du
 “Christianisme ! ministres de l'Eglise & ministres de Dieu, les uns & les
 “autres quoiqu'établis d'une maniere differente : Ah ! pourquoi vous divisez-
 “vous ? L'ordre de Dieu est-il opposé à l'ordre de Dieu ? Hé ! pourquoi
 “ne songez-vous pas que vos fonctions sont unies ? Que servir l'Eglise c'est
 “servir Dieu ? Que servir Dieu c'est servir l'Eglise ? Mais l'autorité est avec-

“Eglise; l'autorité veut toujours monter, toujours s'étendre; l'autorité se croit
 “degradée quand on lui montre ses bornes. Pourquoi accuser l'autorité?
 “accusons l'orgueil, & disons, comme l'Apôtre disoit de la loi: l'autorité
 “est sainte, juste & bonne. Sainte, elle vient de Dieu: Juste, elle conserve les
 “droits de la Jurisdiction à chacun: Bonne, elle assure l'union entre les
 “Pasteurs du premier & du second Ordre. Mais l'iniquité, afin de paraître
 “iniquité, se sert de l'autorité pour mal faire; en sorte que l'iniquité est
 “souverainement inique, quand elle peche par l'autorité que Dieu a établie
 “pour le salut des hommes:,, Ainsi parloit un Evêque du dernier siècle.

§. VIII. *Les Evêques ne sont point Monarques dans le gouvernement
 de leurs Diocèses. Ou le Despotisme des Evêques condamné par
 Jesus-Christ & ses Apôtres.*

Donner aux Chaitres des Cathedrales ou à Mrs. les Curés & aux Prestres, toute l'autorité, ou la principale autorité dans le gouvernement de l'Eglise, à l'exclusion des Evêques, c'est errer & établir un despotisme très-odieux. Ce n'est pas une moindre erreur, & de plus, c'est pecher contre le Roi, d'ériger autant de petites souverainetés qu'il y a de Diocèses dans son Etat, & de reconnoître autant de Prestre-Jean [*] qu'il y a d'Evêques. (a) Ce seroit concentrer en la personne de l'Evêque la totalité du Ministère, ne regarder les Curés que comme des Vicaires delegués qui n'ont d'autorité que celle qu'il veut bien leur confier, & donner au premier un droit d'empire sur le pouvoir des seconds qui le mette en état de l'étendre & de le retraindre à son gré, maximes contraires au droit public du Royaume, & surtout à la censure des Propositions de Vernant, (**) qui par l'adoption que le Parlement en a faite sous l'autorité du Roi, forme une loi de l'Etat. Ce seroit enfin fomenter l'herésie naissante de l'Episcopatisme, ou de la souveraineté épiscopale dans le gouvernement de l'Eglise.

Un Diocèse, dit le pere Bernard d'Arras, (b) l'un des deffenseurs de ce mauvais système, est une espèce d'état Monarchique, dont le propre Evêque est le souverain, & ceux qui forment le Clergé sont les sujets principaux. Et dans un autre endroit: Les Evêques... sont Monarques dans leurs Diocèses. (c) Et dans un autre Ouvrage fait pour la deffense du premier: (d) Chaque Diocèse est une petite Monarchie en sa maniere.

Le Spirituel, personne ne le conteste, regarde les Evêques, ils sont fondés à en prendre soin avec leur Clergé, mais il ne leur appartient pas en souveraineté ni a titre de Monarchie, de maniere que tout doive être despoti-

[*] C'est le nom du souverain de la Haute Ethiopie. Il est ecclésiastique.

[**] Ces propositions ont été censurées par la culté de theologie de Paris l'an 1664. comme fausses & contraires aux anciens decrets de la Faculté.

(a) Consultation de 24. Avocats 17. Septem-

bre 1739.

(b) Traité de l'ordre de l'Eglise selon saint Thomas, pag. 53. (c) Ibid. pag. 59. (d) Ministère de l'Absolution 1. part. q. 1. propos. 2. pag. 11. à Paris chez Deluissieux, rue saint Jacques, 1740.

que dans leur gouvernement, & doive s'y conduire par, *disent, statons & ordonnons, voulons, & il nous plaît.* Ces grands mots si peu convenables au gouvernement Ecclesiastique. *quid enim tam indecens Ecclesiasticis, quam voluntate pro lege uti.* S. Bern. de *Consid. lib. 3. c. 8.* ne sont point encore entrés dans les Mandemens, mais souvent ils sont dans l'esprit de ceux qui donnent les Mandemens, & un rien empêche de les y mettre, la crainte peut-être de les voir radier par le Parlement.

Il suffiroit de renvoyer ces Ambitieux & tous les flatteurs du Despotisme épiscopal, aux traités ci-devant donnés des libertés de l'Eglise Gallicane & aux preuves que leurs sçavans éditeurs y ont jointes pour en apprendre jusqu'où va la puissance spirituelle des Evêques, & qu'en bien des rencontres elle est soumise à celle du Roi, ou tout au plus marche à côté sans la pouvoir devancer.

L'on sçait les reglemens que le Roi, à l'exemple des plus grands rois de l'ancien peuple de Dieu, d'un David, d'un Salomon, d'un Ezechias, d'un Josias, &c. est en droit & dans l'usage de faire, pour la police extérieure de l'Eglise, qu'un Evêque ne peut établir une fête dans son Diocèse, ordonner un jeûne, changer l'ordre des offices, introduire de nouveaux Rits, proposer de nouveaux Breviaires à son Eglise, taxer le Clergé, ni faire beaucoup d'autres choses, sans le consentement du Roi, & en avoir pris Lettres patentes, qu'il ne peut en bien des rencontres selon le droit ancien & nouveau agir indépendamment de son Clergé, qu'abusivement & avec nullité, ni faire quelque chose que ce soit contre les Canons reçus dans le Royaume, sans s'exposer à la confusion de se voir arrêter tout court par le Conseil ou par les Parlemens..

Un Evêque dont l'autorité est si modifiée dans son état & dans son gouvernement Spirituel, peut-il se flatter de Monarchie & de Souveraineté? Abus! illusion! L'Eprit de vérité ne peut souffrir de pareilles entreprises. Jesus-Christ a voulu absolument les détruire, & contr'elles, il a fortifié ses Apôtres par ses enseignemens, afin que leurs successeurs ne s'y livrent point.

“ Et Jesus appelant les Apôtres à lui, leur dit : vous sçavez que ceux qui
“ sont Princes parmi les Nations les dominent & que les grands les traitent
“ avec empire. Il n'en sera pas ainsi parmi vous; mais que celui qui voudra
“ être grand parmi vous, soit votre serviteur, & que celui qui voudra être le
“ premier parmi vous, soit votre Esclave. *Matth. 20.* Ne recherchez point à
“ être appelés maîtres, parceque vous n'avez qu'un seul maître qui est le
“ Christ, & vous êtes tous freres. *Matth. 23.*

Voilà la grandeur & la primauté à la quelle les successeurs des Apôtres doivent aspirer, s'ils veulent être véritablement leurs successeurs : vous voulez être grands parmi vos freres, soyez leurs serviteurs : vous voulez être les premiers parmi vos freres, soyez leurs esclaves, c'est-à-dire, conduisez-vous avec eux, comme si vous étiez l'un d'eux, & sans vous croire les maîtres. Jesus-Christ l'a dit : à cela je vous connois pour ses Disciples & ses Apôtres. Que pouvez-vous répondre? Il est fort indifférent que vous preniez les paroles de votre Maître pour un précepte ou pour un conseil. Le précepte oblige irrévocablement : Un conseil donné par le Seigneur Jesus à ceux qui sont dans

l'état de perfection selon saint Thomas, tels que sont les Evêques, ne peut être négligé par les successeurs des Apôtres à qui il est donné, sans dechoir de la perfection, sans faire la chute du premier Ange, & tomber du plus haut du Ciel dans le plus profond de l'Abyssme.

Saint Pierre le premier de tous les Evêques, appelé à la primauté de l'Apostolat étoit bien éloigné de se croire le monarque & le souverain de l'Eglise. On ne le voit point se rendre maître de l'élection de saint Matthias, pour remplir la place de Judas. Il va avec saint Jean à Samarie y étant envoyé par les autres Apôtres, afin de donner le Saint-Esprit aux Samaritains, qui venoient de recevoir la parole de Dieu par le ministère du Diacre Philippe. Et lorsque les fideles circoncis disputent contre lui, de ce qu'il étoit allé trouver le centurier Corneille, & lui disent: comment avez-vous été chez des hommes incirconcis, & avez-vous mangé avec eux? Il leur raconte par ordre, sans s'émouvoir de ce qu'ils lui demandoient compte de sa conduite, comme la chose s'étoit passée. S'il assiste au concile de Jerusalem, il écoute les Apôtres & les Presbres, & il suit leur avis sur les matieres importantes qui étoient agitées dans ce Concile. Saint Paul lui dit en face, qu'il ne marchoit pas droit selon l'Evangile, & il écrit la faute de saint Pierre dans une Epître qu'on devoit lire dans la suite des siècles, dans toutes les Eglises, avec le respect qu'on doit à l'autorité Divine, & Pierre le premier des Apôtres, ce modele excellent de vertu, auquel Mrs. les Evêques peuvent se conformer, sans courir aucun risque de se deshonorar, ne s'en fâche pas, & reconnoît humblement qu'il est dans le tort. Et Paul, qui l'écrit, ne craint pas qu'on l'accuse d'être vain, & a cru devoir l'écrire pour l'instruction de l'Eglise: Enfin, lorsque saint Pierre prie ses confreres & consacrer les Evêques & les Presbres, car son texte s'entend également des deux Ordres, de paître le Troupeau, il les avertit qu'ils le doivent paître, non en dominant sur le Clergé ou l'héritage du Seigneur, mais en se rendant les modesles du Troupeau: & lorsque le Prince des Pasteurs paroîtra, leur dit-il, vous remporterez une couronne de gloire, qui ne se fêtera jamais. Il ne faut point que les Evêques se le dissimulent. Jesus-Christ est le Prince des Pasteurs. Il n'a été dit à aucun autre dans l'Eglise: venez & soyez nôtre Prince, *veni & esto Princeps noster.* Jud. 11. 6. & tous Pape, Evêques, & Curés, doivent humblement reconnoître qu'ils ne sont que les Lieutenans, les Vicaires, les Secondaires de l'homme Dieu dans la conduite de son Troupeau, qu'ils travaillent sous lui; & que lorsque le soir sera venu le Maître dira à celui qui a soin de ses affaires: appelez les Ouvriers, & payez les de leur journée, en commençant depuis les derniers jusqu'aux premiers, *Incipiens à novissimis usque ad primos.* Matth. 20. 8. & ce qu'il y a de merveilleux, ceux qui auront travaillé dans les derniers postes, recevront autant que ceux qui auront travaillé dans les premiers, & seront peut-être les premiers dans la recompense.

S. Paul également instruit que le Sauveur avoit dit à ses Apôtres: *mon Royaume n'est point de ce monde*, ne pensoit point aussi à se faire une autorité de souverain & de maître absolu sur les fideles; mais de retour de ses missions d'Icône, de Lystré, de Derben, de Pergue & d'Attalie, on le voit, & saint

Barnabé avec lui assembler l'église d'Antioche & lui rendre compte de ce que Dieu avoit opéré avec eux, & comment il avoit appelé les Nations à la foi. *Act. 14. 26.*

Ce saint Apôtre mettoit sa gloire en Jesus-Christ crucifié, & dans la part qu'il avoit à ses souffrances. C'est par la Croix qu'à l'exemple de Jesus-Christ, il aspirait de regner. Et qu'apprend-t'on des avis qu'il donne à l'évêque Timothée, que la moderation & l'humilité sont plus du gouvernement ecclésiastique qu'une pleine autorité: si quelqu'un s'écarte, lui dit-il, donnez-vous de garde de le reprendre avec aigreur; mais ramenez-le à son devoir en le priant; les vieillards, comme s'ils étoient vos peres; les jeunes hommes, comme s'ils étoient vos freres; les femmes âgées, comme si elles étoient vos meres; les jeunes, comme si elles étoient vos sœurs. *Seniores ne increpaveris, sed obsecra ut patrem; juvenes ut fratres: annos ut matres; juveniculas ut sorores, in omni castitate. 1. Timoth. 5.* "Les marques de mon Apostolat, disoit l'Apôtre aux Corinthiens, ont paru parmi vous dans toutes sortes de tolerance & de patience, dans les miracles, dans les prodiges & dans les effets extraordinaires de la puissance Divine. 2. *Cor. 12. 12.* Sont-ce là aujourd'hui les marques de l'Episcopat?

Un Evêque, qui sçait le caractère du Maître qu'il sert, & qui n'a point oublié cette importante leçon de Jesus-Christ, que ses Apôtres doivent apprendre de lui à être doux & humbles: Un Evêque enfin qui sçait remplir ses devoirs & qui sçait qu'il appartient à la loi nouvelle, se fait un honneur de sa tolerance & de sa patience. Il se fait tout à tous pour les gagner tous. Il cherche la brebis qui s'égare, & la rapporte sur ses épaules, sans lui reprocher son égarement & sans la frapper. Au contraire, celui qui est encore sous la loi ancienne veut commander, & s'il n'est pas obéi, ou s'il est contredit, Saul ne prend plus de lettres du Prince des Prêtres pour conduire des prisonniers à Jerusalem; mais il en prend du Prince des peuples, pour pouvoir frapper, écarter, disperser. *Cum austeritate imperabatis eis, & cum potentia & dispersi sunt oves mea. Ezech. 34.* C'est le reproche que le Prophète Ezechiel leur fait, & Jeremie attribue cette conduite dure & impérieuse, & la dispersion du troupeau & de l'épave du troupeau au peu d'intelligence des Pasteurs, & à leur oubli de Dieu. *Stulti egerunt Pastores & Dominum non quaesierunt, propterea non intellexerunt, & omnis grex eorum dispersus est. Jer. 10.* Ils ne sçavent pas faire honneur à leur dignité. Ils sont ce qu'ils ne devoient pas être, des superbes & des glorieux, qui deshonorant, dit la Glose, un état sublime dont ils ne connoissent pas le poids ni les charges. *Hoc proprio de supervilio Episcoporum qui operibus dedecorant nominis dignitatem, pro humilitate assumentes superbiam, qui honorem se affectus putant, non omni. Hoc dictum est Glossa Ordinaria.* Joan. Montholon, *Promptuar. jurisque Juris. V. Pastor, lit. C. an. 1520.*

§. IX. Le Despotisme, ou l'Independance de l'Evêque dans le Gouvernement de l'Eglise, détruit par les anciens Conciles.

Un Souverain est un Juge en dernier ressort, des Jugemens duquel on n'appelle point, parceque ne reconnoissant point de Supérieur, ce qu'il a jugé, arrêté, commandé, statué, ne peut être réformé par aucun Tribunal. Dira-t-on qu'il en est ainsi de la Sentence d'un Evêque ? & prouvera-t-on par l'antiquité, que les jugemens rendus autrefois par un Evêque contre le plus simple des Prestres, étoient définitifs & sans appel ? La qualité d'indépendant & de Souverain dans le spirituel, ne peut donc convenir à un Evêque ; les jugemens qu'il porte à l'égard du spirituel, étant sujets à révision pouvant être cassés ou réformés, & l'étant tous les jours dans les Tribunaux ecclésiastiques & séculiers du Royaume.

Le concile de Mileve de l'an 402. & le concile de Carthage, dit d'Afrique, de l'an 409. can. 31. permettent aux Prestres, aux Diacres & aux Clercs inférieurs, mecontents du jugement porté contre eux par leur Evêque, de convenir avec lui de quelque Evêque voisin pour les juger, sauf encore le recours au concile ou à l'Evêque Primat de la Province, s'ils n'étoient pas contents l'un ou l'autre de ce second jugement.

Le premier concile de Carthage de l'an 348. c. 11. referé en Gratien, 15. q. 7. c. 3. a réglé six Evêques pour juger de la cause d'un Prestre avec un autre Prestre, & trois Evêques pour juger de la cause d'un Diacre. Le second concile du même lieu c. 10. donne pour Juges à un Evêque coupable, douze Evêques, six Prestres & trois Diacres avec leur propre Evêque. (4) Le troisième concile de Carthage, c. 8. plus favorable aux Prêtres & aux Diacres que le premier de Carthage, leur donne le choix des Evêques, qui avec leur propre Evêque, les doivent juger. Le concile de Tribur de l'an 895 c. 10. a fait les mêmes réglemens. Nous louons ces Canons qui temperent si fort la puissance despotique des Evêques à l'égard de leur Clergé ; mais nous gémissons de ce que la grande puissance des Evêques les fait observer, quand il s'agit du premier Ordre ; mais les méprise souverainement quand il est question d'un Prestre ou d'un Diacre.

Un évêque d'Espagne, au commencement du VII. siècle, ayant déposé & chassé un Prestre, sans assemblée synodique, le second concile de Seville. de l'an 617. auquel S. Isidore présida, traita cette conduite de presumption, & crut devoir prendre des mesures efficaces pour empêcher qu'un désordre semblable n'arrivât dans la suite. « Nous avons appris disent les Peres de ce

(a) Felix Episcopus Selemelitanus dixit : Etiam hoc adjicio secundum statuta veterum Conciliorum, ut si quis Episcopus, quod non opinatur in reatum aliquem incurrit, & fuerit ei nimia necessitas non posse plurimos congregare, ne in crimine remaneat, à 111. Episcopis audiatur & à VI. Presbyteris & à III. Diaconibus cum proprio suo Episcopo, &c.

Conc. Carth. 2. cap. 10. Et refertur. 15. q. 7. cap. Felix.

(*) Sic legitur in Conciliis antiquis Editionibus Parisiensi & Colonienfi, quemadmodum & in multis Gratiani Mss. In aliis vero : A Six Presbyter, & à tribus Diaconis. Sed perperam cum Felix loquatur de Episcopo, minime autem, de Presbytero, & Diacono.

“ Concile, que Fragitan prestre de l’église de Cordouë, a été depose par
 “ son Evêque & exilé injustement. Nous l’avons retabli & nous avons arrêté,
 “ afin que notre Ordre ne tombe point dans une si grande presumption, que
 “ conformement aux saints Canons, aucun Evêque ne depose point sans Concile
 “ les Prestres & les Diacres; car l’on sçait qu’il y a des Evêques, qui par
 “ une conduite tyrannique & en mepris des saints Canons, condamnent sans
 “ examiner, élèvent les uns par faveur, abaissent les autres par haine &
 “ jalousie, & rejettent sur le moindre soupçon, ceux qu’ils n’ont pas trouvés
 “ coupables. Un Evêque peut de lui-même élever au Sacerdoce & au Dia-
 “ conat, mais il ne peut de sa seule autorité, faire descendre le Prestre &
 “ le Diacre du rang où il les a élevés en les ordonnant. Car si les Esclaves
 “ que les Maîtres ont affranchis ne peuvent être remis en servitude, avant
 “ d’avoir été accusés & convaincus d’ingratitude au tribunal du Preteur,
 “ bien moins ceux que l’Evêque a consacrés au service du saint Autel peu-
 “ vent-ils dechoir de leur état, sans avoir comparu en jugement. Un seul
 “ Evêque ne les doit point juger ni priver de leur grade, ils doivent paroître
 “ devant le Concile, selon que les saints Canons l’ont ordonné. Ainsi parloit
 “ le Concile, ou l’église d’Espagne l’an 617. que n’auroit-il point dit de la
 “ conduite de plusieurs Evêques de nos jours ?

Cet usage de ne point destituer un Prestre sans Concile subsistoit encore
 dans le ix. siecle, & même dans le xii. en plusieurs lieux, comme on le
 remarque en Gratien *Dist. 21. cap. 8.* qui est de Nicolas I. & dans le livre des
 Decretales, de *excessib. Prælator. c. 1.* qui est d’Alexandre III. *Extra. lib. 5.
 tit. 31.*

La discipline n’étoit pas tout-à-fait la même en France, mais les Eveques,
 quoique la discipline fût differente n’étoient pas les maîtres du sort des
 Prestres. Le concile de Tours de l’an 567. qui paroît avoir été national,
 & auquel S. Pretextat de Rouën, S. Euphrone de Tours, S. Germain de
 Paris, S. Domnole du Mans, S. Felix de Nantes, &c. assisterent, descend *can.
 7.* aux Evêques de deposer un Abbé ou un Curé, sans le synode des Prestres.
Quem culpa aut negligentia egerit, cum omnium Presbyterorum Concilio refusetur.
 Et nous remarquons que cet usage passa en loi, puisqu’on le trouve dans
 les capitulaires de Charlemagne & de Louïs le Debonnaire.

Le quatrième concile de Carthage, de l’an 398. c. 23. met l’Evêque dans
 une plus grande dependance, lorsqu’il statue que l’Evêque ne doit prendre
 connoissance d’aucune cause sans son Clergé, parceque les jugemens d’un
 Evêque sont nuls, si son Clergé, dit ce Concile, ne les rend pas valides
 par sa présence. Nous lisons la même chose dans les capitulaires de nos
 Rois du ix. siecle, où l’on a inseré le canon de Carthage comme une loi
 du Royaume, & Gratien a mis ce Canon dans son Decret 15. q. 7. c. 6.
 peut-être parcequ’on continuoit de l’observer dans le tems qu’il écrivoit.

Je ne suis pas surpris que de bons Religieux consacrés à la retraite & à
 la penitence, dont la profession ne demande pas une grande connoissance
 de l’antiquité, aient ignoré le canon du iv. concile de Carthage, & que pour
 combattre un pretendu Presbyteranisme, on les voye se prêter si aveuglement

au système de l'Episcopanisme, écueil funeste qu'ils auroient évité s'ils avoient lu les ouvrages des premiers siècles de l'Eglise. Ainsi, le Moine Eutichés, en s'élevant contre une erreur, tomba, pour n'avoir pas assez étudié la Tradition, dans une autre erreur, & devint Heretique, en voulant combattre des Heretiques. Mais comment des Evêques & des Docteurs qui se font honneur d'avoir étudié ce qu'il y a de plus ancien, peuvent-ils avancer hardiment que les Prestres ne peuvent rien sans l'Evêque, & que l'Evêque peut tout sans les Prestres, quand l'on trouve que selon les anciens Canons, passés en Loi par l'acceptation des empereurs Charlemagne & Louis le Debonnaire, & inserés dans le corps du Droit comme des regles qu'il faut suivre, l'Evêque ne peut porter une Sentence valable, s'il n'a pas l'approbation des Prestres.

Le milieu que l'on tenoit autrefois, & qui étoit fort du goût de nos Rois, puisqu'ils l'ont inseré dans leurs Capitulaires, étoit un temperament salutaire qui conservoit les droits de chacun : il entretenoit les mutuels rapports entre les premiers & les seconds Ministres, il servoit à la paix, & faisoit fleurir l'Eglise. Le second Ordre doit dependre du premier en bien des articles. Qui en doute? & où sont ceux qui le contestent? Mais il faut reconnoître aussi que la puissance du premier Ordre a ses bornes, que les Evêques ne peuvent passer sans entreprendre contre les saints Canons, & contre les libertés de l'Eglise Gallicane, qui consiste dans l'observation & la manutention des anciens Canons.

Les Prestres doivent honorer leur Evêque; & l'Evêque par un juste retour, & parceque l'Eglise le lui commande, doit honorer les Prestres, c'est-à-dire, qu'ils doivent avoir les uns pour les autres de mutuelles deférences, c'est un avis de saint Jérôme à Nepotien. (a) Le quatrième concile de Carthage c. 34. (b) defend que le Prestre soit debout, quand l'Evêque est assis, & si le même Concile c. 35. (c) accorde à l'Evêque dans les assemblées ecclésiastiques & dans l'Eglise, un siege plus élevé que celui des Prestres, il veut qu'ailleurs & dans le particulier, l'Evêque tienne les Prestres pour ses collègues & qu'il n'y ait pas de difference dans les sieges.

L'Evêque, comme Evêque, est l'Inspecteur des Prestres : Il est chargé de veiller sur leurs mœurs, & à ce qu'ils s'acquittent de leur devoir envers les peuples, sur lesquels le Saint-Esprit a établi & l'Evêque & le Prestre pour les conduire à Dieu. Cela est fort bien réglé : Mais les anciens conciles de

(a) Illud etiam dico, quod Episcopi Sacerdotes se esse noverint, non dominos: honorent Clericos, quasi Clericos, ut & ipsis à Clericis, quasi Episcopis honor deferatur. Scitum illud est oratoris Domitii: Cur egote, inquit, habeam ut principem, (Senatus) Jeum tu me non habeam ut Senatorem? Quod Aaron & filios ejus, hoc Episcopum & Presbyteros esse noverimus: Unus Dominus, unum Templum, unum sit etiam

Ministerium. Hieron. ad Nepotian. 2. — diff. 95. cap. 8. n. 7.

(b) Episcopus in quolibet loco sedens, stare Presbyterum non patitur. Conc. Carth. 4. c. 34.

(c) Episcopus in Ecclesia & in consessu Presbyterorum sublimior sedeat. Intra domum vero, collegam se Presbyterorum cognoscat. Ibid. can. 35.

Tours, de l'an 567. c. 12. (a) & de Paris (b) sous les empereurs Lothaire & Louis, lib. 1. c. 20. donnent aussi des inspecteurs, pris dans les moindres Clercs pour veiller sur l'Evêque, qui jour & nuit doivent observer sa conduite, & s'il s'écarte de son devoir, le déferer au Concile.

Le même concile de Tours (c) renvoie les causes particulières des Evêques au tribunal des Prestres, avec commandement à l'Evêque, sous peine d'être mis en pénitence dans le Concile suivant, de se soumettre à leur jugement. Il permet (d) encore aux Clercs de la maison de l'Evêque, établis pour l'observer, de chasser de sa maison les Dames qui s'y introduisent, dont la compagnie, toujours trop amusante, & souvent dangereuse à un Evêque, ne peut que l'amolir & le détourner de ses devoirs.

Plusieurs autres Conciles (e) défendent à l'Evêque de rendre visite aux femmes, & de recevoir la visite qu'elles lui rendent, s'il n'est pas accompagné de quelques Prestres, ou de quelques Diacres, afin que le malin Esprit retenu par leur présence, le respecte & ne le touche point.

Le concile de Tours de l'an 813. c. 11. (f) accorde à l'Evêque l'administration des biens de l'Eglise, mais sous les yeux des Prestres & des Diacres, afin qu'il les dispense selon les Canons. Et celui de l'an 1060. c. 2. (g) permet aux Prestres qui remarquent que leur Evêque fait profit des Ordinations ou des grâces qu'il accorde, & des expéditions qui se font à son Secretariat, soit en l'affirmant ou autrement, de s'y opposer & de le déferer au jugement des Evêques voisins, ou au siege Apostolique c'est-à-dire au siege de la Metropole, afin d'arrêter ce négoce infâme & punir le négociateur.

Dira-t-on après cela que l'autorité des Evêques dans le gouvernement de leurs Diocèses, est souveraine par son institution; que les Evêques à la ma-

(a) Episcopus... ita sancta conversatione gubernet Domum omnem, tam ecclesiasticam, quam propriam, ut nulla de eo suspicio quaqua ratione confurgat. Et licet, Deo propitio, Clericorum suorum testimonio castus vivat, quia cum illo tam in cella quam ubicunque fuerit, sui habitent, eumque Presbyteri & Diaconi, vel deinceps Clericorum turba juniorum, Deo auctoritate conservent: Sic tamen, &c. Conc. Turon. 567. c. 12.

(b) Voyez le concile de Paris de l'an 829. lib. 1. c. 30. On y trouve plusieurs autorités à ce sujet, tirées des Conciles antérieurs, decretales de Papes, &c.

(c) Si quis autem (Episcopus) ab utraque parte, ut dictum est, electis Presbyteris atque mediocribus fratribus, hoc est suis membris, reconciliari neglexerit, cum ad synodum venerit, non solum reatum coram Coepiscopis se cognoscat incurrere, verum etiam congruam penitentiam intelligat vindictam subire. Conc. Turon. 567. c. 2.

(d) Habebant ministri Ecclesiarum, utique Cle-

rici qui Episcopo serviunt, & cum custodire debent licentiam extraneas mulieres de frequentia cohabitationis ejicere. Ibid. c. 13. — Aurelian. 5. c. 4. — Cabilonense c. 7.

(e) Videlicet Concilia Carthaginense c. 38. Carthaginense 3. c. 25. Africanum c. 5. Trofaleianum c. 9. Epaunense c. 14. Matisleonenf. c. 3. Foro-Julianum. cap. 12. &c. Capitular. lib. 7. c. 28.

(f) Licetum sit Episcopis, presentibus Presbyteris & Diaconibus de thesauro Ecclesiarum, familiaribus & pauperibus ejusdem Ecclesiarum, secundum canonicam institutionem, juxta quod indigerint, erogare. Conc. Turon. 567. c. 11. — Capitular. Addit. 3. c. 77. Canon. Apost. 41. — Conc. Chalcedon. c. 26. &c. — Antiochenum, c. 25.

(g) Si quis Episcopus aut Prælati quilibet contra præfixam regulam... ordinare aut dare voluerit, libere liceat Clericis contradicere, & vicinorum Episcoporum judicium, vel si necesse fuerit, ipsam quoque Sedem Apostolicam appellare. Conc. Turon. 1060. cau. 2.

V. PARTIE.

B b b b

nier des Souverains, ne sont comptables qu'à Dieu, & que l'œil qui doit veiller sur les autres, ne peut devenir ténébreux, lors qu'on les voit en tant de rencontres mis sous l'œil & confié à la garde des Clercs, par les SS. Canons, c'est-à-dire par le Saint-Esprit qui a dicté les Canons. *Cujus institutu*, dit le Pape Damase, *ne donec distati sunt.* 25. q. 1. c. 5. Aujourd'hui il n'y a plus de règles, les plus grands les méprisent, aussi l'on voit que Dieu les livre à des malheurs, qui les perdent, & qui y conduisent les peuples que Dieu a commis à leur vigilance & à leurs soins. *Ibo igitur ad optimates* (Episcopos) & loquar eis: *ipsi enim cognoverunt viam Domini, iudicium Dei sui. Et ecce magis hi simul confregerunt iugum* (Canones) *ruperunt vincula.* (Leges) *Ideo percussit eos leo de Silva, inquit ad vesperam castavit eos, pardus vigilans super civitates eorum: Omnis qui egressus fuerit ex eis, capietur: quia multiplicatae sunt praeparationes eorum, confortatae sunt aversiones eorum. Super quo propitius tibi esse poterit? filii mei, dereliquerunt me, & jurant in his qui non sunt Deo.* Jerem. 5.

§. X. Le despotisme des Evêques refusé par le concile de Trente.

Jesus-Christ l'auteur du Sacerdoce & de tout le ministère qui y est attaché & qui donne la grace qui fait faire avec Dignité & Religion les fonctions Sacerdotales à ceux qu'il a voulu appeler, a pu dire à ses Apôtres, *sans moi vous ne pouvez rien faire. Qui manet in me, & ego in eo, hic ferri fructum multum, quia sine me nihil potestis facere.* Joan. 15. 5. Mais l'on ne voit qu'avec indignation le Theologien auteur de certains Mandemens (a) vouloir insinuer & persuader aux Prêtres, que Jesus-Christ a honorés de son Sacerdoce & qui ont reçu le Saint-Esprit pour en faire dignement les fonctions, que leur Evêque est au milieu de son peuple, (b) comme Jesus-Christ étoit au milieu de ses Apôtres, leur donnant leur mission, leur communiquant ses pouvoirs Divins, & leur disant: *sans moi vous ne pouvez rien.* Ainsi l'Ange superbe pensoit à s'élever un trône sur les astres de Dieu & affectoit une ressemblance de pouvoirs avec le Très-Haut. Is. 4. Ce parallèle n'est pas trop fort; car l'Imprudent détourne encore à un sens particulier, qu'on peut dire heretique, auquel le Texte ne conduit aucunement, savoir à une puissance intérieure & à une juridiction extérieure communicables à volonté par un Evêque à de purs Laïques pour exercer les fonctions sacrées, des paroles que Jesus-Christ a dites, pour marquer que si nous ne demeurons pas dans son amour, & s'il n'influe par sur nous comme le sep de la vigne sur ses branches, nous ne pouvons faire de fruits pour la vie éternelle. Mais il y a long-tems que l'on reproche au Theologien dont je parle l'affoiblissement du grand precepte de l'amour de Dieu, & du rapport nécessaire de toutes nos actions par amour à l'Etre Souverain qui nous commande, & qui nous donne de les faire pour

(a) Mandement de Sens du 1. Mai 1735. pag. 34.

(b) Si l'Auteur avoit dit, au milieu des Prêtres, la proposition seroit moins mauvaise. Les Prêtres sont capables de mission & de la ju-

ridiction extérieure pour exercer les pouvoirs divins reçus de J. C. il n'en est pas ainsi du peuple, l'Evêque n'est point au milieu d'eux pour leur donner mission & leur communiquer des pouvoirs divins.

lui dans son amour : Ainsi l'herésie détourne l'Ecriture à un sens étranger.

Le concile de Paris sous les Empereurs Lothaire & Louis n'approuve pas quel'on donne à un Evêque tant de grandeur, & lorsqu'il n'est que serviteur, on le dise le maître du ministère & des ministres de Dieu. Ce grand Concile est si délicat sur l'article qu'il traite d'orgueilleux, de presomptueux & de temeraire, un Evêque qui pense à dominer & qui ose dire d'une assemblée de Fideles : c'est mon peuple ; c'est mon Eglise, & d'un Prestre ou d'un Clerc : c'est mon Prestre, c'est mon Clerc. Il avertit donc que cela ne convient point aux règles de l'Eglise, il veut qu'on parle autrement, & que les Evêques reconnoissent de tous les Ordres, & de chacun en particulier, quelques inférieurs qu'ils soient, qu'ils ne sont point les serviteurs de l'Evêque, mais de Dieu, qui les a choisis pour être les Ministres dans le rang où il les a placés. *Episcopus... nec sibi dominatum superbus usurpare contendat, sed Apostolicis informatus eloquiis & exemplis servum se cunctis exhibeat, neque sedis illius altitudine collatum sibi gaudeat temporale fastigium, sed humilis corde fidelibus prabeat bona conversationis exemplum. Quicumque igitur sacris officiis servituri, sub quolibet ordine applicantur, dignum est, ut illius dicantur, cum in servitio maxillantur. Quia ergo temeritate, immo presumptuosa vanitate quilibet Prelatorum dicere presumis, illa Congregatio mea est, aut ille Presbyter, vel Clericus meus est, cum non illius sit, sed illius cui dicatus est : Proinde quia in moliti usus Ecclesiastica non concordat Regula, corrigatur necesse est.* Conc. Paris. 829, lib. 1. c. 23.

Un pere Bernard d'Arras, ancien Lecteur, pense autrement, (a) & nous dit avec une hardiesse dont il n'y a gueres d'exemples : " Le concile de Trente, n'a rien dit constamment qui puisse venir tant soit peu à l'appui de ce " principe republicain, qui est celui de Richer. Nonobstant ce principe, " cet ancien Syndic de Sorbonne a avancé que le Pape & chaque Evêque " sont en leur maniere & toute proportion gardée, les monarques de l'Egli- " se, eu égard au corps des Fideles, distributivement pris, dont ils sont les " Pasteurs. Itaque Pontifex Romanus & singuli Episcopi suo quique modo propor- " tionatum & respectivo sunt Ecclesie Monarcha, " l'Anonyme (Auteur de la des- " sence de la Consultation sur la Jurisf. &c. p. 20.) n'a donc pas à renvoyer " le pere Bernard & tous ceux qui pensent comme lui, aux traités que l'on " a ci-devant donnés des libertés de l'Eglise Gallicane & aux preuves que " leurs sçavans Editeurs y ont jointes pour y apprendre qu'un Diocèse n'est " pas une espèce d'Etat monarchique, dont le propre Evêque est le souve- " rain, & ceux qui forment le Clergé sont les principaux sujets, ni pour y " apprendre conséquemment que les Evêques ne sont pas Monarques dans " leurs Diocèses, Ecclesie Monarcha.

Le reverend Pere y pense-t'il, de nous citer Richer pour la monarchie Episcopale, lorsque cet ancien Syndic de Sorbonne au lieu cité n. 2. enseigne seulement que l'Eglise n'a qu'un Pape, & chaque Diocèse qu'un Evêque, c'est-à-dire un seul Supérieur aux autres ; que Richer de ces mots *moner, unus & Archa, Princeps*, appelle Monarque ; mais il conclut formellement

(a) Ministère de l'absolution par le P. Bernard pag. 21.

que leur gouvernement est temperé par une autorité aristocratique, tellement que le Pape seul & qu'un Evêque seul ne peuvent rien statuer de conséquence ; le Pape sans le consentement libre de toute l'Eglise, & l'Evêque sans le consentement libre de l'Eglise de son Diocèse, d'où tous les Theologiens enseignent que les decrets du Pape & les statuts d'un Evêque tirent, du consentement & de l'acquiescement de l'Eglise, toute leur force, & n'obligent qu'en conséquence. *Evidenter ac necessario insurgit neque Papam neque Episcopos seorsim posse aliquid magni momenti absque aristocratica moderatione, & libero Ecclesiæ consensu d'cernere. Ex quo fit ut omnes Theologi doceant vim actualem obligandi legum. ab Ecclesiæ consensu & consensione pendere* Richer *Demonst. de ecclesiast. & politic. potest. cap. 3. n. 2.* Allurement ce n'est pas là dire que le Pape & les Evêques sont Souverains ou Monarques dans l'Eglise, mais c'est la coutume du pere Bernard de prendre à contre sens les Auteurs qu'il cite, on lui a déjà fait ce reproche, sans qu'il eût pensé à y répondre. Il est incorrigible & relaps sur cet Article.

Le concile de Trente, parfaitement instruit, que Jesus-Christ comme fils à l'autorité sur sa maison, qui est l'Eglise, que les Evêques y tiennent lieu de Serviteurs & de Ministres, étant envoyés pour exercer leur ministère en faveur de ceux qui doivent être les heritiers du salut, & que la gloire des Evêques consiste à être fideles à celui qui les a établis dans cette charge, comme Moïse lui a été fidele en toute sa maison, comme un serviteur pour annoncer tout ce qui lui étoit ordonné de dire : ce Concile dit je ff. 23. *de sacram. Ordin. cap. 4.* veut que les Evêques sachent que la puissance des Prestres n'est point une puissance preciaire & ajoutée à leur consecration, mais qu'elle est une puissance d'état & une puissance adhérente à l'état, & que quoique les Evêques appartiennent à la Hierarchie plus que les autres Ordres, ils ne font cependant pas la Hierarchie, comme je l'ai dit plus haut, mais qu'elle consiste dans les Evêques, les Prestres & les Diacres, qui tous ont leurs fonctions, par lesquelles ils sont Hierarques & prennent part au gouvernement de l'Eglise, sans qu'aucun d'eux puisse s'en dire le Monarque & le Souverain.

Le concile de Trente, pour instruire d'une chose si importante tous les Ordres, a marqué plusieurs fonctions, que les Evêques ne peuvent faire sans leur Clergé, & plusieurs autres qu'il ne font au sens du Concile que comme Deputés du chef visible de l'Eglise, de même que les feroit un simple Prestre & avec la même autorité, s'il avoit la même delegation.

Le concile de Trente ff. 24. *de refor. cap. 18.* afin qu'il n'y ait que des Curés de merite dans l'Eglise, veut que l'Evêque ne presente les Cures qu'à ceux que les examinateurs qu'il doit lui-même presenter au Synode, & que le Synode aura reçus & approuvés pour cette fonction, auront trouvés capables d'être Curés. *Expediit maxime animarum salutis, à dignis atque idoneis Patribus gubernari... Examinatores autem singulis annis in Diocesana Synodo ab Episcopo vel eius Vicario ad minus sex proponantur, qui Synodo satisfaciunt & ab eo probentur. Advenienteque vacatione cujuslibet Ecclesiæ, tres ex illis Eligat Episcopus qui cum eo examen perficiant... Peracto deinde examine renuncientur*

quotcumque ab his idonei iudicati fuerint, aetate, moribus, doctrina, prudentia & aliis rebus ad vacantem Ecclesiam gubernandam opportunis, ex hisque Episcopus eum eligat, quem ceteris magis idoneum iudicaverit... Non cuiquam alteri, quam uni ex praedictis examinatis & ab examinatorebus approbatis, juxta supra dictam regulam, de Ecclesia provideatur. Conc. Trid. loc. cit.

Le Concile suppose donc une certaine autorité, & certains degre de lumiere dans le Synode, qu'il ne s'eroit pas trouver dans l'Evêque, ou du moins il a voulu par là mettre un contrepoids à son autorité & la temperer; car autrement l'on ne voit pas pourquoi le Concile donne à l'Evêque le droit de presenter au Synode, & qu'il attribue au Synode Diocésain, d'examiner les presentés par leur Evêque, de les recevoir & de les approuver, ou de les refuser, s'ils sont incapables de la fonction pour laquelle l'Evêque les presente. Il faut certainement que le Concile ait reconnu dans le Synode du Diocèse, composé de Curés & d'autres Ecclesiastiques, une Jurisdiction comme égale, & si l'on veut superieure à celle de l'Evêque, comme l'on reconnoit dans le concile Provincial une Jurisdiction superieure à celle de l'Archevêque qui y preside, dans le concile National une Jurisdiction plus grande que dans les Evêques & le Primat de la nation qui le composent, & dans le concile General une Jurisdiction capable de donner des Loix aux Evêques de tout le monde, & au Pape même, d'étendre ou de resserrer leur Jurisdiction.

Il resulte encore de notre remarque, 1°. que les Curés quand l'on se tient au decret du Concile, ne sont point approuvés precisement par l'Evêque, ou du moins par le seul Evêque, comme quelques Evêques dans leurs Mandemens & le pere Bernard d'Arras le veulent & le disent à chaque page de leurs écrits; mais qu'ils prennent l'approbation des Examineurs approuvés eux-mêmes par le Synode. 2°. Que la fonction de l'Evêque est de donner son vû ou *visa* de l'approbation faite par les Examineurs, de reconnoître la legitimite de l'examen & de l'approbation, & en consequence de ne pouvoir refuser d'investir de la Cure vacante, un de ceux, & le plus capable de ceux que les Examineurs ont approuvés. Autrefois l'Evêque donnoit cette investiture par son propre anneau, qu'il mettoit lui-même au nom de l'Eglise, dans le doigt du nouveau Curé. Cette ceremonie ne se pratique plus, par la jalousie des Evêques, qui ont vû qu'elle marquoit trop visiblement que le Curé est le propre époux de son Eglise, dont l'Evêque veut aujourd'hui être l'époux & ne laisser au Curé que la qualite de *Paranymph* de l'épouse & d'ami de l'Epoux. L'on a observé aussi de mettre le Bonnet sur la tête du nouveau Curé en signe qu'il étoit le docteur de sa Paroisse, & établi pour l'instruire & la gouverner avec autorité; cela a cessé depuis que les Evêques ont voulu passer pour les seuls *Rabbi* de leur Diocèse, & depuis qu'on ne les trouve plus dans le Temple (*au Synode*) assis au milieu des Docteurs (*des Curés*) les écoutant & les interrogeant, & ravir en admiration de leur sagesse & de leurs reponses tous ceux qui les écoutoient.

Il resulte enfin que les Curés, selon le concile de Trente ont le gouvernement direct des ames dans leurs Paroisses. *Exedit maxime animarum saluti,*

à dignis atque idoneis Parochis gubernari, & qu'ils y gouvernent véritablement l'Eglise, Idonei... ad... Ecclesiam gubernandam dans la portion qui leur est assignée à chacun, & collectivement gouvernent avec l'Evêque toute l'Eglise du Diocèse, & que ces Propositions : *l'Evêque est le seul pasteur d'un Diocèse ; L'Evêque a seul le gouvernement des âmes du Diocèse ; le soin des âmes est confié au seul Evêque.* sont contraires à la doctrine du concile de Trente, & approuvent de l'hérésie. Nous voyons cependant des Evêques qui les enseignent & qui osent les porter jusqu'au pied du Trône, pour les y faire approuver & recevoir.

Le concile de Trente *sess. 25. de reform. c. 4.* défend à l'Evêque de faire ailleurs que dans le Synode, la réduction, ou le changement des fondations onéreuses, & qui ne peuvent s'acquitter sans trop surcharger les Eglises ; par conséquent de l'avis & du consentement des Curés assemblés : car à quelle autre fin le Concile renverroit-il cette affaire pour être discutée dans le Synode ; le Synode y prend donc part, selon le Concile, il le suppose donc avoir plus de lumière que le seul Evêque & son petit Conseil pour la bien régler.

L'on nous dira peut-être que le Synode est le lit des jugemens que l'Evêque tient, où il prend les avis sans obligation de les suivre & de s'y conformer, ainsi que fait le Roi quand il tient son lit de Justice au Parlement. "Ceux qui sont Princes parmi les Nations, disoit le Fils de Dieu à ses Apôtres, les dominant... il n'en sera pas ainsi de vous :," *Matth. 20. 25.* Mais les Prêtres & les Levites fils de Sadoe (c'est Dieu qui, par le Prophète Ezechiel, parle lui-même à son peuple) "qui ont servi avec fidélité dans mon Sanctuaire... apprendront à mon peuple à faire le discernement de ce qui est Saint d'avec ce qui ne l'est pas, de ce qui est pur d'avec ce qui ne l'est pas ; & s'il se trouve quelque difficulté à résoudre, ils assisteront à mes jugemens & ils jugeront.,"

Sacerdotes autem & Levitæ filii Sadoe... populum meum docebunt quid sit inter Sanctum & pollutum, & inter mundum, & immundum ostendent eis. Et cum fuerit controversia, stabunt in judiciis meis & judicabunt. Voilà le modèle, c'est le S. Esprit qui l'a tracé : Moïse & Aaron ont reçu ordre de s'y conformer. Dieu a donc donné aux Prêtres de décider & de juger ; ce n'est point l'usage, nous diront quelques Evêques ; mais le Sauveur leur répond : "pourquoi vous mêmes violez-vous le commandement de Dieu pour suivre votre tradition ;" car Dieu a fait ce commandement. *Sacerdotes autem & Levitæ... Stabunt in judiciis meis & judicabunt.* Les Prêtres & les Levites assisteront à mes jugemens, & ils jugeront.

Le concile de Trente *sess. 5. de reform. c. 2.* veut que l'Evêque établisse des Theologaux dans les grandes Eglises, & des Ecolatres dans les moindres après avoir pris l'avis du Chapitre, & concerté l'établissement avec les chanoines de ces Eglises.

Et *ff 21 de Sacrif. Missæ cap. 9.* qu'il examine avec deux Chanoines les Indulgences concédées par le souverain Pontife, dont on lui demande la publication, afin de l'accorder si elles sont dûment obtenues, & véritables.

Et *ff. 23. de ref. cap. 18.* qu'il établisse des Seminaires de l'avis de deux Deputés du Chapitre & de deux Deputés du Clergé de la Ville; c'est-à-dire de deux Curés, & qu'il en reçoive les comptes tous les ans en la présence des mêmes Deputés.

Et *ff. 24. de ref. cap. 12.* qu'il regle tout ce qui regarde le Chapitre & leurs Offices, avec deux Chanoines dont il en nommeta un & le Chapitre l'autre.

Et *cap. 11.* qu'il puisse du consentement du Chapitre, unir des bénéfices de la même Eglise à la messe des Cathedrales & des grandes Collegiales qui ont de modiques revenus.

Et *ff. 25. de reform. cap. 6.* que l'Evêque prenne connoissance des Procès intentés aux Chanoines; mais qu'il ne les juge que de l'avis de deux Chanoines, & que lorsqu'il les assemble pour leur proposer quelque affaire qui ne les regarde pas nommément, qu'il prenne leur avis & qu'il conclue à la pluralité: Si là l'Evêque n'est pas le maître de la decision, bien moins le doit il être dans le Synode, dont l'autorité est constamment plus ancienne, plus lumineuse & plus grande que celle du clergé de la Cathedrale. Il doit prendre l'avis des Curés, & conclure à la pluralité, surtout quand il s'agit de faire des Reglemens qui interessent tout le Diocèse.

Selon le même Concile de Trente *ff. 7. c. 15. ff. 22. cap. 8. & cap. 9. ff. 25. cap. 8.* l'Evêque, comme delegué du S. Siège, exécute les dernières volontés des defunts, visite les Hôpitaux, & prend connoissance des Colleges, des Fabriques & des confrairies Laïques de son Diocèse.

Et *ff. 5. de reform. c. 1.* l'Evêque au deffaut de l'Abbé établit des Professeurs pour enseigner l'Ecriture Sainte dans les Abbayes.

Et *ff. 21. de refor. cap. 6.* il peut obliger les Curés de tenir auprès d'eux un nombre suffisant de Prestres pour l'administration des Sacrements, & mettre lui-même des Vicaires dans les Paroisses qui ont des Curés notoirement ignorans.

Et *ff. 22. de observ. in celeb. missar.* il doit veiller à ce que les Messes soient célébrées avec decence, & à ce qu'aucun abus ne se glisse dans leur celebration.

Et *Ibid. de refor. cap. 3.* l'Evêque peut, & toujours en qualité de Delegué du S. Siège, mettre en distributions quotidiennes, la troisième partie des fruits des Cathedrales & des Collegiales.

Il en est de même de beaucoup d'autres cas (*) où l'Evêque ne decerne rien que comme Delegué, qui montrent évidemment qu'il est plus dependant que Monarque dans le gouvernement de son Diocèse. Ce n'est point dans le secret que ces choses ont été ainsi arrêtées. Le cardinal Charles de Lorraine, & plusieurs évêques François, parmi lesquels il y en avoit deux à trois de notre Province, assisterent aux sessions où elles furent réglées.

L'on me dira que ces Decrets ne s'observent point. A qui en est la faute, si ce n'est aux Evêques, qui étant accoutumés à se faire obéir par les enfans de l'Eglise, ne trouvent pas qu'il convienne à leur dignité de rendre obéissance eux-mêmes à l'Eglise. Toujours en résulte-t'il, soit qu'on ne les

(*) Azor *Inst. Moral. part. 2. lib. 4. cap. 1.* *apostolica Sedis, ex Concilio Trident.* nous donne
 14. *Quidnam possit Episcopus tanquam delegatus* un extrait de tous ces cas.

observe pas, parcequ'ils ne sont pas reçus, soit parcequ'ils ne les Evêques n'y defferent pas, que le concile de Trente, qui en tant de rencontres a mis des bornes à l'autorité absoluë des Evêques, ne les a pas tenus pour Monarques & Souverains dans la conduite de leurs Diocèses, & qu'il n'approuve pas l'*Episcopanisme*, ou le gouvernement d'un seul dans l'Eglise; mais qu'il est de l'Esprit de l'Eglise, qu'il y ait des rapports entre ceux qui composent la *Hierarchie*, & qu'ils se prêtent mutuellement la main dans leurs fonctions, comme étant tous les membres d'un même corps, dont toutes les vûes doivent uniquement tendre au bien du corps.

Il en résulte encore qu'on n'est point recevable à accuser l'anonyme Auteur de la Consultation sur la Jurisdiction, &c. de ne pas entendre dans un sens favorable aux Evêques, quelques Decrets obscurs du concile de Trente, pendant que les Evêques ne se soumettent point à d'autres Decrets clairs & précis du même Concile; & selon les apparences, ne s'y soumettront jamais, parceque ces Decrets resserrent trop la pleine puissance que les Evêques veulent avoir de droit Divin dans leurs Diocèses; mais que le Concile declare formellement & clairement ne leur pas appartenir, & n'être que de droit Ecclesiastique & de pure discipline.

§. XI. *Les Evêques n'ont aucune fonction qu'on puisse assurer leur être propre de droit divin, que les Prestres n'ayent faite autrefois de même droit, ou par puissance d'Ordre.*

Un Auteur de la fin du huitième siècle parmi les ouvrages de saint Jean Damascene a crû que les Evêques ont eu seuls dans les premiers siècles de l'Eglise, le pouvoir & l'exercice des Clefs pour la remission des pechés, & que sans appeler les Prestres en partage de cette fonction, ils ont seuls administré aux pecheurs le sacrement de Penitence; mais que s'étant livrés à l'erreur & aux desordres d'une vie corrompue, le peuple les avoit méprisés & s'étoit adressé aux Prestres du second Ordre, pour la Confession & l'absolution, & que ceux-ci ayant en peu imité les Evêques dans leurs dereglemens, le peuple avoit eu recours aux Moines, les avoit consultés & reçu d'eux la Penitence & l'Absolution, mais que les Evêques & les Prestres avoient toujours la même puissance avec droit d'en user dans le tems même qu'ils en perdirent l'usage. (a)

Nicephore Cartophilax ou Garde-Chartres de l'Eglise de Constantinople

(a) Ante hos autem (Monachos) Pontifices soli per successionem à divinis Apostolis potestatem ligandi & solvendi acceperunt. Tempore autem procedente cum Pontifices inutiliter facti essent, terribilis illa potestas ad Sacerdotes inculpabilis vite & divina gratia donatos devenit. Postea quando isti cum aliis confusi essent & Præfules & Sacerdotes reliquo populo similes evasissent, multique ut nunc sit, incidit-

sent in spiritus deceptorios, inaneque sermonationes, simulque periissent, potestas illa, ut dixi, translata fuit in electum Dei populum, intelligo monachos: non ita quidem ut à Sacerdotibus & præfulis ablata sit, sed quoniam ipsi se ab ea alienos effecerunt. *Epist. de Confess. inter opera S. Joann. Damasc. edit.* 1712. 10. 1. fol. 606.

qu'on

qu'on croit avoir vécu dans le ix. siècle, nous dit aussi qu'autrefois les Evêques étoient les seuls qui confessoient; qu'il ne sçait pas pourquoi ils ne confessoient plus, mais qu'il pense que l'ennui & la fatigue de cette fonction, l'a fait passer des Evêques aux Moines. (a)

Dom Martene, (b) sur la foi peut-être de ces deux Auteurs & de quelques autres aussi peu instruits des premiers usages de l'Eglise, & sur l'autorité de Socrate, (c) nous donne également pour certain que dans les commencement du Christianisme, l'Evêque étoit le seul ministre du sacrement de Penitence, le seul qui imposoit la Penitence, & le seul qui reconcilioit les Penitens, après leur penitence accomplie; mais que dans le tems de la persécution de Dece, c'est ce que dit Socrate qui écrivoit 200. ans après la mort de Dece, le nombre des pecheurs ayant augmenté par la multitude de ceux qui succomberent à la tentation, les Evêques qui ne pouvoient plus suffire à entendre les confessions, établirent dans leurs Eglises un Prestre Penitentier pour les aider dans cette fonction, mais que Nectaire de Constantinople & la plupart des Evêques d'Orient, abrogerent cet office, laissant à la dévotion de chacun d'approcher des SS. Mysteres, sans s'être confessé auparavant. Sozomene *lib. 7. c. 16.* & Nicephore Callixte *lib. 12. c. 28.* témoignent la même chose. De pareils témoignages sont trop nouveaux & fort suspects, puisque Socrate, que Sozomene & Nicephore ont copié, étoit novatien & intéressé par état & pour l'honneur de sa Secte à détruire le ministère de l'Absolution dans l'Eglise, ou à ne le communiquer qu'au seul Evêque, quoique l'on prouve par des monumens autentiques & certains qu'il étoit commun aux deux Ordres.

Un Evêque dans le second concile de Carthage de l'an 390. c. 3. remontra que dans un Concile precedent, on avoit dessendu aux Prestres de benir le

(a) *Ligandi solvendique potestas Pontificibus ipsi à Clementissimo Deo nostro mandata est siquidem ad Petrum ait. Quacunque ligaveritis, ligata erunt. & quacunque solveritis, soluta. Unde olim omnes oportebat ad ipsos Pontifices accedere, suasque illis occultas prodere & sic vel renunciationem vel repudium facere. Ignoro autem qui factum sit, ut hæc minus obliterentur, quamvis existimem Pontifices negotiis tedio & frequentis multitudinis turbulentia fatigatos, id operæ ad monachos transmississe, ad eos scilicet, qui vere probati sint, aliisque valent esse utiles. Nihil enim inexpertis & indoctis permissum, &c. Nicephor. Constantinopol. Bibl. Par.*

(b) Marten. de Antiq. Eccles. ritib. lib. 1. c. 6. a. 6.

(c) Per id tempus visum fuit Ecclesie ut Presbyteri qui in singulis Ecclesiis Penitentia præerant, tollerentur, idque hac de causa. Ab illo tempore quo Novatiani se ab Ecclesia sequebantur, recusaverantque cum his qui tem-

pore persecutionis, regnante Decio, concitatis lapsi fuerant, communicare, Ecclesiarum Episcopi Canonici adjunxerunt, ut in singulis Ecclesiis Presbyter quidam penitentia præesset: quo qui post baptismum lapsi fuissent, coram Presbytero ad eam rem designato peccata sua confiterentur. Ille Canon adhuc apud alias sectas ratus, firmusque manet, soli autem qui fidem substantialis tenent, eum Novatiani qui cum illis in ea fide consentiunt, Presbyterum Penitentiarium rejecerunt. Novatiani vero ne initio quidem istam quasi appendicem admiserunt. Episcopi qui jam præsumt Ecclesiis quamvis ad longinquum temporis spatium hoc tenebant. Institutum tamen temporibus Nectarii Episcopi immutavit.... Eudemon quidam Ecclesie Presbyter genere Alexandrinus Episcopo Nectario dedit consilium ut Presbyterum Penitentiarium tollere & liberam daret potestatem ut pro sua quique conscientia ad mysteria participanda accederet Socrates Hister. lib. 5. c. 19.

Chrême, de reconcilier les Penitens & de consacrer les Vierges. *Memini præterito Concilio fuisse statutum, ut Chryisma vel reconciliatio, nec non & puellarum consecratio à Presbyteris non fiant.* Tous les Evêques répondirent qu'ils approuvoient la défense faite au Prestre de benir le Chrême, de consacrer les Vierges & de reconcilier les Penitens à la Messe publique. *Chrysmatis consecratio, & puellarum consecratio à Presbyteris non fiant, vel reconciliatio quæcumque in publica Missa Presbytero non licere hoc omnibus placet.* Mais que si un Penitent dangereusement malade pendant l'absence de l'Evêque demandoit d'être reconcilié, le Prestre pouvoit l'absoudre, après avoir consulté l'Evêque & pris sa permission. *Si quisquam in periculo constitutus, se reconciliari dicens Altaribus petierit, si Episcopus absens fuerit debet utique Presbyter consultare Episcopum, & sic periclitantem ejus præcepto reconciliare.* Le troisiéme concile de Carthage de l'an 394. c. 32. crut devoir modifier & accorder aux Prestres de reconcilier les Penitens pressés par quelque nécessité, sans attendre la permission de l'Evêque absent. *Ut Presbyter inconsulto Episcopo non reconciliet penitentem, nisi absente Episcopo & necessitate cogente.*

Les défenses sont précises, & prouvent incontestablement que les fonctions défendues aux Prestres par les nouveaux canons des conciles de Carthage leur avoient été communes jusqu'alors avec les Evêques. Il est à croire que les Prestres n'eurent gueres d'égard aux défenses, & continuèrent d'exercer comme auparavant. On n'en peut douter quand on voit l'Evêque Fortunat 24. ans après, demander au concile de Carthage sous les empereurs Honorius & Theodose l'an 418. can. 12. de quelle peine l'on doit punir les Prestres qui ne différant point à la défense, benissent le Chrême, reconcilient les Penitens & consacrent les Vierges. Les peres du Concile renouvelèrent le Statut: "Que les Prestres dirent-ils, ne fassent point le Chrême, qu'ils ne consacrent point les Vierges & qu'ils ne reconcilient point les Penitens à une Messe publique, c'est-à-dire lorsque le peuple est assemblé; mais ils ne crurent pas pouvoir decerner des peines contre les Prestres qui feroient ces fonctions, ni devoir prononcer que ce qu'ils feroient seroit d'aucune conséquence, persuadés qu'ils étoient que les Prestres en avoient le droit, & aucun concile de Carthage n'a défendu aux Prestres de reconcilier en secret les pecheurs secrets, & ne les a mis dans la nécessité de prendre le consentement de l'Evêque, (a) pour absoudre dans le secret.

Balsamon expliquant le canon 6. du concile de Carthage de l'an 418. remarque que ce Concile avoit donné aux Evêques & défendu aux Prestres de consacrer les Vierges & les Temples, de faire le Chrême & de reconcilier les Penitens publics, ou, ce qui revient au même, que le concile de Car-

(a) Fortunatus Episcopus dixit. In præteritis Conciliis statutum meminimus esse ut Chryisma vel reconciliatio penitentium, nec non & Puellarum consecratio à Presbyteris non fiant. si quis autem emergerit hoc faciens, quid de eo statuendum sit? Aurelius Episcopus dixit: Audivimus Dignationem vestra Suggestionem fratris

& Coepiscopi nostri Fortunati, quid ad hæc dicitis? ab universis Episcopis dictum est, Chrysmatis consecratio, & puellarum consecratio à Presbyteris non fiat, vel reconciliatio quæcumque in publica missa Presbytero non licere, hoc omnibus placet. Conc. Carth. an. 418. c. 6.

rhage avoit donné comme privilege aux Evêques, la faculté de faire ces oholés, & l'avoit ôtée aux Prestres. *Hac ergo Presbyteris fieri prohibuit Synodus, quemadmodum & Templorum consecrationem & dedit eorum facultatem Augustinus Balfamon in can. 6. Conc. Carth.* C'est-là assurément nous dire que dans le principe ces grandes fonctions ne conviennent pas plus aux Evêques qu'aux Prestres, que les Prestres les ont faites dans les premiers siècles, & qu'elles ne sont réservées à l'Evêque que de seul droit positif Ecclesiastique, & parcequ'un Concile leur en a donné le pouvoir exclusif des autres Prêtres.

Il est incontestable que les Prestres ont donné la Confirmation: (a) M. Duquet *Diff.* 31. croit qu'ils la donnoient dans la nécessité & le prouve par saint Augustin *serm.* 324. le 1. concile de Tolède c. 20. le 1. concile d'Orange c. 14. le concile d'Épône de l'an 517. c. 16. d'où on ne peut tirer d'autre conséquence, dit ce sçavant Abbé que celle dont les habiles gens sont aujourd'hui très-convaincus, que les Prestres ont donné la Confirmation en quelques cas extraordinaires. Ils continuent encore dans l'église d'Orient de confirmer, & il seroit bon peut-être qu'ils le fissent dans l'église Latine dans la négligence affreuse de beaucoup d'Evêques d'administrer ce Sacrement. (b) L'on ne peut gueres douter aussi que la consecration des Prestres n'ait été commune autrefois aux Prestres avec les Evêques, & que comme aujourd'hui les Prestres nouvellement ordonnés consacrent la même Eucharistie avec l'Evêque & que comme les Prestres consacrent encore les Stes. Huiles conjointement avec l'Evêque, ils n'aient par union de ministère, & comme ne faisant qu'un Ministre, concouru avec les Evêques à l'ordination des Prestres. Le 1. concile de Carthage de l'an 398. l'insinue quand il ordonne can. 3. à tous les Prestres qui sont présents à l'ordination d'un Prestre d'avoir la main sur la tête du Prestre dans le même tems que l'Evêque & lorsqu'il le benit. (c) Le même Concile (d) can. 4. descend d'observer ce ceremonial à l'ordination du Diacre. L'Evêque seul sans les Prestres lui impose les mains, par cette raison que le Diacre n'est pas consacré Prestre, mais Ministre seulement. Tout le monde sçait que l'imposition des mains, faisoit l'essentiel de l'ordination des Prestres, les Onctions que l'on a faites depuis, & que l'on continué de faire, n'étant pas encore d'usage à Rome du tems du Pape Nicolas I. & presque pas connus dans les autres

(a) L'on cite en preuve de l'incapacité des Prestres à donner la Confirmation le chapitre 8. des Actes: Et l'on ne s'aperçoit pas que Philippe qui avoit converti & baptisé les Samaritains n'étant que Diacre, n'avoit pu la donner: que la persecution qui s'éleva à Jerusalem, après la mort de S. Etienne avoit obligé tous les Disciples à se disperser, excepté les Apôtres; mais que les Apôtres qui étoient à Jerusalem ayant appris que ceux de Samarie avoient reçu la parole de Dieu par le ministère du Diacre Philippe, envoyèrent Pierre & Jean qui leur imposaient les mains, & ils reçurent le S. Esprit.

(b) Voyez Arcudius, *Traité de Confirm. per totum*. — Le concile de Riez *an.* 459. c. 4. permet aux Curés de donner la Confirmation.

(c) *Presbyter eum ordinatur, Episcopo eum benedicente, & manum super caput ejus tenente, etiam omnes Presbyteri, qui praesentes sunt, manus suas juxta manum Episcopi super caput illius tenent.* *Conc. Carth. 4. an.* 398. c. 3.

(d) *Diaconus dum ordinatur, solus Episcopus qui eum benedicit, manum super caput illius ponat, quia non ad Sacerdotium, sed ad ministerium consecratur.* *Idem. can. 4.*

Eglises du rit Latin au milieu du ix. siècle. (a) Le concile 1. de Nicée de l'an 325. dans sa lettre aux Egyptiens, rapportée par Theodoret *lib. 1. ch. 9.* de son Histoire, (b) & le concile d'Ancyre de l'an 314. can. 13. (c) sont précis & nous apprennent positivement que les Prestres ordonnoient des Prestres & des Diacres.

L'usage & la possession où les Prestres furent d'abord d'ordonner conjointement avec les Evêques, ou séparément, ne passa gueres le iv. siècle: Saint Jérôme qui vivoit sur la fin du iv. siècle, & au commencement du v. nous assure qu'à l'Ordination près, les Prestres exerçoient toutes les autres fonctions aujourd'hui réservées à l'Evêque, c'est-à-dire consacroient les Eglises, les Autels, les Vierges, confirmoient, faisoient le Chême, reconcilioient les Penitens publics, &c. *Quid enim facit excepta ordinatione Episcopus, quod Presbyter non faciat.* S. Hieron. *Epist. ad Evagrium.* (d)

Les constitutions Apostoliques *lib. 8. cap. ult.* accordent de même aux Prestres toutes les fonctions, excepté l'Ordination. *Manum imponit, sed non ordinar.* Le Prestre confirme, mais il ne consacre point les saints Ordres. Saint Epiphane *Hæres. 75 n. 3.* dit la même chose.

Saint Chrysostôme nous apprend aussi que les Evêques ont seulement de plus que les Prestres, le pouvoir de conférer les Ordres, & que par cet endroit seul ils se distinguent des Prestres; mais qu'il convient aux Prestres comme aux Evêques d'enseigner & de gouverner l'Eglise, & que la différence entre les Prestres & les Evêques n'est pas grande. *Presbyterorum ordine pratermissa ad Diaconos transit. Quorsum quæso? quia inter Episcopos & Sacerdotes non est magnum discrimen. His enim & Doctrina & Ecclesie gubernatio commissa est. Ea etiam quæ de Episcopis dixit, Presbyteris conveniunt. Ordinatione quidem sola illi superant, idque unum Presbyteris plus habere videntur.* Chrysost. in 1. ad Tim. rom IX.

Dès là il résulte que les Prestres confessoient, reconcilioient les Penitens, confirmoient les fideles, consacroient les saintes Huiles, les vases sacrés & les Vierges, dedioient les Eglises & les Autels, enseignoient, gouvernoient l'Eglise, en un mot faisoient tout ce que nous appellons aujourd'hui fonctions Episcopales, excepté qu'ils n'ordonnoient point à Rome, à Constantinople,

(a) Præterea seiscritaris, utrum solis Presbyteris an & Diaconis debeant, cum ordinant manus Chrisinatis liquore perungi? Quod in sancta hac Romana Ecclesia cui Deo auctore deservimus, neutris agitur. Sed & quia sit à Novæ legis ministris actum, nusquam nisi fallat obliquo, legimus. *Nicolas Papa I. Radulpho Arch. Rutenie.*

(b) Hi autem (Presbyteri) qui Dei gratia & vestris precibus adjuti, ad nullum schisma deflexisse comperti sint, auctoritatem habent cum ministris ordinandi (* *Procheirizestai*) tum eos qui Clero digni fuerint nominandi tum denique omnia ex lege & instituto ecclesiast-

tico libere exequendi. *Conc. 1. Nicen. Epist. Ecclesia Alex. Ec. Apud Theod. Hist. l. 1. c. 9.*

* Le conc. de Nicée *ibid.* se sert du même verbe *Procheirizestai* pour designer les Ordinations que l'Evêque Melece avoit faites. Il ne peut avoir 2. à 3. lignes plus bas un autre sens.

(c) Chorepiscopis non licet Presbyteros aut Diaconos ordinare, sed nec presbyteris Civitatis, sine precepto Episcopi vel litteris in unaquaque Parochia. *Conc. Ancir. c. 13. Voyez le §. 18. infra.*

(d) Hieron. *Epist. ad Evagrium.* Et refertur *Dist. 94. c. 14.*

en Chypre, &c. du tems de saint Epiphane, de saint Chrysostôme, de saint Jérôme & de l'Auteur des constitutions Apostoliques. La discipline étoit différente en Afrique, les Prestres n'y benissoient point le Chrême, ni les Vierges & ne reconcilioient point les Penitens publics, mais ils y concouroient à l'ordination des Prestres, sans concourir à celles des Evêques, des Diacres & des autres Clercs, parcequ'on ne tenoit point encore que l'Episcopat & le Diaconat fussent des Ordres sacrés.

L'Auteur de la hierarchie Ecclesiastique que l'on croit avoir écrit sur la fin du v. siecle (a) joint à l'Ordination reservée à l'Evêque, la consecration du saint Chrême & celle des Autels; mais l'Ordination & les autres fonctions reservées, n'étoient point encore si propres à l'Episcopat au milieu du v. siecle dans les Eglises d'Occident, que les Prestres ne les fissent quelquefois ou par la communion de leur Evêque ou par entreprise, & aucun Canon n'avoit encore dit leurs consecrations & leurs ordinations nulles & invalides. Nous l'apprenons du concile d'Orenge l'an 441. c. 29. ce Concile defend aux Evêques infirmes, sans dire nul ce qui sera attenté au contraire, de permettre aux Prestres de faire en leur presence les fonctions reservées aux Evêques, & leur ordonne de commettre un Evêque pour les faire (b) saint Leon Pape dans ses reponses aux difficultés de Rustique de Narbonne vers l'an 444. lui dit que les ordinations de Clercs faites par un Prestre, & même des Clercs inferieurs par un Diacre qui se disoient Evêques sans l'être, sont valides & que l'on doit laisser dans l'execution de leurs ordres, ceux qu'ils avoient ordonné sur le demissoire du propre Evêque, (c) & attaché à une Eglise.

L'Auteur du livre des sept ordres Ecclesiastiques adressé au même Rustique de Narbonne enseigne qu'il convient aux Prestres d'instruire, de benir, de confirmer, de donner la Communion; &c. & d'administrer tous des Sacrements, que telle a été la pratique des tems Apostoliques dans l'Orient l'Italie, l'Afrique & dans toutes les provinces, mais que dans la crinte de diviser les Prestres & de causer des scandales, s'ils avoient tous eu un droit égal dans le gouvernement de l'Eglise, & aussi afin de donner quelque relief à l'Episcopat, l'on avoit reservé à l'Evêque l'ordination des Clercs, la Bénédiction des Vierges & la consecration des grandes Eglises, des Autels & du saint Chrême. L'auteur du livre des sept Ordres souhaite, si l'on ne peut

(a) Lex divina hierarchicorum Ordinum sanctificationem & Unguenti divini consecrationem, sacramque Altaris benedictionem perscipientibus divinatorum Pontificum virtutibus singulariter attribuit. *Dionys. de Eccl. Hierarch. cap. 4. §. 5.*

(b) Si quis Episcopus per infirmitatem, debilitatemve aliquam aut hebetudinem sensus incidit, aut officium oris amiserit, ea quæ non nisi per Episcopos gerantur, non, sub presentia Presbyteros agere permittat, sed evocet Episcopum, cui hoc quod in Ecclesia agendum fuerit, imponatur. *Conc. Araus. 1. a. 441. c. 29.*

(c) Inquisitio prima. De Presbytero vel Diacono, qui se Episcopos esse mentiti sunt, & de his quos ipsi Clericos ordinarunt. Responsum. Nulla ratio, &c. Si qui autem Clerici ab ipsis Pseudopiscopis in eis Ecclesiis ordinati sunt, qui ad proprios Episcopos pertinebant & Ordinatio eorum, consensu & judicio presidentum facta est potest rata haberi, ita ut in ipsis Ecclesiis perseverent, aliter autem vana habenda est creatio, quæ nec loco fundata est, nec auctore munita. S. Leo *Epist. 2. ad Rusticum Narbon.*

(d) Quia scriptum est: Presbyteri duplici honore honorantur, maxime qui laborant in verbo

rappeller l'usage des premiers siècles de l'Eglise, ou tout le ministère Ecclesiastique étoit commun aux deux Ordres, qu'au moins il n'y ait point de domination, & que les Prêtres fassent par tout dans leurs Eglises, ce qu'ils font à Rome, dans l'Orient, en Italie, en Crete, dans l'île de Chypre, en Afrique, dans l'Illyrie, en Espagne, dans la grande Bretagne, en une partie des Gaules, & dans tous les lieux où il y a de l'humilité.

De là l'on juge qu'il y avoit déjà des Evêques en quelques coins de nos Provinces qui tentoient de se rendre maîtres de tout le ministère Ecclesiastique & de s'asservir leurs freres; mais que toutes les fonctions avoient été communes.

Il est difficile de ne pas voir dans la lettre 181. de S. Basile, (a) des Prêtres qui ordonnent des Prêtres & d'autres Ministres. S. Basile ne le desaprouve pas; mais il veut que conformément aux Canons (il entend le Canon treize d'Ancire) ils prennent son consentement, parcequ'il reduira, dit-il, à l'état laïque, ceux qu'ils auront ordonnés autrement. *Scire quod erit Laicus qui sine nostra sententia in ministerium admissus est.* Les Evêques ont cessé de consentir, & les Curés ont cessé d'ordonner, le concile d'Ancire le leur ayant défendu, s'ils n'avoient pas ce consentement.

Il y eut plus de fonctions réservées à l'Episcopat dans le septième siècle que dans les précédens; "Quoique la dispensation du Ministère, dit le concile de Seville de l'an 619. can. 7. (b) soit commune aux Evêques & aux

Domini, prædicare eos decet, utile est benedecere, congruum confirmare, convenit reddere communionem, necesse est visitare infirmos, orare pro invalidis, atque omnia Dei Sacramenta complere præsertim cum in Oriente eam consuetudinem & in Illyrico, & in Italia atque in Africa & omnibus in locis, temporibus Apostolorum fuisse manifestum sit, ac sola, propter auctoritatem summo Sacerdoti Clericorum ordinatio & virginum consecratio reservata sit cum basilicæ Altaris & Christum dedicatione vel sanctificatione, ne à multis disciplina Ecclesiæ vendicata concordiam Sacerdotum solveret, scandala generaret, &c. Propterea hæc scribo, ut si præteriti temporis error non potest jam revocari, vel ad præsens in Ecclesiis servetur humilitas, ut Presbyteri hoc in Ecclesiis suis faciant quod Romæ, sive quod in Oriente, in Italia quod in Crete, quod in Cypre, quod in Africa, quod in Illyrico, quod in Hispania, quod in Britannia, quod etiam ex parte per Gallias, quod in omnibus locis ubi perseveratum humilitas, &c. Autor de VII. Ordin. Eccles. apud Hieron. to. 9. Edit. Novellana pag. 111

Hincmar de Reims & le Micrologue ont mis le livre des VII. degrés Ecclesiast. sous le nom de S. Jérôme dont il n'est point. Quelques-uns croyent l'auteur du VII. siècle, à cause

de quelques passages qu'on croit qu'il a tirés des livres des offices de S. Isidore de Seville qui mourut l'an 646. Il est plus apparent que c'est S. Isidore, si quelquefois il est l'auteur du livre des Offices, qui a copié le livre des VII. Degrés.

(a) Le pere Morin, de Sac. ordinat. exercit.

4. entend S. Basile ainsi. M. Duguet 41. Dissert. l'explique des Cleres inferieurs qu'il convient avoir été ordonnés par des Prêtres.

(b) Quamvis cum Episcopis plurima illis (Presbyteris) Ministeriorum communis sit dispensatio, quædam novellis & ecclesiasticis regulis sibi prohibita noverint, sicut Presbyterorum & Diaconorum ac virginum, tunc altaris consecratio, Benedictio vel unctio. Si quidem nec licere eis Ecclesiam vel Altaria consecrare, nec per impositionem manus Fidelibus baptizatis vel conversis ex Hæresi Paracletum Spiritum tradere, Christum consecrare, nec Christum Baptizatorum frontem signare, sed nec publice quidem in Missa quemquam Penitentium reconciliare, nec Formas cuiuslibet Epistolæ mittere. Hæc enim omnia illi cuncta esse Presbyteris, quia Pontificatus apicem non habent, atque Iolis debet Episcopis auctoritate Canonum præcipitur, ut per hoc & discretio graduum & dignitatis fastidium

Presbêtres en beaucoup de choses, il y a des fonctions cependant que *des Réglemens Ecclésiastiques & nouveaux* défendent aux Presbêtres : sçavoir ; de consacrer les Presbêtres, les Diacres & les Vierges, d'ériger des Autels & de consacrer les Eglises, de donner la Confirmation aux nouveaux baptisés & aux hérétiques qui reviennent à l'Eglise, de faire la benédiction du Chrême, d'en oindre le front des baptisés, de reconcilier les Penitens avec solennité, & de donner des Lettres formées ou de recommandation aux Fideles. *L'autorité des Saints Canons* défend tout cela aux Presbêtres, parcequ'ils n'ont pas le Bonnet d'Evêque, *Pontificatus apicem*,²² au lieu que les Canons l'accordent aux Evêques comme un signe de distinction & pour marquer qu'ils ont le suprême Sacerdoce. Le concile de Seville ajoute ; qu'il n'est point encore permis aux Presbêtres, quand l'Evêque est présent, à moins qu'il ne le leur commande, d'entrer dans le Baptistère, de baptiser, de faire les ceremonies du Baptême, de reconcilier les Penitens, d'offrir le sacrifice, d'enseigner, de benir, de saluer (a) le peuple, *“ omnes * eas cosas ayant été défendues aux Presbêtres par le siége Apostolique.*

Cette dernière phrase ne se trouve pas dans tous les Mss. & quelques éditions ne l'ont point ; mais cette expression, *le siége Apostolique*, fait une équivoque & laisse incertain, si c'est le siége de Rome que l'on doit entendre, ou celui de Tolède, l'usage ayant été alors, surtout dans les siècles précédans, d'appeller les Metropoles, siéges Apostoliques. Il est à croire que ces termes mal entendus ont porté le faux Ilidore à nous donner sous le nom du pape Damase & du grand S. Leon des lettres où l'on trouve le Canon du concile de Seville, qui, quelques supposées qu'elles soient, nous fournissent cette preuve, que dans les tems de leur Auteur à la fin du huitième siècle, l'on ne croyoit point encore que les fonctions dont elles nous parlent, étoient de droit Divin dûes aux seuls Evêques, & il resultera toujours que les éminentes fonctions qui aujourd'hui distinguent si fort les Evêques, leur ont été communes autrefois avec les Presbêtres, & n'ont été réservées à l'Episcopat que par de nouveaux Canons & de nouvelles loix Ecclésiastiques, nouvelles & ecclésiastiques règles. Mais qu'il y a des fonctions si réservées à l'Episcopat par le droit nouveau, que les Evêques ne les peuvent commettre à des Presbêtres, &

Summi Pontificis demonstratur, sed neque coram Episcopo licere Presbyteris in Baptisterium introire, nec presentem Antistitem infantem tingere aut signare, nec Penitentes sine præcepto Episcopi sui reconciliare, nec eo presentem Sacramentum corporis & sanguinis Christi conficere, nec, eo coram posito, populum docere, aut salutare, nec plebem utique exhortari. * Conc. Hispan. 2. c. 7. ex edit. Leoy'a.

* Une autre édition ajoute ce qui suit : *Qua omnia eis à sede Apostolica prohibita esse monstratur.*

(a) Item placuit, ut non aliter Episcopi & aliter Presbyteri populum, sed uno modo sa-

ludent dicentes : Dominus sit vobiscum. Conc. Bracar. an. 563. c. 21. L'on voit par ce texte que quelques Evêques affectoient de saluer le peuple, autrement que les Presbêtres ne le faisoient, le desir des différences a prevalu sur l'autorité du Concile ; les Presbêtres disent *Dominus vobiscum*, les Evêques, *Pax vobiscum*.

** Apex ... Sacerdotum insigne. *Festus*. Apex est, quod in summa galea eminet, quo figitur crista quam Græci *Koron*, vocant. *Isid.* Orig. lib. 28. c. 14. Apex, est picum suile, quo Sacerdotes gentiles utebantur, appellatus ab apiendo, id est, à ligando. *Idem*. lib. 19. c. 30.

d'autres que les Prestres ne sont point en presence de l'Evêque, à moins qu'il ne leur commande, comme d'enseigner, de benir le peuple, d'aboudre un Penitent, & qu'ils sont de droit ancien sans sa commission quand ils ne sont pas en sa presence.

M. Habert a crû que le Canon de Seville n'a parlé que des Prestres qui n'étoient attachés à aucune Eglise; mais que les Prestres du Canon ou de la Matricule avoient toutes leurs fonctions, l'Evêque present sans attendre sa permission, au lieu que les Prestres à Ordination libre & sans titre, ne les avoient pas en sa presence, consequemment à des reglemens nouveaux. (a)

L'on peut soupçonner aussi que le faux Isidore, ou quelqu'autre ont interpolé de plusieurs reserves le canon de Seville; c'est ce qui paroitra dans la suite, ou du moins que le Decret de ce Concile ne fut point accepté generalement dans les Eglises d'Espagne, ou fut reformé & réduit à moins quelque tems après.

S. Isidore Evêque de Seville, depuis l'an 599. jusqu'à l'an 636. ne reconnoit dans ses livres des Offices, (b) de fonctions reservées aux Evêques, que la seule Ordination des Clercs (l'Auteur du livre des sept Ordres l'avoit dit avant lui, & le concile d'Aix de l'an 816. (c) l'a repeté après eux dans les mêmes termes) que l'Eglise, c'est-à-dire le droit Ecclesiastique, par une disposition du bon ordre, afin de conserver la paix, prevenir les scandales, & donner plus d'autorité aux Evêques dans le gouvernement, leur avoit reservée.

Comment S. Isidore qui avoit presidé au concile de Seville l'an 619. & qui en fut comme l'ame, a-t'il pu dire que la seule Ordination étoit reservée à l'Evêque? Ou comment le concile de Seville, après le sentiment si marqué à S. Isidore, si les livres des Offices ont precedé le Concile, a-t'il fait tant de reserves en la presence même de S. Isidore? Il est à presumer, ou que les livres des Offices ne sont point de ce saint Docteur, (d) mais plutôt de l'Auteur des sept Ordres de l'Eglise, ou que le Canon vii. du concile de Seville est interpolé.

(a) Tandem non inventus, sed repertus mihi est (Canon) in Concilio longinquo Hispalensi nimirum secundo, ubi Presbyteris, Episcopo presente inhibetur tingere, sacrificare, populum docere vel benedicere. Ego attente Canonem asperi deprehendique ibi sermonem esse de Presbyteris vagis nulleque titulo additis, iisdemque Corepiscopis, qui Episcoporum munia coram invadebant. Recte igitur & canonice in eos decretum, ita ut tamen hæc regula novella dicatur. Illud certe de Presbyteris non *apolutos* ordinatis quod vetatur in Synodo Calcedonensi, sed ad titulum certum, vel cum Episcopali communem vel ab eo pendenrem ordinatis dici non potest. *I. ante Habert. Pontific. Eccl. Græc. fol. 110.*

(b) His enim (Presbyteris) sicut Episcopis

dispensatio Mysteriorum Dei commissæ est. Præsumt enim Ecclesiis Christi, & in consecratione divina Corporis & Sanguinis confortes cum Episcopis sunt, similiter & in Doctrina populorum & in officio prædicandi. Sed sola propter auctoritatem summo Sacerdoti Clericorum Ordinatio & consecratio reservata est, ne à multis Ecclesiarum Disciplina vetriciana concordiam solveret, scandala generaret. *S. Isidor. Hispal. de ff. Eccl. lib. 2. c. 7.*

(c) Concilium Aquileg. an. 816. *lib. 1. c. 8. Conc. Labb. rem. 7. p. 1317.*

(d) Baronius & quidam alii dubitant an Isidorus Hispal. sit Auctor librorum duorum de Divinis seu ecclesiasticis officiis, Illique sint qui ab Hildephonso, de genere Officiorum, quos, Concilio Toletano 4. anno 633. hortante scripsit Isidorus.

Le

Le premier concile de Tolède de l'an 400. descend absolument aux Prestres de consacrer à l'avenir le saint Chrême, comme il se pratiquoit en plusieurs provinces. Le huitième de Tolède de l'an 653. can. 7. à l'Ordination qui étoit la seule chose que le livre des Offices nous dit que les Loix ecclésiastiques réservent d'abord à l'Evêque en quelques Provinces, ajoute la consécration du saint Chrême que le concile de Tolède de l'an 400. leur réserve aussi, & la consécration des Eglises. "Il nous convient de savoir, dit ce Concile, que l'autorité éminente de la grandeur Episcopale a jugé avec raison que la consécration des Temples, la benédiction du Chrême & la collation des Ordres, faisoient le total des sacrées fonctions qu'elle a dévolues aux autres Prestres, *ceteris Sacerdotibus*, parcequ'elles sont des consécractions qui subsistent aussi divinement après qu'elles sont faites, qu'elles se font excellemment, & d'autant plus singulièrement par les seuls Evêques, qu'il est réservé à leur seule grandeur des les faire.," (a) Ce n'est donc point le droit Divin selon le huitième concile de Tolède, qui réserve aux Evêques de faire les Ordinations, mais les Evêques eux-mêmes en ont fait la loi, & par autorité se sont réservé de les faire.

Rien n'est plus précis & ne montre avec plus d'évidence l'interpolation du concile de Seville, & qu'il n'y avoit encore l'an 653. en Espagne que la consécration des Eglises, du Chrême & des Clercs, que la puissance Episcopale refusoit aux autres Prestres; mais que tout le reste du ministère sacré leur étoit commun avec les Evêques, & que les grandes fonctions n'avoient cessé d'être communes aux Prestres, que depuis que les Evêques plus puissans que les autres Prestres avoient affecté de se distinguer par des fonctions suréminentes & plus rares, & avoient descendu aux Prestres du commun de les faire.

Le concile de Vormes de l'an 868. c. 8. soit qu'il l'emprunte du second concile de Seville après y avoir fait quelque changement ou de la Decretale supposée au Pape Leon I. aux Evêques des Gaules & de Germanie, qui plus véritablement est de Leon III. ou de Leon IV. reconnoît de même que les fonctions qui aujourd'hui distinguent si fort les Evêques, leur avoient été communes avec les Prestres. "Quoique la dispensation de beaucoup de Mysteres, dit ce Concile, soit commune aux Evêques & aux Prestres, les Prestres ne doivent pas ignorer qu'il y a des fonctions qu'un ancien Decret & les nouvelles règles de l'Eglise leur descendent. Qu'ils sachent donc que la consécration des Vierges & la benédiction des Autels sont interdites aux Prestres, & qu'il ne leur est point aussi permis de consacrer les Eglises, de donner le Saint-Esprit par l'imposition des mains, de faire le Chrême & d'en oindre le front des baptisés, ni de reconcilier publiquement aucun Penitent. Tou-

(a) Nolle nos convenit, quod episcopalis eminentia culminis auctoritas non immerito sacris omnibus esse summa percensuit, quæ cæteris Sacerdotibus exercenda prohibuit, scilicet templorum Dei sacrationem, Chrisma benedictionem, sacrorumque Ordinum institu-

tionem, quæ tam divinaliter ordinata persistunt quam excellentissime conservantur, quia & tanto ab eis singulariter impenduntur, quantum eidem summo culmini peragenda servantur. *Concil. Tolet. 8. an. 653. c. 7.*

“tes ces fonctions ne leur sont point permises parcequ'ils n'ont pas le bon-
“net d'Evêque, *Pontificatus apicem*, une Mitre en tête, au lieu que les Ca-
“ nons donnent aux Evêques, la puissance de les faire. (a)

Les Prestres ne peuvent donc exercer ces importantes fonctions, que par-
cequ'un ancien Decret & des *reglemens Ecclesiastiques & nouveaux* les en
empêchent, ils les exerceroient donc legitiment & validement, si l'autori-
té & la grande puissance des Evêques n'y avoit jamais fait d'obstacle. Mais
le concile de Vornes ne parle point des Confessions ni que les Prestres doi-
vent avoir l'approbation & la juridiction de l'Evêque pour entendre les
pecheurs & les absoudre. Le Concile ne dit rien non plus des Ordinations.
S'étoit-on relaché sur l'Article depuis la reponse du grand saint Leon à Rus-
tique de Narbonne, & du Pape Nicolas I. à Raoul de Bourges vers l'an 860.
qu'un Prestre ordonné par un Chorevêque (Nicolas I. ne le suppose que Pres-
tre & dans la succession des 72. Disciples) étoit validement ordonné & de-
voit être laissé dans toutes ses fonctions.

Vous me marquez, dit ce sçavant Pontife à l'archevêque de Bourges, que
les Chorevêques (les Curés) ont ordonné beaucoup de Prestres & de Dia-
cres dans vos quartiers, que quelques Evêques déposent ceux qui ont été
ainsi ordonnés & que d'autres les ordonnent de nouveau. Nous vous répon-
dons qu'on a tort de punir des Innocens par la suspension de leurs Ordres,
& que l'on ne doit pas reordonner ceux que les Chorevêques ont ordonnés.
Les Chorevêques (les Curés) representent les septante Disciples : & qui dou-
te que les septante Disciples ont eu le pouvoir de faire tout ce que font les
Evêques ? Mais parceque les *saints Canons* ne veulent pas que tous les Prestres
s'attribuent toutes les fonctions du Sacerdoce, afin que la dignité des Evê-
ques ne paroisse pas devolue à leurs Chorevêques (à leurs Curés) & que l'on
n'en prenne pas occasion d'estimer moins les Evêques, nous ordonnons qu'on
ne fasse plus rien à l'avenir qui à cet égard soit contre les Canons, c'est-à-dire
que le Pape Nicolas I. deffend aux Prestres d'ordonner d'autres Prestres par-
ceque des Canons posterieurs à l'établissement de l'Eglise le leur deffendoient ;
mais il ne touche point aux Ordinations qu'ils avoient faites, il les croit vali-
des & il en laisse tout l'exercice à ceux qui de bonne foi avoient cru pouvoir
se faire ordonner par des Prestres vicaires forins de l'Evêque, ou Curés à la
Campagne ; car les Chorevêques n'étoient pas autre chose, dans le sentiment
de Nicolas I.

(a) *Ngitur Presbyteris quamvis cum Episcopis*
plurima Mysteriorum communis sit dispensa-
tio, quædam tamen auctoritate veteris Legis,
quædam novellis *Ecclesiasticis Regulis* sibi pro-
hibita noverint. Consecratio ergo virginum &
benedictio vel unctio Altaris à Presbyteris mini-
me fiat. Similiter non liceat eis Ecclesia conse-
crare, nec per impositionem manus Paracletum
spiritum tradere, nec Christum consecrare, Chris-
mata baptizatorum fronte signare, sed nec
publice quidem in Missa quemquam Peniten-

tium reconciliare. Hæc enim omnia illicita
esse Presbyteris cognoscuntur, quia Pontifi-
catus apicem non habent, quæ tamen omnia
Episcopis auctoritate Canonum conceduntur.
Conc. VVermat. an. 868. c. 8.

(b) A Chorepiscopis asseris multas esse in
regionibus vestris Ordinationes Presbytero-
rum & Diaconorum effectas, quos quidam
Episcoporum deponunt, quidam vero denuo
consecrant : Nos vero dicimus nec innocentes
oportere percelli, nec ullas debere fieri reor-

Il est difficile de se persuader que Paul serviteur de Jesus-Christ Apôtre par la vocation divine, séparé & destiné pour prêcher l'Evangile de Dieu Rom. 1. 1. & Barnabé son collègue ont été ordonnés Evêques par de simples Prestres, c'est pourtant à quoi la lecture du texte des Actes nous conduit. " Il y " avoit alors, (a) dit S. Luc Act. 13. 1. dans l'Eglise d'Antioche des Prophetes & " des Docteurs entre lesquels étoient Barnabé & Simon qu'on appelloit le Noir, " Lucius le Cyrenéen, Manahen frere de lait d'Herode le Tetrarque & Saul. " Or pendant qu'ils sacrifioient au Seigneur & qu'ils jeûnoient, le Saint-Esprit " leur dit: S'parez-moi Saul & Barnabé pour l'œuvre à laquelle je les ai appel- " lés. Et après qu'ils eurent jeûné & prié, ils leur imposèrent les mains & les " laisserent aller.

Il est certain que Simon, Lucius & Manahen étoient Prestres puisqu'ils offroient le Sacrifice; mais ils ne l'étoient que dans le second Ordre, le livre des Actes ne leur donnant point la qualité d'Apôtres, qui les auroit dit Evêques & Prestres du premier Ordre, mais seulement la qualité de Prophetes & de Docteurs. " Dieu a établi dans son Eglise, dit saint Paul, (b) première- " ment des Apôtres, secondement des Prophetes & troisièmement des Docteurs " 1. Cor. 12. & 18. & dans l'Epître aux Ephesiens ch. 4. 11. „ lui-même donc (Jesus-Christ) " a donné à son Eglise, les uns pour être Apôtres, les autres " pour être Prophetes, les autres pour être Pasteurs & Docteurs. (c)

Les consecrateurs de Barnabé & de Saul, n'étoient donc point du premier Ordre puisque saint Luc ne leur donne que la qualité de Prophetes & de Docteurs qui faisoient le second Ordre. De plus il paroît par le texte Sacré, où Barnabé est nommé le premier, qu'il étoit le chef & à la tête de la mission d'Antioche. Or, est-il croyable que Barnabé qui n'étoit encore que Prestre ait eu la superiorité & la direction d'un emploi aussi important, si quelqu'un des compagnons de sa mission avoit été Evêque, & en cette qualité dans le rang & dans la succession des Apôtres.

Le Diacre Hilaire (d) dans ses commentaires sur saint Paul, attribués à saint

dinationes vel iteratas consecrationes, ad formam enim septuaginta, Chorepiscopi facti sunt, quos quia debiter Episcoporum habuissent officia: sed quia Sacri Canonis cavent ne omnes sibi omnia vendicent, ac per hoc dignitas Episcoporum ad Chorepiscopos suos videatur transferri, si tunc vilior honor Episcopi, decernimus nihil in hoc præter regulas ulterius fieri. Nicetani I. epist. ad Rudolphum Bavaricum. c. 1. Conc. to. 8. cap. 1. pag. 504.

(a) Erant autem in Ecclesia quæ erat Antiochiæ, Prophetæ & Doctores in quibus Barnabas, & Simon qui vocabatur Niger & Lucius Cyrenensis & Manahen qui erat Herodis Tetrarchæ collectaneus & Saulus. Ministrantibus autem illis Domino & jejunantibus, dixit illis Spiritus Sanctus, segregate mihi Saulum & Barnabam in opus ad quod assumpsi eos.

Tunc jejunantes & orantes, imponentesque ei manus dimiserunt illos. Act. 13. 1.

(b) Et quosdam quidem posuit Deus in Ecclesia primum Apostolos, secundo Prophetas tertio Doctores, &c. 1. cor. 12. 58.

(c) Et ipse dedit quosdam quidem Apostolos, quosdam autem Prophetas, alios vero Evangelistas, alios autem Pastores & Doctores. Ephes. 4. 11.

(d) Et quosdam quidem posuit Deus in Ecclesia, primum Apostolos: caput itaque in Ecclesia Apostolos posuit... ipsi sunt Episcopi, &c. secundo Prophetas. Prophetas duplici genere intelligimus, & futura dicentes & Scripturas revelantes, quamvis sint & Apostoli Prophetæ, quia primus gradus omnia subiecta habet... tamen specialiter erant Prophetæ & Scripturarum interpretes, &c. Tertio Doctores, illos

Ambroise, Vincent de Lerins, (a) saint Paulin à saint Augustin *Epit.* 50. al. 43. & saint Augustin en réponse à saint Paulin *Epit.* 149. al. 59. ont cru qu'il y avoit une distinction tout-à-fait marquée entre ceux à qui saint Paul donne les noms d'Apôtres, de Prophetes & de Docteurs, que les Apôtres tenoient le premier rang, & que ceux que saint Paul appelle Apôtres sont les Evêques: (b) delà l'on conclut bien que de simples Prestres firent l'Ordination de Paul & de Barnabé, ou du moins que de simples Prestres, si l'on ne veut pas par l'imposition de leurs mains entendre une véritable Ordination, deleguerent par ordre du Saint-Esprit, Saul & Barnabé pour une œuvre importante du ministère Evangelique sans en avoir conféré avec saint Pierre, ni pris la commission d'aucun Apôtre, & nous traherent que d'autres que les Apôtres (or, qui après les Evêques est plus capable que les Curés de le deleguer) deleguent quelquefois le ministère & donnent mission pour l'exercer.

Saint Chrysostôme qui devoit être instruit de la qualité des fondateurs de l'Eglise d'Antioche, dont-il étoit Prestre se declare nettement pour l'Ordination de saint Paul à l'Apostolat par des Ministres qui n'étoient pas d'un rang supérieur & de grande distinction dans l'Eglise; il dit qu'ils l'ordonnerent Apôtre afin qu'il prêchât désormais avec autorité & puissance. (c) M. Duguet diff. 3. 1. 6. 3. l'entend en la même manière & d'une véritable Ordination, telle que fut l'Ordination de Timothée, "C'est sur ce modele (de Moysé imposant les mains à Josué & qui le remplit de l'esprit de Sagesse) que les Apôtres, dit-il, donnerent aux premiers Diacres une partie de leur pouvoir, *orantes imposuerunt eis manus*. C'est ainsi que les Prophetes & les Docteurs qui étoient à Antioche, associerent par l'ordre de Dieu Paul & Barnabé aux travaux & à la gloire de l'Apostolat: *Tunc jejunantes & orantes, imponentesque eis manus, dimiserunt illos*: c'est ainsi que saint Paul avoit rempli Timothée de la grace du Sacerdoce & qu'il l'avoit élevé à l'Episcopat. *Admoneo te*, lui dit-il, *ut resuscites gratiam Dei, quæ est in te per impositionem manuum mearum*.

S. Timothée ne paroît pas avoir été ordonné Evêque autrement que saint Paul & saint Barnabé, par le ministère des Prestres. "Ne negligez pas lui dit l'Apôtre 1. *Tim.* 4. 14. (d) la grace qui est en vous, qui vous a été donnée suivant une revelation Prophetique par l'imposition des mains des Prestres, *cum impositione manuum Presbyterii*." Je sçai que quelques interpré-

dit Docteurs qui in Ecclesia litteris & lectionibus retinendis imbuant. *Hilarius Diaconus* in 1. ad Corinth. cap. 12.

(a) Et quodam quidem posuit Deus in Ecclesia primum Apostolos. Quorum ipse unus erat. Secundo Prophetas, qualem in Actibus Apostolorum legimus Agabam. Tertio Doctores, qui Tractatores nunc appellantur. Vincent. Lirinensis. *Commonit.* 1. cap. 23.

(b) Quid est, segregate mihi in opus? In Apostolatum. Vide iterum à quibus ordinatur, à Lucio Cyrenæo & Manabé, imo à spiritu.

Quanto enim personæ humiliores erant tanto purior apparere Dei gratia. Ordinatur in Apostolatum, ut eum jam potestate prædicet. *Chrysost.* in Act. Apostolorum. cap. 13.

L'expression grecque des Actes 13. 3. est la même que celle de S. Paul 1. *Tim.* 4. 14. pour marquer l'Ordination de Timothée à l'Episcopat, ou si l'on veut au Sacerdoce. Cela est indifférent.

(c) Noli negligere gratiam quæ est in te, quæ est data tibi per Prophetiam cum impositione manuum Presbyterii. 1. *Tim.* 4. 14.

tes, par ce qu'ils voyent faire aujourd'hui, que l'on appelle trois Evêques parceque les Canons l'ont ainsi réglé pour en sacrer un, & que quelques anciens comme saint Chrysostôme 1. *ad Tim. c. 4.* par ce qui se pratiquoit dans leur tems par des Loix postérieures aux tems Apostoliques d'appeler tous les Evêques de la Province, entendent des Evêques, le *Presbyterium* dont parle saint Paul; mais la premiere Antiquité entend ce terme de l'ordre Presbyteral ou du college des Prestres de quelque Eglise. (a) C'est l'idée que nous nous formons encore aujourd'hui du *Presbyterium* (b) & il n'y a peut-être aucun inconvenient à dire que dans les siècles Apostoliques, le choix des Prestres constituoit l'Evêque comme on le pratiquoit à Corinthe du tems de saint Clement Pape *Ep. 1. ad Cor.* comme on le faisoit à Alexandrie sans y apporter d'autres ceremonies que l'élection & l'intronisation (c) à la maniere que les armées faisoient autrefois les Empereurs, que les Diacres faisoient l'Archidiaque, comme on l'avoit fait à Rome l'an 239. à l'égard du Pape saint Fabien, que l'élection avec l'intronisation établirent souverain Pontife (d) & comme encore aujourd'hui le choix des Cardinaux fait les Papes & l'élection chez les Religieux fait les premiers Supérieurs, leur donne autorité, & des fonctions non communes aux autres Religieux.

§. XII. Il n'est pas de Foi que les Evêques soient de droit Divin, Supérieurs aux Prestres.

Le concile de Trente a compris en deux ou trois Decrets tout ce qu'il a jugé devoir être crû de la nature de l'Episcopat. "A considerer le tems où ces Canons ont été faits, les heretiques que le Concile a eu devant les yeux, & ceux qui les ont dressés & publiés; on doit être persuadé que les peres de ce Concile n'auront rien omis de ce qu'on est obligé de tenir positivement sur ce sujet, que tout ce qui n'y est point compris est abandonné à la dispute des Ecoles & à la discretion des Theologiens, pour en tenir ce

(a) Quid vero *Presbyterium*, aliud quam sacer cætus, consiliarii & assessores Episcopi. S. Ignatius *Epist. ad Trallianos.* & passim in aliis suis Epistolis.

Omni igitur actû ad me perlato placuit contrahi *Presbyterium*. Adfuerunt etiam quinque Episcopi, qui & hodie præsentés fuerunt, ut firmato consilio, quid circa personam eorum observari deberet, consensu omnium statueretur. *Cornelius Papa Cyprianus.* Inter Cyprianas *epist. 49.* ad Pamelii vero num. *epist. 46.*

On voit ici que le Pape Corneille assemble les Prestres, *Presbyterium*, auxquels il adjoint cinq Evêques qui se trouverent à Rome, & que tous ensemble delibererent sur une affaire importante.

(b) *Presbyterium.* *Presbyteriorum.* Officium & dignitas *Presbyteriorum.* Item, Cætus seu

Collegium Presbyterorum. Locus quoque ubi congregari solent Presbyteri ad consultationes suas. *Colepin. edit. 1634.*

(c) Alexandrie à Marco Evangelista usque ad Heraclam & Dionysium Episcopos, Presbyteri semper unum ex se electum, in excellentiori gradu collocatum, Episcopum nominabant, quomodo si exercitus Imperatorem faciat aut Diaconus eligant de se quem indulturum noverint, & Archidiaconum vocent. S. Hieron. *ad Evagr. epist. 85. tom. 2. refertur, Diji. 93. c. 24.*

(d) Quo spectaculo (columbar delatentis capiti Fabiani) permotus populus, ac divino spiritu incitatus, summa cum alacritate novo consensu simul omnis exclamare cepit dignum esse, statimque comprehensum Sacerdotali cathedra imposuit. *Euseb. lib. 6. c. 29.*

"qu'ils croiront le mieux fondé, & que ce seroit une extrême temerité de condamner ce que le Concile n'a point condamné, & de vouloir établir comme un dogme de foi, ce que le Concile n'a point établi.

Ainsi parle l'Auteur de la discipline de l'Eglise tirée du nouveau Testament. tom. 1. p. 351.

"Or le concile de Trente ss. 23. cap. 1. enseigne que Jesus-Christ à institué dans l'Eglise un Sacerdoce nouveau, visible & extérieur, & que l'Ecriture & une Tradition constante nous apprennent que les Apôtres & leurs successeurs dans le Sacerdoce (le Concile ne dit pas dans l'Apostolat, dans l'Episcopat, mais dans le Sacerdoce, afin de comprendre sous cette expression, les Evêques & les Prestres & les mettre de pair à cet égard) ont reçu la puissance de consacrer, d'offrir le Sacrifice, d'administrer le corps & le sang de Jesus-Christ, de remettre les péchés & de les retenir. (a)

"Le même Concile *ibid.* ch. 4. (b) déclare que les Evêques qui plus que les autres grades ecclésiastiques ont succédé aux Apôtres, appartiennent particulièrement à l'ordre Hierarchique, & comme dit l'Apôtre, sont établis par le Saint-Esprit pour gouverner l'Eglise de Dieu, qu'ils sont supérieurs aux Prestres qu'ils confirment, ordonnent & peuvent faire des fonctions, dont les autres d'un ordre inférieur n'ont pas la puissance.

"A prendre ces termes à la rigueur, dit un Auteur fameux, (c) on doit dire assurément que les Evêques y sont déclarés supérieurs aux Prestres & que c'est une hérésie de soutenir le contraire. Mais on ne peut pas dire que ce soit de droit Divin que cette supériorité soit établie; „l'on dira plutôt qu'elle n'est pas de droit Divin, le concile de Trente n'ayant pas cru l'an 1563. devoir suivre le projet qui avoit été arrêté l'an 1552. de la décider telle & ayant tenu ferme à ne le pas décider, quelque instance qu'en fissent les évêques Espagnols qui demandoient cette décision. Le Concile a refusé de le décider, cela est certain, & pourquoi ne l'a-t'il pas décidé, c'est qu'il ne l'a pas cru véritable & suffisamment fondé dans l'Ecriture & la Tradition.

Le Concile parlant des fonctions épiscopales ne dit point aussi, dont les autres Prestres, mais dans le sens de S. Thomas, dont les autres d'un ordre inférieur, c'est-à-dire qui ne sont pas Prestres, *Aquis non Sacerdos*, n'ont pas la puissance, parcequ'il n'est pas constant entre les Theologues que les Prestres,

(a) Cum igitur in novo Testamento Sanctum Eucharistiae sacrificium visibile ex Domini institutione Catholica Ecclesia acceperit, faciem etiam oportet in ea novum esse visibile & externum Sacerdotium in quod verus transmutum est, hoc autem ab eodem Domino Salvatore nostro institutum esse, atque Apostolis eorumque successoribus in Sacerdotio potestatem traditam conferendi, offerendi ministrandi Corpus Christi & Sanguinem ejus nec non & peccata dimittendi & retinendi Sacrae litterae ostendunt & Catholicae Ecclesiae traditio semper docuit. Conc. Trid. ss. 23. de Sacram.

Ordin. cap. 1.

(b) Sacro sancta Synodus declarat praeferre ceteros Ecclesiasticos Gradus, Episcopos qui in Apostolorum locum successerunt, ad hunc Hierarchicum Ordinem praecipue pertinere & potestatem sicut idem Apostolus ait à Spiritu Sancto regere Ecclesiam Dei, eosque Presbyteris superiores esse, ac Sacramentum Confirmationis conferre, Ministros Ecclesiae ordinare, atque alia pleraque peragere ipsos posse, quarum functionum potestatem reliqui inferioris Ordinis nullam habent. Conc. Trid. ss. 23. de Sacram. O. nin. cap. 4.

quant au Sacerdoce, soient d'un ordre inférieur aux Evêques; ils conviennent au contraire que c'est le même Sacerdoce; mais il n'en est pas ainsi des Diacres & des Soudiacres, &c. ils sont d'un Ordre inférieur, auquel il est certain que l'Eglise n'a jamais commis les fonctions du Sacerdoce ou de l'ordre supérieur, le même dans les Evêques & les Prestres.

Le concile de Trente dit évidemment que les Evêques, mais sans dire si c'est comme Evêques ou comme Prestres, sont établis par le S. Esprit pour gouverner l'Eglise de Dieu. S. Paul *Act. 20.* dit avec la même évidence, que le S. Esprit a établis les Prestres pour gouverner l'Eglise. Le texte de l'Apôtre établit donc évidemment que les uns & les autres sont de droit Divin avec pouvoir de gouverner; mais il est évident pour prouver que les Evêques sont de droit divin supérieurs aux Prêtres, puisqu'il est constant que les paroles que le concile de Trente approprie aux Evêques, l'an 1563. que le S. Esprit les avoit établis Evêques pour gouverner l'Eglise, furent dites aux prêtres d'Ephèse par S. Paul (a) & que les Théologiens du même Concile dans un projet de Décrets l'an 1552. employèrent les mêmes paroles pour relever l'autorité & la dignité des Prêtres, (b) sans en faire aucune attribution aux Evêques.

« Enfin le concile de Trente *ibid. can. 7.* dit anathème à ceux qui affirment « que les Evêques ne sont pas supérieurs aux Prestres, ou que les Evêques « n'ont pas la puissance de confirmer & d'ordonner, ou qu'elle leur est commune « avec les Prestres. (c) » Affurement ce n'est point là décider que de droit Divin les Prestres sont d'un Sacerdoce inférieur, n'ont point originellement la puissance de confirmer & d'ordonner, ou le fond de cette puissance, & que jamais ils ne l'ont exercée en vertu de leur Ordre, mais seulement qu'ils n'en ont plus l'exercice dans l'Eglise Latine; car pour ce qui est de la Greque, les Prestres y confirment communement, ou par pouvoir d'ordre, ou comme délégués des Evêques; mais conséquemment à leur pouvoir d'Ordre, ce qui est d'Ordre ne pouvant être délégué qu'à celui qui en est capable par son Ordre.

Le concile de Trente ne fonde point aussi *ch. 4. & can. 7. de Sacram. Ordinis.* la doctrine de la supériorité des Evêques & de leur puissance non commune aux Prestres de confirmer & d'ordonner sur l'Ecriture & la Tradition, d'où, s'il l'y fondoit, l'on pourroit inférer que la supériorité sur les Prestres, & l'exercice de quelques fonctions non communes aux autres Prestres seroient de droit Divin, au lieu que le Concile attache *ibid. ch. 1.* comme de droit Divin au Sacerdoce commun & le même dans les Evêques & dans les Prestres, la puissance de consacrer le corps & le sang de J. C. de le distribuer aux fideles, d'offrir le Sacrifice, de lier & de délier les pecheurs, & fonde

(a) Discipline de l'Eglise tirée du Nouveau Testament *ro. 1. p. 554.* l'Auteur étoit les Evêques supérieurs de droit Divin: il reconnoît cependant que le concile de Trente ne l'a point défini.

(b) *Act. 20. 28.*

(c) Voyez les notes de Vargas sur le concile

de Trente à l'an 1552. & ci-dessus §. 5.

(d) Si quis dixerit Episcopos non esse Presbyteris superiores, vel non habere potestatem confirmandi & ordinandi, vel eam quam habent illis esse cum Presbyteris communem, anathema sit. *Conc. Trid. ss. 23. de Sacram. Ordinis. Can. 7.*

cette puissance sur la Tradition & l'Ecriture, la fait commune aux Evêques & aux Prestres, sans la réserver à l'Episcopat comme il lui réserve celle de confirmer & d'ordonner, &c. sans doute dans le sens des conciles de Carthage, du second de Seville, du 1. & 8. de Tolède, d'Aix la Chapelle & de Wormes, qui n'ont regardé la Confirmation, l'Ordination, comme des fonctions propres à l'Episcopat, & qui ne leur sont devenues propres, de communes qu'elles leur avoient été avec le second Ordre, que parceque de nouvelles loix Ecclesiastiques, qui ont fait les Evêques Supérieurs & premiers, & qui leur ont donné un droit de Mitre ou l'*Apex* du Pontificat leur ont réservé des fonctions en signz de leur primauté, & les ont interdites aux autres Prestres.

Le sçavant pere Morin dans le sommaire d'un de ses chapitres des sacrées Ordinations assure que l'Eglise n'a point encore défini comme de foi que les Evêques sont de droit Divin Supérieurs aux Prestres. (a) *Episcopus jure dicitur Prebyteris superiores, nondum ut de fide ab Ecclesia definitum*. Cela est net & précis, mais cet habile Thologien n'a pas la même précision dans le corps du Chapitre, il y obscurcit & vous enveloppe ce qu'il écrit, la vérité cependant brille à travers le nuage dont il affecte de la couvrir. Le concile de Trente, dit-il, (b) enseigne évidemment que l'Evêque est de droit Divin au dessus du Prestre, & que le Prestre lui est soumis de droit Divin. Cependant cela n'est pas si évident qu'on puisse taxer d'herésie ceux qui enseignent que l'Evêque n'est Supérieur au Prestre que de droit Ecclesiastique & Humain. *Et plus bas*: Il est clair que les Evêques sont Supérieurs aux Prestres, & il y a de l'herésie à soutenir le contraire; mais il n'est pas bien évident si c'est de droit Divin ou Ecclesiastique que les Evêques ont la primauté sur les Prestres, quoique le concile de Trente paroisse dire cela évidemment, quand il assure que les Evêques sont établis par le Saint-Esprit pour gouverner l'Eglise de Dieu. [*] On voit un homme qui chancelle, qui use de menagement, que la

(a) Julian. Morin. de *Sacris ordinat. part. 3. c. 3. de Epi. c. in summatio Capituli.*

(b) Paucis verbis expediendum est id quod quarto loco nobis proposuimus, an Episcopus sit Presbytero superior, & quo Jure. Tres sunt de hac questione sententia. 1. docet Episcopum nihil differre à Presbytero, non modo nomina esse communia utrique, sed etiam rem ipsam. Primus hanc divulgasse perhibetur Acrius.... de eo S. Epiphanius hæret. 75. &c.

2. Sententia admittit quidem Episcopum esse Presbytero superiorem. Hierarchiam esse in Ecclesia, Episcopis, Presbyteris & Ministris constantem, sed ab Ecclesia ut scandala & schismata vitarentur, non autem à Deo immediate per Apostolos agere institutam. Pauci quidem Doctores scholastici auctoritatem S. Hieronymi *perperam interpretati posteritatem hanc sententiam docuerunt, Episcopum

Jure humano non divino majorem esse Presbytero.

3. Sententia est Episcopum Presbytero Jure Divino majorem esse, in eo Presbyterum Jure Divino subditum esse Episcopo. Hanc Doctrinam Concilium *evidenter tradit*, non ita tamen evidenter, ut qui secundam sententiam amplexus fuerit, hæreticus accusari possit.... Clarum est Episcopos esse Presbyteris superiores, & contrariam sententiam esse hæreticam. An vero primatus ille Juris Divini an Ecclesiastici non est *ira evidens*. Videntur tamen Patres hoc non *inevidenter* dicere cum dicunt eos ** à Spiritu-Sancto politos regere Ecclesiam Dei. *Idem ibid. c. 3.*

(*) Nihil aliud conatur Hieronymus quam ut ostendat ex divina institutione non esse differentiam inter Episcopum & Presbyterum, sed tale discrimen fuisse postea inventum ad

CLARITE

crainte de trop dire sur une matiere delicate, detourne de ses premieres voyes; en fin qui rapporte le sentiment des autres, sans avoir bien établi le sien, si ce n'est dans un sommaire de Chapitre, que le lecteur sort souvent ne lit point, où ce profond Theologien dit clairement qu'il n'est pas de soi, que les Evêques soient de droit Divin Superieurs aux Prestres, & que l'Eglise ne l'a point encore défini. *Episcopus jure Divino esse Presbyteris Superiores, nondum ut de fide ab Ecclesia definitum.*

Le pere Petau, dont la profonde érudition est si connue, est plus décisif dans ses livres de la hierarchie Ecclesiastique, où cet habile Theologien tire des paroles de l'Apôtre: *Attendite vobis & universo gregi in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos regere Ecclesiam.* une conclusion bien différente de celle du pere Morin. "Saumaïse, dit le pere Petau, reconnoît que l'institution des Prestres & des Evêques dans l'Eglise est de droit Divin, & il est d'accord avec l'Apôtre, qui dans les Actes leur dit (aux Evêques & aux Prestres) sous le nom d'Evêques: *Prenez donc garde à vous mêmes & à tout le Troupeau sur lequel le Saint-Esprit vous a établis Evêques pour gouverner l'Eglise de Dieu, qu'il a acquise par son propre Sang.* Ils avoient donc, quels qu'ils soient, Prestres ou Evêques reçu de Dieu & du Saint-Esprit, les mêmes pouvoirs que Timothée, Tite & les autres Evêques: .. ceux, dis-je, auxquels parle saint Paul Act. 20. avoient reçu de Dieu la même puissance que Timothée & Tite, d'ordonner & d'établir des Prestres & des Evêques, &c. Quoi! le Prestre n'est-ce pas d'être Evêque? Oui, répond le pere Petau, s'il a cessé d'être ce qu'il est par son institution & l'ordonnance de Jesus-Christ, & s'il a perdu ce qu'il a reçu par son Ordination & l'imposition des mains. *Divino Jure institutos in Ecclesia Presbyteros & Episcopos facere (Salmasius) nec Apostolo contradicere, qui in Actis sub illo dupl. nom. sic eos compellat: Attendite vobis & universo gregi, in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos regere Ecclesiam Dei, quam acquisivit Sanguine suo. Ergo illi qualescunque Presbyteri & Episcopi potestatem acceperant à Deo & Spiritu Sancto quàm & Timotheus & Titus & alii Episcopi similiter adepti sunt.* .. illi, inquam, quos Actor. 20. Paulus alloquitur, eandem ac Timotheus & Titus potestatem divinitus sortiti fuerant, ordinandi constituendique Presbyteros & Episcopos, &c. Quid est? *Destitisse Episcopatus? non id esse destitisse, quod ut esset à Christo mandatum, imperatunq. fuerat, quod ex vi ordinationis sue ac per manuum impositionem acceperat.* Petavius de Eccles. Her. lib. 2. cap. 9. n. 8.

Le même Theologien dans un autre endroit s'explique encore de la même manière en cette sorte. "Saint Paul dans les Actes ch. 20. dit: Prenez donc garde à vous & à tout le Troupeau sur lequel le Saint-Esprit vous a établis Evêques pour gouverner l'Eglise de Dieu. C'est donc de droit Divin, & non de droit Humain que les Evêques sont établis sur les Fideles, soit que

schismata tollenda. Alphonsus à Castro de hæresib. lib. 6. verb. Episcopus.

(* *) Ce texte tiré de St. Paul est évident pour prouver la supériorité des Evêques sur les Prestres, & a trompé le Pere Morin, car dans le

le Sens de l'Apôtre interprété par les SS. Peres il s'entend des Prestres. Le P. Petau s'en est bien aperçu, & qu'il ne prouve rien pour les Evêques à l'exclusion des Prestres.

vous entendiez par ce mot *Evêques*, de simples Prestres, ou des Prestres du premier Ordre, car les anciens (*) sont partagés sur l'intelligence de ce terme; mais il résulte de l'endroit des Actes 20. que les Pasteurs sont établis de droit Divin dans l'Eglise & président dans l'assemblée des Fideles.

Paulus in Actis cap. 20. Attendite vobis & universo gregi in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos regere Ecclesiam Dei. Divino itaque jure non humano prepositi sunt fidelibus Episcopi, sive hoc vocabula Presbyteros simplices, sive primi Ordinis Sacerdotes intelligas, prout veterum diversa est opinio. () Profus ex eo loco conficitur, esse in Ecclesia eamque fidelium constitutos divina auctoritate Pastores. Idem, ibid. lib. 3. c. 6. n. 2.*

Le pere Petau dit encore : " Il est clair que le gouvernement de l'Eglise ne reside point dans la multitude des Fideles, mais dans les Pasteurs & dans les Evêques. Tous les textes de l'Ecriture que j'ai rapportés, peuvent manifester ment nous en convaincre, & surtout celui de saint Paul, qui *Act. 20. 28.* parlant aux Prestres & aux Evêques leur dit: prenez donc garde à vous & à tout le Troupeau sur lequel le Saint-Esprit vous a établis Evêques pour gouverner l'Eglise de Dieu.

Non in multitudine ipsa fidelium, sed in Pastoribus & Episcopis summam inesse, ac sunt præter illa quæ descriptimus, alia scripturæ testimonia, quæ manifeste istud ipsum persuadere possunt. Paulus Act. 20. 28. Presbyteros & Episcopos alloquens: Attendite vobis, inquit, & universo gregi in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos regere Ecclesiam Dei. Idem ibid. c. 14. n. 9.

Les Prestres ont cessé d'être appellés Evêques, quoique ce nom convienne autant aux Prestres qui ont charge d'ames que celui de Prestre convient aux Evêques. Alphonse à Castro (a) & M. Dupin l'ont cru ainsi. (b) Mais les Prestres n'ont pas cessé d'être ce qu'ils sont par l'institution & l'ordonnance de Jesus-Christ, ils n'ont point perdu ce qu'ils ont reçu par l'Ordination & l'imposition des mains, & ils ont reçu de Dieu & du Saint-Esprit, les mêmes

(*) Aucun ancien n'a expliqué des seuls Evêques le passage de S. Paul *Act. 20. 28.* Saint Irenée lib. 3. c. 14. l'a entendu des Evêques & des pretres d'Ephese & d'alentour. Les autres Peres l'interpretent des seuls pretres d'Ephese, l'usage étant alors, disent-ils, de donner le nom d'Evêques aux Pretres.

Il est surprenant que le Pere Massuet sur St. Irenée, en quittant le sens de son Auteur & sans respecter les Peres & la Tradition, Voyez ci-dessus §. 1. & seq. ose dire que les Puritains seuls étendent aux Pretres d'Ephese le passage des Actes 20. 28. — Quos ergo postea compellat Episcopos Apostolus non erant Ephesini duntaxat Presbyteri ut Scripturæ verba detorquentes cavillantur Puritani, sed Ephesi & reliquarum proximarum Civitatum Episcopi. Massuet in Iren. l. 3. c. 14.

Quos deinde Apostolus Episcopos dicit à Spi-

ritu Sancto positos regere ecclesiam Dei, non erant Presbyteri Ephesini, sed ejusdem Urbis Episcopus, & reliquarum proximarum civitatum Episcopi. Idem Diss. 3. a. 3. in fin.

(a) Nulli dubium quin Presbyteri Parochi, Episcopi dici debeant, nam ipsi etiam superintendunt curæ animarum sibi commissarum... Episcopi nomen etiam commune est ex ipsa prima institutione omnibus Sacerdotibus, præcipue illis quibus animarum cura commissa est. Alphonse à Castro, de hæresib. lib. 6. verb. Episcopus.

(b) Nec refert quod statim Presbyteros istos Episcopos dicit Paulus : nomen enim Episcopi tam potest convenire Presbytero curam animarum habenti, quam nomen Presbyteri Episcopo. Dupin de antiq. Eccles. Discipl. Dissert. 1. §. 6.

pouvoirs que Timothée & Tite & les autres Evêques. Le sçavant Petau l'enseigne; nous pouvons bien nous en rapporter à lui.

"Les Prestres l'avoient & sont profession de croire qu'ils sont soumis à celui qui les Ordonnances de l'Eglise ont établi sur eux; mais les Evêques ne doivent pas oublier (c'est un avis que leur donne saint Jérôme) (a) qu'ils sont supérieurs aux Prestres par un droit plus fondé sur une ancienne coutume que sur une véritable dispensation de Jésus-Christ, & ils doivent reconnoître avec saint Augustin qu'originaiement il n'y a pas de différence entre l'Evêque & le Prestre; mais qu'un usage consacré depuis long-tems dans l'Eglise, fait l'Episcopat plus grand que la Prestre, & qu'un Evêque est souvent par plusieurs endroits, inférieur à un Prestre. (b) Ces paroles sont bien dures me dira-t-on, & qui peut les écouter? *Durus est hic sermo, & quis posset eum audire?* Joan. 6.

Le decret de Gratien *Dist. 9. c. 3.* imprimé avec ses gloses par le commencement de Gregoire XIII. & après avoir été revu par plusieurs Docteurs habiles dont quelques-uns avoient assisté au concile de Trente, & plusieurs d'eux aux congregations tenues à Rome pendant la celebration du Concile, les donne, ces paroles qui nous paroissent aujourd'hui si dures, & M. Habert theologal de Paris, depuis évêque de Vabres a remarqué que jusqu'ici aucun Theologien ni aucun Canoniste bien sensé n'ont osé les reprendre dans le corps du Droit ni les condamner. *Quæ verba in corpus juris relata, nemohabemus bene sanis reprehendere ausus est.* (c) Gratien *Dist. 95. c. 3.* en a conclu, il a mis en titre, & les correcteurs Romains proposés pour revoir son texte, ne l'ont point repris ni corrigé: Les Evêques sont Supérieurs aux Prestres par la seule Coutume: *So'la consuetudine præstant Episcopi Presbyteris.* La Glose sur ce mot *Consuetudine*, dit: "Et néanmoins aussi par leur institution, (d) *Dist. 93. c. legimus*; mais la glose ne dit point si l'institution est Ecclesiastique ou Divine. Elle renvoie au chapitre *Novit. Extra. De his qua sunt à Prælati*, &c. où le Pape Alexandre III. declare que les SS. Peres ont réglé que l'Evêque ne fasse rien dans le gouvernement de son Eglise sans l'avis de ses freres. (d)

Jean de Fribourg au commencement du XIV. siècle dans ses gloses sur saint Raymond nous dit que quelques Docteurs (S. Jer. S. Aug. &c. croyoient que dans les tems Apostoliques il n'y avoit eu aucune différence entre les Evêques

(a) Sicut ergo Presbyterici sciunt se ex Ecclesie consuetudine ei qui sibi præpositus fuerit esse subiectos: Ita Episcopi novitum se magis consuetudine quam dispensationis dominicæ veritate Presbyteris esse majores & in commune debere Ecclesiam Dei regere. S. Hieron. in *Epist. ad Tit. cap. 1.* & refertur *Dist. 95. Cap. Olim* 5.

(b) Quanquam enim secundum hoc verum vocabula quæ jam Ecclesie usus obtinuit, Episcopus Presbyterio maior sit, tamen in multis rebus Augustinus Hicronymus minor est. Aug.

Epist. 83. c. 4. n. 33. & refertur à Gratiano 2. q. 7. c. 14.

(c) Habert *Pontif. Eccl. Gra. p. 173.*

(d) Novit tuæ discretionis prudentia, qualiter tu & fratres tui unum corpus sis, ita quod tu Caput & illi membra esse probantur. Unde non decet te omitti membris, aliorum consilio in Ecclesie tuæ negotiis uti: cum id non sit dubium & honestati tuæ & Sanctorum Patrum institutionibus contrarium. *Cap. Novit. Extra. De his qua sunt à Prælati sine consensu Capituli. lib. 3. tit. 10. c. 4.*

& les Prestres pour le nom & les fonctions; mais que le sentiment du canoniste Hugue, que le nom étoit commun sans que les fonctions le fussent, est le plus véritable. (a)

C'est un sentiment que le concile de Trente embrasse pour le tems où nous sommes, sans avoir condamné l'opinion, qu'il n'a pas été ainsi dès le commencement.

L'on peut dire de l'Episcopat ce que l'on assure du cardinalat Romain aujourd'hui si suréminent à l'Episcopat, qu'ils sont des dignités qui doivent, l'un toute sa grandeur, & l'autre tout son éminentissime à l'institution positive, & qu'ils ne conservent l'un sa supériorité sur les Prestres, avec des fonctions qu'il n'a pas communes avec les Prestres, & l'autre son degré éminentissime sur les Evêques avec des prerogatives sur les Evêques, auxquelles ceux-ci ne participent point, que parceque l'Eglise qui a réglé les rangs qui fait les Supérieurs & qui a réservé aux Evêques les plus éclatantes fonctions du Sacerdoce, a également institué les Cardinaux & les a faits suréminens à tous les Prelats du premier & du second Ordre des Prestres. (b) L'Eglise qui a institué les Evêques & les Cardinaux, a mis entr'eux les différences que nous voyons, & l'on ne peut l'en reprendre sans temerité. Le Tout-puissant a fait à leur égard de grandes choses: il a arraché les grands de leur trône, & il a élevé les petits. Il a rempli de biens ceux qui étoient affamés, & il a renvoyé vuides ceux qui étoient riches; mais il peut faire autrement, mettre ce qui étoit au dessous à la tête, & ce qui étoit en tête le mettre au dessous, (c) faire le Cardinal moindre que l'Evêque & prononcer que le Curé & le Prestre est égal à l'Evêque, & au Cardinal Prestre par son Sacerdoce, & plus grand qu'un Cardinal Diacre.

Saint Epiphane le plus précis des SS. Peres pour la supériorité de l'Episcopat sur la Prestre, & dont le sentiment, quand il auroit pensé autrement, ne doit pas prevaloir à celui de saint Jérôme & de saint Augustin, n'a rien dit de contraire à ce que je remarque; car s'il assure l'Evêque supérieur au Prestre, comme il l'est en effet, il ne nous apprend pas de quel droit si c'est de droit Divin ou Ecclesiastique. " Comment seroit-il possible dit saint Epiphane

(a) Secundum quosdam, olim idem erat Presbyter, qui & Episcopus ut 95. *Dist. Olim.* & dicunt quod olim idem erat Episcopus quod Sacerdos quoad appellationem & quoad Sacramentorum omnium collationem & quoad administrationem, quia indifferentes & communiter dicebantur Episcopi & Presbyteri & indifferentes ministrabant & omnia Sacramenta conferrebant; sed verius est, sicut notavit Hugo 11. *dist. Legimus.* quod ab initio differentia fuit inter Episcopos & Sacerdotes simplices, sicut etiam modo est, & in administratione & praelatione & in officio & in Sacramentorum collatione; sed quoad appellationem non erat differentia, quia tam isti, quam illi dicebantur Episcopi & Presbyteri.

Joannes de Eriburgo in Summ. S. Raim. lib. 3. tit. 27. §. 6.

(b) "Cardinaux, Assesseurs & Conseillers des Papes, dont l'institution n'est que de droit positif, leur charge n'étant qu'une fonction & dignité en l'Eglise, non pas une mission, laquelle ne peut être que de droit divin., Perroniana. Lett. C."

(c) Constituit te Dominus in caput, & non in caudam, & eris semper supra, & non subter, si tamen audieris mandata Dei tui... Quod si audire nolueris vocem Dei tui... Advena, qui tecum versatur in terra ascendet super te erique sublimior; tu autem descendes & eris inferior... ipse erit in caput, & tu eris in caudam Deuteron. 28.

“ d’assurer que l’Evêque & le Prestre sont égaux , lorsque l’ordre des Evêques
 “ donne à l’Eglise des Peres & des Docteurs , au lieu que l’ordre des Prestres
 “ ne lui donne que des enfans par le Batême. Ouï : Il n’est pas possible d’af-
 “ surer que le Prestre qui n’a pas le pouvoir d’imposer les mains , est capable
 “ d’ordonner & qu’il est égal à l’Evêque. „ *Dicere enim Episcopum & Presby-*
terum aequalem esse, quomodo erit possibile ? Episcoporum enim ordo, Patrum ge-
nerator est : patres enim generat Ecclesia. Presbyterorum vero non potens generare
patres, per lavacri regenerationem generat filios Ecclesia, non tamen Patres aut
Doctores. Et quomodo possibile erat, Presbyterum constituere non habentem manum
impositorem. ad eligendum, aut dicere ipsum aequalem esse Episcopo ? Epiph. *Ha-*
resi 75. Saint Epiphane fonde la difference sur ces paroles de l’Apôtre à l’Evê-
 que Timothée : Ne recevez point un Prestre. & sur cet autre Texte : Ne re-
 cevez point d’accusation contre un Prestre, s’il n’y a deux à trois temoins qui de-
 posent contre lui , ce que saint Paul n’a pas permis aux Prestres contre l’Evêque ,
 dit saint Epiphane. Il résulte de ces deux textes , cela seul , que l’Episcopat
 & la Prestrie ne forment point un même degré d’honneur & une même di-
 gnité, *unus honor & una dignitas*, comme Aérius l’assuroit ; mais il ne nous
 apprend point que ce degré d’honneur & la dignité Episcopale avoient été
 institués par Jesus-Christ , & ne touchent aucunement au surplus de l’asser-
 tion d’Aérius sur les fonctions alors communes aux Evêques & aux Prestres,
Dicebat : (a) Quid est Episcopus ad Presbyterum ? Nihil differt hic ab ille : Unus
enim est ordo, & unus, inquit, honor & una dignitas. Imponit manus Episcopus,
ita etiam Presbyter. Lavacrum dat Episcopus, similiter & Presbyter : dispensatio-
nem cultus divini facit Episcopus & Presbyter similiter. Sedet Episcopus in throno,
sedet etiam Presbyter. Les deux Textes de l’Apôtre 1. Tim. 5. *Ne recevez point*
un Prestre, mais priez le comme votre Pere. — Ne recevez point d’accusation con-
tre un Prestre que sur la deposition de deux ou trois temoins. ne détruisent certain-
 nement point l’assertion d’Aérius , que dans ce seul point : l’Episcopat & la
 Prestrie sont le même honneur & la même dignité. *Unus honor & una dignitas.*
 Saint Epiphane n’a pas d’autre argument , & je ne vois pas qu’on en puisse
 conclure que les Evêques sont de droit Divin supérieurs aux Prestres & de
 même droit ont la Confirmation, l’Ordination, les Consécérations, &c. à
 l’exclusion des Prestres.

Mais aujourd’hui que par de nouvelles Loix, le premier Ordre des Pres-
 tres est Supérieur au second, avec des fonctions qui ne lui sont plus commu-
 nes avec le second Ordre. *Cont. Trid. ss. 23. de Sacram. Ordin.* C’est un motif
 à plusieurs Evêques de s’enorgueillir & de mépriser les Prestres, & c’est
 sur quoi Jean de Dieu Canoniste du XIII. siècle dans un Ouvrage adressé à
 l’Evêque & au chapitre de Bologne, veut qu’un Confesseur les interroge &
 qu’il leur fasse bien sentir qu’ils sont grands & les premiers dans l’Eglise plus
 par coutume que par aucun ordre de Dieu, pour remédier au mal & non pas
 pour l’accroître, & qu’ils doivent avec les Prestres regir l’Eglise de Dieu.

Vigilantem septimum (delictum) est quia Episcopi contemnunt Presbyteros, & ubi
ipsi sunt presentes, non permittunt eos officium facere quasi eis inviderent contra auc-

(a) S. Epiphane. *Hæresi 75. de Aërio.*

toritatem S. Hieronymi ut probatur 9^e. Dist. c. Olim. ubi dicitur quod Episcopi propter hoc fuerunt facti, ut schismata tollerentur. Dicitur sicut & Presbyteri sciunt se esse de Consuetudine sub Episcopis. Ita Episcopi noverunt magis se de consuetudine quam de veritate Dominica dispensationis Presbyteris esse majores & in communi debere regere Ecclesiam Dei. Et illud probatur ex 95. Dist. c. Ecce ergo Joannes de Deo. Penitent. lib. 5. cap. 6. de Confess. Episcoporum.

§. XIII. Les fonctions aujourd'hui réservées aux Evêques peuvent être déléguées à de simples Prestres. Sentiments des Canonistes & des Theologiens.

Le pape Urbain I. cap. Nullus. 4. Dist. 60. Innocent III. (*) Ext. de arar. & qual. cap. A multis. le celebre Panorme sur ce chapitre, le Maître des Sentences lib. 4. Dist. 24. (a) Vivaldus (b) dans son Chancelier d'Orde l'édition de 1600. qui est la douzième & la meilleure dédiée au pape Clement VIII. enseignent que la primitive Eglise n'a eu & connu que deux Ordres sacrés, le Presbyterat & le Diaconat.

Albert le Grand, S. Thomas, S. Bonaventure, Richard de Middleton, Scot, Durand, le Cardinal Pierre de la Palus, Angelus, Silvestre, Tabienfis, S. Antonin, l'Armilla, Sotus, Ledesma, &c. cités par Azor, Azor lui-même (c) l'ont dit également que l'Episcopat n'étoit point Sacrement, ni Ordre sacré, & quelques-uns d'eux, qu'il n'est point de l'institution immédiate de Jesus-Christ, mais de l'Eglise, & postérieur à l'institution du Presbyterat

(*) Urbanus Papa I. decrevit, ut nullus in Episcopum, nisi in sacris Ordinibus religioso vivens inventus fuerit eligatur, sacros, inquit, Ordines Diaconatum dicimus & Presbyteratum: Hos siquidem solos primitiva Ecclesia legitur habuisse. Ext. de arar. & qual. c. A multis, & est du Pape Innocent III.

Secundum primitivam Ecclesiam, non erant nisi octo Diaconatus & Presbyteratus, Ordo sacer. Panorm. in cap. A multis.

(a) Canones, duos tantum sacros ordines appellari censent, Diaconatus scilicet & Presbyteratus, quia hos solos primitiva Ecclesia legitur habuisse, & de his solis præceptum Apostoli habemus. Apostoli enim in singulis Civitatibus Episcopos & Presbyteros ordinarunt. Levitas etiam ab Apostolis ordinatos legimus... Sunt & alia quædam non Ordinem, sed dignitatum vel officiorum. Dignitatis simul & officii nomen est Episcopus Magist. sentent. lib. 4. dist. 41.

(b) In Ecclesia primitiva tantum erant duo Ordines sacri, Presbyteratus scilicet & Diaconatus. Vivaldus Chancelab. aur. part. 1. tit. 5.

de Sacram. Ord. quas. 15.

(c) Queritur, an Episcopatus sit Ordo... Dixisse sit satis, de hac re duas esse sententias, quarum una affirmat, altera negat. Albertus, S. Thomas, S. Bonaventura, Ricardus, Scotus, Durandus, Paludanus in 4. Dist. 24. Summistæ Anglus, Rosella, Silvester, Tabienfis, Antoninus, Armilla secundam opinionem sequuntur... verius est, quod veritates Theologi, ac plerique juniores senserunt, Sotus in 4. dist. 24. q. 2. & 3. Ledesma in 4. 2. part. q. 16. Episcopum non habere ordinem distinctum... Non probat, quod ait Hugo apud Archidiaconum, "c. Diaconus, dist. 93," videlicet Episcopatum ordinem esse, nullus dubitat nisi cæcus & inordinatus, cum specialis ordinatio in Episcopo habeatur post Sacerdotium. Sic ille. Certe miror, cur sic contra Theologos linguam laxaverit. Cæcus ergo, ipsius judicio, erit S. Thomas, cæcus S. Bonaventura, cæcus Scotus, Ricardus, Albertus qui sentiunt Episcopatum Ordinem non esse. Azor Instit. moral. part. 2. lib. 5. de quarto Decalogi præc. c. 27.

qui tient immédiatement de Jesus-Christ d'être Ordre sacré & Sacrement. Certes, Mr. Duguet n'avoit pas lû ces autorités lorsqu'il a écrit que le seul Episcopat étoit d'institution divine & que le Presbyterat étoit de l'institution des Apôtres comme le Diaconat, & n'avoit point été figuré dans les 70. Disciples. (a) Au contraire deux Decretales assurent que l'Episcopat le cede pour le tems de l'institution au Presbyterat & au Diaconat & le leur cedeoit autrefois à raison de l'ordre sacré & du Sacrement.

L'Axiome est certain. Personne ne donne ce qu'il n'a pas. (b) L'on ne doit donc pas être surpris de voir des Theologiens & des Canonistes enseigner que ce n'est point l'Episcopat qui confere l'Ordre & le Sacrement, puis, qu'il n'est point Ordre ni Sacrement, & qu'il est institué postérieurement à l'ordre des Prestres institué de Jesus-Christ selon le Concile de Trente. C'est le Sacerdoce uni à l'Episcopat qui les opere, & qui dans la primitive Eglise, avant l'accession de l'Episcopat au Sacerdoce les operoit seul. Rien ne repugne que le Ministre ordinaire d'autrefois, puisse aujourd'hui être un Ministre extraordinaire & de commission; au contraire tout y accorde & y tend. Il n'y a aucun doute que le concile de Trente qui a dit de la Confirmation que l'Evêque en étoit le Ministre ordinaire, & qui par là a insinué qu'un autre le pouvoit être par extraordinaire, auroit également décidé d'après le pape Eugene III. dans son instruction aux Armeniens pendant la tenue du concile de Florence si on l'avoit pressé de s'expliquer, que l'Evêque est le Ministre ordinaire de l'Ordination, & par là, à la maniere d'Eugene III. auroit donné à entendre qu'un Prestre (Vaneſpen (c) remarque que plusieurs Theologiens & Canonistes cités par le pere Morin, l'ont dit avec fondement) pouvoit extraordinairement & par commission, en être un ministre legitime. Ce sentiment s'accorde parfaitement avec le Decret du concile de Trente, que l'Evêque a des fonctions qui ne lui sont pas communes avec les Prestres; car dès que les Prestres ne les peuvent faire dans l'usage d'aujourd'hui, sans commission, & qu'un Evêque en place & avec un peuple les fait d'office ordinaire & sans être député de qui que ce soit pour les faire, elles ne sont pas communes aux Prestres; mais à la maniere des mariages qu'un Curé celebre de droit, & qu'un Prestre du commun fait nullement & abusivement, s'il n'a commission de l'Evêque ou du Curé, l'Eglise ayant réglé que cette fonction seroit prôpre au Curé & non commune aux Prestres.

Le canoniste Hugues cité par S. Antonin, dit que le cas arrivant d'un seul ou de deux Evêques dans le monde, ils pourroient consacrer un Evêque

(a) Duguet Dissert. 5.

(b) Nemo dat quod non habet—Nemo plus juris in alium transferre potest quam ipse habet. Dig. de div. Regul. Juris leg. Nemo potest.

54.

(c) Recte proinde dixit Eugenius IV. in Instrucl. 4. pro Armenis. Ordinarius Minister hujus Sacramenti (Ordinis) est Episcopus, &c. Notum... multos e Theologis & Canonistis sustinere, nec sine fundamento, Presbyterum posse

auctoritate delegata ordinare Diaconum, quin & Presbyterum, juxta illud Glossæ ad Can. 4. Dist. 5. de Conſecr. Ordinarius ordinem quem habet, confert Papa delegante, quod ex antiquis Canonistis & Scolasticis latius prosequitur Morinus, &c. Hoc interim habetur, Ordinarium ordinationis Ministrum esse Episcopum. Vaneſp. Jur. eccles. part. 2. tit. 9. de Sacram. Ordin. c. 2.

avec la dispense & la commission du Pape, que si le Pape étoit mort aussi, l'Eglise pourroit changer le ceremonial qui exige trois Evêques pour la consecration d'un Evêque, & statuer qu'un seul Evêque pût consacrer un autre Evêque; & s'il ne restoit aucun Evêque, qu'elle pourroit donner commission à des Prestres de consacrer un Evêque. (a)

Guillaume évêque d'Auxerre environ l'an 1240. tient également que dans l'extinction entiere du Collège épiscopal & dans la supposition de trois Prestres restés seuls dans l'Eglise, ils pourroient consacrer l'un d'eux Evêque, & ordonner l'autre Archevêque. (b) Disons-nous dans cette supposition qui n'est point une chimere, puisque le cas peut arriver quelquefois dans de vastes Provinces, & qu'on vit dans le dernier siecle ce cas sur le point d'arriver en Portugal; où pendant un tems assez considérable il n'y eut qu'un ou deux Evêques, qui à cause de leur âge avancé auroient pu faire le serment de David au fils de Saul: Je vous jure par votre vie, qu'il n'y a qu'un point entre nous & la mort. 1. *Reg.* 20. 3. Disons nous: or il est sans doute que celui qui reçoit la benediction est inferieur à celui qui la lui donne. *Heb.* 7. 7. & que les Prestres qui auroient ordonné un Evêque, lui sont superieurs. L'on doit dire, ou que de simples Prestres en quelque circonstance que ce soit ne peuvent point consacrer un Evêque ni ordonner un Prestre, ou que s'ils le peuvent faire par extraordinaire, l'Evêque ne leur est superieur en dignité & en juridiction & avec des fonctions propres & non communes, que par l'attribution & l'institution de l'Eglise.

S. Antonin & S. Thomas ont crû que le Pape peut commettre à un simple Prestre de conférer le sacrement de Confirmation, de donner les moindres Ordres, & de faire les consecrations des Eglises & des Vierges; mais qu'il ne pouvoit lui permettre de conférer les Ordres majeurs, quoique le canoniste Hugues, cité par S. Thomas & par Pierre de la Palus, ait enseigné le contraire. (c)

(a) Hugo. *D. ff.* lxxvi. *Porro.* Dicit quod etiam si non esset modo nisi unus Episcopus in mundo, vel duo, non posset consecrari Episcopus donec aliud constitueretur à Papa vel ipso mortuo, posset generalis Ecclesia mutare hanc formam ab Apostolis institutam, & instituere quod unus solus posset consecrare Episcopum, vel quod si nullus esset Episcopus, Presbyteri consecrarent. *S. Anton.* 3. p. tit. 14. s. 16. §. 9.

(b) Sicut cum ad Sacerdotes proprie pertinet baptizare, in articulo tamen necessitatis licite alius potest baptizare quam Sacerdos. Similiter cum Dominus Papa non habeat superiorem, sed patrem de necessitate inferior consecrat. Unde si non essent in mundo nisi tantum tres simplices Sacerdotes, oroteret quod aliquis illorum consecraret alium in Episcopum, & alium in Archiepiscopum. *Gualth. Alusced. circa an. 1240. Summ. in lib. 4. sent. tract. 8. §. 1.*

(c) Potest (Papa) simplici Sacerdoti committere ut consecrat Sacramentum Confirmationis & minores Ordines & consecrationes Ecclesiarum & Virginum, non autem Majores, licet Hugo dixerit contrarium secundum Petrum de Palude & Thomam. *S. Anton.* 3. part. tit. 22. cap. 7.

Papa qui habet plenitudinem potestatis pontificalis potest committere non Episcopo ex quo ad episcopalem dignitatem pertinent, dummodo illa non habeant immediatam relationem ad verum Corpus Christi, & ideo ex ejus commissione aliqui Sacerdos simplex potest conferre minores ordines & confirmare, non autem aliquis non Sacerdos, nec iterum Sacerdos majores Ordines, qui habent immediatam relationem ad Corpus Christi, supra quod consecrandum Papa non habet majorem potestatem, quam simplex Sacerdos. *S. Thom.* 4. sent. dist. 25. §. 1. a. 1. ad. 3.

La glose sur le chapitre *Mansi.* de Consecr. *Dist.* 5. est précise qu'un Prestre commis par le Pape, peut ordonner un autre Prestre. (a) Angelus de Clavasio. verb. *Ordo.* 2. num. 2. le cardinal Pierre de la Palus in 4. *Dist.* 7. q. 4. a. 3. Capreolus in 4. *Dist.* 5. q. 2. a. 3. Valquez part. 3. *Disput.* 243. c. 4. n. 40. Præpositus de Sacram. *Ordin.* q. unica. n. 124. Meratius de *Ord.* *Disp.* 8. sect. 2. Aureolus, &c. tiennent le même sentiment, le doct. Vanespen ne s'en écarte pas : (b) & le sçavant Estius nous assure que le concile de Florence n'a pas voulu définir ce que l'on devoit absolument en croire, les Theologiens étant partagés sur cette Question. (c) Le concile d'Ancyre can. 13. l'a défini quand il diff. ind. aux Curés d'ordonner des Prestres & des Diacres pour d'autres Eglises que les leurs sans la permission & les lettres de l'Evêque : & nous apprenons du concile d'Orange de l'an 441. c. 29. que cela se faisoit ; mais le Concile ordonna que lorsque l'Evêque ne pourroit faire les Ordinations, il ne compteroit point à l'avenir des Prestres pour les faire en sa presence, mais les delegeroit à un Evêque.

Panorme sur le Chapitre *Pervenit.* de Excessib. Prælat. *Decretal.* lib. 5. tit. 31. nous dit que la vûe du bien public a fait donner la préminence aux Evêques, & que dans le particulier les Evêques doivent regarder les Prestres comme leurs collègues & égaux. (d)

Le même Canoniste sur le chap. *Quanto.* de Consuetudine. *Decretal.* lib. 1. tit. 4. nous apprend qu'immédiatement après la mort de J. C. tous les Prestres gouvernoient l'Eglise en commun, qu'il n'y avoit point alors d'Evêques avec des fonctions propres & incommunicables aux Prestres comme aujourd'hui ; mais que le Prestre étoit tout ce qu'est l'Evêque & qu'ils conféroient avec la même autorité & de même droit tous les Sacramens : le chapitre *Olum.* *Dist.* 95. & le chap. *Legimus.* *Dist.* 99. y sont formels. Mais

(a) Ex demanatione Papæ quilibet conferre potest quod habet. Unde Ordinatur Ordinem quem habet conferre potest, & Confirmatus Confirmationem. *Supra Dist.* LXII. *Nulla ratio.* alias non ut supra. 1. q. 1. Gratia & q. 1. *Diabertum.* Unde nota quod cum Collatio Sacramenti competit alicui ratione Ordinis & officii, etiam prohibetur conferre potest ut 9. q. 3. Ordinationes. 1. q. 1. *Quod quidam.* Ubi vero ex adminiculo Ordinis & demanatione, ut Confirmatio in fronte, Sacerdoti, vel collatio Ordinis, non Episcopus. 95. *Dist.* *Pervenit.* 69. *dist.* c. 1. in eo casu prohibetur nihil agere hic in cap. *Mansi.* de Consecr. *dist.* 5.

(b) Vanespen. Voyez son Texte ci-dessus.

(c) Florentinum Decretum testatur Ordinarium hujus Sacramenti (Ordinis) ministrum esse Episcopum, significat ergo etiam aliis saltem extraordinarie ministerium hoc committi posse...

Ad tertium : Florentinum Decretum ideo

Ordinatum dicit quia de extraordinario ministro inter Doctores catholicos controversia est, quam auctores illius Decreti relinquentiam in medio putarunt, id solum quod certum erat, designantes, quemadmodum etiam de Ministro Confirmationis suo loco admonuimus. Estius lib. 4. *sentent.* *dist.* 25. §. 2.

(d) Nota 1. ex textu quod Presbyteri tractandi sunt per Episcopum ut filii seu fratres, non autem ut vassalli, nam & ipsi (*Episcopi*) Presbyteri sunt, licet pro bono publico habeant illam præeminentiam. Vide bonum verum in cap. *Esto subjectus.* 95. *dist.* unde dicte Canon, quod Episcopus in quolibet loco sedens stare Presbyterum coram se non pariat, ut in C. *Episcopus.* *ead.* *dist.* & in C. *Sequenti.* ubi dicitur quod in loco publico debet Episcopus sedere in sublimiori loco, sed in camera debet se reputare collegam Sacerdotum, id est parem Sacerdoti. Panorm. in C. *Pervenit.* de Exc. Prælat.

“ dans la suite les Apôtres, [*] afin d’ôter lieu aux schismes & aux divisions qui
 “ étoient à craindre, si tous les Prestres avoient eu un exercice égal de pouvoirs,
 “ établirent les Evêques & leur attribuerent la collation de certains Sacre-
 “ mens, avec défense aux autres Prestres de les administrer... Si vous voulez,
 “ continué le celebre Canoniste dont je copie les paroles, dire avec les Theo-
 “ logiens que l’Episcopat n’est point *Ordre Sacré*; vous le pouvez; mais tenez
 “ pour certain que ce n’est point le grade Episcopale qui opere les Sacramens,
 “ mais le Sacerdoce uni à la dignité Episcopale, & que l’Eglise l’a réglé ainsi.

A la demande, peut-on commettre un simple Prestre pour donner la Con-
 firmation & conférer les SS. Ordres? & qui dans l’Eglise peut donner à un
 Prestre cette commission? Panorme répond “ qu’un Prelat inferieur au Pape,
 “ ne peut deleguer ces fonctions qu’à un Evêque. Mais qu’à l’égard du Pape,
 “ il y a trois opinions. La premiere tient que le Pape peut deleguer à un simple
 “ Prestre l’administration des sacremens de Confirmation & d’Ordre. La se-
 “ conde, qu’il peut deleguer un simple Clerc pour administrer les Sacramens
 “ qu’il a reçus: un Diacre pour ordonner des Diares, un Soudiacre pour
 “ faire des Soudiacres, un Acolyte pour faire des Acolytes. La troisieme,
 “ que le Pape peut même deleguer un Laïque, quand il a reçu le Sacrement
 “ qu’il est question de donner; la Confirmation par exemple, & que la *Glose*
 “ paroît tenir ce sentiment.

Panorme le repete afin qu’on sçache qu’il ne lui a pas échappé de le dire.
 “ Les Prestres ont gouverné l’Eglise en commun, & ont ordonné des Prestres,
 “ d’où il conclut que le Pape peut leur accorder de faire encore ce qu’ils ont
 “ fait autrefois.

“ Les simples Prestres, Panorme le dit pour la troisieme fois dans le même
 “ Chapitre, tant il avoit à cœur de l’inculquer à ses lecteurs, ont ancienne-
 “ ment eu la puissance d’ordonner & de confirmer; mais ils ne conferent plus
 “ ces Sacramens, depuis que les Apôtres (les Evêques pour parler avec quel-
 “ ques Conciles) les ont interdit de continuer cet exercice de leur puissance.
 “ Et il en sera de même des Evêques si le Pape leur defend de confirmer &
 “ d’ordonner. (*) C’est-à-dire dans le sentiment de Panorme, que le Pape peut

[*] Les hommes apostoliques successeurs des Apôtres, & auxquels l’on donnoit le nom d’Apostres.

(*) Immediate post mortem Christi, omnes Presbyteri in communi regebant Ecclesiam. Non sic erant inter eos Episcopi. Sed idem Presbyter quod Episcopus, pariter conferebant omnia Sacramenta, ut in C. Olim. 95. dist. & in C. Legimus. 93. dist. sed postmodum ad schismata sedanda fecerunt seu ordinarunt Apostoli ut crearentur Episcopi, & certa Sacramenta eis reservarent, illa intercidendo simplicibus Presbyteris... Et si vis tenere opinionem Theologorum ut non sit Ordo (Epi, caput) dic quod hic operatur Ordo Presbyteratus junctus cum dignitate Episcopali inter-

cedente ordinatione Ecclesie, &c.

Nunquid ista Sacramenta (Confirmationem & Ordines) reservata solis Pontificibus possint delegari inferioribus & per quem... Est concludendum quod per inferiorem Prælatum à Papa non potest fieri ista delegatio non Pontificibus, quia non possunt isti disponente contra statum & ordinem Ecclesie... Et bene respectu Pape reperiuntur tres opiniones. Prima: Quod Papa collationem horum Sacramentorum potest delegare Presbytero dumtaxat. Secunda opinio. Quod etiam simplici Clerico dummodo habeat illud Sacramentum quod alii conferre vult, & in hac opinione videtur resistere Glossa. Tertia opinio: Quod etiam Laico potest hoc Papa demandare, dummodo, Laico

“réduire un Evêque à ne faire que les fonctions conservées aux Prestres, & “rendre aux Prestres les fonctions que l'Eglise leur a ôtées & a attribuées “privativement aux Evêques. Gregoire de Toulouse enseigne également qu'autrefois toutes les fonctions ont été communes aux Evêques & aux Prestres, & que l'Evêque ne fut établi sur les autres Prestres que pour entretenir l'union & la paix. *Fait autem aliquando Presbyterorum & Episcoporum communis officium, donec orta sunt contentiones & schismata in Ecclesia Dei, & quisque suos vel sua potestatis esse putabat quos baptizasset, quia de causa per totum orbem decretum est unum & eorum Presbyterorum ceteris praeesse.* Gregorius Tholozan. *Synag. Juris univ. lib. 15. c. 12.*

“L'Episcopat, dit le fameux Cosme Guimier sur la Pragmatique. *De Electionibus & Reserv. Cap. Licet.* (a) semble n'être que de Droit positif ou de l'institution des hommes, car du tems de Jesus Christ il n'y avoit proprement “point d'Evêques; mais les Apôtres à l'occasion d'un schisme naissant ayant “assemblé un Concile composé de Prestres ordonnerent avec les Prestres que “quelques-uns d'eux, que l'on appelleroit Evêques, seroient établis sur les autres Prestres. Avant ce tems un Prestre disoit à un autre Prestre: le ministère “m'appartient; vous ne devez travailler que sous mes ordres, Pierre ma baptisé. “Un autre, qui êtes-vous pour me commander, Paul appelé de Jesus Christ “dans sa gloire m'a donné le baptême? Ainsi il y avoit de la division. Il fut “donc arrêté dans un Concile par les Apôtres & les Prestres, afin de “conferver l'union & la paix, de choisir quelques-uns d'entre les Prestres, auxquels “les autres obéiroient. Le Chapitre *Cum olim. 95. Dist.* le Rosaire de Gui Bassius dit l'Archidiaque, sont formels.

Le celebre Duaren l'an 1557. & avant, remarque dans un Ouvrage que l'Europe sçavante applaudit & qui fut approuvé du parlement de Paris un peu avant la conclusion du concile de Trente, que d'abord il n'y eut point d'Evêques proprement dits, mais que les Prestres gouvernoient l'Eglise en commun, que les fonctions n'étoient point encore réservées à l'un plus qu'aux autres, que tous les faisoient également, baptisoient, confirmoient, ordonnoient; mais que l'Eglise s'étant multipliée, & en chaque lieu ayant été partagée en differens titres pour la commodité des peuples, le principal titre

recepit illud Sacramentum, &c.

Olim Presbyteri in communi regebant Ecclesiam & ordinabant Sacerdotes. Unde quemadmodum olim poterant, ita videtur quod Papa possit hoc concedere Sacerdoti, &c. Simples Sacerdotes habebant olim potestatem Sacramenta illa conferendi, sed ex ritu & dispositione Apostolorum sublatâ, nihil juris censuerunt hic. Ergo idem dicendum in Episcopis si per summum Pontificem quoad certum Sacramentum eis auferatur illa potestas. *Pastorem in cap. Quarto. de Consecratione. Decretal. lib. 1. tit. 4. c. 4.*

(a) Episcopatus videtur esse de jure positivo,

nâm olim tempore Christi non erant proprie Episcopi; sed propter schisma Apostoli congregato Concilio Presbyterorum, statuerunt ut ordinarentur Episcopi qui essent super alios. Unus enim volebat præferri alteri dicens se esse meliorem, quia fuerat baptizatus à Petro; alius, quia fuerat baptizatus à Paulo, & sic fiebat per eos schisma, ad quod sedandum fuit statutum inter Apostolos & alios ut ex Presbyteris eligerentur aliqui qui vocarentur Episcopi, quibus alii obedirent. Ut in Cap. *Cum olim. 95. Dist.* Cum ibi nominis per Archidiaconum. Cosm. Guimier. *de Electionibus & Reserv. Cap. Licet. num. 5.*

avec les principales fonctions & la Surintendance sur les autres Prestres & leurs Titres, étoient restés au premier d'eux, avec le nom d'Evêque (a) Dargentre Hist. Br. liv. 1. ch. 9. edit. 1588. dit que "le Prestre & l'Evêque n'étoit "qu'une puissance, jusqu'à ce que... ils reçurent plusieurs biens temporels.

L'Archidiaque vivoit l'an 1283. long-tems avant le concile de Constance, Panorme du tems de ce Concile, Gregoire de Toulouse, d'Argentre, Guimier & Duaren ont vecu depuis. Ils n'ont point nié la superiorité des Evêques sur les Prestres, mais ils ont dit qu'elle n'étoit pas primitive, & ne l'ont reconnu que de droit Ecclesiastique, que le même droit avoit réservé aux Evêques, plusieurs fonctions, autrefois communes à tous les Prestres, & qu'une autorité legitime pouvoit rendre aux Prestres leurs anciennes fonctions, d'où ils concluoient qu'il n'est pas de foi que les Evêques sont de droit Divin superieurs aux Prestres, & ont des fonctions si propres à leur état qu'on ne peut les déléguer aux Prestres du second Ordre. Le concile de Constance ni celui de Trente n'ont point condamné leur sentiment, on peut même assurer qu'ils l'ont suivi. Thomas Waldensis (b) dans le xv. siecle & Alphonse à Castro (c) dans le suivant, paroissent y avoir donné atteinte, lors qu'ils ont noté d'heresie le sentiment de Richard d'Armarch Primat d'Irlande & qu'ils ont assuré que le concile de Constance avoit condamné ce sentiment en Wiclef. Richard d'Armarch par un retour au droit primitif des Prestres a enseigné que les Prestres en l'absence del'Evêque peuvent consacrer les Autels, benir le saint Chrême, donner les Ordres, &c. Wiclef art. 28. de ceux que le concile de Constance a condamnés dans cet heresiarque, a dit: "La "Confirmation des jeunes gens, l'Ordination des Clercs & la consecration "des lieux Saints sont réservées au Pape & aux Evêques par la convoitise d'un "gain temporel, & d'un vain honneur., *Confirmatio juvenum. Clericorum Ordinatio & locorum consecratio reservantur Papa & Episcopis propter cupiditatem lucri temporalis & honoris.*

Ce n'est point là la doctrine du Primat d'Irlande Richard d'Armarch, & il n'y a qu'un esprit de parti & intéressé à decrier ce saint Archevêque qui ait pu porter à dire que Wiclef avoit resuscité son erreur des fonctions du Presbyterat & de l'Episcopat. Richard a cru seulement, & il n'est pas le seul qui l'a cru, que les fonctions aujourd'hui réservées aux Evêques, ont été communes autrefois à tous les Prestres, & que les Prestres les peuvent faire avec la commission de l'Eglise dans la nécessité & dans l'absence des Evêques. Le concile de Constance n'a condamné rien de semblable en Wiclef, mais il a condamné son impudence à avancer qu'un esprit simoniaque & un desir immodéré d'honneur avoient fait réserver au Pape & aux Evêques la Confirmation, les Consecrations & les Ordinations: l'Eglise n'a point eu de telles vûes en réservant aux Evêques les grandes fonctions, & en leurs descendant de les commettre à d'autres qu'à des Evêques.

(a) Voyez le texte de Duaren ci-dessus part. 5. §. 5. il est tiré de son Liv. de Sacr. Eccl. ministr. lib. 1. c. 7. edit. 1557.

(b) Thomas Waldensis lib. de Sacramentalib.

tit. 7.

(c) Alphonse à Castro. de heresib. verb. Sacerdotium.

Sbrozius, (a) dans son traité du vicaire de l'Evêque écrit depuis le concile de Trente, dit tout ce que j'ai rapporté de Panorme qui écrivit entre les conciles de Constance & de Basse, & Sbrozius comme Panorme (b) répond à l'objection prise de saint Thomas & de saint Antonin, qui l'avoit tirée de saint Thomas, que le Pape ne peut commettre un simple Prestre pour conférer les grands Ordres, à cause de leur relation à l'Eucharistie : Qu'il est vrai que le Pape ne peut commettre, la consecration de l'Eucharistie à celui qui n'est pas Prestre, Jesus-Christ n'ayant donné le pouvoir de consacrer qu'aux seuls Prestres ; mais qu'il n'en est pas ainsi des saints Ordres, parceque ce n'est pas Jesus-Christ, mais l'Eglise qui a réservé aux Evêques de les conférer, (a) & qu'autrefois les Prestres gouvernoient l'Eglise en commun, ordonnoient des Prestres, & que le Pape leur peut rendre ce qu'ils faisoient autrefois.

Le Concile de Tours de l'an 1583. approuvé par Gregoire X I V. & auquel deux Evêques qui s'étoient trouvés au concile de Trente, dont ils ne pouvoient ignorer les décisions, assistèrent, acheve de prouver qu'il n'est point décidé que les Evêques sont de droit divin supérieurs aux Prestres, & de même droit ont des fonctions réservées & incommunicables au second Ordre. Ce Concile au Titre de *Episcopis*. après avoir déclaré, mais sans dire si c'est de droit ecclésiastique ou de droit divin, que les Evêques qu'il met distinctement dans l'ordre des Prêtres, sont proposés sur tous les autres du Clergé & leur sont supérieurs, nous apprend qu'ils ont des fonctions que le droit (le concile de Tours ne dit point encore ici si c'est le droit Divin ou le droit prescrit par les Canons,) a *defendu aux autres Prestres, à vis de jure interdixit Presbyteris*. Les autres Prestres pourroient donc faire ces fonctions réservées maintenant au premier ordre des Prestres, si le Droit ne leur défendoit pas ? elles n'ont donc cessé d'être permises au second Ordre que par une défense de droit Ecclésiastique ? car il est incontestable que toutes les fois que l'on rencontre dans les Conciles, qu'une action est défendue ou permise de Droit, sans l'addition Divin ou *Naturel*, on entend toujours que c'est de Droit positif. Il est difficile de conclure que les Evêques sont de droit Divin supérieurs aux autres Prestres quand les fonctions qui sont réservées aux premiers & défendues aux second, & qui les distinguent, ne sont permises

(a) Jacobus Sbrozius, de *vicario Episcopi* lib. 2. *quæst.* 5. *Olim Presbyteri in communi regebant Ecclesiam & Sacerdotes ordinabant. Unde sicut olim poterant, ita videtur quod Papa possit hoc concedere Sacerdoti, &c.*

(b) Collectarius hic post B. Thomam dicit quod in collatione minorum ordinum possit Papa delegare simpliciter Sacerdoti. Secus in collatione Sacrorum : quia sacri Ordines habent actus & exercitium in consecratione Eucharistie. Nam ut dicit Glossa notabilis in dict. Caput *Pervenit*. non potest committere non Presbytero ut conficiat Corpus Christi, quia Christus hoc universis solis Presbyteris ut ibi. Ita videtur dicendum in Proposito sicut in consecratione Eu-

charistie, non disponit contra institutionem Christi. Ita nec in ordinatione ministrorum ipsius Sacramenti. Ego potius purarem ut Sacerdoti hoc possit delegare indistincte, quia licet de Sacramento Eucharistie sit dispositum institutione dominica qui habeat illud administrare hoc tamen non est dispositum in collatione Ordinum, nam olim Presbyteri in communi regebant Ecclesiam, & ordinabant Sacerdotes. Unde quemadmodum olim poterant, ita videtur quod Papa possit hoc concedere Sacerdoti, maxime delegando cum nihil erretur delegatus nomine proprio. *Panormitan. in Cap. Quarto de Consuetud. Decretal. lib. 1. tit. 4. c. 4.*

aux uns & interdites aux autres que par un droit sujet à varier, & beaucoup postérieur à l'établissement de l'Eglise.

“ Comme personne n'ignore, dit le concile de Tours, que les Evêques sont “ établis sur tous les Ordres de l'Eglise, & qu'ils leur sont supérieurs, nous “ voulons que tout le monde sache qu'ils ont plusieurs fonctions interdites “ de Droit aux autres Prestres, lesquelles nous avons trouvé à propos d'insérer “ ici. Il appartient aux Evêques de donner le sacrement de Confirmation, la “ première tonsure, & tous les Ordres; de faire le saint Chrême, de connoître “ de l'hérésie, de déclarer les hérétiques, de consacrer & bénir les Evêques, “ les Abbés & les Abbesses, les Eglises, les Autels, les Cimetieres, les Calices, “ les Patenes, les autres vases sacrés, les Châsses, & les autres ornemens & “ linges qui servent au sacrifice de la Messe, de reconcilier les Eglises & les Ci- “ metieres pollus, d'examiner les Miracles, d'établir de nouvelles Eglises & “ des Paroisses, de diviser les anciennes Paroisses, d'unir plusieurs Eglises, de “ revoquer les anciennes unions, d'ériger des Hôpitaux, des Confratries, des “ Seminaires, des Colleges & de nommer les Directeurs pour les conduire, “ d'ordonner des Fêtes & de commander des Jeûnes. „ *Episcopi autem cum-
modo nesciat omnibus Ecclesiasticorum gradibus esse proprios, usque prestare, ita
omnibus notum esse volumus, multa illorum esse munera & officia, aliis de jure inter-
dicta Presbyteris, qua hic inserere non incongruum judicavimus. Ad eos enim spec-
tat sacramentum Confirmationis, primam Tonsuram, ac omnes Ordines conferre,
sanctum Chrisma consecrare, de heresi cognoscere, seu hereticum judicare, Episcopos,
Abbatibus, Abbatissas, Ecclesias, Altaria, Cimiteria, Calices, Patenas, & alia vasa,
indumenta etiam, & alia ornamenti Altaris sacrificii destinata consecrare & benedi-
cere, polluta Cimiteria reconciliare, nova Miracula probare, novas Parochias &
alias quasvisque constituere, antiquas dividere, plures Parochias, aut alias Ecclesias
seu beneficia plura unire, uniones jam factas revocare. Hospitalia & confraternita-
tes erigere, Seminaria, litterarum & scholarum magistros instituire, dies Festos or-
dinare & Jejunia indicare. Conc. Turon. 1183. tit. de Episcopis.*

Ce long détail des fonctions propres & de préciput réservées de Droit à l'Episcopat, les met toutes sur la même ligne, & réservées de même droit, par conséquent toutes de droit humain, & communicables autant que le Droit positif qui les leur réserve, ne leur défend point de les communiquer, & ne leur indique point ceux à qui ils les doivent commettre: Mais le concile de Tours n'a point mis au rang des fonctions, qui de droit appartiennent aux seuls Evêques, le ministère de l'Absolution, le pouvoir actuel de Confesser seuls, de se réserver des Cas, d'excommunier, de suspendre, d'interdire, d'approuver les Confesseurs, de donner la juridiction pour confesser, de gouverner seules toutes les Paroisses, comme leurs uniques & seuls vrais Pasteurs, de donner aux simples Prestres l'institution Canonique ou l'approbation pour les fonctions Ecclesiastiques, pour prêcher dans les Paroisses & pour y faire ou ailleurs les fonctions Curiales & beaucoup d'autres choses que les Evêques, comme supérieurs aux Curés & aux Prestres, veulent avoir aujourd'hui.

Certes le sentiment que tout cela leur appartient privativement aux autres Prestres & aux Curés doit être bien nouveau dans l'Eglise, au moins dans celle

de France & sur tout dans la province ecclesiastique de Tours ; quand un concile de Tours de l'an 1583. revû, corrigé & approuvé par le Pape Gregoire XIV. & la congregation des Cardinaux, dans l'énumération qu'il fait à dessein de toutes les fonctions de prééminence que le Droit reserve à la superiorité des Evêques ne dit pas un seul mot de celles dont je viens de parler, que cependant plusieurs nous donnent aujourd'hui pour anciennes & importantes. Il est certain par le concile de Tours de l'an 1583. que les Evêques ne les pretendoient point encore dans notre Province vingt ans après la cloture du concile de Trente, comme des prerogatives & des privileges attachés même de seul Droit humain à leur superiorité, & que quand quelques Theologiens de nos jours, comme un Pere Bernard d'Arras Capucin, un Pere Pinchat de l'Observance & quelques Evêques, les soutiennent appartenir de droit Divin & essentiel à l'Episcopat seul & que sans elles l'Episcopat seroit estropié & manchot, ils errent visiblement. Ils n'errent pas moins quand ils enseignent que les fonctions reservées aujourd'hui aux Evêques, sont de droit Divin incommunicables aux Prestres, & qu'en quelques circonstances que ce soit, l'Eglise ou celui à qui elle en donne le pouvoir, ne peuvent qu'inutilement les leur deleguer.

§. XIV. *L'Evêque ne se peut dire le seul vrai Pasteur des Ames de tout le Diocèse, ni le Pasteur universel du Diocèse, avec droit de faire administrer les Sacremens dans toutes les Paroisses par les Prestres qu'il lui plaît.*

Il n'est pas si certain qu'on l'assure que la charge des ames de tout le Diocèse est particulièrement & singulierement commise à l'Evêque seul. Nous voyons aujourd'hui des Evêques qui tentent de le faire croire ; mais le croient-ils eux-mêmes ? L'on ne pensera jamais qu'ils en sont persuadés, tant qu'ils se donneront aussi peu de mouvemens pour la conduite des ames dont ils se disent chargés. Car où sont les Evêques qui preschent, catechisent, confessent, visitent les malades, leur administrent les Sacremens & qui font toutes les autres fonctions attachées de droit Divin & indispensable à un Ministre chargé du soin des ames ? J'aime mieux croire que Jesus-Christ ne les a pas envoyés pour baptiser, &c. 1. Cor. 1. 16 : & se donner dans les Paroisses tous les soins auxquels un Curé est tenu par état & par lui-même selon concile de Trente, autant qu'il est possible, que de penser d'un Evêque qu'il est dans son Diocèse, le méchant Pasteur que Dieu par le Prophete Zacharie 11. 16. menace de donner à son peuple. " Je m'en vais susciter sur la terre un Pasteur qui ne visitera point les brebis qu'on a maltraitées, qui ne cherchera point les Agneaux encore tendres, qui ne guerira point les brebis malades, qui ne nourrira point les faibles, mais qui mangera la chair des plus grasses & qu'il leur rompra la corne des pieds. O Pasteur ! ô Idole qui abandonne le Troupeau ! l'épée tombera sur son bras, & sur son œil droit, son bras deviendra tout sec, & son œil droit sera entierement couvert de tenebres.

L'on dit à un homme semblable, & qui se dit le Pasteur universel de tout

un Diocèse, sans y faire jamais les fonctions d'un vrai Pasteur, qu'il a toutes les marques d'un Pasteur insensé. *Adhuc sume tibi vasa Pastoris stultus.* Zach. 11. 19.

Le cardinal du Perron dans les *Perroniana lett.* B. remarque que " le titre " d'Evêque *universel* que Jean évêque de Constantinople se vouloit attribuer, " étoit un titre fort arrogant & plein d'impiété, car il entendoit par ce mot " universel que lui seul fût Evêque à l'exclusion des autres, & que les autres " dépendissent de lui & tiraissent de lui leur juridiction qui est une arrogan- " ce, car tous les Evêques *sunt omnes à Christo*. Tous les Evêques se peuvent " dire successeurs *Petri & esse in Cathedra Petri*, mais c'est *per communionem*..

C'est la même chose des Evêques, le titre de seul vrai Pasteur, ou de Pasteur *universel* de leur Diocèse, que quelques Evêques pensent à s'attribuer contre la disposition des Canons *est un titre fort arrogant & plein d'impiété*, car ils entendent par ce mot, *universel* qu'eux seuls sont Pasteurs à l'exclusion des autres Pasteurs, & que les autres Pasteurs dépendent d'eux & tirent d'eux leur juridiction qui est une arrogance, car tous les Curés *sunt omnes à Christo*, tous sont de l'institution de Jesus-Christ, tous peuvent le dire successeurs des 72. Disciples, dans les mêmes fonctions, & avec une mission qui rapporte à la mission des Disciples, & que pour le gouvernement ils sont allés dans la même chaire que l'Evêque, mais c'est *per communionem*, & au-dessous de lui pour gouverner en commun avec lui.

" En ce tems, Jesus ayant appelé les douze, il commença à les envoyer deux " à deux, & il leur donna puissance sur les esprits impurs. Il leur commanda " de s'en aller avec leur bâton seulement & de ne rien préparer pour le chemin, " ni sac, ni pain ni argent dans leur bourse, mais de ne prendre que leurs " souliers, & de ne point faire provision de deux habits... Etant donc partis, " ils preschoient aux peuples qu'ils fissent pénitence, ils chassoient beaucoup " de demons, ils oignoient d'huile plusieurs malades & les guerissoient. *Marc. 6.*

Voilà ce que faisoient les Apôtres sous les yeux de Jesus-Christ, on ne dira pas que les Evêques leur ont succédé par cet endroit; mais Jesus-Christ a appelé ses Apôtres à d'autres fonctions depuis qu'il est entré dans sa gloire. C'est pourquoi, comme nous le lisons dans les Actes *ch. 6.* " les douze Apô- " tres ayant assemblé tous les Disciples, leur dirent: il n'est pas juste que nous " quittons la predication de la parole de Dieu pour avoir soin des tables. Choisissez... à qui nous commettrons ce ministère, & pour Nous, nous nous appuierons entièrement à la prière & à la dispensation de la parole. Ce discours plut à toute l'Assemblée. " C'est-à-dire l'Eglise trouva bon d'assigner pour fonctions aux Apôtres & aux Evêques qui les représentent, de prier & de prescher, mais de renvoyer à d'autres le surplus des fonctions. Les Evêques sont les successeurs de ceux à qui Jesus-Christ a commandé d'enseigner toutes les nations & de leur apprendre à garder tout ce qu'il leur avoit ordonné, & c'est tellement le principal de leur mission divine que saint Paul qui l'avoit reçue de Jesus-Christ même dans sa gloire, & qui en pouvoit être mieux informé que personne ne craint point de dire qu'il n'avoit pas été envoyé pour baptiser, mais pour prescher: 1. *Cor. 1.* & ce qui fait dire à saint Jacques, " Quelqu'un parmi vous est-il malade? qu'il appelle les Prestres de

l'Eglise

"l'Eglise & qu'ils prient sur lui, l'oignant d'Huile au nom du Seigneur. *Jac. 5.* Saint Jacques ne dit pas qu'il appelle l'Evêque ou un des Apôtres, mais qu'il appelle les Prestres de l'Eglise.

Le quatrième concile de Carthage de l'an 398. donne pour seules fonctions à l'Evêque de s'appliquer à l'étude, à la priere & à la predication & leur défend de se mêler du temporel; *Ut Episcopus nullam rei familiaris curam ad se revocet. sed ut lectioni & orationi & verbi Dei predicationi tantummodo vacet.* (a) & de même quantité d'autres Conciles, mais sans exclure les Prestres de cette importante fonction.

Veut-on des textes plus précis & qui prouvent sans réplique que la charge des ames du Diocèse n'appartient point au seul Evêque, & que d'autres y viennent en part avec lui. "Paul étant à Milete envoya à Ephese pour faire venir les Prestres de cette Eglise, & quand ils furent arrivés il leur dit. ... Il me suffit que j'acheve ma course & que je remplisse le ministère que j'ai reçu du Seigneur Jesus qui est de prescher l'Evangile de la grace de Dieu. ... Je ne vous ai rien caché de tout ce qui vous est utile, rien ne m'ayant empêché de vous l'annoncer & de vous en instruire en public & en particulier. ... C'est pourquoi je vous declare aujourd'hui que je suis innocent du sang de vous tous, parceque je n'ai point manqué de vous annoncer tous les desseins de Dieu. Prenez donc garde à vous même & à tout le Troupeau sur lequel le Saint Esprit vous a établis Surveillans pour gouverner l'Eglise de Dieu.

L'Apôtre ne dit point aux Prestres d'Ephese, car c'est à des Prestres comme je le demonstre ailleurs (& si l'on veut à quelques Evêques joints aux Prestres) que saint Paul parloit: Prenez garde à la portion du Troupeau du Diocèse d'Ephese, sur laquelle portion, Pierre, Jacques, Jean ou moi Paul nous vous avons établis, mais prenez garde à tout le Troupeau sur lequel le Saint Esprit lui-même vous a établis, mais à quelle fin, pour le conduire, le gouverner & en prendre soin. Quel sera donc l'employ de l'Episcopat? saint Paul nous l'apprend au même endroit des Actes 20. C'est de prescher l'Evangile, de ne rien cacher aux Prestres de tout ce qu'il leur est utile, d'annoncer aux Prestres tous les desseins de Dieu & de les en instruire en public & en particulier. Voilà ce que tous les Evêques doivent croire que Dieu leur a dit au tems de leur consecration; car il est sans doute, qu'il les a tous chargés de s'employer de toutes leurs forces à faire connoître à tous ceux vers lesquels il les envoie, les vérités salutaires de l'Evangile. Quand un Evêque aura fait toutes ces choses avec la fidélité, la charité & le desintéressement de saint Paul, il pourra dire avec la même confiance aux Prestres & aux Curés de son Diocèse à la tête de son Synode, comme saint Paul dans l'assemblée de Milete: je vous declare que je suis innocent du sang de vous tous, & les exhorter puissamment à prendre garde à tout le Troupeau, sur lequel le Saint-Esprit les a établis. Malheur à lui s'il ne s'acquitte pas d'un devoir si indispensable. *Va mihi si non Evangelizavero.*

"Or, il y a diversité de dons, dit l'Apôtre, mais il n'y a qu'un même Esprit, il y a diversité de ministères, mais il n'y a qu'un même Esprit & il y

(a) Conc. Carth. 4. c. 20. --- Refertur Dist. 38. c. 3.

"à diversité d'operations, mais il n'y a qu'un même Dieu qui opere tout en tous... Dieu a mis dans les Corps plusieurs membres (l'Eglise est ce Corps) & il les y a placés chacun comme il lui a plu... afin qu'il n'y ait point de schisme ni de division dans le Corps, mais que tous le membres conspirent mutuellement, à s'entraider les uns les autres. 1. Cor. 12.

"Dieu lui-même donc a donné à son Eglise, les uns pour être Apôtres, les autres pour être Prophetes, les autres pour être Evangelistes, les autres pour être Pasteurs & Docteurs, afin qu'ils travaillent à la perfection des Saints aux fonctions de leur ministère, à l'édification du Corps de Jesus-Christ. Ephes. 4.

"Que les Prestres, dit encore l'Apôtre 1. Tim. 5. 17. qui gouvernent bien soyent doublement honorés, principalement ceux qui travaillent à la predication de la parole & de l'instruction.

Il est évident par tous ces textes de saint Paul, auxquels je pourrois en joindre beaucoup d'autres, que le soin de l'Eglise n'est pas commis à un seul, que la charge des ames n'est point donnée dans un Diocèse à un seul, à un Evêque pour en faire son patrimoine & son propre, mais qu'un grand nombre d'autres partagent ce soin par les dispositions de Jesus-Christ sous l'inspection néanmoins d'un Evêque dont la fonction est d'instruire, de veiller & d'avertir. "Vous êtes donc fils de l'homme, dit Dieu au Prophete Ezechiel 33. 7. & il le dit à chaque Evêque, celui que j'ai établi pour servir de sentinelle à la maison d'Israël: vous écoutez les paroles de ma bouche, & vous leur annoncerez ce que je vous aurai dit... Prophetisez touchant les Pasteurs d'Israël: Prophetisez, & dites aux Pasteurs: voici ce que dit le Seigneur notre Dieu. *Propheta de Pastoribus Israel: Propheta, & dices Pastoribus: hec dicit Dominus Deus.* Ezech. 34. Dieu ne dit pas: prophetisez touchant le souverain Pontife, parcequ'à plusieurs égards il est moins Pasteur qu'un autre, & il ne prend pas les mêmes soins. Dieu ne dit pas non plus: prophetisez touchant le Pasteur de mon peuple, de Pastore, parcequ'il y a plus d'un Pasteur établi sur le peuple de Dieu; mais prophetisez touchant les Pasteurs & dites à la multitude des Pasteurs: voici ce que dit le Seigneur.

L'Evêque doit donc apprendre aux Pasteurs ce qu'ils doivent faire, les avertir de la part de Dieu, leur porter ses ordres, sans entreprendre sur ce qu'il convient aux inferieurs de faire. "L'œil ne peut pas dire à la main, je n'ai point besoin de vous, non plus que la tête ne peut pas dire aux pieds, je n'ai pas besoin de vous, mais au contraire les membres du Corps qui paroissent les plus foibles sont les plus nécessaires, & tous ne sont qu'un seul Corps. 1. Cor. 12.

Un Evêque ne perd rien de sa grandeur & conserve tous les droits de son Apostolat quand il reconnoît avec saint Gregoire de Nazianze, que si l'Evêque tient le milieu, les Prestres tiennent les côtés de la même chaire, & que les Curés comme vrais Pasteurs paissent dans leurs Paroisses le Troupeau de Dieu. *Presbyteri utrimque assidebant, Pastores gregis lecta erat.* (a) & il doit à l'exemple de saint Jean Chrysostôme, les exhorter, les presser de remplir leurs

(a) Gregorius Nazianz. Carm. 12.

devoirs, les menacer des jugemens de Dieu s'ils ne les remplissent pas, & être touché jusqu'au fond du cœur lors qu'ils négligent de les remplir. C'est tout ce que ce saint Evêque croyoit lui être permis vers les Curés qu'il trouvoit en défaut. J'apprens, écrivoit-il à deux Curés, qu'un de vous depuis le commencement de l'année jusqu'au mois de Novembre n'a fait que cinq prônes, & que l'autre n'en a fait aucun. (a) C'est aussi tout ce que saint Paul accorde de faire, à son disciple Timothée: Reprenez, suppliez, menacez, sans vous lasser jamais de les tolérer & de les instruire 2. *Tim.* 4. 2. Je m'adresse à vous qui êtes Prestres, disoit le Prince des Apôtres 1. *Per.* 5. 11. étant Prestre comme vous & témoin des souffrances de Jesus-Christ ... Paissez le "Troupeau de Dieu qui vous est commis, veillant sur sa conduite, non par "une nécessité forcée, mais par une affection toute volontaire, non par un hon- "teux desir du gain, mais par une charité desintéressée, non en dominant sur "l'héritage du Seigneur, mais en vous rendant le modele du Troupeau.

Le texte de saint Pierre dans le sens qu'il nous présente d'abord, & pris à la lettre nous apprend qu'il parloit à des Prestres honorés du même Sacerdoce que les Apôtres, à des Prestres à qui Dieu avoit commis son Troupeau, ou si l'on veut qui devoient avec l'Evêque le conduire en commun, d'où il résulte de quelque manière qu'on entende les paroles de saint Pierre, que l'Evêque dans son Diocèse n'est pas le seul qui a la charge du Troupeau.

On ne verroit point sans peine, & ce seroit un grand scandale, si l'Evêque défendoit à tous ceux d'une Paroisse de recevoir les Sacramens de leur Curé, ou d'écouter l'Evangile de sa bouche, avant de l'avoir prouvé reprehensible dans ses meurs & sa doctrine. Il n'y a personne qui ne jugeât, qu'agir de la sorte, ce seroit s'attribuer la qualité de Pasteur universel d'un Diocèse au sens que saint Gregoire a si severement & si justement condamné, & n'en laisser aux Curés que le nom, sans les avantages qu'il enferme, parceque ce seroit les regarder, non comme Prelats dans le second Ordre, dignité qu'ils tiennent immédiatement de J. C. qui les a lui-même envoyés, comme son pere l'a envoyé, mais comme de simples vicaires de leur Evêque, qui n'auroient de pouvoirs que ceux qu'il lui plairoit de leur laisser, sans qu'il se crût obligé de leur marquer si ce n'est peut être en general, les causes qui le porteroient à limiter ou à leur ôter leur commission à l'entier.

Les constitutions Apostoliques, dont l'Auteur est au moins du quatrième siecle, nous marquent au contraire *lib. 8. ch. 16.* que les Prestres par devoir & par état, *ex officio*, comme l'on parle, & non par la commission ou la delegation de l'Evêque gouvernent l'Eglise. *In ea præsunt ... verbo & opere ad edificacionem populi ... spiritu gratia & consiliis ad episcopatandum populo ... ad omneque corde mundo gubernandum.* " Ils president dans l'Eglise pour l'édifica-

(a) Novi siquidem unam ex vobis quinque homilias ad Novembrem usque habuisse, alterum vero nullam. Hoc igitur mihi si falsum est, indicare, sin verum corrigite, at invicem exortate vos, alioquin gravem admodum mihi dolorem inponetis, quodque gravius est, cum

tanto in otio & ignavia vitam tradocatis, multum Dei judicium in vos acceretis, neque vestro munere fungentes, neque doctrina vestra populo agitato studium conferentes. *Sand. Chrysost. Epist. 203. ad Salsustium & Theophilum Presbyteros.*

"tion du peuple, le secourir dans ses besoins spirituels & le gouverner.

Le Pape Hadrien I. écrivant au Roi Charlemagne *Epist. 77.* de la collection de Grotier, l'exhorte d'employer toute son autorité, afin que les Evêques & les Prestres qui doivent selon les Canons résider dans leurs Eglises, puissent chacun gouverner le peuple que Dieu leur a commis. Ce n'est donc point l'Evêque qui en qualité de seul Pasteur commet une partie de son Troupeau aux Prestres, mais Dieu qui le commet à l'Evêque, & qui le commet aux Prestres, & qui leur donne son peuple à régir & à gouverner. C'est la doctrine d'un grand Pape au plus habile de nos Rois en fait de science Ecclesiastique. *Sed (regalis excellentia) quoscunque in quolibet deferri cupis loco, tam Episcopi quam Presbyteri orthodoxæ fidei galeam & salutes induis arma, orationibus vacare graviter studeant, ut cuncto populo cæ, quæ pro salute animæ sunt, spirituale gerant officium. Ceteri vero Presbyteri in eorum digentes Ecclesiis, canonice unusquisque per vestrum regale robustissimum præsidium, suum valeant regere populum à Deo sibi commissum.*

Le concile de Paris de l'an 829. (a) composé des provinces de Reims, de Sens, de Tours & de Rouën, duquel le règlement se lit dans les Capitulaires *Addit. 2. cap. 8.* comme une règle qu'on devoit garder dans le Royaume, établit comme étant de même droit, qu'il convient que chaque Ville ait son propre Evêque, & chaque Eglise un propre Prestre, mais avec cette différence qu'un Evêque est de convenance dans une Ville, *convenis* : mais qu'un Curé est de convenance & de nécessité dans une Paroisse, *decet & oportet* ; & tant de devoirs à y remplir, qu'il est comme impossible qu'un Curé gouverne deux Paroisses, ce qui porte le Concile à ordonner que chaque Paroisse aura son Curé, & que les Evêques veilleront, à ce qu'un Curé ne se charge point du gouvernement de deux Eglises. Ce Concile étoit bien éloigné de croire que l'Evêque fût le Pasteur immédiat de toutes les Paroisses, & chargé d'y faire par lui-même ou d'y faire faire par d'autres toutes les fonctions ; car

(a) Sicut unicuique civitati convenit proprium habere Episcopum, ita & unamquamque Basilicam Deo dicatam decet & oportet, proprium habere Presbyterum. Avaritia sane... quoddam invasit Presbyteros... hi namque ignibus avaritiæ æstuant, sacerdotalisque dignitatis immemores, curamque Basilicarum in quibus promoti sunt, postponentes, datis quibusdam Xenis aut pollicitis, non solum à Clericis verum etiam à laicis, alias basilicas contra fas ad Christi famularum peragendam suscipiunt, * utrum consultis an inconsultis Episcopis id faciant, nec ne, ignoratur. Si consultis id faciunt eorum transgressionem iidem Episcopi procul dubio communicant. Si vero eis inconsultis id facere præsumunt nihilominus Episcoporum negligentia id adscribendum est. Vix enim quispiam Presbyterorum in Basilica in qua divinx servituti mancipatus est

digne atque strenue militare invenitur. Quanto minus id in duabus aut tribus aut eo amplius Basilicis digne exequi valeat... quod ne ulterius unusquisque Episcoporum in Parochia sua fieri sinat, omnes in commune statim decernent ut singulæ basilicæ plebes & res quibus consistere possint, habentes, singulos habeant Presbyteros. *Conc. Paris. an. 829. lib. 1. c. 49. — Capitul. Add. 2. c. 8.*

(*) Il paroît par cet endroit qu'il y avoit des Curés en patronage laïque & ecclésiastique, & que ceux qui y étoient nommés y faisoient les fonctions sans avoir pris l'institution de l'Evêque : le concile de Paris ne défend point cet usage, il ordonne seulement que chaque Eglise aura son Curé, & charge l'Evêque de veiller à ce qu'un Prestre, ne prenne point plusieurs Curés à régir.

si un Curé ne peut faire l'office de Pasteur en deux Paroisses, combien est-il au dessus des forces de l'Evêque le plus laborieux & le plus zélé, de les faire en mille.

Le Pape Alexandre III. (a) reconnoît aussi clairement que l'Evêque n'est point le seul Pasteur & le seul Prelat de son Diocèse, mais qu'il y en a d'autres qui y gouvernent avec autorité & qu'un Evêque doit appuyer de la sienne, sans se porter jamais à delier à l'insçu d'un Curé ceux de ses Paroissiens que le Curé a liés.

Le concile de Reims de l'an 1564. le premier qui fut assemblé dans le Royaume depuis le concile de Trente, & auquel Charles de Lorraine qui parut avec tant d'éclat dans les dernières sessions du concile de Trente présida, regarde les Paroisses comme des lieux où l'Evêque en premier, n'a point les fonctions Curiales, mais uniquement par devolution, & au défaut du Curé lorsqu'il est négligeant & incapable; en ce cas les Conciles obligent les Evêques d'envoyer des ouvriers, ainsi que le concile de Reims l'assure *dans la moisson d'autrui*. Or, si c'est dans la moisson d'autrui, l'Evêque ne peut donc s'en dire le maître ni qu'elle lui appartienne: la raison, c'est que les Evêques selon les conciles de Trente & de Reims, n'ont par aucun droit la charge immédiate des Paroisses, n'en sont point les propres Prestres & ne pourvoient à leurs besoins que par la commission & l'autorité supérieure des Conciles qui les déléguent & les autorisent à y pourvoir dans la négligence du propre Prestre. Lisez le concile de Trente (b) *sess. 21. de Reform. cap. 4. & cap. 6.* Or, si les Evêques selon le concile de Trente ne pourvoient souvent aux besoins des Paroisses que comme délégués, ils n'en sont donc pas les Pasteurs immédiats ni de droit divin ni de droit Ecclesiastique; mais ils sont commis de droit Ecclesiastique pour contraindre un Curé d'y faire son devoir & de tenir auprès de lui autant de Ministres que les besoins d'une Paroisse le demandent. Un Concile œcuménique qui les dit délégués du Pape à cet égard a-t-il erré ou statué contre le droit Divin & naturel? il y a de la temerité à le dire: on n'est pas moins téméraire de soutenir que les Evêques sont les seuls Pasteurs de leurs

(a) Sancimus in super ut ipsi Curiones per se, vel per alios idoneos si legitime impediti fuerint, omnibus saltem Dominicis & aliis festis diebus aliquid de Evangelio, vel de Epistola vel de aliis sacris litteris ad caput & edificationem populi sibi crediti, enarrant, & explicent ut oves suas... erudiant, &c. Quod si ad hoc minus ipsi fuerint idonei, vocent quam potissime poterunt qui sibi eam operam impendant, aliqui juxta sanctorum Conciliorum Decreta cogemur operarios in messum alienam mittere, & de fructibus atque lacte gregis ipsos alere. *Concil. Remense an. 1564. stat. 2. sub finem.*

(b) Episcopi etiam tanquam Apostolicæ sedis Delegati in omnibus Ecclesiis parochialibus vel beneficiis in quibus populus ita numerosus

sit, ut unus Rector non possit sufficere ecclesiasticis Sacramentis ministrandis & cultui divino peragendo, cogant Rectores vel alios ad quos pertinet, sibi tot Sacerdotes ad hoc munus adjungere quot sufficiant ad Sacramenta exhibenda, & cultum divinum celebrandum, &c. *Conc. Trid. sess. 21. de reform. cap. 4.*

Quia illiterati & imperiti parochialium Ecclesiarum Rectores sacris mihis apti sunt officiis & alii propter eorum vitæ turpitudinem potius destruere quam ædificare, Episcopi tanquam Apostolicæ sedis Delegati eisdem illiteratis & imperitiis, si alias honestæ vitæ sunt coadjutores aut Vicarios deputare pariterque fructuum eisdem pro sufficienti victu assignare vel providere possint, &c. *ibid. cap. 6.*

Diocèses & chargés de Jesus-Christ & de l'Eglise du soin immediat de toutes les Paroisses pour y agir comme s'ils en étoient les seuls propres Prêtres, & y faire prochainement hors les cas de Droit, ou y faire par d'autres tout ce qu'il leur plaît, ou l'on dira le Concile dans l'erreur quand il fait les Evêques en plusieurs rencontres, Commissaires du S. Siege pour faire suppléer aux defauts & aux manquemens des Curés dans les Paroisses.

Isaac Habert dans son Pontifical de l'Eglise Grecque à l'observation intitulée: "De l'accès & proximité du second Ordre au grade Episcopal. (a) *De Presbyterorum seu Sacerdotum secundi Ordinis ad Episcopalem gradum accessu & propinquitate*, a raison de dire que l'ordre des Prestres de droit Divin par "l'institution de Jesus Christ, le S. Esprit l'ayant ainsi réglé, est joint aux "Evêques pour, avec eux, paître, enseigner & gouverner l'Eglise, que la chose est des plus claires & se prouve par le chapitre 20. des Actes des Apôtres, S. Irenée, S. Jérôme, le decret de Gratien, S. Chrysostôme, Primasius, Sedulius, S. Anselme & beaucoup d'autres, & dans le même sens M. Claude de S. Georges archevêque de Lyon dans les statuts Synodaux de l'an 1705. ch. 7. que Jesus-Christ a établi des Pasteurs pour gouverner l'Eglise, que ces Pasteurs sont les Evêques & les Prestres, que ceux-ci nous représentent les Disciples, & sont les cooperateurs de l'ordre Episcopal au-dessus des Diacres & des autres Ministres inferieurs; mais que tous ces differens Ordres sont établis pour la même fin, qui est le service Divin & l'édification du Corps mystique de Jesus-Christ.

(a) *Presbyterorum cœtus & Ordo Divino Jure*, Christo instituent, Spiritu Sancto disponente, Episcopis adjunctus est, ut cum iis Ecclesiam pascat, doceat & regat. Nihil clarior in Actibus Apostolorum. cap. 20. A Mileto mittens Ephesum vocavit Majores natu Ecclesie, qui cum venissent ad eum, dixit eis, inter cœtera: *Attendite vobis & Univerſis in quo vos Spiritus-Sanctus posuit Episcopos, regere Ecclesiam Dei*. Quinam autem illi sunt Majores natu Presbyteri qui & Episcopi dicuntur. Non Presbyteri soli, nec solus Episcopus, sed Episcopi & Presbyteri Ephesi sedentes, dicit S. Irenæus. *Paulus*, inquit, à Mileto convocatis Episcopis & Presbyteris qui erant ab Epheso & à reliquis proximis civitatibus, multa testificans eis adiecit inter cœtera: *Attendite igitur & vobis & omni gregi, in quo vbi Spiritus-Sanctus preposuit Episcopos regere Ecclesiam Domini*. Dicit S. Hieronymus. Vis & aliud exemplum? In Actibus Apostolorum, ad unius Ecclesie Sacerdotes ita Paulus loquitur: *Attendite vobis & cuncto Gregi in quo vos Spiritus-Sanctus posuit Episcopos ut regeretis Ecclesiam Domini*. Eundem locum postquam attulit idem Presbyterorum deus lib. 1. *Comment. ad Epist. ad Titum*. Sicut ergo, inquit, Presbyteri sciunt

se ex Ecclesie consuetudine, ei qui sibi prepositus fuerit esse subiectos, ita Episcopi noverint se magis consuetudine quam dispositionis Dominice veritate, Presbyteros esse majores & in commune debere, Ecclesiam regere. Quæ verba in Corpus Juris relata nemo hæcenus bene sanus reprehendere ausus est. Pergamus eam ob causam. Presbyteri dicti sunt *synepiscopi*. Ita enim præterea Epigraphæ Epistolæ B. Pauli ad Philipp. quam ita recenſet & B. Joan. Chrysost. hom. 1. ad ea verba. Paulus & Timotheus servi Jesu-Christi omnibus Sanctis in Christo Jesu, qui sunt Philippis, Coepiscopis & Diaconis. Quid hoc an unius civitatis multi erant Episcopi? nequaquam, ait S. Chrysostomus, sed Presbyteros isto nomine appellavit... Eodem trahit eundem S. Hieron. Epist. ad Evagrium & lib. 1. *Comment. in Epist. ad Titum*. Ita Primasius Episcopus, Sedulius & alii. B. quoque Anselmus Episcopus & ipse *Comment. in cap. 3. 1. ad Timoth.* Nomine Episcopi & Pontificem designavit & Presbyterum. Nam & Presbyter est Episcopus, id est super intendens Ecclesie quam regit, sed ille est major Episcopus, ille minor. *Isaac Habert Pentit. Eccl. Græc. Append. Observ. de Episcopatus & Presbyteratus Compar. fol. 173.*

L'on doit reconnoître la prééminence du siegé Episcopal, & la sublime dignité d'un successeur des Apostres; mais nous savons ce que les Saintes Ecritures nous ont appris, que nous succédons en qualité de Prestres aux LXXII. Disciples que l'Evêque, par la disposition de l'Eglise, est le Chef & le Supérieur dans son Diocèse, mais non pas le seul Pasteur; que les Prestres tiennent aussi leur puissance de Jésus-Christ même, & que c'est le S. Esprit qui les a établis sur le troupeau que le souverain Pasteur s'est acquis par son sang pour en gouverner chacun en qualité de ses Vicaires, comme toute l'antiquité l'a reconnu la portion qui lui est échue, & prendre part en beaucoup d'occasions aux besoins de l'Eglise.

Le Canon 58. des Apostres ordonne de separer & d'interdire pour quelque tems de ses fonctions, l'Evêque & le Prestre qui ne prennent pas soin du Clergé & du Peuple, & qui ne les instruisent pas dans la piété, & que si après avoir été retablis dans leurs fonctions, ils perseverent dans leur negligence, on les depose tout-à-fait. *Episcopus vel Presbyter, qui Cleri vel Populi curam non gerit, & eos pietatem non docet, segregetur; & si in concordia perseveret, deponatur.* Can. Apostolor. 58.

De là Balsamon (son temoignage ne doit pas être suspect, il étoit Evêque du second siegé de l'Eglise) prend lieu de remarquer que la dignité de l'Episcopat consiste à enseigner, que les Evêques doivent apprendre au peuple ce qu'il doit croire & ce qu'il doit faire pour vivre chrétiennement, qu'ils sont établis sentinelles pour veiller à ce qui interesse le salut des peuples, & que c'est la raison pourquoi on les appelle Evêques. Qui resteroit là, donneroit tout le ministère à l'Episcopat. Mais Balsamon ajoute aussi-tôt, que les Prestres ont les mêmes fonctions, & qu'ils s'assoient sur le Trône auprès des Evêques, & que si l'Evêque & le Prestre negligent de prendre soin du peuple & de l'instruire, on les punit par l'éloignement de l'Autel, & s'ils continuent dans leur paresse, on les interdit pour toujours. (a) Zonare sur le même Canon dit la même chose.

Un Evêque, après des temoignages aussi precis, peut-il se flater d'être le seul vrai Pasteur d'un Diocèse, le seul chargé d'instruire; s'il le pense, il est dans l'erreur, & on peut lui dire, quelqu'élevé qu'il soit dans l'Eglise par sa dignité, ce que S. Bernard disoit au pape Eugene III. "Vous errez, "si parceque vous êtes monté au souverain degré de la puissance dans l'Eglise, "vous vous y croyez le seul puissant. Dieu en a établi d'autres, qui dans un "rang mediocre & inferieur sont Pasteurs, & également d'institution divine. *Erras, si ut summam ita & solam institutam à Deo vestram apostolicam potestatem existimas. Non ergo tua sola potestas à Domino, sunt & mediocres, sunt & inferiores.* S. Bernard. de consider. lib. 3. c. 4.

(a) Episcopalis dignitas in docendo consistit, & omnis Episcopus debet docere populum pia dogmata & statum Orthodoxorum. Speculator enim ideo constituitur, ut qui sunt sui populi, attendat, & ideo Episcopus est appellatus. Porro autem etiam Presbyteri tales

esse debent, quia etiam prope Episcopos sedent in superioribus Cathedris. Episcopus ergo & Sacerdos, qui non sic facit, sed negligenter est affectus, segregatur. Sin autem in concordia perseverat, etiam deponitur. Balsamo in Can. 58. Apostolor.

§. XV. Objections tirées des Saints Peres & des Conciles, pour l'attribution du Pastorat universel d'un Diocèse au seul Evêque.

Les distinctions du premier & du second Ordre n'étant point assez marquées dans l'Ecriture, on ne peut conclure avec évidence, d'aucun de ses textes, [*] que le gouvernement de l'Eglise d'un Diocèse appartient en total à l'Evêque; & par commission de l'Evêque seulement, à ceux des Presbres qu'il veut y appeler; au contraire, l'on prouve par quantité d'endroits de l'ancien & du nouveau Testament, qu'il ne lui appartient pas; mais toutes les objections se tirent des anciens Ecrivains & de quelques Canonistes modernes.

Nous respectons & nous respecterons toujours l'autorité des Saints Peres & des Conciles; nous les qualifions d'autorités respectables & anciennes, & si nous répondons à ce que l'on nous en objecte, ce n'est point pour les contredire, mais pour éclaircir leurs textes, que ceux qui les objectent n'entendent point.

Nous ne nous arrêtons point aux décisions modernes d'un Jean le Moine, de Squillante, de Barbosa & de quelques autres Canonistes semblables, qui n'attribuent à l'Evêque tout le gouvernement d'un Diocèse, que pour donner au Pape le gouvernement universel de toute l'Eglise, sans y appeler les Evêques; car si elles decident au contraire de la venerable antiquité & introduisent de nouveaux usages dans l'Eglise, cette nouveauté les rend suspects & méprisables, de même que ceux qui les donnent. Il n'en est pas ainsi de ce qui a été pratiqué dans les tems apostoliques, & dans les siècles où l'Eglise a fleuri sous les saints Docteurs qui l'ont gouvernée, & qu'après les Apôtres nous tenons pour les maîtres de notre Foi, & les Propagateurs des Institutions de Jesus-Christ & de ses Apôtres: ce qu'ils ont observé demande nos respects & exige que nous l'observions.

On attribue faussement à S. Ignace, à Tertullien & à S. Cyprien d'avoir enseigné que tout depend de l'Evêque dans le gouvernement de l'Eglise, & que le ministère de l'Absolution appartient au seul Evêque, comme au seul, vrai & Pasteur universel du Diocèse.

Vrais sentimens de S. Ignace sur la part que les Presbres ont dans le gouvernement de l'Eglise.

Saint Ignace Martyr, très-persuadé de ce que S. Cyprien a dit depuis dans son livre de l'Unité de l'Eglise, que le schisme est un crime si énorme, que la mort même ne le peut expier, & très-éloigné d'approuver ces sortes de personnes, qui sans aucune disposition divine, s'élevent eux-mêmes comme une troupe de temeraires qui s'établissent Prelats contre les loix de l'Ordina-

[*] Le texte des Actes 10, v. 18. s'alloque | Evêques. Je renvoie à ce que la tradition en souvent comme un texte formel pour les seuls | a dit. Voyez ci-dessus §. 1. &c.

qui s'attribuent le nom d'Evêque, ou du moins ses fonctions, quoique personne ne les admette à l'Episcopat, & qui, comme s'ils étoient les vrais Chefs du Troupeau, forment des assemblées particulières, & ainsi se définissent d'avec le corps de l'Eglise & de tous les Fideles. S. Ignace, dis-je, très-éloigné d'approuver de pareils excès, & ne respirant que la charité & l'union, inculque dans toutes ses lettres l'horreur du schisme, l'amour de l'unité, & un attachement ferme & inébranlable au centre de l'unité, qui est l'Evêque dans chaque Eglise, & en même tems au college de ses Prestres, son ornement & sa couronne, surtout dans les commencemens du Christianisme, ou si nous croyons M. Hallier (a) & le Pere Tomassin, les Prestres n'eurent point d'autre Eglise dans les Villes, que celle de l'Evêque, où ils s'assembloient comme à l'unique Paroisse de la Ville, dont l'Evêque étoit le Curé, & où avec les Prestres qui gouvernoient les Fideles avec lui, il faisoit réellement toutes les fonctions. Dans cette vûe d'une union sainte, saint Ignace dit souvent, il repete sans cesse ces paroles admirables que les Prestres n'envient point à l'Episcopat. Elles sont de la Lettre aux Smyrniens & aux Ephesiens.

"Il est évident qu'il faut regarder l'Evêque comme le Seigneur lui-même. *"Manifestum est quod Episcopum respicere oporteat ut ipsum Dominum.* Et ailleurs: Suivez tous l'Evêque comme Jesus-Christ suit son Pere: que personne ne fasse rien de ce qui regarde l'Eglise, sans l'Evêque: (*) quel'on regarde comme la seule Eucharistie, (ou comme d'autres traduisent, comme la seule assemblée legítimé) celle qui est célébrée par l'Evêque, ou par celui qu'il a commis à sa place, & que la multitude des Fideles se trouve par tout où se trouve l'Evêque, comme l'Eglise Catholique est par tout où est Jesus-Christ, il n'est permis ni de baptiser, ni de célébrer les agapes sans (*) l'Evêque. .. car celui qui honore l'Evêque est honoré de Dieu: Celui qui fait quelque chose à l'insçu de l'Evêque sert le Demon.

Omnes Episcopum sequimini, ut Jesus-Christus Patrem ... sine () Episcopo nemo quicquam faciat eorum quæ ad Ecclesiam spectant. Rata Eucharistia habeatur illa quæ sub Episcopo fuerit, vel cui ipse concesserit. Ubi comparuerit Episcopus, ibi & multitudo sit, quemadmodum ubi Christus-Jesus, ibi catholica & Ecclesia. Non licet sine (*) Episcopo baptizare neque agapen celebrare ... qui honorat Episcopum, à Deo honoratus est, qui clam Episcopo aliquid agit Diabolo prestat obsequium.* S. Ignat. Epist. ad Smyrneas n. 8. & 9.

On croit bien conclure des paroles de S. Ignace que je viens de rapporter, qu'à plus forte raison, il n'est point permis aux Prestres de prononcer sans l'Evêque sur les pécheurs, le jugement de leur absolution ou de leur séparation.

(a) Certum est antiquitus constitutum fuisse, ut populus scotum ab Episcopo synaxes non frequentaret, nec Presbyteri in civitatibus populum colligerent, effectus Episcopus veluti Parochus civitatis. Hallier. nouv. Mem. du Clergé tom. 6. p. 1170.

Le P. Thomassin Discip. de l'Eglise, Paris.

1. Euv. 1. ch. 23. fait la même remarque.

(*) Ces paroles, sans l'Evêque, signifient que le second Ordre ne doit pas s'attribuer les fonctions, & en exclure l'Evêque, & que les peuples ne doivent pas se separer de l'Evêque pour s'attacher aux seuls Pretres.

S. Ignace martyr a dit tout ce que le Theologien Auteur du Mandement de Sens du 1. *May* 1735. en a cité *pag.* 21. excepté cela seul, qu'il n'y trouvera sûrement pas qu'un Prestre doit prendre le consentement de son Evêque pour absoudre. Mais il a dit ailleurs ce que le Theologien de Sens a voulu cacher à ses Freres & à toute l'Eglise, comme s'il étoit permis de s'attacher à quelques paroles détachées d'un Auteur, qui paroissent nous favoriser, sans prendre l'esprit ni le vrai sentiment que cet Auteur prend à tache d'établir en quantité d'autres endroits. S. Ignace s'est exprimé par tout ailleurs d'une manière qui relève infiniment la dignité des Prestres, qui les associe à l'Evêque dans le gouvernement de l'Eglise, duquel cet illustre Martyr ne les separe presque jamais, & qui fait voir en même tems, qu'il n'y a point de vrai culte, de vrais Sacremens, ni d'Eucharistie, ou d'assemblées legitimes sans les Prestres, lorsque par un esprit de schisme, l'on se separe d'eux, soit que la separation vienne de l'Evêque, soit qu'elle vienne du peuple.

"Il convient, dit S. Ignace aux Ephesiens *n.* 2. que vous soyez saints en obéissant en toutes choses à l'Evêque & aux Prestres. *Decet... ut subjehti Episcopo & Presbyterio, per omnia sitis sanctificati.*

"*Ibidem n.* 20. Vous vous assemblez, afin d'obéir à l'Evêque & aux Prestres sans aucun partage. *Convenitis... ut obedatis Episcopo & Presbyterio mente indivulsa.*

Le même S. Ignace aux Magnesiens *n.* 6. "Je vous exhorte de faire toutes choses dans la paix de Dieu, sous l'autorité de l'Evêque qui preside en la place de Dieu, & sous l'autorité des Prestres qui president au lieu des Apôtres... Que rien ne vous divise d'avec l'Evêque & des Prestres; Mais demeurez leur unis en signe de la doctrine pure & sainte que vous avez reçûe. *Hortor ut hoc sit omnibus studium, in Dei concordia omnia agere, Episcopo presidente, Dei loco, Presbyteris loco Senatus Apostolicis... Nihil sit in vobis quod possit vos dividere, sed nutamini Episcopo & Presidentibus in tipum & doctrinam incorruptionis.*

"*Ibid. n.* 7. Ne faites aucune chose sans l'Evêque, & sans les Prestres. *Neque & vos sine Episcopo & Presbyteris quicquam agite.*

"*Ibid. n.* 13. Ayez soin de vous affermir dans la doctrine du Seigneur & des Apôtres... avec votre très-digne Evêque, & avec la couronne spirituelle de vos Prestres, composée avec tant de dignité. (*) *studete itaque ut confirmemini in dogmatibus Domini & Apostolorum... cum dignissimo Episcopo vestro & digne complexa spirituali corona Presbyteris vestri.*

Le même aux Tralliens, *n.* 2. "Il est nécessaire, comme vous le pratiquez de ne rien faire sans l'Evêque. Soyez de même soumis aux Prestres comme aux Apôtres de Jesus-Christ. *Necessarium itaque est quemadmodum facitis, ut sine Episcopo nihil agatis, sed & Presbyterio subditi sitis ut Apostolis Jesu Christi.*

Ibid. n. 3. Que tous respectent les Diaeres, comme Jesus-Christ, qu'ils res-

(*) L'Edition de 1717. p. 444. traduit: Avec votre très-digne Evêque & les Prêtres qui composent avec lui une digne & sainte assemblée, &c. Autrement: avec les Prêtres qui composent votre Eglise, & qui en sont l'ornement & la couronne.

peuvent l'Evêque comme Dieu le Pere, & qu'ils respectent les Prestres comme "le senat de Dieu & le college des Apôtres; sans eux on ne doit point parler d'Eglise. *Cuncti similiter revereantur Diaconos ut Jesum-Christum, quem admodum & Episcopum ut Patrem, Presbyteros autem ut confessum Dei & conjunctionem Apostolorum*, sine his Ecclesia non vocatur.

Ibid. n. 7. "Celui qui est dans le sanctuaire est Saint, mais celui qui est "hors du Sanctuaire, c'est-à-dire qui fait quelque chose sans l'Evêque, sans "les Prestres & sans les Diacres, souille la conscience. *Qui intra altare, mundus est, qui vero foris est, hoc est qui sine Episcopo & Presbyterio, & Diaconis quippiam agit non est mundus in conscientia.*

Ibid. n. 12. "Soyez soumis à l'Evêque, & de même aux Prestres comme vous "l'êtes au commandement de Dieu. *Subjctis Episcopo ut Dei mandato, & similiter Presbyterio.*

Le même S. Ignace dans son Epitre aux Philadelphiens. "N'usez que d'une "seule Eucharistie; car il n'y a... qu'un seul Autel, comme un seul Evêque "avec les Prestres & les Diacres mes conservateurs, afin que vous sabbiez "selon Dieu, ce que vous faites. *Una Eucharistia utamini... unum Altare, sicut unum Episcopum cum Presbyterio & Diaconis conservis meis, ut quod facitis secundum Deum faciatis.*

Ibid. n. 17. "Lorsque j'étois parmi vous, je criois à haute voix: Ecoutez "l'Evêque, les Prestres & les Diacres.... Ne faites rien sans l'Evêque. *Clamavi cum interesset, locutus sum magna voce: Episcopo attendite, Presbyterio & Diaconis... sine Episcopo nihil facite.*

L'on voit par la position de ces dernieres paroles: *Ne faites rien sans l'Evêque*, que quand S. Ignace les dit ailleurs, il parle plu. ôt au peuple qu'aux Prestres; car on ne trouvera pas facilement qu'il les ait dites à d'autres. Il exhortoit les Fideles à ne point faire de schisme avec l'Evêque pour s'attacher aux seuls Prestres, & à ne point se separer des Prestres pour se joindre au seul Evêque; mais il inculque par tout que les peuples doivent être soumis à l'Evêque, & en même tems, soumis & attachés aux Prestres, comme à ceux que le S. Esprit a établis également pour gouverner ensemble l'Eglise de Dieu.

Le même Saint dans l'Epitre à S. Polycarpe n. 6. dit encore: "Je suis lié "d'affection à ceux qui obéissent à l'Evêque, aux Prestres & aux Diacres *Unanimes ego cum subjctis Episcopo, Presbyteris & Diaconis.*

Les paroles du S. Martyr & Evêque d'Antioche, sont claires & conformes à l'usage de son siecle, où l'on regardoit l'Evêque avec les Prestres & les Diacres comme un corps parfaitement uni & indivisible, dont toutes les operations étoient communes; on ne suit point l'Esprit de l'Eglise, & on ne prend point celui de S. Ignace quand on les divise. Le celebre Duguet *Dissert. 2. §. 4.* n'est pas exempt de cette faute.

Hermas *vision 2.* dans le livre intitulé *le Pasteur*, donne le gouvernement de l'Eglise de Rome aux Prestres, sous les yeux même de S. Clement Pape ou le Vicaire de S. Pierre absent. Et S. Clement dans sa premiere lettre ux Corinthiens n. 54. reconnoît également que les Prestres de Corinthe

H h h h 2

en conduisoient l'Eglise, & y prenoient plus de part que l'Evêque. S. Polycarpe que l'on peut regarder comme l'Apôtre des Gaules, par l'envoi de S. Pothin & des autres qui paroissent être les premiers qui ont porté la Foi dans nos Provinces, écrivant aux Philippins : "Soyez soumis au Prestres" & aux Diacres, leur dit-il, comme vous l'êtes à Dieu & à Jesus-Christ. "*Subjuncti estote Presbyteris & Diaconis, sicut Deo & Christo.* Saint Polycarpe ne parle point de l'Evêque de Philippes; cette Ville cependant pouvoit en avoir un; mais tout étoit si commun entre lui & les Prestres, que S. Polycarpe ne le distingue point, & le comprend sous le nom de Prestre, comme S. Paul, dans sa lettre à ce même peuple, avoit compris tous les Prestres de Philippes sous le nom d'Evêque.

Voilà la discipline de l'Eglise dans ses plus beaux jours: Voilà comme parloient ceux, qui avant que de presider comme Evêques dans l'Eglise, avoient appris l'obéissance sous les Apôtres même & sous leurs premiers Disciples; car Hermas, S. Clement, S. Ignace & S. Polycarpe touchoient à ces tems-là, & ils avoient compris que la moderation dans le gouvernement de l'Eglise, & l'éloignement de la domination, étoient renfermés dans le droit de gouverner l'Eglise en commun, donné par le S. Esprit même, aux Evêques & aux Prestres.

Le Sophiste le plus subtil ne prouvera assurément point, par les textes de S. Ignace que je viens de rapporter, que tout le troupeau est confié au seul Evêque, & que l'Evêque en est le seul vrai Pasteur, de telle sorte qu'il responde de tout & des Agneaux & des Brebis, & qu'il a été observé dès le commencement de l'Eglise, d'assujettir les Prestres & les Curés à prendre de l'Evêque la mission & la juridiction pour prêcher, confesser, & faire les autres fonctions du Sacerdoce.

En vain l'on se flatte d'y reussir, & de detruire l'enseignement si formel des premiers Disciples des Apôtres que la mission & la juridiction n'appartiennent en propre ni à Jacques ni à Jean, comme aux premiers du college Apostolique, ni à Pierre comme à celui qui en est le Chef & le premier entre les premiers; mais viennent uniquement de Jesus-Christ aux Evêques & aux Prestres leurs successeurs dans le Sacerdoce.

§. XVI. *Tertullien objecté par M. Langues Archevêque de Sens pag. 13. de son Mandement du 1. Mai 1735. expliqué.*

"Les Prestres, dit M. l'Archevêque de Sens, n'osoient pas même baptiser sans la permission de l'Evêque: c'est ce que nous apprend encore Tertullien (de Bapt. c. 17.) *Le droit de conférer ce Sacrement appartient au Grand Prestre, qui est l'Evêque, dit-il; les Prestres & les Diacres ont aussi le droit de le conférer; mais non pas sans la permission de l'Evêque. C'est ce qu'exige l'ordre de l'Eglise, qui ne peut être troublé, sans en troubler la paix. Pourquoi? c'est que la paix se trouve dans l'unité, & cette unité qui fait la gloire de l'Eglise, ne subsisteroit plus, si chaque Prestre pouvoit de sa seule autorité, gouverner les Fideles, les baptiser & les absoudre, sans dépendance de l'Evêque,*

“ dans ces ministères, „ *Dandi (Baptisma) habet jus summus Sacerdos qui est Episcopus, dehinc Presbyteri & Diaconi, non tamen sine Episcopi auctoritate, propter Ecclesia honorem, quo salvo, salva pax est.*

Tout ce raisonnement tourne contre l'Episcopat. Un Curé qui l'entend faire à son Evêque, lui replique: „ Vous vous ôtez, Monseigneur, ce que vous „ m'ôtez, & mon abaïssement fait l'abaïssement de votre Grandeur. *Vires quas mihi subtrahitis, vobis minuitis, & contemptus meus & dejectionis mea redundat in vos.* Albero Munguntin. ad Innocent. 2.

Il y a long-tems qu'on remarque qu'un Evêque ne dit rien contre les Curés, qui ne tombe par un terrible contre coup sur les Evêques en faveur du Pape. Je dis: „ La paix se trouve dans l'unité, & cette unité qui fait „ la gloire de l'Eglise, ne subsisteroit plus si chaque Evêque pouvoit de sa „ seule autorité gouverner les Fideles, les baptiser & les absoudre, les con- „ firmer & ordonner, sans dependance du Pape, dans ces ministères.

Mon raisonnement certainement est aussi juste & aussi fondé que celui de M. Languet dans son Mandement, c'est-à-dire ne vaut du tout rien; car il ne convient à personne d'abaïsser les Evêques, pour élever le Pape; il ne convient pas plus d'abaïsser le Sacerdoce, pour faire l'élevation de l'Episcopat.

“ On raisonne mieux quand l'on dit avec la premiere antiquité: „ La paix „ se trouve dans l'union, & cette union qui fait la gloire de l'Eglise, ne subsisteroit plus si chaque Evêque pouvoit de sa seule autorité, & en qualité „ de pasteur universel du Diocèse, gouverner les Fideles, les baptiser & les „ absoudre sans communion de gouvernement avec les Curés dans ces ministères.

Je viens à Tertullien. Les paroles citées de cet ancien Auteur sont veritablement de lui; mais la version n'est pas de Tertullien & ne rend pas le sens de ses paroles: car bien éloigné de favoriser la conclusion qu'on tire de son Texte, il ne nous propose cet usage que comme une regle de discipline, afin d'arrêter l'entreprise des laïques, qui croyoient pouvoir conférer le Baptême avec la même autorité que les Prestres. L'on avoit trouvé bon en Afrique, & peut-être en quelques-autres endroits pour reprimer cet abus, de réserver à l'Evêque l'administration du Baptême, par honneur à sa dignité, de l'accorder aux Prestres & aux Diacres avec la permission de l'Evêque, & enfin aux laïques dans la nécessité. Par ce moïen, le souverain Sacerdoce étoit honoré & l'Eglise en paix.

“ Le souverain Prestre, qui est l'Evêque, dit Tertullien, a droit de conférer le Baptême, après lui les Prestres: les Diacres l'ont aussi, & ceux-ci „ avec subordination à l'autorité de l'Evêque, pour maintenir l'honneur & „ la paix de l'Eglise. Les laïques peuvent également baptiser, chacun pouvant donner ce qu'il a reçu. Si les Evêques, les Prestres & les Diacres le „ nient, ils sont encore au rang des Disciples; mais ils doivent instruire les „ autres que le Baptême est un don de Dieu pour tout le monde, & que „ tous peuvent l'administrer. Cependant les laïques doivent s'abstenir d'un „ ministère que l'on reserve aux premiers Ministres, & ne point entreprendre „ une fonction Episcopale attribuée à l'Evêque. L'envie & l'émulation qu'on

“a de faire ce qu'on voit faire aux autres, produit les schismes : mais l'A-
 “pôtre nous dit que beaucoup de choses sont permises, que néanmoins il ne
 “convient pas à tout le monde de faire. Il suffit que les Prestres, les Diacres,
 “ou les laïques usent du pouvoir qu'ils ont de donner le Baptême, selon
 “que les lieux, les tems, ou les personnes l'exigent ; car tous étant Minis-
 “tres du Baptême dans la nécessité, ils seroient coupables de la perte de celui
 “qu'ils negligeroient de secourir par le Baptême qu'ils ont pu lui donner.

*Dandi quidem habet ius summum Sacerdos. qui est Episcopus, debine Presbyteri
 & Diaconi, non tamen sine Episcopi autoritate propter Ecclesie honorem, quo salvo
 salva pax est. Alioquin etiam laici ius est. Quid enim ex aquo accipitur, ex
 aquo dari potest, nisi Episcopi aut Presbyteri, aut Diaconi vocantur discen-
 domini sermo non debet abscondi ab ullo. Proinde & Baptismi aque Dei census, ab
 omnibus exerceri potest, sed quanto magis laicis disciplina verecundia & modestia
 incumbit ? Cum ea maioribus competant, ut sibi adsumant dicatum Episcopi offi-
 cium Episcopatus. Emulatio, schismatum mater est. Omnia licere, dixit sanctissi-
 mus Apostolus, sed non omnia expedire. Sufficit scilicet in necessitatibus moris,
 sibi aut loci, aut temporis, aut persone conditio compellit. Tunc enim circumstantia
 succurrentis excipitur, cum res circumstantia periclitantis. Quoniam reus
 erit perditus hominis. Si superederis prestare, quod libere potuit. Tertull. de
 Bapt. c. 7.*

S. Jérôme qui semble avoir eu en vuë le passage de Tertullien, trouve également que la conservation de l'Eglise depend beaucoup de l'autorité du grand Prestre, à qui, si l'on ne donne pas une puissance plus éminente qu'aux autres Ministres, & en quelque sorte independante, il y aura autant de schismes dans les Eglises qu'il y a de Prestres; delà est venu, ajoûte S. Jérôme, que les Prestres & les Diacres ne baptisent point sans avoir pris le saint Chrême & la permission de l'Evêque, ce qu'ils font souvent : & nous sçavons que les laïques peuvent baptiser dans la nécessité, chacun pouvant donner ce qu'il a reçu; mais S. Jérôme convient, & c'est ce que l'on ne doit point perdre de vuë, que la puissance plus éminente & moins dependante qui brille dans l'Evêque, n'est que de disposition humaine. *Ecclesia salus in summi Sacerdotis dignitate pendet: cui si non exors quædam & ab hominibus, eminens detur potestas, tot in Ecclesiis efficiuntur schismata, quot Sacerdotes. Inde venit, ut sine Chrysmate & Episcopi iussu, neque Presbyter, neque Diaconus ius habeant baptizandi. Quod frequenter, si tamen necessitas cogit, semus etiam licere laicis. Ut enim accipit quis, ita & dare potest. S. Hieron. Dialog. adv. luciferian.*

L'on peut assurer que l'usage dont Tertullien & S. Jérôme nous parlent, n'étoit que de Discipline, n'étoit point generalement observé, n'avoit lieu qu'au tems de Pâques, dans l'Eglise de la residence de l'Evêque, & ailleurs, que lorsqu'il étoit present, plutôt pour l'honorer, que par aucune nécessité: la Confirmation suivoit immédiatement le Baptême. Certes, il ne convenoit pas que sous les yeux de l'Evêque & dans sa propre Eglise. c'est là qu'étoit le Baptistère, & lorsqu'il devoit ensuite donner la Confirmation, les Prestres sans la permission de leur Evêque, donnaient le Baptême; comme il ne convient pas encore aujourd'hui que des Prestres, fussent-ils envoyés de l'Evê-

que, baptisent sans l'agrément du Curé, dans son Eglise & en sa présence.

Mais l'on doit observer que si les Prestres, dans cette circonstance de l'Eglise du Siege & de la présence de l'Evêque, ne baptisoient point sans sa permission, il ne baptisoit point lui-même sans les Prestres, que l'on apprend de l'ancien Auteur de la hierarchie de l'Eglise, *ch. 2.* avoir eu beaucoup de part à cette ceremonie. L'Evêque les assembloit d'abord pour prier avec eux. Il leur confioit le Catechumene; ils lui faisoient une partie des onctions; ils le conduisoient à l'eau du Baptistaire, & l'Evêque le leur remettoit à la sortie de l'eau, & après qu'ils l'avoient revêtu d'habits blancs, ils lui amenoient pour la Confirmation. S. Ambroise fait également mention de la présence du Diacre & du Prestre quand l'Evêque baptisoit. *Ingressus es regenerationis sacramentum, repete quid interrogatus sis... vidisti illic Levitam, vidisti Sacerdotem, vidisti summum Sacerdotem.* S. Amb. *De iis qui initiantur cap. 2.* Mais on attribue tout à l'Evêque, quoique les Prestres eussent beaucoup de part à cette ceremonie, & très-souvent la fissent seuls, selon la remarque d'un ancien Concile de Rome, sans qu'il paroisse en avoir eu une permission speciale de l'Evêque. *Pasche tempore Presbyter & Diaconus per Paracias dare remissionem peccatorum & ministerium implere consueverunt. Etiam presente Episcopo in fontem quoque ipsi descendunt, illi in officio sunt, sed illius nomini facti summa conceditur. Reliquis vero temporibus ubi agritudinis necessitas consequi nunquamque compellit, specialiter Presbytero licentia est per salutaris Aquæ gratiam, dare indulgentiam peccatorum, quoniam & munus ipsi licet causa mundationis offerre.* Ex Canonib. Synodi Roman. ad Gallic. Episc. c. 3.

Il en étoit de même, lorsque l'Evêque étoit absent ou malade, toute la ceremonie étoit dévolue de droit aux Prestres qui baptisoient alors comme ayant puissance. (a) On remarque même qu'en quelques Provinces, les Prestres, lorsque l'Evêque étoit absent, confirmoient aussi le nouveau baptisé. Le Diacre Hilaire, dans son Commentaire sur l'Epître de S. Paul aux Ephesiens *ch. 4.* assure que cela se faisoit de son temps en Egypte. *Apud Aegyptum Presbyteri consignant, si present non sit Episcopus.*

Que le Prestre, dit un ancien Concile ne signe point (ne confirme point) les enfans en présence de l'Evêque, si l'Evêque ne lui ordonne. Que le Prestre n'entre point dans le Baptistaire avant l'Evêque, mais qu'il y entre avec lui, à moins que l'Evêque ne soit absent ou malade. *Presbyter presente Episcopo non signet infantes, nisi forte ab Episcopo fuerit illi præscriptum. Non liceat Presbytero prius Episcopo, introire Baptisterium, sed cum Episcopo, nisi forte aut absens fuerit aut agrotus.* Cap. Omni. 124. de Consecr. Dist. 14. Ex Collect. Martini Brach. cap. 51. Il étoit donc ouvert au Prestre dans l'absence ou dans la maladie de l'Evêque, avec une liberté entiere de conférer le Sacrement de Baptême, & même de confirmer le nouveau Baptisé.

Si quelque Diacre chargé de la conduite d'une Paroisse, dit le concile

(a) Constat Baptisma solis Sacerdotibus esse traditum, cujus mysterium nec ipsis Diaconibus implere est licitum absque Episcopis vel Presbyteris, nisi illis procul absentibus, ulti-

ma languoris cogat necessitas, quod & laicis fidelibus permittitur. S. Isidor. Hispal. lib. 2. de offic. cap. 24.

d'Elvire, baptise quelques-uns, sans l'Evêque ou sans le Prestre, l'Evêque les doit perfectionner par sa benediction, c'est-à-dire les confirmer. *Si quis Diaconus regens plebem, sine Episcopo vel Presbytero aliqui baptizaverit, Episcopus eos per benedictionem perficere debet.* Conc. Eliber. c. 77. Ce Concile n'ordonne pas la même chose quand le Prestre avoit baptisé, ou quand le Diacre avoit baptisé en la présence du Prêtre, parcequ'alors le Prestre, par le seul caractère de son ordre avoir suppléé à l'absence de l'Evêque & perfectionné le fidele, ainsi le pensoient les Evêques du concile d'Elvire.

En d'autres Provinces, l'Evêque se rendoit en diligence dans les Villes éloignées, & y confirmoit ceux que les Prestres & les Diacres avoient baptisés : mais en cela, dit saint Jérôme, il y avoit moins de nécessité du côté de la Loi, que de volonté d'honorer le souverain Sacerdote. C'est-à-dire que l'on reservoit à l'Evêque, ce qu'un Prestre pouvoit faire, qui est de confirmer. *Non quidem abnuo hanc esse Ecclesiarum consuetudinem, ut ad eos qui longe in minoribus urbibus per Presbyteros & Diaconos baptizati sunt, Episcopus ad invocationem Sancti Spiritus manum imposuiturus excurrat. Disce hanc observantiam ex ea auctoritate descendere quod post Ascensum Domini Spiritus Sanctus ad Apostolos descendit & multis in locis idem factitatum reperimus ad honorem potius Sacerdotis quam ad legis necessitatem.* S. Hieron. cont. Luciferian.

On peut donc conclure du passage de Tertullien, qu'un Curé & encore moins un autre Prestre, ne devoit pas baptiser en présence de son Evêque sans lui avoir deféré la ceremonie par honneur à l'Eglise, *propter Ecclesie honorem.* ces sortes de deferences de l'inférieur au supérieur servant beaucoup à entretenir la paix entre les premiers & les seconds Ministres, *Propter Ecclesie honorem, quo salvo, salva pax est.* Mais l'on ne peut dire sans erreur que l'unité de l'Eglise ne subsiste plus, si un Prestre peut baptiser sans dependance de l'Evêque, saint Isidore met de pair le Prestre avec l'Evêque pour ce qui regarde le Baptême & les en dit ministres au même degré.

Les anciens Conciles & ceux du moyen âge ne font également aucune distinction entre l'Evêque & le Prestre à cet égard, & n'assujettissent point les Prestres à prendre la permission de l'Evêque pour baptiser. Les Canons des Apôtres *can. 49. 50. &c.* donnent indistinctement l'administration du Baptême à l'Evêque ou aux Prestres. Les Constitutions Apostoliques *liv. 3. c. 11.* accordent également aux Prestres & à l'Evêque, le droit de baptiser. *Neque reliquis Clericis potestatem baptizandi facimus ut Levitis, Cantoribus, Janitoribus aut Ministris, nisi tantum Episcopis & Presbyteris ministrantibus Diaconis.*

S. Cyrille de Jerusalem, dans sa Catechese 17. & S. Gregoire de Naziance, *orat. 40.* laissent la liberté aux Catechumenes qu'ils préparoient au Baptême, de le recevoir ou à la Ville ou à la Campagne, par le ministère de l'Evêque, d'un Prestre ou d'un Diacre, & même d'un Fidele laïque. "Quand donc, dit S. Cyrille, le tems de vous faire baptiser sera venu; soit qu'on vous presente à un Evêque, ou à un Prestre, ou à un Diacre; car par tout le Baptême donne la grace dans les Villes & dans les Villages & de telle personne qu'on le recoive, soit de sçavans, ou d'ignorans, de libres ou d'esclaves, d'autant que cette grace ne vient pas des hommes, &c. *Tempore enim Baptizantis*

Nſtatim cum ad Episcopum accedis aut Presbyterum aut Diaconum, ubique erim gratia, & in oppidis & in civitatibus, & apud rariotas & apud eruditos, & apud ſervos, & apud liberos, quoniam non ex hominibus eſt ea gratia. Tu quidam accede ad Baptiſmum, &c. S. Cyril. Catech. 17.

C'étoit l'uſage du premier ſiècle, dont le Diacre Hilaire nous parle ſur le chap. 4. de l'Épître de S. Paul aux Ephéſiens de ſe faire baptiſer par le premier qui ſe rencontroit, ſoit Laïque ou du Clergé qui ſubſiſtoit encore à Jérufaſem du tems de S. Cyrille, ſur la fin du quatrième ſiècle.

Le Pontifical Romain dit précifément, qu'il faut que le Preſtre baptiſe : *Oportet etenim Sacerdotem ... baptizare.* Il faut, marque un office impoſé & reçu dans l'Ordination. Et S. Thomas 3. part. q. 67. a. 2. enſeigne formellement que le Baptême faiſant entrer le Baptiſé dans l'unité de l'Egliſe, il appartient proprement au Preſtre de baptiſer. *Per Baptiſmum autem aliquis fit particeps Eccleſiaſtica unitatis ... ita ad proprium officium Sacerdotis pertinet baptizare.* Et dans la reponſe au premier Argument : que le ſupérieur pouvant faire ce que fait ſon inférieur, les Evêques peuvent baptiſer, le ſaint Docteur repond : que l'Apôtre a dit que J. C. ne lui avoit pas donné miſſion pour baptiſer, quoiqu'il ait baptiſé quelquefois, & que Jeſus-Chriſt n'avoit point baptiſé ; mais que ſes Diſciples avoient baptiſé. *Apoſtolus dicit, 1. Cor. 1. Non miſi me Chriſtus baptizare ... nec ipſo Dominus baptizavit, ſed Diſcipuli eius ut dicitur Joan. 4. Nec tamen per hoc excluditur, quin Epifcopi poſſint baptizare, quia quod Potestas inferior, poteſt & ſuperior. Unde & Apoſtolus, ib. d. dicit ſe quendam baptiz. aſſe.*

Et dans la reponſe au ſecond Argument : que les moindres fonctions ſont données aux moindres Officiers ; & que les plus importantes ſont reſervées aux plus grands : que c'eſt la raiſon pourquoi le miniſtere du Baptême appartient aux moindres Princes de l'Egliſe, c'eſt-à-dire aux Preſtres, qui ont ſuccédé aux ſoixante douze Diſciples. *In qualibet Republica, ea qua ſunt minora, pertinent ad minora officia, majora vero majoribus reſervantur ... & ideo baptizare pertinet ad minores Principes Eccleſie, id'eſt ad Presbyteros qui tenent locum ſepuaginta Diſcipulorum Chriſti.*

Et Art. 4. in Corpore. Qu'un Clerc ne doit pas baptiſer en la préſence d'un Preſtre, quoique le Preſtre puiſſe baptiſer en préſence de l'Evêque, parcequ'il appartient au Preſtre de baptiſer, & que c'eſt ſon devoir. *Non debet mulier baptizare, ſi aſſiſt eſt ipſa viri ... Nec Clericus præſente Sacerdote, qui tamen poteſt baptizare præſente Epifcopo, eo quod hoc pertinet ad officium Sacerdotis.*

Les principes de S. Thomas ne ſont pas ceux du Theologien Auteur du Mandement de Sens du 1. Mai 1735. Mais ils n'en ſont pas moins certains, & ne prouvent pas moins que l'Unité de l'Egliſe ne ſouffre aucune diminution, quand un Curé baptiſe, quand un Preſtre à la prière du Curé baptiſe, ſans la permiſſion de l'Evêque. Le deſpotiſme Epifcopal qui veut toutes les fonctions avec droit de commettre pour les faire, en ſouffre un peu ; mais il n'eſt permis à qui que ce ſoit, pour rendre les Evêques plus grands, de détruire les regles de l'Egliſe & l'inſtitution de Jeſus-Chriſt ; au contraire, il eſt honteux devant Dieu que chacun ſe tienne dans le degré d'honneur auquel il eſt élevé, & en faiſſe les fonctions. *Apud juſtum judicem Deum unicuique ſuo*

honor maneat, qui decretus est singulis Ecclesiarum Officiis. Autor: Quæst. de utroque Testam. q. 101. Apud Aug. in App.

S. XVII. S. Cyprien n'enseigne point que le gouvernement du Diocèse appartient au seul Evêque, & que les Prestres dependent entierement de l'Evêque dans le ministère de l'Absolution.

S. Cyprien dans ses Lettres à Pupien 69. & au Clergé de Carthage 10. "dit Mr. Languet, (a) reprimoit la temerité de ceux qui osoient usurper un "ministère qui ne leur étoit pas confié par l'Evêque, & il la regardoit comme "une nouveauté dont il n'y avoit pas d'exemple: *quod nunquam sub Antecessoribus fultum est*, & qui tournoit au mépris de son Episcopat, *contumeliam Episcopatus nostri*. Un défenseur si zélé, continue Mr. l'Archevêque de Sens, de la discipline & de l'obéissance, eût-il souffert alors qu'à son insçu " & sans sa permission & contre sa volonté connuë, les Prestres eussent osé "prononcer sur les Penitens, le jugement de leur reconciliation.

Le zèle de S. Cyprien étoit grand, mais il étoit éclairé; aussi ne tombe-t'il en aucune manière sur les Questions du Pastorat universel & de l'Approbation dont il s'agit. Ce grand Evêque se plaint du Prestre Pupien. Qu'il se que cela fait aux Prestres de nos jours, à moins qu'ils ne soient coupables de tous les excès du Prestre dont S. Cyprien se plaint. Pupien chargeoit son saint Evêque de crimes atroces: il s'étoit séparé de lui, il avoit entraîné d'autres Prestres & quelques Fideles dans sa revolte, & faisoit schisme. Grâces à Dieu, les Prestres de nos jours ne sont point tels, il n'y a en point qui disent de son Evêque, dans la vue de le decrier & de le perdre, qu'il est un impie, un scelerat, un incestueux, un superbe, comme le Prestre Pupien le publioit malicieusement & par une horrible calomnie du grand & saint Evêque de Carthage. (b) Aucun Prestre de nos jours ne se sépare de son Evêque comme

(a) Mandement de Sens 1. Mai 1735. p. 23.

(b) Ego te, Frater, * credideram tandem jam ad penitentiam converti, quod in præteritum tam infanda, tam turpia, aut etiam gentilibus execranda aut audisses de nobis temere aut credidisses. Porro autem etiam nunc in litteris tuis animadverto eundem te adhuc esse, qui prius fueras, eadem te de nobis credere, & in eo quod credideris perseverare, &c.

Dixisti sane scrupulum tibi esse tollendum de animo in quem incidisti. Incidisti, sed tua credulitate irreligiosa. Incidisti, sed tua mente & voluntate, dum incesta, dum impia, dum nefanda contra fratrem, contra Sacerdotem facile audis, libenter credis: aliena mendacia quasi propria & privata defendis, &c. Habes tu litteras meas, & ego tuas, in die iudicii ante tribunal Christi, utraque recitabuntur. S. Cy-

prianus Florentio Pupiano ad Pamelii num. ep. 69. ad ~~hunc~~ lib. 4. ep. 9. ad Oxonien. editionis ep. 66.

(*) Florentium etsi jam schismaticum, nihilominus vocat fratrem, * quemadmodum Operatus Donatistas, objurgans eos quod ipsi catholicos nollent vocare fratres: " Nolunt, " inquit, se dici fratres nostros: tamen nos re- " credere à timore Dei non possumus, quos " hortatur Spiritus Sanctus per Efsianum Prophetam dicens: Vos qui timeris nomen Domini, audite nomen Domini. Hi qui vos odio " habent & execrantur, & nolunt se dici fratres " nostros, vos tamen dicite eis fratres nostri " estis. Sunt igitur sine dubio fratres, quamvis " non boni. Nomen fraternitatis, nec inter- " veniente peccato, deponitur. Rigaltius in S. " Cyprian.

Pupien se separoit de S. Cyprien. Au contraire, l'on voit des Evêques, qui bien éloignés de la moderation de S. Cyprien, qui quelque juste sujet qu'il eût de se plaindre du Prestre Pupien, l'appelloit cependant son frere, (a) & le traitoit avec honneur. *Pupiano fratri salutem... Ego te frater... Quamobrem frater, &c.* lesquels accablent leurs freres d'injures grossieres, lesquels les calomnient publiquement, lesquels les decrient sans cesse par les traits les plus odieux, lesquels font schisme avec eux, & lesquels s'elevent avec la plus grande hauteur contre les Prestres appellés aux mêmes soins que les Evêques, & établis comme eux par le S. Esprit pour gouverner l'Eglise de Dieu. Enfin, qui ne regardent les Prestres que comme les ministres & les vils executeurs de leurs commandemens, au lieu de se conduire avec eux comme des freres avec leurs freres. La contagion passe jusques aux grands Vicaires, qui s'iers d'une autorité preciaire & postiche, veulent aussi commander, & souvent font plus terribles que les Evêques qui les ont commis pour faire ce que le devoir des Evêques les oblige de faire eux mêmes sans se reposer sur d'autres.

Un Evêque aussi moderé & aussi humble que l'a été S. Cyprien lorsqu'il étoit cruellement & injustement offensé dans son honneur par un de ses Prestres: Un défenseur aussi zélé du bon ordre & de l'unité, qui faisoit gloire d'être le serviteur de ses freres, (b) que son humilité rendoit recommandable aux Fideles & aux Gentils, & qui protesto si souvent qu'il ne veut rien faire sans son Clergé, & même sans le peuple, dans la reconciliation publique des Penitens, eût-il approuvé ce que quelques Evêques veulent être aujourd'hui, les Maîtres & les seuls vrais Pasteurs de leurs Diocèses, que tout depende d'eux seuls dans le ministère, & que leur pouvoir aille jusqu'à lier les Prestres dans les pleins pouvoirs qu'ils ont reçu de Jesus-Christ, de delier les pecheurs? S. Cyprien étoit bien éloigné de tous ces excès. Lisez sa lettre à Pupien.

Ce grand Saint vous dit; si vous avez des oreilles vous devez l'entendre: Pourquoi me citez-vous? *Quare tu enarras justitias meas?* Pourquoi prêchez-vous sur les toits ma moderation à l'égard du Prestre Pupien, lorsque vous en avez si peu pour vos freres. Et sur-tout, de quoi vous avisez-vous de produire ma Lettre 10. au Clergé de Carthage, dans laquelle, de toute l'ardeur de mon zele, & de concert avec le saint Clergé de Rome, je me plains "que quelques-uns des Prestres trompent nos freres, & se rendant trop "faciles à retablir dans la communion, ceux qui sont tombés, leur nuisent "plûtôt qu'ils ne leur servent. Et où je dis hautement, que celui qui cache ces

(a) Quod vero dixisti *Sacerdotes humiles esse debere, quia & Dominus & Apostoli ejus humiles fuerunt: humilitatem meam & fratres omnes & Gentiles quoque optime norunt & diligunt & tu quoque noveras & diligeres cum adhuc in Ecclesia esses & necum communicares. Quis autem rectorem longe est ab humilitate, utrumque ego qui quotidie fratribus servio, &*

venientes ad Ecclesiam singulos benigne & cum voto & gaudio suscipie: An tu qui te Episcopum Episcopi, & judicem judicis ad tempus à Deo dati constituis. S. Cyprianus ad Papianum, ep. 56. al. 69.

(b) Voyez ci-dessus les extraits de la Lettre de S. Cyprien au Piêtre Pupien.

“ afin qu’étant instruits par leurs supérieurs, ils fissent toutes choses dans la crainte de Dieu, & selon les ordres que lui-même en a donnés. ” (a) Saint Cyprien attaque l’abus que quelques Prestres faisoient de leur pouvoir, sans attaquer leur vrai pouvoir, & il se plaint de ce que lorsqu’il vouloit imposer avec eux les mains de la reconciliation publique à des pecheurs publics ; & après les avoir éprouvés, ils les leur avoient imposées sans l’attendre, & avant de leur avoir fait faire la penitence ordonnée par les Canons.

Il ne trouve donc point mauvais que les Prestres prennent part au gouvernement de l’Eglise ; mais il les blâme de ce qu’ils veulent gouverner absolument sans leur Evêque, & de ce qu’ils ne lui laissent rien à faire dans la reconciliation publique des pecheurs ; chose, dit-il, qui n’a jamais été faite sous aucun de mes predecesseurs, & que l’on ne peut entreprendre sans mepriser mon autorité. *Aliquis de Presbyteris nec Evangelii, nec loci sui memores, sed neque futurum Domini iudicium, neque nunc sibi prapositum Episcopum cogitantes, quod nunquam omnino sub Antecessoribus factum est, cum contumelia & contemptu Prapositi, totum sibi vindicant.* Mais que ces indiscrets, temeraires & presomptueux sachent, ajoute S. Cyprien, que s’ils continuent à vouloir tout faire sans moi & sans me donner part au ministère de l’absolution, je me servirai contre eux des moyens dont le Seigneur me commande de me servir. En attendant, nous leur défendons, & quoi ? de continuer de confesser & d’absoudre, & de faire les autres fonctions du ministère ecclésiastique, nullement ; car S. Cyprien ne croyoit pas que cela fût de sa puissance. Mais d’offrir à l’Autel les noms de ceux qu’ils ont reconciliés jusqu’à avoir rendu compte des raisons qu’ils ont eu de les reconcilier, devant nous, devant les Confesseurs même, & devant tout le peuple, lorsque Dieu nous aura rendus à notre Eglise. S. Cyprien ne s’attribuoit ainsi qu’un jugement de provision sur un point où il croyoit la discipline meprisée ; mais au surplus, il s’en rapportoit au jugement de son Eglise, comme au Tribunal supérieur, dans la disposition d’acquiescer à la Sentence qu’elle prononceroit de la conduite précipitée des Prestres à absoudre & à rétablir dans la communion, certains pecheurs qui n’avoient pas fait la penitence ordonnée par les Canons.

Que Messieurs les Evêques pensent & agissent comme S. Cyprien, tout sera dans l’ordre, & la paix sera dans l’Eglise ; mais quand ils font autrement, ils portent le trouble par tout. Le Conseil & le Parlement les arrêtent quelquefois, & quelques Curés instruits de leurs droits s’efforcent de les deslin-

(a) Sed nunc illi rei non sunt, qui minus Scripturæ legem tenent : erunt autem rei qui præsumunt, & hæc fratribus non suggerunt, ut instructi à præpositis faciant omnia cum Dei timore & cum data ab eo & præscripta observatione. Exponunt deinde invidiæ beatos Martyres, & gloriosos servos Dei cum Dei Sacerdotibus committunt, ut cum illi memores loci nostri ad me litteras direxerint & petierint tunc desideria sua examinari, & pacem dari, quando ipsa omne mater nostra Ecclesia pacem de misericor-

dia Domini prior sumperit & nos divina protectio reduces ad Ecclesiam suam fecerit : hi sublato honore, quem nobis beati Martyres cum Confessoribus servant, contempta Domini lege & observatione quam iidem Martyres & Confessores tenendam mandant, ante extinctum persecutionis metum, ante reditum nostrum, ante ipsam pene Martyrum excessum, communicant cum lapsis, & offerant, & Eucharistiam tradant. Cyprian. Epist. 16. al. 10.

dre, mais une infinité d'autres plient sous le joug aussi-tôt qu'on leur présente, & forcent les autres de suivre l'exemple afin de ne paroître pas singuliers, ou parcequ'ils craignent ce qu'ils ont vû arriver à plusieurs de leurs confreres, d'être éloigné aussi tôt par une Lettre de cachet.

Je renvoye le lecteur aux lettres de S. Cyprien & à la lettre du clergé de Rome, parmi celles de S. Cyprien, édition de Pamelius 10. 12. & 30. édition d'Oxford 16. 17. & 36. & de la version de M. Lombert lett. 9. 11. & 30.

§. XVIII. *Reponses aux Objections tirées des Canons 39. & 41. attribués aux Apôtres, & des Conciles d'Elvire, premier d'Arles, d'Ancire, d'Antioche, de Laodicée, second & troisième de Carthage, &c. pour le Pastorat universel des Evêques dans les Diocèses, & établir que les Prestres ne peuvent faire aucune fonction dans l'Eglise, sans la permission de l'Evêque, ni donner aucune absolution.*

On ne peut point inferer des Canons 39. & 41. des Apôtres que les Prestres n'ont aucune fonction du ministère Ecclesiastique, sans le consentement pris des Evêques.

Monsieur l'Archevêque de Sens, avec sa confiance ordinaire, & comme si dès qu'il paroît, on devoit lui ériger un Tribunal sans ressort, ainsi qu'on l'accordoit au S. homme Job, dans les jours de sa gloire, traite d'usurpateurs, les Prestres qui, appuyés de l'autorité de Jesus-Christ, de celle des Conciles, des saints Docteurs de l'Eglise, & du Pontifical de Rome, croient avoir des fonctions attachées de droit Divin à leur Sacerdoce, & qu'ils les exercent de même droit, sans obligation d'obtenir de qui que ce soit de pouvoir les faire.

“ Les Canons Apostoliques, dit sa Grandeur pag. 23. de son Mandement du 1. Mai 1735. coupent par la racine, toutes ces ambitieuses usurpations des Prestres, en descendant à ceux-ci aussi-bien qu'aux Diares, de rien faire sans le jugement ou la décision de l'Evêque. *Presbyteri & Diaconi sine sententia Episcopi nihil perficiant.* S'ils ne pouvoient rien sans l'ordre de l'Evêque, pouvoient-ils absoudre les Penitens à son insçu ou malgré lui? Ces Canons dont l'antiquité est si respectable, donnent la raison fondamentale de cette defense; sçavoir, que *c'est à l'Evêque que le peuple est confié; c'est lui qui en doit rendre compte à Dieu*, & c'est Dieu qui l'a établi pour le gouverner. C'est donc enlever à l'Evêque son dépôt, que de gouverner sans brebis à son insçu, & la brebis qui se livre d'elle-même à un autre Pasteur, sans l'aveu de celui à qui elle appartient, se soustrait à son empire, & renverse l'ordre que Jesus-Christ a établi. *Ipsa enim (Episcopus) est cuius fidei populus creditus est, & à quo pro animabus ratio exigetur.*

Mr. de Saleon Evêque de Rodez, dans sa Requête du 17. Mai 1733. au Roi, contre M. Brienne Curé de Notre-Dame de Rodez, ajoute à l'objection

de M. de Sens, que " pour être convaincu de ce droit des Evêques, il suffiroit de considérer que c'est à eux que se trouve commise la charge des âmes " de tout le Diocèse. *Volumus Episcopum totum Ecclesiasticarum potestatem habere,* " dit le Canon 41. entre ceux qui sont attribués aux Apôtres, *Nempe si prae-*
tiosa hominum anima sunt eius fidei commissa, multò certe magis decens est de-
peccunias mandare, &c. conformément à ces Decrets fondés sur l'ordre établi " de Dieu même dès la naissance de l'Eglise, il n'est pas permis de douter, " dit M. de Saleon, que les Evêques ne soient les vrais Pasteurs de leurs " Diocèses.

L'on peut d'abord répondre que les Canons 39. *al.* 40. & 41. objectés sous le nom respectable des Apôtres, ne sont point des Apôtres, au sentiment des meilleurs critiques. " Les Canons des Apôtres, dit le Cardinal du Perron, " *Perroniana. Lett. C.* les Constitutions d'eux & de S. Clement sont apocryphes... les Canons des Apôtres sont bien suspects. " Le Pape Gelase, dans un Concile de Rome de l'an 494. où se trouverent 70. Evêques d'Italie & des Provinces suburbicaires a mis les Canons Apostoliques au rang des livres apocryphes écrits par des heretiques ou des schismatiques, que l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine ne reçoit point. *Ceterum quae ab haereticis sive schismaticis conscripta vel predicata sunt, nullatenus recipi Catholica & Apostolica Ecclesia Romana, à quibus paucæ quæ ad memoriam venerunt & Catholici vitanda sunt decrevimus esse subdenda... In primis... Liber Canonum Apostolorum, apocryphus.* Conc. Rom. sub Gelasio. *Referitur cap. Sancta. 3. Dist. 15.*

Le Chapitre *Canones.* en Gratien, *Dist. 16. c. 1.* que l'on attribue à un Isidore, que quelques-uns disent être S. Isidore de Seville au commencement du septième siècle, nous dit également des Canons des Apôtres, que le S. Siege ne les a point reçus, & que les SS. Peres ne les ont point approuvés, parceque l'on sçait qu'ils sont l'ouvrage des heretiques, qui pour les faire recevoir, les ont attribués aux Apôtres. *Canones qui dicuntur Apostolorum, seu quia eosdem nec sedes Apostolica recepit, nec sancti Patres illis assensum praeberunt, pro eo quod ab Hereticis sub nomine Apostolorum compositi dignoscuntur, quare in eis utilia inveniantur, tamen ab auctoritate Canonica atque Apostolica eorum gesta constare esse remota atque inter Apocrypha deputata.*

S. Martin Evêque de Brague, Grec de naissance, qui vivoit sur la fin du sixième siècle, n'a inséré dans sa collection des Canons de l'Eglise Grecque & de quelques-uns d'Espagne, aucun de ceux que l'on attribue aux Apôtres. Pouvoit-il les ignorer, s'ils étoient certains & d'une antiquité respectable? Ils n'ont commencé à paroître en France (a) que l'an 577. où ils furent allégués pour la première fois contre S. Prextat de Rouën, & envoyés par le Roi Chilperic au Concile qu'il avoit assemblé pour déposer ce S. Evêque, accusé de plusieurs crimes par le Roi. Denys le Petit venoit de les traduire

(a) Ipse vero (Rex) ad metatum discessit, transmittens librum Canonum, in quo erat quaternio novus adnexus, habens Canones quasi Apostolorum. * *Greg. Turon. lib. 5. c. 19.*

(*) Theod. Ruinart *ibid.* li. suut qui etiam

nunc vulgo Canones apostolici appellantur, quorum auctoritas in Ecclesia Gallicana nulla tunc erat. Lege Cointium ad ann. 577. Paschasium Quesselium *Disser.* 15. ad opera S. Leonis, de antiquo Eccl. Gallie. Codice.

& de les donner sous le nom de S. Clement, dont ils ne font point; & après avoir protellé à l'Evêque Etienne qui l'avoit engagé, à cette traduction, que plusieurs ne les reconnoissoient que difficilement, quoique les souverains Pontifes paroissent en avoir inferés quelques Decrets dans leurs Ecrits. *In principio itaque Canones qui dicuntur Apostolorum, de Græco translatus, quibus quia plurimi consensus non præbuerunt facilem, hoc ipsum vestram volumus ignorare sanctitatem, quamvis postea quedam Constituta Pontificum ex ipsis Canonibus adsumpta esse videantur.* Dionys. Exig. Præfat. in Cod. Canonum.

Messieurs de Sens & de Rodez à la faveur de ces Canons si peu des Apôtres, si peu respectés dans l'Eglise Romaine durant les cinq premiers siècles de l'Eglise, & si peu dignes, au jugement du Pape Gelase & d'un Concile de Rome de l'an 494. qu'on les suive, paroissent triompher. Mais peuvent-ils nous les proposer? Peuvent-ils en faire le fondement d'une domination qui n'est point apostolique, & exiger que nous y desferions comme s'il étoit constant que le S. Esprit les a dictés par les Apôtres? Accordons leur cependant qu'ils sont de quelque autorité dans l'Eglise; le Concile de Constantinople *in Trullo*. l'an 691. *can. 2.* après en avoir retranché toutes les fourures que les heretiques y avoient faites, nous les ayant proposés comme des Regles canoniques que l'on doit suivre désormais.

Ces Canons, disent Mrs. Languet & de Saleon, descendent *aux Prestres & aux Diacres de rien faire sans l'Evêque*, & nous apprennent que *c'est aux Evêques que se trouve commise la charge des ames*, & qu'il n'est pas permis de douter que les Evêques ne soient les vrais Pasteurs de leurs Diocèses. Il faudroit d'abord nous prouver que les 85. Canons sous le nom des Apôtres sont venus jusqu'à nous dans la pureté où le Concile *in Trullo* les avoit remis. Il faudroit ensuite fixer ce que ces Canons entendent par le mot d'Evêque. Car il est certain que dans les tems Apostoliques, comme nous l'avons fait voir ailleurs, l'on entend sous ce mot, non-seulement les Evêques proprement dits, mais aussi les Prestres établis pour gouverner. Je veux que ces Canons soient tels que le Concile *in Trullo* nous les propose, purgés de toutes les interpolations des heretiques, & qu'ils s'entendent des seuls Evêques, MM. les Prelats n'y gagneront rien, parceque les Canons 39. & 41. des Apôtres n'ont pas le sens qu'ils leur donnent.

Balsamon, Patriarche d'Antioche, qui ne doit pas être suspect sur cet article, nous apprend que les deux Canons en question ne parlent que du temporel des Evêques, & de l'administration des biens de l'Eglise. "Ne croyez pas, dit le Canoniste Grec, que la défense aux Prestres & aux Diacres de rien faire à l'insçu de l'Evêque, soit generale & s'étende à toutes les fonctions des Prestres & des Diacres, comme s'ils n'en pouvoient faire aucune, sans la permission de l'Evêque; mais dites qu'ils ne peuvent, si l'Evêque ne leur permet pas, gerer ses affaires, faire des baux de ses immeubles, toucher ses revenus, condamner à des peines, parceque l'administration de la messe Episcopale, & le soin de pourvoir à la subsistance des pauvres, sont confiés à l'Evêque. Lisez le Canon 12. du second Concile de Nicée. *Non oportet Presbyteros & Diaconos sine sententia Episcopi quidquam*

quidquam agere, ne dixeris esse universale, sed dixeris non licere eis aliquid facere quod ad Episcopum pertineat absque eius sententia, sicut locare immobilia, reditus importare, pœnas imponere & alia ejusmodi. *Administratio enim, inquit, rerum Episcopaliū, & anima populi, Episcopo credita sunt. Lege Nicæna Synodi secunda Canonem XI.* Balsamo in *Can. Apostolor.* c. 39.

Le Canon 12. du second concile de Nicée, auquel le canoniste Grec renvoye, ne parle que de l'administration des biens Ecclesiastiques. Il en est donc de même des canons 39. & 41. des Apôtres; ils ne parlent que de cela seul, selon Balsamon.

Le même Canoniste, après avoir renvoyé à l'explication qu'il donne du Canon 38. sur lequel il dit qu'on ne doit demander à l'Evêque aucun compte des biens de l'Eglise, le Saint Esprit lui en ayant confié la dispensation en faveur des Pauvres qu'il doit aimer, ajoute, que pour éviter le soupçon de les avoir détournés à son profit, il doit se servir du ministère des Prêtres & des Diacres, pour les dispenser aux Pauvres.

Præfens Canon expostus est per interpretationem 38. Canonis, (a) qui eadem dicit. Hic autem ad id debere Episcopum amantem pauperum esse, & largitionem in pauperes debere fieri per suos Presbyteros & Diaconos, si vult se servare ab omni suspicionem immunitatem. Lege XXIV. Canonem Synodi Antiochenæ. (b) Balsamo in Can. Apostolor. c. 41.

J'accorde encore, afin d'ôter tout lieu de chicaner, que non-seulement le soin de pourvoir aux besoins extérieurs de la famille ou des domestiques de l'Eglise, ainsi que le concile de Tours de l'an 813. (c) nous l'apprend, ou des Pauvres en general, ainsi que Balsamon l'explique, mais aussi que le soin de l'intérieur des âmes est confié à l'Evêque. L'on ne doit pas ignorer que ce n'est pas à l'exclusion des autres, & que ce soin n'est pas un privilège si attaché à l'Episcopat qu'il faille toujours le contentement de l'Evêque, pour qu'un autre puisse aussi entrer dans ce soin.

“ Dieu a donné ses ordres à ses Anges, afin qu'ils nous gardent en toutes “ nos voies; il les a chargés de nous porter sur leurs mains, de peur que nous “ ne heurtions le pied contre quelque pierre *Psal.* 90. Dieu a ordonné à un chacun de Nous, d'avoir soin de son Prochain. *Eccli.* 17. 12. Jésus-Christ a dit S. Pierre : Paissez mes Agneaux, paissez mes Brebis. *Jean.* 21. J'aurois tort de conclure de ces textes, que Mrs. les Evêques ne sont pas chargés du soin des âmes, & qu'ils ne sont pas vrais Pasteurs. Mrs. les Evêques ont également tort, & plus de tort de conclure des canons 39. & 41. des Apôtres qu'ils sont les seuls dans leurs Diocèses, que Dieu en a immédiatement chargés.

(a) Omnium rerum ecclesiasticarum Episcopus curam gerat, & eas administret, tanquam Deo inuenit. *Can. Apostol.* 38.

In hunc canonem Balsamo, sic: Eos quibus à Sancto Spiritu credita est animarum administratio, absurdum visum est reddere rationem Episcopatus.

(b) Le canon 41. des Apôtres a formé le Canon

V. PARTIE.

24. d'Antioche, ou, celui-ci, c'est le plus vraisemblable, est entré dans la collection des 85. Canons sous le nom des Apôtres.

(c) Licitur sic Episcopis, præsentibus Presbyteris & Diaconibus de thesauro Ecclesiæ famulix & pauperibus ejusdem Ecclesiæ secundum canonicam institutionem, iuxta quod indiguerint, erogare. *Conc. Tarron.* 813. c. 13.

Ce n'est point aux seuls Prestres, dit S. Chrysostome, qu'il a été dit de paître le Troupeau; Dieu l'a dit à tous ceux auxquels il en a confié un, ne seroit-il composé que de deux ou trois Brebis; il le dit à un pere de famille, dont l'attention doit être, dès qu'il se lève, de travailler à faire vivre toute sa maison avec religion & piété. (a)

Un Pere, selon S. Augustin, est l'Evêque de sa maison, pour conduire à Dieu ceux dont il lui a confié le soin. Un Curé, dans sa Paroisse, est immédiatement & particulièrement chargé de Dieu, de veiller sur un peuple qui compose sa Paroisse. De-là les Conciles, les souverains Pontifes dans leurs Decretales, Benoît XIII. dans le concile de Rome de l'an 1725. tit. 1. ch. 4. & les statuts Synodaux de quantité d'Eglises, donnent aux Curés la qualité de propres Prestres, ou de Recteurs de leur peuple, ce que certainement ils ne font que parcequ'ils les regardent comme les vrais & naturels Pasteurs à la vigilance & à l'inspection desquels les Brebis sont confiées. Tous les autres, à l'égard de certains soins & de certaines fonctions, sont étrangers aux Brebis, & si étrangers qu'elles ne les suivent point, mais les suivent plutôt, parcequ'elles ne connoissent point la voix des étrangers; au lieu que les Brebis entendent la voix de leur Pasteur (Mrs. les Curés) & le suivent lorsqu'elles entendent sa voix, parcequ'elles connoissent sa voix, Joan. 10. & qu'elles font ses Brebis.

« Les Prêtres sont véritablement Pasteurs, dit S. Ambroise; & peut-être celui-là l'est aussi auquel on dit: soyez vigilans & fortifiés; car Dieu n'a pas seulement donné des Evêques pour veiller sur le troupeau; il y a aussi destiné des Anges. C'est-à-dire, des Prestres dans la pensée de S. Ambroise. *Pastores vero sunt Sacerdotes, aut fortasse ille etiam sit pastor: cui dicitur: Iste vigilans & confirma, quia non solum Episcopus Dominus ad tuendum gregem ordinavit, sed Angelos quoque destinavit.* S. Ambros. in Luc. c. 2.

L'ancienne faculté de theologie de Paris condamnoit autrefois, comme on le peut lire dans les censures de la doctrine des freres Jean Angeli & Claude Cognati, ceux qui enseignoient que les Curés ont leurs facultés & puissance par l'Evêque tant seulement. Elle traitoit cette proposition de scandaleuse, d'erronée dans la Foi, de destructive de l'ordre Jerarchique, & conduoit que ceux qui l'avoient avancée devoient se revoquer & l'abjurer.

Propositio ... quod Curati Parochiales habent suam facultatem & potestatem ab Episcopo duntaxat, est scandalosa, in fide erronea, Ordinis hierarchici destructiva, & pro consecratione ejusdem Ordinis publice revocanda & abjuranda. (b)

Veut-on une autre autorité. l'Ordo Romanus, autrement le ceremonial de l'Eglise de Rome au huitième siècle, & le pontifical Romain ancien & nouveau, au titre de la celebration du Synode, nous apprennent que les Curés sont les vrais Pasteurs des ames qui leur sont confiées, & qu'ils en rendront

(a) Nec hoc solis dictum est Sacerdotibus, sed unicuique nostrum cui vel pusillus est creditus grex, ne quoniam pusillus est, contemnās. Pater enim meus, inquit, placuit sibi in eis: Habet ovem unicuique nostrum, hanc ad congrua ducat pascua, ut cum vit ē strato surxerit, nihil aliud querat, quam quomodo

aliquid dicat aut faciat quomodo domum suam efficiat religiosiorem. Chrysost. in hac verb. Pa. 10. ovem meam. Joan. 21. 18.

(b) Decreta Facultatis Theologiæ Parisien. adversus fratres Joannem Angeli an. 1481. 21. 1483. & Claudium Cognati an. 1517.

compte au souverain Pasteur qui les leur a commises. Ils nous apprennent encore que l'Evêque, à prendre les choses dès l'origine, ne choisit point les Prestres, mais que le peuple les donne à l'Evêque, non pour être envoyés à sa volonté, & où il lui plaira, mais pour l'aider lui-même à remplir toutes ses fonctions, au nom de l'Eglise, & comme ses députés, tenant d'elle leur Jurisdiction... *Itaque* „Combien d'Evêques dans le Royaume ont dit ces paroles au pied des Autels, sans penser à ce qu'elles signifient? mais qu'ils les méditent désormais. *Itaque, Filii dilectissimi, quos ad nostrum adiutorium, Fratrum nostrorum arbitrium consecrandos elegit. Sit doctrina vestra, spiritualis medicina Populo Dei, &c.* (b) C'est pourquoi, mes Fils bien aimés, que la volonté de nos Freres a élus pour la Prestre afin de nous aider... que votre doctrine soit un remède spirituel au peuple de Dieu.

Et pour revenir au fait particulier qui intrigue si fort aujourd'hui, sur lequel M. l'archevêque de Sens s'exprime ainsi: “*S'ils (les Prestres) ne pouvoient rien sans l'ordre de l'Evêque*, pouvoient-ils absoudre les Penitens à son “*insu*”? Et M. de Rodez: “*C'est à eux (aux Evêques) que se trouve commise la charge des ames de tout le Diocèse.*”, L'on voit bien que ces deux Prelats n'ont pas lû les canons Apostoliques, dans le tems même qu'ils demandent qu'on s'y soumette, en leur faveur.

Les canons 52. & 58. sous le nom des Apôtres, sans aucune mention de l'approbation de l'Evêque, de son consentement & de sa mission, mais indistinctement, & sous peine de deposition, ordonnent à tous les Prestres, sans en excepter aucun (ce qui prouve qu'ils étoient tous dans l'emploi & tous chargés du Troupeau) & de même à tous les Evêques, dans les mêmes termes & sous les mêmes peines, d'instruire le peuple & de confesser les pecheurs qui leur demandent la penitence, & de les absoudre, s'ils sont véritablement convertis, parceque le refus de les entendre contriste Jesus-Christ, qui a dit que l'on se rejoûit dans le Ciel à la conversion du pecheur qui fait penitence. *Si quis Episcopus, vel Presbyter enim qui à peccatis convertitur non recipit, sed eicit, depouatur, quoniam Christum molestia afficit, qui dixit: Gaudium est in celo propter unum peccatorem penitentiam agentem. Can. Apostolor. 52.*

Episcopus aut Presbyter nullam Cleri sollicitudinem, vel populi curam gerens, neque docens eos pietatem ac religionem, privetur communione: permanens vero in ea negligentia & ignavia, segregetur. Can. Apostolor. 58.

Les Canons que je rapporte sont précis, & prouvent que dans les siècles Apostoliques l'Evêque n'étoit pas le Pasteur universel du Diocèse & le seul vrai Pasteur; mais que tous les Prestres par état & d'office étoient vrais Pasteurs, prenoient soin du Clergé inferieur & du peuple, & leur apprenoient la religion & la piété, confessoient de Droit & par état, sans prendre de leur Evêque ce pouvoir, & que ces fonctions leur étoient aussi propres qu'à l'Evêque, sans distinction d'Eglises, de cas & de personnes, & sans aucune limitation de lieu & de tems; puisque les canons 52. & 58. des Apôtres punissent également & l'Evêque & le Prestre qui refusent d'entendre le Peni-

(b) Pontificale Roman. De Ordinac. Presbyteri.

tent qui se présente à eux, & qui negligent de prendre soin des Clercs & du Peuple, & de les instruire. Ces regles Apostoliques qui sont tous les Prestres Confesseurs, dès que l'on se présente à eux, n'ont plus lieu depuis que les Evêques sont devenus puissans. Elles ne sont pas du nombre des 50. que Denis le Petit a traduites & a insérées dans sa collection; mais elles sont du nombre des soixante reconnues par le pape Zephirin *a. sexaginta.* en Gratien *Dist. 16. c. 2.* & du nombre de 85. Canons que le concile œcumenique de Constantinople *in Trullo* de l'an 691. c. 2. a approuvés que le pape Adrien I. dans le huitième siècle, & tous les Papes qui l'ont suivi, ont reçus comme canons Apostoliques, quand ils ont reçu le Concile qui les a déclarés canons des Apôtres; enfin, que l'on trouve à la tête du code Ecclesiastique de l'Eglise Greque. Delà il résulte qu'on ne disoit point encore dans les VII. & VIII. siècles que les Evêques étoient les seuls vrais Pasteurs, chargés seuls du soin des âmes de tout le Diocèse, & que les Prestres n'ont de fonctions ecclésiastiques & de ministère que par le seul Evêque & à sa volonté. Qui auroit autrefois soutenu le contraire auroit passé pour heretique, mais aujourd'hui qu'une malheureuse yvrage jetée par l'homme ennemi dans le champ de l'Eglise tâche de prendre le dessus, *Infelix solium & sleriles dominantur avena*, le moins instructif domine & traite de temeraires & de suspects dans la foi, ceux qui soutiennent les verités anciennes.

§. XIX. *Les Conciles d'Elvire l'an 306. premier d'Arles & d'Acyre l'an 314. n'établissent point que les Prestres ne peuvent faire aucune fonction sans le pouvoir pris de l'Evêque.*

Le concile d'Elvire nous apprend selon la leçon que Garcias Loaisa sçavant Espagnola retable, sur l'autorité des Mss. & qui est celle que Gabriël de l'Aubespine, évêque d'Orléans, les PP. Thomassin, Labbe & Hardouin ont suivie, que par un reglement nouveau arrêté par 19. Evêques & 36. Prestres qui formoient le Concile; il convenoit que les excommuniés publics reçussent l'imposition de la penitence, plutôt par le ministère de l'Evêque que par le ministère du Prestre, si ce n'est dans la nécessité, dans laquelle le Prestre & même le Diacre, par l'ordre du Prestre devoit nécessairement leur donner la Communion, c'est-à-dire les absoudre de leur excommunication, afin qu'étant reconciliés à l'Eglise & rentrés dans son sein, ils mourussent dans sa Communion, avec droit à ses suffrages.

32. *De Excommunicatione. Ut eis Presbyteri in necessitate communionem dent.*
 "Apud Presbyterum, si quis gravi lapsu in ruinam mortis inciderit, placuit agere poenitentiam non debere, sed potius apud Episcopum. Cogente tamen infirmitate, necesse est Presbyterum Communionem prestare debere, aut Diaconum, si jusserit Sacerdos.," Ou selon la leçon que le Cardinal d'Anguire & Ciaranza ont suivie: *Cogente tamen infirmitate, non est Presbyterorum aut Diaconorum communionem talibus prestare debere, nisi eis jusserit Episcopus.*

L'édition vulgaire lit autrement; mais le canon 32. d'Elvire, & son som-

naire y sont conçus avec tant d'absurdités, qu'il est surprenant de voir des Evêques s'y attacher.

De excommunicatis Presbyteris, Ut in necessitate communionem dent.

“Des Prestres excommuniés. Ils donneront la Communion dans la nécessité. Voilà le sommaire selon l'édition vulgaire : voyons le reste.

Si quis gravi lapsu, in ruinam mortis inciderit, placuit agere pœnitentiam non debere sine Episcopi consensu, sed potius apud Episcopum agat. Cogente tamen infirmitate, non est Presbyterorum aut Diaconorum communionem talibus prestare debere, nisi eis iusserit Episcopus.

“Si quelqu'un, par une lourde chute, a donné la mort à son ame, il est arrêté qu'il ne fera point la Penitence sans l'avis de l'Evêque, & que c'est plutôt de lui qu'il la doit recevoir, même dans une maladie pressante, car les Prestres ni les Diacres ne doivent point donner la Communion à de tels pecheurs, si l'Evêque ne leur commande.

Il n'y a personne, qui en lisant le Canon ainsi conçu dans l'édition vulgaire, ne s'aperçoive aussitôt qu'il ne rapporte pas au sommaire, & qu'il parle de la penitence de quelques Prestres excommuniés & de leur absolution, que de nouvelles regles resservoient à l'Evêque, sans avoir rien statué de l'état des autres pecheurs, dont on ne punissoit pas les crimes par l'excommunication. Est-ce là le trente-deuxième canon d'Elvire? Si on me l'accorde, je conclus qu'il n'y avoit donc alors que les fautes énormes des Prestres, celles que l'on punissoit d'une censure *ab homine*, & contre lesquelles l'Eglise portoit une sentence de separation dont l'absolution étoit réservée à l'Evêque, mais que les Prestres absolvoient de toutes les autres & tous les pecheurs, sans la permission de l'Evêque.

Gabriel de l'Aubespine évêque d'Orleans, dans ses Scholies sur ce Canon, pretend qu'il ne s'y agit que de la penitence publique que l'on reserva à l'Evêque d'imposer ceremoniellement avec le Clergé, également que de donner l'absolution aux Penitens publics. La dependance étoit en quelque maniere égale, car si les Prestres n'absolvoient point les Excommuniés en danger sans l'autorité de l'Evêque, les Evêques ne pouvoient aussi les absoudre ceremoniellement, & à l'Eglise qu'avec les Prestres, qui tous concourroient à l'absolution.

“Prohibentur omnino Presbyteri isto canone Pœnitentiam Excommunicatis impartire, quod summæ potestatis jus esset, & quali supremæ jurisdictionis munus, impositione manuum peccatori alicui pœnitendi jus concedere, &c. Illa ceremonia... in eo posita erat ut cum Episcopus manuum impositione ad conferendos ordines, aut absolutionem dandam uteretur, alii Presbyteri & Diaconi idem omnino facerent & præunte Episcopo manus imponent. Quisquis enim primis illis temporibus absolveretur, ei non solum ab Episcopo, sed à tota etiam Cleri turba & Collegio manus imponebatur, &c. Pœnitentibus igitur, instante obitu, manus Presbyteri imponere jubentur ut absolvant, Diaconi item, non ut absolvant, id enim à Presbytero erant consecuti, sed ut multiplici illa manus impositione inteligeretur in multorum etiam societatem eos esse receptos, &c.

“Cogente infirmitate. Quia non cogente à Presbyteris numquam absolvē poterant, quod in Ecclesia palim absolverentur Pœnitentes, aut Pœnitentiam acciperent excommunicati, officique omnia quæ publice fierent fungerentur Episcopi. *Albaspineus in Can. 32. Conc. Eliberit.*

Le pere Thomassin, comme nous le dirons bien-tôt, donne une autre explication à ce Canon, & aussi peu concluante pour la dependance des Prestres dans toutes leurs fonctions.

“Le concile d’Arles, dit M. Languet dans son Mandement du 1. Mai 1745. “p. 24, est un des plus anciens dont nous ayons les Decrets, & qui fut celebré dès le commencement du quatrième siecle, prononce que les Prestres “ne fassent rien sans l’aveu de l’Evêque. *De Presbyteris sine conscientia Episcoporum nihil faciant.*

On a ce texte dans l’édition des conciles de Jacques Merlin l’an 1524. & dans les collections qui ont suivi jusqu’à l’édition de la Bigne inclusive-ment, dans l’abregé du droit Pontifical, par Antoine-Augustin auditeur de Rote, qui assista au concile de Trente, & même dans la discipline du pere Thomassin, &c. tel que Mr. Languet le rapporte, & l’on s’en saisit comme formant le canon 19. du premier concile d’Arles de l’an 314. sans s’appercevoir que conçu en ces termes, il n’est point de ce Concile, ni d’aucun autre que l’on sçache. Il n’y a plus aujourd’hui à s’y meprendre. Le pere Sirmond, sur le canon 19. du concile d’Arles de l’an 314. note ainsi : “Nous “avons sur la foi des anciens Mss. retabli ce Canon avec le suivant, qui dans “les éditions precedentes formoient trois Canons mal digerés. „ *Canonem hunc cum sequenti, pro tribus qui vulgo male concepti erant, ex veterum librorum fide restitimus.* Voici comme ce sçavant éditeur a donné le Canon, où l’on voit que ce n’est pas aux Prestres à qui le concile d’Arles ordonne de ne rien faire sans l’aveu de l’Evêque, mais aux diacres de la Ville, c’est-à-dire aux Archidiaques, qui aujourd’hui prennent tout d’autorité, & autrefois encore plus, à qui il commande de ne rien faire sans l’aveu des Prestres; que l’on voit par ce Concile n’avoir pas été sans autorité dans l’Eglise.

De Diaconibus urbicis. Ut non sibi tantum presument, sed honorem Presbyteris reservent, ut sine conscientia ipsorum nihil tale faciant.

Les PP. Labbe & Cossard dans leur édition des Conciles ont suivi la leçon restituée par le sçavant Sirmond & ont joint sa note à leur édition. Le pere Hardouin à suivi la leçon des PP. Labbe & Cossard. MM. les Evêques ne doivent pas l’ignorer après plus d’un siecle de retablissement du Texte, & sur-tout quand ils ne nous citent dans leurs Mandemens que les éditions de Sirmond, de Labbe & d’Hardouin qui donnent le texte dans sa pureté.

Après tout, ceux qui sçavent l’antiquité, concluent tout autrement des canons d’Elvire & d’Arles que les Theologiens de quelques Evêques de nos jours n’en concluent aujourd’hui. “Les canons d’Elvire, dit le pere Thomassin, nous “font descendre au detail de l’administration des Sacremens, ce qui fait plus “particulierement l’occupation & le devoir des Curés. Or, ce Concile declare “que c’est à l’Evêque de donner la Penitence & la Communion, & que les Prestres & les Diacres ne peuvent administrer ces Sacremens que dans la nécessité &

“ par le commandement de l'Evêque *ajud Presbyterum, si quis gravilapsu, &c.*
 “ Cela se doit entendre des tems & des lieux, continuë le pere Thomassin, où
 “ il n'y avoit point d'autre Eglise paroissiale que la Cathedrale même. C'est
 “ aussi le sens du concile d'Arles, que les Prestres ne fassent rien sans l'aveu de
 “ leur Evêque. *Ut Presbyteri sine consensu Episcoporum nihil faciant.* Car quand
 “ il y eut des Paroisses à la Campagne, les Curés y celebrerent la Messe & ad-
 “ ministrerent les Sacremens, & quand il y en eut dans la Ville, ils y adminis-
 “ trerent le Baptême & la Penitence,

L'on conclura donc de ces Canons, qu'à la Cathedrale où l'Evêque doit avoir toutes les fonctions, les Chanoines ne doivent rien faire sans l'Evêque. Il n'en est pas ainsi des Paroisses, les Curés y ont les fonctions, & par eux, les autres Prestres.

Suivons M. l'archevêque de Sens. “ Le concile d'Ancire environ le même tems (nous dit ce Prelat pag. 24.) & peut-être plus ancien que le precedent “ (Arles 314) ordonne de même aux Prestres de ne rien entreprendre, sans le commandement de l'Evêque, & s'il est question d'un lieu éloigné, qu'il prenne l'ordre de l'Evêque par écrit. *Non licere... Presbyteris civitatis sine Episcopi precepto amplius aliquid imperare, nec sine auctoritate litterarum ejus in una quaque Parochia aliquid agere.*

Si Grandeur nous permettra de lui dire que ce n'est pas le sens du Canon, & qu'elle suit une version infidele. “ Il n'est point permis aux Chorevêques, ni “ aux Prestres de la Ville (c'est à dire aux Curés de la Campagne, ni à ceux de la Ville, dit le concile d'Ancire can. 13.) d'ordonner des Prestres & des “ Diacres dans la Paroisse d'un autre, si l'Evêque ne leur permet pas par ses “ lettres. *Chorepiscopus non licere Presbyteros, aut Diaconos ordinare, sed neque Urbis Presbyteros, nisi cum litteris ab Episcopo permissum in aliena Parochia.*

Ou comme Denis le Petit, moine de Scythie sachant bien le Grec le traduit d'une maniere plus intelligible. *Chorepiscopis non licere Presbyteros aut Diaconos ordinare, sed nec Presbyteris civitatis, sine precepto Episcopi, vel litteris in una quaque Parochia.*

Ou selon un autre version, qui constamment est interpolée, mais que quelques-uns preferent, parcequ'elle sert à établir le despotisme auquel ils aspirent dans l'Eglise. *Vicarii Episcoporum quos Græci Chorepiscopos vocant, non licere vel Presbyteros vel Diaconos ordinare, sed nec Presbyteris civitatis sine Episcopi precepto, amplius aliquid imperare, nec sine auctoritate litterarum ejus in una quaque parochia aliquid agere.* “ Il n'est point permis aux vicaires des Evêques, que les Grecs appellent Chorevêques d'ordonner des Prestres ou des Diacres, ni aux Prestres de la Ville de commander quelque chose de plus que ne leur permet le “ Mandement de l'Evêque, ni de faire quoique ce soit dans les Paroisses “ sans ses lettres.

Ou enfin comme on le lit dans un très-ancien Ms. latin en lettres majuscules & quarées de la bibliotheque de Christofe Justel: *Corepiscopis non licere Presbyteros aut Diaconos ordinare, sed neque Presbyteris sine iussu Episcopi, sed cum iussu litteris eundem ad singulas parochias.* “ Il n'est point permis aux Chorevêques “ ni aux Prestres de la Ville d'ordonner des Prestres & des Diacres sans le

"mandement de l'Evêque, mais ils ne doivent aller dans les Paroisses qu'avec les lettres.

Il faut dans cette diversité de versions recourir au texte Grec qui dans tous les Mss. & dans les éditions ne varie que dans le mot *eterna* aliens, pour lequel d'autres lisent *ecclæ*, altera. Voici le texte rendu mot-à-mot sur le Grec: *Chorepiscopus non licere Presbyteros vel Diaconos ordinare, sed neque Presbyteris civitatibus precipere ab Episcopo cum iuribus, in altera Pareschia.*

Le canon d'Ancire déclare donc, qu'il n'est point permis aux Chorevêques appellés ainsi du mot grec *Chora*: *vila*, *vici*, ni aux Prestres de la Ville, c'est-à-dire aux Curés de la Campagne (tels étoient les Chorevêques, dont parle le concile d'Ancire) ni aux Curés de la Ville d'ordonner des Prestres & des Diacres dans la Paroisse d'un autre, ou indifféremment dans toutes les Paroisses sans l'ordre & les lettres de l'Evêque, ce qui fait dire à Balsamon sur ce Canon, que les peres du concile d'Ancire ont réglé que le Chorevêque, ni le Prestre de la Ville, n'ordonneront point des Prestres ni des Diacres sans les lettres du propre Evêque. *Statuunt autem & præsentis synodi patres Chorepiscopus non ordinare Presbyteros vel Diaconos sine scripta epistola proprii Episcopi, sed neque Urbis Presbyterum Balsam. in can. 13. Ancir.*

On a de la peine à croire qu'avant le concile d'Ancire, les curés de la Campagne & de la Ville, ordonnoient non seulement les Prestres & les Diacres qui devoient servir sous eux, mais qu'ils les ordonnoient encore pour d'autres lieux, & que le Concile leur défendit de n'en plus ordonner que pour leurs Eglises, s'ils n'avoient Mandement du propre Evêque d'ordonner aussi pour les autres Diocèses ou Paroisses.

L'On croit plus volontiers, quoique ce sens paroisse moins littéral, que le Concile défend seulement aux Cures de la Ville & aux Chorevêques d'instituer les Prestres & les Diacres pour gouverner les Paroisses & les Diaconies des Campagnes & de prendre connoissance de leur gouvernement, s'ils n'ont pour cela un mandement par écrit de l'Evêque, mais qu'ils ne consacroient point les saints Ordres, parcequ'autrement il faudroit reconnoître, qu'ils avoient a raison de leur Sacerdoce, toutes les fonctions épiscopales, qu'ils ordonnoient de droit des Prestres pour leurs Eglises sans l'Evêque, & s'ils s'agissoit d'autres lieux qu'ils pouvoient ordonner avec le consentement de l'Evêque, depuis le Canon du concile d'Ancire, qui borneoit leurs pouvoirs. Mais de quelque manière que l'on entende le canon d'Ancire & quelque version que l'on suive, il ne faut sçavoir ni grec ni latin pour dire que ce Concile ordonne aux Prestres de ne rien entreprendre sans le commandement de l'Evêque & s'il est question d'un lieu éloigné, qu'il prenne l'ordre de l'Evêque par écrit. C'est la raison peut-être de ceux qui nous objectent ce Canon de ne donner qu'une partie de son texte, afin que l'un ne s'aperçoive pas du faux sens qu'ils lui donnent, s'ils nous le présentent dans son entier. Mais ils n'oublient pas ces derniers mots: *Aliquid agere*, qu'on ne lit point dans le texte grec, ni dans la version de Denis le Petit, ni dans l'ancien code de Rome, ni en beaucoup d'autres endroits & qui certainement font l'addition d'un fourbe qui a voulu faire croire que le concile d'Ancire avoit défendu aux Prestres de rien faire sans

sans la permission de l'Evêque par écrit; au lieu que le Canon ne leur deffend qu'une seule chose; (& c'est à des Curés qu'il l'a deffend) sçavoir, d'ordonner des Prestres & des Diaeres pour un autre Diocèse ou Paroisse. Les Conciles sont la même deffense aux Evêques des nos jours, & l'on en conclut comme autrefois des Prestres qu'ils ne peuvent rien faire dans le Diocèse ni dans la Paroisse d'autrui, sans la permission du propre Evêque ou de celui qui y prelide. (a)

S. XX. Les conciles d'Antioche de l'an 341. de Laodicée de l'an 370. & de Carthage de l'an 419. ne donnent point à l'Evêque toutes les fonctions par exclusion des Prestres.

"Il suffiroit, (dit M. de Saleon Evêque de Rodez dans sa Requête au Roi du 17. Mai 1738. pag. 3. contre M. Brianne curé dans la cathedrale de Rodez,) "de considerer que c'est à eux (aux Evêques) que se trouve commise la charge des ames de tout le Diocèse. *Volumus Episcopum rerum ecclesiasticarum potestatem habere*, dit le Canon 41. entre ceux qui sont attribués aux Apôtres, "nemp si pretiosa hominum anima sunt eius fides commissâ, multo certè magis decens est de pecuniis mandare, &c. Le 24. canon du concile d'Antioche tenu "en 341. n'y est pas moins formel: *Quæcumque res Ecclesia sunt, convenit gubernari & dispensari cum iudicio & potestate Episcopi cui totius plebis anima videntur commissa.*

"Conformement à ces Decrets fondés sur l'ordre établi de Dieu même dès "la naissance de l'Eglise, il n'est pas permis de douter que les Evêques ne "soient les vrais Pasteurs de leurs Diocèses, laquelle qualité leur impose en "même tems l'obligation indispensable de prescrire & d'ordonner ce qui leur "paroît nécessaire pour le salut des ames qui leur sont confiées, & dont ils "sont comptables envers Dieu.

Le concile d'Antioche de l'an 341. que M. de Rodez nous objecte (je ne m'arrête point au canon 41. des Apôtres, y ayant répondu) n'est pas d'une grand autorité. "Le concile d'Antioche, disoit le cardinal du Perron, est "Arrien & aucun Canon n'en peut avoir lieu en l'Eglise., (b) S. Chrysostome & le Pape Innocent I. n'en font aucun cas parcequ'il n'étoit composé que d'Evêques Ariens ou ennemis de saint Athanasie. Ses Canons cependant ont été inserés dans le code de l'Eglise universelle, & le concile de Calcédoine les a cités; cela nous oblige à ne les pas rejeter tout à fait. Mais ce Concile de la maniere dont M. de Saleon le rapporte d'après Gratien x. q. 1. c. 5. qui a suivi l'interpretation de Martin de Brague, dit simplement, & c'est précisément ne rien dire, que les ames de tout le peuple *semblent* être confiées à l'Evêque, *cui totius plebis anima videntur esse commissa.* Denis le Petit traduit plus littéralement: que les peuples & les ames de ceux qui s'assemblent à l'Eglise sont confiés à l'Evêque, *cui commissus est populus & anima qua intra Ecclesiam congregantur.* D'autres traduisent autrement, mais sans difference de sens. C'est-

(a) Voyez la 41. Dissertation de Monsieur Duquet sur le 13 canon du concile d'Ancyte.

(b) Petreiana lettre C.

à-dire que l'Evêque est particulièrement chargé de ceux qui s'assemblent dans l'Eglise de son titre, & qui y ont recours comme à la Paroisse de leur domicile, pour les offices & les Sacrements. Le canon 24. du concile d'Antioche ne parle pas des autres Eglises du Diocèse qui avoient de propres Prestres pour les regir, les gouverner & leur administrer les Sacrements. Balsamon, expliquant ce Canon, l'entend comme le 41. des Apôtres, dont nous rapportons cy-dessus l'interprétation; que l'Evêque à qui l'administration des biens de l'Eglise est confiée, est chargé par le canon 24. du concile d'Antioche, de pourvoir aux besoins des Pauvres; (a) mais de l'avis & sous les yeux des Prestres & des Diacres, *cum Presbyterorum conscientia Diaconorumque pertractet*, dit le Canon suivant, *Præfentes duo Canones* (24. & 25., *concilii Antiocheni*, dit Balsamon) *eadem decernunt cum xl. & xli. canone Apostolico, & quæro quæ in ipsis scripta sunt.* Voyez ci-dessus ce que nous avons rapporté de Balsamon sur les canons 40. & 41. des Apôtres.

M. l'archevêque de Sens, après les canons des Apôtres, d'Arles & d'Ancire dont nous avons parlé, & fait voir combien il est inutile de les citer pour le Pastorat universel de l'Evêque, cite encore le canon 57. du concile de Laodicée pour le prouver. "Celui de Laodicée dans le même siècle, quoiqu'un peu plus tard", dit M. Languet, repete la même Ordonnance que nous avons vuë "dans les canons Apostoliques: Que les Prestres ne fassent rien sans le consentement de l'Evêque. Ces Conciles n'exceptent rien de cette défense, aussi générale qu'absolue. Rien, dis-je, de ce qui est du ministère ecclésiastique, & celui qui auroit absous les Penitens sans cette permission, eût violé sans doute cette défense, & eût usurpé un ministère dont l'exercice ne lui étoit donné ni par l'institution de Jesus-Christ, ni par les canons de l'Eglise."

Ce raisonnement n'est pas consequent au concile de Laodicée. "Il ne faut point, dit le canon 57. du concile de Laodicée, établir d'Evêques dans les petits Villages, ni dans les Campagnes, mais des Visiteurs; que ceux que l'on y a ci-devant établis n'y fassent rien sans la volonté de l'Evêque de la Ville, & de même les Prestres."

Qui in agris vel possessionibus debeant ordinari. Quod non oporteat in villis aut in agris Episcopos constitui, sed Visitatores verum tamen jam pridem constitutos, nihil faciant præter conscientiam Episcopi civitatis, similiter & Presbyteri præter consilium Episcopi. conc. Laodic. c. 57. ex versione Dionisii exiguui. Ou selon une autre version:

Quod non oportet in vicis & pagis Episcopos constitui, sed peritodotas hoc est circumcuratores. Eos autem qui prius constituti fuerunt, nihil agere sine mente Episcopi qui est in civitate. Similiter autem & Presbyteros nihil agere sine mente Episcopi.

On peut encore lire ce Canon, traduit d'une autre manière, en Gratien *Dist.* 80. cap. 5. *Non debere.* Et ailleurs sous d'autres termes, mais par tout sans différence essentielle.

La défense de rien faire sans le consentement de l'Evêque de la Ville s'étend

(a) Balsamo in Can. 24. & 25. Conc. Antiocheni. Ci-dessus. §. 18.

uniquement ici sur les Evêques de certains petits lieux & sur les Prestres que les Evêques de ces petits lieux; y avoient ordonnés pour gouverner avec eux & sous eux. Le canon 57. du concile de Laodicée les interdit également tous du gouvernement de ces lieux pour le donner à des Prestres Vicaires Forains, & Missionnaires, ou à des Prestres ambulans avec pouvoir cependant à l'Evêque de la Ville de donner aux Evêques & aux Prestres, dont les titres étoient supprimés & réunis en sa faveur, les fonctions Pastorales dans leurs premiers titres, où depuis l'extinction il n'y avoit ni Evêques ni Curés; mais il ne s'ensuit nullement de ce que le Concile ne permet pas les fonctions publiques de l'Episcopat & du ministère ecclésiastique à certains Evêques & à certains Prestres à qui, contre les regles, l'on avoit fait des Evêchés & des Paroisses en de petits lieux, au prejudice de l'Evêque de la Ville, ou du Curé titulaire; que tous les Prestres en general, n'avoient point l'exercice attaché à leur ordre de Prestre, & ne confessoient dans ces siècles qu'avec la permission de l'Evêque, sans avoir pu exercer la puissance d'Ordre, dont l'exercice leur est donné par l'institution de Jesus-Christ, & est reconnu par les canons 51. & 58. des Apôtres, par les SS. Evêques de l'antiquité & par les premiers Conciles.

La glose sur le chapitre *Non debere* Dist. 80. qui est le propre canon 57. de Laodicée, dont il est question, mais d'une autre version, sur ces mots: *Etiam Presbyteri nihil sine precepto & consilio Episcopi agant.* dit: que cela est vrai, quand il s'agit d'aliéner un fond de l'Eglise, où doit s'entendre d'une permission generale comme il est dit dans le chapitre *cunctis*. 16. q. 1. *sine precepto. Si volunt res Ecclesie alienare, vel intelligi de precepto generalis ut xvi. q. 1. Cunctis.* où la même Glose enseigne sur ces mots: *Ut nihil absque Episcopi proprii licentia agant.* que cela doit s'entendre, quand ce n'est pas à l'invitation du Curé; parce que si c'est lui qui appelle dans sa Paroisse à quelque fonction, sa permission seule suffit, sans prendre celle de l'Evêque. *Proprii: nisi invitetur ab alio Presbytero tunc enim potest sine licentia Episcopi.* Voilà ce qu'écrivoit à la fin du treizième siècle, Jean le Theutonique auteur de la glose sur le decret de Gratien, & qui par là temoigne au moins, l'usage de son siècle, où il suffisoit d'avoir la permission du seul Curé, ou qui plutôt nous apprend que les Curés, comme vrais Pasteurs, étoient dans la pleine possession de commettre leur juridiction, sans y avoir encore été troublés par les Evêques.

Enfin M. Languet nous objecte le concile de Carthage qu'il croit sans réponse. "Une preuve decisive, nous dit sa Grandeur, *Mandement 1. Mai 1735. p. 25.* que le ministère de la Penitence dans les premiers siècles étoit communément interdit aux Prestres, c'est que le concile de Carthage dans la suite, se crut obligé d'étendre à eux ce ministère saint, pour les cas d'absence de l'Evêque & de danger pressant pour le pecheur; encore veut-il que s'il est possible, l'Evêque soit consulté; car il doit l'être, dit le Concile, & c'est par son ordre que le pecheur est reconcilié. *Anselmus Episcopus dixit: Si quis in periculo constitutus petiverit se ipsum reconciliari sacris altaribus absente Episcopo, debet tunc Episcopum consulere, & sic enim qui est in periculo, ejus precepto reconciliari.* L'on regardoit donc alors l'absolution comme une fonction interdite aux Prestres, s'ils n'avoient une mission speciale, puisqu'il

“fallut qu'un Concile prononçât afin qu'ils pussent sans scrupule, dans le cas
 “de nécessité & d'absence de l'Evêque, accorder aux mourans une absolu-
 “tion qui ne pouvoit être différée sans danger. C'est la remarque que fait
 “sur ce Canon Balsamon ancien auteur Grec., *Le Prestre, dit-il, ne peut re-
 concilier (cet homme qui est en danger) mais il doit interroger l'Evêque qui
 tient la place des Apôtres, & qui a reçu de Dieu le pouvoir de lier & de delier :
 & c'est par sa permission que le Prestre peut reconcilier ce mourant, &c.* Si donc
 “le Prestre ne lui donne pas même la dernière absolution sans la permission
 “de l'Evêque, comme n'ayant pas le pouvoir de lier & de delier, à plus
 “forte raison ne recevra-t'il pas la confession de celui qui se porte bien. *Non
 potest Sacerdos eum reconciliare, sed debet interrogare Episcopum qui obtinet locum
 Apostoli, & accepit à Deo potestatem ligandi & solvendi, & cum eius permisso-
 ne facere reconciliacionem, &c. si ergo nec extremam quidem reconciliacionem das Sa-
 cerdos absque Episcopali permissione ut qui non habeat facultatem ligandi & solvendi,
 multo magis nec sani confessionem accipiet.* Ballam. in can. 7. Carthage.

“Telle étoit le conduite de l'Eglise dans les premiers siècles, & les
 “maximes qui y paroissent si constantes, qu'aucun Prestre n'osa les revo-
 “quer en doute. Sur quoi le Pere Thomassin (a) fait cette reflexion : Quoi-
 “que le pouvoir de remettre les péchés soit renfermé dans l'ordination des Pre-
 “tres, & qu'elle en est comme naturellement inseparable, cependant depuis
 “la naissance de l'Eglise, elle étoit tellement resserée, par la rigueur de la Dis-
 “cipline qui regnoit alors, qu'elle ne pouvoit s'étendre plus loin que les ter-
 “mes qui lui étoient prescrits, & que l'absolution étoit nulle si les Prestres
 “la donnoient, ou à des personnes dont l'Evêque ne les avoit pas chargés, ou
 “pour des péchés dont l'Evêque s'étoit réservé le jugement.

Une reflexion si mal fondée de M. Languet, car c'est lui que j'ai copié jus-
 qu'ici, ne plaira certainement pas au public. Le véritable Thomassin dans sa
 langue & dans son véritable ouvrage imprimé chez Muguet l'an 1678. in-
 terprete les canons des conciles de Carthage d'une manière si différente, que
 l'on demeure convaincu que ce n'est point le même Thomassin qui parle en
 françois, & le même qui parle en latin. Voici comme il s'explique tom. 1.
 fol. 81. de l'édition de Muguet 1678.

“Tous ceux, dit le Pere Thomassin, qui venoient se confesser n'avoient
 “pas commis ces crimes capitaux, qu'il falloit effacer par les rigueurs de la
 “Penitence publique. Aux autres on n'imposoit que des satisfactions particu-
 “lières. Ainsi on peut dire que *les Curés & les Prestres recevoient aussi les con-
 fessions secretes*, remettoient les crimes & imposoit des satisfactions secre-
 “tes, s'il n'y avoit point de crime Canonique, & s'il y en avoit, ils ren-
 “voyoient les Penitens à l'Evêque. A peine peut-on douter de cette vérité,
 “&c. Mais en voici une preuve fort claire dans le concile 2. de Carthage
 “(can. 3. & 4.) où un Evêque dit, quedans un Concile precedent, il avoit
 “été défendu aux Prestres de s'ingerer de donner la Confirmation, ou de re-
 “concilier les Penitens, ou de consacrer les Vierges. *Memini præterito Concilio
 fuisse statutum, ut Chrisma vel reconciliatio Penitentium nec non & puellarum
 consecratio à Presbyteris non fiant.* Tous les Evêques repondirent & conclu-

rent avec une modification importante, que les Prestres ne confirmeroient point les nouveaux Baptesmes, ne consacreroient point les Vierges, & ne feroient point la reconciliation publique des Penitens à la Messe. *Chrismatis consecratio & puellarum consecratio, à Presbyteris non fiant, vel reconciliare quemquam in publica Missa Presbytero non licere, omnibus placet.* On y ajouta cette exception: que si un Penitent demandoit d'être reconcilié dans une dangereuse maladie, pendant l'absence de l'Evêque, le Prestre pourroit l'absoudre, après en avoir reçu la permission de l'Evêque. *Si quisquam in periculo constitutus, se reconciliari divinis Altaribus petierit, si Episcopus absens fuerit, debet utique Presbyter consulere Episcopum, & sic periclitantem eum præcepto reconciliare.* C'étoit donc aussi l'Evêque qui administroit le Sacrement de la Reconciliation aux malades: le Prestre ou le Curé ne le faisoit qu'en son absence, & alors même il falloit que l'Evêque en fût averti, & en donnât la permission. Mais cela ne s'entendoit que des Penitens publics qui expioient un crime capital, & qu'il eût fallu solennellement reconcilier à la Messe, & lorsque l'Evêque quoiqu'absent, n'étoit pas fort éloigné, &c. Le concile 3. de Carthage (*can. 32. 36.*) se relacha encore davantage & permit aux Prestres de reconcilier les Penitens pressés par quelque nécessité, sans attendre la permission de l'Evêque. *Ut Presbyter inconsulto Episcopo non reconciliat penitentem, nisi absente Episcopo & necessitate cogente.*

Le sçavant de l'Aubespine évêque d'Orléans dans ses Scholies sur les mêmes Canons du troisième concile de Carthage, demonte d'un seul coup toutes les batteries de nos adversaires. Il reconnoît ingénument que quand il ne s'agissoit point de ces crimes énormes, qui ne s'expioient que par la penitence publique, le troisième concile de Carthage n'oblige point les Prestres d'attendre le commandement de l'Evêque & d'avoir son consentement pour en absoudre; mais qu'ils pouvoient aussi-tôt que le Penitent les leur avoit confessés, lui en donner l'absolution. *Sed neque existimandum est eam fuisse canonis illius vim atque sensum, ut Presbyteris non liceret, cum Deo in gratiam eos revocare ac reducere, qui levissimis quibusdam peccatis quæ venia digna vocamus se contaminassent, non autem si in gravissimas quæ per Canones severius castigantur noxas incurrissent. Nam ejusmodi peccata quibus venia tribui facile solet, Presbyteri sine Episcopi consensu imperioque absolutione data delere poterant.* Albaspineus. in *can. 33. conc. Carth. 3.* est que Canon. 36. codicis Africani.

Le patriarche Balfamon n'enseigne rien de contraire, si l'on entend son texte de la reconciliation solennelle des Penitens publics, sains ou malades: il est certain que l'autorité de l'Evêque y devoit intervenir, parce que la penitence publique étoit une censure de Sentence portée & ab homine par l'Evêque & tout le Clergé, dont un Prestre ne pouvoit absoudre dans l'absence de l'Evêque, s'il ne donnoit pas son consentement conformément à la règle de Droit: *Omnis res, per quasque causas nascitur, per easdem dissolvitur.* Extrav. de reg. Juris. lib. 5. tit. 41.

Le texte de Balfamon expliqué autrement, renfermeroit une erreur capitale, & cet Auteur y paroitroit nier, ou du moins affoiblir considérablement le pouvoir radical de remettre les pechés, donné par Jesus-Christ aux Pres-

tres, si reconnu dans le 52. Canon des Apôtres, par les SS. Peres, & en dernier lieu par le concile de Trente, dans tous les Prestres.

Le reste des objections du Theologien de M. Languet pour le pastorat universel d'un Diocèse n'est rien ; les constitutions Apostoliques quoiqu'anciennes & l'autorité de Socrate que M. l'archevêque de Sens nous donne en preuve que tout le gouvernement ecclesiastique depend du seul Evêque, n'étant pas d'un grand poids, & ne devant pas s'alléguer dans une question Theologique. Bellarmin nous dit des Constitutions sous le nom des Apôtres, qu'elles n'ont presque point d'autorité dans l'Eglise Latine, & que le Concile *in Trullo. can. 2.* les rejette comme ayant été corrompues par les Heretiques. *In ecclesia Latina nullum fere nomen habent, & ipsi etiam posteriores grati in Concilio Trullano can. 2. improbant has constitutiones: ut ab Hæreticis depravatas.* Bellarm. *descript. eccl.* Elles sont cependant preuve, & je les allègue ailleurs comme un temoignage certain, que dans le quatrième siecle tous les Prestres confessoient sans en prendre la permission de l'Evêque, & prenoient part au gouvernement de l'Eglise.

Lemême Bellarmin nous dit de Socrate & de Sozomene, qu'ils sont suspects de Novatianisme, c'est-à-dire de l'erreur qui ne reconnoît point dans l'Eglise, ni dans les Prestres, le pouvoir de remettre les pechés. *Uterque Novatianis erroribus fuisse dignoscitur.*

Je fais voir ailleurs, que le Pere Morin que l'on objecte encore, a dit de la Penitence publique, dont l'imposition étoit reservée à l'Evêque & au *Presbyterium*, ce que par une bevue grossiere le Theologien auteur du Mandement du 1. Mai 1735. veut qu'il ait écrit de la Confession secreete, que le Pere Morin dans le lieu objecté par le Theologien de Sens, & en quantité d'autres endroits de ses livres de la Penitence, soutient & enseigne, s'être faite indifferemment à tous les Prestres dans les premiers siecles de l'Eglise, qui sans avoir pris le consentement, ni aucune approbation de l'Evêque, confessoient les pecheurs secrets, & leur donnoient l'absolution après les y avoir préparés.

- §. XXI. *Proposition* : “ De Droit Divin la Mission Episcopale est si
 “ nécessaire aux Ministres du second Ordre, pour exercer les fonctions
 “ de leur Ministère, qu'à l'exception du cas de peril évidens de mort,
 “ les actes qu'ils en pourroient faire, sans avoir cette Mission, sont
 “ respectivement nuls & illicites. „

On prouve & on demontre par le Concile de Trente, que cette Proposition de M. de Mascon, admise, canonisée & reçue par la dernière Assemblée du Clergé, est fautive, erronée, heretique, & que M. le Cardinal d'Auvergne Abbé de Cluni, peut demeurer dans l'usage d'approuver les Confesseurs, &c. sans prendre la Mission de M. de Mascon.

“Soyez dans l'étonnement, dit un Prophete, & dans la surprise, car le

"Seigneur va repandre sur vous un esprit d'assoupissement: il vous fermerà les yeux; il couvrira d'un voile vos Prophètes, & vos Princes qui voyent des visions... Je ferai encore une merveille dans ce peuple, un prodige étrange qui surprendra tout le monde; car la sagesse de ses sages perira, & la prudence de ses hommes intelligens sera obscurcie. *Et encore*: Votre cœur sera saisi de crainte; car que sont devenus les sçavans? Que sont devenus les Interprètes de la loi? que sont devenus les Docteurs des petits? *ff. 49. v. 9. & 14.*

Ces paroles ont tout leur accomplissement aujourd'hui; il semble qu'il n'y a plus de foi, (a) quand d'un lieu qu'on nous dit l'un des sanctuaires de la vérité, on voit sortir l'erreur, (b) ainsi qu'il vient d'arriver dans la dernière assemblée du Clergé, où ceux qui l'ont formée, tous Evêques & Docteurs nous annoncent des illusions trompeuses & les séductions de leur cœur, (c) comme il paroît dans l'Extrait qui suit.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée générale du Clergé de France, tenue à Paris aux Grands Augustins en l'année 1740 du Vendredi 1 Juillet à 8 heures du matin, Monseigneur l'Archevêque de Paris Président.

"Monseigneur l'évêque de Mascon ayant pris le Bureau a dit:

"Messieurs, &c. *De Droit Divin, la mission Episcopale est si nécessaire aux ministres du second Ordre pour exercer les fonctions de leur Ministère, qu'à l'exception du cas du peril évident de la mort, les Aides qu'ils en pourroient faire, sans avoir cette Mission, sont respectivement nuls & illicites*: la vérité de cette Proposition, ajoute Mr. de Mascon, ne peut être contestée; elle a pour fondement la parole de Dieu, la Tradition, & la véritable doctrine de l'Eglise universelle qui l'a ainsi décidé contre Wiclef & Jean Hus. Le Concile de Trente *ff. 23. ch. de Reformatione* en a fait un Dectet positif en termes formels. *Quamvis Presbyteri, discent les Peres de ce saint Concile, in sua ordinatione, à peccatis absolvendi potestatem accipiant, decernit tamen sancta Synodus nullum etiam Regularem posse confessiones secularium etiam Sacerdotum audire, nec ad id idoneum reputari, nisi aut Parochiale beneficium, aut ab Episcopo per examen, si illis videbitur esse necessarium, aut alias idoneis judicetur, & approbationem que gratis datur, obtineat, privilegis, consuetudine quacun- que etiam immemorabili non obstantibus.* C'est aussi la doctrine constante du clergé de France.

"La possession que pourroient pretendre les Exempts, fût-elle de plusieurs siècles, fût-elle immémoriale, ne peut avoir de force & de vertu, qu'autant qu'elle est soutenue de titres & de privileges justes, formels, precis,

(a) Cor tuum meditabitur timorem: ubi est Litteratus: Ubi Legis verba ponderant: Ubi Doctor parvulorum? *Isa. 33. 18. --- 1. Cor. 1. 10.*

(b) Hæc est gens, quæ non audivit vocem Domini Dei sui, nec recepit disciplinam: pe-

riit fides, & ablata est de ore eorum. *Jer. 7. 28.*

(c) Falso prophetæ vaticinantur in nomine meo: non misi eos, & non præcepi eis, neque locutus sum ad eos: visionem mendacem, & divinationem, & fraudulentiam, & seductionem cordis sui prophetant vobis. *Ibid. 14. 14.*

« légitimement obtenus, accompagnés des formalités requises, & paisiblement exécutés; ou qu'autant que l'exercice qu'ils font du ministère, se trouve autorisé de l'approbation tacite ou expresse de l'Evêque du Diocèse : « Dès que ces conditions essentielles viennent à manquer; dès qu'un Evêque réclame & refuse d'accorder son approbation à des Exempts, quelque puisse être leur possession, ils deviennent dès ce moment privés de l'autorité nécessaire, pour administrer valablement & licitement le sacrement de Penitence, parceque rien ne peut suppléer à la nécessité que le *Droit Divin* impose à tous les Prestres d'avoir le million Episcopale, pour la validité de l'absolution.

Il est étonnant de voir un Evêque suffragant de la premiere Lionnoise avancer des maximes aussi fausses, & en contradiction avec lui-même dans une assemblée generale du Clergé, & plus étonnant de voir l'assemblée les recevoir, au lieu d'avertir charitablement leur Coévêque de ses dangereuses méprises, de le remettre sur ses voyes, & de le faire revenir de ses égaremens. La vérité est proscrite ici, & abandonnée entierement par l'Assemblée. Mais il y a longtems qu'on a remarqué que toutes les fois que NNSS. les Evêques pensent à établir le despotisme Episcopal dans l'exercice des fonctions du Ministère, & à assujettir le second Ordre à une domination proscrite dès le commencement de la predication de l'Evangile, & par differens Conciles, Dieu éclate aussi-tôt contre l'injustice de ces hommes dominans qui retiennent la vérité dans l'injustice, & que ce que S. Paul a dit des Nations leur arrive. « Ils se sont égarés dans leurs vains raisonnemens, & leur cœur insensé a été rempli de tenebres. Ils sont devenus fous en s'attribuant le nom de sages. « Dieu les a livrés au desir de leur cœur, & ils ont tombé dans des erreurs grossieres. *Rom. 1.*

Cette Proposition : *De Droit Divin, la mission Episcopale est si nécessaire aux Ministres du second Ordre, pour exercer les fonctions de leur Ministère, que... les Actes qu'ils en pourroient faire, sans avoir cette mission, sont respectivement nuls & illicites*; que nos Seigneurs les Evêques de la dernière Assemblée ont adoptée, dont ils prennent la défense, & qu'ils chargent par leur deliberation du premier Juillet 1740. Messieurs les Agens generaux du Clergé de porter au Conseil, pour le soutien de la cause de M. l'Evêque de Masecon contre son Eminence M. le cardinal d'Auvergne archevêque de Vienne, abbé de Cluni; conçue comme elle est & dans le sens qu'elle presente d'abord, est generale & tombe par sa generalité, sur toutes les fonctions que les ministres du second Ordre peuvent exercer, mais dont personne ne dira, si ce n'est un temeraire, que les Actes qu'ils en font, *sont respectivement nuls & illicites*, que la parole de Dieu, la Tradition & l'Eglise y accordent, & que le concile de Trente en a fait un Decret positif en termes formels : un homme tant soit peu instruit ne le pensera pas du Baptême, de l'Eucharistie, du Mariage fait avec la permission du Curé, &c. ils ne font point des Sacrements respectivement nuls, lorsqu'un simple Prêtre les administre sans l'autorité de l'Evêque; ce seroit fanatisme de le croire. « *Avant le Concile de Trente*, dit l'Auteur de la *Conduite des Confessants*, imprimée l'an 1740. & approuvée par

" par Mrs. de Sens, de Senlis, de Bayeux, d'Amiens & de Rennes, les Curés
 " pouvoient faire confesser leurs Paroissiens par tous les Prestres qu'ils jugeoient
 " à propos, comme ils peuvent encore à present leur faire administrer les autres
 " Sacremens: mais depuis ce Concile, ils ne peuvent plus employer aucun Prestre
 " à la fonction de Confesseur, s'il n'a été approuvé de l'Evêque Diocesain. La
 Proposition de M. de Mascon conçue comme elle est, est donc absolument
 fautive, pour ne pas dire plus; mais combien devient-elle revoltante, quand
 pour la rendre de mise dans le monde ignorant & seduit, ce Prelat ose dire
 qu'elle a pour fondement la parole de Dieu, la Tradition & la véritable doctrine
 de l'Eglise universelle; car en quels livres de l'Ecriture Sainte, en quels Con-
 ciles & dans quels Peres de l'Eglise sa Grandeur & l'Assemblée ont-ils lu que
 tous les actes du ministère Ecclesiastique, qui dit tous les Actes, n'en excepte
 aucun, sont respectivement nuls, quand l'Evêque n'a pas permis de les faire,
 & que l'Eglise l'a ainsi décidé contre l'Wiclef & Jean Hus. Voilà ce qu'on
 appelle induire les simples en erreur & vouloir imposer à l'Eglise; car lorsqu'on
 lit les articles de Wiclef & de Jean Hus, censurés par le concile de Constance
 Sess. 8. & Sess. 15. on ne trouve point que l'Eglise ait décidé la question: &
 comment l'auroit-elle fait, les articles de Wiclef & de Jean Hus n'y donnant
 point lieu? ni qu'elle ait prononcé que de droit Divin la mission Episcopale
 est nécessaire aux ministres du second Ordre pour administrer valablement quel-
 que Sacrement que ce soit, & faire toutes les autres fonctions de leurs ordres.

M. l'Evêque de Mascon se rabat sur le concile de Trente Sess. 23. cap.
 15. de Reformat. Mais à quoi sa Grandeur pense-t-elle, de nous alleguer pour
 appuyer son paradoxe, un Decret qui ne parle ni de nullité de Sacrement,
 ni de mission Episcopale pour les administrer & faire les autres fonctions du
 Sacerdoce; mais qui après avoir établi que tous les Prestres ont la puissance
 d'absoudre du péché, declare qu'ils n'en peuvent faire aucun exercice (il
 ne parle point des autres fonctions du ministère) si l'Evêque, par un examen
 sérieux, & une reconnaissance de capacité, dont il leur donnera gratuite-
 ment acte, ne les a trouvés capables de ce Ministère. Voilà tout ce que dit
 le concile de Trente Sess. 23. c. 15. de Reform. pris à la lettre. Un Prestre
 regulier (c'est des Reguliers dont il s'agit, particulièrement dans le chapitre
 cité) ne doit confesser aucun Seculier, si l'Evêque n'a auparavant examiné
 son idoneité; mais est-elle reconnue? l'intention du Concile est qu'il puisse
 dans son Eglise sans autre mission Episcopale, confesser & absoudre de leurs
 péchés, ceux qui peuvent s'adresser à lui.

Le concile de Trente n'a point dit, & n'a pu dire que de droit Divin,
 la mission Episcopale étoit nécessaire pour exercer les fonctions du Ministère:
 ce qui est de droit Divin n'admet aucune exception, aucune exemption ne

(*) La formule de l'Abjuration des erreurs
 de Wiclef, de Jean Hus & de Jérôme de Prague,
 proposée par le concile de Constance & Martin
 V. ne disent point que la mission de l'Evêque
 est nécessaire de Droit divin aux Ministres du
 second Ordre pour exercer les fonctions de

leur Ministère & absoudre valablement, au
 contraire ils reconnoissent le pouvoir des
 Prêtres, qu'ils ont tous juridiction, & qu'en
 fait de Sacrement ils agissent toujours vali-
 dement, & même de celui de Penitence, si la
 forme & la matière légitimes s'y trouvent.

tombe jamais en privilege, & ne se prefrit point, parceque l'homme n'est pas superieur ou égal à Dieu, pour pouvoir dispenser des Loix Divines que Dieu a établies. Le Seigneur le proteste par Isaïe qu'il ne communiquera point ses droits éminens & glorieux à d'autres. *Propter me, propter me faciam, ut non blasphemem, & gloriam meam alteri non dabo. Is. 48. 11.* "C'est pour moi-même que j'agirai, c'est pour moi-même; car comment souffrirois-je que mon nom fût blasphémé? je n'abandonnerai point ma gloire à un autre.

Il faut nécessairement reconnoître une loi Ecclesiastique dès qu'on admet le privilege & l'exemption; & c'est en cela que M. de Mascon se contredit, le privilege & l'exemption qu'il admet sous certaines conditions pour pouvoir confesser légitimement sans la mission Episcopale, ne pouvant s'allier avec le droit Divin.

C'est un fait attesté par le concile de Trente s. 23. cap. 15. de *reform. M.* de Mascon ne le contestera pas, que plusieurs avant le Decret du Concile de l'approbation, confessoient par privilege, ou d'ancienne coutume, *privilegiis, consuetudine... etiam immemorabili*, sans avoir pris la mission de l'Evêque, & en être approuvé, puisque le Concile deroge formellement à tous ces privileges & à la coutume la plus ancienne de ne la pas prendre; il établit donc un droit nouveau; il ne traite point d'abus l'ancienne pratique, & ne prononce point que les absolutions données en consequence du privilege ou de la coutume étoient invalides; l'autorité de l'Evêque cependant n'y intervenoit point, & n'y interviendroit pas plus, du propre aveu de sa Grandeur, *s'il y avoit titres & privileges, justes, formels & precis, légitimement obtenus, accompagnés des formalités requises*: Etoit-ce autrefois, & seroit-ce aujourd'hui pecher contre le droit Divin de ne pas recourir à la mission Episcopale? & seroit-ce ne rien operer pour n'y avoir pas recouru? l'Eglise ne le croyoit pas avant le concile de Trente, ainsi qu'il est constant par la Formule d'abjuration dressée par Martin V. & approuvée par la concile de Constance, & ne le croit point encore aujourd'hui, parceque les fonctions sacrées avant le concile de Trente, ayant été exercées & les Sacremens ayans été administrés pour le plus souvent, par les Ministres du second Ordre, sans mission Episcopale, il seroit arrivé que l'Eglise pendant plusieurs siècles, auroit été sous la malediction où se trouve le peuple Juif aujourd'hui, sans Sacrifice, & sans Sacremens.

C'est encore un fait, dont le concile de Trente est également garant, que les Reguliers de quelque institut qu'ils soient, Mandians ou non Mandians confessent leurs Religieux & peuvent confesser ceux des autres Congregations sans mission de l'Evêque. Mais comment, il faut répondre, cette mission si nécessaire de droit Divin au jugement de l'assemblée du Clergé l'an 1740. pour absoudre valablement les seculiers & les laïques, n'est-elle pas nécessaire de même Droit, pour absoudre les Religieux? Les Sacremens sont grands, & les mêmes par tout. Il est certain, il est de foi que ce qui est nécessaire de droit Divin pour les valider, n'est pas moins nécessaire dans le Cloître que dans le monde; mais les Religieux ont les Sacremens, ils se les administrent

validement les uns les autres, sans avoir pris la mission de l'Evêque: cette mission n'est donc point de droit Divin ni de nécessité de Sacrement, selon le concile de Trente. L'Eglise, dit-on, sçait cet usage, elle le tolere & l'approuve, cela est excellent, s'il s'agissoit d'une loi Ecclesiastique, l'Eglise en peut dispenser, & autoriser par son silence, qu'on ne l'observe pas: il n'en est pas ainsi d'un droit Divin; l'Eglise n'en dispense point.

Le même Concile *sess. 21. de Regularibus cap. 11.* & ainsi par un decret postérieur, modifiant & explicatif de celui de la *session 23. ch. 19.* prononce & statue en faveur de l'ordre de Cluni, & de tous les Monasteres chefs d'Ordre, & les autres qui ont la juridiction Episcopale, dans leurs districts au temporel & au spirituel sur les Paroissiens de leurs dependances & territoires; le Concile les exempté tous, tant les Cluniciens que les autres dont j'ai parlé, de la juridiction, visite & correction de l'Evêque, quand au gouvernement de leurs Cures & à l'administration des Sacramens, sans obligation aux Vicaires amovibles qu'ils établissent dans les Paroisses de leur territoire, de prendre la mission de l'Evêque, de se présenter à son examen & de s'en faire approuver.

Gregoire XV. dans sa Bulle *Inscrutabili*, donnée l'an 1622. suppose de même la validité du sacrement de Penitence, administré par les Excm's, sans la permission prise de l'Evêque, & ne leur fait absolument aucune obligation de la prendre. (a) La mission Episcopale prétendue nécessaire de droit Divin pour l'administration valide & licite des Sacramens, disparoit entièrement ici: dirons-nous que les Prestres qui se trouvent alors établis par une autorité beaucoup inférieure à celle de l'Evêque, n'operent rien? A Dieu ne plaise, nous nous eleverions en Censeurs temeraires & déclarés contre l'autorité du saint concile de Trente, nous serions heretiques; mais nous disons librement que ce qu'un petit nombre de modernes dans ces tems veulent être de droit Divin & de nécessité de Sacrement, ne l'est point selon le Concile, mais de Droit humain & ecclesiastique sujet au privilege, à la dispense & à toute l'exception qu'il plaît à celui qui a fait la loi d'y mettre.

Le droit Divin est immuable. "Dieu n'est point comme l'homme sujet au changement. Peut-il dire quelque chose & ne le pas faire, parler & ne pas executer? Num. 23. 19. ses dispositions sont notre admiration & sont invariables: il en est de même de ce qui fait, l'essence des Sacramens de la Loi nouvelle la matiere, la forme, & le Ministre, qu'il a établis ne varient point. Le Pape, selon saint Thomas, (b) suivi en cela de toutes Theologies

(a) Decernimus, statuimus & declaramus, ut *deinceps* tam regulares quam seculares quomodolibet exempti, sive animatum curam personarum secularium monasteriis, seu domibus regularibus, aut quibuscvis aliis Ecclesiis vel beneficiis sive regularibus, sive secularibus incumbentes exercent, sive alias Ecclesiastica Sacramenta, aut unum ex illis ministrent praevia Episcopi licentia & approbatione, sive quomodo in distz curz exercitio, aut in co-

rumdem Sacramentorum, vel alicujus ex illis administratione de facto absque ulla auctoritate se ingerant: in his, quae ejusmodi curam seu administrationem concernunt, omnimode jurisdictioni: visitationi & correctioni dioecesi Episcopi, tanquam Sedis apostolicae delegati plene in omnibus subijciantur. Bulla *Inscrutabili*, Gregorii X V.

(b) Ad Legem autem divinam ita se habes quilibet homo, sicut persona privata ad legem

& Canonistes, ne peut toucher à l'essence des Sacremens; ni dispenser du droit Divin, & s'il le tentoit, ce seroit nullement, temerairement, abusivement. Le Concile n'a point en cela de superiorité sur le Pape; il est dans les mêmes bornes, & s'il cherchoit à en sortir, il ne seroit plus œcumenique & infallible, mais conciliable & brigandage, & ceux qui le composeroient, feroient des Loups entrés dans la Bergerie pour tuer & perdre les Brebis.

Le concile de Trente a fait un droit nouveau pour gratifier l'Épiscopat & arrêter quelques abus, mais son autorité, quelque grande qu'on la fasse, ne porte point un Decret de reformation au delà d'une Loi ecclésiastique, & c'est uniquement parceque son Decret est une loi de cette espece, humaine & positive qu'il a pu, comme Législateur, tirer de l'obligation de l'observer, les Cluniciens & les autres qu'il a voulu privilégier. Quiconque pense & parle autrement du decret de l'Approbation §. 23. *ch. 15. de Ref.* se trompe visiblement.

Il ne sert de rien pour établir des droits que Dieu ne donne point aux Evêques de dire que ceux qui ont confessé & qui confessent sans leur approbation, l'on fait & le font en consequence d'une approbation tacite, & que le droit des Evêques d'ailleurs imprescriptible, se conserve par ce moyen illusion & chimere, que cette Approbation tacite, plus propre à aneantir des droits réels qu'à les conserver: mais quand cette approbation de silence pourroit être de quelque utilité, on ne peut l'alléguer ici; car depuis plus d'un siècle les Evêques réclament au pied du trône de nos Rois, à Rome, dans leurs assemblées, & en toutes les occasions continuent de le dire, sans qu'ils aient encore pleinement réussi à le persuader, qu'ils ont seuls comme de droit Divin attaché de Dieu à leur état, de donner la mission pour confesser les fideles & les absoudre. Le concile de Trente est trop formel à marquer qu'ils ne l'ont que des hommes, & les loix du Royaume trop précises à marquer qu'ils n'exercent ce droit privativement à Mrs. les Curés, que parcequ'ils l'ont demandé, sollicité & cru l'avoir obtenu du Roi comme privilege, pour qu'ils puissent jamais métamorphoser en droit Divin la Loi ecclésiastique ou politique de l'Approbation, ajouter à l'essence des Sacremens institués par J. C. & les invalider à volonté. Il y a de l'erreur à le croire, & de la temerité à penser que le Roi a pu donner ce privilege aux Evêques.

“ Les Rois; dit S. Jean de Damas, n'ont pas le pouvoir de faire des Loix
 “ à l'Eglise. Voyez ce que dit l'Apôtre: *Dieu a établi dans son Eglise; premierement des Apôtres; secondement des Prophetes, & troisiemement des Pasteurs*
 “ & des Docteurs pour l'union & la perfection de l'Eglise. S. Paul n'a pas ajouté:

publicam, cui subjequitur, unde sicut in lege humana publica non potest dispensare nisi ille à quo lex auctoritatem habet, vel is cui ipse commiserit, ita in præceptis Juris divini quæ sunt à Deo, nullus potest dispensare nisi Deus, vel cui ipse specialiter commiserit. S. Thom. 2. 2. q. 97. a. 4. ad 3.

Papa habet plenitudinem potestatis in Ecclesia, ita scilicet quod quæcumque sunt instituta per Ecclesiam vel Ecclesiam: Prelatos sunt dispen-

sabilia à Papa. Hæc enim sunt, quæ dicuntur esse juris humani, vel juris positivi. Circa ea vero quæ sunt Juris divini, vel juris naturalis dispensare non potest, quia ista habent efficaciam ex Institutione divina. Idem *Quæst. 4. a. 13. in Corp.*

Papa non potest dispensare quantum ad ea quæ sunt de jure naturali & quantum ad ea quæ sunt de necessitate Sacramentorum & fidei. Idem *in 4. sent. a. 27. q. 3. a. 3. ad 2.*

“ & des Rois... le gouvernement politique appartient aux Rois : le gouvernement de l'Eglise appartient *aux Pasteurs & aux Docteurs* ; & c'est un brigandage de l'attribuer aux Rois. Mais qu'arriva-t'il, mes freres, à Saül “ après avoir déchiré le manteau du Prestre Samuël, Dieu ôta à Saül le Roiaume de l'Israël & le donna au pacifique David. (a)

Les Princes déchirent le manteau de Samuël, Prestre dans le second Ordre, lorsqu'ils ôtent aux Prestres leurs legitimes droits, pour les faire passer à d'autres. Ils doivent craindre aussi qu'en déchirant ainsi le Manteau ou la puissance du second Ordre, Dieu ne donne leur puissance à des Princes plus modérés.

S. Jean de Damas, dans le texte que je viens d'en rapporter, ne met qu'en troisième lieu, les Pasteurs & les Docteurs ; cependant, c'est à eux, sans faire aucune mention des Apôtres & des Prophètes, qu'il attribue le gouvernement de l'Eglise ; c'est aux Curés qu'il le donne, ou du moins il ne les en exclut pas, parcequ'ils prêchent la parole de Dieu & qu'ils instruisent le “ peuple. Et en cela, dit-il, nous nous tenons dans les anciennes bornes & à “ la Tradition, parceque le moindre demolissement dans l'édifice de l'Eglise “ la détruit insensiblement. (b) Aussi, on met l'Eglise en danger, quand on “ ôte au second Ordre sa puissance & les fonctions de son ministère.

§. XXI. *De Drois nouveau, & par privilège accordé pour la premiere fois à un Evêque, par Innocent III. au cas que la Coutume ne fût pas contraire, les Prêtres ne peuvent confesser ni administrer de Sacramens sans le consentement de l'Evêque.*

Le même Pape a donné aux Evêques d'instituer des Confesseurs dans les monastères & les Eglises Collegiales pour confesser les Seculiers.

Les Moines sont les premiers à qui les Evêques & les Curés ont opposé d'entendre les Confessions des Seculiers, & les premiers aussi qui ont pris de l'Evêque ou du Pape, ou du Curé, la permission de confesser & d'absoudre.

Les canons arabiques du concile de Nicée, (c) données par Echellensis, & cités dès l'onzième siècle par Anselme de Lucques, & dans le suivant par

(a) Penes Imperatores potestas non est, ut Ecclesiæ leges sanciant. Attende quid dicat Apostolus : Et quædam quædam posuit Deus in Ecclesiâ, primum Apostolos, secundo Presbiteros, Pastores & Doctores ad perfectionem Ecclesiæ. Non adjecit, Imperatores, &c. Ad Imperatores spectat recta rei administratio : Ecclesiæ regimen ad Pastores & Doctores. Ejusmodi invasio latrocinium est. Fratres cum Samuelis pallium scindisset Saül, quid ei contigit ? Regnum ipsius obsecidit Deus, & hominum mansuetissimo tradidit David. *Dms c. de Imagin. Orat. 2. n. 12. Edit. 1712. to. 1. fol. 335. & 336.*

(b) Verum ad res Ecclesiæ statuendas Pastores habemus, qui nobis verbum loquuntur, ac non Ecclesiasticis instituta tradiderunt. Non transle-

rimus terminos antiquos, quos posuerunt patres nostri : quin potius uti aditices, quemadmodum eis accepimus, retinemus & tuemur. Si enim Ecclesiæ ædificium, vel parvis in rebus demoliti inceperimus, totum paulatim dissolvetur. *Ibid.*

(c) Les 20. Canons Arabiques donnés par Echellensis sous le nom de Concile de Nicée de l'an 325. sont suspects de supposition. Theodoret & Rufin ne rapportent que les 10. Canons que nous avons ; les évêques d'Afrique n'en trouverent point d'usage dans la recherche qu'ils en firent. Denys le Petit & les autres collecteurs de Canons n'en ont point recueilli d'autres.

Gratien 16. q. 1. c. 1. défendent absolument aux Moines de confesser d'autres que des Moines. *Firmiter & insolubiler omnes precipimus ut aliquis Monachus penitentiam nemini tribuat, nisi sibi invicem, ut justum est.* Conc. Nicen. Arab. can. 76.

L'on crut qu'il étoit difficile de se livrer journellement à une occupation semblable, & en même tems d'observer exactement les devoirs de la vie Ascétique 16. q. 1. c. 2. & qu'un état consacré aux larmes & à la retraite ne devoit pas avoir de Tribunal, enseigner & faire usage de tous les pouvoirs du Sacerdoce. 16. q. 1. c. 4. En un mot, l'on disoit des Moines, ce que les Theologiens disent aujourd'hui des Prestres qui ne sont pas approuvés pour confesser, qu'ils avoient veritablement le pouvoir; mais qu'ils n'en pouvoient avoir l'exercice avant que l'Evêque les eut tirés du Cloître pour les attacher à quelque Eglise, & les mettre au nombre des Clercs.

Boniface IV. au commencement du septième siecle, qui aimoit les Moines, & qui n'ignoroit pas les services que l'Eglise en general & celle de Rome en particulier en devoit attendre, prit leur defense dans un concile de Rome l'an 610. & en même tems celle du Sacrement de l'Ordre, qui ne doit pas être une puissance oisive en celui qui l'a reçu, & le talent ensoüi que le serviteur rend à son maître sans aucun profit.

"Il y a des gens, dit le concile de Rome (a) sous Boniface IV. qui, poussés par un zele amer, plutôt que par un zele de charité, soutiennent fort hardiment, & sans appuyer d'aucune decision de l'Eglise, ce qu'ils ont la temerité d'avancer, que les Moines, parcequ'ils sont morts au monde, & qu'ils s'occupent continuellement de Dieu, sont incapables d'exercer les pouvoirs du Sacerdoce, de conférer le Baptême, de donner la Penitence, & d'absoudre, quoiqu'ils en aient reçu de Dieu la puissance, lorsqu'ils ont été ordonnés Prestres. Ceux qui pensent ainsi sont dans l'erreur : *ominino labuntur*. . . . Pour nous, nous croyons que les Moines honorés du Sacerdoce, si leur Ordination est canonique, exercent licitement le ministère de lier & de delier les pecheurs, Dieu operant par eux la remission du peché. . . . C'est pourquoi Nous ordonnons d'arrêter les detestables efforts que quelques-uns font pour empêcher les Moines Prestres d'exercer les fonctions de la puissance du Sacerdoce qu'ils ont reçu, parceque plus on est élevé, plus on est puissant.

Le Decret est précis, donné & publié dans un Concile des Evêques d'Italie, assemblé à Rome l'an 610. mais il fait autant aujourd'hui pour les Prestres seculiers, à qui personne n'opposoit alors de faire usage du ministère de l'absolution, que pour les Reguliers. Boniface IV. & son Concile leur assurent également à tous, la puissance actuelle, libre, & d'exercice de remettre les pechés, qu'ils ont reçûe dans une Ordination legitime & selon les Canons.

L'on ne dit donc plus que les Moines Prestres ne pouvoient exercer le pouvoir d'absoudre, mais qu'ils ne devoient pas sortir de leur Monastere pour cette fonction, si l'Evêque du lieu ne leur permettoit pas, ni confor-

(a) Concilium Romanum anno 610. Refertur | q. 1. c. 25. ad quos recurre.
ab Ivone part. 7. c. 22, à Gratiano Causa 16. |

mement au concile de Calcedoine de l'an 450. qui leur interdit tout commerce avec les Seculiers, confesser dans le Monastere, même les Clercs ni les Laïques qui se propoisoient d'expier leurs fautes dans les differens degrés de la penitence publique. "Les Moines, dit le concile de Calcedoine *can. 4.* "doivent dans tous les Diocèses dependre de l'Evêque, aimer la retraite, & "vaquer uniquement au jeûne & à la priere sans sortir du lieu où ils ont "renoncé au siecle. Qu'ils ne sortent donc point du Monastere pour prendre "part aux affaires de l'Eglise, suivre les affaires seculieres, & faire au-dehors, "ce qui ne leur convient pas d'y faire, si l'Evêque ne leur ordonne quand "il y a necessité.

Les Moines, dit le Penitentiel de Theodore de Cantorbie *Chap. 7.* ne peuvent donner la penitence aux Seculiers; cela n'appartient proprement qu'au Clergé seculier. *Nec libertas Monasterii est penitentiam Secularibus judicare, quia proprie Clericorum est.*

Et le concile de Paris de l'an 826. *lib. 1. c. 46. (a)* Il ne nous paroît pas convenable que les Moines quittent leur Cloître & aillent aux Monasteres des Religieuses les confesser. Nous n'approuvons pas non plus que les Clercs & les Laïques, pour éviter d'être jugés de leurs fautes par l'Evêque & les Prestres, selon les Canons. se rendent dans les Monasteres afin de se confesser aux Moines; car il n'est licite aux Moines de confesser que ceux qui vivent avec eux dans le Monastere & dans l'observance de la Regle monastique; mais tous les autres doivent se confesser aux Prestres, puisque c'est d'eux qu'ils apprennent le degré où ils doivent faire penitence, & dont ils reçoivent les conseils du salut & l'absolution quand l'Evêque l'ordonne, après avoir observé, selon l'institution canonique, tous les degrés prescrits pour la Penitence.

Il est clair que le concile de Paris ne parle ici que des Pecheurs dont la penitence & la reconciliation devoient être publiques; mais il ne trouve point mauvais que les autres qui se retirent dans les Monasteres, ou que l'Eglise y faisoit enfermer pour expier leurs fautes sous la tonsure monachale dans la retraite, le silence, le jeûne & la priere, se confessent aux Moines. Le Concile desaprove seulement le partage du ministère entre plusieurs à l'égard du

(a) Nullo modo quippe nobis videtur convenire ut Monachus relicto monasterio suo idcirco sanctimonialium monasteria adeat, ut consuetibus peccata sua modum Penitentiae imponat, nec illud etiam nobis videtur congruum ut Clerici & Laici, Episcoporum & Presbyterorum Canoniceorum [*] judicia declinantes, monasteria Monachorum expetant, ut ibi Monachis Sacerdotibus confessionem peccatorum suorum faciant, praesertim cum eisdem Sacerdotibus Monachis id facere fas non sit: exceptis his duntaxat qui sub monastico Ordine secum in Monasteriis degunt. Illis namque est confessio peccatorum facienda, à quibus subinde & modus penitentiae & consilium salu-

tis capiatur, ut à quibus post tempora penitentiae peracta secundum Canonicam institutionem, à Episcopo jussit, reconciliatio mereatur. *Conc. Paris. sub Lud. v. & Loth. lib. 1. cap. 86.*

[*] Le mot *Canoniceorum*, est équivoque: il est difficile de fixer en quel sens on le doit prendre ici. Il peut s'entendre des Prestres Chanoines, des Prestres Curés, des Prestres inférieurs dans le Canon ou la Matricule de quelque Eglise; enfin, de tous les Prestres dont l'Ordination est Canonique. Je crois le texte corrompu; on le retablit en cette sorte. *Presbyterorum canonica judicia.*

même Penitent, qu'un Moine le confesse au Monastere, & qu'un Prestre le dirige, lui impose la penitence, le fasse passer par les differens degres, & enfin de l'avis de l'Eveque, le reconcilie publiquement à l'Eglise sans l'avoir confessé.

Urbain II. dans le concile de Nismes de l'an 1096. *Spicil. Acher tom. 4.* parut rendre aux Moines ce que le concile de Paris avoit tenté de leur ôter. Il statua donc que les Moines qui ont quitté le siecle sont plus en état de prendre un grand soin des pecheurs, de prier pour eux & de les delivrer, que les Prestres Seculiers, & que l'abandon qu'ils ont fait de tout, les rend plus dignes de baptiser, de donner la Communion, d'imposer la penitence & d'absoudre. Urbain II. dans un sens avoit raison; le Clergé regulier qui ne consistoit gueres que dans les seuls Benedictins, ayant eu communement alors plus de desinteressement, de regularité & de capacité que le Clergé seculier; mais les grands biens qu'on apportoit de tous côtés à leurs pieds, & la convoitise d'avoir, les firent bien-tôt degenerer de leur premiere ferveur & de leur sainte regularité.

Le même prononça encore, soit dans le même Concile, soit dans un autre, qu'un Prêtre ne devoit point recevoir à la penitence celui qui s'étoit confessé precedemment à un autre, à moins que le premier Prêtre n'en eût donné la permission au Penitent, ou que le penitent ne l'eût quitté à cause de son incapacité à le bien conduire: (b)

Par ce moyen tout dévolut en peu de tems aux Moines; car si l'on s'adressoit à eux en premier, ils ne permettoient point de s'adresser à d'autres. Que si après s'être confessé à un autre, on se confessoit à eux, le premier Prêtre étoit un ignorant, auquel ils se seroient fait conscience de renvoyer le penitent. Il n'en étoit pas de même des Prêtres, ils ne pouvoient sans se rendre suspects, accuser d'ignorance les Moines, après la décision d'Urbain II. qui déclaroit les Moines plus capables du Ministère que les Prêtres, & quelles affaires de pauvres Prêtres ne se seroient - ils pas fait auprès des Moines si puissans alors?

La discipline, dont Urbain II. paroît l'auteur, de ne point confesser celui qui s'étoit une fois adressé à un Prestre capable de le conduire, dura jusqu'à la fin du douzieme siecle, au moins dans l'Eglise Greque. On remarque

(a) Oportet eos, qui sæculum reliquerunt, majorem sollicitudinem habere pro peccatis hominum, orare, & plus valere eorum peccata solvere quam Presbyteros sæculares... Ideoque videtur nobis, ut his qui sua relinquunt pro Deo, dignius liceat baptizare, Communionem dare, Pœnitentium imponere, nec non peccata solvere, &c. *Cane. Nemanse an. 1096. can. 3.*

(b) Cas Placuit, ut deinceps. *De Pœnit. Dist. 6. cap. ult. Et Caus. 9. q. 2. c. 2.*

(c) Tempus est, ô Pare, ut spirituales mihi medicina facias, sententiamque erga me, exercens omnium humanissimam, animamque

multis molestiis discreditam & afflictam sanes, atque ad salutis viam deducas, & Pœnitentiæ veltimentis atque operibus Judicem illi placatum reddas. Ille Imperatorem resalutans, ei non licere dixit, ut vivente Pare cui se in spiritualibus volens subjecisset, alium in ejus locum deligere, eo præsertim tempore quo vitam commutare, & ad Angelicum conversationis genus transigere cogitaret, quandoquidem per omnem vitam eodem præceptore uti æquum foret, atque ut eximio cuidam morem gerere. *Haberi Pontif. Eccl. Græc. fol. 399. Ex Ms. cod. Segueriano.*

que l'Empereur Andronique I. s'étant adressé l'an 1186. à un nouveau Confesseur, il en fut refusé. Je ne puis, dit le Confesseur à l'Empereur, entendre votre Majesté, parcequ'il ne vous est pas permis de changer celui que vous avez choisi premièrement pour vous conduire spirituellement; mais vous devez pendant sa vie, vous confesser à lui, & prendre ses avis.

L'on ne remarque point dans les *Decrets* & dans la variation de Discipline, dont je viens de parler, la nécessité de prendre l'approbation, la commission, les pouvoirs & la juridiction de l'Evêque, ou de quelqu'autre, tant l'on étoit persuadé alors que le Prestre, quelque'il fût, regulier ou seculier, avoit tous les pouvoirs par son Ordination, & une due matiere dans la soumission volontaire du Penitent, qui en se presentant, comme on l'insere du chapitre, *Placuit ut deinceps.* & de l'Histoire de l'Empereur Andronic I. decernoit aussi-tôt, & par ce seul acte, une ample & valable commission sur lui pour le confesser, le lier ou le delier pendant toute sa vie.

S. Jérôme paroît l'assurer, quand écrivant à Rustic, qui étoit Moine, il lui dit: Lorsque vous serez Clerc, ou par le choix du Peuple ou par l'élection de l'Evêque du lieu, faites toutes les fonctions d'un Clerc. *Si... & te vel Populus, vel Pontifex civitatis in Clericum elegerit, agite quæ Clerici sunt.* S. Hieron. ad Rustic. epist. 4.

Le pape Gelase (a) & l'auteur de la Glose sur le chapitre *Omnis. de Penit. & Rem.* Nous assurent que le Moine ordonné Prestre, a par le choix du Peuple, ou par le choix de l'Evêque, le libre exercice de ses pouvoirs d'Ordre, (b) & Gratien conclut que les Moines élus par le Peuple & ordonnés Prestres du consentement de leur Abbé, exercent legitiment tous les pouvoirs qu'ils ont reçus, & que quand S. Gregoire dit: *Nemo potest & Ecclesiasticis obsequiis deservire & in monachica regula ordinate persistere.* Personne ne peut faire les fonctions du Sacerdoce & remplir les devoirs d'un Moine; cela doit s'entendre des Prestres Cardinaux, ou attachés au service de quelque Eglise, & des Evêques, qui étant élus du nombre des Moines, pensent à retenir le gouvernement de leur Monastere, avec celui du Peuple. (c)

Ce fut alors que l'on vit les Moines prendre le nom & le titre de Curés, en recevoir les Droits, en faire toutes les fonctions, prêcher, confesser, &c. sans avoir pris aucune institution de l'Evêque. L'usage n'eut pas de durée; Paschal II. dans les commencemens du 12. siecle, (d) sur l'autorité du concile de

(a) Si quis Monachus fuerit qui venerabilis vice merito. Sacerdotio dignus videatur... debet eligi... omnia que ad Sacerdotis officium pertinent vel populi vel Episcopi electione provide ac iuste acturus. *Caus. 16. 1. c. 28.* Ex Gelasio Papa.

(b) Alieno Sacerdoti Executionem habentii. Hoc dico propter illos Sacerdotes sive seculares, sive regulares qui non habent Ordinis executionem sacerdotalis ut sunt illi qui non sunt à populo electi, vel qui ab Episcopo, populo non præficiuntur. *XVI. q. 1. §. Ecce in hoc. & §. Ecce sufficienter.* Glossa, in Cap. *Omnis iurisque.* de Penit. & Rem.

La Glose exige aussi la permission du Curé, s'il s'agit de confesser son paroissien.

His omnibus autoritatibus monstratur, quod Monachi qui sunt à populo electi & ab Episcopo cum consensu sui Abbaris ordinari, legitime potestatem suam exequi valent. Illud vero Gregorii: (Nemo potest obsequiis Ecclesiasticis deservire, &c.) de illis intelligendum est, qui in numero Cardinalium vel Episcoporum ordinati, monasterii sui dispensationem sibi reservare contendunt. *Gratian. in Caus. 16. q. 1. tertia pars.*

(d) Cap. Pervenit ad nos. *Caus. 16. q. 1. c. 9.*

Calcedoine c. 4. & Caliste second (a) peu après, vers l'an 1120. ayant absolument défendu aux Abbés & aux Moines d'imposer les penitences publiques, de visiter les malades en qualité de Curés, de faire les fonctions du Batême, & de l'Extrême-Onction, & de chanter comme Curés des Messes publiques & de Paroisse sans la permission du propre Evêque, ou du saint Siege.

L'on voit assez que les défenses de ces deux Papes ne tombent que sur des fonctions publiques & curiales, & que le Siege Apostolique dont ils ont voulu parler n'est point celui de Rome, mais celui dont le concile de Calcedoine, dont ils employent l'autorité, a voulu parler, qui est le siege Episcopal, que dans l'antiquité on trouve souvent avoir été appelé siege Apostolique; mais jusqu'ici l'on ne remarque point que les Evêques aient nommé des Confesseurs dans les Monastères pour entendre les confessions des Seculiers, & quoiqu'on n'approuvât pas toujours que les Moines confessassent, ils continuoient cependant de confesser, & personne ne disoit encore que les confessions qu'ils entendoient comme particuliers dans les Monastères & en qualité de Curés, ou autrement dans les Paroisses, étoient nulles de Droit, & à recommencer par défaut de pouvoirs & de juridiction pris de l'Evêque: mais Pascal II. & Caliste II. preparerent à l'obligation qu'on fit bien-tôt aux Moines de prendre mission de l'Evêque, & le consentement du Curé pour entendre les confessions secretes des Seculiers.

Balsamon, patriarche d'Antioche, à la fin du douzieme siecle, dans ses Scholies sur le Canon six du grand concile de Carthage, dit seulement que les Moines Prestres qui entendent les confessions sans la permission de l'Evêque, font mal. *Quare nota quod qui sine Episcopali permissione, hominum confessiones audiunt sacras Monachi, male faciunt.* Et Nicephore Cartophilax dans sa premiere lettre au Moine Theodose en Leunclavius *Juris Græc. Rom. fol. 342.* temoigne que de son tems, les Moines Prestres confessoient sans avoir pris les pouvoirs de l'Evêque, quoique le concile de Carthage, dit-il, le défende, même aux Prestres seculiers; mais qu'il ne sçait pas pourquoi les Moines ne font aucun cas de l'Ordonnance de ce Concile. (b)

On auroit pû répondre à Nicephore, que le concile de Carthage parle seulement de la penitence publique, & qu'elle est la seule dont il interdit le ministère aux Prestres, & que quand ils confessoient & absolvoient en secret, des fautes secretes, ils n'agissoient point contre l'Ordonnance du Concile, qui dans ce cas n'exigeoit point de prendre la permission de l'Evêque. Mais il resulte, de ce que remarquent Balsamon & Nicephore, qu'on voyoit des Moines confesser sans l'approbation de l'Evêque, & que l'on ne disoit point encore que la confession entendue par un Prestre que l'Evêque n'avoit pas approuvé, étoit nulle de droit Divin; au contraire, on la tenoit pour valide, sans dire absolument qu'elle fût illicite dans le Penitent, par l'incertitude où

(a) Cap. Interdicimus. Ibid. c. 10.

(b) Monachi Sacerdotes qui aliorum rationibus, confessiones ve suscipiunt ligantes & solventes, noverint se id contra Canones facere, sancti enim Patres, nec Sacerdotes volunt sine

justi Antistitis regionis conciliare penitentibus gratiam ut Canon sextus & alii Synodi Carthaginensis declarant. Nunc vero qui factum sit ut hæc constitutio sperneretur? Nicephorus Cartophilax ad Theodosium monachum.

l'on étoit si un droit Ecclesiastique avoit pû & pouvoit le defendre.

Il étoit donc reservé au pape Innocent III. à cet hardi Canoniste qui a fait des changemens si étonnans dans la discipline, de faire de nouvelles loix pour l'administration du Sacrement de Penitence.. Ce Pape, *Lib. 2. Epist. 49.* à la priere de l'Evêque de Castellamare, (a) lui accorde, comme une chose raisonnable & honnête, dont il espere qu'il n'abusera pas, qu'aucun Prestre (il ne dit pas, si c'est Prestre originaire, ou étranger, regulier ou seculier) ne puisse contre son consentement, celebrer dans son Diocèse, y confesser & y administrer aucuns Sacremens, sans prejudice cependant des coutumes reçues, dit Innocent III. & des privileges donnés & à donner par les évêques de Rome. On voit dans cette reponse, mais que le diacre Regnier, le premier collecteur des decretales d'Innocent III. le pape Gregoire IX. & les Collecteurs, suivans des Decretales, n'ont point jugée digne de leurs recueils, & d'y faire un Chapitre, à cause de l'abus qu'on voyoit déjà des Evêques en faire. Combien le consentement de l'Evêque à un Prestre, pour l'administration des Sacremens est nouveau, qu'il n'est pas divin, puisqu'il est nouveau, & qu'Innocent III. ne l'accorde point au corps Episcopal, mais à un Evêque dans son Diocèse, *sans prejudice de la Coutume*, s'il y en a une approuvée, & parceque l'Evêque de Castellamare, à qui il accorde ce privilege extraordinaire, n'en abusera pas; mais le souverain Pontife ne prononce aucune peine contre les Prestres qui agiront autrement, & ne dit point que les absolutions sont nulles, quand le consentement de l'Evêque n'y accede pas.

Le même pape Innocent III. dans le concile de Latran de l'an 1215. *can. 10.* (b) ordonne d'établir dans toutes les églises Cathedrales, & dans toutes les autres églises Conventuelles, c'est-à-dire dans toutes les Collegiales & dans tous les Monastères des hommes capables, que les Evêques puissent avoir pour coadjuteurs & coopérateurs, non seulement pour les aider dans l'administration de la parole de Dieu, dans les visites qu'ils leur commettront de faire, mais aussi pour entendre dans les Eglises, les confessions, donner la Penitence & y faire les autres fonctions qui regardent le salut des ames. Ce Decret fait une loi aux superieurs des églises Conventuelles, d'avoir des hommes capables de prescher & de confesser; mais il laisse à l'Evêque le pouvoir de les employer; de sorte que ces gens capables d'emploi, n'en eurent plus depuis le Concile; mais attendoient à tout moment que le Pere de

(a) *Fratum & Coepiscoporum nostrorum postulationibus, quæ rationi consonant, & non deviant ab honesto, tanto gratius & libentius assensum apostolicum impertimus, quanto eos ad postulandum quod petitur, non ob proprium commodum, sed Ecclesie sibi commissæ utilitatem induci credimus & moveri. Ea propter, venerabilis in Christo frater, tuis precibus annuentes, auctoritate presentium districtius inhibemus, ne cui Presbytero, vel alii in quocunque officio constituto fas sit in tua diocesi præter tantum assensum (quem tamen no-*

latus malitiose cuiquam denegari) officia celebrare divina, ad penitentiam recipere confiteri, vel quæcunque Sacramenta Ecclesiastica exercere, nisi necessitatis articulus id exposcat, &c. Salvis in omnibus supradictis, consuetudinibus approbatis, & tam indulgentis quam privilegii Pontificii romanorum. Innocent. I I. lib. 2. Epist. 49.

(b) Conc. Lateran. an. 1215. c. 10. Refertur Cap. *Inter cetera*. De Offic. Jud. Ordinarii. lib. 1. tit. 31. c. 15.

famille vint leur dire : ne soyez plus oisifs; venez & travaillez dans ma vigne. *Ite vos in vineam meam.* Matth. 20.

Voilà la vraie origine de la commission Episcopale à quelques Prêtres pour confesser; mais le Decret ne regarde que les églises Cathedrales & les Conventuelles, qui furent les seules où les Evêques commencèrent alors à nommer des Confesseurs, pour suppléer dans le Diocèse & dans ces Eglises, à ce qu'ils ne pouvoient eux-mêmes, par défaut de bonne volonté, de loisir, de santé, pour ne pas dire d'incapacité; car il y avoit alors des Evêques, ainsi que le Concile le remarque, qu'une ignorance crasse rendoit incapables de prêcher & de confesser.

Le concile de Latran ne donne point aux Evêques le pouvoir de mettre des Confesseurs dans les Paroisses. Il parut suffire qu'il y eût là un Curé, auquel les Paroissiens pussent au moins une fois l'an se confesser ainsi que le même Concile *can. 21.* l'ordonne, ou à un autre Prestre, avec la permission du Curé, c'est-à-dire aux Prestres que le Curé établissoit lui-même dans sa Paroisse pour confesser ses Paroissiens, ou à un des Prestres que l'Evêque avoit établis dans les églises Cathedrales ou Conventuelles, pour y confesser ceux qui après avoir satisfaits au precepte de la Confession, annuelle au propre Prestre, ou avec sa permission à un autre, voudroient encore se confesser; car l'on ne peut assurer que la permission du Curé ait été également nécessaire pour les confessions de devotion & surnuméraires.

Les decrets d'Innocent III. ayant été mal entendus, ou étant mal observés, comme il arrive ordinairement dans tous les changemens de Discipline, occasionnerent de grands troubles dans l'Eglise. Les Reguliers, surtout les religieux Mandians, dont les plus nombreuses familles prirent naissance dans ces tems, las quelquefois d'attendre que l'Evêque les employât, ou chagrins de voir que les Evêques les oubloient souvent, eurent recours aux Papes qui sur le refus des Evêques, les envoioient mettre la faux dans la moisson d'autrui, & avec autorité. De-là les opiniâtres & fâcheuses contestations que l'on scit être arrivées entre le Clergé seculier & regulier, & une multitude étonnante de Bulles données pour & contre les Religieux, ou pour le Clergé. Enfin, on est revenu au droit établi par le concile de Latran, les Conventuels ont des sujets que les Evêques font leurs cooperateurs dans les Monasteres, pour la confession libre des Seculiers; mais le concile de Trente a ajouté l'examen du sujet, que le concile de Latran n'exige point à l'égard des Religieux.

Je crois donc que l'on ne se trompe point quand l'on assure que le Droit donné par Innocent III. à l'Evêque de Castellamare en particulier, d'empêcher les Prestres d'administrer les Sacremens à son insçu & contre son consentement, & à tous les Evêques dans le concile de Latran, de nommer des Confesseurs dans les Cathedrales, les Collégiales & les Monasteres pour les confessions libres des seculiers, les a conduits insensiblement à l'usage & au droit, qu'ils se sont d'en mettre aussi dans les Paroisses, & quelquefois malgré les Curés; mais les conciles de Latran par Innocent III. & par Leon X. de Constance, de Basle, de Florence, & de Trente, n'ont point donné ce pouvoir aux Evêques, si ce n'est en des cas extraordinaires & par dévolution.

Si l'on me demande quelle étoit la pratique avant le concile de Latran de l'an 1215. la reponse est facile. Les Moines dans leurs Monastères, & les Prestres dans leurs Paroisses confessoient ceux qui se presentoient à eux, par pouvoir d'Ordre, & sans avoir pris la Jurisdiction de qui que ce soit ; mais en observant depuis Urbain II. de ne point confesser celui qui librement avoit fait choix d'un autre Prestre pour le conduire à Dieu.

§. XXIII. *Les Evêques, comme delegués du S. Siege, par la concession de Grégoire XV. & de Clement X. à l'exclusion des autres Superieurs, & par derogation au Concile de Trente, approuvent les Confesseurs des Religieuses ; mais leurs Superieurs donnent la Jurisdiction aux approuvés de l'Evêque.*

L'approbation des Confesseurs par l'Evêque, étoit si peu commune dans les commencemens du dernier siecle, & jugée si peu consequente aux Decrets du concile de Trente, qu'il n'y avoit gueres que les Reguliers à la prendre pour confesser les Seculiers. Il est de fait que les Evêques, avant le concile de Trente, & depuis jusqu'à l'an 1615. ne s'étoient point attribué, par exclusion de qui que ce soit, l'approbation & l'examen des Confesseurs des Religieuses, & que dans le cours ordinaire, ils ne leurs nommoient point des Confesseurs ; mais elles se confessoient à leur Curé, à qui de droit cela appartient, ou aux Prestres qu'il leurs accorderoit pour les confesser, ou aux Reguliers de leur Ordre, ou peut-être à celui que la Communauté se chosissoit pour lui administrer les Sacremens. Mais l'an 1615. nos Evêques plus actifs, quand il s'agit d'étendre les limites de leur autorité, que quand il faut remplir leurs importants devoirs, demanderent au Roi, dans le cahier qu'ils lui presenterent à la fin des Etats Generaux, si ainsi il plaisoit au Roi, de pouvoir examiner les Confesseurs des Religieuses.

“Prendront garde aussi les Evêques, dit l'article VI. du Reglement spirituel, que les Confesseurs desdites Religieuses soient capables, & à ceste fin “les pourront examiner, Seculiers ou Reguliers de quelque Ordre qu'ils soient.

L'article ne parle precisement que d'*Examen*. Mais c'étoit ouvrir la voye pour aller plus loin : aussi Messieurs les Evêques demanderent au Roi *Article XXII.*

“Que... pour la liberté des Confessions des Religieux & des Religieuses... “les Ordinaires, leurs Vicaires & Officiaux auront Jurisdiction.” C'est à dire, auront Jurisdiction pour les confesser, Jurisdiction pour leurs donner des Confesseurs, Jurisdiction pour retirer les pouvoirs à ceux qui les confessent, &c.

Le Roi ne donna aucune reponse au Cahier ; mais il est certain que si l'Article avoit passé, le corps-Episcopal faisoit autant de mécontents dans l'interieur du Royaume, qu'il y a de Reguliers, & commettoit le Roi avec Rome, où les Reguliers sont puissans. Sa Majesté n'accorda donc point aux Evêques, ni l'Examen, ni la Jurisdiction qu'ils lui demandoient, pour la liberté

des Confesseurs des Religieux & des Religieuses; mais le pape Gregoire XV. & la congregation des Cardinaux interpretes du Concile l'an 1622. & Clement X. l'an 1670. par des interpretations & des Bulles entierement contraires au sentiment de Pie V. dans sa Bulle *Esse Mendicantium* de l'an 1567. que les Religieuses à Superieurs reguliers sont comprises dans le Decret du concile de Trente, qui n'exige point que les Confesseurs des Reguliers soient approuvés de l'Evêque, ont fait le Droit, & en derogant à un Concile general qu'on devoit respecter davantage, ont privé & les Curés & les superieurs Reguliers de l'approbation des Confesseurs des Religieuses, & les Curés de leurs administrer tous les Sacremens comme à leurs Paroissiennes.

Voilà l'époque; les Evêques en qualité de delegués du S. Siege, par derogation au concile de Trente, & contre le sentiment formel du saint pape Pie V. commencerent l'an 1622. d'approuver les Confesseurs des Religieuses, sans obligation de rendre compte de leur conduite à cet égard qu'à Dieu seul. Messieurs les Cardinaux Interpretes l'ont dit. Gregoire XV. & Urbain VIII. ont approuvé leur reponse. Il ne reste désormais qu'à se soumettre avec une obéissance entiere, si l'on ne veut pas éprouver combien il est dur de regimber contre de pareilles autorités: le corps entier des Evêques y a trouvé son compte, il a plié, & en a pris droit de soutenir qu'il n'est comptable qu'à Dieu, de l'abus qu'on le voit souvent faire, de la Jurisdiction gracieuse & volontaire. *Hoc relinqui arbitrio & prudentia Episcoporum quorum conscientiam sacra Congregatio serio oneravit, ne facultate sibi hac in parte attributa, quomodo abutantur, eius rei in districto Dei iudicio, rationem reddantur, &c. que sacra Congregationis responsa ad se relata feliciter recordation. Gregorius XV. & S. D. N. Urbani VIII. in omnibus approbaverunt.* A Card. Caëtanus.

Prosper Fagnanus, S. Congr. sec.

Que les grands d'Israël ont eu de gloire en s'humiliant ainsi devant les Serviteurs de la cour de Rome, & en paroissant presque sans pouvoirs à l'audience des souverains Pontifes, & au Tribunal de la congregation des Cardinaux Interpretes du concile de Trente, comme auroit fait le dernier des Prestres! Mrs. les Evêques, dans le tems qu'ils rampoient à Rome; car ils y ont rampé, ils y ont sollicité l'an 1626. & de nouveau l'an 1646. pour l'extention de leur Jurisdiction, & l'approbation des Reguliers, auroient autrefois répondu, à qui leur en auroit fait le reproche, & auroient mal répondu: Oûi, devant le Seigneur souverain Pontife qui m'a choisi, qui m'a commandé d'être, & par la grace duquel je suis l'un des Chefs de son peuple dans Israël, je parotrais vil encore plus que je n'ai paru; je serai meprisable à mes propres yeux & devant les serviteurs dont vous me parlez, & même j'en ferai gloire.

Leurs Grandeurs, sans que le caractère & le Sacerdoce qui les honorent, aient reçu depuis aucune extention du côté de Dieu ou de l'Eglise, sont aujourd'hui bien differentes. Voici la gradation. L'Episcopat autrefois, comme il paroît par quantité de Conciles, recevoit de l'Eglise ses pouvoirs. Les Evêques mecontents de n'être pas assez grands, ont demandé souvent au Roi de donner plus d'étendue à leur puissance. L'autorité du Pape est survenuë pour l'étendre encore, ou y affermir les Evêques; mais quand Rome a

tenté de mettre quelques bornes à leurs éminens pouvoirs, ou a fait refusé de les étendre davantage contre les Reguliers; (a) nos Evêques ont retourné au Roi, & ont obtenu de sa Majesté, comme conforme aux regles de l'Eglise, dans l'arrêt d'Agen l'an 1669. & dans l'Edit de la Jurisdiction l'an 1695. ce qu'Urbain VIII. l'an 1626. Innocent X. l'an 1646. de vive voix, & Clement X. dans sa Bulle *Superna magni*. leur refusent absolument, (b) comme contraire aux loix de l'Eglise.

Mais presentement, par un contraste étonnant, ce n'est ni du Roi, ni du Pape, ni des Conciles, mais de Dieu & de droit Divin, que l'Episcopat veut avoir seul tout le gouvernement ecclesiastique, & la plenitude de la Jurisdiction, pour en faire part à qui leur plaît, & dire aux Prestres, comme Jesus-Christ au milieu de ses Apôtres: *Sans moi vous ne pouvez rien.* (c) De là de modernes Ecrivains, trop prodigues d'encens à la Statue dont ils sont leur Dieu, pronent dans leurs Ecrits, quo les Evêques sont les Monarques spirituels de leurs Diocèses, (d) avec un droit souverain de gouverner seuls, de commander & de se faire obéir, comme s'ils étoient les Dieux de la Terre, & les Rois de l'Eglise. Et le tout, de droit Divin.

L'on sent aujourd'hui toutes les consequences de ne s'être point opposé à l'innovation, & de ce que les Curés, à qui la Bulle *Inferuabili*, de Gregoire XV. la reponse des Cardinaux l'an 1622. & la Bulle *Superna magni* de Clement X. ne defendent certainement point de confesser les Religieuses de leurs Paroisses, ont cédé si facilement, & ont livré cette portion élue de leur troupeau à une domination, qui en quelques Diocèses, rend la Confession si gênante aux Religieuses, & peut-être en damne plusieurs. Mais il n'est pas difficile au Roi, dans l'abus des Evêques, de rappeler l'ancien droit, de renvoyer les Bulles *Inferuabili*, & *Superna magni*, & toutes leurs Interpretations, comme attentatoires aux usages du Royaume, & à l'autorité du Roi, de son Conseil & des Parlemens, comme induisantes les Evêques à l'abus, lorsqu'elles leur assurent l'impunité par un simple renvoi à leur conscience, & au seul jugement de Dieu, comme contraires aux libertés de l'Eglise Gallicane, (e) & derogantes à la dignité des Evêques, qu'elles font

(a) Le Mercure de l'an 1626. to. 12. p. 269. observe que le reglement du Clergé fait depuis trois ou quatre mois ne fut point approuvé par sa Sainteté. L'on assure aussi que le Clergé tena la même chose auprès d'Innocent X. par l'Abbé de S. Nicolas Mr. Arnauld, du depuis évêque d'Angers, & que sa Sainteté lui répondit: *Gaudemus Regularis suis privilegiis.* Et qu'à une seconde tentative du même Abbé, pour l'approbation des Reglemens de 1625. 1635. & 1645. le Pape répondit, *nihil innovetur.* Il se faut rien innover.

(b) L'Edit de 1695. art. xi. donne aux Evêques beaucoup de choses que la Bulle de 1670. leur refuse, & dans ce Conseil, l'Edit a pris le dessus & a anéanti l'autorité de la Bulle, s'il est vrai

qu'elle ait eu quelque autorité: mais la question reste à résoudre, comment dans une maniere purement spirituelle, l'Edit a prevalu, & comment les Evêques ont pu recourir à la puissance temporelle contre la spirituelle. On accorde tout, si l'on dit que l'approbation n'est qu'un fait de police extérieure ecclesiastique, dont le Roi a pu connoître, sans toucher au fond du Sacrement

(c) Voyez le Manusc. de Sens du 1. Mai 1735.

(d) Voyez la morale de Perigueux tom. 1. de Legib. cap. 7. — L'ordre de l'Eglise, & le ministère de l'absolution par le Pere Bernard d'Arras, Capucin.

(e) Voyez l'article 42. des libertés de l'Eglise gallicane & son commentaire.

vicaire & delegués du S. Siege, pour, au nom du Pape, l'approuver les Confesseurs des Religieuses, & obliger leurs Supérieurs à les retirer & changer. Il conviendrait peut-être mieux de se conformer au concile de Trente, ff. 25. de Regular. c. 10. qui permet seulement aux Evêques & aux autres Supérieurs, Curés ou autres, d'offrir un Confesseur extraordinaire aux Religieuses, deux ou trois fois l'an, sans obligation à elles de s'en servir, & de quitter leur Confesseur ordinaire. Je ne dis rien de l'attentat commis contre l'autorité d'un Concile general, dont une autorité inférieure a reformé le Decret, ni de l'horrible meprise de l'auteur du Ministère de l'Absolution, qui a osé dire pag. 200. que l'exception des Religieuses est une clause mise de droit Divin, par l'Episcopat, à la Jurisdiction ordinaire ou deleguée, lorsqu'il est constant qu'elle est une derogation des Papes au S. concile de Trente, tendante à faire dominer le Pape sur les Evêques, & les Evêques sur les Prestres & les Religieuses.

Extrait de la Bulle de Pie V. *Esti Mendicantium.*
du 16 Mai 1567.

Pius Ep. serv. servor. Dei, ad perp. rei mem. *Esti Mendicantium*, &c. Quidam enim Episcopi, ut accepimus nolunt admittere quosdam regulares, &c. Nonnulli etiam audent Confessores Monialium qui pleno jure subiungunt Regularibus, examinare, cum tamen id minime per Concilium decernatur, sicut & de Fratribus, qui sunt audiri Confessiones aliorum Fratrum, &c. Confessores vero Monialium quæ degunt sub cura Regularium ab Ordinario examinari nolumus, quemadmodum neque etiam fratres si debeant audire Confessiones aliorum fratrum examinari debent, &c. Datum Romæ apud S. Petrum, an. Inc. Dom. 1567. decimo septimo Kal. Junii, Pontificatus nostri anno secundo.

Extrait de la Bulle Inscrutabili Dei providentia de Gregoire XV. du 5 Février 1622. qui delegue les Evêques pour juger de l'idoneité des Confesseurs nommés par les Supérieurs pour confesser les Religieuses.

Gregorius Ep. serv. servor. Dei, ad perp. rei mem. Inscrutabili Dei providentia universalis Ecclesie regimini & meritis licet imparibus, præfidentibus, Pastoralis nostræ sollicitudinis partes esse dignoscimus, in eam curam præcipue incumbere, ut à dignis & probatis tantum Sacerdotibus sancte administrantur ecclesiastica Sacramenta, &c. Sane Tidentinæ synodi decretis provide cautum est, nullum Presb. etiam regularem posse confessiones secularium etiam Sacerdotum audire, nec ad id idoneum reputari nisi

aut parochiale beneficium habeat, aut ab Episcopo per examen, si illis videbitur esse necessarium, aut alias idoneus judicetur, & approbationem qua gratis datur, obtineat, &c.

Verum quia experientia compertum est, ecclesiastici regiminis rationes postulare ut decretis ejusmodi aliquid adjungatur, matura deliberatione nostra & ex certa scientia ac de apostolica potestatis plenitudine hac generali ac perpetuo valitura constitutione decernimus, statuimus & declatamus ut deinceps... Confessores sive regulares sive seculares quomodocunque exempti tam ordinarii quam extraordinarii, ad confessiones Monialium, etiam Regularibus subjectarum, audiendas nullatenus deputari valeant, [*] nisi prius ab Episcopo diocesano idonei judicentur, & approbationem quæ gratis concedatur obtineant, &c. Liceatque Episcopo ex rationabili causa superiores regulares admodum ut ejusmodi Confessores... amoveant, iisq; Superioribus id facere detestantibus aut negligentibus, habeat Episcopus facultatem prædictos Confessores... amovendi quoties & quando opus esse judicaverit, &c. ita ut Episcopi in supra scriptis casibus in prænominate personas, in præmissis omnibus & singulis aut circa eas quomodocumque delinquentes quoties & quando opus fuerit, extra visitationem, per Censuras ecclesiasticas aliasque pœnas, uti ejusdem sedis delegati, procedant omnemque Jurisdictionem exerceat libere & licite valeant. Non obstantibus, &c. Datum Romæ apud S. Petrum anno Incarnationis dominicæ 1622. nonis Februarii, Pontificatus nostri anno secundo.

[*] Ici l'approbation est donnée par l'Evêque, & la Jurisdiction par un autre. Plus bas le Pape

donne

donne tout à l'Evêque, ou plutôt ne lui donne rien, parcequ'il n'a point cette autorité en France, &c. qu'il ne peut à son gré disposer des Sacramens & contraindre par censure qui que ce soit à la cession de ses droits.

Extrait des réponses de la congregation des Cardinaux interpretes du concile de Trente, à plusieurs doutes proposés au sujet de la Bulle Inscrutabili, de Gregoire XV.

Posita [*] constitutione sel. rec. Gregorii XV. de exemptionum privilegiis, &c. Dubitatur 1°. &c.

VIII°. An confessiones (Monialium) quas audiunt Superiores regulares ecclesiæ seu deputati vel confirmati, post publicationem & scientiam tenoris dictæ Bullæ, non obtenta Episcopi approbatione sint nullæ, atque irritæ nec ne.

IX°. An regulares generaliter ab Episcopo approbati ad confessiones personarum secularium audiendas, censentur etiam approbati ad audiendas confessiones Monialium sibi subjeclarum.

X. An regulares ad audiendas confessiones monialium unius Monasterii ab Episcopo approbatus, confessiones monialium alterius Monasterii audire possit.

XI. An Confessores regulares extraordinarii semel ab Episcopo deputati & approbati ad audiendas Monialium confessiones pro una vice infra annum ad præscriptum sacri Concilii Tridentini possint virtute dictæ approbationis, pluries tanquam Confessores extraordinarii earundem confessiones audire absque nova Episcopi licentia?

XII. Cum in eadem constitutione statutum sit ut liceat Episcopo ex rationabili causa Superiores regulares admonere ut amoveant Confessores, atque administratores bonorum ad eandem Monialium monasteria pertinentium, iisque Superioribus id facere detrectantibus, habeat Episcopus facultatem prædictos Confessores & administratores amovendi quoties & quando opus esse judicaverit. An ejusmodi causam Episcopus Superioribus regularibus significare teneatur? &c.

Ad I. Dubium respondit, &c.

Ad VII. Confessiones hujusmodi nullas atque irritas esse. **

Ad IX. Regulares generaliter ab Episcopo approbatus ad confessiones personarum secularium audiendas, nequaquam censeri approbatus

ad audiendas confessiones Monialium sibi subjeclarum, sed egeret quoad hoc speciali Episcopi approbatione.

[*] L'on suppose ici que le Pape a pu : Cela posé, les Cardinaux répondent en conséquence : Mais posé que le Pape n'a pu, comme en effet il ne l'a pu, leur réponse ne change rien dans l'administration du sacrement de l'Énénce & dans les confesseurs des Religieuses.

[**] Pie V. au contraire, dit que de telles confessions sont licites & valides, & le fonde sur le concile de Trente; la congregation les dit nulles & invalides, & le fonde sur la constitution *Inscrutabili* de Gregoire XV. Qui croira-t-on du Pape Pie V. ou de la congregation? Il en résulte que l'approbation des confesseurs des Religieuses par l'Evêque n'est au plus que de discipline, & que la Congregation des Cardinaux interpretes du Concile erre visiblement lorsqu'elle statue, qu'avant le decret de Gregoire XV. & la notification, les confessions des Religieuses à des Prêtres non approuvés de l'Evêque étoient valides & licites, & que depuis ce Decret, elles sont absolument nulles, parce qu'il faut obéir au Pape, dit-on; mais auquel? à Pie V. qui répond conformément au concile de Trente, ou à Gregoire XV. qui sans égard à la Bulle de Pie V. & au decret du Concile, répond autrement.

Ad X. Regularem ad audiendas confessiones monialium unius Monasterii ab Episcopo approbatum, minime posse audire confessiones monialium alterius Monasterii.

Ad XI. Confessores extraordinarios semel deputatos, atque approbatus ab Episcopo ad Monialium confessiones pro una vice audiendas, hanc posse pluries in vim approbationis ejusmodi illarum confessiones audire, sed ab Episcopo toties esse approbandos, quoties casus deputationis congerit.

Ad XII. Non teneri ejusmodi causam significare Superioribus regularibus, sed hoc relinquere arbitrio & prudentie Episcoporum, quorum conscientiam sacra congregatio serio oneravit, ne facultate sibi hac in parte attributa quoquomodo abutantur, ejus rei in districto Dei judicio rationem reddituri, &c.

Quæ sacre congregationis responsa ad se relata sel. record. Gregorius XV. & S. D. N. Urbanus VIII. in omnibus approbaverunt. A. Card. Caccianus.

Prosper Fagnanus, S. Congr. Sec.

Extrait de la Bulle Superna magni Patris familias de Clemente X. du 21. Juin 1670. où l'on voit l'autorité poussée à l'excès, & un Pape qui dispose en souverain du sacrement de Penitence contre les dispositions du concile de Trente, & ainsi nullement & abusivement.

Clementis Episc. serv. servor. Dei ad perp. tui mem. [*] Superna magni Patris familias præordinatione, &c. Sane cum sacri Concilii Tridentini decretis provide statutum fuerit, &c. Itidemque cum nullus Sacerdos regularis possit confessiones secularium etiam Sacerdotum audire, nec ad id idoneus reputari, nisi aut parochiale beneficium obtineat aut ab Episcopo per examen si illis videbitur esse necessarium, aut alias idoneus iudicetur, & approbationem qua gratis detur obtineat, privilegis & consuetudine quacunque non obstantibus.

Innotuit nobis dubitationes nonnullas circa... examen & approbationem ejusmodi, in aliquibus Diocesibus excitas fuisse ex quibus controversiæ & dissensiones permultæ in diem subsequi possent occasione privilegiorum quæ per Sedem apostolicam religiosis ordinibus concessa fuerunt. Nos attendentes, quod alias diversis temporibus prædictæ dubitationes & controversiæ nonnullis prædecessorum nostrorum summorum Pontificum constitutionibus, earumque declarationibus definitæ fuerint. Ejusmodi definitiones in nam collectas, ut magis, magisque dissensionum tollantur semina, & in posterum firmiter in agro dominico pax Christi floreat, pro summo quo fungimur Apostolatus officio novis apostolicis litteris muniendas duximus & toborandas. Itaque de consilio nonnullorum venerabilium fratrum nostrorum sanctæ romanæ Ecclesiæ Cardinalium & dilectorum filiorum romanæ Curie Prelatorum pietate, doctrina & prudentia præstantium & matura deliberatione nostra atque ex certa scientia, hac generali & perpetuo valitute constitutione decernimus & declaramus regulares... generaliter approbatos ab Episcopo ad personatum secularium confessiones audiendas nequaquam censeri approbatos ad audiendas confessiones Monialium

sibi subiectarum, sed egere quoad hoc speciali Episcopi approbatione, atque approbatos pro audiendis confessionibus monialium unius Monasterii, minime posse audire confessiones monialium alterius Monasterii. Itidemque Confessores extraordinarios semel deputatos, atque approbatos ab Episcopo ad Monialium confessiones pro nna vice audiendas haud posse expleta deputazione in vim approbationis hujusmodi illarum confessiones audire, sed toties ab Episcopo esse approbandos, quoties casus deputacionis contigerit... semel autem simpliciter approbatos posse in Diocesi Episcopi approbantis quovis anni tempore, etiam paschali & quorumcumque etiam infirmorum confessiones audire, absque ulla Parochorum vel ipsius Episcopi licentia... Et eos qui dictis religiosis simpliciter approbatis paschali tempore confessi fuerint, constitutioni quæ incipit : *Omni utriusque sexus*, quoad confessionem duntaxat satisficisse censendos : Regulares vero ad ejusmodi confessiones audiendas prævio examine simpliciter & absque ulla temporis præfixione ab ipsomet Episcopo, secus autem ab ejus vicario, aut ab antecessoribus Episcopis approbatos, non posse ab eodem, qui sic approbavit, iterum examinari aut ab eisdem confessionibus audiendis suspendi, seu licentias illi concessas revocari, nisi nova superveniente causa, quæ ipsas confessiones concernat, de qua tamen haud necessarium esse, ut in actis constet, nec eam teneti Episcopum ipsi regulariis significare, sed sedi apostolicæ duntaxat, ubi eam sibi aperiri postulaverit... Attamen confessiones audiendi facultatem omnibus simul unius Conventus regularibus confessoribus adimi ab Episcopo, inconsulta Sede apostolica, nullatenus posse, &c. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem Incarnationis dominicæ 1670. undecimo Kalendas Julii, Pontificatus nostri anno primo.

[*] Les Evêques se sont, avec la plus parfaite obéissance, soumis à la Bulle *Superna magni*, en ce qui regarde l'approbation des confesseurs des Religieuses ; mais ils l'ont rejetée totalement en ce qui touche l'approbation des Reguliers.

§. XXIII. *Les Curés ne sont point obligés d'accepter & de publier les Mandemens de leur Evêque, qui regardent la Foi, la Morale & la Discipline, lorsqu'il les donne sans prendre & suivre l'avis du Clergé, & les Evêques qui sont humbles & éclairés ne le trouvent pas mauvais.*

L'expérience que l'on fait tous les jours des talens de ceux qui tiennent les premiers rangs dans l'Eglise, nous apprend sans cesse que les Evêques qui se glorifient de la succession des Apôtres, ne sont pas toujours ce qu'ont été les Apôtres, le sel de la terre & la lumière du monde. *Matth. 5.* ni ce que le chapitre *Licet. Caus. 8. q. 1.* qui est d'Origene sur le chap. 8. du Levitique, traduit par S. Jérôme, exige qu'ils soient. Tous les Evêques ne sont pas habiles, & il est très-rare qu'un Evêque mis à la tête des peuples d'un Diocèse, y soit l'homme qui a le plus de science ecclésiastique, le Docteur le plus versé dans l'intelligence de l'Ecriture & des saints Canons, le Theologien le plus éclairé, & l'homme le plus saint; au contraire, il arrive souvent, qu'il est très-médiocre en tout. Je dis la même chose des grands Vicaires, sur lesquels un Evêque qui aime le repos, se repose très-souvent. Ils brillent souvent plus par les dignités auxquelles ils sont élevés, ou par une naissance qui les distingue des autres, que par une vraie érudition, une véritable capacité, & une éminente piété. Il n'est pas surprenant que beaucoup d'Evêques & leurs adjudans étant tels & avec aussi peu de lumières qu'on en connoit plusieurs, ils fissent quelquefois en s'abandonnant à leur propre esprit, des Ordonnances, & donnent des Mandemens qui souffrent de la contradiction.

Un Evêque s'épargneroit souvent bien des chagrins & de la confusion; il honorerait son ministère sans dominer, & agiroit toujours sûrement, s'il avoit un bon conseil qu'il voulût suivre, & s'il consultoit les anciens de Juda, avec les Princes des Tribus & tous les Chefs des familles d'Israël 3. *Reg. 8.* Je veux dire s'il consultoit les Curés de son Diocèse, ces anciens de Juda, ces Princes des Tribus & ces Chefs des différentes familles de l'Eglise, parmi lesquels il se rencontre toujours quelque Docteur de capacité & d'expérience, & des Prestres sur lesquels l'esprit de Dieu se repose, qui ont l'esprit des Dieux Saints, dans lesquels il se trouve une plus grande étendue de science, d'intelligence & de sagesse qu'en aucun autre; ils pourroient expliquer à leur Evêque, les choses les plus obscures, & lui développer les plus embarrassées, *Dan. 5.* l'arrêter dans le glissant où souvent il se trouve, & l'empêcher de tomber, s'il vouloit prendre leur avis & le suivre. Il ne vous arrivera aucun mal, dit le Prophete *Pf. 90.* & la playe n'approchera point de votre maison; car il a donné ordre à ses Anges (aux Prestres) en votre faveur, afin qu'ils vous gardent dans toutes vos voyes. Ils vous porteront sur leurs mains, de peur que vous n'heurtiez le pied contre quelque pierre. Vous marcherez sur le Lion & sur l'Aspic; vous foulerez aux pieds le Lionceau & le Dragon.

La promesse est magnifique; mais les Evêques n'en ressentiront les effets qu'autant que les Prestres, que le Prophete Malachie qualifie d'Anges, les

garderont dans leurs voyes. "Voici donc, ô Prestres, dit ce Prophete *ch. 1.* "ce que j'ai ordre de vous dire... Les levres du Prestre seront les depôtaires de la science, & c'est de sa bouche que l'on doit chercher la connoissance de la Loi, parcequ'il est l'*Angé* du Seigneur des Armées. Les Prestres, dit le Prophete Ezechiel *ch. 44. 23.* enseigneront à mon peuple à discerner ce qui est Saint d'avec ce qui est profane, & ce qui est pur, d'avec ce qui est impur. Ils decideront les differens & en jugeront., Mais les vieillards d'Israël, ce sont les Prestres & en particulier les Curés, ne sont point consultés, ou si un Evêque les consulte, il abandonne les sages conseils qu'ils lui donnent pour consulter de jeunes gens qui ont été nourris avec lui, gens sans experience, souvent sans aucune science, qui sont toujours près de sa personne, qu'il a mis en place & constitués en dignité, pour parler dans ses Ordonnances & dans ses Mandemens avec tant de hauteur & de fierté, selon que ses Neophites lui ont conseillé; qu'il a souvent, comme le fils de Salomon, le chagrin de se voir meprisé, contredit & condamné dans ses Ordonnances, par des Magistrats & un Clergé éclairés, & de voir le ministère public se faire un devoir de les supprimer comme perniciosx à l'Etat & à l'Eglise.

"Le Seigneur me parla encore, dit Ezechiel *ch. 13.* & me dit : Fils de l'homme, adressez vos propheties aux Prophetes d'Israël qui se mêlent de prophetiser, & vous direz à ces gens-là qui prophetisent de leur tête, (ce sont les Evêques qui donnent des Mandemens sans Conseil & sans Synode) "Ecoutez la parole du Seigneur. Voici ce que dit le Seigneur notre Dieu : malheur aux Prophetes insensés qui suivent leur propre esprit, & qui ne voyent rien. Vos Prophetes, ô Israel, ont été comme des Renards dans les deserts... ils n'ont que des visions vaines, & ne prophetisent que le mensonge, en disant : le Seigneur a dit ceci, quoique le Seigneur ne les ait point envoyés, & ils inspirent une fausse confiance en persistant à assurer ce qu'ils ont dit. Les visions que vous avez eues ne sont-elles pas vaines ? & les propheties que vous avez publiées, ne sont-elles pas pleines de mensonges ? Et après cela, vous dites : c'est le Seigneur qui a parlé, quoique ce ne soit point Moi qui ai parlé. C'est pourquoi voici ce que dit le Seigneur notre Dieu : parceque vous avez publié des choses vaines, & que vous avez eu des visions de mensonge, je viens à vous, dit le Seigneur notre Dieu : ma main s'apaisantira sur les Prophetes qui ont des visions vaines, & qui prophetisent le mensonge ; ils ne seront point admis dans l'assemblée de mon peuple : ils ne seront point écrits dans le livre de la maison d'Israël... parcequ'ils ont seduit mon peuple, en lui annonçant la paix lorsqu'il n'y avoit point de paix.

Voilà ce qui arrive tous les jours ; la main du Seigneur s'appesantit sur beaucoup de Mandemens, parceque les Evêques qui les publient, les donnent de leur tête. Ils y suivent leur propre esprit ; ils s'y cherchent, ce n'est point le Seigneur qui y parle ; aussi Dieu qui veille sur l'Eglise, ne permet pas qu'ils soient admis dans l'assemblée de son peuple, & qu'ils soient écrits dans le livre de la maison d'Israël, parcequ'ils sont vains, qu'ils seduisent & annoncent la paix lorsqu'il n'y a point de paix.

Il n'en est pas ainsi des Ordonnances où l'on suit l'esprit de l'Eglise, & que les Evêques donnent Synodalement avec le conseil des Curés, l'assistance divine leur est promise; "car en quelque lieu, dit le Sauveur, *Math. 18.* "20. que se trouvent deux ou trois personnes assemblées en mon nom, je "m'y trouve au milieu d'eux.

Un Evêque doit s'instruire & apprendre non seulement d'un égal, mais d'un inférieur, si cet inférieur est habile, & ne pas croire, parcequ'il est peut-être ancien dans l'Episcopat, ou distingué par quelque autre endroit, que ce seroit une honte à lui, de chercher & d'apprendre par les autres ce qui lui est utile & regarde son salut. Le Canon *Nullus Episcopus. Dist. 29. c. ult.* & S. Raimond (a) pensent qu'un Evêque dans des dispositions contraires n'appartient point à Jésus-Christ, & est un infidèle. Je suis prêt, disoit S. Augustin (b) après plusieurs années d'Episcopat, & avoir blanchi dans l'étude de l'Ecriture & des Loix de l'Eglise, d'apprendre d'un Prestre de deux jours.

Il est inouï, ou du moins les exemples en sont très-rare, que le Conseil ou les Parlemens aient supprimé des Mandemens d'Evêques concertés avec leur Clergé, *salus autem ubi multa consilia. Prov. 11. 14.* ni que les Conciles provinciaux, lorsqu'on les assembloit les aient reformés. *Consilium custodites. Prov. 2. 12.* Au contraire, l'Histoire & les Registres nous conservent une infinité d'exemples de mandemens & d'ordonnances Episcopales, que le ministère public a condamnées, a flaitries, a fait lacerer.

C'est donc avec beaucoup de raison, que le concile de Trente, parfaitement instruit de l'esprit de l'Eglise, que les Evêques ne decernent rien sans le Clergé, renvoye au synode du Diocèse les affaires les plus importantes, & qu'il veut qu'on les y decide, que les saints Conciles & les Editsroyaux n'imposent aucune obligation aux Curés de recevoir, d'exécuter & de publier indistinctement tous les Mandemens qui regardent l'extirpation des abus, la reformation des mœurs, l'établissement de la discipline, l'affermissement de la Foi, & l'état general de l'Eglise d'un Diocèse, quand ils sont du pur mouvement de l'Evêque, ou donnés sans l'avis pris & suivi du Clergé; il y auroit même de l'inconvenient pour l'Etat & l'Eglise à les y obliger. Ce seroit anéantir le ministère du second Ordre, ne faire qu'un Hierarchy dans l'Eglise contre la disposition du concile de Trente, qui met la Hierarchie dans les trois Ordres, attribuer à l'Evêque une sorte d'infailibilité, que la France ne reconnoît pas dans le Pape même, arracher aux Curés les droits de discerner la doctrine, renverser les constitutions fondamentales du gouvernement ecclesiastique, établir le despotisme épiscopal, & contre la défense

(a) In summa: Nota quod Prælati etiam Episcopus debet addiscere, & exemplum boni sumere, non solum à majori vel pari, sed etiam à parvulo & minimo erudito. Unde Clemens: "Nullus Episcopus propter opprobrium senectutis, vel nobilitatem generis à parvulis vel minimis eruditus, si quid forte est utilitatis aut salutis, requirere negligat.

"Qui enim rebelliter vivit & disere atque agere bona recusat, magis Diaboli quam Christi membrum esse ostenditur & porius infidelis quam fidelis monstratur.. Item Augustinus: Ego senex à juvene, Episcopus tot annorum à collega necdum anniculo parvus sum edoceri. S. Raymund. lib. 3. c. 9. §. 4.
(b) Augustinus ad auxilium Episc. epist. 77.

de Jesus-Christ, constituer les Evêques monarques dans leurs Diocèses, ce que l'Eglise ne peut, & ce que le Roi ne doit pas permettre. "Et Jesus appellent ses Apôtres à lui, leur dit : Vous sçavez que ceux qui sont Princes, "parmi les nations les dominent, & que les Grands les traitent avec empire ; "il n'en sera pas ainsi parmi vous. *Matth. 20. 25.*

Dans le danger où les nouvelles opinions mettoient la Foi & la croyance l'an 1542. le Roi François I. ne s'adressa point au premier Ordre du Clergé pour apprendre de lui ce que les Fideles devoient croire ; mais au second ou à la Faculté de Theologie de Paris, son Decret fut publié par ordre du Roi ; les Evêques le reçurent & l'inscrerent dans leurs Statuts : (a) Les Universités donnoient les attestations de catholicité à ceux qui les demandoient après avoir subi leur examen, (b) & elles seules, par l'édit de Châteaubriand de l'an 1551. *art. 11.* & l'édit de Paris de l'an 1573. *art. 10.* approuvoient les ouvrages de Theologie, sans distinction s'ils étoient d'un Evêque, ou de quelqu'autre ; mais ce qui paroissoit moins important & indigne de l'attention d'un grave Theologien, comme d'approuver un froid Calendrier & un fade Almanach, étoit laissé aux Evêques ou à leurs grands Vicaires. Lisez l'ordonnance d'Orléans *art. 16.* & celle de Blois *art. 36.* Certes le sçavoir Episcopal ne brilloit pas par cet endroit. Il n'est pas surprenant, après des faits si frappans, de se tenir en garde contre les Mandemens, lorsqu'il s'agit de doctrine & de discipline. L'on sçait que ceux qui n'affectoient pas autrefois, & que la Cour alors ne tenoit pas pour tels ; mais qui se piquent aujourd'hui d'être les seuls Maîtres en Israël, & l'Eglise enseignante étoient & sont deffectibles, & quelquefois comme Nathanaël & Nicodème dans l'ignorance d'un point capital. *Joan. 1. 8. 3.* agissoient & peuvent encore agir par des motifs tout humains, détruisoient & peuvent encore détruire par leurs écrits, plutôt que d'édifier l'Eglise.

Ce qui est arrivé quelquefois, peut continuer d'arriver, que les Mandemens soient nuisibles, tendent à la ruine des plus legitimes droits, & à imposer aux Curés & au reste du Clergé, un joug qu'eux & leurs Peres n'ont point porté, soient des entreprises sur le Tribunal seculier, renferment des abus crians, & contiennent des maximes étrangères & nouvelles, contraires aux libertés de l'Eglise Gallicane, aux usages du Royaume, au bien de l'Etat, & aux intérêts du Roi. L'on vit dans le seizieme siecle, de dix Evêques que nous avons en Bretagne, un seul (c) resté fidele au Roi. L'on vit, qui le pourra croire ? Nicolas Langelier, évêque de S. Brieux, devenir dans un écrit public, l'apologiste de l'horrible attentat de Jacques Clement sur Henri III. L'on vit plusieurs Mandemens, dont les uns appuyoient un schisme déclaré, & les autres fomentoient la rebellion des sujets contre le Prince legitime, & dont les auteurs, poussés par la cour de Rome & une Puissance étrangère & ennemie, se declaroient ouvertement pour une ligue imperieuse & funeste à tous les membres du Royaume.

(a) Statuts d'Angers, de Poitiers, &c.

(b) Anciens registres de l'université de

Nantes, 5. Mai 1580.

(c) Philippe du Bec évêque de Nantes.

Si le Mandement regarde la foi ou les mœurs, il n'est pas donné à l'Eglise, quoique l'assistance du S. Esprit lui soit promise, quoique J. C. doive être avec elle jusqu'à la fin des siècles, & que les puissances de l'Enfer ne puissent jamais prevaloir contr'elle, d'avoir toujours à sa tête, d'intrepides défenseurs de sa foi & de sa sainteté, des Irenées, des Cypriens, des Athanases, des Basiles, des Gregoires de Nazianze, des Cyriles, des Ambroises, des Chrysostômes, des Eusebes de Verceil & de Samosate, des Hilaires de Poitiers, des Martins de Tours, des Augustins, des Germain d'Auxerre, des Loups de Troye, &c. Elle a quelque fois des Photins, des Appollinaires, des Macedonius, des Basiles d'Ancyre, des Eustaches de Sebaste, des Nestorius, des Pauls de Samosate, des Eusebes de Nicomedie, des Theognis de Nicée, des Georges de Cappadoce, des Meleces, des Eudoxes, des Acaces, des Photius, &c. des Evêques comme on en vit malheureusement plusieurs en Allemagne & en France dans l'un des derniers siècles, qui après avoir reçu les dogmes impies de Luther & de Calvin, s'efforcèrent de les étendre & de les provigner par des Ordonnances & des Mandemens.

Lorsque je lis les anciennes Histoires, dit d'après S. Jérôme le celebre Durand évêque de Mende dans ses Memoires pour le concile de Vienne, (a) je trouve que l'Eglise de Dieu n'a été déchirée, & que le peuple fidele de la maison du Seigneur n'a été seduit que par ceux que Dieu avoit établis Evêques & Prophetes dans son Eglise; que ceux qui devoient veiller à la conservation d'Israël, ont été la cause de sa ruine, & ont porté le scandale en tous les lieux. "Ils sont devenus, comme l'écrit S. Gregoire, une occasion de chute à leurs inferniers, & comme S. Jérôme le dit, le sel dont l'Evangile parle qui a perdu sa force, qui n'est plus bon à rien qu'à être jeté dehors, & à être foulé aux pieds par les hommes; car tous les Evêques n'ont pas le mérite qui fait les Evêques. Il y en a qui marchent dans la voye de Balaam, & qui vivent si mal, que les Juifs & les Infideles mêmes en sont scandalisés & les condamnent par une vie plus réglée.

Tous les Heresiarches n'ont pas été Evêques, dira quelqu'un; l'on a vû des Prestres, l'on a vû des Moines & des Laïques, chefs de partis, & auteurs de nouveautés, tels que Valentin, Hermogene, Praxeas, Ebion, Cerinthe,

(a) Sicut Hieronymus ait. 24. q. 3. cap. Trans-
ferunt. veteres scrutans Historias invenire non
potui aliquos alios scidisse Ecclesiam Dei, &
de domo Domini populum seduxisse, præter
eos qui Sacerdotes à Deo positi fuerant, &
Prophetæ, id est speculatores veri in laqueum
tortuosum & in omnibus locis ponentes scan-
dalum. Isti namque sunt, sicut Gregorius ad
Januarium scribit, laqueus juvenum, & se-
cundum Hieronymum ad Heliodorum, illud
sal infatuatum, de quo Dominus ait Math.
5. & Marci. 9. quod ad nihil prodest, nisi ut
projiciatur foras & conculcetur ab hominibus
2. q. 7. Paulus, & cap. Non omnes Episcopi
sunt Episcopi. Nam ut eadem Caus. & Quell.

Sequitur: sequuti sunt viam Balaam ex Bozor
qui mercedem iniquitatis amavit, correctionem
vero habuit suæ vesania... quod etiam
hodie accidit cum tam stulta & dissoluta per-
perperent in Ecclesia Dei à dissitis personis
ecclesiasticis, quæ deberent esse lumen alio-
rum & lucernæ super Candelabrum positæ jux-
ta id quod Dominus ait: Sensus hebetant
Judæorum & etiam Paganorum. Et etiam illi
qui ratione divinæ agnitionis omnino carent,
istorum detestantur insaniam & eorum distorta
& Deo contraria irinera sanius sapiendo redar-
guunt Durandus. Mimatus, Trail. de reb. trac-
tandis à Conc. Vienn. part. 1. tit. 1.

Manes, Arius, Priscillien, Eutichés, Pelage, Luther, Calvin, &c. d'accord ; mais leurs erreurs auroient été sans suite , & n'auroient pas eu de durée, s'ils n'avoient pas eu des Evêques fauteurs de leurs sentimens, & qui s'efforçoient de les étendre ; mais l'on ne peut nier que les Evêques ont formé les plus grands schismes, ou y ont donné occasion.

Faudra-t'il qu'un Curé éclairé & habile qui reconnoît un esprit de vertige dans ce que son Evêque, car tous n'ont point l'esprit épiscopal, (a) lui propose à accepter & à publier l'accepte, le publie & se joigne à lui pour empoisonner & pour perdre, qu'on dise de ce Curé, qu'on dise des autres Curés qui feroient la même faute, ce que dit un Prophete : (b) "Les princes de Tanis sont devenus insensés; les princes de Memphis se sont égarés, ils ont séduit l'Egypte, eux qui étoient le soutien de ses peuples. Dieu a répandu au milieu d'elle, un esprit d'étourdissement, & ils ont fait errer l'Egypte dans toutes ses œuvres, comme un homme yvre qui ne va qu'en chancelant, & qui rejette ce qu'il a pris., Le bien de l'Eglise & de l'Etat ne le permet pas; l'Eglise & le Roi s'y opposeront toujours, lorsqu'il s'agira de la Discipline & de la Doctrine: un Evêque n'en est point le maître pour y changer, mais le depositaire pour les conserver.

S'il tente d'innover dans la Discipline, il offense son Clergé, & il y a lieu à un appel comme d'abus de toutes ses Ordonnances selon Fevret. Il pèche contre le Roi à qui la conservation en appartient, & sans l'autorité duquel on ne peut rien changer dans la police extérieure d'une Eglise. Personne ne doit accepter le changement, un Curé bien moins qu'un autre, à moins que le Clergé n'ait trouvé bon de le demander, & que le Roi protecteur des saints Canons, des Rits & de la Discipline ne l'autorise.

Le Parlement, dit Mornac sur cette Loi du Dig. liv. 1. tit. 4. l. 2. *In rebus novis constituendis evidens esse utilitas debet, ne recedatur ab eo jure, quod dum aquum visum est.* ne souffre pas que les Evêques changent rien dans les usages de leurs Eglises, sans avoir traité de ce changement avec leur Clergé.

L'autorité des Evêques dans les choses spirituelles est grande; mais quel qu'étendue qu'elle soit, elle n'est pas néanmoins absolue, (c) elle doit être restreinte suivant les *anciennes règles de l'Eglise*. Les Magistrats doivent avoir une attention singulière de faire observer par toutes sortes de personnes les ordonnances du Royaume & les *anciens Canons* dont le Roi, au nom duquel ils ont l'honneur de rendre la justice, est le conservateur & le protecteur. (d)

(a) Non omnes Episcopi sunt Episcopi. Attendis Petrum, sed & Judam considera. Stephanum suspicis, sed & Nicolaum respice. *Et infra.* Non facit ecclesiastica dignitas Christianum. Cornelius Centurio adhuc ethnicus dono Sancti-Spiritus mundatur, Presbyteros Daniel puer quidcat. *Et infra.* Non est facile stare loco Pauli, tenere gradum Petri jam cum Christo regnantium. *Et infra.* Infatuatum sal ad nihilum prodest, nisi ut projiciatur foras & à porcis concutatur. Cap. Non omnes 2. g. 7.

Et est S. Hieronymi epist. 1. ad Heliodorum. Non omnis qui dicit : Pax vobiscum, quasi Columba est audiendus. S. Aug. tract. 6. in cap. 1. Joannis.

(b) Ilayx 19.

(c) Arrêt du Parlement de Paris du 9. Août 1719. cité dans la Consultation de 14. Avocats du Parlement de Paris 1. Septembre 1739.

(d) Voyez la Consultation des 14. Avocats.

En 1603. à l'occasion du procès qui s'éleva pour le Breviaire d'Angers, auquel Charles Miron s'efforçoit de substituer le Romain, Mr. l'Avocat General Servin propoſa pour ſecond moyen d'abus, contre l'ordonnance de M. l'évêque d'Angers, qu'elle n'avoit point été faite par une *Congregation de plusieurs*, ce qui étoit néceſſaire pour la faire *vue & rectif.* Et en 1606. Me. Jacques Leſchaſtier Avocat en la Cour, ayant établi dans un Mémoire, la néceſſité du concours du ſecond Ordre avec les Evêques, pour former les loix Eccleſiaſtiques, & les Evêques aſſemblés ayant cenſuré les Propoſitions dans lesquelles la néceſſité de ce concours étoit énoncée, la cenſure fut déclarée abuſive par Arreſt du Grand Conſeil du 22. Decembre 1607. (a) Quand donc un Evêque demande que les Curés publient des Ordonnances ſemblables, c'eſt un abus qu'il demande qu'on publie, & que les Curés un peu inſtruits ne doivent pas publier.

Si c'eſt dans la foi que l'Evêque faiſe innovation, tout homme eſt ſoldat pour la deffendre, par le reſus public qu'il doit faire d'acquieſcer à l'erreur quand on la lui préſente; (b) mais un Curé eſt plus obligé de reſiſter à ceux qui attaquent la vérité qu'un ſimple ſidele. O! Timothée, c'eſt aux Evêques, aux Curés, à tous les ſideles que l'Apôtre S. Paul le dit: "gardez le dépôt qui vous a été confié fuyant les prophanes nouveautés, & tout ce qu'oppoſe une doctrine qui porte fauſſement le nom de ſcience. (c) Et ailleurs: Gardez par le S.Eſprit qui habite en nous, l'excellent dépôt qui vous a été confié. (d) Il eſt vrai que le même Apôtre nous avertit de ne reprendre point ceux que leur état met au-deſſus de nous; mais S. Gregoire Pape nous apprend que l'on ne doit garder cette regle, qu'autant que leur exemple n'entraîne point au mal; car ſ'il y conduit, qui doute qu'on y doit reſiſter, (e) & le reprendre en qui que ce ſoit qu'on le trouve?

"Quand nous vous annoncerions nous-mêmes, dit S. Paul, ou quand un Ange du Ciel vous annonceroit un Evangile différent de celui que nous vous avons annoncé, qu'il ſoit anathème. Je vous l'ai dit, & je vous le redis encore une fois: Si quelqu'un vous annonce un Evangile différent de celui que vous avez reçu, qu'il ſoit anathème. Gal. 1.

S. Baſile veut qu'on n'abandonne jamais cette regle, que l'amour de la

(a) Voyez la conſultation des 14. Avocats.

(b) Admoneri ſunt ſubditi, ne plus quam expedit, ſint ſubjecti, ne cum ſtudent, plus quam necesse eſt, hominibus ſubjecti, compellantur vicia eorum venerari. 2. q. 9. c. 57.

Sancta quoque rutilitas ſolum ſibi prodeſt, & quantum edificat ex vitæ merito Eccleſiam Chriſti, tantum nocet, ſi deſtruentibus non reſiſtat. S. Hieron. ad Paulinum.

Error cui non reſiſtitur approbatur, & veritas eum minime deſenſatur, opprimitur. Negligere eum poſſis derubare perverſos, nihil aliud eſt, quam fovere. Nec caret ſcrupulo ſocietatis occultæ, qui maniſeſto ſacinori deſinit obviare. Innocentius I. Deſi deſiſt. 2. Elenchivus.

Papa ad Gallia provincias. Orientales Episcopos ad Julium Papam. Aegypti Episcopos ad Felicem II.

(c) 1. Tim. 6. 10.

(d) 2. Tim. 1. 14. --- Hab. 13. 17.

(e) Prædicator omnipotentis Domini Paulus Apoſtolus dicit: Seniores ne increpaveris, ſed hæc ejus regula tunc in eo ſervanda eſt, cum culpa Senioris exemplo ſuo non trahit ad interitum corda juniorum. Ubi autem ſenior juvenibus exemplum ad interitum præbet, ibi diſcricta increpatione ſeſciendus eſt. Nam ſcriptum eſt: Laqueus juvenum cunctis vobis. Et rursus Propheta dicit. Et peccator centum annos malitius eſt. S. Greg. lib. 7. Iud. 2. epiſt. 1.

vie, ou la crainte de la mort ne nous en sépare point, & que si quelqu'un des Apôtres s'en écarte, on ne l'écoute pas. *Sin contra aliquid, præter mandatum est, aut aliqua ex parte, Mandato adversatur, id licet Angelus de celo, aut de Apostolis aliquis imperet, licet vitam promittat, aut mortem minetur, nullo pacto admittendum est. cum Apostolus dixerit, licet Nos ipsi, aut Angelus de Cælo evangelizet vobis præter id quod evangelizavimus vobis, Anathema sit.* S. Basil. *Reg. brev. Interp.* 303.

“On a dit qu'il falloit écouter les Docteurs (a) qui étoient assis sur la chaire de Moïse, quoiqu'il fût expressément défendu de les imiter. Comment, demande S. Chrysostôme, le pourra-t-on pardonner à ceux qui méprisent les Prelats de l'Eglise, qui, par la grace de Dieu, menent une vie fort régulière ? S'il n'est pas permis de juger personne, il l'est bien moins de juger les Evêques. S. Paul répond : Si moi, ou un Ange du Ciel vous prêchoit une Doctrine différente de celle que vous avez reçue, qu'il soit Anathème. L'Apôtre, de peur qu'on lui reprochât de s'applaudir de ses Dogmes, se soumet lui-même à la censure & à l'anathème : Il y soumet aussi les Anges, parceque l'on se vouloit appuyer de l'autorité de Jacques & de Jean. Ne me citez, dit-il, ni Jacques, ni Jean ; si un Ange descendoit du Ciel pour alterer l'Evangile, qu'il soit anathème. Ce n'est pas sans hazard ni sans raison qu'il a ajouté le mot du Ciel, parcequ'on appelloit les Prêtres des Anges... Il ne dit point s'ils vous prêchent des choses contraires, ou qu'ils renversent absolument tout l'Evangile ; mais s'ils l'alterent le moins du monde, qu'ils soient anathèmes... On ne pouvoit plus lui faire cette objection : les Apôtres qui sont vos frères & vos collègues le disent. Je ne m'épargne pas moi-même, auroit-il répondu, si je vous prêche une doctrine contraire. Ce n'est pas que S. Paul accusât les Apôtres d'être des prévaricateurs, puisqu'il disoit : soit qu'ils vous prêchent, ou que je vous prêche. Voici à quoi il s'en faut tenir ; il vouloit seulement prouver que l'autorité des personnes ne fait rien contre la vérité.”

“Mais pourquoi l'Apôtre, demande Vincent Lerins, (b) dit-il : Quand nous vous annoncerions nous-mêmes ? Et ne dit-il pas plutôt : Quand ce seroit moi qui vous annoncerois ? S. Paul a voulu dire : Quand ce seroit Pierre, quand ce seroit André, quand ce seroit Jean, quand ce seroit le College entier des Apôtres (tous les Evêques) qui annonceroit une Evangile différent de celui que nous vous avons annoncé, qu'il soit anathème. Le jugement est terrible, de ne s'être épargné, ni soi-même, ni tous les Apôtres, afin d'assurer la première annonce de la foi. C'est encore peu pour S. Paul : quand un Ange du Ciel, dit-il, vous annonceroit un Evangile différent de celui que vous avez reçu, qu'il soit anathème, &c. Il ne parloit qu'aux Galates, direz-vous... & la résistance autrefois si louable, lorsqu'il s'agissoit de conserver la pureté du Dogme & d'une saine Discipline, n'est plus de saison ; il faut présentement recevoir tout, dès qu'un Evêque parle.

(a) S. Chrysost. sur l'épître de S. Paul aux Galates, serm. 1. de l'Edit. franc. chez Pralard | 1690.
(b) Commonitor. n. 8. & seqq.

“ Vous raisonnez mal, répond Vincent de Lerins, puisque le commandement d'être ferme dans la foi & dans la Tradition est pour tous les siècles. “ Il n'a jamais été permis d'annoncer aux Catholiques des Dogmes differens de ceux qu'ils ont reçus ; cela n'est point encore permis & ne le sera jamais. “ Il a toujours fallu , il le faut encore, & il faudra toujours anathématiser ceux qui annoncent differemment de ce que l'on a reçu une fois dans l'Eglise. “ cela étant, qui sera temeraire jusqu'au point d'annoncer autrement que ce que l'Eglise a accepté autrefois, & assez léger pour recevoir une autre doctrine que celle qu'il a reçue de l'Eglise ? Paul, ce vase d'élection, ce Docteur des nations, cet homme élevé jusqu'au troisième Ciel, la Trompette des Apôtres & le Héraut céleste dont la voix a retenti par toute la terre, crie, il le repete & il le dit sans cesse à tous, en tous les lieux, par ses lettres, d'anathématiser celui qui annonce de nouveaux Dogmes. “ Des Grenouilles & des Moucheron qui disparoissent presqu'au moment qu'ils naissent, croissent & bourdonnent ; ce sont des Pelagiens à des Catholiques : Croyez-nous, nous sommes vos Docteurs, & l'Eglise qui vous enseigne : Condamnez ce que vous receviez, & recevez ce que vous condamniez. Rejetez l'ancienne croyance, les institutions de vos Peres, le dépôt des anciens, & recevez. Quoi ! j'ai horreur de le dire ; car il y a tant d'orgueil dans ce qu'ils proposent, qu'il vaut mieux se taire que de le rapporter & de s'arrêter à le refuter.

“ Quelqu'un dira peut-être : mais pourquoi Dieu permet-il que des personnes d'un mérite distingué & puissantes dans l'Eglise, annoncent souvent aux Catholiques de nouvelles doctrines ? La demande est à propos & mérite qu'on y reponde ; ce ne sera point nous qui répondrons, mais l'autorité sacrée. Ecoutez le Prophete Moïse ; c'est lui qui nous rend raison, pour quoi d'habiles gens, que l'Apôtre, à cause de leur sçavoir éminent, appelle Prophetes, enseignent quelquefois de ces Dogmes nouveaux, que l'Ecriture appelle des Dieux étrangers, parceque ceux qui les reçoivent les respectent autant que les Nations leurs Dieux profanes.

“ Moïse nous dit dans le Deuteronome : (ch. 13.) s'il s'élève au milieu de vous un Prophete, ou quelqu'un qui dise qu'il a eu une vision. C'est-à-dire, s'il paroît dans l'Eglise un Docteur que ses Auditeurs & ses Disciples croient donné & inspiré de Dieu pour instruire, & qu'il predise quelque chose d'extraordinaire & de prodigieux, & que ce qu'il avoit prédit soit arrivé. Voilà sans doute un grand maître, & d'une science à persuader qu'il a dans lui-même l'esprit des Dieux Saints. Continuons : & qu'il vous dise en même-tems, allons, suivons des Dieux étrangers qui vous sont inconnus & servons les. Quels sont ces Dieux inconnus ? ce sont les erreurs étrangères que vous ne connoissiez pas, c'est-à-dire des nouveautés jusqu'alors inconnues, & les servons. C'est-à-dire, croyons-les & nous y attachons. Mais voici ce que dit le Prophete Moïse : Vous n'écouteriez point les paroles de ce Prophete ou de cet homme qui a des songes. Mais pourquoi Dieu n'empêche-t'il point d'enseigner, ce qu'il nous descend d'écouter ? C'est parceque le Seigneur votre Dieu vous éprouve,

“ afin qu’il paroisse clairement si vous l’aimez de tout votre cœur & de toute
 “ votre ame. La Divine providence permet donc quelquefois que ceux qui
 “ sont assis dans la chaire de l’Eglise, enseignent des erreurs, & la raison de
 “ cette conduite, c’est que le Seigneur votre Dieu vous éprouve. En effet,
 “ c’est une grande tentation, lorsque celui que vous croyez Prophete, le
 “ Disciple des Prophetes, le Docteur & le Predicateur de la verité, que vous
 “ respectez, que vous aimez, & qui est assis, non dans la chaire de Moïse,
 “ mais dans la chaire des Apostres, ou plutôt dans celle de Jesus-Christ,
 “ vient tout à coup & furtivement vous debiter des erreurs pernicieuses.
 “ L’ancien prejugué que vous conservez de sa catholicité & de son autorité
 “ empêche quelquefois de les appercevoir aussi-tôt, ou l’affection que vous
 “ avez pour votre ancien maître vous les fait excuser... Mais les veritables brebis
 “ de Jesus-Christ, qui sont commises à ce Novateur, & des pasteurs subal-
 “ ternes attentifs à la conservation de la foi & prudens, se souviennent bien-
 “ tôt des avis de Moïse, & quelque admiration qu’ils aient eu auparavant
 “ des talens de leur Prophete & de leur Pasteur, regardent ce qu’il leur
 “ propose (dans un Mandement, des Ordonnances, des Statuts, des Cate-
 “ chismes ou des Rituels) comme une tentation, & ils fuient comme un
 “ loup, celui qu’ils suivoient avant, comme le chef du troupeau.

Voilà ce que Vincent de Lerins propose à tous les fideles, & leur fait une obligation de suivre dans tous les tems & dans tous les lieux. Voilà ce qui porta le Clergé de Constantinople, dont le zele & la fermeté ont eu l’approbation du Pape S. Celestin (a) & du concile general d’Ephese, (a) à rejeter les nouveautés de leur Evêque Nestorius. Voilà ce qui porte quelquefois des Curés, & ce qui doit toujours les porter à ne pas recevoir les Mandemens de leur Evêque, les nouveaux Catechismes, nouveaux Rituels, &c. lorsqu’ils y remarquent un renversement de l’ancienne Discipline, un mepris de la Tradition, & le Dogme cru jusqu’alors par leur Eglise affoibli ou attaqué directement. C’est une épreuve où le precepte divin oblige de faire paroître qu’on aime la verité.

Un Evêque en doit être allarmé; mais s’il est veritablement tel que Jesus-Christ lui ordonne d’être, attaché à Jesus-Christ & à l’Eglise, il cede avec humilité s’il a tort, & se laisse instruire; (b) ou il rend, sans s’émouvoir, raison de sa conduite & de sa doctrine quand on le croit reprehensible, & tous après l’avoir entendu, s’apaisent & glorifient Dieu. *Aff. 11. 18.*

“ Saint Pierre, que Notre-Seigneur choisit pour être le premier du college
 “ des Apôtres, & sur qui il a fondé son Eglise, quand S. Paul fut en diffé-
 “ rent avec lui touchant la Circoncision, lui résista en face, parcequ’il étoit
 “ reprehensible, & il lui dit devant tout le monde, qu’il ne marchoit

(a) Videſis Epistoſas S. Celeſtini Papæ, & Concilii Ephēſini ad Clerum Conſtanti-
 nopolitanum, eos impenſe laudantium quod gnave
 reſiſterint ſuo Epiſcopo male ſentienti.

(b) Oportet enim Epiſcopum non tantum
 docere, ſed & diſcere, quia & ille melius docet,

qui quotidie creſcit & proſicit, diſcendo meliora.
 Quod ipſum quoque idem Apoſtolus Paulus
 docet, præmonens, ut ſi alii ſedenti melius re-
 velatum fuerit, prior taceat. S. Cyprian. *epiſt.*

"pas droit selon la vérité de l'Evangile, S. Pierre ne s'attribua rien important & arrogant, n'alléqua point sa primauté, ni que les nouveaux venus (& les inférieurs en dignité, & dans les pouvoirs) lui fussent obéissans. Il ne méprisa point S. Paul, parcequ'il avoit persécuté l'Eglise; mais il se rendit à la vérité & aux raisons de cet Apôtre, nous enseignant par là, dit S. Cyprien, la concorde & la patience, & à ne nous pas attacher opiniâtement à nos sentimens; mais à embrasser comme nôtres, ceux que nos frères nous inspirent, lorsqu'ils sont utiles & véritables. A quoi S. Paul ayant aussi égard & songeant à entretenir l'union & la paix, dit dans une de ses Epîtres (1. Cor. 14. 29.) qu'il n'y ait que deux ou trois Prophetes qui parlent, & que les autres jugent de ce qu'ils diront, & si Dieu revele quelque chose à un autre qui soit dans l'assemblée que le premier se taise. Par où il fait voir qu'il y a beaucoup de choses, sur quoi d'autres peuvent avoir plus de lumières (qu'un Evêque) & quel'on ne doit point s'arrêter opiniâtement aux premiers préjugés; mais embrasser volontiers ce qui se trouve de meilleur & de plus utile. Car alors ce n'est pas être vaincu, mais instruit, sur-tout quand il s'agit de choses qui concernent l'unité de l'Eglise & la vérité de notre espérance & de notre foi... (a)

S. Augustin (b) qui l'a copié de S. Cyprien dit les mêmes choses. Facundus Evêque d'Hermiane au milieu du sixième siècle, loué également la moderation de S. Pierre repris de simulation par S. Paul, & la vigoureuse fermeté de celui-ci à reprendre le premier & le chef des Apôtres. (c)

Ce n'est pas la seule occasion où S. Pierre nous a marqué qu'un Evêque n'intéresse point sa dignité, lorsqu'il depend un peu de ses frères. "Nous voyons cet Apôtre, lorsque les Juifs fideles se plaignent Act. 11. 28. & lui disent: *Comment êtes-vous allé chez des hommes incircuncis & avec vous mangé avec eux?* qui se contente de leur dire (d) d'une manière humble & modeste, comme S. Chrysostome le remarque: Pouvoit-on refuser le Baptême à ceux qui avoient déjà reçu le S. Esprit comme nous? qui étois-je moi, pour empêcher le dessein de Dieu? Quelle apologie! Il n'insulta point aux Juifs convertis en leur disant: Taisez-vous, gardez le silence, & tenez vous en repos; il supporta patiemment leurs reproches & leurs brusqueries, & il consentit à leur rendre raison de sa conduite, pour apaiser leurs murmures.... Ils rentrèrent en eux-mêmes, ils se turent & glorifierent Dieu..

Voilà ce qu'opere la moderation d'un Evêque lorsqu'on se plaint: il rend

(a) S. Cyprien. *Epist.* 71. ad Quintum, de Fédit. franc. de Lombert lett. 70.

(b) Augustin. *iislem verbis.*

(c) Laudatur etiam Pauli minimi Apostolorum sana ratio atque libertas quod Petrum Apostolorum primum adductum in hypocrisim & non recta via incedentem ad veritatem Evangelii fidenter improbandi in faciem illi restitit. *Facundus Herman, pro defensorium Capitulum lib. 9.*

Nam sic aliquando Petrus Apostolorum primus, sicut jam diximus, cum non recte ambularet ad veritatem Evangelii, reprehensus à Paulo minimo Apostolorum non indigne tulit, nec pro primatus gloria, resistentem sibi despectit. *Idem. ibid. lib. 10.*

(d) Chrysostomus *Homil. 14. in Act. Apost. vers. franc. edit. 1704. p. 423.*

raison de sa conduite; il calme ses inférieurs, & les porte à glorifier Dieu.

“ Nous ne devons donc en aucune chose, S. Gregoire Pape le dit & l’ob-
 “ servoit, (a) mépriser nos frères, quelque petits & quelques simples qu’ils
 “ soient par leur esprit & leur rang. S. Pierre avoit reçu la puissance du
 “ Royaume des Cieux, de sorte que ce qu’il lioit ou délioit sur la terre
 “ étoit dans le ciel; il avoit marché sur les eaux; l’ombre de son corps gué-
 “ rissoit les malades; il tuoit les pêcheurs par une seule parole; les morts
 “ ressuscitoient à sa prière; cependant, quoi qu’il fût tel, & qu’il ne se fût
 “ rendu que par le commandement du S. Esprit chez Corneille encore
 “ Gentil, les fideles l’en reprirent, & lui firent un crime de ce qu’il étoit
 “ entré chez des Gentils, avoit mangé avec eux & les avoit baptisés; mais
 “ cet Apôtre, que la primauté de l’Apostolat, que la grace dont il étoit rem-
 “ pli & que le don des miracles rendoient si considérable, ne répond point
 “ avec autorité, mais avec modération aux plaintes des fideles, & il leur
 “ raconte simplement comment les choses se sont passées... Si Saint Pierre
 “ lorsque les fideles le blâmoient, n’avoit consulté que son autorité, n’au-
 “ roit-il pas répondu que les brebis qui me sont confiées, ne soient pas si
 “ offées que de me reprendre; mais parlant avec cette hauteur, il n’auroit
 “ pas été le Docteur de l’humilité. Il les calma par sa modestie & en leur
 “ produisant six témoins de la régularité de ses actions. Si donc le Pasteur
 “ de l’Eglise, le premier des Apôtres, qui seul faisoit tant de miracles, ne
 “ dédaigna pas étant repris de rendre avec humilité raison de ce qu’il avoit
 “ fait, combien plus les Evêques, conclut S. Gregoire, qui n’ont pas le
 “ mérite de ce grand Apôtre, doivent-ils apporter de modération à satis-
 “ faire leurs inférieurs qui les reprennent de manquement. (a)

Si telle doit être la conduite d’un Evêque, quand ses inférieurs s’élèvent à tort contre lui & blâment ses Ordonnances les plus exactes, que doit-il penser? que doit-il dire & faire, quand elles sont défectueuses ou suspectes de l’être? employer les censures pour se faire obéir; recourir à l’autorité du Prince, & en obtenir des rescrits. Ces moyens sont odieux, crians, injustes, & amassent des charbons de feu sur la tête de ceux qui les emploient, & aucun Saint Evêque en pareille rencontre, ne les a pratiqués. Mais j’aurois grand tort de dire que tous les Mandemens sont remplis ou susceptibles d’erreur, & par-là rejetales. L’on doit assurer au contraire, qu’il y en a peu qui la renferment, & même que cela arrive rarement; mais il n’y en a aucun en fait de morale, de discipline, ou de doctrine, quand les Evêques les donnent de leur propre mouvement, & sans avoir pris l’avis & le consentement de leur Clergé, qui ne soient irréguliers dans leur forme, dont le Clergé n’ait raison de se plaindre, & auxquels les Curés ne soient en droit de s’opposer, ce qui intéresse une Communauté entière, ou l’état du Clergé d’un Diocèse, devant en être approuvé selon cette règle de Droit. (b) *Quod omnes tangit, debet ab omnibus approbari. Quoniam nec firmum decretum potest esse,*

(a) S. Gregor. Papa Regist. lib. 9. epist. 39. ad Theodosiam Patrician.

(b) De regulis Juris. in Sexto. num. 29.

quod non plurimorum videbitur habuisse consensum. Clerus Rom. inter Cyprian. ep. 31.

Durand, évêque de Mende, dans ses Conseils à Clement V. pour le concile de Vienne, trouve qu'il est avantageux d'observer cette règle dans les Diocèses & à Rome, quand il s'agit de faire quelque statut, de l'arrêter d'un avis commun, (a) parcequ'il est certain qu'un esprit occupé de différentes choses, ne peut donner à chacune toute l'attention qu'elle demande, d'où il arrive quelquefois, comme le même Canoniste le remarque fort judicieusement, (b) que les Evêques, quelque élevés qu'ils soient par leur dignité au-dessus du reste du Clergé, ne sont pas plus assurés que les autres de bien agir & de bien penser, qu'il importe à la République & aux Evêques même de ne rien faire sans conseil; que par ce moyen, ils ne s'écarteroient point des véritables règles, & ne feroient aucune chose dans le gouvernement ecclésiastique, de laquelle ils pussent se repentir dans la suite; car il est très-possible que l'Evêque s'écarte de la doctrine de son siège, lorsqu'il néglige de consulter les Curés assesseurs de son Trône, qui la peuvent sûrement attester, & de s'aider des lumières de son Clergé.

Dieu a promis l'assistance de son esprit à l'Eglise; mais il n'a pas dispensé les Evêques, par cette promesse, de prendre les voyes naturelles de s'instruire de la vérité, & de chercher les moyens les plus propres pour réussir dans une recherche si importante. "Or, il est certain par l'expérience de tous les siècles (c'est le raisonnement du celebre Pavillon évêque d'Alet) (c) que la meilleure voye pour cela est de prendre conseil & de ne rien faire par soi-même dans les choses importantes, selon cet oracle du sage: Où il y a beaucoup de Conseils, là est le salut. L'esprit d'un seul homme, quelque grand qu'il soit, est toujours borné: (e) il ne penetre pas tout; il peut être prevenu & souffrir des obscurcissements qui lui cachent

(a) Equidem in octavo can. Concilii Milevitani sub Imperatoribus Arcadio & Honorio celebrati, fuit constitutum quod causæ Ecclesiasticæ quæ communes non sunt toti Ecclesiæ Africanæ in suis provinciis judicentur, & quod in illis quæ communes, generalis Synodus convocetur. Videatur utile quod prædictum Concilium per Romanam Ecclesiam servaretur quandocunque jura condenda sunt, cum dicta jura pro tangentibus communem utilitatem sint edenda. 4. distind. 9. 1. & c. *Falsæ*. & c. *Evis*. Et quod idem servaretur quandocunque aliquid esset ordinandum de tangentibus communem statum Ecclesiæ vel jus novum condendum. Cum illud quod omnes tangit, ab omnibus approbari debeat. *Durandus* *Mimonten*. *Tract. de tractand. in Conc. Vienn. part. 2. tit. 41.*

(b) Quanto familiarior (Episcopi) esse debent salvatori, tanto magis impugnantur ab inimico generis humani qui mille habet fallendi

modos, & qui conatur à principio ruinæ suæ unitatem Ecclesiæ rescindere, eamque vulnerare, sanctorum operum dulcedinem invidiæ felle inficere, & omnibus modis humanum genus evertere & perturbare. . . Nulli etiam dubium est, quin pluribus intentus, minor sit ad singula scilicet. Unde quanquam sint dignitate ceteris altiores, interdum evenit præter nimiam præoccupationem negotiorum, sicut Gregorius in Pastoralis ait, quod non sunt in agendis & in judiciis ceteris certiores: Propter quod prospiceretur non solum rei publicæ, sed eisdem quod omnia cum consilio agerentur, juxta dictum sapientis & à juris tramite nequaquam discederent, ne postmodum perirent. *Ibid. part. 1. tit. 4.*

(c) Et ideo plerumque doctoribus minus aliquid revelatur, ut eorum patiens & humilis, in qua fructus major est, comprobetur. *S. Aug. de Bapt. lib. 2. c. 5.*

quelquefois ce qu'il y a de plus considerable dans une affaire, ou l'empêchent d'y faire attention; mais quand on est plusieurs, ce que les uns ne voyent pas, est vû par les autres, chacun même s'applique d'avantage, & fait plus d'effort pour decouvrir la verité, & les mauvais avis étant combattus par les personnes plus éclairées, servent à fortifier les bons. Ce seroit donc en quelque sorte tenter Dieu, que de negliger ces moyens si raisonnables, pour s'attendre aux revelations immediates du S. Esprit.

"Mais nous avons un exemple dans l'Ecriture même, qui ne permet pas de douter que ce ne soit par le conseil de plusieurs que Jesus-Christ a voulu que les affaires de son Eglise fussent déterminées. Car quoique S. Pierre & chacun des Apôtres fussent remplis du S. Esprit, ils ne crurent pas néanmoins devoir définir qu'en commun & dans l'assemblée de l'Eglise, la contestation qui arriva touchant les ceremonies legales, ce ne fut qu'après une longue discussion qu'ils [* les Apôtres & les Presbres.] en firent ensemble, selon les propres termes de l'Ecriture [* *Convenerunt Apostoli & seniores videre de verbo hoc.*] Cum [* *autem*] magna *conquisitio fieret* qu'ils crurent pouvoir écrire avec une confiance toute divine [* *Apostoli & seniores fratres his qui sunt Antiochia, &c.*] *visum est nobis & Spiritui Sancto.* [* *Les Apôtres & les Presbres qui sont nos freres à ceux qui sont à Antioche, &c.*] il a semblé bon au S. Esprit & a Nous. Et c'est aussi ce que le cinquième Concile general nous a appris en ces termes dans la huitième séance: Quoique la grace du S. Esprit fût très-abondante en chacun des Apôtres, & qu'ils n'eussent pas besoin du conseil d'autrui pour juger ce qu'ils avoient à faire, ils ne voulurent pas néanmoins définir, s'il falloit circoncire les Gentils qu'après s'être assemblés, afin que chacun pût appuyer son avis par le temoignage des Ecritures divines. C'est pourquoi ils en prononcèrent la Sentence en commun, en écrivant aux Gentils. Il a semblé bon au S. Esprit & a Nous. Les SS. Peres en ont usé de même dans les quatre premiers Conciles, n'ayant décidé qu'en commun ce qui regarde les nouvelles heresies & les questions nouvellement muës. Et ils nous ont appris comme une chose certaine, que dans les disputes communes, lorsqu'on propose ce qui se peut dire de part & d'autre, la lumiere de la verité, chasse les tenebres du mensonge; car la verité ne peut être decouverte d'une autre maniere dans les differens touchant la loi, parceque chacun a besoin d'être aidé par son prochain, selon ce qui est dit dans les Proverbes de Salomon. Quand un frere aide son frere, c'est comme une Ville bien fortifiée. Voilà comme parle le Concile. „ Et comme parloit M. Pavillon évêque d'Alet l'an 1668. en preuve que le Bref du Pape Clement IX. contre le Rituel, ne devoit être admis d'aucun fidele, le Pape l'ayant donné seul & sans l'avis de ses freres. Les

(*) Ce qui est marqué d'un [*] & en parenthesés, est ajouté au texte pour l'éclaircir, & ne devoit pas s'obscure; mais il est ordinaire aux Evêques, comme on vient de le voir dans la Lettre de M. d'Auxerre à M. de Montpellier, Decembre 1742. quand ils citent cet endroit

de ne le pas rapporter à l'entier, parcequ'il établit trop formellement la part que le second Ordre doit avoir dans les decisions, & que les Apôtres qui avoient reçu le S. Esprit, & dont ils avoient appris toute verité, y ont donné aux Prêtres.

Principes de M. Pavillon concluent à la même chose contre les Mandemens que l'Evêque ne concerta point avec son Clergé, qu'ils ne sont pas recevables s'il s'agit de discipline, des mœurs ou de la foi.

Les premières Ordonnances qui ont été faites dans l'Eglise, & qui ont été proposées aux fideles, sont appellées par S. Luc, Mandemens des Apôtres & des Prestres, *Præcepta Apostolorum & Seniorum* Act. 15. 42. *Decreta ab Apostolis & Senioribus qui erant Jerusolymis*. Act. 16. 4. Parcequ'en effet, comme S. Luc nous l'apprend Act. 15. Ils furent l'ouvrage des Apôtres & des Prestres. *Convenimusque Apostoli & Seniores videre de verbo hoc... Tunc placuit Apostolis & Senioribus*.

Les Constitutions apostoliques qui sont un très-ancien ouvrage redigé en forme d'Ordonnances, & le monument le plus ancien des anciens rits & usages de l'Eglise, nous apprennent dès les premiers mots qu'elles sont l'ouvrage & l'arrêté des Evêques & des Prestres, *Apostoli & Presbyteri omnibus*, &c. & liv. 1. ch. 28. que les Prestres appliqués à l'instruction des peuples (tels sont les Curés) doivent être doublement honorés, qu'ils tiennent le lieu des Apôtres, qu'ils sont les conseillers de l'Evêque, la couronne, le conseil & le senat de l'Eglise. *Presbyteris autem si assidue in studio docendi verbum Dei, laboraverint seponatur dupla etiam portio, in gratiam Apostolorum Christi quorum locum tenent, tanquam consilarii Episcopi & Ecclesie corona, sunt enim consilium & Senatus Ecclesie*. Et liv. 8. cap. 1. que l'Evêque ne doit point dominer sur les Diacres & les Prestres, ni pareillement les Prestres sur le peuple, parceque tous ensemble font l'Eglise. Ce qui nous apprend en passant que dès-lors, comme il l'est encore aujourd'hui, le soin du peuple étoit plus commis aux Prestres qu'à l'Evêque, & qu'il y avoit déjà des Evêques qui affectoient de dominer sur les Prestres, & des Prestres qui vouloient dominer sur le peuple, ce que les Constitutions apostoliques leur défendent absolument. *Neque Episcopus se in Diaconos offerat aut Presbyteros, neque Presbyteri in populum, ex utrisque constat cætus*.

Quantité de monumens certains & anciens que le Decret de Gratien & les grandes collections des Conciles nous conservent, sont également foi, qu'à Rome, à Alexandrie, à Carthage, dans les Gaules, en Espagne, en Alie, &c. Les Prestres entroient dans le gouvernement & avoient part aux Decrets. Tous les ans, dit S. Firmilien, nous nous assemblons Evêques & Prestres pour disposer de ce qui est commis à nos soins, & regler d'un commun avis ce qui nous paroît important. *Qua ex causa necessario apud nos fit ut per singulos annos Seniores & Presbyteri in unum conveniamus, ad disponenda ea que Cura nostra commissa sunt, ut si qua graviora sunt, communi consilio dirigantur*. Firmilianus epist. 75. inter Cyprianicas.

Saint Cyprien est en cela un grand exemple. Il avoit une sagesse & une lumiere fort supérieure à celle de tout son Clergé & du reste de ses Diocésains; néanmoins dès qu'il fut élu Evêque, il prit la résolution de ne rien faire par son esprit, & de prendre toujours les avis des Prestres, & le contentement du peuple de son Eglise. *Solus rescribere nihil potui, quando à primordio Episcopatus mei statuerim nihil sine consilio vestro, & sine consensu plebis mea privatum sententia gerere*. Cyp. ep. 5. Voyez les Lettres 11. 26. 31. &c.

En vain l'on cherche dans les ouvrages de S. Irenée, S. Gregoire de Neocésariée, S. Cyprien, S. Hilaire, S. Ambroise, S. Gregoire de Nazianze, S. Gregoire de Nyssé, S. Paulin de Nole, S. Augustin, S. Cyrille de Jérusalem, S. Athanase, S. Cyrille d'Alexandrie, S. Epiphane, S. Chrysostome, &c. des Mandemens, Ordonnances & Statuts tels que quelques Evêques les font aujourd'hui entièrement despotiques, d'autorité suprême & sans concert avec les Curés. Ces saints Evêques, qui après les Apôtres, sont ce que nous avons de plus grand dans l'Eglise, ignoroient-ils leurs droits & les bonnes règles du gouvernement ? certainement ils les sçavoient mieux que les Evêques de nos jours ; mais ils écoutoient l'enseignement de l'Auteur de l'Ecclesiastique *ch. 6. v. 35.* "Trouvez-vous avec la multitude des Prestres qui ont de la prudence, & vous unissez de cœur à leur sagesse, afin que vous puissiez entendre les merveilles qu'ils annoncent de Dieu, & que vous appreniez à le louer." Et *ch. 8. v. 9. &c.* "Ne méprisez point les discours des sages Prestres, & vous attachés à leurs instructions, vous apprendrez d'eux la sagesse qui donne l'intelligence, & à servir fidelement les Princes. Ne méprisez point les instructions des Prestres, parcequ'ils disent ce qu'ils ont appris de leurs predecesseurs ; car vous apprendrez d'eux l'intelligence, & à répondre juste dans le tems de la nécessité.

Ces saints Evêques sçavoient aussi que les Prestres prefidoient avec le premier Ordre aux Assemblées, prenoient place dans le même Tribunal, seioient dans la même chaire, & qu'il étoit donné aux Prestres du second Ordre dès la naissance de l'Eglise de juger des affaires, & d'assister avec qualité de Juge aux Conciles des Evêques. *Sextus seniorum Ordo, Sacerdotibus datur qui Presbyteri dicuntur qui præsunt Ecclesia Dei... ab initio ut legimus, negotiorum iudices esse mandati sunt Presbyteri, interesse Sacerdotum Concilio, quoniam & ipsi Presbyteri, Episcopi nuncupantur. (a)*

L'on vit malheureusement dans des tems nubileux & de trouble, & lorsque la sainteté des Evêques fut moins commune, une discipline si apostolique & si loisible de gouverner les Diocèses avec concert, souffrir de grandes atteintes. Le sçavant Isidore de Damiette, trouvoit de son tems que la dignité Sacerdotale vouloit regner, que l'orgueil avoit pris la place de l'humilité, que la plupart des Evêques negligeoient leurs fonctions, & affectoient de dominer. (b) Hilaire Diacre, du tems du Pape S. Damase, & S. Jérôme s'en plaignent également, mais l'un attribue ce renversement à l'indolence des Prestres à soutenir leurs droits, ou plutôt à l'orgueil des Evêques qui voulurent avoir seuls toute l'autorité dans le gouvernement. La Synagogue, dit Hilaire, & l'Eglise ensuite, a eu des Prestres, sans le conseil desquels il ne se faisoit rien dans l'Eglise : je ne sçai pourquoi cela ne se pratique plus, peut-être est-ce un effet de la negligence des Prestres, ou plutôt de

(a) Lib. de septem gradib. Ecclesiæ. Cap. de sexto gradu. Inter opera D. Hieronymi tom. 5. edit. Benedictin.

(b) Recidisse jam Sacerdotii dignitatem ad regnandi cupiditatem apparet, ab humilitate

ad superbiam, à jejunio ad delicias prolapsum, à dispensatione denique ad dominium venisse, non enim ut dispensatores administrare rem volunt, sed ut Domini sibi propria vindicant. *Isidor. Pelus. Lib. 5. ep. 21. Leontio Episcopo.*

l'orgueil des Evêques qui veulent être les seuls avec puissance dans l'Eglise. (a) Saint Jérôme attribué ce derangement aux suggestions du Diable; mais il assure qu'avant les suggestions de l'enfer, écoutées & suivies, le gouvernement étoit commun, & que les Evêques doivent imiter Moïse, qui, ayant pu gouverner seul, avoit cependant élu 70. anciens pour gouverner le peuple avec lui. (b) Il est à remarquer que ce fut par l'ordre de Dieu, que Moïse fit ces dispositions, & que Dieu prenant de l'esprit qui étoit en Moïse, en fit part à ces soixante & dix anciens; lors donc que l'esprit se fut reposé sur eux, ils prophétisèrent & continuèrent dans la suite. *Num. 11.*

Le quatrième Concile de Carthage de l'an 398. pour arrêter le despotisme naissant des Evêques, dont il prevoit les dangereuses suites, si l'Eglise le toleroit une fois, prononce absolument *can. 23.* que les Jugemens de l'Evêque (tout Mandement, tout Statut, toute Ordonnance émanée de son autorité sont des jugemens.) n'aient aucune force, si son Clergé ne les confirme. (c) Ce Canon est une loi dans les Capitulaires de nos Rois. Nous l'avons encore en Gratien (d) comme une règle que l'on doit garder religieusement. Gratien écrivit son Decret l'an 1151. Eugene III. approuva cet ouvrage, & ordonna de l'enseigner dans les Universités, & de-là l'on peut croire qu'il est fort nouveau aux Evêques de donner des Mandemens sans Synode & sans Clergé. Or, ce qui est nul de Droit (les Ordonnances des Evêques données sans l'avis & le consentement des Prestres, sont telles selon le concile de Carthage, les Capitulaires, Gratien & Eugene III. qui a approuvé le Decret) ne fait aucune obligation, & ceux qui les annoncent & qui les publient comme des loix de l'Eglise, qui obligent, sont des imprudens. La Glose sur le chapitre *Sacerdotes & reliqui* (e) enseigne que les Evêques qui n'observent pas les saints Canons, ne font pas à suivre, avant même toute Sentence declaratoire de nullité, & qu'il y a abus dans ce qu'ils proposent. Or, donner un Mandement sans l'avis du Clergé, dans l'espece qui j'ai marquée, est une vraie entreprise sur les saints Canons qui le défendent. Gregoire IV. ordonne d'excommunier celui, qui étant proposé pour instruire les autres de la discipline ecclesiastique & à leur faire observer, ne la garde pas lui-même (f) Or, qui peut ignorer qu'un Mandement donné

(a) Et Synagoga & postea Ecclesia seniores habuit quorum sine consilio nihil agebatur in Ecclesia, quod qua negligentia obsoleverit, nescio nisi forte Doctorum desidia, aut magis superbia, dum soli voluit aliquid videti. *Historicus Diaconus in 1. ad Timoth. c. 5. inter opera S. Ambrosii.*

(b) Antequam Diaboli instinctu studia in religione fierent... communi Presbyterorum consilio Ecclesie gubernabantur... Episcopi novissimè se magis consuetudine quam dispositionis catholica veritate Presbyteris esse majores & in commune debere Ecclesiam regere imitantes Moysen, qui cum haberet in potestate solus praeesse populo Israël, septuaginta elegit, cum quibus

populum judicaret. *S. Hieron. in epist. ad Tit. c. 1. v. 5.*

(c) Ut Episcopus sine consilio Clericorum suorum Clericos non ordinet, &c. *Cone. Carth. quartum c. 22.*

Ut Episcopus nullius causam audiat absque praesentia Clericorum suorum, alioquin irrita erit sententia Episcopi, nisi Clericorum praesentia confirmetur. *Idem. c. 23.*

(d) *Caus. 15. q. 7. c. 6.*

(e) Si Praelati... non servant Canones... tunc potest recedi ab eis ante sententiam. Glosa in caput, *Sacerdotes & reliqui. 2. q. 7. cap. 8.*

(f) Majoris excommunicationis dejectione est abjiciendus cui sanctae Ecclesiae commissa

sans le Clergé, est une prevarication aux anciennes regles de l'Eglise. Saint Leon deffend d'innover dans ce qui a été réglé, & de détourner à son avantage ce qui doit être commun, d'aller au-delà des bornes posées par les Peres, & d'entreprendre sur les droits d'autrui. (a)

"Les saints Peres, dit le Pape Damase, se declarent ouvertement contre ceux qui violent volontairement les saints Canons, & le S. Esprit qui les a inspirés, & qui a donné de les faire, condamne ceux qui ne les observent pas. Nous disons donc qu'agir & parler contre les saints Canons sans y être contraint par la nécessité, ou consentir qu'on les meprise, c'est blasphemer contre le Saint Esprit. (b)

Avec raison nos Rois protecteurs des saints Canons, que par cet endroit ils ne peuvent mepriser, & qu'ils sont obligés de faire respecter, n'ont fait aucune loi pour la publication & l'acceptation des Mandemens épiscopaux donnés sans le consentement pris du Clergé, & il est à presumer qu'ils n'en feront jamais que pour les circonstances marquées dans la Declaration du 10. Juillet 1710. art. 1. par lequel sa Majesté veut & ordonne "que les mandemens des Archevêques, Evêques ou leurs Vicaires generaux, qui sont purement de Police ecclesiastique, comme pour les sonneries generales, stations du Jubilé, Processions & Prieres pour les nécessités publiques, Actions de grâces & autres semblables sujets, tant pour les jours & heures que pour la maniere de les faire, soient executées par toutes les Eglises & Communautés ecclesiastiques seculieres exemptes & non exemptes, sans prejudice, à l'exemption de celles qui se pretendent exemptes en autres choses.

Tout ce qui est au-delà n'est point compris dans la Declaration, ne porte de lui-même aucune execution, & ne tire point les Evêques de l'obligation de consulter leur Clergé, & d'en prendre le consentement; c'est un abus de le pretendre (c) & une erreur intolérable avancée dans quelques Catechif-

fuerit disciplina, qui non solum præfate sanctæ Ecclesiæ jurisdictionibus parere debuit, sed etiam aliis ne præterirent insinuare, &c. Gregorius IV. Dist. 19. Cap. Nulli fas.

(a) Quæ ad perpetuam utilitatem generalitè instituta sunt, nulla commutatione variantur, nec ad privatum trahantur commodum, quæ ad bonum sunt commune præfixa & manentibus terminis, quos constituerunt Patres, nemo in jus tendat alienum, sed intra fines proprios atque legitimos, prout quis voluerit in latitudine charitatis se exerceat. S. Leo epist. 80. al. 53. c. 4.

(b) Cap. violatorum Canonum. Cauf. 25. q. 1. c. 5. sub nomine Damasi Papæ.

(c) Extrait de l'arrêt du conseil d'état du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Fontainebleau, le quatrieme d'Octobre mil sept cent vingt-sept, entre M^{rs}. François-Vincent des Marets évêque de St. M^{le} & le Chapitre. Enregistré au parlement de Bretagne le 28. Mars 1728.

"Ordonne que tous les membres du Chapitre

"seront soumis aux statuts synodaux concernant la reformation du Clergé, & la police du Diocèse, sans qu'ils puissent être dispensés de les exécuter, & sans que le Sieur Evêque soit tenu de communiquer au Chapitre lesdits statuts synodaux avant de les proposer en plein synode, mais seulement de lui donner part de la deliberation dans le synode où ledit Sieur Evêque prendra l'avis des députés du Chapitre, sans être obligé de faire mention desdits Députés du Chapitre dans la publication qui sera faite desdits statuts synodaux.

L'on voit ici que l'Evêque n'est point tenu de communiquer au Chapitre les statuts. Il les propose en plein synode, là il en delibere avec les Curés qui avec lui font le synode, & après l'avis pris des députés du Chapitre, sans obligation de le suivre, l'Evêque lui donne part de la délibération arrêtée dans le synode. Le Chapitre ne peut se dispenser d'exécuter les statuts synodaux, & est soumis aux statuts dont il a été

mes recens que les Ordonnances des Evêques données même sans le concert du Clergé, sont des commandemens de l'Eglise: Qu'on est obligé d'obéir aux Loix & aux Ordonnances que sont les Evêques: Que leurs Loix & Ordonnances en matiere importante, obligent sous peine de peché mortel: Qu'on doit regarder ceux qui n'obéissent pas aux Loix des Evêques dans leurs Diocèses, comme des payens & des publicains: Enfin, que leurs Ordonnances exigent des fideles une obéissance entiere & parfaite. (a) Cela est trop general, fort équivoque, & demande d'être expliqué, surtout quand ces mêmes Catechismes n'établissent en aucune part que les peuples doivent obéir au Roi, respecter ses Edits & Ordonnances, & deferrer aux Magistrats établis pour faire respecter son autorité.

Ce sont là les suites du despotisme épiscopal qui se glisse de plus en plus dans les Ordonnances des Evêques, & dans leurs Catechismes, & qui ne justifient que trop la conduite des Curés qui ne se prêtent pas aveuglement à des Mandemens qui sont contre les regles, & où l'on ne trouve aucune trace des enseignemens que nos Peres nous ont laissés. *Prima salus est recta fidei regulam custodire, & à constitutis Patrum nullatenus deviare.* Hormisda Papa Episcopis Hispaniæ.

delibéré dans le Synode; mais s'ils sont arrêtés sans synode, l'arrêt du Conseil n'oblige pas le Chapitre de les suivre. La regle est la même pour les Curés & le reste du Clergé.

(a) L'on trouve routes ces maximes & les omissions dont je me plains dans le catechisme de Nantes par l'ordre de Mr. de Sansai. Ces im-

portans devoirs sont très-bien marqués dans le catechisme de Nantes sous l'autorité de Mr. de Beauvau. Quelle raison a-t-on eu de les faire disparaître dans un nouveau Catechisme, qu'on ose dire être l'ancien, mais revu, corrigé & augmenté par l'ordre? &c. Il étoit plus naturel de dire: *Corrompu, mutilé, différent de l'ancien.*





SIXIEME PARTIE.

De l'Excommunication & de la fuite des Excommuniés dans les choses divines & dans l'administration des Sacrements, soit pour les leurs refuser, ou ne les pas recevoir par leur ministère, & des regles qu'on doit garder avec eux à la vie, à la mort & après la mort.

§. I. De l'Excommunication & de ses différentes especes.

L'Excommunication, que nous pouvons définir une privation de la communion des biens spirituels communs aux fideles, & de tous les suffrages de la société chretienne, est la peine dont l'Eglise punit quelquefois les excès atroces de ses enfans. Cette bonne mere qui ne frappe qu'à regret ou par son Statut, ou par les Juges qui exercent ses Jugemens, avertit avant de porter le coup, afin que le fidele connoissant par-là le danger, le craigne, l'évite, n'y tombe pas; c'est ce qu'on appelle Monition, & l'Excommunication, quand elle n'est encore que de menace, Excommunication comminatoire, ou de Sentence à porter, *Sententia ferenda*, & si elle doit être encouruë par le fait, Excommunication de Sentence portée, *Sententia lata*, & à encourir sans autre jugement, par le seul fait, *Ipso facto*.

Il y a des Excommunications de Droit; elles se decernent par maniere de Constitution & de Statut; elles sont durables autant que la loi qui les porte. Mais si le Juge ne la porte que par voye de Jugement & de Sentence pour des cas particuliers & passagers, avec les monitions ordonnées par le Droit contre des coupables & contumaces en matiere grave, on la nomme Excommunication, *Ab homine*, par le Juge. Elle peut être comminatoire ou de Sentence portée comme les Excommunications de Droit; mais quand elle est encouruë par le fait, elle doit selon nos usages, ainsi que l'Excommunication de Droit, être déclarée par le Juge, avant que l'Excommunié soit évitable, & puisse être banni de la société visible des fideles, & privé des droits qui y sont attachés.

Le motif de la Monition, quand elle est *Ab homine*, par voye de Sentence & dans des cas particuliers, est de commencer à manifester le criminel, afin que les fideles se tiennent sur leurs gardes, s'en desient, & qu'à la premiere denonciation juridique qu'il est excommunié, ils le suient comme un Payen, un Publicain, un homme livré à Satan, & d'une société dangereuse. La Monition qui vient de la publication de la Loi, montre l'énormité du crime, afin qu'on s'en abstienne.

L'Excommunication que l'on encourt par le fait, que pour cette raison l'on appelle Excommunication de Sentence prononcée, *Sententia lata*, soit qu'elle soit de Droit, de Statut, de Canon, ou *ab homine*, & de Juge, punit dans le moment, que le crime est commis. Cette censure, lorsqu'elle est de Droit, & quelquefois celle qui est *ab homine*, s'encourt sans monition faite à la propre personne; (*) cependant, jamais sans Monition, la publication du Statut, du Canon, de la Sentence ou de l'Ordonnance du Juge qui portent cette Excommunication, l'acceptation que la Communauté des fideles en a faite, & la vigueur où elle continué d'être quand c'est une Excommunication de Statut, & l'annonce publique non opposée si elle est *ab homine*, ou de Juge, étant une monition continuelle, publique & suffisante de ne pas faire ou de faire l'action que l'Eglise ordonne ou qu'elle défend sous une peine de Droit qu'elle inflige au moment qu'on la fait ou qu'on l'obmet. La raison de cette Excommunication encourue par le fait, c'est que l'Eglise trouve plus de contumacité de mépris & de scandale, en celui qu'elle avertit de loin, de près, à toute heure, à tout moment, par une loi publiée & requé, ou par un jugement annoncé au public, de s'abstenir de certaine action ou de la faire, lorsqu'il s'y porte ou l'obmet après avoir eu un tems suffisant pour deliberer, en connoître & peser l'énormité ou pour en considerer l'importance, qu'en celui à qui elle ne fait qu'une simple menace. Les Canonistes appellent cette censure Excommunication de fait, parceque le Prévaricateur l'encourt par le seul fait, au moment de son action sans autre jugement. "Les "Decrets (dit l'Auteur de la Conduite des Confesseurs ch. 8. des Censures "§. 2. approuvée de cinq Evêques l'an 1739.) qui contiennent des Censures "se doivent quelquefois entendre des Censures que l'on encourt par le seul "fait, dès qu'on manque à ce qui est ordonné, on les appelle Censures de "Sentence prononcée, *lata Sententia*.

Tous les Canonistes conviennent de l'usage, de l'utilité, de la nécessité & de l'antiquité de ces sortes de Censures.

Notandum est, quod quædam Excommunicatio sit, quæ generali Senten-

(*) Si elle (l'Excommunication) est prononcée ou de Droit, ou par Sentence qui prononce qu'on fera quelque chose sous peine d'Excommunication par le seul fait, la Loi ou la Sentence tiennent lieu de monition, car celui-là est couronné qui agit sciemment contre la Loi ou la Sentence. *Sainte Beuve, Responsum. tom. 1. Cas. 58*

Excommunicatio sine monitione fere semper est invalida: sufficit vero in Excommunicatione generali, generalis etiam monitio, & quidem ipsum præceptum generale promulgatum monitio est, & quævis prohibitio peccati futuri. *Emanuel (a) verb. Excommun. n. 9.*

Quando autem Excommunicatio est lata à Canone aut statuto non requiritur admonitio, sed statim faciens contra, ipso facto incidit in

Excommunicationem, quia Canon aut statutum supplet locum admonitionis. *Bensfeld de Censuris c. 2. & statuta Guillelmi le Gouverneur Episcopi Maclov. an. 1618.*

Ut Excommunicatio valida sit, necesse est ut præcedat aliqua monitio, alias non erit contumacia. Sed nota quod quando in Decretis Conciliorum & Pontificum ponitur Excommunicatio, non est necessaria admonitio. Ipsa Lex & Canon est admonitio communis omnium. *Vivaldus de Excommun. n. 113.*

Legis declaratio, atque vocitia vim habet admonitionis. *Hofelius de Pœnit. c. 36.*

Vide Covarraviam in Cap. Alma. p. 1. §. 10. Soto Diss. 22. q. 1. a. 2. Sayrum lib. 1. c. 12. &c.

§. III. Excommunication de fait, encouruë par Adam dans le Paradis terrestre, & très-commune dans la Loi de Moÿse.

Nous lisons dans le livre de la Genèse *ch. 2. v. 16.* que le Seigneur Dieu fit à l'homme un commandement, & lui dit : "Vous pouvez manger du fruit de tous les Arbres du Jardin, mais ne mangez point du fruit de l'Arbre de la science du bien & du mal; car au même jour, où vous en mangerez, vous mourrez certainement. Eve mangea de ce fruit, Adam en mangé aussi. En même tems leurs yeux furent ouverts à tous deux. Ils reconnurent qu'ils étoient nuds. Adam & sa femme entendirent ensuite la voix du Seigneur Dieu qui se promenoit dans le Jardin, & ils se cachèrent de devant sa face. Alors le Seigneur appella Adam, prit connoissance de son crime, lui imposa la pénitence qu'il devoit faire, & afin qu'il ne portât pas sa main à l'Arbre de vie, il le chassa du Jardin d'Eden. *Gen. 3.*

Voilà une figure bien marquée de l'excommunication de Droit, de fait & de Sentence portée, ou d'une peine encouruë *ipso facto*, au moment de l'action en conséquence d'une dessein, & sans autre monition que celle de la dessein. Nous voyons aussi dans Adam un excommunié qui commence à ressentir intérieurement la turpitude de son action, & son depouillement entier de la grace sanctifiante, qui en souffre le remors, qui se cache de lui-même devant la face de Dieu & de ses Anges, que Dieu éloigne de l'Arbre de vie, de cette figure de l'Eucharistie qui met en nous un germe d'immortalité. Nous voyons un coupable que Dieu chasse du lieu de délices, (c'est l'Eglise dont l'Excommunié est retranché) avec ordre à ses Anges, (aux Prêtres) de garder le chemin qui conduit à l'Arbre de vie (*la sainte Communion*) afin que l'Excommunié n'y porte la main, & que prenant de son fruit, il n'en mange avant d'être rétabli par une pénitence légitime & son absolution, dans tous les droits de la Communion de l'Eglise.

"Il n'entrera rien dans votre Maison, dit Moÿse ce saint Législateur du Peuple de Dieu, qui vienne de l'Idole, (*a*) de peur que vous ne deveniez Anathème comme l'Idole même. *Deuter. 7. 26.* C'est-à-dire, que vous ne soyez par la nature de ce crime, sans autre déclaration, comme l'Idole qui sans autre jugement que celui que sa qualité d'Idole prononce contre'elle, est execration, abomination, anathème.

La Loi ancienne est pleine de ces Excommunications de Droit encouruës par le fait. (*b*) L'homme qui avoit tué un autre homme sans dessein étoit banni de sa patrie & de la société de ses proches par ce fait, *ipso facto*, sans autre monition, ni sans autre jugement que ceux de la Loi. Il le l'obligeoit à se retirer dans le moment, & à ne point sortir de la Ville de son refuge, jusqu'à la mort du grand Prêtre, sous peine d'être tué impunément.

Cette même Loi défend une infinité de choses, sous peine d'impurété

(a) Nec inferes quippiam ex Idolo in domum tuam ne has anathema, sicut & illud est, quasi spurcissimum detestaberis... quia anathema est. *Deut. 7. 26.*

(b) Lisez le Chap. 23. du Deuteronome v. 10. Les chapitres 7. 11. 22. 19. & 22. du Lévitique. Les chapitres 15. & 19. des Nombres &c.

legale encouruë de Droit & de fait, de l'Excommunication legale d'un jour, de sept jours, quelquefois davantage, & d'une plus grande peine encouruë de fait, sans autre monition ni declaration que celle de la Loi, avec obligation à celui, qui par son action avoit encouru l'impureté, ou l'Excommunication legale portée par le Droit contre ce qui lui étoit arrivé, souvent sans aucune faute de sa part, de sortir du Camp, de s'abstenir de ce qui étoit réputé saint, de ne point entrer dans le sanctuaire, de laver ses habits, de laver son corps, & de faire tout ce qui étoit prescrit par la Loi, pour l'expiation de la souilleure encouruë, avant de pouvoir rentrer dans le commerce de la vie civile, & user des viandes sanctifiées, avec sûreté pour sa vie, & sans aucun crime. L'on devenoit profane au moment, & l'on tomboit dans l'impiété par la seule action, en mangeant de l'hostie pacifique, le troisieme jour de son immolation. L'oblation devenoit nulle par ce fait, elle ne servoit de rien à l'homme qui l'avoit offerte, & il devoit également que celui, qui étant souillé en avoit mangé, périr du milieu de son peuple.

Josué, à l'approche du renversement des murailles de Jericho, dit à tout Israël, que cette Ville soit Anathème... donnez vous bien de garde de toucher à rien de cet Anathème, de peur que vous ne deveniez vous-même Anathème par cette prevarication, & que vous ne mettiez ainsi tout le Camp d'Israël sous l'Anathème & dans le trouble... Or, les enfans d'Israël violerent la deffense qui leur avoit été faite, & ils prirent pour eux de ce qui avoit été mis sous l'Anathème, car Achan... déroba quelque chose de l'Anathème, & le Seigneur se mit en colere contre les enfans d'Israël... Le Seigneur dit à Josué... Israël a peché... ils ont pris de l'Anathème, ils en ont derobé, ils ont menti & ils ont caché leur vol... Israël ne pourra donc plus tenir contre ses ennemis, & il fuira devant eux, parcequ'il est devenu Anathème. Je ne serai plus avec vous, jusqu'à ce que vous ayez ôté l'Anathème du milieu de vous, &c. *Jos. 6. & 7.*

La deffense porte ici sa Sentence. Elle est suivie de la peine au seul fait, sans autre jugement, & le texte sacré nous montre un peuple excommunié, privé tout à coup de la protection de Dieu, livré à ses ennemis & sous un Anathème, & interdit de fait pour le peché d'Achan. Or, toutes ces choses leur arrivoient, pour être autant de figures 1. *Cor. 10. 11.* & elles ont été écrites pour nous avertir, que l'excommunication de Droit & de Sentence prononcée n'est point nouvelle, qu'elle a devant Dieu son effet & lie aussi-tôt celui qui agit contre la deffense, & met quelquefois tout un peuple sous l'Interdit.

§. IV. Excommunication encouruë de fait par les Loix des Nations Payennes & des Romains.

Les Nations, à l'exemple de l'ancien peuple de Dieu, & par imitation de ses Loix, ont eu leurs Excommunications, ils ont porté des Sentences de Droit, & infligé des peines que le coupable dans leur pensée encourroit à l'interieur & à l'exterieur au seul fait. Les Loix de Platon *Dialog. 9.* excom-

munient par le seul fait, & livrent à toute la vengeance du Dieu protecteur de la puissance paternelle, l'homme qui voyant un Pere maltraité par son fils, ne court pas à sa défense & ne crie pas : *Ole scelerat!* sur ce fils dénaturé. Elle disent également excommuniés par le Droit, ceux qui boivent, mangent, parlent, & font quelque affaire avec ces mauvais fils, les déclarent par le seul fait, impurs & souillés de cette communication, exclus de Droit de l'entrée des Temples, des Places publiques, des Assemblées & de la Ville, qu'ils souillent, dit cette Loi, par leur présence, jusqu'à s'être purifiés. Elles prononcent enfin que le Magistrat qui s'aperçoit de l'entrée de ces profanes dans les Temples & dans les lieux publics, doit à l'instant, sans autre monition ni jugement que ceux de la Loi, sous peine d'injure commise contre la Société, les punir de leur temerité. (a)

Les mêmes Loix *ibidem*. déclarent celui qui sans raison & de dessein prémédité tué un Citoyen, exclus par le fait de l'entrée des Temples, des Places publiques, des Ports & des Assemblées, (b) parceque sa présence les souille, & qu'il doit s'en abstenir sans attendre qu'on l'en avertisse, la Loi lui criant continuellement qu'il en est banni & interdit. Il est difficile de ne pas reconnaître dans les extraits de Platon, toutes nos espèces d'Excommunication, mais sur-tout celle de Droit & de Sentence portée qui s'encourt *ipso facto*, par le fait, sans autre monition que celle de la Loi. *Lex enim ipsa interdict, atque ita id vetat, ut pro universa civitate interdiceret semper, & interdictura esse videatur.*

Les anciens Romains ont également pratiqué l'Excommunication contre ceux de leurs citoyens qui tomboient dans le crime. Plutarque nous en donne des exemples dans les vies de Crassus & de Cicéron. Ils en avoient de comminatoires & de l'espèce de celle que nous appellons, de Juge, *ab homine*. Telle fut l'exécution que le tribun Athéjus prononça contre Crassus allant contre les Parthes, & le Tribun Clodius contre Cicéron. Clodius y comprend ceux qui communiqueroient avec ce fameux Romain en deçà de cinq cens mille d'Italie ou lui fourniroient l'eau, le feu & le logement. Ils en avoient aussi de sentence prononcée & encouruës de Droit. Les Or-

(a) Si civium aliquis, parentibus à filio verberatis præsens fuerit, sive vir, seu mulier, sive adolescens, seu senior defendat proximum, scelus conclamans. Qui auxiliari noluerit, Jovis patrii ac generis servatoris insperatone per legem prematur... Quisquis vero liber cum hujusmodi homine comedet, aut bibit, vel aliquo pacto una quicquam geret, aut tanget, aut sponte loquetur, is nec in templum ingrediarur, nec in forum, nec omnino in civitatem proficiatur, antequam mundetur, putare namque debet scelerato se commercio contaminatum. Quod si non obtinuerit, sed civitatem & templa coinquinet, quicumque Magistratus fieri hoc fecerit, nisi confestim punierit, malinarum injuriarum reus est habendus.

Plato, de Legib. Dialogo 9.

(b) Qui consulto civem suum manu propria per injuriam interfecerit, primum à templis, à foro, à portibus & ab omni cœtu communi, ne præsentia sua hæc maculet, procul abest, sive quis adesse interdixerit, sive nullus. *Lex enim ipsa interdict, atque ita id vetat, ut pro universa civitate interdiceret semper, & interdictura esse videatur.* Deinde qui eum non persequitur, ut decet, nec ab his arceat, de cognatione interfecit usque ad patruels & consobrinos, primum scelus, Deorumque odia in ipsum verantur. Sicut vulgo legis *insperatio* & maledictio dicitur, deinde reus fit cuique interfectum ulcisci volenti. *Plato de Legib. Dialogo 9.*

donnances, dit Cicéron, (a) sont sacrables, ou de leur nature, ou parce que la Loi l'ordonne, ou par la peine qu'elle y attache, lorsqu'elle dit que celui qui ne l'observe pas est execrable. La plupart des anciennes loix Romaines prononce exécution & l'on étoit censé l'avoir encourue aussi-tôt qu'on pechoit contre la Loi. *Qui aliter faxit, sacer esto.* Delà le proverbe Romain, *inter sacrum, saxumque sto.* Plaut. Quintil. ou l'exécution, ou la mort. Les anciens rois de Rome, Romulus, Tatius & Servius dans une de leurs loix: Si un enfant frappe son pere ou sa mere jusqu'à les faire pleurer, & de même une bru, son beau-pere ou la belle-mere, qu'ils soient execrables aux Dieux paternels. (b) *sacer esto.* Le même Romulus, (b) si un Patron trompe son Client, qu'il soit execrable, *sacer esto.* Le roi Numa, (d) si quelqu'un fait autrement, qu'il soit execrable, *sacer esto.* Et encore: que les beufs & leur conducteur qui arrachent une borne soient execrables, *sacri sunt.* C'est comme qui diroit aujourd'hui, qu'il soit Anatheme, qu'il soit Excommunié. *Anathema esto. Excommunicatus esto. Sit anathema, sit excommunicatus.*

Feste expliquant ces mots: *Homo Sacer.* nous apprend que l'homme sacré est celui que le peuple a jugé, par un *Plebisцитum* precedent, l'être au moment de son action. On ne peut, dit-il, l'immoler aux Dieux, & on le tue impunément, la premiere Loi des Tribuns ayant statué que l'homme qui tue celui que les Loix du peuple ont devoüé & execré n'est point homicide. (e) Le même expliquant ces autres mots: *Sacrata Leges.* On appelle, dit-il, Loix sacrées, celles qui ont statué que celui qui ne les observe pas, est avec sa famille & son bien livré dans le moment par la Loi, à l'indignation des Dieux. Nous dirions, qui par son action, est livré à Satan. *Erant Leges sacratae.* dit Jansenius de Gand, *sicut apud nos sunt Leges excommunicationum.* (f) L'Exécution des anciens étoit notre Excommunication.

Toutes ces Execrations, dira-t-on peut-être, n'étoient point de Sentence prononcée, mais à prononcer, qui, lorsqu'elle étoit rendue, & non plutôt, faisoit l'execrable. La lecture du Texte persuade autrement, sur-tout quand il y avoit une notoriété de fait dans le coupable.

Mais ne disputons point. Nous avons d'ailleurs dans le Droit Romain, dequoi prouver des peines de Droit encourues sans autre jugement. L'infamie attachée à certaines professions, & à certaines actions, n'est point inconnue dans le Digeste & dans le Code. Il suffisoit, tous les Legistes en con-

(a) Sanctiones sacrarum sunt aut genere ipso, aut obsecratione legis, aut poena, eum caput ejus qui contra facit, consecratur. Cicero, orat. pro Balbo.

(b) Si parentem puer verberit, aut oloce plinaxit parentes, puer Dives parentum sacer esto. Si nuptus, sacra Dives parentum.

(c) Patronus si clientem fraudem fecerit, sacer esto.

(d) Si quis aliter faxit, ipso Jovi sacer esto. — Quei terminam exatit, ipso & ovi

sacri sunt.

(e) Homo sacer est, quem populus judicavit ob maleficium, neque fas est eum immolari, sed qui occidit, parricidii non damnatur; nam lege tribuniata prima cavetur: Si quis eum qui eo plebeis sacer sit, occiderit, parricidii ne sit. Festus, verb. sacer mons.

(f) Ibid. verb. sacrata leges.

(g) Jansenius Gandav. in Concord. Evang. c. 78. Videtur Budzum in secundis annotationibus. in Pandectis.

viennent, d'exercer cette p'reffion, de faire cette action, pour être reputé infâme, sans autre jugement, *ipso facto, id est, absque Sententia*, disent les Glossaires. En voici un exemple frappant : Le Soldat, quelque rang qu'il eût à l'Armée, qui prenoit des fermes, perdoit à l'instant tous ses grades, re-omboit dans son premier état, & encourroit l'infamie de Droit. *Ex ipso contractu, ab initio, sine aliquo facto, vel aliqua Sententia*, dit l'Empereur Justinien. Il en étoit de même d'une veuve, qui avant que l'année du duél qu'elle devoit garder fut expiré, passoit à de secondes noces, & de celui qui la marioit, leur action les rendoit infâmes, sans autre declaration, &c.

Nos Gaulois ont aussi eu leurs Excommunications, dont l'effet étoit de priver l'Excommunié, de l'assistance aux sacrifices; c'étoit la plus grande de toutes les peines, on tenoit cet homme pour un impie, pour un scelerat; on l'évitoit, on fuyoit son abord, on ne lui parloit point, il n'étoit point admis aux honneurs, ni à poursuivre ses droits en Justice. (a) César remarque que la défobéissance aux Ordonnances des Druides faisoit encourir toutes ces peines.

§. V. L'Excommunication encourue par le seul fait, pratiquée dans l'Eglise dès les premiers siècles.

L'Eglise, que l'on sçait avoir beaucoup pris des pratiques du peuple Juif & des Nations, & les avoir rectifiées, outre qu'elle y est fondée par l'autorité de Jesus-Christ, & l'exemple des Apôtres, a dès les premiers siècles usé d'Excommunications & de Censures pour punir les coupables, peut-être d'abord plus de celles qu'on appelle *ab homine*, & qui demandent des monitions ou des avis, que de celles qui sont de Droit ou de Canon. Les anciens Conciles sont pleins de ces sortes d'Excommunications, & l'on étoit censé avoir encouru celles de Droit, aussi-tôt qu'on avoit commis le crime auquel l'Excommunication étoit attachée. (b)

L'Adultere, l'Homicide, l'Idolâtrie, &c. connus tels, étoient en conséquence des regles ecclesiastiques exclus par le seul fait de toute communion avec les fideles & chassés de la societé, sans aucune autre sentence plus juridique qui l'ordonnât. L'Eglise n'avoit alors ni Sergens ni Officiaux, pour proceder dans les formes & avec les formalités qu'on a observées depuis. On disoit tout simplement au coupable : vous avez commis cette action; les Canons excommunient ceux qui la commettent : retirez-vous. L'Empereur Philippe (c) & l'Empereur Theodose (d) arrêtés à l'entrée de l'Eglise à cause de leurs homicides, ne seroient ils point d'illustres & d'anciens exemples des excommunications de droit, encouruës lors du fait, selon les Canons?

Les excommunications portées par le Pape Victor contre ceux qui celebrent Pâques le quatorze de la Lune, & par le Pape Etienne contre ceux qui rebaptisoient

(a) César de bello Gallico lib. 6.

(b) Cujusunque autem poenitentis publicum & vulgissimum crimen est quod universam Ecclesiam commoverit, ante Abûdem manus ei

imponatur. Conc. Carth. can. 41.

(c) Euseb. Hist. lib. 6. c. 27. Nicephor. lib. 5. c. 25.

(d) Theodor. lib. 5. Hist. c. 18.

celui qu'un Heretique avoit baptisé, ne seroient-ils point aussi d'anciens exemples de l'excommunication de droit & de Sentence portée? C'étoit bien l'intention de ces Papes, que ceux qui n'obéiroient pas à leurs Décrets, fussent excommuniés par le seul fait sans autre Jugement.

Les Canonistes (a) nous disent communément qu'une censure est de sentence prononcée lorsque le Canon qui la porte y joint ces termes : *Ipso facto, ipso jure lata sententia*, ou qu'il y joint l'un de ces adverbes, *statim, confestim, ex continuo, ex tunc, illico, instanti, protinus, &c.* Ou qu'il s'enonce par un verbe de tems présent ou passé en cette sorte : *Excommunicatur, suspenditur. Sit excommunicatus. Sit suspensus. Sit anathema. Noverit se excommunicatum, suspensum. Noverit se excommunicari, suspendi. Excommunicamus suspendimus. Declaramus, decernimus, judicamus excommunicatum.* Ou en cette maniere : *Incurrat, incidat in excommunicationem. Habeatur pro excommunicato.* Or, beaucoup de Canons de l'antiquité s'énoncent ainsi quand ils défendent quelque action sous peine d'excommunication ; les censures qu'ils prononcent sont donc de censure prononcée, & encouruës dans leur intention sans autre jugement.

Ainsi le concile de Nicée 1. general de l'an 325. excommunie *ipso facto* tous ceux qui nieront la divinité du Verbe. (b) Le concile de Gangres de l'an 324. dans tous ses Canons par le *sit Anathema*. entend porter selon Mr. Gilbert une excommunication *ipso facto*, qui s'encourt par le fait sans autre Sentence. Le concile d'Antioche de l'an 342. *can. 1.* en conséquence du concile de Nicée qui excommunie ceux qui celebrent le jour de Pâques, le 14. de la Lune, declare que les laïques qui font cette faute, seront excommuniés s'ils y continuent avec opiniâtreté. (c) Voilà une Sentence comminatoire ou de Sentence à porter contre un

(a) Hujus (excommunicationis à jure, seu à Canone, vel laice sententia, quæ ipso facto incurritur) notæ sunt formulæ sequentes, vel similes. *Anathema sit. Noverit se excommunicatum. Sit excommunicatus. Excommunicatio nem incurrat, vel Excommunicamus, Declaramus excommunicatum, vel etiam ipso facto. Ipso jure. Lata Sententia. Codex Staurier. Aurel. tit. 13. num. 1.*

Les marques auxquelles on reconnoît cette sorte d'Excommunication (qu'on appelle *Excommunicatione Lata Sententia*) sont celles-ci quand il est dit par l'Ordonnance du Droit : *Ipso jure. Ipso facto. Lata Sententia* : ou bien, *Sit excommunicatus. Excommunicationem incurrat. Incidat in Excommunicationem. Subjaceat excommunicationi. Habeatur pro excommunicato. Sit Anathema. Noverit se excommunicatum. Declaramus Excommunicatum* : ou bien : *Excommunicamus. Communionem Ecclesiæ privamus. Excommunicatur*, ou : autres termes qui portent semblable signification d'effet présent. Eveillon, des Excommunications. *ch. 12.*

Les premières (encouruës par le seul fait)

se connoissent par ces termes : *Sit Anathema sit excommunicatus, suspensionem incurrat, scias vel noverit se esse interdictum. Eo ipso. Ipso facto, Ipso jure sit excommunicatus, suspendimus, &c.* Conduite des Confesseurs. *ch. 1. des Censures. §. 2. t. 739.*

Voyez Cabasilus. *Juris Canon. Prax. lib. 5. c. 10. n. 5.* — La Théologie Mor. de Perigieux *lib. 1. Traité. 2. cap. 1. de Censur.* — M. Gilbert, *Usages de l'Eglise Gallicane concernant les Censures, tit. 3. a. 2. §. 2. &c.* Ils disent la même chose, & mettent parmi les marques de l'Excommunication de Droit, le *Sit Anathema*, que quelques modernes disent n'être que comminatoire.

(b) Voyez ci-dessus §. 1. à la fin.

(c) Omnes qui auct fuerint dissolvere definitionem sancti & magni Concilii quod apud Nicæam congregatum est — de salutifera solemnitate sacratissimæ Pascchæ, excommunicandos & de Ecclesia pellendos esse censuimus, si tamen contentiosius adversus ea quæ bene sunt decreta persisterint, & hæc quidem de laicis dicta sunt. Si quis autem eorum, qui prædicta docuimus

contumace, bien marqué; mais si le coupable, dit ce concile, est du nombre de ceux qui président dans l'Eglise, est Evêque, Prêtre ou Diacre, il encourt dès-lors, sans autre monition, *jam hinc*, l'excommunication. Il cesse donc au moment de la prevarication, d'être membre de l'Eglise. Il est donc à l'instant privé de tous grades avec ses adhérens. *Sancta Synodus hunc, alienum jam hinc ab Ecclesia judicavit.* Le saint Concile l'a jugé séparé de l'Eglise. On ne peut dire plus clairement, qu'il est excommunié par le seul fait, le *jam hinc* d'autrefois, & l'*ipso facto* de nos jours étant synonymes.

Le même Concile *Can. 2.* prononce que celui qui communique avec des Excommuniés, est privé par ce fait de la Communion, *Hanc quoque communionem privari.* Et *Can. 4.* que celui qui communique avec des Evêques, des Prestres ou des Diacres déposés, est par ce fait hors de l'Eglise: *ab ici de Ecclesia.* Cela est clair. Et *Can. 13.* que les Ordinations faites par un autre que par le propre Evêque sont nulles, & que l'Ordinateur est pour cela condamné *deja* par le Concile, & qu'il ait à souffrir la peine de sa temerité. *Audacia habeat ultionem ex hoc jam damnatus à Synodo.* L'Excommunication de fait, n'est pas moins précise ici, & n'attend au plus qu'une Sentence de declaration que le coupable est réellement sous la Censure, aussi-tôt qu'il pèche contre le Canon qui la prononce.

Le Concile de Calcedoine de l'an 450. *c. 4.* excommunie l'Abbé qui reçoit à la vesture un esclave à l'insçu de son Maître. (*a*) *Excommunicatum esse decrevimus.* Le Concile de Paris de l'an 829. *lib. 1. c. 46.* dit dans le même sens. *Transgressientem vero hanc definitionem, excommunicatum esse decrevimus.* Nous avons arrêté que le transgresseur est excommunié. Ces deux Conciles ne disent point: *Excommunicare decrevimus*; Nous avons résolu d'excommunier, ni, *Excommunicandum esse*, que le coupable doit être, ou sera excommunié; expressions qui marqueroient une Excommunication de Sentence à prononcer, & comminatoire; mais ils décrètent que celui qui fait l'action défendue est réellement & de fait excommunié. *Excommunicatum esse decrevimus.*

Le troisième Concile d'Arles de l'an 442. *c. 3.* (*b*) déclare suspens des fonctions Sacerdotales pour un an, l'Evêque ordinateur d'un homme que les Canons excluent de l'Ordination, & si cet Evêque vient à célébrer, le Concile le déclare excommunié par le seul fait & dans le moment.

Le quatrième Concile d'Orléans de l'an 541. *c. 10.* (*c*) prononce la même

tur Ecclesie, aut Episcopus, aut Presbyter, aut Diaconus, post hanc definitionem tentaverit... cum Judæis pascha celebrare, sancta Synodus hunc, alienum jam hinc ab Ecclesia judicavit, &c. *Conc. Antioch. Can. 1.*

(*a*) Nullum vero recipere in monasteriis servum obtenta monachi gratia sui Domini consensum. Transgressientem vero hanc definitionem nostram, excommunicatum esse decrevimus *Conc. Calcedon. c. 4.*

(*b*) Si quis penitentem digamum, vel vi-

duarum maritos ordinaverit, anno integro nullas facere non præsumat. Si fecerit, ab omnium fidelium charitate noverit se esse alienum. *Conc. Arclat. 3. c. 3.*

(*c*) Qui contra Canones ordinaverit Bigamum, vel interruptæ maritum, unius anni spatium se sciat esse suspensum ab omni officio Sacerdotali; si contemserit, à Communionem ejus usque in aliam Synodum se fraternitas universa suspendat. *Conc. Arclat. 4. c. 10.*

suspense à encourir, sans autre Sentence, avec commandement aux Fideles, si l'Evêque coupable ne garde pas sa suspension, de se separer de sa Communion jusqu'au Concile suivant. Il y a certainement ici plus qu'une simple menace, autrement il y auroit du ridicule à imaginer un milieu entre un premier Concile qui punit, jusqu'au Concile suivant. Il faut nécessairement que la peine portée par le premier jusqu'au second, contre un delinquant, ait, *ipso facto*, & sans autre Sentence, son execution.

Dans le même sens de l'*ipso facto*, le Concile de Lion de l'an 567. c. 1. & le Concile de Verneuil de l'an 755. c. 9. (a) prononcent que celui qui communique sciemment avec un Excommunié, est excommunié sans autre jugement subsequence. *scilicet se esse excommunicatum*. Le Concile ne dit pas : qu'il sache qu'il sera excommunié, mais qu'il sache qu'il est excommunié.

De même, le Pape Etienne IV. l'an 770. lett. 45. de l'édition de Gretser. dit aux Rois Charles & Carloman : si l'un de vous, fait ce que je lui défends, qu'il sache qu'il est dès-lors excommunié, exclus du Royaume de Dieu, & destiné à brûler éternellement avec le Diable & les impies. (b) Toutes ces autorités sont précises, & prouvent invinciblement les Excommunications encourues par le fait.

Monsieur Dupin a cru que "l'Anatheme porté dans plusieurs Canons anciens contre les pecheurs ne signifie point absolument, que celui contre qui "cette imprecation est prononcée, est actuellement excommunié, mais seulement, que celui qui sera convaincu d'avoir fait ce crime doit être en "horreur & séparé de la Communion." (c)

M. d'Elbene Evêque d'Orleans, dans le Code des Statuts de ce Diocèse, (d) Eveillon, (e) l'Auteur de la Morale de Perigueux, (f) Caballut, M. Gibert, l'Auteur de la Conduite des Confesseurs, &c. jugent autrement, & donnent la Formule des anciens & des nouveaux Canons, *Sit Anathema*, comme une marque certaine de l'Excommunication à encourir *ipso facto*, dans le moment, sans autre jugement.

L'Excommunication encourue *ipso facto*, est même plus marquée selon Navarre, par le *sit Anathema*, que par toutes les autres formules du Droit, ces termes marquant & la sentence du Juge qui prononce l'Excommunication, & le Sentencié ou le Chretien actuellement & réellement séparé de la Communion des Fideles. (g)

(a) Quicumque... ab Episcopo suo Excommunicatus fuerit. Si quis cum ipso communicaverit scilicet, sciat se esse excommunicatum. Conc. Verneuil. c. 9.

(b) Præsentem itaque nostram exhortationem atque adjurationem, in Confessione B. Petri ponentes, & sacrificium super eam, atque hostias Deo nostro offerentes, vobis cum hæcymis ex eadem sacra Confessione diximus, & si quod non optamus contra hujusmodi nostræ adjurationis atque exhortationis seriem agere præsumpserit, sciat se auctoritate Domini mei B. Petri Apostolorum principis, *Anathematizari*

vinculo esse innodatum, & a regno Dei alienum, atque cum Diabolo & ejus atrocissimis pompis & extetis impiis, æternis incendiis concremandum deputatum. Stephanus Papa IV. Carolo & Carolomanno Regibus.

(c) Dupin, Traité de l'Excomm. part. 1. §. 7. pag. 54. Edit. 1715.

(d) Codex Statutorum L. 1. c. 11. n. 7.

(e) Eveillon, des Excommunications. ch. 12.

(f) Morale de Perigueux, lib. 1. Tract. 2. 1.

1. de Cenluris.

Caballut, Gibert, &c. cités ci-dessus.

(g) Anathema, Canonum peritis duo signi-

Francois

François Leon (a) dit la même chose, & c'est le sentiment unanime des Canonistes, que par tout où l'on trouve *Anathema sit*, la Sentence est portée. Ce sentiment est d'autant plus recevable que l'Anathème est porté avec plus de maturité, plus de solennité, & plus rarement que l'Excommunication; & selon l'ancien droit, par l'Archevêque & tous les Evêques de sa Province, concourant ensemble à le prononcer, (b) & que le Concile de Trente, qui emploie souvent l'Anathème contre les réfractaires, nous marque par tout une Excommunication encouruë sans autre Jugement, par ces termes: qu'il soit Anathème, *sit Anathema*. Ils ont le même effet, & aussi prompt dans les anciens Conciles, & répondent parfaitement au *sacer esto*, de l'antiquité profane, & à l'exécution d'usage chez les Juifs, signifiée par leur mot *Hama*, (c) dont le propre étoit de mettre dans le moment le coupable sous la malédiction la plus terrible, & dans un éternel oubli.

§. VI. L'Excommunication à Jure, par le Droit, ou de Sentence prononcée s'encourt en France ipso facto, où sitôt que l'action est commise, mais elle n'a lieu qu'au for intérieur avant la publication, & au for extérieur seulement depuis la publication.

Excepter, avec quelques Modernes, la France des Excommunications que le Droit & les Canonistes appellent de Sentence prononcée *late Sententia* & encouruës à Jure par le Droit, ou *ipso facto*, par le seul fait, c'est reconnoître qu'elles ont lieu dans les autres parties du monde Chrétien; mais ces nouveaux Docteurs auroient dû rendre raison de leur exception pour la France, & nous apprendre depuis quand nous jouissons de ce beau privilège, & de qui nous le tenons; c'est ce que ces Messieurs ne font point d'une manière

sicet. Alterum est actus faciendi, sive separandi Christianum à Christianorum communione ut probatur efficaciter in Cap. Nemo. 11. q. 3. Ibi, Anathema est mortis eternæ damnatio, &c. Alterum, quod significat, est Christianus sic separatus: quod efficaciter probatur per xvi. capita Concilii Gangrensis posita in Dist. 30. qua parte habet ut qui illud fecerit, sit Anathema, in qua significatione etiam accipitur Iosue 6. ad Rom. 9. ad Galatas. 1. & alibi Lex. Nover. Confil. lib. 5. Conf. 57.

(a) Anathema prout capitur, de Jure nihil differt à majori excommunicatione.... & duo significat: unum quod est actus separandi Christianum à Christianorum communione ut in cap. Nemo 11. q. 3. Nihil enim aliud significat Anathema quam à Deo separationem, cap. Certum. 24. q. 3. & cap. Engeltrudam. 3. q. 4. Alterum significat ipsum Christianum sic ligatum ut in Dist. 30. fere per totam....

Anathema autem Maranatha est verbum late Sententiæ, & verbum Maranatha importat usque ad Adventum Domini sit excommunicatus, supple, nisi peniteat. Glossa in cap. Guislarinus. in verbo Maranatha 23. q. 4. & Felinus in cap. Rodolphus nom. 33. de Rescriptis. Franc. Leo, Theol. Fori Eccles. parti. 3. cap. 7.

(b) Cap. Nemo xi. q. 5.

(c) Vox enim græca Anathema in Sacris litteris usurparur pro voce habrea... Hama, quam Vulgatus exposuit per Anathema. Num. 21. & Jud. 1. Descendit autem vox habrea à radice Haram, hoc est occidit, delevit exterminavit. Igitur Anathema proprie & secundum usum Judæorum est res quæ execratione & ruina digna est, & verbum Anathematizem, est rem abolere & diris devovere... Hinc apud Judæos Anathema vox fuit execrationis & deprecationis. Dupin de antiq. Eccl. disciplina. Dissert. 3.

qui satisfasse, & sont hors d'état de faire jamais. " La France, disent-ils, "(a) ne reconnoit point d'Excommunication encouruë par le seul fait, & "elle conserve encore sur ce point l'ancien droit de l'Eglise. Dans les premiers siècles, l'Excommunication ne pouvoit être prononcée qu'après une "accusation suivie d'une conviction juridique & par une Sentence. *Si Index* "et, dit saint Augustin, *si apud te accusatur, si veris documentis, testibusque* "convincitur, coercet, excommunicat.

"C'est ce droit primitif, disent-ils, que le concile de Constance a rétabli "par la proscription des abus qui l'avoient obscurci dans les siècles d'ignorance, & par la défense de regarder personne comme excommunié, avant "que la sentence d'Excommunication ait été rendue nommément contre lui. "*Nemo deinceps à communione alicujus, Sacramentorum administratione vel receptio, aut alius quibuscunque Divinis teneatur abstinere... nisi Sententia fuerit contra personam... à Judice publicata vel denunciata specialiter & expresse.* Et plus bas : (b) On ne reconnoit point en France d'Excommunication "encouruë *ipso facto*, & c'est un abus d'en prononcer.

Il est étonnant de voir d'habiles gens se méprendre ainsi sur les termes, faire *publicare & denunciare sententiam*, publier & dénoncer, sinonimes à *ferre* prononcer, & entendre d'une Sentence *ab homine* par le Juge, ou d'une Sentence à prononcer, dont S. Augustin a parlé, une Sentence de Droit que l'Extravagante, *Ad viranda*, de Martin V. dans le concile de Constance, suppose déjà portée, mais dont elle suspend à l'extérieur l'exécution & les effets extérieurs, jusqu'à ce qu'elle soit publiée ou dénoncée avec mandement du Juge, d'éviter en toutes choses, l'Excommunié dénoncé.

M. Dupin, dit-on, & d'après lui l'auteur anonyme d'un *Projet de Remontrances à M. de Sanfai Evêque de Nantes l'an 1736. au sujet des nouveaux Catechismes* (c) publiés sous le voile de son autorité, disent absolument ; mais avec cette différence que le docteur Dupin le dit en termes modérés, dont on ne peut rien conclure comme on le verra dans la suite ; & l'auteur du *Projet* en termes moins mesurés & même injurieux aux Evêques du premier siège de l'Eglise, qu'il n'y a point d'Excommunication de Droit encouruë au seul fait, *ipso facto*, & que celui qui a commis le crime auquel le Droit, le Ca-

(a) Voyez la Consultation du 1. Septembre 1719. part. 1. pag. 9. signée le Roy Doyen de l'Ordre des Avocats. Belichon. Lequeux. Giller. Merlet. Milley. Le Roy de la Tour. Soyier. l'Eronille. De Feranville. Porhoüin fils. Maulrot. Le Paige. au sujet du Mandement de M. l'Archevêque de Sens du 6. Avril 1739. qui ordonne sous peine de suspension d'enseigner le nouveau Catechisme.

(b) Ibidem pag. 14. n. 4.

(c) Les nouveaux Catechismes publiés sous l'autorité de M. Turpin de Sanfai Evêque de Nantes, quoique revus, retouchés & corrigés à différentes fois, par plusieurs mains ne sont point exacts & auroient autant soulevé à Nan-

tes que le Catechisme de M. Languet à Sens, si Mr. de Sanfai avoit été aussi roide pour les faire enseigner, que M. l'Archevêque de Sens à faire enseigner le sien. Les Catechismes de Mr. de Sanfai ; sur bien des articles s'accordent avec les articles repris dans le nouveau Catechisme de Sens, & semblent l'avoir copié. Ils ont aussi leurs écarts, que l'on ne remarque pas dans celui de Sens, & par là font plus mauvais & moins admissibles. M. de Sanfai le sent assez, car il ne s'oppose point que l'on laisse son Catechisme, pour enseigner celui qui a été composé par M. de la Noë Menard, sous l'autorité de M. de Beauvau.

non & le Statut attachent cette terrible peine, n'est pas encore excommunié, mais doit l'être sans délai par la Sentence de son Juge, sitôt qu'il sera convaincu de l'action par laquelle le Canon veut qu'il soit excommunié. "L'Excommunication, dit cet Anonyme pag. 56. de son Projet, n'est autre chose qu'une expulsion de l'Eglise à l'exterieur, (a) la communion de l'Eglise consistant à être participant des témoignages extérieurs d'union & de charité que l'Eglise donne à ses membres. L'Excommunication n'est autre chose que la privation actuelle de ces témoignages. C'est une expulsion du Corps de l'Eglise & de la société des Fideles, à l'exterieur. Et pag. 62. "Etc. L'Excommunication encouruë par le seul fait, *ipso facto*, est une pure chimere, & seroit un abus aussi contraire à la nature même, & à la fin de l'Excommunication qu'à l'esprit de Jesus-Christ & de l'Eglise. C'est un phantôme insoutenable qui doit sa naissance & ses progrès à la Cour de Rome qui l'a inventé par un trait de politique toujours opposée à la simplicité de l'Evangile, &c. l'intention de ceux qui l'ont inventé étoit de lui faire signifier, & de faire croire aux peuples dans ces tems d'ignorance & de simplicité, que sans autre forme de procès, on étoit réellement excommunié & retranché du corps de l'Eglise. Mais les personnes habiles & sensées n'en furent point intimidées, bien persuadées que la nouvelle clause prise en ce sens n'étoit pas moins abusive que l'abus même le plus outré de l'Excommunication. Cependant, comme le nombre des gens simples & qui ne demêlent rien, est toujours le plus grand, l'*ipso facto*, eut en bonne partie l'effet que la Cour de Rome pretendoit; & comme elle vouloit lui donner du poids, & affermir son autorité, elle le multiplia à tel excès sur toutes sortes de questions, qu'il troubla par la suite toute l'Eglise, &c. "Quoique l'Eglise ait toujours condamné ces sortes d'Excommunications encouruës par le seul fait, & portées sans aucunes des formes prescrites par les Canons, il est à remarquer cependant qu'elle n'a pas supprimé les termes d'*ipso facto*. On les trouve employés dans plusieurs Conciles des derniers siècles, tant généraux que particuliers, souvent même dans le Droit Canonique, & confirmés par l'usage. Mais il s'en faut bien que ce soit dans le même sens que leur donnent les Ultramontains. Elle ne se sert de cette expression que comme d'une clause comminatoire, comme d'un terme énergique, qui exprime l'importance & la gravité de son Ordonnance, ou la rigueur de sa défense, comme qui diroit: Quiconque tombera dans tel ou tel excès, sera excommunié irremissiblement, sans tergiversation, sans retardement, sans que les Pasteurs puissent dissimuler, ou user d'indulgence à son égard.

Ainsi parle l'Auteur du projet dans sa déclaration erronée, où l'on voit qu'il ignore tout-à-fait l'ancienne discipline de l'Eglise & sa doctrine. L'*ipso facto*, n'est point de l'invention de Rome & des Papes. Il est plus ancien que les Décrets de Gregoire IX. le Sixte, les Clementines & les Extravagantes. On le trouve plus communément & plutôt dans les Conciles de France &

(a) Covarruvias qualifie cette Proposition. Voyez son texte ci-dessous. §. 12. d'impie & d'heretique; & la donne à Luther.

d'ailleurs, que dans les Conciles d'Italie & dans le Droit promulgué à Rome par l'autorité des souverains Pontifes Grégoire IX. Boniface VIII. &c.

L'Auteur du Traité des Excommunications l'an 1715. *part. 1. §. 4. p. 29.* a parlé autrement. "Les Canons des Conciles généraux & provinciaux, "dit-il, sont pleins d'Excommunications prononcées contre ceux qui s'écarteront "de la Foi de l'Eglise, ou qui violent sa Discipline, ou qui commettent des "crimes énormes.... & l'on peut dire avec assurance après S. Grégoire de Nisse "*Lib. Adversus eos qui castigationes agre ferunt*, que l'Excommunication n'est "point une invention hardie des Evêques, que c'est une Loi que nous avons "reçue de nos Peres, une ancienne règle de l'Eglise, qui tire son origine "de la Loi ancienne, qui a été confirmée dans la nouvelle par Jesus Christ, "& que nous avons reçue par tradition.

Mais en tout cela, il n'y a point d'Excommunication prononcée, mais à prononcer: si nous croyons Mr. Dupin, "je repons, (a) dit-il, que l'Excommunication de Sentence portée, n'est point telle qu'on l'a entendue jusqu'à "présent, & que toutes les fois qu'on trouve un Anathème prononcé dans "les anciens Canons contre ceux qui font certaine action; le Canon ne dit "point que ceux qui la font sont réellement excommuniés, mais doivent "l'être; que cela est si vrai, que l'on ne trouve point dans les Canons un "peu anciens, ces mots, ou semblables: Que celui qui fera cela soit excommunié & déposé par le seul fait; mais seulement: *si quelqu'un fait cela, qu'il soit excommunié, déposé, séparé*: Formules, conclut M. Dupin, qui de "l'aveu des Canonistes ne marquent point une Excommunication de Sentence portée, mais de Sentence à porter.

Cette explication, personne ne nous le contestera, puisque M. Dupin qui en paroît l'Auteur, l'avoué lui-même, est nouvelle, & avoit été ignorée;

(a) Respondeo Excommunicationem *Lata Sententia* non esse eam quæ huc usque descripta est. Nam quotiescunque in Canonibus antiquis dicitur Anathema generatim in eos qui hoc aut illud; hoc, nihil aliud sibi vult quam eos qui istud egisse convicti fuerint excommunicandos, non autem revera excommunicatos esse. Hoc autem ex eo quod in Canonibus paulo antiquioribus nunquam leges hæc aut similia verba: *Sit ipso facto excommunicatus & depositus qui id fecerit*, sed tantum: Si quis id fecerit, excommunicatur, depenatur, segregatur, quibus formulis ut consentiunt Canonistæ, non exprimitur excommunicatio lata sententiæ, sed ferendæ. Dupin de antiq. Eccles. Discipl. Dissert. 3. cap. 2.

Verumtamen hæc distinctio duplicis Excommunicationis latæ & ferendæ Sententiæ, licet olim ignota, optime potest defendi, si dicamus ut jam observavimus per excommunicationem latæ Sententiæ, hominem reipso excommunicari, sed excommunicandum de-

cerni statim atque convictus fuerit ejus rei propter quam Excommunicatio fertur à Jure sine ullo prævio judicio. Hæc est Gersonis Sententia [*] in Lib. de vita spiritus anima lib. 4. Corroll. c. 4. Propositiones 1. Idem. ibid.

[*] Gerson n'a rien dit de sensible, au lieu cité ni ailleurs. Il reconnoît au contraire qu'il y a des Excommunications de Droit, que l'on encourt, sans autre Sentence, & que la Sentence qui intervient quelquefois, ne fait que déclarer l'Excommunié, sans l'excommunier.

Summa eorum quæ in ista responsione diximus, hæc est, primo, &c. secundo excommunicari ut rebellis & perversus, &c. Quinto hæc formulæ, *Anathema sit, Excommunicatus sit, Habeatur excommunicatus & similes*, Comminatorias esse tantum, nec illum qui aliquid sub istis imprecationibus veritatem facit, propterea statim excommunicatum esse, sed dignum excommunicatione statim atque fecerit, reddi, & ideo deferendum ad Ecclesiam, ut excommunicetur. Dupin. ibid.

cela oblige à ne la pas embrasser aussi-tôt par un devoiement aveugle à l'éru-
diti on & à l'autorité du Docteur qui la donne. Mais quant à ce que Mr.
Dupin dit que l'on ne trouve point dans les Canons un peu anciens, *in Ca-*
nonibus paulo antiquioribus, ces mots ou semblables: *Hac aut similia verba, sit*
ipso facto excommunicatus & depositus qui id fecerit, mais seulement, *si quis id*
fecerit, excommunicetur, &c. C'est certainement trop dire : on ne trouve point
à la vérité ces expressions : *Ipso facto, Ex ipso, Ipso Jure*, dans le Decret de
Gratien, & dans les Decretales de Gregoire IX. mais je les lis dans des Ca-
nons un peu anciens du douzieme, ou du treizieme siecle; & quand on les
diroit nouveaux, rapportés à d'autres d'une plus grande antiquité, on ne
peut pas conclure qu'on n'a rien de semblable dans les monumens des pre-
miers siecles de l'Eglise. Je crois avoir fait voir dans le^e. precedent, que si
les premiers Conciles ne s'expriment pas par: *Ipso facto, à Jure, Lata Sententia*,
on y rencontre souvent sous d'autres termes, toute la chose signifiée, &
une Sentence portée.

Le mot de *Transsubstantiation* est nouveau, & beaucoup plus nouveau que
l'*ipso facto*, mais le dogme qu'il nous presente a toujours été cru dans l'Eglise,
& on auroit grand tort de le nier, à cause de la nouveauté du terme qui
explique ce mystere. Je veux que l'*ipso facto* soit nouveau, mais l'Excom-
munication encouruë par le fait qu'il sert à manifester, ne l'est pas, & l'on
ne peut raisonnablement à cause de la nouveauté d'un terme introduit pour
la faire mieux entendre & l'expliquer, la dire houvelle, lorsqu'elle paroît
d'ailleurs être très-ancienne.

Je n'accorderai point aussi à M. Dupin que les Canons un peu anciens ne
presentent que ces seuls termes: *Excommunicetur, deponatur, separatur*, qu'il
soit excommunié, déposé, séparé. Ils en ont beaucoup d'autres pour nous
marquer l'Excommunication qu'ils prononcent, & ceux donnés en exemple
ne sont pas purement comminatoires, mais d'une signification ambiguë, (a)
mais dont l'ambiguïté se developpe & s'eclaircit par les termes que le Canon
leur joint. Il suffit que le Concile ou le Juge marque, n'importe par quels
termes, (b) que celui qui fait l'action criminelle qu'ils descendent, est excom-
munié, sirot qu'il la commet. Les termes: *à Jure, Ipso facto, Lata Sententia*,
comme Navarre l'enseigne, sont explicatifs dans une Sentence de Droit,
sans y être nécessaires, & on encourt l'Excommunication par l'autorité du

(a) Ambigua verba esse quidam censent cum
Canon sic exprimit: *Excommunicetur, suspenda-*
tur, subjacent, vel subdatur excommunicationi.
Ideoquez aliis Canonis verbis explorandam esse
Legislatoris mentem putant, quæ tamen si aperte
non apparat, comminatoria sententia habebit,
quia secundum Judicis regulam in po-
nis benignior est interpretatio faciendæ. *Titul.*
Mr. Perrecor. de Consur. lib. 1. Tract. 2. 1.

Cabalut Juris Canon. Prax. lib. 5. cap. 10.
n. 6. dit la même chose.

(b) Certum est non incurri Excommunica-

tionem ipso Jure, contraveniendo mandato,
vel Legi jubenti, vel prohibenti aliquid sub
perna Excommunicationis, si non adduntur
verba illa *Lata Sententia*, vel illa, *ipso Jure*
incurrenda, vel alia similia, * quæ declarent
intentionem Mandantis vel legem ferentis
fuisse, ut ipso jure live ipso facto incurratur,
per Glossam celebrem & ab omnibus receptam
Cap. 1. de *Sagittariis*. Navar. *Consil. lib. 5. de*
Sent. Excomm. Consil. 2.

[*] Vel alia iis æquipollentia. Idem ibid.
lib. 1. de Offic. Judic. *Ordin. m. Consil. 11. n. 1.*

Canon, sans que le Juge la prononce de nouveau. Lancelot (a) assure aussi qu'il y a des crimes si énormes, que celui qui les commet est excommunié par le Droit, sans autre Sentence de Juge, & récemment M. Gibert dans son *Corpus Juris Canonici*, nous dit que le sentiment nouveau, qu'il n'y a point d'Excommunication de fait, n'a pas de vraisemblance. (b)

§. VII. *Anciens Exemples de l'Excommunication de Droits, encourue en France, sans autre jugement.*

Le Concile de Sarragosse de l'an 381. auquel les Evêques d'Aquitaine, & si nous croyons Maan, grand Chantre de Tours, S. Martin assistèrent, nous donne des exemples des différentes espèces de nos Excommunications, avec les marques que les Canonistes établissent pour les distinguer, le *Futur* pour la Comminatoire qui est à porter, & le *Present*, pour l'Excommunication de Sentence portée qu'on appelle de Canon, & quelquefois *ab homine*, ou prononcée par le Juge. Assurément, une distinction aussi marquée n'y paroitroit pas, si toutes les Excommunications de Canon n'étoient que comminatoires & à prononcer.

Ab Universis Episcopis dictum est Anathema futuros, qui hanc Concilii Sententiam non observaverint. Conc. Cesar - August. c. 1.

L'Excommunication exprimée ici par un terme futur : *Anathema futuros*, est comminatoire. En voici une de Sentence portée, encourue par le fait, sans autre Jugement, énoncée par un *present*, en signe qu'elle lie le coupable au moment de son action.

Ab Universis Episcopis dictum est, Anathema sit, qui hoc commiserit. Ibid. c. 2. Quod qui non observaverit, His Decretis Anathema sit in perpetuum. Ab Universis Episcopis dictum est: Anathema sit. Ibid. c. 4.

En voici une de Canon, de Statut, ou de Reglement : *Qui per Disciplinam . . . (c'est-à-dire : per Canonem) une ab Homine ; dans un cas particulier : aut Sententiam Episcopi . . . fuerint separati ;* une enfin de Sentence portée avec execution, sans autre Jugement à prononcer : *Non habeat Communionem.*

Item lectum est, ut hi qui per Disciplinam, aut Sententiam Episcopi ab Ecclesia fuerint separati, ab aliis Episcopis non sint recipendi. Quod si scientes Episcopi fecerint, dictum est qui hoc commiserit, non habeat Communionem. Ibid. C. 4.

Le deuxième Concile d'Arles, dont le reglement fut renouvelé par le Concile d'Agde en 506. declare excommunié par le seul fait, l'Evêque qui n'assiste point aux Conciles de la Province. (c)

(a) Excommunicationem alia Canonum, alia Judicii. Canonis est, qui quis ab ipso solum Canone absque Judicii ministerio innodatur, quæ etiam alio vocabulo, latæ Sententiæ Excommunicatio nuncupatur. Sciendum est enim complures esse Casus, in quibus adeo quis delinquere existimatur, ut nulla expectata Judicis pronuntiatione ipso Jure Excommunicationis vinculo innodatur. Lancelot *Instit. Juris*

Canon. lib. 4. tit. 13. cap. 7.

(b) Gibert *Corp. Juris. Canon. de Judicis part. 2. tit. 7. sect. 5.*

(c) Si quis adesse neglexerit aut ceterum fratrem, antequam Concilium dissolvatur, crederit descendendum, alienatum se à fratre communionem cognoscat, nec eum recipi liceat, nisi in sequenti Synodi fuerit absolutus. *Conc. Arl. 2. circa 450. c. 19.*

Le concile de Tours de l'an 567. (a) composé des Evêques de la seconde, de la troisième & de la quatrième Lionnoise, & auquel saint Germain de Paris, saint Prextat de Rouen, &c. ont souscrit, est décisif pour l'excommunication encourue de fait. Ce Concile statua du consentement du Clergé & du peuple, *Ex consensu communis atque totius populi*: que l'Evêque qui ordonne un Evêque à l'insû du Métropolitain & des autres Evêques de la Province, encourt par sa prevarication la Sentence prononcée par les anciens Canons, & qu'il est, sans autres Sentence, privé de la Communion des Evêques & de leurs Eglises, jusqu'à avoir été absous par un Concile plus nombreux, *usque ad maiorem Synodum se cognoscat remotum*. Et encore que l'Evêque négligeant à punir les Clercs qui tiennent à leur service, des femmes que les Canons ne leur permettent pas, encourt par le fait, la Sentence des précédens Canons, *Sententiam prædecessorum Canonum se incurtere omnino cognoscat*. Et enfin que l'Evêque, le Prestre, le Diacre ou le Soudiacre qui communique avec des femmes, qui après s'être consacrées à Dieu, se marient, sont suspens par ce fait, jusqu'au Concile suivant, & de même l'homme libre qui communique avec eux. *Excommunicatum se esse cognoscat*.

De pareilles Excommunications, quelque chicane que l'on fasse sur les termes, ne se detourneront jamais à une Excommunication de Sentence à porter, & comminatoire seulement. *L'ipso facto*. le *Lata Sententia*. ni le mot, *Ex fure*. ne paroissent point dans ces Canons; mais la chose y est toute entière, l'expression est au présent, & la volonté du Concile bien marquée, est que la Sentence qu'il porte, ait du jour qu'il l'a portée, son execution, jusqu'au Concile subseqent, sans autre jugement, ni monition.

§. VIII. *L'ipso facto est plus ancien en France qu'en Italie, & a été d'usage dans nos Conciles avant que de paroître dans les Decretales.*

Nous avons les termes *ipso facto*. dans les anciens statuts Synodaux de (a) Nantes rédigés vers l'an 1210. ou peu après le concile de Latran de l'an 1215.

Quod si defuerint, sicut præca Canonum præcipit auctoritas, usque ad proximam Synodum charitati fratrum & Ecclesiæ communionem priventur. *Conc. Agab. c. 35.*

(a) Ne quis Britanum aut Romanum in Armorico sine Metropolitani aut Comprovincialium voluntate vel litteris Episcopum ordinare præsumat. Quod si quis contrarium tentaverit, *Sententiam in anterioribus Canonibus prælatam observet*, & à nostra charitate usque ad maiorem Synodum se cognoscat remotum & excommunicatum, quia merito à charitate nostra, vel nostris Ecclesiis segregantur, qui Patrum statuta continent. *Conc. Turon. 567. c. 9.*

Si quis Episcopus ad distringendum eos, qui in hac facilitate perdurant, negligens appa-

ruerit, sicut in ipsa sancta Basilica est publicè recitatum, ex consensu communi atque totius populi, *Sententiam prædecessorum Canonum, se incurtere omnino cognoscat. Ibid. c. 11.*

Et quicumque Episcoporum, aut Presbyterorum vel Diaconorum aut Subdiaconorum eis communicare præsumpserit usque ad Synodum ab omnibus Episcopis excommunicatus habeatur... Quicumque ergo de Laicis ingenius cum talibus excommunicatis communicare præsumpserit, Excommunicatum se esse cognoscat. *Ibid. Can. 10.*

(a) Sciendum est autem quod sunt Excommunicati *Ipso facto*, qui in Clericos vel quascunque personas ecclesiasticas manus iniiciunt violentas, Incendiarii, & Ecclesiarum seu Cimiteriorum violatores, & qui Litteras Do-

on les remarque également dans les plus anciens statuts d'Angers, du Mans, de Rouen, de Coutance, &c. Ils nous y désignent une Excommunication de Sentence portée, & réellement encouruë sans autre Sentence, par les Percussieurs de Clercs, les Incendiaires, les profanateurs des Eglises & des Cimetières, les Falsificateurs des lettres Apostoliques, & quelques autres que les Canonistes nous disent excommuniés de Sentence portée par les anciens Canons.

L'*Ipso facto*, paroît en propres termes dans les conciles de Tours de l'an 1291. c. 10. de Saumur de l'an 1243. c. 27. de Nantes de l'an 1264. c. 7. de Rennes de l'an 1273. c. 1. & 3. d'Angers de l'an 1279. c. 3. de Tours de l'an 1282. c. 8. & 10. de Saumur de l'an 1294. c. 5. de l'an 1315. c. 2. & 3. & de l'an 1320. c. 1. 2. 5. 7. & 8. d'Angers de l'an 1365. c. 1. 2. 3. 19. 21. 23. 27. & 28. & par tout dans le sens d'une Censure réellement encouruë sitôt l'action dessenduë commise. Tous ces Conciles ont précédé le concile de Constance célébré l'an 1414. En voici d'autres qui l'ont suivi; comme le concile de Nantes de l'an 1431. c. 1. 17. 22. & 28. d'Angers de l'an 1448. c. 1. 14. 18. & 25. & de Tours de l'an 1583. tit. 9. 11. 19. &c. où l'*Ipso facto* désigne également, une Excommunication de Sentence prononcée, que l'action commise fait encourir dans le moment, & avec tant de précision qu'on ne peut y détourner l'*Ipso Jure*, l'*Ipso facto*, au sens comminatoire & de Sentence à porter, ni assurer que le concile de Constance en a aboli l'usage, & qu'on ne reconnoît point en France d'Excommunication encouruë *Ipso facto*. "Nous descendons, dit le concile de Tours de l'an 1583. tit. 19. à tous les Ecclesiastiques sous peine d'Anathème que nous déclarons encouru par le Droit & par le fait, & en outre sous peine des autres peines de droit, desquelles ils seront punis de, &c. *Omnibus Ecclesiasticis... sub pena Anathematis prohibemus, cui eos ipso Jure & facto subiacere declaramus, alius à Jure statuti penitus nihilominus puniendos*, &c. voilà deux Sentences, une prononcée qu'on appelle *Lata Sententia*, & l'autre de Sentence à prononcer par aggravation de d'autres peines, contre le même delinquant, bien marquées.

Certes, après tant de preuves tirées des seuls Conciles de la troisième Lioinoise depuis l'an 381. jusqu'à l'an 1583. auxquelles on peut en joindre une infinité d'autres, prises des Conciles des autres provinces de France, comme du troisième d'Arles de l'an 442. du quatrième d'Orléans de l'an 541. de Lion de l'an 567. &c. il y a bien de l'inattention, de l'amour du nouveau, de la prévention, ou du mépris des Loix, pour dire aussi crûement qu'on le fait de nos jours, que la France ne reconnoît point d'Excommunication encouruë par le seul fait, & qu'elle conserve encore sur ce point l'ancien droit de l'Eglise, & à dire encore que toutes les Excommunications prononcées avec l'*Ipso facto*, l'*Ex jure*, le *Lata sententia* dans le droit Canonique, dans les Conciles, dans les Constitutions des Souverains Pontifes,

mini Papæ saltem, vel ad hoc concilium, vel coram crassa sit ignorantia, vel supina, &c. auxilium præstant, vel falsitas apud se destinent, & illis utuntur, etiam ignorant, si *Statuta Nannetens. circa an. 1210. tom. 2. Theauri Auedotorum Martenis...*

dans

dans les Ordonnances, les Statuts, les Rituels, les formules de Prônes, sont comminatoires seulement, & de Sentence à prononcer, lorsque les Législateurs dans l'ancien droit de France, les font sentir, & dans le nouveau les disent avec tant de précision, de Sentence portée, & les distinguant par tout des Excommunications de Sentences à porter, & comminatoires.)

§. IX. *Les Canonistes François reconnoissent l'Excommunication de Droit & de Sentence portée, encourue par le fait.*

Eveillon auteur François du dernier siècle qui a traité à fond des Excommunications, & qui n'ignoroit point le droit primitif & ancien du Royaume, dit de l'Excommunication de Droit, ou de Sentence prononcée, "qu'elle a telle force, qu'au même instant que quelqu'un transgresse l'Ordonnance d'icelle, il encourt l'Excommunication & est dès lors lié intérieurement & devant Dieu, & en effet séparé de la Communion intérieure & spirituelle de l'Eglise, sans qu'il soit besoin d'y apporter aucune forme, ni prononcer aucune Sentence contre lui; car la Sentence a été prononcée contre tous ceux qui contreviendront. Dès lors que l'Excommunication a été ordonnée, la seule perpétration du fait ou crime défendu emporte avec soi l'exécution.

Ainsi parloit Eveillon l'an 1651. & avant lui Germain Valens évêque d'Orléans dans ses Statuts de l'an 1587. Guillaume le Gouverneur évêque de S. Malo l'an 1618. &c. & depuis Eveillon, Mrs. Arnault évêque d'Angers l'an 1654. d'Elbene évêque d'Orléans l'an 1664. &c. dans leurs instructions & leurs statuts Synodaux. Le rituel d'Orléans par M. Denets, le rituel d'Albi rédigé l'an 1667. sur les mémoires de M. Pavillon évêque d'Albi, par le fameux Petrus Aurelius ou l'abbé de saint Cyran, revu par le Docteur Arnauld, approuvé de 27. Evêques l'an 1669. & de deux autres Evêques l'an 1671. le rituel de Reims par M. le Tellier l'an 1677. de la Rochelle par M. de Laval l'an 1689. &c. la Théologie Morale de Périgieux l'an 1695. de Poitiers l'an 1723. troisième édition, &c. Mrs. de Sainte Beuve, Fleuri, Herissel, Gibert &c. les Peres Cabassut, Noël Alexandre, Juenin, &c. Et afin que toute bouche soit fermée à ceux qui écrivent à Nantes & à Paris, les termes des Rituels d'Henry & de François de Gondy Evêques de cette capitale du Royaume, & du missel de Nantes l'an 1507. & 1520. marquent dans le Prône une Excommunication par le seul fait qu'encourent les Confidenciers, les Simoniaques, &c. sans autre Sentence. (a) Nous la voyons encore cette Excommunication par le seul fait, dans les Mandemens de tous les évêques du Royaume prononcée l'an 1654. contre les Duellistes, à la sollicitation de l'assemblée du Clergé, Louis Henri de Gondrin Président. (b)

Tous ceux que je cite sont François, tous ont écrit & fait imprimer en France avec privilège, leur témoignage sera-t'il compté pour rien, & un

(a) Voyez Sainte Beuve, *Resolut. rom.* 1
Cui 68.

(b) Voyez les recueils des Statuts Synodaux d'Angers l'an 1680. pag. 548. & suiv.

petit nombre, sur l'autorité d'un seul Docteur & d'un seul Legiste (a) de ce siecle, qui ont cru voir en Gerson ce que ce Theologien n'enseigne point, peuvent-ils assurer, sans égard à ce que tant d'autres si respectables par leur érudition & leurs dignités ont enseigné au sçu de tout le Royaume, & sans égard aux Sentences sous peine d'Excommunication encouruë par le seul fait, que plusieurs Evêques donnerent avec tant d'éclat dans le siecle dernier, contre ceux qui ne defferoient pas à leurs Ordonnances, que la France ne reconnoît point d'Excommunication encouruë par le seul fait, sans monition ni jugement, lorsqu'il est notoire, & qu'il retentit de toutes parts qu'elle les reconnoît.

" En France, dit M. de Sainte Beuve, (b) auquel avec toute fureté on peut se rapporter sur cet article, un homme est excommunié en effet & devant Dieu, avant que l'Official ait prononcé la Sentence contre le coupable en particulier, s'il est tombé volontairement & sçachant qu'il y a Excommunication dans la faute à laquelle la Censure est annexée par le seul fait.

" Il n'y a point de formalités, dit M. Hericourt (c) à observer pour les Censures qui sont portées par la Loi, pour les personnes qui contreviennent aux dispositions de la Loi. Dès qu'on a manqué à executer ce que la Loi & le Statut ordonnent, ou qu'on a fait ce qu'il defend sous peine d'Excommunication, de suspension ou d'interdit, on est excommunié, suspendu ou interdit. M. Tournely dans son Traité des Censures dit la même chose.

On l'appuie du Decret du concile de Basle ff. 25. an. 1435. Il prouve évidemment que le sentiment de quelques Modernes; que les Censures de Droit à encourir au moment du fait, n'ont aucun effet avant la declaration qu'elles font encouruës, n'a pas de vraisemblance selon M. Gibert; car le concile de Basle, il en est de même de celui de Constance, suppose que cette espece de Censure opere avant la declaration, tout autant à l'interieur, que celle qui est *ab homine*, & que l'effet n'en est point retardé en faveur de celui qui l'encourt, mais qu'il est suspendu pour l'exterieur en faveur des autres, jusqu'à ce qu'elle soit déclarée. (d) C'est aussi le sentiment du Parlement de Paris dans ses remontrances présentées au Roi le 29. Juin 1738. & qui ont été imprimées.

Dire donc sans limitation que la France ne reconnoît aucune Excommunication encouruë par le seul fait, & même qu'il n'y en a aucune dans le Droit, toutes celles qui y sont prononcées, le reduisant à la commi-

(a) M. Dupin, dans ses Dissertations historiques de l'ancienne Discipline de l'Eglise 1689. & Traité des Excommunications l'an 1715. M. de la Bigotiere Perchambault Conseiller au Parlement de Bretagne, sur la Coutume.

(b) Sainte Beuve. *Ibidem*.

(c) Hericourt de l'Excommunication de Droit. part. 1. ch. 11. 2. 38.

(d) Ex hoc Decreto (Basileensi ff. 25. an. 1435.) sic exposito evidenter patet, quam aliena sit, necdum à veritate, sed etiam à verisimilitudine, quorundam Neotericorum sententia, qui

docent censuras à jure laxas *ipso facto* incurrendas quovis effectu carere, usque ad denuntiationem sive declarationem ipsas incurfas fuisse, Hoc enim Decretum de illis expresse loquitur, ut de illis quæ sunt ab homine, & de utrisque supponit omnes suos effectus habuisse ante denuntiationem, & Concilium jus novum eirea hanc rem introduxisse, in eo situm quod carere effectu suo quoad alios quam illis ligatos, ac quoad istos illum retineant. Gibert *Corp. Juris Canonici, de Judiciis part. 2. tit. 7. scilicet. 5. an. 1737.*

natoire; c'est trop dire, & avancer un sentiment qui a toutes les notes du temeraire : il est nouveau, extrêmement hardi, & n'a point de suffrages. (a) Il semble que c'est nier le pouvoir de l'Eglise, renverser ses regles, insulter à ses ministres, choquer leur juste autorité, & vouloir ignorer que Jesus-Christ a dit à l'Eglise, que ce qu'elle lieroit sur la terre, seroit lié dans le Ciel. Il semble que c'est fronder l'Extravagante, *ad vitanda*, publiée dans le Concile de Constance de l'an 1414. le Concile de Basse quelques années après, l'assemblée des Etats du Royaume à Bourges l'an 1438. la Pragmatique Sanction du Roi Charles VII. le Concile de Latran sous Leon X. & le Concordat entre ce souverain Pontife & le Roi François I. qui tous supposent de veritables excommuniés de Droit ou de Sentence prononcée; mais qu'ils statuent n'être évitables qu'après la publication & la denonciation.

On a tort de conclure, parcequ'on peut communiquer au civil & au spirituel avec eux, avant qu'ils soient publiés, qu'ils ne sont pas reellement excommuniés devant Dieu, & que la France, où l'on observe par Edit de Louis XII. (b) ce qui a été si sagement ordonné pour la paix des consciences, ne reconnoit point d'excommunications encouruës par le seul fait. L'on doit seulement conclure que les excommuniés de Droit, ne sont évitables qu'après une Sentence qui declare & qui denonce, qu'ayant fait l'action défenduë, ils ont encouru l'Excommunication dont le Droit punit une telle action.

Cette denonciation, comme parle M. Dupin, (c) a lieu & à l'égard des Excommunications à *jure*, & à l'égard des Excommunications *ab homine*. Dans le premier cas, lorsque quelqu'un a commis une chose défenduë par le Droit, sous peine d'Excommunication, l'Evêque ou le Juge Ecclesiastique, avec connoissance de cause, rend une Sentence, par laquelle il declare qu'un tel ou tels ont encouru l'Excommunication, pour raison d'un tel fait, & ordonne que la Sentence sera publiée & signifiée à qui il appartiendra. C'est ce que remarque Panorme in *Cap. Parochianos. de Sent. Excomm.* en ces termes : *Nota quod incidens in Sententiam Canonis debet denunciari publice excommunicatus, & hoc spectat ad Officium Prælatorum, etiam nemine requirente, & debet talem facere evitari, donec satisfecerit lesa & fuerit absolutus. Non ergo debent Prælati esse contenti simpliciter excommunicatione Canonis, sed procedere ad publicationem & facere talem evitari excommunicati, cando alios qui communicaverint secum, vel alio modo.* Mais avant qu'on puisse publier ou denoncer une Excommunication de Droit contre quelqu'un, il faut qu'une Sentence declaratoire ait précédé, par laquelle il soit dit qu'il a encouru l'excommunication de Droit; & cette Sentence ne peut être rendue, que la partie n'ait été appelée pour être ouïe, & alleguer ses

(a) *Temerarium passim Theologi definiunt, quod nove insolenter, & audaciter, nulla Doctorum auctoritate dicitur. Benignus Bossuet Meiden. Epist. in defensum Declarationis Cleri Gallie, an. 1682. part. 1. lib. 3. c. 13.*

(b) Les Decrets des Conciles de Constance

& de Basse ont execution en France par Edit du Roi Louis XII. du 16. Juin 1510. Régistré au Parlement. Fontanet tom. 4. p. 1245.

(c) Dupin, des Excommunications. part. 2. §. 7. pag. 385. an. 1719.

“raisons & ses defenses. C'est ce que remarque Panorme sur la Clementine
 “*Presenti. de Censibus. Non debet Index quem declarare incidisse in pœnam ex-*
 “*communicationis, illo prius non vocato, ut scilicet habeat facultatem se defen-*
 “*dendi si vellet negare se in pœnam incidisse.* Ceci doit être observé, quand
 “il seroit notoire que celui que l'on condamne, eut commis le fait en ques-
 “tion & qu'à un tel fait, il y eût Excommunication de Droit annexée.
 “C'est le sentiment commun des Canonistes, exprimé par Ancharanus en
 “ces termes : *Quantumcumque aliquis sit excommunicatus à Canone, non debet*
 “*nuntiari in publico, nisi lata fuerit Sententia declaratoria super hoc, parte citata*
 “*& causa cognita, ut notatur in Clement. Presenti. de Censibus.* C'est M. Dupin
 “dont l'on s'appuie assez mal à propos comme l'on voit, pour nier les Ex-
 “communications de Sentence portée & encouruës par le fait, qui vient de
 parler.

D'Avezan, Professeur de l'Université d'Orleans, dans son Traité des Cen-
 sures imprimé à Orleans l'an 1654. parle en mêmes termes, & dit aussi
 nettement que la Sentence qui intervient contre un Excommunié de Droit,
 n'est point de condamnation, mais de declaration, afin qu'on l'évite. *Excom-*
municationis Sententia vel fertur à Canone, vel fertur ab homine; illa Juris ista
judicii esse dicitur... Quæ diviso sepe occurrit... Quæ fertur à Canone, dicitur
Sententia Juris... vel etiam dicitur ferri ipso facto, ipso Jure, &c. Quia scilicet
vi & potestate Canonis, sive Juris absque hominis ministerio inferitur, ut non sit
ferenda à Judice. Quod sic apertius exponere soleo. ne quid supersit dissimulatis,
ut opus quidem non sit condemnatoria Sententia, quæ feratur à Judice adversus
eum, qui ipso facto, ipso Jure, jam incidit in edictum excommunicationis, neces-
saria tamen sit declaratoria quæ ab illo super eodem crimine promulgetur... ideo
videlicet, ut plenius innotescat omnibus excommunicatus & evitetur.

Joan. D'Avezan de Censuris pag. 37.

Il est de cette Sentence de declaration, comme du jugement prononcé par
 le Prestre de la Loi ancienne sur le Lepreux; (a) & le bannissoit par là, de la société : de même le
 Juge ecclésiastique, lorsqu'il porte son Jugement sur une censure de Droit,
 declare qu'elle a été encouruë, ordonne en consequence d'éviter celui qui
 en est lié, & à celui qu'il trouve sous la Censure, de s'abstenir en particulier
 & en public, des communications dont la Loi veut qu'il s'abstienne, jus-
 qu'à ce qu'il soit delié, & qu'il conste de son absolution au Public, avant
 de pouvoir rentrer en société avec les fideles, & user de tous les droits qui
 y sont attachés; mais le Juge ne l'excommunie point, & l'Excommunié de
 Droit & de Sentence prononcée, doit & est tenu avant la Sentence declara-
 toire, de se conduire dans le secret quant à lui comme Excommunié, de se
 soumettre aux peines de l'Excommunication, & de penser serieusement à

(a) Legimus in Levitico de Leprosi, ubi ju-
 beretur ut ostendat se Sacerdotibus & si lepram
 habuerint, tunc à Sacerdote immundi hant,
 non quo Sacerdotes Leprosos faciant & im-
 munda, sed quo habeant noticiam Leprosi &

non Leprosi & possint discernere, qui mundus,
 qui ve immundus sit. Hieron. lib. 3. Comment.
 in Matth. in hac verba Cap. 16. Et tibi dabo
 &c.

se faire absoudre. Ce sentiment est sûr, mais le contraire ne l'est pas.

“ Les Excommunications qui sont portées par la Loi, dit (a) M. Fleuri, “ sont encouruës de plein droit sitôt que l'action est commise. Ainsi, celui “ qui a commis une simonie ou frappé un Clerc, doit s'abstenir dès-lors de “ l'entrée de l'Eglise, jusqu'à ce qu'il ait été absous, la Formule du Prône “ (de Paris) le fait voir. Et ce sera la faute du coupable, si l'absolution est “ différée, puisqu'elle ne se refuse point à qui se met en devoir... mais il “ n'y a que celui qui connoit l'Excommunication portée par la Loi qui soit “ obligé à l'observer.

La Censure de Sentence prononcée, dit aussi M. Gibert, a eu toujours quelque effet avant le Jugement qui déclare qu'elle est encouruë. (b) Covarruvias parle en la même manière. (c)

§. X. L'on attribue faussement à Gerson d'avoir cru qu'il n'y avoit point d'Excommunication de Drois, ou Ipso facto.

Le Cardinal Pierre Damien, vers l'an 1065. écrivant au Pape Alexandre II. lui représentoit que les Excommunications de Sentence prononcée & à encourir par le fait, avoient dégénérées en abus; mais comment: c'est qu'elles étoient trop communes à son avis, & pour toutes sortes de sujets; car il convient du fond, & qu'elles lient le pecheur au moment de son action. Il se plaint seulement que par cette multiplicité, c'est ce qui le faisoit gemir; il arrivoit souvent qu'un homme étoit sous l'Anatheme, privé de Dieu, & au profond de l'abîme, sans le sçavoir. (d) On le croyoit alors, par erreur, & faute d'instruction.

Gerson a pensé la même chose des Excommunications encouruës de Drois, par la fréquentation des Excommuniés, (b) qu'elles étoient dangereuses & à

(a) Fleuri, Institut. au Droit Eccles. 10. 2. part. 3. ch. 20. de l'Excommunication.

(b) Gibert, de l'Usage de l'Eglise Gallic. concernant les Censures, tit. 3. a. 2. §. 2. Reg. 16. imprimé l'an 1724. Lisez ecclie ce Canoniste rapporte en preuve de sa Règle.

(c) Voyez infra §. 12.

(d) Duo quedam apud Apostolicam Sedem frequens usus obtrunir, quæ si sancta prudentia vestra judicet, ut nobis videret, omnino digna sunt corrigi. Unum quia cunctis fere Decretalibus paginis *Anathema* subjungitur, alterum, &c. quorum primum quam sit humana salutis immane periculum, & infinite patens vorago labentium ac perniciæ animarum, Clementiæ vestræ pietas non ignorat. Dicitur enim quisquis hæc vel illa non fecerit, sive certe quisquis hoc, quod superius statutum est, irritum duxerit, vel in aliquid violaverit, *Anathematis*. Ubi notandum quam lubrica, quam præceps subito ruendi illis procuratur occasio, ut ante quis in

æternæ mortis barathrum corruat, quam se vel leviter impigresse cognoscit & substratæ quodammodo tendiculæ jam pes ejus innectitur, dum se libetis adhuc incedere gressibus arbitrat, &c. Quamobrem si sanctæ prudentiæ vestræ placer, hunc morem de cætero a Decretalibus paginis amoveri præcipiat. &c. Petrus Damian. Lib. 2. Epistolæ, ad summos Pontifices, Epist. 12.

(e) Expediens videretur, ut nullus teneretur alium vitare quamcumque, excommunicatum à Jure, nisi postquam denunciatus fuerit: esset alius à suo Judice. In omni quippe alio casu seipsum potest homo rationaliter periculum proximum suum non esse excommunicatum, &c. Queret aliquis, quid operatur tunc Excommunicationes latae Sententiæ per Canones; Respondet sicut accepi à Preceptore meo, eas tantummodo operari, ut absque processu alio judiciali, aut nova constitutione possit Juxta statim probato facto vel confessato, sèrre Juris fœntem

reduire; mais il n'a jamais cru qu'il n'y avoit aucune Excommunication encouruë de fait, ni que celles dont il est parlé dans le Droit, n'étoient que comminatoires, & ne s'encourroient point sans une Sentence à prononcer, comme une peine civile, corporelle, prescrite par la Loi, qui n'a d'exécution que lorsque le Juge l'ordonne, & d'effet que lorsque l'exécuteur de la Sentence inflige cette peine.

C'est déjà un fort préjugé contre le sentiment que je combats, de n'alléguer pour le soutenir qu'un seul Theologien, car c'est avouer que ce sentiment est singulier. Or, personne n'ignore que la singularité est suspecte; mais il y a bien du mecompte à citer Gerson, car ce Theologien judicieux bien éloigné d'enseigner qu'il n'y a point d'excommunication de Statut, de Sentence prononcée de Droit & encouruë à l'instant du fait *ipso facto*, enseigne formellement & étoit très persuadé que le droit en porte beaucoup de semblables. Il ne soutient point aussi en les admettant, qu'elles sont abusives, sans effet & absolument nulles. Il pense seulement qu'il seroit avantageux à la Société que personne ne se vit obligé sous peine d'encourir par le fait la même excommunication, d'éviter un Excommunié par le droit, qu'après la déclaration du Juge qu'il est excommunié, & après un commandement précis de l'éviter. C'est à quoi l'Extravagante *Ad vitanda*, de Martin V. peut-être sur la représentation & les instances de Gerson au Concile de Constance auquel il assista, qu'il y avoit de l'inconvenient à paroître encourir l'excommunication sans autre crime que la fréquentation d'un excommunié, que souvent l'on ne connoissoit point, à pourvu à la maniere que tout le monde sçait.

“ Quelqu'un demandera ce qu'opèrent les Excommunications *lata Sententia*, ou de Canon. Je repons, dit Gerson, que j'ai appris de mon Maître (le Cardinal de Cambrai Pierre d'Ailli) qu'elles font qu'un Juge peut sans aucune forme de procès & sans nouvelle ordonnance, dès que le fait est prouvé ou confessé, déclarer & publier la Sentence de Droit qu'un coupable a encouruë, au lieu que si l'Excommunication de Canon est purement comminatoire & de Sentence à porter, les monitions & les autres procédures prescrites par le Droit doivent preceder. „ C'est - à - dire que le fait étant une fois avoué en jugement par le coupable, ou prouvé contre lui, le Juge le declare avoir encouru l'Excommunication énoncée dans le droit; mais elle est encouruë selon Gerson, avant la déclaration, au lieu que l'Excommunication de Sentence à porter, n'est pas encore portée, mais doit l'être après l'action commise constatée, sans aucune monition, mais avec monition s'il s'agit d'accomplir un devoir qu'on est à lieu de remplir; ou encourt l'excommunication de Sentence prononcée, dit la Morale de Perigueux, (a) aussitôt le fait, ou le crime commis, sans aucune Sen-

tiam, & eandem publicare. Non sic, ubi Canones essent solum sententia Sententia, quoniam monitiones & processus secundum terminos Juris praequererentur multiplices. *Gerson de vita spirituali animae* lib. 4. Corollar. 14.

(a) *Lata Sententia* censura dicitur, seu ipso facto, quae statim admissio criminis prohibito

incurritur, absque alia Judicis Sententia. Ferenda vero Sententia, seu comminatoria censura, non statim admissio criminis incurritur, sed expectanda est Judicis Sententia, per quam iussu debet. *Theol. Mor. Petroscoren. lib. 1. tract. 2. de Censuris. c. 1.*

tence de Juge. Ou, comme M. Fleuri l'explique, elle est encouruë de plein droit, sitôt que le crime est commis, sans monition ni jugement. Ou enfin comme les Rituels d'Alet de l'an 1667. & de la Rochelle de l'an 1689. le disent: "les Censures *lata Sententia*, ou *ipso facto*, sont celles où on tombe aussi-tôt qu'on a commis l'action défendue sans qu'il soit besoin d'autre jugement. Les Censures, *ferenda Sententia*, ou comminatoires, sont celles qu'on n'a pas encouruës, mais que le supérieur a droit d'imposer sans autre monition, en vertu de l'Ordonnance comminatoire qu'il aura faite auparavant.

On dit, sans autre monition, parceque si l'Excommunication est prononcée, ou de droit, ou par Sentence qui prononce qu'on fera quelque chose sous peine d'Excommunication par le seul fait, la Loi ou la Sentence tient lieu de monition; car celui-là est contumace qui agit sciemment contre la Loi ou la Sentence, (a) la Loi suffisamment connuë étant une monition continuelle de faire ce qu'elle prescrit, ou de s'abstenir de ce qu'elle défend.

Ainsi, comme il étoit vrai du tems de Gerson que l'Excommunication *ipso facto*. avoit effet en France, & n'exigeoit point pour se realiser, une nouvelle Sentence, il l'est encore aujourd'hui; mais sous cette exception mise depuis par les Conciles de Constance, de Basle & de Latran, & par les Loix du Royaume, que l'Excommunié de Droit & de Sentence de Canon n'est évitable, qu'après la déclaration. La vérité de nos maximes n'a changée qu'à cet égard, & c'est une regle generale, reconnue unanimement des étrangers & des François, que tout ce qui avoit lieu *ipso jure vel ipso facto* dans le Droit, l'a encore à l'interieur; mais requiert pour l'avoir au dehors, une Sentence declarative.

Aujourd'hui donc, comme du tems de Gerson, toutes les Censures de Sentences prononcées, & à encourir par le fait, énoncées dans le droit, les Bulles des Papes, & les Ordonnances des Evêques, dûment promulguées, règles & dans tout le tems qu'elles sont en vigueur, ne sont point regardées en France comme de simples menaces qui doivent se realiser par des monitions & par une Sentence contre les coupables, mais sont reelles & lient interieurement & devant Dieu, sans cependant avoir encore leurs effets à l'exterieur dans le public & devant les hommes, avant la Sentence declaratoire. On le tenoit avant Gerson, en Italie & ailleurs; on le tenoit de son tems: on l'a tenu depuis; on le tient encore, & en particulier, c'est la doctrine de France. Elle paroît dans ses Conciles, dans les Statuts de ses Evêques, dans les Resultats de ses Assemblées, les Rituels, les Formules de Prône, où par tout le Legislatateur suppose que les Censures de Statut lient à l'interieur de prevaricateur à l'instant de sa prevarication sans autre jugement.

(a) Saine Beuve, Résolüt. tom. 1. Cas 68.



§. XI. *L'on croit en France que l'on peut sans nouvelle Sentence, encourir la Censure de Canon & de Droit, & qu'on l'encourt intérieurement, quand on tombe dans un des Cas reconnu en France réservé à Rome.*

Je lis dans les Actes du Concile general de Vienne de l'an 1312. un siecle avant celui de Constance, que Daniel Vigier Evêque de Nantes, & Guillaume le Maire Evêque d'Angers, qui tenoient rang parmi les plus habiles qui fussent alors, pour assurer leur conscience, demanderent au Pape Clement V. & l'obtinrent comme une grace singuliere, de pouvoir dans le cours des six mois suivans se faire absoudre par un Prestre capable, seculier ou regulier, de toutes les Excommunications generales ou particulières de Canon ou de Juge, qu'ils avoient pû ou qu'ils pourroient encourir dans cet espace de tems, sans faire tort à personne, & sans mepris des Clefs. (a) Les Evêques de Nantes & d'Angers auroient dû dans ce cas ne se pas croire Excommuniés; mais l'on croyoit alors en France & par tout ailleurs, & il y avoit plusieurs siecles que l'on étoit dans cette pernicieuse pensée ainsi qu'il paroît par la Lettre XII. du Cardinal Pierre Damien au Pape Alexandre II. qu'on pouvoit quelquefois être sous l'Anatheme de fait sans le sçavoir, pour n'avoir pas obéi par ignorance, ou par inadvertance au Canon ou à l'Ordonnance de Droit ou de Juge qui l'ont porté pour être encouru *Ipso facto*.

L'ignorance invincible excuse celui qui ne sçait pas à quoi la Loi l'oblige; mais qui peut toujours s'assurer que son ignorance n'est point affectée, n'est pas l'ignorance d'un devoir, que par état on est obligé de sçavoir, & si dans l'action il n'y a point eu quelque mepris de l'autorité, qui a porté la Loi? L'on va au plus sûr dans cette juste crainte, & dans la forte persuasion où l'on est que l'on peut quelquefois encourir la Censure sans autre jugement que celui du Statut.

Les Confesseurs observent par toute la France & ailleurs, dans les absolutions qu'ils donnent d'absoudre leurs Penitens; premier, des Censures de Droit, encourues de fait, par quelque faute secrete, & ensuite de les absoudre de leurs pechés. "Que Notre-Seigneur Jesus-Christ, dit le Confesseur, vous absolve: & moi de son autorité, je vous absous de tous les liens de

(a) *Errenicari tux ut aliquem idoneum Sacerdotem secularem vel religiosum in Confessorem tuum eligere valeas qui hac vice à quibuscunque Sententiis generalibus vel specialibus Canonis vel hominis, si quas absque lesione juris alterius non tamen ex contemptu, sed alias fortitan incurristi, vel in posterum, incurrere te continget, auctoritate nostra te absolvere valeat, ac totum super irregularitate, si quam, hujusmodi ligatus, contraxisti*

fortitan, vel in posterum te contrahere continget, eadem auctoritate quoties opus fuerit, dispensare injuncta tibi propter hoc, penitentia salutari, auctoritate presentium indulgentis, presentibus, post festum Nativitatis Domini proxime venturum minime valituris, &c. Datum. XII. Kal. Julii anno septimo.

Indultum Clementis V. Danieli Nanneten. & Guillelmo Andegav. Episcopis.

L'Excommunication.

"l'Excommunication (de la suspension) & de l'interdit, autant que je le puis
 " & que vous en avez besoin, &c.

Ce n'est point de l'Excommunication mineure, si facile autrefois à encourir, de laquelle, dans les tems de son grand cours, le Confesseur relevoit toujours le Penitent, pour le rendre capable des Sacremens. (a) Ce n'est point aussi de l'Excommunication par le Juge qu'on appelle *ab homine*, dont le Confesseur pretend absoudre; elle n'est pas de son ressort, mais du Juge qui l'a portée & par devolution du ressort du Juge qui succede, ou du Juge superieur s'il y a appel; mais l'intention du Confesseur est d'absoudre d'abord selon ses pouvoirs, *in quantum possum, & tu indiges*, le penitent de toutes les Censures de droit & de fait non reservées qu'il peut avoir encouruës, même sans le sçavoir. La formule seroit fort inutile & à ôter de nos Rituels, si toutes les Excommunications prononcées, par le Droit, les Conciles & les Synodes des Diocèses, ne sont que de Sentence à porter & seulement comminatoires. L'Absolution que le Confesseur donneroit de la Censure porteroit toujours à faux, seroit illusion aux Fideles, & fomenteroit une erreur intolérable dans l'Eglise.

Le souverain Pontife dans les graces qu'il accorde, met toujours cette clause, dont la France n'a point encore demandé la radiation comme d'une clause insolite & abusive; elle se plaindroit même, si elle ne la trouvoit pas dans les signatures & dans les Bulles qui nous viennent de Rome, qu'il absout l'Orateur pour obtenir l'effet des presentes, de toutes les Sentences d'Excommunication, de suspension, d'interdit, & des autres Censures & peines ecclesiastiques prononcées par le Droit ou par sentence de Juge qu'il pourroit avoir encouruës. La France reconnoît donc des Excommunications encouruës par le seul fait, & tous nos François ne se formalisent point, de ce que le Pape nous en absout. Dira-t'on que cela n'est d'aucune necessité, & est un reste de l'ancien style d'un siecle peu éclairé: c'est ce que personne ne s'est point encore avisé de dire. La crainte au contraire d'une Excommunication encouruë de Droit, nous en fait croire l'absolution necessaire, pour n'être point troublé, si elle se manifestoit, dans les graces que le saint Siege nous accorde. *Et cum absoluitur à Censuris, ad effectum*, portent les rescripts Romains ou, *Ipsamque N. à quibus vis Excommunicationis, suspensionis, & interdicti, aliisque ecclesiasticis Sententiis, censuris & penis à Jure, vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodo libes innodatus existit, ad effectum presentium tantum consequendum, harum serie absolventes, & absolutum fore censentes*.

Je ne crains point de le dire, il y a du paradoxe à soutenir, que la France ne reconnoît point d'Excommunication encouruë par le seul fait, *ipso facto*, & que toutes les Excommunications referées dans le Droit avec ces termes, *ipso facto, ex Jure, lata Sententia* & semblables, ne sont que com-

(a) Est enjoint de corriger l'ancienne forme d'Absolution portant: *Absolve te à sententia Excommunicationis minoris*. Et au lieu d'icelle dire: *Absolve te à vinculo Excommunicationis*

in quantum possum & indiges, comme il est dit en la forme cy après, &c. Avertissement de Charles Miron Evêque d'Angers l'an 1615, pour l'insinuation des Confesseurs.

minatoires. On depouille par là, le Pape d'un droit acquis depuis plusieurs siècles & reconnu par l'église Gallicane & tous les Parlemens du Royaume, & l'on avance contre la disposition du concile de Trente & de plusieurs autres Conciles généraux & provinciaux, qu'il n'y a aucun Cas réservé à Rome; & incidemment, que c'est un abus de recourir à la Penitencerie, quoiqu'on le pratique tous les jours & que le Roi l'autorise, afin d'en être relevé.

Le Cas, de l'aveu de tous les Canonistes Italiens & François, n'est réservé au Pape qu'à cause de la Censure de Droit qui y est attachée. Or il est constant qu'il n'y a point encore de Censure prononcée, quand il n'y a qu'une simple menace. " Les Censures *ferenda Sententia* (comminatoires) " dit le rituel d'Alet de l'an 1667. & les 29. Evêques qui l'ont approuvé, " sont celles qu'on merite seulement par le péché contre lequel elles sont " ordonnées, de sorte que le supérieur a droit, selon cette Loi, sans autre " monition, d'imposer cette peine, à laquelle pourtant on n'est pas assujéti " avant son jugement. " Or, c'est la Censure réelle & de fait, & non celle qui est en puissance seulement, qui fait la réserve à Rome; il n'y a donc point de Cas romain, ou il n'y a point de Censure, & il n'y a point de Censure, quand il n'y a qu'une menace de la porter; mais les Canonistes, les Juristes, les Conciles, les Rituels, les Statuts, toutes les provinces catholiques & la France reconnoissent des Cas réservés par le Droit à Rome, & le Concile de Trente a défini que le Pape peut s'en réserver: il faut donc avouer qu'il y a des Excommunications encouruës par le seul fait; car ce n'est point l'action commise, mais l'Excommunication dont l'action est punie, qui fait l'objet de la réserve. Cela est si vrai que quand le Pape leve la Censure d'une Sentence portée par le Droit ou par le Juge, ou qu'il cesse de se la réserver, ou lorsque la Censure n'a pas été acceptée, ainsi qu'il est constant des Excommunications portées par la bulle *Incan Domini*, l'action ne lui est plus réservée. Il y auroit abus, si le Pape se reservoit un crime deffendu sur peine comminatoire d'excommunication, l'usage depuis plusieurs siècles, étant que les Cas ne lui soient point réservés à cause de l'excommunication à encourir & à prononcer, mais à cause de l'excommunication déjà portée & encouruë par le fait. De là je conclus que si l'excommunication étoit comminatoire, & réservée au S. Siege par Clement XL dans sa Bulle *Unigenitus*, elle auroit été un abus contre lequel on se seroit élevé, mais elle a un autre deffaut qui dans les principes de Tournely, annule la Censure qu'elle porte.

§. XII. *Mr. Dupin reconnoît des Excommunications de Sentence portée encouruës par le fait, à l'interieur avec toutes leurs peines, sans autre jugement.*

Quelques Docteurs ont cru pouvoir assurer que M. Dupin l'an 1686. & encore long-tems depuis, a dit que la France ne reconnoît point d'Excommunication encouruë par le seul fait, & que les plus marquées dans le Droit, ne sont que comminatoires; mais cela doit s'entendre de l'exterieur & pour l'effet d'éviter; car ce Docteur s'expliquant lui-même dans un ouvrage posté-

rien, où l'on doit chercher ses véritables sentimens, les donne en cette sorte.

"Tout ce qu'on pourroit dire à la rigueur touchant l'Excommunication, *Ipsò facto*, dit M. Dupin *Traité des Excommun. part. 1. c. 7. pag. 68.* c'est que celui qui auroit commis un crime contre lequel cette Excommunication est portée seroit obligé en conscience de se separer lui-même de la Communion de l'Eglise, s'il le pouvoit sans scandale, jusqu'à ce qu'il en eût obtenu l'absolution. Voilà tout ce que peut operer l'Excommunication *Ipsò facto*.

"Et *Ibid. pag. 70.* Troisièmement : si c'est un supérieur qui connoît qu'un inférieur a commis un crime deffendu, sous peine d'Excommunication *Ipsò facto*, & qu'il puisse en avoir des preuves, ou que la chose soit publique & notoire, il est de son devoir de le denoncer & de le déclarer excommunié, à moins qu'il n'ait des raisons de prudence qui l'en empêchent.

"Et encore, *Ibid. part. 2. c. 1. pag. 364.* Dans l'antiquité, l'Excommunication étoit une separation actuelle & visible de la Communion des Fideles qui se faisoit en consequence d'un jugement rendu contre des pecheurs convaincus de leurs crimes, ou qui d'eux mêmes se separoient de l'Eglise en s'unissant à des sociétés qui en étoient séparées. A présent, l'Excommunication est une Censure, ou une peine que l'on porte en general contre ceux qui commettront une telle action, qu'ils encourrent en commettant l'action, quoiqu'ils n'en soient ni accusés ni convaincus, qu'ils ne l'aient point avouée, ni reconnuë, & que même personne ne le sache, quand c'est une Excommunication *Ipsò facto*, ou *Lata Sententia*, qui comme nous l'avons déjà remarqué, n'a point été en usage dans les premiers siècles de l'Eglise.

"Et *5. 7. pag. 381.* Les Excommunications de Droit sont celles qui sont portées par la Loi, comme par les Canons des Conciles, par les Statuts Synodaux, par les Ordonnances des Papes, des Evêques en general, contre ceux qui y contreviendront. Ces Excommunications peuvent être *Forcedæ*, *Sententia* ou comminatoires quand la clause d'*Ipsò facto* n'est pas exprimée, ou *Lata Sententia*, quand cette clause est expresse; car autrement, elle ne doit être censée que comminatoire, & n'est point encouruë par le seul fait.

Un Theologien qui parle ainsi, croit certainement des Excommunications *Ipsò facto*, mais qui n'operent qu'à l'intérieur avant la declaration, & qui opereront à l'extérieur après l'Excommunication déclarée. Nous voilà d'accord sur ce point, sans l'être sur l'antiquité de ces sortes d'Excommunications, que nous croyons avoir été d'usage dès les premiers siècles, cependant moins communes qu'aujourd'hui. On n'encourt point exterieurement les peines de l'Excommunication *Ipsò facto*, depuis le Concile de Constance, avant la denonciation; mais on les encourt interieurement, & l'on doit à l'intérieur en porter la peine avant d'être déclaré & denoncé excommunié.

Voilà M. Dupin expliqué par lui-même, & il doit servir à expliquer les quatorze Avocats de la Consultation reponduë à plusieurs Curés du Diocèse de Sens le 1. Septembre 1739. Ces Messieurs ont pensé comme M. Dupin, & l'on ne peut croire qu'ils se soient écartés du sentiment des douze autres Avocats du Parlement dans leur deliberation du 2. Août precedent (a) au

(a) La deliberation du 2. Août 1739. signée, 1. Le Roi de Vallieres. De la Vigne. Du Hamel.

sujet de la même affaire contre la Censure de M. l'Archevêque de Sens. Il est très-probable au contraire, ou plutôt il est certain, que parfaitement unis aux premiers, ils admettent des Censures *ipso facto*, qu'ils en rejettent l'abus & non la réalité, & qu'ils ne les disent nulles & sans effet, comme on le disoit déjà dans les tems de Balsamon, (a) que lorsqu'elles sont portées sans cause, & avec quelque abus criant & notoire contre les regles & l'intention de l'Eglise, parce que l'Evêque ou le Prêtre ne lient point quand il n'y a point de crime. *tt. g. 3. c. Quomodo 44.* & que le Pape Gelase a décidé qu'une Sentence injuste, & connue telle dans le public, ne nuit point devant Dieu & au Tribunal de l'Eglise, & que quand sa nullité est notoire, il est fort inutile de penser à s'en faire absoudre. *Ibid. c. ciii. 46.* Mais l'on dira toujours dans un bon sens, & avec vérité, si l'on s'arreste à l'exterieur, comme fait un Avocat qui ne juge point de l'interieur, ni de l'effet spirituel de l'excommunication, qu'en France, depuis le Concile de Constance, il n'y a point d'Excommunication *ipso facto* encouruë pour les effets extérieurs avant la Sentence qui declare l'Excommunication encouruë & l'Excommunié évitable.

Ainsi les Constitutions de la Reguliere Observance de S. François *ch. 6. §. 9. de penis ipso facto impostis*. imprimées à Paris l'an 1622. à l'usage des Freres des Maisons de France, & arrêtées aux Chapitres généraux de Barcelone de 1451. de Salamanque 1553. de Tolède 1583. & de Segovie 1621. declarent que lorsque les Statuts prononcent une peine de suspension, de privation, ou quelque autre peine à encourir *ipso facto*. aussitôt l'action commise, personne n'en est lié (cela s'entend à l'exterieur) quand même l'action contre laquelle le Statut porte la peine, seroit publique, jusqu'à ce que le Prelat en jugement declare le coupable, (b) car les Constitutions ajoutent, & là elles s'entendent

Denyau. Guiller de Blaru. Potholîn. Gin. Visnier. Aubry. Colicéau. Texier. Potholîn. d'Huillet reconnoit le Droit, mais condamne l'abus dans le fait de Mr. l'Archevêque de Sens contre ses Curés.

(a) Dicunt aliqui, debere omnes qui quomodocunque ab Episcopis segregantur, segregationem obedienter suscipere, & eam servare, donec decretum fuerit an recte an male inflicta sit... Alii autem... quod... si propter aliquam aliam causam quam qua exprimitur in Canone Episcopos inconsiderate laicum vel clericum segregaverit, forte quod non dat ei rem aliquam, vel quod non inique & temerarie ejus voluntati assentitur, secure segregationem contemnet, & is potius punietur qui segregavit. Si enim datum fuerit Episcopo seu recte, seu petperam Clericos & Laicos segregare & necesse habere eos qui segregantur, segregationem servare, tyrannidem exercent Episcopi, & in omni re dominium obinebunt, & nemo erit qui eis resistat propter metum segregationis: forte autem & ipsi etiam pietati insultabunt, & divini Cano-

nes erunt multorum malorum auctores, quod est absurdum. Vide enim præsentem Canonem qui dicit tunc debere segregationem servari, quando propter concordiam inflicta fuerit, seu propter peccatum, quod est omnino Canonibus condemnatum. Ac ipsi quidem hæc. Ego autem non habeo quemnam eorum sequar. Nam & à pietate trahor, sed ab eo quod sit contra Canones retrahor. Cupio ergo discere quid agendum, ut qui tota vita velim esse puer & discipulus. Hactenus Balsamo in Can. 32. Conc. Carthag.

(b) Quia vero in nostris statutis tam Generalibus quam Provincialibus jam conditis, vel impostis constituendis, multiplici poena solent delinquentes puniri, declaramus, quod quoties poena suspensionis, vel privationis, vel alia quæcunque *ipso facto* incurrenda, imponitur, nullus ea poena ligatur, quamvis crimen fuerit publice perpetratum, quo usque per Prelatum fuerit reus judicialiter declaratus. Si tamen Sententia excommunicationis lata Sententia, vel *ipso facto* incurrenda inferatur, non opus est Judicis declaratione, nam eo *ipso*

de l'intérieur, que si l'Excommunication est de Sentence portée & à encourir par le seul fait, *ipso facto*, il n'est point besoin de la déclaration du Juge, parceque dans le moment que l'on commet le péché mortel que le Statut punit de l'Excommunication, cette Sentence a lieu à l'intérieur, mais non à l'extérieur avant la déclaration.

Je ne crains pas être desavoué dans mon interpretation par les Freres de la reguliere Observance, & que Mrs. les Avocats disent avoir répondu dans un autre sens en leur Consultation du 1. Septembre 1739. En effet on ne trouvera point aujourd'hui de Canoniste habile ni de Theologien veritablement sçavant qui parle autrement. En France il n'y a point d'Excommunication *ipso facto*. à l'extérieur, avant la Sentence qui la declare, mais elle affecte à l'intérieur aussitôt l'action commise, avec des effets comme Covarruvias l'enseigne, qui aggravent ceux du péché mortel (a) & qui obligent l'Excommunié, ainsi que Panorme, Silvestre, Covarruvias, Mr. Fleuri, &c. l'enseignent, à se conduire dans le secret (b) comme un homme veritablement retranché de l'Eglise, jusqu'à ce qu'il se soit fait absoudre.

temporis momento, quo quis peccatum mortale incurrit, pro quo lata est prædicta excommunication, habet suam excurionem. *Consult. Regular. Observ. an. 1621. cap. 6. §. 9. de penis ipso facto impostis.*

(a) Etiam si propter peccatum mortale ante excommunicationem peccator sit in dæmonis potestate, quippe qui sit dæmonis servus effectus, tamen per excommunicationem majorem in eo habet dæmon potestatem, ut facilius illum torquere possit. Etenim ante Excommunicationem, per peccatum mortale quis charitatem amisit: atque ideo non est Christo vivaciter conjunctus, tamen ab eo non est omnino separatus: quoniam per fidem nonnullam habet unionem: cujus ratione patriceps est orationum communium quæ ab Ecclesia fiunt, ad hunc sane effectum ut eidem spiritus penitentis detur à Deo. Ycirco dæmon non tantam potestatem in peccatorem habet, quod eum libere vexet: quoniam resistit dæmoni virtus reliquorum membrorum, quibus est per fidem conjunctus. At post excommunicationem destituitur excommunicatus hoc auxilio & à corpore magis separatur, & sic dæmon potest facilius in eum sevirè & liberius quam antea torquere. Siquidem licet excommunicatus, adhuc fidem, informem tamen, retineat, & sic membrum hæc ratione Ecclesie sit, nihilominus ab ipsius Ecclesie consortio quoad suffragia & communionis ecclesiasticæ

effectus manet per excommunicationem segregatus, interim dum excommunicatus exiit. *Covarruvias in Cap. Alma mater. in 6. part. 1. init. n. 7.* Hinc constat impiam esse Lutheri assertionem & plane hæreticam, quæ asseverat excommunicationem, penam tantum externam esse, asque ideo non private hominem communibus spiritualibus orationibus, &c. *Ibid. num. 9.*

(b) Excommunicari, etiam ante denunciationem, regulariter abstinere debent à communionem fidelium, quæ & aliis cum eisdem excommunicatis est interdista... Ipse vero excommunicatus jure tenetur abstinere à communionem fidelium & divinis, sicuti post alios tenent Patormitanus in d. c. *Illud.* (de Cleric. excommunicat.) & in c. *Nulli.* de *Sens. Excom.* Sylvest. in verb. *Excommunicatio.* 3. *quest. 5.* qui expresse hanc interpretationem Concilio Basilienfi vel Constantienfi apertissimam esse opinatur, ut Excommunicatus etiam occulte, teneatur à communionem fidelium & à divinis abstinere ante denunciationem, cujus opinio mihi satis placet, mox illud observetur, quandoque excommunicatus, nondum denunciatus minime teneri à communionem fidelium abstinere, si ex hoc, occultum ejus crimen & occultam excommunicationem proderet gravissimo eum scandalo. *Covarruv. ibid. §. 1. n. 21.*



S. XIII. L'Excommunication de Sentence portée ou à encourir Ipso facto par le fait, très-commune dans le Droit, les Constitutions des Papes, les Conciles & les Statuts des Diocèses, s'encourt rarement en France.

Le Cardinal Pierre Damien, comme je l'ai dit, se plaignoit au Pape Alexandre II. l'an 1061. ou 1062. que l'Excommunication de Sentence portée se trouvoit dans presque toutes les Decretales, & il supplioit ce souverain Pontife d'ordonner de punir les fautes par une amende pecuniaire, ou quelque autre peine. (a) Nous ignorons quelle impression les representations de ce pieux Cardinal si zélé pour le bon ordre, firent sur l'esprit d'Alexandre II. Mais Gregoire VII. son successeur revoqua dans un Concile de Rome, (b) presque toutes les Excommunications que l'on encourroit par le seul fait, en communiquant en quelques rencontres que ce fût avec un Excommunié public ou secret, & donna lieu par son Decret aux exceptions devenues si fameuses parmi les Canonistes, de l'usule, de la Loi, de la dependance, de l'ignorance & de la necessité, à la faveur desquelles une infinité de personnes n'encoururent plus l'Excommunication, qui avant le Decret de Gregoire VII. leur étoit presque inévitable; & l'on remarque que ces sortes d'Excommunications sont rares dans la compilation des Decretales, sous le nom de Gregoire IX. par S. Raymond, dans les commencemens du treizieme siecle.

Gerfon, au commencement du quinziesme siecle, souhaita que personne n'encourût l'Excommunication en communiquant au civil & au spirituel avec les Excommuniés de Droit, ou par Sentence de Juge, avant qu'ils fussent denoncés & publiés. (c) Martin V. l'ordonna dans le Concile de Constance, comme on le croit communément, & son Decret est un Droit que l'on observe par tout aujourd'hui; si bien que l'Excommunication de frequentation ou de participation dans le civil & les choses divines, si commune avant le douzieme siecle, moins commune depuis Gregoire VII. mais encore trop commune avant le quinziesme siecle, n'est presque plus d'usage presentement, étant très-rare de publier à cris & à ban, qu'un homme est excommunié & qu'on ait à l'éviter sous peine d'Excommunication encouruë par le fait.

Il y avoit un autre mal. La simplicité du peuple, & même des premiers du Clergé, comme nous l'avons vû de deux Evêques, un de Nantes & l'autre d'Angers, faisoit croire autrefois, que quand le Droit deffendoit une action sous peine d'Excommunication de Sentence portée, on encourroit

(a) Si Sanctæ prudentiæ vestræ placeat, hunc morem (Excommunicationis ipso facto incurrendæ) de cætero à Decretalibus paginis amoveri præcipiatur, & vel damni pecuniæ, vel alterius cujuslibet ultionis calculum in earum transgressione præfigat, ne quod aliis est ad tuitionis munimenta provisorium, aliis ad per-

niciem proveniat animarum. Petrus Damiani ad Alexandrum II. lib. 1. epist. 12.

(b) Greg. 7. lib. 5. Regesti in Concilio Romano. Refertur à Graziano. Cauc. 21. q. 3. c. Quoniam, 103.

(c) Gerfon de vita spirituali anima. lib. 4. Corollar. 14. supra. p. 699.

l'Excommunication, en faisant l'action deffenduë, avant même la connoiffance de la deffense & du Canon, & que toutes les Excommunications portées par le Droit, les Conciles & les Constitutions Romaines, obligeoient & lioient par tout & en toutes occasions, dès qu'elles étoient prononcées. Nous pouvons dire ici après S. Paul 1. *Cor.* 13. 10. "Quand j'étois enfant, je parlois en enfant, je jugeois en enfant, je raifonnois en enfant; mais quand je suis devenu homme, je me suis deffait de ce qui tenoit de l'enfance." L'on ne nous surprend plus à cet égard, par des raifonnemens vains & trompeurs, selon une doctrine toute humaine, & les élémens d'une science mondaine, & non selon Jesus-Christ. *Coleff.* 1. La lumiere est venuë éclairer ceux qui étoient assis dans la region des ombres de la mort. *Matth.* 4. 16. Et beaucoup de ces phantômes affreux d'Excommunication par le seul fait, qui remplissoient tous les cœurs d'épouvante, & qui faisoient craindre où il n'y avoit rien à craindre, ont heureusement disparu; c'est à-dire, que nous ne trouvons plus d'Excommunication où l'ignorance & une mauvaise éducation en faisoit voir autrefois à la plupart des Fideles, dans des Cas où il n'y en avoit aucune.

Gerfon, ce Theologien si respectable, nous enseigne qu'il repugne à la raison, & qu'il est contraire aux Loix divines & humaines, de vouloir mettre à execution toutes les Sentences d'Excommunication, de suspense & d'irregularité prononcées par le Droit, comme si elles n'étoient pas abrogées pour la plupart, & comme si toutes, ou presque toutes les Constitutions de cette espece, n'étoient pas de seul droit positif, sujet à varier. Plusieurs de ces Decrets, dit Gerfon, ne sont plus en vigueur par le non usage, ou une coutume d'agir au contraire, au scû des superieurs qui ne s'y opposent pas, & qui même seroient mal de s'y opposer, car les Canons qui prononcent Censure encouruë par le seul fait, sont en si grand nombre, que si l'on tient trop pour leur observation, il faudra croire que la plus grande partie des Fideles sont damnés sans ressource; mais la charité n'y accorde pas; elle est la fin de toute la Loi, & la Loi n'est bonne & ne peut subsister qu'autant que la charité est sa regle & sa fin ... Il paroît donc convenir à l'état & à la situation des fideles, conclut notre celebre Auteur, de revokez expressement & de tenir pour revokees dans l'Eglise universelle, dans les Provinces & dans les Diocèses, toutes les Excommunications par le Droit, ou de Sentence portée, qui ne sont plus d'usage, où dont l'observation nuit plus qu'elle ne fert aux fideles. (a)

Que ce principe de Gerfon a d'étenduë! Il tend à diminuer les Excom-

(a) Velle omnes Excommunicationum & suspensionum & irregularitatum institutiones quæ scriptæ sunt, pro non abrogatis exequi, videtur irrationabile, & legibus tam divinis quam humanis adversum. Constat enim omnes hujusmodi Constitutiones, aut scire omnes esse de jure positivo pure. Constat præterea multas earum in delictu delictu veniunt, per non usum, aut usum contrarium scientibus Prælati, nec obviantibus, imo nec

obviare debentibus. Constat denique quod tanta est hujusmodi institutionum multitudo quod si tenerentur in suo rigore, maxima pars Ecclesiæ damnaretur, & charitas, quæ est finis totius legis etiam divinæ, læderetur. Attamen omois lex tantum præcise habet de bonitate & stabilitate quantum participat de charitatis lege quæ est finis præcepti & secundum quam debent cetera moderari. *Gerfon de vita futuræ lætitiæ* 4. *Corollar.* 14.

munications encouruës par le fait, sans en nier l'existence & le droit. Les Royaumes, & la France, plus que les autres l'ont admis, & le pratiquent, à voir le decret & la non valeur d'une infinité d'Excommunications portées dans le Decret de Gratien, les Decretales de Gregoire IX. le Sixte de Boniface VIII. les Clementines de Clement V. les Extravagantes communes & de Jean XXII. dans plusieurs autres Constitutions Romaines, plusieurs Conciles & Statuts Synodaux des Diocèses, une Loi ecclesiastique donnée au contraire, ou au deffaut, la conspiration generale des fideles à ne les pas garder, ou plus de lumiere qui en a fait appercevoir les vices cachés & l'inutilité, les ont levées entierement; mais le peché n'est pas moins peché, & le desordre n'a pas cessé d'être desordre, & la desobeïssance d'être desobeïssance, quoique l'Excommunication ordonnée precedemment par les Loix pour les punir, ne s'étende plus sur ceux qui y tombent, la Loi qui les punissoit de cette peine, n'étant plus en vigueur. (a)

La difficulté présentement, est de connoître les Excommunications de Droit, qui sont en vigueur. Voici la regle, ce semble, la plus sûre pour en juger & le sçavoir. C'est quand on les trouve dans les Rituels publiés, les formes de Droit gardées, dans les Formules de Prône & dans les Statuts Synodaux de l'Eglise où l'on est, & que l'on juge en conformité dans les Parlemens & dans les Officialités; car lorsqu'on ne les trouve point dans les sources dont je viens de parler, & qu'on prononce au contraire dans les Tribunaux, leur usage a cessé, & elles n'obligent plus. Dans le doute, si une Censure est revoquée, ou si la Loi la porte, on panche toujours du côté de l'indulgence, suivant ces maximes de Droit: (b) que quand les Droits sont douteux, il faut incliner pour le coupable; qu'il faut restreindre ce qui est odieux, & étendre ce qui est de faveur, & que quand il s'agit d'infliger une peine, c'est la plus douce. Mais il faut que ce doute soit fondé, & ne soit pas le doute d'un ignorant. Voyez Sanchez *lib. 2. de cal. c. 10. n. 36. Deportel verb. Excommunicatio. n. 13. &c.*

Angelus de Clavasio *verb. Consuetudo. 10.* decide que si la chose defenduë n'est pas de sa nature peché mortel, deux actes contraires faits auscû du Legislateur qui ne dit rien & qui se tait, abrogent une Excommunication de Canon; mais que si le Legislateur ignore la transgression, quarante ans de non usage, ou de coutume differente, preferivent; & que si l'Excommunication est de Statut Episcopal, dix ans d'usage contraire suffisent pour l'abroger, (c) & que si elle n'est pas de Statut, elle est souvent nulle, & cesse de lier, lorsqu'il cesse de vivre; ce moyen en a abrogé une infinité.

(a) Qu'est-ce que Censure à Jure, par le Droit? C'est celle qui est ordonnée par les Loix que sont les Superieurs contre quelque desordre, & quelque peché scandaleux, de sorte qu'elle s'étend sur tous ceux qui tombent dans cette faute, tant que la Loi est en vigueur, &c. *Rituel d'Alex de M. Pavillon. xi. Instruct. des Censures.*

(b) Cum sunt partium jura obscura, reo

favendum est potiusquam Actori. *Regul. 12. Odia restringi & favores convenit ampliari. Regul. 15. In penis, benignior est interpretatio facienda. Regul. 49. De Regulis Juris in jure.*

(c) Sed pone quod Lex seu Statutum habet excommunicationem annexam in contra facientes. ... Tene quod si contrarium Legis vel Statuti non est de mortale peccatum, remota Lex vel Statuto, non ligat. ... Et sic tene quod Personæ.

Personne aussi, dans le tems même que la Loi est en vigueur, n'est excommunié devant Dieu, pour n'avoir pas exécuté ce qui lui étoit impossible, l'Eglise dans ce cas, ne pouvant avec justice le déclarer coupable, & avoir encouru l'Excommunication. (a) Il en est de même, quand il a eu une raison suffisante de ne la pas garder.

Gerfon laisse à décider à d'autres, si celui qui par ignorance, quand même elle seroit coupable, ou qui par infirmité; ou emporté par une vive & vicieuse passion, mais sans être contumace, fait une action que le Canon défend sous peine d'Excommunication de Sentence prononcée; on suppose qu'il a toujours été dans la disposition & qu'il y est encore, de se soumettre à la correction de l'Eglise, & que ce n'est point par mépris des Clefs & de la Jurisdiction ecclésiastique, mais par un autre motif, qu'il a fait le mal; Gerfon, dis-je, laisse aux Canonistes & aux Juges à prononcer, si l'on peut dire qu'un tel homme est excommunié réellement & de fait. La raison qu'il avoit d'en douter, c'est que toute désobéissance ne porte pas de soi la contumacité requise pour pouvoir être excommunié, & que l'Eglise ne veut & ne doit excommunier que les contumaces. Ce principe a une étendue infinie, & met à couvert des Censures de Sentences portées, une infinité de pecheurs; car il en est peu, cela est très-certain, qui pechent par mépris du Législateur & du Canon, c'est le plus souvent par intérêts, par ignorance, par faiblesse, ou par la rapidité du mauvais exemple & la violence d'une forte passion. Scot est du sentiment qu'ils n'ont point encouru l'Excommunication. Suarez de *Censuris Disp. 4. sect. 3. n. 18.* ajoute que l'on n'encourt point la Censure, quelque connoissance que l'on ait de la Loi qui la porte, si en faisant l'action qu'elle défend, on ne fait pas attention à la Censure. Laurent de Portel religieux

non erunt excommunicati facientes contrarium. Ex quo per binum actum factum est contra Legistatorem scientem & valentem contradicere & non contradicentem. Ubi autem ignorat, requiritur tempus x. annorum si est Jus canonicum, vel si est Statutum Episcopi, credo quod sufficit x. anni. Unde ante delinquentes sine rationabili causa bene ligabuntur & pena & culpa, sed post non. Nec obstat quod ex quo tales peccaverunt, non poterit induci consuetudo, quia successores possunt estimare quod ex justa causa non servaverunt. Facit textus in c. Cum olim. de Cleric. conjug. & 25. q. 6. cap. Cum multa, ubi loquitur de Legge penalis abrogata per contrariam consuetudinem. Si vero ex rationabili causa non servaverunt prædecessores, sic etiam non peccaverunt, nec ligati fuerunt. Facit quod notat Archidiaconus in c. Utinam. 76. Dist. Angelus de Clavasio verb. Consuetudo. §. 10.

(a) Expetiens videretur nullam excommunicationis ferri Sententiam, nisi pro manifesta contumacia, quia se monstrat aliquis Ecclesiam

audire non paratum. Ratio est quoniam dum semper paratus est audire Ecclesiam eum habebitur sicut ethnicus & publicanus? cur ab eadem præceditur? Hoc tenet Scotus in 4. Sent. Dist. 25. Juxta hoc videre est qualiter impossibilitas parendi mandato Ecclesie, facit ut quis apud Deum nulla sit excommunicatione ligatus. Quod sitalis impossibilitas notoria sit, impedire ne quis possit ab Ecclesia per excommunicationis Sententiam juste separari. Ceterum dum aliquis ex ignorantia quacunque culpabili aut ex infirmitate & passione viciosa non ramen contumaci, facit aliquem actum pro quo statuta est Sententia excommunicationis lata Sententia ab aliquo Prælatorum, videlicet Juriss & Judicis, si talis possit dici excommunicatus ipso facto, cum semper sit & fuerit promptus stare correctioni Ecclesie super delicto suo, prout supponitur, quia non ex contemptu Clavium & Jurisdictionis Ecclesiasticæ, sed aliunde motus, ut dictum est, malum fecit. Non enim qualibet inobedientia, contumacia reputatur. Gerjon de vna spirituali Lect. 4. Corollar. 14.

V L. PARTIE.

X x x

Portugais de l'Obfervance, Lecteur en Theologie, & Provincial, dit que ce principe est fort confolant *valde confolatorium est*, & l'admet comme certain. Sanchez, *lib. 2. Decal. c. 8. n. 2.* enseigne après Henriques, Guttierrez, &c. que l'Excommunication ne tombe point sur l'acte interieur, quelque mechant qu'il soit, ni sur l'acte exterieur qui l'accompagne, lorsque dans l'estime des hommes, il est reputé veniel & leger, parceque l'Eglise, dit Laurent de Portel, n'excommunie que pour un acte exterieur, grave de soi & mortel.

Quant à l'ignorance du precepte & de la Censure, dont le Legislateur punit la transgression, M. Fleuri (a) decide après le commun des Theologiens, "qu'il n'y a que celui qui connoit l'Excommunication portée par la Loi, "qui soit obligé à l'observer, & on peut en ignorer plusieurs, sans que l'ignorance soit criminelle; car ces Excommunications de plein droit, dit "M. Fleuri, sont en si grand nombre, qu'il est difficile même aux plus sçavans Canonistes d'en faire le denombrement exact., Escobar en compte dans le Droit, compris celles de la Bulle *In sacra Domini*, jusqu'à cent cinquante-cinq. Combien, depuis le tems qu'il écrivoit, n'ont-elles pas augmenté, par la multitude des Constitutions des Papes qui portent l'Excommunication par le seul fait?

Le principe a toute son application dans les Excommunications par les Conciles Provinciaux, Nationaux & Ecumeniques; les Censures qu'ils portent sont innombrables; les laïques les ignorent sans consequence, elles sont portées dans une langue que le plus grand nombre n'entend pas, & leurs Pasteurs ne les en instruisent point. Le Clergé même quelque obligé qu'il soit de sçavoir les Canons, peut ignorer sans aucune faute tous ceux qui ne sont pas dans le Code de son Diocèse, & tenir pour revoquées ou non reçues, toutes les Excommunications de Droit, de Constitution de Pape & de Concile, qu'il n'y trouve pas: Or, il n'y a que celui, dit M. Fleuri, qui connoit l'Excommunication portée par la Loi, qui soit obligé à l'observer. "L'ignorance, tant du droit que du fait, dit l'Auteur recent de la Conduite "des Confesseurs, (b) excuse des Censures, à moins qu'elle ne vienne d'une "grande negligence de s'instruire, *crassa & supina*. Ainsi, quoiqu'on peche "mortellement contre une Loi de l'Eglise, on n'encourt point la Censure qui "est attachée à son violement, si l'on ignore qu'il y ait une Censure portée "contre ceux qui la violeront, ou que l'action qu'on fait, soit celle qui est "punie de Censure, lorsque l'ignorance est telle que nous venons de dire. Le chapitre, *Ut animarum. in sexto. de Constit. lib. 1. tit. 2. c. 1. inu.* est formel. *Ut animarum periculis obviatur*, dit Boniface VIII. *sententis perflantia quovumcunque Ordinationum prelati ligari volumus ignorantes, dum tamen eorum ignorantia crassa non fuerit aut supina*. La regle doit être la même pour toutes les Constitutions Romaines, l'ignorance excuse, & elles n'affectent point, selon le principe que nous avons au même chapitre, celui qui peche hors du territoire

(a) Fleuri, *Instit. au Droit Ecclésiast. 3. part. ch. 10.*

(b) Conduite des Confesseurs, chap. 8. des

Censures §. 2. avec approbation de Mrs. de Sens, de Senlis, de Bayeux, d'Amiens & de Reims, l'an 1739.

de celui qui a porté la Censure, quoique d'ailleurs, il soit son sujet, il ne l'encourt point. (a)

Les Excommunications des Conciles Provinciaux n'obligent que les Diocèses de la Province, des Conciles Nationaux que les Provinces & les Diocèses de la Nation & des Conciles Œcumeniques, qu'en suite d'une promulgation & d'une notification reguliere avec acceptation, car ils n'obligent point lorsqu'on n'en a eu connoissance que par le bruit public, & lorsque le public ne les a pas acceptées. Le Concile de Trente confirme cette maxime ff. 24. de reform. matrim. cap. 1. où il declare que ses Decrets du Mariage n'obligent qu'après leur publication dans les Paroisses, & n'auront leur execution qu'un mois après la publication. Il est notoire aussi, que les Decrets du Concile de Trente clos & arresté le 4. Decembre 1563, qui regardent la Discipline, quoique le Pape Pie IV. les eût confirmés par une Constitution solennelle donnée à Rome le 26. Janvier 1564. & qu'il eût déclaré par une autre Constitution du 18. Juillet suivant, lûe, publiée & affichée le 20. du même mois aux portes de l'Eglise de S. Pierre de la Ville de Rome & de S. Jean de Latran, à la porte de la Chambre Apostolique & au Champ de Flore, que les Decrets du Concile avoient commencé d'obliger par toute l'Eglise depuis le 1. Mai de cette année là, & qu'on n'en pouvoit pretexter l'ignorance; néanmoins, c'est une chose constante, qu'hors les reglemens qui en ont été acceptés par l'usage, ou qui sont fondés dans le Droit divin ou naturel, tous les autres, & toutes les Excommunications, suspenses, interdits & autres peines canoniques de Droit & de Sentence portée, n'ont point en France force de Loi, & ne lient point les consciences, parcequ'ils n'y ont pas été reçus par l'autorité publique, ou plutôt, parceque la Nation étant absente de corps, sans être présente en esprit au Concile, elle n'a point porté ces jugemens comme présente, ni consenti au nom de Notre-Seigneur Jesus-Christ, que celui de son Corps qui seroit coupable d'un tel crime fût par la puissance de Notre-Seigneur Jesus, comme le Corinthien incestueux, livré à Satan, & puni de telle peine. Il est de nos libertés de demeurer fermes dans ce foible reste de l'usage qui fut à plein, si nous croyons Jansenius de Grand, (b) celui de la primitive Eglise, de n'excommunier personne qu'après l'avoir proposé aux Fideles.

(a) Statutum Episcopi, quo in omnes, qui fuerunt commisserint, Excommunicationis Sententia promulgatur; subditi ejus furtum extra ipsius diocesium committentes, minime ligari noscuntur: cum extra territorium jus dicenti non pareatur impudè. Cap. ut animarum, de Constitutionibus. in sexto.

(b) In primitiva Ecclesia secundum hoc

Christi præceptum denunciabatur peccatores post unam & alteram correptionem toti Ecclesie alicujus loci, hoc est Christianis legitime cum suo Episcopo aut pastore congregatis, ibique si impenitentes persistebant, omnium consensu & approbatione excommunicabantur ab Episcopo. Jansenius Gandav. in Concord. Evang. c. 72.



§. XIV. *Les Excommunications de Status, ou ab homine, portées & publiées à Rome en premiere instance, ne lient personne dans le Royaume, avant l'acceptation du Clergé & du peuple, la publication & l'enregistrement.*

Si les Decrets des Conciles œcumeniques, & les Censures qu'ils ont prononcées, ne peuvent en tout ce qui regarde le Droit positif, avoir d'autorité dans les provinces du Christianisme, où ils n'ont point été publiés ni reçus, où lorsqu'ils y ont été reçus quant au Droit, ils ne l'ont point été quant à l'excommunication & aux autres peines qu'ils infligent de Droit, & où, après avoir été reçus quant à l'un & à l'autre, ils ont cessé de faire Loi par la revocation expresse ou tacite de leur Statut, qu'en ont fait les Provinces, qui peut douter que cela ne soit encore plus vrai des Decrets & de toutes les Censures des Tribunaux de Rome, & du Pape qui prononce seul ou avec le Consistoire. Notre police ne reconnoît point leur autorité à cet égard; ils peuvent obliger dans leur Territoire & nullement dans celui des autres, selon cet axiome: *Extra territorium jus dicenti non paritur impune.* [*] Nous desobéissons impunément à celui qui n'étant pas notre Juge, nous veut juger, & il n'y a personne si peu instruite des véritables regles de l'Antiquité & des Loix de l'Etat fondées sur le Droit primordial d'avoir le consentement du Corps de la Société, qui ne sçache que les Brefs & les Decrets de Rome avec Excommunication de Sentence portée ou simplement comminatoires, qui ne sont point acceptés ni publiés par les Evêques dans leur Synode, le Clergé délibérant & acceptant avec les Evêques, ni revêtus de Lettres patentes dûment enregistrées par les Parlemens pour faire Loi, n'ont aucune force de lier les consciences, & ne doivent causer aucun scrupule à ceux qui ne les observent pas. Plusieurs Assemblées du Clergé & notamment celles de 1681. & 1682. Cabassut dans sa Théorie du Droit Canon, sont précis; (†) & c'est l'usage des premiers siècles, où nous nous maintenons.

On n'eut aucun scrupule dans les Gaules, de ne pas déférer à l'Excommunication portée par le Pape Victor, vers la fin du second siècle, contre les Eglises d'Asie, pour les obliger à changer leur discipline sur le jour de Pâques. Cette Excommunication n'eut point d'effet, le plus grand nombre l'ayant rejetée, & été de l'avis de St. Irénée Evêque de Lion, & des Prêtres de la Gaule Celtique, que le Pape Victor avoit tort dans une rencontre semblable, de proceder par Excommunication. Il en fut de même des Excommunications portées par le Pape Etienne, dans le siècle suivant, contre les Evêques

[*] Cap. Ut animalium. de Confit. in 6^o.

(†) Quamvis in Corpore Juris Canonici & in Concilio Tridentino & in plerisque summorum Pontificum Constitutionibus quam plurimæ habeantur Excommunicationes & suspensiones summo Pontifici reservatæ tamen

pleræque illarum vel non fuere in Gallia receptæ, vel abrogatæ sunt contraria consuetudine, quam sacri Canonici vim Legis habere decernunt. Cap. Consuetudo. Dist. 1. c. Cap. Cum olim. de Consuetudine. Cabassut. Theor. Juris Canon. lib. 5. c. 15. n. 2.

d'Afrique qui jugeoient nul le Batême donné par les heretiques; toute l'Asie n'y fouscrivit point. Mais pour ne nous arrêter qu'à la France, l'Histoire est connuë de son oppofition aux trois Capitules pendant plus d'un fiele, & aux Decrets du feptieme Concile general, malgré les inflances des Papes pour les faire recevoir. L'on fçait auffi ce que nos Evêques repondirent au Pape Gregoire IV. lorsqu'il menaçoit de les excommunier, & l'Empereur Louïs le Debonnaire, auquel leur devoir les tenoit attachés contre la volonteé de ce Pape: que s'il étoit venu pour excommunier, il s'en retourneroit excommunié; voulant lui dire qu'ils l'excommunieroient lui même; (a) ou que la censure dont il les menaçoit, étant injufte, retomberoit fur lui. Enfin qu'il pouvoit leur refufer fa communion, fans pouvoir les feparer de celle de l'Eglife.

Le Roi Charles le Chauve écrivoit au Pape Hadrien II. que l'on ne reçoit ce qui vient de Rome, qu'autant qu'il s'accorde avec l'Ecriture, la Doctrine des Peres & les faints Canons. (b) Et l'Auteur du Songe du Verger vers l'an 1370. Liv. 1. ch. 26. qu'en aucun Cas on peut du jugement du Pape juger. Et certain Memoire de l'an 1408. fous ce Titre: *Pour le fait de la deffense des Libertés de l'Eglife Gallicanne*, donné par Dom Martene tom. 2. du *Threfor des Anecdotes*. Item l'Eglife de Rome n'est mie Dame des autres Eglifes, mais mere, & le Pape n'est mie le Seigneur des Evêques, mais est un d'eulx, & ainfi le dift Montfieur Sainct Bernard *ad Eugenium*. Scias, inquit, *Romanam Ecclefiam, cui auctore Deo praeft, aliarum Ecclefiarum matrem effe, non dominam; te vero non Dominum Epifcoporum, fed unum ex ipsis. Sic Archiepifcopus in cap. 1. de fuma Trinit. &c.* Item, est fa Puiffance limitée. *Et plus bas*: Innocent qui fust Pape, & Hostienfis qui fust Cardinal, dient que fi le Pape commande aucune chofe dequoi l'Etat de l'Eglife cheift en turbation, ou aucuns grans maux, en ce Cas on ne doit point obeïr au Pape. *Quia futura mala praecaveri debent, nec debet juvari ad illa committenda.* Et ceux qui lui obeïffent en tel Cas, pechent mortellement, ce dit *Johannes Andreas in Cap. Inquisitione. de Sent. Excomm.* in Novella.

Le Concile de Tours de l'an 1510. interrogé par le Roi Louïs XII. de la conduite que l'on doit tenir quand il arrive que le Pape, fans garder l'ordre prefcrit par les Canons, prononce & publie des Excommunications contre le Roi & fes fujets, li l'on doit y deferer, lui repond qu'on n'est point tenu d'y obeïr, qu'elles font nulles, & qu'elles ne lient perfonne. *Conciliū est per Conciliū, non teneri talem principem parere tali fententia. . . Conciliū est unanimiter per Conciliū, talem fententiam nullam effe, nec de jure, vel alio quocunque modo ligare.*

L'Affemblée du Clergé à Chartres l'an 1591. dit de certaines Bulles, afin de lever en cela tout fcrupule de confcience aux bons catholiques & fideles François,

(a) Parum quid fubcipuit Epifcopis Imperatoris praefumptio audacia, afferentibus nullo modo fe velle ejus voluntati fuccumbere, fed fe excommunicaturus veniret, excommunicatus abiret, cum aliter fe habeat antiquorum

Canonum auctoritas. Autor. vii. Imp. Ludovicⁱ Pii.

(b) Les PP. Sirmond & Labbe ont donné cette Lettre dans leurs éditions des Conciles: le Pape Haridouin l'a omife dans la fienne.

“ que les interdictions, suspensions, excommunications qu’elles portent
 “ sont nulles tant en la forme qu’en la matiere, & suggerées par les artifices
 “ des étrangers ennemis de la France, & qu’elles ne nous peuvent lier ni obliger,
 “ ni autres François catholiques étant en l’obeïssance du Roi. (a) Est mandé
 “ à tous Curés ou leurs vicaires publier la presente declaration en leur
 “ personne & par affiches es portes des Eglises : „ ce qui fut executé dans
 tous les lieux où l’autorité du Roi étoit reconnuë.

Enfin l’on a vû quelquefois les Parlemens du Royaume declarer des Bulles
 données à Rome avec excommunication à encourir par ceux qui n’obeïroient
 pas, nulles, abusives, seditiones, damnables, p’eines d’imprez & d’impostures,
 contraires aux saints Decrets, droits, franchises & libertés de l’Eglise Gallicane,
 & ordonner qu’elles seroient supprimées, lacerées, brulées. (b)

C’est par cette liberté (disoit le President Carpentier dans sa Remontrance
 sur la publication du Concile de Trente faite au Parlement de la Ligue
 en Bretagne seant à Nantes, le 14. Août 1593. dont les paroles ne doivent
 pas être suspectes, Carpentier étoit Ligueur : il parloit selon les vûs du
 Cardinal de Plaisance, & par ordre du Duc de Mercœur fauteur de la Ligue)
 “ c’est par cette liberté, fondée sur les saints Canons, que l’Eglise Gallicane
 “ s’est opposée quelquefois, avec tout honneur & reverence, à l’execution
 “ des Bulles que les saints Peres ont octroyées aux Rois de France ou autres
 “ du Royaume, contre les saints Canons, comme nous lisons au Sinode de
 “ Pontigon, au Sinode de Soissons, au Sinode de Reims & au Sinode d’Or-
 “ leans V. l. esquels nous voyons que le Concile conclut contre l’execution
 “ de la Bulle, comme étant obtenuë par surprise, & toutefois depuis les
 “ Papes mieux instruits trouvant que ces Conciles provinciaux étoient con-
 “ formés aux Conciles generaux, ils les ont confirmés & autorisés. „ (c)

Ainsi parloit le President Carpentier, & quelque liguë qu’il fust & de-
 vouit aux interêts Romains, nous faisoit voir que nos Conciles pensent
 quelquefois plus sagement que le Pape, qu’on est en droit de lui résister
 quand il s’écarte, & qu’il y a eu des Papes assez heureux & assez humbles
 pour revenir à la verité & aux saintes maximes établies par le Clergé de
 France, dont ils s’étoient écartés, & qui ont approuvé ce qu’ils avoient
 condamné.

La Maxime de quelques Evêques de nos jours, donnée dans des Catechismes
 proposés aux fideles, est donc absolument fausse & reformable, qu’il faut
 obéir promptement & sans aucun examen à toutes les Ordonnances des Evêques
 & du Pape quelles qu’elles soient, (d) & qu’il faut traiter en Excommuniés
 tous ceux qu’on sçaura avoir enfreint quelques unes de leurs Ordonnances

(a) Preuv. des Libertés de l’Eglise Gallicane, édit. de Rouen 1651. p. 132.

(b) Voyez les Arrets du Parlement de Paris à Châlons 10. Juin & 29. Août, & à Tours 5. Août 1591. du Parlement de Normandie à Cien 13. Août, de Bourgogne à Flavigni 29. Juillet 1591. &c. Preuv. des Libertés de l’Eglise Gallic. édit. de Rouen 1651. p. 37. & suiv.

(c) Cette Remontrance fut imprimée à Nantes dans le tems, & tend à faire recevoir le Concile de Trente, auquel le peuple étoit très-opposé. Le Concile fut reçu par le Parlement, ligué seant à Nantes.

(d) Ces maximes se lisent dans les nouveaux Catechismes de Nantes, revus & augmentés par les Theologiens du Seminaire de Nantes.

prononcées avec la peine d'Excommunication par le fait *ipso facto*. Cette Maxime prise à la lettre, & sans tempérament, & dans la généralité que le Catechiste qui la propose, veut qu'on la prenne, est affreuse, & fait dans le Royaume autant d'Excommuniés qu'il y a de fideles. Les Evêques ne le seront pas moins, ils le seront même plus que les autres fideles, n'y ayant personne qui observe moins les Constitutions de Rome, que les Evêques.

Cette autre Maxime (elle est extraite du Ministère de l'Absolution pag. 11.) n'est pas moins contraire à la liberté chrétienne & à la pureté de l'Etat. " Dans le principe, dit le Pere Bernard, dont l'ouvrage est imprimé avec " Privilège & Approbation, que son Jugement (*du Pape*) n'est pas irrefor-
" mable, si le consentement de l'Eglise n'intervient, il faut se soumettre
" par provision, à cause qu'il a la principale part dans les questions de foi,
" & que ses Decrets regardent toutes les Eglises, & chaque Eglise en parti-
" culier. Ce sont les termes de la quatrième Proposition du Clergé où ce
" principe est établi. On va donc contre la Doctrine du Clergé quand on
" méprise ces Decrets (*du Pape*) préalablement à l'acceptation de l'Eglise,
" ou avant qu'il soit notoire que l'Eglise les ait réformés ?

La proposition du Pere est aussi fautive qu'elle est dangereuse : On auroit du, si elle étoit admissible, souscrire par provision aux erreurs du Pape Jean XXII. & par provision faire descendre du Throne Henri IV. que le Pape en avoit jugé déchu & indigne, avec défense de le reconnoître & de lui obéir sous peine d'excommunication *ipso facto*. De là j'insere contre le Capucin Bernard en me servant de ses propres termes, *que lui & ses semblables ne sont point en regle*, & qu'il y a un excès d'impudence à citer pour appuyer un sentiment pernicieux, le procès-verbal de l'Assemblée du Clergé de l'an 1681. lorsque ce procès-verbal & les pieces qui y sont attachées établissent à ne pas répliquer que le Roi, les Parlemens, les Evêques & le Clergé inferieur méprisent & rejettent souvent les Decrets de Rome & ses Jugemens, préalablement à l'acceptation de l'Eglise; ou avant qu'il soit notoire que l'Eglise les ait réformés. Cela paroît tout-à-fait à l'égard du Jugement du Pape Innocent XI. l'an 1680. contre le Livre de Mr. Gerbais *des Causes majeures*, que le souverain Pontife défend de lire & de retenir sous peine d'Excommunication réservée, & ordonne aux Evêques de faire brûler comme contenant une Doctrine schismatique, suspecte d'herésie, & injurieuse au St. Siege, mais dont l'Assemblée de 1681. prit la défense, contre la Censure du Pape. Est-ce là, que le Pere Bernard nous réponde, se soumettre par provision ? au contraire c'est enseigner que l'on peut quelquefois par provision rejeter le Decret du Pape.

La Doctrine, le fond de l'enseignement, le dogme ne sont point des objets sur lesquels on doit deférer par provision. Un Decret accusé ou suspect d'innovations & d'alterations dans le dogme, les mœurs ou la discipline passera-t'il dans l'Eglise en attendant qu'il soit décidé s'il est bon ou mauvais, utile ou nuisible ? on exposerait les fideles en cet intervalle, à vivre & à mourir imbus d'une mauvaise doctrine par provision. Il est inouï qu'on ait jamais regardé de pareils Decrets comme provisoires, & qu'on y ait obéi provisionel-

lement. L'on sent facilement toutes les conséquences d'une opinion si absurde & dangereuse, & il ne sera jamais permis de déférer par provision à des Bulles qui sont notoirement mauvaises, ou vehement suspectes de l'être, & c'est un attentat criminel, d'exiger une soumission provisionnelle à une décision qui peut être erronée, & qu'une partie de l'Eglise regarde déjà comme telle par l'opposition de plusieurs à l'accepter.

Les François sont enfans de l'Eglise, mais ils ne sont point du diocèse particulier de Rome, & c'est une autre raison pour ne pas déférer à ses Decrets, aussi-tôt qu'elle les prononce. Nous ne sommes point justiciables du Pape en premier ni en second ressort, de droit ancien ni de droit nouveau, que par appel ou devolution. Le Pape n'est point le Juge immediat, il n'a point de puissance immediate sur les fideles du Royaume, ni le pouvoir de leur faire des commandemens. Cela est contraire à l'ordre hierarchique, & aux maximes inébranlables de nos libertés. Le Pape ne nous peut juger par lui-même, ni par les Auditeurs de ses Tribunaux, par omission du premier Juge, en premiere instance & hors de notre territoire, quand même nous y consentirions; ni en France, que par des Commissaires sujets du Roi. (a) La Pragmatique & le Concordat lui imposent cette loi; les Romains l'ont reçue, & l'ont faite insérer dans les actes du concile de Latran sous Leon X.

Selon l'ancien Droit, les Cleres & les Laïques n'étoient point soumis au jugement du Pape, mais à celui de leur Evêque qui jugeoit avec son Clergé, & du Metropolitain & des Evêques de la Province, en cas d'appel, sans qu'ils pussent avoir recours au saint Siege. Le droit nouveau tolere l'appel du jugement du Metropolitain au Pape, quand il n'y a pas trois Sentences conformes, mais il doit nommer des Juges sur les lieux: de là toutes les Excommunications que le Pape ou ses Tribunaux portent à Rome contre nous, sont des entreprises sur la juridiction de nos Ordinaires, dans le sentiment de saint Gregoire le Grand, (b) & ne nous lient point, si elles ne sont reçues & validées par ceux qui les doivent porter; ou pour parler proprement, & en conformité aux Canons, ce n'est point le decret du Pape accepté, mais le Decret de l'Eglise Galicane, qui dans cette rencontre se trouve le même, & prononcé par ses Juges naturels pour la même cause: que celui de Rome contre ses propres sujets, qui lie en France, après la publication, les Lettres patentes d'acceptation & l'enregistrement; mais il ne suit pas de là que la France ne reconnoit point dans le Droit d'excommunication encourue par le seul fait, *Ipso facto*, & que c'est un abus de le reconnoître, mais seulement que de telles Excommunications ne nous sont pas communes, par le refus sage & constant de l'Eglise Galicane, à ne point suivre dans ses jugemens toutes les Excommunications inscrites dans le Droit

(a) Non placet. Adversatur enim antiquissimo Juri regio, & Ecclesie Gallicae ut privilegiis, quibus caveretur ne quis etiam volens extra regnum à quoquam ex quacunque causa in jus vocari, nedum condemnari possit. *Responsio Oratorum Regis Christianissimi in C. p. Cause*

criminales. *Conc. Trid. sess. 24. cap. 5.*

(b) Nam si sua unicuique Episcopo Jurisdictione non servatur, quid aliud agitur, nisi ut per Nos per quos Ecclesiasticis custodiri debuit Ordo, confundatur. S. Greg. Lib. 9. ep. 31. & Relictur, xi. q. 2. c. 39.

Canonique & dans les constitutions des Papes, ou qui sont prononcées par les tribunaux de Rome; mais il est constant que celles que la France a acceptées par voie de jugement, lient par le fait, quand elles sont portées pour être encouruës *ipso facto*, comme si elle les avoit originai rement prononcé, & inseré elle même dans le Droit. Telles sont les Bulles contre les Conflidens, les Duellistes & plusieurs autres qui ont été acceptées.

Paschal II. au commencement du XII. siecle, a répondu aux Evêques de France, que l'Excommunication portée par un autre que le propre Juge, ne lie point, (a) & Innocent III. à Maurice de Blason évêque de Poitiers, auparavant de Nantes, que les coutumes introduites contre les Canons qui défendent d'entreprendre sur la juridiction d'autrui, doivent être rejetées, & que la Sentence portée par un autre que le propre Juge n'est d'aucune force. (b) Voilà le Droit: les souverains Pontifes l'ont eux-mêmes reconnu avant la compilation du Decret & des Decretales, que les Excommunications portées par d'autres que nos Evêques, portées par eux-mêmes souverains Pontifes, ils ne se font point exceptés, ne nous lient point. (c) Et par là, ils nous ont fait sentir que les deux Chapitres, *Cum illa* 17. & 18. *Canf.* 1x. 9. 3. attribués au Pape Gelase I. sont suspects, ou du moins ne sont pas de mise dans le Royaume.

(a) Nullus alterius terminos usurpet, nec alterius Parochianum judicare, vel Ordinare aut excommunicare presumat, quia talis judicatio, vel ordinatio aut excommunicatio, vel damnatio, *nec rati erit, nec vires ullas habebit*, quoniam nullus alterius Judicis, nisi sui Sententia tenebitur, aut damnabitur. Unde & Dominus loquitur dicens: *Ne transgrediaris terminos antiquos, quos posuerunt Patres tui.* Calixtus Papa II. *epist.* 1. *ad Episcopos Gallia.* *Refertur cap.* Nullus caus. 9. q. 2.

(b) Nos igitur attendentes quod Consuetudo, quæ Canonis obviat institutis, nullas debet esse momenti, cum Sententia à non suo Iudice lata nullam obineat firmitatem, ut in causis Ecclesiasticis subjectorum tuorum, postquam tibi de meritis eorum consulerit, Sententiam proferre valeas, sicut ordo postulat rationis, auctoritate tibi presentium præmissa consuetudine non obstante concedimus facultatem.

Cap. Ad nostram. 3. *de Consuetud.* Decret.

Greg. lib. 1. *tit.* IV.

(c) Le droit d'excommunier & de lever l'Excommunication appartient en premiere instance à l'Ordinaire, c'est-à-dire à l'Evêque, ou à celui qui a une juridiction Episcopale, comme un Chapitre dans la vacance du Siege (*exercez par le Grand Vicaire.*) Le Metropolitain ne peut point excommunier en premiere instance les Diocésains d'un Evêque de sa Province, ni le Pape les Fideles qui ne sont pas de son Diocèse, si les Sentences par lesquelles cette Excommunication est portée, ne sont reçues par l'Ordinaire, parce que l'Archevêque n'a pas de juridiction ordinaire dans les Diocèses de ses Suffragans, ni le Pape dans toute l'Eglise. Il faut que la cause soit devolue suivant les formes ordinaires au Metropolitain & au Pape, afin qu'il exerce cette Jurisdiction, soit pour l'Excommunication, soit pour l'absolution. Dupin, des Excommunicat. *part.* 1. §. 4. p. 371. Voet *stad.* §. 13. & *part.* 3. *tit.* 3. *pag.* 111.



§. XV. *Fausseté de cette Proposition du Pere Bernard d'Arras Capucin, extrait de son Livre intitulé, l'Ordre de l'Eglise. pag. 152.*

“On supposeroit par impossible, la Reclamation de tous le Clergé & du
 “Peuple contre une Excommunication portée juridiquement par le
 “Corps des premiers Pasteurs, qu'il n'y auroit pas à douter qu'elle
 “n'eût toute sa force devant Dieu. „

Et de cette autre Proposition, *Ibid. pag. 161.* “Les Censures des Evê-
 “ques ont leur effet, malgré le Clergé & le Peuple.

Il est aussi impossible que tout le Clergé & Peuple reclament contre une Excommunication portée juridiquement par le corps des premiers Pasteurs, qu'il est impossible que dans une Reclamation semblable, le corps des premiers Pasteurs porte une Excommunication juridique. Mais si, par impossible, le corps des premiers Pasteurs se portoit à en prononcer une semblable, elle seroit nulle de Droit, l'Ordre qui auroit dû être observé, pour la rendre juridique n'ayant pas été gardé, & les Juges, par le seul fait, ayant cessé d'être Juges competans, & perdu leur juridiction. L'on merite de perdre le privilege dont on abuse. *Privilegium omnino meretur amittere, qui permisso sibi abutitur potestate.* Cap. Ubi. 6. *Nam primum.* Dist. 74. L'on ne merite seulement pas de le perdre, selon le statut du Pape Simplicie, mais on le perd effectivement selon cette parole de saint Augustin. *Serm. de Temp. 247.* *Judicio enim legum, jure ab obiecta dignitate deicitur, qui privilegio sibi concessio abutitur.* Et celui-là, dit saint Gregoire le Grand, se prive de la puissance qu'il a de lier & de delier, lorsqu'il l'exerce à sa volonté sans aucun égard aux dispositions de ceux qui lui sont soumis. *Fit ut ipsa hanc ligandi & solvendi potestate se privet, qui hanc pro suis voluntatibus & non pro subditorum moribus exercet.* Greg. mag. Hom. 26. in Evangel. Et Raban archevêque de Maïence, nous apprend que l'indiscretion des Evêques à punir, les rend sacrileges & les fait tomber plus lourdement, qu'ils vont plus vite pour corriger. *Multi Sacerdotum culpam zelo Dei se persequi presententur, sed dum indiscrete hoc agitur, sacrilegii facinus incurrunt, & dum precipites quasi ad emendandum runnt, ipsi quoque multo magis deterius cadunt.* Raban. de ecclesiastic. pressuris. Enfin, c'est le propre de l'iniquité, comme le remarque l'auteur de la Glose, de precipiter tout, & celui de la vertu, d'être lente & d'examiner tout. *Gloss. in cap. Non in perpetuum Cauf. 24. q. 3. c. 5.* Tout cela convient aux Pasteurs qui Excommunient malgré le Clergé & le Peuple, ce sont des indiscrets qui abusent de leur autorité, & dont la precipitation gâte tout.

Le Corps des premiers Pasteurs, collectivement pris, n'est pas un Tribunal superieur au concile General: On peut même dire qu'il lui est inferieur, le concile General étant composé des premiers Pasteurs & de beaucoup d'autres. Mais ce Tribunal, tout auguste qu'il est, ne fait que représenter l'Eglise. *Concilium Generale eo ipso quod est generale representat totam Ecclesiam*

Universalem. Petrus de Alliaco. *Quest. de Resumpta. num. 35.* Il ne prononce & ne juge qu'au nom de l'Eglise; mais il n'est point l'Eglise, & il cesse de la représenter & d'agir en son nom, s'il lui arrive de juger contre les dispositions & la volonté de l'Eglise; & certainement il a jugé contre ses dispositions & sa volonté, quand tout le Clergé du second Ordre & le Peuple réclament.

Où est donc l'Eglise? Elle est répandue par toute la terre: Le Peuple en est une portion, le Clergé du second Ordre en est une autre: Les premiers Pasteurs en sont aussi une portion, & la principale, qui, lors qu'ils sont assemblés, renferment en eux les vœux des deux autres portions; mais le premier Ordre cesse de les porter, & l'on connoît qu'il s'en est écarté, quand le Clergé inférieur & le Peuple, les contredit unanimement. C'est donc l'union de tous qui forme l'Eglise, & delà il arrive, que quand ils ne concourent pas dans un Jugement d'Excommunication, & même dans les Jugemens de Doctrine ou de Discipline, les uns en le rendant, & les autres en l'approuvant, au moins tacitement, ce n'est point l'Eglise, mais des particuliers qui, par un abus visible, & un exercice indiscret & précipité de l'autorité qui leur est commise, prononcent une Censure & un Jugement contre la volonté de l'Eglise, d'où il résulte que cette Censure, ou cet autre Jugement, n'étant point portés juridiquement, il n'y a pas à douter qu'ils n'ont aucune force devant Dieu, & que les Censures des Evêques, portées malgré le Clergé & le Peuple, n'ont point leur effet.

"On ne peut, dit M. Nicole dans son *Traité de l'Unité de l'Eglise liv. 2. ch. 10.* raisonnablement douter des Excommunications fulminées non seulement par les Papes, mais aussi par des Conciles & des Evêques particuliers, lorsque ces Jugemens des souverains Pontifes ou des Conciles ou des Evêques particuliers, ont été ensuite approuvés & reçus par toute l'Eglise: Car dans ce cas, ce n'est plus le Pape seul ou le Concile ou l'Evêque particulier tout seul, qui separe de l'Eglise ceux qu'on en retranche, c'est le Corps entier; & c'est sur l'autorité du Corps entier que cette Excommunication est fondée.

"Mais il n'en est pas de même des Excommunications des Papes, ou des Conciles ou des Evêques particuliers, lorsque les autres Evêques & les autres Eglises n'y consentent pas; car quelques prétentions que les Papes puissent avoir sur ce sujet, ces prétentions n'étant point généralement reçues, les autres Eglises n'en étant point demeurées d'accord, ces Excommunications n'ont point été regardées comme certaines & indubitables.

Mais, "comme les Pasteurs, dit également bien l'Auteur de la discipline de l'Eglise, tirée du Nouveau Testament *ro. 1. pag. 270.* exercent ce pouvoir & font ces sortes de Jugemens au nom de toute l'Eglise, ils ne le peuvent faire aussi qu'au nom de Jésus-Christ qui en est le Chef, selon ces paroles de l'Apôtre. *Judicavi in nomine Domini Nostri Jesus-Christi errare huiusmodi satana.* (Cor. 3. 5.) C'est à-dire comme Ministres & Vicaire de Jésus-Christ par son autorité, selon ses intentions, en son esprit & en sa personne: *In persona Christi*, comme il parle dans la 2. Epître aux

“Corinthiens (2. 10.) Et ces paroles nous font connoître que ceux qui
 “ont pouvoir d'Excommunier ne doivent pas en user selon leur caprice,
 “ni selon leurs vûes particulieres, mais selon les regles de l'Eglise, dont ils
 “sont les Pasteurs, & de Jesus-Christ dont ils sont les Vicaires.” Dira-
 t'on quand ils n'observent pas ces regles, dont une des premieres marquée
 par saint Paul 1. Cor. 5. est l'acquiescement & le concours virtuel des fideles,
 que les Excommunications qu'ils portent, ont toute leur force devant Dieu.
*Ego quidem absens corpore, præsens autem spiritum, jam judicavi ut præsens eum
 qui sic operatus est, in nomine Domini Nostri Jesu Christi, congregatis vobis &
 meo spiritu cum virtute Domini Nostri Jesu, tradere hujusmodi satana.*

Il n'y a, dit le fameux Gerson, que des hommes aussi patients que des ânes à
 porter le fardeau, qui puissent se soumettre à de telles Excommunications, ou à
 des Censures données contre les Regles, & que des gens aussi timides que des
 lievres qui puissent les apprehender. *In casu pati illam, esset asinina patientia &
 timor leporinus & fatuus.* Gers. Resolut. mater. Excomm. Confid. 7. De telles Ex-
 communications, dit encore le même Theologien, ne sont point des Sen-
 tences, mais des violences, dont il est permis à tout le monde de se defendre,
 par n'y desferer point. *Constant autem quod tales Excommunicationes non
 debent dici jus, sed vis & violentia, contra quam fas habet liber vel homo, vel
 animus se tueri.* Ibid. Confid. 10. Et qui étant nules ne doivent inquieter per-
 sonne, ni obliger à se faire absoudre pour n'y avoir pas obéi, parcequ'une
 Sentence injuste ne lie point au tribunal de Dieu & de son Eglise, comme le
 Pape Gelase l'assure. *Cui est illata Sententia, deponat errorem, & vacua est: sed
 si injusta est, tanto eam curare non debet, quanto apud Deum & Ecclesiam ejus ne-
 minem potest iniqua gravare Sententia. Ita ergo eâ se non absolvi desideret, quâ
 se nullatenus perspicit obligatum.* Cauf. 11. q. 3. c. 46. ex Gelasio Papa.

Sur quoi le Pere Bernard peut-il fonder la verité & la force d'une Excom-
 munication portée par les premiers Pasteurs, malgré le Clergé & le Peuple?
 sera-ce sur ces paroles du Sauveur: *Tout ce que vous lierez sur la Terre, sera
 lié au Ciel* Math. 18. 18. Mais ces paroles ont été dites aux Apôtres & aux
 Disciples, ou dans la personne des Apôtres, selon le concile de Trente, au
 Corps Sacerdotal, composé des deux Ordres. Et comment seroit-il possible
 de former un lien qui pût lier les fideles, quand ceux qui sont établis pour
 lier ne sont pas d'accord, & quand le nœud, par cette desunion, se desliere
 dans le tems qu'on le forme? Jesus-Christ a dit ce que vous lierez, mais
 une Sentence injuste & portée contre l'ordre, ne lie que celui qui la porte.

Le quatrième concile de Carthage de l'an 253. *Can. 13.* declare que le Ju-
 gement d'un Evêque est nul, quand il le porte sans le Clergé. *Ut Episcopus
 nullius causam audiat absque præsentia Clericorum suorum, aliquin irrita erit Sen-
 tentia Episcopi, nisi Clericorum præsentia firmetur.* L'Excommunication est un
 Jugement; il doit être nul, lorsque le Clergé, sans lequel il a été porté re-
 clame. Il sera plus nul encore, si le Peuple se joint au Clergé pour reclamer. Saul
 fait une imprecation: *Maudis*, dit-il, *soit celui*, &c. 1. Reg. 14. le Peuple l'en-
 tend, & ne reclame point. Jonathas n'observe pas l'interdit; Saul qui l'ap-
 prend, veut qu'il meure; le Peuple jure qu'il n'en sera rien: Voilà un Ana-

theme bien marqué, que l'opposition du Peuple rend inutile à l'égard d'un seul, & une figure bien sensible, que l'opposition arrête l'effet de l'Excommunication portée par les Princes du peuple de Dieu, quand la Censure est aussi indiscrete, que le fut l'execration prononcée par Saul.

La plus grande Metropole du Royaume, c'est la nôtre, ou celle de Tours presentement composée de l'Archevêque & d'onze Suftragans; autrefois elle l'étoit d'une moitié moins. Ces douze Evêques, assésés en Concile, font un reglement sous peine d'Excommunication. Le Clergé du second Ordre & le Peuple, ne trouvent pas qu'il convienne de l'accepter; encourent-ils l'Excommunication? si des gens de la robe du Pere Bernard le croient, cinq ou six Evêques, lorsque la Metropole n'en avoit pas davantage, peut être prévenus, peut-être dans l'erreur, peuvent donc lier à leur gré quatre Provinces, & dominer ainsi sur les Peuples? Cette consequence est absolument fausse, & je reçois pour un principe certain que les premiers Pasteurs n'excommunient dans les Conciles, que du consentement du Corps représenté par le Concile, qui dans notre Province a toujours été composé des deux Ordres, & ailleurs, que du consentement presumé de tout le Corps, dont l'on ne doit pas exclure le peuple. Cela est si constant, que dès que le Corps d'une Eglise ne consent point, ou ne consent plus à une Excommunication, elle ne lie point, ou cesse de lier dans cette Eglise.

Les Conciles Generaux & les Conciles Provinciaux, sont pleins de Censures dont les plus scrupuleux ne s'inquietent point aujourd'hui, quoiqu'on ne remarque pas que d'autres Conciles les aient revoquées. Et pour en donner quelques exemples, le concile general de Lion par Gregoire X. l'an 1274. excommunie les Seigneurs qui se font rendre aveu des fonds qui appartiennent à l'Eglise, & met sous la même Censure ceux qui rendent ces aveux.

Le concile general de Latran par Alexandre III. l'an 1179. celui du même lieu l'an 1215. auquel 412. Evêques assisterent, descendent à tous les Princes, sous peine d'Excommunication encourue par le fait, d'augmenter les droits qu'ils levent de leurs sujets, & de faire payer quoique ce soit au Clergé seculier & regulier, pour les fruits de leurs terres Ecclesiastiques ou Patrimoniales, & de ce qu'ils tirent des Provinces pour leur usage: beaucoup de Conciles de la nation font la même chose, & mettent en Interdit les lieux où on leve de parliels droits & en excommunient les Receveurs.

Le concile de Bourges de l'an 1276. *can. 16.* par le Legat Simon de Brie, depuis Pape, sous le nom de Martin IV. excommunie les Princes & les Juges qui restreignent la jurisdiction Ecclesiastique, ou qui pretendent reformer les Jugemens abusifs d'un Official. Il excommunie encore les Seigneurs & les Princes, qui sans la commission, ou le mandat du juge d'Eglise font arrêter un Ecclesiastique & l'envoient en exil, & il met en interdit les lieux où on les retient.

Le concile de Rome de l'an 1302. sous Boniface VIII. excommunie ceux qui ne veulent pas reconnoître que le temporel des Rois depend du Pape, ni accepter la Constitution *Uram Sanctam* qui fait d'une chose si insolite, un article de foi.

Où en serions nous, si de telles Excommunications & beaucoup d'autres;

semblables portées par le Corps des premiers Pasteurs, avoient dans le sentiment du Capucin Bernard d'Arras, tout leur effet devant Dieu, contre la réclamation du second ordre du Clergé & du Peuple : les Seigneurs seroient excommuniés, le Roi, ses Ministres & les Parlemens seroient dans le même cas, & il n'y a point de Province dans le Royaume qui ne fût sous l'Interdit, n'y en ayant peut-être aucune présentement, où l'on ne voye des Dignités, des Curés, des Prestres & des Chanoines, retenus & arrêtés, & n'y en ayant aucune sans Bureau où l'on fait payer le Clergé séculier & les Religieux, pour ce qu'ils transportent pour leur seul usage, d'une Province dans une autre.

Il faut nécessairement dire, si l'on ne veut pas faire autant de Schismatiques qu'il y a de François, ni mettre le Roi & les Parlemens à la tête d'un Etat soulevé contre l'Eglise, que ce n'est point l'Eglise qui a porté de pareilles Censures, que la réclamation a arrêté leur effet, & que si le corps de l'Eglise, surpris par quelque apparence, a paru d'abord y consentir, il a depuis retiré son consentement, & a fait connoître en ne les acceptant point ou en les rejetant, ou en réclamant, que les premiers Pasteurs se trompoient de presumer qu'il avoit consenti, & il est certain que leurs Censures contredites n'ont point eu d'effet.

C'est dans ces principes, que les Peres du concile de Tours de l'an 813. composé du premier & du second Ordre de la Province, déclarent dans la Preface, qu'ils ne prennent la liberté de faire des Reglemens qu'avec le dessein de les communiquer au Roi, & qu'ils disent dans la conclusion, que le Roi est le maître d'accepter ou de rejeter leurs Decrets.

C'est dans le même principe que Simon de Maillé, archevêque de Tours dans ses lettres à Henri III. pour l'approbation du concile de Tours de l'an 1583. reconnoît également que le Concile ne peut obliger que lorsqu'il sera revêtu de l'autorité Royale, Sa Majesté ayant droit de retrancher, d'ajouter, & par conséquent de refuser ou de donner son consentement aux Excommunications portées par ces Conciles, & ainsi d'en arrêter l'effet.

L'on peut à la vuë du spectre hideux de l'Excommunication & de l'Interdit, présenté par un Corps de premiers Pasteurs, craindre où il n'y a point à craindre; mais ceux qui savent jusqu'où va leur puissance & qu'il ne peuvent rien contre l'Eglise, ne s'en effarouchent pas & vont également leur chemin. Une terreur mal placée, pour me tenir à un ou deux exemples, n'a jamais empêché les Receveurs des bureaux du Roi de faire payer l'Ecclesiastique comme le Laïque, & n'a jamais retenu le Prince & les Etats de notre Province, d'imposer ces sortes de taxes sur les marchandises qui viennent des Clercs & des Moines, comme sur celles qui sont du cru des terres possédées par les Laïques, & l'on a regardé les Canons, qui portent ces Excommunications, comme de visibles entreprises sur le temporel du Prince qui ne relève que de Dieu à cet égard, & l'on a toujours jugé en France en n'y defférant point, comme à des Excommunications nulles, par la réclamation qu'on y apportoit, que ce n'étoit point l'Eglise si respectable en tous les tems qu'on méprisoit, mais des hommes, qui, abusans de leur autorité dans l'Eglise, vouloient être indépendans dans l'Etat, & n'en point porter les charges.

Quoi cependant de plus juste, que ceux qui sont membres & qui sont partie du corps de la Republique, contribuent aux besoins & aux charges de l'Etat, & que Mrs. du Clergé ne se distingent en cela que par leur zèle à rendre aux Rois, avec plus de promptitude & d'abondance, au soulagement du peuple, cette reconnaissance due à leur travaux & à leurs soins? *Timemus Regem, scis enim Domini esse electionem, Magistratus ejus honorabis, ut Dei Ministros: Sunt enim vindictes omnis injurie, & solvite eis animo non ingrato, vestigal & tributum omnemque pensionem.* Constit. Apostol. lib. 7. c. 17.

Le Droit du Prince est incontestable. Le Decret de Gratien y est formel *Cap. si Tributum. Caus. 11. q. 2. Cap. Magnum. Ibid. Cap. Tributum. Caus. 13. q. 8.* & c. S. Justin dans son Apologie pour les Chrétiens adressée à l'Empereur Antonin le Pieux, nous apprend que les Fideles, par obéissance à Jesus-Christ qui l'ordonne, pañoient avec une application singuliere, tous les Tributs aux Receveurs des Princes. S. Gregoire de Nazianze nous dit que Jesus-Christ a voulu naître dans le tems d'une levée de deniers & que les peuples donnoient leurs noms & se faisoient enregistrer; que le Sauveur a lui-même payé le Tribut afin de nous adoucir ce que cette obligation a de dur : que c'est meriter d'être écrit au Livre de vie, lorsqu'on ne refuse pas de se faire inscrire dans les Rôles des Rois. Enfin qu'il y a beaucoup de mal pour ceux qui l'évitent, lorsqu'au contraire il n'y a qu'utilité & avantage pour ceux qui s'y prêtent avec joye. (a)

Nous ne refusons pas, dit S. Ambroise (c. si tributum. 11. q. 1.) de payer les tributs que l'Empereur demande : les fonds de l'Eglise payent les tributs. *Si tributum petit Imperator, non negamus. Agere Ecclesia solvunt tributum.* Car si le Fils de Dieu s'y est soumis, qui êtes-vous, quelque grand que vous paroissiez être dans l'Eglise, pour vous en exempter? *Si enim censum Dei Filius solvit, quis tu, tantus es qui non putas esse solvendum?* Idem in Luc. lib. 4. c. penult. l'Eglise, dit le Pape Urbain II. referé au chapitre *Tributum*, paye les tributs sur les biens extérieurs qu'elle possède, & c'est une reconnaissance qu'elle doit aux Rois, à cause du repos & de la paix qu'ils lui procurent. Enfin, le Canoniste Innocent, du depuis Pape sous le nom d'Innocent IV. & Panorme sur le chap. *Non minus. De Immunit. Eccles.* disent que l'Eglise est tenue, c'est-à-dire, ses Ministres, de contribuer aux nécessités publiques. *Ecclesia tenetur contribuere necessitatibus publicis.*

Le Pere Bernard n'a pas pefé toutes ces autorités antérieures & postérieures aux Conciles de Latran sous Alexandre III. & Innocent III. & au Concile de Lion sous Gregoire X. qui sont voir si visiblement que l'Excommunication portée par Innocent III. & 412. Evêques, dans le Concile de Latran de l'an 1215. contre une justice due par le Clergé aux Rois, n'a pû être

(a) *Seque homini junxit Christus præfente tributo*

Cum dabit in tabula nomina quisque sua
Vestigalque Deus mortali solvit, acerbis
Servituti ut nobis hæc medicina foret.
Gratia te Christi maneat : scribaris ut ipse

Latras in aethereo Codice, scribe bona.
Sin secus, hæc alius referat, quæ damna sequentur.
Sed tamen est sanctæ, scribere commodius.
Greg. Naz. carm. 47.

approuvée de l'Eglise & avoir tout son effet devant Dieu; mais que la réclamation des Princes & des peuples en a émoussé toute la pointe, & nous a fait voir que l'Excommunication portée malgré le peuple, par les premiers Pasteurs unis au Pape n'a aucune force.

Les Excommunications du Concile general de Lion, de l'an 1274. ont été également méprisées. Les Rois & les Seigneurs, par le droit qu'ils ont reçu de Dieu de dominer sur les nations, contre lequel les premiers Pasteurs ne peuvent prescrire, ont continué depuis ce Concile à demander des reconnoissances, des dénombremens & des déclarations des terres qu'ils ont trouvées dans l'étendue de leurs Fiefs, quoique les laïques qui les possèdent les tiennent de l'Eglise par censive, emphytéose ou preciaire. Ils ont fait plus, puisqu'ils ont obligés ceux, qui, ne se souvenant point que le Royaume de Jesus-Christ qu'ils doivent imiter, n'est point de ce monde, vouloient cependant régner sur la terre, à rendre eux-mêmes, avec des fonds de leurs Eglises. Disons-nous avec le Pere Bernard, que malgré la réclamation du Roi & de la Noblesse, il n'y a pas à douter que l'Excommunication portée par les premiers Pasteurs dans ce Concile, n'ait toute sa force devant Dieu? Nous croyons plutôt que la réclamation lui a ôté toute sa force, & que quand même le Roi & la Noblesse n'auroient point réclamé, l'Excommunication du Concile n'auroit eu aucun effet, n'étant pas d'une nature, dans le cas dont il s'agit, à pouvoir être approuvée de l'Eglise & de Jesus-Christ.

Il en est de même des Censures du Concile de Bourges, & de plusieurs autres Conciles, que la réclamation a entièrement annulées. L'on voit tous les jours les Parlemens du Royaume arrêter l'exécution de la Sentence irreguliere d'un Official, & le renfermer dans sa Jurisdiction quand il entreprend sur la seculiere, recevoir des Appels comme d'abus, d'une Excommunication ou d'un Interdit, ou de quelqu'autre affaire Ecclesiastique, juger librement de leur validité, prononcer qu'il y a abus dans un Mandement, & enfin, prendre connoissance de beaucoup de choses Ecclesiastiques, quoiqu'un Concile de Château-Gontier, & beaucoup d'autres de notre Province & d'ailleurs, ayant traité cela d'entreprise, & excommunié les Juges seculiers qui se croient en droit de prononcer sur ces sortes d'affaires.

Le Pere Bernard croira peut-être que c'est là mettre la main à l'encensoir. Mais il faut lui dire que quand les Parlemens ne descendent pas à certaines Censures, ou que quand ils déclarent quelquefois qu'il y a abus dans des Excommunications, dans des suspensions, dans des réserves de cas, & interdits dont l'on se plaint à leur tribunal, & qu'ils mettent les pretendus suspensions dans leur premier état, ils respectent le pouvoir des Clefs, & ne prétendent point delier celui que son Evêque ou quelques Conciles ont lié; nos Augustes Magistrats sont trop instruits pour s'en attribuer le pouvoir, & parfaitement soumis à l'Eglise ils en respectent & ils en descendent l'autorité. Ils refusent seulement, comme représentant l'autorité du Prince & portant la voix du Clergé inferieur & du peuple, leur consentement à l'Excommunication, ou plutôt ils déclarent que le Prelat, ou son Official, & si l'on veut, que le corps des premiers Pasteurs n'a point excommunié, parceque selon les Loix de

Jesus-Christ

Jesus-Christ & de l'Eglise, & même du Droit rédigé par l'autorité de l'Empereur Justinien; il n'a pû le faire que dans une cause juste & prouvée, & selon le Droit ancien, que du consentement de l'Eglise, au moins presumé, & que dans le fait dont il s'agit, les Parlemens ou le Conseil, s'expliquant pour le Roi, pour le Clergé & le Peuple, n'ont point consenti à une Censure portée dans une cause injuste, ou point prouvée, ou qui tend à confondre tout, & à mettre le trouble dans un Etat ou dans un Diocèse, & à y introduire des nouveautés dangereuses.

Il n'y a pas d'autre raison à donner de la non-valeur dans le Royaume, & du decret de tant d'Excommunications Papales & de Droit, anciennes & nouvelles. L'Eglise de la Nation les a mises au rebut, comme étant de mauvais aloi; & ceux qui gouvernent ne veulent point qu'elles aient cours dans l'Etat. Il faut que les Excommunications, comme les Monnoyes, soient marquées au coin du Prince pour avoir cours & valeur extrinsèque. Son coin, c'est son consentement, celui du Clergé & des Peuples; autrement, on les met au billon pour être réformées.

On peut conclure contre les deux Propositions du Pere Bernard, ce que Gerson concluait autrefois contre celle-ci avancée sur le même principe. "Nos Sentences, quand même elles seroient injustes sont à tenir & à respecter; *Sententia nostra, etiamsi essent injuste, sunt tenenda & estimanda.* Il la trouvoit scandaleuse, fautive, impossible, erronée, suspecte d'herésie; avancée contre les bonnes mœurs & l'autorité des Canons, que celui qui l'avoit avancée étoit suspect dans sa foi, & que les puissances devoient l'obliger à s'expliquer, & à révoquer sa proposition, & le punir, s'il y persistoit. (a) Cette Sentence est terrible, & touche tout-à-fait le Capucin Bernard d'Arras.

§. XVI. Les dangers & les inconveniens pour l'Etat & l'Eglise, à se séparer de la Communion des uns des autres, avant un Jugement juridique, qui declare & denonce au public le coupable.

Nous voyons tous les jours des personnes prevenûs & sans Theologie, & quelquefois des Theologiens assez temeraires pour avancer que les Confessions faites aux Apellans de la Constitution *Unigenitus*, & à tous ceux que la credulité appelle Jansenistes, sont illicites & invalides, & doivent être refaites, parcequ'elles se font, disent-ils, à des Excommuniés, qui n'ayant plus de Jurisdiction, ne peuvent par conséquent absoudre personne. Ils

(a) Hæc assertio proposita in processu publico, si sit erronea in fide & moribus non est dissimulanda prætereunda, cum sit scandalosa & ex deliberatione posita... Hæc assertio falsa est... Hæc assertio est impossibilis... Hæc assertio debet in fide merito suspecta reputari... Hæc assertio reddit assertorem suum in fide suspectum

& ita consequenter ad judicium fidei rationabiliter revocandum, quia compellendus erit vel se exponere, vel revocare, vel si pertinaciter renuerit, relinquendus erit iustitiæ seculari. Gerson. In discussione illius Assertionis: *Sententia Pastoris etiam inj. sit tenenda ex. vltim. part. ejus oper. n. 15.*

ajoutent, que de tels Prestres étant suspens de droit de toutes leurs fonctions, on ne pouvoit sans peché, recevoir d'eux la sainte Communion ni assister à leurs Messes.

D'autres aussi peu éclairés, soit qu'ils pensent veritablement ainsi, ou plutôt parcequ'ils aiment les disputes sans fin, assurent avec la même temerité qu'il en est de même de tous les Acceptans de la Constitution, & de tous ceux qu'une mauvaise humeur qualifie de Molinistes & de Sulpiciens, puisqu'ils ne peuvent accepter la Constitution (plusieurs Theologiens le croyent) & suivre les sentimens de Molina sur la grace, sans être Pelagiens ou demi-Pelagiens, & comme tels, heretiques proscrits par plusieurs Conciles & souverains Pontifes, condamnés & excommuniés de l'Eglise, suspens de toutes leurs fonctions, & sans juridiction pour absoudre.

Si cela étoit, un Fidele se verroit réduit à dire comme Suzanne : *Angustia sunt mihi undique*. Dan. 13. 22. Je ne vois que des corrupteurs & des maux de toutes parts : si je m'attache aux uns, je ne puis éviter d'être condamné par les autres ; & si je m'abstiens de la Communion de tous, je vivrai sans Messe & sans Sacremens, & sans remplir beaucoup de devoirs essentiels à la Religion sainte que je professe : Car, où est la Paroisse, où est le Monastere que l'on ne trouve remplis ou mêlés d'Appellans & d'Acceptans, de Jansenistes pretendus, de Sulpiciens ou de Molinistes ? Les Diocèses qui sont gouvernés par un Evêque Appellant ou opposé à la Constitution, & de même au jugement de plusieurs autres, s'il est Acceptant & Moliniste, ont à leur tête, un homme, qui selon les prejugués dont l'on est imbu, sera jugé bon par les uns, & trouvé mauvais par les autres, suspens de toutes ses fonctions, excommunié & sans Jurisdiction ; par consequent un Evêque incapable d'ordonner aucun Prestre licitement, incapable d'approuver, & de commettre des Prestres pour confesser. Les Prestres, les Evêques qu'un Excommunié ordonne, sont suspens de droit, & deviennent irreguliers, lorsqu'ils font leurs fonctions. Les Confesseurs qu'il nomme n'ont point de Jurisdiction, puisqu'un Excommunié n'en ayant point lui-même, ne peut pas donner ce qu'il n'a pas. Voilà donc des Diocèses & des Provinces entieres reduites en se tenant aux prejugués, à n'avoir aucun Prestre legitime, de qui ils puissent entendre la Messe & recevoir les Sacremens, & à n'avoir aucun Confesseur qui puisse les absoudre validement.

En un mot, les Diocèses qui ont des Evêques Appellans ou opposés à la Constitution de Clement XI. & excommuniés au jugement de plusieurs, & de même ceux qui en ont d'Acceptans, également excommuniés & heretiques au jugement des autres, n'auront bientôt aucuns Prestres, puisqu'il n'est point permis de se faire ordonner par des Evêques excommuniés ou qu'on soupconne de l'être, ni de Confesseurs, ni de Curés, puisqu'on ne doit pas recourir à un Excommunié pour se faire approuver & instituer dans un benefice, l'approbation & l'institution étant des actes de Jurisdiction qu'un Excommunié ne peut faire. Ainsi l'on se verra réduit dans un pays catholique, & sous des Princes chretiens à vivre sans aucun exercice public de religion, & à fermer les Eglises, comme si l'on étoit dans un interdit gene-

ral & dans le tems d'une persecution declarée par un Empereur infidele ou apostat. Personne ne reflexit sur les suites funestes qui naissent de pareils sentimens, sur les malheurs, où naturellement ils conduisent, & sur l'injure que l'on fait au Roi, à qui les glorieux titres de très-Christien & de Protecteur de l'Eglise & des saints Canons ne conviendroient plus dans la triste situation, où ces semences de schismes requës dans un mauvais fond reduiroient son Etat. Des Evêques cependant, des grands Vicaires & des Curés s'efforcent de les repandre. Ils les trouvent dans les Lettres, les Mandemens & les Memoires de Mrs. les Evêques de... Il ne leur en faut pas davantage pour se decider, & se jeter dans des excès où un homme un peu sensé, & qui a quelque teinture du Droit, ne devoit pas donner.

Il est important d'approfondir ces sortes de disputes, d'en montrer tout le faux, d'examiner s'il est veritable que les Excommuniés ne donnent que des absolutions nulles, s'il n'y a point de finatisme à dire que l'on ne peut licitement recevoir d'eux les Sacremens, ni assister à leurs Messes sans crime; enfin, quelle doit être la conduite d'un Confesseur, s'il doit tenir pour valides les Confessions de ceux qui se sont confessés à des Prestres qu'il suspecte, ou les obliger à se confesser de nouveau, & à rompre tout-à-fait avec leurs Curés & les autres Prestres, auxquels precedemment ils ont donné leur confiance, & que ces derniers supposent excommuniés. Ne seroit-on pas beaucoup mieux de croire que les uns & les autres ne le sont point, & de se conformer aux Declarations du Roi, qui veut que l'on n'évite personne sous pretexte de Jansenisme ou de Molinisme, d'acceptation ou de non acceptation d'un Decret qui n'a de force qu'autant qu'on lui en donne; mais abstraction faite d'une chose si odieuse, tâchons d'établir la conduite que l'Eglise, dont personne ne doit rejeter les regles, veut qu'on suive.

§. XVII. L'on évitoit autrefois de communiquer dans le spirituel, avec les Excommuniés non dénoncés.

Innocent III. a déclaré (a) que ceux qui, par quelque crainte, communiquent avec des Excommuniés, pechent mortellement, & encourent l'Excommunication. (a)

Innocent IV. & quelques-autres Canonistes pretendent que le chapitre *Sacris*, d'Innocent III. ne parle que de la communication avec les Excommuniés par la faveur qu'on leur donne sans contrainte, ou par la part que l'on prend à leurs crimes. (b)

Mais S. Thomas, *Quodlibet* II. q. 8. a. 2. croit, & son sentiment a été communément suivi, qu'Innocent III. a voulu parler de ceux qui commu-

(a) Innocent. III. Cap. *Sacris*. De iis quæ vi, &c. Lib. I. tit. III. 40. c. 5.

(b) Quidam hoc intelligunt de metu qui non caderet in constantem virum. Alii intelligunt hoc, quando per metum communicat Excommunicato, in crimine: Secus si in mensa vel

in hospitio. Arg. infra, de sent. Exc. Nuper. Sed littera sonare videtur de metu qui cadere debet in constantem virum, & de eo qui communicat in crimine Innocent. IV. in cap. *Sacris*. De iis, qua vi, &c.

niquent dans les choses divines & de religion avec les Excommuniés, & dans d'autres choses par un mepris formel de l'autorité qui le defend, ou qui les favorisent dans leurs crimes; il enseigne nettement au lieu cité & dans ses reponses au 2. & 3. argumens *ibid.* & dans son Commentaire sur le Maître des Sentences, in 4. *dist.* 18. *q. 2. a. 4. quæstione 3. ad 2.* que la communication dans ces cas est un péché mortel. Celui donc qui entend la Messe à laquelle un Excommunié assiste, & de même s'il mange avec lui, par mepris du supérieur qui le defend, peche mortellement selon S. Thomas.

Silvestre *verb. Confessor* 1. *num. ult.* & Cajetan. *verb. Conf. imped.* assurent qu'il y a péché mortel à se confesser à un Excommunié secret, & qu'on est obligé de repeter sa confession; mais que si l'on se confesse à un Excommunié sans le sçavoir, ou dans la nécessité, on ne peche point, & qu'on n'est pas obligé de se confesser de nouveau.

Major enseigne aussi, qu'il y a péché mortel à communiquer sciemment dans les choses saintes avec un Excommunié. (a)

Si l'on s'attache à la décision de ces Theologiens, & aux anciens textes dont ils l'appuyent, tirés du Decret de Gratien *Caus.* 11. *q. 3.* & des Decretales compilées par l'ordre de Gregoire IX. *titul. de Sentent. Excomm.* il est constant qu'il y avoit alors du péché à communiquer dans les choses divines avec des Excommuniés non dénoncés & secrets, & que c'étoit un mal d'entendre leurs Messes, de se confesser à eux, de communier de leur main, d'assister à leurs instructions, & de s'unir à eux dans les prières publiques & particulières, parceque cette communication étoit un mepris formel de l'autorité qui le défendoit expressement alors, dans tous les textes du Decret & des Decretales que l'on allegue. L'on observoit cependant, dit Henriquez, de n'éviter que dans le secret, ceux dont l'Excommunication étoit secrète. (b)

§. XVIII. *L'Eglise a déclaré qu'elle ne défend point de communiquer avec les Excommuniés, lorsqu'ils ne le sont pas nommement ni publiés.*

Il faut convenir que ce qui seroit péché à raison de la défense de l'Eglise, ne l'est plus quand elle cesse de défendre, & qu'il y a une grande temerité à dire mauvais, ce qu'elle a déclaré être permis.

(a) Communicatio cum excommunicato major excommunicatione in divinis, vel in alio mortali quam illo pro quo lata est excommunicatio, peccat mortaliter; & hoc, si deliberate communicet. Major in 4. *sent. dist.* 18. *q. 3. Conc.* 2.

(b) Olion, Cap. Cum desideres. Cap. A nobis. De sent. Exce. erat virandus occulte ille qui notus erat esse excommunicatus occultus, quod temperavit Concilium Constantiense in Decreto quod licet non reperitur in Actis Concilii, re-

fertur ab Antonibus fide dignis qui ei interfuerunt ut refert B. Antoninus 3. *p. tit.* 26. *c. 2. ad finem.* quem Navarrus falso citat *tit.* 14. & Soto citat *tit.* 25. Sed Covarruvias Cap. Alma. 1. *part.* §. 1. n. 7. dubitat an id Decretum sit editum à Concilio, an à Martino Papa V°. confirmante Concilium. Vide Cajetanum 2. 2. *q. 12. a. 4.* & 3. *p. q. 64. a. 6. ad 2.* Utrunque tamen sit, Decretum est canonicum & acceptum à sapientibus. Henzq. *lib.* 15. *de Exce. c. 5. Litt. A.*

Autrefois la communication avec les Excommuniés non dénoncés ou secrets lorsqu'on les connoissoit, passoit pour un crime, & l'on étoit obligé de les éviter à la manière qu'on les connoissoit, de les éviter publiquement s'ils étoient notoires & publics, & secrètement lorsque leur Excommunication étoit secrète; (*) mais aujourd'hui, s'ils ne sont pas nommément excommuniés ni dénoncés en public, ce n'est point desobeir à l'Eglise, que de ne les pas éviter, puisqu'elle ne le défend plus. "Quand ceux (dit l'Auteur du Livre intitulé "la Conduite des Confesseurs, approuvé par Mrs. l'Archeveque de Sens & les Evêques de Bayeux, d'Amiens, de Senlis & de Rennes l'an 1739.) qui ont encouru quelque censure, n'ont pas été nommément & publiquement dénoncés, les fideles ne sont pas obligés de les éviter. . . les Actes de Jurisdiction qu'ils font avant la denonciation sont illicites; mais ils ne sont pas invalides. Après la denonciation, les fideles sont obligés de les éviter sous peine de péché dans les choses dont ils sont privés par leurs Censures. . . Ainsi, bien loin que l'affliction de certaines personnes, à ne pas entendre la Messe des Excommuniés non dénoncés & secrets, à ne pas communier de leur main, à ne pas se confesser à eux, soit une conduite louable, elle doit plutôt paroître à un homme qui juge sainement des choses, être un mepris marqué de la tolerance de l'Eglise en chose grave.

On cause par là du scandale, & on trouble les consciences des foibles sans aucune crainte du terrible anathème prononcé par Jesus-Christ même, contre ceux qui scandalisent le moindre des siens. On devient l'homme ennemi qui jette l'ivraye ou des semences de schisme dans le champ du Seigneur, à dessein d'étouffer le bon grain, & l'on fait douter de la prudence de l'Eglise, ce qui assurément rend les personnes qui agissent de la sorte, coupables d'un péché plus grief que celui qu'elles s'imaginent éviter: Car est-il mal comparable à celui qui rompt l'unité, & n'est-ce pas s'élever contre Jesus-Christ même? *Qui pacem Christi & concordiam rumpit adversus Christum facit. S. Cyr. av. de Unit. Eccles.* N'est-ce pas pecher contre le S. Esprit, & tomber dans un péché irremissible, que de condamner l'Eglise dans les mesures qu'elle prend pour assurer les consciences tendres & timorées.

Le Chapitre *Nouve. Caus. 8. q. 4.* attribué au Pape Symmaque, mais qui est d'Ennode, dont ce souverain Pontife & le Concile qu'il assembla ont approuvé l'ouvrage, enseigne qu'il n'est pas permis de se separer de son Evêque (je dis la même chose d'un Curé & de tout autre Prêtre) avant la Sentence, & que celui qui s'en separe autrement se condamne lui-même, parceque les Loix Ecclesiastiques ne veulent pas qu'on cesse de communiquer avec un Evêque (un Curé, un Prestre, ou un autre) avant que l'on ait prouvé les crimes dont on l'accuse.

(*) Quinam est Excommunicatus vitandus novo ac antiquo jure? Antiquo quidem quilibet excommunicatus erat vitandus; si occultus occulte, si publicus publice cognoscentibus. At novo Extravaganantis *Ad vitandum* jure, duo tantum vitandi sunt, Denuntiatus & notorius,

Clerici Percussor, in quo quidem Constantiensis, non Basileensis Concilii Constitutioni standum. Unde non quilibet notorius excommunicatus, sed is tantum qui Percussor est Clerici vitandus erit. *Aur. Euchar. Moral. Theol. tract. 4. de Censurar. Exam. 2°. de Excomm. c. 7. n. 34.*

Le huitième Concile general de l'an 869. établit la même chose. (a)

Le Chapitre *Sane. Conf.* 24. q. 2. qui est d'Urbain II. approuve que l'on communie avec ceux qui ne sont pas excommuniés nommement, & declare qu'il est permis de recevoir à l'Autel, les offrandes qu'ils ont ordonnées pour le salut de leurs ames.

Le Concile de Constance communiquoit avec Jean XXIII. & le reconnoissoit même pour Pape jusqu'au jour de sa deposition, quoiqu'il fût déjà convaincu d'une infinité de crimes detestables auxquels l'Excommunication est attachée, & d'être un heretique obstiné, (b) excommunié par consequent.

Martin V. dans le Concile de Constance, a déclaré par une Constitution qui commence par ces mots: *Ad evitanda scandala*, qui à la verité ne se trouve point dans les Decrets du Concile, mais qui est trop attestée, dit Henriquez, pour douter de son autenticité, (c) que personne n'est tenu d'éviter les Excommuniés dans l'administration & la reception des Sacramens, ni dans les Offices Divins, s'ils ne sont nommement denoncés excommuniés, ou percuſſeurs notoires de Clercs.

Le Concile de Basse *ſeſſ.* 20. du 20. Janvier 1435. avant sa dissolution ou sa translation, & ainsi lorsqu'il étoit general & respectable à toute la terre, a renouvelé & statué la même chose, mais avec cette difference: que le Concile de Constance en relachant de la rigueur de la discipline, n'oblige à éviter que les Excommuniés denoncés, & les percuſſeurs notoires de Clercs, au lieu que le Concile de Basse ordonne en statuant, d'éviter tous les Excommuniés, pour quelque cause qu'ils le soient, dès que leur crime est si notoire, qu'ils ne peuvent l'excuser à la faveur de quelque chapitre du Droit, ni en eluder & éloigner la condamnation.

Le Decret du Concile de Basse fut reçu dans le Concile de Bourges l'an 1438. & inferé dans la Pragmatique Sanction *sic. de Excommunicatis non visandis*. Il a passé en Loi dans le cinquieme Concile de Latran. Il est un des Articles du Concordat de Boulogne entre le Pape Leon X. & le Roi François I. & tous les Royaumes Catholiques ont souscrit à l'Ordonnance que ces Conciles ont faite si sagement, de ne point éviter dans les choses divines les Excommuniés, s'ils ne sont denoncés ou notoires.

Mais Covarruvias in *Caput. Alma. p.* 1. §. 2. n. 9. enseigne que la Conſi-

(a) Nullas Clericus ante diligentem examinationem & synodicam sententiam à communione se separat proprii Patriarchæ, licet criminaliæ quamlibet causam ejus se nosse prætendat. *Conc. Oecum.* 8. c. 10. *Conc. Libb.* 10. 8.

(b) Voyez l'Histoire du Concile de Constance, par l'Enfant Liv. 2. pag. 77. & 173.

(c) La Constitution de Martin V. *Ad evitanda*, est citée par S. Antonin 3. *part. tit.* 25. c. 2. & 3. & *Tract. de Censur.* c. 83. Felin in *Cap. Cum ab homine. de sent. excomm. Angelus. verb.* Excommunicatio 8. n. 3. Silvestre *verb.*

Confessor. 1. n. *ult.* Driedo de *Libert. Christ.* p. 88. Major in 4. *dist.* 18. q. 3. Cayeran *verb.* Excommunicatio minor & *verb.* Absolutio impeditur. Et in 2. 2. q. 12. *art. ult.* *q. c.* Decius in *Cap. 2. de Except.* Adrien in 4. *sent. tract. de Cens.* q. 9. *q. c.* Navarre in *Cap. Laboret. de Penit. Dist.* 6. Covarruvias in *Cap. Alma. mater.* Gabriel Biel in 4. *sent. Dist.* 18. a. 1. *notab.* 3. l'Armilla *verb.* Excommunicatio n. 50. Dom. Soto in 4. *sent. Dist.* 12. q. 1. a. 4. & quantité d'autres anciens & nouveaux Theologiens & Canonistes.

(c) Voyez le Texte §. 17. *supra*.

tution de Martin V. ou du Concile de Constance est plus suivie dans le monde Chretien. *Magis recepta est in Christiano orbe Martini V. & Constantiensis.* C'est-à-dire qu'on ne pense point à éviter personne, s'il n'est excommunié dénoncé, ou percussé si notoire de Clerc, qu'il ne puisse le nier.

Remarquez, dit S. Antonin 3. *part. tit. 27. c. 3.* que le Droit commun qui ordonne d'éviter les Excommuniés, ceux mêmes qui ne sont pas dénoncés, a été modifié par les Conciles de Constance & de Bâle, de maniere que les Fideles ne sont plus tenus d'éviter dans les choses saintes, & le commerce de la vie civile, les Excommuniés, s'ils ne sont dénoncés ou percussés notoires de Clercs.

Monsieur Eveillon, dans son excellent traité des Excommunications *chap. 3. a. 1.* dit la même chose, & la prouve par S. Antonin, Angelus, Gabriël Biel, Jean Major, Cajetan, l'Auteur de l'Armilla, Dominique Soto, Covarruvias, Tolet, Suarez, Azor, Gregoire de Valence, Valquez, Avila, de Graffius, Estius, Henriquez, Layman, Comitulus, Guttierrez, Coninck, Piascius, Hurtado, &c. dont on peut lire les textes dans cet Auteur.

M. Bail, Grand Penitencier de Paris, resout également *Part 3. Exam. Conf. tit. de Censur. §. 7.* qu'il n'est plus défendu de communiquer dans les choses divines avec les Excommuniés. Ceux qui ont écrit, ajoute-t'il, que cela n'est point permis, ont dit la verité; mais pour le seul tems qui a precedé le Concile de Constance: car l'usage present de l'Eglise, est de n'éviter, dans la communication des choses saintes, que les Excommuniés nommement excommuniés, & les percussés notoires de Clercs.

Le Pere Alexandre (a) remarque aussi après S. Antonin & le commun des Theologiens, que l'usage a interpreté la Constitution du Concile de Bâle, des Excommuniés dénoncés, ou percussés notoires de Clercs, qu'il faut se tenir à l'usage, & se souvenir qu'en France, il n'y a de notoriété de fait, que celle qui est prouvée, les formalités requises par le Droit étant observées.

L'Auteur du Traité historique des Excommunications, attribué à M. Dupin établit *part. 2. §. 3.* comme le Pere Alexandre: qu'en France, la notoriété du fait n'a point de lieu en quelque cas que ce soit, même dans le cas exprimé dans le Decret du Concile de Constance. M. Gibert dans son *Corpus Juris Canonici to. 3. de Judiciis. part. 2. tit. 2. sect. 2.* n'admet aussi que la notoriété de droit, qui nous vient de l'ordre judiciaire gardé, & de même M. Tournely, &c.

Je crois cependant que l'on doit excepter les Duelistes & les Comediens, contre lesquels la notoriété de fait déclarée suffisante par le Concile de Bâle, pour être évitable, a lieu en France, où il ne faut point d'autre Declaration pour priver le Dueliste de la sepulture Ecclesiastique & le Comedien du même honneur & des Sacremens, que la notoriété de fait qui vient de l'action & de l'exercice de la profession. Pontas & Tournely le croient ainsi (b) & M. l'Evêque de Nantes vient de le répondre au Sieur

(a) Nat. Alexander Th. Dog. & Mor. lib. 2. *part. 4. de Censur. c. 2. n. 5. reg. 27.*

(b) Notorietas facti aliquando ex usu transiit

in quandam notorietatem Juris. Sic aperte mortui in Duello ecclesiastica sepultura privantur, qua etiam sicut & Sacramentis, nisi recipiant.

Brelet de la Rivelerie Recteur de S. Nicolas de Nantes, (a) à l'occasion d'un Comedien mort sur sa Paroisse. (b) Pour le reste, ils ne font évitables qu'à près la Déclaration.

Mais aucun usage reçu dans le Royaume n'empêche de communiquer avec les prétendus Excommuniés de nos jours, Jansenistes ou Molinistes, Acceptans ou non Acceptans la Constitution *Unigenitus*. Ils ne font point (supposé qu'ils soient liés de quelques Censures; je mets la chose au pis) dénoncés nommément, ni Comédiens ou Duelistes. Leur Excommunication, supposé sa réalité; car je parle selon les préjugés de ceux que leur prévention aveugle, sans vouloir la suivre, n'est point de nature à ne pouvoir être excusée & niée à la faveur du Droit, & n'a point la notoriété qui vient de l'ordre judiciaire que l'on demande en France pour éviter un Excommunié. La défense que le Droit des Decretales faisoit dans des siècles plus reculés, de participer avec des Excommuniés secrets & non dénoncés, est levée. L'Eglise laisse aux Excommuniés toute la Jurisdiction dont elle les privoit autrefois. Lisez les Peres Sanchez *lib. 3. de Matrim. disp. 22. de Portel. v. Excommunicare*. Add. Mr. Tournely, &c. elle a déclaré qu'il n'y avoit point d'obligation de se separer d'eux dans la celebration des saints Mysteres, & la reception des Sacremens, soit qu'ils soient de nécessité, comme parle Guimier, (c) sçavoir le Baptême, la Confirmation, la Penitence, l'Extrême-Onction & l'Eucharistie; soit qu'ils soient de volonté, comme l'Ordre & le Mariage. Pour quoi chercher à nous imposer un joug dont cette bonne Mere toujours sage & éclairée dans sa conduite, a jugé devoir nous decharger, & nous dire qu'il y a du peché, où l'Eglise nous assure qu'il n'y en a point? Ce seroit là nous reduire

privantur Comædi, absque nova Judicis declaratione. *Tournely de Censur. part. 1. c. 1. a. 1.*

(a) Lettre de Mr. de Sansai Evêque de Nantes à Mr. Brelet. touchant la sépulture d'un Comédien.

A Chassais * ce Mardi 14. Janvier 1744.

" Sans avoir recours à ma Décision, mon
" cher Monsieur, vous l'avez trouvée dans
" Pontas, & vous pouvez vous y conformer,
" sçachant aussi bien que moi, que tout Co-
" medien de profession & qui n'y renonce pas,
" est exclus de Droit, de tout Sacrement &
" conséquemment de la Sépulture ecclésiastique,
" & comme par le rapport que vous me faites,
" tout ceci ne se trouve point, il n'y a pas de
" doute que ce Comédien ne soit dans le cas
" où les Caenonistes veulent qu'on lui refuse &
" Sacremens & Sepulture ecclésiastique. Je suis,
" mon cher Monsieur, entièrement à vous.
" † Chr. L. Ev. de Nantes. *Au dessous.*
" Je vous renvoie la décision de Pontas, qui
" encore une fois doit être votre règle.

[*] Maison de campagne de l'Evêque de Nantes sur la Loire, que l'on croit être celle de S. Felix, que Ven. Fortunat dans ses vers *lib. 6. c. 8.* & le Roi Louis le Gros dans ses Lettres de l'an 1123. à l'Evêque Brice, appelleit *Carratum*.

(b) Les Religioneux qui sont à Nantes ont refusé leur Cimetière au corps du Comédien, & si la Police a permis de l'y mettre, c'est qu'elle a jugé qu'un Comédien alloit de pair avec le Lutherien & le Calviniste. Voila le progrès, je le dis sans aspirer au prix que l'Académie doit donner au mois d'Août prochain, que la Comédie a fait en France sous le Règne de Louis XI V. & qu'elle continué de faire sous celui de Louis XV. On s'y affermir de plus en plus à croire que les Comédiens sont sous l'anathème de l'Eglise.

(c) Statuir quod nemo deinceps à communicatione alienjus in Sacramentorum administratione vel receptione... teneatur abstinere, Sacramentorum sive necessitatis, ut Baptismus, Confirmatio, Penitentia, Ultima Unctio, & Corpus Christi: sive voluntatis ut Ordo & Matrimonium. *Cajm. Guimier in Pragm.*

à l'état de ces infensés & de ces impies, dont le Prophete David *Psal. 13. 15.* a parlé, qui après avoir banni de leur esprit la certitude de l'existence d'un Dieu, étoient saisis de crainte dans des choses, où il n'y avoit aucun lieu de craindre.

§. XIX. *On reçoit licitement d'un mauvais Ministre, les Sacrements, & l'on assiste à sa Messe sans aucun péché dans tout le tems qu'il est toléré.*

Quoiqu'il n'y ait rien à craindre à communiquer avec des Excommuniés qui ne sont point dénoncés nommement, on s'effraye cependant, & on effraye les autres. Où est-il permis, dit-on (voilà l'épouvantail avec lequel on amuse & l'on étonne les simples) de s'adresser à des Prestres, de lier avec des Curés qui passent pour excommuniés, & de les induire, étant dans cet état de péché & de mort, à administrer indignement les Sacrements? Ne seroit-ce pas influencer dans leurs sacrilèges, participer à leurs crimes, se laisser mener à des aveugles qui jettent dans le précipice ceux qui les suivent, se jeter enfin entre les bras d'un Lepreux qui infecte celui qui l'approche & le touche?

Vous raisonnez mal, vous qui parlez de la sorte. Ecoutez le Pape Nicolas I. dans sa réponse au 71. doute des Bulgares, il leve parfaitement bien ce mauvais scrupule. "Quelque soit le Prestre, leur écrivoit-il, fût-il Adultere, "ou soupçonné de l'être, qui administre les choses saintes, il ne leur com-
"munique point ses souillures; c'est pourquoi, recevez de sa main la Com-
"munion, jusqu'à ce qu'il soit rejeté par le Jugement des Evêques, parce-
"qu'il ne fait de mal qu'à lui-même... Recevez donc de tous les Prestres,
"sans aucune crainte les Saints Mysteres: Ils sont toujours purs à celui qui
"s'y presente avec foi... S. Jérôme nous apprend, conformément aux sain-
"tes Ecritures, qu'il ne faut juger personne avant de l'avoir entendu, &
"que l'on ne doit se separer de la Communion de qui que ce soit avant
"qu'on ait prouvé contre lui qu'il est coupable du crime dont on l'accuse,
"parceque l'accusation ne fait pas un homme coupable: il faut la conviction.

Luce III. *Cap. Vestra. de cohabit. Clericor. & Mulier.* ou Urbain III. à qui l'on attribue aussi le même chapitre, & Gregoire IX. *Cap. Quasim. ibidem.* rependent la même chose que Nicolas I. que l'on reçoit licitement les Sacrements par le ministère de quelque Prestre que ce soit, tant qu'il est toléré, & que l'on communique sûrement avec lui dans les choses Divines, à moins qu'il n'y ait Sentence, Confession ou évidence de fait, si palpable qu'on ne puisse le nier.

St. Bernard *Epist. 379.* nous assure également contre le trouble où l'on s'efforçoit de son tems, & où des gens inquiets s'efforcent dans le nôtre de jeter les consciences. "Ne vous inquietez point, dit ce S. Docteur, sur la
"qualité du Ministre dont vous recevez le Sacrement de l'Ordre & les autres
"Sacrements, s'il est bon ou s'il est mauvais: je vous dis hardiment que vous
"n'avez aucun sujet de craindre quand c'est dans le sein de l'Eglise que

“vous recevez un Sacrement, parceque s'il falloit éviter tous les mechans Ministres que l'Eglise tolere, il seroit necessaire de sortir de ce monde. *De Ordinibus vero & Sacramentis extiteris... scire dico, si cum Ecclesia suscipitur, non est periculum, atquein de hoc mundo exiturus, si vellemus omnes malos fugere quos Ecclesia tolerat.*

S. Thomas, in 4. sent. dist. 24. q. 1. a. 3. quæstionne. 3. ad 3. enseigne queles Paroissie n doivent recevoir d'un mauvais Curé les Sacremens, dans tout le tems qu'il est toléré; mais que quand on le croit actuellement en peché mortel, il n'est pas sûr, hors les circonstances de la necessité, de l'induire à les donner; mais l'on peut, dit S. Thomas, prendre d'autres sentimens, & croire bon celui que l'on a connu mechant, parceque Dieu dans un instant change le cœur du mechant & le convertit.

Le même dans son *Quodlib. 11. a. 8. in Corp.* dit qu'on peche mortellement d'induire un Prestre actuellement dans le peché mortel, & que l'on croit dans cet état, à dire la Messe; mais que si ce Prestre la dit sans l'en avoir sollicité, il n'y a point de peché à l'entendre, à moins que ses crimes ne fussent publics, mais qu'ils ne sont censés l'être qu'après le jugement & la Sentence de l'Eglise.

Enfin S. Thomas, (a) dans un ouvrage postérieur à ses Commentaires sur les Sentences & à ses Questions Quodlibétiques, dans lequel on doit chercher ses veritables sentimens, comme s'y étant expliqué avec plus d'attention & d'exactitude qu'ailleurs, parle ainsi: Celui qui s'approche des Sacremens, les reçoit du Ministre de l'Eglise: Non, parceque le Prestre qui les lui donne est une telle personne, bon ou mauvais, un saint ou un homme peu exact, vicieux, un Judas si l'on veut, mais parcequ'il est le Ministre de l'Eglise. C'est pourquoi ceux qui reçoivent de lui les Sacremens dans le tems que l'Eglise le laisse dans le ministère, ne participent point à ses crimes, à ses entêtements, à ses erreurs, mais communiquent à l'Eglise qui le donne, Ministre des Sacremens. Il n'en est pas de même, si le Ministre n'est pas toléré, comme quand il est dégradé de ses Ordres, par Sentence, excommunié ou suspens de ses fonctions, ou pecheur si notoire qu'il ne peut en aucune sorte le nier. On ne doit point alors recevoir de lui les Sacremens; mais il est très-permis de les recevoir de tout autre pecheur. *Ab aliis autem peccatoribus licet Sacramenta recipere.*

Gerfon, dans son Traité de la vie spirituelle de l'ame, Lett. 4. Corrol 14. qu'il écrivit & dicta avant le Concile de Constance, & qu'il dedia au Cardinal Pierre d'Ailli Evêque de Cambrai, est si positif sur cette matiere qu'il est surprenant, que ceux que nous combattons, n'ayent point pensé à son autorité.

“Il seroit à propos (dit Gerfon, & c'est ce que le Concile de Constance trouva bon quelque tems après, d'ordonner, & peut-être sur la remontrance de ce fameux Theologien) “de n'obliger personne d'éviter les Excommuniés à Jure par le Droit, de Sentence portée, *ex lata Sententia*, &

(a) S. Th. 3. p. 9. 64. a. 6. arg. 2. & ad 2. | in 4. sent. dist. 13. q. 1. ad 3. quæstionne. 3. in Ibid. q. 12. a. 9. in Corp. Ibid. ad tertium. &c. in Corp.

“ par le fait, *ipso facto*, *eo ipso*, comme les Canonistes parlent, avant la denon-
 “ ciation par son propre Juge. L'on peut en tout autre cas presumer raison-
 “ nablement que celui qui passe pour excommunié, ne l'est pas; une con-
 “ duite contraire à ce principe fait porter un jugement temeraire du serviteur
 “ d'autrui, & expose très-souvent à pecher mortellement. Par exemple : je
 “ vois un homme tuer ou blesser un Prestre, cela ne me suffit pas pour juger
 “ que celui qui a commis un crime si noir est excommunié, & doit être
 “ évité; car il se peut faire qu'il ait eu un ordre secret du Juge pour cela,
 “ ou que l'ivresse & la fureur dont il étoit pris l'excusent, & l'ont tellement
 “ distrait que le Juge le renverra absous, après qu'il aura paru devant lui.
 “ Mais quelle que soit cette action, qui sçait si depuis hier, celui qui l'a
 “ commise n'a point été absous de son Juge, sans obligation de le publier,
 “ n'y ayant point de Loi qui oblige un pecheur absous, qui n'est pas public
 “ par Sentence, de notifier au public son absolution.

“ Par la même raison, l'on peut soutenir que les Paroissiens ne doivent
 “ point éviter leur Curé, & cesser de communiquer avec lui dans les choses
 “ divines avant la Sentence publiée par son supérieur; car autant qu'il est
 “ possible, il faut ôter à des Paroissiens l'occasion de se soustraire à la con-
 “ duite de leur Curé, de faire schisme avec lui, & de le juger ou quelque au-
 “ tre temerairement, toutes ces choses étant des pechés très-griefs, auxquels
 “ la permission & le commandement du supérieur, d'éviter un Curé avant
 “ Sentence sur le pretexte qu'il est excommunié, ou dans le dereglement,
 “ exposent ses Paroissiens. Hier je vis, dites-vous, celui que je pense à
 “ éviter, commettre une très-méchante action, Mais ne peut-il pas, dit
 “ Gerson, s'en être repenti depuis, s'en être confessé & s'être soumis à toute
 “ la penitence que son crime merite ? Si vous pensez à l'éviter lorsqu'il est
 “ contrit, confessé & absous, ne pechez-vous pas visiblement ? d'accord, si
 “ j'étois certain qu'il se fût confessé, & qu'il a chassé d'auprès de lui la
 “ complice de ses infâmes. Ce n'est pas une raison, répond Gerson, de
 “ fuir son ministère, parcequ'il peut avoir le vœu d'une bonne confession,
 “ & quo Dieu qui change les cœurs comme il lui plaît, peut dans l'instant
 “ que vous parlez l'avoir converti. Le meilleur, conclut Gerson, est de ne
 “ point juger de l'état d'un Curé, parcequ'il est aisé de se tromper, & de
 “ le croire impenitent & lié de Censures lorsqu'il est penitent & absous. L'on
 “ s'expose autrement à des embarras terribles, & à ne remplir qu'avec per-
 “ plexité, ou à omettre tout-à-fait beaucoup de devoirs auxquels le precepte de
 “ l'Eglise oblige.

Gerson disoit encore que la Décretale *Questum. de Cohabit. Cler. & Mut-*
 qui paroît contraire au sentiment qu'il tâchoit d'établir, n'avoit point été
 reçue par le Corps Episcopal contre les Curés & leurs Paroissiens, que la
 notoriété dont elle parle, devoit s'entendre d'une notoriété par Sentence &
 Jugement, & que les premiers Pasteurs croyoient que les Fideles assistoient
 licitement à la Messe d'un méchant Curé, & recevoient de lui sans péché,
 les Sacramens, dans tout le tems qu'il étoit toléré. Et cela très-justement,
 disoit Gerson, ou parceque la grace est une operation de la main toute

puissante de Dieu, que rien ne peut empêcher ni retarder, ou parceque l'on ignore l'intention & les motifs qu'a eu celui que l'on veut éviter.

Henri de Gand *Quodlib.* 12. enseigne aussi qu'on doit tenir pour bons, suffisans & capables, tous les Curés, lorsque l'Eglise les tolere (je dis la même chose des autres Prestres qu'elle tient dans le ministère) nonobstant les soupçons que quelques Freres forment du contraire. (a)

En effet, il y a de la temerité à juger & à fuir celui que son Evêque ne juge & ne suit pas, & à dire indigne de toutes fonctions, celui à qui son Evêque ne les interdit pas. (b) Il les lui défendrait, dit-on, s'il oloit ; il le fait déjà en partie, & il le ferait au surplus, s'il croyoit pouvoir être maintenu par les Parlemens & obéï des peuples, dans ce qu'il ordonneroit. Et en cela on est plus temeraire & plus mechant, de condamner celui que le public justifie, & auquel il rend un temoignage de probité & de catholicité qui ne peut être suspect, & que nulle puissance ne peut étouffer. "Alors quelques-uns des Pharisiens qui étoient parmi le peuple lui dirent : Maître, faites taire vos Disciples. Mais il leur répondit : Je vous declare que si ceux-ci se taisent, les pierres mêmes crieront. *Luc 19. 39.* „ Mais quand il seroit un homme de péché, je dis qu'il n'y a point de crime à communiquer avec lui dans les choses divines auxquelles son ministère l'oblige, & que quand on lui demande les Sacrements dont on a besoin, on ne l'induit point au péché, mais à donner les Sacrements qu'il ne doit point refuser, qu'il administre sans encourir l'irregularité quand on les lui demande, & qu'étant contrit il donne sans commettre de péché. (c)

Le Directeur regulier ou seculier qui separe ses penitens de leurs Paroisses, & le Patoissien qui quitte son Evêque, ou son Curé, sur le pretexte specieux de Jansenisme ou de Molinisme, d'opposition ou de soumission à la Constitution *Unigenitus*, & d'un crime de revolte au Saint Siege dont ils accusent quelquefois un Evêque, les Curés d'une Ville & les Prestres d'une Paroisse ou d'une Communauté, suivent-ils la regle si judicieuse de S. Jérôme, des Souverains Pontifes & des Theologiens dont je viens de parler ? Qu'il s'en salue ! Au contraire nous les voyons s'ériger de leur propre autorité un Tribunal, ou se rendant sans aucun caractère Juges, Parties & Temoins, ils previennent le Jugement de l'Eglise, jugent selon leurs preventions, de la catholicité de leurs freres, les declarent heretiques, excommuniés, suspens avant de les avoir entendus, avant d'avoir vu les preuves du crime dont ils les accusent, & les avoir convaincu de prevarication & d'erreur. Jamais jugement ne fut peut-être plus injuste & temeraire, & ce qui en comble l'injustice, ils le veulent irreformable & sans appel. Ainsi, ils déchirent la robe

(a) Omnes Sacerdotes Curati quo usque tolerantur per Ecclesiam, existimandi sunt esse boni sufficientes & idonei, licet forte Fratres contrarii suspicentur. *Major, Quodlib.* 12.

(b) Et videant obsecro, oppositum sentientes, quam irrationabile sit, ut Prælati communicent cum Curato patochiali, saltem dum tolerat eum scitum ; & Parochiani eundem evitare, non dico, poterunt sed debebunt. *Gerf. de vit. spir.*

anima Lect. 4. *Correl.* 14.

(c) Comisrolus *Rejp. mor.* l. 1. g. 21. Hentiquez lib. 8. de *Euch.* c. 55. n. 2. Et de *Excomm.* c. 6. n. 3. Sa verb. *Excommunicatio* n. 33. Soto *Dist.* 22. q. 1. a. 4. Vivaldus de *Excomm.* n. 79. Hurtado D. 2. *diff.* 4. n. 13. Ant. Escobar *Th. mor. tract.* 4. de *Censur. Exam.* 2. de *Excomm.* c. 7.

fans couture de Jesus-Christ, (a) ils mettent l'Eglise dans un état presque aussi pitoyable que celui où elle se trouva pendant le schisme de l'Antipape Anaclel. La peinture que Reimbauld Evêque de Liege, Auteur contemporain, nous en fait, est affreuse & n'exprime pas mal les horreurs que nous voyons dans ces tems en plusieurs lieux, où quelques Ministres des Saints Autels, semblables à des Meurtriers qui n'écoulent rien (Ives de Chartres s'en plaint & les condamne) portent le coup de mort à des innocens. "Pour moi, dit ce saint Canoniste, "je m'attache aux Loix qui le défendent; je ne punis "point avant d'avoir entendu, & je ne livre personne à Satan, avant qu'il "s'opiniâtise à paroître en jugement. Que l'on consulte l'Evangile là-dessus " & les Loix divines & humaines, & si l'on en trouve quelqu'une qui "ordonne de faire autrement, je cède, & je suis prêts à suivre le sentiment "des autres.", Il est juste, puisqu'aucune Loi ne propose le contraire, que ceux qui quittent les sentiers battus y reviennent. Mais ils cherchent, on le voit assez, à être les premiers & à dominer dans l'Eglise; leur merite ne les y conduit pas; ils prennent donc le moyen dont j'ai parlé pour-y réussir, qui est de s'éloigner & d'éloigner les autres de ceux qu'ils essaient. Mais qu'ils écoutent ce que dit S. Jean qui décrit si bien leur caractère, & que ceux que l'on persecute se consolent en se voyant persecutés comme S. Jean. Ep. 3. v. 9. "Diotrephe, que son ambition porte à vouloir être le "premier, ne veut pas nous recevoir, disoit le Disciple bien aimé de J. C. "C'est pourquoi si je viens jamais chez vous, je lui représenterai quel est "le mal qu'il commet en semant contre nous des médiançes malignes, &

(a) Sicque pro dolor! inconfutilem Christi secundum tunicam, dum quæ una est in partes, quod in ipsis est sibi dividunt Ecclesiam. Hoc quasi dicere est, *ego sum Pauli, ego vero Cepha*. Ampliciter enim hic Anacletum, Ille Innocentium & ante examen negotii dant judicium non minus temerarium quam præposterum, &c. Sors misera! Ecce unius corporis quasi duæ acies inter se dimicantes; miserum est si schisma hoc efficiat ignorantia, miserius an eruditiis sit nescimus, si efficiat invidia. Cæterum interim de invidia tacemus. Ignorantia hic in causa est quæ quidem quodammodo rolerabilis esset, nisi temeritatis commixta, ante tempus ad judicium promitteret, &c. Vide quæ quæ sit hoc præsumptio & audacia. Qui partis est Anacletianæ, Innocentiano non communicat, & simul eum ipso non orandum velut cum Schismatico; econtra Innocentianus Anacletianum insecutur, & ei si potest rationem multiplicat. Hæc heu confusio, hoc errore jam perne tota Ecclesia quasi pluresquæ quædam circumfertur ac vertigine, in tantum ut cum orant, religione, imo religioni finitima superstitione nec loco alius alium vult admittere, &c. Cæterum nos Cha-

rissimi, sic sentimus, sic judicamus ut quisque pie, devote, ac fideliter oravit, cum Schismatico non oraverit, etiam si eodem forte verba cum ipso Schismatico protulit. Oremus ergo & indubitanter, oremus pro Patre hoc Hervey, & si quis forte nuptialem non habens vestem, quasi convivio nostri Patris familias pro parte hoc nobiscum se ingesserit, qui fidelis est, qui castum eor, qui loram vestem, qui mundum habet conscientiam, non tamen propter illius præsentiam, ipse ad quod vocatus est, intermiserit. Nec enim legimus propter eum qui indecenter se ingesserat, cæteros omnes indumentis nuptialibus ornatos à convivio illius Evangelii Patris familias ejectos, imo tærentis cæteris, solum illum tandem missum esse in tenebras exteriores, & hoc non nisi solius illius judicio & judicio solius qui novisset quis vel quid suo congruet vel non congrueret convivio, & quis erat, nisi ille de quo scriptum est, qui *Pater omne judicium dedit Filio*, & qui per se ipsum. *Nobis*, inquit, *judicare*, & de quo Apostolus: *Nobis ante tempus judicare quoadque venit Dominus*. Reimbauld Leodien. Episc. in sua admonition. au. 1130. apud Barouium.

"ne se contentant point de cela, non seulement il ne reçoit point les freres, mais il empêche même ceux qui les voudroient recevoir. . . Plût à Dieu qu'un homme de la même autorité & animé du même Esprit que St. Jean leur représentât le mal qu'ils commettent, & les ramènât aux sentiers du salut qu'ils quittent si facilement.

§. XX. *Les Prophetes, Jesus-Christ, la Sainte Vierge: & les saints Apôtres, ont communiqué dans les choses divines avec de mechans Prestres, & par là nous ont appris qu'on communique utilement & par devoir avec eux, s'ils sont Pasteurs & Prestres établis & tolérés de l'Eglise.*

Les Docteurs que j'ai cités pour le sentiment que je viens d'établir, quand même l'Eglise ne l'auroit point autorisé par ses décisions, sont la plupart d'un mérite & d'une autorité à calmer tous les scrupules; mais si l'on refuse ces guides, en voici d'autres, qu'il n'y a qu'un cœur dur & plus incirconcis que celui d'un Juif, qui puisse les mépriser. Ce sont les saints Prophetes, les Apôtres, & le Sauveur même. Ils n'ont jamais repris le peuple Juif de ce qu'il communiquoit dans les devoirs de la Religion avec de mauvais Prestres & de mechans Pontifes, & de ce qu'ils offroient à Dieu des sacrifices & des victimes d'expiation, par les mains impures & sacrilèges d'Ophni & de Phinées fils d'Héli. 1. Reg. 2. de Jason, de Menalaus, de Lyfimaque 2. Mach. 4. d'Anne, de Caïphe Joan. 18. d'Ananie Act. 23. & des autres Prestres de cette sorte, que l'Ecriture appelle enfans de Belial, qui ne connoissent point le Seigneur ni leurs devoirs envers le peuple. Ces Prestres étoient très-coupables, mais le peuple étoit innocent, & Dieu ne se plaignoit par la bouche de ses Prophetes, que de ce que la conduite des Prestres dont je viens de parler, leur avarice & leurs excès detournoient les peuples d'offrir des sacrifices d'expiation, de propitiation & de louange: Donc, il approuvoit le peuple qui les offroit & qui offroit par ces detestables Prestres. *Porro filii Heli, filii Bethrah nescientes Dominum, neque officium Sacerdotum ad populum . . . Erat ergo peccatum puerorum grande nimis coram Domino, quia retraherant homines à sacrificio Domini.* 1. Reg. 2.

Jesus-Christ, la Sainte Mere & saint Joseph ont fréquenté le Temple de Jerusalem Luc. 2. & ont souvent accompli, par le ministère des Prestres d'alors qui étoient très-perdus & mauvais, les saintes Ordonnances de la Loi. Jesus-Christ envoyoit à ces mechans Prestres les Lepreux qu'il guériffoit Matth. 8. Luc. 17. afin d'accomplir par eux ce qui étoit prescrit par la Loi pour l'expiation du péché, Levit. 2. entendre de leur bouche qu'ils étoient guéris, rentrer par leur ministère dans le commerce de la vie civile, & participer aux sacrifices.

L'Apôtre saint Paul ne crut pas faire un mal quand, en suivant le conseil que saint Jacques évêque de Jerusalem, & le Concile auquel saint Jacques présidoit, lui donnerent Act. 21. il communiqua dans le Temple aux Cere-

monies ordonnées de Dieu par Moÿse, avec des Prestres qui étoient notoirement coupables de la mort de Jesus-Christ, & qui avoient dit hautement : nous ne voulons point de part avec lui ; nous ne le connoissons point. *Joan. 9.*

Decidez, faux sages de nos jours, decidez ! & vous Ephraïm qui êtes devenu comme une Colombe facile à séduire & sans intelligence *Osé 7.* & qui tremblez où il n'y a rien à craindre *Psa. 52.* écoutez : Les Prophetes, Jesus-Christ, sa Sainte Mere & les Apôtres, faisoient-ils mal de communiquer dans des actions de Religion avec les Prestres dont j'ai parlé ? vous n'êtes pas assez impies, ou assez peu instruits pour le dire. Reconnaissez donc que les Fideles, qui en communiquant avec des Prestres, qui quelques mechans & excommuniés que vous les supposiez, le sont certainement moins que les Prestres Juifs, ne sont dans leur tems que ce que les Prophetes, Jesus-Christ & les Apôtres ont fait dans le leur, ne sont coupables d'aucun crime, parceque ce n'est point aux pechés des Prestres, que vous supposez mauvais & impies, qu'ils prennent part, mais à leur ministère qui est bon, saint, & ordonné de Dieu, pour nous unir à lui, rendre nos devoirs à sa Majesté Souveraine & nous sanctifier, & que votre conduite vous rend très-coupables. L'Eglise autrefois pour prevenir des emportemens semblables aux vôtres & arrêter de pareils scrupules, tenoit en penitence pendant un an, à trois jours de jeûne par semaine au pain & à l'eau, ceux qui refusoient comme vous d'entendre la Messe d'un Prestre qu'ils croyoient mechant, de se confesser à lui & de communier de sa main. (*) Voyez, si elle ne temperoit pas sa juste rigueur, de quelle penitence vous êtes dignes !

Ce que je dis ici, tombe sur toutes les fonctions de nos pretendus excommuniés & de ceux qui le sont réellement, mais qui ne le sont pas nommement, ni denoncés avec les formalités qui s'observent en tel cas, & prouve fort bien qu'on ne doit point s'inquieter sur les Confessions qu'on leur fait, comme si elles étoient invalides ou douteuses par défaut de puissance dans le Ministre ; mais comme ce point interesse davantage & fait plus naître de scrupules, il est bon de dissiper d'une maniere plus speciale, les difficultés qu'on forme à ce sujet, & de demontrer qu'un Excommunié qui ne l'est point nommement ni denoncé, au public d'une publicité de Sentence & de Jugement, absout validement ceux qui se confessent à lui.

§. XXI. *Il est de Foi que les mechans Prestres en commettant le peché, ne perdent point la puissance qu'ils ont reçue dans leur Ordination de le remettre aux autres, & que l'Excommunication ne les prive point de cette puissance. Ils ne perdent point aussi leur juridiction & le pouvoir de faire exercice de leurs Ordres qu'après la Sentence publiée.*

Il est de foi que les Prestres sont les Ministres du sacrement de Penitence, &

(*) *Sprevisti missam vel orationem vel oblationem conjugati Presbyteri, ita dico, ut nollis tua peccata tibi confiteri, vel ab eo accipere Corpus & Sanguinem Domini, ob hoc quia pec-*

cator tibi esse videtur, uno anno pœnitens in pane & aqua per legitimas ferias. Antiquum Penitentiale quod dicitur Romanum Tit. 7. c. 11.

qu'ils ne perdent point la puissance de remettre le péché en le commettant eux-mêmes, l'Eglise l'a décidé en différens tems contre Wiclef & d'autres hérétiques, parceque la vertu operante du Saint-Esprit, que les Prestres reçoivent dans l'Ordination, & la qualité de Ministres de Jesus Christ, dont Dieu les honore alors, pour remettre les péchés, sont en eux des graces inherantes & d'Etat. Le concile de Trente *ss. 14. de Pœnit. cap. 6.* l'enseigne formellement & il a décidé que le sentiment contraire étoit une erreur.

Le concile de Constance, ou Martin V. dans ce Concile, disent la même chose dans la condamnation des articles de Jean Huz & de Wiclef.

Saint Augustin, dans son troisième livre du Bapême *ch. 18.* expliquant ces paroles: *Accipite Spiritum Sanctum, quorum remisistis, &c.* établit de même, que les mauvais Ministres remettent les péchés, quand c'est au nom de l'Eglise qu'ils agissent, & quand ceux à qui ils donnent les Sacrements, les reçoivent dans la paix & dans l'union avec l'Eglise, parceque l'efficacité des Sacrements ne depend point de la volonté des hommes, mais de la volonté de Dieu & du merite des Saints qui prient dans l'Eglise. (a)

Saint Raimond *lib. 3. tit. 24. de Pœnit. s. 5.* nous apprend également qu'un méchant Ministre ne remet point les péchés à raison de son merite, puisqu'il n'en a aucun, & qu'il ne tire point d'avantage spirituel de leur administration, puisqu'il est un indigne Ministre; mais saint Raimond assure que ce mauvais Prestre remet les péchés à raison de son office pendant tout le tems que l'Eglise le tolere, & qu'il ne nuit en aucune forte aux Fideles, s'ils font le bien qu'il leur dit de faire. (b) Le rituel de la Rochelle de l'an 1689. *Chap. des Sacrements en general*, en donne cette raison: sçavoir; que "la méchante vie & l'indignité des Ministres n'empêchent point l'effet des Sacrements dans ceux qu'ils reçoivent avec les dispositions requises.

Ces autorités sont trop précises pour croire qu'un Prestre dans le péché a perdu la puissance de le remettre aux autres, & nous convainquent que ceux qui le croient pensent comme Jean Huz & Wiclef.

On forme une autre difficulté. On la tire des Censures dont un Prêtre peut être lié qui le rendent, dit on, attendu la défense de l'Eglise de faire aucunes fonctions, incapable d'absoudre qui que ce soit, & tous ceux qui s'adressent à lui, indignes du benefice de l'absolution.

Je conviens que l'Excommunication est très à craindre & a des effets terribles dans le Prestre qui en est lié. Mais après tout, qu'est-ce que l'Excommunication, sinon une peine du péché, & une figure très-imparfaite de ce qu'il produit dans l'ame de celui qui le commet? Un Prestre qui n'a

(a) Ergo si personam gerebant Ecclesie, & si eis hoc: *Quorum remisistis, &c.* dictum est tanquam ipsi Ecclesie diceretur, pax Ecclesie dimittit peccata, & ab Ecclesie paxe alienatio tenet peccata, non secundum arbitrii in hominum, sed secundum arbitrium Dei & orationes Sanctorum Spiritualium, &c. *Aug. de Bapt. lib. 3. c. 18.*

(b) Aliorum sententia est, & vera quod boni remittunt ex officio & vite merito, mali vero non ex vite merito, nec ad utilitatem sui cum sint indigni, sed remittunt ex officio, quando ab Ecclesia tolerantur, nec subditi malis vita eorum lædit, si faciunt bona quæ illi dicunt. *S. Raim. loc. cit.*

pas perdu selon la doctrine de saint Augustin, de saint Raimond & des conciles de Constance & de Trente, par le peché mortel qu'il a commis, le pouvoir inherent & radical de remettre les pechés, ni la juridiction nécessaire pour les remettre ainsi, que saint Thomas l'enseigne, *Per peccatum hominem non amittit jurisdictionem*. S. Thom. *suppl. q. 26. a. 4. in Corp.* ne les perd point lorsqu'il est excommunié, autrement la peine seroit plus à craindre que le crime. L'on peut dire, que son pouvoir est lié par rapport à lui, & qu'il n'en doit pas faire exercice; mais il ne s'ensuit pas, s'il l'entreprend, que son action soit toujours nulle, & les absolutions qu'il donne toujours invalides. Car quoiqu'il soit vrai qu'elles le devroient être; si Dieu ne regardoit qu'eux, & que les Sacrements qu'ils donnent devroient être steriles; si Dieu n'avoit égard qu'à la disposition de leur cœur, néanmoins à cause des prières de l'Eglise & pour le salut des élus, Dieu conserve l'autorité aux mauvais Ministres légitimement ordonnés, & il repand sa grace dans ceux qui reçoivent d'eux ses Sacrements, sans prendre part à leur malice; dit M. Duguet 14. *Diff. 5. 3. n. 5.*

Saint Thomas, 3. p. q. 64. a. 9. ad 3. n'ose prononcer: que celui qui de bonne foi reçoit d'un Excommunié quelque Sacrement, n'en reçoit pas l'effet, parceque l'Eglise, dit ce saint Docteur, n'ôte point aux Prestres qu'elle excommunique, la puissance qu'ils ont reçue d'administrer les Sacrements, mais elle leur défend seulement de les conférer; de sorte qu'ils pechent en les conférant, & ceux qui les reçoivent n'en tirent aucun fruit, à moins que la bonne foi avec laquelle ils s'y présentent ne les excuse.

Silvestre v. *Confessor. n. 19. & 20.* & Cajetan *verb. Absolution. Impedim.* decident nettement que celui qui se confesse de bonne foi à un Prestre excommunié, & dont il ignore l'Excommunication, dit Silvestre, ou qui n'est pas dénoncé au public, dit Cajetan, se confesse valablement & en reçoit une absolution valide, sans obligation de réitérer sa Confession à un autre Prestre. Le concile de Constance l'a ainsi décidé, & l'on suit sa décision, sur tout quand le Penitent a une valable excuse d'induire un pareil Prestre à le confesser.

Adrien VI. au doute, si celui qui se confesse avec connoissance à un Prestre excommunié, satisfait au precepte de la Confession ordonnée de l'Eglise, & reçoit l'Absolution sans être obligé de se confesser de nouveau (voilà le cas de nos jours, & celui qui décide, est un Pape, qui après l'avoir enseigné comme Theologien particulier, l'a fait imprimer à Rome étant Pape) répond affirmativement, que celui qui se confesse avec connoissance à un excommunié dénoncé, ne satisfait point au precepte, & n'est point absous de ses pechés; mais que celui qui se confesse le sachant bien à un Excommunié, qui ne l'est pas nommément ni déclaré tel par Sentence de Juge, ou excommunié comme perculleur notoire de Clerc (la notoriété de fait ne suffit pas en France, il faut aussi, celle de Droit) satisfait au precepte & est véritablement absous, parceque le concile de Constance; & celui de Basle ensuite, ayant statué pour remédier au trouble des Consciences timorées que personne n'étoit tenu d'éviter les Excommuniés qui ne l'étoient pas nommément, ni pu-

bliés tels, ni percussieurs notoires de Clercs, il s'ensuivoit qu'on se confessoit licitement à eux, que l'on satisfaisoit par de telles Confessions, que l'on étoit bien absous, & que si cela n'étoit pas, les conciles de Constance & de Basse, dit Adrien VI. auroient trompé la foi simple des fideles. *Adrianus de Sacram. Conf. quest. 5. dub. 9.*

Covarruvias, (a) un des plus fameux Canonistes du seizième siecle & Evêque en Espagne, dit aussi nettement qu'Adrien VI. que l'Absolution donnée par un Excommunié non dénoncé est bonne & valide, & qu'il n'y a point d'obligation de recommencer la Confession qu'on lui a faite, parceque le Penitent ne peche point en se confessant à un Prestre excommunié non dénoncé, & que cet Excommunié, s'il est Ordinaire ou commis par l'Ordinaire, a juridiction pour absoudre valablement. Covarruvias ajoute que c'est le sentiment des Theologiens & des Canonistes depuis le concile de Basse, *Ex concilio Basiliensi sententur omnes*. D'où je conclus que le sentiment contraire est temeraire au moins.

Vasquez *10. 4. q. 92. a. 3. dub. 3. n. 5.* aussi précis que Covarruvias, enseigne qu'il ne manque rien à un Confesseur pour absoudre valablement, quelque excommunié qu'il soit, lorsqu'il ne l'est pas nommement ou percussieur notoire de Clerc, parceque le concile de Constance l'a ainsi décidé. La raison que ce celebre Theologien en rend *Ibid. q. 93. a. 1. dub. 4. n. 11.* est que le Droit positif qui étoit precedemment à tous les Excommuniés la Jurisdiction ou la matiere legitime de l'Absolution, la laisse presentement toute entiere & en permet l'exercice aux Excommuniés non dénoncés. Vasquez dit encore dans autre endroit, que c'est le sentiment du commun des Theologiens.

Sauarez *tom. 5. disp. 11. sect. 4.* enseigne de même & dit, que c'est un sentiment qui paroît communement reçu, que depuis la decision du concile de Constance, l'on ne peche point en recevant d'un Excommunié toleré les Sacremens, & qu'on peut meme les lui demander sans peché, & se confesser valablement à lui, parceque l'Eglise en declarant qu'on pouvoit sans scrupule les recevoir de ces sortes de personnes, n'a pas pretendu accorder seulement une relaxation de l'ancien Droit, mais declarer que le droit Divin & naturel ne dessembloit point de recevoir des Excommuniés non dénoncés, les Sacremens. Si ce n'étoit pas là le sentiment de l'Eglise, continué Suarez, elle n'auroit point relevé les Fideles de leurs scrupules, & ne les auroit point tirés des perils & de la crainte de pecher, qu'elle s'est proposée de leur faire éviter; car il est fort inutile qu'une chose ne soit plus desfenduë par le Droit ecclesiastique, quand le Droit naturel & divin nous la desfendent. Suarez ajoute, que les Fideles cependant, ne font pas bien de recourir à un Excommunié non dénoncé, quand il n'y a pas de raison de lui demander les Sacremens, plutôt qu'à d'autres Prestres. En effet, preferer un Excommunié quoique secrete, toutes choses étant d'ailleurs égales, & le preferer precisement parcequ'il est excommunié, ce ne seroit pas chercher l'utilité dans la reception

(a) Covarruvias in *Cap. Alma* §. 6. n. 7. Medina *Tract. 2. de Panis. cap. de Conf.* Navarre in *Cap. 1. §. Laborer. De Panis. Dist. 6. Tract. de Conf.* Dub. 9. Cajetan *verb. Absol. imped.* n. 10. & seqq.

des Sacremens, qui est la fin que l'Eglise s'est proposée, mais chercher à favoriser un coupable, ce que l'Eglise ne peut approuver.

Monsieur Eveillon dans son *Traité des Excommunications* *ch. 31. art. 1.* décide aussi nettement la Question, & fait connoître avec une évidence à ne pouvoir s'y refuser, qu'on reçoit licitement d'un Excommunié toléré, le sacrement de Penitence & les autres Sacremens, quand c'est avec des saintes dispositions & sans scrupule de faire mal qu'on s'y présente; car si on les reçoit d'un tel Ministre, ou de quelqu'autre Prestre, n'importe qui il soit, dans la pensée qu'ils pechent mortellement en les administrant, & que l'on fait mal de les recevoir d'eux, & de les leur demander, il est certain qu'on devient très-conspicue, quand il n'y a pas de raison importante de les induire à les administrer, par l'occasion qu'on leur présente, & que l'on cherche soi-même, de commettre un crime. Mais écoutons Monsieur Eveillon.

“ La Doctrine commune est, dit cet Auteur, que si l'Excommunié est toléré, il peut valablement administrer les Sacremens, parceque l'Extravagante dit en termes exprès, que personne n'est obligé de s'abstenir de la communication d'aucun Excommunié, ni icelui éviter en l'administration ou réception des Sacremens, si la Sentence ou Censure n'a été publiée ou dénoncée spécialement & expressement. Puisqu'on peut par l'ordre de l'Eglise communiquer avec un Excommunié toléré en l'administration & la réception des Sacremens, les Sacremens administrés par lui sont donc autorisés par l'Eglise, & par conséquent valables. (Il faut entendre, moyennant que d'autre part la matiere & la forme requises s'y rencontrent, & que l'administrant ait une vraie intention de faire le Sacrement.) La raison de cette conclusion est : pour ce que quant à la puissance de l'Ordre, elle demeure toujours entiere au Prestre, nonobstant toutes les Censures desquelles il pourroit être lié; & quant à la puissance d'administrer actuellement & exercer la Jurisdiction, qui est particulièrement nécessaire au sacrement de Penitence, l'Eglise n'entend point la lui ôter, jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé, puisqu'elle jusques-là elle permet toute communication avec lui, tant en l'administration qu'en la réception des Sacremens, ainsi que prouvent fort bien Covarruvias, in *Cap. Alma Mater. part. 1. §. 6. num. 7. Concl. 5.* Suarez, de *Censuris. disp. 11. sect. 4. num. 9.* Sayrus lib. 2. *Thes. c. 12. num. 13.* Voilà quant à l'effet de la grace que doit produire le Sacrement en la personne de celui qui le reçoit, il n'est point non plus empêché par l'excommunication du Prestre administrant, moyennant que le recevant soit dûement disposé de sa part. Les Fideles peuvent donc recevoir valablement les Sacremens, d'un Excommunié toléré, & par même raison contracter mariage devant lui, posé qu'il soit le propre Curé, ou qu'il ait pouvoir du Curé ou de l'Evêque, ainsi que résolvent Covarruvias in *Cap. Alma Mater. part. 1. §. 6. num. 5.* Suarez de *Censuris. disp. 11. sect. 2. num. 1.* Avila de *Censuris. part. 2. c. 6. dubit. 1.* Valquez de *Excom. dub. 4. n. 2.* Bonacina de *Excom. q. 2. punct. 2. §. 3. &c.*

Beuvelet dans son *Manuel ch. 5. du sacrement de Penit. §. 1. sect. 2.* à la demande : si un Prestre lié de quelque Censure Ecclesiastique, perd telle-

ment l'usage de la Jurisdiction qu'il avoit reçue de l'Eglise, qu'il ne puisse donner aucune absolution en cet état, répond ainsi : " Non, cela ne se doit entendre, qu'en deux cas, comme l'explique le concile de Constance *ce Cap. Ad evitandum. 2^o*. Que le Prestre excommunié, suspens ou interdit, le soit nommement & expressement & denoncé tel par le Juge ecclésiastique, comme une personne avec qui l'on ne peut plus communiquer, ou bien que ce soit *notorius percussor Clerici*, c'est-à-dire, reconnu pour avoir frappé outrageusement & injurieusement un Clerc. Encore avons nous en France ce Privilege, de pouvoir communiquer avec lui, jusqu'à ce que le Juge ecclésiastique publiquement & nommement l'ait excommunié, & défendu la communication, parceque dit le Privilege: cela peut être celé par quelque échappatoire, ou bien être excusé par quelque autre remède de Droit.

Le même Beuvelet à la demande suivante, répond encore que : " si la Censure n'est qu'en general, voire même si elle est spécialement portée contre lui, mais qu'il n'y ait point encore de Sentence de Juge ecclésiastique qui ordonne de fuir sa compagnie, l'absolution sera valide, parcequ'il est encore censé toléré par l'Eglise, & cette Censure n'empêche pas l'usage de la jurisdiction que l'Eglise lui avoit accordée; & ainsi tout ce qu'il fait en cet état, comme Ministre public, est valide.

Mr Bail, qui vivoit dans un tems où un puissant parti publioit également qu'aujourd'hui & aussi faussement, qu'il y avoit beaucoup de Prestres rebelles à l'Eglise & excommuniés, enseigne de même *part. 8. Ex. Conf. tit. de Censur. §. 7.* que Martin V. a déclaré de vive voix dans le concile de Constance, ainsi que saint Antonin, *3. p. tit. 25. c. 2.* atteste, qu'un Confesseur excommunié, & connu notoirement pour tel, pourvu qu'il ne soit point excommunié nommement, ni percussor notoire de Clerc, peut donner des absolutions valides. Le même Theologien dans ses notes sur le concile de Constance, n'est pas moins précis, il joint Arcudius à saint Antonin, pour l'appuyer. (a)

" Les Absolutions qu'il donneroit, (l'Excommunié) dit l'Auteur de la conduite des Confesseurs *1. part. ch. 1.* avant la denonciation, ou la signification de la Sentence, seroient seulement illicites; mais elles ne seroient pas invalides. „ Ce témoignage ne doit pas être suspect, il a eu l'an 1739. l'ap-

(a) Refert S. Antoninus Archiepiscopus Florentinus *3. p. summa tit. 25. c. 2.* declaravisse Martinum V. vivz vocis oraculo in eodem Concilio Confessarum excommunicatum etiam notorium modo non sit nominatim excommunicatus nec notorius percussor Clerici, valide posse absolvere. Ex hinc à tempore hujus Concilii mos invaluit ut non videntur nisi duo genera Excommunicatorum, scilicet nominatim Excommunicati & notorii Clericorum percussores, cum antea plures essent de vitandis Excommunicatis, difficultat.

Concludit autem inde Arcudius de Concord.

Eccl. Occid. & orient. lib. 4. c. 5. Parochos Græcos errantes in fide & ab Ecclesia sejunctos valide absolvere penitentes Græcos de fide bene sentientes ac sibi subditos, qui recurriendo ad eos pro absolutione non peccant cum utantur jure suo: illi tolerati sunt ab Ecclesia & ex Concilio Constantiensis possunt valide absolvere eo ipso quod non sunt nominatim tales declarati, ac denunciati excommunicati, nec adempta fuerit illis talis potestas absolvendi, licet moraliter peccent administrando Sacramentum in statu hæresis. Bail in Conc. Constantinense p. 417. Edit. Paris. 1672.

probation de M. Languet archevêque de Sens , & de Mrs. les évêques de Senlis, de Baieux , d'Amiens , & de Rennes.

Angelus de Clavasio *verb. Excommunicatio VIII. n. 3.* Gabriël *in 4. sent. Pa-*
norme *in Cap. veritatis de Dol. & Contum. Et in Cap. Ad probandum. de*
Regul. juris. Navarre in Cap. 1. Laboret. de Penit. Dist. 6. Guimier in Pragm
Tit. de Excomm. non vitandis. verb. Censura. Medina Tract. 2. de l'unit. Cap.
de Conf. Confessori. excomm. scienter facta. Sotus in 4. dist. 1. q. 5. a. 6 & dist.
22. q. 1. a. 4. Vivaldus de Excomm. n. 79. Driedo lib. 1. de libert. Christ. c. 8.
Emanuel Sa *verb. Excommunicatio n. 73.* le Pere Alexandre *Th. dogm. &*
mor. de Sacram. in genere c. 7. a. 2. reg. 1. M. Joliot dans son *Sacramentaire*
Trait. du sacrem. de Penit. ch. 23. & quantité d'autres soutiennent également
que depuis les conciles de Constance & de Basle, j'ajoute le cinquième concile
de Latran sous Leon X. &c les Fideles ne pechent point, & n'encourent
aucune Censure en communiquant dans les choses divines & dans la reception
des Sacremens, avec les Excommuniés qui ne le font pas nommement,
ni dénoncés, sur-tout lorsque cette communication est de bonne foi,
comme il arrive aujourd'hui à la plupart, pour ne pas dire à tous ceux qui
sur cela n'ont eu aucun doute raisonnable ou fondé, ou qui, s'il leur est
venu quelque scrupule à cet égard, l'ont déposé, se sont fait une conscience
droite en se conformant à l'Extravagante *Ad evitanda.* & ont cru que l'envie
seule ou l'ignorance faisoient dire qu'il y avoit des Excommuniés dans tous
les Ordres du Clergé seculier & regulier.

Voici un Cas frappant, on m'excusera si je le rapporte, où la France se
trouva autrefois: Le Clergé de France assemblé à Melun l'an 1579. disoit
dans sa Remontrance au Roi Henri III. que l'on trouvoit plusieurs *Arche-*
evêques & Evêques, jusqu'au nombre de 28. tenus en confidence. (a) Ce fait est
certain, & le Clergé qui l'exposoit au Roi en avoit la preuve. Voilà donc
28. Archevêques & Evêques excommuniés & connus par la voix publique,
ajoutez les autres Confidenciers & Simoniaques, qui l'étoient d'une maniere
plus cachée; car il est certain qu'il y en avoit alors beaucoup dans les deux
Ordres du Clergé, & excommuniés par consequent, mais ils n'étoient pas
dénoncés ni publiés par Sentence. On ne se separa point d'eux, & parce qu'on
se conforma au Decret du concile de Constance, personne ne prononça en
nullité des Sacremens qu'ils administroient, & des actes de juridiction qu'ils
exercoient. L'on s'égare certainement, quand on quitte une route aussi bat-
tuë, & il arrive qu'en s'efforçant ainsi d'établir sa propre justice, on n'est
point soumis à Dieu. *Rom. 10. 3.*

§. XXII. *L'on a cru dans l'Eglise, avant le concile de Constance,*
qu'il y avoit du danger & du scandale à se separer de la Communion
des mauvais Ministres & des Excommuniés, lorsque l'Eglise ne les
avoit pas dénoncés nommement.

La Doctrine que je viens d'établir n'est pas nouvelle, elle precede de plu-

(a) Recueil des affaires du Clergé de France. Edit. de Vitré 1536. to. 3. p. 311.

siècles siècles le concile de Constance, pour ne pas dire qu'elle a toujours été connue dans l'Eglise, & suivie des plus saints & des plus habiles. Saint Irénée, *Euseb. Hist. lib. 5. c. 24.* n'approuvoit point les divisions qui naissent quelquefois entre les Fidéles, de la différence des sentimens, il approuvoit encore moins que l'on se séparât de communion les uns les autres, pour cela seul qu'on ne se soumettoit pas aveuglement à la décision de l'Eglise de Rome. Saint Augustin, loué & admire saint Cyprien & les évêques d'Afrique qui lui étoient attachés, de ce que leur amour pour l'unité les avoit tenus unis, sans aucune crainte de se souiller par cette Communion, à ceux qu'ils regardoient comme des prevaricateurs de la vérité. *Mirandum est & magna laude pradicandum quod tantum isti dilexerint unitatem, ut quos prevaricatores veritatis arbitrabantur, cum eis in unitate perseverantes, ab eis pollui non timerent.* Aug. de Bapt. lib. 7. c. 2. n. 30.

Le Chapitre *Nonne. Caus. 8. q. 4.* attribué au Pape Symmaque, un peu après le milieu du cinquième siècle, & le Chapitre *Quasim. 10. de cohabit. Cler. & Mulierum. lib. 3. tit. 2.* qui est de Gregoire IX. établissent formellement que l'on ne doit point éviter avant la Sentence, les Prestres suspects de crime.

Yves de Chartres, vers la fin du onzième siècle *Epist. 186.* de l'Edit de 1647. desapprouve très-fort que l'on se separe de ceux qu'un Jugement public n'a point convaincu de crime, & que les peuples abandonnent leurs Evêques, leurs Curés & leurs Prestres, avant d'être assurés qu'ils sont publiquement condamnés, & excommuniés nommement.

Gratien, au milieu du douzième siècle, & dont le Pape Eugene III. a approuvé la doctrine, nous dit après le Chapitre *Audi. caus. 11. q. 3. c. 21.* Nous ne devons point communiquer avec celui qui est excommunié publiquement & par Sentence; mais on ne doit point se separer de lui, si son excommunication n'est que secreta, Notre-Seigneur ayant dit que l'on ne doit éviter un coupable qu'après l'avoir dénoncé à l'Eglise, & après son refus opiniâtre de l'écouter, & saint Paul ne disant point simplement: si quelque frere est fornicateur, suivez-le; mais s'il est prouvé tel par Sentence, évitez-le.

Innocent IV. dans le trezième siècle, sur le Chapitre *Fraternitati. de Schismaticis.* remarque qu'on peut fort bien assurer qu'on reçoit licitement d'un Excommunié toléré, les sacremens de Penitence, d'Extreme-Onction, & les autres qui ne donnent point à celui à qui on les administre, le pouvoir d'exercer quelque fonction sacrée, parceque la grace qu'on y reçoit, vient de Dieu, & nullement du Ministre.

Richard de Middleton ou de *Medina Villa* qui vivoit dans le trezième siècle, dit sur le 4. des sent. *dist. 18. a. 7. q. 1.* qu'il est dur & deraisonnable de soutenir que les Excommuniés secrets, c'est-à-dire qui n'ont point été dénoncés, ne donnent que des absolutions nulles & ne font aucun acte de juridiction qui soit valide. *Sed hac Sententia* (Excommunicatos non publicos nihil agere) *dura videtur. Si enim omnes actus legitimi quos aliqui exercent dum eorum later Excommunicatio, essent irriti & inanes judicandi, postquam eius Excommunicatio esset detecta, multi de statu suo essent incerti, quia aliqui sunt Prelati habentes multa beneficia ecclesiastica qui à latenter Excommunicato fuerunt ab-*

foluti. Et ideo est aliorum Sententia mitior & rationabilior qui dicunt quod in tali casu eorum absolutiones & beneficiorum collationes tenent quamvis postea eorum Excommunicatio fuerit detecta. Extra. de Except. Exceptionem. in Glossa. Et Arg. ad hoc. de Jure Patron. Consultationibus. Nec obstat illud quod dicitur. Extra. de sent. Et in rejudicata. Ad probandum. Quia ibi loquitur Decretalis de publice Excommunicato, tempore quo Sententiam tulit.

Gerson, dans son traité de la vie spirituelle de l'ame, écrit un peu avant le concile de Constance, disoit que si les Excommuniés qui ne le sont pas nommément, ne donnent que des absolutions invalides, la plus grande partie du monde chrétien, attendu les divisions qui se trouvent de tems en tems dans l'Eglise, est tout-à-fait privée du sacrement de Penitence, qu'il y a beaucoup de danger & un grand scandale à assurer une chose semblable, qu'on tromperoit les Fideles & qu'on les jetteroit dans de grandes perplexités & dans le doute s'ils auroient reçu une valide absolution, après s'être confessé. D'où Gerson conclut, qu'il seroit expedient de regler ou d'interpréter les precedens Reglemens, & de statuer qu'un Excommunié secret conserve toute sa Jurisdiction pour absoudre, & n'encourt aucune irregularité, par l'exercice de ses fonctions. Ce que l'Eglise n'avoit pas alors décidé, l'est aujourd'hui, & selon les vûes de Gerson.

§. XXIII. *Dire qu'il faut fuir les Excommuniés non dénoncés, & que l'on peche en participant avec eux dans les choses Divines & dans la reception ou l'administration des Sacremens, c'est être ignorant, temeraire, livré à l'erreur, heretique, schismatique & excommunié de Droit, s'il y a opiniâtreté.*

Il n'y a donc, après la decision que j'ai rapportée, si ancienne, si respectable, si constante, si suivie du commun des Theologiens modernes, & si reconnue en France, où elle fait loi, & est un des articles du Concordat entre le Pape Leon X. & le Roi François I. qu'une ignorance crasse & affectée, un entêtement surprenant, ou une malice de Demon qui puisse faire avancer qu'il n'est point permis de communier de la main d'un Appelant, ou d'un Acceptant, d'un Janseniste pretendu, d'un Sulpicien, ou d'un Jesuite, (selon les prejugez où l'on se trouve) qu'on ne doit point les servir à l'Autel, qu'il faut éviter d'entendre leurs Messes, d'assister à leurs instructions, & qu'on doit fuir les Processions où ils se trouvent, ne point se confesser à eux quelques capables qu'ils soient d'ailleurs, & que les Confessions qu'ils entendent sont nulles & à recommencer.

Il n'est pas certain, on peut même dire, il est faux absolument qu'aucun de ceux dont j'ai parlé, Acceptans ou Opposans, Jansenistes, s'il est vrai qu'il s'en trouve, Molinistes, Sulpiciens soient excommuniés, ils se défendent vivement tous de cette tâche, ils ont le Droit pour eux, & M. Bail 3. part. Exam. Conf. tit. de Censur. donne pour un principe certain & de droit naturel, que l'Excommunication est nulle, quand l'Excommunié n'a point été cité, ni entendu dans ses defenses.

Je veut que cela soit douteux de quelques-uns ; mais saint Thomas *Quod lib. 4. q. 8. a. 3.* nous apprend que dans le doute, si ceux que l'on soupçonne d'être excommuniés, le sont, il faut croire qu'ils ne le sont point, & penser à ne les éviter que lorsque par Sentence de Juge, ils auront été déclarés & dénoncés excommuniés.

C'est aussi la doctrine du Jesuite Escobar, qui assure dans un autre endroit n'enseigner dans son ouvrage, que le sentiment de la Société. *Debitum autem de alterius Excommunicatione, vel denunciatione, non debet illum vitare. Escobar. Mor. Theol. Traité 4. de Censur. Exam. 1. c. 7. num. 61.*

Mais quand ils seroient, à n'en pouvoir douter, véritablement excommuniés, je mets la chose au pis : il est certain qu'ils ne le sont point nommément par Sentence du Juge, ni publiés, ni dénoncés par nom & surnom à l'Eglise. Les voilà donc dans le Cas où les conciles de Constance, de Basle, de Bourges & de Latran, la Pragmatique-Sanction, le Concordat, le Commun des Theologiens & des Canonistes qui ont écrit depuis le concile de Basle, ont prononcé qu'il n'y avoit aucun péché à ne les pas éviter, & où l'on pouvoit licitement & par conséquent avec fruit communiquer avec eux dans les choses Divines & dans la réception des Sacrements.

Ceux qui pensent le contraire : me sera-t'il permis de le dire ? semblent nés pour troubler la paix de l'Eglise & de l'Etat, ont la demangeaison pernicieuse d'introduire des nouveautés, sont des Esprits turbulens, qui ne mettent point de fin à leurs chicanes, qui violent les loix de l'Eglise & du Royaume, & qui sont profit de la piété. *Si quis aliter docet & non acquiescit sanis sermonibus Domini nostri Jesu Christi, & es que secundum pietatem est doctrina. Superbus est, nihil sciens, sed languens circa questiones, & pugnas verborum. ex quibus oriuntur invidia, contentiones, blasphemiae, suspensiones, mala contestationes hominum mente corruptorum & qui veritate privati sunt, existimantium quasi in esse pietatem. 1. Tim. 6.* des gens qui élèvent leur voix contre l'Eglise, qui n'affirment ce qu'ils affirment que par ce qu'ils croient, ou qu'ils croiront bien-tôt ; car une erreur conduit à une autre erreur, *Abyssus abyssum invocavit* : que l'Esprit de Jesus-Christ n'est plus dans l'Eglise pour l'éclairer, la conduire, la sanctifier & nous enseigner par elle toute vérité. Autrement, comment pourroient-ils dire qu'il y a du péché, où l'Eglise, toujours infallible dans ses décisions, lorsqu'elles regardent la Foi & les mœurs, assure qu'il n'y en a point, & jeter le trouble dans les consciences que l'Eglise s'efforce de rassurer. Abandonnons ces teméraires à leur sens reprouvé, laissons ces aveugles conduire d'autres aveugles, & ces-morts ensevelir leurs morts.

"Une Science humaine, dit saint Thomas 2. 2. q. 2. a. 6. ad. 3. n'est point la Règle de notre foi, c'est la vérité divine qui la règle. Si quelques "Supérieurs, *si aliqui Majores*, (termes sous lesquels on peut entendre des premiers de l'Eglise) s'écartent de la vérité, leur égarement ne nuit point à "la foi des simples Fideles, qui les croient dans de bons sentiments, à moins "qu'ils ne s'attachent avec opiniâtreté & en particulier aux erreurs de ces "Supérieurs, contre la foi de l'Eglise universelle qui ne peut errer..

Que

"Que si quelque portion des Fideles, nous dit Vincent de Lerins *Commonit.*
 "e. 3. fait schisme, il faut en la meprisant s'attacher au corps entier de l'E-
 "glise; mais si une nouvelle erreur, après avoir infecté quelque portion de
 "l'Eglise, gagne de plus en plus & paroît reprendre sa contagion sur tout le
 "corps de l'Eglise, le Fidele dans cette circonstance doit tenir pour l'an-
 "tiquité, qu'aucune nouveauté ne peut désormais séduire; que si dans l'An-
 "tiquité l'on trouve deux ou trois Docteurs, une Ville, une Province
 "même qui aient tenu une erreur, l'on doit preferer la decision d'un Con-
 "cile general, s'il y en a, qu'anciennement ait decidé; que s'il n'y a point
 "de Decision ancienne, l'on doit alors examiner quel a été le sentiment des
 "Anciens; mais de ceux-là seulement qui en differens tems & en divers lieux
 "ont vecu avec reputation dans l'Eglise; & s'il se trouve qu'ils aient ensei-
 "gné unanimement, ouvertement, frequemment, constamment, de voix &
 "par écrit la même chose, il faut sans hesiter prendre tout leur sentiment.

Ce sont là les Regles judicieuses que Vincent de Lerins, lorsqu'il s'ele-
 ve quelque dispute dans l'Eglise, propose à suivre aux Fideles; mais aus-
 quelles aujourd'hui beaucoup de Prestres, de Religieux, de Fideles, & d'Evé-
 ques même ne font pas assez d'attention, quand ils croient ce que le grand
 nombre dit aujourd'hui, mais dont l'on ne parloit point avant les contesta-
 tions, & dont, dans les siècles les plus reculés, ceux qui paroissoient être quelque
 chose dans l'Eglise enseignoient unanimement, ouvertement, frequemment,
 constamment, de voix & par écrit le contraire, est la foi de l'Eglise, par-
 ceque plusieurs qui ne le disoient pas hier, le disent aujourd'hui, & ils ne
 s'apperçoivent pas que ces Novateurs & ceux qui les écoutent, quittent la foi
 de l'Eglise, & encourrent les peines dont l'Eglise punit les refractaires à
 ses Decisions.

S. XXIV. *L'on peche contre les Loix de l'Eglise & de l'Etat & la
 plus saine Theologie, lorsqu'on refuse aux Excommuniés non denoncés,
 ou à ceux qui sont de bonne foi dans l'erreur & dans le schisme, les Sa-
 cremens qu'ils demandent dans la santé & dans la maladie, & après
 la mort, les suffrages de l'Eglise.*

L'horreur que tout Fidele doit avoir du schisme, dont les suites sont or-
 dinairement si funestes à l'Eglise & aux Etats dans lesquels il prend naissan-
 ce, m'a fait écrire sur la Question importante, si l'on peut communiquer
 avec fruit dans les choses spirituelles & dans la reception des Sacrements avec des
 Ministres qui dans les prejugs de quelques-uns du Clergé seculier & regulier,
 & du petit peuple aisé à séduire, passent pour Excommuniés; car l'homme
 d'Epée & de Robe, & les Notables du Tiers-Etat, qui ont passé par les
 premiers emplois de leurs Villes & qui y ont suffrage, *vin procerus sy-
 nagoga & qui tempore Concilii per nomina vocabantur. Num. 16. 2.* & le grand
 nombre des Evêques ont communement jusqu'ici pensé autrement. J'ai pris
 l'affirmative, & j'établis ma these par des principes si forts & si solides que

ceux qui se croient puissans en paroles à Paris & ailleurs ont cru devoir se taire, mettre le doigt sur la bouche & garder le silence. *Principes cessabant loqui & digitum superponebant ori suo Job. 29.* On les a lus dans les différentes Provinces du Royaume, & un seul homme qui se dit ancien Lecteur en Theologie, (a) & qui est assez temeraire pour douter de l'existence de la Bulle de Martin V. *Ad vitanda. (b)* & ne faire aucun cas du Concile general de Bâle reçu & respecté en France, ni du Concordat approuvé par le Concile de Latran, a levé la main contre nous, & nous condamne de dépit, peut-être, de ce qu'un Arrêt du Conseil venoit de supprimer un des Ecrits de ce Lecteur aussi peu mesuré & également injurieux à nos Libertés.

Nous apprenons tous les jours, & nous le voyons quelquefois de nos yeux, qu'on refuse les Sacrements & les suffrages de l'Eglise à des personnes qui nées de parens catholiques, ont toujours fait elles-mêmes profession de vivre dans la Foi de l'Eglise, & à qui le Public rend souvent un témoignage de probité. Mais l'ignorance d'un jeune Vicaire qui *condamne avec execration tout ce qu'il ignore. Jud. 10.* & qui croit tout sçavoir quand il peut dire à ceux qui souvent ont été ses Maîtres: *Soumettez-vous, Recevez*; dans le tems même, qu'il est une infinité de Constitutions de Papes & de Conciles, auxquels il ne se soumet pas, auxquels ceux qu'il traite de rebelles sont très-soumis; la mauvaise humeur d'un Curé, qui par là est ravi de trouver une occasion de se vanger impunément de quelque chagrin qu'il s'imagine qu'on lui a fait; enfin la prevention d'un Supérieur peu éclairé, & peut-être peu exact, les disent excommuniés notoires, Pecheurs publics de notoriété de fait, "des chiens auxquels Jesus-Christ, defend de donner les choses saintes, & des pourceaux devant lesquels on ne jette point les perles. *Matth. 7. 6.*" Hé! sur quel fondement? Est-ce, parce qu'ils ne se soumettent pas de cœur & d'esprit, à la Bulle *Unam Sanctam (d)* de Boniface VIII. à la Bulle *In Cœna Domini*, ou à quelque autre decret de Rome, mais c'est leur Conscience contre les lumieres de laquelle, par un principe incontestable éta-

(a) Voyez le *Ministère de l'Absolution* 3. part. ch. 1. a. 2. sect. 2. pag. 161. & suiv. par le Pere Bernard d'Attras, Capucin.

(b) "L'Extravagante de Martin V. ou la fautive Bulle *Ad vitanda Scandala*, dit le Pere Bernard, dans son Ministère de l'Absolution pag. 165. que cet Anonyme (Auteur de la Consultation sur la Jurisdiction) eroit décisive pour lui, est un Decret de vive voix, attribué sans certitude à ce Pape, inconnu vraisemblablement aux Peres du concile de Constance, rapporté simplement par saint Anronin, &c. N'y a-t'il point de temerité à parler ainsi, & de la mauvaise foi, à ne rien dire des conciles de Bâle, de Bourges & de Latran, qui sont certains & décisifs?"

(c) Arrêts du Conseil d'Etat du Roy, portant suppression d'un livre qui a pour titre:

l'Ordre de l'Eglise, &c. du 28. Juillet 1736.

(d) Ce ne sont point ces Bulles qu'on propose, mais l'*Unigenitus*, le *Pastoralis*, &c. du Pape Clement XI. mais par celles-ci l'on ouvre le chemin pour faire recevoir les autres. C'est sur quoi l'on ne veille pas assez. *Veniens Romani & tollent nostrum locum & genus.* Leurs émissaires baxtent en brèche depuis longtemps nos libertés: ils les ruineront; ils n'attendent que le moment pour leur donner un assaut general & les enlever de force. Ils feront enfin recevoir toutes leurs Constitutions, l'*Unam Sanctam*, comme ayant à Rome & chez les Ultramontains, plus d'autenticité que l'*Unigenitus*.

[*] Gregoire VII. au rapport d'Onufre & de Baronius, a déclaré dans un Concile de Rome, tenir de Jesus-Christ, la puissance de déposer

bli par saint Paul 1. *Cor.* 8. il n'est jamais permis d'agir, qui les empêche de s'y soumettre, & la crainte d'offenser Dieu. On ne les écoute pas, on les traite d'impies pour une fermeté dont ils rendent grâces à Dieu, & dont ils se font un devoir, pour s'attacher plus fortement à lui.

Je n'examine point si la résistance est bien fondée, & si l'appel qu'ils ont peut-être porté de ces Constitutions au Pape mieux informé, au saint Siege ou au futur Concile, est aussi légitime qu'ils l'assurent, ni s'ils méritent la qualité glorieuse de Défenseurs de la Foi que plusieurs leur donnent, & de persécutés & de bannis pour la cause de Jésus-Christ de laquelle ils se glorifient, ou s'ils sont de ceux dont parle l'Apôtre 2. *Tim.* 3. 3. qui ont une apparence de piété, mais qui en ruinent la vérité, & qu'il ordonne à Timothée de fuir. *Habentes speciem quidem pietatis, virtutem autem ejus abnegantes, & hoc devota.* Mais ils vivent dans des lieux où un Evêque, un grand Vicair, un Curé dominant & appuyé, & un Prestre de deux jours, les font regarder comme des Excommuniés, des Herétiques, des Pecheurs publics & opiniâtres, & empêchent d'autorité de leur apporter les Sacrements & de leur rendre les derniers devoirs. A-t-on raison d'en agir ainsi, dans la persuasion où l'on s'obstine de demeurer, que ceux qui ne reçoivent pas les Constitutions Romaines données du propre mouvement, de la certaine science, & de la plénitude de la puissance apostolique; *Ex motu proprio, ex certa scientia nostra, & de apostolica potestate plenitudine,* & si l'on veut, données en plein Consistoire ou dans de grands Conciles, le Pape y présidant, que ceux qui ne reçoivent pas la Bulle *Unam Sanctam*, annoncée dès l'onzième siècle, dans un concile de Rome par Gregoire VII. publié à Rome dans le nombreux Concile de Boniface VIII. & approuvée par celui de Latran sous Leon X. & par vingt Papes, que ceux qui ne reçoivent pas la Bulle *In Cena Domini*, publiée depuis plusieurs siècles par trente Souverains Pontifes, & qui dans la suite le fera par beaucoup d'autres, mais qui sont si décriées dans le monde chrétien, sont véritablement excommuniés & Herétiques, & notoirement de notoriété de fait impenitents & schismatiques, si nous ne croïons pas & avec raison, que ceux qui ne sont pas soumis à de pareilles Constitutions, sont sous les anathèmes qu'elles portent, & indignes des Sacrements, pour quoi le croire de ceux qui refusent de se soumettre à des Bulles qui ont moins d'autenticité, & qui sont plus recentes.

Ne pourrois-je point espérer, que ceux dont l'esprit étoit égaré, seront éclairés.

les Rois. Victor III. Urbain II. Paschal II. Gélase II. Calixte II. Alexandre III. Innocent III. Honoré III. Gregoire X. Innocent IV. Boniface VIII. Clement VI. Paul II. Jules II. Paul III. Pie V. Gregoire XIV. Sixte V. cirés par Bellarmin, & Sixte de Sienn assurent la même chose. Le Concile de Rome sous Boniface VIII. & le Concile de Latran sous Leon X. ont approuvé cette doctrine, & Bellarmin en a conclu, que c'est un article de Foi, que le Pape peut détronner les Rois.

Au contraire nous disons en France, qu'il est de foi que Dieu n'a pas donné une telle puissance aux successeurs de St. Pierre, & que sa puissance ne consiste qu'à lier ou à délier les pecheurs sans s'étendre au temporel & à ce qui interesse l'autorité souveraine des Rois. Nous parlons constamment en conformité à l'Ecriture sainte & aux anciens Canons, dont les Romains s'écartent, & sont vœu par leur écart, que l'infaillibilité n'est point donnée au Pape.

et, & que les murmureurs apprendront la Loi. Is. 29. 24. Essayons de les convaincre de leur écart, & sans être ce qu'étoit Jean-Baptiste, de rappeler ces incredulés à la prudence des Justes, *Luc 1.* & de leur prouver que le rapport de la brebis au Pasteur, laquelle se trouve obligée de communiquer avec lui, est égal du Pasteur à la brebis, dans les mêmes circonstances d'une Excommunication prétendue, & si l'on veut véritable, mais non publiée ni dénoncée à cri public, & oblige le Pasteur à communiquer avec la brebis dans la vie par l'administration des Sacrements quand elle s'y presente, & à les lui accorder dans la maladie lorsqu'elle les demande, & à ne lui pas refuser les secours & suffrages dûs aux fideles vivans & morts, & que dans ces circonstances, il y a de l'illusion, de l'ignorance & un esprit de schisme & de vertige, à vouloir trouver une notoriété de fait, où l'Eglise n'en trouve point encore, & à dire pecheurs notoires, ceux que l'Eglise ne croit devoir juger tels, qu'après une Sentence donnée & publiée avec toutes les formalités requises de Droit.

La difficulté n'a rien qui doive arrêter un esprit raisonnable, & qui ne se resolve par les principes que j'ai établis precedemment, que tous les Docteurs m'accordent, & contre les quels je l'ai déjà dit, nul qu'un ancien Lecteur fletri n'a ouvert la bouche. *Nullusque contra ... mutire ausus est. Jos. 10. 27.* qu'un Excommunié qui ne l'est pas nommément, qui n'a point été publié, qui ne passe point pour tel, ni pour pecheur public parmi le commun des fideles, à plus forte raison, celui qui n'est excommunié que dans l'idée creuse ou dans l'imagination échauffée d'un petit esprit ou d'une Colombe seduite, *Fallus est Ephraim quasi Colomba seducta non habens cor. Ose 7. 11.* n'est point un pecheur notoire ni impenitent de notoriété, ou au moins est dans le Cas marqué par l'Extravagante *Ad evitanda.* de Martin V. durant la tenuë du concile de Constance, par le concile de Basle, regardé comme œcumenique en France, par le Concile ou les Etats de la Nation à Bourges l'an 1438. le concile de Latran l'an 1512. tenu pour general en Italie, la Pragmatique-Sanction du Roi Charles VII. & le Concordat entre Leon X. & le Roi François I. & par consequent conserve à l'exterieur, vivant & mort, tous les droits de Communion avec les Fideles, & que quand on les lui refuse, l'on defobeit à l'Eglise & à l'Etat, l'on se souleve contre les autorités les plus sacrées, & l'on tend à introduire dans le Royaume des maximes qui ne peuvent qu'exciter des troubles & preparer les peuples à faire schisme.

Le Pape Urbain II. repondant à l'Evêque Guitmond, qui l'avoit consulté à ce sujet, decide parfaitement bien la question, & Gratien a inseré dans le Decret *Caus. 24. q. 2. c. sano.* la réponse d'Urbain II. comme une Regle qui devoit être une loi à la posterité. "Dans la situation, dit ce souverain Pontife, où nous nous trouvons entre des impies & des schismatiques, nous ne pouvons & il ne nous est point permis de communiquer avec des schismatiques. Il n'en est pas ainsi des pecheurs qui vivent dans l'Eglise, & qui nous font esperer de se convertir. Nous communiquons librement & par nécessité avec eux, autrement il nous faudroit sortir de ce monde, & nous

"en avons usé ainsi à la dernière fête de l'Apôtre saint Pierre, à l'égard de
 "plusieurs, mais après leur avoir fait promettre la conversion de leurs mœurs.
 "Or, l'homme dont vous me parlez, étant mort dans la Foi & dans la pro-
 "fession du Christianisme, *sans avoir été dénoncé nommément excommunié*, &
 "sans avoir participé *avec des Excommuniés dénoncés*, il nous est permis, puis-
 "que nous l'avons toléré, de recevoir les Legs qu'il a faits à l'Eglise, & d'aider
 "son ame de tous les suffrages que la Religion chrétienne accorde aux Fidéles.

La Décision est précise pour les Excommuniés non dénoncés: elle est ancienne; Urbain II. étant mort l'an 1099. elle est respectable, puisque c'est un Pape qui décide, & qui étant consulté répond, *tanquam ex Cathedra* avec l'autorité que lui donne sa Chaire pour instruire, & dont la décision insérée dans le corps du Decret de Gratien pour servir de Regle & de Loi, se trouve confirmée & appuïée de l'autorité de plusieurs Conciles.

Il est difficile de ne pas rencontrer une notoriété de fait ou une évidence qui rend le fait incontestable, dans l'homme qui fut le sujet de la Consultation, & qui tenoit un Evêque en suspens de ce qu'il devoit ordonner; mais cela ne parut pas suffire à Urbain II. pour faire regarder cet homme non dénoncé, comme pecheur public & manifeste, & en consequence le priver de la sepulture ecclesiastique & des suffrages de l'Eglise.

La Clementine *Eos qui. de Sepulturis.* dans le Concile general de Vienne par Clement V. auparavant archevêque de Bourdeaux, & auquel assistèrent au nom du premier & du second Ordre du Clergé de notre Province, l'archevêque de Tours, & les évêques d'Angers & de Nantes, ne sévit que contre ceux qui accordent la sepulture ecclesiastique, aux Excommuniés & interdits nommément & publiés, & aux Usuriers manifestes, sans nous dire quand l'Usurier est manifeste si c'est par une notoriété de fait ou par Sentence; mais le Decret doit s'entendre selon l'usage du Royaume, le Concile y ayant été assemblé, où l'on n'admet point de notoriété que celle de Droit, ou qui vient de Jugement & de Sentence. La Clementine ne parle pas des autres pecheurs, *Eos qui. . . vel Excommunicatos publice aut nominatim interdictos, vel Usurarios manifestos scienter sepelire presumunt, decernimus, &c.* Ces temoignages sont pressans, mais nous avons affaire à des gens qui crient: *soumettez vous & Recevez*, dans le tems qu'ils ne sont pas eux-mêmes soumis aux vraies regles de l'Eglise, & qu'ils ne les reçoivent pas: Preuve que ce n'est point la verité ni la soumission à l'autorité; mais l'ignorance, l'entêtement, l'intérêt qui les conduisent.

Le concile de Reims le Vendredi d'après la Circoncision l'an 1303. al. 1304. statué, attendu que les anciens & les nouveaux Canons prirent de la Communion aux choses divines, & de la sepulture ecclesiastique les Excommuniés & Interdits publics & dénoncés nommément, on ne les y reçoit point. Il excepte donc les autres, contre lesquels il n'y a ni publication ni sentence précédée de monitions, & on ne voit pas qu'il ait égard à la notoriété de fait. *Decernimus auctoritate Concilii eiusdem quod cum in Canonibus tam antiquis quam noviter editis sit Statutum ne quavis secularis vel religiosa exempla & non exempla personarum Excommunicatos & Interdictos nominatim & publice, ad divina, neve corpora defunctorum talium ad ecclesiasticam sepulturam admittant, &c.*

"Nous ordonnons, dit le concile de Bourdeaux de l'an 1583. *tit. de sepulture*. en nous conformant à la doctrine des saints Peres, de ne point avoir de communion après leur mort, avec ceux auxquels on ne l'accorde pas pendant la vie, tels sont les Excommuniés par Sentence notoire & publique, d'où il résulte que selon les saints Peres, les Excommuniés qui ne le sont pas nommément par Sentence & qui n'ont pas été publiés, ne sont point privés de la communion des Fideles, pendant la vie & à la mort. Le concile de Bourges de l'an 1584. *tit. de Excommunicatione*. ne prive également de la sepulture ecclesiastique, que les Excommuniés notoires. *Qui notorie excommunicati migrant ex hac vita, priventur christiana sepultura*.

Nicolas Gellant évêque d'Angers, dans ses statuts Synodaux de l'an 1264. adoptés & publiés l'an 1290. par Guillaume le Maire son successeur, & imprimés dans le recueil des statuts d'Angers pag. 57. parlant des Excommuniés, ne prive de la sepulture ecclesiastique & des suffrages de l'Eglise, que l'Excommunié dénoncé & publié, qui en mourant n'a donné aucun signe de penitence, & qui dans une maladie de plusieurs jours a pu demander son absolution & la recevoir.

L'on doit certainement être bien plus réservé à traiter mal un Excommunié en idée, ou s'il est réellement excommunié, qui n'est point dénoncé, ou enfin qui n'est point impenitent, quand il a demandé & témoigné vouloir les Sacremens.

Que personne, dit Simon évêque de Poitiers, dans ses Statuts de l'an 1387. cités par Bochel en ses Decrets de l'Eglise Gallicane *lib. 3. tit. 18. de sepulture*. c. 21. n'ait la presumption de donner la sepulture ecclesiastique à ceux qui ont été excommuniés par une Sentence devenue publique. *Nullus presumat tradere ecclesiastica sepultura ... excommunicatos publicè*.

Lés statuts synodaux de Chartres de l'an 1526. par Louïs Guillard *tit. 12. de sepulturis*. que le Cardinal de Givri évêque de Poitiers, a copiés & inserés dans ses Statuts de l'an 1544. *tit. de sepulturis*. privent de la sepulture ecclesiastique, ceux-là seulement qui sont excommuniés nommément de Juge, ou que le Juge à déclarés avoir encouru l'Excommunication.

Il n'est pas ainsi des Excommuniés qui ne le sont pas nommément, ou qui n'ont pas été publiés, l'usage de l'Eglise Gallicane est qu'ils assistent sans obstacle aux Offices Divins, & qu'on leur donne les Sacremens lorsqu'ils les souhaitent. C'est ce que je remarque dans les mêmes statuts du Cardinal de Givri fol. LXVI. recto. *Item ... inhibemus omnibus Hospitalium & leprosariorum Magistris aut aliorum piorum locorum ubi Divina celebrantur Gubernatoribus, ne publicè excommunicatos ad Divina audienda aut ecclesiastica recipienda Sacramenta quoquomodo admittant*.

Les statuts d'Eustache du Bellai, évêque de Paris de l'an 1557. *tit. 8. de sepulturis*. aussi précis, n'excluent de la sepulture ecclesiastique que les Excommuniés par un jugement devenu public, & de même les statuts Synodaux d'Orléans, par M. Alphonse d'Elbenne l'an 1664. & de quantité d'autres Diocèses.

Le rituel Romain de Paul V. revu par Urbain VIII. d'usage à Rome, & dont on se sert depuis plus d'un siècle en différens endroits du Royaume,

suit la decision d'Urban II. que l'Excommunié d'excommunication majeure non dénoncé, n'est point encore réputé excommunié, pour pouvoir lui refuser ce que l'on accorde aux Fideles. *Negatur igitur ecclesiastica sepultura... publicis excommunicatis majori excommunicationis, Interdictis nominatis, &c.* Nous avons la même Rubrique dans le rituel de Lion de l'an 1692. pag. 179. de Reims 1677. pag. 618. de Sens 1694. pag. 141. de Paris 1552. 1630. & 1654. auxquels j'en pourrois joindre quantité d'autres.

Navarre (a) établit la même doctrine dans ses Conseils imprimés à Rome avec permission des Superieurs, & il l'appuie de l'autorité du Pape Martin V. & de son Decret *Ad evitanda*. "Un Excommunié, dit ce celebre Canoniste, qui a donné des signes de repentir, & que son Curé a absous, doit être inhumé dans un lieu saint, & être secouru des suffrages de l'Eglise... Je dis la même chose: si celui qui est mort Excommunié ou Interdit n'a point été dénoncé nommement, l'ancien Droit & le Pape Martin l'ont décidé ainsi. Il n'y a aucune defense aujourd'hui, dit encore Navarre, à communiquer avec un Excommunié vivant ou mort, s'il n'a pas été dénoncé: c'est la resolution de l'Extravagante. *Ad evitanda*."

Suarez, Valencia, Sayrus, Renaudus, Præpositus, Gutierrez, Ricciulus, Megala, Hurtado, Coninch, Mercerus, Turrianus, Filiucius, Cornejo & Gordon, cités par Diana (b) qui embrasse leur sentiment. Henriquez lib. 13. de Excomm. c. 7. n. 1. Emmanuel Sa, verb. *Excommunicatio*. n. 36. le Cardinal Tolet lib. 1. c. 38. & 39. Escobar de *Censuris*. Exam. 2. de Excomm. c. 2. n. 19. & n. 136. qui ne decide qu'avec le corps entier de la Societé. M. Eveillon trait. des Excomm. & Monis. ch. 4. Laiman & beaucoup d'autres disent la même chose que Navarre, que l'on ne peche point en priant & en offrant le saint sacrifice pour des Excommuniés qui ne les sont pas nommement par Sentence, ou qui l'étant par un Jugement porté juridiquement n'ont point été publiés. (b)

Mr. Tournely, qui ne doit pas être suspect, pense de la même maniere, que l'Excommunication non dénoncée, n'a aucun effet exterieur, & ne peut priver de la sepulture ecclesiastique l'Excommunié non dénoncé, dans les formes. (c)

(a) Navarrus *Consil.* lib. 5. de *sepulc.* Conf. 5. Edit. Rom. 1602. to. 1. p. 689. Et lib. 5. de *sent. exc.* Conf. 7. p. 725.

(b) An Excommunicatus toleratus motiens sit privandus Ecclesiastica Sepultura, si publice innovetur, fuisse excommunicatum? ... Puto non esse recedendum à negativa sententia quam tuetur Suarez, in 3. part. to. 5. Disp. 13. sect. 4. num. 4. Et tom. 3. Disp. 82. sect. 4. Henriquez lib. 13. c. 7. num. 1. Tolerus lib. 1. c. 13. num. 20. Gutierrez in qq. canon. lib. 1. c. 1. n. 30. Ricciulus de *jure person.* lib. 4. c. 60. n. 4. Ita Diana part. 5. tract. 3. de *Casib. occurr. temp. moris* Rivet. 140.

An pro Excommunicatis toleratis liceat publice orare & sacrificia offerre? Affirmativam

sententiam tenendam esse puto cum Megala in 3. part. lib. 2. c. 2. num. 20. Hurtado Disp. 3. de Excomm. diffinit. 4. n. 20. Coninch de *sacram.* Disp. 14. dub. 6. n. 40. Henriquez lib. 13. c. 11. n. 2. Navarro cap. 27. n. 36. Ita Diana part. 5. tract. 9. de Excomm. Resolut. 74.

(c) Censura quæ ipsosacris inest, trahit suam executionem pro iis quæ pertinent ad forum interius, quatenus spiritalibus bonis eorum Deo privat, sed non ita operatur quoad exteriores effectus, neque enim qui Censuram incurrit, statim ab Ecclesia ejici potest. Cuius potestatem christiana privari sepultura: ergo ut Censura eos habeat effectus, requiritur aliquid unde ipsa omnibus nota fiat, id est denuntiatio, quæ ut legitima sit, reum citari, audiri & cri-

Diana ajoûte d'après Suarez; Navarre, Henriquez, Mercerus, Turrien, Filicinus, Cornejo, Gordon, Ægidius, Avila & Layman qu'il cite, *Part. 3. trait. 9. Résol. 97. & 98.* que l'Eglise n'est point polluée de l'inhumation d'un Excommunié non dénoncé, quand même son excommunication ne seroit point ignorée dans le public.

Avec justice le parlement de Paris se plaint pag. 3. & 4. de ses Remontrances présentées au Roi le 29. Juin 1738. "qu'on traite de Novateurs des personnes que l'on n'a jamais convaincus d'aucune innovation dans la Foi, & que quelques Evêques autorisent ces procédés violens, suivis de refus publics de Sacrements & de sepulture qui blessent la religion & interviennent l'ordre public. Car suivant les maximes les plus anciennes, les plus respectables, les plus constantes, il n'est permis d'imposer la peine de l'excommunication que pour un crime notoire, public, scandaleux, accompagné de contumace & de revolte, & les saints Canons exigent que la faute soit si certaine, si énorme, si averée qu'il ne se trouve personne qui ose défendre le coupable.

"De là cette maxime constante établie dans l'Eglise dès les premiers siècles, suivie religieusement en France dans tous les tems, & renouvelée dans le concile de Constance, qui défend de refuser les Sacrements à aucun Fidele, ou d'éviter de les recevoir de la main de quelque Prestre que ce soit, si ces personnes ne sont expressement & nommément dénoncées par Sentence du Juge ecclésiastique qui les excommunique, ou qui les déclare, qu'elles ont encouru l'excommunication prononcée par les saints Canons.

Ces maximes sont sages, dit Mr. d'Auxerre à Mr. de Montpellier c. 29. Dec. 1742. elles sont justes, elles sont nécessaires pour empêcher divers scandales, pour maintenir le bon ordre & pour conserver la tranquillité & la paix dans l'Eglise & dans l'Etat.

M. de Lodeve, reconnoît, que le plus grand nombre des Evêques n'est pas encore dans l'usage de refuser aux Opposans, la communion publique pendant leur vie & à la mort. Ce Prelet pouvoit endire davantage sans craindre d'être désavoué; car il est certain, dit Mr. d'Auxerre que le plus grand nombre des Evêques de France, non seulement ne suivent pas cet usage, mais qu'ils l'improüvent, & l'empêchent de s'introduire dans leurs Diocèses. Il est encore plus certain que l'Eglise n'a fait là-dessus aucun reglement, aucune décision qui puisse être décorée de son nom. On peut même dire que la question jusqu'ici, n'a été proposée dans aucune assemblée generale ou provinciale du Clergé.

"Ce n'est donc que dans le creux de leur imagination échauffée, que les cinq Docteurs (*de Reims*) ont prise qu'ils ont osé avancer: que tous les Eveques du monde catholique jugent comme eux, que les Confesseurs doivent refuser l'absolution à tous les Fideles, qui ne donnent pas un témoignage clair & précis de leur soumission pure & simple à la Constitution, & ne point consentir qu'ils participent à la Table sacrée, sous peine de se

minis conficiam declarari necesse est.

Tournely de Censur. part. 1. cap. 3. a. 4.]

sel. 3. ed. 1740. p. 86.

rendre

rendre eux & leurs penitens , coupables du Corps & du Sang de Jesus-Christ. On les defie de rapporter des preuves d'une assertion si temeraire & si notoirement fautive de la part , non pas de tous les Evêques de France , un seul excepté , mais de la quatrième partie de ces Prelats & même de beaucoup moins , s'il s'agit de preuves autentiques & revêtues de l'autorité Episcopale.

La temerité de ces Docteurs est encore plus incroyable , & leur aveuglement plus prodigieux , quand ils pretendent se couvrir de l'autorité de toutes les Facultés de Theologie de l'Univers catholique , & qu'ils osent y renvoyer les fideles par qui ils supposent être consultés. Ils savent qu'ils n'ont pu obtenir de la Faculté de Theologie de Paris , même dans l'état où elle est reduite , l'approbation de leur decision sur le Cas de conscience , & qu'ils ne l'ont pas proposé à la Faculté de Reims , dans le presentiment qu'ils ont eu qu'elle ne l'approuveroit pas. Et comment n'ayant pas pour eux le suffrage de leur propre Faculté , & n'ayant parlé que comme Docteurs particuliers , ont-ils la hardiesse de citer toutes les Facultés du monde catholique , comme adherant aux principes sur lesquels ils se fondent ? S. Jude a dit de pareils Docteurs. Ils sont la honte & le deshonneur de l'Eglise , leurs discours sont pleins de faüte & de vanité , & ils savent rendre les differences aux personnes selon qu'il est utile à leurs intérêts.

Jud. 16.

S. XXV. *Reponse au diffuge qu'on peut accorder les Sacremens & la sepulture ecclesiastique aux Excommuniés non denoncés , mais qu'on leur refuse comme à des pecheurs notoirement impenitens , & formellement opposés aux Constitutions du Pape.*

Quelques-uns dans nos jours par une distinction tout à fait frivole & inconnue à l'Antiquité , pensent qu'on peut tout accorder aux Excommuniés non denoncés , & considerés precisement comme tels , mais qu'on doit tout leur refuser comme à des pecheurs publics & notoirement impenitens , tant qu'ils persistent dans une opposition marquée aux Decrets de Rome , quoiqu'il n'y ait point de Sentence qui les ait déclarés sous l'Anathême que ces Decrets portent contre ceux qui n'y deferrent pas.

Comment ce noir & dangereux diffuge n'est-il point venu en la pensée des Conciles , des statuts Synodaux , des Rituels , des Canonistes & des Theologiens que j'ai cités ? Ils n'ont peu l'ignorer , mais ils ne l'ont pas cru recevable , parceque ce diffuge une fois admis , aneantit les sages constitutions de l'Eglise & condamne l'usage observé depuis long-tems , & dont les plus sages ont toujours demandé l'observation , de ne point separer de la Communion exterieure les Excommuniés non denoncés. L'on peut assurer que ceux qui agissent par ce principe pechent contre la loi , lors même qu'ils disent l'observer. *Certum est , quod is committit in legem , qui legis verbum complens , contra legis nititur voluntatem.* de Regul. Jur. in sexto. reg. 38.

L'Axiome est certain , l'Eglise ne juge pas dece qu'elle ne connoît point ,

VL PARTIE.

D d d d

Ecclesia de occultis non iudicat. & elle est censée ignorer tout ce qu'une Sentence & la publication ne lui decouvrent point, soit qu'il s'agisse d'une Excommunication ou de quelque crime, elle est hors d'état de le reprendre, & sans aucune raison pour le punir. *Non habent latentia peccata vindictam... Probatione cessante, vindicta ratio conquiescit.* 32. q. 6. c. *Christiana*.

“ La publicité de fait, dit l'auteur de la conduite des Confesseurs 2. *part. ch. 3.* approuvée l'an 1739. par M. Languet archevêque de Sens & par quatre autres Evêques, n'a pas en France les effets qu'elle peut avoir ailleurs, “ car elle ne suffit pas pour l'ordinaire à un Curé pour pouvoir refuser publiquement les Sacrements, ou la sepulture à ceux de ses paroissiens qu'il “ regarde comme pecheurs publics & scandaleux. Ce refus extérieur & public des biens auxquels les Fideles ont droit par le Batême, demande ordinairement un examen public, mais il en va autrement dans le Tribunal “ de la Penitence, où l'on agit suivant la connoissance que donne le coupable.

Navarre (a) après Cajetan, Angelus & Richard, & de même Diana (b) Suarez, Valencia, Sayrus, Rainaudus, Präpositus, Filiucius, Mercurus, Covarruvias in *cap. Alma mater. part. 1. §. 6. & c.* Coninch, Hugolin & Tournely, (c) enseignent qu'un Excommunié qui est dans la bonne foi, qui ne croit pas être excommunié, ou qui n'y fait pas attention, peut se confesser, se confesse avec fruit, & s'il n'a pas d'autre empêchement reçoit valablement le sacrement de Penitence & l'Absolution. Or si cela se dit d'un véritable Excommunié non dénoncé, & même d'un Excommunié dénoncé qui l'un & l'autre ignorent leur Excommunication ou qui n'y pensent pas, avec plus de raison on l'assure des prétendus Excommuniés de nos jours. Quelques-uns les disent excommuniés pour leur résistance à une Constitution, à laquelle ils ne croient pas devoir & en conscience pouvoir souscrire, mais dans le public on ne les croit point pecheurs insignes & qualifiés, ni même dans l'opinion d'un fort grand nombre de personnes judicieuses & habiles, ils ne sont aucunement pecheurs, pour leur opposition & leur résistance.

Le sçavant Arcudius, au doute si un Curé du Rit Grec mais en communion avec l'Eglise Romaine, peut absoudre son paroissien schismatique, répond qu'il ne peut absoudre un schismatique qui l'est formellement, c'est-à-dire qui connoissant le schisme des Grecs, & qui sçachant que l'Eglise le condamne, y demeure attaché sans vouloir l'abandonner ni deferrer à l'auto-

(a) Absolutio etiam Sacramentalis data Excommunicato bona fide confesso valet ut post Cajetanum diximus Nos in nostro Manuali Conf. c. 9. num. 2. & seqq. Navarrus Conf. lib. 5. de Simon. Conf. 68. num. 2. Voyez le Manuel au lieu cité.

(b) Diana part. 5. Traët. 9. de Excom. Resol. 81. & 82. Hinc colliges 1°. cum Coninch, Sayro, Hugolino, Cajetano, Navarro, &c. eos qui cum excommunicati essent, confessi sunt cum

legitimis dispositionibus peccata sua, non autem excommunicationem que prorsus exciderat à memoriâ, verè absolutos fuisse, nec teneri ad iterandam confessionem, sed solum ad petendam absolutionem censuræ, si forte hæc in memoriâ redierit. Quæ doctrina ait Sayrus, viris timoratis consolationis plena est.

(c) Tournely, de Censur. part. 2. c. 1. de Excom. a. 3. sect. 2.

rité de l'Eglise, mais qu'il peut absoudre un pénitent, qui n'est que matériellement schismatique c'est-à-dire, qui respecte l'Eglise & qui ne sçait, ou qui ne croit pas être dans le schisme. (a)

Le Pere Goar Dominicain, Leon Allatius, & M. Nicole, tiennent le même sentiment. "L'Eglise, dit M. Nicole, (b) ne damne dans les Communions séparées d'elle, que les Schismatiques & les Herétiques formels." Or si cela se dit de ceux qui vivent dans des Communions séparées, combien est-il plus véritable & certain de l'affurer de ceux qui vivent dans la communion de l'Eglise, & qui dans un doute qu'ils croient bien fondé, ou plutôt qui dans l'évidence ou ils pensent être de la bonté de leur action, ont appelé à l'Eglise, de la décision d'un Pape, sur le principe avoué & reconnu dans le Royaume que les Papes ne sont pas infallibles, sont inférieurs au Concile, & comme les autres Fideles doivent écouter l'Eglise.

"Ceux, dit encore M. Nicole *Trait. de l'Unité de l'Eglise liv. 2. c. 10.* qui étant en division sur quelque point conviennent néanmoins d'un Juge commun, sont unis réellement par l'obéissance & la soumission à ce Juge, unis par conséquent à l'Eglise quand ils recourent à son Tribunal, l'Appel qu'ils y portent fût-il nul & frivole par lui-même; combien plus s'il est légitime.

Que se sçavant & judicieux Theologien, respecté de nos propres adversaires, qui souvent emploient son autorité, étoit éloigné de croire qu'un fidele dans cet état étoit excommunié, pecheur notoire, notoirement impenitent par une évidence de fait, & indigne des Sacremens. Voilà le cas de nos jours clairement décidé par de profonds Theologiens du dernier siècle, en faveur de ceux que la prevention & l'entêtement disent excommuniés, pecheurs publics, & impenitens notoires. Arcudius & Allatius à Rome, Goar & Nicole en France, je leur joins Estius en Flandre, &c. sont ceux qui decident en faveur.

M. Dupin, dans son traité des Excommunications l'an 1715. *part. 1. §. 3. pag. 11.* enseigne "qu'on peut sans cesser d'être uni à l'Eglise, tomber dans des erreurs legeres & même dans des erreurs considerables, pourveu qu'on ne les soutienne pas avec opiniâtreté. Et §. 6. *pag. 36. que,* si quelque simple embrassoit une erreur contre la Foi, sans sçavoir qu'elle fût telle, & qu'il fût dans la disposition de l'abjurer, dès qu'il le sçaurait, & qu'il fût d'ailleurs parfaitement soumis à l'Eglise, cet homme ne cesseroit pas d'être membre de l'Eglise tant qu'il ne soutiendrait pas cette erreur avec opiniâtreté. *Pag. 45. 46. & 47.* que Melice Patriarche d'Antioche & ceux de son parti ont été constamment séparés de la communion du Pape, de

(a) Vel tandem parochus est orthodoxus, penitens schismaticus, & tunc de Penitente rursus subdivisio adhibenda est, vel enim est talis, quod aint, materialiter tantum, hoc est qu'il invincibiliter errat, & tunc sicut non peccat errando, ita est capax absolutionis, quam potest obtinere tam à paracho orthodoxo quam à schismatico ab Ecclesia tolerato. Plurimos autem esse in Græcia nunc, qui invin-

cibiliter errant, affirmant eorum regionum periti, vel est formaliter schismaticus, & tunc ex defectu tam ipsius Confessarii quamvis recte sentientis (cum non habet Casus Bullæ in Cæna Domini) quam penitentis nulla fit absolutio. Arcudius de Pænit. lib. 4. c. 5.

(b) Nicole, Unité de l'Eglise. Liv. 2. ch. 8. per totum.

“ saint Athanase & des Evêques d'Occident. *Que*, cependant ont ne peut pas
 “ dire qu'ils aient été schismatiques, & l'Eglise Romaine l'a si bien reconnu
 “ qu'elle a mis Melice au rang des Saints qu'elle honnore (a) quoique mort hors
 “ la Communion du Pape... *Que* si, les Eglises se partagent en plusieurs com-
 “ muniions, comme il est arrivé du tems des schismes des Papes, il est dif-
 “ ficile en ces occasions de condamner les uns ou les autres précisément a cau-
 “ se du schisme. *Que*, si c'est quelque point de foi qui les divise, c'est par la
 “ vérité & par l'antiquité de la Doctrine, qu'il en faut juger & reconnoître
 “ pour la véritable Eglise, celle qui retient l'ancienne doctrine... (ces prin-
 “ cipes sont les mêmes que ceux de Vincent de Lerins *Commun. c. 3.*)
 “ Mais s'il s'agit de quelque question de Discipline ou de fait personnel,
 “ ceux-ci seroient les plus blamables qui romproient les premiers la paix,
 “ pour des questions de peu d'importance, ou qui ne voudroient pas l'ac-
 “ cepter, quand on la leur offriroit. Ou enfin ceux qui ne voudroient pas
 “ s'en remettre au jugement du Concile general; mais quand les Eglises se
 “ trouvent divisées pour des raisons qui n'interessent point la foi, & qu'elles
 “ ont cru de bonne foi legitimes, qu'elles souhaitent la paix & l'union &
 “ qu'elles veulent bien s'en rapporter au jugement du Concile, alors on ne
 “ peut accuser ni les uns ni les autres de schisme, & c'est la raison pour la-
 “ quelle... toutes les obediences différentes des Papes, pendant le tems qu'il
 “ y en avoit plusieurs dont le droit étoit extremement obscur, qui preten-
 “ doient l'être, faisoient partie de l'Eglise universelle. Ainsi quoiqu'elles fus-
 “ sent divisées au sujet du Pape, qu'elles ne reconnoissoient point, elles ne
 “ se regarderent point les unes les autres comme schismatiques & séparées de
 “ l'Eglise. » Ainsi pensoit M. Dupin deux à trois ans avant l'appel de la Constitu-
 “ tion *Unigenitus*, & toutes les contestations qui sont survenues depuis. (b) Na-
 “ varre dans son Manuel, dit la même chose de celui qui sans opiniâtreté est
 “ dans une erreur grossière contre la Foi, qu'il n'est ni heretique ni excom-
 “ munié. (c)

Rien donc ne doit empêcher un Curé appellant de la Constitution *Unigenitus*
 de Clement XI. d'absoudre celui qui la reçoit de bonne foi, & également rien
 ne doit empêcher un Curé qui accepte cette Constitution, d'absoudre le
 Penitent qui croit la devoir rejeter; autrement tout est dans la confusion,

(a) Antiochiæ sancti Melitii Episcopi qui
 pro fide catholica sæpe exilium passus, demum
 Constantinopoli migravit ad Dominum, cujus
 virtutes S. Joannes Chrysostomus & Gregorius
 Nyssenus summis laudibus celebrarunt. Mar-
 tyrol. Rom. — Le Pape, tous les Evêques de
 l'Eglise latine, S. Athanase, &c. ne commu-
 niquoient point avec S. Melice. Voyez Baronius
 sur le Martyrol. Litt. F.

(b) Mr. Dupin écrivoit l'an 1715. son Traité
 des Excommunications, ou plutôt l'an 1714.
 L'Appel des 4. Evêques & de la Faculté de Theo-
 logie de Paris est du 5. Mars 1717.

(c) Quoniam si præ simplicitate vel igno-

rancia id credit, quia sibi videtur Ecclesia ita
 tenere & est paratus errorem deponere, quan-
 documque veritatem fuerit edoctus, ille non
 est hæreticus neque excommunicatus, ut etiam
 post Innocentium communiter receptum nos dix-
 imus, addendo, quod nec peccat mortaliter re-
 gulariter... Porro verum est quod quamvis
 Ecclesia judicaret esse hæreticum illum qui ali-
 quid credit quod manifeste Fidei catholicæ & ar-
 ticulis ejusdem est contrarium... Coram Deo
 tamen neq; hæreticus neq; excommunicatus est,
 si vere ignoranter id facit, & quidquid sancta
 mater Ecclesia docet, vere & implicite credit.
 Navar. Ench. c. 11. n. 22.

& un parti damne absolument l'autre: or, pechant de la sorte contre vos freres, saint Paul le dit à tous: & blessant leur conscience qui est foible, vous pechés contre Jesus-Christ. 1. Cor. 8. 15. Ne seroit-il pas beaucoup plus expédient de ne point parler à un mourant, & aux autres qu'il conduit, des disputes qui agitent l'Eglise, & d'écouter l'avis du Sage Prov. 24. 15. qu'on nous defend de dresser des pieges à un homme juste, de chercher de l'impieté dans sa maison, & de troubler la paix de son ame.

L'Histoire des trois Chapitres est connuë, il s'agissoit de trois Auteurs & de leurs livres, le cinquième Concile general les avoit condamnés, les Papes avoient reçu cette condamnation & l'appuioient de leur autorité. Au contraire la plupart des Evêques de France, & de plusieurs autres Provinces, & un grand nombre d'entre le Clergé du second Ordre & le Peuple, pendant plus d'un siecle furent d'un autre avis, mais l'on ne remarque point que les esprits ayant été partagés sur l'administration des Sacremens, & qu'on les ait refusés alors, pour cela seul que le Penitent ne souscrivoit point au cinquième Concile, & ne defferoit point aux Papes, qui l'appuioient de leur autorité, ou selon la diversité des sentimens; parceque le Penitent y souscrivoit trop facilement, & que l'on ait dit de part & d'autre, que l'opposition à accepter, ou la facilité à recevoir, faisoit des pecheurs notoirement impenitens, indignes de la communion de l'Eglise & de ses Sacremens. Saint Gregoire Pape, n'edissoit point ces menagemens, & la condescendance qu'on avoit pour ceux qu'on ne croioit pas encore disposés, à recevoir la condamnation des trois Chapitres; au contraire il louë ceux qui usent de ces menagemens & de condescendance.

La même chose arriva, sous le Roi Charles-Magne à la fin du huitième siecle, à l'occasion du septième Concile general, ou le second de Nicée en 787. sur le culte des Images, dont la decision proposée par le Pape Hadrien I. fut rejetée en France, & n'y fut admise que plusieurs années après, sous le Successeur de Charles-Magne. L'on ne s'avisait point dans cet intervalle de refuser les Sacremens, à ceux qui ne recevoient pas la decision, ou qui l'acceptoient purement & simplement ou avec explication. L'on vivoit en paix, & ni Evêque, ni Curé, ni aucun Prestre ne forçoient personne de prendre leur sentiment sous peine de privation des Sacremens, & après la mort, de privation des suffrages de l'Eglise.

Les grands schismes, qui en differens tems ont desolé l'Eglise Latine, & pendant lesquels l'un disoit je suis à Cephas, & l'autre je suis à Apollo, n'ont rien produit de semblable à ce qui se fait dans nos jours, des privations de Sacremens dans la dernière maladie, & le refus de la sepulture ecclesiastique telle qu'elle est dûë aux Fideles. Chacun se tenoit au parti qu'il avoit cru devoir suivre, il attendoit en paix une decision nette, précise & unanime de l'Eglise, & l'on se sanctifioit dans les differentes obediences. (a) Il y a eu

(a) Dieu même la declaré par des miracles, dit le Pere Pirot Jesuite, qu'ont fait en ces tems-là, des personnes éminentes en routes sortes de vertus qui vivoient sous les diverses obe-

diences. Car l'an 1382. le bienheureux Pierre de Luxembourg, est mort dans l'obedience de Clement VII. [*] & l'an 1402. saint Vincent Aetzier, tenoit le parti de Benoît XIII. Aja-

des Saints reconnus par l'Eglise dans les divers partis, & desquels Dieu manifestoit la sainteté par des miracles éclatans; preuve qu'on peut être juste devant Dieu, & marcher dans tous les Commandemens & les Ordonnances du Seigneur d'une manière irrépréhensible, quoique dans l'erreur, si l'erreur n'est que de fait & matérielle. Saint Paul dans son Epître aux Romains *ch. 14.* que je conseille de lire à tous ceux qui troublent la paix de leurs frères, l'enseigne formellement.

“ Ces diverses obediences, dit M. Nicole dans son excellent Traité de l'unité de l'Eglise *liv. 2. ch. 10.* ne se regardoient point les unes & les autres comme séparées de l'Eglise. Les François ne croioient point que tous les Anglois & les Allemands fussent schismatiques & exclus du salut. L'Allemagne & l'Angleterre ne faisoient point ce jugement de la France & de la Castille. Parceque, (c'est encore ce profond Theologien qui l'assure *ibid. pag. 112.* que dans les questions de Discipline difficiles à décider, & qui méritent le jugement d'un Concile general, on peut désirer contre le sentiment du Pape qui excommunie ceux qui ne lui déssent pas, que les Questions soient jugées par un Concile general, & que ceux qui s'en rapportent au Concile ne peuvent légitimement être traités de schismatiques si d'ailleurs ils recherchent la Communion du Pape., Cela est bien précis, & seroit de réponse à un des plus habiles Theologiens du dernier siècle, pour refuter les objections du Ministre Jurieu, contre l'unité de l'Eglise; mais les objections du Ministre deviennent insolubles, & sont un argument puissant pour combattre l'Eglise, si l'on pense autrement que le sçavant Nicole, & si l'on approuve une fois comme une conduite régulière, ce que ceux qui se croient aujourd'hui les seuls sages dans l'Eglise, font impunement.

L'Auteur du Traité de l'Excommunication *part. 3. ch. 8. p. 226.* à Paris chez Jacques Etienne 1719. donne pour maxime constante de Droit, qu'en matière de Foi on peut avoir recours du jugement du Pape, au Concile general & y appeller. *Que* cet Appel de quelque part qu'il soit interjeté est suspensif, & qu'il faut attendre la décision du Concile. *Que* les peines portées au préjudice de l'Appel sont nulles... *Que* le plus grand nombre des Evêques joints avec le Pape en matière de Foi, ne sont point une Regle infallible, quand d'autres Evêques s'opposent à la Décision, ou en appellent au Concile. Il arrive souvent, Melchior Canus *lib. 5. c. 5. ad Quest. 2.* l'a remarqué il y a près de deux siècles, que le plus grand nombre l'emporte sur le meilleur, que souvent le bon sentiment n'est pas approuvé de la multitude, & que dans ce qui concerne la Doctrine & la Foi, l'avis des sages qui sont toujours en petit nombre, doit être préféré. Enfin que Michée, tout méprisé qu'il est au milieu des 400. Prophetes d'Achab, est le seul qui annonce la vérité & qui parle au nom du Seigneur. Sulpice Severe *vit. S. Martin. n. 4.* remarque que saint Martin seulement Exorciste, lorsque l'Arianisme inondoit tout le monde & l'Illyrie sur tout, soutenoit

log. pour les Casuistes. Réponse à la sixième Objection.

[*] Clement VII. & Benoît XIII. passoient

à Rome pour Antipapes, & ceux de leur obédience pour Excommuniés.

presque seul la Foi, contre les Evêques qui l'abandonnoient. Un zélé de nos jours auroit refusé les Sacremens & les honneurs de la sepulture, à ce défenseur intrepide de la foi, devenu dans la suite la lumière la plus brillante qu'ayent eu les Gaules, & l'Eglise entière depuis les Apôtres.

Pourquoi recourir aux anciens exemples, lorsque nous en avons à la main, sous les yeux de tout le monde & qui sont très-pessans.

" Le Pape, dit M. le Cardinal de Noailles, *Inst. Past. de 1719. p. 100.* suivant les préjugés de ses Docteurs, est persuadé que le pouvoir des Clefs " n'a été donné directement qu'au Chef de l'Eglise, par lequel les autres " Evêques l'ont reçu. Les Prelats acceptans enseignent au contraire que ce " pouvoir a été donné par Jesus-Christ même aux Apôtres immédiatement, " & dans leur personne à tous les Evêques qui sont leurs successeurs

Personne ne s'est encore avisé de refuser les Sacremens & la sepulture aux Evêques de France, qui sur l'Article pensent autrement que le Pape, & le plus grand nombre des Evêques du monde Chretien. On ne les refuse pas non plus à ceux de nos Evêques, qui ne croient pas à la décision du concile de Trente, que le pouvoir des Clefs a été communiqué par le Sauveur aux Apôtres immédiatement, & dans leur personne à tous les Prestres, & que sans distinction de premier & de second Ordre, les Evêques & les Prestres selon la doctrine du Concile, sont les successeurs des Apôtres & les Vicaires de Jesus-Christ dans la consecration de l'Eucharistie, & dans le ministère des Clefs pour lier ou delier les pecheurs.

Les Conciles de Pise, de Constance & de Basse, que nous tenons en France pour Conciles generaux representans l'Eglise infaillible dans ses decisions, n'ont-ils pas clairement décidé, & n'est-ce pas une loi fondamentale du Royaume & de l'Etat, autorisée par plusieurs Edits, & enregistrée par tous les Parlemens, & inserée sur les Registres de toutes nos Universités, sans modification aucune, que les jugemens des Papes peuvent être revus & reformés, & que l'Eglise lui est supérieure. Combien de gens ne croient pas ces decisions certaines & importantes, & les rejettent notoirement, auxquelles cependant on ne s'avise point de refuser comme à des pecheurs notoires les Sacremens & la sepulture, par le seul principe de la bonne foi où ils sont & de la soumission virtuelle & interpretative aux decisions claires & manifestes de l'Eglise. Et combien d'autres qui les croient ces decisions, & qui les regardent non seulement comme des loix de l'Eglise & de l'Etat, mais encore comme des articles invariables de Foi, que les Confesseurs d'un autre sentiment n'inquietent point, par le principe, que ces verités ne sont pas assez développées, & sont obscurcies par les contradictions qu'elles souffrent à Rome & en quelques autres endroits, & que s'il y a de l'erreur ou à les défendre ou à les rejeter, c'est une erreur materielle qui ne fait personne heretique, schismatique, pecheur & indigne des Sacremens. Petrus Aurelius, ou le fameux Abbé de S. Cyran dans un Ouvrage qui a eu l'approbation du Clergé de France, nous apprend & decide qu'on peut être dans l'erreur sans pecher, contre la Foi. Et Serrarius dans ses Prolegomenes de la Bible c. 19. q. 8. ad. 6. que l'esprit saint qui peut aider un fidele à produire une œuvre furnatu-

relle, peut aussi le laisser dans une erreur non pernicieuse comme il arriva à S. Jerome avant que la decision de l'Eglise des livres canoniques de l'Ecriture lui fût connuë. Par consequent être dans une situation à ne devoir pas être reputé pecheur public, notoirement impenitent, indigne des Sacremens & des honneurs de l'Eglise.

Si quelques Prêtres à l'occasion d'une Bulle qu'ils acceptent, mais qui est rejetée par d'autres, si quelques Curés, quelques Grans-Vicaires, & même un petit nombre d'Evêques, tiennent une conduite differente de celle que l'on a tenu & que l'on doit tenir dans des occurrences semblables, agissent & se fussent contre ceux que l'aveugle prevention de leurs persecuteurs, le peu de lumiere de ces mêmes persecuteurs, ou trop de complaisance pour celui de qui l'on attend quelque faveur, ou de qui l'on craint d'essuyer quelque chagrin, les leur fait regarder comme heretiques & excommuniés, ou comme impenitens notoirs, mais qui quand il seroit ainsi, ne le sont point nommément ni denoncés, ni publiés, pour devoir être evités dans la Communion spirituelle, & pour leur refuser les Sacremens lorsqu'ils les demandent, ou pour parler plus congruëment, qui ne sont ni excommuniés, ni impenitens au jugement du plus grand nombre d'une paroisse, d'une ville, d'une province, & qui par consequent sont dans tous les droits de la Communion, l'on doit à ces Prêtres, à ces Curés, à ces Grans-Vicaires, à ces Evêques le temoignage humiliant que l'Apôtre Rom. 10. rendoit à des Juifs de leur caractère, persecuteurs comme eux des vrais fideles, qu'ils ont en effet du zele, mais que c'est un zele qui n'est pas selon la science, parce que ne connoissant point la verité qui vient de Dieu, & s'efforçant d'etablir leurs propres egaremens, ils ne sont point soumis à Dieu pour recevoir cette verité qui vient de lui. Le 26. discours de S. Greg. de Naz. est à lire à ce sujet.

“ La privation de la sepulture dit M. Gibert, est une peine qui ne nuit point au salut, & bien plus dont l'acceptation y sert „ (a) & y sert davantage, que les circonstances en sont humiliantes. Mais qu'il importe à un Fidele dont la mort est precieuse devant Dieu, à un Confesseur, à un Martyr d'avoir la sepulture que le rituel de Reims pag. 620. & celui de Verdun pag. 334. prescrivent aux Criminels executés à mort.

“ Pour ce qui est des Criminels, dit le rituel de Reims, qui auront été condamnés à mort & executés par ordre de la Justice, s'ils sont morts Catholiques, & qu'ils aient donné des marques d'une véritable penitence. on pourra les mettre en terre Sainte, après le Soleil couché, (*) mais sans ceremonie & solennité; en sorte que le Curé, ou autres Prestres qui assisteront à ces sepultures, y soient sans Surplis & sans Etole, & y disent toutes les prieres à voix basse.

Ainsi la sagesse de Dieu est justifiée, par ceux qui en sont les ennemis. Matt. 11. 19. puisque dans le tems que les zelés partisans de la Constitution pen-

(a) Traité de l'usage de l'Eglise Gallicane, concernant les Censures. 2. part. de l'Interdit Tit. 2. Regle 4.

[*] Le Rituel de Bourges tom. 2. pag. 451.

les Curés doivent se garder d'enterrer personne devant le soleil levé, & après qu'il est couché, sous peine d'Excommunication.

sent à deshonnorer un défunt, & à le faire passer pour herétique & impénitent, ils donnent la preuve qu'il est mort Catholique & véritablement pénitent, quand ils lui donnent la sépulture d'un sentence, mort Catholique & pénitent. Les vrais Fidéles n'en souffriront rien devant Dieu, ils trouveront la gloire dans leur humiliation, & leur innocence sera leur salut. *Job. 21. 29.* Le Saint-Esprit disant à tous, que celui qui garde la Foi ne périra point. *Prov. 29. 17.* "Mais le Juste s'élèvera un jour contre ceux qui l'auront accablé d'affliction & qui se seront efforcés de lui ravir ses travaux, & ses persécuteurs seront saisis de trouble & de frayeur. Ils seront surpris d'étonnement en voyant contre leur attente, le Juste sauvé. Et que leur servira de dire, touchés de regret & jettant des soupirs dans le serrement de leurs cœurs: C'est là celui qui a été autrefois l'objet de nos railleries, & que nous donnions pour exemple d'une personne digne de toutes sortes d'opprobres. Insensés que nous étions, la vie nous paroissoit une folie & la mort honteuse. Cependant le voilà élevé au rang des enfans de Dieu, & son partage est avec les saints, &c. *Sap. 3.* C'est ainsi que parle l'Auteur de la Sagesse, c'est ce qui a soutenu dans tous les tems, & ce qui soutient encore les vrais Justes contre l'injustice de leurs persécuteurs.

§. XXVI. L'Excommunication portée par la Constitution Unigenitus, de Clement XI. n'a pas l'étendue qu'on lui donne communément.

Je crois nécessaire avant de finir, de dire un mot des Constitutions de Rome contre le livre des *Reflexions Morales*, &c. & des Censures que Clement XI. a portées à ce sujet, car si l'on fait voir qu'elles n'ont pas l'étendue qu'on leur donne, on désarme aussi-tôt, ceux qui à leur occasion, se fussent avec plus de vivacité.

Clement XI. par son Bref *Universi*, du 13. Juillet 1708. défendit sous peine d'Excommunication encourue par le fait, *ipso facto*, & réservée aux souverains Pontifes, d'imprimer, copier, lire & retenir le livre des *Reflexions Morales*, & il ordonna d'en porter les Exemplaires aux Ordinaires des lieux, ou aux Inquisiteurs de la Foi, pour les brûler aussi-tôt. Les Evêques sont mis comme les autres par le Bref *Universi*, sous la Censure qu'il porte.

Ce Referit revolta lorsqu'il parut en France, & l'opposition que les Evêques & le Conseil y formèrent, obligea Clement XI. à le retirer & à donner le 8. Septembre 1713. la Constitution *Unigenitus* beaucoup plus tempérée & avec modification de tous les points du Bref *Universi*. "Nous défendons, (a) dit-il, à tous les Fidèles de l'un & de l'autre sexe, de penser, d'enseigner, ou de parler autrement qu'il n'est porté dans cette Constitution, en sorte que quiconque enseignera, soutiendra ou mettra au jour ces

(a) Cette traduction est entièrement conforme à celle que les XL. Evêques ont donnée de la Constitution.

“Propositions ou, quelques-unes d'entre elles, soit conjointement, soit séparément, ou qui en traitera même par manière de dispute en public ou en particulier, si ce n'est peut-être pour les combattre, encourre *ipso facto*, & sans qu'il soit besoin d'autre déclaration, les Censures ecclésiastiques & les autres peines de Droit, contre ceux qui font de semblables chosus.

Cette Censure est générale & indéterminée, & par cet endroit absolument nulle & invalide. Elle n'est point réservée au saint Siège, elle paroît comprendre les Evêques, (a) & elle lie seulement, si une Censure générale étoit capable de lier, ceux qui enseignent, défendent, & publient les Propositions que le Pape condamne.

Une Bulle semblable est une Bulle d'économie & de police, à peu près de la nature des Bulles qui défendent sous peine d'Excommunication *ipso facto*, de combattre le sentiment de la Conception immaculée de la Sainte Vierge, mais sans obligation de le croire & de le suivre, & avec défense de traiter d'herétiques & d'excommuniés ceux qui ne l'embrassent pas. Aussi les plus ardens à faire recevoir la Bulle *Unigenitus*, ont souvent dit : *Recevez & pensez comme vous voudrez.*

Mais que dit l'Ecriture ? “La parole est proche, elle est dans votre bouche & dans votre cœur. C'est la parole de la foi... Car on croit de cœur pour être justifié, & on confesse de bouche pour être sauvé. Rom. 10. „ La Constitution n'est donc point la parole de la foi, quand on voit des supérieurs acceptans se contenter qu'on la confesse de bouche, pour être sauvé des disgrâces qu'elle attire à ceux qui la rejettent hautement, & devenir capables des faveurs que son acceptation procure, mais ils ne demandent pas tous qu'on la croie de cœur, parcequ'ils savent parfaitement qu'on peut être juste sans la croire de cœur.

Plusieurs Evêques ont défendu par des Mandemens publics aux Confesseurs de parler de la Constitution à leurs pénitens. (b) Beaucoup d'autres

(a) L'Evêque peut encourir une Excommunication de Droit, sans qu'il soit nommé dans le statut qui la porte. Il n'en est pas ainsi des autres Censures, il ne les encourt point, lorsque le Législateur n'y soumet pas expressement les Evêques; mais ils y seroient implicitement soumis, si la Censure générale avoit lieu, & le privilège que le Droit leur accorde, seroit très-inutile.

(b) Mandement de M. Fagon, Evêque de Vannes, pour le silence respectueux des Confesseurs, dans les confessions présentes.

Nous Antoine, par la grace de Dieu: Evêque de Vannes, Conseiller du Roi en ses Conseils, &c. N'ayant rien tant à cœur, mes très-chers frères, que de maintenir la paix dans notre Diocèse, sur laquelle Nous aurions affecté connoître nos intentions, à ceux qui se

trouvent chargés du soin d'instruire les Fidèles qui leur sont commis, & de gouverner leurs consciences. Nous avons cru qu'il étoit à propos, de les faire resouvenir que nous n'avons point changé de sentiment, & que nous y persistons: mais de crainte que quelque esprit inquiet, qui pourroit avoir échappé à notre connoissance dans le cours de notre visite, ne s'ingérât de vouloir troubler dans le tems du Jubilé, le repos des consciences, au sujet des affaires présentes de l'Eglise; Nous déclarons interdits *ipso facto* tous les Ecclésiastiques séculiers ou réguliers, qui après les défenses expresse que nous avons faites, de ne point faire de questions indiscrettes, sur la Constitution de notre saint Pere le Pape Clément XI. à aucuns Fidèles dans leurs Confessions directement ou indirectement, auroient cependant manqué au devoir de l'obéissance qu'ils nous doivent, ou y manqueraient dans la suite; Nous leur or-

qui n'ont pas fait expressement la même défense, honorent le silence de ceux qui n'en parlent point : en cela ils se conforment à la Constitution qui n'inflige aucune peine à ceux qui se tiennent dans le silence à son égard ; & ses sollicitateurs uniquement occupés à mettre à couvert leurs sentimens sur l'efficacité de la Grace, la nécessité du rapport des actions à Dieu, la puissance arbitraire du Pape, &c. contre l'attaque de leurs adversaires, n'ont pas eu le dessein que la Constitution *Unigenitus* infligeât des peines à ceux qui ne la croient pas de cœur, pourveu qu'ils la reçoivent de bouche. On s'en convainc par la generalité dont ils l'ont affecté de se servir ; car ils sont trop habiles en fait de Censures pour ignorer qu'une Bulle qui prononce, sous peine d'encourir les *Censures ecclesiastiques*, *ipso facto*, sans en designer aucune, ne prononce point, & ne trouve pas un delit suffisant pour punir, ni un crime mortel pour excommunier & priver des Sacremens.

On demande, dit M. Tournely dans un ouvrage qui ne doit pas être suspect aux acceptans, puisqu'il est sorti de saint Sulpice, "on demande, "dit ce Theologien, dans les Censures de Sentence portée pour le present "ou pour l'avenir, des paroles qui determinent l'intention du Supérieur ; "parceque des paroles indeterminées dans ce sens n'operent rien determine- "ment. Or la Censure que l'on encourt *ipso facto* doit être déterminée. Celui "qui est lié a intérêt de sçavoir s'il est lié à tous égards ou en partie seule- "ment. La Censure ainsi indeterminée seroit donc invalide, & autant que le "seroit la Loi du Prince laquelle n'ordonneroit rien de distinct & de determi- "né. . . . Ainsi ces paroles d'un Supérieur, ajoute Mr. Tournely : Je vous "defends cette action sous peine d'encourir l'indignation de Dieu & des "Apôtres S. Pierre & S. Paul & la mienne ; également que ces autres : Je pro- "nonce contre vous la Censure, ne portent par leur indetermination aucune "Censure selon Gibalin., (a)

donnons de rechef de garder un respectueux silence. Nous exhortons aussi les Fideles à ne faire attention, ny ajoûter aucune foi aux écrits temeraires qu'on pourroit repandre dans le public, pour occasionner des scrupules mal-fondés, dont les auteurs d'une pareille conduite, s'il y en avoit, meriteroient pour leur desobeissance, qu'on procedât contre-eux par les voyes de Droit : & à ne se point laisser surprendre par des discours nullement autorisés de Nous, que des demi-sçavans pourroient leur tenir, ou des personnes mal intentionnées pour le repos de leurs consciences, & pour la paix que Nous voulons de plus en plus fortifier dans notre Diocèse, pour leur edification. Donné à Paris ce vingt-quatrième jour de Fevrier 1722.

† A. Evêque de Vannes.
Par Monseigneur, D. J. Colomb.
Secretaires.

Ce Mandement daté de Paris, & qui pour la seconde fois ordonne un respectueux silence : ne fut sans doute donné qu'après une meure deliberation, & avoir été communiqué à un grand nombre d'Evêques, & eu leur approbation.

(a) In Censuris laxæ Sententiæ pro præsentibus aut pro futuro, requisuntur verba quæ determinare explicant intentionem superioris. Ratio est, quia verba hoc posteriori sensu indeterminata, nihil faciunt determinati. Atqui Censura quæ de facto incurritur, esse debet determinata, nolle enim debet qui ligatus est, an omnimodè, an partialiter tantum ligatus sit. Ergo Censura hoc modo indeterminata, invalida est, sicut invalida foret lex Principis quæ præciperet distincti & determinati, &c. Item vero verba : *Incurras indignationem Petri & Pauli aut nostram. Hæc item : Incurras Censuram, nullas ob inde-*
Eccce 2

Navarre, Sisyus, Henriquez, Ugolin, Vasquez & Gordon cités par Diana de Excom. Resol. 63. tract. 9. résolvent en la même manière qu'un Juge ecclésiastique qui prononce Censure sans en déterminer l'espece ni le tems où elle commencera à courir, ne prononce rien. Bonacina (a) dit également que l'Evêque qui porteroit Censure contre le port des armes en cette manière : Que celui qui portera les armes soit sous la Censure, ne lie point. *Qui fert Censuram hoc modo : Qui tulerit arma, vinculo Censura sit obstrictus, nihil operatur.* Il l'appuie de l'autorité de Suarez & de Filiucius. Bonacina ajoute que c'est le sentiment commun.

La Constitution *Unigenitus* a prononcé relativement aux seuls ouvrages pour la défense du Livre des Reflexions. Elle défend de les lire, de les copier, de les retenir, & d'en faire usage sous peine d'excommunication qui sera encourue *ipso facto* par les contrevenans ; mais Clement XI. ne condamne point au feu ces ouvrages, & il ne réserve point à son siege l'excommunication qu'il porte. Tout Prêtre qui entend les confessions peut en absoudre.

La précision avec laquelle Clement XI. parle icy des ouvrages en défense du Livre des Reflexions, appuie ce que j'ai dit qu'il n'a point voulu porter de censure à l'autre égard, ni excommunier ceux qui pensent autrement que lui, pourvu qu'ils gardent le silence. Mais on ne s'expliquera pas mal, à mon avis, si l'on dit la Constitution : le Rouleau volant, long de 20. coudées & large de 10. Si l'on assure qu'elle est la malediction qui s'est répandue sur la face de la terre. *Zach. 5.* "Car tout voleur, ou celui qui entre dans la bergerie autrement que par la porte, *Joan. 10.* or Jesus-Christ est cette porte, sera jugé par ce qui est écrit dans ce Rouleau : Et quiconque jure sans savoir ce qu'il jure, sera jugé de même sur ce qu'il contient. Il entrera dans la maison du voleur, & dans la maison de celui qui jure fausement. Il demeurera au milieu de cette maison, & la consumera avec tout le bois & toutes les pierres. Prenez ce Livre, dit l'Ange, devorez-le, & il vous causera de l'amertume dans le ventre, mais dans votre bouche il sera doux comme du miel." Cela fut dit au Prophete Ezechiel *c. 3.* & à S. Jean *Apoç. 10.* Il en a été ainsi de la Constitution ; Clement XI. l'a adoucie pour la faire mieux prendre, les Romains l'ont rendu mielleuse, mais quelque douce qu'elle soit à la bouche, elle cause comme le Livre présenté à Ezechiel & à S. Jean de l'amertume dans le ventre, & elle déchire les entrailles de celui qui la devore, quoiqu'il la prenne de la main d'un Ange.

terminationem suam inferunt Censuras ex Gilbano pag. 177. *Tournely de Censur. part. 1. c. 3. n. 4. pag. 81. & 82. edit. 1740.*

(a) Censura ita ferri & exprimi debet, ut verba in quibus continetur sint definita & determinata ad aliquam particularem Censuram, unde qui fert censuram hoc modo : *Qui tulerit arma, vinculo Censura sit obstrictus, nihil operatur*, eo quod hujusmodi verba nullam determinent Censuram, Ratio est, tum quia non possit effici effectus in genere sed in specie : tum quia verba faciunt quid significant :

Ergo quando significant Censuram in genere, nihil faciunt; debent enim facere, & operari illam Censuram, quæ per verba exprimitur: Per verba autem non exprimitur ulla Censura particularis, sed tantummodo Censura in genere, quæ non datur: signum ergo est, verba quibus Censura exprimitur, debere esse definita & determinata ad particularem aliquam Censuram, &c. Bonacina, de Censuris, Di. p. 1. q. 1. Punct. 7. prap. 3. Ita Suarez D. 1. Sect. 2. n. 9. Filiucius c. 3. quas. 3. n. 55. & alij communiter. Bonacina. *Ibid.*

La Constitution est douce. Aucune Constitution venue de Rome en France ne fut moins ardente, & ne fut plus modérée pour les peines; mais des gens inquiets, de peu ou d'aucune autorité, des Pasteurs mêmes n'en ont aucune intelligence, ils s'écartent dans leurs voies, comme dit Isaïe 16. ils pensent à leurs intérêts.

La Constitution est à leur avis, le grand Livre que Dieu commande à un Prophète de prendre, & d'écrire sur ses feuilles avec le stilet de l'homme: Prenez promptement des dépouilles, & hâtez-vous de faire du butin. *Is. 8*. Ils aggravent & réaggravent, & traitent d'excommuniés ceux que la Bulle prise à la lettre, & dans le sens qu'elle présente d'abord n'excommunie point, n'a pas dessein d'excommunier, ni de priver des Sacrements, de la sépulture & des autres suffrages de l'Eglise, par la généralité de la Censure dont elle a affecté contre la coutume de se servir, & avec connoissance de toute l'inefficacité d'une Censure indéterminée & générale. Isaïe leur dit que la violence n'est point sans scandale, & que le vêtement teint du sang d'un homme de paix & juste devant Dieu sera brûlé & deviendra la pâture du feu. *Is. 9. 5.*

Fin de la sixième & dernière Partie.

CORRECTIONS ET ADDITIONS.

I. PARTIE. Page 3. ligne 13. & pag. 7. lig. 9. lisez: communiquée. p. 4. l. 3. ad cœlos sacerdotes sui-ipsius vicarios reliquit tanquam Præbides. p. 5. note (g) l. 5. interiori. p. 6. l. 7. reçûe. note (c) l. 3. 1656. l. 4. summul. p. 12. l. 12. réservé p. 29. l. 23. effacez, cet. p. 70. l. 35. a vitez: Allez, montrez-vous au Prince des Prestres. not. (a) l. 1. conduite des C. p. 35. l. 41. Penitentia. p. 46. n. (a) l. 8. stetus. p. 48. l. 19. prononcée. p. 40. not. 1. col. l. 12. confessu. 2. col. l. 2. virgines. p. 50. l. 5. Decrets. p. 53. l. 39. sanctissimis. p. 59. not. (a) l. 1. 5. 2. p. 61. l. 24. n'est. p. 62. not. l. 6. proprius. p. 63. n. (b) Resp. p. 65. n. (f) l. 5. quanto. p. 73. n. (c) l. 1. 7. Sancto. p. 74. l. 27. absous. p. 78. l. 11. Guinée. p. 80. n. (c) l. 11. expulsi. p. 81. n. (d) l. 17. Bullam. p. 88. n. (c) l. 1. SS. XIV.

II. PARTIE. Page 102. note, (a) col. 2. lig. 3. quamvis. p. 114. l. 10. Jurisdiction. not. (b) l. 1. Wiclehitas. p. 115. l. 27. ch. 6. -- dern. l. velut a. p. 121. l. 3. accompagnée. p. 130. n. (a) l. 21. extremo. p. 132. l. 43. condamnée. p. 134. l. 18. commilit. p. 137. l. 21. n'entre. p. 140. l. 21. obstacle. p. 142. l. 35. Teculier. p. 143. n. (a) l. 22. Religiosor. p. 150. l. 41. d un Curé, auxquels personne ne porteroit les affaires de sa conscience, que.

III. PARTIE. Page 161. note (b) lig. 12. lesquels. p. 167. l. 2. privileges. p. 168. l. 9. Pontificis. p. 171. l. 40. Concile. p. 172. l. 26. aucune. p. 188. n. (a) l. 1. parochiales. p. 193. l. 43. Præcis. p. 204. l. 9 Navarre. p. 205. n.

(c) l. 2. mundo, p. 206. l. 25. ne puissent. p. 207. n. (1) l. 3. fovere mandamus, nec de cetero. p. 208. n. l. 2. attenteris, p. 220. l. 28. Decret. p. 221. l. 11. Archevêques de Sens, p. 227. l. 7. depuis. l. 8. égarés, p. 234. l. 3. attestation, p. 236. l. 17. suivant, p. 241. l. 19. hardielle, p. 244. n. (h) l. 2. licet, p. 249. l. 4. pig 341. l. 2. p. 369. not. lig. 2. & 8. p. 278. l. 39. lsf. Beauvau. p. 257. l. 6. exercitacionem... senatus consulto. p. 259. not. col. 2. l. 9. sunt ex, p. 267. l. 31. art. xlv. l. 46. gradué &c. p. 272. l. 30. volontaires, l. 45. effacez, le premier soient. p. 273. l. 37. l'Eglise, au fol. N n. premier lsf. 281. l. 34. impedire, p. 284. l. 35. pollicendo, p. 292. l. 31. institution, p. 301. l. 23. les Evêques. effacez, & lsf. les Apôtres.

IV. PARTIE. Page 301 note (b) lig. 2. succellisse, p. 302. l. 18. specialiter, p. 318. not. (a) l. 8. inlustribus, p. 310. l. 11. l'on marque, p. 317. l. 2. calsation, l. 25. 1686. que. p. 321. l. 18. independantes, p. 324. l. 23. le Pape Saint, p. 328. l. 10. attiré, p. 329. n. (b) l. 5. Archipresbyteri, p. 331. n. (b) l. 3. est data, p. 332. n. (a) l. 8. forts, p. 335. l. 18. faisons, p. 338. l. 17. similiter, p. 340. l. 44. p. 341. l. 13. & 26. Birelet, p. 343. l. 22. qu'elle, Ibid. n. (a) l. 5. benéficia, p. 344. l. 3. inconveniens, l. 18. de siecles, p. 350. n. [a*] l. 12. de ce, p. 352. l. 6. de Trente, p. 352. n. (d) l. 5. quintam, p. 357. n. (a) l. 3. habituatorum, p. 363. l. 25. de tradition, p. 365. n. (b) l. 1. fidelibus, p. 367. l. 10. de nous, p. 368. l. 19. donne, p. 371. l. 42. labeo, p. 372. l. 17. lesquels, p. 381. n. (a) l. 3. du P. p. 383. n. (c) l. 5. point enc, p. 394. l. 33. imperio tuo, p. 398. not. l. 24. qui habet, p. 399. n. (c) l. 1. cæteris p. p. 400. n. (a) l. 7. manifesta, p. 401. n. (b) l. 4. le Roi soutenoit les Curés dans. p. 402. n. (b) l. 18. Parisiens, p. 409. l. 19. vous & aultres, p. 413. l. 15. condemnandas, p. 419. l. 13. de nouveau, p. 420. l. 1. (a) Gerson, (b) lig. 2. (c) (d) Ibid. not. (d) l. 12. juxta, p. 423. l. 5. Haiton, p. 425. l. 30. quæ, p. 436. n. (d) l. 13. litteræ, p. 438. l. 6. effacez (?) p. 435. l. 12. Macrinus, Ibid. l. 16. aontez: Ou, si l'on veut, ces termes, de licentia Parochi & Ordinarii, marquent le consentement du Curé & de l'Evêque, collectivement pris. p. 441. l. 11. qui, p. 442. l. 8. caufa, p. 443. l. 21. Presbyter, p. 444. l. 24. ministrant, lig. 38. Carnotensis, p. 448. not. (a) l. 16. Senonensis, au fol. L11. premier 494. lsf. 440. Ibid. l. 39. d'Argenson archevêque de Bourdeaux, p. 450. l. 41. penitence, p. 452. l. 26. Curé, p. 455. l. 1. Hermanus, l. 19. statuimus eo, l. 23. ac proinde, p. 457. n. (a) l. 24. ab Episcopo, p. 460. l. 29. festivis, p. 461. l. 5. Consultation, not. (b) l. 4. Curatus, p. 462. l. 7. effacez (a) p. 464. n. (c) l. 3. sua, p. 463. & 464. repetition du numero. p. 465. l. 19. Evêque, n. (a) l. 6. Testamentum, p. 466. l. 35. gouvernement, Ibid. n. l. 3. Testamentum, p. 467. l. 8. perfection, p. 470. l. 20. lsf. 1602. l. 34. nuncupati, p. 474. l. 28. aut velle, aut. p. 482. l. 31. Diocèse, p. 484. l. 19. consentement, p. 486. l. 29. grave, p. 487. l. 15. Parocho, p. 492. l. 31. moisson, fol. Rrr. au num. lsf. 495. p. 498. l. 5. Paroissiens, Ibid. n. (c) l. 6. Theologiens, p. 502. l. 31. Protestans, l. 37. des Curés, p. 503. l. 7. promesse qu'il l. 15. sans auc. l. 21. nascitur, p. 504. l. 24. sçavans, l. 27. trouve déjà fort dur, not.

(a) l. 3. *lifs.* 1729. p. 506. n. (b) l. 3. *meræ.* p. 507. n. (b) l. 6. Cata-
laun. *not.* (c) l. 2. Innocent. p. 509. l. 7. *prescrit. not.* (a) l. 11. tunc. p.
510. l. 22. leurs droits. p. 511. l. 6. Diocèse. l. 33. tradition. l. 35. (d) *lifs.* (c)

V. PARTIE. Page 514. *lig.* 22. troisièmes. p. 515. *not.* l. 7. conférences. p.
517. l. 1. marqués, que saint Paul selon saint Irénée. *not.* (a) l. 4. reli-
gione. p. 518. l. 5. principaux. *not.* (b) l. 23. crimine. p. 521. l. 13. ne veu-
lent. *not.* (c) l. 5. potuit. p. 523. n. (a) l. 10 intelligamus. p. 524. n. (f)
l. 8. vocavit. p. 525. l. 11. saint Paul. *not.* (b) l. 1. Coepiscopos grand. p.
527. n. *lig.* 1. civitate. p. 531. l. 15. doctrine du S. p. 532. l. 16. extirpée. l. 39.
selon qu'on le lit établissoient. l. 33. impositionem. p. 535. n. [*] l. 3. sy-
nops. p. 537. l. 36. dans. p. 538. l. 21. Tradition. p. 540. n. (c) l. 3. Mi-
nistère. p. 541. l. 15. Presbyterum. p. 543. l. 38. de ref. cap. 1. p. 551. n.
[*] l. 2. Faculté. p. 553. l. 27. l'Esprit. p. 560. l. 34. n'influe pas. p. 563.
l. 6. degrés. p. 568. n. (a) l. 5. faciens. p. 570. n. (a) l. 8. Bituric. p. 571.
l. 12. sissent. l. 29. crainte. p. 576. n. (a) l. 7. Ecclesias. p. 582. l. 5. & l'or-
dination. p. 583. l. 9. profonde. p. 585. l. 24. font sup. p. 590. n. (b) l. 5.
parem, eum. *not.* (c) l. 16. relationem. p. 592. n. (a) l. 9. interdicendo. l. 15. Con-
firmatio. p. 595. l. 23. prescrit. l. 29. permise. l. 32. aux seconds. p. 59. l.
18. præpositos. p. 599. l. 21. Surveillans. p. 600. l. 2. le corps. p. 604. n. (a)
universo gregi in. p. 605. l. 9. reconnu. p. 607. l. 35. Smyrneos. *not.* [*]
l. 5. Presbtes. p. 608. l. 10. gouvernement. l. 25. & les P. p. 609. l. 4. con-
fessum. p. 611. l. 25. ancien. p. 614. l. 29. ne font. p. 618. l. 8. quod. p.
623. l. 27. effacez à. p. 625. l. 39. confelloient. p. 626. l. 21. d'Arles &
d'Ancyre. l. 22. ne peuvent. p. 629. l. 44. ejusdem. p. 636. l. 12. Hæreti-
cis. l. 15. permission. p. 637. l. 32. privilegiis & p. 638. l. 1. formalités. p.
641. l. 13. quant. p. 641. l. 5. infaillible. p. 646. n. (b) cap. Pl. p. 610. l. 1.
oilifs. l. 2. Ite & p. 611. l. 18. de Conf. p. 617. l. 16. *lifs.* ils brillent ordi-
nairement plus. l. 23. effacez souvcnt. p. 618. l. 11. & 14. effacez souvcnt.
p. 669. n. (b) l. 10. cæteris. *not.* (c) l. 2. patientia & humilitas. p. 671. l. 31.
en Esp. p. 674. n. (c) l. 3. quatrième.

VI. PARTIE. Page 676. l. 18. autre. p. 681. n. (d) l. 2. bovei. p. 683. l. 18.
l'idolatre. p. 684. l. 16. encouruë. p. 685. l. 1. marquée. l. 21. veiture. p.
688. n. [c] l. 9. à faire. p. 689. l. 3. pour la. p. 692. n. (c) l. 5. Synodo.
p. 693 l. 8 autre. l. 18. (a) *lifs.* (b) à la note (b) *lifs.* l. 2. *lifs.* p. 694 *not.* l. 2. retient.
p. 699 l. 17. degeneré. p. 702. n. [1] l. 1. Fraternitati. p. 707. l. 2. le seul.
p. 708. n. (a) l. 5. cujuslibet. p. 709 l. 29. subsister. p. 711. n. [2] l. 24. non
en. p. 712. l. 22. une lan. p. 717. l. 42. & 43. mauvais, utile, ou nuisible.
p. 723. l. 34. pariels. l. 40. le retient. p. 724. l. 45. independans. p. 727. n.
[a] l. 1. publico. p. 729. n. [b] l. 9. communicat in. p. 737. l. 32. vous p.
739 n. [1] l. 45. cui Pat. p. 743. l. 3. remettre ainsi q. p. 744. l. 14. Omnes.
p. 745. l. 6. avec de. p. 747. l. 43. denoncés. p. 752. l. 3. suo. l. 14. J. C.
diff. ind. *Not.* [c] l. 2. suppression. p. 753. *Not.* l. 10. article. p. 756. l. 2.
conformant. l. 24. ecclésiastique. p. 757. l. 26. ne le font. p. 758. l. 5. Reso-

lut. 97. l. 24. dans sa lettre du 29. p. 759 l. 26. distinction. p. 760. l. 23. public.

ADDITION pour la page 181. après le dernier mot de la Section 1.

Les déclarations des Cardinaux proposées pour éclaircir les doutes qui naissent du texte & des décrets du concile de Trente, ne font aucune foi dans nos Tribunaux, & n'obligent pas même dans les pays d'inquisition, à moins qu'elles ne soient scellées du sceau ordinaire du Cardinal Préfet de la Congrégation, & signées de lui & du secrétaire. On n'en a jusqu'ici fait aucun recueil approuvé à Rome, & imprimé avec la permission des Supérieurs, & il est à croire qu'il n'en paroitra jamais qui ait cette authenticité, parcequ'il est souvent arrivé que les Cardinaux n'ont pas pris le sens du Concile, & ont répondu différemment en différens tems, le oui & le non sur la même Question & le même doute. Le Digeste de la Sigesse, ou des sages éclaircissements des RR. PP. Minimes imprimé à Rome l'an 1664. avec permission, & Laurent de Portel Observantin Portugais, l'assurent formellement.

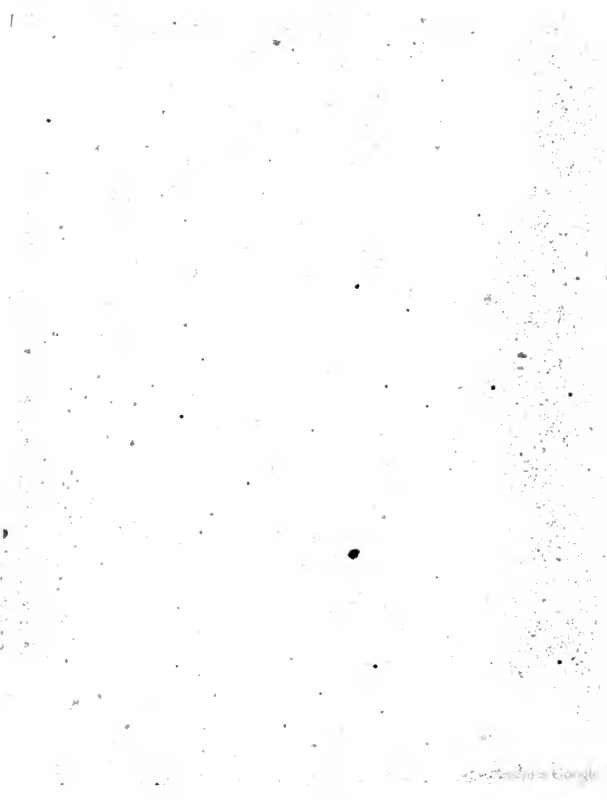
Cum sacra Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum, dit le Digeste des Minimes, saepius & novissimè sub die 29. Aprilis 1621. mbandendo Constitutioni sel. recer. Pii IV. qua incipit, Ineodictus Deus, &c. decreverit Indici librorum prohibitorum addendas esse omnes & quascunque declarationes, interpretationes, seu decisiones sub nomine ejusdem Congregationis Concilii, absque ullius auctoritate impressas & imprimendas, cumque ad illius notitiam pervenerit quamplures & declarationibus, interpretationibus, seu decisionibus juxta contententiam Casuum, illorumque qualitates & circumstantias, à se diversis temporibus factis secundum ea qua proponebantur, fuisse alteras. immutatas. diminutas, ac forsitan alias mentito sacre Congregationis nomine consulas, nullaque propterea authentico sigillo munitas, istasque per Tribunaia tam in Urbe quam per Orbem circumferri & imprimi, consideransque quantum detrimentis recipi possit, si aliqua fides illis adhiberetur, Ex speciali SS. D. N. Urbani divina providentia Pope VIII. jussu mandata & precipit, hujusmodi declarationibus tam impressis & imprimendis, quam manu scriptis nullam fidem esse in judicio, vel extra à quoquam adhibendam, sed tantum illis qua in authentica forma sol to sigillo & subscriptione eminentissimi Cardinalis Praefecti, ac secretarii ejusdem Congregationis tempore existentium munita fuerint, die 2. Augusti 1631.

Digest. Sapientie Minimitanae part. 3. p. 105. n. 34. Edit. Romae ex Topographia Rev. Camerae Apostolicae 1664. Superiorum licentia.

Et haec omnia ait (Azorius) haberi ex declaratione Cardinalium. Quod si ita fuit claratum, vides duas declarationes in eadem materia & in eadem re omnino contrarias, quia haec adducta ex Azorio contradictorie opponitur illi adducte à Rodriguez in Bullario. Ego non credo illustrissimos Cardinales contrarias declarationes in eadem re edidisse. forte falluntur Doctores illas citantes vel non intelligentes. Unde obiter videas casum od quam non vult Papa praedictas declarationes imprimi auctoritate publica Ecclesia. Videas item forte hinc multos Doctores qui dicunt declarationes Cardinalium non obligare in conscientia, neque in foro externo.

Laur. de Portel Dnb. regul. verb. Clausura Monial. Addit. n. 2.

F.I.N.



166.

C.

36.



